

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 29/01/2019

N° : 2019/116

SOMMAIRE

↳ Bureau de la Métropole

Finances et administration générale	page 4
Economie, nouvelles technologies, Enseignement supérieur	page 46
Emploi, formation professionnelle, insertion	page 63
Transports, déplacements et accessibilité	page 64
Urbanisme et aménagement	page 84
Développement territorial, logement, centres anciens, Contrat de ville	page 125
Environnement, développement durable, Agriculture et forêt	page 132
Cadre de vie, traitement des déchets, Eau et assainissement	page 140
Voirie, Espaces publics et grands équipements métropolitains	page 161
Culture et sport, grands évènements métropolitains	page 164

↳ Conseil de la Métropole

Finances et administration générale	page 170
Economie, nouvelles technologies, Enseignement supérieur	page 523
Transports, déplacements et accessibilité	page 546
Urbanisme et aménagement	page 609
Développement territorial, logement, centres anciens, Contrat de ville	page 724
Environnement, développement durable, Agriculture et forêt	page 745
Cadre de vie, traitement des déchets, Eau et assainissement	page 764
Tourisme, valorisation du patrimoine	page 820
Mer, littoral et ports, protection et mise en valeur des espaces maritimes et naturels	page 822
Voirie, Espaces publics et grands équipements métropolitains	page 826
Culture et sport, grands évènements métropolitains	page 848

LES DELIBERATIONS
BUREAU DU 13 DÉCEMBRE 2018

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Bureau de la Métropole

13 DÉCEMBRE 2018

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole et aux portes des Hôtel de Ville des Communes Membres à partir du 17 décembre 2018 et ce, pour une durée de deux mois.



Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Béatrice ALIPHAT - Martial ALVAREZ - Christophe AMALRIC - Sylvia BARTHELEMY - François BERNARDINI - Roland BLUM - Christian BURLE - Martine CESARI - Gaby CHARROUX - Frédéric COLLART - Georges CRISTIANI - Arlette FRUCTUS - Daniel GAGNON - Alexandre GALLESE - Danièle GARCIA - Gérard GAZAY - Roland GIBERTI - Nicolas ISNARD - Didier KHELFA - Eric LE DISSÈS - Richard MALLIÉ - Danielle MILON - Jean MONTAGNAC - Pascal MONTECOT - Roland MOUREN - Henri PONS - Georges ROSSO - Michel ROUX - Martine VASSAL.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Patrick BORÉ représenté par Roland GIBERTI - Maryse JOISSAINS MASINI représentée par Alexandre GALLESE.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Gérard BRAMOULLÉ - Bernard JACQUIER.

Commission "Finances et Administration Générale"

FAG 001-4705/18/BM

■ Attribution d'un abondement au profit de la
Régie Equestre du Mas de Combe
MET 18/9353/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au fonctionnement et à la simplification de la coopération intercommunale, tous les niveaux de collectivités locales, leurs établissements publics, les établissements publics de coopération

intercommunale peuvent créer une régie à personnalité morale et autonomie financière, dénommée établissement public local selon les termes de l'article L.2221-10 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Par suite, le droit applicable aux régies a été profondément remanié par le décret n° 2001-184 du 23 février 2001 relatif aux régies chargées de l'exploitation d'un service public et modifiant la partie réglementaire du CGCT.

C'est dans ce cadre que par délibération n° 98/02 du 15 mars 2002, le SAN Ouest Provence a créé une régie personnalisée à caractère industriel et commercial, dénommée Régie équestre du Mas de Combe, chargée de la gestion des activités équestres du centre équestre du Mas de Combe à Miramas, à laquelle il a imposé des contraintes particulières de fonctionnement et d'exercice du service.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en vertu du I de l'article L.5218-1 du présent code.

Dans le cadre de la poursuite des activités de la Régie équestre du Mas de Combe, la Métropole impose à la régie d'appliquer une politique tarifaire adaptée qui se situe en deçà des prix normalement pratiqués en ce domaine.

Ces contraintes tarifaires sont appliquées afin de permettre l'accès du plus grand nombre à la pratique de l'équitation à des conditions avantageuses, ne pouvant être commercialisées par la régie dans les conditions habituelles qui permettent d'en assurer l'équilibre. En outre, cet objectif nécessite la mobilisation d'un personnel complémentaire et des créneaux horaires plus denses dédiés à l'accueil du public.

Ces contraintes génèrent un surcoût et un manque à gagner qui justifient alors la participation de la Métropole au budget de la régie, puisqu'au terme des dispositions de l'article L.2224-2 du CGCT : «il est interdit aux communes de prendre en charge dans leur budget propre des dépenses au titre des services publics visés à l'article L.2224-1. Toutefois, le conseil municipal, peut décider une telle prise en charge, lorsque celle-ci est justifiée par l'une des raisons suivantes : lorsque les exigences du service public conduisent la collectivité à imposer des contraintes particulières de fonctionnement (...). La décision du conseil municipal, doit faire l'objet, à peine de nullité, d'une délibération motivée».

Dès lors, il est proposé, aujourd'hui, à la Métropole Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur l'attribution, à cette régie, d'un abondement de

324 000 euros (trois cent vingt-quatre mille euros) pour l'exercice 2019.

Cette dépense sera imputée sur le budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitre 65, nature 6573642.

Il est précisé que l'attribution du présent abondement est conditionnée par l'approbation du budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au fonctionnement et à la simplicité de la coopération intercommunale ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2001-184 du 23 février 2001 relatif aux régies chargées de l'exploitation d'un service public et modifiant la partie réglementaire du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relative à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence, afin de permettre l'accès du plus grand nombre à la pratique de l'équitation à des conditions avantageuses, impose à la régie une politique tarifaire ne pouvant être

commercialisées par cette dernière dans les conditions habituelles qui permettent d'assurer l'équilibre de la régie ;

- Que la régie sollicite la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'obtention d'un abondement lié aux contraintes de fonctionnement imposées par cette dernière ;
- Que ces contraintes génèrent un surcoût et un manque à gagner qui justifient alors la participation de la Métropole au budget de la régie ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence entend répondre favorablement à cette demande ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'attribution d'un abondement à la Régie du mas de Combe d'un montant de 324 000 euros (trois cent vingt-quatre mille euros) au titre de l'exercice 2019, en raison des contraintes particulières de fonctionnement.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans le budget de la Métropole 2019, chapitre 65, nature 6573642.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 002-4706/18/BM

■ Attribution d'un abondement au profit de la Régie Scènes et Cinés Ouest MET 18/9355/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au fonctionnement et à la simplification de la coopération intercommunale, tous les niveaux de collectivités locales, leurs établissements publics, les établissements publics de coopération intercommunale peuvent créer une régie à personnalité morale et autonomie financière, dénommée établissement public local selon les termes de l'article L.2221-10 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Par suite, le droit applicable aux régies a été profondément remanié par le décret n° 2001-184 du 23 février 2001 relatif aux régies chargées de l'exploitation d'un service public et modifiant la partie réglementaire du CGCT.

C'est dans ce cadre que par délibération n° 416/05 du 1^{er} juillet 2005, le SAN Ouest Provence a créé une régie personnalisée à caractère industriel et commercial, dénommée Régie Culturelle Scènes et Cinés Ouest Provence, chargée de la gestion du spectacle vivant et du cinéma, à laquelle il a imposé des contraintes particulières de fonctionnement et d'exercice du service.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en vertu du I de l'article L.5218-1 du présent code.

Dans le cadre de la poursuite des activités de la Régie Scènes et Cinés Ouest Provence, la Métropole impose à la régie une politique tarifaire adaptée qui se situe en deçà des prix normalement pratiqués en ce domaine.

Ces contraintes tarifaires sont appliquées pour les théâtres et festivals, les cinémas et les opérations et équipements liés aux musiques actuelles. En outre, le Conseil de Territoire Istres Ouest Provence assure directement l'organisation d'un certain nombre de manifestations culturelles transversales, dont la maîtrise d'ouvrage est confiée à la régie et qui concourent à la structuration du territoire. Enfin, les moyens de la régie sont également mobilisés lors de l'utilisation par le Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence ou par les associations soutenues par l'intercommunalité, des équipements à vocation culturelle.

Ces contraintes génèrent un surcoût et un manque à gagner qui justifient alors la participation de la Métropole au budget de la régie, puisqu'au terme des dispositions de l'article L.2224-2 du CGCT : «il est interdit aux communes de prendre en charge dans leur budget propre des dépenses au titre des services publics visés à l'article L.2224-1. Toutefois, le conseil municipal, peut décider une telle prise en charge, lorsque celle-ci est justifiée par l'une des raisons suivantes : lorsque les exigences du service public conduisent la collectivité à imposer des contraintes particulières de fonctionnement (...). La décision du conseil municipal, doit faire l'objet, à peine de nullité, d'une délibération motivée».

Dès lors, il est proposé, aujourd'hui, à la Métropole Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur l'attribution, à cette régie, d'un abondement de 5 177 000 euros (cinq millions cent soixante-dix-sept mille euros) pour l'exercice 2019.

Cette dépense sera imputée au budget métropolitain 2019, chapitre 65, nature 6573642.

Il est précisé que l'attribution du présent abondement est conditionnée à l'approbation du budget de la

Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au fonctionnement et à la simplicité de la coopération intercommunale ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2001-184 du 23 février 2001 relatif aux régies chargées de l'exploitation d'un service public et modifiant la partie réglementaire du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relative à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence, afin de permettre l'accès du plus grand nombre au domaine de la culture à des conditions avantageuses, impose à la régie une politique tarifaire ne pouvant être commercialisées par cette dernière dans les conditions habituelles qui permettent d'assurer l'équilibre de la régie ;
- Que la régie sollicite la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'obtention d'un abondement liée aux contraintes de fonctionnement imposées par cette dernière ;
- Que ces contraintes génèrent un surcoût et un manque à gagner qui justifient alors la participation de la Métropole au budget de la régie ;

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence entend répondre favorablement à cette demande ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'attribution d'un abondement à la Régie Culturelle Scènes et Cinés d'un montant de 5 177 000 euros (cinq millions cent soixante-dix-sept mille euros) au titre de l'exercice 2019, en raison des contraintes particulières de fonctionnement.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans le budget de la Métropole 2019, chapitre 65, nature 6573642.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 003-4707/18/BM

■ Attribution d'une contribution financière au profit de la régie de la halle d'Athlétisme de Miramas MET 18/9356/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa politique de développement du territoire et de renforcement de son attractivité, la Métropole Aix-Marseille-Provence a réalisé un stade d'athlétisme couvert, homologué pour les compétitions internationales. Cet équipement exceptionnel de 15 000 m² couvert est le seul existant dans le sud de la France et permet l'organisation de compétitions, la formation et l'entraînement des sportifs de haut niveau en athlétisme, mais aussi dans d'autres sports collectifs ou individuels.

Cet équipement peut également accueillir des scolaires, des formations aux métiers du sport, des pôles espoirs et, est un lieu dédié à la recherche sur les techniques et technologie du sport.

Par délibération n° CSGE 007-3401/17/CM du 14 décembre 2017, le Conseil de la Métropole a approuvé la création d'une régie personnalisée à caractère administratif ainsi que ses statuts dénommée « Régie de la Halle d'Athlétisme de Miramas » afin de gérer cet équipement.

Cette régie a pour objet d'assurer le développement d'activités sportives et d'animation dans la halle et les équipements qui lui sont attachés. Plus précisément elle a vocation à mettre en œuvre ces missions pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le respect et conditions prévues par les statuts de la régie.

Ainsi, la régie doit respecter les principes suivants :

- organiser, seule ou en association avec les collectivités publiques et les opérateurs publics ou privés le cas échéant, et notamment la Fédération française d'Athlétisme, la compétition, la formation et l'entraînement des sportifs de haut niveau en athlétisme mais aussi dans d'autres sports collectifs ou individuels,
- organiser des événements et des animations,
- assurer le développement de l'accueil des publics scolaires, ainsi que des formations aux métiers du sport et des pôles espoirs,
- s'associer à la recherche sur les techniques et technologie du sport en lien avec les établissements scolaires ou universitaires.

La régie est habilitée à mettre à disposition ses moyens, à titre onéreux et dans le respect le cas échéant du droit de la concurrence, à tous opérateurs publics ou privés qui la solliciteraient à cet effet, dans la mesure où cela ne porte pas préjudice à ses missions statutaires.

Le budget de la régie comprend notamment la contribution de la Métropole. A ce titre, afin de permettre le fonctionnement de la régie, il est proposé à la Métropole Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur l'attribution d'une contribution financière d'un montant de 750 000 euros (sept cent cinquante mille euros) au titre de l'exercice 2019.

Cette dépense sera imputée au budget de la Métropole 2019, chapitre 65, nature 657363.

Il est précisé que l'attribution de cette contribution financière est conditionnée par l'approbation du budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au fonctionnement et à la simplicité de la coopération intercommunale ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2001-184 du 24 février 2001 relatif aux régies chargées de l'exploitation d'un service public modifiant la partie réglementaire du Code Général des Collectivités Territoriales ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-001/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° CSGE 007-3401/17/CM du Conseil de la métropole du 14 décembre 2017 portant création de la régie personnalisée à caractère administratif dénommée « Régie de la Halle d'Athlétisme de Miramas » ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que dans le cadre de sa politique de développement du territoire et de renforcement de son attractivité, la Métropole Aix-Marseille-Provence a réalisé un stade d'athlétisme couvert homologué pour les compétitions internationales ;
- Que cet équipement a pour vocation d'accueillir un large public, d'organiser des compétitions internationales, des formations et de la recherche liées au domaine du sport en général et de l'athlétisme en particulier ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la création d'une régie personnalisée à caractère administratif ayant pour objet de gérer l'équipement et d'assurer, pour le compte de la Métropole le développement d'activités sportives et d'animation dans celui-ci ainsi que les équipements qui lui sont associés ;
- Que pour permettre à la régie d'assurer ses missions statutaires, la Métropole entend contribuer financièrement au fonctionnement de la régie ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la contribution financière au profit de la « Régie de la Halle d'Athlétisme de Miramas » d'un montant de 750 000 € (sept cent cinquante mille euros) au titre de l'exercice 2019.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans le budget de la Métropole 2019, chapitre 65, nature 657363.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 004-4708/18/BM

■ Attribution d'un abondement au profit de la Régie du Golf Ouest Provence Miramas MET 18/9358/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au fonctionnement et à la simplification de la coopération intercommunale, tous les niveaux de collectivités locales, leurs établissements publics, les établissements publics de coopération intercommunale peuvent créer une régie à personnalité morale et autonomie financière, dénommée établissement public local selon les termes de l'article L.2221-10 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Par suite, le droit applicable aux régies a été profondément remanié par le décret n° 2001-184 du 23 février 2001 relatif aux régies chargées de l'exploitation d'un service public et modifiant la partie réglementaire du CGCT.

C'est dans ce cadre que par délibération n° 615/09 du 17 décembre 2009, le SAN Ouest Provence a créé une régie personnalisée à caractère industriel et commercial, dénommée régie du golf Ouest Provence Miramas, chargée de la gestion et de l'exploitation des équipements publics du golf de Miramas, ainsi que d'une boutique de location-vente d'articles de sport, à Miramas, à laquelle il a imposé des contraintes particulières de fonctionnement et d'exercice du service.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en vertu du I de l'article L.5218-1 du présent code.

Dans le cadre de la poursuite des activités de la Régie du Golf Ouest Provence Miramas, la Métropole impose à la régie d'appliquer une politique tarifaire adaptée qui se situe en deçà des prix normalement pratiqués en ce domaine.

Ces contraintes tarifaires sont appliquées afin de permettre l'accès du plus grand nombre à la pratique du golf à des conditions tarifaires avantageuses ne pouvant être commercialisées par la régie dans les conditions habituelles qui permettent d'en assurer l'équilibre. En outre, cet objectif nécessite la mobilisation d'un personnel complémentaire et des

créneaux horaires plus denses dédiés à l'accueil du public.

Ces contraintes génèrent un surcoût et un manque à gagner qui justifient alors la participation de la Métropole au budget de la régie, puisqu'au terme des dispositions de l'article L.2224-2 du CGCT : «il est interdit aux communes de prendre en charge dans leur budget propre des dépenses au titre des services publics visés à l'article L.2224-1. Toutefois, le conseil municipal, peut décider une telle prise en charge, lorsque celle-ci est justifiée par l'une des raisons suivantes : lorsque les exigences du service public conduisent la collectivité à imposer des contraintes particulières de fonctionnement (...). La décision du conseil municipal, doit faire l'objet, à peine de nullité, d'une délibération motivée».

Dès lors, il est proposé, aujourd'hui, à la Métropole Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur l'attribution, à cette régie, d'un abondement de 51 300 euros (cinquante et un mille trois cents euros) pour l'exercice 2019.

Cette dépense sera imputée au budget métropolitain 2019, chapitre 65, nature 6573642.

Il est précisé que l'attribution du présent abondement est conditionnée à l'approbation du budget par la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au fonctionnement et à la simplicité de la coopération intercommunale ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2001-184 du 23 février 2001 relatif aux régies chargées de l'exploitation d'un service public et modifiant la partie réglementaire du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relative à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence, afin de permettre l'accès du plus grand nombre à la pratique du golf à des conditions avantageuses, impose à la régie une politique tarifaire ne pouvant être commercialisées par cette dernière dans les conditions habituelles qui permettent d'assurer l'équilibre de la régie ;
- Que la régie sollicite la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'obtention d'un abondement liée aux contraintes de fonctionnement imposées par cette dernière ;
- Que ces contraintes génèrent un surcoût et un manque à gagner qui justifient alors la participation de la Métropole au budget de la régie ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence entend répondre favorablement à cette demande ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'attribution d'un abondement à la Régie du Golf Ouest Provence Miramas d'un montant de 51 300 € (cinquante et un mille trois cents euros) au titre de l'exercice 2019, en raison des contraintes particulières de fonctionnement.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans le budget de la Métropole 2019, chapitre 65, nature 6573642.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 005-4709/18/BM

■ **Indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence**

MET 18/9017/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence entrevoit d'engager d'importants travaux d'aménagement structurant sur le territoire métropolitain.

Toutefois, consciente que les gênes et perturbations engendrées par ces travaux auront une incidence importante sur l'activité économique riveraine des chantiers, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'instaurer une procédure d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains de ces futurs chantiers. Ainsi, par délibération du 30 juin 2016, elle a créé une Commission métropolitaine d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Commission métropolitaine d'indemnisation amiable examine les réclamations des professionnels et propose des indemnisations pour les préjudices économiques en lien de causalité direct avec les travaux engagés dès lors qu'ils ont été réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Lors de sa réunion du 22 octobre 2018, la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable s'est prononcée sur :

1) La recevabilité de 2 demandes d'indemnisation:

Ont été déclarés recevables, et à ce titre ont fait l'objet d'une demande d'expertise judiciaire pour les périodes de travaux ci-après précisées, les dossiers suivants :

- BHNS AIX-2018/08/06 : OPTIQUE RICHARD du 10 janvier 2018 au 31 août 2018,
- BHNS AIX-2018/08/07 : MARASINO du 1er avril 2018 au 30 septembre 2018,

2) Le montant des indemnités proposées dans le cadre des dossiers suivants auxquels elle a décidé d'appliquer une pondération des 40 % sur le montant du préjudice déterminé par expertise judiciaire, au titre des sujétions normales que les riverains de la voie publique sont tenus de supporter sans indemnité :

Rue PARADIS

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Proposition de la Commission
PRD-2018-05-11	MADURA / AXTER'S	2 Rue Paradis – 13001 Marseille	06/02/2017 au 15/09/2017	30 670,00€	18 402,00€
PRD-2018-05-12	EDJI / ARMAND THIERY	31 Rue Paradis – 13001 Marseille	06/02/2017 au 31/10/2017	17 991,00€	10 795,00€
TOTAL				48 661,00€	29 197,00€

Montant des indemnisations déjà accordées	138 118,00 €
Total général PARADIS	167 315,00 €

BHNS L'AIXPRESS

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Proposition de la Commission
AIX-2018-06-01	SIMPLEMENT VIN	31 avenue Robert Schuman 13090 Aix en Provence	08/11/2017 au 30/06/2018	9 566,67€	6 326,67€
TOTAL				9 566,67€	6 326,67€

Montant des indemnisations déjà accordées	0,00 €
Total général BHNS L'AIXPRESS	6 326,67 €

Par conséquent, il est proposé d'adopter l'avis de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable relatif à l'examen de la recevabilité des 2 demandes d'indemnisations précitées, ainsi que les montants d'indemnisation retenus pour les 3 dossiers ayant fait l'objet d'une expertise judiciaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence .
- La délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016 relative à la constitution de la Commission d'Indemnisation amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;
- La délibération FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole

Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de minimiser l'impact sur la vie économique locale des travaux engagés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avis de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable relatif à l'examen de la recevabilité des 2 dossiers de demande d'indemnisation précités.

Article 2 :

Est approuvé l'avis de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable relatif à l'indemnisation des 3 dossiers précités pour un montant total de 35 523,67 euros.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer les protocoles d'accord transactionnels ci-annexés ainsi que tout acte nécessaire à la mise en œuvre de ces décisions.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous-Politique C311 – Nature 65888 – Fonction 851 – Chapitre 65 – 4DIFRA.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 006-4710/18/BM

■ Cession du bungalow installé sur le site de la Robole à Aix-en-Provence MET 18/8811/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis 2004, la Communauté du Pays d'Aix est locataire de locaux sis ZAC de la Robole à Aix-en-Provence. En 2009, la salle de réunion a été réaménagée en bureaux pour faire face à l'augmentation des effectifs sur ce site. Une demande a alors été faite au propriétaire, BNP PARIBAS REAL ESTATE pour l'installation d'un bungalow sur le parking. Par courrier en date du 21 mai 2010, le propriétaire acceptait une construction modulaire de 111m² avec un module sanitaire afin de créer une salle de conférences. Cet accord était assorti notamment de sa dépose à la fin du bail.

Le bail arrivant à échéance le 31 janvier 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit donc avant cette date enlever le bungalow.

La commune de Coudoux étant intéressée par la reprise du bungalow, la Métropole Aix-Marseille-Provence a donc décidé de le céder à titre gratuit à la Commune de Coudoux, à charge pour elle d'assurer l'enlèvement du bungalow du site de la Robole avant le 31 janvier 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est décidé de céder à titre gratuit le bungalow sis à la Robole à Aix-en-Provence à la commune de Coudoux, à charge pour elle d'assurer l'enlèvement du bungalow du site de la Robole avant le 31 janvier 2019.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents relatifs à cette cession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 007-4711/18/BM

■ Renouvellement de l'adhésion à l'Association Française des Correspondants à la Protection des Données à Caractère Personnel et paiement de la cotisation 2019 MET 18/9272/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Association Française des Correspondants à la Protection des données à Caractère Personnel (AFCDP), a été créée en 2004 pour promouvoir et développer le rôle des Correspondants Informatique et Liberté (CIL).

L'Association regroupe des acteurs publics ainsi que des sociétés privées.

La Commission Nationale Informatique et Liberté (CNIL) demande de plus en plus de rigueur dans la protection et l'accès aux données personnelles.

L'AFCDP est une structure indépendante et reconnue au niveau national. Elle favorise la concertation avec les entreprises et les pouvoirs publics relative à l'ensemble des questions posées par le statut ou les missions des correspondants à la protection des données personnelles. Elle organise des initiatives à caractère national, européen ou international, relatives aux statuts ou aux missions des correspondants à la protection des données personnelles ou équivalents dans les réglementations étrangères. Elle assure une veille technologique. Elle constitue également des groupes de travail afin de formuler des recommandations et/ou des avis aux autorités publiques et aux acteurs de la protection des données personnelles, de sa propre initiative ou sur saisine.

L'adhésion à l'AFCDP, Association Française des Correspondants à la Protection des données à Caractère Personnel, permet à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de bénéficier d'un appui professionnel et d'aides conséquentes afin de l'accompagner dans la mise en œuvre de la protection et l'accès aux données personnelles.

C'est pourquoi la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'adhérer à l'AFCDP par délibération n°HN 015-043/16/CM du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016 et de renouveler son adhésion pour les années 2017 et 2018 par délibérations du Bureau de la Métropole n° FAG 024-1632/17/BM du 30 mars 2017 et n° FAG 004-3405/18/BM du 15 février 2018.

Aussi le présent rapport propose le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 015-043/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 portant adhésion à l'Association Française des correspondants à la Protection des Données à Caractère Personnel ;
- La délibération n°FAG 024-1632/17/BM du Bureau de la Métropole du 30 mars 2017 portant renouvellement de l'adhésion à l'association Française des Correspondants à la Protection des Données à Caractère Personnel (AFCDP) et paiement de la cotisation 2017 ;
- La délibération n°FAG 004-3405/18/BM du Bureau de la Métropole du 15 février 2018 portant renouvellement de l'adhésion à l'AFCDP - Association Française des Correspondants à la Protection des Données à Caractère Personnel (AFCDP).

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'afin de pouvoir bénéficier du partage d'informations, de connaissances et de bonnes pratiques en matière de protection des données personnelles, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à l'Association Française des Correspondants à la Protection des Données à Caractère Personnel (AFCDP) au titre de l'année 2019 ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'Association Française des Correspondants à la Protection des Données à Caractère Personnel (AFCDP) et le paiement de la cotisation 2019 d'un montant de 450 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 - Fonction 020 - Nature 6281

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 008-4712/18/BM

**■ Renouvellement de l'adhésion à l'Association Française pour l'Information Géographique et paiement de la cotisation 2019
MET 18/9273/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la définition des politiques d'aménagement et de développement, la Métropole s'est dotée d'un système d'information géographique (SIG).

A ce titre, il est nécessaire qu'elle soit présente dans les différentes associations regroupant les collectivités publiques du territoire français.

L'Association Française pour l'Information Géographique, (AFIGEO) créée en 1986, a pour objectif de concourir au développement du secteur de l'Information Géographique.

Formidables outils de connaissance et de gestion, les technologies de l'Information Géographique sont porteuses de développement pour les territoires et les structures qui les administrent.

Les outils de l'Information Géographique améliorent la qualité de services de domaines très divers : urbanisme, aménagement du territoire, gestion des risques, logistique, transport, gestion de flotte, santé...

Aussi, compte tenu de l'objet de l'Association Française pour l'Information Géographique, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'adhérer à cette association par délibération n°HN 012-040/16/CM du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016 et de renouveler son adhésion pour les années 2017 et 2018 par délibérations du Bureau de la Métropole n°FAG 025-1633/17/BM du 30 mars 2017 et n°FAG 005-3406/18/BM du 15 février 2018.

Afin de bénéficier des travaux et conclusions d'une communauté de pratiques qui œuvre pour le développement et l'usage de l'information géographique à l'échelle des territoires, il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence continue à être membre de l'Association Française pour l'Information Géographique au titre de l'année 2019.

Aussi le présent rapport propose le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 012-040/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 portant adhésion à l'Association AFIGEO ;
- La délibération n°FAG 025-1633/17/BM de Bureau de la Métropole du 30 juin 2017 portant renouvellement de l'adhésion à l'Association Française pour l'Information Géographique (AFIGEO) et paiement de la cotisation 2017 ;
- La délibération n°FAG 005-3406/18/BM de Bureau de la Métropole du 15 février 2018 portant renouvellement de l'adhésion à l'Association Française pour l'Information Géographique (AFIGEO) ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'afin de pouvoir continuer à bénéficier des travaux et conclusions d'une communauté de pratiques qui œuvre pour le développement et l'usage de l'information géographique à l'échelle des territoires, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à l'Association Française pour l'Information Géographique au titre de l'année 2019 ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'Association Française pour l'Information Géographique (AFIGEO) et le paiement de la cotisation 2019 d'un montant de 680 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 :
Fonction 020 - Nature 6281

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 009-4713/18/BM

■ Renouvellement de l'adhésion à l'Association des Villes et collectivités pour les communications électroniques et l'Audiovisuel et paiement de la cotisation 2019 MET 18/9274/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Association des Villes et collectivités pour les communications électroniques et l'Audiovisuel (AVICCA), a été créée en 1986 sur le thème des réseaux câblés ; elle a élargi depuis ses champs d'action en parallèle de l'évolution législative.

L'association regroupe des collectivités territoriales françaises (villes, intercommunalités, départements, régions, syndicats mixtes, etc.), de toute tailles et sans distinction politiques, qui sont actives pour :
L'aménagement de leur territoire en réseaux de communication électroniques,
Le développement des services et des usages.

Depuis la loi du 12 juillet 1999 dite loi « Chevènement », de nombreux établissements Publics de Coopération Intercommunales, qui ont pris la « compétence numérique », ont adhéré à l'AVICCA.

Les enjeux de déploiement du numérique sur le territoire de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence nécessitent d'adhérer à une association indépendante afin de :

- Bénéficier de l'expertise et de l'indépendance d'une structure reconnue au niveau national,
- Bénéficier d'une veille juridique et réglementaire sur le dossier des réseaux et du haut débit,
- Bénéficier d'une vision coordonnée et transversale des différentes associations de

collectivités (France Urbaine : Association des Métropoles, grandes intercommunalités et grandes villes, AMF : Association des Maires de France, ADF : Association des Départements de France, ARF : Association des Régions de France),

- Doter les élus d'un outil en matière d'analyse d'enjeux stratégiques, d'études de contextes particuliers, de propositions de solutions possibles,
- Informer régulièrement l'administration via une lettre d'information thématique, des rencontres régulières et des réunions transversales thématiques,
- Infléchir via une action de lobbying sur les évolutions nationales (législatif et réglementaire) ou sur les stratégies des opérateurs de télécommunication.

Aussi, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'adhérer à cette association par délibération n°HN 013-041/16/CM du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016 et de renouveler son adhésion pour les années 2017 et 2018 par délibérations du Bureau de la Métropole n° FAG 027-1635/17/BM du 30 mars 2017 et n° FAG 006-3407/18/BM du 15 février 2018.

Compte tenu de l'objet et des objectifs poursuivis par l'association, la Métropole souhaite renouveler son adhésion pour l'année 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 009 -011/16 CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 013-041/16/CM du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016

portant adhésion à l'Association des Villes et collectivités pour les communications électroniques et l'Audiovisuel (AVICCA) ;

- La délibération n°FAG 027-1635/17/BM du Bureau de la Métropole du 30 mars 2017 portant renouvellement de l'adhésion à l'Association des Villes et collectivités pour les communications électroniques et l'Audiovisuel (AVICCA) et paiement de la cotisation 2017 ;
- La délibération n°FAG 006-3407/18/BM du Bureau de la Métropole du 15 février 2018 portant renouvellement de l'adhésion à l'Association des Villes et collectivités pour les communications électroniques et l'Audiovisuel (AVICCA).

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'afin de pouvoir continuer à bénéficier d'un appui professionnel et d'aides conséquentes pour la définition de l'aménagement du territoire en réseaux de communication électroniques et pour le développement des services et des usages, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à l'Association des Villes et collectivités pour les communications électroniques et de l'Audiovisuel au titre de l'année 2019 ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'Association des Villes et collectivités pour les communications électroniques et l'Audiovisuel et le paiement de la cotisation 2019 d'un montant de 3445 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 - Fonction 020 - Nature 6281

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 010-4714/18/BM

■ Renouvellement de l'adhésion à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (communications électroniques) et paiement de la cotisation 2019

MET 18/9277/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) est une association nationale d'élus locaux qui existe depuis 1934 et intervient dans plusieurs domaines, dont les Communications Electroniques. Dans ce domaine, elle assure plusieurs types de missions au bénéfice des collectivités qui en sont membres.

Pour les Communications Electroniques, la FNCCR a œuvré depuis de nombreuses années pour mettre à la disposition de ses collectivités adhérentes un cadre adapté à l'utilisation des appuis électriques par les lignes de communications électroniques et au co-financement des enfouissements coordonnés de ces différents réseaux. Elle a notamment élaboré des amendements législatifs puis, ceux-ci ayant été adoptés, elle a produit des modèles de conventions acceptés par l'Opérateur Historique qui s'engage à prendre en charge financièrement une part du coût des travaux d'enfouissement.

Cette implication a été prolongée plus récemment par le soutien de la FNCCR au déploiement du très haut débit (THD) sur l'ensemble du territoire national grâce à la fibre optique, en promouvant la solidarité financière (péréquation) en faveur des zones rurales.

Pour aider ses adhérents à accomplir leurs missions dans ce domaine, elle les documente en temps réel (essentiellement via internet) sur l'actualité juridique et les possibilités de financement. Elle favorise également les partages d'expérience entre adhérents et avec des intervenants extérieurs grâce à ses

nombreuses réunions spécifiques au secteur des communications électroniques (Journées d'Études, rencontres techniques et groupes de travail).

Compte tenu de l'objet et des objectifs poursuivis par la Fédération Nationale des collectivités concédantes et Régies en matière de communications électroniques, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'adhérer à cette association nationale par délibération n°HN 014-042/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 et de renouveler son adhésion pour les années 2017 et 2018 par délibérations du Bureau de la Métropole n°FAG 028-1636/17/BM du 30 mars 2017 et n° FAG 002-3403/18/BM du 15 février 2018.

Aussi le présent rapport propose le renouvellement de l'adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à cette association.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009 -011/16 CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 014-042/16/CM du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016 portant adhésion à la FNCCR (communications électroniques) ;
- La délibération n°FAG 028-1636/17/BM du Bureau de la Métropole du 30 mars 2017 portant renouvellement de l'adhésion à la FNCCR (communications électroniques) et paiement de la cotisation 2017 ;
- La délibération n°FAG 002-3403/18/BM du Bureau de la Métropole du 15 février 2018 portant renouvellement de l'adhésion à la FNCCR (communications électroniques) et paiement de la cotisation 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'afin de pouvoir continuer à bénéficier d'un appui professionnel et d'aides conséquentes dans le domaine des communications électroniques, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à la Fédération Nationale des Collectivités

Concédantes et Régies (Communications Electroniques) au titre de l'année 2019 ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (Communications Electroniques) et le paiement de la cotisation 2019 d'un montant de 4800 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 : Fonction 020 - Nature 6281

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 011-4715/18/BM

■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Open Data France et paiement de la cotisation 2019 MET 18/9278/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant : L'Open Data est la mise à disposition des données publiques à toute la population : citoyens particuliers, entreprises, associations, etc. L'Open Data vise la réutilisation des données, avec un objectif citoyen, démocratique, ou encore économique lorsqu'elle met en jeu des entreprises. Les différentes collectivités françaises se sont emparées de l'Open Data, guidées par des projets tels que la Mission Etalab, créée en 2011.

L'ouverture des premiers jeux de données en Région PACA a été réalisée en 2012, dans le cadre de la préparation de Marseille-Provence 2013 Capitale Européenne de la Culture, avec le lancement du portail partenarial régional openpaca.fr. La plupart des EPCI y avaient alors participé en mettant à disposition des données concernant la mobilité, l'accessibilité, les transports, ou encore issues du monde culturel, du Tourisme, etc.

Dans la continuité des adhésions des ex EPCI, la Métropole a adhéré en Octobre 2017 à la plateforme data de la Région (Data Sud).

Ce mouvement d'abord volontaire est devenu une obligation depuis la promulgation de la loi pour une république numérique modifiant le CGCT en précisant que « Les collectivités territoriales de plus de 3.500 habitants ainsi que les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre

auxquels elles appartiennent rendent accessibles en ligne les informations publiques (...) lorsque ces informations se rapportent à leur territoire et sont disponibles sous forme électronique.» Ces informations publiques sont offertes à la réutilisation dans les conditions prévues par la loi.

L'association Opendata France, (<http://www.opendatafrance.net/>), créée le 9 octobre 2013 à Toulouse, a pour but de regrouper et soutenir les collectivités engagées activement dans une démarche d'ouverture des données publiques et de favoriser toutes les démarches entreprises par ces collectivités dans le but de la promotion de l'open data.

L'association Opendata France (ODF) se donne comme objectifs :

- d'apporter à ses membres les informations, conseils ou autres soutiens nécessaires à l'ouverture des données publiques ;
- de favoriser les négociations avec l'ensemble des partenaires nationaux ou internationaux, notamment avec les ministères concernés, les instances de régulation et les différents acteurs économiques du secteur ;
- de favoriser les productions communes par des groupes de travail ou ateliers sur des thèmes définis en commun comme devant apporter des éléments de réponse aux questions qui se posent sur l'open data et sa mise en œuvre ;
- de participer au développement du mouvement open data par toutes actions de communication (conférence...), valorisation, formation et accompagnement ;
- de représenter ses membres auprès de toute autorité publique et privée dans le but d'assurer la défense des intérêts matériels et moraux de ses membres ;
- et de mettre en œuvre tous les autres moyens susceptibles d'être utilisés pour concourir à la réalisation de l'objet de l'association.

Compte tenu de l'objet et des objectifs poursuivis par l'association Open Data France, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'adhérer à cette association par délibération n°ECO 004-1049/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 et de renouveler son adhésion pour les années 2017 et 2018 par délibérations du Bureau de la Métropole n°ECO 007-2126/17/BM du 13 juillet 2017 et n° FAG 003-3404/18/BM du 15 février 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'afin de pouvoir continuer à bénéficier d'un soutien et d'un accompagnement pour le développement de son Open Data, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à l'association Opendata France au titre de l'année 2019 ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Open-Data France et le paiement de la cotisation 2019 d'un montant de 3000 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 - Fonction 020 - Nature 6281

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 012-4716/18/BM

**■ Approbation d'une convention avec l'association "LA COOP" pour l'attribution d'une subvention au titre de l'année 2019
MET 18/9266/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association « LA COOP » est une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, a pour objet, selon l'article II des Statuts, « la défense des intérêts sociaux et économiques des personnels de la Ville de Marseille, de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de l'ensemble des collectivités territoriales et de leurs établissements publics y rattachés du département des Bouches-du-Rhône. Elle poursuit en cela les missions sociales développées antérieurement par la Coopérative des Employés Municipaux ».

Dans le cadre de la construction métropolitaine, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a approuvé par délibération FAG 001-30/06/16 CM du 30 juin 2016 le pacte de gouvernance financier et fiscal, énonçant que « (...) jusqu'à l'instauration d'un comité des œuvres sociales (ou organisme équivalent) métropolitain et le vote des délibérations du conseil métropolitain idoines, le maintien des structures existantes gérant les œuvres sociales est garanti ainsi que le financement par la métropole des droits et avantages sociaux proposés aux agents par les EPCI préexistants. »

Conformément à la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et de l'article 1^{er} du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001, modifié, pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, « l'autorité administrative, qui attribue une subvention, doit, lorsque cette subvention dépasse la somme de 23 000 euros, conclure une convention avec l'organisme de droit privé qui en bénéficie, définissant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention attribuée (...) ».

Aussi, pour garantir la continuité de fonctionnement de l'association « LA COOP » au profit du personnel métropolitain, il y a lieu de lui attribuer une subvention de 56 000 euros pour l'année 2019 et de conclure une convention entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et l'association « LA COOP ».

Il est précisé qu'il convient de déroger au Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n°HN-021-049/16/CM du 7 avril 2016 et de verser la totalité de la subvention proposée avant le 31 décembre 2019 eu égard à son objet particulier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération FAG 001-30/06/16 CM du 30 juin 2016 portant approbation du pacte de gouvernance financier et fiscal de la métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt des actions menées par l'association « LA COOP » en faveur du personnel métropolitain ;
- La continuité des dispositifs d'action sociale proposés aux agents par les EPCI préexistants, énoncé par le pacte de gouvernance financier et fiscal de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée à conclure avec l'association « LA COOP ».

Article 2

Est attribuée une subvention de 56 000 euros à l'association « LA COOP ».

Article 3 :

Il est précisé qu'il convient de déroger au Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n°HN-021-049/16/CM du 7 avril 2016 et de verser la totalité de la subvention proposée avant le 31 décembre 2019 eu égard à son objet particulier.

Article 4 :

Madame la Présidente ou son représentant est autorisé à signer ladite convention.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6574, fonction 020, sous-politique A510.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 013-4717/18/BM

■ Approbation de l'avenant n°4 à la convention d'objectifs avec le Comité des Œuvres Sociales du Territoire du Pays d'Aix pour l'attribution d'une subvention au titre de l'année 2019 MET 18/9276/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Comité des Œuvres Sociales (COS), association loi 1901, a été créé le 22 décembre 2004 avec pour objet la mise en place de prestations et services à caractère social, culturel et sportif pour ses adhérents en complément des services proposés par le CNAS (Comité National d'Action Sociale)

Par délibération n°2006-A077 en date du 6 avril 2006, il a été mis fin à l'adhésion directe de l'Établissement au Comité National d'Action Sociale, permettant ainsi au COS de gérer l'ensemble de l'action sociale et d'adhérer au CNAS en lieu et place de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix. La prise en charge complète de l'activité sociale par le

COS est effective depuis le 1^{er} janvier 2007.

Compte tenu du montant de la subvention et en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et de l'article 1er du décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour son application, une convention entre l'ex CPA et le COS d'une durée de trois ans (2013 à 2015), avec révision annuelle du montant de la subvention, a été approuvée par délibération n°2013-A025 du Conseil de communauté en date du 28 mars 2013.

Dans le cadre de la création de la métropole Aix-Marseille-Provence, la convention d'objectif a été prolongée par un premier avenant approuvé par délibération n° 2015-A302 lors du Conseil de Communauté du 17 décembre 2015 pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016, par un second avenant approuvé par délibération n° 2016_CT2_147 lors du Conseil de Métropole du 17 octobre 2016 pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017, et par un troisième avenant approuvé par délibération n° FAG 083-3102/17/CM du Conseil de Métropole du 14 décembre 2017 pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018.

Le renouvellement de la mise à disposition de deux agents auprès du COS a été approuvé par délibération n° FAG 036-1039/16/CM lors du Conseil de Métropole du 17 octobre 2016 pour une durée de trois ans, soit du 1^{er} août 2017 jusqu'au 31 juillet 2020.

Le Pacte de gouvernance financier et fiscal de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvé lors de la séance du conseil de métropole du 23 juin 2016 prévoit que :

S'agissant des avantages sociaux collectifs jusqu'à l'instauration d'un Comité des Œuvres Sociales (ou organisme équivalent) métropolitain et le vote des délibérations du Conseil de Métropole idoines, le maintien des structures existantes gérant les œuvres sociales est garanti ainsi que le financement par la Métropole des droits et avantages sociaux proposés aux agents par les EPCI préexistants.

Il est aujourd'hui proposer de prolonger, la convention d'objectifs du 28 mars 2013 par avenant n° 4, pour garantir aux agents du Territoire du Pays d'Aix la continuité de l'action sociale du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019.

Il est précisé qu'il convient de déroger au règlement budgétaire et financier approuvé par délibération n° HN-021-049/16/CM du 7 avril 2016 et de verser la totalité de la subvention proposée avant le 31 décembre 2019 eu égard à son objectif particulier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération FAG 001-30/06/16 CM du 30 juin 2016 portant approbation du pacte de gouvernance financier et fiscal de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 2013_A025 du Conseil Communautaire de la CPA du 28 mars 2013 portant approbation d'une convention d'objectifs ;
- La délibération n° 2015_A302 du Conseil Communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 portant approbation d'un avenant (n°1) de prolongation à la convention d'objectifs ;
- La délibération n° 2016_CT2_147 du Conseil de Métropole du 17 octobre 2016 portant approbation d'un avenant (n°2) à la convention d'objectifs avec le Comité des Œuvres Sociales du Territoire du Pays d'Aix et la Métropole ;
- La délibération n° FAG 083-3102/17/CM du Conseil de Métropole du 14 décembre 2017 portant approbation d'un avenant (n°3) de prolongation à la convention d'objectifs ;
- L'avis du Comité Technique .

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- que l'avenant n°4 à la convention d'objectifs entre le Comité des Œuvres Sociales du Territoire du Pays d'Aix et la Métropole Aix-Marseille-Provence assure la continuité de l'action sociale auprès des agents du territoire du pays d'Aix qui y adhèrent.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°4 ci-annexé à la convention d'objectifs du 28 mars 2013 à conclure entre le Président des Œuvres Sociales du Territoire du Pays d'Aix et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Est approuvé le versement d'une subvention de 225 179 euros à l'association Comité des Œuvres Sociales du Territoire du Pays d'Aix et la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre de l'exercice 2019, sous réserve de l'adoption du budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Est précisé qu'il convient de déroger au Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n°HN-021-049/16/CM du 7 avril 2016 et de verser la totalité de la subvention proposée avant le 31 décembre 2019 eu égard à son objet particulier.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 014-4718/18/BM

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention d'objectifs avec l'association Amicale du Personnel du Territoire du Pays Salonais pour l'attribution d'une subvention au titre de l'année 2019

MET 18/9282/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Amicale du Personnel du Territoire du Pays Salonais (APAP), association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, a pour objectif d'organiser, au profit de ses membres et ayant droit, des activités de loisirs, de détente et diverses manifestations, qu'elle peut leur faire bénéficier également de tarifs dégressifs de par le regroupement d'acquéreurs.

Le Pacte de gouvernance financier et fiscal de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvé lors de la séance du Conseil de Métropole du 30 juin 2016 prévoit que : « *S'agissant des avantages sociaux collectifs, jusqu'à l'instauration d'un Comité des Œuvres Sociales (ou organisme équivalent) métropolitain et le vote des délibérations du Conseil de Métropole idoines, le maintien des structures existantes gérant les œuvres sociales est garanti ainsi que le financement par la Métropole des droits et avantages sociaux proposés aux agents par les EPCI préexistants.* »

A ce jour, il convient de poursuivre les négociations avec les organisations syndicales pour la mise en œuvre d'une politique d'action sociale commune à l'ensemble des agents de la Métropole Aix-Marseille-Provence, c'est pourquoi, il est proposé de reconduire le dispositif existant pour 2019.

Dans ce cadre, afin de permettre à l'association Amicale du Personnel du Territoire du Pays Salonais (APAP) d'assurer la continuité de ses engagements, il est proposé de lui accorder une subvention d'un montant de 40 000 euros au titre de l'exercice 2019.

Il est précisé qu'il convient toutefois de déroger au règlement budgétaire et financier approuvé par délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 et de verser la totalité de la subvention proposée avant le 31 décembre 2018 eu égard à son objet particulier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative au règlement budgétaire et financier.
- La délibération FAG 001-30/06/16 CM du 30 juin 2016 portant approbation du pacte de gouvernance financier et fiscale de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La délibération du 14 décembre 2017 approuvant la convention d'objectifs avec l'association Amicale du Personnel du Territoire du Pays Salonais ;
- L'avis du Comité Technique.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La continuité des dispositifs d'action sociale proposés aux agents par les EPCI préexistants, énoncé par le pacte de gouvernance financier et fiscal de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- La nécessité de reconduire le dispositif d'action sociale avec l'association Amicale du Personnel du Territoire du Pays Salonais (APAP) au titre de l'année 2019.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention d'objectifs définissant les conditions d'octroi de cette subvention

Article 2 :

Est attribuée une subvention de 40 000 euros à l'association Amicale du Personnel du Territoire du Pays Salonais (APAP) au titre de l'année 2019.

Article 3 :

Est précisé qu'il convient de déroger au Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n°HN-021-049/16/CM du 7 avril 2016 et de verser la

totalité de la subvention proposée avant le 31 décembre 2019 eu égard à son objet particulier.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer ledit avenant.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 015-4719/18/BM

■ Approbation de l'avenant n° 1 à la convention d'objectifs avec l'association Comité Social du personnel de la ville de Martigues et du Territoire du Pays de Martigues pour l'attribution d'une subvention au titre de l'année 2019 MET 18/9281/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association du Comité Social du personnel de la ville de Martigues et du Territoire du Pays de Martigues a pour objet d'instituer en faveur des agents titulaires, stagiaires, contractuels ou retraités, des veufs de retraités ou d'agents décédés en activité et des enfants d'agents décédés du Territoire du Pays de Martigues toutes les formes d'aide sociale et d'activités jugées opportunes, permettant d'assurer la satisfaction des besoins exprimés par ses membres.

La Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues, fusionnée au sein de la Métropole Aix-Marseille Provence depuis le 1^{er} janvier 2016 et l'association du Comité Social du personnel de la ville de Martigues et du Territoire du Pays de Martigues avaient conclu une convention pluriannuelle d'objectifs, approuvée par délibération n°2015-148 du 5 novembre 2015 pour une durée de 3 ans fixant les objectifs et les engagements réciproques des parties et les conditions dans lesquelles l'intercommunalité entend apporter un concours en moyens financiers aux activités menées par l'Association au profit de ses membres.

Le Pacte de gouvernance financier et fiscal de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence approuvé lors de la séance du Conseil de Métropole du 30 juin 2016 prévoit que : « *S'agissant des avantages sociaux collectifs, jusqu'à l'instauration d'un Comité des*

Œuvres Sociales (ou organisme équivalent) métropolitain et le vote des délibérations du Conseil de Métropole idoines, le maintien des structures existantes gérant les œuvres sociales est garanti ainsi que le financement par la Métropole des droits et avantages sociaux proposés aux agents par les EPCI préexistants. »

A ce jour, il convient de poursuivre le dialogue social avec les organisations syndicales pour la mise en œuvre d'une politique d'action sociale commune à l'ensemble des agents de la Métropole Aix-Marseille Provence, c'est pourquoi, il est proposé de reconduire le dispositif existant pour 2019.

Dans ce cadre, afin de permettre à l'association du Comité Social du personnel de la ville de Martigues et du Territoire du Pays de Martigues d'assurer la continuité de ses engagements, il est proposé de lui accorder une subvention d'un montant de 77 280 euros au titre de l'exercice 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984, modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération FAG 001-30/06/16 CM du 30 juin 2016 portant approbation du pacte de gouvernance financier et fiscale de la Métropole Aix-Marseille-Provence

- La délibération n°2015-148 du 5 novembre 2015 approuvant la convention pluriannuelle d'objectifs avec l'association du Comité Social du personnel;
- L'avis du Comité Technique .

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La continuité des dispositifs d'action sociale proposés aux agents par les EPCI préexistants, énoncé par le pacte de gouvernance financier et fiscal de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- La nécessité de reconduire le dispositif d'action sociale avec le Comité Social du personnel de la ville de Martigues et du Territoire du Pays de Martigues.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention d'objectifs avec le COS du personnel de la Ville de Martigues et du Territoire du Pays de Martigues.

Article 2 :

Est attribuée une subvention de 77280 euros à l'association du Comité Social du personnel de la ville de Martigues et du Territoire du Pays de Martigues au titre de l'exercice 2019, sous réserve de l'adoption du budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Est précisé qu'il convient de déroger au Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n°HN-021-049/16/CM du 7 avril 2016 et de verser la totalité de la subvention proposée avant le 31 décembre 2019 eu égard à son objet particulier.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 016-4720/18/BM

**■ Approbation de deux conventions avec la commune de Martigues relatives à la fixation des Equivalents Temps Pleins nécessaires pour assurer diverses missions.
MET 18/9265/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions des articles L.5211-4-1 II et III du Code Général des Collectivités Territoriales, et dans un souci de bonne organisation et de rationalisation des services, l'ex Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues, fusionnée depuis le 1^{er} janvier 2016, au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence a conclu le 7 novembre 2014, une convention de mise à disposition de services entre celle-ci et la commune de Martigues.

Pour un motif lié à la bonne organisation des services de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de la Commune, le Bureau de la Métropole a approuvé la résiliation de cette convention entre ces deux entités par délibération FAG 010-2860/17/BM du 14 décembre 2017.

En effet, selon cette disposition, applicable aux métropoles en vertu du I de l'article L.5217-7 du même Code, la Métropole Aix-Marseille-Provence « *peut confier, par convention avec la ou les collectivités concernées, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs communes membres, à leurs groupements ou à toute autre collectivité territoriale ou établissement public.*

Dans les mêmes conditions, ces collectivités peuvent confier à la [Métropole] la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de leurs attributions. »

Dans ce cadre, la commune de Martigues et la Métropole Aix-Marseille-Provence, compte tenu des moyens techniques et en personnel dont chacune d'elles disposent, se sont concertées afin que certaines missions soient réalisées par des agents communaux ou des agents métropolitains.

Par délibération FAG 011-2861/17/BM du Bureau de la Métropole en date du 14 décembre 2017 a été approuvé deux conventions entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Commune de Martigues relatives à la fixation des Equivalents Temps Pleins (ETP) pour assurer diverses missions.

A ce jour, il convient de redéfinir les prestations entre la Commune de Martigues et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Par conséquent, il convient de conclure une nouvelle convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence

et la commune de Martigues pour approuver les Equivalents Temps Pleins nécessaires (ETP) métropolitains qui assureront les missions suivantes :

- Coordination et suivi des dispositifs de proximité de prévention de la délinquance

Puis, dans un deuxième temps, une convention entre la commune de Martigues et la Métropole Aix-Marseille-Provence doit être également à nouveau conclue afin d'approuver les Equivalents Temps Pleins nécessaires (ETP) communaux qui assureront les missions suivantes :

- Gestion technique de bâtiments Métropolitains (gestion Conseil de Territoire du Pays de Martigues) ;
- Direction Energie ;
- Direction des Services Informatiques – accompagnement en ingénierie ;
- Gestion du courrier, reprographie ;
- Travaux entretien zones d'activité

Chacune des entités concernées remboursera à l'autre les coûts des ETP, sur la base de la valeur d'un ETP moyen fixé par accord des parties à 44 547 € annuel, pour les missions exercées dans le cadre de la convention.

Les recettes résultant de la présente convention seront affectées au Budget de la Métropole, chapitre 070 (Recette), nature 70845 - Mise à disposition de personnel facturée aux communes membres du GFP (Groupement à Fiscalité Propre).

Les dépenses, quant à elles, seront imputées sur le même budget, chapitre 012 (dépense), nature 6217 - Personnel affecté par la commune membre du GFP.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant

délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° FAG 011-2861/17 du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant les deux conventions entre la Métropole-Aix-Marseille-Provence et la Commune de Martigues relatives à la fixation des Equivalents Temps Pleins (ETP) nécessaires pour assurer diverses missions ;
- La délibération FAG 001-4256/18 CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Martigues fixant les Equivalents Temps Pleins nécessaires (ETP) métropolitains pour les missions suivantes :

- Coordination et suivi des dispositifs de proximité de prévention de la délinquance ;

Article 2 :

Est approuvée la convention entre la commune de Martigues et la Métropole Aix-Marseille-Provence fixant les Equivalents Temps Pleins nécessaires (ETP) communaux pour les missions suivantes :

- Gestion technique de bâtiments Métropolitains (gestion Conseil de Territoire du Pays de Martigues) ;
- Direction Energie ;
- Direction des Services Informatiques – accompagnement en ingénierie ;
- Gestion du courrier, reprographie ;
- Travaux entretien zones d'activité

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces conventions.

Article 4 :

Les recettes résultant de la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Martigues seront affectées au Budget de la Métropole, chapitre 070 (Recette), nature 70845 - Mise à disposition de personnel facturée aux communes membres du GFP (Groupement à Fiscalité Propre).

Article 5 :

Les dépenses résultant de la convention entre la commune de Martigues et la Métropole Aix-Marseille-Provence seront inscrites sur le même budget, chapitre 012 (dépense), nature 6217 - Personnel affecté par la commune membre du GFP (Groupement à Fiscalité Propre).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 017-4721/18/BM

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage relative à l'opération d'extension du réseau pluvial de l'allée des Pins sur la commune de Rognes MET 18/8808/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L.5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Toutefois, en application de l'article L. 5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L. 5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L. 5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière d'eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, à la date de la création de la Métropole, ce n'est donc qu'à compter du 1^{er} janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

Par dérogation, la Métropole a cependant souhaité habiliter les communes à poursuivre, à titre transitoire, cette maîtrise d'ouvrage afin de permettre la continuation des opérations de travaux en cours dans les communes et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité de ces services publics.

En application de conventions de Maîtrise d'ouvrage déléguée ou de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, les communes assument la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittent, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole a approuvé par une délibération n° FAG 017-3020/17/BM du 14 décembre 2017, une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage (TTMO) avec la commune de Rognes, fondée sur les dispositions de l'article 3 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée.

Le projet d'avenant, dont l'approbation est proposée au titre du présent rapport a pour objet de modifier l'annexe financière à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage conclue avec la commune de Rognes et, plus précisément, le plan de financement de l'opération d'extension du réseau pluvial de l'Allée des Pins.

Dans le cadre de l'extension et de la réhabilitation de l'école maternelle de Rognes, il est apparu nécessaire, pour assurer une gestion adaptée et cohérente des eaux pluviales, de créer une extension du réseau pluvial existant.

La réalisation de cette extension a mis en évidence une insuffisance du réseau existant auquel l'extension est raccordée. L'objet de cet avenant est de compléter l'opération pour le renouvellement de 217ml de réseau pluvial, en augmentant sa capacité.

De plus, cet avenant est l'occasion de corriger une erreur matérielle dans l'enveloppe initiale.

Cet avenant a pour effet d'augmenter l'enveloppe de l'opération de 110.618,94€ TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG 017-3020/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant des conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation d'équipements concernant des compétences transférées au 1^{er} janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir un avenant à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage à la commune de Rognes pour l'opération d'extension du réseau pluvial de l'Allée des Pins.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 1 ci-annexé à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage à la commune de Rognes n°18-0059.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Article 3:

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix , pour la section investissement, Autorisation de Programme Compétence Pluviale – nature 2151 – fonction 734 – Opération budgétaire : 4581182909.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 018-4722/18/BM

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à l'opération Grande Bastide, opération du Chalet Suisse, opération du Grand Vallat sur la commune de Fuveau

MET 18/8809/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L.5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Toutefois, en application de l'article L. 5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L. 5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L. 5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière d'eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, à la date de la création de la Métropole, ce n'est donc qu'à compter du 1^{er} janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

Lorsque l'exercice de cette compétence était, avant le 1^{er} janvier 2018, réalisé par ces communes au moyen d'un contrat de délégation de service public, ce contrat est transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence. Toutefois, conformément au régime de l'affermage propre aux conventions de délégation de service public relatives aux domaines de l'eau et de l'assainissement, la Métropole doit, en principe assumer en propre, par substitution aux communes, la maîtrise d'ouvrage des travaux de création et l'entretien des réseaux et des équipements nécessaires à l'exploitation du service public d'adduction d'eau potable et/ou d'assainissement.

Par dérogation, la Métropole a cependant souhaité habiliter les communes à poursuivre, à titre transitoire, cette maîtrise d'ouvrage afin de permettre la continuation des opérations de travaux en cours dans les communes et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité de ces services publics.

En application de convention de Maîtrise d'ouvrage déléguée ou de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, les communes assument la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittent, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole a approuvé par une délibération n° FAG 002-3665/18/BM du 18 mai 2018, une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée (MOD) avec la commune de Fuveau, fondée sur les dispositions de l'article 3 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée.

Le projet d'avenant dont l'approbation est proposée au titre du présent rapport a pour seul objet de modifier les annexes financières à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée conclue avec la commune de Fuveau et, plus précisément, les plans de financement des opérations suivantes : Suppression du réseau d'eaux usées dans le Grand Vallat et Extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement chemin de la Grande Bastide.

Concernant l'opération de suppression du réseau d'eaux usées dans le Grand Vallat, il s'agit d'intégrer des prestations complémentaires non incluses dans le marché de travaux : étude géotechnique, raccordement de la station de relevage au réseau électrique, création d'un coffret. Ces prestations ont pour effet d'augmenter l'enveloppe de l'opération de 19.903,55€ TTC.

Concernant l'opération d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement chemin de la Grande Bastide, il s'agit d'intégrer la prestation d'inspection télévisée du réseau d'assainissement préalable à la

réception des ouvrages. Cette prestation a pour effet d'augmenter l'enveloppe de l'opération de 1.734€ TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG 002-3665/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2018 approuvant de nouvelles conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage ou de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation d'équipements concernant des compétences transférées au 1^{er} janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir un avenant à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée à la commune de Fuveau pour les opérations de suppression du réseau d'eaux usées dans le Grand Vallat et d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement chemin de la Grande Bastide.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 1 ci-annexé à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée n° 18-0376 à la commune de Fuveau.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer l'avenant et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits:

- pour l'eau potable, au budget annexe Eau en délégation du Pays d'Aix et d'Aubagne, opération d'investissement DI10, Article 21531 ;
- pour l'Assainissement, au budget annexe Assainissement en délégation du Pays d'Aix et d'Aubagne, Opération d'Investissement DI10, Article 21532.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 019-4723/18/BM

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage relative à l'opération de réalisation des réseaux humides du site de l'Ouvrière sur la commune de Fuveau MET 18/8813/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant : Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L.5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Toutefois, en application de l'article L. 5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L. 5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L. 5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière d'eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, à la date de la création de la Métropole, ce n'est donc qu'à compter du 1^{er} janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

Lorsque l'exercice de cette compétence était, avant le 1^{er} janvier 2018, réalisé par ces communes au moyen d'un contrat de délégation de service public, ce contrat est transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence. Toutefois, conformément au régime de l'affermage propre aux conventions de délégation de service public relatives aux domaines de l'eau et de l'assainissement, la Métropole doit, en principe assumer en propre, par substitution aux communes, la maîtrise d'ouvrage des travaux de création et l'entretien des réseaux et des équipements nécessaires à l'exploitation du service public d'adduction d'eau potable et/ou d'assainissement,

Par dérogation, la Métropole a cependant souhaité habiliter les communes à poursuivre, à titre transitoire, cette maîtrise d'ouvrage afin de permettre la continuation des opérations de travaux en cours dans les communes et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité de ces services publics.

En application de convention de Maîtrise d'ouvrage déléguée ou de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, les communes assument la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittent, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole a approuvé par une délibération n° FAG 002-3665/18/BM du 18 mai 2018, une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage (TTMO) avec la commune de Fuveau, fondée sur les dispositions de l'article 3 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée.

Le projet d'avenant dont l'approbation est proposée au titre du présent rapport a pour seul objet de modifier l'annexe financière à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage conclue avec la commune de Fuveau et, plus précisément, le plan de financement de l'opération de réalisation des réseaux humides Site de l'Ouvrière – Chemin de Saint François (PUP).

Il s'agit de corriger une erreur matérielle sur l'enveloppe financière affectée aux travaux de réalisation du réseau pluvial, et de la mettre en conformité avec la décomposition du prix global et forfaitaire du marché de travaux attribué par la

Commune. Cette correction a pour effet d'augmenter l'enveloppe de l'opération de 24.350,40€ TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG 002-3665/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2018 approuvant de nouvelles conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage ou de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation d'équipements concernant des compétences transférées au 1^{er} janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir un avenant à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage à la commune de Fuveau pour l'opération de réalisation des réseaux humides Site de l'Ouvière, chemin de Saint François (PUP) à Fuveau.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage à la commune de Fuveau n° 18-0377 .

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer l'avenant et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits :

- pour la compétence Eau potable, au Budget annexe Eau en délégation du Territoire du Pays d'Aix et d'Aubagne, opération d'investissement DI10, Article 21531 ;
- pour la compétence Assainissement, au Budget annexe Assainissement en délégation du Territoire du Pays d'Aix et d'Aubagne, opération d'investissement DI10, Article 21532 ;
- pour la compétence Eaux pluviales, au Budget principal Métropolitain – Territoire du Pays d'Aix – AP DI 909, Article 2151, fonction 734 ;
- pour la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie, au Budget principal Métropolitain – Territoire du Pays d'Aix – AP DI 908, Article 2152, fonction 76.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 020-4724/18/BM

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à l'opération en matière d'assainissement pluvial dans le secteur des Pradeaux sur la commune de Gréasque
MET 18/8816/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L.5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Toutefois, en application de l'article L. 5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de

l'article L. 5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L. 5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière d'eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, à la date de la création de la Métropole, ce n'est donc qu'à compter du 1^{er} janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

Par dérogation, la Métropole a cependant souhaité habiliter les communes à poursuivre, à titre transitoire, cette maîtrise d'ouvrage afin de permettre la continuation des opérations de travaux en cours dans les communes et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité de ces services publics.

En application de convention de Maîtrise d'ouvrage déléguée ou de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, les communes assument la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittent, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole a approuvé par une délibération n° FAG 017-3020/17/BM du 14 décembre 2017, et par une délibération n° FAG 001-3879/18/BM du 28 juin 2018, deux conventions de délégation de maîtrise d'ouvrage (MOD) avec la commune de Gréasque, fondées sur les dispositions de l'article 3 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée.

Le projet d'avenant dont l'approbation est proposée au titre du présent rapport a pour objet de modifier l'annexe financière à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée conclue avec la commune de Gréasque et, plus précisément, le plan de financement de l'opération en matière d'assainissement pluvial dans le secteur des Pradeaux, ainsi que de fusionner les deux conventions portant sur la même opération.

Concernant la partie études de cette convention, à l'issue de la mission d'avant-projet réalisée par le Bureau d'Etudes désigné, la Commune et la Métropole ont souhaité faire réaliser un complément d'étude afin de prendre en compte les modifications liées au projet de réaménagement de l'entrée de ville situé à proximité du secteur des Pradeaux.

Cette mission d'études complémentaires a pour effet d'augmenter l'enveloppe de l'opération de 2.640€ TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG 017-3020/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant des conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation d'équipements concernant des compétences transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 001-3879/18/BM du Bureau de la Métropole du 28 juin 2018 approuvant de nouvelles conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage ou de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation de travaux concernant les compétences eau et assainissement.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir un avenant à la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage n° 17/1405 à la Commune de Gréasque pour l'opération en matière d'assainissement pluvial du secteur des Pradeaux.
- Qu'il convient de fusionner les deux conventions de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à l'amélioration de l'assainissement

pluvial dans le secteur des Pradeaux à Gréasque sous la convention n° 147/1405.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 1 ci-annexé à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée à la commune de Gréasque.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer l'avenant et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, pour la section investissement, Autorisation de Programme Compétence Pluviale 2151 – fonction 734 – Opération budgétaire : 4581182909.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 021-4725/18/BM

■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation de travaux d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement chemin des anciennes cascades sur la commune d'Eguilles MET 18/8817/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du Code des Transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;

- Établissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- Programme local de l'habitat ;
- Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- Élaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- Assainissement et eau ;
- Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- Lutte contre la pollution de l'air ;
- Lutte contre les nuisances sonores ;
- Contribution à la transition énergétique ;
- Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- Élaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à

effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;

- Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

Concernant l'exercice des compétences eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, il a été confié aux communes qui assurait la gestion de ces compétences en régie, le soin d'assurer la continuité de la gestion de cette compétence dans le cadre des conventions prévues à l'article L.5215-27 du CGCT.

En revanche, pour les communes qui assuraient la gestion du service public de l'eau et de l'assainissement par un contrat de délégation de service public, il n'a pas été conclu de convention de gestion avec les communes dès lors que l'exploitation des services de distribution d'eau potable et d'assainissement relève dans ce cas des délégataires respectifs, dont les contrats sont transférés à la Métropole Aix-Marseille-Provence, et non des services communaux.

Pour autant, le régime d'affermage propre aux conventions de délégation de service public relatives aux domaines de l'eau et de l'assainissement implique que l'autorité délégante conserve la charge de la création et de l'entretien des réseaux et des équipements nécessaires à l'exploitation du service public d'adduction d'eau potable et/ou d'assainissement.

Ainsi, en l'absence de conclusion de convention de gestion avec les communes qui assuraient les compétences relatives à l'eau et à l'assainissement sous forme de délégation de service public, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit assurer, depuis le 1er janvier 2018, l'exécution, la coordination et le pilotage et, plus généralement, toutes les prérogatives du maître de l'ouvrage à l'égard des opérations de travaux en cours dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, en ce compris l'assainissement pluvial.

Toutefois, afin de permettre la continuité des opérations de travaux en cours dans les communes, des opérations dont la maîtrise d'œuvre était engagée dans le but de satisfaire à un objectif de continuité des services publics de l'eau et de l'assainissement ou en cas d'opération urgente, il est envisagé de conclure

avec les communes concernées des conventions spécifiques, à l'objet plus restreint que les conventions de gestion de l'article L 5215-27 du CGCT, et habilitant celles-ci à poursuivre, à titre transitoire, les opérations de travaux décidées dans les domaines de l'eau et l'assainissement, par leurs moyens propres et au moyen des contrats conclus à cette fin. Ces conventions sont ainsi :

- **soit de conventions de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO)**, fondées sur les dispositions du II de l'article 2 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée. Cette forme sera retenue pour habilitier les communes à réaliser seules les opérations lorsque celles-ci relèvent à la fois de la compétence en matière d'eau et d'assainissement, dont les opérations de travaux devraient normalement être menées sous maîtrise d'ouvrage métropolitaine à compter du 1er janvier 2018, et de la compétence « voirie », non impactée par les transferts de compétence et qui continuera à relever de la Commune jusqu'au 31 décembre 2019.

- **soit de conventions de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée (MOD)** fondées sur les dispositions de l'article 3 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée. Cette forme est celle retenue pour habilitier les communes à réaliser seule les opérations relevant exclusivement des compétences relatives à l'eau et à l'assainissement, sans interférence avec une compétence demeurant communale.

En application de ces conventions, les communes assumeront la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitteront, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

Il est aujourd'hui nécessaire d'approuver la conclusion d'une nouvelle convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée avec la Commune d'Eguilles, concernant l'opération d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement sur le chemin des anciennes cascades.

Par ailleurs, la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'extension du réseau d'eaux usées chemin des anciennes cascades à Eguilles, approuvée lors du Bureau de la Métropole du 18 juin 2018, a vocation à être annulée et remplacée par cette nouvelle convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG 002-3665/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2018 portant approbation de nouvelles conventions de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage ou de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée relatives à la réalisation de travaux concernant les compétences eau et assainissement.
- L'information du Conseil de Territoire en date du 11 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de conclure une nouvelle convention de délégation de maîtrise d'ouvrage avec la Commune d'Eguilles pour la réalisation de l'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement chemin des anciennes cascades.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de Maîtrise d'ouvrage déléguée, annexée à la présente, à conclure avec la Commune d'Eguilles, portant sur l'opération suivante :
- extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement chemin des anciennes cascades.

Article 2 :

Cette convention annulera et remplacera, à compter de son entrée en vigueur, la convention portant sur l'opération d'extension du réseau d'eaux usées chemin des anciennes cascades à Eguilles,

approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 18 mai 2018.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer la convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits :

- pour l'eau : au budget annexe Eau en délégation du Territoire du Pays d'Aix et d'Aubagne, Opération d'investissement DI10, article 21531
- pour l'assainissement : au budget annexe Assainissement en délégation du Territoire du Pays d'Aix et d'Aubagne, Opération d'investissement DI10, article 21532

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 022-4726/18/BM

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'opérations de travaux dans le domaine de l'eau et l'assainissement sur la commune des Pennes-Mirabeau MET 18/9004/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L.5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Toutefois, en application de l'article L. 5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L. 5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L. 5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière d'eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, à la date de la création de la Métropole, ce n'est donc qu'à compter du 1^{er} janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

Par dérogation, la Métropole a cependant souhaité habiliter les communes à poursuivre, à titre transitoire, cette maîtrise d'ouvrage afin de permettre la continuation des opérations de travaux en cours dans les communes et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité de ces services publics.

En application de conventions de Maîtrise d'ouvrage déléguée ou de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, les communes assument la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittent, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole a approuvé par une délibération n° FAG 017-3020/17/BM du 14 décembre 2017, une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage (TTMO) avec la commune des Pennes-Mirabeau, fondée sur les dispositions de l'article 3 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée.

Par délibération du Bureau de la Métropole FAG 001-3879/18/BM du 28 juin 2018 cette convention a été modifiée pour les extensions de réseaux d'assainissement dans les secteurs de Plan de Campagne, Esplanade du soleil, chemin du pas de la mue et pour l'extension des réseaux d'eau, d'assainissement et du pluvial dans le secteur de plan des Pennes, requalification des réseaux au quartier des Cadeneaux. Toutefois la commune n'a pas voulu signer.

L'avenant proposé au titre du présent rapport a pour objet d'ajuster l'objet de la convention initiale et de modifier l'annexe financière de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage conclue avec la commune des Pennes-Mirabeau - N° 18/0062.

En effet, certaines opérations ne se feront pas dans ce cadre, il convient de les supprimer, il s'agit de :

- Travaux d'extension de réseau AEP de Val Sec,
- La reprise des clôtures Barnouins-Tresque,
- Point de mesure limite Marseille.

Deux autres opérations citées dans la convention initiale seront poursuivies en maîtrise d'ouvrage métropolitaine et n'ont plus lieu également de figurer dans la convention, il s'agit de :

- Schémas directeurs eaux usées et eaux pluviales des sections 1 et 2,
- Extension des réseaux EU, AEP, EP Plan des Pennes, le Brusq, les Jonquières.

Deux autres opérations n'avaient pas été mentionnées par la commune qui demande leur prise en compte, il s'agit de :

- Réalisation du réseau pluvial du square Jean Moulin,
- Requalification du réseau eaux usées et pluvial des Cadeneaux.

Ces opérations supplémentaires n'augmentent pas le montant global de la convention initiale dont le montant global diminue de 1.592.664€ HT initialement à 821.840€ HT avec l'avenant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG 017-3020/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant des conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation d'équipements concernant des compétences transférées au 1^{er} janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir un avenant à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'opérations de travaux dans le domaine de l'eau et de l'assainissement - N° 18/0062.
- Que la commune n'a pas souhaité signer la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour les extensions de réseaux d'assainissement dans les secteurs de Plan de Campagne, Esplanade du soleil, chemin du pas de la mue et pour l'extension des réseaux d'eau, d'assainissement et du pluvial dans le secteur de plan des Pennes, requalification des réseaux au quartier des cadeneaux qui avait pour objet d'ajuster la convention précédemment citée.- Délibération du Bureau Métropolitain du 28 juin 2018 N° FAG 001-3879/18/BM.

Délibère

Article 1 :

Est abrogé l'article 9 de la délibération N° FAG 001-3879/18/BM du Bureau de la Métropole du 28 juin 2018.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage à la commune des Pennes-Mirabeau pour la réalisation d'opérations de travaux dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer l'avenant et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits :

-pour l'eau : au budget annexe Eau en délégation du Territoire du Pays d'Aix et d'Aubagne, Opération d'investissement DI10, article 21531

-pour l'assainissement : au budget annexe Assainissement en délégation du Territoire du Pays d'Aix et d'Aubagne, Opération d'investissement DI10, article 21532

-pour le pluvial : au Budget Principal Métropolitain – Territoire du Pays d'Aix, pour la section investissement, Autorisation de Programme Compétence Pluviale – DI909 - Nature 2151 – fonction 734 – dépenses.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 023-4727/18/BM

■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation par la Commune de Sénas d'équipements relatifs à la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie MET 18/9233/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;

b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;

c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;

d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;

e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;

b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du Code des Transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;

c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;

d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;

e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent Code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

a) Programme local de l'habitat ;

b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;

c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;

d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1^{er} de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;

b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;

c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

a) Assainissement et eau ;

b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;

c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;

d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;

e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;

b) Lutte contre la pollution de l'air ;

c) Lutte contre les nuisances sonores ;

d) Contribution à la transition énergétique ;

e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;

f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;

g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent Code ;

j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

Concernant l'exercice de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie, il a été confié aux communes le soin d'assurer la continuité de la gestion de cette compétence dans le cadre des conventions prévues à l'article L.5215-27 du CGCT.

Afin de permettre la réalisation d'opérations nouvelles non décidées ou n'ayant pas reçu de commencement d'exécution à la date du 1^{er} janvier 2018 et conformément à l'article 4.2 des conventions de gestion « Défense Extérieure Contre l'Incendie » conclue avec les communes au titre de l'article L.5215-27 du CGCT, il est nécessaire de conclure avec les communes concernées des conventions spécifiques habilitant les communes à réaliser les opérations de travaux nécessaires à la continuité du service de la Défense Extérieure Contre l'Incendie, par leurs moyens propres ou au moyen des contrats conclus à cette fin.

Ces conventions, dont la conclusion est proposée au titre du présent rapport, revêtiront la forme :

- **soit de conventions de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO)**, fondées sur les dispositions du II de l'article 2 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée. Cette forme sera retenue pour habilitier les communes à poursuivre seules les opérations lorsque celles-ci relèvent à la fois de la compétence en matière d'eau et d'assainissement, dont les opérations de travaux devraient normalement être menées sous maîtrise d'ouvrage métropolitaine à compter du 1^{er} janvier 2018, et de la compétence « voirie », non impactée par les transferts de compétence et qui continuera à relever de la Commune jusqu'au 31 décembre 2019.

- **soit de conventions de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée (MOD)** fondées sur les dispositions de l'article 3 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée. Cette forme est celle retenue pour habilitier les communes à poursuivre seule les

opérations relevant exclusivement des compétences relatives à l'eau et à l'assainissement, sans interférence avec une compétence demeurant communale.

En application de ces conventions, les Communes assumeront la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitteront, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'une nouvelle convention de maîtrise d'ouvrage déléguée concernant une commune du Conseil de Territoire du Pays Salonais et une opération au titre de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 10 décembre 2018 ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée, annexée à la présente, à conclure avec la Commune de Sénas, portant sur l'opération suivante :
- Le déplacement du poteau incendie sur le territoire de la commune :

Les travaux concernent le déplacement d'un poteau incendie situé sur le square du Général de Gaulle vers le Boulevard Mathieu Rech.

Le montant prévisionnel des travaux pour cette opération s'élève à : 2 160 euros TTC.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout acte y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget investissement de l'Etat Spécial Territoire 2019 et suivants du Conseil de Territoire du Pays Salonais.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 024-4728/18/BM

**■ Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage relative à la réalisation par la commune de Roquevaire d'équipements relatifs à la compétence "Aires et Parcs de Stationnement" concernant l'opération de création de l'aire de stationnement Saint Roch, avenue des Alliés
MET 18/9242/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions combinées des lois n° 2004-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et n° 2015-991 du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation territoriale de la république, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce pleinement la compétence « aires et parcs de stationnement » sur l'intégralité de son territoire depuis le 1^{er} janvier 2018.

Toutefois, par convention de gestion n° FAG 185-3204/17/CM approuvée par délibération du 14 décembre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence, a confié à la commune de Roquevaire la gestion et l'exploitation de 16 aires de stationnement pour une durée d'un an, afin de finaliser l'ensemble des actes inhérents au transfert des moyens et des services.

Dans le cadre de cette convention, et conformément aux articles 4, 5 de cette dernière, la Métropole peut confier à la commune, par convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, la réalisation de travaux d'aménagement, lorsque l'opération en cause relève à la fois d'une compétence communale et d'une compétence métropolitaine.

Afin de compléter l'offre de stationnement de la commune de Roquevaire, il est opportun de procéder à la création d'une aire de stationnement de 60 places avenue des Alliés.

Au titre de l'opération en cause, la réalisation de l'ouvrage relève à la fois de la compétence « Aires et Parcs de Stationnement » attribuée à la Métropole et de la compétence de la Commune en matière de « Voirie », eu égard à la nécessaire réalisation de travaux entrant dans le champ de cette compétence.

La réalisation de ces travaux s'étalera sur la période du premier trimestre 2019. Le coût de cette opération s'élève à 344 627 euros HT (dont 166 667 euros de subvention du conseil départemental).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 09-011/16 du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau ;
- La convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Roquevaire au titre de la compétence « aires et parcs de stationnement » approuvée par délibération n° FAG 185-3204/17/CM du 14 décembre 2017 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis émis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne le 10 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence « aires et parcs de stationnement » sur l'intégralité de son territoire depuis le 1^{er} janvier 2018 ;
- Qu'afin de finaliser les actes inhérents au transfert de compétence entre les communes

et la Métropole Aix-Marseille-Provence, celle-ci a confié par convention de gestion en date du 14 décembre 2017, à la commune de Roquevaire l'exercice de la compétence parcs et aires de stationnement ;

- Que la création de l'aire de stationnement Saint Roch sise avenue des Alliés est nécessaire au complément de l'offre de stationnement de la commune ;
- Qu'eu égard à la convention de gestion sus visée, la Métropole peut confier par convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, la réalisation de celui-ci à la commune de Roquevaire dès lors que l'opération en cause relève à la fois de la compétence « Aires et Parcs de Stationnement » attribuée à la Métropole et de la compétence de la Commune en matière de « Voirie », eu égard à la nécessaire réalisation de travaux entrant dans le champ de cette compétence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Roquevaire concernant l'opération de création d'une aire de stationnement Saint Roch avenue des Alliés.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits seront inscrits en dépenses et recettes au budget 2019 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en dépenses d'investissement au chapitre 45 nature 4581 et dans la programmation des investissements 2019.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 025-4729/18/BM

■ Approbation de nouvelles conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage ou de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation d'équipements pour les compétences "Pluvial" et "DECI" sur la commune de Saint Mitre les Remparts

MET 18/9088/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale, s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du Code des Transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Établissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code.

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1^{er} de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage.

4° En matière de politique de la ville :

- a) Élaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville.

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;

- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie.

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du Code de l'Environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du Code de l'Environnement ;

Concernant l'exercice des compétences eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, il a été confié aux communes qui assuraient la gestion de ces compétences en régie, le soin d'assurer la continuité de la gestion de cette compétence dans le cadre des conventions prévues à l'article L.5215-27 du CGCT.

En revanche, pour les communes qui assuraient la gestion du service public de l'eau et de l'assainissement par un contrat de délégation de service public, il ne sera pas conclu de convention de gestion avec les communes dès lors que l'exploitation des services de distribution d'eau potable et d'assainissement relève dans ce cas des délégataires respectifs, dont les contrats sont transférés à la Métropole Aix-Marseille-Provence, et non des services communaux.

Pour autant, le régime d'affermage propre aux conventions de délégation de service public relatives aux domaines de l'eau et de l'assainissement implique que l'autorité délégante conserve la charge de la création et de l'entretien des réseaux et des équipements nécessaires à l'exploitation du service public d'adduction d'eau potable et/ou d'assainissement.

Ainsi, en l'absence de conclusion de convention de gestion avec les communes qui assuraient les compétences relatives à l'eau et à l'assainissement sous forme de délégation de service public, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit assurer, dès le 1^{er} janvier 2018, l'exécution, la coordination et le pilotage et, plus généralement, toutes les prérogatives du maître de l'ouvrage à l'égard des opérations de travaux en cours dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, en ce compris l'assainissement pluvial.

Toutefois, afin de permettre la continuité des opérations de travaux en cours dans les communes et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité des services publics de l'eau et de l'assainissement ou en cas d'opération urgente, il est envisagé de conclure avec les communes concernées des conventions spécifiques, à l'objet plus restreint que les conventions de gestion de l'article L. 5215-27 du CGCT, et habilitant celles-ci à poursuivre, à titre transitoire, les opérations de travaux décidées dans les domaines de l'eau et l'assainissement, par leurs moyens propres et au moyen des contrats conclus à cette fin.

Conformément à l'article R.5215-3 du CGCT sont considérées comme « opération décidées » et par symétrie avec l'architecture retenue pour les conventions de gestion, les opérations dont l'avant-projet et le plan de financement intégral ont été approuvés sans réserve par les communes avant le 1^{er} janvier 2018.

Ces conventions, dont la conclusion est proposée au titre du présent rapport, revêtiront la forme :

- **soit de conventions de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO)**, fondées sur les dispositions du II de l'article 2 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée. Cette forme sera retenue pour habilitier les communes à poursuivre seules les opérations lorsque celles-ci relèvent à la fois de la compétence en matière d'eau et d'assainissement, dont les opérations de travaux devraient normalement être menées sous maîtrise d'ouvrage métropolitaine à compter du 1^{er} janvier 2018, et de la compétence « voirie », non impactée par les transferts de compétence et qui continuera à relever de la Commune jusqu'au 31 décembre 2019.

- **soit de conventions de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée (MOD)** fondées sur les dispositions de l'article 3 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée. Cette forme est celle retenue pour habilitier les communes à poursuivre seules les opérations relevant exclusivement des compétences relatives à l'eau et à l'assainissement, sans interférence avec une compétence demeurant communale.

En application de ces conventions, les Communes assumeront la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitteront, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

Les conventions seront conclues pour la durée nécessaire à l'achèvement des opérations en cause mais pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Le tableau récapitulatif joint en annexe indique, pour chaque commune, les opérations concernées dont la maîtrise d'ouvrage est confiée aux communes par la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre des conventions également annexées au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-11/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 7 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendu les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage telles qu'annexées à la présente délibération.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer les conventions ainsi que tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget EST du Conseil de Territoire du Pays de Martigues de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 026-4730/18/BM

■ Approbation de la convention de gestion de service entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Régie de la Halle d'athlétisme de Miramas MET 18/9252/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité organiser l'activité de la Halle d'athlétisme de Miramas dans le cadre d'une régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière à caractère administratif, pouvant induire la commercialisation de biens et de services, dénommée « Régie de la Halle d'athlétisme de Miramas » et créée par délibération du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017.

Dans l'attente de la mise en œuvre de l'organisation administrative et technique effective de la Régie de la Halle d'athlétisme de Miramas, la Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour gérer l'instruction des marchés publics de la Régie. En effet, sur le fondement de l'article L.5215-27 du Code général des collectivités territoriales, applicable à la Métropole par renvoi de l'article L.5217-7 du même code, la Régie peut, en tant qu'établissement public local, confier à la Métropole, par convention, la création ou la gestion de certains services.

La Métropole Aix-Marseille-Provence disposant des moyens matériels et humains pour exercer une telle mission entend répondre favorablement à cette demande.

Il convient alors d'approuver une convention entre la Régie de la Halle d'athlétisme de Miramas et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la gestion, par celle-ci, de l'instruction des marchés publics de la Régie.

Cette convention est conclue pour une durée d'un an à compter de sa notification. Elle pourra être renouvelée une fois pour la même durée par voie d'avenant.

Les dépenses de fonctionnement nécessaires à la gestion de l'instruction des marchés publics de la Régie seront remboursées intégralement par la Régie, sur la base des justificatifs transmis par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Les recettes correspondant à ce remboursement seront affectées au budget, chapitre 70 nature 70872.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° CSGE 007-3401/17/CM du 14 décembre 2017 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant création d'une régie personnalisée à caractère administratif de la Halle d'athlétisme de Miramas, approbation des statuts de la régie, fixation de la dotation initiale et désignation des membres du Conseil d'administration ;
- La délibération n° FAG 005-3634/18/BM du 22 mars 2018 du Bureau de la Métropole

Aix-Marseille-Provence portant attribution de la dotation pour l'exercice budgétaire 2018 au profit de la régie personnalisée de la Halle d'athlétisme de Miramas ;

- La délibération n° CSGE 001-3878/18/CM du 18 mai 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant modification des statuts de la régie de la Halle d'athlétisme de Miramas et nouvelle désignation d'un membre du Conseil d'administration ;
- La délibération n° FAG 047-3817/18/CM du 18 mai 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant désignation des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein d'organismes extérieurs.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'en application de l'article L.5215-27 du Code général des collectivités territoriales, applicable à la Métropole par renvoi de l'article L.5217-7 du même code, la Régie de la Halle d'athlétisme peut, en tant qu'établissement public local, confier à la Métropole, par convention, la création ou la gestion de certains services ;
- Que dans l'attente de la mise en œuvre de son organisation administrative et technique effective, la Régie de la Halle d'athlétisme de Miramas sollicite la Métropole Aix-Marseille-Provence pour gérer l'instruction des marchés publics de la Régie ;
- Qu'il convient d'approuver la convention de gestion de service entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Régie de la Halle d'athlétisme de Miramas ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Régie de la Halle d'athlétisme de Miramas relative à la gestion, par la Métropole, de l'instruction des marchés publics de la Régie.

Article 2 :

La convention est conclue pour une durée d'un an à compter de sa notification. Elle pourra être renouvelée une fois pour la même durée par voie d'avenant.

Article 3 :

Les dépenses de fonctionnement nécessaires à la gestion des marchés publics de la Régie seront remboursées intégralement par la Régie, sur la base des justificatifs transmis par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 4 :

Les recettes seront constatées au budget de la Métropole, chapitre 70, nature 70872.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 027-4731/18/BM

■ **Approbation d'une convention avec le Département des Bouches-du-Rhône et l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) dans les univers "véhicules", "services", "informatique et consommables", "mobilier et équipement général" et « médical »**
MET 18/9344/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application de l'article 26 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, les acheteurs peuvent recourir à des centrales d'achat. Dans le cadre de sa politique d'optimisation des coûts et des procédures, la Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi ponctuellement recours aux services de l'UGAP pour la satisfaction de certains de ses besoins en fournitures ou services dans les segments d'achats « *véhicules* », « *services* », « *informatique et consommables* », « *mobilier et équipement général* », et « *médical* ».

Pour accéder à des conditions financières avantageuses, la Métropole a, dans une démarche de performance achat, négocié en 2017 avec l'UGAP une convention partenariale en consolidant ses propres volumes avec ceux de la RTM et de la RDT13, permettant ainsi d'accéder à des taux de marges inférieurs à ce que n'auraient pu obtenir chaque entité séparément (les taux d'intermédiation étant inversement proportionnels aux volumes commandés annuellement par univers achat visé).

Au-delà des économies ainsi réalisées sur ses propres achats passés auprès de l'UGAP, la Métropole a souhaité que toutes les communes membres puissent pleinement bénéficier des mêmes conditions tarifaires que celles qu'elle avait obtenues pour elle-même : ces communes sont ainsi

considérées comme bénéficiaires de droit de la convention, à laquelle chacune d'entre elles peut librement adhérer par simple courrier. Cette opération a rencontré un vif succès, et depuis son adoption par délibération FAG 001-1891/17/BM du 18 mai 2017, la grande majorité a d'ores et déjà adhéré à la convention.

Le Département des Bouches-du-Rhône dispose de sa propre convention partenariale avec l'UGAP. Signée en septembre 2016, elle bénéficie également aux pouvoirs adjudicateurs et entités adjudicatrices que le Conseil départemental finance ou contrôle (collèges, laboratoire départemental d'analyse, maisons départementales de l'enfance et de la famille, domaines départementaux etc.).

Dans un objectif de rapprochement des actions de la Métropole et du Département, il est apparu opportun de fusionner les deux conventions existantes en une seule convention tripartite, avec des taux de marges diminués grâce à l'agrégation des estimations de commandes des deux entités, des communes membres, de la RTM et de la RDT 13.

Cette nouvelle convention unique qu'il vous est proposé d'adopter permet ainsi de faire jouer pleinement l'effet volume, et de réaliser des économies supplémentaires en accédant aux taux de marge les plus bas dans tous les univers achat (à l'exception de l'univers « médical »).

Cette nouvelle convention, applicable à compter du 1^{er} janvier 2019, bénéficiera automatiquement aux adhérents des deux précédentes conventions.

Ces conditions financières pourront faire l'objet de réajustements en cours de contrat, en fonction de l'évolution des volumes achats constatés par univers.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- L'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

- Le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- que la présente convention tripartite permet d'opérer de façon immédiate un premier rapprochement des achats de la Métropole et du Département des Bouches du Rhône ;
- que la présente convention tripartite permet d'associer l'ensemble des communes du territoire de la Métropole ainsi que des Bouches-du-Rhône, précisant que les communes adhérentes de la précédente convention métropolitaine le restent de fait sans avoir besoin de manifester leur intérêt pour cette nouvelle convention ;
- que la présente convention permettra par l'effet volume d'obtenir de meilleurs prix dans les segments d'achats informatique, mobilier et équipement général, services, véhicules, médical ;
- que la présente convention permettra à la Métropole Aix-Marseille Provence, au Département et à leurs co-partenaires de participer à la prescription des besoins dans le cadre du lancement des consultations par la centrale d'achat.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention tripartite ci-annexée conclue avec l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) et le Département des Bouches-du-Rhône.

Les communes de la Métropole Aix-Marseille-Provence et du territoire des Bouches-du-Rhône pourront recourir si elles le souhaitent à la convention signée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Département des Bouches du Rhône et l'UGAP sur simple courrier d'adhésion

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé :

- à signer la convention partenariale avec l'UGAP et le Département des Bouches du Rhône jointe en annexe, ainsi que tout autre document nécessaire à sa bonne exécution ;
- à passer commande auprès de l'UGAP conformément aux dispositions de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et au décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, et prendre toutes les décisions y relatives.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits annuellement sur les budgets correspondants pour chaque budget par sous-politique, fonction, chapitre et nature concernés pendant la durée de la convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Economie, Nouvelles Technologies, Enseignement Supérieur"

ECO 001-4732/18/BM

■ Attribution d'une subvention d'investissement au Ministère de la Culture pour le financement de la construction de l'Institut Méditerranéen de la Ville et des Territoires (IMVT) - Approbation de la convention cadre et de la convention d'application.

MET 18/8755/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La compétence Enseignement Supérieur et Recherche est une des composantes essentielles de la stratégie de développement économique et d'attractivité de la métropole Aix-Marseille-Provence qui a pour ambition d'être un territoire de référence en matière de développement de la connaissance scientifique et d'innovation technologique.

Des moyens spécifiques ont été mobilisés pour mettre en œuvre cette ambition et accompagner financièrement des projets académiques majeurs du territoire conformes à cette stratégie métropolitaine et au programme d'actions inscrit dans l'Agenda de développement économique et d'attractivité.

La présente délibération s'inscrit dans cette démarche et concerne la participation de la métropole au financement de la construction de l'Institut Méditerranéen de la Ville et des Territoires – IMVT inscrit au Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020.

Présentation sommaire de l'IMVT

Ce projet original, unique en France, rassemblera dans un même bâtiment situé dans la ZAC Saint-Charles / Porte d'Aix de Marseille trois formations supérieures dispersées aujourd'hui : l'Ecole Nationale

d'Architecture de Marseille (ENSA.M), l'Ecole Nationale Supérieure de Paysage de Versailles-Marseille (ENSP) et l'Institut d'Urbanisme et d'Aménagement Régional (IUAR). Ce regroupement au sein de l'IMVT favorisera les coopérations pédagogiques et scientifiques entre les futurs concepteurs, architectes, paysagistes et urbanistes. Il doit voir le jour en 2022.

Le coût total des travaux de construction du bâtiment (hors études préalables) s'élève à 45 440 000€ TTC avec le plan de financement suivant :

Coût global de l'opération et clé de répartition des financements

Montant des travaux (hors études préalables) TTC TDC	45 440 000 €
dont Ministère de la Culture	25 140 000 €
dont Ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche	300 000 €
dont Ville de Marseille	6 000 000 €
dont Métropole Aix-Marseille-Provence	6 000 000 €
dont Département des Bouches du Rhône	2 000 000 €
dont Région Sud- Provence Alpes Côte d'Azur	6 000 000 €

Le calendrier prévisionnel de l'opération est le suivant:

- 2019 : acquisition du terrain d'assise et installation du chantier
- 2020 : démarrage des travaux (janvier)
- 2022 : livraison du bâtiment (juin)

Conformément aux engagements pris dans le cadre du CPER, il est proposé au Bureau de la Métropole d'attribuer une subvention d'investissement d'un montant de 6 000 000 euros TTC au Ministère de la Culture pour la construction du bâtiment de l'Institut Méditerranéen de la Ville et du Territoire (IMVT) et d'approuver les conventions cadre et d'application afférentes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au bureau de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n°FAG 005-1009/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant approbation d'une convention spécifique d'application – Contrat de Plan Etat Région 2015-2020
- La délibération n°ECO 001-3547/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant revalorisation et affectation de l'opération d'investissement Contrat de Plan Etat Région 2015-2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt du projet qui ouvre la voie à de nouvelles formations et collaborations entre

plusieurs spécialités : architectes, paysagistes et urbanistes.

- Le caractère original et unique en France du futur Institut implanté sur le territoire métropolitain
- La mobilisation de l'ensemble des partenaires publics à ce projet dans le cadre du CPER

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 6 000 000 euros TTC au Ministère de la Culture relative à la construction du bâtiment de l'Institut Méditerranéen de la Ville et du Territoire (IMVT).

Article 2 :

Est approuvée la convention cadre ci-annexée conclue avec le Ministère de la Culture et les différents partenaires financiers relative à la construction du bâtiment de l'Institut Méditerranéen de la Ville et du Territoire (IMVT).

Article 3 :

Est approuvée la convention d'application ci-annexée concernant la participation de la métropole conclue avec le Ministère de la Culture relative à la création du bâtiment de l'Institut Méditerranéen de la Ville et du Territoire (IMVT).

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer les conventions et tout document y afférent.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence - politique B360 – chapitre 204 – nature 204182 - Fonction 67 - Opération 2015112608.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 002-4733/18/BM

**■ Approbation du règlement du Campus Universitaire Scientifique et Technologique de Luminy (CUSTeL) précisant les modalités organisationnelles et de gestion du site
MET 18/9350/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence soutient, depuis sa création, la dynamique entrepreneuriale de la filière santé-biotech sur le site de Luminy, en développant sur le CUSTeL une offre de locaux dédiés.

Ainsi en 2003, la Métropole, succédant à la SOLEAM qui elle-même succédait à la Ville de Marseille, a repris le bail emphytéotique conclu en 1989 avec l'Etat – propriétaire foncier – sur une parcelle de 16 790 m² située dans l'enceinte du Campus en vue d'y réaliser le programme immobilier locatif d'activités du village d'entreprises de Luminy Biotech.

A ce titre et en tant qu'emphytéote, la Métropole Aix-Marseille-Provence participe à la gestion et au financement du budget annuel du CUSTeL.

Afin de préciser les modalités organisationnelles et de gestion du Campus de Luminy, un règlement de site accompagné de ses annexes vient d'être établi par Aix-Marseille Université (AMU) et les occupants du CUSTeL (Annexe 1 : Répartition des surfaces privatives et communes (plan) – Annexe 2 : Tableau de surfaces – Annexe 3 : Schéma Directeur d'aménagement du CUSTeL – Annexe 4 : Dispositions communes relatives à l'ordre public, aux règles de vie et à la sécurité).

Jusqu'alors, une convention concernant l'administration du Campus, un état descriptif de division et un règlement du programme d'aménagement régissaient les relations entre les différents occupants du site.

L'objectif est de fixer les conditions d'utilisation collective du site entre les 7 établissements : AMU (51,75 %), CCIMP (0,65 %), CIRM/SMF (1,76 %), CNRS (14,44 %), CROUS (18,75 %), INSERM (8,22 %) et MAMP (3,79 %). La clé de répartition pour le calcul des charges communes (participation de chacun au budget Campus) est basée sur la surface de plancher (SDP).

Le règlement s'applique à l'ensemble immobilier du CUSTeL qui couvre une superficie de 100,66 hectares, répartie en parties privatives et parties communes (voiries, réseaux, gardiennage, entretien des espaces naturels, défense incendie ...).

En termes d'administration générale du Campus, l'AMU en tant qu'utilisateur principal du site est désigné gestionnaire. La DEPIL (Direction d'Exploitation du Patrimoine Immobilier et de la Logistique - AMU) est désignée «organe de gestion» et administre le CUSTeL dans sa gestion courante, appuyée par la commission technique.

Le Comité de site qui regroupe l'ensemble des utilisateurs (un représentant par utilisateur) est réuni au moins deux fois par an.

Il définit :

- le projet du CUSTeL pensé dans un cadre global en lien avec les projets portés par chaque utilisateur et par les politiques publiques ;
- les projets d'investissement au profit de l'ensemble du CUSTeL ;
- les modalités d'une gestion mutualisée et partenariale soucieuse du long terme ;

Il entérine la programmation des travaux, approuve les comptes et procède au vote du budget qui engage l'ensemble des occupants du site de Luminy.

Il est appuyé dans ces tâches par le travail préalable de la commission technique qui est également composée d'un représentant (technique) de chaque utilisateur du site.

En conséquence, il convient d'approuver le règlement du CUSTeL ci-annexé

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° ECO 001-1775/17 du 30 mars 2017, relative à l'approbation de l'agenda du développement économique Métropolitain ;
- La délibération n° ECO 007-2442/17/BM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 octobre 2017 relative à l'approbation d'une convention cadre entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Aix-Marseille Université ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence, en tant qu'emphytéote du CUSTeL et propriétaire de bâtiments d'activités dédiés compte parmi les sept utilisateurs du Campus et participe à ce titre à la gestion et au financement des parties communes du CUSTeL
- Que le règlement de site accompagné de ses annexes vient en préciser les modalités organisationnelles et de gestion
- Que ce règlement permet la continuité dans la bonne gestion du site et le partenariat construit depuis plusieurs années par l'ensemble des occupants du Campus de Luminy
- Qu'il convient d'approuver ce règlement soumis à la signature de tous les utilisateurs et d'autoriser Madame la Présidente à signer ce contrat

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le règlement du CUSTeL ci-annexé, accompagné de ses annexes, précisant les modalités organisationnelles et de gestion du Campus de Luminy

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer le règlement du CUSTeL

Article 3 :

Les crédits relatifs à la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence aux budgets du CUSTeL sont inscrits aux budgets annuels de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous politique B330 – Service 900 000 – Natures 614 – 60611 – Fonction 68

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 003-4734/18/BM

■ Approbation d'un avenant relatif à la convention de financement du projet d'établissement du Centre Hospitalier Intercommunal d'Aix-Pertuis (CHIAP)

MET 18/8675/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En 2013, la Communauté du Pays d'Aix a pris la compétence «aide à l'investissement des Etablissements Publics de Santé de ressort intercommunal déclarée d'intérêt communautaire», compétence qui lui a permis de participer au financement de la restructuration du Centre Hospitalier Intercommunal Aix-Pertuis – CHIAP.

Ce projet d'extension et de restructuration a reçu un avis favorable du Comité Interministériel de Performance et de la Modernisation de l'Offre de Soins (COPERMO) qui a été notifié par l'Agence Régionale de Santé (ARS) à l'établissement le 25 février 2016.

Pour mémoire, mis en place en 2012, le COPERMO remplace le Comité National de Validation des

Investissements et le Comité des Risques Financiers. Le COPERMO a été mis en place afin de valider et de suivre les actions proposées par les Agences Régionales de Santé. Les autres objectifs du COPERMO sont de sélectionner et de prioriser les projets d'investissements nécessitant un financement de l'État et d'assurer le suivi des établissements en difficulté.

Le 19 décembre 2015, le Conseil communautaire de la CPA a ainsi approuvé l'octroi d'une subvention d'investissement de 29 365 000€ au CHIAP pour le financement de son projet d'établissement chiffré à 71 469 000 €.

De son côté, l'Etat participe financièrement à la réalisation de ce projet à hauteur de 15 M€ dont 6M€ en aide en capital et 9 M€ en emprunt aidé, sur un total de 71.469 M€ TDC, le reste étant pris en charge sur les fonds propres et emprunts du CHIAP.

Plan de financement :

Partenaires financiers	€TTC	%
Métropole AMP	29 365 000	41,09
ARS PACA	15 000 000	20,99
CHIAP	27 104 000	37,92
TOTAL	71 469 000	100

Les trois axes majeurs du projet initial de rénovation et restructuration accepté par les instances nationales et régionales portaient sur :

- L'extension architecturale de l'établissement sur son site, avec construction d'un bâtiment neuf,
- La réhabilitation des bâtiments préexistants (bâtiment Cézanne datant de 1967, agrandi en 2009 à l'occasion de la construction du pôle Femme-enfant, et bâtiment Jacques de la Roque datant de 1997),
- La création sur le site de Pertuis d'un centre de consultations médico-chirurgicales pluridisciplinaire au sein du bâtiment Albrecht.

Par la suite et dans le cadre de son suivi, le COPERMO a émis à l'appui de son avis des recommandations impératives portant à la fois sur le redressement financier global de l'établissement et plus globalement sur le projet en préconisant des modifications sur le plan fonctionnel et architectural.

Cela a eu pour conséquence de revoir le projet dans sa conception en favorisant le regroupement des hôpitaux de jour au lieu d'une approche par spécialité comme initialement prévu.

Dans ce cadre, l'ARS PACA a demandé, en janvier 2018, à l'établissement de redéfinir les 2 autres opérations, restructuration du bâtiment Jacques de la Roque (CR2) et restructuration du bâtiment Cézanne (CR3), dans le respect de l'enveloppe financière globale du projet, restée équivalente, sans en dénaturer l'objectif.

Le 5 avril 2018, le groupe technique du COPERMO a émis un avis transmis au CHIAP contenant une série de recommandations portant sur l'évolution de sa situation financière et les perspectives en termes d'activités qui ont évolué.

A ce titre, deux recommandations exigent de sécuriser au maximum la situation de trésorerie de l'établissement et de limiter le recours à l'emprunt pour ne pas aggraver la situation actuelle.

Ces recommandations visent également à redéfinir le projet médical en lien avec les autres acteurs hospitaliers du territoire, ainsi que le retour sur investissement et donc à revoir ses maquettes organisationnelles et le dimensionnement de ses fonctions supports, en lien avec le schéma capacitaire cible imposé par le ministère... Le COPERMO demande ainsi de maintenir le montant global du projet dans l'enveloppe d'origine mais de découpler les activités et de développer la mutualisation des moyens, notamment de mutualiser les espaces bâtis dans le cadre du CR1 (construction du Bâtiment Nord) via une recomposition du capacitaire en lits d'hospitalisation de l'établissement. Les opérations liées aux bâtiments de la Roque et Cézanne sont suspendues à ce jour, dans l'attente du remaniement du projet lié à ces recommandations.

Suite aux nouvelles recommandations dictées par le COPERMO exigeant de reprendre plusieurs éléments du projet initial sur lequel a pu être établi le principe et le montant de la participation de la Communauté du Pays d'Aix en 2015, le CHIAP sollicite la Métropole

aujourd'hui pour s'assurer du maintien de sa participation intégrale au projet tel que redéfini, l'apport métropolitain étant fondamental dans le plan de financement.

Considérant que le périmètre du projet de restructuration remanié reste conforme aux grands axes listés dans la convention, il est nécessaire de prendre acte de ces évolutions, de redéfinir le planning de l'opération, de confirmer la participation de la Métropole au projet à hauteur de sa participation initiale, sachant que les instances nationales guident et réorientent les choix et les plannings de l'opération globale. Il est précisé que ces évolutions non aucun impact sur le montant de la participation de la Métropole.

Par ailleurs, il convient de prendre acte de la délibération du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017, n°FAG 100-3119/17/CM « Restitution des compétences facultatives en matière de "Requalification des décharges brutes recensées sur le territoire communautaire" et "Aide à l'investissement des établissements publics de santé de ressort intercommunal déclarée d'intérêt communautaire" des communes du Territoire du Pays d'Aix » qui stipule que :

« - pour la compétence " Aide à l'investissement des établissements publics de santé de ressort intercommunal déclarée d'intérêt communautaire ", sera achevée l'opération de modernisation du Centre Hospitalier Intercommunal Aix-Pertuis ».

Au regard de cette dernière délibération, il est précisé que le présent avenant a pour objectif de définir les modalités permettant l'achèvement de l'opération de modernisation du Centre Hospitalier Intercommunal Aix-Pertuis et n'induit pas d'opération nouvelle.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°2015_A345 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 autorisant la signature de la convention de financement entre la Communauté du

Pays d'Aix et le Centre Hospitalier Intercommunal Aix- Pertuis ;

- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG 100-3119/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant restitution des compétences facultatives en matière de »Requalification des décharges brutes recensées sur le territoire communautaire » et « Aide à l'investissement des établissements publics de santé de ressort intercommunal déclarée d'intérêt communautaire » des communes du Territoire du Pays d'Aix ;
- La convention relative au projet d'établissement du Centre Hospitalier Intercommunal Aix- Pertuis du 18 décembre 2015 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de modifier la convention relative au projet d'établissement du Centre Hospitalier Intercommunal Aix- Pertuis afin de permettre l'achèvement de l'opération.
- Que la nouvelle organisation décidée par le Centre Hospitalier Intercommunal Aix-Pertuis suite au cadre fixé par le ministère ne remet pas en cause le fondement initial du projet adopté en 2015 ni le coût global de l'opération qui reste inchangé.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1, ci annexé, à la convention avec le Centre Hospitalier Intercommunal Aix- Pertuis portant sur le financement de son projet d'établissement.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer le présent avenant et tout document afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, nature 4581, fonction 414, opération 4581162817, AP Centre Hospitalier Intercommunal Aix-Pertuis.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 004-4735/18/BM

■ Demande de subvention d'investissement pour l'opération "Technocentre Henri Fabre" située sur le Technoparc des Florides à Marignane MET 18/8828/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

Dans le cadre de ses actions en faveur du développement économique, la Métropole Aix-Marseille Provence s'est engagée dans la réalisation du projet Henri Fabre. Ce projet est né en fin 2011 à la suite de la Conférence Régionale de l'Industrie Provence-Alpes-Côte-d'Azur. Il traduit la volonté des acteurs publics et privés de déployer et mettre en cohérence des initiatives concrètes au service du développement industriel de la région pour « bâtir l'industrie du Futur ».

Le projet Henri Fabre repose sur une démarche collective qui réunit les entreprises, les acteurs du monde de la formation, de la recherche et de l'innovation, autour de plusieurs axes : la mécanique, les matériaux du futur, l'ingénierie numérique et virtuelle et plus globalement dans les Services Avancés à l'industrie.

Le projet Henri Fabre a fait l'objet d'une première phase concernant le Technocentre depuis fin 2016. Ce lieu préfigure le futur Technocentre qui sera une clé de voûte pour ce projet économique stratégique. Le futur Technocentre sera un lieu de ra

yonnement et de partage des connaissances techniques, technologiques et de l'innovation. Au travers de projets collaboratifs inter-filières (énergie, aéronautique, mer, biomédical) et des partenariats technologiques entre industriels et académiques, il proposera des espaces d'échanges et favorisera l'émergence de nouvelles technologies, usages et contribuera enfin à l'attractivité du territoire comme à son essor industriel.

Cet ensemble immobilier porté par la Métropole Aix-Marseille Provence et exploité par l'association Team Henri Fabre, accueillera l'activité des industriels.

La réalisation du futur Technocentre Henri Fabre est envisagée sur un foncier situé au sein du Technoparc des Florides à Marignane.

Ce programme immobilier suivra une démarche Bâtiment Durable Méditerranéen de niveau Bronze.

Pour la réalisation de ce projet, la Métropole Aix-Marseille-Provence a créé une opération d'investissement n° 2016103100 pour un montant de 35 000 000 d'euros TTC, soit 29 166 666 euros HT, conformément à la délibération 010-2732/17 du 19 octobre 2017.

La présente délibération vise à approuver le plan de financement prévisionnel et la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel global de cette opération est estimé à 29 166 666 euros HT.

Tout engagement de dépenses liées aux travaux de construction du futur Technocentre sera subordonné à :

- une confirmation de l'engagement des principaux industriels impliqués dans ce projet ainsi que Team Henri Fabre,
- leur acception des conditions financières et juridiques envisagées pour le futur Technocentre,
- la validation du modèle économique par un Comité de pilotage métropolitain.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES EN EURO
Conseil Régional PACA « Contrats Régionaux d'Equilibre Territorial (CRET) »	32 %	9 500 000
FEDER « Sous réserve et en attente du nouvel Appel à projets »	15 %	4 375 000
Métropole Aix-Marseille-Provence	53 %	15 291 666
TOTAL HT		29 166 666

Plan de financement des études :

La présente délibération vise également à approuver la demande de subvention auprès du conseil Régional Provence-Alpes-Côtes-d'Azur, dans le cadre du Contrat Régional d'Equilibre Territorial de la Métropole Aix-Marseille Provence (Axe 3 – Développement Economique) conformément à la délibération du Conseil de la Métropole n°URB 019-3293/17 du 14 décembre 2017. La première demande de versement portera dans un premier temps sur la contribution financière aux études afférentes au Technocentre Henri Fabre.

Le coût prévisionnel des études relatives au projet de réalisation du Technocentre Henri Fabre est estimé à 4,1 Millions d'euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération qui précise la part Etudes et Travaux est joint en annexe.

Calendrier prévisionnel de l'opération :

- Lancement du concours de conception réalisation maintenance : 1^{er} Trimestre 2019
- Notification du groupement de concours : 4^{ème} Trimestre 2019
- Démarrage des travaux : 2^{ème} Trimestre 2020
- Réception travaux : 4^{ème} Trimestre 2021

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix Marseille Provence ;
- La délibération n°HN 009-011/16 du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° ECO 010-2732/17 du 19 octobre 2017 créant et affectant l'Autorisation de Programme n° 2016103100 relative à la réalisation de l'opération du Technocentre Henri Fabre sur la ZAC des Florides à Marignane.
- La délibération du Conseil de la Métropole n°URB 019-3293/17 du 14 décembre 2017, portant approbation du Contrat Régional d'Equilibre Territorial,

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Technocentre Henri Fabre sur le Technoparc des Florides à Marignane.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix Marseille Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution pour la réalisation de cette opération, et à signer tout document y afférent.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget primitif 2018 et suivants de la Métropole Aix Marseille Provence.
Opération : 2016103100 - Nature : 238 – 231321-2031 - Fonction : 515 – Sous politique : 900000.

La recette correspondante est constatée au Budget primitif 2018 et suivants de la Métropole Aix Marseille Provence, section d'investissement - Nature 1311 – 1312 – 13172 – Fonction 515 – Sous politique 900000 –Code opération n° 2016103100.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 005-4736/18/BM

■ Approbation d'une convention avec l'Etablissement public d'aménagement Euroméditerranée, la Ville de Marseille, le Grand Port Maritime de Marseille, la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, relative à la promotion du territoire au MIPIM 2019 et au SIMI 2019

MET 18/9031/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence économique et conformément à son Agenda du Développement économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence met en œuvre une stratégie de promotion de son territoire à l'attention des décideurs économiques et des investisseurs. L'objectif est d'encourager l'implantation

et le développement d'entreprises et de grands projets structurants.

La présence dans des salons professionnels en constitue un axe important. Elle permet de valoriser l'originalité et la spécificité de l'offre métropolitaine et de lui conférer la crédibilité et la lisibilité indispensables pour attirer les talents et les capitaux.

Notre territoire, représenté successivement par la Communauté de communes Marseille Provence Métropole, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et aujourd'hui par la Métropole Aix-Marseille-Provence, expose ses atouts dans les salons professionnels dédiés à l'immobilier d'entreprise depuis 17 ans. Il participe ainsi chaque année au Marché International des professionnels de l'Immobilier (MIPIM) organisé mi-mars à Cannes et au Salon de l'Immobilier d'Entreprise (SIMI) qui se tient début décembre à Paris.

Le MIPIM, salon international, réunit pendant quatre jours plus de 26 000 professionnels de l'immobilier d'entreprise dont 5 300 investisseurs, venus de 100 pays. Il constitue l'occasion pour les grandes métropoles de mettre en avant leurs projets, de confirmer leur dynamisme et d'entretenir leurs relations avec les acteurs et les décideurs économiques nationaux et internationaux.

Tout aussi incontournable et complémentaire, le SIMI est le salon de référence de l'immobilier d'entreprise dédié au marché français. Il rassemble pendant trois jours, au cœur de Paris, 30 000 participants et 450 exposants.

Après une deuxième participation au bilan positif tant en termes de visibilité que de qualité de rendez-vous, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite poursuivre en 2019 son action de promotion du territoire au MIPIM et au SIMI.

Ainsi, par délibération N°ECO 002-4136/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé sa participation aux éditions 2019 de ces deux salons, qui se dérouleront :

- du 12 au 15 mars 2019, s'agissant du MIPIM,

- et aux dates prévisionnelles des 5, 6 et 7 décembre 2019, s'agissant du SIMI.

Dans un souci de lisibilité de l'offre et d'efficacité de la promotion du territoire, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite associer à sa participation à ces salons différents acteurs de terrain de la sphère publique, en assurant le rôle de mandataire de ce partenariat.

Aussi, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son partenariat avec l'Etablissement public d'aménagement Euroméditerranée, la Ville de Marseille, le Grand Port Maritime de Marseille

(GPMM), la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence (CCIMP).

Ensemble au MIPIM et au SIMI, ils assureront la promotion d'un territoire commun, mettant en avant les thématiques suivantes : une métropole attractive avec ses filières d'excellence, ses grands projets structurants, sa capacité à innover et son art de vivre, mais aussi l'opération d'intérêt national Euroméditerranée, le Grand Port Maritime de Marseille, les grands projets immobiliers et les zones d'activités de la Métropole.

Le budget prévisionnel de l'ensemble des partenaires pour cette participation commune au MIPIM 2019 et au SIMI 2019 s'élève à 320 000 € TTC. Il comprend les frais de location de l'emplacement de chaque stand, leur aménagement, les prestations permettant d'optimiser la participation à ces événements ainsi que les prestations de communication et d'animation du stand pour chacun de ces deux salons (opérations presse, outils de promotion et communication

spécifiques au salon, cocktails...).

La Métropole sera le mandataire des partenaires pour l'organisation de cette participation commune et pour la réalisation du stand commun lors de ces deux salons.

Chaque partenaire versera ainsi à la Métropole le montant de sa participation financière à l'organisation de ces événements.

Le budget prévisionnel et le plan de financement de la participation commune des partenaires au MIPIM et au SIMI 2019 sont les suivants :

Dépenses en euros TTC		Recettes en euros TTC	
Location des stands	140 000	Euroméditerranée	65 000
Aménagement des stands	152 000	CCIMP	50 000
Opérations de promotion	28 000	Ville de Marseille	15 000
		GPMM	40 000
		Sous-total partenaires	170 000
		Participation Métropole	150 000
TOTAL	320 000	TOTAL	320 000

Le montant de la participation de la Métropole à ces deux salons s'élèvera à la somme de 150 000 euros.

Dans ce cadre, il est proposé au Bureau de la Métropole d'approuver la convention de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Etablissement public d'aménagement Euroméditerranée, la Ville de Marseille, le Grand Port Maritime de Marseille (GPMM) et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence (CCIMP), jointe en annexe, relative à la promotion du territoire métropolitain au MIPIM 2019 et au SIMI 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°NH 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°ECO 002-4136/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018, approuvant la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à deux salons professionnels dédiés à l'immobilier d'entreprise: le MIPIM et le SIMI.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence participe aux éditions 2019 du MIPIM et du SIMI, deux rendez-vous annuels incontournables des acteurs nationaux et internationaux de l'immobilier d'entreprise ;
- Que dans un souci de lisibilité de l'offre et d'efficacité de la promotion du territoire, la Métropole souhaite associer à sa participation à ces salons différents acteurs de terrain de la sphère publique, en assurant le rôle de mandataire ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de partenariat ci-annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Etablissement public d'aménagement Euroméditerranée, la Ville de Marseille, le Grand Port Maritime de Marseille, la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, relative à la promotion du territoire au Marché International des professionnels de l'Immobilier 2019 (MIPIM) et au Salon de l'Immobilier d'Entreprise 2019 (SIMI).

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents afférents.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2019 de la Métropole : sous-politique B330 nature 6233 fonction 64.

Les recettes correspondantes seront constatées au budget 2019 de la Métropole : sous-politique B330 natures 70875 (Ville de Marseille) et 70878 (autres partenaires), fonction 64.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 006-4737/18/BM

■ Renouveau de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille Provence à l'association Centre-Ville en Mouvement et paiement de la cotisation 2019 MET 18/8869/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est devenue l'une des toutes premières métropoles à s'engager en faveur du commerce de proximité à travers son agenda du développement économique, voté en conseil métropolitain le 30 mars 2017. L'une de ses orientations stratégiques consiste à construire une métropole de proximité proche de ses habitants en accompagnant notamment tous les territoires dans leurs politiques en faveur du commerce de proximité et de l'artisanat.

Le commerce de proximité et l'artisanat contribuent à améliorer le cadre de vie et constituent un facteur d'animation, un vecteur de lien social et de proximité. Mais certaines communes métropolitaines voient ce tissu économique se fragiliser et perdre en dynamisme. Les raisons sont multiples et varient d'un territoire à un autre, de la concurrence des grandes surfaces et des zones commerciales implantées en périphérie des zones urbaines, à l'émergence de nouveaux comportements d'achat (e-commerce...). Soutenir et dynamiser le commerce de proximité et l'artisanat constituent, à ce titre, une priorité métropolitaine.

Ce phénomène de dévitalisation de nombreuses centralités urbaines, bien que contrasté d'un territoire à l'autre, devient préoccupant tant le commerce participe à la vie de la cité et la façonne en grande partie. Des commerces dynamiques et durables sont indispensables à l'attractivité des centres villes, la vie locale des communes et la vitalité de la Métropole. Faire vivre les « commerces de proximité » est une attente forte partagée par les communes et leurs habitants et représente un véritable enjeu de développement économique.

Afin d'accompagner les communes de la Métropole dans leur politique en faveur du commerce de proximité et de la redynamisation de leur centre-ville, il est proposé de renouveler l'adhésion métropolitaine au réseau des Centres-villes et de l'Innovation animé par l'association Centre-Ville en Mouvement.

Le réseau des Centres-Villes durables et de l'Innovation

Créée en 2005 par des élus locaux, parlementaires, consulaires, représentants de corps d'Etat et chercheurs pour faire face aux besoins croissants des habitants par rapport à leurs centres-villes, l'association Centre-Ville en Mouvement accompagne et fédère ses membres de toutes sensibilités dans leurs projets d'innovation et de redynamisation des centres-villes. Véritable plateforme nationale, l'association accompagne les collectivités à retrouver l'attractivité et la vitalité des centres-villes, grâce à une approche décroisée de son réseau des Centres-Villes Durables et de l'Innovation.

Depuis plus de 10 ans, les acteurs du réseau s'impliquent ensemble dans la réflexion et la mise en œuvre de programmes qui prennent en compte en amont les mutations sociologiques et les évolutions profondes des modes de vie et des habitudes de consommation de notre société. Le réseau des Centres-Villes Durables et de l'Innovation compte aujourd'hui plus de 300 collectivités membres sur l'ensemble du territoire : villes, métropoles, Agglomérations (englobant un grand nombre de villes moyennes et de centres-bourgs), CCI, SEM, CMA...

Les actions du réseau :

Redynamiser son centre-ville nécessite d'être en alerte sur les aspects réglementaires, les programmes nationaux, les études réalisées ou en cours, mais il est également indispensable d'être nourri d'expériences éventuellement transposables. Pour accompagner ses membres, le réseau propose :

- un site internet, véritable centre de ressources et d'informations sur les collectivités,
- une newsletter bi-trimestrielle,
- une boîte à idées présentant régulièrement une trentaine d'expériences innovantes,
- l'organisation annuelle des Assises Nationales du Centre-Ville, en parallèle du salon Centre-Ville Expo,
- l'animation et le développement du réseau des Centres-Villes Durables et de l'Innovation (un forum annuel, plusieurs ateliers thématiques par an, veille, mise en relation des membres et partage d'information sur certaines questions...),
- l'animation de la Délégation Nationale du Management de Centre-Ville les visites de terrain.

Apports de l'adhésion métropolitaine :

L'objectif du réseau est de répondre aux attentes des membres en leur permettant de trouver des réponses à leurs questions, de les aiguiller sur leurs problématiques relatives à la dynamisation des centres-villes. Plusieurs outils sont disponibles afin de valoriser et accélérer les échanges : une plate-forme collaborative avec un forum pour des discussions instantanées, un espace dédié au partage de documents, et un annuaire répertoriant l'ensemble des contacts référents et pertinents. Dès que la collectivité devient membre, un identifiant est automatiquement fourni.

Les collectivités membres du réseau peuvent communiquer sur leurs actions et projets grâce aux supports de communications (site internet, newsletters, boîtes regroupant sous forme de fiches des idées innovantes, 4 pages détaillant des nouveaux outils législatifs, 4 pages sur les nouveaux métiers...), et interventions lors de nos événements.

Des Ateliers, destinés aux membres du réseau, sont régulièrement proposés. Ils s'articulent autour de

thèmes variés et concrets : le dernier kilomètre de livraison, la gestion de centre-ville, les nouveaux

concepts de boutique, le merchandising, les nouveaux services, les déchets, le stationnement, des séminaires par exemple sur le dialogue avec le monde commerçant...

L'association Centre-Ville en Mouvement s'engage à soutenir les collectivités du réseau dans la réalisation de leurs projets, en leur apportant expertise et données établies par les autres membres. Grâce aux réflexions menées lors des ateliers et des assises, les membres du réseau bénéficient d'un appui technique pour pérenniser, développer, et aller plus loin dans leurs actions.

Afin de répondre à la problématique de la revitalisation des centres-villes métropolitains, la Métropole a décidé d'adhérer à l'association Centre-Ville en Mouvement par délibération n°ECO 001-3827/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2018.

Aussi, compte tenu de l'objet et des objectifs poursuivis par l'association Centre-Ville en Mouvement, il est aujourd'hui proposé de renouveler l'adhésion de la Métropole à cette association au titre de l'année 2019.

L'association Centre-Ville en Mouvement propose un forfait de 9 000 €/an pour l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°ECO 001-3827/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2018 portant adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Centre-Ville en Mouvement - Paiement de la cotisation 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'afin de répondre à la problématique de la revitalisation des centres-villes métropolitains, la Métropole souhaite renouveler son adhésion à l'association Centre-Ville en Mouvement.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille Provence à l'association Centre-Ville en mouvement pour l'année 2019 et le paiement de la cotisation correspondante pour un montant de 9 000 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 de la Métropole – Sous Politique B370 – Nature 6281 – Fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 007-4738/18/BM

■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la fédération des boutiques à l'essai et paiement de la cotisation 2019

MET 18/8881/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est devenue l'une des toutes premières métropoles à s'engager en faveur du commerce de proximité à travers son Agenda du Développement économique, voté en conseil métropolitain le 30 mars 2017. L'une de ses orientations stratégiques consiste à construire une métropole de proximité proche de ses habitants en accompagnant notamment tous les territoires dans leurs politiques en faveur du commerce de proximité et de l'artisanat.

Afin de répondre aux problématiques commerciales métropolitaines, la Métropole a défini les actions

suivantes, à travers son agenda du développement économique :

- Objectif à court terme : mettre en œuvre des premiers outils de proximité et lancer le Schéma Directeur d'Urbanisme Commercial (SDUC métropolitain).
- Objectif à moyen terme : déployer des outils et des expérimentations sur les centres villes.
- Objectif à long terme : redynamiser les centres villes et satisfaire les besoins de proximité des habitants.

Le commerce de proximité et l'artisanat contribuent à améliorer le cadre de vie et constituent un facteur d'animation, un vecteur de lien social et de proximité. Mais certaines communes voient ce tissu économique se fragiliser et perdre en dynamisme. Les raisons sont multiples et varient d'un territoire à un autre, de la concurrence des grandes surfaces et des zones commerciales implantées en périphérie des zones urbaines, à l'émergence de nouveaux comportements d'achat (e-commerce...). Soutenir et dynamiser le commerce de proximité et l'artisanat constituent, à ce titre, une priorité métropolitaine.

L'étude de l'armature commerciale métropolitaine, effectuée par le cabinet PIVADIS fin 2015, mettait en lumière la déconnexion de l'évolution de l'offre commerciale métropolitaine avec l'évolution du marché théorique. Cette étude montrait à la fois l'état de suroffre à l'échelle métropolitaine, mais aussi les risques de désaffectation de certains sites et centres villes, ce qui pose des problèmes majeurs en termes d'animation et d'attractivité.

Le territoire de la Métropole se caractérise notamment par des cœurs de ville en déficit d'attractivité commerciale, concurrencés par des zones commerciales périphériques. A titre d'illustration, sur des agglomérations de plus de 250 000 habitants en France, 58 % des consommateurs viennent de l'extérieur. Pour le centre-ville de Marseille, ce chiffre s'élève à peine à 18 %. La vacance commerciale augmente dans un grand nombre de centres villes de la Métropole, avec un taux supérieur à 8%, soit un niveau considéré comme problématique (plus de 11% pour le centre-ville de Marseille, source « Trait Urbain de novembre 2016 »).

Ce phénomène de dévitalisation des centralités urbaines, bien que contrasté d'un territoire à l'autre, devient préoccupant tant le commerce participe à la vie de la cité et la façonne en grande partie. Si le commerce en centre-ville est avant tout dépendant du contexte socio-économique de son territoire, il est aussi très sensible au bon équilibre des concurrences au sein de l'appareil commercial ainsi qu'à la qualité de son environnement.

La vacance commerciale n'arrive pas seule, les facteurs liés et aggravant cette situation peuvent être

regroupés autour des trois grands déterminants observés sur le territoire métropolitain :

- l'existence d'un marché de consommation non dynamique et restreint (faible évolution de la population, paupérisation, hausse de la vacance des logements...);
- des conditions d'exploitation qui ne facilitent pas l'activité commerciale (pression fiscale, coût du foncier et des baux commerciaux...) et un environnement défavorable en centre-ville (équipements et services, accessibilité, sécurité...);
- un déséquilibre de l'offre commerciale entre la centralité et sa périphérie.

Afin de répondre à la problématique de la revitalisation des centres villes, il est proposé de poursuivre le test du dispositif de lutte contre la fermeture du commerce de proximité « Ma Boutique à l'Essai ».

Le concept Ma Boutique à l'Essai

Pour lutter contre la fermeture du commerce de proximité et maintenir un commerce de centre-ville, le dispositif « Ma Boutique à l'Essai » permet à des créateurs de tester leurs idées de commerces au sein d'une boutique pilote dans un local commercial vacant. L'objectif est de permettre à un porteur de projet de tester son idée de commerce dans un local vacant pendant une période de 6 mois renouvelable 1 fois. Dans le cas où l'activité devient rentable le commerçant conserve le local et l'opération se déplace sur une autre cellule vacante. Dans le cas contraire, la boutique est mise à nouveau à l'essai.

Déroulé de l'action :

- 1) Identification des locaux vacants prioritaires sur la commune par les partenaires locaux.
- 2) Négociation de « Boutique à l'essai » avec les propriétaires et signature d'une convention tripartite entre le propriétaire / la fédération Boutique à l'essai / la Collectivité.
- 3) Installation d'une vitrophanie et aménagement de la devanture des locaux vacants pour attirer des porteurs de projets.
- 4) Comité de sélection du porteur de projet avec les acteurs locaux.
- 5) Accompagnement par la plateforme d'initiative au porteur de projet qui s'installe pour une période de 6 mois et sa sortie du dispositif (les conditions de sorties sont intégrées dans le bail dès le début).

Apports du dispositif :

La Fédération des Boutiques à l'Essai va accompagner les collectivités, apporter un guide et des supports de communication, permettre l'utilisation de la marque et former les plateformes d'initiative du territoire métropolitain qui vont mettre en œuvre le dispositif sur le terrain. La formation des plateformes

débutera dès l'adhésion de la Métropole, une convention a été conclue entre Initiative PACA et la Fédération des Boutiques à l'essai. Les plateformes mobiliseront des compétences : agences immobilières, architectes, relations presse, partenariat. Elles pourront négocier des tarifs préférentiels pour les porteurs de projets qui s'installent auprès des banques, assurances...

Compte tenu de l'objet et des objectifs poursuivis par la Fédération des Boutiques à l'Essai, la Métropole Aix-Marseille a décidé d'adhérer à cette association par délibération n°ECO 006-3552/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018.

Aujourd'hui, la Fédération des Boutiques à l'Essai propose un renouvellement de l'adhésion de la Métropole, au titre de l'année 2019, pour un montant de cotisation de 10 000 €/an afin de déployer le dispositif sur les communes métropolitaines (sans l'adhésion de la Métropole, le coût de l'adhésion par commune est de l'ordre de 4 000 € à 6 000 €). Le coût estimé par opération s'élève à 20 000 € (le plan de financement prévoit une participation de la Région PACA, des territoires de la Métropole, des communes, ainsi que d'un fond privé Vivarte).

Des commerces dynamiques et durables sont indispensables à l'attractivité des centres villes, la vie locale des communes et la vitalité de la Métropole. Faire vivre les « commerces de proximité » est une attente forte partagée par les communes et leurs habitants et représente un véritable enjeu de développement économique. La méthodologie du dispositif « Ma Boutique à l'Essai » pourrait devenir en cas de succès un outil métropolitain de redynamisation des centres villes, déclinable sur l'ensemble du territoire de la Métropole.

En 2018, sept sites « tests » ont été sélectionnés : Auriol, la Ciotat, Istres, Marignane, Port-Saint-Louis, Peyrolles-en-Provence et Vitrolles. A ce jour, deux boutiques ont été inaugurées à La Ciotat et Vitrolles et deux autres le seront dans les prochaines semaines à Auriol et Peyrolles-en-Provence.

Afin de répondre à la problématique de la revitalisation des centres villes, il est proposé de reconduire le dispositif « Ma boutique à l'essai » en 2019 sur des centres villes métropolitains identifiés par la Métropole et ses territoires.

Dans ce cadre, il est proposé de renouveler l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Fédération des Boutiques à l'Essai.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°ECO 006-3552/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 approuvant l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Fédération des Boutiques à l'Essai ;
- La délibération n°ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 relative à l'approbation de l'Agenda du Développement économique métropolitain ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de soutenir le commerce de proximité, facteur de l'attractivité des centres villes.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement d'adhésion à la Fédération des Boutiques à l'Essai pour l'année 2019 et le paiement de la cotisation pour un montant de 10 000 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 de la Métropole – Sous Politique B370 – Nature 6281 – Fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 008-4739/18/BM

**■ Renouvellement de la convention cadre avec l'association Pays d'Aix Développement
MET 18/8802/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Initialement créée en 1996 en tant qu'agence de promotion du Pays d'Aix, l'association est devenue en 1998 Pays d'Aix Développement et s'est vu confier une mission de promotion et d'accueil d'entreprises, assistant les acteurs économiques dans leurs projets d'implantation et de développement. La recherche de locaux et de foncier représente une part importante de ses missions.

Aujourd'hui, PAD suit tous les ans plus de 400 dossiers aboutissant à 187 implantations par an en moyenne.

PAD assure par ailleurs la gestion du Dispositif d'Amorçage Provençal (DAP), une tâche que l'association devra poursuivre dans le cadre du fonds AMPA (Aix Marseille Provence Amorçage) mise en place à l'échelle de la Métropole.

Dès lors, au regard de l'objectif d'intérêt général, le Pays d'Aix apporte depuis de nombreuses années son soutien financier à PAD et ce, de façon régulière et adaptée à ses besoins.

Compte-tenu de la portée de cette coopération de longue date, il convient, à travers la convention proposée, de renouveler et de définir ce partenariat, en précisant les règles relatives à la contribution financière de la collectivité. Celle-ci fera l'objet de conventions d'objectifs annuelles subséquentes.

Enfin, cette convention cadre précise également les conditions de mise à disposition des locaux au bénéfice de Pays d'Aix Développement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° 2010_A099 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2010 définissant de nouveaux critères d'attribution de subvention aux partenaires économiques ;
- La délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016

approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;

- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Bureau de la Métropole du 18 octobre 2018 relative à la mise en place du Fonds d'Amorçage Métropolitain ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté de la Métropole de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique qui mènent, à l'échelle de son territoire des actions pertinentes, en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention cadre pluriannuelle à conclure pour une durée de trois ans avec l'association Pays d'Aix Développement.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention ainsi que tous les documents afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 009-4740/18/BM

**■ Attribution d'une subvention en faveur d'un projet immobilier porté par une entreprise du Pays d'Aix - Approbation d'une convention
MET 18/8635/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Mis en place par la Communauté du Pays d'Aix en 2012, le dispositif d'aide à l'immobilier vise à favoriser

l'ancrage des entreprises industrielles sur le territoire. Il consiste à cofinancer, à hauteur de 20 % maximum, des opérations d'investissement immobilier menées à l'initiative d'entreprises industrielles ou de services à l'industrie, qu'il s'agisse d'opérations de construction, d'acquisition ou d'extension de locaux d'activités. Cette aide est conditionnée par la création d'emplois.

1. Présentation de l'entreprise

Créée en 1990 et basée aujourd'hui à Rognac, MECA 13 est une société de services à l'industrie qui a développé une activité de mécanique de précision. Proposant des solutions d'usinage sur mesure, à base de différents matériaux, elle travaille pour toutes les industries ayant besoin de pièces mécaniques à haute valeur fonctionnelle telles que l'aéronautique, le spatial, le nucléaire et le médical.

MECA 13 a toujours fait le choix d'investir dans l'évolution de ses moyens de production, ce qui lui a permis de devenir un fournisseur de premier rang pour d'importants donneurs d'ordre (Airbus Hélicoptères, groupe WEIR, Air Liquide, Expertima Technologies, Mapesol...). Une attention particulière est portée à la qualité du travail et à la formation des salariés. MECA 13 emploie à ce jour 9 salariés et réalise un chiffre d'affaires de 650.000 €.

La S.A.R.L MECA 13 est détenue à 100 % par la S.A.R.L. SUD DEVELOPPEMENT HOLDING, société de gestion des actifs. Celle-ci s'apprête aujourd'hui à racheter la société ERP (Etudes Réalisations Plastiques) basée à Bouc-Bel -Air, une société mise en vente suite au départ en retraite des associés

fondateurs. Créée il y a 20 ans, ERP est spécialisée dans la fabrication et la transformation de matières plastiques. La société effectue des prestations pour les industries du semi-conducteur, de la chimie, de la sidérurgie, du nucléaire, de l'offshore et du cosmétique. Elle réalise la fabrication de pièces techniques à base de matière plastique pour les travaux neufs, les équipements et la maintenance. Employant 7 salariés, elle réalise un chiffre d'affaires de 862.000 €. Son savoir-faire est très complémentaire à celui de MECA 13 qui va rejoindre le site de Bouc-Bel-Air. A noter que la nouvelle structure gardera 100 % des effectifs d'ERP.

Cette opération va permettre à MECA 13 de réaliser son projet de développement. En effet, l'entreprise n'est pas en capacité aujourd'hui de répondre à l'ensemble des sollicitations de ses clients industriels. Les locaux de 300 m² qu'elle occupe aujourd'hui à Rognac ne sont pas extensibles et ne correspondent plus aux nouvelles normes Hygiène – Sécurité – Environnement. Par ailleurs, le caractère vétuste n'offre pas des conditions d'accueil favorables pour les donneurs d'ordre. A défaut de changer de locaux, MECA 13 risque sérieusement de perdre des clients.

2. Le projet immobilier

Le projet consiste à acquérir le bâtiment industriel occupé par la société ERP, que celle-ci loue à la SCI AB Les Cayols, détenue par les actionnaires d'ERP. Il s'agit également d'effectuer des travaux d'aménagement et de réaliser une extension dans un second temps. Cette opération va être conduite par la SCI LES SABLIERES, dont les statuts confient 98 % des parts à la holding SDH. Les caractéristiques et l'environnement de ce bâtiment de 800 m² correspondent parfaitement aux besoins de MECA 13 : insonorisation, terrain clos de 2.500 m² avec parking goudronné de 30 places, proximité des axes routiers et des infrastructures de transport... Les deux sociétés devraient occuper environ chacune 50 % de la surface.

Le projet se déroulera en deux phases :

(1) Courant 2018 : acquisition (700.000 € HT) et travaux d'aménagement et d'industrialisation (60.000 € HT). Déménagement de la société MECA 13.

(2) Au plus tard fin 2019 :

- réalisation d'une extension de 150 m² (60.000 €),
- réaménagement des bureaux et des zones communes (25.000 €),
- mise en place d'une zone sous abri pour le stockage des déchets d'usinage (45.000 €).

L'assiette éligible est chiffrée à 890.000 € HT.

Le projet permet aux deux sociétés de rationaliser leurs frais fixes. C'est une opportunité de diversifier leurs clients et leurs activités. Elles devraient ainsi accroître, d'ici deux ans, de 25 % leur production annuelle et de 20 % leurs effectifs.

Sur cette base, il est proposé d'accorder à la SCI LES SABLIERES une subvention de 100.000 € (soit 11,23 % de l'assiette éligible) qui sera répercutée sur les loyers à acquitter par les sociétés MECA 13 et ERP.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2009_1717 du 30 septembre 2009 relatif aux aides à l'investissement immobilier et à la location d'immeubles

accordées aux entreprises par les collectivités territoriales et leurs groupements ; □

- La délibération n° 2012_A113 du Conseil communautaire de la CPA du 12 juillet 2012, relative à la mise en place d'un dispositif d'aide à l'immobilier d'entreprises ;
- La délibération n° 2013_A038 du Conseil communautaire de la CPA du 28 mars 2013 relative aux modalités d'intervention en faveur de l'immobilier d'entreprise, ouvrant notamment la possibilité d'accorder une subvention aux SCI ;
- La délibération n° 2013_A162 du Conseil communautaire de la CPA du 10 octobre 2013, relative aux modalités d'intervention en faveur de l'immobilier d'entreprise ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° HN021 – 049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté de la Métropole de favoriser l'ancrage des entreprises industrielles sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées

- une subvention d'aide à l'immobilier de 50.000 € au bénéfice de la société MECA 13 s'installant à Bouc-Bel-Air (subvention versée à la S.C.I. LES SABLIERES),
- une subvention de 50.000 € au bénéfice de la société ERP installée à Bouc-Bel-Air (subvention versée à la S.C.I. LES SABLIERES).

Article 2 :

Est approuvée la convention quadripartite correspondante, ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention ainsi que tout document afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 61-20421.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Emploi, Formation professionnelle, Insertion"

EMP 001-4741/18/BM

**■ Approbation d'une convention de partenariat avec la Préfecture de la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur relative à la mise en œuvre de la clause d'insertion sociale dans les marchés de l'État sur le territoire métropolitain
MET 18/9279/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Au préalable, il convient de rappeler que l'article 30 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics prévoit que la définition des besoins doit prendre en compte des objectifs de développement durable dans leur dimension économique, sociale et environnementale. La dimension sociale doit donc être partie intégrante de la stratégie d'achat de l'ensemble des acheteurs publics.

La Préfecture de Région Provence-Alpes-Côte d'Azur s'engage à utiliser le levier de la commande publique en faveur de l'insertion de publics éloignés de l'emploi, dans le cadre d'une convention de partenariat qui va permettre, grâce à la commande publique des services de l'État de générer des heures de travail réservées à un public en parcours d'insertion.

En effet, l'Etat est engagé, dans le cadre d'un plan d'achat public durable, qui se traduit notamment par une volonté de développement des clauses sociales d'insertion. Interface entre les acheteurs publics, les

entreprises, les organismes et structures de l'insertion et les publics concernés, le rôle du facilitateur clauses sociales est d'accompagner et d'assister les intervenants dans la mise en œuvre des clauses sociales d'insertion. Il assiste les acheteurs publics en amont de la passation du contrat pour la définition et la rédaction des clauses sociales. Il assiste également les entreprises soumissionnaires ou titulaires dans la mise en œuvre des clauses sociales du marché, en les aidant notamment à identifier les publics. Par ailleurs, il aide tout au long du contrat les cocontractants dans le suivi et le contrôle de la clause sociale d'insertion.

L'objectif *in fine* est de mobiliser le public demandeur d'emploi et connaissant des difficultés d'insertion sociale et professionnelle du territoire, de manière à favoriser la construction de parcours d'insertion et l'accès à l'emploi des personnes qui en sont éloignées.

L'objet de la convention est donc de définir les modalités du partenariat entre les services de l'Etat et la Métropole Aix-Marseille-Provence, structure porteuse des missions de facilitateur des clauses sociales d'insertion sur les territoires du Pays d'Aix, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays Salonais et du Pays de Martigues.

La convention ci-annexée n'entraîne pour la Métropole Aix-Marseille-Provence aucun engagement financier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Oui le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'Etat est engagé dans le cadre d'un plan d'achat public durable, qui se traduit notamment par une volonté de développement des clauses sociales dans les marchés publics ;
- Qu'à cette fin, la Préfecture de Région Provence-Alpes-Côte d'Azur a répertorié au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence, des missions de facilitateur clauses sociales d'insertion sur les territoires du Pays d'Aix, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays Salonais et du Pays de Martigues ;
- Qu'il convient d'approuver la convention de partenariat entre la Préfecture de Région Provence-Alpes Côte-d'Azur et la Métropole Aix-Marseille-Provence ci-annexée, relative à la mise en œuvre de la clause d'insertion dans les marchés de l'Etat en région PACA, ayant pour objet de définir les modalités du partenariat entre les services de l'Etat et la Métropole, structure porteuse des missions de facilitateur clauses sociales d'insertion sur les territoires du Pays d'Aix, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays Salonais et du Pays de Martigues ;
-

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de partenariat entre la Préfecture de Région Provence-Alpes Côte-d'Azur et la Métropole Aix-Marseille-Provence ci-annexée, relative à la mise en œuvre de la clause d'insertion dans les marchés de l'Etat en région PACA.

Article 2 :

Cette convention est sans incidence financière.

Article 3 :

La convention ci-annexée est conclue pour une durée d'un an à compter de sa notification aux parties. Elle est reconduite tacitement.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Transports,
Déplacements et Accessibilité"**

TRA 001-4742/18/BM

■ Lancement d'une enquête de mobilité et approbation d'une convention de partenariat avec l'Etat
MET 18/9144/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Les enquêtes mobilités sont réalisées par les principales agglomérations françaises à un pas de temps de 10 ans selon des règles strictes d'organisation de collecte, de structuration des questionnaires et d'analyse des résultats qui sont définies au niveau national. Ces enquêtes permettent ainsi de garantir la comparaison des résultats dans le temps et de comparer des résultats avec ceux des autres agglomérations françaises.

Les enquêtes mobilité présentent donc un intérêt majeur pour le territoire métropolitain, puisqu'elles permettent :

- De suivre précisément l'évolution des pratiques de déplacements de nos concitoyens, selon leurs catégories socio-démographiques, leurs localisations géographiques, leurs habitudes de déplacements, ... ;
- D'orienter des politiques à venir dans le domaine des transports et de l'aménagement du territoire ;
- D'évaluer des politiques engagées et d'anticiper sur les évolutions sociétales futures.

L'enquête mobilité constitue la source d'informations disponibles la plus précise et la plus fiable pour analyser les pratiques de mobilité de toutes les catégories de personnes selon les modes de transport aux différentes échelles d'un territoire. Dans le cadre de la mise en œuvre de l'Agenda de la Mobilité, du Plan de Déplacements Urbains (PDU) et du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT), l'enquête mobilité permettra de disposer d'une connaissance précise des conditions de déplacements actuelles et de pouvoir ensuite évaluer les effets des projets en matière de transports collectifs, de circulation et de stationnement en cohérence avec les politiques d'aménagement du territoire.

Quatre enquêtes ont déjà été menées par la Ville de Marseille (1966, 1976, 1988, 1997) sur un périmètre toujours plus étendu. La dernière enquête date de 2008, elle a été menée par la Région PACA sur un

périmètre comprenant l'ensemble du département des Bouches-du-Rhône, l'ouest varois, la basse vallée de la Durance et le sud du Vaucluse afin de bien considérer l'ensemble du bassin de vie métropolitain.

La réalisation d'une nouvelle enquête sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole interviendrait en 2019 et 2020 sur un périmètre strictement identique à celui de 2009, celui-ci correspondant au bassin de vie de la métropole et permettant toutes les comparaisons entre les deux enquêtes, ce qui constitue un atout majeur d'analyse. Elle consisterait donc à une enquête auprès des habitants du périmètre sur leurs déplacements un jour de semaine. Elle serait complétée par un questionnaire optionnel portant sur les déplacements durant les week-ends.

L'enquête se déroulerait durant 6 mois, de novembre 2019 à avril 2020. Elle comprend notamment une phase de communication importante de manière à informer les populations du déroulement de l'enquête, de ses objectifs et de son contenu. Les résultats sont publiés environ 6 à 8 mois après la fin de l'enquête et peuvent faire l'objet d'une large communication auprès de la population.

Estimation financière.

Le coût de l'enquête est estimé à environ 1,8M€HT, dont ~1, 7M€ pour le « cœur d'enquête ». Cette opération bénéficie, pour la partie enquête sans option, d'une subvention de l'Etat, qui sera sollicitée officiellement après signature de la convention de partenariat, à hauteur de 20%. Cette somme, une fois acquise, viendra en déduction des coûts de l'opération. La Métropole verrait alors sa participation ramenée à ~1,5M€HT. Les résultats de l'Enquête Mobilité serviront également à la Région et au Département. C'est pourquoi, ces deux collectivités seront sollicitées ultérieurement pour cofinancer cette enquête.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole-Aix-Marseille-Provence

- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est autorisé le lancement d'une enquête mobilité, selon les modalités définies au niveau national.

Article 2 :

Est approuvée la convention de partenariat ci-annexée pour la réalisation d'une enquête mobilité avec l'Etat.

Article 3 :

Madame la Présidente ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent .

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget annexe Transports sur l'AP n° 2019001700, nature 2031, sous-politique A420

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 002-4743/18/BM

■ Approbation de l'avenant n°2 à la convention de partenariat sur le programme et le financement des études préalables à l'enquête d'utilité publique de la Ligne Nouvelle Provence-Côte d'Azur

MET 18/9270/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le projet LN PCA suit son cours de grand projet national. Pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'enjeu principal et immédiat porte sur la réalisation de la gare souterraine de Saint Charles, qui permet la désaturation du complexe ferroviaire de l'agglomération et le développement du TER. Une

enquête publique est désormais en phase prochaine, pour une déclaration d'utilité publique en 2023 au plus tard. Le projet comprend par ailleurs la gare nouvelle de Nice Aéroport, des investissements de capacité sur le réseau classique entre Marseille et la Penne sur Huveaune, dans le Var et dans les Alpes Maritimes. Les investissements dits en « Ligne Nouvelle » relèveront des étapes suivantes du projet.

La congestion ferroviaire, qui résulte du « cul-de-sac » historique de la gare Saint Charles, empêche aujourd'hui d'introduire les trains supplémentaires qui permettraient d'augmenter la part trop faible du ferroviaire dans les déplacements à l'échelle métropolitaine et régionale. L'ampleur des problèmes structurels de notre réseau ferré, avec une gare St Charles en cul de sac dans un centre urbain dense, conduit, comme ailleurs, à une solution dite en « diamétralisation ».

La solution a été identifiée, affirmée et maintes fois confirmée comme la plus pertinente depuis le débat public de 2005. Il s'agit de raccorder en souterrain les voies en amont de St Charles (sur l'ex ligne PLM) avec les voies de l'est, en direction d'Aubagne, Toulon et Nice. Il faut rappeler les annonces faites par trois premiers ministres successifs, les travaux de l'Ingénieur Général Yves Cousquer et ceux de la Commission Mobilité 21 en 2013. La mission interministérielle de préfiguration de la Métropole Aix-Marseille-Provence en avait fait l'élément « fondateur » du développement ferroviaire de la Métropole. Le territoire a fait de son côté sa part du chemin, mais les promesses portées sur les fonts baptismaux de cette grande métropole restent à confirmer du côté de l'Etat. Et notamment dans le domaine des transports, avec ce projet majeur de gare souterraine.

Cela a été fait par le rapport du Conseil d'Orientation des Infrastructures et par les annonces de Mme la Ministre Elisabeth Borne en septembre dernier, confirmées dans le projet de loi d'orientation sur les Mobilités et son exposé des motifs.

La convention de partenariat sur le lancement des études préalables à l'enquête d'utilité publique du projet de LGV PACA, devenu depuis LNPCA a été signée en 2010 par tous les partenaires.

Le 21 mai 2015, un premier avenant n°1, pour un montant de 16 M€, a été signé par les partenaires en décembre 2017. Il remettait à jour le contenu des études et en réévaluait le montant.

Depuis cet avenant, plusieurs facteurs ont imposé de revoir le programme des études LNPCA et son planning de mise en œuvre :

-une concertation en 2016 a fait émerger de nouvelles options de projet, notamment dans les Alpes Maritimes ;

-le Conseil d'Orientation des Infrastructures (COI) mis en place par la Ministre chargée des transports Elisabeth Borne a proposé une stratégie au gouvernement en matière de grands investissements nationaux de transport, dans un rapport de février 2018. Les propositions ont inscrit la désaturation des nœuds de Marseille et Nice dans les priorités nationales et rééchelonné le projet LN PCA selon un séquençement en quatre phases ;

-le projet de loi d'orientation des mobilités, confirme le projet LNPCA sur la base des conclusions présentées par le COI.

L'avenant n°2 a pour objet d'actualiser le périmètre et l'objet des études financées afin d'orienter les financements restants vers les besoins d'études à court terme. Il ne modifie pas les montants financiers engagés. En juin 2018, le montant des appels de fonds sur les EPEUP de la LNPCA était de 72,4 M€ pour des financements de 94,2 M€, soit un reliquat de 21,8 M€.

L'avenant n°2 permet d'engager 7 M€ sur ce reliquat, pour couvrir les besoins de financement à très court terme du projet, en attendant les décisions sur le programme d'action à plus long terme :

-5,2 M€ au titre d'études de recalage du programme d'opérations entre juin 2018 et avril 2019. Les partenaires du projet ont validé unanimement en juin 2018 l'engagement de ces études de recalage pour mettre au point le programme d'opération qui prend en compte le nouveau phasage proposé par le COI.

Ces études portent sur les phases 1 et 2 du COI, en prenant en compte les phases ultérieures. Elles permettent de préciser les éléments d'exploitation, de conception technique et environnementale et d'évaluation socio-économique des opérations des phases 1 et 2 qui sont modifiées, ajustées ou ajoutées par rapport aux études antérieures conduites sur le projet.

-1,8 M€ pour la préparation par la maîtrise d'ouvrage jusqu'à fin 2019 des étapes suivantes d'études (préparation du programme d'études et de concertation avec les partenaires cofinanceurs, définition du cadre réglementaire, appels d'offres pour les marchés).

Ces deux tâches permettront d'engager au plus tôt, dès qu'une décision en ce sens sera prise, la préparation du dossier d'enquête d'utilité publique, pour répondre à l'objectif affiché dans l'exposé des motifs de la LOM d'une enquête publique incluant la gare souterraine entre 2018 et 2022. Ce qui signifie une déclaration d'utilité publique au plus tard en 2023.

Les 14,8 M€ restants seront engagés par décision ministérielle ou par les partenaires en Comité de Pilotage, ce qui actera le programme d'études du projet.

Une convention complémentaire ou un avenant n°3 à la convention initiale pourront éventuellement compléter les financements nécessaires pour obtenir une ou plusieurs déclarations d'utilité publique postérieurement à cette décision.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Le Contrat de Plan État-Région (CPER) de 2015-2020 signé entre la Région et l'État le 29 mai 2015, modifié le 18 novembre 2016, suite avenants n°2 et 3 ;
- La convention spécifique d'application du CPER entre l'État, La Région et la Métropole ;
- La convention de partenariat sur le programme et financement des études préalables à l'enquête d'utilité publique de la Ligne Nouvelle Provence-Côte d'Azur ;
- La délibération n° TRA 016-2169/17/BM du 13 juillet 2017 approuvant l'avenant n° 1.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le caractère stratégique de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur et de la gare souterraine Saint-Charles pour la Métropole Aix-Marseille-Provence;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°2 à la convention de partenariat sur le programme et financement des études préalables à l'enquête d'utilité publique de la Ligne Nouvelle Provence – Côte d'Azur, ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 003-4744/18/BM

■ Approbation de l'avenant n°2 à la convention de délégation de compétence avec la Région Sud Provence Alpes Côte-d'Azur pour les services de transport routier non urbains et scolaires non inclus dans le ressort territorial de la Métropole Aix-Marseille-Provence et exploités par la RDT MET 18/9182/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi « MAPTAM ») et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République (dite loi « NOTRe ») organisent une nouvelle répartition des compétences en matière de transport public, ayant pour conséquence un transfert des compétences du Département des Bouches-du-Rhône.

La Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur a délégué sa compétence à la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les services de transports routiers non urbains et scolaires non inclus dans le ressort territorial de la Métropole et exploités par la RDT en décembre 2016. Cette convention arrive à échéance le 31 décembre 2018.

La Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur souhaite prolonger la délégation de sa compétence jusqu'au 31 juillet 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération TRA 006-1381/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- La délibération TRA 013-3952/18/BM du 28 juin 2018 approuvant l'avenant n° 1 à la convention de délégation de compétence avec la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur pour les services de transport routier non urbains et scolaires non inclus dans le ressort territorial de la Métropole Aix-Marseille-Provence et exploités par la Régie Des Transports (RDT) ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de prolonger la délégation de compétence de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur jusqu'au 31 juillet 2019 ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 2 à la convention de délégation de compétence des services de transport routier non urbains et scolaires non inclus dans le ressort territorial de la Métropole Aix-Marseille-Provence entre la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Métropole Aix-Marseille-Provence et exploités par la RDT.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Article 3 :

La Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur rembourse à l'euro l'euro, l'ensemble des charges financières assumées par la Métropole.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des Transports 2019 de la Métropole : Nature 611 – Sous-Politique C260

Les recettes sont inscrites au budget annexe des Transports 2019 de la Métropole : Nature 7472 – Sous-Politique C260

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 004-4745/18/BM

**■ Renouvellement de l'adhésion au Groupement des Autorités de Transports et paiement de la cotisation 2019
MET 18/9072/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Association GART dite « Groupement des Autorités Responsables de Transport », fondée en 1980 conformément à la loi du 1er juillet 1901, a pour but :

- d'assurer les échanges d'informations entre les élus responsables de transports collectifs, des déplacements de personnes et des transports de marchandises ;
- d'ouvrir le dialogue avec tous les acteurs concernés par les déplacements ;
- d'être l'interprète des autorités organisatrices de transport pour toutes les questions relatives aux déplacements de personnes et aux transports de marchandises auprès de l'Etat et de l'Union européenne ;
- de développer les échanges sur les transports collectifs, les déplacements de personnes et les transports de marchandises avec les collectivités territoriales au niveau européen et mondial.

En tant qu'Autorité Organisatrice de la Mobilité sur l'ensemble de son territoire, la Métropole Aix-Marseille-Provence est susceptible d'adhérer à diverses associations relatives au transport, notamment au Groupement des Autorités de Transports (GART).

Aussi, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a adhéré au GART par délibération n° TRA 027-1080/16/CM du 17 octobre 2016 et a renouvelé par deux fois son adhésion pour les années 2017 et 2018.

Il convient d'approuver le renouvellement de l'adhésion au GART dont le montant de la cotisation 2019 s'élève à 31 500 euros.

Cette cotisation se calcule par tranche de population de 500 000 habitants de manière dégressive.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° 027-1080/16/CM du conseil du 17 octobre 2016 portant adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au GART ;
- La délibération n°008-1670/17/BM du bureau du 30 mars 2017 portant renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au GART ;
- La délibération n°014-3443/18/BM du bureau du 15 février 2018 portant renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au GART.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de renouveler, pour 2019, son adhésion au GART.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion au Groupement des Autorités de Transport ainsi que le paiement de la cotisation de 31 500 euros pour l'année 2019.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des Transports 2019 de la Métropole-Section de Fonctionnement : Nature 6281 – Sous-Politique C210.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 005-4746/18/BM

■ Renouvellement de l'adhésion à l'Association pour la Gestion Indépendante des Réseaux de Transport Public et paiement de la cotisation 2019 MET 18/9073/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En tant qu'Autorité Organisatrice de la mobilité sur l'ensemble de son territoire, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est susceptible d'adhérer à diverses associations relatives au transport, notamment à l'Association pour la Gestion Indépendante des Réseaux de transport public (AGIR).

AGIR Transport est une association de professionnels de transport public fondé en 1987 constituée d'une équipe permanente d'experts qualifiés et de consultants indépendants.

Cette association met à disposition des collectivités locales et des entreprises une offre de service leur permettant de compléter leurs ressources et d'échanger sur les bonnes pratiques.

Par conséquent, l'adhésion à cette association permettra à la Métropole de bénéficier :

- d'une assistance technique mettant à disposition des experts capables de répondre à tous types de questions relatives à la gestion quotidienne des réseaux (domaines juridiques, économiques, performance des réseaux...);
- d'offre de formations complètes dans tous les domaines et métiers qui intéressent les professionnels des transports ;
- De groupes de travail (transport à la demande, billettique...) permettant l'échange d'expériences contribuant à l'enrichissement technique.

La Métropole a adhéré à cette association par délibération TRA 026-1079/16/CM du 17 octobre 2016 et a renouvelé par deux fois cette adhésion pour les années 2017 et 2018.

Il convient également pour l'année 2019 de renouveler cette adhésion, le montant de la cotisation au titre de l'année 2019 s'élève à 45 000 euros.

Le montant est stable par rapport aux années 2017 et 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°026-1079/16/CM du Conseil du 17 octobre 2016 portant adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'Association pour la Gestion Indépendante des Réseaux de transport public (AGIR) ;
- La délibération n°007-1669/17/BM du bureau du 30 mars 2017 portant renouvellement de l'adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'Association pour la Gestion Indépendante des Réseaux de transport public (AGIR) ;
- La délibération n°015-3441/18/BM du bureau du 15 février 2018 portant renouvellement de l'adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'Association pour la Gestion Indépendante des Réseaux de transport public (AGIR).

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est proposé de renouveler cette adhésion afin de bénéficier d'une assistance technique dans la gestion quotidienne des réseaux et d'une offre de formations complètes dans tous les domaines et métiers qui intéressent les professionnels des transports.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion à l'Association pour la Gestion Indépendante des Réseaux de transport public pour l'année 2019 et le

paiement de la cotisation correspondante de 45 000 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des Transports 2019 de la Métropole-Section de Fonctionnement : Nature 6281 – Sous-Politique C210.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 006-4747/18/BM

**■ Demande de subvention de fonctionnement relative au lancement d'une étude de préfiguration d'une Zone à Faibles Emissions dans la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 18/9130/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains investissements traduisant les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Par délibération du 15 décembre 2016, le Conseil Métropolitain a approuvé l'Agenda de la Mobilité de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Un des axes fondamental de l'Agenda de la Mobilité est lié aux enjeux que représente la qualité de l'air au niveau sanitaire, économique et réglementaire. La politique de Mobilité de la Métropole se donne ainsi comme objectif la mise en œuvre d'actions permettant d'agir sur les flux et l'environnement pour aboutir à moins de congestion et de pollution sur son territoire. La pollution chronique auquel est attribuée l'impact sanitaire le plus important correspond à des niveaux de polluants dans l'air durant des périodes de temps relativement longues. Elle s'exprime généralement par des moyennes de concentrations sur une année, qui représentent des niveaux de pollution auxquels la population est exposée le plus longtemps.

Deux procédures précontentieuses européennes ont été engagées à l'encontre de la France pour non-respect des valeurs limites de particules (PM10) et azote (NO2) et insuffisance des plans d'actions. L'agglomération Aix-Marseille est visée par ces deux contentieux.

En effet selon AtmoSud, 12 % des habitants de la Métropole (227 000 personnes) sont exposés à des

teneurs supérieures aux valeurs limites (polluants NO2 et PM10). Les secteurs les plus sensibles sont le centre urbain de Marseille (220 000 personnes exposées) et les quartiers sud-ouest d'Aix en Provence (7 000 personnes) ainsi que les autoroutes, les axes à forte circulation et les secteurs à proximité des pôles industriels.

Lors du Conseil de Métropole du 18 octobre 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est engagée à mener une étude de préfiguration pour évaluer les impacts d'un projet de mise en place d'une Zone à faibles Emissions notamment dans le centre de Marseille.

Les zones à faibles émissions sont des territoires dans lesquels, une interdiction d'accès est instaurée, le cas échéant sur des plages horaires déterminées, pour certaines catégories de véhicules qui ne répondent pas à certaines normes d'émissions et donc qui ont un impact nocif sur la santé des résidents de l'ensemble du territoire. Ce type de mesure vise à réduire la pollution chronique et le nombre d'habitats exposés. Les interdictions d'accès utilisent le système des vignettes Crit'Air.

Il est actuellement possible de mettre en œuvre ce dispositif selon l'article L.2213-4-1 du CGCT et le décret 2016-847 du 28 juin 2016, sous l'appellation « zone à circulation restreinte (ZCR) ». Le gouvernement a prévu de proposer dans le cadre de la future loi d'orientation des mobilités de remplacer ce terme par « zone à faibles émissions » sans modifier le cadre réglementaire de mise en œuvre.

L'Agence De l'Environnement Et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) souhaite accompagner financièrement les Métropoles et les EPIC au travers de l'Appel à Projets (AAP) « Accompagnement pour déployer des zones à faibles émissions pour améliorer la qualité de l'air » visant la réalisation de tous travaux permettant de préfigurer une « ZFE ». L'ADEME précise qu'elle veillera à donner une priorité aux projets ambitieux, aux projets de collectivités qui font ou ont fait l'objet de dépassements réguliers de seuils sanitaires et démontrant une forte volonté de coopération communes-collectivité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite répondre à cet AAP et va solliciter l'ADEME, dans ce cadre, pour bénéficier d'une subvention destinée à l'aider financièrement à coordonner et animer cette étude.

Le projet de la Métropole est composé de deux volets :

1. Une étude de préfiguration ZFE selon la réglementation en place et comprenant
 - ✓ Une évaluation de la population concernée par les dépassements ou le risque de dépassement des normes de qualité de l'air ;

- ✓ Une évaluation des émissions de polluants atmosphériques dues au transport routier sur la zone concernée ;
- ✓ Une évaluation de la proportion de véhicules concernés par les restrictions et, le cas échéant, les dérogations prévues ;
- ✓ Une évaluation des réductions des émissions de polluants atmosphériques attendues par la création de la zone à circulation restreinte.

Le taux maximal d'aide accordé par l'ADEME pour l'étude de préfiguration est de 70% et le plafond de l'assiette des dépenses éligibles totales ne pourra pas être supérieur à 100 000 euros. Les dépenses liées aux frais de personnel ne seront pas considérées comme éligibles

2. Une étude complémentaire sur les impacts sociologiques pour évaluer la dimension sociale de la mise en place d'une ZFE et préconiser des moyens pour en réduire l'impact sur les populations les plus défavorisées qui sont nombreuses dans le centre de Marseille.
Le taux maximal d'aide accordé par l'ADEME pour cette étude complémentaire est de 70% et le plafond de l'assiette des dépenses éligibles totales ne pourra pas être supérieur à 100 000 euros. Les dépenses liées aux frais de personnel seront considérées comme éligibles

Le calendrier prévisionnel est le suivant :

- Planning de l'Appel à Projets :
 - Date limite de réponse de l'appel à projets : 18 décembre 2018
 - Sélection des candidats : mi-décembre 2018 à fin février 2019
 - Contractualisation : début février 2019 à fin mars 2019
- Planning de l'étude de préfiguration :
 - Démarrage de l'étude : début 2019
 - Durée de l'opération : 18 mois

La présente délibération a donc pour objet d'autoriser la Métropole à répondre à l'AAP et approuve dans ce cadre la demande de subvention auprès de l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le taux maximal d'aide accordé par l'ADEME est de 70% et le plafond de l'assiette des dépenses éligibles totales ne pourra pas être supérieur à 200 000 euros au global.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
ADEME	70%	140 000 €
METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE	30%	60 000 €
TOTAL	100%	200 000 €

Dans l'hypothèse où le projet d'AMP était retenu dans le cadre de l'AAP, l'octroi d'une subvention accordée à la Métropole Aix-Marseille-Provence par l'ADEME fera l'objet d'une délibération ultérieure et d'une convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L. 2213-4-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Le décret n° 2016-847 du 28 juin 2016 relatif aux zones à circulation restreinte ;
- La délibération TRA 020-18/1018/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018, portant lancement d'une étude de préfiguration d'une zone à faibles émissions dans la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'information des Conseils de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la réponse à L'AAP et la demande de subvention afférente
- Qu'il convient d'approuver le plan de financement du projet,

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Madame la Présidente ou son représentant est autorisé à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Madame la Présidente ou son représentant est autorisé à répondre à l'AAP et solliciter le soutien de l'ADEME dans ce cadre.

Article 3 :

Les recettes éventuelles seront constatées au budget annexe transport de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Section Fonctionnement - Natures : 7471-7472-7473-748 - Sous Politique : C360 -

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 007-4748/18/BM

**■ Approbation du renouvellement d'une convention d'occupation temporaire avec la SNCF concernant le parking relais vélo sis à la gare ferroviaire d'Aix-en-Provence centre
MET 18/8522/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre d'un partenariat intermodal, la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix, la Région et la SNCF ont souhaité créer en 2013 un parking relais vélo en gare ferroviaire d'Aix centre. Situé à proximité de la gare ferroviaire, ce local, permet de stationner de façon sécurisée les vélos et d'accroître l'air d'influence de la gare ferroviaire. Il contribue ainsi à offrir un service complémentaire avec les transports en commun ferrés et routiers.

Par délibération n°2013-B545 du 5 décembre 2013 le Bureau de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a approuvé une convention d'occupation temporaire avec la SNCF qui permettait de fixer les modalités d'occupation des lieux entre la CPA et la SNCF. Cette convention arrivera à échéance au 1^{er} janvier 2019, aussi afin de pérenniser ce service, il est nécessaire de la renouveler.

Le local dédié au stationnement, permet de lever l'un des principaux freins à l'utilisation du vélo : la crainte du vol et du vandalisme. En effet, il propose 100 places de stationnement vélo sécurisées ainsi que des consignes permettant la recharge de batteries de vélos à assistance électrique.

Cet équipement est accessible uniquement aux usagers détenteurs d'un droit d'accès (pass métropolitain avec abonnement vélo ou autre carte autorisée par la métropole) qui en auront fait la demande. L'abonnement annuel présente un tarif attractif pour inciter à l'utilisation de ce service.

Modalités d'occupation du local

1 - Redevance :

La SNCF met le local à disposition de la Métropole, par voie de convention. La Métropole Aix-Marseille-Provence doit s'acquitter d'une redevance d'occupation fixée par la SNCF d'un montant négocié annuel de :

12 000 € HT (douze mille euros) pour la période du 01/01/2019 au 31/12/2019 (franchise de 30 % la première année)
18 000 € HT (dix-huit mille euros) pour la période du 01/01/2020 au 31/12/2028

2 - Impôts et taxes :

La Métropole s'engage à rembourser à la SNCF Mobilités le montant des impôts et taxes que SNCF mobilités est amené à acquitter du fait du bien occupé.

Le montant annuel du forfait est fixé à 922 € (neuf cent vingt-deux euros) hors taxes, TVA en sus, il est payable aux conditions et selon la périodicité fixée pour le paiement de la redevance.

3 - Frais de dossiers :

La Métropole paie à SNCF Mobilité un montant forfaitaire fixé à 1 000 € (mille euros) hors taxe, correspondant aux frais d'établissement et de gestion du dossier. Ce montant est exigible au premier avis d'échéance adressé par YXIME, gestionnaire pour le compte de SNCF Immobilier représentant SNCF MOBILITES.

Les modalités de cette mise à disposition sont précisées dans le cadre de la convention d'occupation temporaire du domaine public, à conclure entre la Métropole et la SNCF annexée au présent rapport. Etant donnée les spécificités du domaine ferroviaire, cette convention d'occupation temporaire est non constitutive de droit réel.

Cette Convention d'Occupation Temporaire prendra effet le 1^{er} janvier 2019 pour une durée de 10 ans.

A cette fin, il convient pour la Métropole et la SNCF de conclure la présente convention.

Il vous est proposé d'approuver la convention relative à l'occupation temporaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole
- La délibération n°2013_B545 du Bureau Communautaire du 5 décembre 2013 approuvant la convention d'occupation temporaire entre la Communauté du Pays d'Aix et la SNCF concernant le parking relais vélo en gare ferroviaire d'Aix-en-Provence centre ;
- La lettre de saisine de la Présidente ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la convention annexée au présent rapport permet de définir les modalités d'occupation temporaire entre la SNCF et la Métropole.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention d'occupation temporaire établie entre la Métropole et la SNCF

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des Transports 2018 de la Métropole-Section de Fonctionnement : Natures : 6137 – 6228 - 6288 – Sous-Politique C210.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 008-4749/18/BM

**■ Approbation de la convention d'occupation temporaire d'emprise foncière avec UNICIL propriétaire de la résidence les Toits de l'Aune - BHNS l'Aixpress - Aix-en-Provence
MET 18/8863/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a approuvé le programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence par délibération n°2015-A204 du 8 octobre 2015.

Cette opération vise à améliorer les conditions de déplacements sur le territoire du Pays d'Aix dans un objectif de liaison efficace de transport en commun permettant de relier entre eux les grands équipements et les différents quartiers. Desservant les grands quartiers d'habitat social de la commune (Le Jas de

Bouffan, Encagnane), du centre-ville (gares, Rotonde), des facultés, cette ligne de BHNS reliera plusieurs pôles d'échanges et parcs relais.

Sa réalisation s'accompagnera d'un certain nombre d'aménagements, dont :

- L'insertion de voies cyclables et piétonnes intégrées au tracé ;
- Le réaménagement du réseau d'assainissement avec la création de bassins de rétention,
- La requalification des voiries et espaces publics traversés (places, abords de voies, giratoires, parcs et jardins) et des lieux desservis.

Sur certains secteurs du tracé, le projet peut bénéficier d'améliorations substantielles. Ces améliorations permettent notamment d'améliorer l'accueil des voyageurs sur les futures stations ou encore les conditions de déplacements sur les trottoirs ou leurs abords.

Dans cet objectif, il est souhaitable d'intervenir sur une surface réduite sur la parcelle de la résidence des Toits de l'Aune, à Aix-en-Provence, pour permettre la suppression d'une partie des escaliers du cheminement piétons, rendus inutiles dans le cadre du projet de BHNS.

En effet, avec la suppression de la passerelle piétonne dans le cadre du programme BHNS, les abords de la résidence précitée sont totalement revus afin de proposer des cheminements adaptés aux nouveaux aménagements.

Dans un souci de bonne coordination de l'opération et en tenant compte du calendrier global du BHNS, la Métropole sollicite le propriétaire, afin de convenir avec ce dernier de l'occupation temporaire par la Métropole de la surface nécessaire à la fois pour la réalisation des travaux sur le domaine public en limite de parcelle et sur les travaux d'aménagements définitifs sur cette même surface.

Ainsi, le projet de convention concerne une surface approximative de 30m². Elle est consentie à titre gracieux sur une durée de 6 mois à compter de sa notification.

La Métropole, dans le cadre de l'opération, assume la reconstitution de la limite public/privé à savoir :

- Arasement de la butte existante sur sa partie Nord,
- Revégétalisation de la partie talus arasé,
- Reprise de la clôture existante et pose d'un brise-vue.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°2010_A112 du Conseil communautaire de la Communauté du pays d'Aix du 24 juin 2010 portant approbation du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service ;
- La délibération n°2015-A204 du Conseil Communautaire du 8 octobre 2015 portant approbation du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence ;
- La délibération n°TRA 007-1929/17/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2017 relative au transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Ville d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence-Organisation de l'aménagement du BHNS.
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée d'occupation temporaire d'emprise foncière entre UNICIL et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'amélioration des accès dans le cadre de la réalisation de travaux associés à l'opération de BHNS sur la commune d'Aix-en-Provence.

Article 2 :

Est approuvée la réalisation des travaux listés ci-dessus rendu nécessaire par le projet, prélevés sur le budget Annexe des Transports de l'opération BHNS prélevés sur le budget Annexe Transport n° OP 2017266300 de l'opération BHNS, pour un montant estimatif de 10 000 € HT.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe transports – Opération n° 2017266300 – Sous-Politique C240 – Nature 21728 – Chapitre 21

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 009-4750/18/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération d'aménagement d'un parking de persuasion à Peynier MET 18/9134/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains investissements traduisant les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

L'Agenda de la Mobilité Métropolitaine approuvé par la Métropole Aix-Marseille-Provence le 15 décembre 2016, place l'innovation et la complémentarité entre les modes de transports au cœur de sa première phase d'actions des années 2017 à 2020.

Dans le cadre de sa politique de développement de l'intermodalité, le Pays d'Aix a souhaité engager une opération d'aménagement de l'entrée Nord de la commune de Peynier et créer un parc de stationnement. Ce projet est ainsi détaillé :

- Aménagement de l'entrée nord de Peynier avec la création d'un parc de stationnement

paysager d'environ 100 places au droit de la RD56B ;

- Création de cheminements piétons nécessaires à son fonctionnement et à la liaison avec les arrêts de bus ;
- Reprise des arrêts de bus ;
- Eclairage public nécessaire à l'opération ;
- Réalisation du réseau d'eaux pluviales et des rétentions nécessaires à l'opération.

Cette opération a fait l'objet d'une délibération d'approbation de programme de travaux par la Communauté du Pays d'Aix et d'une délibération d'approbation d'une convention d'aménagement entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société Publique Local d'Aménagement « Pays d'Aix Territoires » (SPLA) qui a été signée le 27 novembre

2015.

Les travaux de l'opération sont prévus pour démarrer en juillet 2019.

La durée des travaux est estimée à 36 mois.

Le coût total prévisionnel de l'opération est évalué à 888 000 € HT dont 762 647 € HT de travaux.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Département des Bouches-du-Rhône	20 %	177 600 € HT
Métropole Aix-Marseille-Provence	80 %	710 400 € HT
TOTAL	100%	888.000 € HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole-Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n°2013_A292 du Conseil communautaire du Pays d'Aix du 9 décembre 2013 validant le programme des travaux de l'aménagement du parc de persuasion de Peynier ;
- La délibération n°2015_B584 du Bureau communautaire de la Communauté du Pays d'Aix portant approbation de la convention entre la Communauté du Pays d'Aix et la SPLA « Pays d'Aix Territoires » pour l'aménagement du Parc de Persuasion de Peynier ;
- L'avenant n°1 à la convention entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays d'Aix et la SPLA « Pays d'Aix Territoires » relative à l'opération d'aménagement dénommée Entrée Nord de

la Commune de Peynier et la création d'un parc de Persuasion en date du 28 octobre 2016 ;

- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération TRA 001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération d'aménagement d'un parking de persuasion à Peynier ;

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible

d'apporter sa contribution, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Madame la Présidente ou son représentant est autorisé à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Article 3 :

Les recettes seront constatées dans le budget principal AMP sur EST CT2 2019 et suivant Sous Politique C240 Natures : 1311 – 1312 – 1313 – 1314 – 1317 – 1318 :

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 010-4751/18/BM

■ Approbation de la mise à disposition d'un terrain communal de la ville de Gardanne à la Métropole Aix-Marseille-Provence et du transfert d'affectataire d'une partie du domaine public mitoyen en vue de la réalisation du pôle d'échanges multimodal de transport de Gardanne MET 18/9141/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, Autorité Organisatrice unique des transports et de la Mobilité Durable a approuvé en décembre 2016 son agenda de la mobilité structuré "autour de lignes et de pôles d'échanges Premium, gages de l'attractivité du système de mobilité dans son ensemble", dont celui de Gardanne.

Le Pôle d'échanges multimodal existant de Gardanne est situé à proximité de la gare SNCF au carrefour de l'avenue Lieutaud, et des boulevards Carnot et Victor Hugo. Il est constitué d'un parking avec une fréquentation de 190 véhicules pour 119 emplacements qui ne répondra pas aux évolutions futures dues à la modernisation de la ligne SNCF Aix-Marseille. En effet cette modernisation devra entraîner une augmentation du trafic TER aboutissant à 4500 montées/descente par jour à comparer aux 2000 actuelles. Cet accroissement engendrera un besoin important supplémentaire en stationnement.

La Métropole a donc décidé de réaliser un parking en superstructure de 349 places sur trois niveaux. Ce projet est complété par l'aménagement d'une gare routière de neuf quais, le traitement de cheminements piétons et vélos dans l'emprise du projet et la réalisation de 30 places sécurisées pour vélos.

En vue de la réalisation de ce projet de pôle

d'échanges multimodal de transport, autorisé par le permis de construire N°013 041 17K0062 délivré le 15/01/2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a sollicité la Commune de Gardanne afin de :

- Mettre à sa disposition la parcelle de 4843 m2 cadastrée CO N°12 surlignée en vert sur le plan de division foncière annexé
- Autoriser le transfert d'affectataire d'une parcelle de 2985 m2 du domaine public communal sur l'emprise du projet de pôle d'échanges, parcelle surlignée en gris sur le plan de division foncière annexé.

Aussi, il est proposé d'approuver la convention de mise à disposition par la ville de Gardanne à la Métropole, pour une durée de trente ans et à titre gratuit, de la parcelle de 4843 m2 cadastrée CO N°12 et d'autoriser le transfert à la Métropole des 2985 m2 de domaine public communal nécessaires à la réalisation du projet de Pôle d'échanges multimodal de Gardanne. La Métropole s'acquittera des frais de raccordement et déplacements de réseaux électriques dans l'emprise des terrains mis à disposition et sur le domaine public transféré.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.1111-8, L. 5217-2, L. 1321-1 et L 5217-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole-Aix-Marseille-Provence
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'en vue de la réalisation du pôle d'échanges multimodal de transport de Gardanne il convient de procéder à la mise à disposition au profit de la Métropole de la parcelle communale de 4843 m2 cadastrée CO N°12 et d'autoriser le transfert d'affectataire d'une parcelle de 2985 m2 du domaine public communal sur l'emprise du projet.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative à la mise à disposition par la ville de Gardanne à la Métropole Aix-Marseille-Provence de la parcelle de 4843 m2 cadastrée CO N°12.

Article 2 :

Est autorisé le transfert de la ville de Gardanne à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une parcelle de 2985 m2 du domaine public communal sur l'emprise du projet de pôle d'échanges, parcelle figurée en gris sur le plan de division foncière annexé.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et tous les documents y afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe transports - Opération n°2017269100 « PEM de Gardanne » - Sous-Politique C240 – Nature 21728 – Chapitre 21

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 011-4752/18/BM

■ **Approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement ARTELIA Bâtiment et Industrie, SCAU, Marc DALIBARD Société d'Architecture, SOGREAH SA et EURECA SARL concernant le marché de maîtrise d'œuvre pour la construction du parc relais en silo "Le Krypton" à Aix-en-Provence et de l'ouvrage de franchissement de l'A8**

MET 18/8763/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a approuvé le programme du parc relais Krypton et du franchissement de l'autoroute A8 à Aix-en-Provence par délibération n°2010-A113 du 24 juin 2010.

Le marché n°10M0047 relatif à la maîtrise d'œuvre des études et au suivi de la réalisation de l'opération du parc relais Krypton et du franchissement de l'autoroute A8, a été notifié au groupement d'entreprises constitué des sociétés ARTELIA Bâtiment et Industrie, SCAU, Marc DALIBARD Société d'Architecture, SOGREAH SA et EURECA SARL en date du 16 septembre 2011, pour un montant forfaitaire provisoire de 1 728 000.00 euros HT.

Le 19 mars 2012 a été notifié l'avenant n°1 permettant le paiement individualisé du mandataire, d'une part, et de ses cotraitants d'autre part.

Le 28 février 2013 a été notifié l'avenant n°2 fixant le forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre portant celle-ci à 1 728 011.27 € HT.

Le 18 mars 2014 a été notifié l'avenant n°3 fixant le montant de la rémunération complémentaire du maître d'œuvre pour la reprise des études du bâtiment des sports, rémunération arrêtée à 25 552,00 € HT, portant le montant du marché à 1 753 563.27 € HT

Le 24 novembre 2017 a été notifié l'avenant n°4 augmentant la rémunération du maître d'œuvre de 60 401.96 € HT du fait de la prise en compte de sujétions techniques liées à la modification de prestations techniques issues de la maîtrise d'ouvrage et d'extension de mission, portant le montant du marché à 1 813 965,23 € HT.

Par courrier du 10 novembre 2017, ARTELIA fait valoir une réclamation de 45 000 € HT portant surtout sur les moyens mobilisés pour l'approfondissement des études de conception.

Cette demande est motivée par le fait que l'ouvrage initialement retenu lors du concours comportait une pile centrale, alors que celui qui a été étudié puis réalisé en était dépourvu pour des raisons de sécurité, rendant son étude plus complexe et sa portée plus importante. De plus, l'ouvrage non courant, a dû faire l'objet, au stade de la conception, d'une modélisation beaucoup plus fine qu'à l'accoutumée, pour prévenir au maximum tout désordre ultérieur en phase de réalisation (au-dessus de l'autoroute A8 ouverte à la circulation) et en phase d'exploitation.

Cela s'est également traduit par la mise en œuvre d'un ouvrage plus onéreux, puisque, s'il était estimé à 4.3M € HT lors de la phase concours, il est ressorti à 5.1M € au PRO.

L'application du taux de rémunération (8.98%) du MOE à cette plus-value aurait engendré un complément d'honoraire de 71 840 € HT pour le MOE.

Aussi, afin de clore ce différend relatif à l'augmentation de la complexité de l'ouvrage survenue en cours de mission, et au surcroît d'études engendrées de ce fait, les parties décident de trouver un accord amiable et conclure le présent protocole transactionnel.

Ce dernier précise la rémunération complémentaire accordée au maître d'œuvre, et acte les concessions réciproques auxquelles concèdent les parties pour mettre en œuvre les dispositions contractuelles ainsi éclairées, à savoir :

- le versement par la Métropole au groupement de maîtrise d'œuvre d'une indemnité de 45 000 euros hors taxes, couvrant les conséquences de l'évolution du programme de l'ouvrage d'art en cours de mission.
- la renonciation par le groupement de maîtrise d'œuvre sur la demande initiale de 71 840 euros hors taxes ainsi qu'à tout autre recours,
- la reprise des études de l'ouvrage par le groupement de maîtrise d'œuvre pour y la suppression de la pile centrale, les études menées pour l'approfondissement de la phase conception, y compris les variantes demandées lors de cette phase de la mission de MOE, et le renoncement à tous recours sur le sujet.

En ce sens, le protocole transactionnel négocié entre les parties met définitivement un terme au différend né entre elles.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le Code Civil et notamment les articles 2044
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole-Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Le marché n°10M0047 relatif à la maîtrise d'œuvre des études et au suivi de la réalisation de l'opération du parc relais Krypton et du franchissement de l'autoroute A8 à Aix en Provence;
- Les échanges formalisés entre le groupement d'entreprises et la Métropole Aix-Marseille-Provence sur la demande de rémunération complémentaire

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de l'opération du parc relais Krypton et du franchissement de l'autoroute A8, groupement d'entreprises constitué des sociétés ARTELIA Bâtiment et Industrie, SCAU, Marc DALIBARD Société d'Architecture, SOGREAH SA et EURECA SARL, et relatif au marché n°10M0047

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe de la conclusion d'un protocole transactionnel avec le groupement ARTELIA Bâtiment et Industrie, SCAU, Marc DALIBARD Société d'Architecture, SOGREAH SA et EURECA SARL, afin de régler le différend né dans le cadre de l'exécution du marché n°10M0047.

Article 2 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé prévoyant notamment le versement d'une indemnité transactionnelle de 45 000,00 euros hors taxes, au groupement ARTELIA Bâtiment et Industrie, SCAU,

Marc DALIBARD Société d'Architecture, SOGREAH SA et EURECA SARL, titulaire du marché susvisé.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer le protocole transactionnel.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Budget Annexe Transports – Section Investissement - nature 2031 - N°OP 2017 265700 de l'opération Krypton.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 012-4753/18/BM

■ Approbation d'un protocole transactionnel avec la SAS CMBC concernant le marché relatif à la construction du parking en surélévation du pôle d'échange de Pertuis, lot2 charpente métallique, planchers mixtes, serrurerie, étanchéité, résine MET 18/9098/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a approuvé le programme d'extension du pôle d'échanges multimodal de Pertuis par délibération 2013-A136 du Conseil de Communauté du 18 juillet 2013.

Le marché n°Z17-050 relatif à la construction du parking en surélévation du pôle d'échange de Pertuis, lot2 charpente métallique, planchers mixtes, serrurerie, étanchéité, résine a été notifié à la SAS CMBC le 1^{er} août 2017 pour un montant global et forfaitaire de 1 424 603,96 € HT.

Par courrier du 3 août 2018, la SAS CMBC fait valoir une réclamation de 16 479€ HT portant sur des prestations complémentaires réalisées par ses soins et des fournitures endommagées sur le chantier.

Cette demande est motivée par le fait d'exigences supplémentaires à celles du marché sur des portes coupe-feu, des bandes podotactiles, des ossatures complémentaires au pied de filets inox, des marches d'escaliers abîmées, une volée d'escaliers supplémentaires, la pose de garde-corps supplémentaire.

Aussi, afin de clore ce différend relatif aux prestations complémentaires réalisées par l'entreprise et aux dégradations de ses fournitures, les parties décident

de trouver un accord amiable et conclure le présent protocole transactionnel.

Ce dernier précise la rémunération complémentaire accordée à l'entreprise, et acte les concessions réciproques auxquelles concèdent les parties pour mettre en œuvre les dispositions contractuelles ainsi éclairées, à savoir :

- le versement par la Métropole à l'entreprise SAS CMBC d'une indemnité de 8 657 euros hors taxes, couvrant les conséquences des prestations complémentaires réalisées décomposée comme suit :

-3 077€ HT au titre des OS de demande de réalisation de prestations complémentaires

-2 580€ HT au titre du passage de la résistance des portes coupe-feu d'une demi-heure à une heure

-3 000€ HT au titre du rajout d'ossatures en pied des filets inox

- la renonciation par le groupement de maîtrise d'œuvre sur la demande initiale de 16 479 euros hors taxes comprises ainsi qu'à tout autre recours,

En ce sens, le protocole transactionnel négocié entre les parties met définitivement un terme au différend né entre elles.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le Code Civil et notamment les articles 2044
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole-Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Le marché n°Z17-050 relatif à la construction du parking en surélévation du pôle d'échange de Pertuis, lot 2 charpente métallique, planchers mixtes, serrurerie, étanchéité, résine ;

- Les échanges formalisés entre l'entreprise SAS CMBC et la Métropole Aix-Marseille-Provence sur la demande de rémunération complémentaire ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'un protocole transactionnel avec l'entreprise SAS CMBC relatif au marché n°Z17-050

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe de la conclusion d'un protocole transactionnel avec l'entreprise SAS CMBC, afin de régler le différend né dans le cadre de l'exécution du marché n°Z17-050.

Article 2 :

Est approuvé le contenu du protocole transactionnel ci-annexé prévoyant notamment le versement d'une indemnité transactionnelle de 8 657,00 euros hors taxes comprises, l'entreprise SAS CMBC, titulaire du marché susvisé.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer le protocole transactionnel.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Budget Annexe Transports – Section Investissement - Nature

2135 – Chapitre 21- N° opération 2017266400 pôle d'échange multimodal de Pertuis.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 013-4754/18/BM

**■ Acquisition d'une parcelle pour la réalisation d'une bretelle d'accès réservée aux transports en commun, de la RD9 à l'A51 à Aix en Provence
MET 18/8938/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

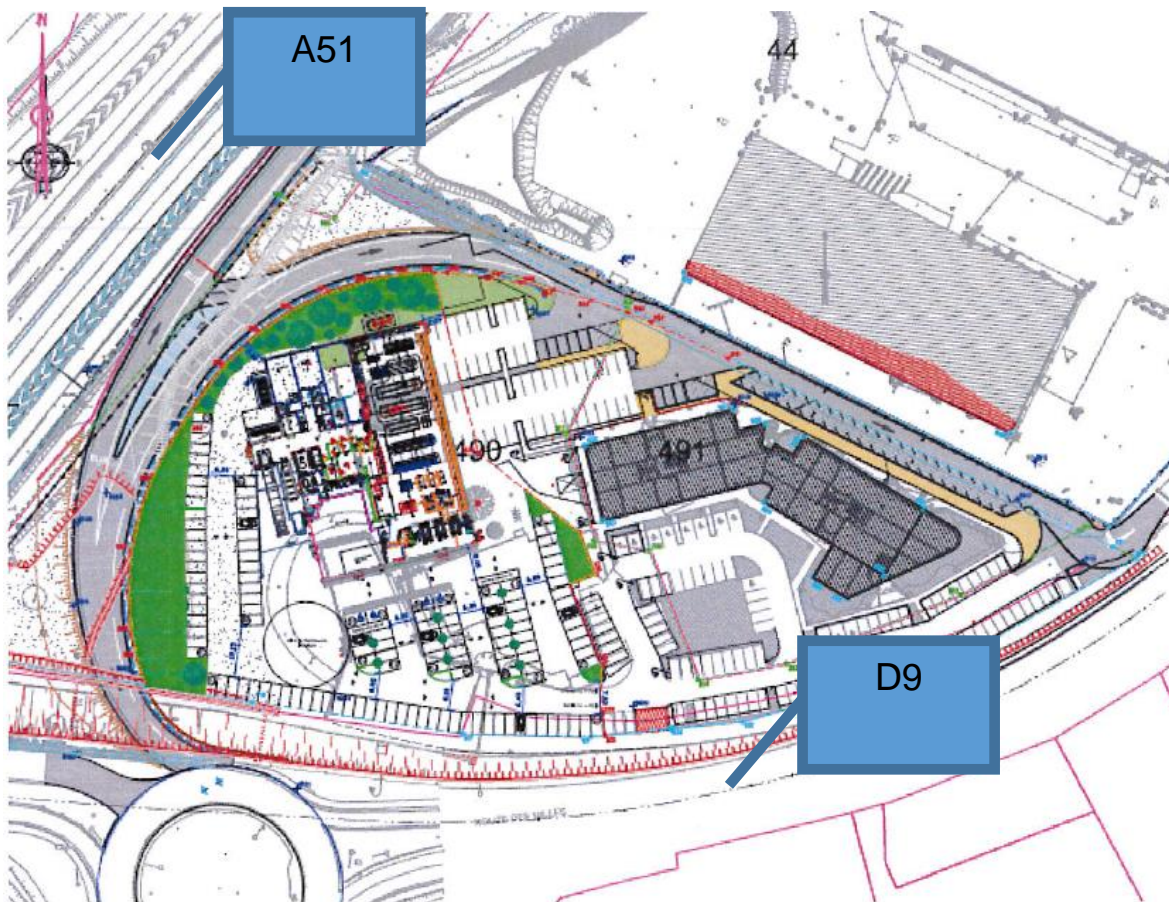
Par délibération 2010_A112 du 24 juin 2010, le conseil de communauté du Pays d'Aix a approuvé le programme général de l'opération BHNS du Pays d'Aix.

Celui-ci comprenant entre autres, la réalisation d'une bretelle reliant la RD9, au niveau du giratoire Couton à Aix en Provence, à l'A51. Cette bretelle d'accès à l'A51 est réservée aux transports en commun.

Par délibérations HN 038_066/16/CM du 16 avril 2016 et 2017_CT2_177 du 11 mai 2017, la Métropole définissait les modalités de concertation préalable, et approuvait le bilan de cette concertation préalable.

Cet aménagement, figuré ci-dessous, permettra à la fois un gain de temps et une meilleure régularité pour toutes les lignes de transport circulant sur l'axe aéroport, Vitrolles, Pôle d'activités d'Aix, Aix en Provence, notamment à l'heure de pointe du soir, où celui-ci est saturé d'environ 16h00 à 20h00.

Le principe est de permettre aux transports en commun d'accéder à une bretelle d'accès à l'autoroute A51, indépendante de celle utilisée par les autres véhicules. Cet aménagement est précédé en amont d'un SA de réinsertion des bus sur la D9, et à l'aval d'une voie bus sur l'A51 qui sera réalisée en 2019/2020 par la DREAL.



Ce projet nécessite une acquisition foncière représentant 4 206m² sur les parcelles HZ490 (4188m²) et HZ 491 (18m²) situées sur la commune d'Aix en Provence.

La Métropole a mandaté Monsieur Gérard Delgrande, expert immobilier et commercial, aux fins d'évaluer le prix des terrains nécessaires au projet.

Suite à une visite sur site en compagnie du propriétaire actuel, Monsieur Manas représentant la SCI les Lagons, et d'un représentant de la Métropole, il a rendu son rapport précisant l'évaluation des parcelles.

Il en résulte une estimation se chiffrant à 1 970 000€, avec un prix retenu au m² de 624,47€, issu d'une promesse de vente acceptée sur la parcelle adjacente HZ492.

Des négociations se sont engagées entre la Métropole et la SCI Les Lagons à l'issue de cette estimation. Elles ont pris en compte le fait que le projet porté par la Métropole, apportait une réelle plus-value commerciale aux terrains restants à la SCI les Lagons, par la réalisation d'une voie dite de refus,

destinée à permettre aux véhicules s'étant engagés sur cette bretelle réservée aux transports en commun, de sortir de cet aménagement et de rejoindre la voirie départementale. En effet, cette voie de refus apporte de fait une desserte directe depuis le giratoire Couton situé sur la D9, aux parcelles HZ490 et HZ491.

Ceci pris en compte, Monsieur Manas, représentant la SCI les Lagons, a accepté le principe d'une cession des 4206 m² nécessaires au projet à la Métropole, moyennant la somme de 250 000€, plus la prise en charge par la Métropole du dévoiement des réseaux nécessaires à la réalisation du projet. Ce dévoiement est estimé à 150 000€, et sera financé dans le cadre des travaux de réalisation de la bretelle D9/A51.

Ainsi il vous est proposé d'approuver l'acquisition de 4 206m² (4 188 m² sur la parcelle HZ490 et 18 m² sur la parcelle HZ491) à Aix en Provence, pour la réalisation d'une bretelle d'accès de la RD9 vers l'A51 réservée aux transports en commun, pour un montant de 250 000€, et la prise en charge des travaux de dévoiement de réseaux nécessaires à la réalisation du projet pour un montant de 150 000€.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération 2010_A112 approuvant le programme général de l'opération BHNS du Pays d'Aix,
- Les délibérations HN 038_066/16/CM 2016 et 2017_CT2_177
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix .

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la transaction foncière proposée permet à la Métropole de poursuivre le projet de réalisation de la bretelle D9/A51 à Aix en Provence,

Délibère

Article 1 :

Est décidée l'acquisition de la parcelle HZ490 pour 4 188m² et HZ491 pour 18m² selon le plan joint pour un montant de 250 00 € HT.

Article 2 :

Est décidée la prise en charge par la Métropole du dévoiement de réseaux présents sur ces parcelles et nécessaire à la réalisation du projet, pour un montant estimé de 150 000€ HT dans le cadre de l'opération de travaux de la bretelle.

Article 3 :

Les crédits nécessaires à l'opération n° 2017266500 BHNS AIX ligne A – Itinéraire bus RD 9 – A51 sont inscrit au budget annexe Transports de la Métropole

Aix-Marseille-Provence section Investissement – Sous Politique C 240 Chapitre 21 – Nature 2111 et 2135.

Article 4 :

Madame La Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'acte de vente.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 014-4755/18/BM

**■ Approbation d'une convention avec l'association Wimoov et la société Teksial relative à la cession du droit à valorisation des certificats d'économie d'énergie
MET 18/9349/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre des enjeux identifiés par son Agenda de la Mobilité la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage en faveur des mobilités durables et alternatives.

A ce titre, cette dernière subventionne l'association WIMOOV, dont l'objet est de promouvoir et d'initier le développement de nouvelles pratiques de mobilité durable notamment grâce à la mise en œuvre de plateforme de la mobilité.

Par ailleurs, WIMOOV est lauréat d'un appel à projet national lancé par le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire, de lutte contre la précarité énergétique (programme de Certificats d'Economie d'Energies). L'association a signé le 20 mars 2017 une convention avec l'Etat et l'Agence de l'Environnement et de la Maitrise de l'Energie (ADEME), visant à mettre en place le programme PRO-PE-14 « Plateforme WIMOOV, la mobilité durable accessible à tous ! ».

Ce programme reconnaît et valorise les actions de l'association WIMOOV comme génératrices d'économies d'énergie. Il a pour objectif d'accompagner 40 000 personnes en situation de précarité énergétique vers des pratiques quotidiennes de mobilité moins consommatrices en énergie. Grâce à leur implantation locale et leur réseau de partenaires, et en s'appuyant sur les méthodes et outils du conseil en mobilité, les plateformes WIMOOV jouent le rôle d'interface entre l'ensemble des solutions de mobilité durable mobilisables sur les territoires (mobilités douces, covoiturage, etc.) et la population, notamment les publics les plus fragiles.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, qui finance Wimoov au titre de son accompagnement à destination des publics précaires peut prétendre à la valorisation de certificats à économies d'énergie (CEE) dits « CEE précarités », permettant à WIMO OV la création de nouveaux services de mobilité durable.

L'association bénéficiera en effet, d'un financement dédié pour de l'acquisition de matériel durable (scooters électriques, vélos à assistance électrique,...) pouvant être mobilisé sur des actions locales d'accès à l'emploi ou formation, ou de promotion de la mobilité durable.

Afin de soutenir les collectivités et WIMO OV dans cette démarche, la société TEKSIAL propose un dispositif mutualisé de valorisation des opérations d'économies d'énergie reposant sur un groupement proposé à l'ensemble des collectivités territoriales membres qui apportent un soutien financier à WIMO OV dans le cadre de ses actions d'accompagnement à destination des publics précaires.

Il est donc proposé de signer la présente convention visant à définir les modalités de valorisation des économies d'énergie générées par le programme, et de cession des CEE ainsi obtenus à TEKSIAL, en vue du développement d'actions de mobilité durable par WIMO OV.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Energie et notamment l'article L 221-7;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n ° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté ministériel du 9 novembre 2016 portant validation des programmes d'accompagnement en faveur des économies d'énergie pour les ménages en situation de précarité énergétique dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie.
- La délibération n° TRA 018-3545/18/BM du Bureau de la Métropole du 22 Mars 2018

portant sur l'attribution d'une subvention à l'association Wimoov pour 2018 portant sur les actions de mobilité durable 2017 et 2018;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de mettre en œuvre le dispositif de regroupement au profit de TEKSIAL afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence de valoriser les financements versés à WIMO OV dans le cadre du programme « Plateforme WIMO OV, la mobilité durable accessible à tous ! » ;
- Qu'il convient de conclure la convention visant à définir les modalités de valorisation des économies d'énergie générées par le programme, et de cession des CEE ainsi obtenus à TEKSIAL, en vue du développement d'actions de mobilité durable par WIMO OV.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention tripartite entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'association WIMO OV et la société TEKSIAL.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Urbanisme et
Aménagement"**

URB 001-4756/18/BM

■ Transfert à titre gratuit par l'EPAD au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence des parcelles figurant au cadastre rénové de la Commune de Miramas à la section AH sous les numéros 171, 178, 196, 197, 198 et 242, pour une contenance cadastrale totale de 01ha 09a 88ca
MET 18/9228/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Il est rappelé au Bureau de la Métropole que la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) des Molières a été créée par arrêté préfectoral du 9 mars 1972.

Le Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) Ouest Provence a décidé, par délibération n° 490/02 du 5 novembre 2002, de confier à l'Etablissement Public d'Aménagement et de Développement (EPAD) Ouest Provence, la poursuite de la réalisation de la ZAC des Molières, dont les conditions ont été fixées aux termes d'une convention publique d'aménagement signée le 26 novembre 2002. Il a notamment été convenu, à l'article 12 de ladite convention que l'EPAD, en sa qualité d'aménageur, aurait l'obligation de préparer et présenter à la signature de la collectivité un acte authentique constatant le transfert de propriété, à titre gratuit, notamment de la voirie, réseaux divers ou autres équipements dès leur achèvement.

L'avenant n° 3 du 17 décembre 2015 de ladite convention a été conclu afin de proroger de 3 années supplémentaires la durée de la convention, au regard des aménagements restant à effectuer, la portant à 18 années avec échéance au 30 décembre 2018.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles.

A compter de cette date, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée auxdites intercommunalités dans la continuation et la modification des décisions qu'elles ont actées à la fin de leurs exercices respectifs ainsi que dans leurs droits et obligations au regard du patrimoine transféré lors de sa création.

Ainsi les parcelles figurant au cadastre rénové de la Commune de Miramas à la section AH sous les numéros 171, 178, 196, 197, 198 et 242, pour une contenance cadastrale totale de 01ha 09a 88ca, sont concernées par ce transfert de propriété, par l'EPAD au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Conformément à l'article L.2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, France Domaine a été régulièrement saisi.

Ce transfert de propriété à titre gratuit interviendra par acte authentique notarié et, ne donnera pas lieu à indemnités, droits, taxes, salaires ou honoraires.

L'ensemble des frais de notaire lié à cette procédure est à la charge de l'EPAD Ouest Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président et au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le transfert à titre gratuit, par l'EPAD au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence de plusieurs parcelles figurant au cadastre rénové de la Commune de Miramas à la section AH sous les numéros 171, 178, 196, 197, 198 et 242, pour une contenance cadastrale totale de 01ha 09a 88ca, propriété dde l'EPAD Ouest Provence.

Article 2 :

Maître Florence Xiberras, notaire à Miramas, est désignée pour la rédaction de l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant. Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 002-4757/18/BM

■ **Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle de terrain en nature de voirie auprès des copropriétaires de la résidence dénommée "Le Major" située 100 avenue du Merlan à Marseille 14^{ème} arrondissement, afin de permettre son intégration dans le domaine public métropolitain MET 18/8926/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par décret n° 2015-1085 du 28 août 2015, Monsieur le Premier Ministre a prononcé la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2016.

Il a été prévu que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences obligatoires qui lui sont dévolues en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, conformément à l'article L5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en matière de création de voirie.

Dans la perspective de régulariser l'acquisition d'une parcelle cadastrée 893 D n° 225 d'une superficie d'environ 79 m², sise 100 avenue du Merlan, Madame Marie-Hélène Leca, Directrice du Cabinet CITYA-CARTIER Marseille, représentant de par son statut les copropriétaires de la résidence « Le Major », s'est rapprochée en date du 3 avril 2017 de la Métropole Aix-Marseille-Provence afin d'en régulariser la cession, car la présente parcelle déjà aménagée et affectée à l'usage de voirie n'a pas vocation à rester dans le domaine privé. Le Syndicat des Copropriétaires, propriétaires des biens et droits immobiliers demande la cession au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence afin d'intégration dans le domaine public routier métropolitain.

En conséquence, les parties ont convenu de régulariser un protocole entérinant les accords. Le présent protocole a pour objet d'en préciser les charges et conditions.

Pour la mise en œuvre de ce projet, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de faire appel à sa Société Publique Locale, la Société Locale d'Équipement et d'Aménagement de l'Aire Métropolitaine (SOLEAM) dans le cadre d'une

convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage aux acquisitions foncières.

Cette acquisition est consentie moyennant la somme de un euro.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 11 décembre 2018.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition de la parcelle cadastrée 893 D 225 auprès des copropriétaires de la résidence dénommée « Le Major » située 100 avenue du Merlan à Marseille 14^{ème} arrondissement, permettra son intégration dans le domaine public routier métropolitain.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel les copropriétaires de la résidence dénommée « Le Major », représentée par Madame Marie-Hélène LECA, directrice du Cabinet CITYA-CARTIER s'engage à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence une parcelle de terrain de 79 m² environ cadastrée 893 D 225 située 100 avenue du Merlan à Marseille 14^{ème} arrondissement, moyennant la somme de un euro après consultation de France Domaine.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits au budget primitif 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous politique C 130 – Opération 2015110400 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 003-4758/18/BM

■ Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle de terrain située chemin de la Pageotte à Marseille 11^{ème} arrondissement, appartenant aux consorts Fabre-Gros MET 18/8933/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La société AFIM MEDITERRANEE a par courrier du 25 juin 2015 demandé à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole d'acquérir la parcelle 864 C 269 d'une superficie de 45 m², située « Domaine des Chevêches » 56 chemin de la Pageotte à Marseille 11^{ème} arrondissement, appartenant aux consorts Fabre-Gros.

Ce terrain est réservé sous le numéro 11-080 au plan local d'urbanisme de Marseille pour élargissement de voie.

Au terme des négociations menées entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les consorts Fabre-Gros, ces derniers ont accepté de céder cette parcelle de terrain à l'euro symbolique compte tenu du transfert de charge qui en découle.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole donnant délégation au Bureau ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition de la parcelle 864 C 269 permettra son intégration dans le domaine public métropolitain.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel les consorts Fabre-Gros s'engagent à céder à l'euro symbolique, à la Métropole Aix-Marseille-Provence, la parcelle 864 C 269 d'une superficie de 45 m², située 56 chemin de la Pageotte à Marseille 11^{ème} arrondissement.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant légal est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires et prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits au budget primitif 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous politique C130 – Opération 2015110400 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 004-4759/18/BM

■ **Acquisition à l'euro symbolique auprès du syndicat des copropriétaires de l'ensemble immobilier dénommé Le Plan d'Aou des emprises foncières aménagées dans le cadre du projet de rénovation Plan d'Aou-Saint Antoine-La Viste à Marseille 15^{ème} arrondissement en vue de leur intégration dans le domaine public routier métropolitain**
MET 18/8934/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le 9 février 2006 a été signée entre les différents partenaires la convention relative au projet de rénovation urbaine du secteur Plan d'Aou – Saint Antoine- La Viste à Marseille 15^{ème} arrondissement.

Au titre de ses compétences en matière de voirie et d'infrastructure, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a réalisé un vaste programme de requalification des voiries existantes et d'aménagement des espaces publics tel que défini par la convention pluriannuelle relative au projet de rénovation urbaine du secteur Plan d'Aou – Saint Antoine- La Viste.

Au titre d'une convention portant autorisation d'occupation temporaire en date du 1^{er} décembre 2014, le syndicat des copropriétaires de l'ensemble dénommé le Plan d'Aou a autorisé la Communauté

Urbaine Marseille Provence Métropole à prendre possession des terrains lui appartenant préalablement à leur transfert de propriété afin de permettre le démarrage du chantier.

Au terme des travaux, un cabinet de géomètre a été missionné afin de recenser l'ensemble des régularisations foncières à réaliser entre les différents partenaires (bailleurs, Ville de Marseille...).

Afin de permettre l'intégration dans le domaine public routier métropolitain du boulevard des Corsaires, du boulevard du Commandant Thollon, de la place du Sud, de la rue des Frégates et de la rue des Malouins, le syndicat des copropriétaires de l'ensemble dénommé le Plan d'Aou cède à l'euro symbolique au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence les parcelles cadastrées Section 904 N numéros 49-51-54-56-60-62-69-70-73-79, la parcelle cadastrée Section 907 I numéro 362 et la parcelle cadastrée Section 906 H n°243 pour une superficie totale de 13 257 m² environ.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole donnant délégation au Bureau ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 11 décembre 2018.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition auprès du syndicat des copropriétaires de l'ensemble dénommé le Plan d'Aou des emprises foncières aménagées par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole dans le cadre du projet de rénovation urbaine du secteur Plan d'Aou-Saint Antoine-La Viste permettra l'intégration dans le domaine public routier métropolitain du boulevard des Corsaires, du boulevard du Commandant Thollon, de la place du Sud, de la rue des Frégates et de la rue des Malouins sis à Marseille 15^{ème} arrondissement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'acquisition à l'euro symbolique par la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès du syndicat des copropriétaires de l'ensemble dénommé Le Plan d'Aou des parcelles énumérées ci après sises à Marseille 15^{ème} arrondissement en vue de leur intégration dans le domaine public routier métropolitain:

- la parcelle cadastrée Section 904 N n° 49 (53 m²)
- la parcelle cadastrée Section 904 N n° 51 (77 m²)
- la parcelle cadastrée Section 904 N n° 54 (50 m²)
- la parcelle cadastrée Section 904 N n° 56 (33 m²)
- la parcelle cadastrée Section 904 N n° 60 (187 m²)
- la parcelle cadastrée Section 904 N n° 62 (1 729 m²)
- la parcelle cadastrée Section 904 N n° 69 (81 m²)
- la parcelle cadastrée Section 904 N n° 70 (348 m²)
- la parcelle cadastrée Section 904 N n° 73 (6 104 m²)
- la parcelle cadastrée Section 904 N n° 79 (1 197 m²)
- la parcelle cadastrée Section 907 I n° 362 (2 020 m²)
- la parcelle cadastrée Section 906 H n° 243 (1 378 m²)

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au

31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires.

Article 4 :

Les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence- Sous Politique C130 - Opération 2015110400 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 005-4760/18/BM

**■ Acquisition à titre onéreux de parcelles de terrain nécessaires à la réalisation du Boulevard Urbain Sud (tronçon Paul Claudel - Sainte Marguerite) appartenant à la SOLEAM, sises ZAC Régny, à Marseille 9ème arrondissement
MET 18/9002/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est le maître d'ouvrage de la réalisation du Boulevard Urbain Sud (B.U.S.) sur la commune de Marseille.

D'une longueur totale de 8,5 km entre la mer et l'échangeur Florian, le projet du Boulevard Urbain Sud (BUS) constitue un maillon fort de la politique d'aménagement du territoire de l'agglomération marseillaise et il a pour objectif général d'améliorer son réseau routier.

Cette opération poursuit également les objectifs suivants :

- contourner le centre-ville,
- désenclaver les quartiers sud en les reliant au réseau structurant de l'agglomération marseillaise,
- développer le réseau et améliorer l'accessibilité aux transports en commun,
- rééquilibrer au profit des modes doux les différents modes de déplacement en mettant fin au monopole de la voiture,
- aider au développement de l'économie de ces quartiers,

- améliorer la qualité de vie des noyaux villageois et les requalifier.

Afin de pouvoir réaliser ce projet, des acquisitions foncières doivent être menées.

Toutefois, au vu de l'ampleur du projet, il a été décidé de scinder cette opération en 4 tronçons :

- 1er tronçon : Florian/Vallon de Toulouse,
- 2e tronçon : Vallon de Toulouse/Ste Marguerite
- 3e tronçon : Ste Marguerite/ Delattre de Tassigny,
- 4e tronçon : Delattre de Tassigny/Tse Parangon.

A ce titre, une procédure d'expropriation a été engagée mais en parallèle, la Métropole a décidé de poursuivre les négociations afin d'obtenir des accords amiables.

Dans ce cadre, les travaux nécessaires à la réalisation du Boulevard Urbain Sud ont été déclarés d'utilité publique par arrêté préfectoral du 8 septembre 2016, et par la suite, une enquête parcellaire permettant de déterminer les propriétaires et les parcelles impactées par le 2ème tronçon s'est déroulée du 10 janvier au 28 janvier 2018.

La SOLEAM et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont donc convenu de conclure l'accord par la signature d'un protocole foncier portant sur un ensemble de parcelles pour une surface de 16159m² environ, moyennant une indemnité d'un montant de 1 377 867,00 Euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole donnant délégation au Bureau ;
- L'avis de France Domaine en date du 29/01/2018 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire Marseille Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence acquière un ensemble de parcelles appartenant à la SOLEAM, sises ZAC Régny, à Marseille 9^{ème} arrondissement, nécessaire à la réalisation du Boulevard Urbain Sud (tronçon Paul Claudel / Sainte Marguerite).

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier par lequel la SOLEAM cède à la Métropole Aix-Marseille-Provence, un ensemble de parcelles suivantes :

Référence cadastrale					Num. du plan	Emprise		Reste	
Sect.	N°	Nature	Lieu-Dit	Surface		N°	Surface	N°	Surface
847 D	3	Ter. agrémentSol	164 ancien chemin de cassis	5746	113	B	2203	A C	1507 2022
847 D	179	Sol	152 ancien chemin de cassis	2061	112		1743	F G	307 11
847 D	192	Ter. Agrément	ancien chemin de cassis	1778	114		1042		736
847 D	239	Sol	9 av solvert	1152	110		1152		0
847 A	180	TAB	Tra pastre	8556	104	A	5280		3276

847 D	173	Sol	Bd du cabot	350	116		350		0
847 A	170	TAB	Tra regny	16810	103		1875		14935
847 A	172	TAB	Tra regny	20878	102		2514		18364
						Total	16159		

sises ZAC Régny, à Marseille 9^{ème} arrondissement, pour un montant de 1 377 867,00 Euros HT.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer le protocole foncier et tout document inhérent à l'établissement de l'acte authentique.

Article 3 :

Les crédits nécessaires et tous les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits au budget primitif 2019 et suivant de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sous politique C311 – Opération 2015108400 – Chapitre 4581151084.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 006-4761/18/BM

■ Acquisition à titre onéreux de l'immeuble en R+1 partiel sur la parcelle cadastrée section CL n° 4, d'une contenance cadastrale d'environ 54 m², située 15 avenue Aristide Briand à Istres, propriété de Monsieur Michel Conte et Madame Aimée Fabre MET 18/9229/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Monsieur Michel Conte et Madame Aimée Fabre sont propriétaires de l'immeuble en R+1 partiel sur la parcelle cadastrée section CL n° 4, d'une contenance cadastrale d'environ 54 m², située 15 avenue Aristide Briand à Istres.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a manifesté son intérêt pour l'acquisition à titre onéreux, à son profit, dudit bien immobilier, dans le cadre de la revalorisation et redynamisation du centre-ville.

Régulièrement saisi, France Domaine a évalué la valeur vénale dudit bien immobilier à 160 000 € H.T.

Il est ici précisé que l'ensemble des frais lié à cette transaction foncière est à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Par courrier du 11 octobre 2018, Monsieur Michel Conte et Madame Aimée Fabre ont donné leur accord sur les modalités de cette transaction foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président et au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition à titre onéreux de l'immeuble en R+1 partiel sur la parcelle cadastrée section CL n° 4, d'une contenance cadastrale d'environ 54 m², située 15 avenue Aristide Briand à Istres, propriété de Monsieur Michel Conte et Madame Aimée Fabre, pour un montant de 160 000 € H.T. (cent soixante mille euros hors taxes).

Article 2 :

Maître Bernard Toulouse, notaire à Istres, est désigné pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais lié à la présente procédure est à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 de la Métropole, chapitre 2017501300, nature 2115, code opération 2017501300.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents découlant de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 007-4762/18/BM

■ **Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain appartenant à la Copropriété Florida Parc, nécessaire à l'élargissement de l'Avenue Lacanau, à Marignane
MET 18/8939/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'élargissement de l'avenue Lacanau à Marignane, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit procéder à l'acquisition d'une emprise à détacher de la parcelle cadastrée section AV n° 185 d'une superficie de 225m² propriété de la Copropriété Florida Parc.

Aux termes des négociations entreprises par la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Copropriété

Florida Parc accepte de céder l'emprise moyennant la somme de 225,00 euros.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole donnant délégation au Bureau ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire Marseille Provence du 11 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les travaux d'élargissement de l'avenue Lacanau sur la commune de Marignane seront réalisés par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence acquière auprès de la Copropriété Florida Parc, l'emprise nécessaire afin de permettre la réalisation des travaux d'élargissement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel la Copropriété Florida Parc cède à la Métropole Aix-Marseille-Provence une emprise de 225m² à détacher de la parcelle cadastrée Section AV n° 185 située avenue Lacanau, à Marignane, moyennant la somme de 225,00 euros.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires.

Article 4 :

Les crédits nécessaires à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération 2015110400 – Sous politique C130 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 008-4763/18/BM

■ Acquisition foncière à titre onéreux d'un terrain nécessaire à la réalisation de l'extension de la station d'épuration de la commune de Sénas MET 18/9237/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La gestion et l'adaptation des réseaux d'assainissement des eaux usées est une priorité pour le Territoire du Pays Salonais de la Métropole Aix-Marseille-Provence afin d'assurer la continuité du service public, protéger la ressource en eau et répondre aux besoins de la population. C'est pourquoi la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite poursuivre son action et entreprendre un programme de travaux d'extension et de renforcement de la performance épuratoire de la station d'épuration de Sénas. Pour entreprendre les travaux il est nécessaire d'acquérir à titre onéreux la parcelle appartenant à Monsieur LOUIS Gérard.

La station d'épuration actuelle de Sénas, située au Nord de la commune a été construite en 1977. En 1998, une extension a permis de faire passer sa capacité de 3000 à 6000 Equivalent-Habitant.

Suite à l'analyse de l'évolution de la population et des projets sur la commune soumis à une forte pression de création de logements sociaux, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays Salonais souhaite réaliser une extension de cette station d'épuration portant sa capacité à 11 000 EH tout en améliorant et fiabilisant la performance épuratoire de la station.

Pour voir aboutir ce projet, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite acquérir environ 3 750 m² de terrain correspondant à une portion de la parcelle section AH n°0091 dont la contenance globale est de 4 920 m². Ce terrain est la propriété de Monsieur LOUIS Gérard.

Le coût d'acquisition s'élève à 15 000 € (non assujéti à la TVA) maximum hors frais d'intervention de la Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural, de géomètre et de notaire. Le prix définitif sera réajusté en fonction de la surface définitive (parcelle en cours de division) sur la base de 4 €/m², coût d'acquisition estimé par la Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 déléguant une partie des compétences du Conseil de Métropole au Bureau de la Métropole et notamment l'acquisition de tous biens meubles et immeubles ;

- La promesse de vente établie par la SAFER du 19 octobre 2018 et signée par les Propriétaires ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 10 décembre 2018 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition foncière d'une portion de terrain d'environ 3 750 m² issue de la parcelle cadastrée AH n°0091, d'une contenance totale de 4 920 m² au prix de 4 €/m² soit 15 000 €, appartenant à Monsieur LOUIS Gérard.

Article 2 :

Les frais d'acte seront à la charge exclusive de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Les frais d'intervention de la Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural et de géomètre seront à la charge exclusive de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tout acte et à prendre toutes dispositions concourant à cette acquisition.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Annexe «Assainissement» de la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais, section investissement chapitre 2017 3 011 03, Nature : 2111.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 009-4764/18/BM

■ Cession à titre onéreux d'un immeuble auprès de l'Etablissement Public d'Aménagement / Euroméditerranée situé 52 rue de Lyon à Marseille 15^{ème} arrondissement, nécessaire à la réalisation du prolongement de la rue Allar vers l'Est dans le cadre du programme de la ZAC Littorale MET 18/8928/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Née d'une initiative de l'Etat et des Collectivités Territoriales en 1995, Euroméditerranée est une opération d'intérêt national qui a pour ambition de placer Marseille au niveau des plus grandes Métropoles européennes.

Avec 430 hectares, Euroméditerranée est considérée comme la plus grande opération de rénovation Urbaine d'Europe.

L'extension vers le nord sur un périmètre de 169 hectares de l'OIN a été décrétée le 22 décembre 2007 par le Premier Ministre. Un protocole opérationnel a été signé entre la Ville de Marseille, la Communauté urbaine, le Conseil Général, la Région et l'Etat.

Le ZAC Littorale est le premier maillon opérationnel de l'extension d'Euroméditerranée. Elle a pour objet le redéveloppement d'un ensemble urbain situé à la rencontre des 2^{ème}, 3^{ème} et 15^{ème} arrondissements de Marseille, entre le noyau villageois Bougainville-Les Crottes et la Grand Port Maritime de Marseille et entre le boulevard Ferdinand de Lesseps et l'avenue du Cap Pinède.

Conformément à la ZAC Littorale, le prolongement de la rue Allar vers l'Est est désormais programmé dans les futures réalisations de l'Etablissement Public Euroméditerranée.

Ainsi une enquête parcellaire visant les parcelles contiguës à la propriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence a été déposée par l'Etablissement Public Euroméditerranée en préfecture afin d'obtenir une ordonnance d'expropriation de ces emprises.

La maîtrise de ces parcelles, ainsi que celle appartenant à la Métropole, est nécessaire en vue du percement de la prolongation de la rue Allar vers l'Est.

C'est pourquoi, la réalisation de cette opération nécessite l'acquisition d'un immeuble situé 52 rue de Lyon à Marseille 15^{ème} arrondissement, cadastré 901 C 121, par Euroméditerranée à la Métropole Aix-Marseille-Provence, d'une superficie d'environ 118 m².

Cette cession est faite à titre onéreux conformément à l'avis de France Domaine.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Le projet d'acte de cession et la saisine de France Domaine du 14 juin 2018 ;
- La lettre de saisine du la Présidente de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire Marseille Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence cède à titre onéreux à l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée un immeuble sis 52 rue de Lyon à Marseille 15^{ème} arrondissement, nécessaire à la réalisation du prolongement de la rue Allar vers l'Est.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le projet d'acte par lequel la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à céder à l'Etablissement Public Euroméditerranée, un immeuble R+2 cadastré 901 C 121 d'une superficie d'environ 118 m² sise 52 rue de Lyon à Marseille 15^{ème} arrondissement, moyennant la somme de

71 000 € (soixante et onze mille euros) conformément à l'avis de France Domaine

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tout document inhérent à cette cession.

Article 3 :

La recette correspondante sera constatée sur le budget 2019 et suivant de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous Politique C 130 – Nature 775 – Fonction 824.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 010-4765/18/BM

**■ Cession à titre onéreux d'une parcelle de terrain sise Route de Martigues, à Marignane, à la Société BO STONES
MET 18/8935/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire d'un ensemble de parcelles cadastré BS 1, 2 ,3, 4 et 5 à Marignane, situé face à la ZAC des Florides et hors périmètre de celle-ci.

C'est pourquoi elle a décidé de le valoriser avec un porteur de projet qui doit y développer de l'activité commerciale (restaurant, boulangerie, commerce ou salle de sport), une offre attendue par les entreprises implantées dans la ZAC des Florides.

La Métropole a donc décidé de céder à la Société BO STONES, représentée par Monsieur Grégory Boyadjian, une emprise de 6080m² environ à détacher des parcelles cadastrées BS 1, 2 ,3, 4 et 5 à Marignane, moyennant une indemnité de 171 650,00 Euros HT conformément à l'avis de France Domaine.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole donnant délégation au Bureau ;
- L'avis de France Domaine en date du 3/04/2018 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire Marseille Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la cession de la parcelle de 6080m² environ, à détacher des parcelles cadastrées BS 1, 2, 3, 4 et 5 par la Métropole Aix-Marseille-Provence doit permettre à la Société BO STONES de réaliser une opération de construction de commerce.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier par lequel la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à céder à la Société BO STONES, une parcelle de terrain de 6080m² (voir plan ci-joint) à détacher des parcelles cadastrées BS 1, 2, 3, 4 et 5 (en cours de numérotation), sises Route de Martigues, à Marignane, moyennant la somme de 171 650,00 euros Hors Taxes.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer l'acte authentique et tout document inhérent à cette cession.

Article 3 :

La recette correspondante sera constatée sur le budget 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous politique C130 – Nature 775 – Fonction 824.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 011-4766/18/BM

■ Cession onéreuse du foncier situé 44 avenue Alexandre Dumas, à Marseille 8ème arrondissement, appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence, au profit du Groupement PITCH PROMOTION - PROGEREAL - FINAREAL MET 18/9596/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille sont respectivement propriétaires de parcelles cadastrées sous le n°15 de la section R de Sainte-Anne (844) sise 10-12, avenue Clot Bey et sous le n°16 de la même section, sise 44, avenue Alexandre Dumas, dans le 8^{ème} arrondissement de Marseille. Ces deux fonciers constituaient initialement un tènement global d'une superficie de 26 948m² environ, sur lequel étaient situés divers bâtis dont une partie occupée par le siège de la Régie des Transports Marseillais.

Dans le cadre de la régularisation des biens à transférer à la Métropole Aix-Marseille-Provence nécessaires à l'exercice de sa compétence en matière de Transports Urbains, une emprise d'une superficie de 17 530m² a été transférée à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole (devenue Métropole Aix-Marseille-Provence) par acte administratif en date du 3 mars 2014.

Par délibération en date du 21 décembre 2015, la Communauté Urbaine Marseille Provence (devenue Métropole Aix-Marseille-Provence) a approuvé le lancement d'un appel à projet conjoint avec la Ville de Marseille sur le site de Clot Bey – Alexandre Dumas dans le 8^{ème} arrondissement de Marseille, en vue de la cession d'une partie des parcelles cadastrées quartier Sainte Anne (844) section R n°15 et 16 à un opérateur afin de réaliser un programme de logements.

Cet appel à projet a été lancé le 22 décembre 2015 sur la base d'un cahier des charges élaboré par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et la Ville de Marseille en vue de la réalisation d'un

programme de logements qualitatif en accord avec les composantes paysagères et urbaines du secteur.

L'analyse des propositions a été effectuée en fonction de plusieurs critères figurant dans le dossier de consultation :

- 70% en fonction du projet proposé sur les critères relatifs aux éléments de programme, aux qualités urbaine, architecturale et environnementale ;

- 30% en fonction de l'offre financière.

A l'issue de cette analyse, l'offre présentée par le groupement composé de PITCH PROMOTION – PROGEREAL - FINAREAL a été sélectionnée parmi les 10 propositions reçues au vu de la qualité du projet et de son insertion dans le tissu urbain environnant. Il prévoit la réalisation d'un programme immobilier comprenant des logements collectifs, des maisons individuelles et des équipements (crèche et école privée). Le projet immobilier s'étend sur une superficie de 22604m² se décomposant en 15 895m² sur l'assiette de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de 6 709m² sur l'assiette de la Ville de Marseille.

Par délibération en date du 13 juillet 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le principe de cession d'une partie de la parcelle située 44 avenue Alexandre Dumas dans le 8^{ème} arrondissement, cadastrée 844 R n°15 au groupement PITCH PROMOTION – PROGEREAL - FINAREAL et approuvé le déclassement du domaine public de cette parcelle.

Aussi, suite aux divisions foncières effectuées, la cession, dans sa globalité, porte désormais sur les parcelles suivantes :

- Propriété Ville de Marseille :
 - o Parcelle 844 R 20 d'une superficie cadastrale de 5566m²
 - o Parcelle 844 R 22 d'une superficie de 1143m²
- Propriété Métropole Aix-Marseille-Provence :
 - o Parcelle 844 R 15 (p) d'une superficie de 15895m²

Il est précisé ici, que le projet s'accompagne de la constitution d'une servitude de passage au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence afin de permettre l'entretien des berges de l'Huveaune (rive gauche).

Par avis n° 2018-208V2214 en date du 7 novembre 2018, et après analyse détaillée du bilan financier

prévisionnel de l'opération, la Direction Immobilière de l'État a estimé la cession pour le projet ci-décrit au prix global de 22 810 260,00 Euros hors taxes ; soit 16 496 380,00 € pour le foncier appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence, la ventilation du prix a été effectuée au prorata des m² conformément à la délibération du Bureau Métropolitain en date du 21 décembre 2015.

Les parties se sont ainsi rapprochées pour convenir des conditions juridiques et financières de l'opération dans le projet de promesse unilatérale de vente sous conditions suspensives annexée au présent rapport qu'il est proposé d'approuver.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- La promesse unilatérale de vente ;
- L'avis de France Domaine ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire Marseille Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la cession d'un foncier de 15 895m², conjointement à la cession de la Ville de Marseille, au Groupement PITCH

PROMOTION – PROGEREAL – FINAREAL
sélectionné suite à un appel à projet, doit leur
permettre de réaliser un programme
immobilier.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la cession, pour la construction d'un programme immobilier, de la parcelle cadastrée 844R15(p) sise 44, avenue Alexandre Dumas, à Marseille 8^{ème} arrondissement, d'une surface de 15 895m² au Groupement composé de PITCH PROMOTION – PROGEREAL – FINAREAL.

La cession interviendra moyennant la somme de 16 496 380,00 Euros hors taxes, hors frais, net vendeur, conformément à l'avis de France Domaine N° 2018-208V2214 du 7 novembre 2018. La ventilation du prix a été effectuée au prorata des m² cédés.

Article 2 :

Est approuvée la promesse unilatérale de vente sous conditions suspensives ci-annexées passée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'acquéreur fixant les modalités de cette cession.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la promesse unilatérale de vente ci-annexée, l'acte authentique réitérant, ainsi que tous les documents et actes inhérents à cette opération.

Article 4 :

Le Groupement ou toute autre Société affiliée est autorisé à déposer toutes les demandes d'autorisations administratives nécessaires à la réalisation dudit projet et à pénétrer sur le site pour la réalisation de toutes les études liées à l'opération.

Article 5 :

La recette correspondante sera constatée sur les Budgets 2019 et suivant de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous Politique C130 – Nature 775 – Fonction 824.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 012-4767/18/BM

■ Echange de terrain sans soulte sis boulevard Paul Raphel à Saint Victoret entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur et Madame Falcone
MET 18/8930/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° VOI 018-2399/10/BC du 10 décembre 2010, le bureau de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé l'échange sans soulte d'une bande de terrain de 98 m² appartenant à Monsieur et Madame FALCONE contre une bande de terrain nu de 98 m² en vue de l'élargissement du boulevard Paul Raphel à Saint-Victoret.

Il convient d'abroger cette délibération et de la remplacer par la présente en raison d'une modification de la surface du projet.

La Métropole Aix-Marseille-Provence doit acquérir une bande de terrain de 65 m² à détacher de la propriété de Monsieur et Madame FALCONE, cadastrée Section AR n° 265 en nature de terrain nu et cède en échange une bande de terrain nu de 65 m² à Monsieur et Madame FALCONE à détacher de la parcelle cadastrée Section AR n° 267. Cet échange est réalisé sans soulte.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de France Domaine (en cours de réactualisation) ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis rendu par le Conseil de Territoire Marseille Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition de la bande de terrain à détacher de la parcelle cadastrée Section AR n° 265 sise boulevard Paul Raphel, en nature de terrain nu, d'une superficie de 65 m² et la cession d'une bande de terrain à détacher de la parcelle cadastrée Section AR n° 267, d'une superficie de 65 m², sont nécessaires à l'élargissement du boulevard Paul Raphel à Saint-Victoret.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération VOI 018-2399/10/BC du 10 décembre 2010 suite à une modification de la surface du projet.

Article 2 :

Est approuvé le protocole foncier par lequel la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur et Madame FALCONE s'engagent à échanger sans soulte deux bandes de terrain, l'une de 65 m² détacher de la parcelle cadastrée Section AR n° 267 appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'autre de 65 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section AR n° 265 appartenant à Monsieur et Madame FALCONE.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer le protocole foncier susvisé et tout document inhérent à l'établissement de l'acte authentique.

Article 4 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance du 31 décembre suivant, se fera conformément aux dispositions contenues dans la 2^{ème} partie de l'acte authentique.

Article 5 :

Les crédits nécessaires et tous les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits au Budget 2019 et suivants de la Métropole Aix-

Marseille-Provence – Opération 2015110400 - Sous Politique C130 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 013-4768/18/BM

■ Constitution d'une servitude de passage sur une parcelle sise Gignac-La Nerthe, appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence, au profit des parcelles appartenant à la Société Evexus Promotion

MET 18/8927/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre d'une opération de construction sur la parcelle cadastrée AP 514, sise Impasse de la Bergerie, quartier des Pielettes, à Gignac La Nerthe, la Société EVEXUS PROMOTION a sollicité la Métropole Aix-Marseille-Provence, propriétaire de la parcelle cadastrée AP 398, en vue d'obtenir un droit de passage en surface et en tréfonds sur celle-ci.

En effet, cette constitution de servitude de passage en surface et en tréfonds doit permettre l'installation des réseaux eau, assainissement, électricité et communications jusqu'au point de raccordement, au nord-ouest de la parcelle AP 398, propriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour accéder au domaine public métropolitain rue du Moulin d'Huile.

Au terme des négociations, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société EVEXUS PROMOTION, représentée par Monsieur Gilbert Gaillidou, Gérant, ont convenu de conclure l'accord suivant sur la constitution d'une servitude de passage en surface et en tréfonds pour la pose des canalisations d'eau potable, assainissement, réseaux ci-dessus énoncés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire Marseille Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la constitution de servitude de passage en surface et en tréfonds doit permettre à la Société EVEXUS PROMOTION de desservir leur propriété à différents réseaux assainissement, eau potable, électricité et télécommunications.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier par lequel la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à constituer des servitudes de passage en surface et en tréfonds sur une parcelle lui appartenant.
Fond servant : parcelle AP 398 au profit du fond dominant : parcelle AP 514, sise rue de la Bergerie - Quartier Les Pielettes, à Gignac La Nerthe, moyennant une indemnité de 1 000,00 euros.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer l'acte authentique et tout document inhérent à cette constitution de servitude.

Article 3 :

La recette correspondante sera constatée au budget 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sous politique C 130 – Nature 775 – Fonction 824.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 014-4769/18/BM

**■ Approbation d'un bail emphytéotique sur la parcelle de terrain édifée de constructions cadastrée AS 47 sise dans la zone d'activités de la Grand Colle au profit de la commune de Port-de-Bouc
MET 18/8931/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par acte du 30 juin 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence est devenue propriétaire des anciens ateliers de la commune de Port-de-Bouc implantés dans la zone d'activités de la Grand Colle, cadastrés AS 47 d'une superficie de terrain de 12 009 m² et d'une superficie bâtie de 2 460 m².

Ces bâtiments, constitués de 16 locaux, seront, après rénovation, destinés à être louer à des entreprises artisanales.

Par délibération du 19 octobre 2017 N°URB 009-2508/17/BM, la Métropole Aix-Marseille-Provence a mis à la disposition de la commune de Port-de-Bouc cet immeuble pour assurer l'accueil et la gestion des entreprises souhaitant occupées ces locaux. Dans ce cadre, il est envisagé d'ouvrir cet ensemble immobilier aux entreprises locales artisanales TPE et PME, aux porteurs de projet issus des quartiers prioritaires politique de la ville.

Il est priorisé également le relogement de plusieurs entreprises qui doivent être déplacées dans le cadre du programme ANRU.

Par ailleurs, pour assurer un meilleur accueil et faciliter la gestion de ces entreprises il est nécessaire de réaliser des travaux conséquents, notamment, en matière de réfection de voirie, d'individualisation électrique des lots, de mise aux normes des réseaux, de réfection de la toiture.

Dans ce contexte, la Métropole Aix-Marseille-Provence propose, en lieu et place d'une mise à disposition, un projet de bail emphytéotique au profit de la commune de Port-de-Bouc sur la parcelle susvisée en vue de lui permettre de réaliser à ses frais l'ensemble des travaux estimé à 700 000 euros. Elle assurera l'entretien du site, le gardiennage ainsi que la gestion administrative et technique des locations. En contrepartie la commune bénéficiera des loyers des locaux loués.

En fin de bail, les constructions et améliorations réalisées sur l'immeuble bénéficieront au bailleur sans autre formalité et sans indemnité pour le preneur.

Ledit bail emphytéotique sera consenti pour une durée de trente ans moyennant, conformément à l'évaluation domaniale du 23 juillet 2018 N°2018-077V1175, une redevance annuelle de 20 000 euros qui sera indexée

sur l'indice INSEE du coût de la construction dont le dernier indice connu est celui du deuxième trimestre 2018 qui s'établit à 1699. Le premier paiement sera effectué le 30 décembre 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole donnant délégation au Bureau concernant les missions foncières ;
- L'avis de France Domaine du 23 juillet 2018 N°2018-077V1175 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que par convention de mise à disposition en date du 19 octobre 2017 entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Port-de-Bouc de l'ensemble immobilier sise à la ZI grand Colle cadastré AS 47 partie d'une superficie de 12 009 m², celle-ci dispose de l'expertise et des moyens pour gérer cet équipement,
- Que la commune de Port-de-Bouc s'engage à réaliser les travaux, l'entretien pour assurer l'accueil des entreprises,

- Que la commune de Port-de-Bouc envisage d'ouvrir cet ensemble immobilier aux entreprises locales artisanales TPE et PME, aux jeunes porteurs de projet issus des quartiers rattachés à la politique de la ville dans le cadre du développement économique de l'ANRU

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le bail emphytéotique au profit de la commune de Port-de-Bouc sur la parcelle bâtie cadastrée AS 47 partie, d'une superficie de 12 009 m², sise à la ZI Grand Colle sur la commune de Port-de-Bouc, pour une durée de 30 ans.

Article 2 :

Le présent bail emphytéotique est constitué moyennant une redevance annuelle fixée à 20 000 euros indexée sur l'indice INSEE du coût de la construction dont le dernier indice connu est celui du premier trimestre 2018 qui s'établit à 1671.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Article 4 :

L'ensemble des frais notariés lié à cette procédure est à la charge de la commune de Port-de-Bouc.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 015-4770/18/BM

■ **Approbation du bail consenti par la SOLEAM à la Ville de Marseille pour la location d'un terrain d'environ 3 400 m² aménagé pour le stockage des poteaux d'éclairage de la Ville de Marseille dans le cadre de la Zone d'Aménagement Concerté de Saint Louis à Marseille**
MET 18/8801/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La ZAC de Saint-Louis qui a été créée par délibération n°97/391/EUGE du 30 juin 1997 est une opération d'aménagement d'une superficie de 14ha située sur le vaste territoire de renouvellement urbain représentant 1 000 hectares environ dénommé Façade Maritime Nord.

La Ville de Marseille, par délibération n°97/935/EUGE du 19 décembre 1997, a approuvé une convention de concession d'aménagement à Marseille Aménagement avec entre autres missions de conduire les études relatives au dossier de réalisation.

Cette convention a été notifiée sous le n°98/055 le 3 février 1998 et le dossier de réalisation a été approuvé par délibération n°99/298/EUGE du 29 avril 1999.

La convention de concession a fait l'objet de 21 avenants portant notamment sur la prise en compte de nouvelles dispositions législatives, le transfert de la concession à la SPL SOLEAM en 2014, suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement, la modification de la participation du concédant au coût de l'opération et la prorogation de la durée de la convention de concession dont le terme est actuellement fixé au 3 Février 2020.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération.

Dans ce cadre un avenant n°18 à la convention de concession d'aménagement N° T1600902CO (n° Ville 98/055) notifié le 3 juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Le programme des équipements publics de la ZAC prévoit la réalisation d'un parking public sur une parcelle d'environ 3 400m² au nord du site pour répondre au besoin en stationnement des projets de mosquée et de transport collectif en site propre. Ces projets n'ayant pas été réalisés, la Métropole n'a pas encore engagé la construction du parc de stationnement.

La réservation pour équipement public est cependant maintenue dans le projet de PLUI arrêté de la Métropole car l'opportunité de réaliser un parking relais pourra se présenter à un horizon de dix à quinze ans quand une nouvelle ligne de transport en commun arrivera à proximité du site.

Afin de donner un usage à cette parcelle dans les années à venir la Métropole prévoit en accord avec la Ville de Marseille de faire réaliser par la SOLEAM un aménagement destiné au stockage des poteaux d'éclairage du service de l'éclairage et des illuminations de la Ville de Marseille en vue de

délocaliser le parc à poteaux situé rue André Allar dans l'opération Euroméditerranée.

Ce terrain d'une superficie qui appartient à la Soléam aménageur de la ZAC sera donné à bail à la Ville de Marseille pour une durée de sept ans.

Ce bail qui est soumis pour approbation à notre assemblée prévoit que la Soléam réalisera les travaux de plateforme de stockage des poteaux, d'une voie de livraison, d'un dispositif de rétention des eaux pluviales, et d'une clôture de terrain. La livraison de cet équipement à la Ville de Marseille est prévue en mai 2019.

Le financement de cet équipement d'un coût maximum de 400 000 euros TTC est pris en charge par l'opération de ZAC qui recevra en recette un loyer annuel de 57 200 euros TTC. Ce loyer sera versé au bilan de l'opération d'aménagement concédée à la SOLEAM puis directement à la Métropole au terme de la concession d'aménagement prévue en 2020 après rétrocession par la SOLEAM du terrain d'assiette du bail à la Métropole.

La Métropole intervient dans les signatures de ce bail en sa qualité de concédant ayant vocation à recouvrer la propriété du terrain d'assiette du bail avant le terme de celui-ci.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis rendu par le Conseil de Territoire de Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver le bail consenti par la SOLEAM concessionnaire de la Métropole à la Ville de Marseille pour la location d'un terrain aménagé pour le stockage des poteaux d'éclairage géré par le service de l'éclairage et des illuminations de la Ville de Marseille.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le bail consenti par la SOLEAM à la Ville de Marseille pour la location d'un terrain aménagé d'environ 3 400m² pour le stockage des poteaux d'éclairage de la Ville de Marseille dans la ZAC de Saint Louis, joint en annexe. Ce bail donnera lieu à un loyer annuel de 57 200 euros TTC perçu au bilan de la concession d'aménagement de la ZAC de St Louis.

Article 2

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer ce bail et les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 016-4771/18/BM

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention d'intervention foncière en phase anticipation avec l'Etablissement Public Foncier PACA et la commune des Pennes-Mirabeau - Quartier de Gare à Plan-de-Campagne
MET 18/7939/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le secteur du pôle gare à Plan-de-Campagne représente un espace de développement stratégique pour la collectivité afin d'y développer un projet d'aménagement d'ensemble intégrant une mixité sociale et fonctionnelle.

Lors du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a défini les critères de l'intérêt métropolitain des opérations d'aménagement parmi lesquels « le caractère structurant de l'opération pour la mise en œuvre des orientations métropolitaines notamment en matière d'aménagement et d'équilibre de l'habitat » ainsi que « la prise en compte dans le programme de l'opération de l'articulation habitat-transport et des démarches environnementales ».

Ainsi, en considération du caractère stratégique du secteur du quartier de gare de Plan-de-Campagne en matière d'aménagement, d'habitat et de transports, l'opération d'aménagement a été déclarée d'intérêt métropolitain par délibération du Conseil de la Métropole en date du 18 mai 2018.

Par ailleurs, la Métropole Aix-Marseille-Provence a engagé avec l'Établissement Public Foncier PACA (EPF PACA) un partenariat dont l'objectif principal est de mobiliser du foncier afin de répondre aux enjeux des politiques sectorielles relatives au champ de compétence de l'aménagement de l'espace, et plus prioritairement, aux thématiques de développement de l'habitat et des activités économiques.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune des Pennes-Mirabeau et l'EPF PACA ont signé en octobre 2017 une convention d'intervention foncière en phase anticipation sur le secteur du quartier de gare à Plan-de-Campagne.

Le conventionnement entre les trois partenaires porte sur un périmètre d'intervention de 20 hectares. Une enveloppe financière d'un montant de 12,5 millions d'euros est mobilisée afin de permettre à l'opérateur foncier de procéder aux acquisitions nécessaires à la mise en œuvre du projet.

Sur le plan foncier, l'EPF PACA a engagé des négociations avec les propriétaires des deux principales copropriétés commerciales et s'est porté acquéreur, en décembre 2017, d'un premier local commercial de 375 m² pour un montant de 484 000 euros. L'opérateur foncier perçoit des recettes locatives issues de cette acquisition. De ce fait, il est apparu nécessaire de faire évoluer les modalités de calculs du prix de revient des opérations aux équilibres contraints en introduisant la possibilité de déduire du prix de revient, les recettes locatives perçues.

Ainsi, la présente délibération a pour objet d'approuver l'avenant n°1 à la convention d'intervention foncière en phase anticipation conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune des Pennes-Mirabeau et l'EPF PACA afin d'adapter la convention initiale aux nouvelles modalités financières décrites ci-dessous.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°URB 023-2781/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2018 définissant les critères de l'intérêt métropolitain des opérations d'aménagement ;
- La délibération n° URB 014-3853/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2018 déclarant l'intérêt métropolitain de l'opération d'aménagement quartier de gare aux Pennes-Mirabeau ;
- La délibération n° URB 003-1673/17/BM du Bureau de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant la convention d'intervention foncière en phase anticipation avec l'EPF PACA et la commune des Pennes-Mirabeau ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'approbation de l'avenant n°1 à la convention d'intervention foncière en phase anticipation entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'EPF PACA et la commune des Pennes-Mirabeau.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention d'intervention foncière en phase anticipation entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'EPF PACA et la Commune des Pennes-Mirabeau, ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et toutes les pièces y afférentes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 017-4772/18/BM

**■ Approbation de l'avenant n°4 à la convention d'intervention foncière en phase réalisation avec l'Etablissement Public Foncier PACA et la commune de Vitrolles - Secteur des Aymards - Couperigne - Estroublans
MET 18/8730/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le quartier « Aymards-Couperigne-Estroublans » situé à l'ouest de la commune de Vitrolles, aux abords de la gare de Vitrolles et de l'aéroport, représente un espace de renouvellement urbain stratégique pour la collectivité.

Ce secteur est le support de l'opération d'aménagement Cap Horizon, déclarée d'intérêt métropolitain en mars 2013, laquelle poursuit un double objectif : d'une part, le développement d'une offre économique attractive nouvelle et d'autre part, la réalisation d'un programme d'équipements publics, d'accessibilité et desserte afin d'améliorer les mobilités à l'échelle d'un bassin de vie. Plus précisément, cette opération de requalification urbaine vise à :

- créer, en cœur de projet, un véritable pôle d'échanges multimodal, connecté au tissu économique et à la vie locale ;
- requalifier la zone d'activité des Estroublans autour du pôle d'échanges, afin d'élargir son positionnement économique à l'échelle métropolitaine ;
- réaménager la zone d'activité de Couperigne et permettre son utilisation optimale.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, la Commune de Vitrolles et l'Établissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur (EPF PACA) ont signé en juin 2013 une convention d'intervention foncière sur le secteur afin que l'opérateur engage une démarche de veille et de maîtrise foncière. Par la suite, trois avenants ont

été conclus afin de répondre aux évolutions et aux enjeux du projet Cap Horizon.

Le conventionnement entre les trois partenaires porte à ce jour sur un périmètre d'intervention de 100 hectares. Une enveloppe financière d'un montant de 40 millions d'euros est mobilisée afin de permettre à l'opérateur foncier de procéder aux acquisitions nécessaires à la mise en œuvre du projet.

Par délibération en date du 30 novembre 2017, le Conseil d'administration de l'EPF PACA a fait évoluer les modalités de calculs du prix de revient des opérations aux équilibres contraints en introduisant la possibilité de déduire du prix de revient les recettes locatives perçues par l'opérateur.

Ainsi, la présente délibération a pour objet d'approuver l'avenant n°4 à la convention d'intervention foncière en phase réalisation conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Commune de Vitrolles et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur afin d'adapter la convention initiale aux nouvelles modalités financières décrites ci-dessus.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° 2012_A254 du Conseil communautaire de la CPA du 15 mars 2012 déclarant l'intérêt communautaire le périmètre Aymards/Couperigne/Estroublans ;
- La délibération n°2013_A021 du Conseil communautaire de la CPA du 28 mars 2013 approuvant la convention d'intervention foncière entre la Communauté du Pays d'Aix, l'EPF PACA et la Commune de Vitrolles ;
- La délibération n°2015_A028 du Conseil communautaire de la CPA du 12 mars 2015 approuvant l'avenant n°1 à la convention d'intervention foncière entre la Communauté du Pays d'Aix, l'EPF PACA et la Commune de Vitrolles ;
- La délibération n°2015_A133 du Conseil communautaire de la CPA du 10 juillet 2015 approuvant l'avenant n°2 à la convention d'intervention foncière entre la Communauté du Pays d'Aix, l'EPF PACA et la Commune de Vitrolles ;

- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°URB 024-1428/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 approuvant l'avenant n°3 à la convention d'intervention foncière entre la Communauté du Pays d'Aix, l'EPF PACA et la Commune de Vitrolles ;
- La lettre de saisine de la Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver l'avenant n°4 à la convention d'intervention foncière en phase réalisation entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'EPF PACA et la Commune de Vitrolles.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°4 à la convention d'intervention foncière en phase réalisation entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'EPF PACA et la Commune de Vitrolles, ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et toutes les pièces liées à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 018-4773/18/BM

■ **Approbation d'un avenant à la convention d'intervention foncière avec la commune de Miramas et l'Etablissement Public Foncier PACA sur le site du Pôle Gare et secteurs connexes d'aménagement**
MET 18/9230/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé, par la délibération n° URB 006-1676/17/BM du 30 mars 2017, une convention d'intervention foncière, en phase d'anticipation-impulsion, avec la commune de Miramas et l'Etablissement Public Foncier (EPF) PACA, sur le site du Pôle Gare et secteurs connexes d'aménagement.

Cette convention d'intervention foncière a été signée par la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Miramas et l'EPF PACA, le 24 juillet 2017 et doit prendre fin le 31 décembre 2022. Elle a pour but de conduire, sur le long terme, une politique foncière visant à préserver les secteurs de futur développement de projets d'initiative publique et à en préparer la réalisation dans les conditions qui permettront d'atteindre les objectifs généraux de la collectivité locale en matière d'aménagement et de développement durable de son territoire.

Désormais, dans le cadre d'un projet d'aménagement d'un nouveau site dénommé Sud Lac, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Miramas souhaitent solliciter l'intervention de l'EPF PACA.

Ce secteur n'ayant pas été prévu dans la convention d'intervention foncière initiale, il convient de prendre un avenant à ladite convention prévoyant l'intégration du nouveau site d'intervention dénommé Sud Lac, le recadrage des périmètres d'intervention suite à la suppression de la phase anticipation, l'augmentation de l'enveloppe financière nécessaire à la poursuite de la maîtrise foncière du projet d'aménagement et des dépenses annexes et l'intégration des recettes locatives dans les modalités de cession.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° URB 006-1676/17/BM du 30 mars 2017 approuvant une convention d'intervention foncière en phase d'anticipation-impulsion avec la commune de Miramas et l'Etablissement Public Foncier PACA sur le site du Pôle Gare et secteurs connexes d'aménagement ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant à la convention d'intervention foncière ci-annexé sur le site Pôle Gare et secteurs connexes d'aménagement sur la commune de Miramas, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Miramas et l'EPF PACA, prévoyant l'intégration du nouveau site d'intervention dénommé Sud Lac, le recadrage des périmètres d'intervention suite à la suppression de la phase anticipation, l'augmentation de l'enveloppe financière nécessaire à la poursuite de la maîtrise foncière du projet d'aménagement et des dépenses annexes et l'intégration des recettes locatives dans les modalités de cession. Les autres termes de ladite convention d'intervention foncière demeurant inchangés.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 019-4774/18/BM

**■ Approbation de la convention d'intervention foncière en opération d'ensemble sur le secteur du Centre-Ville Les Saurins, avec l'Etablissement Public Foncier PACA et la commune de Sénas
MET 18/9289/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'EPF PACA, régi par les dispositions des articles L.321-1 et suivants du Code de l'Urbanisme, est un outil au service de l'Etat, des collectivités territoriales et de leurs groupements ou d'un autre établissement public pour mettre en œuvre des stratégies foncières afin de mobiliser du foncier et de favoriser le développement durable et la lutte contre l'étalement urbain.

Ces politiques foncières contribuent à la réalisation d'objectifs ou de priorités définis par son Conseil d'Administration et traduits dans son Programme Pluriannuel d'Interventions.

L'objectif principal et les principes généraux qui guident le Partenariat EPF- Communes – Métropole est de mobiliser du foncier pour permettre la réalisation de programmes de logements conformes aux projets des collectivités.

Dans le contexte antérieur à la création de la Métropole, la Communauté d'Agglopolé-Provence et l'EPF PACA ont signé en 2007 « une convention Cadre », destinée à soutenir, sur le long terme une politique foncière globale sur le territoire du Pays Salonnais en mettant en place tous les outils qui étaient à sa disposition pour soutenir les projets de développement urbain de ses Communes membres.

La commune de Sénas avait adhéré au dispositif conventionnel par délibération de son Conseil Municipal en 2016 permettant à l'EPF PACA d'intervenir sur certains sites du territoire communal. Ce dispositif a pris fin le 31 décembre 2017.

Aussi, la présente convention doit permettre de poursuivre l'action de l'EPF PACA sur la Commune, et plus spécifiquement sur le site du Centre ville – Les Saurins, véritable enjeu communal.

Sénas, Commune de la Métropole Aix Marseille est située au nord-ouest du département, dans la plaine agricole de la Durance et est dominée par le massif des Alpilles. La Commune comptait 7 095 habitants en 2014.

La présence de l'autoroute A7 lui assure une bonne desserte aux principaux pôles d'emploi locaux : Salon de Provence, Avignon, Aix en Provence.

Cette accessibilité ainsi que la présence de nombreux commerces et services et un cadre de vie agréable ont contribué au développement de la Commune, qui projette une augmentation de sa population à 8000 habitants en 2025.

Cependant, depuis 1999, on constate une tendance au vieillissement de la population et à une diminution de la taille des ménages entraînant de nouveaux besoins en matière d'offre de logements et de services.

Aussi, la Commune a été soumise à un rattrapage au titre de la loi SRU afin d'atteindre l'objectif de 25 %.

Afin de répondre à ces engagements, la Commune a identifié plusieurs secteurs d'interventions dont le secteur des Saurins, et par extension le Centre Ville.

Aujourd'hui, la Commune en lien avec la Métropole souhaite à la fois définir le parti d'aménagement et la programmation de ce site et assurer la maîtrise foncière nécessaire à la réalisation d'une opération globale.

Dans le prolongement du partenariat existant qui a pris fin le 31 décembre 2017, et pour conduire les études et l'acquisition de l'assiette foncière nécessaire au projet, la commune sollicite l'EPF PACA pour une mission d'intervention foncière en phase impulsion/réalisation sur ce site.

Cette intervention s'inscrit dans le 2ème axe d'intervention du Programme Pluriannuel d'Interventions de l'EPF PACA : «Favoriser la réalisation de projets d'ensemble économes d'espace ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée, à conclure entre l'EPF PACA, la commune de Sénas et la Métropole Aix-Marseille-Provence

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et à prendre toutes dispositions y afférentes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 020-4775/18/BM

**■ Approbation de l'avenant n° 3 au protocole foncier de cession du lot 23 au profit des Sociétés CURILO et BARJANE, Zone d'Aménagement Concerté des Florides, à Marignane
MET 18/8963/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération en date du 21 février 2014, le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le protocole foncier portant sur la cession au profit de la société CURILO d'un terrain à bâtir d'une surface de 33 543m² représentant le lot n° 23 de la ZAC des Florides. Un exemplaire original signé du protocole foncier dûment régularisé par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et la Société CURILO a été transmis à la Société CURILO par courrier du 31 mars 2014.

Ce protocole foncier a fait l'objet d'un avenant n° 1 approuvé par délibération du 10 avril 2015 du Bureau de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et signé par les parties en date du 30 avril 2015, ayant pour objet d'une part, de prolonger la durée de réitération de l'acte authentique jusqu'en décembre 2016 et d'apporter des précisions sur la condition suspensive liée à la signature de baux entre le bénéficiaire et les preneurs, notamment sur le type d'activité à accueillir dans les futurs locaux en lien avec l'activité aéronautique.

Par avenant n° 2 approuvé par délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 15 décembre 2016, il a été proposé de prolonger à nouveau les délais de réitération de l'acte authentique au 20 décembre 2018.

Le Groupe BARJANE et la Métropole Aix-Marseille-Provence se sont rapprochés courant juillet 2018 afin d'évoquer la situation de ce projet au regard de la commercialisation en cours.

Durant la période écoulée de l'avenant 2, plusieurs dossiers d'implantation ont fait l'objet d'études approfondies mais qui pour l'instant n'ont pas aboutis du fait de l'évolution des stratégies d'implantation de ces opérateurs économiques.

Par ailleurs le permis de construire n° PC 13054 13 F 0035 délivré le 20 décembre 2013, prorogé à deux reprises, expirera le 1er juillet 2019.

Par ailleurs l'arrêté préfectoral portant enregistrement de l'exploitation d'un entrepôt sur le lot 23 délivré le 1er juillet 2014 est arrivé à expiration le 30 juin 2017 malgré la demande de prorogation adressée par la Société BARJANE le 23 mai 2017.

Il convient donc de redéposer de nouvelles demandes d'autorisation d'urbanisme et administrative, sachant que les études réalisées pour l'obtention des

premières autorisations ont été supportées par la Société CURILO.

De plus, du fait des difficultés rencontrées ces dernières années par la filière aéronautique et du positionnement spécifique de la ZAC des Florides au cœur du projet Henri Fabre, le rythme de commercialisation de ce projet a été ralenti.

Toutefois, au regard de la reprise économique de cette activité, nous pouvons considérer que les possibilités d'accueil d'entreprises sur ce site devraient se développer.

Ainsi le projet porté par le Groupe BARJANE à savoir l'implantation sur le lot 23 de la ZAC des Florides d'un bâtiment industriel livrable sous 12 mois après la signature d'un contrat de VEFA ou de location avec un ou plusieurs industriels, prend encore plus aujourd'hui un intérêt opérationnel dans le cadre de la diversification de l'offre d'accueil.

Ceci exposé, les parties ont convenu de conclure un avenant n° 3 au protocole foncier qui aura pour objet :

- De prolonger la réitération de l'acte en lien avec la commercialisation,
- D'élargir à des activités liées aux services à l'industrie et notamment dans les secteurs de l'aéronautique, de la défense, des biens d'équipement et de l'énergie,
- D'encadrer les délais liés au renouvellement des autorisations administratives,
- De préciser les délais de réitération de l'acte à un seuil de commercialisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole donnant délégation au Bureau ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire Marseille Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'approbation d'un avenant n° 3 au protocole foncier de cession du terrain à bâtir moyennant un prix de 61,00 Euros / m², d'une superficie de 33 557m² environ pour un montant de 2 046 123,00 Euros HT, sis ZAC des Florides sur la commune de Marignane, permettra la réalisation d'immeubles en vue de conclure des baux de location avec les Sociétés dont les activités seront des services à l'industrie.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 3 au protocole foncier de cession du lot 23 aux Sociétés CURILO et BARJANE ci-annexé par lequel la Métropole Aix-Marseille-Provence et lesdites Sociétés ont décidé de :

- Prolonger la réitération de l'acte en lien avec la commercialisation,
- Elargir à des activités liées au secteur de l'aéronautique, de la défense, des biens d'équipement et de l'énergie,
- Encadrer les délais au renouvellement des autorisations administratives,
- Préciser les délais de réitération de l'acte à un seuil de commercialisation.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier ainsi que tous les documents nécessaires.

Article 3 :

La recette correspondante sera constatée au budget annexe de la Métropole 2019 et suivant : « Opération d'aménagement » - Sous politique C 140 – Nature 7015 – Fonction 90.

URB 021-4776/18/BM

**■ Approbation d'une convention de Projet Urbain Partenarial avec la SARL NIORT 94 - Commune d'Ensuès-la-Redonne
MET 18/9469/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La société ORPEA envisage la création d'un EPHAD sur la Commune d'Ensuès-la-Redonne. La SARL NIORT 94 est le Maître d'ouvrage de cette opération qui comporte 104 lits et des locaux de service pour une superficie globale de 5477 m². Ce projet s'inscrit dans un secteur, chemin de Maufatan, qui nécessite pour l'accueil de cet établissement un recalibrage de la voirie (chemin de Maufatan et Besquens) avec création de trottoirs et la réalisation d'ouvrages spécifiques pour l'eau pluviale.

Afin d'accompagner ce programme, la SARL NIORT 94 et la Métropole Aix-Marseille-Provence se sont rapprochés aux fins de conclusion d'un Projet Urbain Partenarial.

L'article L 332-11-3 du Code de l'Urbanisme prévoit en effet que lorsqu'une ou plusieurs opérations nécessitent la réalisation d'équipements publics, le ou les constructeurs peuvent conclure avec la personne publique compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme, une convention de Projet Urbain Partenarial prévoyant la prise en charge financière de tout ou partie de ces équipements.

Il est ainsi proposé d'approuver cette convention de Projet Urbain Partenarial.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016

portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La lettre de saisine de La Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'accompagner le développement du secteur de « Maufatan » par la mise en œuvre d'un Projet Urbain Partenarial.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée de Projet Urbain Partenarial entre la SARL NIORT 94 et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents y afférents.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence Sous-politique C 140 – Opération 2013 120000.

Les recettes seront constatées au budget 2019 et suivants de la Métropole, opération 2013 120000 – Nature 1348 – Fonction 515.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 023-4778/18/BM

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de partenariat et de financement pour la réalisation de l'opération d'aménagement de l'îlot Montolieu conduite par l'Établissement Public d'Aménagement Euroméditerranée à Marseille MET 18/8696/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Établissement Public d'Aménagement

Euroméditerranée (EPAEM) a engagé la requalification du secteur urbain dégradé délimité par les rues Montolieu, Bon Pasteur et Fauchier, dénommé « Ilot Montolieu » dans le 2^e arrondissement, quartier Grands Carmes, à l'intérieur du périmètre de l'Opération d'intérêt National (OIN).

Cette opération s'inscrit dans un ensemble d'interventions qui ont pour objectif de remettre à niveau les quartiers d'habitat ancien du territoire de l'OIN : Programme de Rénovation Urbaine ZUS Centre Nord conventionné avec l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU) pour plusieurs îlots urbains dégradés, Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Joliette, ZAC Saint Charles et ZAC Cité de la Méditerranée, en lien avec des opérations à l'initiative de la Ville telles l'Opération Grand Centre-Ville, la concession d'Éradication de l'Habitat Indigne (EHI) pour la rénovation des immeubles les plus dégradés, la requalification d'équipements municipaux de proximité.

Le schéma d'intervention établi par l'EPAEM pour l'îlot Montolieu prévoit sa rénovation complète et une reconfiguration permettant de créer des espaces verts en cœur d'îlot. L'opération consiste en l'acquisition et la démolition de bâtiments vétustes pour reconstituer une offre équilibrée de logements neufs, locatifs et en accession à la propriété, ainsi que des bureaux et des locaux d'activité, à vocation culturelle, ouverts sur le quartier. Le projet inclut la production du foncier nécessaire à l'extension du groupe scolaire Montolieu mitoyen.

L'intérêt de l'opération d'aménagement a justifié sa Déclaration d'Utilité Publique qui permet de mener à bien les expropriations et les évictions nécessaires pour compléter la maîtrise du foncier et le libérer de son occupation.

Le montant total de dépenses de l'opération a été estimé à 6 000 000 euros, générant un déficit prévisionnel par rapports aux recettes escomptées de 3 200 000 euros. L'EPAEM finance 1 500 000 euros dans le cadre de la programmation inscrite au protocole-cadre de partenariat pour l'extension d'Euroméditerranée et son protocole opérationnel 2012-2020.

Les partenaires de l'EPAEM sont convenus avec lui que le solde du déficit, soit 1 700 000 euros, serait financé entre la ville de Marseille, l'EPCI, alors communauté urbaine Marseille-Provence Métropole, et le Département des Bouches-du-Rhône à raison d'un tiers du montant chacun, soit 566 000 euros.

Tel est l'objet de la convention de partenariat et de financement pour la réalisation de l'opération d'aménagement de l'îlot Montolieu approuvée par le Conseil Municipal du 25 juin 2012. Cette convention signée entre la ville de Marseille, l'EPCI, le Département des Bouches-du-Rhône et l'EPAEM, a

été notifiée le 8 avril 2013 sous le numéro 13/00562.

Depuis la signature de la convention, des évolutions ont conduit l'EPAEM à actualiser le bilan financier de l'opération dont le déficit a augmenté de 1 800 000 euros, dûs :

-pour 1 400 000 euros aux évictions commerciales beaucoup plus onéreuses que prévu du fait de la rénovation du Marché du Soleil,

-pour 400 000 euros à la perte de surface commercialisable du fait des restructurations nécessaires pour les surfaces dévolues au groupe scolaire.

Aujourd'hui les procédures liées aux évictions commerciales et expropriations sont suspendues faute de la trésorerie nécessaire et de la capacité d'assurer leur paiement. La mise en œuvre de l'opération d'aménagement est à l'arrêt.

L'EPAEM prévoit de mobiliser des financements de l'ANRU dans le cadre du Nouveau Programme de Rénovation Urbaine en cours d'élaboration pour le centre ville : une subvention du déficit global de 5 000 000 euros au meilleur taux possible doit permettre en effet de couvrir les 1 800 000 euros de dépassement du déficit initial. Toutefois la décision d'octroi d'une subvention par l'Agence n'est pas envisageable avant le premier trimestre 2019.

Pour ne pas retarder l'action foncière qui bloque la mise en œuvre de toute l'opération, l'EPAEM propose aux partenaires de lui apporter une garantie de recette de 1 800 000 euros à valoir sur la subvention à obtenir de l'ANRU.

Dans la mesure où la ville de Marseille souhaite que la libération du foncier nécessaire à l'extension du groupe scolaire Montolieu ne soit pas davantage retardée, par délibération n°18/0464/UAGP de son Conseil Municipal réuni le 25 juin 2018, elle a répondu favorablement à la sollicitation de l'EPAEM en posant les conditions suivantes :

-l'EPAEM s'oblige à solliciter auprès de l'ANRU une subvention du déficit global de 5 000 000 euros au meilleur taux possible. Il est escompté une subvention d'au moins 40 % qui couvrirait la totalité des 1 800 000 euros de dépassement du déficit initial.

-la couverture assurée par la ville de Marseille comptera dans sa participation financière globale au protocole-cadre de partenariat pour l'extension d'Euroméditerranée et son protocole opérationnel dont l'actualisation est en cours de négociation entre les financeurs de l'EPAEM.

Les dispositions nécessaires sont introduites par l'avenant n°1 à la convention n°13/00562 de

partenariat et de financement pour la réalisation de l'opération d'aménagement de l'îlot Montolieu. L'avenant prévoit

expressément qu'au cas où la subvention octroyée par l'ANRU est supérieure à 1 800 000 euros, le bonus viendra en déduction de la part de la ville de Marseille puis de la Métropole Aix-Marseille-Provence substituée à l'EPCI Marseille Provence Métropole depuis le 1er janvier 2016 et du Département des Bouches du Rhône.

Les participations respectives de la Métropole Aix-Marseille-Provence et du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône sont inchangées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les dispositions de la convention de partenariat et de financement pour la réalisation de l'opération d'aménagement de l'îlot Montolieu signée entre l'EPAEM, la ville de Marseille, l'EPCI et le Conseil Départemental des Bouches du Rhône, et notifiée le 8 avril 2013 sous le numéro 13/00562 ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°18/0464/UAGP du 25 juin 2018 du Conseil Municipal de Marseille ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Conseil Municipal de Marseille par délibération du 25 juin 2018 a approuvé l'avenant n°1 par lequel la ville de Marseille accepte de garantir à hauteur de 1 800 000 Euros la subvention attendue par l'EPAEM de l'ANRU pour le déficit de l'opération Montolieu, et pris les dispositions financières afférentes ;
- Que la métropole Aix Marseille Provence est substituée à la communauté urbaine Marseille Provence Métropole depuis le 1^{er} janvier 2016 ;
- Que les engagements de la Métropole et du Conseil Départemental restent inchangés.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1, ci-annexé, à la convention de partenariat et de financement pour la réalisation de l'opération d'aménagement de l'îlot Montolieu n°13/00562.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 024-4779/18/BM

■ Approbation de la convention conclue avec l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise pour l'année 2019 MET 18/8846/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'article L121-3 du Code de l'Urbanisme pose le principe du partenariat de l'Etat avec les collectivités territoriales au sein des agences d'urbanisme dans la mesure où ces structures ont pour vocation de permettre la conduite en commun des politiques publiques dans un but d'intérêt général. Les agences fournissent un cadre commun pour la réalisation d'études et la conduite de certaines missions par les collectivités compétentes :

- l'observation et l'analyse des évolutions urbaines,
- la contribution à la définition des politiques d'aménagement et de développement,

- la préparation des projets d'agglomération, métropolitains et territoriaux
- la définition des politiques d'aménagement et de développement, ainsi que l'élaboration des documents d'urbanisme et de planification qui leur sont liés, notamment les Schémas de Cohérence Territoriale et les Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux.

Pour ce faire, elles établissent un programme partenarial élaboré en associant l'ensemble des membres qui peuvent en utiliser les résultats. Ce programme répond à des enjeux intéressants directement ou indirectement l'ensemble des adhérents et à des besoins de connaissances partagées. Il peut être élaboré pour une durée de trois ans et peut s'intégrer dans un projet d'agence. Les missions conduites en commun, noyau dur de l'activité de l'agence, justifient l'octroi de subventions de la part de l'Etat en accompagnement de celles accordées par chacune des autres collectivités et organismes publics membres.

La Métropole Aix-Marseille Provence, l'Etat et la Ville de Marseille, ainsi que d'autres partenaires, sont regroupés dans une Association loi 1901, l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AGAM), leur permettant de mener des études, des réflexions, des observations, en toute indépendance et dans l'intérêt commun de chacun, dans l'esprit de l'article L.110 du Code de l'Urbanisme qui dit notamment : « Le territoire français est le patrimoine commun de la nation. Chaque collectivité publique en est le gestionnaire et le garant dans le cadre de ses compétences (...). Les collectivités publiques harmonisent, dans le respect réciproque de leur autonomie, leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace ».

En effet, il est apparu indispensable pour l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale de suivre les évolutions urbaines et de participer à la définition des politiques d'aménagement et de développement du territoire métropolitain.

Ainsi, l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM), a pour mission, de par ses statuts, de suivre les évolutions urbaines, de mener des études concourant à la définition des politiques d'aménagement et de développement, et de préparer les projets à l'échelle de l'agglomération dans un souci d'harmonisation des politiques publiques.

Inscrites dans la durée, les principales thématiques des actions proposées au programme de travail confié à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM) portent sur :

- le territoire métropolitain ;
- l'assistance en urbanisme réglementaire avec la gestion des Plans Locaux d'Urbanisme des communes membres ;
- les réflexions et approche du projet urbain et des territoires de projet ;

- l'appui et les observations mutualisés aux politiques métropolitaines

Dans ce cadre et afin de poursuivre le travail engagé, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite apporter une aide de 3 658 147€ à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise sous la forme d'une subvention de fonctionnement par le biais d'une convention annuelle.

Depuis près de deux années, une démarche partenariale a été engagée par la Métropole Aix-Marseille Provence et les Agences d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance (AUPA) et de l'Agglomération Marseillaise (AGAM) afin d'aboutir à la création d'une agence d'urbanisme Métropolitaine. La convention ci-annexée ne couvre que l'année 2019, et sera résiliée de plein droit lors de la création de l'agence d'urbanisme métropolitaine.

Il est précisé qu'il convient de déroger au Règlement budgétaire et financier approuvé par délibération n°HN- 021-049/16/CM du 7 avril 2016 et de verser la subvention proposée par douzième avant le 31 décembre 2019 eu égard à son objet particulier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L121-3 et suivants,
- La délibération FAG 00/057/CC du 15 décembre 2000 relative à l'adhésion de la Communauté Urbaine à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM) ;
- La délibération HN009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 11 décembre 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 10 décembre 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 10 décembre 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les missions confiées à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM) contribuent à l'aménagement et au développement du territoire de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM)

Article 2 :

La subvention accordée à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM), au titre de l'exercice 2019 est de 3 658 147 euros.

Article 3 :

Par dérogation au Règlement budgétaire et financier, la Métropole Aix-Marseille Provence procédera au versement de la subvention en douze mensualités.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont prévus au Budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille Provence et sur les Etats Spéciaux de Territoires, sur les lignes budgétaires suivantes :

Budget Métropole : 2 568 000 € - Nature 65748

EST CT1 : 755 147 € - Nature 65748

EST CT3 : 30 000€ -Nature 65748

EST CT4 : 250 000 € - Nature 65748

EST CT5 : 55 000€- Nature 65748

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 025-4780/18/BM

■ Approbation de la convention relative à l'attribution d'une subvention à l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance pour l'année 2019

MET 18/8847/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'article L121-3 du Code de l'Urbanisme pose le principe du partenariat de l'Etat avec les collectivités territoriales au sein des agences d'urbanisme dans la mesure où ces structures ont pour vocation de permettre la conduite en commun des politiques publiques dans un but d'intérêt général. Les agences fournissent un cadre commun pour la réalisation d'études et la conduite des certaines missions par les collectivités compétentes :

- l'observation et l'analyse des évolutions urbaines,
- la contribution à la définition des politiques d'aménagement et de développement,
- la préparation des projets d'agglomération, métropolitains et territoriaux
- la définition des politiques d'aménagement et de développement, ainsi que l'élaboration des documents d'urbanisme et de planification qui leur sont liés, notamment les Schémas de Cohérence Territoriale et les Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux.

Pour ce faire, elles établissent un programme partenarial élaboré en associant l'ensemble des membres qui peuvent en utiliser les résultats. Ce programme répond à des enjeux intéressants directement ou indirectement l'ensemble des adhérents et à des besoins de connaissances partagées. Il peut être élaboré pour une durée de trois ans et peut s'intégrer dans un projet d'agence. Les missions conduites en commun, noyau dur de l'activité de l'agence, justifient l'octroi de subventions de la part de l'Etat en accompagnement de celles accordées par chacune des autres collectivités et organismes publics membres.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Etat et la Ville d'Aix-en-Provence, ainsi que d'autres partenaires, sont regroupés dans une association loi de 1901, l'Agence d'urbanisme Pays d'Aix-Durance (AUPA), leur permettant de mener des études, des réflexions, des observations, en toute indépendance et dans l'intérêt commun de chacun, dans l'esprit de l'article L 110 du Code de l'urbanisme qui dispose notamment : « Le territoire français est le patrimoine commun de la nation . Chaque collectivité publique en est le gestionnaire et le garant dans le cadre de ses compétences (...). Les collectivités publiques harmonisent, dans le respect réciproque de leur autonomie, leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace ».

Afin de poursuivre le travail engagé, il est proposé de maintenir le partenariat avec l'Agence d'urbanisme du Pays d'Aix-Durance en participant financièrement à la mise en œuvre d'outils métropolitains de planification.

Inscrites dans la durée, les principales thématiques des actions proposées au programme de travail confié à l'Agence d'urbanisme du Pays d'Aix-Durance

et inscrites dans la convention portent notamment sur :

- le territoire métropolitain ;
- l'assistance en urbanisme réglementaire avec la gestion des Plans Locaux d'Urbanisme des communes membres;
- les réflexions et approche du projet urbain et des territoires de projet ;
- l'appui et les observations mutualisés aux politiques métropolitaines.

Dans ce cadre et afin de poursuivre le travail engagé, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite apporter une aide de 1 555 000€ à l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix Durance.

Depuis près de deux années, une démarche partenariale a été engagée par la Métropole Aix-Marseille-Provence et les Agences d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance (AUPA) et de l'Agglomération Marseillaise (AGAM) afin d'aboutir à la création d'une agence d'urbanisme Métropolitaine. La convention ci-annexée ne couvre que l'année 2019, et sera résiliée de plein droit lors de la création de l'agence d'urbanisme métropolitaine.

Il est précisé qu'il convient de déroger au Règlement budgétaire et financier approuvé par délibération n°HN- 021-049/16/CM du 7 avril 2016 et de verser la subvention en totalité avant le 31 décembre 2019 eu égard à son objet particulier dans les conditions fixées par la convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi MAPTAM ;
- La délibération du 27 juillet 1994 relative à l'adhésion de la Communauté de Commune du Pays d'Aix à l'AUPA ;
- La délibération HN 009-11/16/CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les missions confiées à l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance contribuent à l'aménagement et au développement du territoire de la Métropole Aix-Marseille Provence ;

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention à l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance d'un montant de 1 555 000 € euros au titre de l'exercice 2019.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille Provence et l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et à prendre toutes dispositions y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont prévus au Budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille Provence et sur les Etats Spéciaux de Territoires, sur les lignes budgétaires suivantes :

Budget Métropole : 800 000 € - Nature 65748

EST CT2 : 155 000 € - Nature 65748 600 000€ -

Nature 20422 – Opération D17 19 AP

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 026-4781/18/BM

■ **Demande de subvention d'investissement dans le cadre du Contrat Régional d'Equilibre Territorial pour l'opération d'aménagement "Cap Horizon" à Vitrolles**

MET 18/8746/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines

peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

L'opération CAP HORIZON est une opération de requalification et de renouvellement urbain des espaces d'activités de Vitrolles, qui s'est construit en réponse aux objectifs suivants :

- Améliorer le fonctionnement de la gare, structurer l'espace et favoriser la mixité fonctionnelle du secteur en lien avec le centre-ville, Airbus Helicopters et l'Aéroport Marseille-Provence ;
- Impulser une nouvelle dynamique économique des zones de Couperigne et des Estroublans en lien avec le projet Henri Fabre.

Les études préalables ont permis d'identifier deux enjeux majeurs :

- En matière de développement économique : créer une zone d'activités attractive et sélective.
- En matière de développement des mobilités : améliorer l'accessibilité du secteur, en particulier de la gare VAMP et les mobilités au sein d'un territoire métropolitain.

Les différentes études conduites ont permis d'identifier et de faire valider les travaux d'aménagement à réaliser pour désenclaver la gare VAMP au service du développement économique :

- extension du BHNS,
- création de liaisons piétonnes vers les centres de vie et d'emplois,
- rallongement des Quais,
- création d'un pôle d'échanges sur le plateau des Estroublans gare routière, parking silo, services voyageurs...,
- création d'un lien direct sur la cuesta reliant Couperigne et Estroublans (escalators/ascenseurs),
- création d'un TSCP reliant la gare sncf / Airbus Helicopters / l'aéroport Marseille-Provence,
- amélioration des accès routiers.

L'objectif étant d'intégrer la gare VAMP au sein d'un pôle d'échanges multimodal de rayonnement régional.

Réparti sur un périmètre total de 110 ha, le programme global de l'opération prévoit environ 195 000 m² de constructions afin de répondre aux

besoins économiques tournés vers l'industrie et les produits mixtes.

Le projet « Cap Horizon » est ainsi destiné à créer une offre de locaux d'activités, d'industrie et de bureaux, au sein d'un véritable nouveau quartier de ville. Par le traitement des espaces publics, le développement des transports en commun et des modes de déplacement doux, cet espace central actuellement sous-utilisé sera dynamique et attractif à une échelle métropolitaine.

La mise en œuvre du projet a été divisée en deux secteurs :

- Le secteur nord de Couperigne en vue de la cession du foncier destiné à recevoir des programmes immobiliers directement soumis à permis de construire et pour lequel les aménagements connexes sont confiés à la SPLA, Société Publique Locale d'Aménagement Pays d'Aix Territoires. Ces cessions se sont déroulées dans le cadre d'une procédure de dialogue compétitif pour le choix des opérateurs, conduite par l'Établissement Public Foncier PACA.
- Les secteurs sud de Couperigne, la Cuesta, la gare VAMP et le secteur Nord des Estroublans, nécessitant d'importants travaux d'aménagement et de réalisation d'équipements publics, dans le cadre d'une zone d'aménagement concerté (ZAC) qui a été approuvée le 17 décembre 2015 et dont la mise en œuvre a aussi été confiée à la SPLA Pays d'Aix Territoires.

Coût prévisionnel et financement de l'opération :

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de la Région Sud Provence-Alpes-Côtes d'Azur susceptible d'apporter sa contribution financière dans le cadre du Contrat Régional d'Équilibre Territorial (CRET) passé avec la Métropole.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 78 881 549 euros Hors Taxes, dont 6 530 000 € pour le secteur de Couperigne situé hors ZAC.

Dans le cadre du Contrat Régional d'Équilibre Territorial (CRET) passé entre la Région et la Métropole, l'opération « Cap Horizon » bénéficie d'un financement prévisionnel d'un montant de 7 923 703 €.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financeurs	Taux sollicité	Montants sollicités
Région Provence Alpes Côtes d'Azur - CRET	10 %	7 923 703 euros HT
FEDER Couperigne	1,1 %	854 370 euros HT
État – Appel à projet mobilité	3,1 %	2 420 000 euros HT
Département (pôle d'échanges)	7,6 %	6 000 000 euros HT
Métropole Aix-Marseille-Provence	78,2 %	61 681 476 euros HT
Cessions foncières	63,4 %	39 095 500 euros HT
Participations	36,6 %	22 585 976 euros HT

Le phasage opérationnel étant directement lié aux conditions de maîtrise du foncier, il est proposé de présenter dans un premier temps le financement d'une 1^{ère} tranche de travaux prévus sur les années 2019/2020, à savoir :

- Secteur Gare / VAMP – Aménagement des accès au lot n°2 et de l'impasse Thalès, démolition et reconstruction du bassin des rétention des eaux pluviales.

- Secteur Cuesta – Aménagement de la place et du parvis bas, de l'escalier de la cuesta.
- Secteur Estroublans – Création de la gare routière, aménagement de l'esplanade publique, nécessitant la démolition des ex-bâtiments COLAS.

Soit un montant de dépenses prévisionnelles de 12 718 681 € dont le détail est présenté dans le tableau ci-après :

ZAC CAP HORIZON à VITROLLES DEPENSES PREVISIONNELLES 2019/2020

		Part "AMENAGEMENT"		Part "MOBILITE"	
		%	Montant	%	Montant
1. ETUDES	128 000 €	50%	64 000 €	50%	64 000 €
2. ACQUISITIONS ET FRAIS LIES	2 465 125 €	33%	825 125 €	67%	1 640 000 €
3. TRAVAUX	7 530 042 €	72%	5 384 373 €	28%	2 145 669 €
4. HONORAIRES	753 004 €	72%	538 437 €	28%	214 567 €
5. ALEAS (10% des travaux)	753 004 €	72%	538 437 €	28%	214 567 €
6. REMUNERATION AMENAGEUR	483 121 €	54%	260 885 €	46%	222 236 €
7. FRAIS DIVERS	242 385 €	54%	130 888 €	46%	111 497 €
8. FRAIS FINANCIERS	364 000 €	54%	196 560 €	46%	167 440 €
TOTAL DEPENSES PREVISIONNELLES :	12 718 681 €	62%	7 938 705 €	38%	4 779 976 €

La Région participera à hauteur de 1 405 391 € sur cette 1^{ère} tranche de l'opération, soit un taux de subvention de 11 %, qui a été établi selon la répartition suivante :

Aménagement/Foncier	579 000 €
Aménagement/Travaux	568 911 €
Mobilité	257 480 €

Les parcelles faisant partie des interventions foncières prévues dans le cadre de ces travaux sont les suivantes :

Parcelle CI n°81 – Superficie 17 036 m²

Parcelle CK n°74 – Superficie 1 670 m²

Parcelle CK n°82 – Superficie 1 872 m²

Parcelle CK n°161 – Superficie 16 990 m²

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

- La délibération n°2015_A076 du Conseil communautaire de la CPA du 21 mai 2015 créant la Z.A.C. (Zone d'Aménagement Concerté) « Cap Horizon » à Vitrolles ;
- La délibération n°2015_B235 du Bureau communautaire de la CPA du 11 juin 2015 confiant un contrat de concession d'aménagement à la SPLA Pays d'Aix Territoires pour la réalisation de l'opération « Cap Horizon » à Vitrolles ;
- La délibération n°2015_A318 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant le dossier de réalisation et le Programme des Équipements publics de la Z.A.C. (Zone d'Aménagement Concerté) Cap Horizon à Vitrolles ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°URB 019-3293/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant le Contrat Régional d'Équilibre Territorial ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération « Cap Horizon » à Vitrolles, et de solliciter les subventions nécessaires auprès de la Région dans le cadre d'une 1^{ère} phase de travaux 2019/2020.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter les aides financières auprès de la Région Sud Provence-Alpes-Côtes d'Azur dans le cadre du CRET.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits et les recettes nécessaires seront inscrits en section d'investissement sur le Budget primitif 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 027-4782/18/BM

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'aménagement urbain et paysager du site stratégique de la gare de Miramas
MET 18/9220/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

La Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Miramas ont engagé un projet urbain et paysager du site stratégique du quartier de la gare de Miramas. Le principal enjeu urbain est de structurer et de lier les deux rives du centre ville séparées par la voie ferrée mais aussi de valoriser l'attractivité du site par le développement d'un pôle d'échange multimodal d'échelle métropolitaine et régionale assurant les fonctions d'équipement urbain du centre ville.

Le projet développera un quartier mixte en termes de fonction associant le logement et l'emploi. Sa programmation repose sur une offre de logements, une offre commerciale, un pôle de services publics et de proximité, un développement tertiaire ainsi qu'un aménagement qualitatif des espaces publics. Afin de concrétiser ce projet global de redynamisation de la gare, la ville de Miramas et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont, dans un premier temps sélectionné une équipe de maîtrise d'œuvre urbaine. L'objectif pour l'équipe sélectionnée est de définir un concept et des orientations urbanistiques, architecturales, environnementales et paysagères à

partir desquelles pourront être déterminées de manière précise les missions d'études urbaines à engager et qui seront déclinées en marchés subséquents.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible

d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 32 923 000 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Régional Contrat Régional d'équilibre Territorial	9,11 %	3 000 000 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	90,89 %	29 923 000 euros
TOTAL	100,00 %	32 923 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16 du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 036-2694/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 octobre 2017 créant l'opération 2017501600 rattachée au programme n° 175060 BP.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Aménagement urbain et paysager du site stratégique de la gare de Miramas.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget principal 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitre 2017501600, nature 2031.

La recette correspondante sera constatée au Budget principal 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement - chapitre 1322.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 028-4783/18/BM

**■ Approbation d'une convention de gestion et de prestations de services avec la Commune de Marignane au titre de la gestion des espaces verts et de l'éclairage public de la Zone d'Activité des Florides
MET 18/8792/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, à compter de sa création le 1er janvier 2016, les compétences de la Communauté Urbaine MPM.

Sur la commune de Marignane, la Métropole Aix-Marseille-Provence procède à l'aménagement du Technoparc des Florides d'une surface totale de 87 Ha.

Sur le Territoire de Marseille Provence, la Communauté Urbaine assurait déjà les compétences transférées par les communes sur la voirie, l'eau, l'assainissement sanitaire et pluvial.

Toutefois, la conception, la création et la gestion des Zones d'Activité Economique font partie des compétences de la Métropole à compter du 1^{er} Janvier 2018 et impliquent la prise en gestion outre des voies et réseaux, antérieurement dans le champ des compétences Métropolitaines des espaces verts et de l'éclairage public.

La gestion de l'éclairage public et des espaces verts étant restée dans les compétences des Communes membres, la Métropole ne s'est pas dotée des moyens humains et matériels nécessaires à l'entretien et la gestion de ces équipements.

Aussi sur le périmètre du parc d'activité des Florides, afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice de ces compétences, il est nécessaire de pouvoir disposer du concours de la commune en lui confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

La présente convention a pour objet, sur les fondements des articles L5217-7 et L5215-27, de remettre provisoirement en gestion à la commune de Marignane l'entretien des espaces verts sur les deux tranches de la ZAC des Florides d'une surface globale de 13.5Ha, ainsi que du réseau d'arrosage et de l'éclairage public, d'en fixer la durée et de définir les modalités budgétaires, comptables et financières liées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Les délibérations des 26 Juin 2006 et 23 Octobre 2015 n° FAG 5/519/cc et FCT 008-1420/15/CC le conseil de la communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a défini l'intérêt communautaire.
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'approuver une délibération portant sur l'approbation de la convention de remise en gestion provisoire à la ville de Marignane des espaces verts de l'arrosage et de l'éclairage public de la Zac des Florides.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la ville de Marignane sur la remise en gestion des espaces verts, de l'arrosage et de l'éclairage public sur la ZAC des Florides.

Article 2 :

Est approuvé le remboursement par la Métropole à la Ville de Marignane des dépenses engagées pour assurer les missions et tâches qui lui sont confiées pour un montant annuel maximum de 130 000€ .

Article 3 :

La présente convention est conclue pour une durée de 18 mois et pourra être reconduite par avenant.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget annexe 2019 – « Opération d'aménagement » - Sous-Politique C 140 – Nature 6045 – Fonction 515.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 029-4784/18/BM

■ Approbation de la convention "Repenser la périphérie commerciale" MET 18/8864/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'appel à projets « Repenser la périphérie commerciale » est à l'initiative du Ministère de la Cohésion des territoires, dans le cadre du réseau Commerce, ville & territoire.

Il porte l'objectif d'accompagner les collectivités territoriales à engager la mutation des périphéries commerciales en perte d'attractivité, en accélérant la définition de projets de renouvellement urbain et commercial.

A travers cet appel à projets, il s'agit de faire émerger des « opérations-pilotes » pionnières et exemplaires. Cet appel à projets a également pour objectif d'alimenter la réflexion du gouvernement sur la revitalisation des villes moyennes dans une stratégie d'équilibre entre centre et périphérie, notamment en lien avec le programme « Action cœur de ville » et la démarche EcoQuartiers.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, dans le cadre d'une candidature conjointe avec les communes de Vitrolles et de Rognac, a été lauréate de l'Appel à projets « Repenser la périphérie commerciale » organisé par le Ministère de la Cohésion des Territoires.

Le périmètre de projet, qui comprend notamment le secteur dit des « Cadesteaux », est constitué d'une longue séquence de commerces et d'activités en perte d'attractivité situés au bord de la RD 113, à cheval entre les communes de Vitrolles et Rognac, le long du littoral de l'Etang de Berre. Implanté à la fois sur le Territoire du Pays d'Aix et sur le Territoire du Pays

Salonais, le projet vise à reconquérir les berges de l'étang en développant des activités balnéaires et de loisirs valorisant la qualité paysagère et naturelle du site.

Une offre commerciale attractive pouvant être complétée par de l'habitat, sera redéployée au sein de polarités connectées avec les centres -villes de Rognac et de Vitrolles. Les emprises foncières libérées ainsi que l'apaisement de la RD 113 permettront de créer des perméabilités vers le Grand Paysage.

Pour définir le projet, la Métropole Aix-Marseille-Provence sélectionnera et pilotera un prestataire chargé d'une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage.

L'Etat apportera une contribution sous la forme d'une subvention fixée, plafonnée à la somme forfaitaire de soixante mille euros (60 000 euros) et qui ne dépasse pas 80% du total des aides publiques.

Dans le cadre de cet appel à projet il est prévu de fixer les engagements réciproques de l'Etat et de la Métropole au travers une convention signée par les deux parties

Il est donc proposé d'approuver la convention jointe au présent rapport

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonnais.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est lauréate de l'Appel à projets « repenser la périphérie commerciale »

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 3 :

La recette correspondante sera constatée au budget principal de la Métropole, opération : 2019000100

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 030-4785/18/BM

■ Résiliation de la convention de mandat avec l'EPAD ouest Provence pour la réalisation d'un équipement public de proximité ZAC de Trigance à Istres et approbation du bilan de clôture de cette opération

MET 18/9317/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles.

A compter de cette date, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée aux dites intercommunalités dans la continuation et la modification des décisions qu'elles ont actées à la fin de leurs exercices respectifs.

Par délibération n° 100/06 du 24 mars 2006 le SAN Ouest Provence a confié à l'EPAD Ouest Provence une convention de mandat pour la réalisation d'un équipement public de proximité sis ZAC de Trigance à Istres.

Le montant de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée à ce projet, assurée au moyen du versement au mandataire des participations générées par des conventions financières dues par les constructeurs des programmes immobiliers voisins au titre de l'article L311-4 du Code de l'Urbanisme, avait été fixé à 326 610 euros HT (soit 390 625,56 euros TTC) dont 18 490,00 euros HT d'honoraires (soit 22 114,04 euros TTC)

Cependant, depuis la conclusion de cette convention et les premières études mises en œuvre, les besoins des habitants de la ZAC ont considérablement évolué. Aussi le programme de l'équipement public tel qu'il avait été initialement défini est inadapté. La Métropole Aix-Marseille-Provence qui s'est substituée au SAN Ouest Provence doit donc mettre fin à cette convention de mandat portant sur un projet d'équipement public abandonné.

Cette résiliation au motif de l'intérêt général par le maître de l'ouvrage fera l'objet d'une indemnité, en accord avec l'EPAD Ouest Provence, d'un montant forfaitaire de 2 000.00 euros TTC.

Par ailleurs, au regard du bilan de l'opération, transmis par l'EPAD Ouest Provence et présenté en annexe, il convient également d'autoriser l'EPAD Ouest Provence à percevoir sa rémunération sur l'enveloppe financière globale versée par les constructeurs à hauteur de 29 056.51 euros TTC, au titre des frais réellement engagés, et de 2 000.00 euros TTC, au titre de l'indemnité de résiliation, puis à réaffecter le résultat de l'opération au solde du bilan de la ZAC de Trigance, pour un montant de 359 566.71 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° 100/06 du 24 mars 2006 portant convention de mandat pour la réalisation d'un équipement public de proximité sis ZAC de Trigrance à Istres.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La convention de mandat entre le SAN Ouest Provence et l'EPAD Ouest Provence pour la réalisation d'un équipement public sis ZAC de Trigrance à Istres ;
- Que l'évolution des besoins des habitants de la ZAC a entraîné une évolution du projet initialement programmé ;
- Que dès lors, il convient de résilier au motif de l'intérêt général la convention de mandat avec l'EPAD en raison de l'abandon du projet d'équipement initial ;
- Qu'en accord avec l'EPAD Ouest Provence, l'indemnité de résiliation est fixée forfaitairement à 2 000.00 euros TTC ;
- Qu'il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence solde l'opération de réalisation d'un équipement public de proximité sis ZAC de Trigrance à Istres et autorise l'EPAD Ouest Provence à réaffecter le résultat de l'opération au bilan de ladite ZAC.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la résiliation unilatérale de la convention de mandat confiée à l'EPAD Ouest Provence pour la réalisation d'un équipement public de proximité sis ZAC de Trigrance à Istres.

Article 2 :

Est approuvée le montant forfaitaire de l'indemnité de résiliation fixé à 2 000.00 euros TTC (deux mille

euros), à percevoir par l'EPAD Ouest Provence sur l'enveloppe financière globale versée par les constructeurs au titre de conventions financières instituées par l'article L311-4 du Code de l'Urbanisme et affectée à ce projet.

Article 3 :

Est approuvée la rémunération de l'EPAD Ouest Provence, à percevoir sur l'enveloppe financière globale versée par les constructeurs au titre de conventions financières instituées par l'article L311-4 du Code de l'Urbanisme et affectée à ce projet correspondant aux frais réellement engagés par le mandataire, soit un total de 29 056,51 euros TTC (vingt-neuf mille cinquante-six euros et cinquante et un centimes).

Article 4 :

Est approuvée le principe de réaffectation du solde de l'opération au bilan de la ZAC de Trigrance, à Istres par l'EPAD Ouest Provence, soit un montant de 359 566.71 euros TTC (trois cent cinquante-neuf mille cinq cent soixante-six euros et soixante et onze centimes).

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 031-4786/18/BM

**■ Demande d'ouverture conjointe des enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et parcellaire pour la requalification d'une voie de desserte par le chemin des Bessons à Marseille 14^{ème} arrondissement
MET 18/9095/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence envisage de requalifier une voie de desserte par le chemin des Bessons à Marseille 14^{ème} arrondissement.

Au-delà de l'ambition d'offrir une meilleure circulation aux riverains du quartier et des terrains classés en zone UM au Plan Local d'Urbanisme de Marseille, cette voie publique ouvre la possibilité matérielle de poursuivre l'exploitation de la carrière de Sainte Marthe et entraîne aussi la préservation d'emplois directs et au-delà d'un tissu économique, pour le maintien des entreprises liées à cette activité.

Le projet consiste en l'aménagement d'une voie publique et correspond à l'emplacement réservé ER 14-015, avec la réalisation d'une raquette de retournement qui avait fait l'objet d'une demande de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme par délibération n° 026-1528/16/CM du 15 décembre 2016.

Cette modification est prise en compte dans le projet de plan local d'urbanisme intercommunal arrêté le 26 juin 2018, il n'est donc plus nécessaire de demander la mise en compatibilité au titre de la déclaration d'utilité publique.

De ce fait, il convient d'abroger la délibération n° 026-1528/16/CM du 15 décembre 2016, adoptée par la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui portait sur la demande d'ouverture conjointe des enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et parcellaire ainsi que la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme, en vue de la création d'une voie de desserte chemin des Bessons à Marseille 14^{ème} arrondissement.

Toutefois, pour permettre la réalisation de cette opération la Métropole Aix-Marseille-Provence doit acquérir plusieurs parcelles.

Les premières négociations ont été engagées avec certains propriétaires concernés pour acquérir à l'amiable les emprises nécessaires au projet.

Si celles-ci n'aboutissent pas, la Métropole Aix-Marseille-Provence devra poursuivre la maîtrise foncière par voie d'expropriation.

En application de l'article R131-14 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, il y a lieu de solliciter auprès de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône les ouvertures de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique du projet et de l'enquête parcellaire visant à déterminer la cessibilité des propriétés impactées.

Lesdites enquêtes publiques pourront être sollicitées conjointement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique ;
- Le Code de l'Environnement ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° VOI 026-1528/16/CM du 15 décembre 2016 portant demande d'ouvertures conjointes préalables à la déclaration d'utilité publique. Mise en compatibilité du plan local d'urbanisme et parcellaire en vue de la création d'une voie de desserte chemin des Bessons à Marseille 14^{ème} arrondissement.
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence 11 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'ouverture conjointe de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique avec celle relative à l'enquête parcellaire au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence permettront de déclarer d'utilité publique les travaux de requalification de la voie de desserte par le chemin des Bessons à Marseille 14^{ème} arrondissement ;
- Que parallèlement, il est nécessaire de poursuivre toute démarche et négociation au vu d'obtenir par voie amiable la maîtrise foncière des terrains concernés par l'opération.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée, la délibération n° 026-1528/16/CM du 15 décembre 2016 « Demande d'ouverture d'enquêtes conjointes préalables à la déclaration d'utilité publique. Mise en compatibilité du plan local d'urbanisme et parcellaire en vue de la création d'une voie de desserte chemin des Bessons à Marseille 14^{ème} arrondissement. »

Article 2 :

Est approuvé le lancement des enquêtes conjointes préalables à la déclaration d'utilité publique et parcellaire pour la requalification d'une voie de desserte par le chemin des Bessons à Marseille 14^{ème} arrondissement.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter Monsieur le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur en vue de l'ouverture conjointe des enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et parcellaire pour la requalification d'une voie de desserte par le chemin des Bessons à Marseille 14^{ème} arrondissement.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tous les actes nécessaires à l'engagement de la procédure et à la constitution des dossiers et prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Développement
territorial, logement, centres
anciens, contrat de ville"***

DEVT 001-4787/18/BM

■ **Approbation d'une convention de partenariat « Envie de Ville » pour réinvestir les centres urbains de la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 18/8870/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Parmi les métropoles françaises, le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence se distingue notamment par son polycentrisme et par sa centaine de centres urbains (en ajoutant aux 92 communes qui la constituent les noyaux villageois marseillais). Ces centres urbains constituent un patrimoine urbain à forte valeur d'identité et d'attractivité potentielle. Cependant, bon nombre d'entre eux n'offrent plus le cadre de vie, les habitations, l'offre commerciale, les facilités de déplacements, les emplois et les services susceptibles de rayonner et de recentrer le développement métropolitain dans les cœurs de ville.

Ces difficultés peuvent entraîner, dans certains centres urbains, vacance et dégradation du bâti, paupérisation et dualisation entre les centres et les périphéries urbaines.

Face à ce constat, l'ambition de réinvestir les centres urbains pour recréer une « envie de ville » implique une stratégie globale, éminemment transversale, et la synergie d'une multitude de dispositifs, d'outils et d'acteurs publics et privés. La recherche d'une démarche partagée a amené cinq acteurs de premier rang à proposer un véritable partenariat défini par voie de convention.

La Métropole Aix-Marseille-Provence et les communes qui la constituent sont les plus légitimes en disposant des plus vastes compétences pour impulser et conduire une stratégie collective de réinvestissement des centres urbains.

La Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur soutient le développement de la Métropole Aix-Marseille-Provence au travers du Contrat régional d'équilibre territorial (CRET) signé le 16 février 2018.

Le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône développe une politique d'aide aux communes, notamment dans les domaines du développement local et de l'aménagement.

L'Etat promeut la revitalisation des centres villes et accompagne en ce sens les collectivités territoriales, notamment la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'Etablissement Public Foncier de la région Provence Alpes Côte d'Azur participe à la mise en œuvre opérationnelle du renouvellement urbain dans les centres urbains, dans le cadre de conventions d'intervention foncière pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de ses communes.

Les partenaires reconnaissent le besoin, pour eux-mêmes et pour les autres acteurs du territoire, de construire ensemble une évaluation des priorités et des leviers d'action pour réinvestir les centres urbains de la Métropole, dans une vision décroisée des acteurs, des outils et des dispositifs existants, à renforcer ou améliorer.

Pour ce faire, ils conviennent de conduire ensemble un programme mutualisé d'études de diagnostic et de stratégie qui portera sur les centres urbains des 92 communes de la Métropole dont Aix-en-Provence et Marseille, ainsi que sur les principaux noyaux villageois marseillais.

La convention de partenariat décompose le programme mutualisé d'études en trois missions distinctes.

Un diagnostic territorial du potentiel de réinvestissement des centres urbains de la Métropole sera confié à l'Agence d'urbanisme de l'agglomération

marseillaise ainsi qu'à l'Agence d'urbanisme du Pays d'Aix-Durance, sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole.

Un diagnostic du système d'acteurs locaux, des outils et dispositifs fera l'objet d'un marché d'étude sous la maîtrise d'ouvrage de la DDTM et de l'EPF PACA.

L'aide à la conception d'une stratégie d'action collective et à la construction du cadre technique, juridique et financier d'un dispositif partenarial opérationnel à destination des communes fera l'objet d'un marché d'assistance à la maîtrise d'ouvrage de la Métropole avec le soutien de la Région Sud Provence-Alpes-Côte-d'Azur au titre du CRET signé le 16 février 2018.

Au terme de ces trois missions, dont le suivi sera assuré à chaque étape par l'ensemble des parties, les mêmes partenaires prévoient d'organiser ensemble un dispositif partenarial opérationnel à destination des communes de la Métropole, pour concevoir et mettre en œuvre des plans d'action locaux cohérents avec les enseignements du programme mutualisé d'études. La publication de ce dispositif partenarial opérationnel sera alors programmée en considérant la séquence des élections municipales du printemps 2020.

Les modalités d'organisation de ce dispositif partenarial opérationnel et d'assistance aux communes sélectionnées dans la construction de leurs plans d'actions puis dans leurs mises en œuvre respectives, seront définies par voie d'avenant à la convention de partenariat.

A travers son engagement dans le partenariat « Envie de Ville » pour réinvestir les centres urbains, la Métropole pose les fondations d'une politique ambitieuse à fort rayonnement en cohésion avec l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine et la construction du Projet Métropolitain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.1411-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 d 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des Territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, en matière de politique locale de l'habitat, en matière de politique de la ville, en matière de gestion des services d'intérêt collectif, en matière de protection et mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie, en matière de développement et aménagement économique, social et culturel,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de partenariat ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Région Sud Provence-Alpes-Côte-d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, l'Etat – Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône, nommée DDTM 13 et l'Etablissement Public Foncier de la région Provence-Alpes-Côte-D'azur.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est désigné pour représenter la Métropole au sein du comité de pilotage.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 002-4788/18/BM

■ Approbation d'une convention d'application du contrat de ville territorial pour la commune d'Aix-en-Provence

MET 18/9093/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-173 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 définit le nouveau cadre de la politique de la ville qui doit être pris à l'échelon intercommunal. Le contrat de ville du Territoire du Pays d'Aix a donc été signé le 26 juin 2015 par et conclu pour la période 2015-2020 afin de cibler son intervention sur une géographie prioritaire autour de 8 quartiers.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substitué de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Conformément à l'article 6-I de la loi n°2014-173 et à l'instruction du 15 octobre 2014 du Ministère de la ville, de la jeunesse et des sports relative aux modalités opérationnelles d'élaboration des contrats de ville, le contrat de ville du Territoire du Pays d'Aix constitue une convention cadre destinée à être mise en œuvre par des conventions territorialisées par commune afin de prendre en compte les spécificités de chaque commune, quartier et l'historique des initiatives et dispositifs présents sur ces territoires. Il définit les orientations et objectifs pour les trois piliers du contrat de Ville et les engagements attendus. Il est en cela le cadre de référence commun aux 8 quartiers prioritaires pour le déploiement des actions spécifiques et des politiques de droit commun.

Le Contrat de Ville du Territoire du Pays d'Aix (Livret 1 « Présentation du Contrat de Ville » p.16) prévoit que sa mise en œuvre s'appuiera sur des conventions complémentaires établies en référence à cette convention cadre. C'est dans cette perspective que le contrat de ville du Territoire du Pays d'Aix ouvre la voie à la déclinaison des cadres d'action présentés dans le cadre du contrat à l'échelle des communes concernées par le Contrat, durant les 6 années de sa mise en œuvre.

Chaque commune disposant d'un quartier Politique de la Ville peut ainsi soumettre au Comité de Pilotage du Contrat une proposition de déclinaison territoriale.

- Traduction du principe prévu par le contrat de Ville à l'échelle de la commune d'Aix-en-Provence :

Cette possibilité de déclinaison territoriale du contrat de Ville s'est traduite, pour la Commune de d'Aix-en-Provence,, par une sollicitation de la Métropole du 27 juin 2018 visant à demander de poursuivre le travail engagé sur les quartiers prioritaires de la commune et ce jusqu'au 30 juin 2020, date d'échéance du contrat de ville du Territoire du Pays d'Aix.

La Ville d'Aix-en-Provence s'engage, par cette convention d'application territoriale du Contrat de Ville, à inscrire son intervention en pleine cohérence avec les orientations et objectifs du Contrat et doit permettre d'apporter de nouvelles précisions opérationnelles.

Pour ce faire, la Ville d'Aix-en-Provence s'est engagée depuis plusieurs années dans la définition d'une stratégie d'intervention en direction des quartiers à travers la mise en place du Contrat de Ville, mais aussi, des dispositifs se rapportant à la Politique de la Ville : démarches de Gestion Urbaine de Proximité, Ateliers Santé Ville. L'effort en direction des quartiers prioritaires s'est en outre traduit par la mise en place de deux Programmes de Rénovation Urbaines, sur les quartiers de Beisson et Corsy à Aix-en-Provence.

Les interventions de la Ville d'Aix-en-Provence en matière de Politique de la Ville s'inscrivent dans une politique volontariste ancienne. L'animation du dispositif au niveau de la direction Citoyenneté et Proximité de la commune a ainsi permis d'engager des démarches de structuration des acteurs locaux de proximité, afin de développer des actions visant à favoriser la réussite éducative (en mobilisant des actions éducatives, sportives et culturelles), l'insertion, l'emploi et le développement économique, la citoyenneté, la prévention de la délinquance et l'accès au droit, la santé et à accompagner les projets de rénovation urbaine.

Les interventions au titre de certaines thématiques ont pu par ailleurs conduire à la structuration de démarches partenariales. Dans le champ de la santé, l'affirmation des ambitions de la ville à travers l'élaboration d'un Plan Local en Santé Publique s'est ainsi traduite par une plus forte inscription des initiatives dans le cadre du droit commun. En matière de prévention de la délinquance, l'affirmation d'une Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance et le fonctionnement du CLSPD ont par ailleurs constitué les cadres de références des interventions en la matière.

Les opérations de renouvellement urbain sur les quartiers de Beisson et Corsy ont, au niveau de la ville, constitué de puissants vecteurs de transformation de ces quartiers.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°2015-B249 du Bureau communautaire de la CPA du 11 juin 2015 relative à l'approbation du contrat de ville communautaire ;
- La délibération n°2015-A331 du Bureau communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 relative à la gouvernance du contrat de ville communautaire ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole
- Le contrat de ville signé le 26 juin 2015 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole du 27 juin 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La convention d'application du contrat de ville territorial pour la commune d'Aix-en-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée d'application du contrat de ville territorial pour la commune d'Aix-en-Provence.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et toutes les pièces afférentes à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 003-4789/18/BM

**■ Approbation d'une convention d'application du contrat de ville territorial pour la commune de Vitrolles
MET 18/9096/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-173 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 définit le nouveau cadre de la politique de la ville qui doit être pris à l'échelon intercommunal. Le contrat de ville du Territoire du Pays d'Aix a donc été signé le 26 juin 2015 et conclu pour la période 2015-2020 afin de cibler son intervention sur une géographie prioritaire autour de 8 quartiers.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substitué de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Conformément à l'article 6-I de la loi n°2014-173 et à l'instruction du 15 octobre 2014 du Ministère de la ville, de la jeunesse et des sports relative aux modalités opérationnelles d'élaboration des contrats de ville, le contrat de ville du Territoire du Pays d'Aix constitue une convention cadre destinée à être mise en œuvre par des conventions territorialisées par commune afin de prendre en compte les spécificités de chaque commune, quartier et l'historique des initiatives et dispositifs présents sur ces territoires. Il définit les orientations et objectifs pour les trois piliers du contrat de Ville et les engagements attendus. Il est en cela le cadre de référence commun aux 8 quartiers prioritaires pour le déploiement des actions spécifiques et des politiques de droit commun.

Le Contrat de Ville du Territoire du Pays d'Aix (Livret 1 « Présentation du Contrat de Ville » p.16) prévoit que sa mise en œuvre s'appuiera sur des conventions complémentaires pouvant être établies en référence à cette convention cadre . C'est dans cette perspective que le contrat de ville du Territoire du Pays d'Aix ouvre la voie à la déclinaison des cadres d'action présentés dans le cadre du contrat à l'échelle des communes concernées par le Contrat, durant les 6 années de sa mise en œuvre.

Chaque commune disposant d'un quartier Politique de la Ville peut ainsi soumettre au Comité de Pilotage du Contrat une proposition de déclinaison territoriale.

- Traduction du principe prévu par le contrat de Ville à l'échelle de la commune de Vitrolles :

Cette possibilité de déclinaison territoriale du contrat de Ville s'est traduite, pour la Commune de Vitrolles, par une sollicitation de la Métropole en date du 30 août 2018 visant à demander de poursuivre le travail engagé sur les quartiers prioritaires de la commune et ce jusqu'au 30 juin 2020, date d'échéance du contrat de ville du Territoire du Pays d'Aix.

La Ville de Vitrolles s'engage, par cette convention d'application territoriale du Contrat de Ville, à inscrire son intervention en pleine cohérence avec les orientations et objectifs du Contrat et doit permettre d'apporter de nouvelles précisions opérationnelles.

Pour ce faire, la ville de Vitrolles intervient dans le cadre de la Politique de la Ville sur deux quartiers définis prioritaires par la dernière réforme et fait de cette Politique de la Ville un instrument majeur d'intervention en direction des quartiers prioritaires, inscrit dans le cadre de la recherche d'une forte interconnexion entre les dimensions urbaines, sociales et économiques du développement local.

La mise en place du PRU en 2007, sur le secteur étendu des Pins (Liourat, Petite Garrigue, les Pins, les Hermès) comme territoire de projet (le périmètre opérationnel ayant été limité au « Cœur de Projet » dans le cadre du déploiement des financements), a ainsi conduit à l'affirmation d'une stratégie intégrant projet urbain et cohésion sociale, porté par la Ville et ses partenaires. Ainsi, en lien avec les vastes opérations de rénovation urbaine dans le cadre de la convention Anru, avec la mobilisation de crédits de l'Agence, de la CPA, du Conseil Général, de la Ville, de la Région et des bailleurs, le précédent contrat a visé à mettre en cohérence les interventions portant sur le développement économique, l'insertion par l'activité économique, l'emploi et la formation, la réussite éducative, la prévention de la délinquance, la solidarité et la santé et à promouvoir la participation active des habitants dans la vie des quartiers à travers le développement de la Gestion Urbaine et Sociale de Proximité. La Ville s'est ainsi inscrite dans plusieurs dispositifs opérationnels, liés à ces thématiques clefs (STSPD, PLSP, PRE...) permettant une structuration progressive des interventions et le développement de projets à l'échelle du territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015_B249 du Bureau communautaire de la CPA du 11 juin 2015 relative à l'approbation du contrat de ville communautaire ;
- La délibération n°2015_A331 du Bureau communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 relative à la gouvernance du contrat de ville communautaire ;
- Le contrat de ville signé en date du 26 juin 2015 ;
- La délibération HN 009-011/16/CM en date du 17 mars 2016 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°FAG 158-3177/17/CM du 14 décembre 2017 relative à l'approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Vitrolles ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole du 30 août 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La convention d'application du contrat de ville territorial pour la commune de Vitrolles.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention d'application du contrat de ville territorial pour la commune de Vitrolles.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention avec la ville de Vitrolles et toutes les pièces afférentes à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 004-4790/18/BM

**■ Approbation de la convention relative à la participation d'ENGIE au Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL)
MET 18/9150/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Fonds de Solidarité pour le Logement permet d'attribuer des aides financières aux ménages en difficulté afin d'accéder à un logement décent et indépendant ou s'y maintenir, et y disposer de la fourniture d'eau et d'énergie.

Ce dispositif s'inscrit dans la loi du 31 mai 1990 relative à la mise en œuvre du droit au logement, modifiée par la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales qui en a attribué la compétence aux Départements.

Toutefois, en application des dispositions des lois MAPTAM du 27 janvier 2014 et NOTRE du 7 août 2015, le Fonds de Solidarité pour le Logement a été transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2017 par les trois départements intervenant sur le territoire de la Métropole, à savoir les départements des Bouches-du-Rhône (90 communes), du Var (commune de Saint-Zacharie) et du Vaucluse (commune de Pertuis).

Le financement du FSL est assuré par la Métropole Aix-Marseille-Provence. Peuvent également participer à ce financement, les collectivités territoriales et leurs groupements, les bailleurs sociaux du territoire métropolitain, les associations oeuvrant dans le cadre du logement et l'insertion sociale ainsi que les distributeurs d'eau et d'énergie, par convention avec leurs représentants, afin de définir leur participation au FSL.

La présente convention a pour objet de définir les conditions de mise en œuvre du dispositif d'aides financières dans le cadre des impayés d'énergie en lien avec ENGIE. Ces aides concernent les personnes physiques en situation de précarité, pour le paiement de factures d'énergie de leur résidence principale

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°90-449 du 31 mai 1990 relative à la mise en œuvre du droit au logement ;

- La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales ;
- Le décret n° 2005-212 du 2 mars 2005 relatif aux Fonds de Solidarité pour la Logement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 7 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG062-544/16/CM du 30 juin 2016 relative au transfert conventionnel des compétences départementales ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° DEVT 006-3736/18/BM du 18 mai 2018 relative aux conventions portant sur la participation des distributeurs d'énergie et les délégataires des services d'eau au Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL)
- Le Règlement Intérieur du Fonds de Solidarité pour le Logement en vigueur au jour de la signature des présentes ;
- la délibération n°DEVT 001-3294/17/CM du 14 décembre 2017 adoptant le règlement intérieur du FSL

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de conclure une convention d'un an avec ENGIE relative à sa participation, afin de définir les conditions de mise en œuvre du dispositif d'aides financières au titre du volet « Maintien » du Fonds de Solidarité pour le Logement dans le cadre des impayés d'énergie;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée pour l'exercice 2019 relative à la participation d'ENGIE, d'un montant de 274 500 euros, au Fonds de Solidarité pour le Logement et pour la mise en œuvre d'aides financières pour le maintien dans le logement des personnes en situation de précarité.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 005-5296/18/BM

■ Approbation de l'avenant n° 2 avec la Caisse d'Allocation Familiale pour le Fonds de Solidarité Logements

MET 18/9690/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En raison des événements survenus dans le cadre des logements insalubres sur son territoire, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de participer, sur un fonds spécifique, au versement d'une aide financière individuelle exceptionnelle aux personnes ou familles concernées par un arrêté de péril imminent ou qui en interdit l'accès provisoirement et qui devront être relogées définitivement ou provisoirement dans un logement vide.

Par délibération n° DEVT 006-2967/17/BM du 14 décembre 2017, une convention n° 18/116 a été passée avec la CAF des Bouches-du-Rhône, prolongée par délibération n° DEVT 005-4400/18/BM du 18 octobre 2018, pour permettre la gestion financière et comptable des aides financières versées au titre du FSL.

Ce dispositif d'aides financières individuelles exceptionnelles, hors dispositif FSL, sera géré par les services métropolitains.

Aussi, par souci de cohérence et dans le cadre de notre partenariat, il semble opportun de prolonger le travail déjà engagé avec la CAF pour assurer la mise en paiement, la notification aux allocataires et aux bailleurs, des décisions prises par la Métropole.

L'avenant à la convention inclue également la gestion financière et comptable de ces aides financières individuelles exceptionnelles.

Le périmètre concerné par ces nouvelles dispositions, est celui du territoire métropolitain, hors périmètre « rues d'Aubagne/Jean Roque » à Marseille qui bénéficie d'ores et déjà d'un dispositif particulier.

La délibération relative à la mise en place de mesures financières individuelles exceptionnelles dans le cadre du relogement de certains ménages du 13 décembre 2018, reprend l'ensemble des critères et des montants

retenus pour le versement de cette aide financière individuelle exceptionnelle, ainsi que les documents à fournir obligatoirement.

La durée de cet avenant ne saurait aller au-delà du 31 décembre 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- la loi n°90-449 du 31 mai 1990 relative à la mise en œuvre du droit au logement ;
- La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG062-544/16/CM du 30 juin 2016 relative au transfert conventionnel des compétences départementales ;
- La délibération n° DEVT 006-2967/17/BM du 14 décembre 2017 relative à l'approbation d'une convention de partenariat avec la CAF des Bouches-du-Rhône dans le cadre du dispositif FSL
- La convention de partenariat avec n° 18/0116, notifiée le 5 février 2018, passée avec la CAF des Bouches-du-Rhône ;
- La délibération n° DEVT 005-4400/18/BM du 18 octobre 2018 relative à l'approbation de l'avenant n°1.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'inclure le suivi comptable et budgétaire des aides financières individuelles exceptionnelles à la convention de partenariat avec la CAF

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 2 ci-annexé, à la convention de partenariat entre la CAF des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout documents y afférents.

***Commission "Environnement,
Développement Durable,
Agriculture et Forêt"***

ENV 001-4791/18/BM

■ **Mise en oeuvre de la Convention d'Intervention Foncière du Pays d'Aix - Intervention sur les communes d'Aix-en-Provence, d'Eguilles, des Pennes-Mirabeau, du Puy-Sainte-Réparate, de Saint-Cannat et de Venelles**
MET 18/8631/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Sur la base de la Convention cadre d'Intervention Foncière du Pays d'Aix (CIF) avec la SAFER, votée le 29 octobre 2015 par le Bureau communautaire de la Communauté du Pays d'Aix, le présent rapport propose la mise en œuvre d'une action foncière agricole.

Mise en œuvre de la Convention d'Intervention Foncière : rappel

Cette convention prévoit une information quotidienne des communes concernant le marché foncier en zones agricoles et naturelles. Cette information, via les notifications de vente (Déclaration d'Intention d'Aliéner – DIA), a pour objectif de permettre aux communes d'appuyer les interventions de la SAFER afin de diminuer les phénomènes spéculatifs sur les terres agricoles et/ou d'empêcher des occupations non conformes à la vocation de ces espaces, notamment par la procédure de révision de prix.

Le fonds d'intervention foncière mis en place en contrepartie de ces opérations permet de garantir la bonne fin de l'opération de préemption si le vendeur ne retire pas son bien de la vente et que la SAFER doit acheter au prix notifié ou au prix fixé par le Tribunal en cas de contentieux.

La Métropole s'engage également à prendre en charge les frais de dossier SAFER (600 € TTC), lorsque le propriétaire vendeur retire son bien de la vente.

Dans le cas présent, il s'agit d'une opération de préemption concernant 6 ventes de parcelles avec révision de prix sur la commune d'Aix-en-Provence, d'Eguilles, des Pennes-Mirabeau, du Puy-Sainte-Réparate, de Saint-Cannat et de Venelles.

- Aix-en-Provence

⇒ Parcelle(s) : NE 106 ; Surface : 18 ares 37 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 40 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 6 002,00 € plus frais de notaire, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, les parcelles seront rétrocédées par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 € TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Eguilles

⇒ Parcelle(s) : BV 0236; Surface : 29 ares 83 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 90 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 18 100,00 € plus frais de notaire, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, les parcelles seront rétrocédées par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 € TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Pennès-Mirabeau

⇒Parcelle(s) : BT 44; Surface : 40 ares 45 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 100 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 28 245,00 € plus frais de notaire, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, les parcelles seront rétrocédées par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 € TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Puy-Sainte-Réparate

⇒Parcelle(s) : BV 0019; Surface : 28 ares 69 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 25 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 3 986,00 € plus frais de notaire, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, les parcelles seront rétrocédées par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 € TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Saint-Cannat

⇒Parcelle(s) : A 0944; Surface : 20 ares 38 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 7 800,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 3 090,00 € plus frais de notaire, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, les parcelles seront rétrocédées par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 € TTC

conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Venelles

⇒Parcelle(s) : BK 183 et BK 185; Surface : 68 ares 79 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 35 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 20 510,00 € plus frais de notaire, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, les parcelles seront rétrocédées par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 € TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Rural pris en ses articles L 141-1 et suivants, L 142-1 et suivants, L 143-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015_B531 du Bureau communautaire de la CPA du 29 octobre 2015 approuvant les termes de la Convention cadre d'Intervention Foncière (CIF) 2016/2018 du Pays d'Aix avec la SAFER ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La demande de validation transmise par la SAFER à la Métropole, relative à son intervention avec révision de prix pour la vente de parcelles sur les communes d'Aix-en-Provence, d'Eguilles, des Pennes-Mirabeau, du Puy-Sainte-Réparate, de Saint-Cannat et de Venelles.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'intervention demandée par la SAFER au sujet des préemptions en révision de prix sur les communes d'Aix-en-Provence, d'Eguilles, des Pennes-Mirabeau, du Puy-Sainte-Réparate, de Saint-Cannat et de Venelles, dans le cadre de la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

Article 2 :

La somme de 600 € TTC sera versée à la SAFER pour ces préemptions, au titre de son intervention dans le cadre de la CIF, après notification par la SAFER du retrait de la vente des biens par les propriétaires respectifs.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement, sur la ligne budgétaire du service agriculture 6312/611.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 002-4792/18/BM

**■ Approbation d'un contrat de location avec la SCI Les Rigon pour les Halles de producteurs "Terres de Provence" à Plan de Campagne
MET 18/8743/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Halle de producteurs « Terres de Provence » de Plan de Campagne dynamise fortement, depuis 9 ans, la vente directe de produits locaux sur le territoire.

Ce circuit court agricole a vu le jour en juin 2010 dans le cadre du projet européen « Rururbal », projet qui visait à rapprocher les producteurs et consommateurs afin de soutenir l'agriculture locale, réduire les nuisances pour l'environnement et proposer des produits du terroir de qualité, de saison, à prix attractifs.

La forte fréquentation du marché (100 000 visiteurs en moyenne pour chaque édition), bénéficie tant aux producteurs locaux qu'aux consommateurs et commerces de la zone durant les 6 mois de l'événement (ouvert les lundis, mercredis et vendredis de 16 h 30 à 19 h).

La 1ère édition (action pilote du projet) a été mise en place sur la zone de Plan de Campagne afin de bénéficier de l'attractivité de la zone d'activités. De 2010 à 2013 inclus, l'événement s'est déroulé sur 3 sites différents de Plan de Campagne.

Depuis 2014, la Halle de producteurs est organisée sur un terrain unique dédié au territoire, prêté par le propriétaire la SCI Les Rigon (Groupe Barnéoud) : le site Fabemi Provence situé sur la commune des Pennes-Mirabeau.

Le succès grandissant du marché a été conforté par sa « fixation » sur ce site vaste et fort bien placé grâce à une grande visibilité des axes routiers (photo aérienne et extrait cadastral joints en annexe).

Celui-ci a fait l'objet d'un prêt à usage à titre gracieux de janvier 2014 à début novembre 2018, date à laquelle le contrat a pris fin.

La reconduction, bien que souhaitée par le Prêteur, n'étant pas acquise (dépendant des décisionnaires de la Compagnie de Phalsbourg), l'institution a initié en parallèle plusieurs démarches d'acquisition de terrains sur la zone commerciale afin d'y « sédentariser » la Halle.

Les démarches n'ayant pas abouti à ce jour et n'ayant aucun terrain à leur disposition pour les futures éditions, les services de la Métropole ont sollicité l'actuel propriétaire du site, qui accepte l'organisation de la 10^e saison de la Halle de producteurs sur son terrain en 2019.

Le contrat débiterait le 2 janvier 2019 et prendrait fin le 1^{er} janvier 2020 (durée nécessaire à la mise en place, au montage, puis à la clôture du l'événement).

Le propriétaire est amené à louer le site et non plus à reconduire le prêt à usage à titre gratuit. Sachant que la SCI Les Rigon s'engage à revenir vers l'institution dans le but de prolonger autant que possible la durée du contrat de location après 2019.

Le montant du loyer mensuel négocié proposé s'élève à 1 000 € TTC, soit un montant total de 12 000 € TTC sur 12 mois.

Les conditions d'utilisation du terrain définies dans le présent bail demeurent semblables à celles du prêt à usage antérieur.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité d'assurer la 10^e édition de la Halle de producteurs sur le territoire dans le cadre d'un contrat de location avec la SCI Les Rigon.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le contrat de location à conclure entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SCI Les Rigon.

Article 2 :

Le montant du loyer de 1 000 € TTC mensuel (soit 12 000 € TTC annuel) à la SCI Les Rigon est attribué pour l'année 2019 afin de contribuer à la reconduction des Halles de producteurs.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement, sur la ligne budgétaire du service agriculture 6132.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 003-4793/18/BM

**■ Demande de subvention auprès de l'agence française pour la biodiversité pour la création de l'atlas métropolitain de la biodiversité
MET 18/9089/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence se caractérise par un patrimoine naturel méditerranéen d'une valeur exceptionnelle, certainement le plus important de toutes les métropoles françaises. Les espaces naturels couvrent près de 60 % du territoire métropolitain. 75 % de ceux-ci bénéficient d'une protection et/ou d'une gestion. Il s'agit d'un Parc National, de 4 Parcs Naturels Régionaux, de 3 Réserves Naturelles et de 29 sites Natura 2000.

Au regard de la valeur de ce patrimoine, les menaces qui pèsent sur sa conservation sont également importantes. La périurbanisation ou l'accumulation d'aménagements viennent artificialiser l'espace et couper les continuités écologiques. La diminution, voir la disparition, des activités agricoles et pastorales dans nos grands massifs naturels contribue à leur banalisation paysagère et écologique, ainsi qu'à leur fragilité au regard du risque d'incendie.

Conscient de ce constat et de sa responsabilité, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite développer une politique de protection et de valorisation de ses espaces naturels. Cela passe par le soutien aux structures de gestion présentes sur les sites emblématiques et par la prise en compte des espaces de nature plus « ordinaires ».

Déjà candidate à l'opération Capitale française de la biodiversité 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a obtenu sa première Libellule pour le Label « Ville-Nature » au regard de son ambition et des arguments dont elle dispose.

La définition de ce schéma directeur métropolitain de protection et de valorisation de la biodiversité nécessite au préalable de réaliser un état des lieux

des richesses et des enjeux. Il s'agit donc de créer un Atlas Métropolitain de la Biodiversité. Cet « état initial » de la biodiversité permettra de suivre l'évolution de l'état de conservation du patrimoine naturel. Il constituera un outil d'évaluation des politiques publiques mises en œuvre. Enfin, il sera un lieu de partage et de diffusion de l'information afin de faciliter la prise en compte des enjeux écologiques au sein de l'institution et des politiques qu'elle développe.

Précédemment, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé par délibération n° ENV 007-18/10/18 du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018, le principe du dépôt d'une candidature auprès de l'Agence Française pour la Biodiversité (AFB) pour la création d'un Atlas de la biodiversité dans le cadre des

Appels à Manifestation d'Intérêt d'Atlas de la biodiversité communale (ABC).

Or, l'ambition du projet métropolitain dépasse les critères des atlas communaux, c'est pourquoi, l'Agence Française pour la Biodiversité souhaite soutenir cette opération à l'échelle métropolitaine à travers un financement spécifique (une première au niveau national). Il convient alors de reformuler la demande de subvention de la Métropole-Aix-Marseille-Provence.

Le coût du projet reste inchangé et s'élève à 280 000 euros HT sur trois ans (2018-2020), soit 336 000 euros TTC.

Plan de financement prévisionnel de l'opération :

Nature de la prestation	Coût estimé prévisionnel (euros HT)	Autofinancement		Subventions	
		Métropole Aix-Marseille-Provence (euros HT)	Taux	Agence Française pour la Biodiversité (euros HT)	Taux sollicité
Volet n°1 : Etat des lieux de la connaissance naturaliste	60 000	60 000	100%	0	0
Volet n°2 : Inventaire faune, flore, habitats	90 000	50 000	56 %	40 000	44%
Volet n°3 : Définition des enjeux naturalistes	60 000	50 000	83%	10 000	17%
Volet n°4 : Sensibilisation et communication	70 000	20 000	28%	50 000	72%
TOTAL	280 000	180 000	64%	100 000	36%

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-11 du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole
- La délibération n°ENV-002-2809-17 du 19 octobre 2017 approuvant le premier projet de création d'un Atlas Métropolitain de la Biodiversité ;

- La délibération n°ENV 007-18/10/18 CM du 18 octobre 2018 approuvant la candidature à l'Appel à Manifestation d'Intérêt de l'Agence Française pour la Biodiversité.

Où le rapport ci-dessus, Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- La nécessité de mettre en place un Atlas de la Biodiversité Métropolitaine pour répondre aux ambitions du SCOT, des PLUi et du projet métropolitain en matière de valorisation des espaces naturels.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides

financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix Marseille Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

L'Agence Française pour la Biodiversité est sollicitée pour l'attribution d'une subvention de 100 000 euros.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement et de fonctionnement sur le Budget primitif 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Opération : 2019003900 – Nature : 6228 – Fonction : 76 – Sous politique : G810.

La recette correspondante est inscrite au Budget primitif 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement et de fonctionnement – Nature 1328 – Fonction 76 – Sous politique G810 – Code opération n°2019003900.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 004-4794/18/BM

■ Demande de subvention Opération Grand Site (OGS) 2019 auprès de la DREAL PACA pour le Grand Site Sainte-Victoire MET 18/8829/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Opération Grand Site (OGS) est la démarche proposée par l'État aux collectivités territoriales, portée localement par la DREAL (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement), pour répondre aux difficultés que posent l'accueil des visiteurs et l'entretien des sites classés de grande notoriété soumis à une forte fréquentation.

Elle poursuit trois objectifs : restaurer et protéger la qualité paysagère, naturelle et culturelle du site, améliorer la qualité de la visite et favoriser le développement socio-économique dans le respect des habitants. Et elle a pour finalité d'accompagner le territoire vers l'obtention du label Grand Site de France.

Ainsi, une subvention Opération Grand Site est sollicitée pour l'année 2019 afin de mener prioritairement :

- Le traitement et la valorisation paysagère des points noirs paysagers
- La définition de préconisations pour l'aménagement des aires d'accueil en site classé et dans le territoire labellisé Grand Site

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention pour le programme OGS 2019 auprès de la DREAL PACA pour un montant de 60 000 euros, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de ces opérations est estimé à 180 000 euros HT soit 216.000€ TTC.

Le Plan de financement prévisionnel de ces opérations est le suivant :

	Valorisation paysagère – croisement D17 / D46		Préconisations pour l'aménagement des aires d'accueil en site classé et dans le territoire labellisé Grand Site	
	Taux	Montant	Taux	Montant
Subvention Etat OGS	40	40.000€	50	20.000€
Participation MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE	60	100.000€	50	20.000€
Coût total	100	140.000€ HT	100	40.000€ HT

Descriptif des opérations concernées :

Valorisation paysagère du croisement D17 / D46

Suite à l'étude paysagère du piémont sud de la Sainte-Victoire réalisée en 2016 par le CAUE13 à la demande de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays d'Aix, un conseil architectural a été

réalisé sur certains points noirs afin d'améliorer leur intégration paysagère.

Ainsi, le croisement des routes D17 et D46 sur la commune de Beaurecueil a fait l'objet de préconisations. En effet, ce point noir paysager offre un panorama exceptionnel sur la Montagne Sainte-Victoire. La Direction Grand Site Sainte-Victoire

prévoit donc d'intervenir sur les aspects disgracieux du site. Cette opération vise en particulier à requalifier ce croisement afin de l'intégrer au paysage environnant.

Définition de préconisations pour l'aménagement des aires d'accueil en site classé et dans le territoire labellisé Grand Site

Les aires d'accueil constituent les sites d'accès majeurs du public dans le Grand Site et à ce titre leur aménagement, réalisé dans les plus strictes règles du développement durable, doit être le reflet des valeurs du Label : exigence de qualité, sobriété, respect de la biodiversité.

Si certaines aires doivent être aujourd'hui réhabilitées, d'autres restent entièrement à concevoir. Il apparaît donc intéressant, dans le cadre de l'unité paysagère et d'aménagement portée par le nouveau projet de label Grand Site de France, de lancer une étude en collaboration avec l'inspection des sites et les architectes des bâtiments de France ainsi que le département des Bouches-du-Rhône pour définir les principes d'aménagement de ces aires, en termes d'architecture, matériaux, accessibilité, plantations, équipements... L'objectif étant que les préconisations ainsi définies soient adoptées en Commission Départementale de la Nature des Sites et Paysages, afin de faciliter la mise en œuvre des travaux sur le site par les maîtres d'ouvrage concernés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°ENV 001-1443/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 relative à la dissolution du Syndicat Mixte Départemental des massifs Concors et Sainte-Victoire - Modalités d'organisation pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La circulaire NOR:DEVL1027436C du 21 janvier 2011 relative à la politique des Grands Sites.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation des opérations suivantes : Valorisation paysagère du croisement de la route paysagère D17 et de la route D46 et définition de préconisations pour l'aménagement des aires d'accueil en site classé et dans le territoire labellisé Grand Site ;
- Que pour réaliser ces opérations, la Métropole Aix-Marseille-Provence sollicite une subvention auprès des services de l'Etat (DREAL Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement) pour un montant de 60 000 euros.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter une aide financière de 60 000 euros auprès des services de l'Etat (DREAL Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement), dans le cadre du programme Opération Grand Site, au titre de l'année 2019, et à signer tout document afférant à cette demande nécessaire à la réalisation des opérations précitées.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, à la section Investissement / ligne 4437.

Article 3 :

Les recettes correspondantes seront constatées sur l'Etat Spécial de territoire du Pays d'Aix

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 005-4795/18/BM

■ Grand Site Sainte-Victoire - Demande de subvention de fonctionnement pour 2019 auprès de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur-Garde Régionale Forestière MET 18/9029/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays d'Aix, développe sur le Grand Site Sainte-Victoire une politique d'accueil du public spécifique et de surveillance en saison estivale, du 1^{er} juin au 30 septembre.

Il s'agit d'informer et de faire respecter la réglementation préfectorale relative à l'accès aux massifs forestiers, qui interdit la circulation dans certaines conditions de danger météorologique d'incendie. Cette année, un nouvel arrêté préfectoral, en date du 28 mai dernier, a entamé une harmonisation des codes couleurs des niveaux de restriction d'accès, avec les départements limitrophes. La sensibilisation du public à cette nouvelle codification a ainsi été indispensable et a demandé un travail de pédagogie assidu.

En 2018, les pluies de printemps et quelques orages en cours d'été ont épargné le territoire de feux majeurs, et les massifs Concors et Sainte-Victoire n'ont connu qu'un seul jour de fermeture durant cette saison estivale.

L'équipe des gardes nature réalise des patrouilles de surveillance quotidiennes ainsi qu'un affichage spécifique et des points d'information fixes et itinérants en risque de niveau rouge. L'étendue du territoire à parcourir et les contraintes liées à la surveillance particulière des points d'entrée dans les massifs exigent une importante présence sur le terrain, d'au minimum 3 patrouilles quotidiennes. L'effectif permanent de 8 gardes-nature ne permet pas de répondre à ce besoin, malgré un planning, sur cette période, exclusivement consacré aux patrouilles et une restriction des congés.

L'information relative à la réglementation estivale est également diffusée au travers de la Maison du Grand Site de Vauvenargues et du kiosque d'accueil de Bimont à Saint-Marc-Jaumegarde, tenus par 4 agents. Sur l'ensemble de la saison touristique, d'avril à fin octobre, ces structures ont accueilli plus de 10 000 visiteurs.

L'opération estivale de la Garde Régionale Forestière, mesure phare de la nouvelle politique forestière, dite dispositif « Guerre du Feu » de la Région Sud, mise en place en mars 2017, fait suite à des programmes qui ont cours depuis 2004. Son but est de renforcer les capacités des acteurs régionaux (collectivités et

organismes agréés du dispositif de surveillance incendie) dans la prévention des feux et la protection des personnes. Composée de plus de 110 jeunes, cette garde couvre l'ensemble du territoire régional, permettant ainsi d'assurer un moyen humain de surveillance et d'information complémentaire sur la prévention des feux de forêts.

Au fil des années, l'aide de la Région pour le recrutement de saisonniers dédiés à la prévention du risque incendie, a permis de développer puis de maintenir la capacité de surveillance et de sensibilisation des usagers sur et autour des massifs Concors et Sainte-Victoire.

Au vu du succès de l'opération et de ce besoin toujours essentiel en information et secours (participation aux recherches d'une personne retrouvée décédée dans le massif à l'été 2017), il est à nouveau proposé de procéder au recrutement de Gardes Régionaux Forestiers afin de renforcer les équipes permanentes pendant la saison estivale.

Ainsi, 6 Gardes Régionaux Forestiers seront intégrés aux patrouilles quotidiennes de terrain les mois de juillet et août. Ce nombre validé depuis 2016 permet de poursuivre les efforts de présence dans les zones fréquentées et sensibles, telles que les versants nord (jusqu'au Prieuré) et sud Sainte-Victoire et le secteur Bibémus-Zola-Bimont. Au besoin, les patrouilles pourront intervenir sur d'autres sites géographiques en fonction des besoins.

Et, 2 Gardes Régionaux Forestiers viendront renforcer pendant la saison estivale les équipes d'accueil du Grand Site Sainte Victoire et orienteront les visiteurs, assureront leur sensibilisation au kiosque d'accueil de Bimont à Saint-Marc-Jaumegarde, porte d'entrée et point de vue incontournable de la montagne Sainte-Victoire, ainsi qu'à la Maison du Grand Site de Vauvenargues, en versant nord. Ils assureront leur mission sur 4 mois, de juin à septembre.

Les dépenses prévisionnelles éligibles au titre de ce programme sont les suivantes :
salaires et charges, titres restaurant : 47 000 euros,

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention pour la Garde Régionale Forestière 2019 auprès de la Région SUD pour un montant de 37 600 euros.

ORGANISMES SOLLICITES	OPÉRATIONS	TAUX SOLLICITÉS	MONTANTS SOLLICITÉS
RÉGION SUD PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	Dispositif « Guerre du Feu » Garde Régionale Forestière	80 %	37 600 euros
MÉTROPOLE AIX MARSEILLE PROVENCE		20 %	9 400 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°ENV-004-1135/16/CM du Conseil de Métropole du 17 octobre 2016 relative à la dissolution du Syndicat mixte départemental des massifs Concors Sainte-Victoire ;
- La délibération n°ENV-001-1443/16/CM du Conseil de Métropole du 15 décembre 2016 portant dissolution du Syndicat mixte départemental des massifs Concors Sainte-Victoire - Modalités d'organisation pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'en raison de la nécessité d'informer et de faire respecter la réglementation préfectorale du 28 mai 2018 relative à l'accès aux massifs forestiers, interdisant la circulation dans certaines conditions de danger météorologique d'incendie, il convient de maintenir la capacité de surveillance du Grand Site Sainte-Victoire par le recrutement estival de 8 Gardes Régionaux Forestiers,

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter une aide financière de 37 600 euros auprès de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur dans le cadre de son dispositif « Guerre du Feu » pour le recrutement de 8 Gardes Régionaux Forestiers sur la saison estivale 2019, et à signer tout document y afférent pour la réalisation de ces opérations.

Article 2 :

Les dépenses prévisionnelles s'élèvent à 47.000€ (salaires, charges de personnel et titres restaurant).

Article 3 :

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget 2019 de la Métropole Aix Marseille Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Cadre de vie,
traitement des déchets, eau et
assainissement"***

DEA 001-4796/18/BM

■ Renonciation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la subvention attribuée par le Conseil Départemental pour l'opération Acquisition de caissons et wagons pour le transfert des déchets ménagers jusqu'au Centre de Transfert Multifilières de Fos sur Mer
MET 18/9028/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre des compétences « Collecte et traitement des déchets » la Métropole Aix-Marseille-Provence assure la compétence de la gestion de la collecte, du transfert et du traitement des déchets.

Afin d'acheminer les déchets vers le Centre de Transfert Multifilières (CTM) de Fos-sur-Mer (CTM), la Métropole dispose de deux centres de transfert à Marseille, à la Capelette et aux Aygalades, qui bénéficient d'un embranchement ferré permettant le transport par trains des déchets vers le site de traitement, comme le prévoit les dispositions contractuelles et techniques de la délégation de service public confiée à la société Everé.

Pour permettre ce transfert par voie ferroviaire, la Métropole dispose notamment d'un contrat de location de wagons et de caissons, dont le coût est très élevé.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé par délibération N° PEDD -002-558/14/CC en date du 19 décembre 2014, de créer l'opération n° 2014105002 relative à l'«acquisition de caissons et wagons pour le transfert des déchets ménagers jusqu'au Centre de Traitement Multifilières de Fos-sur-Mer » dont le coût serait moins onéreux que le contrat de location sus nommé.

Cette opération a été éligible à subvention de la part du Conseil Départemental 13 pour un montant de 5 380 000 €, lors de sa Commission Permanente du 28 novembre 2014, et qui a fait l'objet d'une convention approuvée par délibération n° PEDD 009-922/15/CC du 10 avril 2015.

Or, par délibération du Conseil de la Métropole n° TRA 011-1386/16/CM du 15 décembre 2016, le Contrat d'Obligation de Service Public avec la Régie Départementale des Transports (RDT) a été approuvé. Dans son titre 2 sur les missions de la Régie, chapitre 5, relatif aux prestations de transport ferroviaire, celui-ci définit les modalités de prise en charge de la traction ferroviaire des déchets ménagers des centres de transfert marseillais vers le Centre de Traitement Multifilières de Fos sur Mer et prévoit de confier à RDT13 la gestion du parc de wagons et caissons et les prestations logistiques de chargements associées.

Il a donc été décidé de confier à la RDT l'acquisition et l'entretien des wagons et caissons mis à la disposition de la Métropole Aix Marseille Provence.

De ce fait la Métropole Aix Marseille Provence n'est plus porteuse de l'opération «Acquisition de caissons et wagons pour le transfert des déchets ménagers jusqu'au Centre de Traitement Multifilières de Fos sur Mer et renonce à la subvention attribuée par le CD13.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la métropole ;
- La délibération n° HN 009-011/16 du Conseil de Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N° PEDD -002-558/14/CC en date du 19 décembre 2014 portant approbation de la création et d'une affectation d'une autorisation de programme relative à l'acquisition de caissons et wagons pour le transfert de déchets ménager

- La délibération n° PEDD 009-922/15/CC portant approbation d'une convention avec le Conseil départemental des Bouches-du-Rhône pour le financement et l'acquisition de caissons et wagons pour le transfert des déchets ménagers.
- L'information au Conseil de Territoire Marseille-Provence du 11 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'opération n° 2014105002 « Acquisition de caissons et wagons pour le transfert des déchets ménagers jusqu'au Centre de Transfert Multifilières de Fos-sur-Mer » est désormais à la charge de RDT 13 ;
- Que par conséquent il est nécessaire de renoncer à la subvention relative à cette opération.

Délibère

Article 1 :

Est annulée l'opération n° 2014105002 relative à l'«Acquisition de caissons et wagons pour le transfert des déchets ménagers jusqu'au Centre de Traitement Multifilières de Fos-sur-Mer ».

Article 2 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence renonce à la subvention d'un montant de 5 380 000 € octroyée par le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 002-4797/18/BM

■ Demande de subvention pour les travaux d'extraction du biogaz de l'Installation de Stockage des Déchets non Dangereux de l'Arbois MET 18/8807/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses Territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines

peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

La Métropole Aix-Marseille-Provence par l'intermédiaire du Conseil de Territoire du Pays d'Aix gère l'Installation de Stockage des Déchets non Dangereux (ISDnD) de l'Arbois située sur la commune d'Aix-en-Provence, au lieu dit « Jas de Maroc ».

Ce site permet la gestion par enfouissement de plus de 90 % des déchets ménagers et assimilés non valorisables produits sur le Territoire du Pays d'Aix.

La gestion de l'installation est des plus rigoureuses tant au niveau technique que financier et s'inscrit parfaitement dans une logique de production d'énergie renouvelable. En effet, sur l'ISDnD, les biogaz (issus de la fermentation des déchets) sont récupérés et font l'objet d'une valorisation énergétique depuis 2010 par contrat et pour une durée de 15 ans minimum.

Ce processus permet la production de 470 GWh d'électricité verte (provenant de la biomasse des déchets) sur 15 ans, soit l'équivalent de la consommation en électricité de 12.000 logements par an et évite le rejet à l'atmosphère de 39.000 tonnes de CO2 sur la durée du contrat.

De ce fait, l'exploitation du site est axée sur une optimisation permanente de la récupération des biogaz.

Cette optimisation de production de biogaz est gérée finement avec trois objectifs majeurs :

- la réduction des émissions des gaz à effet de serre : la composante principale du biogaz est le méthane, puissant gaz à effet de serre,
- l'amélioration de la production d'énergie,
- la réduction des nuisances olfactives pour les riverains et le personnel du site,

Pour répondre à ces objectifs, des campagnes régulières de travaux de captage de biogaz sont engagées. Elles sont constituées :

- de travaux réalisés par l'exploitant, à l'avancement de l'exploitation, par la pose de drains horizontaux dans le massif de déchets,
- de travaux réalisés par un prestataire, sur des zones finalisées (équipées d'une couverture de confinement constituée d'argile imperméables et libres d'exploitation pendant une durée suffisante), par la mise en place de forages verticaux dans le massif de déchets.

Compte-tenu de l'organisation et du phasage d'exploitation prévisionnel du massif de déchets, et afin d'optimiser le captage du biogaz, le Pays d'Aix envisage la réalisation d'une campagne de travaux de captage du biogaz dans une partie du massif en exploitation.

Une zone de 5 hectares est disponible, pour mémoire, la surface de ce massif est de 10 hectares.

Les investissements nécessaires à la réalisation des ouvrages sont estimés à 200.000€HT par les services techniques de la Métropole – Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Dans le détail, les grandes lignes du programme de travaux sont les suivantes :

- 1) forage de 20 puits verticaux,
- 2) réalisation de 1.000 ml de réseaux de surface reliant les nouveaux puits aux réseaux secondaires et primaires existants,
- 3) réfection des couvertures au droit des puits afin de garantir l'étanchéité des ouvrages exécutés,
- 4) remplacement de 400 ml de collecteur de transport afin de permettre le transit des nouveaux volumes captés jusqu'à la plate-forme de valorisation des biogaz.

Le calendrier prévisionnel de l'opération est le suivant : juillet 2019 – fin des travaux décembre 2019.

Dans ce contexte, le programme de travaux relatif à la prochaine campagne de dégazage de l'ISDnD de l'Arbois et consistant en l'aménagement d'une zone de 5 hectares avec puits, drains et collecteurs devrait permettre d'augmenter la quantité de biogaz capté et valorisé et donc de produire davantage d'électricité verte.

Sur la base du programme de travaux envisagé et du chiffrage associé, il est proposé le plan de financement prévisionnel suivant :

Présentation du plan de financement prévisionnel associé au prévisionnel de dépenses :

Selon les lois NOTRE et MAPTAM, les opérations liées à l'acquisition d'équipements destinés au traitement des déchets ont été qualifiées en « Compétence Exclusive ». Dans cette configuration, l'autofinancement requis est au minimum de 20 %.

Programme captage du biogaz ISDnD Arbois		
ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES (€HT)
Conseil Départemental Dispositif « Aides aux Communes »	13 60%	120 000 €
Conseil Régional PACA	20%	40 000 €
Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix	20%	40 000 €
TOTAL	100%	200 000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération de travaux des Biogaz sur le site de l'ISDnD de l'Arbois.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, de l'Etat, du Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur,

du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, des communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence et ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution et à signer tout document y afférent sur la base du montant du programme d'achat et du plan de financement associé, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

La recette correspondante sera constatée au Budget Annexe du Service de Prévention et Gestions des Déchets du Territoire du Pays d'Aix 2019 et suivant section d'investissement – Nature 1312 et 1313 – Fonction 7213 – M57.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 003-4798/18/BM

■ Approbation des conventions cadres relatives à la collecte des textiles-linge de maison-chaussures en point d'apports volontaires sur le domaine public en vue de leur réemploi / réutilisation sur la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 18/9101/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 17 mai 2018 la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la procédure de l'appel à projets pour la collecte des textiles-linge de maison-chaussures en point d'apports volontaires sur le domaine public en vue de leur réemploi / réutilisation sur la Métropole Aix-Marseille-Provence. Cette démarche s'inscrit au sein de l'axe prévention des déchets du schéma métropolitain de gestion des déchets délibéré en octobre 2017.

Sur la Métropole Aix-Marseille-Provence près de 750 points de récupération des textiles sont à la disposition des habitants pour donner leurs vêtements-linge de maison-chaussures, soit un point pour

2 500 habitants. Ces points de récupération, composés de colonnes implantées sur le domaine public ou privé ainsi que de vestiaires d'associations, ont permis de collecter sur 2016 plus de 1.5kg/habitant/an soit 2 700 tonnes sur la Métropole.

L'augmentation des points de récupération des textiles sur le territoire, notamment avec le déploiement de colonnes sur le domaine public, facilitera le geste des habitants et ainsi permettra d'augmenter les tonnages de textiles réemployés, réutilisés ou recyclés pour atteindre près de 6 000 tonnes par an d'ici 2025.

En complément de ces implantations la Métropole déploiera une communication cohérente afin de mobiliser les habitants sur la valorisation de leurs textiles en les déposant au sein d'associations et/ou dans des colonnes.

Le déploiement de colonnes textile sur le domaine public, en accompagnement des initiatives privées, a de multiples intérêts pour le territoire :

- Economique : chaque vêtement déposé à une association ou dans une borne à un coût nul pour la collectivité. Inversement, les textiles déposés avec les ordures ménagères représentent une dépense de collecte et traitement (coût complet OMR HT/tonne sur AMP de 308 € en 2016). Par ailleurs les opérateurs retenus verseront au gestionnaire du domaine public une redevance d'occupation du domaine public à partir des montants délibérés par chaque gestionnaire.

- Social : la filière de collecte et de tri des textiles génère, à tonnage équivalent, un nombre d'emplois plus important que les autres modes de traitement.

- Environnemental : l'éco organisme permet de garantir plus de 99.7% de valorisation des textiles collectés dont 59,4% sont réutilisés en l'état, 40,3% sont recyclés ou valorisés (9,3% en chiffons, 22,5% en effilochage, 7,5% transformés en Combustibles Solides de Récupération et 1% éliminé avec valorisation énergétique).

Cette délibération a donc pour objet de valider les conventions cadres relatives au déploiement des colonnes sur le domaine public avec les opérateurs retenus par le jury. Ce jury composé des vice-présidents déchets des conseils de territoire concernés ainsi que de l'élu délégué à la propreté et aux déchets de la Métropole, s'est réuni le 10 octobre 2018.

L'implantation des colonnes sur le domaine public se fera en accord avec les communes ayant conservé la gestion du domaine public.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération DEA 018-2836/17/CM du 19 octobre 2017 d'approbation des axes principaux du Schéma Métropolitain de Gestion des Déchets.
- La délibération DEA 001-3868/18/CM du 17 mai 2018 d'approbation de la procédure de l'appel à projets pour la collecte des textiles-linge de maison-chaussures en point d'apports volontaires sur le domaine public en vue de leur réemploi / réutilisation sur la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil Métropole au Bureau de la Métropole ;
- L'information des Conseils de Territoire..

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le déploiement sur le domaine public de colonnes de récupération des textiles-linge de maison-chaussures en vue de leur réemploi / réutilisation représente un enjeu pertinent pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, en accord avec les axes principaux du schéma métropolitain de gestion des déchets délibéré en octobre 2017.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les conventions cadres ci-annexées relatives à la mise en place de colonnes sur le domaine public pour la récupération de textiles – linge de maison – chaussures en vue de leur réutilisation / réemploi, pour chacun des lots.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ces conventions et tout autre document qui en découleront.

Article 3 :

Les recettes seront constatées aux budgets correspondants. Pour le territoire Marseille Provence les recettes seront constatées au Budget principal sous politique C310 – Nature 70 323.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 004-4799/18/BM

■ Approbation d'une convention de mutualisation d'équipement technique pour la station service du site de La Parade à Aix-en-Provence avec la commune d'Aix-en-provence MET 18/8804/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La commune d'Aix-en-Provence met à la disposition du Conseil de Territoire du Pays d'Aix ses installations de stockage et de ravitaillement en carburant situées quartier Barida, 260 chemin Château Lagard – 13290 Les Milles afin d'approvisionner en carburant les véhicules du Pays d'Aix et notamment ceux attachés à la compétence Prévention et Gestion des Déchets Ménagers et aux Moyens Généraux.

La convention précédente approuvée par délibération n°2015_B763 du Bureau communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 17 décembre 2015 arrivant à son terme, il est nécessaire de poursuivre l'utilisation de la station service.

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix fait livrer par son fournisseur, dans les cuves de la station service de la commune d'Aix-en-Provence, les quantités de carburant nécessaires au ravitaillement de ses véhicules sous contrôle d'un agent de la commune.

Un état analytique des consommations des véhicules est sorti pour permettre un suivi rigoureux de l'usage du carburant livré et déclencher le remplissage des cuves en fonction des besoins réels.

La présente convention permet également l'accès aux différents accessoires de la station service (lavage, gonflage...).

Cette convention est complétée d'une annexe financière qui détaille les moyens nécessaires et quantités prévisionnelles liées à l'exécution des activités spécifiées et évalue les dépenses afférentes aux prestations.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015-B763 du Bureau communautaire de la CPA du 17 décembre 2015.
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil Métropole au Bureau de la Métropole ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la convention entre la ville d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aix afin de permettre la mise à disposition de ses installations de stockage et de ravitaillement en carburant.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention entre la ville d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour la mise à disposition de ses installations de stockage et de ravitaillement en carburant situées quartier Barida, 260 chemin Château Lafarge 13290 Les Milles, telle qu'annexée à la présente.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer la convention et

toutes les pièces relatives à l'exécution de cette délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget annexe du SPED 05 / Fonction 7212 / nature 62878.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 005-4800/18/BM

■ Acquisition du terrain d'assise du projet de reconstruction du Centre Opérationnel de Collecte des Ordures Ménagères du secteur centre du Territoire du Pays d'Aix sur la parcelle MV n°54 appartenant à la commune d'Aix-en-Provence MET 18/9061/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis 2003, date du transfert de compétence, les moyens des services de collecte des Déchets Ménagers du Territoire du Pays d'Aix affectés au secteur d'Aix-en-Provence, le Tholonet et St-Marc-Jaumegarde sont basés à la Parade, sur des surfaces de terrains et de locaux partiels mis à disposition par la ville d'Aix-en-Provence.

Ces locaux, dits de la Parade, se sont révélés rapidement problématiques au regard des exigences en termes de conformité au Code du Travail pour les locaux du personnel, mais également en termes de fonctionnalité et de sécurité eu égard aux nombreuses co-activités existantes sur ce site, avec les locaux de certains services municipaux imbriqués. Les divers aménagements réalisés avec notamment la mise en place de bâtiments préfabriqués, la rénovation intérieure des vestiaires/sanitaires et autres interventions toujours limitées par manque de surfaces n'ont pas suffi à rendre conformes les locaux du personnel et à améliorer sensiblement les conditions d'accueil et de sécurité des agents.

Au regard de ce constat, le Territoire du Pays d'Aix a mené depuis 2006 un travail important avec les services de la ville d'Aix-en-Provence pour trouver une solution permettant de doter les agents de collecte du secteur centre des locaux répondant entièrement aux besoins de fonctionnalités et exigences réglementaires.

Après l'exploration de multiples solutions ayant toutes avortées, un terrain appartenant à la commune d'Aix-en-Provence, situé sur la parcelle MV 54, à proximité du rond-point de Lignane, s'est avéré pouvoir répondre au besoin avec une superficie utile de 5Ha avec de plus des atouts indéniables en terme de logistique, d'accès routiers, et un très faible nombre

de riverains qui sont de plus protégés de toute nuisance par une végétation importante.

Au cours des réflexions, au regard des superficies disponibles, il a été identifié que ce terrain pouvait également répondre à des besoins complémentaires des services déchets du territoire, étant donné que la reconstruction du Centre Opérationnel de Collecte ne nécessite qu'un total d'environ 2Ha.

D'une part, depuis plus de 10 ans, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix cherche à construire un à deux Centres d'Apport Volontaire supplémentaires sur la ville centre qui ne dispose que d'un équipement pour 140.000 habitants, ce qui provoque la saturation de la seule déchetterie existante et ne permet pas d'apporter aux habitants un service de qualité. De plus, les habitants du secteur de la Calade, à proximité du terrain identifié, ont remonté à plusieurs reprises leur demande de bénéficier d'un Centre d'Apport Volontaire à proximité. Il a donc été jugé pertinent de pouvoir construire cet équipement en valorisation des déchets à destination des habitants sur le terrain supra, pour une emprise de 5.000 m².

D'autre part, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix loue des locaux afin d'accueillir les agents des directions déchets du pôle Services à la Population, impactant la section de fonctionnement du budget annexe déchets d'environ 300.000 €/an. Il est toujours pertinent d'investir dans de nouveaux locaux pour ainsi réduire de ce montant les charges de fonctionnement pesant sur budget annexe. Les 4.500m² permettant la réalisation des locaux nécessaires peuvent donc également être identifiés dans les surfaces restant disponibles.

D'un point de vue urbanistique, une analyse de faisabilité a été faite en lien avec les services compétents confirmant la possibilité d'implanter ces équipements de service public bien que ces terrains soient classés en zone agricole. Néanmoins des enjeux importants en terme d'intégration paysagère et environnementale ont pu être identifiés et seront incorporés dans les études de programmation.

Ainsi, le projet de reconstruction du Centre Opérationnel de Collecte des Ordures Ménagères (COCOM) du Secteur centre peut être ajusté de la façon suivante :

- Positionnement du projet sur le terrain dit du rond-point de Lignane (à détacher de la parcelle MV54), qu'il convient d'acquérir auprès de la commune d'Aix-en-Provence au prix de l'avis des domaines, à savoir 170.000€HT,
- Construction du Centre Opérationnel des Collectes d'Ordures Ménagères (bureaux/hangars/locaux du personnel et espaces extérieurs associés),
- Construction des locaux (bureaux/locaux du personnel et espaces extérieurs) pour recevoir les agents des directions déchets du

Pôle Service à la Population du Territoire du Pays d'Aix.

- Construction d'un Centre d'Apport Volontaire à destination des habitants de la partie Nord d'Aix-en-Provence.

Au regard des éléments ci-avant et pour pouvoir enfin concrétiser le projet de reconstruction du Centre Opérationnel des Collectes du secteur centre du territoire du Pays d'Aix, il est nécessaire d'acquérir auprès de la ville d'Aix-en-Provence le terrain d'assise identifié de 50.000m², à détacher de la parcelle MV54 au prix des domaines à savoir 170.000 €HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- L'avis des Domaines n°2017-001V2334 et 2010-001V3075 ratt. du 11/01/2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'acquérir auprès de la commune d'Aix-en-Provence un terrain de 50.000m² à détacher de la parcelle MV n°54 sur la commune d'Aix-en-Provence pour un prix de 170.000€ HT pour la construction du Centre Opérationnel de Collecte des Ordures Ménagères.

Délibère

Article 1 :

Est décidé d'acquérir auprès de la commune d'Aix-en-Provence un terrain de 50.000m² à détacher de la parcelle MV n°54 sur la commune d'Aix-en-Provence pour un prix de 170.000€ HT.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les actes relatifs à cette acquisition.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget annexe de Prévention et Gestion des Déchets de la Métropole - Territoire du Pays d'Aix, autorisation de programme n°DI4532AP, qui présente les disponibilités nécessaires.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 006-4801/18/BM

**■ Approbation d'une convention-type de mise à disposition du patrimoine pluvial des communes du Conseil de Territoire Marseille Provence destiné à être transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 18/8307/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

A l'occasion de la création de la Communauté Urbaine Marseille-Provence (CUMPM), la CUMPM et ses communes membres ont considéré que l'intitulé de compétence transférée « Eau et assainissement » excluait la compétence communale en matière de gestion des eaux pluviales, aujourd'hui désignée sous l'intitulé « gestion des eaux pluviales urbaines au sens de l'article L 2226-1 [du CGCT] ».

Le Conseil d'Etat a ultérieurement jugé que les dispositions de l'article L 5215-20 du CGCT portant exercice par les communautés urbaines des compétences en matière d'eau et d'assainissement devait être interprétées comme emportant transfert au profit de celles-ci de la compétence en matière de gestion des eaux pluviales antérieurement dévolues à leurs communes-membres.

Conséquemment, la reconnaissance expresse de ce transfert de compétence impliquait de procéder au transfert de propriété à titre gratuit au profit de la CUMPM des biens de ses communes membres affectés à la compétence « gestion des eaux pluviales », en application des dispositions de l'article L 5215-28 du CGCT.

Toutefois, du fait de la substitution de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans les droits et obligations de la CUMPM à compter du 1^{er} janvier 2016, c'est désormais au profit de la Métropole que doit être organisé le transfert de propriété des biens des

communes affectés à la compétence de « gestion des eaux pluviales urbaines au sens de l'article L 2226-1 [du CGCT] », dans les conditions prévues par l'article L 5217-5 du CGCT.

La convention-type annexée au présent rapport a donc pour objet de constituer un modèle permettant, en préalable à la formalisation des actes opérant ce transfert de propriété, d'exprimer l'accord amiable des communes membres du Conseil de Territoire Marseille Provence et de la Métropole sur la consistance et la délimitation des biens utilisés pour l'exercice de la compétence « gestion des eaux pluviales urbaines au sens de l'article L 2226-1 [du CGCT] », mis de plein droit à disposition de la Métropole par les Communes jusqu'au transfert de propriété à intervenir.

A cet égard, pour l'application des dispositions du premier alinéa de l'article L 5217-5 du CGCT, les conventions conclues avec les communes sur la base de la convention-type vaudront procès-verbal contradictoire précisant la consistance et la situation juridique des biens et droits qui seront ultérieurement transférés en pleine propriété à la Métropole.

Sur la base de l'accord exprimé, le transfert de propriété de ces biens sera opéré ultérieurement et à titre gratuit par acte authentique distinct, le cas échéant passé en la forme administrative entre la Métropole et chaque commune membre du Conseil de Territoire Marseille Provence.

En ce qui concerne les réseaux, le transfert de propriété prendra effet dès l'entrée en vigueur des conventions conclues avec les communes sur la base de la convention-type ci-annexée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil Métropole au Bureau de la Métropole ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence du 11 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que dans le cadre de la compétence « Gestion des eaux pluviales », il est nécessaire de transférer les biens appartenant aux dix-huit communes du Conseil de Territoire Marseille Provence au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Que ces biens font l'objet d'un recensement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention-type ci-annexée, à intervenir entre chacune des dix-huit communes du Conseil de Territoire Marseille Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence, caractérisant chaque ouvrage ou réseau nécessaires à l'exercice de la compétence « gestion des eaux pluviales urbaines », à transférer à titre gratuit au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer les conventions de recensement du patrimoine pluvial susvisées et tous les autres documents qui en découleront (document d'arpentage, PV de servitude, ...).

Article 3 :

Les frais liés aux divisions parcellaires seront pris en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 4 :

Les crédits sont inscrits au Budget Territoire sous politique F180, Nature 6228, code gestionnaire 3DEAA.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 007-4802/18/BM

**■ Servitude de passage et de tréfonds pour les réseaux d'eau potable et d'eaux usées - Lotissement les Rosiers situé sur la commune des Pennes-Mirabeau - Parcelle AX 943
MET 18/8818/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

CITIC SAS a déposé une demande de permis n° PA 013 071 15 C0006 le 23 décembre 2015, au service urbanisme de la commune des Pennes-Mirabeau, pour la création de 13 lots de terrains à bâtir situés au Parc des Amandiers, avenue des Rosiers.

La commune des Pennes-Mirabeau s'est engagée auprès de CITIC SAS à établir des servitudes de passage et de tréfonds pour les réseaux d'eau potable et d'eaux usées existants et créés sous domaine privé.

Le certificat de non contestation de conformité des travaux a été délivré par la commune des Pennes-Mirabeau le 22 janvier 2018.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, Conseil de Territoire du Pays d'Aix, doit établir la servitude de passage et de tréfonds de la conduite d'eau potable pour la parcelle AX 943, correspondant au lot 7, pour la création de 27ml de réseau de diamètre 100mm.

Cette servitude de passage et de tréfonds est nécessaire afin d'assurer l'accès à la canalisation, son entretien ou sa réparation et d'éviter toutes dégradations.

Il est nécessaire d'autoriser les actes notariés finalisant cette servitude et procéder ensuite à l'enregistrement au service de publicité foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

- La délibération n°URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de régulariser la procédure d'établissement d'une servitude de passage et de tréfonds située au Parc des Amandiers – Lotissement les Rosiers, avenue des Rosiers sur la commune des Pennes-Mirabeau.

Délibère

Article 1 :

Est décidée la régularisation par acte authentique de la servitude de passage et de tréfonds concernant la conduite d'eau potable pour la parcelle AX 943, correspondant au lot 7, pour la création de 27ml de réseau de diamètre 100mm.

Article 2 :

Les frais d'acte seront à la charge exclusive de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer tous les actes concourant à l'exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Annexe Eau en Délégation du Territoire du Pays d'Aix et d'Aubagne, en section de fonctionnement – imputation 6137.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 008-4803/18/BM

**■ Servitude de passage et de tréfonds pour les réseaux d'eau potable et d'eaux usées - Lotissement les Rosiers situé sur la commune des Pennes-Mirabeau - Parcelle AX 944
MET 18/8819/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

CITIC SAS a déposé une demande de permis n° PA 013 071 15 C0006 le 23 décembre 2015, au service urbanisme de la commune des Pennes-Mirabeau, pour la création de 13 lots de terrains à bâtir situés au Parc des Amandiers, avenue des Rosiers.

La commune des Pennes-Mirabeau s'est engagée auprès de CITIC SAS à établir des servitudes de passage et de tréfonds pour les réseaux d'eau potable et d'eaux usées existants et créés sous domaine privé.

Le certificat de non contestation de conformité des travaux a été délivré par la commune des Pennes-Mirabeau le 22 janvier 2018.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, Conseil de Territoire du Pays d'Aix, doit établir la servitude de passage et de tréfonds de la conduite d'eau potable pour la parcelle AX 944, correspondant au lot 8, pour la création de 34ml de réseau de diamètre 100mm.

Cette servitude de passage et de tréfonds est nécessaire afin d'assurer l'accès à la canalisation, son entretien ou sa réparation et d'éviter toutes dégradations.

Il est nécessaire d'autoriser les actes notariés finalisant cette servitude, et procéder ensuite à l'enregistrement au service de publicité foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de régulariser la procédure d'établissement d'une servitude de passage et de tréfonds située au Parc des Amandiers – Lotissement les Rosiers, avenue des Rosiers sur la commune des Pennes-Mirabeau.

Délibère

Article 1 :

Est décidée de la régularisation par acte authentique de la servitude de passage et de tréfonds concernant la conduite d'eau potable pour la parcelle AX 944, correspondant au lot 8, pour la création de 34ml de réseau de diamètre 100mm.

Article 2 :

Les frais d'acte seront à la charge exclusive de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les actes concourant à l'exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Annexe Eau en Délégation du Territoire du Pays d'Aix et d'Aubagne, en section de fonctionnement – imputation 6137.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 009-4804/18/BM

**■ Servitude de passage et de tréfonds pour les réseaux d'eau potable et d'eaux usées - Lotissement les Rosiers situé sur la commune des Pennes-Mirabeau - Parcelle AX 955
MET 18/8820/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

CITIC SAS a déposé une demande de permis n° PA 013 071 15 C0006 le 23 décembre 2015, au service urbanisme de la commune des Pennes-Mirabeau, pour la création de 13 lots de terrain à bâtir situés au Parc des Amandiers, avenue des Rosiers.

La commune des Pennes-Mirabeau s'est engagée auprès de CITIC SAS à établir des servitudes de passage et de tréfonds pour les réseaux d'eau potable et d'eaux usées existants et créés sous domaine privé.

Le certificat de non contestation de conformité des travaux a été délivré par la commune des Pennes-Mirabeau le 22 janvier 2018.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, Conseil de Territoire du Pays d'Aix, doit établir la servitude de passage et de tréfonds de la conduite d'eaux usées pour la parcelle AX 955, correspondant au lot 12, pour un linéaire de 16ml réseau existant de diamètre 200mm.

Cette servitude de passage et de tréfonds est nécessaire afin d'assurer l'accès à la canalisation, son entretien ou sa réparation et d'éviter toutes dégradations.

Il est nécessaire d'autoriser les actes notariés finalisant cette servitude, et procéder ensuite à l'enregistrement au service de publicité foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de régulariser la procédure d'établissement d'une servitude de passage et de tréfonds située au Parc des Amandiers

– Lotissement les Rosiers, avenue des Rosiers sur la commune des Pennes-Mirabeau.

Délibère

Article 1 :

Est décidée de la régularisation par acte authentique de la servitude de passage et de tréfonds concernant la conduite d'eaux usées pour la parcelle AX 955 correspondant au lot 12 pour un linéaire de 27ml de réseau existant de diamètre de 200mm.

Article 2 :

Les frais d'acte seront à la charge exclusive de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer tous les actes concourant à l'exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Annexe Assainissement en Délégation du Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement – imputation 6137

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 010-4805/18/BM

■ Servitudes de passage et de tréfonds pour les réseaux d'eau potable et d'eaux usées - Lotissement les Rosiers situé sur la commune des Pennes-Mirabeau - Parcelles AX 950, 952, 953, 954 MET 18/8821/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

CITIC SAS a déposé une demande de permis n° PA 013 071 15 C0006 le 23 décembre 2015, au service urbanisme de la commune des Pennes-Mirabeau, pour la création de 13 lots de terrains à bâtir situés au Parc des Amandiers, avenue des Rosiers.

La commune des Pennes Mirabeau s'est engagée auprès de CITIC SAS à établir des servitudes de passage et de tréfonds pour les réseaux d'eau potable et d'eaux usées existants et créés sous domaine privé.

Le certificat de non contestation de conformité des travaux a été délivré par la commune des Pennes-Mirabeau le 22 janvier 2018.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, Conseil de Territoire du Pays d'Aix, doit établir la servitude de passage et de tréfonds de la conduite :

- d'eaux usées pour les parcelles cadastrées:
 - a. AX 954 correspondant au lot 11: 3ml de réseau d'eaux usées créé de diamètre 160mm et 19,5 ml de réseau d'eaux usées existant de diamètre 200mm,
 - b. AX 952 correspondant à la voie: 5ml de réseau d'eaux usées créé de diamètre 200mm,
 - c. AX 953 correspondant à la voie: 55ml de réseau d'eaux usées créé de diamètre 200mm et 22,5ml de réseau d'eaux usées existant de diamètre 200mm,

Soit un linéaire total de 105ml.

- d'eau potable pour les parcelles cadastrées :
 - a. AX 953 correspondant à la voie : 45ml de réseau d'eau potable existant de diamètre 150mm,
 - b. AX 952 correspondant à la voie : 49ml de réseau d'eau potable créé de diamètre 100mm,
 - c. AX 950 correspondant à la placette, 15ml linéaire de réseau d'eau potable créé de diamètre 100mm et mise en place d'un poteau d'incendie,

Soit un linéaire total de 109ml et un poteau d'incendie.

Le poteau d'incendie situé sur la parcelle AX 950, qui est une placette, est rétrocédé à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette servitude de passage et de tréfonds est nécessaire afin d'assurer l'accès à la canalisation, son entretien ou sa réparation et d'éviter toutes dégradations.

Il est nécessaire d'autoriser les actes notariés finalisant cette servitude et procéder ensuite à l'enregistrement au service de publicité foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016

portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

- La délibération n°URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de régulariser la procédure d'établissement d'une servitude de passage et de tréfonds située au Parc des Amandiers – Lotissement les Rosiers, avenue des Rosiers sur la commune des Pennes-Mirabeau.

Délibère

Article 1 :

Est décidée la régularisation par acte authentique de la servitude de passage et de tréfonds concernant :

- les eaux usées pour les parcelles cadastrées:
 - d. AX 954 correspondant au lot 11: 3ml de réseau d'eaux usées créé de diamètre 160mm et 19,5ml de réseau d'eaux usées existant de diamètre 200mm,
 - e. AX 952 correspondant à la voie: 5ml de réseau d'eaux usées créé de diamètre 200mm,
 - f. AX 953 correspondant à la voie: 55ml de réseau d'eaux usées créé de diamètre 200mm et 22,5 ml de réseau d'eaux usées existant de diamètre 200mm,
- Soit un linéaire total de 105ml.

- l'eau potable pour les parcelles :
 - a. AX 953 correspondant à la voie : 45ml de réseau d'eau potable existant de diamètre 150mm,
 - b. AX 952 correspondant à la voie : 49ml de réseau d'eau potable créé de diamètre 100mm,
 - c. AX 950 correspondant à la placette, 15ml linéaire de réseau d'eau potable créé de diamètre 100mm et mise en place d'un poteau d'incendie,
- Soit un linéaire total de 109ml et un poteau d'incendie.

Article 2 :

Les frais d'acte seront à la charge exclusive de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les actes concourant à l'exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets annexes Eau en Délégation du Territoire du Pays d'Aix et d'Aubagne et Assainissement en Délégation du Territoire du Pays d'Aix, pour la section de fonctionnement – imputation 6137.

DEA 011-4806/18/BM

**■ Acquisition d'une partie de la parcelle AM 199 dans le cadre des travaux d'extension du réseau d'eaux usées de Plan de Campagne sur la commune des Pennes-Mirabeau
MET 18/8823/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Au regard des pollutions relevées sur le ruisseau du Baume Baragne, et par extension sur la réserve d'eau potable du Réaltor et le Canal de Marseille, la commune des Pennes-Mirabeau a décidé de procéder à une extension de son réseau d'assainissement collectif afin de supprimer les systèmes d'assainissement individuels encore présents sur la zone d'activité de Plan de Campagne. Ces extensions répondent aux préconisations de l'hydrogéologue concernant les périmètres de protection de la retenue du Réaltor, à l'arrêté préfectoral du 29 mars 2011 demandant la suppression de toutes les fosses septiques de la zone d'activité et aux orientations du SAGE de l'Arc.

Le but de ces travaux est d'assurer une meilleure qualité des eaux destinées à la consommation humaine en réduisant le flux de pollution apporté à la réserve du Réaltor. Ils joueront également un rôle sur la préservation du milieu en limitant les polluants arrivant dans l'Arc (le Baume Baragne étant un de ses affluents) ainsi que dans l'Etang de Berre.

Le projet prévoit la réalisation de nouveaux collecteurs d'assainissement répartis sur 5 sites :
Chemin de la Voilerie, Chemin de Velaux, CD 543 route de Calas, Chemin des Rigons et Chemin du Collet Rouge.

Pour mener à bien ce projet, il convient de créer un poste de relevage au niveau du Chemin du Collet Rouge sur la parcelle AM 199 appartenant à Monsieur VOGT. Cette parcelle a une superficie de 2.986m², dont 28m² sont nécessaires pour la création du poste de relevage.

L'acquisition foncière est donc de 28m². Un accord avec le propriétaire a été trouvé sur la base des conditions financières suivantes :

- Prix d'acquisition de 2.002€HT, prix moyen au m² donné par la commune des Pennes-Mirabeau.
- Les frais d'actes notariés sont assumés par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ?
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 déléguant une partie des compétences du Conseil de Métropole au Bureau de la Métropole et notamment l'acquisition de tous biens meubles et immeubles ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,
Délibère**

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition de 28m² de la parcelle AM199 située sur la commune des Pennes-Mirabeau pour un montant de 2.002€ HT, estimation faite par la commune des Pennes Mirabeau.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer tous les actes relatifs à cette acquisition.

Article 3 :

Les frais d'acte seront à la charge exclusive de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Annexe Assainissement en Délégation du Territoire du Pays d'Aix, pour la section d'investissement – Opération DI10 – imputation comptable 2111 – dépenses.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 012-4807/18/BM

**■ Approbation de la convention avec la SNCF Réseau relative à la servitude de passage d'une canalisation sanitaire dans l'emprise SNCF Réseau - desserte sanitaire du Chemin de la Nerthe à Marseille.
MET 18/8859/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux compétences en matière d'eau et d'assainissement qui lui étaient dévolues, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a réalisé l'extension de la desserte sanitaire du Chemin de la Nerthe à Marseille 16^{ème} arrondissement, dans le cadre du marché 150130 MA notifié le 16 novembre 2015.

La réalisation d'un ouvrage gravitaire impliquait le passage de la canalisation dans la parcelle cadastrée 909 OC 33 appartenant à la SNCF.

Les travaux ont pu être réalisés avec l'accord de la SNCF Réseau mais l'établissement d'une convention d'occupation pour passage en tréfonds de canalisation n'a pas pu être finalisé en raison de la réorganisation des services de la SNCF.

Il convient donc de régulariser cette occupation par la signature de la convention transmise par SNCF réseau.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil Métropole au Bureau de la Métropole ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la constitution d'une servitude en tréfonds de la parcelle cadastrée 909 OC 33 au PK 850+382, à la traversée de la ligne ferroviaire n°830000 de Paris-Lyon à Marseille Saint Charles, consentie par la SNCF Réseau, pour le passage de la canalisation sanitaire du Chemin de la Nerthe à Marseille 16^{ème}, doit être régularisée.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative à la servitude de passage d'une canalisation sanitaire dans l'emprise SNCF Réseau - desserte sanitaire du Chemin de la Nerthe 13016 Marseille de la SNCF Réseau consent au profit de la Métropole Aix Marseille Provence.

Article 2:

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document inhérent à l'établissement de l'acte authentique.

Article 3:

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'Assainissement du territoire Marseille-Provence – 3DEAA – sous politique F110 -nature 6378.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 013-4808/18/BM

**■ Demande de subventions d'investissement relatives aux travaux de réhabilitation des réseaux d'alimentation en eau potable et de collecte des eaux usées sur les communes rurales de Lamanon et Vernègues
MET 18/9234/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

La gestion et l'adaptation des réseaux d'eau et d'assainissement est une priorité pour la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais afin d'assurer la continuité des services publics, et répondre aux besoins de la population. C'est pourquoi la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite poursuivre son action et entreprendre un programme de travaux de réhabilitation de réseaux d'alimentation en eau potable et de collecte des eaux usées sur les

communes rurales de Lamanon et Vernègues. Les travaux seront lancés sur l'année 2019.

Le programme de travaux en eaux usées ou en eau potable présenté ci-dessous est issu des schémas directeurs, des modélisations et des diagnostics de réseau réalisés par les délégataires et élaborés en cohérence avec les programmes de travaux de réfection de voiries des communes.

L'estimation du coût global pour cette procédure s'élève à 460 000 € HT répartis de la façon suivante :

LAMANON :

Les travaux portent sur le réseau d'Eau Potable de la « Grand Rue » – 180 ml renouvellement et reprise branchement.

L'estimation du coût pour cette opération s'élève à : 100 000 €/HT.

Les travaux portent sur le réseau d'Eaux Usées de la « Grand Rue » – 225 ml renouvellement et reprise des branchements.

L'estimation du coût pour cette opération s'élève à : 130 000 €/HT.

VERNEGUES

Les travaux portent sur l'extension du réseau d'eau potable sur 465 ml Route de Charleval – D22.

L'estimation du coût pour cette opération s'élève à : 230 000 € HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental 13 «Fiche 11 – Aide au développement de la Provence rurale »	20 %	92 000 euros
Agence de l'Eau RMC « Gestion durable des services d'eau potable et d'assainissement pour les communes Rurales »	30 %	138 000 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire Pays Salonais	50 %	230 000 euros

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 relatif à la fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° FAG 064-3083/17/CM du 14 décembre 2017 créant les Autorisations de Programme n° 11 Assainissement 173110AS relative à l'opération 2017301101 Réseaux et infrastructures eaux usées et n° 12 Eau 173120EA Eau Potable relative à l'opération 2017301201 Réseaux et infrastructures alimentation en eau potable ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 10 décembre 2018 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que par délibération n° FAG 064-3083/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la programmation des opérations d'investissement du Territoire du Pays Salonais, ont été approuvés le programme n°11 Assainissement (173110AS) relative à l'opération 2017301101 Réseaux et

infrastructures eaux usées et le programme n°12 Eau potable (173120EA) relative à l'opération 2017301201 Réseaux et infrastructures alimentation en eau potable ;

- Qu'il est décidé de procéder aux travaux de réhabilitation des réseaux d'alimentation en eau potable et de collecte des eaux usées sur la commune rurale de Lamanon et aux travaux d'extension du réseau d'eau potable sur la commune rurale de Vernègues ;
- Qu'il convient de solliciter des subventions auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à la réalisation de cette opération,

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à réaliser ces opérations sur les réseaux d'eau potable et d'assainissement selon les principes des Chartes Qualité nationales des réseaux d'eau potable et d'assainissement (sauf pour l'application du critère technique prépondérant pour l'utilisation d'accords-cadres existants établis avec un critère prix prépondérant).

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget primitif 2019 et suivants des budgets Annexes Eau et Assainissement du Territoire du Pays Salonais Eau potable - Opération : 2017 3 012 01 – Nature 21531 et Assainissement - Opération : 2017 3 011 01 - Nature : 21532.

Les recettes correspondantes seront inscrites au Budget primitif 2019 et suivants des budgets Annexes Eau potable et Assainissement du Territoire du Pays Salonais, section d'investissement – Nature 1313 et 13111.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 014-4809/18/BM

**■ Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) d'intention du Bassin Versant de l'Arc - Validation du Programme et approbation d'une convention-cadre
MET 18/8734/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence est traversé par le fleuve côtier de l'Arc. Le Syndicat d'Aménagement du Bassin de l'Arc (SABA) a pour missions principales la prévention des inondations, l'entretien du lit et des berges du cours d'eau et de ses affluents, et la mise en valeur des milieux aquatiques.

Ce fleuve, comme l'ensemble des cours d'eau soumis au régime climatique méditerranéen, peut générer des inondations catastrophiques à l'image de celles survenues dans le Var en 2010-2011 et 2014 ou dans les Alpes Maritimes en 2015.

L'Arc a lui-même connu des crues d'intensité et de fréquence variables. Durant les 40 dernières années, le cours d'eau a subi 6 crues importantes (1972, 1973, 1978, 1993, 2003, 2008).

Les dégâts occasionnés par ces crues passées et l'urbanisation croissante du bassin versant ont mis en évidence la nécessité d'engager des actions fortes pour la gestion du risque inondation.

Les outils Contrat de Rivière et SAGE dont est doté le Syndicat depuis plus de 10 ans témoignent de la prise en compte concertée du risque inondation sur le bassin et de la volonté de conduire une réelle politique en la matière.

Pour prévenir ce risque et y faire face, le Syndicat de l'Arc a décidé d'engager les procédures nécessaires à la mise en place d'un programme de prévention des inondations sur son bassin versant.

Le Syndicat d'Aménagement du Bassin de l'Arc a ainsi approuvé, par délibération n°13/04 du 31 Janvier 2013, d'engager une démarche formelle de Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) d'intention.

Le PAPI d'Intention de l'ARC a été labellisé par la Commission Mixte Inondation le 15 Décembre 2016.

Le Conseil Régional PACA, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et la Ville d'Aix ont délibéré favorablement.

La Métropole est associée comme signataire du PAPI d'Intention en tant qu'acteur en charge de la GEMAPI sur le territoire.

Il est proposé d'approuver, puis de signer, la convention-cadre qui définit les maîtrises

d'ouvrages des différentes actions du PAPI, le coût de ces actions, le financement par les différents partenaires que sont l'Etat, la Région PACA, le Département des Bouches-du-Rhône, l'Agence de l'Eau et le Syndicat. La convention-cadre concerne la période 2017-2021 (un décalage se fera en fonction de l'année de signature effective de la convention), soit une durée de 5 ans afin de mener l'ensemble des actions du PAPI d'intention. A ce jour, il est à noter que la Métropole ne porte pas d'engagement financier dans le cadre de cette convention. En tant que membre du SABA, la Métropole se positionne activement dans la participation et le déroulé des actions PAPI d'Intention.

Sur la durée de la convention, le coût total prévisionnel du programme (toutes maîtrises d'ouvrages confondues) est évalué à de 2.149.800 € TTC. Ce coût global se répartit selon les différents axes stratégiques et actions du programme de la manière suivante :

Axe 0 : Organisation, pilotage et gestion

Axe I : Amélioration de la connaissance et de la conscience du risque

Axe II : Surveillance et prévision des crues et des inondations

Axe III : Alertes et gestion de crise

Axe IV : Prise en compte du risque inondation dans l'urbanisme

Axe V : Actions de réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens

Axe VI : Ralentissement dynamique des écoulements

Axe VII : Gestion des ouvrages de protection hydraulique

Ce coût total, évalué à 2.149.800 € TTC qui se répartit entre les différents axes du programme, est détaillé dans la convention en annexe de la délibération.

La répartition et l'échéancier sont détaillés ci-dessous :

	Engagement prévisionnel des dépenses par année €HT					
	2017	2018	2019	2020	2021	Total
SABA	177519	258433	143828	70074	64317	714170
Région PACA	65434	118884	82091	28436	25436	320280
Agence de l'eau	46587	68720	37372	17198	15623	185500
Etat	183612	270842	147291	67781	61575	731100
Département 13	49915	73628	40041	18426	16739	198750
Total	539910	796410	796410	199310	181060	2149800

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2121-7, 5211-20, 5215-21, 5218-1 et 5218-7;
- Le Code de l'Environnement dans son ensemble, notamment les articles L. 211-7 et L-213-12 et en particulier les articles introduits ou modifiés par :
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n° 2003-699 du 30/07/2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages (titre II « risques naturels »),
- La loi n°2010 -788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal n°FAG 001-4256/18 CM du 20 septembre 2018 portant élection de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du 15 décembre 2016 engageant la Métropole dans une démarche SOCLE ;
- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2016 – 2021 ;
- Le Schéma départemental de coopération intercommunale (SDCI) du Département des Bouches-du-Rhône approuvé par arrêté préfectoral le 20 mars 2017 ;
- La délibération du 19 octobre 2017 actant l'organisation de la compétence GEMAPI au 1er janvier 2018 ;
- Le Schéma d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau (SOCLE) de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Rapport de présentation et d'état des lieux, premier rapport d'étape septembre 2017

joint en annexe de la délibération du 19 octobre 2017 citée ci-dessus ;

- La délibération du 14 décembre 2017 actant la conservation de l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain abrogeant les délibérations n° HN 056-187/16/CM, HN 088-219/16/CM, HN 108-239/16/CM, HN 129-260/16/CM, HN 143-274/16/CM, HN 157-288/16/CM du Conseil de Métropole du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux six Conseils de Territoire.
- Le Cahier des charges relatif à la labellisation des PAPI 2ème génération présenté le 17 Février 2011.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) d'intention du bassin versant de l'Arc pour un montant de 2.149.800 € TTC est soumis à la signature d'une convention-cadre pluriannuelle entre l'Etat, le Conseil Régional PACA, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, l'Agence de l'Eau, la Ville d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Considérant que ladite convention fixe les modalités de la mise en œuvre du PAPI d'intention du bassin versant de l'Arc, arrêtant notamment le programme d'actions, le plan de financement et le calendrier prévisionnel de réalisation ;
- Qu'il n'y aura pas d'impact financier direct pour la Métropole tant que le SABA sera porteur de la démarche PAPI d'Intention.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention du Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) d'intention du Bassin Versant de l'Arc ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention-cadre.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 015-4810/18/BM

**■ Renouveaulement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Territoires Solidaires et paiement de la cotisation 2019
MET 18/8651/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

« Territoires Solidaires » est une association de loi 1901, créée le 11 juillet 2011 regroupant les acteurs de la coopération internationale de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Cette association a pour objectif le développement et l'amélioration qualitative des actions de coopération décentralisée et de solidarité internationale conduites par l'ensemble des acteurs publics et privés situés sur le territoire de la région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Ses missions et ses moyens d'actions sont :

- le développement et l'amélioration qualitative des actions de coopération décentralisée et de solidarité internationale conduites par l'ensemble des acteurs publics et privés situés sur le territoire de la région Provence-Alpes-Côte-D'azur, au premier rang desquels les collectivités territoriales,

- le conseil et l'accompagnement des institutions, organismes et associations dans leurs actions de coopération et de solidarité internationale : ingénierie de projets, recherches de financements, partenariats techniques...,

- la mise en place d'interconnexions entre l'ensemble de ces acteurs et l'appui aux initiatives locales, régionales, nationales et internationales,

- la mutualisation et la capitalisation des informations et des ressources dans le domaine de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale conduites au niveau local et à l'international, la conception et la mise en place des dispositifs d'appui visant au renforcement des capacités de l'ensemble de ces acteurs : formation, professionnalisation, veille sur les dispositifs institutionnels...,

- la mise en œuvre d'initiatives communes entre ces acteurs et leurs homologues étrangers,

- la valorisation des compétences et des savoir-faire de l'ensemble des acteurs publics et privés situés sur le territoire dans le domaine de la coopération internationale, la représentation des acteurs de la coopération auprès des institutions nationales, européennes et internationales ainsi qu'auprès des bailleurs de fonds,

- la fonction de plate-forme locale et régionale permettant aux acteurs concernés de se concerter,

de s'associer et de mettre en cohérence les actions menées.

Grâce à sa politique internationale fondée notamment sur la loi Oudin, sur des relations étroites avec les organisations internationales et sur la participation à de nombreux projets européens, la Métropole Aix-Marseille-Provence est un des acteurs locaux majeurs de la coopération, qui aurait toute sa place dans une entité telle que « Territoires Solidaires » et pourrait bénéficier des synergies qui s'y développent.

Les statuts de l'association permettent aux personnes morales : Collectivités Territoriales, associations, hôpitaux ... de devenir membres de cette association, offrant ainsi une opportunité pour renforcer les compétences, créer des passerelles entre les projets respectifs, rencontrer les différents publics acteurs ou bénéficiaires des projets, et s'inscrire dans une dynamique d'échanges, de concertation, de mutualisation avec les autres acteurs de la coopération internationale.

Compte tenu de l'objet et des objectifs poursuivis par l'association Territoires Solidaires, il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence renouvelle son adhésion à cette association pour l'année 2019.

Le montant de la cotisation 2019 est de 5 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2005-95 du 9 février 2005 relative à la coopération internationale des collectivités territoriales et des agences de l'eau dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement, dite loi Oudin.
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

- La délibération n° DEA 010-893/16/CM du Conseil de la Métropole du 19 septembre 2016 portant adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'association Territoires Solidaires et paiement de la cotisation 2016 ;
- La délibération n° DEA 010-2228/17/BM du Bureau de la Métropole du 13 juillet 2017 portant renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Territoires Solidaires et paiement de la cotisation 2017 ;
- La délibération n° DEA 017-3497/18/BM du Bureau de la Métropole du 15 février 2018 portant renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Territoires Solidaires et paiement de la cotisation 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est important que la Métropole Aix-Marseille-Provence renouvelle son adhésion à l'association Territoires Solidaires qui a pour objectif le développement et l'amélioration qualitative des actions de coopération décentralisée et de solidarité internationale conduites par l'ensemble des acteurs publics et privés situés sur le territoire de la région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Territoires Solidaires et le paiement de la cotisation 2019 d'un montant de 5 000 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'Eau, sous-politique F170, nature 6281 3DEAE (2 500 €) et au budget annexe de l'Assainissement sous-politique F110, nature 6281 3DEAA (2 500 €)

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 016-4811/18/BM

**■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Institut Méditerranéen de l'Eau et paiement de la cotisation 2019
MET 18/8659/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences relatives à la gestion des services de l'eau et de l'assainissement, il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence soit représentée au sein d'associations regroupant l'ensemble des acteurs publics et privés dans ce domaine sensible et vital pour le développement de son territoire.

L'Institut Méditerranéen de l'Eau a pour objet principal le développement de la coopération transméditerranéenne entre les collectivités locales et les professionnels (institutionnels, experts,...) de l'eau, de l'assainissement, de l'irrigation, de l'énergie et de l'environnement.

Sa mission est de faciliter et d'initier, avec les institutions et opérateurs publics et privés de la région méditerranéenne, des actions de coopération régionale dans le domaine de la gestion de l'eau et des services associés.

L'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette organisation permettra des échanges de savoir-faire et un partage d'expériences et de bonnes pratiques au service d'une gestion optimale de l'eau résolument inscrite dans une perspective de développement durable.

Aussi, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'adhérer à l'Institut Méditerranéen de l'Eau par délibération n°DEA 001-1864/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 et de renouveler son adhésion à cette association par délibération n°DEA 016-3496/18/BM du Bureau de la Métropole du 15 février 2018.

Compte tenu de l'objet et des objectifs poursuivis par l'Institut Méditerranéen de l'Eau, il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence renouvelle son adhésion à cette association pour l'année 2019.

Le montant de la cotisation est fixé, au titre de l'année 2019 à 10 800 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2005-95 du 9 février 2005 relative à la coopération internationale des collectivités territoriales et des agences de

l'eau dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement, dite loi Oudin.

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°DEA 001-1864/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 portant adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'Institut Méditerranéen de l'Eau et paiement de la cotisation 2017 ;
- La délibération n°DEA 016-3496/18/BM du Bureau de la Métropole du 15 février 2018 portant renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Institut Méditerranéen de l'Eau et paiement de la cotisation 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est important pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de renouveler son adhésion à l'Institut Méditerranéen de l'Eau afin de favoriser le développement de la coopération et les échanges avec les pays du bassin méditerranéen dans le domaine de la gestion de l'eau et des services associés.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'Institut Méditerranéen de l'Eau et le paiement de la cotisation 2019 d'un montant de 10 800 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'Eau, Sous-Politique F170, Nature 6281 3DEAE (CT1) pour 5 400 euros et au budget annexe de l'assainissement, Sous-Politique F110, Nature 6281 3DEAA (CT1) pour 5 400 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Voirie, Espaces
Publics et Grands
équipements métropolitains"**

VOI 001-4812/18/BM

**■ Projet de liaison routière RD6-A8 - Cession de
terrains de la Métropole au Département
MET 18/8741/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'aménagement de la RD6 à 2X2 voies a été engagé par le Conseil départemental depuis plusieurs années sur la base du schéma départemental de voirie, en vue d'assurer :

- une fonction d'aménagement du territoire,
- une desserte locale mieux adaptée aux besoins,
- une amélioration de la sécurité des usagers et des riverains.

L'objectif initial du projet était de permettre la desserte du bassin minier et des zones industrielles de Rousset-Peynier-Fuveau. Ces dernières ayant connu des implantations d'activités économiques importantes, il est apparu nécessaire d'étudier une liaison directe entre l'autoroute A8 et la RD6 pour assurer une continuité des grands flux de circulation (estimés à 33 000 véh/j à l'horizon 2025).

La section de la RD6 à 2x2 voies se termine aux Bastidons à Meyreuil. La RD96 assure la liaison entre la RD6 et l'autoroute A8, et traverse le hameau de la Barque sur la commune de Fuveau. Cette infrastructure routière n'est plus adaptée à l'important trafic de transit à l'intérieur de la Barque (16 700 Veh/J en 2007 dont 8% de poids lourds) qui se répartit pour 1/3 vers l'Ouest, 1/3 vers le Sud et 1/3 vers l'Est.

Les objectifs et les enjeux du projet sont donc :

- de créer une liaison entre la RD6, l'A8 et la RD96,
- de dévier le trafic traversant de la RD96 traversant le hameau de la Barque,
- d'améliorer la sécurité et le cadre de vie du hameau de la Barque.

Le projet est actuellement en phase d'études post-DUP, la mise en service est prévue pour fin 2022. La priorité est, à ce stade, la réalisation du giratoire RD96/bretelle A8.

Ce projet a été identifié dans le cadre du « Protocole financier relatif aux projets routiers structurants du Département sur le territoire du Pays d'Aix » conclu entre la CPA et le Département des Bouches-du-Rhône en date du 30 septembre 2014. Il bénéficie à ce titre d'un financement de 20 % (4,8 M€ / HT) du coût global du projet estimé à 24 M€ / HT.

Ce projet nécessite pour le Département des Bouches-du-Rhône l'acquisition des parcelles cadastrées section AB n°139 et 141 pour des superficies de 33 et 599 m² (issues des parcelles AB 64 et 68), dont la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire. Ces terrains ont été évalués par le Service des Domaines à 84 380 €.

Les services de la Direction des routes du Département ont présenté à la Métropole l'impact du projet au droit de la piscine de Fuveau. Au niveau de la piscine et du parking le talus sera rogné sur sa partie extérieure, sans conséquence sur le terrain d'assiette de l'équipement. De plus, une GBA et un écran acoustique seront posés sur tout le linéaire depuis l'insertion de la RD6 à l'est jusqu'à la limite du terrain d'assiette de la piscine à l'ouest. Le Département réalisera par ailleurs un piquetage de l'emprise réelle des acquisitions foncières sur le terrain, en lien avec les gestionnaires du service piscine.

Le planning précis des travaux sera transmis à la Métropole pour éventuellement pouvoir ajuster les conditions d'exploitation des espaces extérieurs de la piscine, en fonction des nuisances éventuelles identifiées (bruit, poussière).

S'agissant d'un projet d'intérêt général, soutenu par la Métropole, il est proposé que la cession de ce foncier se fasse à titre gracieux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- L'avis des Domaines n° 2018-040V1577 en date du 23 juillet 2018.

**Où il le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

Considérant

- Que dans le cadre du projet routier de liaison RD6-A8, le Département des Bouches-du-Rhône sollicite la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la cession

d'une partie de son foncier sur la commune de Fuveau.

Délibère

Article 1 :

Est décidé de céder à titre gracieux au Département des Bouches-du-Rhône les parcelles cadastrées section AB n°139 et 141 pour des superficies de 33 et 599 m² (issues des parcelles AB 64 et 68) sises sur la commune de Fuveau, pour la réalisation du barreau de liaison entre la RD6 et l'A8.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents relatifs à cette cession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 002-4813/18/BM

**■ Approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement Arcadis - Bonnard et Gardel concernant le marché n°08-004 relatif à la maîtrise d'oeuvre pour la réhabilitation du tunnel sous le Vieux-Port à Marseille (2ème arrondissement)
MET 18/8965/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le tunnel sous le Vieux-Port, situé en plein cœur de Marseille est un élément majeur de la trame circulatoire de l'hyper-centre de la ville car il assure une liaison entre l'autoroute A55 au Nord et l'autoroute A50 à l'Est. Il se situe en partie sous le bassin du Vieux-Port et relie le tunnel Prado Carénage au tunnel sous la Major.

Cet ouvrage présente les caractéristiques d'un tunnel routier à deux fois deux voies de circulation. Sa construction date du milieu des années soixante pour une mise en service en 1967. Il est constitué de 2 tubes unidirectionnels (tube Est de 598 mètres auquel il faut ajouter 53 mètres de tranchée couverte et tube Ouest de 609 mètres auquel s'adosse 49 mètres de paralumes).

La réglementation applicable à ce type d'ouvrage a particulièrement évolué ces dernières années et des améliorations des systèmes relatifs à la sécurité ont dû être mis en œuvre conformément à la circulaire N°2000-63 du 25 août 2000 relative à la sécurité dans les tunnels routiers, dite circulaire Mont Blanc. Par ailleurs, un diagnostic de l'ouvrage avait révélé plusieurs types de dysfonctionnements (équipements vieillissants, fissurations du génie civil et problème d'étanchéité).

Ainsi, l'opération de réhabilitation du tunnel sous le Vieux-Port concernait des travaux importants de rénovation et de mise à niveau de la sécurité des tunnels Vieux-Port, Saint Maurice et du Pont Vaudoyer (sortie centre-ville).

Par délibérations n° VOI 42/192/BC du 26/03/2007 et VOI 004-980/07/BC du 19/11/2007, le Bureau de la Communauté Urbaine de Marseille Provence Métropole (MPM) qui est devenue le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP), a conclu la passation du marché de maîtrise d'œuvre n°08/004 pour la réhabilitation du tunnel sous le Vieux-Port, avec le groupement solidaire ARCADIS / BONNARD & GARDEL.

Le marché a été notifié au groupement de maîtrise d'œuvre le 15 janvier 2008 pour un forfait provisoire de rémunération égal à 860 600,00 € HT.

A l'issue des études d'avant-projet, l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux a été déterminée. Dès lors, après avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres, conformément aux dispositions de l'article 19 III du Code des marchés publics et au décret n°93-1268 du 29 novembre 1993, le forfait définitif de rémunération a été arrêté par Avenant n°1, en date du 2 décembre 2009 au montant de 1 227 520,85 € HT.

Dans le cadre de l'avancement de l'opération, le groupement solidaire EIFFAGE TRAVAUX PUBLICS (Mandataire)/ AXIMA SEITHA/CLEMESSY / FORCLUM a été déclaré titulaire du marché n° 10/135/MPM pour les travaux de réhabilitation.

Le marché de travaux a été notifié au Titulaire le 07 décembre 2010.

Un ordre de service n°20 du 27 novembre 2012 adressé par le Maître d'ouvrage au Maître d'œuvre a repris le montant de ce marché de travaux. Le « coût de réalisation des travaux initial » qui engage le Maître d'œuvre a été fixé à 14 978 958,15 € HT.

Le seuil de tolérance prévu dans le cahier des clauses administratives particulières du marché de maîtrise d'œuvre, compte tenu du coût de référence ci-dessus s'élève à 15 727 906,06 € HT.

Or, le décompte final des travaux constaté par l'OS n°22 du 27 avril 2015 s'élevait à 17 187 613,42 € HT, exposant ainsi le Maître d'œuvre à la pénalité pour dépassement du seuil de tolérance.

Néanmoins, par avenant N°2 notifié en mai 2016, le Maître d'Ouvrage a acté des évolutions de programme, des sujétions techniques imprévues et des adaptations de chantier non-imputables au maître d'œuvre, dont le coût a été évalué à 1 693 033,51 € HT. Dès lors, le maître d'ouvrage a considéré qu'il n'y avait pas lieu d'appliquer les pénalités de retard au maître d'œuvre.

En date du 30 mai 2016, le groupement de Maîtrise d'œuvre a fait parvenir à la Métropole une demande de rémunération complémentaire.

Conformément à l'article 40.1 du CCAG-PI, l'absence de décision de la personne publique dans un délai de deux mois compté à partir de la réception du mémoire de réclamation vaut rejet de la réclamation. En vertu de l'article 40.2 du CCAG-PI, le rejet implicite de cette réclamation a conduit le groupement de Maîtrise d'Œuvre à saisir le CCIRAL de Marseille le 2 janvier 2017 au titre de l'indemnisation demandée.

Le Maître d'ouvrage a produit ses observations en défense dans un mémoire en réponse reçu par le Comité le 25 juillet 2017, analysant les prétentions du Titulaire et concluant au rejet partiel de la réclamation. Cette position du Maître d'ouvrage a été transmise via le CCIRAL au groupement de Maîtrise d'œuvre le 8 septembre 2017.

Par courrier en date du 19 octobre 2017, le CCIRAL a informé la Métropole d'une proposition de convergence du groupement de maîtrise d'œuvre revoyant à la baisse sa demande indemnitaire de 652 046 euros HT à 317 030 Euros HT.

Conformément aux dispositions édictées par le Code des marchés publics et le décret N°2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics, après instruction contradictoire de la réclamation et suite à la séance de conciliation du 28 juin 2018, le CCIRAL de Marseille notifiait le 20 Juillet 2018, un avis au terme duquel il préconisait aux Parties la conclusion d'une transaction prévoyant le versement par le Maître d'ouvrage au Groupement ARCADIS – BONNARD et GARDEL d'une somme de 146 000 euros HT.

De surcroît, ce montant doit être majoré du calcul des révisions de prix pour un montant arrêté conventionnellement à la somme de 162 998,31 euros HT.

Le protocole transactionnel établi au vu de cet avis et joint en annexe, est soumis au Bureau de la Métropole pour approbation et permet de ramener la réclamation par la voie transactionnelle de 652 046 euros HT à 162 998,31 euros HT (révision de prix inclus).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Le décret N°2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le marché n° 08/004 relatif à la maîtrise d'oeuvre du tunnel sous le Vieux-Port à Marseille ;
- La réclamation présentée par le groupement ARCADIS - BONNARD et GARDEL le 2 janvier 2017, concernant le marché susvisé ;
- L'avis du CCIRAL du 28 Juin 2018 notifié à la Métropole le 20 juillet 2018 concernant l'affaire n° 2017-01 portant sur la réclamation du groupement susvisé sur le marché N°08-004 passé avec la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et à laquelle s'est substituée la Métropole à compter du 1er janvier 2016 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence du 11 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la stricte application du protocole transactionnel permet de clore définitivement le différend né de l'exécution du marché n°08-004, et entraîne que le groupement de maîtrise d'oeuvre renonce à toute instance et action future devant ledit Comité et les tribunaux, sur le fondement du même litige.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le recours à la procédure de transaction avec le groupement ARCADIS -

BONNARD et GARDEL, afin de régler les sommes restant dues au titre du marché n°08-004.

Article 2 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé portant sur une rémunération complémentaire de 162 998,31 euros HT soit 195 597,97 euros TTC, au titulaire du marché susvisé.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Nature :4581091109 - Fonction : 851 - Numéro d'opération : 2009110900 Sous politique : C311

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Culture et sport,
 grands événements
 métropolitains"***

CSGE 001-4814/18/BM

■ **Approbation de conventions avec la société S2G et des associations sportives, ainsi qu'avec le SDIS 13, relatives aux modalités d'utilisation du complexe aquatique Cap Provence pour l'année 2018-2019**
MET 18/9267/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération EPPS n° 002-683/13/CC du 31 octobre 2013, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a délégué par contrat d'affermage la gestion et l'exploitation de la piscine Cap Provence à la Société S2G (Société d'Exploitation du stade nautique Cap Provence). Ce contrat a été conclu pour une durée de six ans à compter du 1er janvier 2014.

En vertu de l'article 18.2 du contrat d'affermage n° 13/218, l'accueil, au sein du complexe aquatique Cap Provence, des clubs et associations sportifs du territoire métropolitain, qui en font la demande, doit faire l'objet d'une convention tripartite entre l'Association, le Déléataire et l'autorité délégante.

Le délégataire propose d'accueillir les associations suivantes :

- L'association « Cercle d'Activités Aquatiques de Provence » (CAAP),
- L'association sportive du Collège Saint Augustin situé à Carnoux-en-Provence
- L'association sportive du Collège les Gorguettes -Gilbert Rastoin situé à Cassis

L'association « Cercle d'Activités Aquatiques de Provence » (CAAP) a été créée en 2010. Composée de près d'une centaine d'adhérents, elle a pour but de développer et de favoriser la pratique des différentes activités aquatiques, telles que l'apnée, la nage avec palmes, la natation sportive et la préparation au secourisme et au brevet de Sécurité et Sauvetage Aquatique.

Les activités proposées par ces associations entrent dans le cadre des activités que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite voir se développer au sein du complexe aquatique Cap Provence.

Par ailleurs, avec l'accord de la collectivité, le délégataire propose d'accueillir gratuitement le SDIS 13, pour deux séances d'une heure par semaine, en échange de la mise en œuvre annuelle par les sapeurs-pompiers de la Formation Continue des Equipiers (FCE) aux personnels du Stade Nautique.

Les conventions proposées ont pour objet de définir les modalités d'utilisation des installations du complexe aquatique Cap Provence par ces différentes structures et de fixer les relations entre la Métropole, ces structures et le délégataire S2G.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération EPPS n°002-683/13/CC du 31 octobre 2013 approuvant le choix du délégataire et du contrat de Délégation de Service Public n°13/218 relatif à « la gestion et l'exploitation de la piscine Cap Provence » ;
- La délibération EPPS n°007-834/15/CC du 19 février 2015 portant approbation de l'avenant n°1 relatif au remplacement d'annexes du contrat.

- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil Métropole au Bureau de la Métropole ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'en vertu de l'article 18.2 du contrat n°13/218, l'accueil des clubs et associations sportifs du territoire métropolitain doit faire l'objet d'une convention tripartite ;
- L'intérêt de la Métropole de valoriser les activités associatives au sein du Complexe Aquatique Cap Provence ;
- Que les activités proposées par les associations, CAAP et associations sportives des collèges Saint-Augustin et Les Gorguettes, entrent dans le cadre des activités que la Métropole souhaite voir se développer au sein de la piscine Cap Provence ;
- Que la Métropole accorde la gratuité au SDIS pour deux séances d'une heure par semaine ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les conventions ci-annexées conclues avec chacune des associations et le délégataire S2G relatives aux modalités d'utilisation des installations du complexe aquatique Cap Provence pour l'année 2018-2019.

Article 2:

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec le SDIS 13 et le délégataire S2G relative aux modalités d'utilisation des installations du complexe aquatique Cap Provence pour l'année 2018-2019.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer ces conventions.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 002-4815/18/BM

**■ Renouvellement de l'adhésion à l'association
Marseille Expos et paiement de la cotisation
2019**

MET 18/9303/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association Marseille Expos a pour objet de promouvoir l'art contemporain auprès du public sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Pour atteindre ses objectifs, l'association propose notamment :

- de concevoir et d'organiser des expositions et manifestations d'art contemporain ouvertes au public, dont la manifestation « Printemps de l'Art Contemporain » ;
- de communiquer et de promouvoir les expositions, manifestations et événements se déroulant sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le domaine de l'art contemporain, grâce à différents supports de communication (édition et distribution d'un programme bimestriel, site internet, newsletters, réseaux sociaux...) ;
- d'être une plateforme d'échanges entre ses membres dans le domaine de l'art contemporain ;
- et d'organiser des rencontres et/ou des formations professionnelles pour le secteur des arts visuels.

Cette association est donc une ressource importante et indispensable permettant d'appuyer une programmation artistique riche et dynamique dans le domaine de l'art contemporain.

Le Centre d'Art Contemporain, lieu d'expositions situé sur le Territoire Istres-Ouest Provence, développe des actions de soutien, de diffusion, de médiation et d'émergence de la jeune création artistique dans le domaine de l'art contemporain.

L'Artothèque intercommunale permet, sur le Territoire Istres-Ouest Provence, de constituer un fonds d'œuvres d'art contemporain, de le présenter, le diffuser et de le prêter avec le concours du réseau des médiathèques du Territoire Istres-Ouest Provence.

Ces deux établissements contribuent ainsi à la dynamisation de la scène artistique française et internationale dans ce domaine et participent à la construction et au développement, sur le Territoire Istres-Ouest Provence, d'une politique active, dynamique et vivante en matière d'art contemporain.

Aussi, compte tenu de l'objet et des objectifs poursuivis par l'association Marseille Expos, la Métropole Aix-Marseille Provence a décidé d'adhérer à cette association par délibération n° CSGE 005-1888/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 et de renouveler son adhésion pour l'année 2018 par délibération n° CSGE 003-

3582/18/BM du Bureau de la Métropole du 22 mars 2018.

Pour permettre au Centre d'art contemporain du Territoire Istres-Ouest Provence ainsi qu'à l'Artothèque intercommunale de continuer à bénéficier des actions de promotion, de formation et d'organisation d'événementiels mises en œuvre par l'association Marseille Expos, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association au titre de l'année 2019.

Le montant de la cotisation annuelle, pour les structures de plus de 10 salariés/agents, s'élève pour l'année 2019 à 1 500 euros .

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° CSGE 005-1888/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 portant adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Marseille Expos et paiement de la cotisation 2017 ;
- La délibération n° CSGE 003-3582/18/BM du Bureau de la Métropole du 22 mars 2018 portant renouvellement de l'adhésion à l'association Marseille Expos et paiement de la cotisation 2018.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Que pour permettre au Centre d'art contemporain du Territoire Istres-Ouest Provence ainsi qu'à l'Artothèque intercommunale de continuer à bénéficier des actions de promotion, de formation et d'organisation d'événementiels mises en œuvre par l'association Marseille Expos, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association pour l'année 2019 ;
- Qu'il convient d'approuver la cotisation annuelle, d'un montant de 1 500 euros, pour l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association au titre de l'année 2019.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Marseille Expos pour l'année 2019 ainsi que le règlement de la cotisation afférente, d'un montant de 1 500 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la Métropole – chapitre 011 – nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

LES DELIBERATIONS
CONSEIL DU 13 DÉCEMBRE 2018

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Conseil de Métropole

13 DÉCEMBRE 2018

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole et aux portes des Hôtel de Ville des Communes Membres à partir du 17 décembre 2018 et ce, pour une durée de deux mois.



Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Béatrice ALIPHAT - Martial ALVAREZ - Christophe AMALRIC - Patrick APPARICIO - Sophie ARTARIA-AMARANTINIS - Michel AZOULAI - Mireille BALLETTI - Sylvia BARTHELEMY - Marie-Josée BATTISTA - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Moussa BENKACI - François BERNARDINI - Sabine BERNASCONI - André BERTERO - Jean-Pierre BERTRAND - Jacques BESNAÏNOU - Solange BIAGGI - Roland BLUM - Odile BONTHOUX - Jacques BOUDON - Michel BOULAN - Frédéric BOUSQUET - Gérard BRAMOULLÉ - Christian BURLE - Marie-Christine CALATAYUD - Henri CAMBESSEDES - Jean-Louis CANAL - Laure-Agnès CARADEC - Marie-Arlette CARLOTTI - Eric CASADO - Eugène CASELLI - Roland CAZZOLA - Martine CESARI - Philippe CHARRIN - Gaby CHARROUX - Maurice CHAZEAU - Gérard CHENOZ - Jean-David CIOT - Frédéric COLLART - Auguste COLOMB - Monique CORDIER - Jean-François CORNO - Georges CRISTIANI - Robert DAGORNE - Sandra DALBIN - Sandrine D'ANGIO - Michel DARY - Monique DAUBET-GRUNDLER - Philippe DE SAINTDO - Anne-Marie D'ESTIENNE D'ORVES - Nouriat DJAMBAE - Pierre DJIANE - Frédéric DOURNAYAN - Marie-France DROPY- OURET - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Hervé FABRE-AUBRESPY - Nathalie FEDI - Jean-Claude FERAUD - Patricia FERNANDEZ-PEDINIELLI - Gilbert FERRARI - Céline FILIPPI - Claude FILIPPI - Richard FINDYKIAN - Dominique FLEURY- VLASTO - Olivier FREGEAC - Arlette FRUCTUS - Josette FURACE - Loïc GACHON - Daniel GAGNON - Alexandre GALLESE - Danièle GARCIA - Jean-Claude GAUDIN - Gérard GAZAY - Hélène GENTE-CEAGLIO - Jacky GERARD - Samia GHALI - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Philippe GINOUX - Jean-Pierre GIORGI - Jean-Pascal GOURNES - Philippe GRANGE - Albert GUIGUI - Frédéric GUINIERI - Olivier GUIROU - Daniel HERMANN - Garo HOVSEPIAN - Eliane ISIDORE - Nicolas ISNARD - Noro ISSAN-HAMADY - Maryse JOISSAINS MASINI - Nicole JOULIA - André JULLIEN - Didier KHELFA -

Dany LAMY - Michel LAN - Albert LAPEYRE - Eric LE DISSÈS - Stéphane LE RUDULIER - Michel LEGIER - Gisèle LELOUIS - Gaëlle LENFANT - Annie LEVY-MOZZICONACCI - Hélène LHEN-ROUBAUD - Marie-Louise LOTA - Jean-Pierre MAGGI - Antoine MAGGIO - Irène MALAUZAT - Richard MALLIÉ - Joël MANCEL - Bernard MARANDAT - Rémi MARCENGO - Stéphane MARI - Jeanne MARTI - Régis MARTIN - Bernard MARTY - Christophe MASSE - Florence MASSE - Danielle MENET - Arnaud MERCIER - Xavier MERY - Yves MESNARD - Marie-Claude MICHEL - Danielle MILON - Richard MIRON - Jean-Claude MONDOLINI - Jean MONTAGNAC - Pascal MONTECOT - Yves MORAIN - Pascale MORBELLI - Roland MOUREN - Marie MUSTACHIA - Lisette NARDUCCI - Jérôme ORGEAS - Patrick PADOVANI - Patrick PAPPALARDO - Didier PARAKIAN - Chrystiane PAUL - Serge PEROTTINO - Catherine PILA - Patrick PIN - Marc POGGIALE - Jean-Jacques POLITANO - Gérard POLIZZI - Henri PONS - Véronique PRADEL - Muriel PRISCO - Marine PUSTORINO-DURAND - Bernard RAMOND - Julien RAVIER - Stéphane RAVIER - Martine RENAUD - Jean ROATTA - Marie-Laure ROCCA-SERRA - Carine ROGER - Georges ROSSO - Alain ROUSSET - Michel ROUX - Lionel ROYER-PERREAUT - Roger RUZE - Isabelle SAVON - Jean-Pierre SERRUS - Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE - Emmanuelle SINOPOLI - Monique SLISSA - Jules SUSINI - Luc TALASSINOS - Francis TAULAN - Dominique TIAN - Maxime TOMMASINI - Claude VALLETTE - Martine VASSAL - Josette VENTRE - Yves VIDAL - Yves WIGT - Didier ZANINI - Kheira ZENAFI.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Guy ALBERT représenté par Olivier FREGEAC - Serge ANDREONI représenté par Nicolas ISNARD - Philippe ARDHUIN représenté par Richard MALLIÉ - René BACCINO représenté par Marie-Josée BATTISTA - Loïc BARAT représenté par Gisèle LELOUIS - Guy BARRET représenté par Olivier GUIROU - Jean-Louis BONAN représenté par Jean-Pierre GIORGI - Patrick BORÉ représenté par Patrick GHIGONETTO - Nadia BOULAINSEUR représentée par Josette FURACE - Valérie BOYER représentée par Frédéric DOURNAYAN - Christine CAPDEVILLE représentée par Yves MESNARD - Bruno CHAIX représenté par Jean MONTAGNAC - Anne CLAUDIUS-PETIT représentée par Michèle EMERY - Pierre COULOMB représenté par Joël MANCEL - Sophie DEGIOANNI représentée par Jean-Louis CANAL - Jean-Claude DELAGE représenté par Richard FINDYKIAN - Christian DELAVET représenté par Frédéric GUINIERI - Bernard DESTROST représenté par Roland GIBERTI - Sylvaine DI CARO représentée par Alexandre GALLESE - Bruno GILLES représenté par Monique DAUBET-GRUNDLER - Georges GOMEZ représenté par Maxime TOMMASINI - Michel ILLAC représenté par Marc POGGIALE - Mireille JOUVÉ représentée par Danièle GARCIA - Nathalie LAINE représentée par Roland MOUREN - Laurence LUCCIONI représentée par

Marie-Louise LOTA - Marcel MAUNIER représenté par Jacques BESNAÏNOU - Georges MAURY représenté par Yves BEAUVAL - Roger MEI représenté par Patricia FERNANDEZ-PEDINIELLI - Patrick MENNUCCI représenté par Eugène CASELLI - André MOLINO représenté par Georges ROSSO - Virginie MONNET-CORTI représentée par Frédéric COLLART - Roger PELLENC représenté par Robert DAGORNE - Christian PELLICANI représenté par Patrick PIN - Claude PICCIRILLO représenté par Régis MARTIN - Roger PIZOT représenté par Jean-David CIOT - Roland POVINELLI représenté par Georges CRISTIANI - René RAIMONDI représenté par Yves WIGT - Maryvonne RIBIERE représentée par Sandra DUGUET - Florian SALAZAR-MARTIN représenté par Gaby CHARROUX - Guy TEISSIER représenté par Martine VASSAL - Jean-Louis TIXIER représenté par Jérôme ORGEAS - Jocelyne TRANI représentée par Jeanne MARTI - Patrick VILORIA représenté par Xavier MERY - David YTIER représenté par Michel ROUX.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :
Christian AMIRATY - Michel CATANEO - Laurent COMAS - Bernard JACQUIER - Jean-Marie LEONARDIS - Michel MILLE - Stéphane PAOLI - Elisabeth PHILIPPE - Stéphane PICHON - Maryse RODDE - Eric SCOTTO - Marie-France SOURD GULINO - Philippe VERAN - Frédéric VIGOUROUX - Karim ZERIBI - Karima ZERKANI-RAYNAL.

Etaient présents et représentés en cours de séance Mesdames et Messieurs :
Samia GHALI représentée à 11h25 par Roland CAZZOLA - André JULLIEN représenté à 11h43 par Henri CAMBESSEDES - Jean-Pierre BAUMANN représenté à 12h15 par Dany LAMY - Danielle MILON représentée à 12h28 à Gérard GAZAY - Jean-Claude GAUDIN représenté à 12h30 par Laure-Agnès CARADEC - Richard MALLIÉ représenté à 12h30 par Daniel GAGNON - Catherine PILA représentée à 12h45 par Solange BIAGGI - Carine ROGER représentée à 12h45 par Michel AZOULAI - Michel DARY représenté à 12h50 par Marie-France DROPY-OURET - Chrystiane PAUL représentée à 13h00 par Josette VENTRE - Lionel ROYER-PERREAUT représenté à 13h00 par Nathalie FEDI - Jean-Claude MONDOLINI représenté à 13h10 par Marie-Claude MICHEL - Pascale MORBELLI représentée à 13h10 par Loïc GACHON - Frédéric COLLART représenté à 13h15 par Béatrice ALIPHAT - Mireille BALLETTI représentée à 13h15 par Marie-Christine CALATAYUD - Sandrine D'ANGIO représentée à 13h15 par Stéphane RAVIER - Jean-François CORNO représenté à 13h20 par Jean-Pascal GOURNES - Yves MORAINÉ représenté à 13h20 par Sylvia BARTHELEMY.

Etaient présents et excusés en cours de séance Mesdames et Messieurs :
Roger RUZE à 11h00 - Philippe GRANGE à 11h43 - Georges ROSSO à 11h43 - Christophe MASSE à 11h45 - Moussa BENKACI à 12h00 - Yves MESNARD

à 12h30 - Patrick PIN à 12h30 - Jacques BOUDON à 12h40 - Yves WIGT à 12h45 - Marie MUSTACHIA à 12h50 - Roland MOUREN à 13h00 - Albert GUIGUI à 13h00 - Jean-Claude FERAUD à 13h05 - Eliane ISIDORE à 13h10 - Gaby CHARROUX à 13h10.

Commission "Finances et Administration Générale"

FAG 001-4817/18/CM

**■ Octroi de la Garantie de la Métropole à l'Agence
France Locale pour l'année 2019
MET 18/9214/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Missions du Groupe Agence France Locale

Le Groupe Agence France Locale a pour objet de participer au financement exclusif de ses membres, collectivités territoriales et établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre.

Gouvernance du Groupe Agence France Locale

La gouvernance retenue par le texte constitutif de l'Agence France Locale, la loi n° 2013-672 du 26 juillet 2013 de séparation et de régulation des activités bancaires et codifiée, pour la partie relative au Groupe Agence France Locale, aux dispositions L. 1611-3-2 du Code Général des Collectivités Territoriales est duale : la Société Territoriale, d'une part, l'Agence France Locale d'autre part.

La gouvernance de la Société Territoriale est organisée autour d'un Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration de la Société Territoriale a vocation à assurer la représentation de l'actionnariat de la Société Territoriale. Chaque Collectivité Membre de la Société Territoriale est par ailleurs représentée au sein de l'Assemblée générale de la Société Territoriale, en qualité d'actionnaire de la Société Territoriale.

La direction de l'Agence France Locale, établissement de crédit spécialisé, est assurée quant à elle, par un Directoire. Le Directoire agit sous le contrôle permanent du Conseil de Surveillance de l'Agence France Locale.

L'ensemble des détails de cette gouvernance figure dans le Pacte d'actionnaires, les statuts de la Société Territoriale, les statuts de l'Agence France Locale et, le Vade-mecum, présentation synthétique des documents de nature statutaire et contractuelle, qui régissent le fonctionnement du Groupe Agence France Locale.

Le recours à l'emprunt auprès de l'Agence France Locale et le mécanisme de Garantie

Présentation des modalités générales de fonctionnement des Garanties consenties par la Société Territoriale et par chacune des collectivités membres du Groupe Agence France Locale.

La création du Groupe Agence France Locale a pour fondement essentiel la recherche par les collectivités d'un mode de financement efficace, répondant à des contraintes fortes de transparence et satisfaisant à l'intérêt général. Ce fondement se double d'une exigence de conditions de financement attractives sur les marchés financiers.

Pour ce faire, un double mécanisme de garantie a été créé par les dispositions de l'article L. 1611-3-2 du CGCT, permettant d'assurer aux créanciers la pérennité du Groupe et, par voie de conséquence, la reconnaissance des investisseurs pour les titres financiers émis par l'Agence France Locale.

Le mécanisme instauré a ainsi pour objet de garantir certains engagements de l'Agence France Locale (les emprunts obligataires principalement).

Le mécanisme de Garantie mis en œuvre crée en effet un lien de solidarité entre, d'une part la Société Territoriale et l'Agence France Locale et, d'autre part l'Agence France Locale et chacun des Membres du Groupe. Au titre de cette solidarité, chaque Membre peut être appelé en paiement de la dette de l'Agence France Locale, en l'absence même de tout défaut de sa part au titre des emprunts souscrits auprès de l'Agence France Locale.

Ce mécanisme de double garantie se décompose comme suit :

- la Société Territoriale accorde annuellement une garantie aux créanciers de l'Agence France Locale à hauteur d'un montant défini par le Directoire et approuvé par le Conseil de surveillance ;
- une garantie autonome à première demande est consentie par la collectivité membre à chaque emprunt réalisé auprès de l'Agence France Locale. Cette garantie est organisée au profit exclusif des titulaires de documents ou titres émis par l'Agence France Locale déclarés éligibles à la garantie. Le montant de la garantie correspond, à tout moment, et ce quel que soit le nombre et/ou le volume d'emprunts souscrits par la collectivité auprès de l'Agence France Locale, au montant de son encours de dette (principal, intérêts courus et non payés et éventuels accessoires, le tout dans la limite du montant principal emprunté au titre de l'ensemble des crédits consentis par l'Agence France Locale à la collectivité). Ainsi, si le Membre souscrit

plusieurs emprunts auprès de l'Agence France Locale, chaque emprunt s'accompagne de l'émission d'un engagement de garantie. La garantie est une garantie autonome au sens de l'article 2321 du Code civil. En conséquence, son appel n'est pas subordonné à la démonstration d'un défaut de paiement réel par l'Agence France Locale. La durée maximale de la garantie correspond à la durée du plus long des emprunts souscrits par la collectivité auprès de l'Agence France Locale, augmentée de 45 jours.

Chacune des deux garanties peut être appelée par deux catégories de personnes : un Bénéficiaire, un représentant habilité d'un ou de plusieurs Bénéficiaires. La garantie consentie par la collectivité membre peut également être appelée par la Société Territoriale. Les circonstances d'appel de la présente Garantie sont détaillées dans le modèle figurant en annexe à la présente délibération.

Participation au capital de l'Agence France Locale

La Métropole Aix-Marseille-Provence est devenue actionnaire du Groupe Agence France Locale par délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et du 15 décembre 2016. Suite à l'adhésion, la Métropole Aix-Marseille-Provence a apporté au capital de l'AFL le montant de 17 916 400 €, soit 179 164 parts.

La présente délibération porte sur l'engagement de garantie pour l'exercice 2019 (Garantie à première demande – Membres). Dès son approbation, la Métropole Aix-Marseille-Provence pourra solliciter l'Agence France Locale pour financer les investissements prévus au budget 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L. 1611-3-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le livre II du code de commerce ;

- La délibération n° HN 011-144/16/CM du 28 avril 2016 ayant approuvé l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille Provence à l'Agence France Locale
- La délibération n° FAG 030-1310/16/CM du 15 décembre 2016 ayant approuvé l'extension du périmètre d'adhésion de l'Agence France Locale suite à l'intégration des budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Groupe Agence France Locale ;
- Les besoins de financement des investissements de la Métropole ;

Délibère

Article 1 :

Est octroyée une garantie autonome à première demande (ci-après « la Garantie ») de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans les conditions suivantes aux titulaires de documents ou titres émis par l'Agence France Locale :

- le montant maximal de la Garantie pouvant être consenti pour l'année 2019 est égal au montant maximal des emprunts que la Métropole Aix-Marseille-Provence est autorisée à souscrire pendant l'année 2019 ;
- la durée maximale de la Garantie correspond à la durée du plus long des emprunts souscrits par la Métropole Aix-Marseille-Provence pendant l'année 2019 auprès de l'Agence France Locale augmentée de 45 jours ;
- la Garantie peut être appelée par chaque Bénéficiaire, par un représentant habilité d'un ou de plusieurs Bénéficiaires ou par la Société Territoriale ;
- si la Garantie est appelée, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à s'acquitter des sommes dont le paiement lui est demandé, dans un délai de 5 jours ouvrés ;

- le nombre de Garanties octroyées par Madame la Présidente au titre de l'année 2019 sera égal au nombre de prêts souscrits auprès de l'Agence France Locale, dans la limite des sommes inscrites au budget 2019. Le montant maximal de chaque Garantie sera égal au montant tel qu'il figure dans le ou les actes d'engagement.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est autorisée pendant l'année 2019, à signer le ou les engagements de Garantie pris par la Métropole Aix-Marseille-Provence, dans les conditions définies ci-dessus, conformément aux modèles présentant l'ensemble des caractéristiques de la Garantie ;

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est autorisée à :

- prendre et/ou signer tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la garantie autonome à première demande accordée par la Métropole Aix-Marseille-Provence à certains créanciers de l'Agence France Locale ;
- engager toutes les procédures utiles à la mise en œuvre de ces actes et documents.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est autorisée à prendre toutes les mesures et à signer tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 002-4818/18/CM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Erilia pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 39 logements sociaux "Clos Louisa 2" située Avenue Fournacle à Marseille 13013
MET 18/9115/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une

opération d'acquisition en VEFA de 39 logements sociaux « Le Clos Louisa 2 » située Avenue Fournacle à Marseille.

Portée par la SA HLM Erilia, cette opération d'un montant total de 5 537 843 € est financée par un emprunt de 3 860 363 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % par la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 1 737 163,35 €.

L'analyse financière de la SA HLM Erilia, effectuée à partir de son bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 3 950 788 000 €, et un passif réel (dettes) correspondant à 2 917 950 000 €. L'actif net comptable s'élève donc à 1 032 838 000 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 53 027 000 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18CM du 20 septembre 2018 portant élection de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;

- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- Le contrat de Prêt N° 82247 et son avenant N° 1 en annexe signés entre la SA HLM Erilia et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 3 860 363 € souscrit par la SA HLM Erilia auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 82247 et de son avenant N° 1.

Ce prêt, constitué de 4 lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 39 logements « Clos Louisa 2 » située Avenue Fournacle à Marseille dans le 13^{em} arrondissement.

Ledit contrat et son avenant sont joints en annexe et font partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Erilia dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Erilia pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Erilia est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Erilia opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de quatre (4) logements réservés concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Erilia.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 003-4819/18/CM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Erilia pour le financement de l'opération de construction de 10 logements sociaux PLUS "La Roseraie 2" située 116 Boulevard Sainte Marguerite à Marseille 13009**
MET 18/9123/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de construction de 10 logements sociaux

« La Roseraie 2 » située 116 Boulevard Sainte Marguerite à Marseille.

Portée par la SA HLM Erilia, cette opération d'un montant total de 1 355 356 € est financée par un emprunt de 895 356 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % par la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 402 910,20 €.

L'analyse financière de la SA HLM Erilia, effectuée à partir de son bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 3 950 788 000 €, et un passif réel (dettes) correspondant à 2 917 950 000 €. L'actif net comptable s'élève donc à 1 032 838 000 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 53 027 000 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18CM du 20 septembre 2018 portant élection de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;

- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- Le contrat de Prêt N° 86458 en annexe signé entre la SA HLM Erilia et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 895 356 € souscrit par la SA HLM Erilia auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 86458.

Ce prêt, constitué de 2 lignes, est destiné à financer une opération de construction de 10 logements « La Roseraie 2 » située 116 Boulevard Sainte Marguerite à Marseille 13009.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Erilia dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Erilia pour son

paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Erilia est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Erilia opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Erilia.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 004-4820/18/CM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Erilia pour le financement de l'opération de construction de 23 logements sociaux PLS "La Roseraie 2" située 116 Boulevard Sainte Marguerite à Marseille 13009
MET 18/9124/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de construction de 23 logements sociaux PLS « La Roseraie 2 » située 116 Boulevard Sainte Marguerite à Marseille.

Portée par la SA HLM Erilia, cette opération d'un montant total de 4 019 479 € est financée par un emprunt de 3 394 479 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % par la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 1 527 515,55 €.

L'analyse financière de la SA HLM Erilia, effectuée à partir de son bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 3 950 788 000 €, et un passif réel (dettes) correspondant à 2 917 950 000 €. L'actif net comptable s'élève donc à 1 032 838 000 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 53 027 000 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18CM du 20 septembre 2018 portant élection de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une

procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;

- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- Le contrat de Prêt N° 83951 en annexe signé entre la SA HLM Erilia et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 3 394 479 € souscrit par la SA HLM Erilia auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 83951.

Ce prêt, constitué de 3 lignes, est destiné à financer une opération de construction de 23 logements PLS « La Roseraie 2 » située 116 Boulevard Sainte Marguerite à Marseille 13009.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Erilia dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Erilia pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Erilia est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Erilia opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux logements réservés concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Erilia.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 005-4821/18/CM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération de réhabilitation de 97 logements sociaux "Saint Marcel" située Boulevard de la Petite Rente à Marseille 13011 MET 18/9184/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de réhabilitation de 97 logements sociaux « Saint Marcel » située Boulevard de la Petite Rente à Marseille.

Portée par la SA HLM Unicil, cette opération d'un montant total de 760 000 € est financée par un emprunt de 760 000 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie

d'une garantie à hauteur de 55 % par la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 342 000 €.

L'analyse financière de la SA HLM Unicil, effectuée à partir de son bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 1 389 718 392 €, et un passif réel (dettes) correspondant à 977 724 626 €. L'actif net comptable s'élève donc à 411 993 766 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 12 493 750 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18CM du 20 septembre 2018 portant élection de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;

- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- Le contrat de Prêt N° 84356 en annexe signé entre la SA HLM Unicil et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 760 000 € souscrit par la SA HLM Unicil auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 83546.

Ce prêt, constitué d'une ligne, est destiné à financer une opération de réhabilitation de 97 logements « Saint Marcel » située Boulevard de la Petite Rente à Marseille.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période

sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de quatre logements réservés concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 006-4822/18/CM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 22 logements sociaux "Green Island" située Boulevard Bouyala d'Arnaud à Marseille 13012
MET 18/9186/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 22 logements sociaux « Green Island » située Boulevard Bouyala d'Arnaud à Marseille.

Portée par la SA HLM Unicil, cette opération d'un montant total de 4 071 813 € est financée par un emprunt de 2 897 451 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % par la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 1 303 852,95 €.

L'analyse financière de la SA HLM Unicil, effectuée à partir de son bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 1 389 718 392 €, et un passif réel (dettes) correspondant à 977 724 626 €. L'actif net comptable s'élève donc à 411 993 766 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 12 493 750 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18CM du 20 septembre 2018 portant élection de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;

- Le contrat de Prêt N° 84356 en annexe signé entre la SA HLM Unicil et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 897 451 € souscrit par la SA HLM Unicil auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 84356.

Ce prêt, constitué de trois lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 22 logements « Green Island » située Boulevard Bouyala d'Arnaud à Marseille.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux logements réservés concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

FAG 007-4823/18/CM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Nouveau Logis Provençal pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 11 logements sociaux "Immochan" située Boulevard Romain Rolland à Marseille 13010 MET 18/9196/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 11 logements sociaux « Immochan » située Boulevard Romain Rolland à Marseille.

Portée par la SA HLM Nouveau Logis Provençal, cette opération d'un montant total de 1 418 398 € est financée par un emprunt de 868 966 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % par la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 391 034,70 €.

L'analyse financière de la SA HLM Nouveau Logis Provençal, effectuée à partir de son bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 487 619 273 €, et un passif réel (dettes) correspondant à 326 522 450 €. L'actif net comptable s'élève donc à 161 096 853 €.

Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 20 185 945 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18CM du 20 septembre 2018 portant élection de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- Le contrat de Prêt N° 85308 en annexe signé entre la SA HLM Nouveau Logis Provençal et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire. *

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 868 966 € souscrit par la SA HLM Nouveau Logis Provençal auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 85308.

Ce prêt, constitué de quatre lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 11 logements « Immochan » située Boulevard Romain Rolland à Marseille.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Nouveau Logis Provençal dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Nouveau Logis Provençal pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Nouveau Logis Provençal est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Nouveau Logis Provençal opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Nouveau Logis Provençal.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

FAG 008-4824/18/CM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Logirem pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 39 logements sociaux "East Park" située 137 Boulevard Pont de Vivaux à Marseille 13010**

MET 18/9202/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 39 logements sociaux « East Park » située 137 Boulevard Pont de Vivaux à Marseille.

Portée par la SA HLM Logirem, cette opération d'un montant total de 5 514 754 € est financée par un emprunt de 3 432 469 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % par la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 1 544 611,05 €.

L'analyse financière de la SA HLM Logirem, effectuée à partir de son bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 1 105 389 127,15 €, et un passif réel (dettes) correspondant à 600 810 766,60 €. L'actif net comptable s'élève donc à 504 578 360,55 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la

valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 21 883 736,94 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18CM du 20 septembre 2018 portant élection de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- Le contrat de Prêt N° 83611 en annexe signé entre la SA HLM Logirem et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 3 432 469 € souscrit par la SA HLM Logirem auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 83611.

Ce prêt, constitué de deux lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 39 logements « East Park » située 137 Boulevard Pont de Vivaux à Marseille.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Logirem dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Logirem pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Logirem est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Logirem opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de quatre (4) logements réservés concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Logirem.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 009-4825/18/CM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Erilia pour le financement de l'opération de construction de 31 logements sociaux "Domaine des Gonagues" située Chemin des Gonagues à Allauch MET 18/9120/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de construction de 31 logements sociaux « Domaine des Gonagues » située Chemin des Gonagues à Allauch.

Portée par la SA HLM Erilia, cette opération d'un montant total de 3 681 341 € est financée par un emprunt de 2 266 341 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % par la ville d'Allauch.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 1 019 853,45 €.

L'analyse financière de la SA HLM Erilia, effectuée à partir de son bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 3 950 788 000 €, et un passif réel (dettes) correspondant à 2 917 950 000 €. L'actif net comptable s'élève donc à 1 032 838 000 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 53 027 000 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- Le contrat de Prêt N° 85409 en annexe signé entre la SA HLM Erilia et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 266 341 € souscrit par la SA HLM Erilia auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 85409.

Ce prêt, constitué de 4 lignes, est destiné à financer une opération de construction de 31 logements « Domaine des Gonagues » située Chemin des Gonagues à Allauch.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Erilia dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Erilia pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Erilia est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Erilia opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de trois logements réservés concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Erilia.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 010-4826/18/CM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM ICF Sud Est Méditerranée pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 7 logements sociaux "Résidence Luminosa" située Chemin du Pareyraou à La Ciotat MET 18/9177/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 7 logements sociaux « Résidence Luminosa » située Chemin du Pareyraou à La Ciotat.

Portée par la SA HLM ICF Sud Est Méditerranée, cette opération d'un montant total de 934 708 € est financée par un emprunt de 631 766 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % par la ville de La Ciotat.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 284 294,70 €.

L'analyse financière de la SA HLM ICF Sud Est Méditerranée, effectuée à partir de son bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 1 046 421 745 €, et un passif réel (dettes) correspondant à 578 880 945 €. L'actif net comptable s'élève donc à 467 540 800 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 16 334 798 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18CM du 20 septembre 2018 portant élection de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- Le contrat de Prêt N° 83022 en annexe signé entre la SA HLM ICF Sud Est Méditerranée et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le

remboursement d'un prêt d'un montant total de 631 766 € souscrit par la SA HLM ICF Sud Est Méditerranée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 83022.

Ce prêt, constitué de 2 lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 7 logements « Résidence Luminosa » située Chemin du Pareyraou à La Ciotat.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM ICF Sud Est Méditerranée dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM ICF Sud Est Méditerranée pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM ICF Sud Est Méditerranée est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM ICF Sud Est Méditerranée opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un (1) logement réservé concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM ICF Sud Est Méditerranée.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 011-4827/18/CM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Néolia pour le financement de l'opération de construction de 43 logements sociaux "Le Vieux Pigeonnier" située Avenue des Combattants d'Afrique du Nord à Marignane**
MET 18/9208/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de construction de 43 logements sociaux « Le Vieux Pigeonnier » située Avenue des Combattants d'Afrique du Nord à Marignane.

La Métropole a délibéré le 18 mai 2017 pour l'approbation de la garantie d'emprunt. Des erreurs matérielles ayant été constatées dans les caractéristiques de l'emprunt, il est nécessaire de délibérer à nouveau sur l'opération.

Portée par la SA HLM Néolia, cette opération, d'un montant total de 5 209 217 € est financée par un emprunt de 3 021 063 € proposé par de la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marignane.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 1 359 478,35 €.

L'analyse financière de la SA HLM Néolia effectuée à partir du bilan 2016, montre un actif comptable égal à 1 669 172 467 €, un passif réel (dettes) à 1 224 229 340 €. L'actif net comptable s'élève donc à 444 943 126 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat 2016 est bénéficiaire de 22 038 160 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18CM du 20 septembre 2018 portant élection de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- Le contrat de Prêt N° 82235 en annexe signé entre la SA HLM Néolia et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production

équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération n° FAG 026-2026/17/CM du 18 mai 2017.

Article 2 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 3 021 063 € souscrit par la SA HLM Néolia auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 82235.

Ce prêt, constitué de deux lignes, est destinée à financer une opération de construction de 43 logements sociaux « Le Vieux Pigeonnier » située Avenue des Combattants d'Afrique du Nord à Marignane.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Néolia dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Néolia pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Néolia est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Néolia opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 4 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de quatre logements réservés concernant ladite opération.

Article 5 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Néolia.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 012-4828/18/CM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Néolia pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 40 logements sociaux "Le Vieux Pigeonnier 2" située Les jardins Notre Dame à Marignane MET 18/9213/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 40 logements sociaux « Le Vieux Pigeonnier 2 » située Les Jardins Notre Dame à Marignane.

Portée par la SA HLM Néolia, cette opération, d'un montant total de 5 025 636 € est financée par un emprunt de 3 264 428 € proposé par de la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marignane.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 1 468 992,60 €.

L'analyse financière de la SA HLM Néolia effectuée à partir du bilan 2016, montre un actif comptable égal à 1 669 172 467 €, un passif réel (dettes) à 1 224 229 340 €. L'actif net comptable s'élève donc à 444 943 126 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup

plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat 2016 est bénéficiaire de 22 038 160 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18CM du 20 septembre 2018 portant élection de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- Le contrat de Prêt N° 83030 en annexe signé entre la SA HLM Néolia et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 3 264 428 € souscrit par la SA HLM Néolia auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 83030.

Ce prêt, constitué de quatre lignes, est destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 40 logements sociaux « Le Vieux Pigeonnier 2 » située Les Jardins Notre Dame à Marignane.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Néolia dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Néolia pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Néolia est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Néolia opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de quatre (4) logements réservés concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Néolia.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 013-4829/18/CM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Nouveau Logis Provençal pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 51 logements sociaux "Lesseps" située Avenue de Tubingen à Aix-en-Provence MET 18/9135/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 51 logements sociaux « Lesseps » située Avenue de Tubingen à Aix-en-Provence.

Portée par la SA HLM Nouveau Logis Provençal, cette opération d'un montant total de 4 406 675 € est financée par un emprunt de 2 247 404 € proposé par La Banque Postale. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % par la ville d'Aix-en-Provence.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 1 236 072,20 €.

L'analyse financière de la SA HLM Nouveau Logis Provençal, effectuée à partir de son bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 487 619 273 €, et un passif réel (dettes) correspondant à 326 522 450 €. L'actif net comptable s'élève donc à 161 096 853 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 20 185 945 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- L'offre de financement de La Banque Postale ;
- La lettre de saisine de la Présidente ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire,

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 247

404 € à souscrire par la SA HLM Nouveau Logis Provençal auprès de La Banque Postale.

Ce prêt est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 51 logements collectifs « Lesseps » située Avenue de Tubingen à Aix-en-Provence.

L'offre de financement de La Banque Postale acceptée par la SA HLM Nouveau Logis Provençal est annexée à la présente délibération.

Article 2 :

Les principales caractéristiques financières du prêt sont les suivantes :

Montant : 2 247 404 €

Durée de la phase d'amortissement : 15 ans

Périodicité des échéances : trimestrielle

Index : Livret A

Marge : + 1.11 %

Taux d'intérêt actuariel annuel : 1.86 % révisable en fonction de la variation du Livret A

Mode d'amortissement : Progressif

Taux annuel de progression : 1.86 %

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Nouveau Logis Provençal dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Dans l'hypothèse où la SA HLM Nouveau Logis Provençal serait dans l'impossibilité de s'acquitter des sommes dues par elle aux échéances convenues, ou des intérêts moratoires qu'elle aurait encourus, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage, si la situation financière de l'organisme s'avère défaillante, à en effectuer le paiement sur demande dûment justifiée de La Banque Postale, adressée par lettre recommandée au plus tard deux mois avant la date d'échéance.

Toutefois, de manière générale, la Métropole Aix-Marseille-Provence demandera avant la mise en jeu de la garantie le bénéfice de la discussion et un examen de la situation financière de la SA HLM Nouveau Logis Provençal.

Article 4 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de six logements réservés concernant ladite opération.

Article 5 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Nouveau Logis Provençal.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisée à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 014-4830/18/CM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le refinancement d'un prêt Crédit Foncier de France au profit d'Arkea Banque Entreprises et Institutionnels sur l'opération "Domaine des Pradelles" située Champs Fleury à Cabriès**

MET 18/9109/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° 2009_A093 du 26 juin 2009, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a accordé une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % à la SA HLM Phocéenne d'Habitations, devenue la SA HLM Unicil, pour le financement de l'opération de construction de 39 logements sociaux « Domaine des Pradelles » située Champs Fleury à Cabriès. Cette opération nécessitait alors un emprunt auprès du Crédit Foncier de France de 5 267 018 €, soit un montant garanti de 2 896 859,90 €.

La SA HLM Unicil, afin de sécuriser son encours de dette, a entrepris une démarche de renégociation des emprunts contractés auprès du Crédit Foncier de France, et a sollicité à cette fin Arkea Banque Entreprises et Institutionnels.

La proposition d'Arkea Banque Entreprises et Institutionnels consiste en un passage à taux fixe, sans modification de la durée restant à courir, alors qu'actuellement ces emprunts sont assortis d'intérêts à taux variable, indexés sur le livret A. Cette proposition a été acceptée par délibération du Directoire de la SA HLM Unicil le 12 juin 2018.

Le montant du prêt réaménagé s'élève à 3 673 619,92 €, et son obtention est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la ville de Cabriès à hauteur de 45 % et de la Métropole Aix-

Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 2 020 490,96 €.

En conséquence, la Métropole est appelée à délibérer en vue de modifier les caractéristiques financières de la garantie d'emprunt accordée initialement pour le remboursement dudit prêt.

L'analyse financière de la SA HLM Unicil effectuée à partir de son bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 1 389 718 392 €, et un passif réel (dettes) correspondant à 977 724 626 €. L'actif net comptable s'élève donc à 411 993 766 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 12 493 750 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération n° 2009_A093 du 26 juin 2009 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération n° 2009_A093 du 26 juin 2009.

Article 2 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 3 673 619,92 € à souscrire par la SA HLM Unicil auprès d'Arkea Banque Entreprises et Institutionnels.

Ce prêt, est destiné à refinancer une opération de construction de 39 logements collectifs « Domaine de Pradelles » située Champs Fleury à Cabriès.

Article 3 :

Les caractéristiques financières du prêt Arkea Banque Entreprises et Institutionnels sont les suivantes :

Montant : 3 673 619,92. €

Durée d'amortissement : 22 ans

Périodicité des échéances : annuelle

Index : Taux fixe à 1.90 %

Amortissement : Progressif, échéances constantes

Base de calcul des intérêts : 30/360

Indemnité de remboursement anticipé : Actuarielle

Article 4 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Cependant, les commissions, frais et accessoires liés à cet emprunt, suite à ce refinancement, sont à la charge de la SA HLM Unicil.

Dans l'hypothèse où la SA HLM Unicil serait dans l'impossibilité de s'acquitter des sommes dues par elle aux échéances convenues, ou des intérêts moratoires qu'elle aurait encourus, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage, si la situation financière de l'organisme s'avère défaillante, à en effectuer le

paiement sur demande dûment justifiée d'Arkea Banque Entreprises et Institutionnels, adressée par lettre recommandée au plus tard deux mois avant la date d'échéance.

Toutefois, de manière générale, la Métropole Aix-Marseille-Provence demandera avant la mise en jeu de la garantie le bénéfice de la discussion et un examen de la situation financière de la SA HLM Unicil.

Article 5 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de quatre logements réservés concernant ladite opération.

Article 6 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

Article 7 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisée à signer cette convention de garantie, le contrat de prêt qui sera conclu entre Arkea Banque Entreprises et Institutionnels et la SA HLM Unicil, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 015-4831/18/CM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le refinancement d'un prêt Crédit Foncier de France au profit d'Arkea Banque Entreprises et Institutionnels sur l'opération "Le Jacquemard" située Avenue du Général de Gaulle à Lambesc**
MET 18/9125/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° 2006_A139 du 22 juin 2006, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a accordé une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % à la SA HLM Phocéenne d'Habitations, devenue la SA HLM Unicil, pour le financement de l'opération de construction de 37 logements sociaux « Le Jacquemard » située Avenue du Général de Gaulle à Lambesc. Cette opération nécessitait alors un emprunt auprès du Crédit Foncier de France de 6 212 800 €, soit un montant garanti de 3 417 040 €.

La SA HLM Unicil, afin de sécuriser son encours de dette, a entrepris une démarche de renégociation des emprunts contractés auprès du Crédit Foncier de France, et a sollicité à cette fin Arkea Banque Entreprises et Institutionnels.

La proposition d'Arkea Banque Entreprises et Institutionnels consiste en un passage à taux fixe, sans modification de la durée restant à courir, alors qu'actuellement ces emprunts sont assortis d'intérêts à taux variable, indexés sur le livret A. Cette proposition a été acceptée par délibération du Directoire de la SA HLM Unicil le 12 juin 2018.

Le montant du prêt réaménagé s'élève à 4 361 466 €, et son obtention est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la ville de Lambesc à hauteur de 45 % et de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 2 398 806,30 €.

En conséquence, la Métropole est appelée à délibérer en vue de modifier les caractéristiques financières de la garantie d'emprunt accordée initialement pour le remboursement dudit prêt.

L'analyse financière de la SA HLM Unicil effectuée à partir de son bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 1 389 718 392 €, et un passif réel (dettes) correspondant à 977 724 626 €. L'actif net comptable s'élève donc à 411 993 766 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 12 493 750 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;

- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération n° 2006_A139 du 22 juin 2006 ;
- La lettre de saisine de la Présidente ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération n° 2006_A139 du 22 juin 2006.

Article 2 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 4 361 466 € à souscrire par la SA HLM Unicil auprès d'Arkea Banque Entreprises et Institutionnels.

Ce prêt, est destiné à refinancer une opération de construction de 37 logements collectifs « Le Jacquemard » située Avenue du Général de Gaulle à Lambesc.

Article 3 :

Les caractéristiques financières du prêt Arkea Banque Entreprises et Institutionnels sont les suivantes :

Montant : 4 361 466,00 €

Durée d'amortissement : 20 ans

Périodicité des échéances : annuelle

Index : Taux fixe à 1.85 %

Amortissement : Progressif, échéances constantes

Base de calcul des intérêts : 30/360

Indemnité de remboursement anticipé : Actuarielle

Article 4 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Cependant, les commissions, frais et accessoires liés à cet emprunt, suite à ce refinancement, sont à la charge de la SA HLM Unicil.

Dans l'hypothèse où la SA HLM Unicil serait dans l'impossibilité de s'acquitter des sommes dues par elle aux échéances convenues, ou des intérêts moratoires qu'elle aurait encourus, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage, si la situation financière de l'organisme s'avère défaillante, à en effectuer le paiement sur demande dûment justifiée d'Arkea Banque Entreprises et Institutionnels, adressée par lettre recommandée au plus tard deux mois avant la date d'échéance.

Toutefois, de manière générale, la Métropole Aix-Marseille-Provence demandera avant la mise en jeu de la garantie le bénéfice de la discussion et un examen de la situation financière de la SA HLM Unicil.

Article 5 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de quatre (4) logements réservés concernant ladite opération.

Article 6 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

Article 7 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisée à signer cette convention de garantie, le contrat de prêt qui sera conclu entre Arkea Banque Entreprises et Institutionnels et la SA HLM Unicil, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 016-4832/18/CM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Famille et Provence pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 10 logements sociaux "Véléa" située Chemin du Stade à Venelles
MET 18/9128/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 10 logements sociaux « Véléa » située Chemin du Stade à Venelles.

Portée par la SA HLM Famille et Provence, cette opération d'un montant total de 1 718 490 € est financée par un emprunt de 1 260 166 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % par la ville de Venelles.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 693 091,30 €.

L'analyse financière de la SA HLM Famille et Provence, effectuée à partir de son bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 369 553 486 €, et un passif réel (dettes) correspondant à 253 643 820 €. L'actif net comptable s'élève donc à 115 909 666 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 2 718 219 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;

- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- Le contrat de Prêt N° 80682 en annexe signé entre la SA HLM Famille et Provence et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Présidente ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 260 166 € souscrit par la SA HLM Famille et Provence auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 80682.

Ce prêt, constitué de quatre lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 10 logements « Véléa » située Chemin du Stade à Venelles.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues

par la SA HLM Famille et Provence dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Famille et Provence pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Famille et Provence est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Famille et Provence opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Famille et Provence.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisée à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 017-4833/18/CM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Famille et Provence pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 18 logements sociaux "Route de Gardanne" située Route de Gardanne à Trets MET 18/9147/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 18 logements sociaux « Route de Gardanne » située Route de Gardanne à Trets.

Portée par la SA HLM Famille et Provence, cette opération d'un montant total de 2 732 085 € est financée par un emprunt de 1 891 371 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % par la ville de Trets.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 1 040 254,05 €.

L'analyse financière de la SA HLM Famille et Provence, effectuée à partir de son bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 369 553 486 €, et un passif réel (dettes) correspondant à 253 643 820 €. L'actif net comptable s'élève donc à 115 909 666 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 2 718 219 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des

garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;

- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- Le contrat de Prêt N° 84039 en annexe signé entre la SA HLM Famille et Provence et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Présidente ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 891 371 € souscrit par la SA HLM Famille et Provence auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 84039.

Ce prêt, constitué de quatre lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 18 logements « Route de Gardanne » située Route de Gardanne à Trets.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Famille et Provence dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs

délais à se substituer à la SA HLM Famille et Provence pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Famille et Provence est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Famille et Provence opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux logements réservés concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Famille et Provence

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisée à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 018-4935/18/CM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à l'Etablissement Public d'Aménagement et de Développement Ouest Provence pour le financement d'opérations d'aménagements
MET 18/8882/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée par l'Etablissement Public d'Aménagement et de Développement (EPAD) Ouest Provence pour accorder sa garantie destinée à financer la réalisation des opérations d'aménagements et des acquisitions dans le cadre des concessions et conventions passées avec la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'EPAD Ouest Provence assure un rôle d'aménageur par la maîtrise d'ouvrage opérationnelle des projets d'aménagement urbain qu'il pilote en complément de l'action des autres acteurs institutionnels, communes et Métropole Aix-Marseille-Provence, par l'acquisition du foncier et la viabilisation, par la réalisation d'espaces et d'équipements publics rétrocédés à la collectivité. L'EPAD Ouest Provence a également une mission de développement économique par sa contribution à la stratégie de développement économique du territoire, l'identification des activités porteuses à implanter sur les zones de projet et la définition des actions à engager pour leur concrétisation.

A ce titre, il est précisé que l'EPAD Ouest Provence est intervenu en 2017 sur les ZAC d'Istres du Tubé, de Trigance, des Cognets-Sud, les Zac de Fos-Sur-Mer pour le secteur de la Marronede, les ZAC de Miramas des Molières, du cours de la Rousse (Aménagement de la Maille II), de la Peronne et de la ZAC de la Plate-Forme (CLESUD) à Miramas-Grans.

Ainsi, pour assurer le financement de ces opérations pour 2018, l'EPAD Ouest Provence est amené à contracter un emprunt d'un montant de 2 500 000 € auprès de ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 100 %.

L'analyse financière de l'EPAD Ouest Provence, effectuée à partir de son Compte Administratif 2017, met en évidence un actif comptable égal à 135 968 322 €, et un passif réel (dettes) correspondant à 99 534 161 €. L'actif net comptable s'élève donc à 36 434 161 €. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 3 317 494€.

Le stock de produits significatif, en hausse de 4 776 905 €, atteint 72 378 620 € et représente 53% de l'actif de l'EPAD. Il est constitué de biens destinés à la vente. En revanche, l'épargne Brute ne permet pas de couvrir le remboursement d'emprunt de 5 142 634 €, l'épargne nette 2017 est mécaniquement négative et s'établit à -3 515 245 €.

Les projections 2018 de la situation financière de l'EPAD tendent vers une dégradation significative de l'épargne nette qui tendrait vers -16 498 000 €, compte tenu notamment du report de 10 M€ de recettes. Ce report concerne des ventes de terrains aménagés suite à un avis défavorable de la commission nationale d'aménagement commercial. Cet événement impliquerait le recours au financement complémentaire demandé. L'emprunt sollicité serait ainsi susceptible de financer ainsi une partie du cycle d'exploitation, dans une situation qui présente par ailleurs un ratio d'endettement (Dettes financières / Fonds propres) qui avoisine 100%.

La Métropole est consciente des risques auxquels l'EPAD est potentiellement exposé et devra veiller à

suivre l'évolution de la situation financière de l'EPAD Ouest Provence.

Enfin sur l'ensemble de son territoire, la Métropole ne manquera pas de mener une réflexion stratégique sur ses différentes structures et outils d'aménagement.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L. 2252-1 à L. 2252-5 ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 relatif aux modalités d'octroi par les régions, départements, communes de leur garantie ou de leur caution pour les emprunts contractés par des personnes de droit privé ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération n° FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir la mise en œuvre de projets urbains et de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 500 000 € à souscrire par l'EPAD Ouest Provence auprès de ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels.

Ce prêt est destiné à financer la réalisation des opérations d'aménagements et des acquisitions dans le cadre des concessions et conventions passées avec la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Les caractéristiques financières du prêt ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels sont définies comme suit :

Montant du financement : 2 500 000 €

- ° Commission d'engagement : 0,10 % du montant

Conditions financières :

- ° Durée : 10 ans
- ° Périodicité : Trimestrielle
- ° Amortissement : Echéances constantes
- ° Date de versement : sous 3 mois
- ° Taux fixe : 1,12 %
- ° Base de calcul : 30/360

Caractéristiques techniques :

- ° Remboursement anticipé : possible à chaque date d'échéance

* Type d'indemnité : indemnité actuarielle

- * Préavis : 1 mois

* Base de calcul de l'indemnité : taux de l'OAT de la durée de vie résiduelle.

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt, et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'EPAD Ouest Provence dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Dans l'hypothèse où l'EPAD Ouest Provence serait dans l'impossibilité de s'acquitter des sommes dues par lui aux échéances convenues, ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus, la Métropole Aix-

Marseille-Provence s'engage, si la situation financière de l'organisme s'avère défaillante, à en effectuer le paiement sur demande dûment justifiée de ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels.

Toutefois, de manière générale, la Métropole-Aix-Marseille-Provence demandera avant la mise en jeu de la garantie le bénéfice de la discussion et un examen de la situation financière de l'EPAD Ouest Provence.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'EPAD Ouest Provence.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie avec l'EPAD Ouest Provence, le contrat de prêt qui sera passé entre ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels et l'EPAD Ouest Provence, ainsi que toutes les pièces afférentes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 019-4835/18/CM

■ Approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de Marseille transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/9151/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsqu'elles n'avaient pas été transférées, les compétences visées à l'article L. 5217-2 du même code ont été transférées de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018, à l'exception de la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages », de la compétence « promotion du tourisme, dont création d'office de tourisme » pour les seules communes s'y étant opposées dans les conditions et délais ouverts par les textes, et, à titre transitoire, des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

Ces transferts de compétences s'accompagnent par la reprise de l'ensemble du passif lié à l'exercice de ces dernières.

Lorsque les emprunts ne peuvent pas être individualisés par compétence, il est proposé l'application du mécanisme alternatif dit de « dette récupérable ». Ainsi, la commune continue à rembourser ses emprunts sans transfert de contrat à la Métropole, cette dernière remboursant à la commune une quote-part d'emprunt. Néanmoins, pour ce faire, une convention entre la Métropole et la commune concernée doit être conclue.

Cette convention, ci-annexée, précise pour chaque compétence concernée, les annuités dues à la commune de Marseille par la Métropole au titre de ce dispositif.

L'approbation concordante de ce document par le Conseil Municipal et le Conseil de la Métropole permettra la mise en œuvre des remboursements au bénéfice de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que le Conseil de la Métropole acte par la présente délibération les conventions de dette récupérable afin de sécuriser les reversements entre la métropole et les communes.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de dette récupérable, ci-annexée, entre la Commune de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Le montant de l'encours de dette récupérable est comptabilisé au budget principal de la Métropole.

Article 3 :

L'enregistrement de la créance de la Commune sera imputé sur le compte 168741 de la Métropole. La charge des intérêts sera imputée en titre au compte 661131. Le remboursement du capital sera imputé en 168741.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant légal est autorisé à signer l'ensemble des conventions de dette récupérable ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 020-4836/18/CM

■ Approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune d'Allauch transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/9008/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsqu'elles n'avaient pas été transférées, les compétences visées à l'article L. 5217-2 du même code ont été transférées de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018, à l'exception de la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages », de la compétence « promotion du tourisme, dont création d'office de tourisme » pour les seules communes s'y étant opposées dans les conditions et délais ouverts par les textes, et, à titre transitoire, des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

Ces transferts de compétences s'accompagnent par la reprise de l'ensemble du passif lié à l'exercice de ces dernières.

Lorsque les emprunts ne peuvent pas être individualisés par compétence, il est proposé l'application du mécanisme alternatif dit de « dette récupérable ». Ainsi, la commune continue à rembourser ses emprunts sans transfert de contrat à la Métropole, cette dernière remboursant à la commune une quote-part d'emprunt. Néanmoins, pour ce faire, une convention entre la Métropole et la commune concernée doit être conclue.

Cette convention, ci-annexée, précise pour chaque compétence concernée, les annuités dues à la commune d'Allauch par la Métropole au titre de ce dispositif.

L'approbation concordante de ce document par le Conseil Municipal et le Conseil de la Métropole permettra la mise en œuvre des remboursements au bénéfice de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que le Conseil de la Métropole acte par la présente délibération les conventions de dette récupérable afin de sécuriser les reversements entre la métropole et les communes.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de dette récupérable, ci-annexée, entre la Commune d'Allauch et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Le montant de l'encours de dette récupérable est comptabilisé au budget principal de la Métropole.

Article 3 :

L'enregistrement de la créance de la Commune sera imputé sur le compte 168741 de la Métropole. La charge des intérêts sera imputée en titre au compte 661131. Le remboursement du capital sera imputé en 168741.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant légal est autorisé à signer l'ensemble des conventions de dette récupérable ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 021-4837/18/CM

■ Approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de Cassis transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/9019/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsqu'elles n'avaient pas été transférées, les compétences visées à l'article L. 5217-2 du même code ont été transférées de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018, à l'exception de la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages », de la compétence « promotion du tourisme, dont création d'office de tourisme » pour les seules communes s'y étant opposées dans les conditions et délais ouverts par les textes, et, à titre transitoire, des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

Ces transferts de compétences s'accompagnent par la reprise de l'ensemble du passif lié à l'exercice de ces dernières.

Lorsque les emprunts ne peuvent pas être individualisés par compétence, il est proposé l'application du mécanisme alternatif dit de « dette récupérable ». Ainsi, la commune continue à rembourser ses emprunts sans transfert de contrat à la Métropole, cette dernière remboursant à la commune une quote-part d'emprunt. Néanmoins, pour ce faire, une convention entre la Métropole et la commune concernée doit être conclue.

Cette convention, ci-annexée, précise pour chaque compétence concernée, les annuités dues à la commune de Cassis par la Métropole au titre de ce dispositif.

L'approbation concordante de ce document par le Conseil Municipal et le Conseil de la Métropole permettra la mise en œuvre des remboursements au bénéfice de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que le Conseil de la Métropole acte par la présente délibération les conventions de dette récupérable afin de sécuriser les reversements entre la métropole et les communes

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de dette récupérable, ci-annexée, entre la Commune de Cassis et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Le montant de l'encours de dette récupérable est comptabilisé au budget Principal de la Métropole.

Article 3 :

L'enregistrement de la créance de la Commune sera imputé sur le compte 168741 de la Métropole. La charge des intérêts sera imputée en titre au compte 661131. Le remboursement du capital sera imputé en 168741.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant légal est autorisé à signer l'ensemble des conventions de dette récupérable ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 022-4838/18/CM

■ Approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de Ceyreste transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/9020/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsqu'elles n'avaient pas été transférées, les compétences visées à l'article L. 5217-2 du même code ont été transférées de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018, à l'exception de la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages », de la compétence « promotion du tourisme, dont création d'office de tourisme » pour les seules communes s'y étant opposées dans les conditions et délais ouverts par les textes, et, à titre transitoire, des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

Ces transferts de compétences s'accompagnent par la reprise de l'ensemble du passif lié à l'exercice de ces dernières.

Lorsque les emprunts ne peuvent pas être individualisés par compétence, il est proposé l'application du mécanisme alternatif dit de « dette récupérable ». Ainsi, la commune continue à rembourser ses emprunts sans transfert de contrat à la Métropole, cette dernière remboursant à la commune une quote-part d'emprunt. Néanmoins, pour ce faire, une convention entre la Métropole et la commune concernée doit être conclue.

Cette convention, ci-annexée, précise pour chaque compétence concernée, les annuités dues à la commune de Ceyreste par la Métropole au titre de ce dispositif.

L'approbation concordante de ce document par le Conseil Municipal et le Conseil de la Métropole permettra la mise en œuvre des remboursements au bénéfice de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que le Conseil de la Métropole acte par la présente délibération les conventions de dette récupérable afin de sécuriser les reversements entre la métropole et les communes

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de dette récupérable, ci-annexée, entre la Commune de Ceyreste et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Le montant de l'encours de dette récupérable est comptabilisé au budget principal de la Métropole.

Article 3 :

L'enregistrement de la créance de la Commune sera imputé sur le compte 168741 de la Métropole. La charge des intérêts sera imputée en titre au compte 661131. Le remboursement du capital sera imputé en 168741.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant légal est autorisé à signer l'ensemble des conventions de dette récupérable ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 023-4839/18/CM

**■ Approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de Châteauneuf-le-Rouge transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 18/9021/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsqu'elles n'avaient pas été transférées, les compétences visées à l'article L. 5217-2 du même code ont été transférées de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018, à l'exception de la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages », de la compétence « promotion du tourisme, dont création d'office de tourisme » pour les seules communes s'y étant opposées dans les conditions et délais ouverts par les textes, et, à titre transitoire, des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

Ces transferts de compétences s'accompagnent par la reprise de l'ensemble du passif lié à l'exercice de ces dernières.

Lorsque les emprunts ne peuvent pas être individualisés par compétence, il est proposé l'application du mécanisme alternatif dit de « dette récupérable ». Ainsi, la commune continue à rembourser ses emprunts sans transfert de contrat à la Métropole, cette dernière remboursant à la commune une quote-part d'emprunt. Néanmoins, pour ce faire, une convention entre la Métropole et la commune concernée doit être conclue.

Cette convention, ci-annexée, précise pour chaque compétence concernée, les annuités dues à la commune de Châteauneuf-le-Rouge par la Métropole au titre de ce dispositif.

L'approbation concordante de ce document par le Conseil Municipal et le Conseil de la Métropole permettra la mise en œuvre des remboursements au bénéfice de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que le Conseil de la Métropole acte par la présente délibération les conventions de dette récupérable afin de sécuriser les reversements entre la métropole et les communes.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de dette récupérable, ci-annexée, entre la Commune de Châteauneuf-le-Rouge et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Le montant de l'encours de dette récupérable est comptabilisé au budget principal de la Métropole.

Article 3 :

L'enregistrement de la créance de la Commune sera imputé sur le compte 168741 de la Métropole. La charge des intérêts sera imputée en titre au compte 661131. Le remboursement du capital sera imputé en 168741.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant légal est autorisé à signer cette convention de dette récupérable ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 024-4840/18/CM

**■ Approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de Châteauneuf-les-Martigues transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 18/9023/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsqu'elles n'avaient pas été transférées, les compétences visées à l'article L. 5217-2 du même code ont été transférées de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018, à l'exception de la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages », de la compétence « promotion du tourisme, dont création d'office de tourisme » pour les seules communes s'y étant opposées dans les conditions et délais ouverts par les textes, et, à titre transitoire, des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

Ces transferts de compétences s'accompagnent par la reprise de l'ensemble du passif lié à l'exercice de ces dernières.

Lorsque les emprunts ne peuvent pas être individualisés par compétence, il est proposé l'application du mécanisme alternatif dit de « dette récupérable ». Ainsi, la commune continue à rembourser ses emprunts sans transfert de contrat à la Métropole, cette dernière remboursant à la commune une quote-part d'emprunt. Néanmoins, pour ce faire, une convention entre la Métropole et la commune concernée doit être conclue.

Cette convention, ci-annexée, précise pour chaque compétence concernée, les annuités dues à la commune de Châteauneuf-les-Martigues par la Métropole au titre de ce dispositif.

L'approbation concordante de ce document par le Conseil Municipal et le Conseil de la Métropole permettra la mise en œuvre des remboursements au bénéfice de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que le Conseil de la Métropole acte par la présente délibération les conventions de dette récupérable afin de sécuriser les reversements entre la métropole et les communes

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de dette récupérable, ci-annexée, entre la Commune de Châteauneuf-les-Martigues et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Le montant de l'encours de dette récupérable est comptabilisé au budget principal de la Métropole.

Article 3 :

L'enregistrement de la créance de la Commune sera imputé sur le compte 168741 de la Métropole. La charge des intérêts sera imputée en titre au compte 661131. Le remboursement du capital sera imputé en 168741.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant légal est autorisé à signer l'ensemble des conventions de dette récupérable ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 025-4841/18/CM

■ Approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune d'Ensuès-la-Redonne transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/9078/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsqu'elles n'avaient pas été transférées, les compétences visées à l'article L. 5217-2 du même code ont été transférées de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018, à l'exception de la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages », de la compétence « promotion du tourisme, dont création d'office de tourisme » pour les seules communes s'y étant opposées dans les conditions et délais ouverts par les textes, et, à titre transitoire, des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

Ces transferts de compétences s'accompagnent par la reprise de l'ensemble du passif lié à l'exercice de ces dernières.

Lorsque les emprunts ne peuvent pas être individualisés par compétence, il est proposé l'application du mécanisme alternatif dit de « dette récupérable ». Ainsi, la commune continue à rembourser ses emprunts sans transfert de contrat à la Métropole, cette dernière remboursant à la commune une quote-part d'emprunt. Néanmoins, pour ce faire, une convention entre la Métropole et la commune concernée doit être conclue.

Cette convention, ci-annexée, précise pour chaque compétence concernée, les annuités dues à la commune d'Ensuès-la-Redonne par la Métropole au titre de ce dispositif.

L'approbation concordante de ce document par le Conseil Municipal et le Conseil de la Métropole permettra la mise en œuvre des remboursements au bénéfice de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que le Conseil de la Métropole acte par la présente délibération les conventions de dette récupérable afin de sécuriser les reversements entre la métropole et les communes

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de dette récupérable, ci-annexée, entre la Commune d'Ensuès-la-Redonne et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Le montant de l'encours de dette récupérable est comptabilisé au budget principal de la Métropole.

Article 3 :

L'enregistrement de la créance de la Commune sera imputé sur le compte 168741 de la Métropole. La charge des intérêts sera imputée en titre au compte 661131. Le remboursement du capital sera imputé en 168741.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant légal est autorisé à signer l'ensemble des conventions de dette récupérable ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 026-4842/18/CM

■ Approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de Gignac-la-Nerthe transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/9081/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsqu'elles n'avaient pas été transférées, les compétences visées à l'article L. 5217-2 du même code ont été transférées de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018, à l'exception de la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages », de la compétence « promotion du tourisme, dont création d'office de tourisme » pour les seules communes s'y étant opposées dans les conditions et délais ouverts par les textes, et, à titre transitoire, des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

Ces transferts de compétences s'accompagnent par la reprise de l'ensemble du passif lié à l'exercice de ces dernières.

Lorsque les emprunts ne peuvent pas être individualisés par compétence, il est proposé l'application du mécanisme alternatif dit de « dette récupérable ». Ainsi, la commune continue à rembourser ses emprunts sans transfert de contrat à la Métropole, cette dernière remboursant à la commune une quote-part d'emprunt. Néanmoins, pour ce faire, une convention entre la Métropole et la commune concernée doit être conclue.

Cette convention, ci-annexée, précise pour chaque compétence concernée, les annuités dues à la commune de Gignac-la-Nerthe par la Métropole au titre de ce dispositif.

L'approbation concordante de ce document par le Conseil Municipal et le Conseil de la Métropole permettra la mise en œuvre des remboursements au bénéfice de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que le Conseil de la Métropole acte par la présente délibération les conventions de dette récupérable afin de sécuriser les reversements entre la métropole et les communes

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de dette récupérable, ci-annexée, entre la Commune de Gignac-la-Nerthe et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Le montant de l'encours de dette récupérable est comptabilisé au budget principal de la Métropole.

Article 3 :

L'enregistrement de la créance de la Commune sera imputé sur le compte 168741 de la Métropole. La charge des intérêts sera imputée en titre au compte 661131. Le remboursement du capital sera imputé en 168741.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant légal est autorisé à signer l'ensemble des conventions de dette récupérable ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 027-4843/18/CM

■ Approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de La Ciotat transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/9112/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsqu'elles n'avaient pas été transférées, les compétences visées à l'article L. 5217-2 du même code ont été transférées de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018, à l'exception de la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages », de la compétence « promotion du tourisme, dont création d'office de tourisme » pour les seules communes s'y étant opposées dans les conditions et délais ouverts par les textes, et, à titre transitoire, des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

Ces transferts de compétences s'accompagnent par la reprise de l'ensemble du passif lié à l'exercice de ces dernières.

Lorsque les emprunts ne peuvent pas être individualisés par compétence, il est proposé l'application du mécanisme alternatif dit de « dette récupérable ». Ainsi, la commune continue à rembourser ses emprunts sans transfert de contrat à la Métropole, cette dernière remboursant à la commune une quote-part d'emprunt. Néanmoins, pour ce faire, une convention entre la Métropole et la commune concernée doit être conclue.

Cette convention, ci-annexée, précise pour chaque compétence concernée, les annuités dues à la commune de La Ciotat par la Métropole au titre de ce dispositif.

L'approbation concordante de ce document par le Conseil Municipal et le Conseil de la Métropole permettra la mise en œuvre des remboursements au bénéfice de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que le Conseil de la Métropole acte par la présente délibération les conventions de dette récupérable afin de sécuriser les reversements entre la métropole et les communes.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de dette récupérable, ci-annexée, entre la Commune de La Ciotat et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Le montant de l'encours de dette récupérable est comptabilisé au budget principal de la Métropole.

Article 3 :

L'enregistrement de la créance de la Commune sera imputé sur le compte 168741 de la Métropole. La charge des intérêts sera imputée en titre au compte 661131. Le remboursement du capital sera imputé en 168741.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant légal est autorisé à signer l'ensemble des conventions de dette récupérable ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 028-4844/18/CM

■ Approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de Le Rove transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/9119/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsqu'elles n'avaient pas été transférées, les compétences visées à l'article L. 5217-2 du même code ont été transférées de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018, à l'exception de la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages », de la compétence « promotion du tourisme, dont création d'office de tourisme » pour les seules communes s'y étant opposées dans les conditions et délais ouverts par les textes, et, à titre transitoire, des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

Ces transferts de compétences s'accompagnent par la reprise de l'ensemble du passif lié à l'exercice de ces dernières.

Lorsque les emprunts ne peuvent pas être individualisés par compétence, il est proposé l'application du mécanisme alternatif dit de « dette récupérable ». Ainsi, la commune continue à rembourser ses emprunts sans transfert de contrat à la Métropole, cette dernière remboursant à la commune une quote-part d'emprunt. Néanmoins, pour ce faire, une convention entre la Métropole et la commune concernée doit être conclue.

Cette convention, ci-annexée, précise pour chaque compétence concernée, les annuités dues à la commune de Le Rove par la Métropole au titre de ce dispositif.

L'approbation concordante de ce document par le Conseil Municipal et le Conseil de la Métropole permettra la mise en œuvre des remboursements au bénéfice de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que le Conseil de la Métropole acte par la présente délibération les conventions de dette récupérable afin de sécuriser les reversements entre la métropole et les communes

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de dette récupérable, ci-annexée, entre la Commune de Le Rove et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Le montant de l'encours de dette récupérable est comptabilisé au budget principal de la Métropole.

Article 3 :

L'enregistrement de la créance de la Commune sera imputé sur le compte 168741 de la Métropole. La charge des intérêts sera imputée en titre au compte 661131. Le remboursement du capital sera imputé en 168741.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant légal est autorisé à signer l'ensemble des conventions de dette récupérable ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 029-4845/18/CM

■ Approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de Marignane transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/9149/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsqu'elles n'avaient pas été transférées, les compétences visées à l'article L. 5217-2 du même code ont été transférées de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018, à l'exception de la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages », de la compétence « promotion du tourisme, dont création d'office de tourisme » pour les seules communes s'y étant opposées dans les conditions et délais ouverts par les textes, et, à titre transitoire, des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

Ces transferts de compétences s'accompagnent par la reprise de l'ensemble du passif lié à l'exercice de ces dernières.

Lorsque les emprunts ne peuvent pas être individualisés par compétence, il est proposé l'application du mécanisme alternatif dit de « dette récupérable ». Ainsi, la commune continue à rembourser ses emprunts sans transfert de contrat à la Métropole, cette dernière remboursant à la commune une quote-part d'emprunt. Néanmoins, pour ce faire, une convention entre la Métropole et la commune concernée doit être conclue.

Cette convention, ci-annexée, précise pour chaque compétence concernée, les annuités dues à la commune de Marignane par la Métropole au titre de ce dispositif.

L'approbation concordante de ce document par le Conseil Municipal et le Conseil de la Métropole permettra la mise en œuvre des remboursements au bénéfice de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que le Conseil de la Métropole acte par la présente délibération les conventions de dette récupérable afin de sécuriser les reversements entre la métropole et les communes ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de dette récupérable, ci-annexée, entre la Commune de Marignane et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Le montant de l'encours de dette récupérable est comptabilisé au budget principal de la Métropole.

Article 3 :

L'enregistrement de la créance de la Commune sera imputé sur le compte 168741 de la Métropole. La charge des intérêts sera imputée en titre au compte 661131. Le remboursement du capital sera imputé en 168741.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant légal est autorisé à signer l'ensemble des conventions de dette récupérable ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 030-4846/18/CM

**■ Approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de Roquefort-la-Bédoule transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 18/9175/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsqu'elles n'avaient pas été transférées, les compétences visées à l'article L. 5217-2 du même code ont été transférées de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018, à l'exception de la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages », de la compétence « promotion du tourisme, dont création d'office de tourisme » pour les seules communes s'y étant opposées dans les conditions et délais ouverts par les textes, et, à titre transitoire, des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

Ces transferts de compétences s'accompagnent par la reprise de l'ensemble du passif lié à l'exercice de ces dernières.

Lorsque les emprunts ne peuvent pas être individualisés par compétence, il est proposé l'application du mécanisme alternatif dit de « dette récupérable ». Ainsi, la commune continue à rembourser ses emprunts sans transfert de contrat à la Métropole, cette dernière remboursant à la commune une quote-part d'emprunt. Néanmoins, pour ce faire, une convention entre la Métropole et la commune concernée doit être conclue.

Cette convention, ci-annexée, précise pour chaque compétence concernée, les annuités dues à la commune de Roquefort-la-Bédoule par la Métropole au titre de ce dispositif.

L'approbation concordante de ce document par le Conseil Municipal et le Conseil de la Métropole permettra la mise en œuvre des remboursements au bénéfice de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que le Conseil de la Métropole acte par la présente délibération les conventions de dette récupérable afin de sécuriser les reversements entre la métropole et les communes.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de dette récupérable, ci-annexée, entre la Commune de Roquefort-la-Bédoule et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Le montant de l'encours de dette récupérable est comptabilisé au budget principal de la Métropole.

Article 3 :

L'enregistrement de la créance de la Commune sera imputé sur le compte 168741 de la Métropole. La charge des intérêts sera imputée en titre au compte 661131. Le remboursement du capital sera imputé en 168741.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant légal est autorisé à signer l'ensemble des conventions de dette récupérable ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 031-4847/18/CM

■ Approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de Sausset-les-Pins transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/9199/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsqu'elles n'avaient pas été transférées, les compétences visées à l'article L. 5217-2 du même code ont été transférées de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018, à l'exception de la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages », de la compétence « promotion du tourisme, dont création d'office de tourisme » pour les seules communes s'y étant opposées dans les conditions et délais ouverts par les textes, et, à titre transitoire, des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

Ces transferts de compétences s'accompagnent par la reprise de l'ensemble du passif lié à l'exercice de ces dernières.

Lorsque les emprunts ne peuvent pas être individualisés par compétence, il est proposé l'application du mécanisme alternatif dit de « dette récupérable ». Ainsi, la commune continue à rembourser ses emprunts sans transfert de contrat à la Métropole, cette dernière remboursant à la commune une quote-part d'emprunt. Néanmoins, pour ce faire, une convention entre la Métropole et la commune concernée doit être conclue.

Cette convention, ci-annexée, précise pour chaque compétence concernée, les annuités dues à la commune de Sausset-les-Pins par la Métropole au titre de ce dispositif.

L'approbation concordante de ce document par le Conseil Municipal et le Conseil de la Métropole permettra la mise en œuvre des remboursements au bénéfice de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que le Conseil de la Métropole acte par la présente délibération les conventions de dette récupérable afin de sécuriser les reversements entre la métropole et les communes.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de dette récupérable, jointe en annexe, entre la Commune de Sausset-les-Pins et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

L'encours de dette récupérable est transféré au budget Principal de la Métropole.

Article 3 :

L'enregistrement de la créance de la Commune sera imputé sur le compte 168741 de la Métropole. La charge des intérêts sera imputée en titre au compte 661131. Le remboursement du capital sera imputé en 168741.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant légal est autorisé à signer l'ensemble des conventions de dette récupérable ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 032-4848/18/CM

■ Approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de Septèmes-les-Vallons transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/9210/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsqu'elles n'avaient pas été transférées, les compétences visées à l'article L. 5217-2 du même code ont été transférées de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018, à l'exception de la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages », de la compétence « promotion du tourisme, dont création d'office de tourisme » pour les seules communes s'y étant opposées dans les conditions et délais ouverts par les textes, et, à titre transitoire, des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

Ces transferts de compétences s'accompagnent par la reprise de l'ensemble du passif lié à l'exercice de ces dernières.

Lorsque les emprunts ne peuvent pas être individualisés par compétence, il est proposé l'application du mécanisme alternatif dit de « dette récupérable ». Ainsi, la commune continue à rembourser ses emprunts sans transfert de contrat à la Métropole, cette dernière remboursant à la commune une quote-part d'emprunt. Néanmoins, pour ce faire, une convention entre la Métropole et la commune concernée doit être conclue.

Cette convention, ci-annexée, précise pour chaque compétence concernée, les annuités dues à la commune de Septèmes-les-Vallons par la Métropole au titre de ce dispositif.

L'approbation concordante de ce document par le Conseil Municipal et le Conseil de la Métropole permettra la mise en œuvre des remboursements au bénéfice de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que le Conseil de la Métropole acte par la présente délibération les conventions de dette récupérable afin de sécuriser les reversements entre la métropole et les communes.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de dette récupérable, jointe en annexe, entre la Commune de Septèmes-les-Vallons et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Le montant de l'encours de dette récupérable est comptabilisé au budget principal de la Métropole.

Article 3 :

L'enregistrement de la créance de la Commune sera imputé sur le compte 168741 de la Métropole. La charge des intérêts sera imputée en titre au compte 661131. Le remboursement du capital sera imputé en 168741.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant légal est autorisé à signer l'ensemble des conventions de dette récupérable ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 033-4849/18/CM

■ Approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune d'Aix-en-Provence transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/9007/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsqu'elles n'avaient pas été transférées, les compétences visées à l'article L. 5217-2 du même code ont été transférées de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018, à l'exception de la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages », de la compétence « promotion du tourisme, dont création d'office de tourisme » pour les seules communes s'y étant opposées dans les conditions et délais ouverts par les textes, et, à titre transitoire, des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

Ces transferts de compétences s'accompagnent par la reprise de l'ensemble du passif lié à l'exercice de ces dernières.

Lorsque les emprunts ne peuvent pas être individualisés par compétence, il est proposé l'application du mécanisme alternatif dit de « dette récupérable ». Ainsi, la commune continue à rembourser ses emprunts sans transfert de contrat à la Métropole, cette dernière remboursant à la commune une quote-part d'emprunt. Néanmoins, pour ce faire, une convention entre la Métropole et la commune concernée doit être conclue.

Cette convention, ci-annexée, précise pour chaque compétence concernée, les annuités dues à la commune d'Aix-en-Provence par la Métropole au titre de ce dispositif.

L'approbation concordante de ce document par le Conseil Municipal et le Conseil de la Métropole permettra la mise en œuvre des remboursements au bénéfice de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que le Conseil de la Métropole acte par la présente délibération les conventions de dette récupérable afin de sécuriser les reversements entre la métropole et les communes.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de dette récupérable, ci-annexée, entre la Commune d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Le montant de l'encours de dette récupérable est comptabilisé au budget principal de la Métropole.

Article 3 :

L'enregistrement de la créance de la Commune sera imputé sur le compte 168741 de la Métropole. La charge des intérêts sera imputée en titre au compte 661131. Le remboursement du capital sera imputé en 168741.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant légal est autorisé à signer l'ensemble des conventions de dette récupérable ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 034-4850/18/CM

■ Approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de Bouc-Bel-Air transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/9013/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsqu'elles n'avaient pas été transférées, les compétences visées à l'article L. 5217-2 du même code ont été transférées de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018, à l'exception de la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages », de la compétence « promotion du tourisme, dont création d'office de tourisme » pour les seules communes s'y étant opposées dans les conditions et délais ouverts par les textes, et, à titre transitoire, des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

Ces transferts de compétences s'accompagnent par la reprise de l'ensemble du passif lié à l'exercice de ces dernières.

Lorsque les emprunts ne peuvent pas être individualisés par compétence, il est proposé l'application du mécanisme alternatif dit de « dette récupérable ». Ainsi, la commune continue à rembourser ses emprunts sans transfert de contrat à la Métropole, cette dernière remboursant à la commune une quote-part d'emprunt. Néanmoins, pour ce faire, une convention entre la Métropole et la commune concernée doit être conclue.

Cette convention, ci-annexée, précise pour chaque compétence concernée, les annuités dues à la commune de Bouc-Bel-Air par la Métropole au titre de ce dispositif.

L'approbation concordante de ce document par le Conseil Municipal et le Conseil de la Métropole permettra la mise en œuvre des remboursements au bénéfice de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que le Conseil de la Métropole acte par la présente délibération les conventions de dette récupérable afin de sécuriser les reversements entre la métropole et les communes.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de dette récupérable, jointe en annexe, entre la Commune de Bouc-Bel-Air et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Le montant de l'encours de dette récupérable est comptabilisé au budget principal de la Métropole.

Article 3 :

L'enregistrement de la créance de la Commune sera imputé sur le compte 168741 de la Métropole. La charge des intérêts sera imputée en titre au compte 661131. Le remboursement du capital sera imputé en 168741.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant légal est autorisé à signer l'ensemble des conventions de dette récupérable ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 035-4851/18/CM

■ Approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de Cabriès transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/9015/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsqu'elles n'avaient pas été transférées, les compétences visées à l'article L. 5217-2 du même code ont été transférées de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018, à l'exception de la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages », de la compétence « promotion du tourisme, dont création d'office de tourisme » pour les seules communes s'y étant opposées dans les conditions et délais ouverts par les textes, et, à titre transitoire, des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

Ces transferts de compétences s'accompagnent par la reprise de l'ensemble du passif lié à l'exercice de ces dernières.

Lorsque les emprunts ne peuvent pas être individualisés par compétence, il est proposé l'application du mécanisme alternatif dit de « dette récupérable ». Ainsi, la commune continue à rembourser ses emprunts sans transfert de contrat à la Métropole, cette dernière remboursant à la commune une quote-part d'emprunt. Néanmoins, pour ce faire, une convention entre la Métropole et la commune concernée doit être conclue.

Cette convention, ci-annexée, précise pour chaque compétence concernée, les annuités dues à la commune de Cabriès par la Métropole au titre de ce dispositif.

L'approbation concordante de ce document par le Conseil Municipal et le Conseil de la Métropole permettra la mise en œuvre des remboursements au bénéfice de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que le Conseil de la Métropole acte par la présente délibération les conventions de dette récupérable afin de sécuriser les reversements entre la métropole et les communes.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de dette récupérable, ci-annexée, entre la Commune de Cabriès et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Le montant de l'encours de dette récupérable est comptabilisé au budget Principal de la Métropole.

Article 3 :

L'enregistrement de la créance de la Commune sera imputé sur le compte 168741 de la Métropole. La charge des intérêts sera imputée en titre au compte 661131. Le remboursement du capital sera imputé en 168741.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant légal est autorisé à signer l'ensemble des conventions de dette récupérable ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 036-4852/18/CM

■ Approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de Coudoux transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/9025/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsqu'elles n'avaient pas été transférées, les compétences visées à l'article L. 5217-2 du même code ont été transférées de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018, à l'exception de la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages », de la compétence « promotion du tourisme, dont création d'office de tourisme » pour les seules communes s'y étant opposées dans les conditions et délais ouverts par les textes, et, à titre transitoire, des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

Ces transferts de compétences s'accompagnent par la reprise de l'ensemble du passif lié à l'exercice de ces dernières.

Lorsque les emprunts ne peuvent pas être individualisés par compétence, il est proposé l'application du mécanisme alternatif dit de « dette récupérable ». Ainsi, la commune continue à rembourser ses emprunts sans transfert de contrat à la Métropole, cette dernière remboursant à la commune une quote-part d'emprunt. Néanmoins, pour ce faire, une convention entre la Métropole et la commune concernée doit être conclue.

Cette convention, ci-annexée, précise pour chaque compétence concernée, les annuités dues à la commune de Coudoux par la Métropole au titre de ce dispositif.

L'approbation concordante de ce document par le Conseil Municipal et le Conseil de la Métropole permettra la mise en œuvre des remboursements au bénéfice de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que le Conseil de la Métropole acte par la présente délibération les conventions de dette récupérable afin de sécuriser les reversements entre la métropole et les communes

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de dette récupérable, ci-annexée, entre la Commune de Coudoux et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Le montant de l'encours de dette récupérable est comptabilisé au budget principal de la Métropole.

Article 3 :

L'enregistrement de la créance de la Commune sera imputé sur le compte 168741 de la Métropole. La charge des intérêts sera imputée en titre au compte 661131. Le remboursement du capital sera imputé en 168741.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant légal est autorisé à signer l'ensemble des conventions de dette récupérable ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 037-4853/18/CM

■ Approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de Fuveau transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/9080/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsqu'elles n'avaient pas été transférées, les compétences visées à l'article L. 5217-2 du même code ont été transférées de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018, à l'exception de la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages », de la compétence « promotion du tourisme, dont création d'office de tourisme » pour les seules communes s'y étant opposées dans les conditions et délais ouverts par les textes, et, à titre transitoire, des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

Ces transferts de compétences s'accompagnent par la reprise de l'ensemble du passif lié à l'exercice de ces dernières.

Lorsque les emprunts ne peuvent pas être individualisés par compétence, il est proposé l'application du mécanisme alternatif dit de « dette récupérable ». Ainsi, la commune continue à rembourser ses emprunts sans transfert de contrat à la Métropole, cette dernière remboursant à la commune une quote-part d'emprunt. Néanmoins, pour ce faire, une convention entre la Métropole et la commune concernée doit être conclue.

Cette convention, ci-annexée, précise pour chaque compétence concernée, les annuités dues à la commune de Fuveau par la Métropole au titre de ce dispositif.

L'approbation concordante de ce document par le Conseil Municipal et le Conseil de la Métropole permettra la mise en œuvre des remboursements au bénéfice de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que le Conseil de la Métropole acte par la présente délibération les conventions de dette récupérable afin de sécuriser les reversements entre la métropole et les communes

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de dette récupérable, ci-annexée, entre la Commune de Fuveau et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Le montant de l'encours de dette récupérable est comptabilisé au budget principal de la Métropole.

Article 3 :

L'enregistrement de la créance de la Commune sera imputé sur le compte 168741 de la Métropole. La charge des intérêts sera imputée en titre au compte 661131. Le remboursement du capital sera imputé en 168741.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant légal est autorisé à signer l'ensemble des conventions de dette récupérable ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 038-4854/18/CM

**■ Approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de La Roque-d'Anthéron transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 18/9116/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsqu'elles n'avaient pas été transférées, les compétences visées à l'article L. 5217-2 du même code ont été transférées de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018, à l'exception de la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages », de la compétence « promotion du tourisme, dont création d'office de tourisme » pour les seules communes s'y étant opposées dans les conditions et délais ouverts par les textes, et, à titre transitoire, des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

Ces transferts de compétences s'accompagnent par la reprise de l'ensemble du passif lié à l'exercice de ces dernières.

Lorsque les emprunts ne peuvent pas être individualisés par compétence, il est proposé l'application du mécanisme alternatif dit de « dette récupérable ». Ainsi, la commune continue à rembourser ses emprunts sans transfert de contrat à la Métropole, cette dernière remboursant à la commune une quote-part d'emprunt. Néanmoins, pour ce faire, une convention entre la Métropole et la commune concernée doit être conclue.

Cette convention, ci-annexée, précise pour chaque compétence concernée, les annuités dues à la commune de La Roque-d'Anthéron par la Métropole au titre de ce dispositif.

L'approbation concordante de ce document par le Conseil Municipal et le Conseil de la Métropole permettra la mise en œuvre des remboursements au bénéfice de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que le Conseil de la Métropole acte par la présente délibération les conventions de dette récupérable afin de sécuriser les reversements entre la métropole et les communes ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de dette récupérable, ci-annexée, entre la Commune de La Roque-d'Anthéron et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Le montant de l'encours de dette récupérable est comptabilisé au budget principal de la Métropole.

Article 3 :

L'enregistrement de la créance de la Commune sera imputé sur le compte 168741 de la Métropole. La charge des intérêts sera imputée en titre au compte 661131. Le remboursement du capital sera imputé en 168741.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant légal est autorisé à signer l'ensemble des conventions de dette récupérable ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 039-4855/18/CM

■ Approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de Lambesc transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/9117/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L. 5218-2 du code général des collectivités territoriales, lorsqu'elles n'avaient pas été transférées, les compétences visées à l'article L. 5217-2 du même code ont été transférées de plein droit à la Métropole d'Aix Marseille Provence à compter du 1er janvier 2018, à l'exception de la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages », de la compétence « promotion du tourisme, dont création d'office de tourisme » pour les seules communes s'y étant opposées dans les conditions et délais ouverts par les textes, et, à titre transitoire, des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

Ces transferts de compétences s'accompagnent par la reprise de l'ensemble du passif lié à l'exercice de ces dernières.

Lorsque les emprunts ne peuvent pas être individualisés par compétence, il est proposé l'application du mécanisme alternatif dit de « dette récupérable ». Ainsi, la commune continue à rembourser ses emprunts sans transfert de contrat à la Métropole, cette dernière remboursant à la commune une quote-part d'emprunt. Néanmoins, pour ce faire, une convention entre la Métropole et la commune concernée doit être conclue.

Cette convention, ci-annexée, précise pour chaque compétence concernée, les annuités dues à la commune de Lambesc par la Métropole au titre de ce dispositif.

L'approbation concordante de ce document par le Conseil Municipal et le Conseil de la Métropole permettra la mise en œuvre des remboursements au bénéfice de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN010-012/16/CM du conseil métropolitain du 17 avril 2016 portant délégation du Conseil Métropolitain au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN013-146/16/CM Conseil métropolitain du 28 avril 2016 portant délégation d'attribution au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière d'emprunt.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que le Conseil de la Métropole acte par la présente délibération les conventions de dette récupérable afin de sécuriser les versements entre la métropole et les communes

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de dette récupérable, jointe en annexe, entre la Commune de Lambesc et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

L'encours de dette récupérable est transféré au budget Principal de la Métropole.

Article 3 :

L'enregistrement de la créance de la Commune sera imputé sur le compte 168741 de la Métropole. La charge des intérêts sera imputée en titre au compte 661131. Le remboursement du capital sera imputé en 168741.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant légal est autorisé à signer l'ensemble des conventions de dette récupérable ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 040-4856/18/CM

■ Approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de Le Tholonet transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/9121/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsqu'elles n'avaient pas été transférées, les compétences visées à l'article L. 5217-2 du même code ont été transférées de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018, à l'exception de la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages », de la compétence « promotion du tourisme, dont création d'office de tourisme » pour les seules communes s'y étant opposées dans les conditions et délais ouverts par les textes, et, à titre transitoire, des compétences

« création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

Ces transferts de compétences s'accompagnent par la reprise de l'ensemble du passif lié à l'exercice de ces dernières.

Lorsque les emprunts ne peuvent pas être individualisés par compétence, il est proposé l'application du mécanisme alternatif dit de « dette récupérable ». Ainsi, la commune continue à rembourser ses emprunts sans transfert de contrat à la Métropole, cette dernière remboursant à la commune une quote-part d'emprunt. Néanmoins, pour ce faire, une convention entre la Métropole et la commune concernée doit être conclue.

Cette convention, ci-annexée, précise pour chaque compétence concernée, les annuités dues à la commune de Le Tholonet par la Métropole au titre de ce dispositif.

L'approbation concordante de ce document par le Conseil Municipal et le Conseil de la Métropole permettra la mise en œuvre des remboursements au bénéfice de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que le Conseil de la Métropole acte par la présente délibération les

conventions de dette récupérable afin de sécuriser les reversements entre la métropole et les communes

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de dette récupérable, ci-annexée, entre la Commune de Le Tholonet et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Le montant de l'encours de dette récupérable est comptabilisé au budget principal de la Métropole.

Article 3 :

L'enregistrement de la créance de la Commune sera imputé sur le compte 168741 de la Métropole. La charge des intérêts sera imputée en titre au compte 661131. Le remboursement du capital sera imputé en 168741.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant légal est autorisé à signer l'ensemble des conventions de dette récupérable ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 041-4857/18/CM

**■ Approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de Les Pennes-Mirabeau transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 18/9122/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsqu'elles n'avaient pas été transférées, les compétences visées à l'article L. 5217-2 du même code ont été transférées de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018, à l'exception de la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages », de la compétence « promotion du tourisme, dont création d'office de tourisme » pour les seules communes s'y étant opposées dans les conditions et délais ouverts par les textes, et, à titre transitoire, des compétences

« création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

Ces transferts de compétences s'accompagnent par la reprise de l'ensemble du passif lié à l'exercice de ces dernières.

Lorsque les emprunts ne peuvent pas être individualisés par compétence, il est proposé l'application du mécanisme alternatif dit de « dette récupérable ». Ainsi, la commune continue à rembourser ses emprunts sans transfert de contrat à la Métropole, cette dernière remboursant à la commune une quote-part d'emprunt. Néanmoins, pour ce faire, une convention entre la Métropole et la commune concernée doit être conclue.

Cette convention, ci-annexée, précise pour chaque compétence concernée, les annuités dues à la commune de Les Pennes-Mirabeau par la Métropole au titre de ce dispositif.

L'approbation concordante de ce document par le Conseil Municipal et le Conseil de la Métropole permettra la mise en œuvre des remboursements au bénéfice de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que le Conseil de la Métropole acte par la présente délibération les

conventions de dette récupérable afin de sécuriser les reversements entre la métropole et les communes

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de dette récupérable, ci-annexée, entre la Commune de Les Pennes-Mirabeau et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Le montant de l'encours de dette récupérable est comptabilisé au budget principal de la Métropole.

Article 3 :

L'enregistrement de la créance de la Commune sera imputé sur le compte 168741 de la Métropole. La charge des intérêts sera imputée en titre au compte 661131. Le remboursement du capital sera imputé en 168741.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant légal est autorisé à signer l'ensemble des conventions de dette récupérable ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 042-4858/18/CM

■ Approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de Meyrargues transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/9154/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsqu'elles n'avaient pas été transférées, les compétences visées à l'article L. 5217-2 du même code ont été transférées de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018, à l'exception de la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages », de la compétence « promotion du tourisme, dont création d'office de tourisme » pour les seules communes s'y étant opposées dans les conditions et délais ouverts par les textes, et, à titre transitoire, des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », «

signalisation » et « création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

Ces transferts de compétences s'accompagnent par la reprise de l'ensemble du passif lié à l'exercice de ces dernières.

Lorsque les emprunts ne peuvent pas être individualisés par compétence, il est proposé l'application du mécanisme alternatif dit de « dette récupérable ». Ainsi, la commune continue à rembourser ses emprunts sans transfert de contrat à la Métropole, cette dernière remboursant à la commune une quote-part d'emprunt. Néanmoins, pour ce faire, une convention entre la Métropole et la commune concernée doit être conclue.

Cette convention, ci-annexée, précise pour chaque compétence concernée, les annuités dues à la commune de Meyrargues par la Métropole au titre de ce dispositif.

L'approbation concordante de ce document par le Conseil Municipal et le Conseil de la Métropole permettra la mise en œuvre des remboursements au bénéfice de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que le Conseil de la Métropole acte par la présente délibération les conventions de dette récupérable afin de

sécuriser les reversements entre la métropole et les communes ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de dette récupérable, ci-annexée, entre la Commune de Meyrargues et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Le montant de l'encours de dette récupérable est comptabilisé au budget principal de la Métropole.

Article 3 :

L'enregistrement de la créance de la Commune sera imputé sur le compte 168741 de la Métropole. La charge des intérêts sera imputée en titre au compte 661131. Le remboursement du capital sera imputé en 168741.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant légal est autorisé à signer l'ensemble des conventions de dette récupérable ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 043-4859/18/CM

**■ Approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de Mimet transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 18/9156/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsqu'elles n'avaient pas été transférées, les compétences visées à l'article L. 5217-2 du même code ont été transférées de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018, à l'exception de la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages », de la compétence « promotion du tourisme, dont création d'office de tourisme » pour les seules communes s'y étant opposées dans les conditions et délais ouverts par les textes, et, à titre transitoire, des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « création, aménagement et

entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

Ces transferts de compétences s'accompagnent par la reprise de l'ensemble du passif lié à l'exercice de ces dernières.

Lorsque les emprunts ne peuvent pas être individualisés par compétence, il est proposé l'application du mécanisme alternatif dit de « dette récupérable ». Ainsi, la commune continue à rembourser ses emprunts sans transfert de contrat à la Métropole, cette dernière remboursant à la commune une quote-part d'emprunt. Néanmoins, pour ce faire, une convention entre la Métropole et la commune concernée doit être conclue.

Cette convention, ci-annexée, précise pour chaque compétence concernée, les annuités dues à la commune de Mimet par la Métropole au titre de ce dispositif.

L'approbation concordante de ce document par le Conseil Municipal et le Conseil de la Métropole permettra la mise en œuvre des remboursements au bénéfice de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que le Conseil de la Métropole acte par la présente délibération les conventions de dette récupérable afin de sécuriser les reversements entre la métropole et les communes ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de dette récupérable, ci-annexée, entre la Commune de Mimet et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Le montant de l'encours de dette récupérable est comptabilisé au budget principal de la Métropole.

Article 3 :

L'enregistrement de la créance de la Commune sera imputé sur le compte 168741 de la Métropole. La charge des intérêts sera imputée en titre au compte 661131. Le remboursement du capital sera imputé en 168741.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant légal est autorisé à signer l'ensemble des conventions de dette récupérable ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 044-4860/18/CM

■ Approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de Pertuis transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/9164/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsqu'elles n'avaient pas été transférées, les compétences visées à l'article L. 5217-2 du même code ont été transférées de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018, à l'exception de la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages », de la compétence « promotion du tourisme, dont création d'office de tourisme » pour les seules communes s'y étant opposées dans les conditions et délais ouverts par les textes, et, à titre transitoire, des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de

déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

Ces transferts de compétences s'accompagnent par la reprise de l'ensemble du passif lié à l'exercice de ces dernières.

Lorsque les emprunts ne peuvent pas être individualisés par compétence, il est proposé l'application du mécanisme alternatif dit de « dette récupérable ». Ainsi, la commune continue à rembourser ses emprunts sans transfert de contrat à la Métropole, cette dernière remboursant à la commune une quote-part d'emprunt. Néanmoins, pour ce faire, une convention entre la Métropole et la commune concernée doit être conclue.

Cette convention, ci-annexée, précise pour chaque compétence concernée, les annuités dues à la commune de Pertuis par la Métropole au titre de ce dispositif.

L'approbation concordante de ce document par le Conseil Municipal et le Conseil de la Métropole permettra la mise en œuvre des remboursements au bénéfice de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que le Conseil de la Métropole acte par la présente délibération les conventions de dette récupérable afin de sécuriser les reversements entre la métropole et les communes.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de dette récupérable, ci-annexée, entre la Commune de Pertuis et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Le montant de l'encours de dette récupérable est comptabilisé au budget principal de la Métropole.

Article 3 :

L'enregistrement de la créance de la Commune sera imputé sur le compte 168741 de la Métropole. La charge des intérêts sera imputée en titre au compte 661131. Le remboursement du capital sera imputé en 168741.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant légal est autorisé à signer l'ensemble des conventions de dette récupérable ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 045-4861/18/CM

■ Approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de Peynier transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/9167/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsqu'elles n'avaient pas été transférées, les compétences visées à l'article L. 5217-2 du même code ont été transférées de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018, à l'exception de la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages », de la compétence « promotion du tourisme, dont création d'office de tourisme » pour les seules communes s'y étant opposées dans les conditions et délais ouverts par les textes, et, à titre transitoire, des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

Ces transferts de compétences s'accompagnent par la reprise de l'ensemble du passif lié à l'exercice de ces dernières.

Lorsque les emprunts ne peuvent pas être individualisés par compétence, il est proposé l'application du mécanisme alternatif dit de « dette récupérable ». Ainsi, la commune continue à rembourser ses emprunts sans transfert de contrat à la Métropole, cette dernière remboursant à la commune une quote-part d'emprunt. Néanmoins, pour ce faire, une convention entre la Métropole et la commune concernée doit être conclue.

Cette convention, ci-annexée, précise pour chaque compétence concernée, les annuités dues à la commune de Peynier par la Métropole au titre de ce dispositif.

L'approbation concordante de ce document par le Conseil Municipal et le Conseil de la Métropole permettra la mise en œuvre des remboursements au bénéfice de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que le Conseil de la Métropole acte par la présente délibération les conventions de dette récupérable afin de sécuriser les reversements entre la métropole et les communes ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de dette récupérable, ci-annexée, entre la Commune de Peynier et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Le montant de l'encours de dette récupérable est comptabilisé au budget principal de la Métropole.

Article 3 :

L'enregistrement de la créance de la Commune sera imputé sur le compte 168741 de la Métropole. La charge des intérêts sera imputée en titre au compte 661131. Le remboursement du capital sera imputé en 168741.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant légal est autorisé à signer l'ensemble des conventions de dette récupérable ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 046-4862/18/CM

■ Approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de Rognes transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/9172/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsqu'elles n'avaient pas été transférées, les compétences visées à l'article L. 5217-2 du même code ont été transférées de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018, à l'exception de la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages », de la compétence « promotion du tourisme, dont création d'office de tourisme » pour les seules communes s'y étant opposées dans les conditions et délais ouverts par les textes, et, à titre transitoire, des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

Ces transferts de compétences s'accompagnent par la reprise de l'ensemble du passif lié à l'exercice de ces dernières.

Lorsque les emprunts ne peuvent pas être individualisés par compétence, il est proposé l'application du mécanisme alternatif dit de « dette récupérable ». Ainsi, la commune continue à rembourser ses emprunts sans transfert de contrat à la Métropole, cette dernière remboursant à la commune une quote-part d'emprunt. Néanmoins, pour ce faire, une convention entre la Métropole et la commune concernée doit être conclue.

Cette convention, ci-annexée, précise pour chaque compétence concernée, les annuités dues à la commune de Rognes par la Métropole au titre de ce dispositif.

L'approbation concordante de ce document par le Conseil Municipal et le Conseil de la Métropole permettra la mise en œuvre des remboursements au bénéfice de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que le Conseil de la Métropole acte par la présente délibération les conventions de dette récupérable afin de sécuriser les reversements entre la métropole et les communes.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de dette récupérable, ci-annexée, entre la Commune de Rognes et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Le montant de l'encours de dette récupérable est comptabilisé au budget principal de la Métropole.

Article 3 :

L'enregistrement de la créance de la Commune sera imputé sur le compte 168741 de la Métropole. La charge des intérêts sera imputée en titre au compte 661131. Le remboursement du capital sera imputé en 168741.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant légal est autorisé à signer l'ensemble des conventions de dette récupérable ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 047-4863/18/CM

■ Approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de Rousset transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/9178/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsqu'elles n'avaient pas été transférées, les compétences visées à l'article L. 5217-2 du même code ont été transférées de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018, à l'exception de la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages », de la compétence « promotion du tourisme, dont création d'office de tourisme » pour les seules communes s'y étant opposées dans les conditions et délais ouverts par les textes, et, à titre transitoire, des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

Ces transferts de compétences s'accompagnent par la reprise de l'ensemble du passif lié à l'exercice de ces dernières.

Lorsque les emprunts ne peuvent pas être individualisés par compétence, il est proposé l'application du mécanisme alternatif dit de « dette récupérable ». Ainsi, la commune continue à rembourser ses emprunts sans transfert de contrat à la Métropole, cette dernière remboursant à la commune une quote-part d'emprunt. Néanmoins, pour ce faire, une convention entre la Métropole et la commune concernée doit être conclue.

Cette convention, ci-annexée, précise pour chaque compétence concernée, les annuités dues à la commune de Rousset par la Métropole au titre de ce dispositif.

L'approbation concordante de ce document par le Conseil Municipal et le Conseil de la Métropole permettra la mise en œuvre des remboursements au bénéfice de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que le Conseil de la Métropole acte par la présente délibération les conventions de dette récupérable afin de sécuriser les reversements entre la métropole et les communes.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de dette récupérable, ci-annexée, entre la Commune de Rousset et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Le montant de l'encours de dette récupérable est comptabilisé au budget principal de la Métropole.

Article 3 :

L'enregistrement de la créance de la Commune sera imputé sur le compte 168741 de la Métropole. La charge des intérêts sera imputée en titre au compte 661131. Le remboursement du capital sera imputé en 168741.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant légal est autorisé à signer l'ensemble des conventions de dette récupérable ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 048-4864/18/CM

■ Approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de Saint-Cannat transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/9181/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsqu'elles n'avaient pas été transférées, les compétences visées à l'article L. 5217-2 du même code ont été transférées de plein droit à la Métropole d'Aix Marseille Provence à compter du 1er janvier 2018, à l'exception de la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages », de la compétence « promotion du tourisme, dont création d'office de tourisme » pour les seules communes s'y étant opposées dans les conditions et délais ouverts par les textes, et, à titre transitoire, des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

Ces transferts de compétences s'accompagnent par la reprise de l'ensemble du passif lié à l'exercice de ces dernières.

Lorsque les emprunts ne peuvent pas être individualisés par compétence, il est proposé l'application du mécanisme alternatif dit de « dette récupérable ». Ainsi, la commune continue à rembourser ses emprunts sans transfert de contrat à la Métropole, cette dernière remboursant à la commune une quote-part d'emprunt. Néanmoins, pour ce faire, une convention entre la Métropole et la commune concernée doit être conclue.

Cette convention, ci-annexée, précise pour chaque compétence concernée, les annuités dues à la commune de Saint-Cannat par la Métropole au titre de ce dispositif.

L'approbation concordante de ce document par le Conseil Municipal et le Conseil de la Métropole permettra la mise en œuvre des remboursements au bénéfice de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que le Conseil de la Métropole acte par la présente délibération les conventions de dette récupérable afin de sécuriser les reversements entre la métropole et les communes.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de dette récupérable, jointe en annexe, entre la Commune de Saint-Cannat et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Le montant de l'encours de dette récupérable est comptabilisé au budget principal de la Métropole.

Article 3 :

L'enregistrement de la créance de la Commune sera imputé sur le compte 168741 de la Métropole. La charge des intérêts sera imputée en titre au compte 661131. Le remboursement du capital sera imputé en 168741.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant légal est autorisé à signer l'ensemble des conventions de dette récupérable ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 049-4865/18/CM

■ Approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de Vitrolles transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/9190/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsqu'elles n'avaient pas été transférées, les compétences visées à l'article L. 5217-2 du même code ont été transférées de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018, à l'exception de la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages », de la compétence « promotion du tourisme, dont création d'office de tourisme » pour les seules communes s'y étant opposées dans les conditions et délais ouverts par les textes, et, à titre transitoire, des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

Ces transferts de compétences s'accompagnent par la reprise de l'ensemble du passif lié à l'exercice de ces dernières.

Lorsque les emprunts ne peuvent pas être individualisés par compétence, il est proposé l'application du mécanisme alternatif dit de « dette récupérable ». Ainsi, la commune continue à rembourser ses emprunts sans transfert de contrat à la Métropole, cette dernière remboursant à la commune une quote-part d'emprunt. Néanmoins, pour ce faire, une convention entre la Métropole et la commune concernée doit être conclue.

Cette convention, ci-annexée, précise pour chaque compétence concernée, les annuités dues à la commune de Vitrolles par la Métropole au titre de ce dispositif.

L'approbation concordante de ce document par le Conseil Municipal et le Conseil de la Métropole permettra la mise en œuvre des remboursements au bénéfice de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que le Conseil de la Métropole acte par la présente délibération les conventions de dette récupérable afin de sécuriser les reversements entre la métropole et les communes ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de dette récupérable, jointe en annexe, entre la Commune de Vitrolles et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Le montant de l'encours de dette récupérable est comptabilisé au budget principal de la Métropole.

Article 3 :

L'enregistrement de la créance de la Commune sera imputé sur le compte 168741 de la Métropole. La charge des intérêts sera imputée en titre au compte 661131. Le remboursement du capital sera imputé en 168741.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant légal est autorisé à signer l'ensemble des conventions de dette récupérable ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 050-4866/18/CM

■ Approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de Ventabren transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/9197/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsqu'elles n'avaient pas été transférées, les compétences visées à l'article L. 5217-2 du même code ont été transférées de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018, à l'exception de la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages », de la compétence « promotion du tourisme, dont création d'office de tourisme » pour les seules communes s'y étant opposées dans les conditions et délais ouverts par les textes, et, à titre transitoire, des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

Ces transferts de compétences s'accompagnent par la reprise de l'ensemble du passif lié à l'exercice de ces dernières.

Lorsque les emprunts ne peuvent pas être individualisés par compétence, il est proposé l'application du mécanisme alternatif dit de « dette récupérable ». Ainsi, la commune continue à rembourser ses emprunts sans transfert de contrat à la Métropole, cette dernière remboursant à la commune une quote-part d'emprunt. Néanmoins, pour ce faire, une convention entre la Métropole et la commune concernée doit être conclue.

Cette convention, ci-annexée, précise pour chaque compétence concernée, les annuités dues à la commune de Ventabren par la Métropole au titre de ce dispositif.

L'approbation concordante de ce document par le Conseil Municipal et le Conseil de la Métropole permettra la mise en œuvre des remboursements au bénéfice de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Qu'il convient que le Conseil de la Métropole acte par la présente délibération les conventions de dette récupérable afin de sécuriser les reversements entre la métropole et les communes.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de dette récupérable, ci-annexée, entre la Commune de Ventabren et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Le montant de l'encours de dette récupérable est comptabilisé au budget Principal de la Métropole.

Article 3 :

L'enregistrement de la créance de la Commune sera imputé sur le compte 168741 de la Métropole. La charge des intérêts sera imputée en titre au compte 661131. Le remboursement du capital sera imputé en 168741.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant légal est autorisé à signer l'ensemble des conventions de dette récupérable ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée

FAG 051-4867/18/CM

**■ Approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de Venelles transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 18/9204/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsqu'elles n'avaient pas été transférées, les compétences visées à l'article L. 5217-2 du même code ont été transférées de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018, à l'exception de la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages », de la compétence « promotion du tourisme, dont création d'office de tourisme » pour les seules communes s'y étant opposées dans les conditions et délais ouverts par les textes, et, à titre transitoire, des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

Ces transferts de compétences s'accompagnent par la reprise de l'ensemble du passif lié à l'exercice de ces dernières.

Lorsque les emprunts ne peuvent pas être individualisés par compétence, il est proposé l'application du mécanisme alternatif dit de « dette récupérable ». Ainsi, la commune continue à rembourser ses emprunts sans transfert de contrat à la Métropole, cette dernière remboursant à la commune une quote-part d'emprunt. Néanmoins, pour ce faire, une convention entre la Métropole et la commune concernée doit être conclue.

Cette convention, ci-annexée, précise pour chaque compétence concernée, les annuités dues à la commune de Venelles par la Métropole au titre de ce dispositif.

L'approbation concordante de ce document par le Conseil Municipal et le Conseil de la Métropole permettra la mise en œuvre des remboursements au bénéfice de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que le Conseil de la Métropole acte par la présente délibération les conventions de dette récupérable afin de sécuriser les reversements entre la métropole et les communes.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de dette récupérable, jointe en annexe, entre la Commune de Venelles et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Le montant de l'encours de dette récupérable est comptabilisé au budget principal de la Métropole.

Article 3 :

L'enregistrement de la créance de la Commune sera imputé sur le compte 168741 de la Métropole. La charge des intérêts sera imputée en titre au compte 661131. Le remboursement du capital sera imputé en 168741.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant légal est autorisé à signer l'ensemble des conventions de dette récupérable ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 052-4868/18/CM

■ Approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de Trets transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/9209/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsqu'elles n'avaient pas été transférées, les compétences visées à l'article L. 5217-2 du même code ont été transférées de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018, à l'exception de la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages », de la compétence « promotion du tourisme, dont création d'office de tourisme » pour les seules communes s'y étant opposées dans les conditions et délais ouverts par les textes, et, à titre transitoire, des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

Ces transferts de compétences s'accompagnent par la reprise de l'ensemble du passif lié à l'exercice de ces dernières.

Lorsque les emprunts ne peuvent pas être individualisés par compétence, il est proposé l'application du mécanisme alternatif dit de « dette récupérable ». Ainsi, la commune continue à rembourser ses emprunts sans transfert de contrat à la Métropole, cette dernière remboursant à la commune une quote-part d'emprunt. Néanmoins, pour ce faire, une convention entre la Métropole et la commune concernée doit être conclue.

Cette convention, ci-annexée, précise pour chaque compétence concernée, les annuités dues à la commune de Trets par la Métropole au titre de ce dispositif.

L'approbation concordante de ce document par le Conseil Municipal et le Conseil de la Métropole permettra la mise en œuvre des remboursements au bénéfice de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que le Conseil de la Métropole acte par la présente délibération les conventions de dette récupérable afin de sécuriser les reversements entre la métropole et les communes.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de dette récupérable, jointe en annexe, entre la Commune de Trets et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Le montant de l'encours de dette récupérable est comptabilisé au budget principal de la Métropole.

Article 3 :

L'enregistrement de la créance de la Commune sera imputé sur le compte 168741 de la Métropole. La charge des intérêts sera imputée en titre au compte 661131. Le remboursement du capital sera imputé en 168741.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant légal est autorisé à signer l'ensemble des conventions de dette récupérable ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 053-4869/18/CM

■ Approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de Simiane-Collongue transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/9211/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsqu'elles n'avaient pas été transférées, les compétences visées à l'article L. 5217-2 du même code ont été transférées de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018, à l'exception de la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages », de la compétence « promotion du tourisme, dont création d'office de tourisme » pour les seules communes s'y étant opposées dans les conditions et délais ouverts par les textes, et, à titre transitoire, des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

Ces transferts de compétences s'accompagnent par la reprise de l'ensemble du passif lié à l'exercice de ces dernières.

Lorsque les emprunts ne peuvent pas être individualisés par compétence, il est proposé l'application du mécanisme alternatif dit de « dette récupérable ». Ainsi, la commune continue à rembourser ses emprunts sans transfert de contrat à la Métropole, cette dernière remboursant à la commune une quote-part d'emprunt. Néanmoins, pour ce faire, une convention entre la Métropole et la commune concernée doit être conclue.

Cette convention, ci-annexée, précise pour chaque compétence concernée, les annuités dues à la commune de Simiane-Collongue par la Métropole au titre de ce dispositif.

L'approbation concordante de ce document par le Conseil Municipal et le Conseil de la Métropole permettra la mise en œuvre des remboursements au bénéfice de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que le Conseil de la Métropole acte par la présente délibération les conventions de dette récupérable afin de sécuriser les reversements entre la métropole et les communes.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de dette récupérable, jointe en annexe, entre la Commune de Simiane-Collongue et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Le montant de l'encours de dette récupérable est comptabilisé au budget principal de la Métropole.

Article 3 :

L'enregistrement de la créance de la Commune sera imputé sur le compte 168741 de la Métropole. La charge des intérêts sera imputée en titre au compte 661131. Le remboursement du capital sera imputé en 168741.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant légal est autorisé à signer l'ensemble des conventions de dette récupérable ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 054-4870/18/CM

■ Approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de Salon-de-Provence transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/9195/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsqu'elles n'avaient pas été transférées, les compétences visées à l'article L. 5217-2 du même code ont été transférées de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018, à l'exception de la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages », de la compétence « promotion du tourisme, dont création d'office de tourisme » pour les seules communes s'y étant opposées dans les conditions et délais ouverts par les textes, et, à titre transitoire, des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

Ces transferts de compétences s'accompagnent par la reprise de l'ensemble du passif lié à l'exercice de ces dernières.

Lorsque les emprunts ne peuvent pas être individualisés par compétence, il est proposé l'application du mécanisme alternatif dit de « dette récupérable ». Ainsi, la commune continue à rembourser ses emprunts sans transfert de contrat à la Métropole, cette dernière remboursant à la commune une quote-part d'emprunt. Néanmoins, pour ce faire, une convention entre la Métropole et la commune concernée doit être conclue.

Cette convention, ci-annexée, précise pour chaque compétence concernée, les annuités dues à la commune de Salon-de-Provence par la Métropole au titre de ce dispositif.

L'approbation concordante de ce document par le Conseil Municipal et le Conseil de la Métropole permettra la mise en œuvre des remboursements au bénéfice de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que le Conseil de la Métropole acte par la présente délibération les conventions de dette récupérable afin de sécuriser les reversements entre la métropole et les communes.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de dette récupérable, jointe en annexe, entre la Commune de Salon-de-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Le montant de l'encours de dette récupérable est comptabilisé au budget principal de la Métropole.

Article 3 :

L'enregistrement de la créance de la Commune sera imputé sur le compte 168741 de la Métropole. La charge des intérêts sera imputée en titre au compte 661131. Le remboursement du capital sera imputé en 168741.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant légal est autorisé à signer l'ensemble des conventions de dette récupérable ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 055-4871/18/CM

■ Approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune d'Alleins transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/9009/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsqu'elles n'avaient pas été transférées, les compétences visées à l'article L. 5217-2 du même code ont été transférées de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018, à l'exception de la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages », de la compétence « promotion du tourisme, dont création d'office de tourisme » pour les seules communes s'y étant opposées dans les conditions et délais ouverts par les textes, et, à titre transitoire, des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

Ces transferts de compétences s'accompagnent par la reprise de l'ensemble du passif lié à l'exercice de ces dernières.

Lorsque les emprunts ne peuvent pas être individualisés par compétence, il est proposé l'application du mécanisme alternatif dit de « dette récupérable ». Ainsi, la commune continue à rembourser ses emprunts sans transfert de contrat à la Métropole, cette dernière remboursant à la commune une quote-part d'emprunt. Néanmoins, pour ce faire, une convention entre la Métropole et la commune concernée doit être conclue.

Cette convention, ci-annexée, précise pour chaque compétence concernée, les annuités dues à la commune d'Alleins par la Métropole au titre de ce dispositif.

L'approbation concordante de ce document par le Conseil Municipal et le Conseil de la Métropole permettra la mise en œuvre des remboursements au bénéfice de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que le Conseil de la Métropole acte par la présente délibération les conventions de dette récupérable afin de sécuriser les reversements entre la métropole et les communes.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de dette récupérable, ci-annexée, entre la Commune d'Alleins et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Le montant de l'encours de dette récupérable est comptabilisé au budget principal de la Métropole.

Article 3 :

L'enregistrement de la créance de la Commune sera imputé sur le compte 168741 de la Métropole. La charge des intérêts sera imputée en titre au compte 661131. Le remboursement du capital sera imputé en 168741.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant légal est autorisé à signer l'ensemble des conventions de dette récupérable ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 056-4872/18/CM

**■ Approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de La Fare-les-Oliviers transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 18/9113/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsqu'elles n'avaient pas été transférées, les compétences visées à l'article L. 5217-2 du même code ont été transférées de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018, à l'exception de la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages », de la compétence « promotion du tourisme, dont création d'office de tourisme » pour les seules communes s'y étant opposées dans les conditions et délais ouverts par les textes, et, à titre transitoire, des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de

déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

Ces transferts de compétences s'accompagnent par la reprise de l'ensemble du passif lié à l'exercice de ces dernières.

Lorsque les emprunts ne peuvent pas être individualisés par compétence, il est proposé l'application du mécanisme alternatif dit de « dette récupérable ». Ainsi, la commune continue à rembourser ses emprunts sans transfert de contrat à la Métropole, cette dernière remboursant à la commune une quote-part d'emprunt. Néanmoins, pour ce faire, une convention entre la Métropole et la commune concernée doit être conclue.

Cette convention, ci-annexée, précise pour chaque compétence concernée, les annuités dues à la commune de La Fare-les-Oliviers par la Métropole au titre de ce dispositif.

L'approbation concordante de ce document par le Conseil Municipal et le Conseil de la Métropole permettra la mise en œuvre des remboursements au bénéfice de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que le Conseil de la Métropole acte par la présente délibération les conventions de dette récupérable afin de sécuriser les reversements entre la métropole et les communes

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de dette récupérable, ci-annexée, entre la Commune de La Fare-les-Oliviers et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Le montant de l'encours de dette récupérable est comptabilisé au budget principal de la Métropole.

Article 3 :

L'enregistrement de la créance de la Commune sera imputé sur le compte 168741 de la Métropole. La charge des intérêts sera imputée en titre au compte 661131. Le remboursement du capital sera imputé en 168741.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant légal est autorisé à signer l'ensemble des conventions de dette récupérable ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 057-4873/18/CM

■ Approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de Lançon-Provence transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/9118/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsqu'elles n'avaient pas été transférées, les compétences visées à l'article L. 5217-2 du même code ont été transférées de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018, à l'exception de la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages », de la compétence « promotion du tourisme, dont création d'office de tourisme » pour les seules communes s'y étant opposées dans les conditions et délais ouverts par les textes, et, à titre transitoire, des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

Ces transferts de compétences s'accompagnent par la reprise de l'ensemble du passif lié à l'exercice de ces dernières.

Lorsque les emprunts ne peuvent pas être individualisés par compétence, il est proposé l'application du mécanisme alternatif dit de « dette récupérable ». Ainsi, la commune continue à rembourser ses emprunts sans transfert de contrat à la Métropole, cette dernière remboursant à la commune une quote-part d'emprunt. Néanmoins, pour ce faire, une convention entre la Métropole et la commune concernée doit être conclue.

Cette convention, ci-annexée, précise pour chaque compétence concernée, les annuités dues à la commune de Lançon-Provence par la Métropole au titre de ce dispositif.

L'approbation concordante de ce document par le Conseil Municipal et le Conseil de la Métropole permettra la mise en œuvre des remboursements au bénéfice de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que le Conseil de la Métropole acte par la présente délibération les conventions de dette récupérable afin de sécuriser les reversements entre la métropole et les communes ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de dette récupérable, jointe en annexe, entre la Commune de Lançon-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Le montant de l'encours de dette récupérable est comptabilisé au budget principal de la Métropole.

Article 3 :

L'enregistrement de la créance de la Commune sera imputé sur le compte 168741 de la Métropole. La charge des intérêts sera imputée en titre au compte 661131. Le remboursement du capital sera imputé en 168741.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant légal est autorisé à signer l'ensemble des conventions de dette récupérable ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 058-4874/18/CM

■ Approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de Pélissanne transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/9162/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsqu'elles n'avaient pas été transférées, les compétences visées à l'article L. 5217-2 du même code ont été transférées de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018, à l'exception de la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages », de la compétence « promotion du tourisme, dont création d'office de tourisme » pour les seules communes s'y étant opposées dans les conditions et délais ouverts par les textes, et, à titre transitoire, des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

Ces transferts de compétences s'accompagnent par la reprise de l'ensemble du passif lié à l'exercice de ces dernières.

Lorsque les emprunts ne peuvent pas être individualisés par compétence, il est proposé l'application du mécanisme alternatif dit de « dette récupérable ». Ainsi, la commune continue à rembourser ses emprunts sans transfert de contrat à la Métropole, cette dernière remboursant à la commune une quote-part d'emprunt. Néanmoins, pour ce faire, une convention entre la Métropole et la commune concernée doit être conclue.

Cette convention, ci-annexée, précise pour chaque compétence concernée, les annuités dues à la commune de Pélissanne par la Métropole au titre de ce dispositif.

L'approbation concordante de ce document par le Conseil Municipal et le Conseil de la Métropole permettra la mise en œuvre des remboursements au bénéfice de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que le Conseil de la Métropole acte par la présente délibération les conventions de dette récupérable afin de sécuriser les reversements entre la métropole et les communes.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de dette récupérable, ci-annexée, entre la Commune de Pélissanne et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Le montant de l'encours de dette récupérable est comptabilisé au budget principal de la Métropole.

Article 3 :

L'enregistrement de la créance de la Commune sera imputé sur le compte 168741 de la Métropole. La charge des intérêts sera imputée en titre au compte 661131. Le remboursement du capital sera imputé en 168741.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant légal est autorisé à signer l'ensemble des conventions de dette récupérable ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 059-4875/18/CM

■ Approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de Saint-Chamas transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/9183/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsqu'elles n'avaient pas été transférées, les compétences visées à l'article L. 5217-2 du même code ont été transférées de plein droit à la Métropole d'Aix Marseille Provence à compter du 1er janvier 2018, à l'exception de la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages », de la compétence « promotion du tourisme, dont création d'office de tourisme » pour les seules communes s'y étant opposées dans les conditions et délais ouverts par les textes, et, à titre transitoire, des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

Ces transferts de compétences s'accompagnent par la reprise de l'ensemble du passif lié à l'exercice de ces dernières.

Lorsque les emprunts ne peuvent pas être individualisés par compétence, il est proposé l'application du mécanisme alternatif dit de « dette récupérable ». Ainsi, la commune continue à rembourser ses emprunts sans transfert de contrat à la Métropole, cette dernière remboursant à la commune une quote-part d'emprunt. Néanmoins, pour ce faire, une convention entre la Métropole et la commune concernée doit être conclue.

Cette convention, ci-annexée, précise pour chaque compétence concernée, les annuités dues à la commune de Saint-Chamas par la Métropole au titre de ce dispositif.

L'approbation concordante de ce document par le Conseil Municipal et le Conseil de la Métropole permettra la mise en œuvre des remboursements au bénéfice de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que le Conseil de la Métropole acte par la présente délibération les conventions de dette récupérable afin de sécuriser les reversements entre la métropole et les communes.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de dette récupérable, ci-annexée, entre la Commune de Saint-Chamas et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Le montant de l'encours de dette récupérable est comptabilisé au budget principal de la Métropole.

Article 3 :

L'enregistrement de la créance de la Commune sera imputé sur le compte 168741 de la Métropole. La charge des intérêts sera imputée en titre au compte 661131. Le remboursement du capital sera imputé en 168741.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant légal est autorisé à signer l'ensemble des conventions de dette récupérable ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 060-4876/18/CM

■ Approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de Vernègues transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/9194/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsqu'elles n'avaient pas été transférées, les compétences visées à l'article L. 5217-2 du même code ont été transférées de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018, à l'exception de la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages », de la compétence « promotion du tourisme, dont création d'office de tourisme » pour les seules communes s'y étant opposées dans les conditions et délais ouverts par les textes, et, à titre transitoire, des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

Ces transferts de compétences s'accompagnent par la reprise de l'ensemble du passif lié à l'exercice de ces dernières.

Lorsque les emprunts ne peuvent pas être individualisés par compétence, il est proposé l'application du mécanisme alternatif dit de « dette récupérable ». Ainsi, la commune continue à rembourser ses emprunts sans transfert de contrat à la Métropole, cette dernière remboursant à la commune une quote-part d'emprunt. Néanmoins, pour ce faire, une convention entre la Métropole et la commune concernée doit être conclue.

Cette convention, ci-annexée, précise pour chaque compétence concernée, les annuités dues à la commune de Vernègues par la Métropole au titre de ce dispositif.

L'approbation concordante de ce document par le Conseil Municipal et le Conseil de la Métropole permettra la mise en œuvre des remboursements au bénéfice de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que le Conseil de la Métropole acte par la présente délibération les conventions de dette récupérable afin de sécuriser les reversements entre la métropole et les communes.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de dette récupérable, ci-annexée, entre la Commune de Vernègues et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Le montant de l'encours de dette récupérable est comptabilisé au budget principal de la Métropole.

Article 3 :

L'enregistrement de la créance de la Commune sera imputé sur le compte 168741 de la Métropole. La charge des intérêts sera imputée en titre au compte 661131. Le remboursement du capital sera imputé en 168741.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant légal est autorisé à signer l'ensemble des conventions de dette récupérable ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 061-4877/18/CM

■ Approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de Velaux transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/9206/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsqu'elles n'avaient pas été transférées, les compétences visées à l'article L. 5217-2 du même code ont été transférées de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018, à l'exception de la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages », de la compétence « promotion du tourisme, dont création d'office de tourisme » pour les seules communes s'y étant opposées dans les conditions et délais ouverts par les textes, et, à titre transitoire, des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

Ces transferts de compétences s'accompagnent par la reprise de l'ensemble du passif lié à l'exercice de ces dernières.

Lorsque les emprunts ne peuvent pas être individualisés par compétence, il est proposé l'application du mécanisme alternatif dit de « dette récupérable ». Ainsi, la commune continue à rembourser ses emprunts sans transfert de contrat à la Métropole, cette dernière remboursant à la commune une quote-part d'emprunt. Néanmoins, pour ce faire, une convention entre la Métropole et la commune concernée doit être conclue.

Cette convention, ci-annexée, précise pour chaque compétence concernée, les annuités dues à la commune de Velaux par la Métropole au titre de ce dispositif.

L'approbation concordante de ce document par le Conseil Municipal et le Conseil de la Métropole permettra la mise en œuvre des remboursements au bénéfice de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que le Conseil de la Métropole acte par la présente délibération les conventions de dette récupérable afin de sécuriser les reversements entre la métropole et les communes.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de dette récupérable, jointe en annexe, entre la Commune de Velaux et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Le montant de l'encours de dette récupérable est comptabilisé au budget principal de la Métropole.

Article 3 :

L'enregistrement de la créance de la Commune sera imputé sur le compte 168741 de la Métropole. La charge des intérêts sera imputée en titre au compte 661131. Le remboursement du capital sera imputé en 168741.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant légal est autorisé à signer l'ensemble des conventions de dette récupérable ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 062-4878/18/CM

■ Approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de Sénas transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/9207/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsqu'elles n'avaient pas été transférées, les compétences visées à l'article L. 5217-2 du même code ont été transférées de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018, à l'exception de la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages », de la compétence « promotion du tourisme, dont création d'office de tourisme » pour les seules communes s'y étant opposées dans les conditions et délais ouverts par les textes, et, à titre transitoire, des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

Ces transferts de compétences s'accompagnent par la reprise de l'ensemble du passif lié à l'exercice de ces dernières.

Lorsque les emprunts ne peuvent pas être individualisés par compétence, il est proposé l'application du mécanisme alternatif dit de « dette récupérable ». Ainsi, la commune continue à rembourser ses emprunts sans transfert de contrat à la Métropole, cette dernière remboursant à la commune une quote-part d'emprunt. Néanmoins, pour ce faire, une convention entre la Métropole et la commune concernée doit être conclue.

Cette convention, ci-annexée, précise pour chaque compétence concernée, les annuités dues à la commune de Sénas par la Métropole au titre de ce dispositif.

L'approbation concordante de ce document par le Conseil Municipal et le Conseil de la Métropole permettra la mise en œuvre des remboursements au bénéfice de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que le Conseil de la Métropole acte par la présente délibération les conventions de dette récupérable afin de sécuriser les reversements entre la métropole et les communes.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de dette récupérable, jointe en annexe, entre la Commune de Sénas et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Le montant de l'encours de dette récupérable est comptabilisé au budget principal de la Métropole.

Article 3 :

L'enregistrement de la créance de la Commune sera imputé sur le compte 168741 de la Métropole. La charge des intérêts sera imputée en titre au compte 661131. Le remboursement du capital sera imputé en 168741.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant légal est autorisé à signer l'ensemble des conventions de dette récupérable ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 063-4879/18/CM

■ Approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune d'Aubagne transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/9010/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsqu'elles n'avaient pas été transférées, les compétences visées à l'article L. 5217-2 du même code ont été transférées de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018, à l'exception de la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages », de la compétence « promotion du tourisme, dont création d'office de tourisme » pour les seules communes s'y étant opposées dans les conditions et délais ouverts par les textes, et, à titre transitoire, des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

Ces transferts de compétences s'accompagnent par la reprise de l'ensemble du passif lié à l'exercice de ces dernières.

Lorsque les emprunts ne peuvent pas être individualisés par compétence, il est proposé l'application du mécanisme alternatif dit de « dette récupérable ». Ainsi, la commune continue à rembourser ses emprunts sans transfert de contrat à la Métropole, cette dernière remboursant à la commune une quote-part d'emprunt. Néanmoins, pour ce faire, une convention entre la Métropole et la commune concernée doit être conclue.

Cette convention, ci-annexée, précise pour chaque compétence concernée, les annuités dues à la commune d'Aubagne par la Métropole au titre de ce dispositif.

L'approbation concordante de ce document par le Conseil Municipal et le Conseil de la Métropole permettra la mise en œuvre des remboursements au bénéfice de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que le Conseil de la Métropole acte par la présente délibération les conventions de dette récupérable afin de sécuriser les reversements entre la métropole et les communes.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de dette récupérable, ci-annexée, entre la Commune d'Aubagne et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Le montant de l'encours de dette récupérable est comptabilisé au budget principal de la Métropole.

Article 3 :

L'enregistrement de la créance de la Commune sera imputé sur le compte 168741 de la Métropole. La charge des intérêts sera imputée en titre au compte 661131. Le remboursement du capital sera imputé en 168741.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant légal est autorisé à signer l'ensemble des conventions de dette récupérable ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 064-4880/18/CM

■ Approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune d'Auriol transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/9011/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsqu'elles n'avaient pas été transférées, les compétences visées à l'article L. 5217-2 du même code ont été transférées de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018, à l'exception de la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages », de la compétence « promotion du tourisme, dont création d'office de tourisme » pour les seules communes s'y étant opposées dans les conditions et délais ouverts par les textes, et, à titre transitoire, des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

Ces transferts de compétences s'accompagnent par la reprise de l'ensemble du passif lié à l'exercice de ces dernières.

Lorsque les emprunts ne peuvent pas être individualisés par compétence, il est proposé l'application du mécanisme alternatif dit de « dette récupérable ». Ainsi, la commune continue à rembourser ses emprunts sans transfert de contrat à la Métropole, cette dernière remboursant à la commune une quote-part d'emprunt. Néanmoins, pour ce faire, une convention entre la Métropole et la commune concernée doit être conclue.

Cette convention, ci-annexée, précise pour chaque compétence concernée, les annuités dues à la commune d'Auriol par la Métropole au titre de ce dispositif.

L'approbation concordante de ce document par le Conseil Municipal et le Conseil de la Métropole permettra la mise en œuvre des remboursements au bénéfice de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que le Conseil de la Métropole acte par la présente délibération les conventions de dette récupérable afin de sécuriser les reversements entre la métropole et les communes.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de dette récupérable, ci-annexée, entre la Commune d'Auriol et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Le montant de l'encours de dette récupérable est comptabilisé au budget principal de la Métropole.

Article 3 :

L'enregistrement de la créance de la Commune sera imputé sur le compte 168741 de la Métropole. La charge des intérêts sera imputée en titre au compte 661131. Le remboursement du capital sera imputé en 168741.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant légal est autorisé à signer l'ensemble des conventions de dette récupérable ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 065-4881/18/CM

■ Approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de Belcodène transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/9012/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsqu'elles n'avaient pas été transférées, les compétences visées à l'article L. 5217-2 du même code ont été transférées de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018, à l'exception de la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages », de la compétence « promotion du tourisme, dont création d'office de tourisme » pour les seules communes s'y étant opposées dans les conditions et délais ouverts par les textes, et, à titre transitoire, des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

Ces transferts de compétences s'accompagnent par la reprise de l'ensemble du passif lié à l'exercice de ces dernières.

Lorsque les emprunts ne peuvent pas être individualisés par compétence, il est proposé l'application du mécanisme alternatif dit de « dette récupérable ». Ainsi, la commune continue à rembourser ses emprunts sans transfert de contrat à la Métropole, cette dernière remboursant à la commune une quote-part d'emprunt. Néanmoins, pour ce faire, une convention entre la Métropole et la commune concernée doit être conclue.

Cette convention, ci-annexée, précise pour chaque compétence concernée, les annuités dues à la commune de Belcodène par la Métropole au titre de ce dispositif.

L'approbation concordante de ce document par le Conseil Municipal et le Conseil de la Métropole permettra la mise en œuvre des remboursements au bénéfice de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que le Conseil de la Métropole acte par la présente délibération les conventions de dette récupérable afin de sécuriser les reversements entre la métropole et les communes.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de dette récupérable, ci-annexée, entre la Commune de Belcodène et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Le montant de l'encours de dette récupérable est comptabilisé au budget principal de la Métropole.

Article 3 :

L'enregistrement de la créance de la Commune sera imputé sur le compte 168741 de la Métropole. La charge des intérêts sera imputée en titre au compte 661131. Le remboursement du capital sera imputé en 168741.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant légal est autorisé à signer l'ensemble des conventions de dette récupérable ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 066-4882/18/CM

■ Approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de Cadolive transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/9016/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsqu'elles n'avaient pas été transférées, les compétences visées à l'article L. 5217-2 du même code ont été transférées de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018, à l'exception de la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages », de la compétence « promotion du tourisme, dont création d'office de tourisme » pour les seules communes s'y étant opposées dans les conditions et délais ouverts par les textes, et, à titre transitoire, des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

Ces transferts de compétences s'accompagnent par la reprise de l'ensemble du passif lié à l'exercice de ces dernières.

Lorsque les emprunts ne peuvent pas être individualisés par compétence, il est proposé l'application du mécanisme alternatif dit de « dette récupérable ». Ainsi, la commune continue à rembourser ses emprunts sans transfert de contrat à la Métropole, cette dernière remboursant à la commune une quote-part d'emprunt. Néanmoins, pour ce faire, une convention entre la Métropole et la commune concernée doit être conclue.

Cette convention, ci-annexée, précise pour chaque compétence concernée, les annuités dues à la commune de Cadolive par la Métropole au titre de ce dispositif.

L'approbation concordante de ce document par le Conseil Municipal et le Conseil de la Métropole permettra la mise en œuvre des remboursements au bénéfice de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que le Conseil de la Métropole acte par la présente délibération les conventions de dette récupérable afin de sécuriser les reversements entre la métropole et les communes.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de dette récupérable, jointe en annexe, entre la Commune de Cadolive et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Le montant de l'encours de dette récupérable est comptabilisé au budget principal de la Métropole.

Article 3 :

L'enregistrement de la créance de la Commune sera imputé sur le compte 168741 de la Métropole. La charge des intérêts sera imputée en titre au compte 661131. Le remboursement du capital sera imputé en 168741.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant légal est autorisé à signer l'ensemble des conventions de dette récupérable ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 067-4883/18/CM

■ Approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de Cuges-les-Pins transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/9077/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsqu'elles n'avaient pas été transférées, les compétences visées à l'article L. 5217-2 du même code ont été transférées de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018, à l'exception de la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages », de la compétence « promotion du tourisme, dont création d'office de tourisme » pour les seules communes s'y étant opposées dans les conditions et délais ouverts par les textes, et, à titre transitoire, des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

Ces transferts de compétences s'accompagnent par la reprise de l'ensemble du passif lié à l'exercice de ces dernières.

Lorsque les emprunts ne peuvent pas être individualisés par compétence, il est proposé l'application du mécanisme alternatif dit de « dette récupérable ». Ainsi, la commune continue à rembourser ses emprunts sans transfert de contrat à la Métropole, cette dernière remboursant à la commune une quote-part d'emprunt. Néanmoins, pour ce faire, une convention entre la Métropole et la commune concernée doit être conclue.

Cette convention, ci-annexée, précise pour chaque compétence concernée, les annuités dues à la commune de Cuges-les-Pins par la Métropole au titre de ce dispositif.

L'approbation concordante de ce document par le Conseil Municipal et le Conseil de la Métropole permettra la mise en œuvre des remboursements au bénéfice de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que le Conseil de la Métropole acte par la présente délibération les conventions de dette récupérable afin de sécuriser les reversements entre la métropole et les communes

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de dette récupérable, ci-annexée, entre la Commune de Cuges-les-Pins et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Le montant de l'encours de dette récupérable est comptabilisé au budget Principal de la Métropole.

Article 3 :

L'enregistrement de la créance de la Commune sera imputé sur le compte 168741 de la Métropole. La charge des intérêts sera imputée en titre au compte 661131. Le remboursement du capital sera imputé en 168741.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant légal est autorisé à signer l'ensemble des conventions de dette récupérable ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 068-4884/18/CM

■ Approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de La Bouilladisse transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/9111/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsqu'elles n'avaient pas été transférées, les compétences visées à l'article L. 5217-2 du même code ont été transférées de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018, à l'exception de la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages », de la compétence « promotion du tourisme, dont création d'office de tourisme » pour les seules communes s'y étant opposées dans les conditions et délais ouverts par les textes, et, à titre transitoire, des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

Ces transferts de compétences s'accompagnent par la reprise de l'ensemble du passif lié à l'exercice de ces dernières.

Lorsque les emprunts ne peuvent pas être individualisés par compétence, il est proposé l'application du mécanisme alternatif dit de « dette récupérable ». Ainsi, la commune continue à rembourser ses emprunts sans transfert de contrat à la Métropole, cette dernière remboursant à la commune une quote-part d'emprunt. Néanmoins, pour ce faire, une convention entre la Métropole et la commune concernée doit être conclue.

Cette convention, ci-annexée, précise pour chaque compétence concernée, les annuités dues à la commune de La Bouilladisse par la Métropole au titre de ce dispositif.

L'approbation concordante de ce document par le Conseil Municipal et le Conseil de la Métropole permettra la mise en œuvre des remboursements au bénéfice de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que le Conseil de la Métropole acte par la présente délibération les conventions de dette récupérable afin de sécuriser les reversements entre la métropole et les communes

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de dette récupérable, ci-annexée, entre la Commune de La Bouilladisse et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Le montant de l'encours de dette récupérable est comptabilisé au budget principal de la Métropole.

Article 3 :

L'enregistrement de la créance de la Commune sera imputé sur le compte 168741 de la Métropole. La charge des intérêts sera imputée en titre au compte 661131. Le remboursement du capital sera imputé en 168741.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant légal est autorisé à signer l'ensemble des conventions de dette récupérable ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 069-4885/18/CM

**■ Approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de La Penne-sur-Huveaune transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 18/9114/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsqu'elles n'avaient pas été transférées, les compétences visées à l'article L. 5217-2 du même code ont été transférées de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018, à l'exception de la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages », de la compétence « promotion du tourisme, dont création d'office de tourisme » pour les seules communes s'y étant opposées dans les conditions et délais ouverts par les textes, et, à titre transitoire, des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

Ces transferts de compétences s'accompagnent par la reprise de l'ensemble du passif lié à l'exercice de ces dernières.

Lorsque les emprunts ne peuvent pas être individualisés par compétence, il est proposé l'application du mécanisme alternatif dit de « dette récupérable ». Ainsi, la commune continue à rembourser ses emprunts sans transfert de contrat à la Métropole, cette dernière remboursant à la commune une quote-part d'emprunt. Néanmoins, pour ce faire, une convention entre la Métropole et la commune concernée doit être conclue.

Cette convention, ci-annexée, précise pour chaque compétence concernée, les annuités dues à la commune de La Penne-sur-Huveaune par la Métropole au titre de ce dispositif.

L'approbation concordante de ce document par le Conseil Municipal et le Conseil de la Métropole permettra la mise en œuvre des remboursements au bénéfice de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que le Conseil de la Métropole acte par la présente délibération les conventions de dette récupérable afin de sécuriser les reversements entre la métropole et les communes

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de dette récupérable, ci-annexée, entre la Commune de La Penne-sur-Huveaune et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Le montant de l'encours de dette récupérable est comptabilisé au budget principal de la Métropole.

Article 3 :

L'enregistrement de la créance de la Commune sera imputé sur le compte 168741 de la Métropole. La charge des intérêts sera imputée en titre au compte 661131. Le remboursement du capital sera imputé en 168741.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant légal est autorisé à signer l'ensemble des conventions de dette récupérable ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 070-4886/18/CM

■ Approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de Peypin transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/9168/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsqu'elles n'avaient pas été transférées, les compétences visées à l'article L. 5217-2 du même Code ont été transférées de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018, à l'exception de la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages », de la compétence « promotion du tourisme, dont création d'office de tourisme » pour les seules communes s'y étant opposées dans les conditions et délais ouverts par les textes, et, à titre transitoire, des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

Ces transferts de compétences s'accompagnent par la reprise de l'ensemble du passif lié à l'exercice de ces dernières.

Lorsque les emprunts ne peuvent pas être individualisés par compétence, il est proposé l'application du mécanisme alternatif dit de « dette récupérable ». Ainsi, la commune continue à rembourser ses emprunts sans transfert de contrat à la Métropole, cette dernière remboursant à la commune une quote-part d'emprunt. Néanmoins, pour ce faire, une convention entre la Métropole et la commune concernée doit être conclue.

Cette convention, ci-annexée, précise pour chaque compétence concernée, les annuités dues à la commune de Peypin par la Métropole au titre de ce dispositif.

L'approbation concordante de ce document par le Conseil Municipal et le Conseil de la Métropole permettra la mise en œuvre des remboursements au bénéfice de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que le Conseil de la Métropole acte par la présente délibération les conventions de dette récupérable afin de sécuriser les reversements entre la métropole et les communes ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de dette récupérable, ci-annexée, entre la Commune de Peypin et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Le montant de l'encours de dette récupérable est comptabilisé au budget principal de la Métropole.

Article 3 :

L'enregistrement de la créance de la Commune sera imputé sur le compte 168741 de la Métropole. La charge des intérêts sera imputée en titre au compte 661131. Le remboursement du capital sera imputé en 168741.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant légal est autorisé à signer l'ensemble des conventions de dette récupérable ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 071-4887/18/CM

■ Approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de Roquevaire transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/9176/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsqu'elles n'avaient pas été transférées, les compétences visées à l'article L. 5217-2 du même code ont été transférées de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018, à l'exception de la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages », de la compétence « promotion du tourisme, dont création d'office de tourisme » pour les seules communes s'y étant opposées dans les conditions et délais ouverts par les textes, et, à titre transitoire, des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

Ces transferts de compétences s'accompagnent par la reprise de l'ensemble du passif lié à l'exercice de ces dernières.

Lorsque les emprunts ne peuvent pas être individualisés par compétence, il est proposé l'application du mécanisme alternatif dit de « dette récupérable ». Ainsi, la commune continue à rembourser ses emprunts sans transfert de contrat à la Métropole, cette dernière remboursant à la commune une quote-part d'emprunt. Néanmoins, pour ce faire, une convention entre la Métropole et la commune concernée doit être conclue.

Cette convention, ci-annexée, précise pour chaque compétence concernée, les annuités dues à la commune de Roquevaire par la Métropole au titre de ce dispositif.

L'approbation concordante de ce document par le Conseil Municipal et le Conseil de la Métropole permettra la mise en œuvre des remboursements au bénéfice de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que le Conseil de la Métropole acte par la présente délibération les conventions de dette récupérable afin de sécuriser les reversements entre la métropole et les communes ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de dette récupérable, ci-annexée, entre la Commune de Roquevaire et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Le montant de l'encours de dette récupérable est comptabilisé au budget principal de la Métropole.

Article 3 :

L'enregistrement de la créance de la Commune sera imputé sur le compte 168741 de la Métropole. La charge des intérêts sera imputée en titre au compte 661131. Le remboursement du capital sera imputé en 168741.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant légal est autorisé à signer cette convention de dette récupérable ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 072-4888/18/CM

■ Approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de Saint-Savournin transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/9187/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsqu'elles n'avaient pas été transférées, les compétences visées à l'article L. 5217-2 du même code ont été transférées de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018, à l'exception de la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages », de la compétence « promotion du tourisme, dont création d'office de tourisme » pour les seules communes s'y étant opposées dans les conditions et délais ouverts par les textes, et, à titre transitoire, des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

Ces transferts de compétences s'accompagnent par la reprise de l'ensemble du passif lié à l'exercice de ces dernières.

Lorsque les emprunts ne peuvent pas être individualisés par compétence, il est proposé l'application du mécanisme alternatif dit de « dette récupérable ». Ainsi, la commune continue à rembourser ses emprunts sans transfert de contrat à la Métropole, cette dernière remboursant à la commune une quote-part d'emprunt. Néanmoins, pour ce faire, une convention entre la Métropole et la commune concernée doit être conclue.

Cette convention, ci-annexée, précise pour chaque compétence concernée, les annuités dues à la commune de Saint-Savournin par la Métropole au titre de ce dispositif.

L'approbation concordante de ce document par le Conseil Municipal et le Conseil de la Métropole permettra la mise en œuvre des remboursements au bénéfice de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que le Conseil de la Métropole acte par la présente délibération les conventions de dette récupérable afin de sécuriser les reversements entre la métropole et les communes.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de dette récupérable, ci-annexée, entre la Commune de Saint-Savournin et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Le montant de l'encours de dette récupérable est comptabilisé au budget principal de la Métropole.

Article 3 :

L'enregistrement de la créance de la Commune sera imputé sur le compte 168741 de la Métropole. La charge des intérêts sera imputée en titre au compte 661131. Le remboursement du capital sera imputé en 168741.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant légal est autorisé à signer l'ensemble des conventions de dette récupérable ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 073-4889/18/CM

■ Approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de Saint-Zacharie transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/9191/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsqu'elles n'avaient pas été transférées, les compétences visées à l'article L. 5217-2 du même code ont été transférées de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018, à l'exception de la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages », de la compétence « promotion du tourisme, dont création d'office de tourisme » pour les seules communes s'y étant opposées dans les conditions et délais ouverts par les textes, et, à titre transitoire, des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

Ces transferts de compétences s'accompagnent par la reprise de l'ensemble du passif lié à l'exercice de ces dernières.

Lorsque les emprunts ne peuvent pas être individualisés par compétence, il est proposé l'application du mécanisme alternatif dit de « dette récupérable ». Ainsi, la commune continue à rembourser ses emprunts sans transfert de contrat à la Métropole, cette dernière remboursant à la commune une quote-part d'emprunt. Néanmoins, pour ce faire, une convention entre la Métropole et la commune concernée doit être conclue.

Cette convention, ci-annexée, précise pour chaque compétence concernée, les annuités dues à la commune de Saint-Zacharie par la Métropole au titre de ce dispositif.

L'approbation concordante de ce document par le Conseil Municipal et le Conseil de la Métropole permettra la mise en œuvre des remboursements au bénéfice de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que le Conseil de la Métropole acte par la présente délibération les conventions de dette récupérable afin de sécuriser les reversements entre la métropole et les communes.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de dette récupérable, jointe en annexe, entre la Commune de Saint-Zacharie et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Le montant de l'encours de dette récupérable est comptabilisé au budget principal de la Métropole.

Article 3 :

L'enregistrement de la créance de la Commune sera imputé sur le compte 168741 de la Métropole. La charge des intérêts sera imputée en titre au compte 661131. Le remboursement du capital sera imputé en 168741.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant légal est autorisé à signer l'ensemble des conventions de dette récupérable ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 074-4890/18/CM

■ Approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune d'Istres transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/9110/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsqu'elles n'avaient pas été transférées, les compétences visées à l'article L. 5217-2 du même code ont été transférées de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018, à l'exception de la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages », de la compétence « promotion du tourisme, dont création d'office de tourisme » pour les seules communes s'y étant opposées dans les conditions et délais ouverts par les textes, et, à titre transitoire, des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

Ces transferts de compétences s'accompagnent par la reprise de l'ensemble du passif lié à l'exercice de ces dernières.

Lorsque les emprunts ne peuvent pas être individualisés par compétence, il est proposé l'application du mécanisme alternatif dit de « dette récupérable ». Ainsi, la commune continue à rembourser ses emprunts sans transfert de contrat à la Métropole, cette dernière remboursant à la commune une quote-part d'emprunt. Néanmoins, pour ce faire, une convention entre la Métropole et la commune concernée doit être conclue.

Cette convention, ci-annexée, précise pour chaque compétence concernée, les annuités dues à la commune d'Istres par la Métropole au titre de ce dispositif.

L'approbation concordante de ce document par le Conseil Municipal et le Conseil de la Métropole permettra la mise en œuvre des remboursements au bénéfice de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que le Conseil de la Métropole acte par la présente délibération les conventions de dette récupérable afin de sécuriser les reversements entre la métropole et les communes.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de dette récupérable, ci-annexée, entre la Commune d'Istres et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Le montant de l'encours de dette récupérable est comptabilisé au budget principal de la Métropole.

Article 3 :

L'enregistrement de la créance de la Commune sera imputé sur le compte 168741 de la Métropole. La charge des intérêts sera imputée en titre au compte 661131. Le remboursement du capital sera imputé en 168741.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant légal est autorisé à signer l'ensemble des conventions de dette récupérable ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 075-4891/18/CM

■ Approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de Fos-sur-Mer transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/9079/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsqu'elles n'avaient pas été transférées, les compétences visées à l'article L. 5217-2 du même code ont été transférées de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018, à l'exception de la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages », de la compétence « promotion du tourisme, dont création d'office de tourisme » pour les seules communes s'y étant opposées dans les conditions et délais ouverts par les textes, et, à titre transitoire, des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

Ces transferts de compétences s'accompagnent par la reprise de l'ensemble du passif lié à l'exercice de ces dernières.

Lorsque les emprunts ne peuvent pas être individualisés par compétence, il est proposé l'application du mécanisme alternatif dit de « dette récupérable ». Ainsi, la commune continue à rembourser ses emprunts sans transfert de contrat à la Métropole, cette dernière remboursant à la commune une quote-part d'emprunt. Néanmoins, pour ce faire, une convention entre la Métropole et la commune concernée doit être conclue.

Cette convention, ci-annexée, précise pour chaque compétence concernée, les annuités dues à la commune de Fos-sur-Mer par la Métropole au titre de ce dispositif.

L'approbation concordante de ce document par le Conseil Municipal et le Conseil de la Métropole permettra la mise en œuvre des remboursements au bénéfice de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que le Conseil de la Métropole acte par la présente délibération les conventions de dette récupérable afin de sécuriser les reversements entre la métropole et les communes

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de dette récupérable, ci-annexée, entre la Commune de Fos-sur-Mer et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Le montant de l'encours de dette récupérable est comptabilisé au budget principal de la Métropole.

Article 3 :

L'enregistrement de la créance de la Commune sera imputé sur le compte 168741 de la Métropole. La charge des intérêts sera imputée en titre au compte 661131. Le remboursement du capital sera imputé en 168741.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant légal est autorisé à signer l'ensemble des conventions de dette récupérable ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 076-4892/18/CM

■ Approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de Grans transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/9083/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsqu'elles n'avaient pas été transférées, les compétences visées à l'article L. 5217-2 du même code ont été transférées de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018, à l'exception de la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages », de la compétence « promotion du tourisme, dont création d'office de tourisme » pour les seules communes s'y étant opposées dans les conditions et délais ouverts par les textes, et, à titre transitoire, des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

Ces transferts de compétences s'accompagnent par la reprise de l'ensemble du passif lié à l'exercice de ces dernières.

Lorsque les emprunts ne peuvent pas être individualisés par compétence, il est proposé l'application du mécanisme alternatif dit de « dette récupérable ». Ainsi, la commune continue à rembourser ses emprunts sans transfert de contrat à la Métropole, cette dernière remboursant à la commune une quote-part d'emprunt. Néanmoins, pour ce faire, une convention entre la Métropole et la commune concernée doit être conclue.

Cette convention, ci-annexée, précise pour chaque compétence concernée, les annuités dues à la commune de Grans par la Métropole au titre de ce dispositif.

L'approbation concordante de ce document par le Conseil Municipal et le Conseil de la Métropole permettra la mise en œuvre des remboursements au bénéfice de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que le Conseil de la Métropole acte par la présente délibération les conventions de dette récupérable afin de sécuriser les reversements entre la métropole et les communes

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de dette récupérable, ci-annexée, entre la Commune de Grans et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Le montant de l'encours de dette récupérable est comptabilisé au budget principal de la Métropole.

Article 3 :

L'enregistrement de la créance de la Commune sera imputé sur le compte 168741 de la Métropole. La charge des intérêts sera imputée en titre au compte 661131. Le remboursement du capital sera imputé en 168741.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant légal est autorisé à signer l'ensemble des conventions de dette récupérable ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 077-4893/18/CM

**■ Approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 18/9171/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsqu'elles n'avaient pas été transférées, les compétences visées à l'article L. 5217-2 du même code ont été transférées de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018, à l'exception de la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages », de la compétence « promotion du tourisme, dont création d'office de tourisme » pour les seules communes s'y étant opposées dans les conditions et délais ouverts par les textes, et, à titre transitoire, des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

Ces transferts de compétences s'accompagnent par la reprise de l'ensemble du passif lié à l'exercice de ces dernières.

Lorsque les emprunts ne peuvent pas être individualisés par compétence, il est proposé l'application du mécanisme alternatif dit de « dette récupérable ». Ainsi, la commune continue à rembourser ses emprunts sans transfert de contrat à la Métropole, cette dernière remboursant à la commune une quote-part d'emprunt. Néanmoins, pour ce faire, une convention entre la Métropole et la commune concernée doit être conclue.

Cette convention, ci-annexée, précise pour chaque compétence concernée, les annuités dues à la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône par la Métropole au titre de ce dispositif.

L'approbation concordante de ce document par le Conseil Municipal et le Conseil de la Métropole permettra la mise en œuvre des remboursements au bénéfice de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que le Conseil de la Métropole acte par la présente délibération les conventions de dette récupérable afin de sécuriser les reversements entre la métropole et les communes ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de dette récupérable, ci-annexée, entre la Commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Le montant de l'encours de dette récupérable est comptabilisé au budget principal de la Métropole.

Article 3 :

L'enregistrement de la créance de la Commune sera imputé sur le compte 168741 de la Métropole. La charge des intérêts sera imputée en titre au compte 661131. Le remboursement du capital sera imputé en 168741.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant légal est autorisé à signer l'ensemble des conventions de dette récupérable ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 078-4894/18/CM

**■ Approbation de la convention de dette récupérable relative à la restitution du Centre Educatif et Culturel des Heures Claires de la Métropole Aix-Marseille-Provence vers la commune d'Istres au 1er novembre 2018
MET 18/9218/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1er novembre 2018, les équipements de proximité se trouvant sur le site du Centre Educatif et Culturel (CEC) Les Heures Claires à Istres, appartenant à la Métropole, sont transférés au bénéfice de la commune.

L'article L 5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que l'ensemble des droits et des obligations attachées aux biens transférés, y compris les dettes, est supporté par la commune une fois le transfert réalisé, si et seulement si la part de la dette métropolitaine contractée au titre de la compétence et/ou de l'équipement transféré peut être isolée.

Dans le cas où les emprunts ne peuvent pas être individualisés par compétence, il est fait application du mécanisme alternatif dit de « dette récupérable ». Ainsi, la Métropole continue à rembourser ses

emprunts sans transfert de contrat à la commune, cette dernière remboursant à la Métropole la quote-part d'emprunt.

Dès lors, afin de donner le cadre juridique pour assurer le remboursement de la quote-part due par la commune à la Métropole, il est proposé d'adopter une convention récapitulant l'ensemble des annuités dues par la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que le Conseil métropolitain acte par la présente délibération la convention de dette récupérable afin de fiabiliser les comptes de la commune et de la Métropole ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de dette récupérable, ci-annexée, entre la commune d'Istres et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Le montant de l'encours de dette récupérable est comptabilisé au budget principal de la commune d'Istres.

Article 3 :

L'enregistrement de la créance auprès de la commune d'Istres sera imputé sur le compte 276351 du budget Principal de la Métropole. La perception des intérêts sera imputée en titre au compte 76232. Le remboursement du capital sera imputé en 276351.

Article 4 :

Madame la Présidente ou son représentant légal est autorisé à signer la convention de dette récupérable ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 079-4895/18/CM

**■ Approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de Martigues transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 18/9152/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsqu'elles n'avaient pas été transférées, les compétences visées à l'article L. 5217-2 du même code ont été transférées de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018, à l'exception de la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages », de la compétence « promotion du tourisme, dont création d'office de tourisme » pour les seules communes s'y étant opposées dans les conditions et délais ouverts par les textes, et, à titre transitoire, des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

Ces transferts de compétences s'accompagnent par la reprise de l'ensemble du passif lié à l'exercice de ces dernières.

Lorsque les emprunts ne peuvent pas être individualisés par compétence, il est proposé l'application du mécanisme alternatif dit de « dette récupérable ». Ainsi, la commune continue à rembourser ses emprunts sans transfert de contrat à la Métropole, cette dernière remboursant à la commune une quote-part d'emprunt. Néanmoins, pour

ce faire, une convention entre la Métropole et la commune concernée doit être conclue.

Cette convention, ci-annexée, précise pour chaque compétence concernée, les annuités dues à la commune de Martigues par la Métropole au titre de ce dispositif.

L'approbation concordante de ce document par le Conseil Municipal et le Conseil de la Métropole permettra la mise en œuvre des remboursements au bénéfice de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que le Conseil de la Métropole acte par la présente délibération les conventions de dette récupérable afin de sécuriser les reversements entre la métropole et les communes.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de dette récupérable, ci-annexée, entre la Commune de Martigues et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Le montant de l'encours de dette récupérable est comptabilisé au budget principal de la Métropole.

Article 3 :

L'enregistrement de la créance de la Commune sera imputé sur le compte 168741 de la Métropole. La charge des intérêts sera imputée en titre au compte 661131. Le remboursement du capital sera imputé en 168741.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant légal est autorisé à signer l'ensemble des conventions de dette récupérable ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 080-4896/18/CM

■ Approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de Port-de-Bouc transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/9169/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsqu'elles n'avaient pas été transférées, les compétences visées à l'article L. 5217-2 du même code ont été transférées de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018, à l'exception de la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages », de la compétence « promotion du tourisme, dont création d'office de tourisme » pour les seules communes s'y étant opposées dans les conditions et délais ouverts par les textes, et, à titre transitoire, des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

Ces transferts de compétences s'accompagnent par la reprise de l'ensemble du passif lié à l'exercice de ces dernières.

Lorsque les emprunts ne peuvent pas être individualisés par compétence, il est proposé l'application du mécanisme alternatif dit de « dette récupérable ». Ainsi, la commune continue à rembourser ses emprunts sans transfert de contrat à la Métropole, cette dernière remboursant à la commune une quote-part d'emprunt. Néanmoins, pour

ce faire, une convention entre la Métropole et la commune concernée doit être conclue.

Cette convention, ci-annexée, précise pour chaque compétence concernée, les annuités dues à la commune de Port-de-Bouc par la Métropole au titre de ce dispositif.

L'approbation concordante de ce document par le Conseil Municipal et le Conseil de la Métropole permettra la mise en œuvre des remboursements au bénéfice de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que le Conseil de la Métropole acte par la présente délibération les conventions de dette récupérable afin de sécuriser les reversements entre la métropole et les communes.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de dette récupérable, ci-annexée, entre la Commune de Port-de-Bouc et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Le montant de l'encours de dette récupérable est comptabilisé au budget principal de la Métropole.

Article 3 :

L'enregistrement de la créance de la Commune sera imputé sur le compte 168741 de la Métropole. La charge des intérêts sera imputée en titre au compte 661131. Le remboursement du capital sera imputé en 168741.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant légal est autorisé à signer cette convention de dette récupérable ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 081-4897/18/CM

**■ Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption de la Décision Modificative n° 3 de l'exercice 2018 et des Etats Spéciaux de Territoires
MET 18/8974/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Comme le Budget Primitif et le Budget Supplémentaire, la Décision Modificative n°3 est établie selon la nomenclature M57 pour le Budget Principal de la Métropole. Elle enregistre des ajustements et les transferts intervenus dans la gestion depuis le vote de la Décision Modificative n° 2 du 18 octobre 2018.

Le résultat de ce projet de Décision Modificative est présenté successivement en balance générale qui regroupe par nature le montant des dépenses et des recettes, séparant les mouvements réels des mouvements d'ordre. Il fait également l'objet d'une présentation par fonction.

La maquette budgétaire et le rapport de présentation de cette Décision Modificative n° 3 pour 2018 sont joints en annexe au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 031-3050/17/CM du 14 décembre 2017 approuvant le Budget Primitif 2018 du budget Principal de la Métropole ;
- La délibération n° FAG 012-3595/18/CM du 22 mars 2018 approuvant la Décision Modificative n° 1 pour 2018 du budget principal de la Métropole ;
- La délibération n° FAG 022-4071/18/CM du 28 juin 2018 approuvant le Budget Supplémentaire 2018 du budget principal de la Métropole ;
- La délibération n° FAG 036-4492/18/CM du 18 octobre 2018 approuvant la Décision Modificative n° 2 pour 2018 du budget principal de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

La Décision Modificative n°3 de l'exercice 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence est votée et arrêtée aux chiffres inscrits à la Balance Générale du budget principal.
Elle s'équilibre en Dépenses et en Recettes comme indiqué ci-après :

**Section de Fonctionnement
Section d'Investissement**

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 082-4898/18/CM
■ Budget annexe "Transports métropolitains" -
Adoption de la Décision Modificative n°4 de
l'exercice 2018
MET 18/9314/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2017, la fusion des services transports des territoires est effective dans un budget unique des transports métropolitains avec le vote au 14 décembre 2017 du Budget Primitif 2018.

Comme le Budget Primitif et le Budget Supplémentaire, la Décision Modificative est établie selon la nomenclature M43. Elle permet de réaliser des ajustements de crédits. Le résultat de ce projet de Décision Modificative est présenté successivement en balance générale. Cette balance regroupe par nature le montant des dépenses et des recettes, séparant les mouvements réels des mouvements d'ordre. Un rapport de présentation est joint en annexe à la présente délibération ainsi que la maquette budgétaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 032-3051/17/CM du 14 décembre 2017 approuvant le Budget Primitif 2018 du budget annexe des Transports Métropolitains ;
- La délibération n° FAG 013-3596/18/CM du 22 mars 2018 approuvant la Décision Modificative n°1 – 2018 du budget annexe des Transports Métropolitains ;
- La délibération n° FAG 036 – 3806/18/CM du 18 mai 2018 approuvant la Décision Modificative n°2 - 2018 du budget annexe des Transports Métropolitains ;
- La délibération n° FAG 025-4074/18/CM du 26 juin 2018 approuvant le Budget Supplémentaire 2018 du budget annexe des Transports Métropolitains ;
- La délibération n° FAG 040 du 18 octobre 2018 approuvant la Décision Modificative n°3 – 2018 du budget annexe des Transports Métropolitains.

+ 1 178 479,00 euros
+ 35 690 789,90 euros

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

La Décision Modificative n°4 de l'exercice 2018 du budget annexe des Transports Métropolitains est votée et arrêtée aux chiffres inscrits à la balance générale.
Elle s'équilibre en dépenses et en recettes comme indiqué ci-après :

Section de Fonctionnement
Section d'Investissement

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 083-4890/18/CM

**■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption de la Décision Modificative n° 3 de l'exercice 2018 du territoire Marseille Provence
MET 18/8975/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Budget Annexe des Ports de Plaisance du territoire Marseille-Provence est régi par les dispositions de l'instruction budgétaire et comptable M4.

La présente Décision Modificative n°3 pour 2018 a pour objet de procéder à un ajustement des crédits votés de ce budget annexe. Le résultat de ce projet de Décision Modificative est présenté en balance générale qui regroupe par nature le montant des dépenses et des recettes, séparant les mouvements réels des mouvements d'ordre.

Un montant de 520.000 € est proposé en section de fonctionnement.

En recettes, il correspond à la refacturation au budget principal de 520 000 € pour des dépenses de personnel imputées à tort. En effet, suite à une erreur technique, ce budget a supporté la rémunération d'agents incombant au budget annexe « Ports Ouest Territoires » qu'il convient de régulariser.

432.510 € sont inscrits à ce titre en dépenses au titre des charges de personnel. Ce montant vient abonder les crédits ouverts au titre de l'exercice 2018 qui se révèlent insuffisants compte tenu des charges imputées à tort déjà évoquées. En complément, 87.490 € sont proposés au titre des charges à

caractère général. Ils viennent compléter les crédits déjà ouverts pour le paiement de la taxe foncière portant le total voté à 1.187.490 €.

Aucune inscription budgétaire n'est proposée en investissement.

Les autres budgets annexes du territoire Marseille-Provence ne sont pas mouvementés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence 500,00 euros

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 033-3052/17/CM du 14 décembre 2017 approuvant le Budget Primitif 2018 des budgets annexes du territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FAG 014-3597/18/CM du 22 mars 2018 approuvant la Décision Modificative n°1 pour 2018 des budgets annexes du territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FAG 027-4076/18/CM du 28 juin 2018 approuvant le Budget Supplémentaire 2018 des budgets annexes du territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FAG 041 du 18 octobre 2018 approuvant la Décision Modificative n°2 pour 2018 des budgets annexes du territoire Marseille Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

La Décision Modificative n°3 du Budget Annexe des Ports de Plaisance du territoire Marseille Provence est votée et arrêtée aux chiffres inscrits à la Balance Générale. Elle s'équilibre en dépenses et en recettes comme indiqué ci-après :

Section de Fonctionnement 520 000,00 euros

Section d'Investissement 0,00 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 084-4900/18/CM

■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption de la décision modificative n° 3 du budget annexe Traitement des déchets du territoire Istres-Ouest Provence MET 18/9287/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En cours d'année, le Président peut présenter à l'assemblée délibérante une ou plusieurs décisions modificatives. Elles permettent d'ajuster les prévisions budgétaires en recettes et/ou en dépenses et de

prendre en compte ainsi des éléments nouveaux, non intégrés dans les documents budgétaires précédents.

Afin de permettre l'exécution de diverses dépenses en sections de fonctionnement et d'investissement sur les budgets annexes, il est proposé au Conseil de la Métropole, d'approuver la décision modificative n° 3 du budget annexe « Traitement des Déchets » du territoire Istres-Ouest.

Les mouvements de crédits proposés sont détaillés ci-dessous :

Recettes réelles de fonctionnement :

- Chapitre 74 - Subventions d'exploitation pour un montant de 1 400 000 €

Dépenses réelles de fonctionnement :

- Chapitre 011 – Sous traitance générale pour un montant de 1 400 000 €

Au total, l'équilibre de la décision modificative n° 3 pour 2018 de ce budget s'établit comme suit :

	Dépenses	Recettes
Investissement	0,00 €	0,00 €
Fonctionnement	1 400 000,00 €	1 400 000,00 €

Les budgets annexes Eau potable, Assainissement, Entreprises et Régie Action Sociale ne font pas l'objet d'une décision modificative n° 3.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 016-3599/18/CM du 22 mars 2018 du Conseil de la Métropole

Aix-Marseille-Provence portant approbation de la Décision Modificative n° 1 des budgets annexes du Territoire Istres-Ouest Provence de l'exercice 2018 ;

- La délibération n° FAG 036-4087/18/CM du 28 juin 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant adoption du budget supplémentaire 2018 des budgets annexes du Territoire Istres-Ouest Provence ;
- La délibération n° FAG 037-4493/18/CM du 18 octobre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant adoption de la Décision Modificative n° 2 des budgets annexes du Territoire Istres-Ouest Provence de l'exercice 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la décision modificative n° 3 du budget annexe « Traitement des déchets » du territoire Istres-Ouest Provence chapitre par chapitre.

	Dépenses	Recettes
Investissement	0,00 €	0,00 €
Fonctionnement	1 400 000,00 €	1 400 000,00 €

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 085-4901/18/CM

■ Adoption de la Décision Modificative n°2 Régie d'Assainissement du Conseil de Territoire du Pays de Martigues de l'exercice 2018 - Budget Annexe de la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/9087/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'instruction budgétaire et comptable M 49, la décision modificative a pour vocation de réajuster, en cours d'exercice, les prévisions et / ou les affectations budgétaires, sans remettre en cause les équilibres du budget et permettent ainsi de prendre en compte des éléments nouveaux, non intégrés dans les documents budgétaires précédents.

Afin de permettre l'exécution de diverses dépenses et recettes sur le Budget Annexe de la Métropole Aix-Marseille-Provence « Régie d'Assainissement » du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, il est proposé au Conseil de la Métropole, d'approuver la décision modificative n°2 suivante du budget assainissement équilibrée en dépense et en recettes.

La section de fonctionnement s'équilibre à 2 004 €. Le chapitre 042 enregistre une hausse de 2 004 € au titre de l'amortissement des subventions 2018 (recette de fonctionnement), ce qui permet d'augmenter à due proportion l'autofinancement (chapitre 023).

La section d'investissement s'équilibre à 2 004 €. Le chapitre 040 enregistre la dépense complémentaire relative à l'amortissement des subventions 2018 financée par la progression de l'autofinancement au chapitre 021.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 038-3057/17/CM du 14 décembre 2017 approuvant les Budgets Primitifs des Budgets Annexes du Territoire du Pays de Martigues ;
- La délibération n° FAG 038-4089/18/CM du 28 juin 2018 approuvant les budgets Supplémentaires des Budgets Annexes du Territoire du Pays de Martigues ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 7 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à des ajustements de plusieurs opérations budgétaires du budget annexe assainissement du Conseil de Territoire du Pays de Martigues

Délibère

Article unique :

Est adoptée la Décision Modificative n°2 du Budget Annexe 2018 « Régie Assainissement » du Conseil de Territoire du Pays de Martigues.

Elle s'équilibre en dépenses et en recettes comme indiqué ci-après :

Section de Fonctionnement
Section d'Investissement

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 086-4902/18/CM

**■ Modification des modalités de participation 2018 du budget principal à l'équilibre du Budget annexe "Transports Métropolitains"
MET 18/9338/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 28 juin 2018, le Conseil de la Métropole a décidé de fixer comme suit les modalités de participation du Budget principal au budget annexe « Transports Métropolitains » :

« Le montant de la participation 2018 correspondra à la différence entre l'ensemble des dépenses et des recettes réalisées au titre de l'exercice budgétaire 2018 au niveau du Budget annexe « Transports Métropolitains » plafonné à 125.000.000,00 euros. ».

En effet, les transports urbains constituent une forme particulière de service public dont le caractère social l'emporte sur le caractère industriel et commercial, notamment pour la fixation des tarifs, ce qui génère intrinsèquement un déficit structurel de la section de fonctionnement de ce budget annexe.

Au vu de l'équilibre prévisionnel du Budget Primitif 2019 du budget annexe « Transports Métropolitains » présenté à ce même Conseil et des perspectives financières établies pour ce budget, il vous est proposé de ne pas limiter le montant de la subvention d'équilibre 2018 à la seule différence entre l'ensemble des dépenses et des recettes qui seront réalisées au titre de l'exercice budgétaire 2018. L'objectif serait de conserver la possibilité de majorer le montant qui sera effectivement versé afin d'améliorer les niveaux d'épargne du budget annexe « Transports Métropolitains » et d'assurer ainsi un autofinancement a minima de ses projets d'investissement.

Le montant qui sera effectivement versé resterait, comme précédemment délibéré, plafonné à 125 M€ et dépendra du respect par la collectivité des objectifs fixés au titre de l'exercice budgétaire 2018 dans le cadre de la contractualisation avec l'Etat.

Le versement de la participation interviendra en fin d'exercice à la clôture des comptes du Budget annexe « Transports Métropolitains » et du Budget principal.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 039-3058/17/CM du 14 décembre 2017 fixant la participation 2018 du Budget principal à l'équilibre du Budget annexe « Transports métropolitains » ;
- La délibération n°FAG 024-4073/18/CM du 28 juin 2018 portant modification des modalités de participation du Budget principal à l'équilibre du budget annexe « Transports Métropolitains » .

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est confirmé le principe de la participation du Budget principal à l'équilibre 2018 du Budget annexe « Transports Métropolitains ».

Article 2 :

Le montant de cette participation devra couvrir a minima la différence entre l'ensemble des dépenses et des recettes réalisées au titre de l'exercice budgétaire 2018 au niveau du Budget annexe « Transports Métropolitains » et sera plafonnée à 125.000.000,00 euros.

Article 3 :

Dit que le versement de la participation interviendra en fin d'exercice à la clôture des comptes du Budget annexe « Transports Métropolitains » et du Budget principal.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 087-4903/18/CM

**■ Admission en non-valeur de créances irrécouvrables sur le Budget Principal et le budget annexe des Transports métropolitains
MET 18/8988/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Monsieur l'Administrateur des Finances Publiques du Centre des Finances Marseille Municipal et Métropole Aix-Marseille-Provence a transmis à la Métropole Aix-Marseille-Provence 13 listes de créances irrécouvrables pour les budgets Principal et Transports de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le Comptable demande un apurement de ses comptes par l'admission en non-valeur (A.N.V.) des titres n'ayant pas reçu un dénouement financier favorable pour la métropole, soit un montant total de 266 381,75 €uros. Afin d'optimiser la poursuite contentieuse et permettre au Comptable de mener des actions en termes de recouvrement efficaces, il vous est proposé d'admettre en non-valeur les titres d'un montant inférieur à 1 000,00 €uros (soit 803 titres).

Ces sommes se décomposent comme suit :

- Budget Principal : 10 listes pour un montant de 233 577,87 €uros
- Budget Annexe Transports Métropolitains : 3 listes pour un montant de 32 803,88 €uros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que ces créances sont définitivement irrécouvrables, il convient de procéder à la régularisation auprès de Monsieur l'Administrateur des Finances Publiques du Centre des Finances Marseille Municipal et Métropole Aix-Marseille-Provence par une proposition de mandatement

Délibère

Article 1 :

Sont admis en non-valeur les créances listées par budget ci-dessous :

- Budget Principal : 233 577,87 €uros
- Budget Annexe Transports Métropolitains : 32 803,88 €uros

Article 2 :

Les crédits nécessaires s'élevant à 266 381,75 €uros (deux cent soixante-six mille trois cent quatre-vingt-un euros et soixante-quinze cents) sont inscrits au budget Principal et au budget annexe Transports Métropolitains de l'exercice 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence au chapitre 65.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 088-4904/18/CM

**■ Actualisation des provisions pour l'exercice 2018
MET 18/8715/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le provisionnement constitue l'une des applications du principe comptable de prudence qui permet de prendre en compte une dépréciation des éléments d'actif ou d'étalement d'une charge. La Métropole d'Aix-Marseille-Provence a approuvé, par délibération du 30 juin 2016, de constituer ses provisions par une opération d'ordre semi-budgétaire se traduisant au budget par une dépense de fonctionnement.

Le champ d'application des provisions n'est pas limité et vise tous les risques réels.

Pour l'application du 29° de l'article L.2321-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, une provision doit être constituée par délibération de l'assemblée délibérante dans les cas suivants :

- dès l'ouverture d'un contentieux en première instance contre la Métropole, à hauteur du montant estimé par la collectivité de la charge qui pourrait en résulter en fonction du risque financier encouru ;

- dès l'ouverture d'une procédure collective prévue au livre VI du Code de Commerce, une provision est constituée pour les garanties d'emprunts, les prêts et créances, les avances de trésorerie et les participations en capital accordés par la collectivité à l'organisme faisant l'objet de la procédure collective. Cette provision est constituée à hauteur du risque d'irrecouvrabilité ou de dépréciation de la créance ou de la participation, estimé par la Métropole. La provision pour participation prend également en compte le risque de comblement de passif de l'organisme. Pour les garanties d'emprunts, la provision est constituée à hauteur du montant que représenterait la mise en jeu de la garantie sur le budget de la Métropole en fonction du risque financier encouru ; à cet égard, une provision doit être obligatoirement constituée dès qu'une procédure de règlement judiciaire ou de liquidation judiciaire est engagée vis à vis d'un organisme bénéficiant d'une garantie d'emprunt de la Métropole ;

- lorsque le recouvrement des restes à recouvrer sur compte de tiers est compromis malgré les diligences faites par le comptable public, une provision est constituée à hauteur du risque d'irrecouvrabilité estimé par la Métropole à partir des éléments d'information communiqués par le comptable public.

Le montant de la provision correspond à celui estimé par la Métropole en regard du risque encouru et sur le fondement des évaluations objectives produites au sein des mémoires en réponses ou établies par le Comité Consultatif Interrégional de Règlement Amiable des différends et Litiges, ou par tout autre moyen.

Un état annexé au Budget Primitif et au Compte Administratif permet de suivre l'état de chaque provision constituée. Il décrit le montant et l'emploi de chaque provision.

Le Conseil de la Métropole est invité à modifier le dernier état des provisions à constituer approuvé le 14 décembre 2017 par délibération FAG028-3047/17/CM Principe Comptable de Prudence – Etat des lieux des risques financiers encourus par la Métropole en le portant de 36 570 974,00 euros à 41 887 396,02 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2321-3 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'état des risques encourus au 31 décembre 2018 ;
- La délibération FAG028-3047/17/CM Principe Comptable de Prudence – Etat des lieux des risques financiers encourus par la Métropole – Modification budget 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la révision de provisions semi-budgétaires pour un montant global de 5 316 422,02 euros réparti comme suit :

- Litiges à hauteur de 2 619 819,02 euros (cf. annexes 1A, 1B, 1C et 1D)
- Dépréciation comptes clients à hauteur de 3 146 603,00 euros (cf. annexes 2)
- Grosses réparations et grandes révisions à hauteur de - 450 000,00 euros (cf. annexe 3)

Article 2 :

Les crédits nécessaires pour constituer les dotations sont positionnés dans les différents budgets concernés au budget 2018 au sein du chapitre 68.

FAG 089-4905/18/CM

■ **Approbation des montants des attributions de compensation provisoires des communes membres pour l'année 2018 suite aux transferts des compétences**
MET 18/8327/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux dispositions de l'article 1609 nonies C IV du Code Général des Impôts (CGI), une commission locale d'évaluation des charges transférées a été créée entre la Métropole Aix-Marseille Provence et les 92 communes-membres. Celle-ci a évalué les charges transférées en adoptant des rapports intermédiaires et définitifs.

C'est dans ce cadre que la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) a, les 20 avril, 25 juin et 26 septembre 2018, adopté des rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et des restitutions de compétences. Ces évaluations permettent d'actualiser le montant de l'attribution de compensation pour l'année 2018.

Les montants définitifs évalués par la CLECT correspondent à 76,6 millions d'euros de charges

transférées à la Métropole et 5,5 millions d'euros de charges de compétence restituée aux communes. Il convient en conséquence de prendre acte de cette évaluation et de communiquer aux communes membres un nouveau montant des attributions de compensation provisoires pour l'année 2018 tenant compte de ces transferts de charges.

Par ailleurs, un ajustement a été opéré spécifiquement pour l'année 2018 pour la commune d'Istres en raison du transfert au 1^{er} novembre 2018 du Centre Educatif et Culturel des Heures Claires et pour les communes de Ceyreste et d'Ensuès la Redonne en raison du transfert au 1^{er} octobre 2018 des cimetières.

L'évolution des attributions de compensation en 2018 est la suivante :

Communes	Attributions de compensation socle 2018*	Montant définitif des compétences restituées	Montant définitif des charges transférées	Transition équipement restitué en cours d'année 2018	Attributions de compensation provisoires 2018
AIX-EN-PROVENCE	61 181 081,07 €	0,00 €	-14 596 399,16 €	0,00 €	46 584 682,00 €
ALLAUCH	943 284,00 €	0,00 €	-145 859,26 €	0,00 €	797 425,00 €
ALLEINS	738 489,28 €	149 580,37 €	-36 982,34 €	0,00 €	851 087,00 €
AUBAGNE	18 179 525,85 €	0,00 €	-5 554 511,18 €	0,00 €	12 625 015,00 €
AURIOL	614 936,00 €	0,00 €	-811 504,24 €	0,00 €	-196 568,00 €
AURONS	207 250,85 €	0,00 €	-17 369,60 €	0,00 €	189 881,00 €
BEAURECUEIL	310 754,00 €	0,00 €	-33 579,11 €	0,00 €	277 175,00 €
BELCODENE	92 530,02 €	0,00 €	-72 892,39 €	0,00 €	19 638,00 €
BERRE-L'ETANG	35 107 687,29 €	0,00 €	-467 565,78 €	0,00 €	34 640 122,00 €
BOUC-BEL-AIR	4 097 396,00 €	0,00 €	-1 220 577,66 €	0,00 €	2 876 818,00 €
CABRIES	3 570 073,20 €	0,00 €	-1 165 297,35 €	0,00 €	2 404 776,00 €
CADOLIVE	90 374,69 €	0,00 €	-79 665,87 €	0,00 €	10 709,00 €
CARNOUX-EN-PROVENCE	116 484,00 €	0,00 €	-17 862,80 €	0,00 €	98 621,00 €
CARRY-LE-ROUET	-132 231,00 €	0,00 €	-223 518,32 €	0,00 €	-355 749,00 €
CASSIS	43 164,00 €	0,00 €	-696 375,29 €	0,00 €	-653 211,00 €
CEYRESTE	-96 067,00 €	38 097,00 €	-26 244,98 €	-28 572,75 €	-112 788,00 €
CHARLEVAL	952 207,83 €	155 031,18 €	-58 595,74 €	0,00 €	1 048 643,00 €
CHATEAUNEUF-LE-ROUGE	602 682,00 €	0,00 €	-137 709,09 €	0,00 €	464 973,00 €
CHATEAUNEUF-LES-MARTIGUES	12 824 428,00 €	0,00 €	-65 972,38 €	0,00 €	12 758 456,00 €
CORNILLON-CONFOUX	1 215 036,84 €	0,00 €	-91 839,42 €	0,00 €	1 123 197,00 €
COUDOUX	668 918,00 €	0,00 €	-164 418,51 €	0,00 €	504 499,00 €
CUGES-LES-PINS	273 083,00 €	0,00 €	-191 131,26 €	0,00 €	81 952,00 €
EGUILLES	2 105 821,00 €	0,00 €	-568 737,12 €	0,00 €	1 537 084,00 €
ENSUES-LA-REDONNE	246 041,00 €	46 033,00 €	-39 122,07 €	-34 524,75 €	218 427,00 €
EYGUIERES	2 078 285,19 €	0,00 €	-255 635,91 €	0,00 €	1 822 649,00 €
FOS-SUR-MER	30 926 618,49 €	89 817,00 €	-1 733 447,92 €	0,00 €	29 282 988,00 €
FUVEAU	1 528 119,00 €	0,00 €	-523 040,42 €	0,00 €	1 005 079,00 €
GARDANNE	6 632 819,00 €	0,00 €	-2 269 560,78 €	0,00 €	4 363 258,00 €
GEMENOS	8 111 925,00 €	0,00 €	-187 012,26 €	0,00 €	7 924 913,00 €
GIGNAC-LA-NERTHE	773 229,00 €	0,00 €	-29 390,42 €	0,00 €	743 839,00 €
GRANS	4 558 158,16 €	0,00 €	-293 694,49 €	0,00 €	4 264 464,00 €
GREASQUE	602 473,00 €	0,00 €	-222 353,55 €	0,00 €	380 119,00 €
ISTRES	62 924 715,83 €	3 314 445,00 €	-5 283 105,07 €	-511 973,33 €	60 444 082,00 €
JOUQUES	1 103 621,00 €	0,00 €	-222 647,00 €	0,00 €	880 974,00 €
LA BARBEN	229 550,67 €	0,00 €	-38 474,38 €	0,00 €	191 076,00 €
LA BOUILLADISSE	224 308,24 €	0,00 €	-265 030,16 €	0,00 €	-40 722,00 €
LA CIOTAT	7 249 536,00 €	0,00 €	-213 089,01 €	0,00 €	7 036 447,00 €
LA DESTROUSSE	225 375,00 €	0,00 €	-161 728,90 €	0,00 €	63 646,00 €
LA FARE-LES-OLIVIERS	2 733 943,68 €	0,00 €	-238 091,90 €	0,00 €	2 495 852,00 €
LA PENNE-SUR-HUVEAUNE	1 892 717,00 €	0,00 €	-436 104,94 €	0,00 €	1 456 612,00 €
LA ROQUE-D'ANTHERON	1 728 181,00 €	0,00 €	-367 313,15 €	0,00 €	1 360 868,00 €
LAMANON	1 272 848,25 €	121 075,41 €	-38 412,55 €	0,00 €	1 355 511,00 €
LAMBESC	1 590 781,00 €	0,00 €	-628 766,56 €	0,00 €	962 014,00 €
LANCON-PROVENCE	3 022 678,12 €	0,00 €	-226 800,56 €	0,00 €	2 795 878,00 €
LE PUY-SAINT-REPARADE	1 476 427,00 €	0,00 €	-286 029,88 €	0,00 €	1 190 397,00 €

Communes	Attributions de compensation socle 2018*	Montant définitif des compétences restituées	Montant définitif des charges transférées	Transition équipement restitué en cours d'année 2018	Attributions de compensation provisoires 2018
LE ROVE	353 355,00 €	0,00 €	-6 202,63 €	0,00 €	347 152,00 €
LE THOLONET	719 134,00 €	0,00 €	-185 081,79 €	0,00 €	534 052,00 €
LES PENNES-MIRABEAU	8 796 888,00 €	0,00 €	-2 171 094,70 €	0,00 €	6 625 793,00 €
MALLEMORT	3 478 753,52 €	371 449,55 €	-147 390,65 €	0,00 €	3 702 812,00 €
MARIGNANE	9 583 002,00 €	0,00 €	-346 028,04 €	0,00 €	9 236 974,00 €
MARSEILLE	140 030 345,00 €	0,00 €	-4 118 013,86 €	0,00 €	135 912 331,00 €
MARTIGUES	101 563 362,77 €	710 574,00 €	-7 208 320,65 €	0,00 €	95 065 616,00 €
MEYRARGUES	1 278 695,00 €	0,00 €	-217 791,31 €	0,00 €	1 060 904,00 €
MEYREUIL	3 383 628,38 €	0,00 €	-528 865,54 €	0,00 €	2 854 763,00 €
MIMET	965 942,00 €	0,00 €	-221 525,23 €	0,00 €	744 417,00 €
MIRAMAS	32 292 676,91 €	86 512,00 €	-2 927 977,99 €	0,00 €	29 451 211,00 €
PELISSANNE	2 457 895,61 €	0,00 €	-291 413,29 €	0,00 €	2 166 482,00 €
PERTUIS	5 458 629,00 €	0,00 €	-1 559 702,68 €	0,00 €	3 898 926,00 €
PEYNIER	839 130,00 €	0,00 €	-170 545,08 €	0,00 €	668 585,00 €
PEYPIN	628 044,02 €	0,00 €	-394 456,86 €	0,00 €	233 587,00 €
PEYROLLES-EN-PROVENCE	1 345 671,00 €	0,00 €	-244 017,09 €	0,00 €	1 101 654,00 €
PLAN-DE-CUQUES	387 734,00 €	0,00 €	-32 999,71 €	0,00 €	354 734,00 €
PORT-DE-BOUC	12 033 725,60 €	231 118,00 €	-1 386 064,72 €	0,00 €	10 878 779,00 €
PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE	6 807 612,58 €	69 694,00 €	-1 140 437,66 €	0,00 €	5 736 869,00 €
PUYLOUBIER	497 993,00 €	0,00 €	-87 702,54 €	0,00 €	410 290,00 €
ROGNAC	9 390 891,30 €	0,00 €	-435 268,13 €	0,00 €	8 955 623,00 €
ROGNES	923 906,00 €	0,00 €	-287 188,49 €	0,00 €	636 718,00 €
ROQUEFORT-LA-BEDOULE	341 696,00 €	0,00 €	-39 397,24 €	0,00 €	302 299,00 €
ROQUEVAIRE	665 080,00 €	0,00 €	-496 168,06 €	0,00 €	168 912,00 €
ROUSSET	9 053 004,00 €	0,00 €	-912 038,12 €	0,00 €	8 140 966,00 €
SAINT-ANTONIN-SUR-BAYON	306 385,00 €	0,00 €	-16 798,24 €	0,00 €	289 587,00 €
SAINT-CANNAT	1 154 379,00 €	0,00 €	-412 705,59 €	0,00 €	741 673,00 €
SAINT-CHAMAS	3 039 837,60 €	0,00 €	-195 900,39 €	0,00 €	2 843 937,00 €
SAINT-ESTEVE-JANSON	460 592,00 €	0,00 €	-46 608,08 €	0,00 €	413 984,00 €
SAINT-MARC-JAUMEGARDE	683 836,00 €	0,00 €	-93 620,98 €	0,00 €	590 215,00 €
SAINT-MITRE-LES-REMPARTS	2 298 429,14 €	58 913,00 €	-462 406,94 €	0,00 €	1 894 935,00 €
SAINT-PAUL-LES-DURANCE	1 667 759,00 €	0,00 €	-181 570,71 €	0,00 €	1 486 188,00 €
SAINT-SAVOURNIN	68 585,40 €	0,00 €	-120 816,78 €	0,00 €	-52 231,00 €
SAINT-VICTORET	957 740,00 €	0,00 €	-32 050,98 €	0,00 €	925 689,00 €
SAINT-ZACHARIE	366 859,00 €	0,00 €	-377 323,62 €	0,00 €	-10 465,00 €
SALON-DE-PROVENCE	20 483 435,75 €	0,00 €	-1 220 918,46 €	0,00 €	19 262 517,00 €
SAUSSET-LES-PINS	-23 215,00 €	0,00 €	-86 569,51 €	0,00 €	-109 785,00 €
SENAS	2 874 389,36 €	0,00 €	-176 320,07 €	0,00 €	2 698 069,00 €
SEPTEMES-LES-VALLONS	1 597 099,00 €	0,00 €	-65 083,44 €	0,00 €	1 532 016,00 €
SIMIANE-COLLONGUE	1 494 148,00 €	0,00 €	-361 239,59 €	0,00 €	1 132 908,00 €
TRETS	2 080 210,00 €	0,00 €	-716 379,56 €	0,00 €	1 363 830,00 €
VAUVENARGUES	392 838,00 €	0,00 €	-110 213,88 €	0,00 €	282 624,00 €
VELAUX	3 408 564,84 €	0,00 €	-309 885,21 €	0,00 €	3 098 680,00 €
VENELLES	2 306 137,00 €	0,00 €	-541 869,99 €	0,00 €	1 764 267,00 €
VENTABREN	971 997,00 €	0,00 €	-411 916,53 €	0,00 €	560 080,00 €
VERNEGUES	436 238,86 €	96 414,48 €	-18 876,41 €	0,00 €	513 777,00 €
VITROLLES	32 709 865,25 €	0,00 €	-4 690 876,99 €	0,00 €	28 018 988,00 €
TOTAL	717 852 164,44 €	5 538 754,00 €	-76 609 104,70 €	-575 070,83 €	646 206 740,00 €

* L'attribution de compensation « socle » correspond aux montants des attributions de compensation prenant en compte les modifications opérées pour les Territoires du Pays d'Aix et du Pays Salonais soumises à l'approbation du Conseil de Métropole du 14 décembre 2017.

S'il est constaté que les rapports de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées sont approuvés par la majorité qualifiée des communes membres dans le délai de trois mois suivant leur notification, les montants provisoires des attributions de

compensation seront considérés comme définitifs.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- la délibération n° FAG 009-1742/17/CM du conseil de la métropole du 13 juillet 2017

Communes	Attributions de compensation provisoires 2018
AIX-EN-PROVENCE	46 584 682,00 €
ALLAUCH	797 425,00 €
ALLEINS	851 087,00 €
AUBAGNE	12 625 015,00 €
AURIOL	-196 568,00 €
AURONS	189 881,00 €
BEAURECUEIL	277 175,00 €
BELCODENE	19 638,00 €
BERRE-L'ETANG	34 640 122,00 €
BOUC-BEL-AIR	2 876 818,00 €
CABRIES	2 404 776,00 €
CADOLIVE	10 709,00 €
CARNOUX-EN-PROVENCE	98 621,00 €
CARRY-LE-ROUET	-355 749,00 €
CASSIS	-653 211,00 €
CEYRESTE	-112 788,00 €
CHARLEVAL	1 048 643,00 €
CHATEAUNEUF-LE-ROUGE	464 973,00 €
CHATEAUNEUF-LES-MARTIGUES	12 758 456,00 €
CORNILLON-CONFOUX	1 123 197,00 €
COUDOUX	504 499,00 €
CUGES-LES-PINS	81 952,00 €
EGUILLES	1 537 084,00 €
ENSUES-LA-REDONNE	218 427,00 €
EYGUIERES	1 822 649,00 €

portant sur les attributions de compensation de l'année 2017 ;

- les rapports adoptés par la commission locale d'évaluation des charges transférées des 20 avril, 25 juin et 26 septembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

Délibère

Article 1 :

Les montants provisoires des attributions de compensation pour l'année 2018 sont les suivants :

Communes	Attributions de compensation provisoires 2018
FOS-SUR-MER	29 282 988,00 €
FUVEAU	1 005 079,00 €
GARDANNE	4 363 258,00 €
GEMENOS	7 924 913,00 €
GIGNAC-LA-NERTHE	743 839,00 €
GRANS	4 264 464,00 €
GREASQUE	380 119,00 €
ISTRES	60 444 082,00 €
JOUQUES	880 974,00 €
LA BARBEN	191 076,00 €
LA BOUILLADISSE	-40 722,00 €
LA CIOTAT	7 036 447,00 €
LA DESTROUSSE	63 646,00 €
LA FARE-LES-OLIVIERS	2 495 852,00 €
LA PENNE-SUR-HUVEAUNE	1 456 612,00 €
LA ROQUE-D'ANTHERON	1 360 868,00 €
LAMANON	1 355 511,00 €
LAMBESC	962 014,00 €
LANCON-PROVENCE	2 795 878,00 €
LE PUY-SAINTE-REPARADE	1 190 397,00 €
LE ROVE	347 152,00 €
LE THOLONET	534 052,00 €
LES PENNES-MIRABEAU	6 625 793,00 €
MALLEMORT	3 702 812,00 €
MARIGNANE	9 236 974,00 €

Communes	Attributions de compensation provisoires 2018	Communes	Attributions de compensation provisoires 2018
MARSEILLE	135 912 331,00 €	SAINT-CANNAT	741 673,00 €
MARTIGUES	95 065 616,00 €	SAINT-CHAMAS	2 843 937,00 €
MEYRARGUES	1 060 904,00 €	SAINT-ESTEVE-JANSON	413 984,00 €
MEYREUIL	2 854 763,00 €	SAINT-MARC-JAUMEGARDE	590 215,00 €
MIMET	744 417,00 €	SAINT-MITRE-LES-REMPARTS	1 894 935,00 €
MIRAMAS	29 451 211,00 €	SAINT-PAUL-LES-DURANCE	1 486 188,00 €
PELISSANNE	2 166 482,00 €	SAINT-SAVOURNIN	-52 231,00 €
PERTUIS	3 898 926,00 €	SAINT-VICTORET	925 689,00 €
PEYNIER	668 585,00 €	SAINT-ZACHARIE	-10 465,00 €
PEYPIN	233 587,00 €	SALON-DE-PROVENCE	19 262 517,00 €
PEYROLLES-EN-PROVENCE	1 101 654,00 €	SAUSSET-LES-PINS	-109 785,00 €
PLAN-DE-CUQUES	354 734,00 €	SENAS	2 698 069,00 €
PORT-DE-BOUC	10 878 779,00 €	SEPTEMES-LES-VALLONS	1 532 016,00 €
PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE	5 736 869,00 €	SIMIANE-COLLONGUE	1 132 908,00 €
PUYLOUBIER	410 290,00 €	TRETS	1 363 830,00 €
ROGNAC	8 955 623,00 €	VAUVENARGUES	282 624,00 €
ROGNES	636 718,00 €	VELAUX	3 098 680,00 €
ROQUEFORT-LA-BEDOULE	302 299,00 €	VENELLES	1 764 267,00 €
ROQUEVAIRE	168 912,00 €	VENTABREN	560 080,00 €
ROUSSET	8 140 966,00 €	VERNEGUES	513 777,00 €
SAINT-ANTONIN-SUR-BAYON	289 587,00 €	VITROLLES	28 018 988,00 €

Article 2 :

S'il est constaté que les rapports de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées sont approuvés par la majorité qualifiée des communes membres dans le délai de trois mois suivant leur notification, les montants provisoires des attributions de compensation seront considérés comme définitifs.

Article 3 :

Les attributions de compensation positives et négatives sont inscrites au budget principal de la Métropole.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole est autorisée à signer tout document permettant de communiquer aux communes l'attribution de compensation provisoire qui leur sera versée.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 090-4906/18/CM

■ Approbation des taux de la fiscalité directe locale de l'année 2019 MET 18/8328/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application de l'article 1609 nonies C du code général des impôts, la Métropole Aix-Marseille-Provence perçoit :

- la cotisation foncière des entreprises (CFE), acquittée par les entreprises selon la valeur locative des biens qu'elles occupent ;
- une part de la taxe d'habitation et des taxes foncières.

Depuis 2016, le Conseil de Métropole a fixé les taux suivants :

- cotisation foncière des entreprises : 31,02% ;
- taxe d'habitation : 11,69 % ;
- taxe foncière sur les propriétés bâties : 2,59 % ;
- taxe foncière sur les propriétés non bâties : 2,78 %.

Il est proposé de reconduire en 2019 les taux d'imposition de la fiscalité directe locale à l'identique de ceux votés en 2018.

Pour rappel, le Conseil Métropolitain a adopté, par une délibération du 28 avril 2016, un dispositif de lissage des taux d'imposition pour la cotisation foncière des entreprises et les impôts ménages. Ainsi, les différents taux appliqués sur le territoire métropolitain seront calculés par les services fiscaux en 2019 conformément à ce dispositif.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général des Impôts, notamment les articles 1609 nonies C, 1636 B sexies, 1639 A, 1447 et suivants.
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010.
- La loi n°2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011.
- Les délibérations n° HN 019-152/16/CM, HN 020-153/16/CM, HN 021-155/16/CM, HN 022-155/16/CM,
- HN 023-155/16/CM du Conseil métropolitain du 28 avril 2016 fixant les durées de lissage des taux de fiscalité locale.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

Délibère

Article 1 :

Les taux d'imposition pour l'année 2019 sont fixés comme énoncés ci-dessous :

- cotisation foncière des entreprises : 31,02% ;
- taxe d'habitation : 11,69 % ;
- taxe foncière sur les propriétés bâties : 2,59 % ;
- taxe foncière sur les propriétés non bâties : 2,78 %.

Article 2 :

Le dispositif de lissage des taux d'imposition continue de s'appliquer pour la cotisation foncière des entreprises et les impôts ménages conformément aux délibérations n° HN 019-152/16/CM, HN 020-153/16/CM, HN 021-155/16/CM, HN 022-155/16/CM, HN 023-155/16/CM du Conseil de Métropole du 28 avril 2016.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 091-4907/18/CM

**■ Approbation des taux de taxe d'enlèvement d'ordures ménagères de l'année 2019
MET 18/8917/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le VI de l'article 1379-0 bis du Code Général des Impôts dispose que les métropoles sont substituées aux communes pour l'application des dispositions relatives à la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM).

Pour mémoire, les six établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) fusionnés au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence avaient institué la TEOM. Sur chacun de ces territoires, avaient été mis en place un taux unique, un dispositif de lissage des taux ou un taux établi par zone en cohérence avec le service rendu.

L'article 1636 B undecies du code général des impôts et l'instruction fiscale BOI-IF-AUT-90-30-10-20150624 autorisent un EPCI nouvellement créé de voter des taux différents sur son périmètre sur une période ne pouvant excéder dix années, afin de limiter les hausses de cotisations de TEOM liées à l'harmonisation du mode de financement du service d'enlèvement et de traitement des déchets ménagers.

Ainsi, la délibération du Conseil Métropolitain du 28 avril 2016 a adopté l'instauration de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et a décidé le principe de reprendre sur une période qui ne peut excéder dix années les taux de TEOM adoptés en 2015 par les six EPCI dissous ou, le cas échéant, de

poursuivre les processus d'harmonisation des taux adoptés par les anciens EPCI.

Il est proposé de reconduire en 2019 à l'identique les taux appliqués en 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général des Impôts, et notamment les articles, 1379-0 bis et 1639 A bis.
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

Délibère

Article 1 :

Les taux d'imposition de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères pour l'année 2019 sont fixés comme énoncés ci-dessous :

AIX EN PROVENCE	10,60%	LE THOLONET	10,60%
ALLAUCH	9,50%	LES PENNES MIRABEAU	10,60%
ALLEINS	10,00%	MALLEMORT	10,00%
AUBAGNE	10,00%	MARIGNANE	11,50%
AURIOL	10,00%	MARSEILLE	18,10%
AURONS	10,00%	MARTIGUES	11,50%
BEAURECUEIL	10,60%	MEYRARGUES	10,60%
BELCODENE	10,00%	MEYREUIL	10,60%
BERRE L'ETANG	10,00%	MIMET	10,60%
BOUC-BEL-AIR	10,60%	MIRAMAS	7,00%
CABRIES	10,60%	PELISSANNE	10,00%
CADOLIVE	10,00%	PERTUIS	10,60%
CARNOUX EN PROVENCE	11,50%	PEYNIER	10,60%
CARRY-LE-ROUET	9,50%	PEYPIN	10,00%
CASSIS	9,50%	PEYROLLES-EN-PROVENCE	10,60%
CEYRESTE	9,50%	PLAN DE CUQUES	9,50%
CHARLEVAL	10,00%	PORT DE BOUC	11,50%
CHATEAUNEUF-LE-ROUGE	10,60%	PORT-SAINT-LOUIS	7,00%
CHATEAUNEUF-LES-MARTIGUES	9,50%	PUYLOUBIER	10,60%
CORNILLON-CONFOUX	7,00%	ROGNAC	10,00%
COUDOUX	10,60%	ROGNES	10,60%
CUGES LES PINS	10,00%	ROQUEFORT LA BEDOULE	11,50%
EGUILLES	10,60%	ROQUEVAIRE	10,00%
ENSUES-LA-REDONNE	9,50%	ROUSSET	10,60%
EYGUIERES	10,00%	SAINT CHAMAS	10,00%
FOS-SUR-MER	7,00%	SAINT SAVOURNIN	10,00%
FUVEAU	10,60%	SAINT ZACHARIE	10,00%
GARDANNE	10,60%	SAINT-ANTONIN-SUR-BAYON	10,60%
GEMENOS	9,50%	SAINT-CANNAT	10,60%
GIGNAC-LA-NERTHE	9,50%	SAINT-ESTEVE-JANSON	10,60%
GRANS	7,00%	SAINT-MARC-JAUMEGARDE	10,60%
GREASQUE	10,60%	SAINT-MITRE-LES-REMPARTS	11,50%
ISTRES	7,00%	SAINT-PAUL-LEZ-DURANCE	10,60%
JOUQUES	10,60%	SAINT-VICTORET	9,50%
LA BARBEN	10,00%	SALON-DE-PROVENCE	10,00%
LA BOUILLADISSE	10,00%	SAUSSET-LES-PINS	11,50%
LA CIOTAT	9,50%	SENAS	10,00%
LA DESTROUSSE	10,00%	SEPTEMES LES VALLONS	9,50%
LA FARE LES OLIVIERS	10,00%	SIMIANE-COLLONGUE	10,60%
LA PENNE SUR HUVEAUNE	10,00%	TRETS	10,60%
LA ROQUE D'ANTHERON	10,60%	VAUVENARGUES	10,60%
LAMANON	10,00%	VELAUX	10,00%
LAMBESC	10,60%	VENELLES	10,60%
LANCON-PROVENCE	10,00%	VENTABREN	10,60%
LE PUY SAINTE REPARADE	10,60%	VERNEGUES	10,00%
LE ROVE	9,50%	VITROLLES	10,60%

FAG 092-4908/18/CM

■ Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption du Budget Primitif de l'exercice 2019 et des Etats Spéciaux de Territoires MET 18/8708/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Lors de sa séance du 18 octobre 2018, le Conseil de la Métropole a débattu sur les orientations budgétaires 2019.

A partir de ces orientations, le Budget Primitif du Budget Principal de la Métropole a été établi selon la nomenclature M57.

En application des dispositions de l'article L.5218-8-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'état spécial de chaque territoire (adopté en équilibre réel par le conseil de territoire concerné) est soumis au

vote du Conseil de la Métropole en même temps que le projet de budget de la Métropole.

Chaque territoire ayant procédé à l'adoption de son état spécial dans les conditions précisées dans l'article L.1612-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé que le Conseil de la Métropole arrête les états spéciaux de territoire.

La maquette budgétaire du budget principal ainsi que son rapport de présentation sont joints en annexe. Par ailleurs, l'annexe relative à l'utilisation de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, intitulée « Etat spécial relatif à la compétence gestion des déchets ménagers et assimilés », prévue dans l'instruction budgétaire et comptable M57, qui permet de donner une information analytique complémentaire sur les crédits inscrits au budget pour la gestion des services déchets ne peut être établie que manuellement à partir du budget principal, des Etats spéciaux de territoire et des budgets annexes. Son format n'étant pas compatible avec la maquette budgétaire requise par la Préfecture, il est proposé de la soumettre au Conseil de la Métropole pour approbation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 065-4521/18/CM du 18 octobre 2018 actant de la tenue du débat sur les Orientations Budgétaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'année 2019 ;
- Les délibérations portant adoption par les territoires des Etats Spéciaux de Territoire ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Les états spéciaux de territoire, préalablement adoptés par les territoires concernés, sont arrêtés aux montants suivants :

EST du territoire Marseille Provence :
Section de Fonctionnement 95 462 970,00 euros
Section d'Investissement 247 553 053,00 euros

EST du territoire du Pays d'Aix :
Section de Fonctionnement 33 428 160,00 euros
Section d'Investissement 166 463 164,00 euros

EST du territoire du Pays Salonais :
Section de Fonctionnement 3 080 445,00 euros
Section d'Investissement 3 456 053,00 euros

EST du territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile :
Section de Fonctionnement 15 584 563,00 euros
Section d'Investissement 16 490 917,00 euros

EST du territoire Istres-Ouest Provence :
Section de Fonctionnement 15 090 000,00 euros
Section d'Investissement 34 648 051,00 euros

EST du territoire du Pays de Martigues :
Section de Fonctionnement 9 019 500,00 euros
Section d'Investissement 9 770 835,00 euros

Article 2 :

Le Budget Primitif 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence est voté et arrêté aux chiffres inscrits à la Balance Générale du budget principal.

Il s'équilibre en Dépenses et en Recettes pour les compétences affectées au budget principal de la Métropole, y compris celles déléguées aux territoires, comme suit :

Section de Fonctionnement 1 882 891 717,73 euros
Section d'Investissement 919 278 901,13 euros

Article 3 :

Est approuvé l'Etat spécial relatif à la compétence gestion des déchets ménagers et assimilés joint en annexe.

FAG 093-4909/18/CM

■ Budget annexe "Transports Métropolitains" - Adoption du Budget Primitif de l'exercice 2019 MET 18/8709/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Lors de sa séance du 18 octobre 2018, le conseil de Métropole a débattu sur les orientations budgétaires pour 2019.

A partir de ces orientations et des besoins recensés, a été élaboré le projet de budget annexe des transports métropolitains établi selon la nomenclature M43. Un rapport de présentation est joint en annexe à la présente délibération ainsi que la maquette budgétaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article Unique :

Le Budget Primitif 2019 du budget annexe « Transports métropolitains » est voté et arrêté aux chiffres inscrits à la Balance Générale. Il s'équilibre en dépenses et en recettes comme indiqué ci-après :

Section de Fonctionnement 677 869 823,00 euros

Section d'Investissement 149 224 120,00 euros

FAG 094-4910/18/CM

**■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption du Budget Primitif de l'exercice 2019 des budgets MIN, GEMAPI, Crématorium Métropole, Ports Ouest Territoires et Parkings Métropole
MET 18/8971/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole doit se prononcer sur les Budgets Primitifs des budgets annexes dont la compétence est exercée à l'échelle métropolitaine.

Ces budgets annexes sont établis :

- selon la nomenclature budgétaire et comptable M57 pour le budget annexe « Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI) »;
- selon la nomenclature budgétaire et comptable M4 pour les budgets annexes « Marché d'intérêt national (MIN) », « Crématorium Métropole », « Ports Ouest Territoires » et « Parkings Métropole ».

Ils sont votés par nature avec présentation fonctionnelle.

Sont présentés ci-après les équilibres des Budgets Primitifs de ces budgets annexes. Un rapport de présentation est joint en annexe à la présente délibération ainsi que les maquettes budgétaires.

Equilibre du Budget Primitif 2019 du budget annexe « MIN » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)
1 821 476,00 euros

Section d'Investissement (dépenses et recettes)
99 537,00 euros

Equilibre du Budget Primitif 2019 du budget annexe « GEMAPI » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)
5 440 000,00 euros

Section d'Investissement (dépenses et recettes)
1 041 500,00 euros

Equilibre du Budget Primitif 2019 du budget annexe « Crématorium Métropole » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)
645 000,00 euros

Section d'Investissement (dépenses et recettes)
28 000,00 euros

Equilibre du Budget Primitif 2019 du budget annexe « Ports Ouest Territoires » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)
921 473,00 euros

Section d'Investissement (dépenses et recettes)
2 200 000,00 euros

Equilibre du Budget Primitif 2019 du budget annexe « Parkings Métropole » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)
2 149 000,00 euros
Section d'Investissement (dépenses et recettes)
912 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Sont approuvés les Budgets Primitifs 2019 des budgets annexes dont la compétence est exercée à l'échelle métropolitaine, par nature avec présentation fonctionnelle, tels qu'ils sont présentés ci-dessus.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 095-4911/18/CM

**■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Adoption du Budget Primitif de l'exercice 2019 du territoire Marseille Provence
MET 18/8711/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole doit se prononcer sur les Budgets Primitifs des budgets annexes du territoire Marseille-Provence pour l'exercice 2019. Ces budgets annexes sont établis :

- selon la nomenclature budgétaire et comptable M57 pour les budgets annexes

« Collecte et traitement des déchets » et
« Opérations d'aménagement » ;

- selon la nomenclature budgétaire et comptable M4 pour les budgets annexes « Eau », « Assainissement », « Ports de Plaisance » et « Crématorium ».

Ils sont votés par nature avec présentation fonctionnelle.

Sont présentés ci-après les équilibres des Budgets Primitifs de ces budgets annexes. Un rapport de présentation est joint en annexe à la présente délibération ainsi que les maquettes budgétaires.

Equilibre du Budget Primitif 2019 du budget annexe « Collecte et traitement des déchets » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)
230 654 467,18 euros
Section d'Investissement (dépenses et recettes)
31 897 656,00 euros

Equilibre du Budget Primitif 2019 du budget annexe « Eau » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)
22 645 076,00 euros
Section d'Investissement (dépenses et recettes)
20 686 859,00 euros

Equilibre du Budget Primitif 2019 du budget annexe « Assainissement » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)
33 361 930,00 euros
Section d'Investissement (dépenses et recettes)
27 624 238,00 euros

Equilibre du Budget Primitif 2019 du budget annexe « Ports de plaisance » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)
11 217 793,40 euros
Section d'Investissement (dépenses et recettes)
4 052 796,00 euros

Equilibre du Budget Primitif 2019 du budget annexe « Crématorium » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)
1 945 564,00 euros
Section d'Investissement (dépenses et recettes)
714 394,00 euros

Equilibre du Budget Primitif 2019 du budget annexe « Opérations d'aménagement »

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)
76 786 705,00 euros
Section d'Investissement (dépenses et recettes)
80 986 415,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 11 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

Délibère

Article unique :

Sont approuvés les Budgets Primitifs 2019 des budgets annexes du Territoire Marseille-Provence, par nature avec présentation fonctionnelle, tels qu'ils sont présentés ci-dessus.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 096-4912/18/CM

**■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption du Budget Primitif de l'exercice 2019 du Territoire du Pays d'Aix
MET 18/9305/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole doit se prononcer sur les Budgets Primitifs des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix pour l'exercice 2019. Ces budgets annexes sont établis :

- selon la nomenclature budgétaire et comptable M57 pour les budgets annexes

« Traitement des déchets » et « Opérations d'aménagement » ;

- selon la nomenclature budgétaire et comptable M4 pour les budgets annexes « Eau », « Assainissement », « Service public d'assainissement non collectif ».

Ils sont votés par nature avec présentation fonctionnelle.

Sont présentés ci-après les équilibres des Budgets Primitifs de ces budgets annexes. Un rapport de présentation est joint en annexe à la présente délibération ainsi que les maquettes budgétaires.

Equilibre du Budget Primitif 2019 du budget annexe « Traitement des déchets » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)
63 562 925,00 euros
Section d'Investissement (dépenses et recettes)
8 315 500,00 euros

Equilibre du Budget Primitif 2019 du budget annexe «Eau » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)
8 959 154,00 euros
Section d'Investissement (dépenses et recettes)
13 689 999,00 euros

Equilibre du Budget Primitif 2019 du budget annexe « Assainissement » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)
6 667 770,00 euros
Section d'Investissement (dépenses et recettes)
22 469 607,00 euros

Equilibre du Budget Primitif 2019 du budget annexe « Service public d'assainissement non collectif » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)
540 000,00 euros

Equilibre du Budget Primitif 2019 du budget annexe « Opérations d'aménagement »

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)
2 847 457,00 euros
Section d'Investissement (dépenses et recettes)
1 548 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère

Article unique :

Sont approuvés les Budgets Primitifs 2019 des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix, par nature avec présentation fonctionnelle, tels qu'ils sont présentés ci-dessus.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 097-4913/18/CM

■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption du Budget Primitif de l'exercice 2019 du territoire du Pays Salonais MET 18/9300/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole doit se prononcer sur les Budgets Primitifs des budgets annexes du territoire du Pays Salonais pour l'exercice 2019. Ces budgets annexes sont établis :

- selon la nomenclature budgétaire et comptable M57 pour les budgets annexes « Collecte et traitement des déchets » et « Opérations d'aménagement » ;
- selon la nomenclature budgétaire et comptable M4 pour les budgets annexes « Eau » et « Assainissement ».

Ils sont votés par nature avec présentation fonctionnelle.

Sont présentés ci-après les équilibres des Budgets Primitifs de ces budgets annexes. Un rapport de

présentation est joint en annexe à la présente délibération ainsi que les maquettes budgétaires.

Equilibre du Budget Primitif 2019 du budget annexe « Collecte et traitement des déchets » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)
19 522 848,00

Section d'Investissement (dépenses et recettes)
2 107 698,00

Equilibre du Budget Primitif 2019 du budget annexe «Eau » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)
5 552 402,00

Section d'Investissement (dépenses et recettes)
6 600 825,00

Equilibre du Budget Primitif 2019 du budget annexe « Assainissement » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)
3 672 807,00

Section d'Investissement (dépenses et recettes)
9 662 830,00

Equilibre du Budget Primitif 2019 du budget annexe « Opérations d'aménagement »

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)
3 297 266,00

Section d'Investissement (dépenses et recettes)
6 594 532,00

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 10 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Sont adoptés les Budgets Primitifs 2019 des budgets annexes du Territoire du Pays Salonais, par nature avec présentation fonctionnelle, tels qu'ils sont présentés ci-dessus.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 098-4914/18/CM

**■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption du Budget Primitif de l'exercice 2019 du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile
MET 18/9249/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole doit se prononcer sur les Budgets Primitifs des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile pour l'exercice 2019. Ces budgets annexes sont établis :

- selon la nomenclature budgétaire et comptable M49 pour le budget annexe « Assainissement »;
- selon la nomenclature budgétaire et comptable M4 pour les budgets annexes « Réseau de chaleur métropole » et « Régie Traitement des déchets ».

Ils sont votés par nature avec présentation fonctionnelle.

Sont présentés ci-après les équilibres des Budgets Primitifs de ces budgets annexes.

Un rapport de présentation est joint en annexe à la présente délibération ainsi que les maquettes budgétaires.

Equilibre du Budget Primitif 2019 du budget annexe « Assainissement » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)
Section d'Investissement (dépenses et recettes)

Equilibre du Budget Primitif 2019 du budget annexe « Réseau de chaleur métropole » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)
433 810.00 euros
Section d'Investissement (dépenses et recettes) 169 834.00 euros

Equilibre du Budget Primitif 2019 du budget annexe « Régie Traitement des déchets » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)
284 000.00 euros
Section d'Investissement (dépenses et recettes) 329 000.00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis émis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 10 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Conseil de Territoire donne un avis sur les Budgets Annexes qui lui sont délégués.

Délibère

Article 1 :

Le budget annexe assainissement du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile est assujéti à la TVA à compter du 1^{er} janvier 2019

1 654 137.90 euros

Les recettes et les dépenses seront enregistrées sur les comptes budgétaires pour leur montant hors taxe, le compte TVA étant tenu par le Receveur des Finances.

Article 2 :

Sont approuvés les Budgets Primitifs 2019 des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, par nature avec présentation fonctionnelle, tels qu'ils sont présentés ci-dessus.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 099-4915/18/CM

■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille Provence - Adoption du Budget Primitif de l'exercice 2019 du territoire Istres-Ouest Provence MET 18/9292/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole doit se prononcer sur les Budgets Primitifs des budgets annexes du territoire Istres Ouest Provence pour l'exercice 2019. Ces budgets annexes sont établis :

- selon la nomenclature budgétaire et comptable M57 pour les budgets annexes « Traitement des déchets » et « Régie d'Action Sociale »,
- selon la nomenclature budgétaire et comptable M4 pour les budgets annexes « Eau Potable », « Assainissement » et « Entreprises ».

Ils sont votés par nature avec présentation fonctionnelle.

Sont présentés ci-après les équilibres des Budgets Primitifs de ces budgets annexes. Un rapport de présentation est joint en annexe à la présente délibération ainsi que les maquettes budgétaires.

Equilibre du Budget Primitif 2019 du budget annexe «Eau Potable» :

Section de Fonctionnement
(dépenses et recettes)
3 932 611,00 euros
Section d'Investissement
(dépenses et recettes)
8 918 093,16 euros

Equilibre du Budget Primitif 2019 du budget annexe « Assainissement » :

Section de Fonctionnement
(dépenses et recettes)
7 795 243,00 euros
Section d'Investissement
(dépenses et recettes)
16 605 522,45 euros

Equilibre du Budget Primitif 2019 du budget annexe « Entreprises » :

Section de Fonctionnement
(dépenses et recettes)
1 173 494,00 euros
Section d'Investissement
(dépenses et recettes)
755 686,00 euros

Equilibre du Budget Primitif 2019 du budget annexe « Régie d'Action Sociale » :

Section de Fonctionnement
(dépenses et recettes)
1 656 805,00 euros
Section d'Investissement
(dépenses et recettes)
7 005,00 euros

Equilibre du Budget Primitif 2019 du budget annexe « Traitement des déchets » :

Section de Fonctionnement
(dépenses et recettes)
19 641 290,00 euros
Section d'Investissement
(dépenses et recettes)
913 066,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Sont approuvés les Budgets Primitifs 2019 des budgets annexes du Territoire Istres-Ouest Provence, par nature avec présentation fonctionnelle, tels qu'ils sont présentés ci-dessus.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 100-4916/18/CM

■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Adoption du Budget Primitif de l'exercice 2019 du territoire du Pays de Martigues MET 18/8905/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole doit se prononcer sur les Budgets Primitifs des budgets annexes du territoire du Pays de Martigues pour l'exercice 2019. Ces budgets annexes sont établis selon la nomenclature budgétaire et comptable M4 pour les budgets annexes « Eau » et « Assainissement ».

Ils sont votés par nature avec présentation fonctionnelle.

Sont présentés ci-après les équilibres des Budgets Primitifs de ces budgets annexes. Un rapport de présentation est joint en annexe à la présente délibération ainsi que les maquettes budgétaires.

Equilibre du Budget Primitif 2019 du budget annexe «Eau » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)
Section d'Investissement (dépenses et recettes)

Equilibre du Budget Primitif 2019 du budget annexe « Assainissement » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)
Section d'Investissement (dépenses et recettes)

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 6 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article Unique :

Sont approuvés les Budgets Primitifs 2019 des budgets annexes du Territoire du Pays de Martigues, par nature avec présentation fonctionnelle, tels qu'ils sont présentés ci-dessus.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 101-4917/18/CM

■ Participation 2019 du budget principal à l'équilibre du Budget annexe "Transports Métropolitains" MET 18/8713/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les exigences de service public et l'application des principes de droit au transport pour tous », notamment pour les personnes à mobilité réduite et de « libre choix par l'usager de son mode de transport » instaurés par la loi d'Orientation sur les Transports Intérieurs (LOTI) du 10/12/1982, ont conduit la Métropole à développer à la fois une offre de transport adaptée aux besoins des usagers, y compris dans les zones les moins denses, la réalisation d'investissements importants, tout en préservant une politique tarifaire adaptée qui facilite l'accès aux transports publics de l'ensemble des usagers.

Les transports urbains constituent ici une forme particulière de service public dont le caractère social

s'intègre au caractère industriel et commercial, notamment pour la fixation des tarifs.

Dans cette démarche, après l'application en 2016 du taux maximum de versement transport, il a été décidé, depuis, de contenir les hausses tarifaires à l'usager à un niveau raisonnable.

Sur le plan budgétaire, cela impacte le projet de Budget Primitif 2019 du budget annexe des Transports Métropolitains dont la structure des recettes propres ne permet pas de couvrir l'ensemble des dépenses du service. Il existe donc un déficit prévisionnel qui nécessite le recours à une participation du budget principal afin de respecter le principe d'équilibre budgétaire posé par l'article L 2412-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Cette mobilisation financière du budget principal de la collectivité en faveur de l'un de ses SPIC s'inscrit dans les dérogations prévues au 2° de l'article L. 2224-2 du CGCT, lorsque le fonctionnement du service public exige la réalisation d'investissements qui, en raison de leur importance et eu égard au nombre d'usagers, ne peuvent être financés sans augmentation excessive des tarifs.

Toutefois, s'agissant de dérogation au principe de l'équilibre financier des services de transports publics réguliers de personnes, il convient de se référer en complément à l'article L1221-12 du Code des Transports. Celui-ci prévoit expressément que le financement du service soit assuré par les usagers, le cas échéant par les collectivités publiques, et par les autres bénéficiaires publics et privés qui, sans être usagers des services, en retirent un avantage direct ou indirect.

La participation 2019 du budget principal au budget annexe des Transports Métropolitains sera donc déterminée par différence entre l'ensemble des dépenses et recettes réalisées et son versement s'effectuera en fin d'exercice.

Toutefois, dans une volonté d'encadrer la dépense publique, cette participation 2019 sera plafonnée à 125 000 000 €.

Pour information, la participation prévisionnelle inscrite au Budget Primitif 2019 permettant d'équilibrer le budget annexe des Transports Métropolitains s'établit à 122 931 459 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi d'Orientation sur les Transports Intérieurs (LOTI) du 10 décembre 1982 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe de la participation 2019 à l'équilibre du budget annexe des Transports Métropolitains par le Budget Principal.

Article 2 :

Le montant de cette participation devra couvrir à minima la différence entre l'ensemble des dépenses et des recettes réalisées au titre de l'exercice budgétaire 2019 au niveau du Budget annexe des Transports Métropolitains et sera plafonné à 125.000.000,00 euros.

Article 3 :

Dit que le versement de la participation interviendra en fin d'exercice à la clôture des comptes du Budget annexe des Transports Métropolitains et du Budget principal.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 102-4918/18/CM

■ Participation 2019 du budget principal à l'équilibre du Budget annexe "MIN"
MET 18/8712/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le budget annexe « Marché d'Intérêt National » (MIN) enregistre les prévisions budgétaires des sites de Saumaty et des Arnavaux.

Le site de Saumaty est dédié au marché des produits de la mer. Il est géré en régie en application de la délibération FCT 011-587/12/CC du 26 octobre 2012 de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole. Le site des Arnavaux, pour sa part, fait l'objet d'une délégation de service public sous la forme d'un contrat de concession conclu avec la SOMIMAR.

Le site de Saumaty, exclusivement dédié aux activités liées à la pêche, connaît depuis plusieurs années une baisse d'activité. Le contrat d'affermage de la gestion de ce site étant arrivé à son terme en août 2012, la gestion directe de l'exploitation a été reprise en régie. Afin de garantir une activité équilibrée et pérenne dans les années à venir, il est apparu nécessaire d'engager un programme de rénovation et de modernisation de ce site.

En effet, il doit faire face à un déclin des activités de pêche et de mareyage rendant l'exploitation du site structurellement déficitaire. Dans ce contexte, un état des lieux et une étude de faisabilité ont été réalisés afin d'identifier les pistes d'amélioration de la gestion et de retour à l'équilibre du budget. Ils ont conduit à l'élaboration de deux scénarii permettant de répondre à la fois aux préoccupations financières mais également à la remise à niveau du site et de pérennisation des activités de la pêche et du mareyage.

Un premier scénario vise à mener une restructuration complète du site de Saumaty et envisage de recentrer les activités de pêche-mareyage sur une partie réduite du MIN et de libérer ainsi le reste du site pour le développement d'activités plus rentables.

Le second scénario prévoit l'installation des mareyeurs sur le site des Arnavaux, le MIN de Saumaty ne conservant que l'activité de pêche et dédiant le reste du site à des activités nouvelles. Le MIN des Arnavaux dispose d'ores et déjà de locaux disponibles pour l'accueil des mareyeurs.

Dans les deux scénarii envisagés, la Métropole garantit le retour à l'équilibre grâce à la combinaison de deux facteurs :

- L'optimisation de l'occupation du site de Saumaty en réduisant fortement les surfaces dédiées à l'activité pêche-mareyage. La annexe MIN, sont détaillées ci-dessous :

Métropole pourra ainsi tendre vers une occupation à 100% du site (contre moins de la moitié aujourd'hui) permettant à la fois l'augmentation des recettes et la réduction des coûts de gestion ;

- La mise à disposition de locaux fonctionnels et aux normes permettant d'appliquer des loyers au prix du marché.

Le retour à l'équilibre du budget est envisagé pour 2021, une fois les nouveaux locaux livrés.

Cette mutation impose le non-renouvellement des contrats de location en cas de départ. Cette contrainte a pour conséquence un manque de recettes budgétaires. Le taux d'inoccupation élevé (58,40%) occasionne une perte financière à hauteur de 456 562,57 euros pour les loyers nets et de 422 711,46 euros pour les charges récupérables auprès des locataires, soit un montant total de 879 274,03 euros.

En cas d'occupation totale du site de Saumaty, les recettes des loyers nets (779 212,66 euros) couvrent la totalité des charges non récupérables (478 015 euros). La différence (301 197,66 euros) permet de maintenir, en cas de vacance de local ou d'admission en non-valeur, l'équilibre général du budget MIN.

Le contrat de concession pour l'exploitation du site des Arnavaux prévoit la prise en charge des coûts liés aux taxes foncières rattachées au site, d'un montant estimé à 619 640 euros.

A l'établissement du Budget Primitif 2019, il est apparu un déficit de fonctionnement qui est la conséquence directe de la contrainte imposée au budget MIN pour préparer la conversion du site de Saumaty, ainsi que la charge relative à la prise en charge de la fiscalité foncière du MIN des Arnavaux.

Ce budget annexe étant déficitaire, il est nécessaire, comme le prévoit l'article L2224-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), puisque le contexte susmentionné conduit la collectivité à imposer des conditions particulières de fonctionnement, d'inscrire une participation versée par le Budget Principal afin de respecter le principe d'équilibre budgétaire posé par l'article L2412-1 du CGCT et l'augmentation de la tarification ne pouvant sans être excessive, combler le déficit.

Les modalités de calcul de cette participation, d'un montant de 1 197 716,37 euros, inscrite au budget 2019 et permettant d'équilibrer le budget a

Montant loyer pour une occupation totale (base 2018)	779 212,66	(1)
Montant prévisionnel des loyers (lots occupés 2018)	322 650,09	(2)
Perte sur loyers (lots inoccupés projection début 2019)	456 562,57	(3) = (1) - (2)
Taux de surface inoccupée	58,40%	(4)
Montant des charges récupérables (base BP 2019)	723 821,00	(5)
Perte sur charges récupérables	422 711,46	(6) = (4)*(5)
Total des pertes	879 274,03	(7) = (3)+(6)
Excédent prévisionnel si occupation à 100% site Saumaty	301 197,66	(8)=(1)- charges non récupérables
Participation site Saumaty	578 076,37	(9) = (7)-(8)
Déficit du site des Arnavaux	- 619 640,00	
Participation site Arnavaux	619 640,00	(10)
Participation totale	1 197 716,37	(9) + (10)

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2224-2 et L.2412-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe de la participation 2019 à l'équilibre du budget annexe MIN par le Budget Principal.

Article 2 :

Est approuvé le mode de calcul de cette participation par différence entre l'ensemble des dépenses et des recettes tenant compte des taux d'occupation et telle que constatée à la clôture de l'exercice comptable 2019 du budget annexe MIN.

Article 3 :

Le versement de la participation interviendra en fin d'exercice à la clôture des comptes du budget annexe MIN.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 103-4919/18/CM

■ Participation 2019 du budget principal à l'équilibre des budgets annexes de la collecte et du traitement des déchets MET 18/8714/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La gestion des déchets ménagers et assimilés est, depuis le 1er janvier 2017, exercée par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence en lieu et place des EPCI fusionnés en vertu des dispositions de l'article L.5218.1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Les trois ex-Communautés d'Agglomérations du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues et de l'Agglopolo Salon Etang de Berre Durance exerçaient la compétence de gestion des déchets ménagers et assimilés au sein de leur budget principal. En 2017, les dépenses et recettes relatives à la compétence « déchets » ont été inscrites, selon leur nature, soit au sein du Budget Principal de la Métropole, soit dans les Etats Spéciaux respectifs de ces trois territoires.

Concernant le Territoire du Pays Salonais, le Conseil de la Métropole a approuvé, par délibération n° FAG 067-4523/18/CM du 18 octobre 2018, la création, au 1^{er} janvier 2019, d'un budget annexe « collecte et traitement des déchets ». Cette étape est préalable à la création ultérieure d'un budget unique pour l'ensemble des territoires qui sera annexé au budget principal de la Métropole. Ce nouveau budget annexe intègre l'ensemble des moyens en régie et des prestations externalisées participant à la collecte, au transfert et au traitement des déchets dont le traitement des personnels affectés à ce service

précédemment inscrit dans l'Etat Spécial du Territoire du Pays Salonais.

Les autres EPCI (ex-Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, ex-Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix-en-Provence et ex-SAN Ouest Provence) avaient chacun créé un budget annexe dédié à la compétence de gestion des déchets ménagers et assimilés afin d'y individualiser les recettes et les dépenses afférentes. La taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) et, au besoin, une participation complémentaire versée à partir des recettes du budget principal assuraient pour l'essentiel le financement de ces budgets.

Depuis 1er janvier 2017, le produit de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères est comptabilisé dans son intégralité au sein du Budget Principal de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence. En effet, le produit d'une taxe ne peut être scindé au sein d'une même collectivité entre différents budgets.

Par conséquent, il doit être opéré pour chacun des quatre budgets annexes « déchets » des reversements de fiscalité au titre de la TEOM perçue sur leurs périmètres respectifs. Par ailleurs, des contributions complémentaires du Budget Principal doivent être opérées lorsque le besoin d'équilibre des budgets excède le produit de la TEOM.

Ainsi, pour information, les reversements de fiscalité représentatifs du produit de TEOM des territoires, évalués d'après les bases notifiées 2019 transmises par la direction régionale des finances publiques, ont été inscrits au Budget Primitif 2019 à hauteur des montants suivants :

- budget annexe « déchets », Territoire Marseille-Provence : 204 801 000,00 euros ;
- budget annexe « déchets », Territoire Pays d'Aix : 57 484 225,00 euros ;
- budget annexe « déchets », Territoire Pays Salonais : 15 532 860,00 euros ;
- budget annexe « déchets », Territoire Istres Ouest Provence : 7 514 083,00 euros.

De plus, des contributions complémentaires prévisionnelles ont été inscrites au Budget Primitif 2019 permettant d'équilibrer les budgets annexes :

- budget annexe « déchets », Territoire Marseille-Provence : 7 449 090,18 euros ;
- budget annexe « déchets », Territoire Pays Salonais : 400 000,00 euros ;
- budget annexe « déchets » Territoire Istres Ouest Provence : 10 892 890,39 euros.

La participation définitive 2019 du budget principal aux budgets annexes sera déterminée par différence entre l'ensemble des dépenses et recettes réalisées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La circulaire NOR DEVPR0000020C n°249 du 10 novembre 2000 relative à la gestion de l'élimination des déchets ménagers ;
- La délibération n° FAG 067-4523/18/CM en date du 18 octobre 2018 approuvant la création du budget annexe de collecte et traitement des déchets du Pays Salonais.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de reverser la part de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères perçue sur les territoires en faveur des budgets annexes respectifs,
- Qu'il convient de verser une contribution complémentaire afin d'équilibrer certains budgets annexes

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe d'un reversement de fiscalité représentatif du produit de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères perçue sur les territoires en faveur des différents budgets annexes dédiés à la compétence « gestion des déchets ménagers et assimilés » ainsi qu'une contribution complémentaire du Budget Principal.

Article 2 :

Est approuvé le fait que la contribution complémentaire du Budget Principal nécessaire à l'équilibre des budgets annexes « déchets » est déterminée par la différence entre l'ensemble des dépenses et des recettes réalisées.

Le versement de la participation interviendra en fin d'exercice à la clôture des comptes.

Une contribution complémentaire provisoire est fixée au montant maximum inscrit au Budget Primitif 2019 du budget principal, soit 18 741 980.57 euros.

Article 3 :

Les reversements de fiscalité seront versés par douzièmes et seront ajustés en fonction du montant effectivement perçu.

Article 4 :

Les crédits correspondants aux reversements de fiscalité seront inscrits en recettes de la section de fonctionnement des budgets annexes sous la nature 74888.

Article 5 :

Les crédits nécessaires aux reversements de fiscalité seront inscrits en dépenses de la section de fonctionnement du Budget Principal de la métropole d'Aix-Marseille-Marseille Provence sous la nature 7398.

Article 6 :

Les crédits correspondants aux contributions complémentaires seront inscrits en recettes de la section de fonctionnement :

- du budget annexe du territoire de Marseille Provence sous la nature 75822,
- du budget annexe du territoire du Pays Salonais sous la nature 74751,
- du budget annexe du territoire d'Istres Ouest Provence sous la nature 75822.

Article 4 :

Les crédits nécessaires aux contributions complémentaires seront inscrits en dépenses de la section de fonctionnement du Budget Principal de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sous la nature 657363.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 104-4920/18/CM

■ Participation 2019 du budget principal à l'équilibre du budget annexe "Parkings Métropole" MET 18/9099/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La compétence d'aménagement, d'entretien et de gestion de « parcs de stationnement » a été transférée par les communes à la Métropole pour l'ensemble de son territoire au 1er janvier 2018 dans le cadre de la loi NOTRe.

Le Budget Annexe « Parkings Métropole » enregistre les prévisions budgétaires des parcs de stationnement payant hors de la voie publique et gérés en régie directe, suivants :

- Parkings Victor Hugo, les Carmes et Les Arnavaux à Istres ;
- Parkings Verdon et Sainte-Croix à Martigues ;
- Parking Le Rouet à Carry-le-Rouet.

Ce Budget relève d'un service public à caractère industriel et commercial (SPIC).

Les SPIC sont soumis au principe de l'équilibre financier, posé par les articles L.2224-1 et L.2224-2 du CGCT. L'application de ce principe nécessite l'individualisation des opérations afférentes dans un budget spécifique et son financement par la seule redevance acquittée par les usagers.

C'est dans ce modèle que s'inscrit l'exploitation des Parkings Verdon, Sainte-Croix et Le Rouet.

Par contre, la continuité de gestion des Parkings transférés de la ville d'Istres répond à des contraintes particulières :

Charges de personnel	Effectif ETP	Montant
Compte Administratif 2017 ville d'Istres	6	259 529 €
Evaluation transfert 2018	10.5	415 000 €
augmentation	+4.5	+155 471 €

L'évaluation consolidée du transfert de compétence est donc source de contraintes nouvelles sur l'équilibre du budget, sans possibilité de compensation par transfert de fiscalité.

Une nécessaire remise à niveau

Durant l'exercice 2018, les trois parkings Victor Hugo, les Carmes et Les Arnavaux ont fait l'objet d'une convention avec la ville d'Istres. La Métropole lui en a confié la gestion à titre transitoire.

La modération tarifaire

La politique de stationnement dépasse le cadre des seuls parkings en ouvrage transférés à la Métropole. La ville d'Istres reste compétente pour le stationnement en surface. De fait, la politique tarifaire adoptée doit s'inscrire en cohérence avec l'offre de stationnement de l'ensemble du centre-ville.

La municipalité a fait le choix de la gratuité du stationnement en surface et d'une tarification incitative sur les parcs en ouvrage afin de dynamiser l'attractivité du centre-ville d'Istres. Ainsi, par délibération n°235/16 du 18 octobre 2016, le conseil municipal adoptait une tarification modérée afin « d'assurer l'accessibilité du plus grand nombre aux services publics ». Celle-ci entraînait le vote d'une délibération complémentaire n°85/17 le 14 avril 2017 afin d'octroyer une subvention d'équilibre de 573 000 € du budget général au budget annexe communal pour « éviter une hausse excessive des tarifs 2017 ». Cette subvention a été exécutée à hauteur de 205 100 €.

Cette charge supplémentaire issue de contraintes de gestion particulières a fait l'objet d'une évaluation dans le cadre du travail de la commission CLECT.

Dans son rapport définitif de septembre 2018, elle l'a révisé à hauteur de 330 000 €.

La consolidation des charges de personnels affectés précédemment au budget général de la ville

Le recensement effectué a permis de consolider les effectifs qui exercent dans le cadre de la compétence et de les intégrer au Budget Annexe, selon :

Parkings Victor Hugo, Les Arnavaux, Les Carmes

En l'absence de gestion directe, il est donc difficile d'avoir une évaluation précise des coûts réels d'exploitation.

Toutefois, les services métropolitains ont effectué un travail d'identification des charges induites en s'appuyant sur des grilles d'évaluation normatives propres à la profession.

Ils concluent que ces parkings sont dans un état dégradé et nécessitent des dépenses de réparations pour remise à niveau, ainsi que le déploiement d'un plan ambitieux de maintenance préventive et curative.

Enfin, de nouveaux matériels de gestion doivent être mis en œuvre pour répondre aux bonnes pratiques et

obligations réglementaires.

Le coût de cette remise à niveau est détaillé selon :

Nature	Montant
Entretien et réparation	220 000 €
Maintenance	78 000 €
Expertise et études	70 000 €
Prestations de service	259 000 €
- Charges générales prévues en 2018	-114 000 €
TOTAL	513 000 €

Ainsi, dans un contexte contraint par la concurrence de la gratuité du stationnement en surface, la suppression de toute prise en charge par le budget général suite au transfert de compétence aurait pour conséquence une hausse excessive des tarifs.

Une participation sera donc nécessaire dans la continuité de la gestion précédente et à tarification adaptée au contexte local.

L'adoption du Compte Administratif 2018 permettra d'affiner le travail d'évaluation des composantes de la tarification.

Pour information, le mode de calcul pour chiffrer la participation d'un montant de 998 000 euros, inscrite au budget 2019 et permettant d'équilibrer le budget annexe Parkings Métropole est détaillé ci-dessous :

Objet de la participation	Montant
Politique de modération tarifaire en faveur de l'attractivité du centre-ville d'Istres	330 000 €
Consolidation des charges de personnel	155 000 €
Remise à niveau	513 000 €
TOTAL	998 000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

- La Délibération n°235/16 du 18 octobre 2016 de la ville d'Istres sur les tarifs ;
- La Délibération n°85/17 du 14 avril 2017 de la ville d'Istres approuvant une subvention d'équilibre du budget général au budget annexe communal des parkings ;
- Le Compte Administratif 2017 du Budget Annexe des Parkings de la ville d'Istres ;
- Le Rapport définitif de la CLECT sur la compétence des parcs de stationnement ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la continuité de gestion des Parkings transférés de la ville d'Istres répond à des contraintes particulières ;
- Que l'article L.2224-2 du CGCT ainsi que l'instruction budgétaire et comptable M4 précisent que dans certains cas particuliers, le budget principal peut prendre en charge une partie des dépenses du budget annexe ;
- Que la suppression de toute prise en charge par le budget général suite au transfert de compétence aurait pour conséquence une hausse excessive des tarifs des trois parkings de la ville d'Istres ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe de la participation 2019 à l'équilibre du Budget Annexe Parkings Métropole par le Budget Principal.

Article 2 :

Est approuvé le mode de calcul de la participation du Budget Principal nécessaire, après ajustement des montants en fonction de l'exécution budgétaire ainsi que des données définitives de l'exercice 2019.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 105-4921/18/CM

■ Participation 2019 du Budget Principal à l'équilibre du budget annexe "Opérations d'aménagement" du Territoire du Pays Salonais MET 18/9339/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le budget annexe «Opérations d'aménagement » retrace en dépense de fonctionnement, la réalisation de travaux d'aménagement sur les terrains des zones d'activités du Territoire. Les recettes de ce budget proviennent de la vente des terrains aménagés. La comptabilité de stocks permet la retranscription du décalage entre la période d'aménagement des terrains et leur vente. Dès lors, la section de fonctionnement est traditionnellement déficitaire et nécessite le versement d'une participation d'équilibre du budget principal.

Ainsi, dans le projet de Budget Primitif 2019 du budget annexe « Opérations d'aménagement », le volume des recettes liées aux ventes, ne permet pas de couvrir l'ensemble des dépenses du service. Le recours à une participation du budget principal, tel que prévu par l'article L. 2224-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, afin de respecter le principe d'équilibre budgétaire posé par l'article L 2412-1 du CGCT, est donc nécessaire.

Cette participation s'établit à 826 266 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 10 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe de la participation à l'équilibre du Budget Annexe « Opérations d'aménagement » versée par le Budget Principal pour l'exercice 2019.

Article 2 :

Est fixée la participation du budget principal nécessaire à l'équilibre du budget annexe « Opérations d'aménagement » au montant maximum inscrit au Budget Primitif.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 106-4922/18/CM**■ Participation 2019 du budget principal à l'équilibre du budget annexe "Ports Ouest Territoires"****MET 18/9100/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La compétence de création, aménagement et gestion des zones d'activité portuaire a été transférée à la Métropole pour l'ensemble de son territoire au 1er janvier 2018 dans le cadre de la loi NOTRe.

Les ports contribuent fortement à l'image du territoire, à son attractivité et à la qualité de vie de ses habitants. Ils constituent également pour le territoire métropolitain et ses acteurs un atout majeur de rayonnement participant au développement économique et touristique.

Le Budget Annexe « Ports Ouest Territoires » enregistre les prévisions budgétaires de zones d'activité portuaire situées sur le secteur ouest de la Métropole. Il intègre la gestion des ports de plaisance localisés sur les communes d'Istres (Port des Heures Claires), Berre-L'étang (Port Albert Samson), Saint-Chamas (Ports Notre Dame et Beau Rivage) et Port-Saint-Louis-du-Rhône (Port Abri du Rhône).

Ce Budget relève d'un service public à caractère industriel et commercial (SPIC).

Les SPIC sont soumis au principe de l'équilibre financier, posé par les articles L.2224-1 et L.2224-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. L'application de ce principe nécessite l'individualisation des opérations afférentes dans un budget spécifique et son financement par la seule redevance acquittée par les usagers.

Toutefois, après analyse des conditions d'exploitation du service, il apparaît que les ports d'Istres, Berre-L'étang et Port-Saint-Louis-du-Rhône répondent à des contraintes de gestion particulières qui ont pu être retracées dans les budgets des exercices précédents.

Les travaux d'évaluation et de consolidation des charges transférées menés par la commission CLECT ont permis de mettre en évidence des déséquilibres dans ces budgets qui se sont traduits par la participation des communes aux budgets annexes.

Dans son rapport définitif de septembre 2018, ces participations apparaissent pour les montants annuels suivants :

Ville d'Istres :

Objet de la participation	Montant
Consolidation des charges de personnel qui émargeaient au budget principal de la commune	210 359 €
Prise en compte des participations précédentes par la commune	151 475 €
TOTAL	361 834 €

Ville de Berre-L'étang :

Objet de la participation	Montant
Consolidation des charges de personnel qui émargeaient au budget principal de la commune	147 336 €
Consolidation des charges de gestion qui émargeaient au budget principal de la commune	6 922 €
TOTAL	154 258 €

Ville de Port-Saint-Louis-du-Rhône :

Objet de la participation	Montant
Consolidation des charges de personnel qui émargeaient au budget principal de la commune	11 119 €
TOTAL	11 119 €

Synthèse

Evaluation des contributions budgétaires annuelles issues de la gestion communale:

Commune	Montant
Istres	361 834 €
Berre-L'étang	154 258 €
Port-Saint-Louis-du-Rhône	11 119 €
TOTAL	527 211 €

Au vu des éléments d'analyse mis en évidence, il apparaît que le fonctionnement du service public a nécessité par le passé la réalisation d'investissements qui, en raison de leur importance et eu égard au nombre d'usagers, ne pouvaient être financés sans augmentation excessive des tarifs. Aussi, un certain nombre de charges ont été prises en compte au budget général des communes.

De plus, une nouvelle opération d'investissement d'envergure a été engagée par la ville d'Istres avant le transfert. Il s'agit d'étendre le port des Heures Claires et de requalifier les espaces situés à l'intérieur et aux abords. Une augmentation tarifaire maximum de 30 % a ainsi été prévue pour garantir l'autofinancement de cette opération, si nécessaire. Mais il ne sera pas possible d'aller au-delà sans augmentation excessive des tarifs.

Aujourd'hui, les conditions du transfert à la Métropole ne permettent pas d'aller plus loin dans l'évolution des

conditions de gestion des équipements portuaires et leur tarification.

Le maintien d'une participation sera donc nécessaire dans la continuité de la gestion précédente et selon les évaluations de la commission CLECT.

L'adoption du Compte Administratif 2018 permettra d'affiner le travail d'évaluation des composantes de la tarification.

Pour information, le mode de calcul pour chiffrer la participation d'un montant de 527 211 euros, inscrite au budget 2019 et permettant d'équilibrer le budget annexe PORTS OUEST TERRITOIRES est détaillé ci-dessous :

Evaluation CLECT pour Istres, Berre-L'étang et Port-Saint-Louis-du-Rhône.

Objet de la participation	Montant
Consolidation des charges de personnel qui émergeaient au budget principal de la commune	368 814 €
Consolidation des charges de gestion qui émergeaient au budget principal de la commune	6 922 €
Prise en compte des participations précédentes par la commune	151 475 €
TOTAL	527 211 €

La participation définitive 2019 du budget principal au budget annexe sera déterminée par différence entre l'ensemble des dépenses et recettes réalisées et son versement s'effectuera en fin d'exercice.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Les rapports des travaux d'évaluation de la mission CLECT sur la compétence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la continuité de gestion des Zones d'Activité Portuaire transférées des communes d'Istres, Berre-L'étang et Port-Saint-Louis-du-Rhône répond à des contraintes particulières ;
- Que l'article L.2224-2 du CGCT ainsi que l'instruction budgétaire et comptable M4 précisent que dans certains cas particuliers, le budget principal peut prendre en charge une partie des dépenses du budget annexe ;
- Qu'une augmentation tarifaire maximum de 30% est déjà prévue pour l'autofinancement de l'opération d'extension du port des Heures Claires à Istres ;
- Que la suppression de toute prise en charge par le budget général suite au transfert de compétence aurait pour conséquence une hausse excessive des tarifs ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe de la participation 2019 à l'équilibre du budget annexe « Ports Ouest Territoires » par le Budget Principal.

Article 2 :

Est approuvé le mode de calcul de cette participation par différence entre l'ensemble des dépenses et des recettes telle que constatée à la clôture de l'exercice comptable 2019 du budget annexe Ports Ouest Territoires.

Article 3 :

Le versement de la participation interviendra en fin d'exercice à la clôture des comptes du Budget annexe Ports Ouest Territoires.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 107-4923/18/CM

■ Budget principal - Approbation du transfert de l'actif et du passif du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône pour exercer les compétences "Fonds de solidarité Logement" et "Fonds d'Aide aux Jeunes"

MET 18/8970/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi « MAPTAM » et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe », organisent une nouvelle répartition des compétences entre les communes et la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2017.

Sur le fondement de ces deux textes, la Métropole Aix-Marseille-Provence est, depuis cette date, compétente concernant la gestion du Fonds de Solidarité Logement (F.S.L.)

L'ensemble de l'actif est par conséquent intégré de plein droit à l'état de l'actif de la Métropole.

Afin de procéder à l'intégration comptable de cet actif, il est nécessaire d'arrêter, à la date du 31 décembre 2017, les montants à transférer.

Après vérification de la concordance avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, il convient donc de procéder à l'intégration comptable au Budget Principal de l'actif du compte F.S.L. arrêté à 3 489 610,38 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'intégration au budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence de l'actif du Fonds de Solidarité Logement à hauteur de 3 489 610,38 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 108-4924/18/CM

■ Budget annexe "Eau en régie" du Territoire du Pays d'Aix - Approbation du transfert de l'actif et du passif pour la commune d'Aix-en-Provence pour exercer la compétence "Eau" MET 18/8716/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi « MAPTAM » et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe », organisent une nouvelle répartition des compétences entre les communes et la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018.

Sur le fondement de ces deux textes, la Métropole Aix-Marseille-Provence est, depuis cette date, compétente en matière d'eau sur l'intégralité de son territoire.

L'ensemble du patrimoine nécessaire à l'exercice de cette compétence ainsi que les ressources ayant servi à son financement figurant à l'actif et au passif des communes sont par conséquent intégrés de plein droit à l'état de l'actif et du passif de la Métropole.

Afin de procéder à l'intégration comptable, il est nécessaire d'arrêter, à la date du 31 décembre 2017, les montants à transférer.

Après vérification de la concordance avec la Commune d'Aix-en-Provence, il convient donc de procéder à l'intégration comptable au Budget Annexe de l'eau géré en régie du Pays d'Aix du bilan de l'actif tel que décrit en annexe 1.

Ces biens figurant à l'actif ont été pour partie financés par emprunts et par des subventions d'équipement. Les emprunts concernés sont référencés en annexe 2.

Compte-tenu de ces différents éléments, il vous est proposé d'intégrer l'actif et le passif de la compétence « Eau » de la commune d'Aix-en-Provence au Budget Annexe « Eau en Régie du territoire du Pays d'Aix ».

Ces opérations de transfert d'actif et de passif sont retracées dans l'annexe 3 :

Intégration de l'actif mobilier et immobilier	Valeur Brute	Amortissements	Valeur nette	Subvention (Valeur Brute)	Reprises sur Subventions	Subventions (Valeur nette)
Montant total du transfert	87 759 207,19	38 038 315,04	49 720 892,15	54 114,17	0,00	54 114,17

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'intégration des actifs listés à l'annexe 1 ci-annexée pour un montant brut global de 87 759 207.19 euros et une valeur nette comptable globale de 49 720 892.15 euros.

Article 2 :

Est approuvée, l'intégration des emprunts pour un capital restant dû de 5°33°417,16 euros et des subventions d'équipement pour un montant global brut

de 54 114.17 euros et une valeur nette comptable globale de 54 114.17 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 109-4925/18/CM

**■ Budget annexe "Eau en régie" du Territoire du Pays d'Aix - Approbation du transfert de l'actif et du passif de la commune de Gardanne pour exercer la compétence "Eau"
MET 18/8717/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi « MAPTAM » et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe », organisent une nouvelle répartition des compétences entre les communes et la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2018.

Sur le fondement de ces deux textes, la Métropole Aix-Marseille-Provence est, depuis cette date, compétente en matière d'eau sur l'intégralité de son territoire.

L'ensemble du patrimoine nécessaire à l'exercice de cette compétence ainsi que les ressources ayant servi à son financement figurant à l'actif et au passif des communes sont par conséquent intégrés de plein droit à l'état de l'actif et du passif de la Métropole.

Afin de procéder à l'intégration comptable, il est nécessaire d'arrêter, à la date du 31 décembre 2017, les montants à transférer.

Après vérification de la concordance avec la Commune de Gardanne, il convient donc de procéder à l'intégration comptable au Budget Annexe de l'eau géré en régie du Pays d'Aix du bilan de l'actif tel que décrit en annexe.

Ces biens figurant à l'actif ont été pour partie financés par des subventions d'équipement.

Compte-tenu de ces différents éléments, il vous est proposé d'intégrer l'actif et le passif de la compétence « Eau » de la commune de Gardanne au Budget Annexe « Eau en Régie du territoire du Pays d'Aix.

Ces opérations de transfert d'actif et de passif sont retracées dans le tableau ci-dessous :

Intégration de l'actif mobilier et immobilier	Valeur Brute	Amortissements	Valeur nette	Subventions (Valeur Brute)	Reprises sur Subventions	Subventions (Valeur nette)
<i>Dont frais études</i>	11 462.50	1 120.83	10 341.67			
<i>Dont logiciels</i>	19 987.66	19 602.66	385.00			
<i>Dont matériel transport</i>	62 286.65	56 151.61	6 135.04			
<i>Dont matériel de bureau et informatique</i>	66 961.12	62 704.44	4 256.68			
<i>Dont mobilier</i>	31 659.26	29 725.98	1 933.28			
<i>Dont Immobilisations en cours / constructions</i>	2 950.00	0.00	2 950.00			
<i>Dont Immobilisations en cours / instal.mat. et outillage techniques</i>	463 822.63	0.00	463 822.63			
<i>Dont Bâtiments d'exploitation</i>	1 307 994.04	687 650.42	620 343.62			
<i>Dont Bâtiments administratifs</i>	296 682.39	70 214.28	226 468.11			

<i>Dont Instal.complexes spécialisées</i>	1 095 421.22	723 509.52	371 911.70			
<i>Dont instal.réseaux d'adduction d'eau</i>	10 331 114.59	4 192 940.29	6 138 174.30			
<i>Dont instal.service de distribution d'eau</i>	410 849.60	375 411.60	35 438.00			
Montant total du transfert d'actif/Passif	10 758,00	6 219 031,63	7 882 160,03	798 338.48	87 871.63	710 466.85

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'intégration des actifs listés à l'annexe 1 ci-jointe pour un montant brut global de 14 101 191,66 euros et une valeur nette comptable globale de 7 882 160,03 euros.

Article 2 :

Est approuvée, conformément à l'annexe 2 ci-jointe, l'intégration des subventions d'équipement pour un montant global brut de 798 338,48 euros et une valeur nette comptable globale de 710 466,85 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 110-4926/18/CM

**■ Budget annexe "Eau en régie" du Territoire du Pays d'Aix - Approbation du transfert de l'actif et du passif de la commune de Saint-Estève-Janson pour exercer la compétence "Eau".
MET 18/8720/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi « MAPTAM » et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe », organisent une nouvelle répartition des compétences entre les communes et la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018.

Sur le fondement de ces deux textes, la Métropole Aix-Marseille-Provence est, depuis cette date, compétente en matière d'eau sur l'intégralité de son territoire.

L'ensemble du patrimoine nécessaire à l'exercice de cette compétence ainsi que les ressources ayant servi à son financement figurant à l'actif et au passif des communes sont par conséquent intégrés de plein droit à l'état de l'actif et du passif de la Métropole.

Afin de procéder à l'intégration comptable, il est nécessaire d'arrêter, à la date du 31 décembre 2017, les montants à transférer.

Après vérification de la concordance avec la Commune de Saint-Estève-Janson, il convient donc de procéder à l'intégration comptable au Budget Annexe de l'Eau gérée en régie du Pays d'Aix du bilan de l'actif tel que décrit en annexe.

Compte-tenu de ces différents éléments, il vous est proposé d'intégrer l'actif de la compétence « Eau » de la commune de Saint-Estève-Janson au budget annexe « Eau » en Régie du territoire du Pays d'Aix

Ces opérations de transfert d'actif sont retracées dans le tableau ci-dessous :

Intégration de l'actif mobilier et immobilier	Valeur Brute	Amortissements	Valeur nette	Subventions (Valeur Brute)	Reprises sur Subventions	Subventions (Valeur nette)
<i>Dont instal. mat et outillage techn., réseaux d'adduction d'eau</i>	1 395 415,06	717 917,14	677 497,92			
Montant total du transfert	1 395 415,06	717 917,14	677 497,92			

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

Délibère

Article unique :

Est approuvée l'intégration des actifs listés à l'annexe 1 ci-jointe pour un montant brut global de 1.395.415,06 euros et une valeur nette comptable globale de 677 497,92 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 111-4927/18/CM

**■ Budget annexe "Eau en régie" du Territoire du Pays d'Aix - Approbation du transfert de l'actif et du passif de la commune de Roquevaire pour exercer la compétence "Eau"
MET 18/8969/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi « MAPTAM » et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe », organisent une nouvelle répartition des compétences entre les communes et la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018.

Sur le fondement de ces deux textes, la Métropole Aix-Marseille-Provence est, depuis cette date, compétente en matière d'assainissement sur l'intégralité de son territoire.

L'ensemble du patrimoine nécessaire à l'exercice de cette compétence ainsi que les ressources ayant servi à son financement figurant à l'actif et au passif des communes sont par conséquent intégrés de plein droit à l'état de l'actif et du passif de la Métropole.

Afin de procéder à l'intégration, il est nécessaire d'arrêter, à la date du 31 décembre 2017, les montants à transférer.

Après vérification de la concordance avec la Commune de ROQUEVAIRE, il convient donc de procéder à l'intégration comptable au Budget Annexe de l'Eau géré en régie du Pays d'Aix du bilan de l'actif tel que décrit en annexe 1.

Ces biens figurant à l'actif ont été pour partie financés par des subventions d'équipement.

L'emprunt concerné est le suivant :

- N° de contrat MON505050EUR de la Banque postale pour un capital restant dû inscrit au Compte Administratif arrêté au 31/12/2017 à 270 000.00 euros.

Compte-tenu de ces différents éléments, il vous est proposé d'intégrer l'actif et le passif de la compétence « Eau potable » de la commune de ROQUEVAIRE au Budget Annexe de l'Eau géré en régie du Pays d'Aix.

Ces opérations de transfert d'actif et de passif sont retracées dans le tableau ci-dessous :

Intégration de l'actif mobilier et immobilier	Valeur Brute	Amortissts	Valeur nette	Subventions (Valeur Brute)	Reprises sur Subventions	Subventions (Valeur nette)
Dont frais d'études	28 432,00	12 740,00	15 692,00			
Dont logiciels	19 380,04	4 935,05	14 444,99			
Dont terrains nus	84 027,74	0,00	84 027,74			
Dont autres constructions	2 721 256,41	2 415 588,06	305 668,35			
Dont autres immob.corporelles	412 333,61	340 633,32	71 700,29			
Dont immob.en cours, constructions	2 000,00	0,00	2 000,00			
Dont immob.en cours, instal. mat.et outillage techniques	855 601,81	0,00	855 601,81			
Dont instal.mat. Et outillage techniques, autres	3 411 750,37	652 858,63	2 758 891,74			
Dont instal.mat et outillage techn., sce de distribution d'eau	4 304 085,55	835 860,28	3 468 225,27			
Montant total du transfert	11 838 867,53	4 262 615,34	7 576 252,19	4 023 183,47	941 833,28	3 081 350,19

Vu

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'intégration des actifs listés à l'annexe 1 ci-jointe pour un montant brut global de 11 838 867,53 euros et une valeur nette comptable globale de 7 576 252,19 euros.

Article 2 :

Est approuvée, l'intégration des emprunts pour un montant global de capital restant dû de 270 000,00 euros et des subventions d'équipement pour un montant global brut de 4 023 183,47 euros et une valeur nette comptable globale de 3 081 350,19 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 112-4928/18/CM

■ Budget annexe "Assainissement en régie" du Territoire du Pays d'Aix - Approbation du transfert de l'actif et du passif de la commune d'Aix-en-Provence pour exercer la compétence "Assainissement" MET 18/8721/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des

métropoles, dite loi « MAPTAM » et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe », organisent une nouvelle répartition des compétences entre les communes et la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018.

Sur le fondement de ces deux textes, la Métropole Aix-Marseille-Provence est, depuis cette date, compétente en matière d'assainissement sur l'intégralité de son territoire.

L'ensemble du patrimoine nécessaire à l'exercice de cette compétence ainsi que les ressources ayant servi à son financement figurant à l'actif et au passif des communes sont par conséquent intégrés de plein droit à l'état de l'actif et du passif de la Métropole.

Afin de procéder à l'intégration comptable, il est nécessaire d'arrêter, à la date du 31 décembre 2017, les montants à transférer.

Après vérification de la concordance avec la Commune d'Aix-en-Provence, il convient donc de procéder à l'intégration comptable au Budget Annexe de l'assainissement géré en régie du Pays d'Aix du bilan de l'actif tel que décrit en annexe 1.

Ces biens figurant à l'actif ont été pour partie financés par emprunts et par des subventions d'équipement.

Les emprunts concernés sont référencés en annexe 2 pour un capital restant dû de 36.133.975,34 euros arrêté au 31 décembre 2017.

Compte-tenu de ces différents éléments, il vous est proposé d'intégrer l'actif et le passif de la compétence « Assainissement » de la commune d'AIX-EN-PROVENCE au Budget Annexe « Assainissement en régie » du territoire du Pays d'Aix.

Ces opérations de transfert d'actif et de passif hors emprunts sont retracées l'annexe 3 :

Intégration de l'actif mobilier et immobilier	Valeur Brute	Amortissement	Valeur nette	Subventions (Valeur Brute)	Reprises sur Subventions	Subventions (Valeur nette)
Montant total du transfert	133 545 367,95	46 575 508,43	86 969 859,52	8 578 275,49	1 126 567,51	7 451 707,98

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'intégration des actifs listés à l'annexe 1 ci-jointe pour un montant brut global de 133 545 367,95 euros et une valeur nette comptable globale de 86 969 859,52 euros.

Article 2 :

Est approuvée, l'intégration des emprunts pour un montant global de capital restant dû de 36 133 975,34 euros et des subventions d'équipement pour un montant global brut de 8 578 275,49 euros et une valeur nette comptable globale de 7 451 707,98 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 113-4930/18/CM

■ Budget annexe "Assainissement en régie" du Territoire du Pays d'Aix - Approbation du transfert de l'actif et du passif de la commune de Gardanne pour exercer la compétence "Assainissement" MET 18/8722/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi « MAPTAM » et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe », organisent une nouvelle répartition des compétences entre les communes et la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2018.

Sur le fondement de ces deux textes, la Métropole Aix-Marseille-Provence est, depuis cette date, compétente en matière d'assainissement sur l'intégralité de son territoire.

L'ensemble du patrimoine nécessaire à l'exercice de cette compétence ainsi que les ressources ayant servi à son financement figurant à l'actif et au passif des communes sont par conséquent intégrés de plein droit à l'état de l'actif et du passif de la Métropole.

Afin de procéder à l'intégration comptable, il est nécessaire d'arrêter, à la date du 31 décembre 2017, les montants à transférer.

Après vérification de la concordance avec la Commune de Gardanne, il convient donc de procéder à l'intégration comptable au Budget Annexe de l'assainissement géré en régie du Pays d'Aix du bilan de l'actif tel que décrit en annexe.

Ces biens figurant à l'actif ont été en partie financés par des subventions d'équipement.

Compte-tenu de ces différents éléments, il vous est proposé d'intégrer l'actif et le passif de la compétence « Assainissement » de la commune de GARDANNE au Budget Annexe « Assainissement » de la Régie du Pays d'Aix.

Ces opérations de transfert d'actif et de passif sont retracées dans le tableau ci-dessous :

Intégration de l'actif mobilier et immobilier	Valeur Brute	Amortissements	Valeur nette	Subventions (Valeur Brute)	Reprises sur Subventions	Subventions (Valeur nette)
<i>Dont frais études</i>	18 938.15	3 706.31	15 231.84			
<i>Dont logiciels</i>	13 372.00	13 372.00	0.00			
<i>Dont matériel transport</i>	120 595.25	108 974.42	11 620.83			
<i>Dont matériel informatique</i>	114 651.83	86 637.36	28 014.47			

<i>Dont matériel de bureau et mobilier</i>	5 750.00	5 750.00	0.00			
<i>Dont Immob. en cours / instal. mat. et outillage techniques</i>	467 640.26	0.00	467 640.26			
<i>Dont Bâtiments d'exploitation</i>	8 649 463.30	5 452 695.74	3 196 767.56			
<i>Dont Bâtiments administratifs</i>	308 761.59	37 975.43	270 786.16			
<i>Dont Instal.réseaux d'assainissement</i>	7 296 591.89	1 511 203.55	5 785 388.34			
<i>Dont matériel d'exploitation spéc. Sce assainissement</i>	178 121.43	119 768.18	58 353.25			
Montant total du transfert d'actif/Passif	17 173 885,70	7 340 082,99	9 833 802.71	3 891 341.36	2 036 328.53	1 855 012.83

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'intégration des actifs listés à l'annexe ci-jointe pour un montant brut global de 17 173 885,70 euros et une valeur nette comptable globale de 9 833 802,71 euros.

Article 2 :

Est approuvée, l'intégration des subventions d'équipement pour un montant global brut de 3 891 341,36 euros et une valeur nette comptable globale de 1 855 012,83 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 114-4931/18/CM

■ Budget annexe "Assainissement en régie" du Territoire du Pays d'Aix - Approbation du transfert de l'actif et du passif de la commune de Saint-Estève-Janson pour exercer la compétence "Assainissement"
MET 18/8726/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi « MAPTAM » et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe », organisent une nouvelle répartition des compétences entre les communes et la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018.

Sur le fondement de ces deux textes, la Métropole Aix-Marseille-Provence est, depuis cette date, compétente en matière d'assainissement sur l'intégralité de son territoire.

L'ensemble du patrimoine nécessaire à l'exercice de cette compétence ainsi que les ressources ayant servi à son financement figurant à l'actif et au passif des communes sont par conséquent intégrés de plein droit à l'état de l'actif et du passif de la Métropole.

Afin de procéder à l'intégration comptable, il est nécessaire d'arrêter, à la date du 31 décembre 2017, les montants à transférer.

Après vérification de la concordance avec la Commune de Saint-Estève-Janson, il convient donc de procéder à l'intégration comptable au Budget Annexe de l'assainissement géré en régie du Pays d'Aix du bilan de l'actif tel que décrit en annexe.

Ces biens figurant à l'actif ont été pour partie financés par emprunt et par des subventions d'équipement listés à l'annexe 2 ci-jointe.

L'emprunt concerné est le suivant :

Intégration de l'actif mobilier et immobilier	Valeur Brute	Amortissement	Valeur nette	Subventions (Valeur Brute)	Reprises sur Subventions	Subventions (Valeur nette)
<i>Dont instal. Mat et outillage techn., réseaux d'assainissement</i>	455 224,33	313 450,11	141 774,22			
Montant total du transfert	455 224,33	313 450,11	141 774,22			

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

- N° de contrat 2008 0515 de l'Agence de l'eau pour un capital restant dû inscrit au Compte Administratif arrêté au 31/12/2017 à 17 330,10 euros.

Compte-tenu de ces différents éléments, il vous est proposé d'intégrer l'actif et le passif de la compétence « Assainissement » de la commune de Saint-Estève-Janson au Budget Annexe « Assainissement en régie » du territoire du Pays d'Aix.

Ces opérations de transfert d'actif et de passif hors emprunt sont retracées dans le tableau ci-dessous

Article 1 :

Est approuvée l'intégration des actifs listés à l'annexe 1 ci-jointe pour un montant brut global de 455 224,33 euros et une valeur nette comptable globale de 141 774,22 euros.

Article 2 :

Est approuvée, conformément à l'annexe 2 ci-jointe, l'intégration des emprunts pour un montant global de capital restant dû de 17 330,10 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 115-4932/18/CM

**■ Approbation des montants des attributions de compensation des communes membres pour l'année 2019
MET 18/8326/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux dispositions de l'article 1609 nonies C IV du Code Général des Impôts (CGI), une commission locale d'évaluation des charges transférées a été créée entre la Métropole Aix-Marseille Provence et les 92 communes-membres. Celle-ci a évalué les charges transférées en adoptant des rapports intermédiaires et définitifs.

C'est dans ce cadre que la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) a, les 20 avril, 25 juin et 26 septembre 2018, adopté des rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et des restitutions de compétences. Ces évaluations permettent d'actualiser le montant de l'attribution de compensation pour l'année 2018 de manière définitive.

Les montants des attributions de compensation pour l'année 2019 reprendront les montants des attributions de compensation de l'année 2018 résultant des rapports définitifs évalués par la CLECT.

Par ailleurs, un ajustement a été opéré spécifiquement pour l'année 2018 pour la commune d'Istres en raison du transfert au 1^{er} novembre 2018 du Centre Educatif et Culturel des Heures Claires, celui-ci ne sera donc plus pris en compte pour l'année 2019.

Les attributions de compensation de l'année 2019 sont les suivantes :

Communes	Attributions de compensation 2019
AIX-EN-PROVENCE	46 584 682,00 €
ALLAUCH	797 425,00 €
ALLEINS	851 087,00 €
AUBAGNE	12 625 015,00 €
AURIOL	-196 568,00 €
AURONS	189 881,00 €
BEAURECUEIL	277 175,00 €
BELCODENE	19 638,00 €
BERRE-L'ETANG	34 640 122,00 €
BOUC-BEL-AIR	2 876 818,00 €
CABRIES	2 404 776,00 €
CADOLIVE	10 709,00 €
CARNOUX-EN-PROVENCE	98 621,00 €
CARRY-LE-ROUET	-355 749,00 €
CASSIS	-653 211,00 €
CEYRESTE	-84 215,00 €
CHARLEVAL	1 048 643,00 €
CHATEAUNEUF-LE-ROUGE	464 973,00 €
CHATEAUNEUF-LES-MARTIGUES	12 758 456,00 €
CORNILLON-CONFOUX	1 123 197,00 €
COUDOUX	504 499,00 €
CUGES-LES-PINS	81 952,00 €
EGUILLES	1 537 084,00 €
ENSUES-LA-REDONNE	252 952,00 €
EYGUIERES	1 822 649,00 €

Communes	Attributions de compensation 2019
FOS-SUR-MER	29 282 988,00 €
FUVEAU	1 005 079,00 €
GARDANNE	4 363 258,00 €
GEMENOS	7 924 913,00 €
GIGNAC-LA-NERTHE	743 839,00 €
GRANS	4 264 464,00 €
GREASQUE	380 119,00 €
ISTRES	60 956 056,00 €
JOUQUES	880 974,00 €
LA BARBEN	191 076,00 €
LA BOUILLADISSE	-40 722,00 €
LA CIOTAT	7 036 447,00 €
LA DESTROUSSE	63 646,00 €
LA FARE-LES-OLIVIERS	2 495 852,00 €
LA PENNE-SUR-HUVEAUNE	1 456 612,00 €
LA ROQUE-D'ANTHERON	1 360 868,00 €
LAMANON	1 355 511,00 €
LAMBESC	962 014,00 €
LANCON-PROVENCE	2 795 878,00 €
LE PUY-SAINTE-REPARADE	1 190 397,00 €
LE ROVE	347 152,00 €
LE THOLONET	534 052,00 €
LES PENNES-MIRABEAU	6 625 793,00 €
MALLEMORT	3 702 812,00 €
MARIGNANE	9 236 974,00 €

Communes	Attributions de compensation 2019
MARSEILLE	135 912 331,00 €
MARTIGUES	95 065 616,00 €
MEYRARGUES	1 060 904,00 €
MEYREUIL	2 854 763,00 €
MIMET	744 417,00 €
MIRAMAS	29 451 211,00 €
PELISSANNE	2 166 482,00 €
PERTUIS	3 898 926,00 €
PEYNIER	668 585,00 €
PEYPIN	233 587,00 €
PEYROLLES-EN-PROVENCE	1 101 654,00 €
PLAN-DE-CUQUES	354 734,00 €
PORT-DE-BOUC	10 878 779,00 €
PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE	5 736 869,00 €
PUYLOUBIER	410 290,00 €
ROGNAC	8 955 623,00 €
ROGNES	636 718,00 €
ROQUEFORT-LA-BEDOULE	302 299,00 €
ROQUEVAIRE	168 912,00 €
ROUSSET	8 140 966,00 €
SAINT-ANTONIN-SUR-BAYON	289 587,00 €
SAINT-CANNAT	741 673,00 €
SAINT-CHAMAS	2 843 937,00 €
SAINT-ESTEVE-JANSON	413 984,00 €
SAINT-MARC-JAUMEGARDE	590 215,00 €

Le montant des attributions de compensation positives est de 648 284 758 € et le montant des attributions de compensation négatives est de -1 502 946 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- la délibération n° FAG 009-1742/17/CM du conseil de la métropole du 13 juillet 2017

Communes	Attributions de compensation 2019
SAINT-MITRE-LES-REMPARTS	1 894 935,00 €
SAINT-PAUL-LES-DURANCE	1 486 188,00 €
SAINT-SAVOURNIN	-52 231,00 €
SAINT-VICTORET	925 689,00 €
SAINT-ZACHARIE	-10 465,00 €
SALON-DE-PROVENCE	19 262 517,00 €
SAUSSET-LES-PINS	-109 785,00 €
SENAS	2 698 069,00 €
SEPTMES-LES-VALLONS	1 532 016,00 €
SIMIANE-COLLONGUE	1 132 908,00 €
TRETS	1 363 830,00 €
VAUVENARGUES	282 624,00 €
VELAUX	3 098 680,00 €
VENELLES	1 764 267,00 €
VENTABREN	560 080,00 €
VERNEGUES	513 777,00 €
VITROLLES	28 018 988,00 €
TOTAL	646 781 812,00 €

portant sur les attributions de compensation de l'année 2017

- les rapports adoptés par la commission locale d'évaluation des charges transférées des 20 avril, 25 juin et 26 septembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

Délibère

Article 1 :

Les montants des attributions de compensation pour l'année 2019 sont les suivants :

Communes	Attributions de compensation 2019
AIX-EN-PROVENCE	46 584 682,00 €
ALLAUCH	797 425,00 €
ALLEINS	851 087,00 €
AUBAGNE	12 625 015,00 €
AURIOL	-196 568,00 €
AURONS	189 881,00 €
BEAURECUEIL	277 175,00 €
BELCODENE	19 638,00 €
BERRE-L'ETANG	34 640 122,00 €
BOUC-BEL-AIR	2 876 818,00 €
CABRIES	2 404 776,00 €
CADOLIVE	10 709,00 €
CARNOUX-EN-PROVENCE	98 621,00 €
CARRY-LE-ROUET	-355 749,00 €
CASSIS	-653 211,00 €
CEYRESTE	-84 215,00 €
CHARLEVAL	1 048 643,00 €
CHATEAUNEUF-LE-ROUGE	464 973,00 €
CHATEAUNEUF-LES-MARTIGUES	12 758 456,00 €
CORNILLON-CONFOUX	1 123 197,00 €
COUDOUX	504 499,00 €
CUGES-LES-PINS	81 952,00 €
EGUILLES	1 537 084,00 €
ENSUES-LA-REDONNE	252 952,00 €
EYGUIERES	1 822 649,00 €

Communes	Attributions de compensation 2019
FOS-SUR-MER	29 282 988,00 €
FUVEAU	1 005 079,00 €
GARDANNE	4 363 258,00 €
GEMENOS	7 924 913,00 €
GIGNAC-LA-NERTHE	743 839,00 €
GRANS	4 264 464,00 €
GREASQUE	380 119,00 €
ISTRES	60 956 056,00 €
JOUQUES	880 974,00 €
LA BARBEN	191 076,00 €
LA BOUILLADISSE	-40 722,00 €
LA CIOTAT	7 036 447,00 €
LA DESTROUSSE	63 646,00 €
LA FARE-LES-OLIVIERS	2 495 852,00 €
LA PENNE-SUR-HUVEAUNE	1 456 612,00 €
LA ROQUE-D'ANTHERON	1 360 868,00 €
LAMANON	1 355 511,00 €
LAMBESC	962 014,00 €
LANCON-PROVENCE	2 795 878,00 €
LE PUY-SAINTE-REPARADE	1 190 397,00 €
LE ROVE	347 152,00 €
LE THOLONET	534 052,00 €
LES PENNES-MIRABEAU	6 625 793,00 €
MALLEMORT	3 702 812,00 €
MARIGNANE	9 236 974,00 €

Communes	Attributions de compensation 2019
MARSEILLE	135 912 331,00 €
MARTIGUES	95 065 616,00 €
MEYRARGUES	1 060 904,00 €
MEYREUIL	2 854 763,00 €
MIMET	744 417,00 €
MIRAMAS	29 451 211,00 €
PELISSANNE	2 166 482,00 €
PERTUIS	3 898 926,00 €
PEYNIER	668 585,00 €
PEYPIN	233 587,00 €
PEYROLLES-EN-PROVENCE	1 101 654,00 €
PLAN-DE-CUQUES	354 734,00 €
PORT-DE-BOUC	10 878 779,00 €
PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE	5 736 869,00 €
PUYLOUBIER	410 290,00 €
ROGNAC	8 955 623,00 €
ROGNES	636 718,00 €
ROQUEFORT-LA-BEDOULE	302 299,00 €
ROQUEVAIRE	168 912,00 €
ROUSSET	8 140 966,00 €
SAINT-ANTONIN-SUR-BAYON	289 587,00 €

Communes	Attributions de compensation 2019
SAINT-CANNAT	741 673,00 €
SAINT-CHAMAS	2 843 937,00 €
SAINT-ESTEVE-JANSON	413 984,00 €
SAINT-MARC-JAUMEGARDE	590 215,00 €
SAINT-MITRE-LES-REMPARTS	1 894 935,00 €
SAINT-PAUL-LES-DURANCE	1 486 188,00 €
SAINT-SAVOURNIN	-52 231,00 €
SAINT-VICTOIRET	925 689,00 €
SAINT-ZACHARIE	-10 465,00 €
SALON-DE-PROVENCE	19 262 517,00 €
SAUSSET-LES-PINS	-109 785,00 €
SENAS	2 698 069,00 €
SEPTEMES-LES-VALLONS	1 532 016,00 €
SIMIANE-COLLONGUE	1 132 908,00 €
TRETS	1 363 830,00 €
VAUVENARGUES	282 624,00 €
VELAUX	3 098 680,00 €
VENELLES	1 764 267,00 €
VENTABREN	560 080,00 €
VERNEGUES	513 777,00 €
VITROLLES	28 018 988,00 €

Article 2 :

Les attributions de compensation positives et négatives sont inscrites au budget principal de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 116-4933/18/CM

■ Approbation du reversement aux communes membres de la taxe d'aménagement MET 18/6997/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article L.331-2 du Code de l'Urbanisme prévoit que la part intercommunale de la taxe d'aménagement est instituée de plein droit pour les Métropoles. Il en résulte que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut fixer librement le taux de la taxe d'aménagement, en application de l'article L331-14 du Code de l'Urbanisme entre 1% et 5%. Il peut, par ailleurs, être adopté un ou plusieurs taux dérogatoires sur plusieurs secteurs, en application de l'article L331-15 du même Code. Il revient enfin à la Métropole d'adopter les exonérations facultatives, les valeurs spéciales de stationnement ainsi que les modalités de reversement de la taxe aux communes.

La Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficie de la taxe d'aménagement sans condition de délibération ou de transfert de la compétence « Plan local d'Urbanisme ». Ainsi cette taxe est versée à la Métropole au titre des autorisations d'urbanisme délivrées depuis sa création (permis de construire, déclaration préalable, signés depuis le 1er janvier 2016). Pour les autorisations d'urbanismes délivrées avant le 1er janvier 2016, la Métropole perçoit uniquement le produit issu du territoire de Marseille Provence (ex CU-MPM qui percevait la TA). Pour les autres territoires, ce sont les communes qui continuent de percevoir la taxe d'aménagement afférente aux autorisations accordées avant la création de la Métropole.

L'article L331-24 du Code de l'Urbanisme dispose que les redevables de la taxe d'aménagement doivent payer la taxe en deux fois : la première un an après la délivrance de l'autorisation d'urbanisme et la seconde deux ans après cette délivrance. Lorsque le montant de la taxe est inférieur à 1 500 €, ou lorsque le montant est majoré à la suite de la délivrance d'une

modification du permis, la liquidation s'effectue en une fois, 12 mois après la délivrance de l'autorisation d'urbanisme. Par conséquent, les communes pourraient percevoir encore en 2018, directement, des versements de taxes d'aménagement, lorsque des problèmes de liquidation ou de recouvrement sont survenus.

L'article L.331-2 du Code de l'Urbanisme prévoit la possibilité pour la Métropole de reverser tout ou partie de la taxe d'aménagement à ses communes membres. Le pacte de gouvernance financier et fiscal approuvé le 30 juin 2016 fixe le cadre suivant : « La taxe d'aménagement perçue en vue de financer les actions et opérations contribuant à la réalisation des objectifs définis à l'article L121-1 du Code de l'Urbanisme, c'est-à-dire contribuer au financement des équipements publics, est reversée a minima jusqu'au 1er janvier 2018 et au-delà jusqu'à échéance des sommes dues au titre des années précédentes, aux communes compétentes dès la réception de la notification du versement ». La délibération FAG 029-1032/16/CM du 17 octobre 2016 a ainsi mis en œuvre ces reversements pour les autorisations d'urbanisme délivrées entre le 1er janvier 2016 et le 31 décembre 2017.

Territoires du Pays d'Aix, du Pays Salonais, du Pays d'Aubagne, du Pays de Martiques et d'Istres Ouest Provence

		Taux, exonérations et valeur appliqués	Liquidation à 12 et 24 mois après la délivrance de l'AU	Date de perception (b)	Perception	Reversement aux communes	Délibération reversement
Autorisation d'urbanisme (AU) délivrée en :	2015	Délibérations des communes applicables en 2015	2016 et 2017	Entre 2016 et 2018	Communes	Sans objet	
	2016		2017 et 2018	Entre 2017 et 2019	Métropole	Intégral	Délibérations AMP 2016
	2017	Délibération AMP	2018 et 2019	Entre 2018 et 2020		Intégral	Délibérations AMP 2016
	2018		2019 et 2020	Entre 2019 et 2021		60%	Délibérations AMP 2018
	2019		2020 et 2021	Entre 2020 et 2022			Délibérations AMP 2018
	2020	Délibération AMP	2021 et 2022	Entre 2021 et 2023	Métropole	Non	

Territoire de Marseille Provence

		Taux, exonérations et valeur appliqués	Liquidation à 12 et 24 mois après la délivrance de l'AU	Perception	Reversement aux communes
Autorisation d'urbanisme (AU) délivrée en :	2015	Délibérations de MPM applicable en 2015	2016 et 2017	Métropole	Non, la compétence est exercée depuis son entrée en vigueur en mars 2012 par MPM
	2016		2017 et 2018		
	2017	Délibération AMP	2018 et 2019		
	2018		2019 et 2020		
	2019		2020 et 2021		
	2020		2021 et 2022		

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L331-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère

Article 1 :

Est décidé de reverser aux communes, qui étaient compétentes en la matière avant le 1^{er} janvier 2016, une quote-part de 60% du produit de la taxe d'aménagement issue des autorisations d'urbanisme délivrées en 2018 et 2019.

Article 2 :

A compter de l'année 2019, le reversement de la taxe d'aménagement sera opéré trimestriellement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 117-4934/18/CM

**■ Approbation de la création, de la révision et de l'affectation des autorisations de programme pour la gestion du budget de la Direction Générale Adjointe à l'Innovation Numérique et aux Systèmes d'Information
MET 18/9256/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le budget 2019 pour la Métropole Aix-Marseille-Provence nécessite la création (1) et la modification (3) d'opérations permettant la mise en œuvre des Systèmes d'Informations métropolitains dans la pluri-annualité des investissements, ventilées sur le Budget Principal métropolitain et ses budgets annexes.

Création d'opération d'investissement :

L'opération d'investissement n° 2019102700 « Système d'information – Régie des déchets CT1 » d'un montant de 600 000,00 € inscrite au budget 2019 et enregistrée dans l'autorisation de programme 191012CO du programme de la Métropole doit être

affectée de crédits de paiement à hauteur de 150 000 €.

• **Budgets Annexes :**

***Régie des Déchets (CT1)**

- Système d'information – Régie des déchets CT1 pour un montant de 600.000,00 € - Affecter des crédits de paiement pour l'exercice 2019 à concurrence de 150.000,00 €.

Modifications :

Les opérations doivent être révisées de la manière suivante :

• **Budgets annexes :**

• **SI TRANSPORTS – Budget annexes TRANSPORTS :**

Lors de sa création, l'opération 2018104100 (AP 181012TP) avait été dimensionnée par rapport aux estimations d'actions prévues au périmètre initial soit 700 000,00 €. De nouvelles prévisions ont été faites, ce qui nécessite une révision de l'opération. Cette opération doit être augmentée à hauteur de 1 400 000,00 €.

• **SI EAU – Budget annexe EAU :**

Lors de sa création, l'opération 2018103000 (AP 181012EA) avait été dimensionnée par rapport aux estimations d'actions prévues au périmètre initial soit 30 000,00 €. De nouvelles prévisions ont été faites, ce qui nécessite une révision de l'opération. Cette opération doit être augmentée à hauteur de 180 000,00 €.

• **SI ASSAINISSEMENT – Budget annexe ASSAINISSEMENT :**

Lors de sa création, l'opération 2018104000 (AP 181012AS) avait été dimensionnée par rapport aux estimations d'actions prévues au périmètre initial soit 200 000,00 €. De nouvelles prévisions ont été faites, ce qui nécessite une révision de l'opération. Cette opération doit être augmentée à hauteur de 245 000,00 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de créer 1 opération et d'affecter les montants nécessaires au budget, chapitre et nature correspondants,
- La nécessité de modifier 3 opérations existantes et d'affecter les montants nécessaires au budget, chapitre et nature correspondants.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation d'une opération nouvelle n° 2019102700 « Système d'information – Régie des déchets CT1 » d'un montant de 600 000,00 € inscrite au budget, enregistrée dans l'autorisation de programme 191012CO du programme :

• **Budgets Annexes :**

***Régie des Déchets – CT1**

- Selon l'échéancier suivant :

CP 2019	CP 2020	CP 2021	MONTANT TOTAL
150 000	300 000	150 000	600 000

• **Budgets Annexes :**

***Transports**

- Opération 2018104100 (AP 181012TP) « Système d'information Transports » pour un montant total de 1 400.000,00 € selon l'échéancier suivant :

CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021	MONTANT TOTAL
396 000	680 000	200 000	124 000	1 400 000

***Eau – CT1**

- Opération 2018103000 (AP 181012EA) « Système d'information Eau » pour un montant total de 180.000,00 € selon l'échéancier suivant :

CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021	MONTANT TOTAL
5 000	150 000	15 000	10 000	180 000

***Assainissement – CT1**

Assainissement » pour un montant total de 245.000,00 € selon l'échéancier suivant :

- Opération 2018104000 (AP 181012AS) « Système d'information

CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021	MONTANT TOTAL
	205 000	20 000	20 000	245 000

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget de la Métropole et ses budgets annexes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 118-4935/18/CM

■ Approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'opération d'investissement relative aux Travaux d'Aménagement dans les locaux TLM et EUROMED MET 18/8672/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°FAG 023-1756/17/CM du 30 mars 2017 a été créée l'opération d'investissement 2017105000 afin de réaliser des travaux d'aménagement sur les bâtiments à usage administratif et techniques du Territoire Marseille Provence liés au bon fonctionnement des services.

Dans le cadre du déménagement des Directions vers la Tour la Marseillaise, le Balthazar, ainsi que les bureaux situés sur le site Euromed, des engagements complémentaires en 2018 ont dû être effectués.

Ainsi des travaux d'aménagements intérieurs et notamment de modification de cloisons, de zones de climatisation, d'éclairage, de reprogrammation de la sureté et de modification des plans d'évacuation ont dû être réalisés.

Afin de pouvoir assumer les dépenses liées aux travaux susmentionnés, l'opération d'investissement n°2017105000 inscrite au budget pour un montant initial de 3 000 000 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 171011BP du programme 55, doit être affectée d'une revalorisation de 3 000 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 6 000 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la revalorisation pour un montant total de 3 000 000 euros TTC de l'opération afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée dans l'autorisation de programme 171011BP, l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement 2017105000 «Travaux Aménagement dans les locaux TLM et Euromed », pour un montant de 3 000 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 6 000 000 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits de paiement nécessaires seront inscrits aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée s'établit comme suit :

Année 2019 :	1 000 000 euros TTC
Année 2020 :	1 000 000 euros TTC
Années suivantes :	1 475 000 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 119-4936/18/CM

**■ Approbation de la révision de l'opération d'investissement - acquisition de mobilier Tour la Marseillaise et Euromed
MET 18/9333/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'installation des services de la Métropole dans la Tour la Marseillaise et dans le périmètre Euromed, il est prévu de continuer l'aménagement en mobilier des locaux nouvellement occupés.

Pour cela, il convient de prévoir l'acquisition de différents types de mobiliers et équipements divers indispensables au fonctionnement des services.

L'opération d'investissement 2017105200 « Acquisition de mobiliers pour les locaux TLM et Euromed » pour un montant de 4 000 000 euros TTC inscrite au budget Métropole enregistrée dans l'autorisation de programme 181011BP du programme 01 de la Métropole doit être révisée pour un montant de 1 000 000 euros TTC . Cette révision porte le montant de l'opération 2017105200 de 4 000 000 euros TTC à 5 000 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 1 000 000€ TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 1 000 000€ TTC de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement 2017105200 « Acquisition de mobiliers pour les locaux TLM et Euromed » pour un montant 1 000 000€ TTC rattachée au programme 55 « Tour la Marseillaise » Code AP 171550BP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget Métropole.

L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement s'établit comme suit :

CP 2019 : 250 000€TTC

CP 2020 : 250 000€TTC

CP 2021 : 250 000€TTC

CP 2022 : 250 000€TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 120-4937/18/CM

**■ Budget principal - Territoire de Marseille-Provence - Approbation de la révision de l'opération et de l'affectation concernant l'opération d'investissement "Remise d'ouvrage de l'Etablissement Public d'aménagement d'Euro-Méditerranée"
MET 18/8729/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le périmètre de l'Opération d'Intérêt National, l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) a mis en œuvre depuis sa création un certain nombre de secteurs opérationnels et en particulier deux Zones d'Aménagement Concerté, la Zone d'Aménagement

Concerté Saint-Charles-Porte d'Aix et la Zone d'Aménagement Concerté de la Joliette.

Par arrêté préfectoral du 4 août 2000, le dossier de réalisation de cette Zone d'Aménagement Concerté a été approuvé, comprenant le Plan d'Aménagement de Zone ainsi que le programme des équipements publics nécessaires à la réalisation de cette opération.

Suite à la création de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole au 1er janvier 2001 et au transfert de certaines compétences de la Ville de Marseille à la Communauté Urbaine, le Programme des Equipements Publics de ces deux Zones d'Aménagement Concerté adopté par la Ville de Marseille comprend à la fois des ouvrages à remettre à la Ville de Marseille et des ouvrages à remettre à la Communauté Urbaine.

La création de la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1er janvier 2016 entraîne la reprise de cette gestion dans un cadre métropolitain en fonction de la typologie des ouvrages remis.

En exécution de ces dispositions, l'EPAEM remet gratuitement à la Métropole Aix-Marseille-Provence les ouvrages achevés relevant de sa compétence (voirie et ses accessoires, infrastructures) pour son montant HT et lui facture la part taxable des ouvrages (TVA).

Le procès-verbal de remise d'ouvrages a pour effet de constater la réalisation des ouvrages et de permettre leur entrée dans le patrimoine de la Métropole Aix-Marseille-Provence ainsi que de constituer le fait générateur du versement de la TVA par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

En contrepartie de ce versement de TVA à l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence bénéficie du Fonds de Compensation de la TVA pour la totalité de la TVA remboursée.

Par délibération n° FCT 007-337/13/CC du Conseil de Communauté de Marseille Provence Métropole en date du 28 juin 2013, ont été approuvées la création et l'affectation d'une opération « Remises d'ouvrages EPAEM » pour un montant de 2 700 000 € afin de permettre à la Communauté Urbaine d'inscrire dans sa programmation la part taxable des ouvrages réalisés et achevés relevant de sa compétence et correspondant aux chantiers d'aménagement des abords de la Gare Saint-Charles, Boulevard de Dunkerque phases 2 et 4, Major, Chanterac et desserte ZAC Saint-Charles et avenue Camille Pelletan.

Depuis cette date, de nombreux chantiers et opérations ont été livrés. Pour chacun d'entre eux, une délibération est intervenue sanctionnant la remise et le règlement de la TVA due. D'autre part, une programmation pour les années 2018 et suivantes a

été fournie par l'EPAEM à hauteur de 20 406 000 euros.

Pour toutes ces raisons, l'opération d'investissement 2013109200, « Remises d'ouvrages EPAEM », d'un montant de 2 700 000 euros, inscrite au budget et enregistrée dans l'autorisation de programme 141064BP du programme 06 de la Métropole, doit être révisée pour un montant de 20 406 000 euros.

Cette révision porte le montant de l'opération 2013109200 de 2 700 000 euros à 23 106 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération de création de l'opération FCT-007-337/13/CC du 28 juin 2013.
-

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement 2013109200, « Remises d'ouvrages EPAEM », pour un montant de 20 406 000 euros rattachée au programme 06 « Urbanisme et foncier », code AP 141064BP, ce qui porte le montant de l'opération à 23 106 000 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

Mandaté antérieur : 2 700 000 euros

CP 2018 : 2 090 000 euros

CP 2019 : 7 640 000 euros

CP sur exercices suivants : 10 676 000 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 121-4938/18/CM

**■ Budget principal - Territoire du Pays d'Aix -
Approbation de la clôture d'Autorisations de
Programme
MET 18/9304/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les autorisations de programme à clôturer suite à des fins d'opérations ou des fusions d'opérations sont les suivantes :

Service	Ref AP	LIBELLE OPERATION	Montant opération 01.01.2018	Mandaté au 31.12.2017	CP 2018 version DM oct	RAF prévisionnel au 31.12.2018
6D	DI533AP	Pont rail Trets	600 000	544 706	2 520	52 774
3A	DI384AP3	Sub "Pôle de compétitivité" Convention FUI 2010/2012	600 000	494 590	0	105 410
7A	DI725AP	Subvention logements sociaux 2016-2018 PLH	60 000 000	1 213 045	3 834 832	0
7A	DI733AP	Subventions aux communes - façades	150 000	0	40 000	0
7A	DI819AP	Aides aux projets Habitat	450 000	23 286	0	0
7A	DI734AP	PASS FONCIER -Accession à la propriété	2 700 000	0	450 000	0
7A	DI730AP	Subventions d'équip. personne de dt privé ANAH	3 960 000	1 691 226	550 000	0
7A	DI713AP3	Subventions d'équipement logements sociaux (2010/2015)	48 000 000	32 922 388	4 440 964	0
6	DI254AP2	FDC Accessibilité aux personnes à mobilité réduite	1 450 000	1 254 921	0	195 079
1BAT	DI467AP	Construction bâtiment collectif - Pertuis	2 400 000	2 209 436	20 000	170 564

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° HN 040-173/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant intégration de la situation des Autorisations de Programme et d'Engagement au 31/12/2015 dans la gestion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la clôture des autorisations de programme listées ci-dessus.

Délibère

Article unique :

Sont approuvées les clôtures des autorisations de programme telles que proposées ci-dessus.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 122-4939/18/CM

**■ Territoire du Pays d'Aix - Budget annexe "SPED" - Approbation de l'ouverture et de la modification d'autorisations de programme du budget annexes "SPED" du territoire du Pays d'Aix
MET 18/9301/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les autorisations de programme correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel se rapportant à une immobilisation ou à un ensemble d'immobilisations déterminées, acquises ou réalisées, ou à des subventions d'équipement versées à des tiers.

Les articles L2311-3 et R2311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales précisent que la section d'investissement du budget peut comprendre des autorisations de programme.

Celles-ci constituent la limite supérieure des engagements juridiques pluriannuels qui peuvent être pris. Elles demeurent valables jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation et peuvent être révisées.

Il convient aujourd'hui d'ouvrir et de réviser les autorisations de programme existantes compte-tenu des modifications de programme.

1. Modifications de programme

Projet LIFE

L'opération PROJET LIFE est renommée ACTIONS LIFE. Ce programme concerne la création d'un design et d'une mise en place d'aménagements spécifiques des points d'apport volontaire, en vue d'un meilleur accueil de l'utilisateur.

Libellé	Code	Montant AP au 24/10/2018	Révision	Montant de l'AP au 01/01/2019	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023	Reste à financer
ACTIONS LIFE TTCD	DI180	480 000 €	1 488 000 €	1 968 000 €	148 000 €	750 000 €	464 000 €	404 000 €	142 000 €	0 €

La modification des CP de l'AP est due à l'intégration dans cette AP de toutes les actions du programme LIFE jusqu'en 2023 afin de garantir la traçabilité des dépenses comme demandé contractuellement par la Région et l'Europe.

Extension rénovation déchèterie

Cette opération répond aux besoins d'extension, de rénovation ou encore de requalification des déchèteries.

Libellé	Code	Montant AP au 24/10/2018	Révision	Montant de l'AP au 01/01/2019	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023	Reste à financer
Extension rénovation déchetterie	DI173AP	4 563 000 €	420 000 €	4 983 000 €	1 180 000 €	620 000 €	200 000 €	90 807 €	0 €	0 €

La modification des CP de l'AP due à une validation du programme de rénovation des déchèteries dont celle de Rousset plus important qu'initialement prévu.

Ces opérations concernent l'entretien et la maintenance de l'ISDnD de l'Arbois avec notamment l'extension du réseau Biogaz, l'équipement et la maintenance d'un équipement de video surveillance du site

Travaux CSD TTC et Travaux CSD HT

Libellé	Code	Montant AP au 24/10/2018	Révision	Montant de l'AP au 01/01/2019	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023	Reste à financer
Travaux CSD TTC	DI114TTC	1 479 000 €	282 000 €	1 761 000 €	383 000 €	298 000 €	298 000 €	298 000 €	0 €	0 €

Libellé	Code	Montant AP au 24/10/2018	Révision	Montant de l'AP au 01/01/2019	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023	Reste à financer
Travaux CSD HT	DI114HT	102 000 €	250 100 €	352 100 €	56 000 €	85 000 €	85 000 €	85 000 €	0 €	0 €

Les modifications des CP des AP sont dues à un besoin récurrent d'effectuer des travaux tous les ans sur le site de l'Arbois et au réajustement de la clef de répartition entre le TTC et HT qui fait l'objet d'un calcul annuel

Aménagements divers et pré-collecte

Cette opération est relative à l'achat de fournitures ainsi qu'à la réalisation des travaux de voirie nécessaires dans le cadre de la pré-collecte, du renouvellement du matériel et du développement de nouveaux projets.

Libellé	Code	Montant AP au 24/10/2018	Révision	Montant de l'AP au 01/01/2019	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023	Reste à financer
Aménagements divers et pré collecte	DI182	5 334 000 €	1 793 500 €	7 127 500 €	1 853 500 €	1 200 000 €	1 200 000 €	1 200 000 €	0 €	0 €

La modification des CP de l'AP est due à un besoin récurrent d'effectuer des achats de matériel de pré-collecte (bacs, colonnes, dispositifs enterrés, composteurs ...) et des aménagements associés pour assurer le service de la collecte.

Matériel de collecte acquisition et réparation

Cette opération regroupe les opérations d'acquisition de véhicules de collecte et de grosses réparations de matériel d'exploitation.

Libellé	Code	Montant AP au 24/10/2018	Révision	Montant de l'AP au 01/01/2019	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023	Reste à financer
Matériel de collecte acquisition et réparation	DI183	7 380 000 €	1 946 821 €	9 326 821 €	1 870 000 €	1 720 000 €	1 720 000 €	1 720 000 €	0 €	0 €

La modification des CP de l'AP est due à un besoin récurrent d'effectuer des achats de matériels roulants pour assurer le service la collecte et d'effectuer des grosses réparations associées.

Modernisation et mise en sécurité des CA et CT

Cette opération répond aux besoins de grosses réparations sur les CAV et les CT, notamment par la réalisation des travaux d'entretien et de maintenance permettant le maintien en sécurité des installations ainsi que la réalisation de l'opération test de contrôle d'accès sur la déchèterie de Pertuis.

Libellé	Code	Montant AP au 24/10/2018	Révision	Montant de l'AP au 01/01/2019	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023	Reste à financer
Modernisation et mise en sécurité des CAV et CT	DI184	2 660 000 €	185 000 €	2 845 000 €	600 000 €	1 100 000 €	500 000 €	0 €	0 €	0 €

La modification à la hausse des CP de l'AP est due au développement des contrôles d'accès des entrées sur toutes les déchèteries du Territoire du Pays d'Aix dans le cadre de l'arbitrage de la gestion des déchets des professionnels.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° HN 040-173/16/CM du 28 avril 2016 du Conseil de la Métropole portant intégration de la situation des autorisations

de programme et d'engagement au 31/12/2015 dans la gestion de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

Délibère

Article unique :

Sont approuvées les modifications d'autorisations de programme du budget annexe « Gestion des déchets » du Territoire du Pays d'Aix et leur affectation suivant les éléments ci-dessous :

Projet LIFE

L'opération PROJET LIFE est renommée ACTIONS LIFE

Libellé	Code	Montant AP au 24/10/2018	Révision	Montant de l'AP au 01/01/2019	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023	Reste à financer
ACTIONS LIFE TTC	DI180	480 000 €	1 488 000 €	1 968 000 €	148 000 €	750 000 €	464 000 €	404 000 €	142 000 €	0 €

Extension rénovation déchèterie

Libellé	Code	Montant AP au 24/10/2018	Révision	Montant de l'AP au 01/01/2019	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023	Reste à financer
Extension rénovation déchetterie	DI173A P	4 563 000 €	420 000 €	4 983 000 €	1 180 000 €	620 000 €	200 000 €	90 807 €	0 €	0 €

Travaux CSD TTC et Travaux CSD HT

Libellé	Code	Montant AP au 24/10/2018	Révision	Montant de l'AP au 01/01/2019	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023	Reste à financer
Travaux CSD TTC	DI114TTC	1 479 000 €	282 000 €	1 761 000 €	383 000 €	298 000 €	298 000 €	298 000 €	0 €	0 €

Libellé	Code	Montant AP au 24/10/2018	Révision	Montant de l'AP au 01/01/2019	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023	Reste à financer
Travaux CSD HT	DI114HT	102 000 €	250 100 €	352 100 €	56 000 €	85 000 €	85 000 €	85 000 €	0 €	0 €

Aménagements divers et pré-collecte

Libellé	Code	Montant AP au 24/10/2018	Révision	Montant de l'AP au 01/01/2019	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023	Reste à financer
Aménagements divers et pré collecte	DI182	5 334 000 €	1 793 500 €	7 127 500 €	1 853 500 €	1 200 000 €	1 200 000 €	1 200 000 €	0 €	0 €

Matériel de collecte acquisition et réparation

Libellé	Code	Montant AP au 24/10/2018	Révision	Montant de l'AP au 01/01/2019	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023	Reste à financer
Matériel de collecte acquisition et réparation	DI183	7 380 000 €	1 946 821 €	9 326 821 €	1 870 000 €	1 720 000 €	1 720 000 €	1 720 000 €	0 €	0 €

Modernisation et mise en sécurité des CA et CT

Libellé	Code	Montant AP au 24/10/2018	Révision	Montant de l'AP au 01/01/2019	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023	Reste à financer
Modernisation et mise en sécurité des CAV et CT	DI184	2 660 000 €	185 000 €	2 845 000 €	600 000 €	1 100 000 €	500 000 €	0 €	0 €	0 €

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 123-4940/18/CM

■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement "DECI Transfert" du Territoire du Pays d'Aix MET 18/9268/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Suite au transfert de la compétence « Défense Extérieure Contre l'Incendie » le 1er janvier 2018, une Autorisation de Programme a été créée au Budget Supplémentaire de l'Etat Spécial du Territoire en 2018.

La demande de crédits budgétaires pour l'exercice 2019 tient compte du rapport d'évaluation des charges transférées.

La Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées du 26 septembre 2018 a adopté le montant définitif des charges transférées pour le service de « Défense Extérieure Contre l'Incendie » à 516 044 € par an.

L'opération d'investissement DI908 « DECI Défense Extérieure Contre l'Incendie » inscrite au budget de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix doit être révisée pour un montant de + 1 800 000 € T.T.C.

Cette révision porte le montant de l'opération DI908 « DECI Défense Extérieure Contre l'Incendie » de 800 000 € T.T.C à 2 600 000 € T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° FAG 030-4079/18/CM du 28 juin 2018 du Conseil de la Métropole portant ouvertures, modifications et affectations et modifications d'AP/CP – Budget principal Métropolitain- Territoire du Pays d'Aix ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant de + 1 800 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI908 « DECI Défense Extérieure Contre l'Incendie » afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de + 1 800 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI908 « DECI Défense Extérieure Contre l'Incendie ».
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI908 « DECI Défense Extérieur Contre l'Incendie » pour un montant de + 1 800 000 € T.T.C.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

DI908 « DECI Défense Extérieur Contre l'Incendie »

Montant initial de l'AP : 800 000 € T.T.C

Révision de l'AP : + 1 800 000 € T.T.C

Montant final de l'AP : 2 600 000 € T.T.C

CP 2018 : 400 000 € T.T.C.

CP2020 : 520 000 € T.T.C.

RAF : 633 000 € T.T.C

CP 2019 : 527 000 € T.T.C.

CP2021 : 520 000 € T.T.C.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 124-4941/18/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Aix-en-Provence Calade " du Territoire du Pays d'Aix MET 18/9239/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le secteur de la Calade est une des entrées de ville majeures d'Aix-en-Provence, située de part et d'autre de la RN7.

Classé au PLU de la commune en zone d'urbanisation future, le site a fait l'objet d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation à dominante économique et équipements publics.

Les orientations d'aménagement intègrent la déviation de la RN 7, en service depuis septembre 2017, ainsi que la création d'un pôle d'échange multimodal sur la ligne ferroviaire des Alpes Marseille-Briançon.

De nombreuses réflexions ont déjà eu lieu sur ce secteur.

Aujourd'hui, la Métropole et la Ville souhaitent engager les études préalables à la création d'une ZAC en s'inscrivant dans les objectifs du PLU, à savoir accueillir une zone d'activités mixte dont la vocation précise reste à définir.

Une partie du foncier est maîtrisée par la ville d'Aix-en-Provence.

L'objectif est d'engager les études préalables au dossier de création de la ZAC, en confiant une convention d'études à la SPLA Pays d'Aix Territoires pour réaliser cette mission.

Il est donc nécessaire d'ouvrir une autorisation de programme d'un montant de 1 000 000 € T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ; et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant de 1 000 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI303AP « Aix Calade ».
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement DI303AP « Aix Calade » pour un montant de 1 000 000 € T.T.C.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

DI303AP « Aix Calade Lignane »
Montant total de l'AP : 1 000 000 € T.T.C.
CP 2019 : 100 000 € T.T.C.
CP 2021 : 500 000 € T.T.C.
CP 2020 : 150 000 € T.T.C.
CP 2022 : 250 000 € T.T.C.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 125-4942/18/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Film communication" du Territoire du Pays d'Aix MET 18/9155/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La direction de la communication du Territoire du Pays d'Aix mène des actions d'information, de valorisation et de promotion de l'institution et de ses politiques publiques.

Elle met également en valeur le territoire au travers de ses acteurs, ses infrastructures, ses événements, son patrimoine, ses espaces naturels...

La production de vidéos porte sur l'action du territoire, les événements du Pays d'Aix, l'identité du territoire...

Les objectifs sont multiples :

- promouvoir l'institution et le territoire, valoriser leur image,
- améliorer la visibilité du territoire
- illustrer les engagements politiques et les actions menées par le territoire.

La demande consiste également à alimenter le fonds d'images audiovisuelles du territoire.

Les besoins vont de la conception de films de longue durée de type institutionnel (présentation d'un projet par exemple), à la réalisation de films courts, type reportage ou clip à mettre en ligne (pour la restitution d'un événement par exemple), en passant par la fourniture de rushes bruts.

Les productions sont destinées à être diffusées sur Internet, parfois en projection sur grand écran, parfois dans les médias (télévision). Cette destination est toujours précisée en amont de la réalisation.

La charte graphique des films sera définie par la direction de la communication.

En 2019, les réalisations pourraient porter sur : l'Aréna (désengorger les accès au site les soirs de match), les nouvelles consignes de tri (« jaune un point c'est tout ») ou encore divers événements sportifs.

Pour cela il est nécessaire de créer une autorisation de programme d'un montant de 80 000 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant de 80 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI478AP « Film communication » afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement DI478AP « Film communication » pour un montant de 80 000 € T.T.C.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

DI478AP « Film communication »
Montant total de l'AP : 80 000 € T.T.C.
CP 2019 : 20 000 € T.T.C.
CP 2021 : 20 000 € T.T.C.
CP 2020 : 20 000 € T.T.C.
RAF : 20 000 € T.T.C.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 126-4943/18/CM

■ Approbation de création d'opérations et d'affectations d'Autorisations de Programme au titre des compétences transférées du Territoire du Pays Salonais MET 18/9296/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2018, et selon les dispositions de la loi NOTRe, la Métropole Aix-Marseille Provence exerce toutes les compétences obligatoires métropolitaines qui étaient jusqu'alors exercées par les communes, à l'exception de la voirie dont le transfert s'effectuera en 2020.

Dans un souci de continuité du service public et de respect des engagements envers les habitants, la Métropole a poursuivi les opérations initiées par les communes.

Il convient donc d'affecter les moyens nécessaires pour financer les dépenses engagées.

PLUVIAL – Transfert de compétence

Dans le cadre du transfert de la compétence de gestion des Eaux pluviales à la Métropole Aix Marseille Provence, et suite à l'approbation des différentes conventions de gestion, de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'ouvrage déléguée, il est proposé d'ouvrir une Autorisation de Programme.

Les crédits de paiement pour l'exercice 2019 relatifs à cette autorisation de programme sont destinés à couvrir l'ensemble des opérations engagées et

transférées. Ces crédits estimatifs doivent permettre de couvrir les dépenses exigibles à rembourser aux communes et poursuivre les actions engagées. Ces moyens pourront être ajustés lors des prochaines assemblées délibérantes au vu de l'avancement des procédures de programmation pluriannuelle des investissements qui sont en cours.

Pour ces raisons, il est proposé de créer et d'affecter l'opération d'investissement n°2018301500, « Eaux pluviales Transfert », d'un montant de 1 300 000€ TTC inscrite à l'état spécial du territoire du Pays Salonais, enregistrée dans l'autorisation de programme 183190BP du programme 19 Pluvial de la Métropole.

DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE – Transfert de compétence

Dans le cadre du transfert de la compétence de Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI) à la Métropole Aix Marseille Provence, il est proposé d'ouvrir une Autorisation de Programme.

Les crédits de paiement pour l'exercice 2019 relatifs à cette autorisation de programme sont destinés à couvrir l'ensemble des opérations engagées et transférées. Ces crédits estimatifs doivent permettre de couvrir les dépenses exigibles à rembourser aux communes et poursuivre les actions engagées. Ces moyens pourront être ajustés lors des prochaines assemblées délibérantes au vu de l'avancement des procédures de programmation pluriannuelle des investissements qui sont en cours.

Pour ces raisons, il est proposé de créer et d'affecter l'opération d'investissement n°2018301600, « DECI Transfert », d'un montant de 220 000€ TTC inscrite à l'état spécial du territoire du Pays Salonais, enregistrée dans l'autorisation de programme 183180BP du programme 18 Environnement et cadre de

vie – DECI de la Métropole.

URBANISME – Transfert de compétence

Dans le cadre du transfert de la compétence de l'Urbanisme à la Métropole Aix Marseille Provence, il est proposé d'ouvrir une Autorisation de Programme. La Métropole, compétente pour la gestion des PLU communaux existants et l'élaboration des PLUi sur l'ensemble des Conseils de Territoire, a précisé, par délibérations cadres, la répartition de ces compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Ainsi, les Conseils de Territoires assurent la préparation et le suivi de l'élaboration et de toute procédure d'évolution du projet de plan local d'urbanisme. L'exercice de cette compétence par le Conseil de Territoire du Pays Salonais nécessite de disposer des moyens nécessaires.

Les crédits de paiement pour l'exercice 2019 relatifs à cette autorisation de programme sont destinés à couvrir l'ensemble des opérations engagées et

transférées. Ces crédits estimatifs doivent permettre de couvrir les dépenses exigibles à rembourser aux communes par convention de gestion et poursuivre les actions engagées. Ces moyens pourront être ajustés lors des prochaines assemblées délibérantes au vu de l'avancement des procédures de programmation pluriannuelle des investissements qui sont en cours.

Pour ces raisons, il est proposé de créer et d'affecter l'opération d'investissement n°2018301700, « PLUI Accompagnement Transfert », d'un montant de 265 000€ TTC inscrite à l'état spécial du territoire du Pays Salonais, enregistrée dans l'autorisation de programme 183060BP du programme 06 Urbanisme et foncier de la Métropole. Ces crédits doivent permettre de couvrir les dépenses exigibles à rembourser aux communes et poursuivre les actions engagées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant la nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création et l'affectation des opérations d'investissement précitées afin de permettre sa réalisation;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation des opérations d'investissement suivantes :

- n°2018301500, « Eaux pluviales Transfert », d'un montant de 1 300 000€ TTC inscrite à l'état spécial du territoire du Pays Salonais, enregistrée dans l'autorisation de programme 183190BP du programme 19 Pluvial ;
- n°2018301600, « DECI Transfert », d'un montant de 220 000€ TTC inscrite à l'état spécial du territoire du Pays Salonais, enregistrée dans l'autorisation de programme 183180BP du programme 18 Environnement et cadre de vie - DECI ;
- n°2018301700, « PLUI Accompagnement Transfert », d'un montant de 265 000€ TTC inscrite à l'état spécial du territoire du Pays Salonais, enregistrée dans l'autorisation de programme 183060BP du programme 06 Urbanisme et foncier.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'état spécial du territoire du Pays de Salonais.

L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement s'établit comme suit :

- n°2018301500, « Eaux pluviales Transfert », CP 2019 : 1 300 000€ TTC ;
- n°2018301600, « DECI Transfert », CP 2019 : 220 000€ TTC ;
- n°2018301700, « PLUI Accompagnement Transfert », CP 2019 : 265 000 € TTC.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 127-4944/18/CM

**■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement "Réalisation aménagement et réhabilitation de bâtiments" pour le Territoire Istres-Ouest Provence
MET 18/8910/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° FAG 036-2694/17/CM du 19 octobre 2017, le Conseil de la Métropole a approuvé la mise en autorisation de programme des opérations d'investissement au Budget Principal.

Lors de la délibération initiale, le programme prévu dans l'enveloppe dédiée aux travaux sur les bâtiments du territoire Istres-Ouest-Provence inclus dans l'opération d'investissement n° 2017503500 « Réalisation aménagement et réhabilitation de bâtiments » n'étant pas connu jusqu'en 2020, l'affectation a donc été approuvée partiellement.

Ladite opération inscrite à l'Etat Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence, enregistrée dans l'autorisation de programme n° 17501 A BP – Gestion de l'Administration – doit être révisée pour un montant de 1 799 739,57 € TTC.

Cette révision porte le montant de l'opération n° 2017503500 de 1 976 841,43 € TTC avant révision à 3 776 581 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 1 799 739,57 € TTC de l'opération « Réalisation aménagement et réhabilitation de bâtiments » afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 1 799 739,57 € TTC de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2017503500 « Réalisation aménagement et réhabilitation de bâtiments » rattachée au programme n° 01 « Gestion de l'Administration » code AP 17501 A BP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence 2019 selon l'échéancier prévisionnel des crédits de paiement suivant :

Mandaté antérieur : 729 118 € TTC

CP 2018 : 1 372 463 € TTC

CP 2019 : 1 675 000 € TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 128-4945/18/CM

■ Attribution d'une indemnité de conseil à Mme Michèle Gauci-Marais, Administrateur des Finances Publiques Adjoint, au poste de comptable de Salon-de-Provence MET 18/9250/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Madame Michèle Gauci-Marais a été nommée le 22 août 2013 Administrateur des Finances Publiques Adjoint au poste comptable de Salon de Provence.

Le conseil communautaire d'Agglopolo Provence, par délibération n° 225/14 du 17 novembre 2014, a décidé d'allouer pour l'année 2014, à Madame Michèle Gauci-Marais, l'indemnité de conseil au taux de 100%, aux fins d'exercer auprès de ladite Communauté d'Agglomération l'ensemble des missions de conseil en matière budgétaire, économique, financière et comptable.

En revanche, pour l'année 2015, la Communauté d'Agglomération a décidé par délibération n°279/15 du 7 décembre 2015, de refuser le versement de l'indemnité à Madame Michèle Gauci-Marais.

Un recours gracieux a été formé le 29 décembre 2015 par courrier au Président d'Agglopolo Provence au terme duquel Madame Gauci-Marais sollicitait le mandatement de la somme et le retrait de la délibération du 7 décembre 2015.

La Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence a rejeté implicitement la demande de Madame Gauci-Marais.

Par une requête du 2 mars 2016, Madame Michèle Gauci-Marais a demandé notamment au Tribunal Administratif de Marseille, d'annuler la délibération n° 279-15 du 7 décembre 2015 par laquelle le conseil communautaire d'Agglopolo Provence a refusé de lui accorder l'indemnité de conseil relative à l'année 2015 ainsi que le rejet implicite de son recours gracieux.

Le Tribunal Administratif, dans son jugement du 20 avril 2018, enjoint à la Métropole Aix-Marseille-Provence de procéder au réexamen de la demande de Madame Gauci-Marais tendant au versement de l'indemnité de conseil due au titre de l'année 2015.

En effet, les comptables de la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) peuvent fournir personnellement une aide technique aux collectivités territoriales dans les conditions fixées par l'article 97 de la loi du 2 mars 1982, le décret n°82-979 du 19 novembre 1982 et les arrêtés du 16 décembre 1983 et du 12 juillet 1990. Ces textes apportent des précisions non exhaustives sur les prestations pour lesquelles les comptables du Trésor peuvent intervenir personnellement, en dehors des prestations obligatoires inhérentes à leurs fonctions de comptable assignataire, en matière budgétaire, économique, financière, fiscale et comptable.

Ces prestations ont un caractère facultatif et donnent lieu au versement, par la collectivité ou l'établissement public intéressé, d'une indemnité dite « indemnité de conseil ».

L'attribution de l'indemnité de conseil et son montant font l'objet d'une décision de l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement public local. Les arrêtés susmentionnés déterminent un montant maximum théorique d'indemnité de conseil que la collectivité a toute latitude de moduler en fixant un taux, en fonction des prestations demandées au comptable, dans la limite d'un montant plafonné au traitement brut annuel indiciaire minimum de la fonction publique.

Les collectivités territoriales disposent ainsi d'une entière liberté quant à l'opportunité de recourir aux conseils du comptable et pour fixer le montant de l'indemnité correspondante. Les modalités de détermination de l'indemnité de conseil des comptables tiennent compte du niveau de service fourni par le comptable, mais aussi des capacités financières de chaque collectivité territoriale.

Ainsi, cette indemnité est librement décidée par chaque collectivité tant dans son principe que dans son montant.

En conséquence, du fait de l'inexistence de prestations facultatives réalisées par Madame Gauci-Marais, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence est invité à lui allouer une indemnité de conseil au taux de 0,001%.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n° 82-979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales aux agents des services déconcentrés de l'Etat ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 relatif aux conditions d'attribution de l'indemnité de conseil allouée aux comptables non centralisateurs des services déconcentrés du Trésor chargés des fonctions de receveur des communes et des établissements publics locaux ;
- Le jugement du Tribunal Administratif de Marseille en date du 20 avril 2018 dans l'affaire opposant Madame Michèle Gauci-Marais à la Métropole Aix-Marseille-Provence (1601873).

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est allouée, pour l'année 2015, à Madame Michèle Gauci-Marais, l'indemnité de conseil au taux de 0,001 %, pour les prestations de conseil et d'assistance en matière budgétaire, économique, financière et comptable définies à l'article 1 de l'arrêté du 16 décembre 1983.

Article 2 :

Est précisé que le montant de cette indemnité sera calculé conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983.

Article 3 :

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout acte et à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits correspondants sont inscrits au budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence qui présente les disponibilités nécessaires.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 129-4946/18/CM

■ Demande de remise gracieuse du régisseur de recettes des transports scolaires du Territoire du Pays d'Aix suite aux vols commis les 26 juin 2017 et 23 novembre 2017 MET 18/7953/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Madame Lydie Blacher, régisseur de recettes des transports scolaires du Territoire du Pays d'Aix, a informé les services du Territoire du Pays d'Aix qu'un déficit de 669,83 € a été constaté suite aux vols sans effraction commis les 26 juin 2017 et 23 novembre 2017 dans les locaux de la sous régie de la mairie de Gardanne. La somme de 669,83 € en espèces au total a été dérobée. En effet, malgré les recommandations du régisseur auprès de la commune et relatives à l'installation d'un coffre fort à proximité, les paiements en espèces étaient conservés dans une caissette non sécurisée. Une plainte contre X a été déposée le 29 juin 2017 et le 30 novembre 2017 et une déclaration a été faite auprès de l'assureur de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Par ailleurs, le mode de paiement en espèces n'est désormais plus autorisé.

Au terme de l'article 4 du décret du 5 mars 2008, la responsabilité personnelle et pécuniaire du régisseur est engagée dès lors qu'un déficit en deniers ou en valeur est constaté.

Comme le prévoit la législation, l'ordonnateur principal de la collectivité a adressé à Madame Lydie Blacher un ordre de versement correspondant au montant des pertes de recettes subies.

Madame Lydie Blacher a présenté auprès de la collectivité une demande de remise gracieuse, conformément à la procédure autorisée par le décret du 5 mars 2008.

Le régisseur peut demander la remise de la somme mise à sa charge, celle-ci étant destinée à prendre en compte les circonstances de l'apparition du déficit et de la situation personnelle du régisseur.

La remise gracieuse doit recevoir l'approbation de l'Assemblée Délibérante avant d'être transmise au comptable public qui statue sur la demande.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Décret n°2008-227 du 5 mars 2008 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est accordée la remise gracieuse présentée par le régisseur de recettes des transports scolaires du Territoire du Pays d'Aix pour ce déficit d'un montant de 669,83 €.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 130-4947/18/CM

■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement "Fonds de concours territoire de Grans" MET 18/8972/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° FAG 036-2694/17/CM du 19 octobre 2017, le Conseil de la Métropole a approuvé la mise en autorisation de programme des opérations d'investissement au Budget Principal.

L'opération d'investissement n° 2017501700 « Fonds de concours territoire de Grans » inscrite au Budget Principal de la Métropole, enregistrée dans l'autorisation de programme n° 175220BP – Aide aux communes – doit être révisée pour un montant de 190 000 €.

En effet, ces subventions d'équipement versées aux communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence sont votées annuellement en fonction des dossiers de demande de financement déposés avant le 15 juin de chaque année et de l'avancement des dossiers en cours.

Cette révision porte le montant de l'opération n° 2017501700 de 1 428 533 € avant révision à 1 618 533 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 190 000 € de l'opération « Fonds de concours territoire de Grans » afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 190 000 € de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2017501700 « Fonds de concours territoire de Grans » rattachée au programme n° 22 « Aides aux communes » code AP 175220 BP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal 2019 de la Métropole selon l'échéancier prévisionnel des crédits de paiement suivant :

CP antérieurs : 429 933 €
CP 2018 : 631 100 €
CP 2019 : 557 500 €

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 131-4948/18/CM

■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement "Acquisition de matériel, mobilier, véhicules et autres" pour la Régie Action Sociale MET 18/8892/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° FAG 036-2694/17/CM du 19 octobre 2017, le Conseil de la Métropole a approuvé la mise en autorisation de programme des opérations d'investissement au Budget Principal.

L'opération d'investissement n° 2017503700 « Acquisition de matériel, mobilier, véhicules et autres » inscrite au Budget de la Régie Action Sociale de la Métropole, enregistrée dans l'autorisation de programme n° 17501 C RA – Gestion de l'Administration – doit être révisée pour un montant de 18 069,28 € TTC.

En effet, lors de la délibération initiale, les besoins en matériel, mobilier et véhicules nécessaires au fonctionnement de la Régie Action Sociale du territoire Istres-Ouest-Provence n'étant pas connus jusqu'en 2020, l'affectation a été approuvée partiellement.

Cette révision porte le montant de l'opération n° 2017503700 de 38 000 € TTC avant révision à 56 069,28 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 18 069,28 € TTC de

l'opération « Acquisition de matériel, mobilier, véhicules et autres » afin de permettre sa réalisation ;

- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 18 069,28 € TTC de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2017503700 « Acquisition de matériel, mobilier, véhicules et autres » rattachée au programme n° 01 « Gestion de l'Administration » code AP 17501 C RA.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 de la Régie Action Sociale de la Métropole selon l'échéancier prévisionnel des crédits de paiement suivant :

Mandaté antérieur : 4 705,00 € TTC
CP 2018 : 30 364,28 € TTC
CP 2019 : 21 000,00 € TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 132-4949/18/CM

**■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement "Acquisition de matériel, mobilier, véhicules et autres" de la Métropole
MET 18/8922/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° FAG 036-2694/17/CM du 19 octobre 2017, le Conseil de la Métropole a approuvé la mise en autorisation de programme des opérations d'investissement au Budget Principal.

L'opération d'investissement n° 2017503800 « Acquisition de matériel, mobilier, véhicules et autres » inscrite au Budget Principal de la Métropole, enregistrée dans l'autorisation de programme n°17501 A BP – Gestion de l'Administration – doit être révisée pour un montant de 144 454 € TTC.

En effet, lors de la délibération initiale, les besoins nécessaires au fonctionnement du territoire Istres-Ouest-Provence n'étant pas connus jusqu'en 2020, l'affectation a été approuvée partiellement.

Cette révision porte le montant de l'opération n° 2017503800 de 3 004 610 € TTC avant révision à 3 149 064 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 144 454 € TTC de l'opération « Acquisition de matériel, mobilier, véhicules et autres » afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 144 454 € TTC de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2017503800 « Acquisition de matériel, mobilier, véhicules et autres »

rattachée au programme n° 01 « Gestion de l'Administration » code AP 17501 A BP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal 2019 de la Métropole selon l'échéancier prévisionnel des crédits de paiement suivant :

Mandaté antérieur : 1 049 064 € TTC
CP 2018 : 1 100 000 € TTC
CP 2019 : 1 000 000 € TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 133-4950/18/CM

■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement "Fonds de concours territoire de Port-Saint-Louis-du-Rhône" MET 18/8981/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° FAG 036-2694/17/CM du 19 octobre 2017, le Conseil de la Métropole a approuvé la mise en autorisation de programme des opérations d'investissement au Budget Principal.

L'opération d'investissement n° 2017501900 « Fonds de concours territoire de Port-Saint-Louis-du-Rhône » inscrite au Budget Principal de la Métropole, enregistrée dans l'autorisation de programme n° 175220BP – Aide aux communes – doit être révisée pour un montant de 495 150 €.

En effet, ces subventions d'équipement versées aux communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence sont votées annuellement en fonction des dossiers de demande de financement déposés avant le 15 juin de chaque année et de l'avancement des dossiers en cours.

Cette révision porte le montant de l'opération n° 2017501900 de 390 000 € avant révision à 885 150 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 495 150 € de l'opération « Fonds de concours territoire de Port-Saint-Louis-du-Rhône » afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 495 150 € de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2017501900 « Fonds de concours territoire de Port-Saint-Louis-du-Rhône » rattachée au programme n° 22 « Aides aux communes » code AP 175220 BP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal 2019 et suivants de la Métropole selon l'échéancier prévisionnel des crédits de paiement suivant :

CP 2018 : 385 150 €

CP 2019 : 100 000 €

CP 2020 : 400 000 €

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 134-4951/18/CM

■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement "Fonds de concours territoire d'Istres"
MET 18/8984/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° FAG 036-2694/17/CM du 19 octobre 2017, le Conseil de la Métropole a approuvé la mise en autorisation de programme des opérations d'investissement au Budget Principal.

L'opération d'investissement n° 2017501800 « Fonds de concours territoire d'Istres » inscrite au Budget Principal de la Métropole, enregistrée dans l'autorisation de programme n° 175220BP – Aide aux communes – doit être révisée pour un montant de 3 578 911 €.

En effet, ces subventions d'équipement versées aux communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence sont votées annuellement en fonction des dossiers de demande de financement déposés avant le 15 juin de chaque année et de l'avancement des dossiers en cours.

Cette révision porte le montant de l'opération n° 2017501800 de 9 063 350 € avant révision à 12 642 261 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 3 578 911 € de l'opération « Fonds de concours territoire d'Istres » afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 3 578 911 € de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2017501800 « Fonds de concours territoire d'Istres » rattachée au programme n° 22 « Aides aux communes » code AP 175220 BP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal 2019 et suivants de la Métropole selon l'échéancier prévisionnel des crédits de paiement suivant :

CP antérieurs : 2 008 705 €
CP 2018 : 3 433 128 €
CP 2019 : 6 668 428 €
CP 2020 : 532 000 €

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 135-4952/18/CM

**■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement "Réalisation aménagement et réhabilitation de bâtiments" du Territoire d'Istres Ouest Provence
MET 18/8990/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° FAG 038-2696/17/CM du 19 octobre 2017, le Conseil de la Métropole a approuvé la mise en autorisation de programme des opérations d'investissement au Budget Industriel et Commercial.

L'opération d'investissement n° 2017504300 « Réalisation aménagement et réhabilitation de bâtiments » inscrite au Budget Industriel et

Commercial, enregistrée dans l'autorisation de programme n° 17501 B EN - Gestion de l'administration – doit être révisée pour un montant de 496 500 € HT.

En effet, le programme de travaux étant révisé annuellement, l'opération a été affectée partiellement.

Cette révision porte le montant de l'opération n° 2017504300 de 1 020 000 € HT avant révision à 1 516 500 € HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 496 500 € HT de l'opération « Réalisation aménagement et réhabilitation de bâtiments » afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 496 500 € HT de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2017504300 « Réalisation aménagement et réhabilitation de bâtiments » rattachée au programme n° 01 « Gestion de l'administration » code AP 17501 B EN.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Industriel et commercial 2019 de la Métropole selon l'échéancier prévisionnel des crédits de paiement suivant :

Mandaté antérieur : 36 995,93 € HT
CP 2018 : 983 004,07 € HT
CP 2019 : 496 500,00 € HT

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 136-4953/18/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Acquisition de mobilier et de matériel divers métropolitains MET 18/9326/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Cette autorisation de programme regroupe tous les crédits nécessaires au renouvellement et à l'acquisition de mobiliers et matériels divers à l'usage des agents sur l'ensemble du territoire métropolitain sur la période 2019-2022.

L'opération d'investissement n° 2019002000 « Acquisition de mobilier et matériel divers métropolitains », d'un montant de 2 192 000 euros TTC, inscrite au budget et enregistrée dans l'autorisation de programme 190011BP du programme 01 Gestion de l'administration de la Métropole, doit être affectée afin d'en permettre la réalisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

	2019	2020	2021	2022	Total tous exercices
montant annuel	548 000€	548 000 €	548 000 €	548 000 €	2 192 000 €

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 2 192 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2019002000 « Acquisition de mobilier et matériel divers métropolitains » pour un montant de 2 192 000 euros TTC en dépenses, rattachée au programme 01 Gestion de l'administration, code AP 190011BP Cette opération ne comporte aucune recette.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

Echéancier prévisionnel des crédits de paiement budgétaire (selon le régime d'assujettissement à la TVA) de tous les CT (cumulé)

Echéancier prévisionnel des crédits de paiement budgétaire (selon le régime d'assujettissement à la TVA) par CT

	CT1	CT2	CT3	CT4	CT5	CT6	Total 2019
montant annuel	300 000 €	90 000 €	20 000 €	65 000 €	73 000 €		548 000 €

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 137-4954/18/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Acquisition de véhicules métropolitains MET 18/9332/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Cette autorisation de programme regroupe tous les crédits nécessaires au renouvellement du parc automobile à l'usage des agents sur l'ensemble du territoire métropolitain sur la période 2019-2022.

L'opération d'investissement n° 2019001900 « Acquisition de véhicules métropolitains », d'un montant de 3 740 000 euros TTC, inscrite au budget et enregistrée dans l'autorisation de programme 190011BP du programme 01 Gestion de l'administration de la Métropole, doit être affectée afin d'en permettre la réalisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 3 740 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2019001900 « Acquisition de véhicules métropolitains » pour un montant de 3 740 000 euros TTC en dépenses, rattachée au programme 01 Gestion de l'administration, code AP 190011BP Cette opération ne comporte aucune recette.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

Echéancier prévisionnel des crédits de paiement budgétaire (selon le régime d'assujettissement à la TVA) de tous les CT (cumulé)

	2019	2020	2021	2022	Total tous exercices
montant annuel	935 000€	935 000€	935 000€	935 000€	« 3 740 000 €

Echéancier prévisionnel des crédits de paiement budgétaire (selon le régime d'assujettissement à la TVA) par CT

	CT1	CT2	CT3	CT4	CT5	CT6	Total 2019
montant annuel	350 000 €	210 000 €	30 000 €	145 000 €	200 000 €		935 000 €

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 138-4955/18/CM

■ Approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'opération d'investissement "remplacement des véhicules motorisés" MET 18/8670/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre des actions du Plan Climat (action 3.1 "remplacer les véhicules thermiques par des véhicules propres), la Direction de l'Environnement et des Ports de Plaisance (DEPP) mobilise chaque année des crédits budgétaires spécifiques pour l'acquisition de véhicules ou de matériels "propres" (électriques ou hybrides).

Ces crédits viennent en complément des crédits mobilisés par la Direction des Services Généraux pour le renouvellement du parc de véhicules.

A ce jour, la DEPP a pu acquérir pour les différentes directions du Conseil de Territoire Marseille Provence une cinquantaine de véhicules électriques (vélos, scooters et automobiles), la Direction des Services Généraux restant maître des attributions.

Cette opération et cette collaboration entre les directions ayant donné pleinement satisfaction, il est proposé de prolonger cette démarche environnementale du Plan Climat.

Afin de pouvoir assumer les dépenses à venir en termes d'acquisitions de véhicules « propres » pour la Métropole, l'opération d'investissement n°2013104700 inscrite au budget pour un montant initial de 800 000 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 141180BP du programme 18, doit être affectée d'une revalorisation de 300 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 1 100 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la revalorisation pour un montant total de 300 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée dans l'autorisation de programme 141180BP, l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement n°2013104700 « remplacement des véhicules motorisés », pour un montant de 300 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 1 100 000 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits de paiement nécessaires seront inscrits aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée s'établit comme suit :

Année 2019 :	100 000 euros TTC
Année 2020 :	100 000 euros TTC
Années suivantes :	100 000 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 139-4956/18/CM

■ Budget Crématorium - Ajustement des montants de deux opérations budgétaires dans le cadre du budget primitif 2019 pour le Conseil de Territoire Marseille Provence MET 18/8856/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du budget primitif 2019, il est proposé d'ajuster les montants de deux opérations budgétaires conformément aux dispositions suivantes afin de permettre le lancement de procédures de commandes ou d'appels d'offres.

Sous politique	Code opération	Commune	Libellé d'opération	AP initiale	Ajustement d'AP	AP globale
F220	2015108900 (ancienne 2015/0008)	Marseille	Réfection des fours et équipements du crématorium	650 000€ HT	+ 60 000€ HT	710 000€ HT
F220	2015109000 (ancienne 2015/00090)	Marseille	Etudes pour crématorium St Pierre	100 000€ HT	- 60 000€ HT	40 000€ HT
TOTAL F220				750 000€ HT	0	750 000€ HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- La délibération EPPS 003-830/15/CC du 19 février 2015 portant sur l'approbation de la création d'une opération d'investissement relative aux études et diagnostics du Crématorium Saint-Pierre à Marseille ;
- La délibération EPPS 004-831/15/CC du 19 février 2015 portant sur l'approbation de création d'une opération d'investissement relative aux travaux de réfection et de renouvellement des fours et des

équipements du Crématorium Saint-Pierre à Marseille ;

- La délibération EPPS 001-967/15/CC du 10 avril 2015 portant sur l'approbation de l'affectation de trois opérations d'investissement pour le budget des Equipements Communautaires ;
- La délibération HN 085-216/15/CC du 28 avril 2016 portant sur l'approbation de l'affectation de l'opération Etudes et diagnostics du Crématorium Saint-Pierre dans le cadre du budget annexe du Crématorium ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence en date du 11 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Qu'il convient de procéder à des ajustements de deux opérations budgétaires du budget annexe du Crématorium du Conseil de Territoire Marseille Provence

Délibère**Article 1 :**

Sont approuvés les ajustements des opérations budgétaires suivantes :

Sous politique	Code opération	Commune	Libellé d'opération	AP initiale	Ajustement d'AP	AP globale
F220	2015108900 (ancienne 2015/0008)	Marseille	Réfection des fours et équipements du crématorium	650 000€ HT	+ 60 000€ HT	710 000€ HT
F220	2015109000 (ancienne 2015/00090)	Marseille	Etudes pour crématorium St Pierre	100 000€ HT	- 60 000€ HT	40 000€ HT
TOTAL F220				750 000€ HT	0	750 000€ HT

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe du Crématorium du Conseil de Territoire Marseille Provence 2019 CT1 - Chapitres 2015108900 et 2015109000 - Sous Politique F220.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 140-4957/18/CM

■ **Approbation du montant des redevances de crémation du crématorium Saint-Pierre pour l'Année 2019**
MET 18/8810/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente dans la gestion des services d'intérêt collectif et notamment en matière de Crématorium. Dans ce cadre, il lui appartient de fixer les tarifs de crémation concernant le Crématorium Saint-Pierre pour l'année 2019.

Par délibération FAG 049-3068/17/CM du 4 décembre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a fixé les tarifs des différentes redevances de crémation pour l'année 2018 du Crématorium Saint-Pierre. Les valeurs applicables étaient les suivantes :

LIBELLES	TAFIFS EURO HT	TARIFS EURO TTC
Crémation Adultes	470,49	565,00
Crémation adultes Cercueil carton	598,43	718,00
Crémation Enfants – 12 ans	235,66	283,00
Crémation Enfants – 12 ans Cercueil carton	295,43	355,00
Crémation Corps Réduits + 5 ans	117,84	141,00
Crémation Corps Réduits – 5 ans	470,49	565,00
Crémation Pièces Anatomiques	95,95	115,00
Dépôt d'Urnes (3 premiers mois gratuits)	20,83	25,00
Crémation Don de Corps à la Science (à partir de la 101ème crémation)	187,69	225,00

Eu égard au coût du service, il est proposé pour l'année 2019 une revalorisation des anciens tarifs de 1% à l'arrondi supérieur. Cette augmentation ne s'applique pas aux tarifs « Crémation Enfants – 12 ans ».

En 2016, un tarif spécifique pour les cercueils en matériaux recyclés avait été adopté afin d'intégrer le surcoût lié à la surconsommation de gaz induit.

Le Crématorium de Saint-Pierre s'est rapproché de l'entreprise en charge de la maintenance des fours afin de procéder à des réglages pour améliorer le niveau de consommation de gaz.

Depuis le 1er janvier 2018 il a été procédé à trois crémations de cercueils en matériaux recyclés et les réglages apportés démontrent que la consommation de gaz pour la crémation des cercueils en matériaux recyclés se rapproche de la consommation de gaz pour la crémation des cercueils en bois.

Au vue de ces observations et de ces réglages, il est proposé une tarification unique pour les cercueils en bois et les cercueils en matériaux recyclés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération EPPS 003-1353/15/CC du 25 septembre 2015 approuvant la création d'un tarif spécifique pour les cercueils en carton,
- L'avis favorable du Conseil d'Exploitation de la Régie du Crématorium Saint-Pierre qui s'est tenu le 11 octobre 2018.
- L'information du Conseil de Territoire en date du 11 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il appartient au Conseil de Métropole de fixer les tarifs de crémation du Crématorium Saint-Pierre susceptibles d'être perçus à l'occasion du fonctionnement des services métropolitains.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le montant des redevances de crémation du Crématorium Saint-Pierre applicables à compter du 1er Janvier 2019 fixé comme suit :

LIBELLES	TARIFS EURO HT	TARIFS EURO TTC
Crémation Adultes	475,20	570,00
Crémation Adultes Cercueil en carton	475,20	570,00
Crémation Enfants – 12 ans	235,66	283,00
Crémation Enfants – 12 ans Cercueil en carton	235,66	283,00
Crémation Corps Réduits + 5 ans	119,02	143,00
Crémation Corps Réduits – 5 ans	475,20	570,00
Crémation Pièces Anatomiques	96,91	116,00
Dépôt d'Urnes (3 premiers mois gratuits)	20,83	25,00
Crémation Don de Corps à la Science (à partir de la 101 ^{ème} crémation)	189,57	227,00

Article 2 :

Les recettes seront constatées au Budget Annexe du Crématorium Saint-Pierre – Sous Politique A430 Natures 7060 et 7061.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 141-4958/18/CM

■ **Approbation du montant des redevances de crémation du crématorium de Martigues pour l'année 2019**

MET 18/9001/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente dans la gestion des services d'intérêt collectif et notamment en matière de Crématorium. Dans ce cadre, il lui appartient de fixer les tarifs de crémation concernant le crématorium de Martigues pour l'année 2019.

Par délibération N°17-333 du 15 décembre 2017, le Conseil Municipal de Martigues a fixé les tarifs des différentes redevances de crémation pour l'année 2018 du crématorium de Martigues. Les valeurs applicables étaient les suivantes :

CREMATIONS (TVA 20%)			
REFERENCES	LIBELLE	TARIFS HT 2018	TARIFS TTC 2018
INCBT	CREMATION POUR CERCUEIL ADULTE BOIS TENDRE (sapin, peuplier ou assimilé)	521,95	626,34
INCBTHC	CREMATION POUR CERCUEIL ADULTE BOIS TENDRE HORS COTE (sapin, peuplier ou assimilé)	546,80	656,16
INCBD	CREMATION POUR CERCUEIL ADULTE BOIS DUR (chêne ou assimilé)	610,32	732,39
INCBDHC	CREMATION POUR CERCUEIL ADULTE BOIS DUR HORS COTE (chêne ou assimilé)	651,80	782,16
INCEBT	CREMATION POUR CERCUEIL ENFANT JUSQU A 150 CM BOIS TENDRE (sapin, peuplier ou assimilé)	238,63	286,36
INCEBD	CREMATION POUR CERCUEIL ENFANT JUSQU A 150 CM BOIS DUR (chêne ou assimilé)	309,06	370,87
INCMN	CREMATION POUR ENFANT MORT-NE	102,43	122,92
INCRE2	CREMATION POUR RESTES EXHUMES Reliquaires jusqu'à 1,50 m	186,06	223,27
INCRE	CREMATION POUR RESTES EXHUMES Reliquaires au delà de 1,50 m	280,34	336,40
INCRAPV	CREMATION DES RESTES ANATOMIQUES (30 kg ou 100 L maxi)	145,18	174,21
INCRAGV	CREMATION DES RESTES ANATOMIQUES (60 Kg ou 200 L maxi)	269,76	323,71
LIBELLE (Non assujetti à la TVA)			
INCIND	CREMATION SOCIALE (sapin, peuplier ou assimilé) pour personne dépourvue de ressources suffisantes	509,28	509,28
PRESTATIONS CREMATORIUM (TVA 20%)			
HOMMAGE	LOCATION SALLE RECUEILLEMENT AVEC HOMMAGE PERSONNALISE	92,30	110,76

	Prestation d'une durée de 30 mn environ dispensée par un Maître de Cérémonie du Service Funéraire Municipal, Consiste à préparer l'hommage avec la famille, accueil du public le jour de la cérémonie, lecture de textes, diffusion d'un programme audio-vidéo		
LOC	LOCATION SALLE RECUEILLEMENT (Hors crémation) Prestation d'une durée de 30 mn environ dispensée par un Opérateur de Pompes Funèbres extérieures au Centre Funéraire utilisation du matériel audio-vidéo mis à disposition sous la surveillance d'un employé du Service Funéraire Municipal lecture de textes, diffusion d'un programme audio-vidéo	92,30	110,76
DISPH	DISPERSION DES CENDRES AU JARDIN DU SOUVENIR AVEC LA PRESENCE DE LA FAMILLE (précédée d'un moment de recueillement avec prise de paroles)	46,15	55,38
DISPH	DISPERSION DES CENDRES AU JARDIN DU SOUVENIR SANS LA PRESENCE DE LA FAMILLE (effectuée par un agent du service funéraire municipal)	27,69	33,23
DEPOT-URNE	DEPOT D'URNE (Location mensuelle 1er mois gratuit) Redevance mensuelle de frais de garde d'une urne cinéraire dont le délai réglementaire ne pourra excéder une année, Tout mois commencé est dû	9,05	10,86

Eu égard au coût du service, il est proposé pour l'année 2019 une revalorisation des anciens tarifs du Crématorium de Martigues de 1% à l'arrondi supérieur.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix Marseille Provence,
- La délibération n°17-333 du 15 décembre 2017 du conseil municipal relative à la fixation des taxes de crémation pour l'année 2018 ;
- L'avis du Conseil d'Exploitation d'octobre 2018.
- La lettre de saisine de la Présidente ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 7 décembre 2018

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il appartient au Conseil de Métropole de fixer les tarifs de crémation du crématorium de Martigues susceptibles d'être perçus à l'occasion du Fonctionnement des services métropolitains.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le montant des redevances de crémation du crématorium de Martigues applicables à compter du **1^{er} janvier 2019** fixé comme suit :

CREMATIONS (TVA 20%)			
REFERENCES	LIBELLE	TARIFS HT 2019	TARIFS TTC 2019
INCBT	CREMATION POUR CERCUEIL ADULTE BOIS TENDRE (sapin, peuplier ou assimilé)	527,17	632,60
INCBTHC	CREMATION POUR CERCUEIL ADULTE BOIS TENDRE HORS COTE (sapin, peuplier ou assimilé)	552,27	662,72
INCBD	CREMATION POUR CERCUEIL ADULTE BOIS DUR (chêne ou assimilé)	616,42	739,70
INCBDHC	CREMATION POUR CERCUEIL ADULTE BOIS DUR HORS COTE (chêne ou assimilé)	658,32	789,98
INCEBT	CREMATION POUR CERCUEIL ENFANT JUSQU A 150 CM BOIS TENDRE (sapin, peuplier ou assimilé)	241,02	289,22
INCEBD	CREMATION POUR CERCUEIL ENFANT JUSQU A 150 CM BOIS DUR (chêne ou assimilé)	312,15	374,58
INCMN	CREMATION POUR ENFANT MORT-NE	103,45	124,14
INCRE2	CREMATION POUR RESTES EXHUMES Reliquaires jusqu'à 1,50 m	187,92	225,50
INCRE	CREMATION POUR RESTES EXHUMES Reliquaires au-delà de 1,50 m	283,14	339,77
INCRAPV	CREMATION DES RESTES ANATOMIQUES (30 kg ou 100 L maxi)	146,63	175,96
INCRAGV	CREMATION DES RESTES ANATOMIQUES (60 Kg ou 200 L maxi)	272,46	326,95
LIBELLE (Non assujetti à la TVA)			
INCIND	CREMATION SOCIALE (sapin, peuplier ou assimilé) pour personne dépourvue de ressources suffisantes	514,37	514,37
PRESTATIONS CREMATORIUM (TVA 20%)			
HOMMAGE	LOCATION SALLE RECUEILLEMENT AVEC HOMMAGE PERSONNALISE (Tarif hors crémation) Prestation d'une durée de 30 mn environ dispensée par un Maître de Cérémonie. Consiste à préparer l'hommage avec la famille, accueil du public le jour de la cérémonie, lecture de textes, diffusion d'un programme audio-vidéo	93,22	111,86
DISPH	DISPERSION DES CENDRES AU JARDIN DU SOUVENIR AVEC LA PRESENCE DE LA FAMILLE (Passé le délai d'un an de gardiennage de l'urne) Précédée d'un moment de recueillement avec prise de paroles	46,61	55,93
DISPH	DISPERSION DES CENDRES AU JARDIN DU SOUVENIR SANS LA PRESENCE DE LA FAMILLE (Passé le délai d'un an de gardiennage de l'urne)	27,97	36,55
DEPOT-URNE	DEPOT D'URNE (Location mensuelle 1er mois gratuit) Redevance mensuelle de frais de garde d'une urne cinéraire dont le délai réglementaire ne pourra excéder une année. Tout mois commencé est dû.	9,14	10,97

Article 2 :

Les recettes seront constatées au Budget Annexe du crématorium de Martigues – Sous Politique F220 – Nature 706

FAG 142-4959/18/CM

**■ Approbation du transfert de la régie dotée de l'autonomie financière pour la gestion du crématorium métropolitain de Martigues
MET 18/9345/CM**

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi « MAPTAM ») et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République (dite loi « NOTRe») ont inscrit la compétence «création, gestion et extension des crématoriums » parmi les compétences exercées de plein droit par les métropoles, en lieu et place des communes membres.

Conformément à l'article L5218-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), la Métropole Aix-Marseille-Provence est en charge depuis le 1er janvier 2018 de la compétence relative à la création et à la gestion des crématoriums sur l'ensemble de son territoire, et assure, à ce titre la gestion du crématorium situé sur la commune de Martigues.

Sur le fondement des articles L5217-7 et L5215-27 du CGCT et afin de garantir la continuité du service, une convention de gestion a été conclue entre la commune de Martigues et la Métropole pour l'année 2018. Cette convention prendra fin le 31 décembre 2018.

Il convient donc aujourd'hui de formaliser le transfert effectif de la régie de gestion du crématorium de Martigues.

La Métropole, bénéficiaire du transfert de la régie est appelée à succéder à la commune dans l'ensemble de ses droits et obligations et en particulier, dans les actes juridiques ou contrats existants liés à l'exercice de cette compétence.

Dès lors que l'activité de la Régie Gestion du Crématorium de Martigues relèvera au 1er janvier 2019 de la compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence, cette dernière a vocation à devenir l'autorité de rattachement de la dite Régie.

La Régie de Gestion du Crématorium de Martigues, créée par délibération n°06-133 en date du 2 juin 2006 du Conseil Municipal de Martigues, est un établissement public local doté de la seule autonomie financière, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2221-1 à 10, R.2221-1 à 52. Conformément à l'article L1412-1 du CGCT, il est proposé de poursuivre l'exploitation du crématorium, devenu métropolitain, sous la même forme.

Cette régie assurera notamment les missions suivantes :

- L'ensemble des opérations liées à la crémation des personnes décédées de la réception du cercueil à la remise de l'urne à

la famille ou à toute personne mandatée par la famille,

- La crémation des restes des corps exhumés,
- La crémation des déchets et pièces anatomiques humaines à la demande des établissements de santé.

En application de l'article L1413-1 du Code général des collectivités territoriales et de l'article 33 de la loi du 26 janvier 1984, la Commission Consultative des Services Publics Locaux et le Comité Technique ont été consultés pour avis respectivement le 27 novembre et le 23 novembre 2018.

Dans ce cadre, il est proposé d'approuver les nouveaux des statuts de la Régie ci-annexés et de désigner les membres du conseil d'exploitation de la Régie, sur proposition du Président de la Métropole.

En ce qui concerne le mode de fonctionnement de cette régie, celle-ci sera administrée sous l'autorité de la Présidente de la Métropole et du Conseil de Métropole par un Conseil d'Exploitation et un Directeur de la Régie.

Le conseil d'exploitation est composé de 4 membres représentant le conseil de la Métropole dont la durée du mandat des membres du Conseil d'administration ne peut excéder celle du mandat des membres du conseil métropolitain.

Le Conseil de la Métropole est donc appelé à désigner les membres du Conseil d'exploitation.

Il est également proposé de confirmer dans ses fonctions Monsieur Thierry Juarez, directeur de la régie de gestion du crématorium.

Enfin, il est proposé d'adopter le règlement intérieur du crématorium portant sur la description des locaux, définissant le fonctionnement du service, les horaires et les rapports avec les usagers.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix Marseille Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°06-133 du Conseil municipal de Martigues du 2 juin 2006 portant sur la création d'une régie dotée de l'autonomie financière ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'information au Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 6 décembre 2018 ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a compétence pour assurer, en lieu et place des communes membres, la gestion des crématoriums : qu'il y a lieu pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, substituée de plein droit à la Ville de Martigues pour la gestion du crématorium, de définir le mode de gestion de cette activité,
- Qu'il apparait opportun de conserver l'organisation de la régie du Crématorium de Martigues sous forme de régie dotée de l'autonomie financière, cette formule étant celle la plus proche de celle actuellement en vigueur.
- Qu'il appartient au Conseil de Métropole de désigner les membres du conseil d'exploitation ;
- Qu'il convient de désigner, sur proposition de la Présidente de la Métropole, le directeur de la régie ;
- Qu'il convient d'approuver les statuts ci-annexés ;
- Qu'il convient d'approuver le règlement intérieur de la régie du Crématorium de Martigues ;
- Que le gestionnaire du Crématorium est titulaire de l'habilitation n°15-13-113 délivrée par arrêté du Préfet des Bouches-du Rhône pour une durée de 6 ans.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le transfert à la Métropole de la régie dotée de la seule autonomie financière pour la gestion du crématorium de Martigues, sis Chemin du Château Perrin 13500 Martigues.

La Régie du Crématorium assurera la gestion du crématorium ainsi que toutes activités connexes ou complémentaires autorisées par les lois et règlements en vigueur.

Article 2 :

Sont approuvés les statuts de la régie du Crématorium de Martigues, tels qu'annexés à la présente délibération.

Article 3 :

Sont désignés en qualité de membres du Conseil d'exploitation de la Régie, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence :

- Pascal MONTECOT – titulaire
- Gaby CHARROUX - titulaire
- Henri CAMBESSEDES - titulaire
- Eliane ISIDORE - titulaire

La durée du mandat des membres du conseil d'exploitation est équivalente à la durée du mandat du Conseil de Métropole.

Article 4 :

Sur proposition de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Monsieur Thierry Juarez est nommé Directeur de la Régie du Crématorium de Martigues.

Article 5 :

Est approuvé le règlement intérieur du crématorium de Martigues, tel qu'annexé.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 143-4960/18/CM

■ Présentation du rapport d'activité 2017 du délégataire de service public pour la construction et l'exploitation du complexe funéraire d'Aix en Provence MET 18/9127/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par la délibération n°2001.0150 du 15 février 2001 et convention de délégation de service public, la Ville d'Aix-en-Provence a délégué à la Société des Crématoriums de France la construction et

l'exploitation du complexe funéraire d'Aix-en-Provence. Ce contrat avait été conclu initialement pour une durée de trente ans à compter du 1er mars 2001. Par délibération n°DL.2017-559 du 13 décembre 2017, la Ville d'Aix-en-Provence a prolongé, par l'avenant n°1, la durée du contrat de cinq ans et sept mois, soit un terme fixé au 30 septembre 2036.

Conformément à l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution qualitative, technique et financière du service.

L'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales énonce les compétences exercées par la Métropole Aix-Marseille-Provence de plein droit, en lieu et place des communes membres, dont celle relative à la « création, gestion, extension des crématoriums ». La Métropole a ainsi en charge la gestion de quatre crématoriums, à savoir ceux de Saint-Pierre à Marseille, de Martigues, d'Aix-en-Provence et d'Aubagne.

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 relative à la nouvelle organisation de la République (NOTRe).

Conformément à l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerçait les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux EPCI fusionnés, en particulier sur la base des définitions adoptées par ces EPCI lorsque les compétences en cause étaient soumises à déclaration d'intérêt communautaire.

Par ailleurs, le même article précisait que les communes continuaient d'exercer les compétences prévues à l'article L. 5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux EPCI fusionnés jusqu'au 1er janvier 2018 à l'exception de deux compétences.

Ainsi, la compétence « création, gestion, extension des crématoriums » était encore exercée par les communes, notamment par celles d'Aubagne et Aix-en-Provence, au 31 décembre 2017.

A compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce cette compétence sur la totalité du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Ville d'Aix-en-Provence a approuvé un contrat de Délégation de Service public pour la construction et l'exploitation du complexe funéraire d'Aix-en-Provence, celui-ci est entré en vigueur le 1er mars 2001. Ce contrat a été transféré au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'examen du rapport 2017 est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante du délégant qui en prend acte.

D'après les éléments indiqués dans le rapport du délégataire, la Société des Crématoriums de France, portant sur l'exercice 2017 et transmis par la Ville d'Aix-en-Provence, collectivité délégante durant l'année 2017, les services métropolitains ont relevé les éléments suivants.

Il est constaté une hausse de l'activité du crématorium en 2017 avec un nombre total de crémations facturé en augmentation de 16 %, soit 2 386 crémations en 2017 contre 2 057 crémations en 2016.

Le rapport présente également l'activité de la Chambre funéraire et du Parc Mémorial.

Ainsi, le chiffre d'affaires global du complexe funéraire a progressé d'environ 17,5 %. Il représente 1 839 k€ en 2017, alors qu'en 2016, il s'élevait à 1 565 k€. Le total des produits d'exploitation atteint 1 843 k€ en 2017.

Du fait de cette activité plus intense, les charges d'exploitation ont connu une hausse de 19,6 %, soit 1 028 k€ contre 859 k€ en 2016. Ces charges comprennent la redevance à verser au délégant, celle-ci est assise sur les activités de service public et est calculée à partir du chiffre d'affaires de l'exercice. La redevance versée à la collectivité délégante en 2017 représente 93 k€.

Le résultat d'exploitation atteint 815 k€, soit 21 % de plus qu'en 2016 (673 k€).

Le total des produits atteint 1 814 k€ et a augmenté de 18,3 % par rapport à 2016 (1 533 k€).

Le total des charges est en augmentation de 21,5%, soit 1 329 k€ (1 094 k€ en 2016), et comprend le montant d'impôt sur les sociétés acquitté par le délégataire de 242 k€.

En conclusion, le résultat de l'exercice est un bénéfice de 485 k€ en progression de 10,5 % par rapport à l'exercice précédent (439 k€).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n°2001.0150 du Conseil Municipal de la Ville d'Aix-en-Provence du 15 février 2001 approuvant le contrat de délégation de service public pour la construction et l'exploitation du complexe funéraire d'Aix-en-Provence ;
- La délibération n°DL.2017-559 du Conseil Municipal de la Ville d'Aix-en-Provence du 13 décembre 2017 portant approbation de l'avenant n°1 relatif à la prolongation de la durée du contrat de délégation de service public ;
- Le procès-verbal de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.
- La lettre de saisine de la Présidente ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix en date du 29 novembre 2018 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2017 a été remis par la Société des Crématoriums de France.

Délibère

Article 1 :

Est pris acte du rapport annuel du délégataire pour l'année 2017 ci-annexé, remis par la Société des Crématoriums de France, titulaire du contrat de délégation de service public relatif à la construction et l'exploitation du complexe funéraire d'Aix-en-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 144-4961/18/CM

**■ Présentation du rapport d'activités 2017 du Déléataire de Service Public pour la construction et l'exploitation du crématorium d'Aubagne
MET 18/9076/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Ville d'Aubagne a délégué par un contrat de concession la construction et l'exploitation du crématorium d'Aubagne à la Société OGF. Ce contrat a été conclu pour une durée de vingt-sept ans à compter du 17 août 2004.

Conformément à l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution qualitative, technique et financière du service.

L'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales énonce les compétences exercées par la Métropole Aix-Marseille-Provence de plein droit, en lieu et place des communes membres, dont celle relative à la « création, gestion, extension des crématoriums ». La Métropole a ainsi en charge la gestion de quatre crématoriums, à savoir ceux de Saint-Pierre à Marseille, de Martigues, d'Aix-en-Provence et d'Aubagne.

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 relative à la nouvelle organisation de la République (NOTRe).

Conformément à l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerçait les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux EPCI fusionnés, en particulier sur la base des définitions adoptées par ces EPCI lorsque les compétences en cause étaient soumises à déclaration d'intérêt communautaire.

Par ailleurs, le même article précisait que les communes continuaient d'exercer les compétences prévues, à l'article L. 5217-2, qui n'avaient pas été transférées aux EPCI fusionnés jusqu'au 1er janvier 2018 à l'exception de deux compétences.

Ainsi, la compétence « création, gestion, extension des crématoriums » était encore exercée par les communes, notamment par celles d'Aubagne et Aix-en-Provence, au 31 décembre 2017.

A compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce cette compétence sur la totalité du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Ville d'Aubagne a approuvé un contrat de Délégation de Service public pour la construction et l'exploitation du crématorium d'Aubagne, celui-ci est entré en vigueur le 17 août 2004. Ce contrat a été

transféré au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'examen du rapport 2017 est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante du délégant qui en prend acte.

D'après les éléments indiqués dans le rapport du délégataire, OGF, portant sur l'exercice 2017 et transmis par la Ville d'Aubagne, collectivité délégante durant l'année 2017, les services métropolitains ont relevé les éléments suivants.

Il est constaté une hausse de l'activité du crématorium en 2017 avec un nombre total de crémations en augmentation de 10,2%, soit 1 003 crémations en 2017 contre 910 crémations en 2016.

Ainsi, le chiffre d'affaires du crématorium a progressé d'environ 14 %. Il représente 538 k€ en 2017, alors qu'en 2016, il s'élevait à 472 k€.

Du fait de cette activité plus intense, les charges d'exploitation ont connu une hausse de 12,5 %, soit 309 k€ contre 275 k€ en 2016. Ces charges comprennent la redevance d'exploitation constituée d'une part fixe et une part variable calculée à partir du chiffre d'affaires de l'exercice. La redevance versée à la collectivité délégante en 2017 représente 24 k€.

Par ailleurs, des travaux de rénovation effectués au sein du crématorium, à hauteur de 136 k€, ont conduit à une augmentation des dotations aux amortissements. Ces charges s'élèvent en 2017 à 114 k€ contre 102 k€ en 2016.

Le total des charges correspond ainsi à 424 k€ et a augmenté de 12,2 %.

Le résultat d'exploitation atteint 113 k€, soit 20 % de plus qu'en 2016 (94 k€).

Le montant d'impôt sur les sociétés acquitté par le délégataire s'élève à 39k€ et conduit à un résultat d'exercice de 74 k€.

En conclusion, le résultat de l'exercice est un bénéfice en progression de 20 % par rapport à l'exercice précédent (61,9 k€).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence
- La délibération de la Ville d'Aubagne approuvant le contrat de délégation de service public pour la construction et l'exploitation du crématorium de la ville d'Aubagne.
- L'avis de la Commission des Services Publics Locaux du 12 décembre 2018 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en date du 10 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2017 a été remis par la société OGF.

Délibère

Article Unique :

Est pris acte du rapport annuel du délégataire pour l'année 2017 ci-annexé, remis par la société OGF, titulaire du contrat de délégation de service public relatif à la construction et l'exploitation du crématorium de la ville d'Aubagne.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 145-4962/18/CM

■ Réforme de véhicules légers et de véhicules utilitaires de poids inférieur à 3,5 tonnes et de véhicules deux roues
MET 18/9139/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence dispose d'un parc de véhicules légers, de véhicules utilitaires de poids inférieur à 3,5 tonnes et de véhicules deux roues lui permettant d'exercer ses compétences.

Compte tenu de l'ancienneté (au-delà de 7 ans) ou du kilométrage (+ 100 000 km) ou de la faible utilisation de certains véhicules, il est nécessaire de les retirer de l'inventaire et de procéder à leur réforme.

Pour le territoire de Marseille Provence :

24 véhicules feront l'objet d'une vente aux Domaines. Par ailleurs 5 véhicules, compte tenu de leur état, seront repris à la tonne par un ferrailleur, 15 scooters seront repris par le prestataire actuel (Caldentey) dans le cadre du marché (prix argus) et 6 véhicules reconnus économiquement irréparables, après expertise, seront repris par l'assureur actuel, SMACL, (valeur résiduelle du véhicule).

Pour le territoire du Pays d'Aix :

6 véhicules feront l'objet d'une vente aux Domaines.

Pour le territoire d'Istres Ouest Provence :

14 véhicules feront l'objet d'une vente aux Domaines et 2 véhicules compte tenu de leur état seront repris à la tonne par un ferrailleur.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de prononcer la réforme des véhicules légers, véhicules utilitaires de poids inférieur à 3,5 tonnes et des véhicules deux roues dont la liste est jointe, compte

tenu de leur ancienneté, et/ou de leur kilométrage et/ou de leur état d'épave et/ou de leur faible utilisation.

Délibère

Article 1 :

Les véhicules figurant dans le tableau ci-annexé sont à retirer de l'inventaire du patrimoine de la Métropole Aix Marseille-Provence.

Article 2 :

Les recettes correspondantes à ces ventes seront constatées au budget principal de la Métropole Aix-Marseille Provence : sous politique A 110, Fonction 020, chapitre 11, Nature 7788, 6 DPL.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 146-4963/18/CM

**■ Assurances - Indemnisation de tiers victimes de dommages matériels
MET 18/9309/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La responsabilité de la collectivité est susceptible d'être engagée à l'égard des usagers dans le cadre de l'exercice de ses compétences, notamment par suite de défaut d'entretien d'un ouvrage public ou d'un dysfonctionnement du service public, dès lors que le lien de causalité entre le dommage et l'activité de la collectivité est établi.

Le contrat d'assurance souscrit auprès de la compagnie ALLIANZ en matière de responsabilité civile sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence assure la prise en charge de la réparation des dommages matériels dont le coût est supérieur à 30 000 euros. En deçà de ce montant, l'indemnisation des préjudices relève de la collectivité.

Dix dossiers de réclamations dont le montant global s'établit à 14 392.72 euros (Quatorze mille trois cent quatre-vingt-douze euros et soixante-douze centimes) présentent les conditions requises pour une indemnisation des usagers. Ceux-ci acceptent l'indemnisation proposée et renoncent à tout recours contre l'administration. Il s'agit des affaires suivantes :

- M. CERDAN Claude – sinistre du 09 janvier 2014 – montant : 1 550.00 euros,

- M. DERUSSY Claude – sinistre du 22 septembre 2017 – montant : 902.40 euros,
- M. NGUYEN VAN NHAN Mickael – sinistre du 06 octobre 2017 – montant : 1 909.03 euros,
- Mme FILY Marie France – sinistre du 12 décembre 2017 – montant : 5 582.40 euros,
- Mme SAHRAOUI Noura – sinistre du 26 janvier 2018 – montant : 173.00 euros,
- Mme RAFOR Dalila – sinistre du 15 mars 2018 – montant : 1200.00 euros,
- Mme MARTINEZ Céline – sinistre du 15 mars 2018 – montant : 431.78 euros,
- Mme LARROUY Séverine – sinistre du 18 mars 2018 – montant : 294.36 euros,
- M. BLOT Jérémie – sinistre du 06 avril 2018 – montant : 779.20.euros,
- M. BOQUILLON Cédric – sinistre du 04 septembre 2018 – montant : 1 570.55 euros,

L'indemnisation sera versée aux tiers victimes des dommages ou à leur assureur quand il y a subrogation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 portant élection de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Délibère**

Article 1 :

Est approuvée l'indemnisation des tiers visés au rapport ci-dessus, à hauteur de la somme globale de 14 392.72 euros en réparation des dommages matériels engageant la responsabilité de la collectivité, tels que décrits dans l'annexe jointe.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

- **9 907,72 €** pour le budget principal, sous politique A 160 fonction 020 article 65888.
- **6 484,80 €** pour le budget des Ports de plaisance, sous politique A 160 article 6718

Article 3

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer les documents nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 147-4964/18/CM

**■ Approbation de la convention relative à l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au dispositif « TIMO FLOTTE » pour le stationnement des véhicules techniques d'intervention en zone payante
MET 18/8997/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Commune de Marseille a confié à un délégataire de service public la gestion du dispositif du stationnement payant en voirie communale.

Dans le cadre de cette délégation, la commune de Marseille a instauré un dispositif de paiement dématérialisé dénommé « TIMO » qui permet à chaque usager de s'acquitter de sa redevance de stationnement sans se rendre à l'horodateur, en indiquant la durée exacte du stationnement souhaitée.

Le dispositif « TIMO » propose en outre un service d'abonnement baptisé « TIMO FLOTTE » destiné aux organismes qui disposent de flottes de véhicules amenés à stationner régulièrement en zone payante. Ce service offre la possibilité aux organismes adhérents de prépayer des crédits de stationnement, chaque véhicule référencé de la flotte décomptant

ensuite son temps de stationnement de ce crédit prépayé. Chaque gestionnaire d'une flotte peut suivre les consommations des véhicules, référencer ou supprimer des véhicules, ainsi que réalimenter les crédits qu'il affecte à ce service.

Pour les services de la Métropole Aix-Marseille-Provence qui, par nécessité de service, sont amenés à mobiliser des véhicules techniques d'intervention pour circuler et stationner régulièrement dans le centre-ville de Marseille, « TIMO FLOTTE » apparaît comme un outil adapté pour réguler et organiser le pré-paiement des véhicules en zone payante. Le service « TIMO FLOTTE » n'ouvre droit à aucune forme de réduction de la redevance de stationnement applicable à tout usager.

C'est à cet effet qu'il est soumis à notre approbation la convention d'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au service « TIMO FLOTTE », fixant les modalités de versement des prépaiements de stationnement en voirie des véhicules techniques d'intervention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée, relative aux modalités d'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au service « TIMO FLOTTE » pour le prépaiement de la redevance de stationnement payant en voirie des véhicules techniques d'intervention.

Article 2 :

La Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer tout acte et à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 3 :

Les dépenses correspondantes seront imputées sur les crédits inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 148-4965/18/CM

**■ Election des membres de la Commission Concession
MET 18/8295/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à l'article 5 de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 un contrat de concession est un contrat conclu par écrit par une personne morale de droit public en vue de confier l'exécution de travaux ou la gestion d'un service à un ou plusieurs opérateurs économiques, à qui est transféré un risque lié à l'exploitation de l'ouvrage ou du service, en contrepartie soit du droit d'exploiter l'ouvrage ou le service qui fait l'objet du contrat, soit de ce droit assorti d'un prix.

Les contrats de concession sont passés dans le respect des règles procédurales telles que prévues par l'ordonnance précitée et le décret n°2016-86 du 1^{er} février 2016.

Conformément à l'article L.1410-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), lequel opère plusieurs renvois législatifs, notamment à l'article L.1411-5 du même Code, une commission, dénommée « Commission Concession » doit être créée.

Celle-ci, aura pour mission d'ouvrir les plis contenant les candidatures ou les offres, de dresser la liste des candidats admis à présenter une offre et ce, après examen de leurs garanties professionnelles et financières, de leur respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés et de leur aptitude à assurer la continuité du service public et d'analyser les offres des soumissionnaires. Au vu de l'avis de cette commission, la Présidente de la Métropole ou son représentant si celui-ci a été investi d'une délégation de fonction et de signature en la matière, pourra engager des négociations avec un ou plusieurs soumissionnaires.

La Présidente de la Métropole saisira le Conseil de la Métropole du choix de l'entreprise auquel la Commission « Concession » aura procédé. Afin que l'assemblée délibérante puisse se prononcer, la Présidente de la Métropole ou son représentant lui transmettra le rapport de la commission « Concession » présentant notamment la liste des entreprises admises à présenter une offre et l'analyse des propositions de celles-ci ainsi que les motifs du choix de la candidate et l'économie générale du contrat.

Conformément au II a) de l'article L.1411-5 du CGCT, la Commission « Concession » est composée de la Présidente de la Métropole ou son représentant et de cinq membres élus au sein du Conseil de la Métropole au scrutin de liste suivant le système de la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel. Il est procédé selon les mêmes modalités à l'élection en nombre égal à celui des membres titulaires.

Il est rappelé que, conformément à l'article D.1411-5 du CGCT, le Conseil de la Métropole a par délibération N°FAG 073-4529/18/CM du 18 octobre 2018, fixé au préalable, les conditions de dépôt des listes.

3 listes ont été déposées. Elles sont composées comme suit :

Liste 1 :

Membres titulaires :

Monsieur Philippe Grange
Monsieur Maurice Chazeau
Monsieur Jean-David Ciot
Monsieur Michel Azoulay
Monsieur René Baccino

Membres suppléants :

Monsieur Patrick Ghigonetto
Monsieur Joel Mancel
Madame Martine Renaud
Monsieur Jérôme Orgeas
Monsieur Olivier Guirou

Liste 2 :

Membres titulaires :

Madame Jeanne Marti
Monsieur Jacques Besnaïnou
Madame Jocelyne Trani
Monsieur Marcel Maunier
Madame Sandra Duguet

Membres suppléants :

Monsieur Bernard Marandat
Madame Sandrine D'Angio
Monsieur Yves Beauval
Madame Maryvonne Ribière
Monsieur Loïc Barat

Liste 3 :

Membre titulaire :

Monsieur Christian Pellicani

Membre suppléant :

Monsieur Eric Scotto

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- Le décret n°2016-86 du 1^{er} février 2016 relatif aux contrats de concession ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°FAG 073-4529/18/CM du 18 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'élection en qualité de membres titulaires de la Commission « Concession » de :

Monsieur Philippe Grange
Monsieur Maurice Chazeau
Monsieur Jean-David Ciot
Monsieur Michel Azoulay
Madame Jeanne Marti

Et, en qualité de membres suppléants de :

Monsieur Patrick Ghigonetto
Monsieur Joel Mancel
Madame Martine Renaud
Monsieur Jérôme Orgeas
Monsieur Bernard Marandat

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est autorisée à signer la présente délibération.

Résultat :

Présents : 160
Représentés : 50
Suffrages exprimés : 185

Liste 1 : 154
Liste 2 : 18
Liste 3 : 13

Abstention : 18
N'ont pas pris part au vote : 1
Vote blanc : 6

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 149-4966/18/CM

■ Adhésion au Club de la sécurité de l'information français et paiement de la cotisation 2019 MET 18/9271/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La sécurité informatique est un enjeu majeur pour notre collectivité avec la montée en puissance de l'interconnexion des réseaux et de l'ouverture des systèmes d'information.

Le CLUSIF, Club de la sécurité de l'information français, est un club professionnel constitué en association indépendante (Association Loi 1901). Ouvert à toutes les entreprises et collectivités, ce club rassemble des Offreurs et des Utilisateurs issus de tous les secteurs de l'économie.

L'objectif principal du CLUSIF est de favoriser les échanges d'idées et de retours d'expériences au travers de groupes de travail, de publications et de conférences thématiques.

Les sujets abordés, en relation avec la sécurité de l'information, varient en fonction de l'actualité et des besoins des membres de l'association.

Le CLUSIF a pour finalité d'agir pour la sécurité de l'information, facteur de pérennité des entreprises et des collectivités locales. L'enjeu actuel est donc de contrôler l'exposition au risque général, et au risque associé au système d'information en particulier.

Le CLUSIF propose à ses adhérents d'accéder, d'échanger et de partager des informations avec des experts reconnus dans le domaine de la sécurité informatique. Des groupes de travail réunissent mensuellement des utilisateurs et des offreurs autour des problématiques de gestion des données. Outre les échanges d'idées et le transfert de compétences, la finalité de ces groupes est la rédaction puis la publication de documents de type recommandation, méthodologie ou état de l'art.

L'adhésion au Club de la sécurité de l'information français, permettra à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de bénéficier d'un appui professionnel et d'aides conséquentes afin d'assurer une veille sur les enjeux relatifs à la sécurité des systèmes d'information et de favoriser les échanges pour faciliter l'information et la sensibilisation aux usagers.

Le montant de la cotisation 2019 est fixé à 1110 euros, permettant l'accès d'un agent aux groupes de travail et conférences organisés par l'association.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'afin de pouvoir bénéficier à l'accès, au partage et à l'échange d'informations et de connaissances, dans le domaine de la sécurité informatique, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite adhérer au Club de la sécurité de l'information français au titre de l'année 2019 ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au CLUSIF, Club de la sécurité de l'information français, et le paiement de la cotisation 2019 d'un montant de 1 000 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 : Fonction 020 - Nature 6281

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 150-4967/18/CM

■ Adhésion au Club Informatique Provence Méditerranée (CIP) et paiement de la cotisation 2019

MET 18/9275/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Club Informatique Provence Méditerranée (CIP), association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 est le lieu où les décideurs informatiques d'institutions publiques ou entreprises privées peuvent échanger. Le CIP a pour but de favoriser le partage d'informations, de connaissances, de bonnes pratiques et de contacts utiles entre professionnels de l'informatique, décideurs informatique et prestataires ou éditeurs. Il est également un vecteur de communication pour tout prestataire, du fait de sa renommée, aujourd'hui nationale, des événements exceptionnels auxquels il est associé en Région, de son site web très visité, de sa présence sur les réseaux professionnels Viadeo et LinkedIn, de la qualité, de la quantité et de la variété des activités « technologies de l'Information » des membres qui le composent.

Le Club Informatique Provence Méditerranée permet d'échanger toute information technique ou scientifique susceptible de faciliter l'activité professionnelle de ses membres de façon formelle, informelle ou virtuelle. Le CIP organise sur des sujets précis des colloques, des forums réels ou virtuels et des travaux collaboratifs de manière à permettre un véritable partage de connaissances. Il permet des mises en relation. Chaque membre peut avoir accès aux coordonnées d'experts sur un sujet donné, que ce soit dans les mondes scientifique, technique, commercial ou institutionnel.

Dans le cadre du projet de l'agenda numérique, il est nécessaire d'avoir un levier et un point d'entrée dans l'écosystème numérique de territoire. L'adhésion au Club Informatique Provence permettra à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence d'intégrer un réseau de professionnels reconnus en Provence et apporteur d'idées. Il permettra à la Métropole de bénéficier d'un partage d'informations, de connaissances, de bonnes pratiques et de contacts dans le domaine de l'innovation numérique.

Le montant de la cotisation pour l'année 2019 est fixé à 500 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'afin de pouvoir bénéficier du partage d'informations, de connaissances, de bonnes pratiques et de contacts utiles entre professionnels de l'informatique, décideurs informatique et prestataires ou éditeurs dans le domaine des technologies de l'information, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite adhérer au Club Informatique Provence Méditerranée au titre de l'année 2019 ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Club Informatique Provence méditerranée (CIP) et le paiement de la cotisation 2019 d'un montant de 500 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 : Fonction 020 - Nature 6281

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 151-4968/18/CM

■ Désignation des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein d'organismes extérieurs

MET 18/9261/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence est le nouvel organe délibérant qui règle par ses délibérations, les affaires qui relèvent de sa compétence en application du principe de spécialité et d'exclusivité.

Par conséquent, il appartient au Conseil de la Métropole de désigner ses représentants au sein des organismes extérieurs en lieu et place des représentants précédemment désignés par les assemblées délibérantes des six anciens EPCI.

Dans ce cadre, le Conseil de la Métropole a désigné certains de ses représentants lors de ses séances précédentes. Il est proposé aujourd'hui de procéder à de nouvelles désignations au sein d'autres organismes et de modifier certaines d'entre elles conformément au tableau joint en annexe de la présente délibération.

En effet, par délibération n°FAG 100-582/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016, modifiée par délibération n°FAG 075-4531/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a désigné un représentant titulaire et un représentant suppléant au sein du Groupement des Autorités Responsables des Transports. Cependant, suite à une modification des statuts de cette association, la Métropole doit désigner deux représentants titulaires et deux représentants suppléants supplémentaires. Il convient donc de modifier sur ce point la délibération précitée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence est le nouvel organe délibérant qui règle par ses délibérations, les affaires qui relèvent de sa compétence en application du principe de spécialité et d'exclusivité ;
- Qu'il appartient ainsi au Conseil de la Métropole de désigner ses représentants au sein des organismes extérieurs en lieu et place des représentants précédemment désignés par les assemblées délibérantes des six anciens EPCI ;

- Que, dans ce cadre, le Conseil de la Métropole a désigné certains de ses représentants lors de ses séances précédentes ;
- Qu'il convient de procéder à de nouvelles désignations au sein d'autres organismes et de modifier certaines d'entre elles.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les désignations des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein d'organismes extérieurs telles qu'elles figurent dans le tableau joint à la présente.

Article 2 :

Sont abrogées les désignations des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein du Groupement des Autorités Responsables des Transports telles qu'approuvées par la délibération n°FAG 100-582/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 modifiée

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 152-4969/18/CM

■ Délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Abrogation de la délibération n° HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 MET 18/9354/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) autorise le Conseil de la Métropole à déléguer une partie de ses attributions au Bureau et au Président de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à l'exception des compétences ci-après listées :

- 1° Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;
- 2° De l'approbation du compte administratif ;
- 3° Des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15 ;
- 4° Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;

- 5° De l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;
- 6° De la délégation de la gestion d'un service public ;
- 7° Des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.

En application de cet article, par délibération n° HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016, le Conseil de la Métropole a organisé la délégation de compétences au Bureau de la Métropole. De plus, compte tenu de la spécificité des actions foncières et de leur réalité opérationnelle, le Conseil de la Métropole, lors de sa séance du 30 juin 2016, par délibération n° URB 002-617/16/CM, a précisé et complété cette délégation afin d'optimiser et de sécuriser au mieux les procédures mises en œuvre dans le cadre de cette mission.

Aujourd'hui, le Conseil de la Métropole est invité à se prononcer à nouveau sur les délégations de compétences au Bureau de la Métropole dans la limite de celles accordées au Président de la Métropole par délibérations n° HN 010-12/16/CM du 17 mars 2016 et n° URB 002-617/16/CM précitée, lesquelles sont maintenues.

Il convient de préciser que toute question n'ayant pas fait l'objet expressément d'une délégation au Bureau ou au Président de la Métropole relèvera de la compétence du Conseil de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 010-12/16/CM du 17 mars 2016 relative aux délégations du conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 056-187/16/CM relative à la délégation de compétences du Conseil de Métropole au Conseil de territoire Marseille Provence du 28 avril 2016 ;
- La délibération HN 108-239/16/CM relative à la délégation de compétences du Conseil de

Métropole au Conseil de territoire du Pays salonnais du 28 avril 2016 ;

- La délibération HN 129-260/16/CM relative à la délégation de compétences du Conseil de Métropole au Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 28 avril 2016 ;
- La délibération HN 143-274/16/CM relative à la délégation de compétences du Conseil de Métropole au Conseil de territoire Istres Ouest Provence du 28 avril 2016 ;
- La délibération HN 157-288/16/CM relative à la délégation de compétences du Conseil de Métropole au Conseil de territoire du pays de Martigues du 28 avril 2016 ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 relative aux missions foncières – Délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération HN 009-011/16/CM du 16 mars 2016.

Article 2 :

Le Bureau reçoit délégation du Conseil dans les matières suivantes :

1- En matière financière :

- Attribuer des subventions, des participations, aides et concours en faveur des collectivités locales, associations loi 1901 et organismes divers, dans la limite du budget voté ;
- Demander à toute personne morale de droit public ou privé l'attribution de subventions ;
- Procéder aux abondements aux régies personnalisées et attribuer des subventions aux régies dotées de la seule autonomie financière dans la limite du budget voté ;
- Accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
- Approuver les demandes de remise gracieuse de dettes et de dégrèvement sur facture dans la limite des crédits inscrits au budget ;
- Approuver les garanties d'emprunt et leurs avenants dans la limite de l'enveloppe annuelle fixée par le règlement d'octroi des garanties ;
- Approuver la participation financière de la Métropole aux dépenses liées à la défense des ports par le bataillon de marins-pompiers de Marseille dans la limite du budget voté ;

- Approuver la participation au financement d'équipements et approbation des conventions avec les communes pour la réalisation d'opérations dans le cadre du budget voté ;
- Création, affectation et révision d'affectation budgétaires d'opérations ;
- Autoriser le versement de la prime de performance épuratoire dans la limite du budget voté ;
- Approuver la campagne annuelle de lutte contre les moustiques dans la limite du budget voté.

2- Pour les contrats autres que ceux relevant de la commande publique :

- Constituer des groupements de commande ;
- Approuver l'ensemble des contrats, conventions, partenariats, chartes et leur(s) avenant(s) dès lors qu'ils ne relèvent pas de la catégorie des marchés publics et des délégations de services publics ;
- Approuver les protocoles transactionnels ;
- Approuver les délégations de maîtrise d'ouvrage.

3- En matière de ressources humaines :

- Approuver les Schémas directeurs d'organisation des services ;
- Approuver le tableau des effectifs et mise à jour, créations, ajustement et modifications des postes dans le cadre des besoins des services et du mouvement de personnel ;
- Suppression de postes budgétaires ;
- Ajuster la nomenclature d'emplois budgétaires dans la limite des crédits ouverts au budget métropolitain ;
- Convention de mise à disposition de personnel à titre gratuit et information des mises à disposition de personnel à titre onéreux ;
- Approuver les modalités de transfert de personnel et tout document y afférent ;
- Approuver les actes et conventions liés à la restauration collective et aux tickets restaurants ;
- Approuver les dispositifs RH : accueil de stagiaires étudiants ou en période de formation en milieu professionnel, emplois d'avenir, service civique, convention Industrielle de Formation pour la recherche (CIFRE) ;
- Dispositif de recrutement par la voie de l'apprentissage ou de l'alternance, de l'intérim ;
- Approuver le règlement de formation métropolitain, le plan de formation métropolitain et ses modifications ;
- Approuver les critères de classement des agents promouvables à un avancement de grade ou une promotion interne ;
- Définir les taux de promotion pour les avancements de grades des agents métropolitains ;
- Modalités de mise en œuvre du Compte personnel de formation ;
- Approuver les tarifs des séjours applicables aux agents, retraités et ayants-droit de la Métropole Aix Marseille Provence ;
- Autorisation de recrutement et fixation de la rémunération d'intervenants vacataires ;
- Régimes des astreintes et permanences au sein de la Métropole.

4- Pour la participation à des organismes divers :

- Autoriser l'adhésion de la Métropole aux associations dont elle est membre et à divers organismes, les renouvellements d'adhésion et versement des cotisations afférentes ;
- Désigner les représentants de la Métropole appelés à siéger au sein de divers organismes ;
- Créer des régies et désigner ses directeurs ;
- Modifier les statuts de régies ;
- Composition des Comités de Pilotage (COPIL) ;
- Adhérer aux démarches de labellisation.

5- En matière d'indemnisation :

- Octroyer les indemnisations aux tiers victimes de dommages ;
- Régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules métropolitains dans la limite de 7600 euros ;
- Création et modification des commissions d'indemnisation amiable de la Métropole ainsi que de leurs modalités de fonctionnement.

6- En matière de patrimoine immobilier et mobilier :

- Conclure tous baux à construction et emphytéotiques et leur(s) avenant(s) à l'exception de ceux non détachables des conventions de délégation de service public ;
- Conclure en qualité de bailleur ou de preneur, toute promesse de bail, tout bail, toute convention d'occupation, de la mise à disposition du domaine public ou du domaine privé et l'(les) avenant(s) correspondant(s) dont la durée est supérieure à 12 ans et, approuver les conditions de rémunération des intermédiaires ;
- Acquérir et céder à titre gratuit ou onéreux, tous biens meubles et immeubles et droits immobiliers, constituer et accepter toute servitude à cet effet et conclure tous actes nécessaires ;
- Fixer les indemnités allouées en cas d'expropriation d'immeubles ou de droits réels immobiliers, d'un montant supérieur à 90 000 euros et inférieur ou égal à 1 500 000 euros ;
- Autoriser les démolitions d'ouvrage, propriétés de la Métropole, et lancement des procédures administratives nécessaires afférentes ;
- Désigner un notaire pour dresser un acte ou procéder à un enregistrement à la Conservation des hypothèques, en dehors des cas usuels ;
- Réforme d'engins, poids lourds, véhicules légers et utilitaires, deux roues et tout équipement de la Métropole ;
- Vente aux enchères des biens mobiliers de la Métropole ;
- Désaffectation et/ou déclassement d'emprise foncière appartenant à la Métropole ;
- Approuver les désaffectations et/ou déclassements du domaine public ;
- Approuver les PV de transfert des biens.

7- En matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire :

- Fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;
- Prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la Métropole ;
- En matière de concertation et/ou d'enquête publique, prendre toutes mesures relatives à la préparation et aux demandes d'ouvertures d'enquêtes publiques dès lors qu'elles ne relèvent pas de la compétence du président en vertu d'un texte particulier, approuver le cas échéant les dossiers d'enquête publique, qui en découlent, se prononcer par une déclaration de projet, sur l'intérêt général d'une action ou d'une opération d'aménagement ;
- Exercer, au nom de la Métropole, le droit d'expropriation pour cause d'utilité publique prévu au troisième alinéa de l'article L. 151-37 du code rural et de la pêche maritime en vue de l'exécution des travaux nécessaires à la constitution d'aires intermédiaires de stockage de bois dans les zones de montagne ;
- Remise d'ouvrages ;
- Approuver les bilans de clôture d'opération et quitus ;
- Instaurer des périmètres d'études ;
- Constater les constructions ;
- Candidater aux appels à projets ;
- Approuver le lancement de concertation préalable ;
- Participer au financement d'équipements dans le cadre du budget voté ;
- Approuver le programme des équipements publics en ZAC et les modifications de celui-ci ;
- Instaurer des droits de préemption et droits de préemption renforcés ;
- Approuver les conventions PUP « Projet Urbain Partenarial » dans le cadre du budget voté ;
- Demander l'ouverture d'enquête publique et conjointe d'enquête publique préalable à déclaration d'utilité publique et parcellaire pour un projet d'aménagement ;
- Approuver les modalités de concertation publique et le bilan de celle-ci ;
- Approuver les périmètres de sursis à statuer ;
- Approuver la délégation au Président de l'exercice du droit de délaissement d'un bien déterminé ;
- Donner l'avis de la Métropole sur les Équipements publics de Zones d'Aménagement Concerté ;
- Approuver les projets de déclaration d'Utilité Publique ;
- Approuver les conventions conclues avec l'Etablissement Public Foncier et la SAFER.

8- En matière de Programme Local de l'Habitat :

- Constater les constructions réalisées au sein de programme de logements collectifs ;
- Attribuer les aides directes pour le logement social ;
- Approuver le bilan annuel des délégations des aides à la pierre des Territoires.

9- Pour les CRAC et demandes de communication auprès d'organismes divers :

- Approuver les Comptes rendus d'activité annuels ou rapports annuels des délégataires de service public ;
- Approuver les comptes rendus annuels de concession d'aménagement et de Zones d'Aménagement Concerté ;
- Approuver les demandes de communication de données diverses auprès des partenaires de la Métropole (DREAL, ANAH, DDTM, opérateurs de télécommunications, opérateurs d'énergie, CCI, Chambre d'Agriculture, Agences d'urbanisme, de logement, etc.).

Article 3 :

L'exercice effectif de chaque compétence déléguée au Bureau devra faire l'objet d'un compte rendu à l'organe délibérant à l'occasion de chaque réunion de cet organe.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 153-4970/18/CM

■ Définition, durée et organisation du temps de travail des agents de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Fonctions assujetties à des sujétions particulières MET 18/8505/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° FAG 075-4127/18/CM du 28 juin 2018, le conseil métropolitain a harmonisé le temps de travail de l'ensemble des agents métropolitains non soumis à sujétions particulières.

Dans ce cadre, l'ensemble des agents métropolitains non soumis à sujétions particulières sont soumis, à compter du 1er janvier 2019, à l'obligation de durée annuelle légale de travail de 1607 heures. La présente délibération a pour objet de définir les agents soumis à sujétions particulières qui bénéficieront alors d'un régime dérogatoire à la durée annuelle légale de 1607 heures.

La dérogation aux 1607 heures annuelles de travail est prévue par l'article 2 du décret n°2001-623: « L'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement peut, après avis du comité technique compétent, réduire la durée annuelle de travail servant de base au décompte du temps de travail défini au deuxième alinéa de l'article 1er du décret du 25 août 2000 susvisé pour tenir compte de sujétions liées à la nature des missions et à la définition des cycles de travail qui en résultent, et notamment en cas de travail de nuit, de travail le dimanche, de travail en horaires décalés, de travail en équipes, de modulation importante du cycle de travail ou de travaux pénibles ou dangereux. »

Le conseil métropolitain dispose donc d'un pouvoir discrétionnaire pour définir les sujétions permettant aux agents de bénéficier d'une durée annuelle dérogatoire à la durée annuelle légale de travail de 1607 heures.

A cet égard, il est décidé que les travaux pénibles ou dangereux, seront les sujétions applicables prises en compte permettant aux agents métropolitains de bénéficier de la dérogation prévue à l'article 2 du décret n°2001-623. Les contraintes relatives au travail en horaires décalés, de modulation importante du cycle de travail seront intégrées dans la notion de pénibilité.

Ainsi les agents soumis aux sujétions relatives, aux travaux pénibles ou aux travaux dangereux ne seront pas soumis à la durée annuelle légale de 1607 heures.

Ces deux notions sont définies au sein de cette délibération.

Il sera alors mis en place un régime de bonification horaire pour chaque heure travaillée dans des conditions soumises à ces sujétions particulières.

Un groupe de travail va être mis en place afin de définir le régime de bonification horaire applicable à chaque sujétion particulière, ce régime fera l'objet d'une délibération ultérieure.

Il est proposé de définir les notions de pénibilité, de dangerosité comme suit.

La pénibilité est définie comme relevant des critères suivants :

- Manutentions manuelles de charges lourdes (lever ou porter dans le cadre des fonctions régulières et quotidiennes des charges unitaires de 15 kgs, pousser ou tirer des charges unitaires de 250 kgs) Au moins 600 heures par an.
- Utilisation d'engins vibrants de chantiers
- Travail répétitif caractérisé par la réalisation de travaux impliquant l'exécution de mouvements répétés sollicitant tout ou partie du membre supérieur, à une cadence élevée ou sous cadence contrainte
- Modulation importante des cycles de travail à savoir, alternance de cycle de travail de jour et de cycles de travail de nuit et/ou d'après-midi.
- Repos compensateur quotidien entre 11 et 13 heures
- Manipulation d'éléments biologiques non emballés pouvant générer de fortes odeurs
- Surveillance d'écrans de contrôle

La dangerosité est définie comme relevant des critères suivants :

- Risques liés à la manipulation de produits dangereux

Chaque poste, non identifié au sein de la présente délibération, pouvant invoquer le bénéfice d'un des éléments ci-dessous, sera analysé conjointement par la GPEC, la médecine préventive et le service de prévention au regard du document unique.

Ces postes seraient intégrés à ceux qui peuvent bénéficier d'une bonification de leur durée de travail, si et seulement s'il ressort de cette analyse que le poste répond à l'une de ces précédentes définitions

Au regard de ces éléments, il convient d'identifier les fonctions pouvant invoquer les critères définis précédemment :

Postes exposées à une pénibilité importante :

- Conducteur PL (Bennes- AR- BA)
- Agent de collecte
- Agent de collecte d'encombrants
- Agent de collecte / conducteurs d'engins
- Agent de nettoyage/ conducteurs d'engins
- Agent de nettoyage
- Agent de propreté urbaine dominante collecte
- Agent de propreté urbaine dominante nettoyage
- Agent de propreté urbaine dominante voirie
- Agent de propreté urbaine conducteurs d'engins
- Agent de propreté urbaine spécificité conducteur PL
- Agent d'exploitation sécurité voirie
- Agent de maîtrise sécurité voirie
- Agent de contrôle service tunnels
- Agent d'intervention service tunnels
- Agent de maintenance service tunnels
- Agent d'exploitation voirie publique
- Agent de crémation
- Agent de vidéosurveillance

Les agents soumis à des sujétions particulières, tels que définis dans la présente délibération, et conformément à la délibération n° FAG 075-4127/18/CM du 28 juin 2018 continuent de travailler selon les durées annuelles de travail réduites telles qu'elles ont été adoptées par les assemblées délibérantes des anciens EPCI avant la fusion au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Pour ces postes soumis à sujétions particulières, des groupes de travail vont être mis en place afin d'analyser à la fois les cycles de travail et leurs impacts sur le service public.

L'issue de ce travail permettra l'adoption d'une délibération ultérieure définissant les cycles applicables à chaque poste soumis à sujétions particulières.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires, la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Le décret n° 85-1250 du 26 novembre 1985 relatif aux congés annuels des fonctionnaires territoriaux ;
- Le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;
- Le décret n° 91-298 du 20 mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet ;
- Le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 modifié relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat et dans la magistrature ;
- Le décret 2001-623 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale et notamment son article 2 ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 075-4127/18/CM du 28 juin 2018 portant définition, durée et organisation du temps de travail des agents de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- L'avis du comité technique du 23 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de délibérer sur la définition des notions permettant l'application de l'article 2 du Décret n°2001-623 du 12 juillet 2001;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les deux types de sujétions particulières applicables aux agents métropolitains tels que listés au sein de la présente délibération, à savoir le travail pénible, le travail dangereux.

Article 2 :

Sont approuvées les définitions applicables aux sujétions particulières

Article 3 :

Sont approuvées les identifications des postes pouvant invoquer les sujétions particulières.

Article 4 :

Sont mis en œuvre des groupes de travail à partir de janvier 2019 afin d'analyser à la fois les cycles de travail des agents soumis à sujétions particulières et l'impact de ces cycles sur l'organisation des services publics.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 154-4971/18/CM

■ Approbation du régime indemnitaire RIFSEEP MET 18/8512/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les règles communes en matière de ressources humaines fixées depuis la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1er janvier 2016 reposent sur 3 principes essentiels :

- le respect du cadre légal et réglementaire qui s'impose aux collectivités territoriales,
- l'intégration des contraintes budgétaires de la collectivité,
- la détermination des conditions de traitement équitable entre les agents issus des six anciens EPCI (principe d'équité).

La construction et la mise en œuvre d'un régime indemnitaire métropolitain doivent traduire ces 3 principes en intégrant un objectif de convergence des rémunérations.

Le présent rapport a pour objet l'instauration du régime indemnitaire des agents de la Métropole,

conformément au principe de parité défini par l'article 88 de la loi n° 84-53 du 2- janvier 1984, du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) créée par le décret n°2014-513 du 20 mai 2014.

Ce régime à vocation à s'appliquer à l'ensemble des agents de la métropole pour lesquels les textes sur le RIFSEEP sont déjà parus et qui sont listés à l'annexe 1 du présent rapport.

Les autres cadres d'emplois concernés feront l'objet de délibérations, au fur et à mesure de la parution des textes leur étant applicables.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, et notamment son article 20 ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment ses articles 87,, 111 et 136 ;
- Le décret n°50-1253 du 6 octobre 1950 fixant les taux de rémunération des heures supplémentaires d'enseignement effectuées pour les personnels enseignants des établissements d'enseignement du second degré ;
- Le décret n°68-929 du 24 octobre 1968 relatif à l'attribution de primes de service aux personnels des établissements nationaux de bienfaisance, des hôpitaux psychiatriques autonomes et des instituts nationaux de jeunes sourds et de jeunes aveugles ;
- Le décret n° 70-354 du 21 avril 1970 relatif à l'attribution de primes de service et de rendement aux fonctionnaires de certains corps techniques de catégorie A ou B et de certains statuts d'emplois relevant du ministère chargé de l'agriculture ;
- Le décret n°73-964 du 11 octobre 1973 relatif à l'indemnité spéciale allouée aux médecins inspecteurs de santé publique et aux médecins contractuels de santé scolaire et l'arrêté du 30 juillet 2008 ;
- Le décret n°91-657 du 15 juillet 1991 portant attribution d'une indemnité de technicité allouée aux médecins inspecteurs de la santé et l'arrêté du 30 juillet 2008 ;

- Le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Le décret n°93-55 du 15 janvier 1993 instituant une indemnité de suivi et d'orientation des élèves en faveur des personnels enseignants du second degré et l'arrêté du même jour ;
- Le décret n°98-1057 du 16 novembre 1998 relatif au régime indemnitaire de certains personnels paramédicaux civils du ministère de la défense et arrêté des 1er août 1990, 27 mai 2005, 1er août 2006 et 6 octobre 2010 ;
- Le décret n° 2002-63 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des services déconcentrés et l'arrêté du 12 mai 2014 ;
- Le décret n° 2002-1443 du 9 décembre 2002 relatif à l'indemnité forfaitaire représentative de sujétions et de travaux supplémentaires attribuée aux fonctionnaires des corps de conseillers techniques d'éducation spécialisée et éducateurs spécialisés des instituts nationaux de jeunes sourds et de l'Institut national des jeunes aveugles et l'arrêté du même jour ;
- Le décret n°2003-799 du 25 août 2003 relatif à l'indemnité spécifique de service allouée aux ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts et aux fonctionnaires des corps techniques de l'équipement et l'arrêté ministériel du même jour ;
- Le décret n°2004-1055 du 1er octobre 2004 portant attribution d'une indemnité de sujétions aux conseillers d'éducation populaire et de jeunesse relevant du ministère de la jeunesse, des sports et de la vie associative et arrêté du 30 décembre 2016 ;
- Le décret n°2006-1335 du 3 novembre 2006 relatif à l'indemnité de risques et de sujétions spéciales et l'arrêté ministériel du 11 avril 2013 fixant la liste des bénéficiaires et les montants de l'indemnité de risques et de sujétions spéciales attribuée à certains personnels de la protection judiciaire de la jeunesse ;
- Le décret n° 2009-1558 du 15 décembre 2009 relatif à la prime de service et de rendement allouée à certains fonctionnaires relevant du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat et l'arrêté ministériel du même jour ;
- Le décret n° 2010-1705 du 30 décembre 2010 relatif à l'indemnité de performance et de fonctions allouée aux ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts et l'arrêté ministériel du même jour ;
- Le décret n° 2012-933 du 1er août 2012 relatif à l'indemnité de fonctions, de responsabilités et de résultats des personnels de direction des établissements d'enseignement ou de formation relevant du ministère chargé de l'éducation nationale
- Le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création du RIFSEEP dans la Fonction Publique d'Etat ;
- Le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux ;
- Le décret n° 2015-661 du 10 juin 2015 modifiant le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;
- Les différents arrêtés fixant les plafonds du RIFSEEP applicables aux corps d'emplois de référence à l'Etat pris en application du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 ;
- L'arrêté du 20 mai 2014 pris pour l'application aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;
- L'arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application aux corps des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;
- L'arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;
- L'arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

- L'arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps des assistants de service social des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;
- L'arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps des conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat ainsi qu'à l'emploi de conseiller pour l'action sociale des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;
- L'arrêté du 29 juin 2015 pris pour l'application au corps des administrateurs civils des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;
- L'arrêté du 17 décembre 2015 pris pour l'application aux membres du corps des attachés d'administrations de l'Etat relevant du ministre de l'intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;
- L'arrêté du 17 décembre 2015 pris pour l'application au corps des secrétaires administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;
- L'arrêté du 17 décembre 2015 pris pour l'application aux membres du corps des assistants de service social des administrations de l'Etat rattachés au ministre de l'intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;
- L'arrêté du 18 décembre 2015 pris pour l'application au corps des adjoints administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;
- L'arrêté du 22 décembre 2015 portant application au corps des conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat ainsi qu'à l'emploi de conseiller pour l'action sociale des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;
- L'arrêté ministériel du 27 décembre 2016 pris en application de l'article 7 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;
- L'arrêté ministériel du 30 décembre 2016 pris pour l'application au corps des adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;
- L'arrêté du 16 juin 2017 pris pour l'application aux corps des adjoints techniques de l'intérieur et de l'outre-mer et des adjoints techniques de la police nationale des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;
- L'arrêté du 7 décembre 2017 pris pour l'application au corps des conservateurs du patrimoine relevant du ministère de la culture et de la communication des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;
- L'arrêté du 14 mai 2018 pris pour l'application des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat aux corps des conservateurs généraux des bibliothèques, des conservateurs des bibliothèques, des bibliothécaires, des bibliothécaires assistants spécialisés et des magasiniers des bibliothèques ;

- L'arrêté du 13 juillet 2018 portant application au corps des médecins inspecteurs de santé publique des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;
- La circulaire NOR RDFF1427139C du 5 décembre 2014 et la circulaire DGCL/DGFIP du 3 avril 2017 précisant les modalités de mise en œuvre du RIFSEEP
- La délibération n° FAG 088-3107/17/CM du 14 décembre 2017 relative au régime indemnitaire transitoire applicable aux agents métropolitains accueillis dans le cadre des transferts de compétences ou tout agent affectés sur un poste défini à l'organe métropolitain, recruté en externe ou par voie de mobilité interne ;
- L'avis du comité technique du 23 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- que la fusion des 6 intercommunalités nécessite de définir des règles communes d'attribution des indemnités applicables aux agents métropolitains ;
- qu'il y a lieu d'appliquer le Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (R.I.F.S.E.E.P.) au niveau métropolitain.

Délibère

Article 1 : Les bénéficiaires du RIFSEEP

Le RIFSEEP (IFSE et CIA) est attribué aux agents stagiaires et titulaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel (au prorata de leur temps de travail).

Il pourra être également appliqué aux agents contractuels de droit public de la collectivité.

Article 2 : La Composition du RIFSEEP

Le RIFSEEP se compose :

- D'une part obligatoire ; l'indemnité de fonction, de sujétion et d'expertise (IFSE) liées aux fonctions exercées par l'agent.

- D'une part facultative ; le complément indemnitaire annuel (CIA) liée à la manière de servir de l'agent.

Article 3 : Les modalités d'attribution de l'IFSE

Il est instauré au profit des cadres d'emplois visés dans le présent rapport, une indemnité de fonctions et de sujétions et d'expertise (IFSE) ayant vocation à reconnaître l'ensemble du parcours professionnel de l'agent.

Cette part IFSE peut varier selon le niveau de responsabilités, le niveau de technicité ou les sujétions auxquelles les agents sont soumis dans l'exercice de leurs missions.

La DGA RH a mis en œuvre une classification des postes métropolitaines afin de valoriser à la fois les fonctions de management et reconnaître les expertises nécessaires à chaque poste.

Des groupes de fonction ont ainsi été déterminés en s'appuyant sur les 3 critères professionnels définis par le décret susvisé :

- Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception ;
- Technicités, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions ;
- Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

Ainsi, chaque poste est rattaché à une fonction, elle-même rattachée à un groupe de fonction.

Chaque fonction permet ainsi de déterminer le montant socle attribué à l'agent.

Ce montant est appelé « RI fonction ».

L'attribution individuelle du régime indemnitaire est de la responsabilité du Président. Il en est de même de la modulation des montants, rendue nécessaire par la prise en considération de la situation de chaque agent.

Cette modulation se fait dans le respect des montants plafonds prévus pour chaque cadres d'emplois de référence retenu par l'Assemblée délibérante, en application des textes visés en préambule à la présente délibération.

L'attribution individuelle du régime indemnitaire pourra donc être modulée en fonction des critères suivants :

1. Expériences professionnelles antérieures dans le privé et le public.
2. Nombre d'années d'expérience sur le poste et démonstration de l'expérience acquise.
3. Nombre d'années d'expérience dans le domaine d'activités.

4. Capacité de transmission des savoirs et des compétences.
5. Parcours de formation suivi, diplômes.
6. Approfondissement des savoirs techniques et de leur utilisation.
7. Approfondissement de la connaissance de l'environnement de travail et des procédures telles que la connaissance des risques, la maîtrise des circuits de décision.
8. Gestion d'un événement exceptionnel permettant d'acquérir une nouvelle expérience ou d'approfondir les acquis, par exemple la participation à un projet sensible et/ou stratégique induisant une exposition renforcée et prolongée pouvant être complétée à des sujétions particulières.

Article 4 : Les conditions de versement de l'IFSE

Le montant individuel attribué au titre de l'IFSE sera défini par l'autorité territoriale, par voie d'arrêté individuel, dans la limite des conditions prévues par le présent rapport.

En ce qui concerne l'IFSE relatif à la fonction exercée par l'agent appelé « RI fonction », le versement sera mensuel conformément au montant socle défini par la collectivité.

En ce qui concerne l'IFSE relatif à une possible attribution individuelle au regard des critères listés précédemment et en complément du « RI fonction », celui-ci pourra être versé mensuellement/semestriellement/annuellement.

L'article 6 du décret n°2014-513 garantit aux agents, le montant indemnitaire mensuel qu'ils percevaient avant le déploiement du RIFSEEP.

Lors de la mise en œuvre initiale du RIFSEEP, la collectivité s'engage au maintien, à situation constante, dans l'IFSE du régime indemnitaire global annuel versé à tous les agents au titre de l'année 2018.

Le montant de l'IFSE fera l'objet d'un réexamen :

- En cas de changement d'emploi ou de fonctions ;
- Tous les 4 ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience professionnelle acquise par l'agent ;
- En cas de changement de cadre d'emplois, suite à une promotion ou à la réussite à un concours ;

Le principe de réexamen du montant de l'IFSE n'implique pas une revalorisation automatique.

Par ailleurs, la collectivité pourra attribuer les majorations de l'IFSE pour tenir compte des sujétions particulières liées à l'exercice des missions dans des

zones spécifiques ou des contraintes professionnelles particulières.

L'attribution individuelle se fera dans la limite des plafonds réglementaires prévus pour les corps de référence de L'Etat.

Les agents disposant d'un logement pour nécessité absolue de service bénéficient de plafonds minorés.

Article 5 : La modulation de l'IFSE du fait des absences

En cas de congé maladie ordinaire, l'IFSE suivra la situation du traitement brut indiciaire.

Dans les autres cas, l'IFSE est maintenue intégralement (Congés de longue maladie, de longue durée, de grave maladie, pour maladie professionnelle, accident de service/accident du travail, congés annuels, congés de maternité ou pour adoption, congé paternité, ...)

Article 6 : Les conditions de cumul

Le régime indemnitaire ainsi mis en place est, par principe, exclusif de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir. En l'état actuel des choses, le RIFSEEP ne peut se cumuler avec :

- La prime de fonction et de résultats (P.F.R.),
- L'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (I.F.T.S.),
- L'indemnité forfaitaire représentative de sujétions et de travaux supplémentaires (I.F.R.S.T.S.),
- L'indemnité d'administration et de technicité (I.A.T.),
- L'indemnité d'exercice de missions des préfectures (I.E.M.P.),
- La prime de service et de rendement (P.S.R.),
- L'indemnité spécifique de service (I.S.S.),
- La prime de fonction informatique,
- L'indemnité pour travaux dangereux, incommodes, salissants et insalubres.

Seront maintenus à titre individuel sous réserve de continuer à justifier les fonctions y ouvrant droit actuellement, les montants perçus à titre individuel pour l'année 2018 correspondant à la prime informatique et aux indemnités pour travaux dangereux insalubres et salissants conformément aux dispositions de l'article 88 de la loi n°84-53.

Le RIFSEEP pourra, en revanche, être cumulé avec :

- l'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (exemple des frais de déplacement)

Les indemnités différentielles complétant le traitement indiciaire et la GIPA

Les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes et permanences...)

L'indemnité pour travail dominical, de nuit et de jour férié

La prime de responsabilité versée aux agents détachés sur emplois fonctionnel,
L'indemnité de responsabilité des régisseurs,
L'indemnité mensuelle dégressive.

Ces listes ne sont pas exhaustives. Elles sont susceptibles d'être modifiées et/ou complétées par l'autorité territoriale, du fait notamment des évolutions législatives et réglementaires.

Article 7 : Mise en œuvre du CIA : détermination des fonctions par groupes de fonctions

Il est instauré au bénéfice des agents un complément indemnitaire annuel (CIA) tenant compte de l'engagement et de la manière de servir.

Le versement de ce complément indemnitaire est facultatif.

Son versement est laissé à l'appréciation de l'autorité territoriale et fera l'objet d'un arrêté individuel notifié à l'agent.

La périodicité du versement pourra être annuelle, semestrielle, trimestrielle ou mensuelle. Le montant individuel du CIA peut varier entre 0% et 100% du montant maximum prévu pour les corps de référence de l'Etat. Il n'est pas automatiquement reconductible d'une année sur l'autre.

L'engagement professionnel et la manière de servir des agents seront pris en compte pour l'attribution du CIA et appréciés en lien avec l'entretien professionnel.

Il pourra être attribué aux agents relevant des cadres d'emplois énumérés dans le tableau annexé au présent rapport (annexe 1), dans la limite des plafonds fixés réglementairement, eu égard au groupe de fonctions dont ils relèvent au titre de l'IFSE.

Article 7bis : Modulation annuelle du régime indemnitaire

Sans création d'une prime nouvelle et en respect des plafonds délibérés pour chaque cadre d'emplois, il est instauré une thésaurisation annuelle de l'IFSE appelée « modulation annuelle du régime indemnitaire ».

Cette modulation du régime indemnitaire sera versée en novembre pour un montant global de 1560€ pour un temps complet exercée à temps plein.

Ce versement se fera proportionnellement au regard à la fois de la quotité de temps du poste de travail et du temps exercé par l'agent.

La pondération du régime indemnitaire sera pleinement appliquée conformément à l'article 5.

Article 8 : Les délais de mise en œuvre

Le présent rapport prendra effet au 1^{er} janvier 2019.

Il abroge, au fur et à mesure de l'application du RIFSEEP aux agents concernés, l'ensemble des primes de même nature liées aux fonctions et à la manière de servir mises en place antérieurement au sein de la collectivité, à l'exception de celles visées par le présent rapport comme étant cumulable avec le RIFSEEP.

Dans l'attente, les montants plafonds des cadres d'emplois non soumis au RIFSEEP sont ceux définis dans le cadre de la délibération n° FAG 088-3107/17/CM dite « RI transitoire ». Les règles de modulation du régime indemnitaire du fait des absences s'appliquent quel que soit le cadre d'emplois, conformément à l'article 5.

Article 9 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 et suivants de la Métropole - Chapitre 012.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 155-4972/18/CM

■ Définition, durée et organisation du temps de travail des agents de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Définition des cycles de travail spécifiques pour certains postes au regard des nécessités de service MET 18/8506/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° FAG 075-4127/18/CM du 28 juin 2018, le Conseil de la Métropole a harmonisé le temps de travail de l'ensemble des agents métropolitains non soumis à sujétions particulières.

L'ensemble des agents métropolitains sont soumis, à compter du 1^{er} janvier 2019, à l'obligation de durée annuelle légale de travail de 1607 heures, dans ce cadre, la délibération n° FAG 075-4127/18/CM du 28 juin 2018 définit l'organisation des cycles de travail.

Or, certains agents, soumis aux 1607 heures, dépendent de cycles de travail spécifiques en raison de nécessités de service ne leur permettant pas de bénéficier des plages horaires fixes et variables telles

que définies au sein de la délibération n° FAG 075-4127/18/CM du 28 juin 2018. Il est donc nécessaire de compléter la délibération afin de traiter de la situation de ces agents soumis aux 1607 heures annuelles mais disposant d'une organisation de cycle de travail spécifique.

Il est défini pour les postes suivants (classés par territoires) des cycles spécifiques pour lesquels le choix des formules de cycle de travail sera contraint en raison des nécessités de service.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Le décret n° 85-1250 du 26 novembre 1985 relatif aux congés annuels des fonctionnaires territoriaux ;
- Le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;
- Le décret n° 91-298 du 20 mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet ;
- Le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 modifié relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat et dans la magistrature ;
- Le décret 2001-623 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 075-4127/18/CM du 28 juin 2018 portant définition, durée et organisation du temps de travail des agents de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- L'avis du comité technique du 23 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de compléter la délibération n° FAG 075-4127/18/CM du 28 juin 2018, afin de traiter de la situation de ces agents soumis aux 1607 heures annuelles mais disposant d'une organisation de cycle de travail spécifique pour certains postes au regard des nécessités de service ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les cycles de travail spécifiques définis au sein de la présente délibération et tels qu'ils sont présentés dans l'annexe.

Article 2 :

Les cycles de travail ainsi définis entreront en vigueur à compter du 1er janvier 2019.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 156-4973/18/CM

■ Création d'emplois permanents, définition d'emplois permanents et création d'emplois non permanents pour accroissement temporaires d'activité
MET 18/9315/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Pour assurer l'adéquation des postes avec les besoins de fonctionnement de l'établissement notamment suite aux transferts d'effectifs, et permettre d'intégrer les compétences professionnelles nécessaires au bon fonctionnement des services métropolitains.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment le paragraphe XIII de son article 133 ;
- Le décret n°87-1099 du 30 décembre 1987 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux ;
- Le décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 modifié portant échelonnement indiciaire applicable aux attachés territoriaux ;
- La délibération FAG 001-30/06/16 CM du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°87-1097 du 30 décembre 1987 portant statut particulier du cadre d'emploi des administrateurs territoriaux ;
- Le décret n°87-1098 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire applicable aux administrateurs territoriaux ;
- Le décret n°2016-201 du 26 février 2016 portant statut particulier du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux ;
- Le décret n°2016-203 du 26 février 2016 portant échelonnement indiciaire applicable aux ingénieurs territoriaux ;
- Le décret n°88-145 du 15 février 1988, pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;
- Le décret n°2006-1690 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emploi des adjoints administratifs territoriaux ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2016-201 du 26 février 2016 portant statut particulier du cadre d'emploi des ingénieurs territoriaux ;
- Le décret n°2016-203 du 26 février 2016 portant échelonnement indiciaire applicable aux ingénieurs territoriaux ;
- Le décret n°2016-200 du 26 février 2016 portant statut particulier du cadre d'emploi des ingénieurs en chef territoriaux ;
- Le décret n°2016-202 du 26 février 2016 portant échelonnement indiciaire applicable aux ingénieurs en chef territoriaux ;

- Le décret n°2016-200 du 26 février 2016 portant statut particulier du cadre d'emploi des ingénieurs en chef territoriaux
- Le décret n° 2016-604 du 12 mai 2016 fixant les différentes échelles de rémunération pour les fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Afin de tenir compte des besoins de recrutement nécessaires au fonctionnement des services, est approuvée la définition de poste, sur emploi permanent à temps complet.

Il est précisé qu'en l'absence de candidatures de fonctionnaires correspondant aux profils recherchés, les recrutements sur ces postes se feront en application de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

La rémunération de chacun des emplois sera plafonnée par référence au dernier échelon et au régime indemnitaire afférent au grade précisé dans chaque définition de poste.

En conséquence, il est proposé d'approuver la définition d'emploi comme suit :

Description des missions et compétences attendues pour le poste :

Pour la Direction Générale Adjointe Mobilité, Déplacements, Transports, Espace Public et Voirie à la Direction Renouvellement du Métro :

- Un directeur adjoint renouvellement du métro inscrit à la nomenclature en référence au grade de directeur territorial
Description du poste : assurer le pilotage administratif, juridique et financier du projet et le pilotage de la rédaction des marchés. Assurer l'exécution contractuelle et le suivi financier de l'ensemble des marchés et conventions relatifs au projet.
Profil : concevoir et conduire un projet complexe, rédiger des comptes rendus à sa hiérarchie, capacité de planification. Titulaire d'un diplôme BAC+3.

- Un chef de projet inscrit à la nomenclature en référence au grade d'ingénieur en chef territorial.
Description du poste : Dans le cadre des opérations d'extension du réseau de tramway, piloter les entreprises et sociétés externes ainsi qu'assurer la maîtrise d'ouvrage et la conduite des opérations.
Profil : Concevoir et mettre en œuvre un projet, expertise de la réglementation des transports guidés. Autonomie, rigueur, et sens des responsabilités. Titulaire d'un diplôme BAC+5.

Article 2 :

Afin de tenir compte des besoins de recrutement nécessaires au fonctionnement des services, sont approuvées les créations de postes, sur emplois permanents à temps complet.

Il est précisé qu'en l'absence de candidatures de fonctionnaires correspondant aux profils recherchés, les recrutements sur ces postes se feront en application de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

La rémunération de chacun des emplois sera plafonnée par référence au dernier échelon et au régime indemnitaire afférent au grade précisé dans chaque définition de poste.

En conséquence, il est proposé d'approuver les créations d'emplois comme suit :

Description des missions et compétences attendues pour chacun de ces postes :

Pour la Direction Générale des Services :

- Un chargé de mission : inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emploi des attachés territoriaux.
Description du poste : Proposer les modalités de mise en œuvre de projets relatifs à l'économie et au tourisme, à l'emploi, au numérique et à l'enseignement supérieur. Analyser les opportunités et risques de ces secteurs. Coordonner et mettre en œuvre les actions. Favoriser le travail en transversalité sur ces thématiques.
Profil : Titulaire d'un bac +3
Connaissance des enjeux, évolution et cadre réglementaire du développement territorial. Maîtrise des principes du management de projet. Autonomie. Aptitudes relationnelles.
- Un chargé de mission : inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emploi des attachés territoriaux.
Description du poste : Proposer les modalités de mise en œuvre de projets relatifs au

développement durable, à la transition énergétique, l'agriculture / forêt / mer / littoral. Analyser les opportunités et risques de ces secteurs. Coordonner et mettre en œuvre les actions. Favoriser le travail en transversalité sur ces thématiques.

Profil : Titulaire d'un bac +3

Connaissance des enjeux, évolution et cadre réglementaire de l'environnement. Maîtrise des principes du management de projet. Autonomie. Aptitudes relationnelles.

- Un chargé de mission : inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emploi des attachés territoriaux.

Description du poste : Proposer les modalités de mise en œuvre de projets relatifs aux évolutions institutionnelles (conférences des maires, conseil de développement, projet métropolitain, équipements d'intérêts métropolitains, désignation...). Analyser les difficultés organisationnelles. Coordonner et mettre en œuvre les actions. Favoriser le travail en transversalité sur ces thématiques.

Profil : Titulaire d'un bac +3

Connaissances du système institutionnel et de son fonctionnement. Maîtrise des principes du management de projet. Autonomie. Aptitudes relationnelles.

Pour la Direction Générale Adjointe Développement Urbain et Stratégie Territoriale :

- Un Chef de Projet à la Direction des Projets Laboratoire, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emploi des attachés territoriaux.
Description du poste : Piloter, animer, suivre et assurer la mise en œuvre d'un plan d'action d'aménagement et de développement du territoire. Définir et favoriser l'émergence de projets durables : accompagner et conduire leurs développements.
Profil : Titulaire d'un diplôme BAC+3.
- Un Chef de Projet à la Direction de l'Aménagement Durable, inscrit à la nomenclature au cadre d'emploi des attachés territoriaux.
Description du poste : Conduire des études pré-opérationnelles et / ou des études urbaines pour des projets d'aménagement métropolitains et territoriaux. Ingénierie et accompagnement des communes dans les projets d'aménagement communaux pour assurer une coordination du développement urbain à l'échelle métropolitain / territoriale / communale.
Profil : Titulaire d'un diplôme BAC+3.

- Un Chef de service à la Direction foncier et Patrimoine, inscrit en référence au cadre d'emploi des attachés territoriaux.
Description du poste : Assurer la rédaction, le suivi et l'optimisation de la gestion locative et patrimoniale. Assurer principalement l'accompagnement des services et directions dans les besoins des locaux et participer à la mise en œuvre du schéma directeur immobilier métropolitain.
Profil : Titulaire d'un diplôme BAC+3.
- Un Chargé d'études à la Direction du Foncier et du Patrimoine, inscrit à la nomenclature au cadre d'emploi des attachés territoriaux.
Description du poste : Assurer le lien avec toutes les DGA thématiques (économique, mobilité, agriculture, habitat...), le territoire et les communes pour la réalisation d'études foncières et la mise œuvre opérationnelle de l'action foncière par la mobilisation des outils idoines.
Profil : Titulaire d'un diplôme BAC+3.
- Un Chargé d'études à la Direction Développement Stratégie et Cohérence Territoriale, inscrit en référence au cadre d'emploi des ingénieurs territoriaux.
Description du poste : Participer à la définition et au suivi des études urbaines conduites par le service. Piloter et suivre les prestataires réalisant certaines de ces études, organiser et coordonner leur travail en cohérence avec les missions et objectifs du service et en assurant leur diffusion. Apporter son expertise sur la thématique « agriculture urbaine » et participer au Schéma Régional de Cohérence Ecologique.
Profil : Titulaire d'un diplôme BAC+5.

Pour le Pôle Infrastructures du Territoire Marseille Provence à la Direction Projets Metro et Tramway :

- Un Chargé d'études inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emploi des ingénieurs territoriaux.
Description du poste : Sous la direction du Chef de service, lancer et gérer les études préalables à la réalisation des projets de transports guidés (notamment tramway et métro) retenus par la métropole AIX-MARSEILLE-PROVENCE.
Profil : Concevoir et conduire un projet, être familier avec l'environnement du secteur d'activité, maîtriser l'outil informatique. Connaître et appliquer la réglementation des marchés publics. Titulaire d'un diplôme BAC+5.

Pour le Pôle Voirie et Espace Public Circulation du Territoire Marseille Provence à la Direction Gestion de l'Espace Public :

- Un Chargé de mission inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emploi des attachés territoriaux.
Description du poste : Assurer la rédaction des pièces de marchés de la Direction, gestion des équipements pilotées par des équipes réduites.
Profil : Titulaire d'un diplôme BAC+3.
- Un Chargé d'études inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emploi des ingénieurs territoriaux.
Description du poste : Assurer le pilotage et le suivi des dossiers d'études transversales stratégiques d'aménagement et de déplacements sur la voie publique (sécurité routière, modes doux, grands projets).
Profil : Titulaire d'un diplôme BAC+5.
- Un Chef de service territorial Ouest inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emploi des ingénieurs territoriaux.
Description du poste : Assurer la mise en œuvre des programmes d'entretien et de grosse réparation sur les 6 communes du territoire Marseille Provence, la Ciotat, Cassis, Carnoux, Roquefort la Bédoule, Ceyreste, Gémenos. Être l'interlocuteur privilégié des maires pour l'élaboration des programmes annuels de travaux sur leur commune. Encadrer un effectif de 11 conducteurs et surveillants de travaux.
Profil : Titulaire d'un diplôme BAC+5.

Pour le Pôle Propreté, Cadre de vie et Valorisation des Déchets du Territoire Marseille Provence :

- Un Chargé de mission communication / exploitation / gestion inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emploi des attachés territoriaux ou des ingénieurs territoriaux.
Description du poste : Suivre les indicateurs techniques et financiers, analyser des données d'exploitation et faire des propositions en lien avec les services opérationnels (plans d'actions, suivi), assurer la communication technique liée à l'exploitation. Assurer la coordination de la mise en place de nouveaux projets transversaux.
Profil : Titulaire d'un diplôme BAC+3.
- Un Chargé de coordination administrative à la Direction Propreté et cadre de vie, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emploi des attachés territoriaux.
Description du poste : Elaborer et suivre l'exécution du budget Fonctionnement et Investissement du Service du Traitement des Déchets Ultimes.
Apporter une expertise juridique et financière en matière de suivi des contentieux.

Centraliser au sein du COPIL EveRé, le suivi de la DSP EveRé / MAMP, sur les plans technique, financier, juridique
Profil : Connaissances des Finances et Marchés publics. Autonomie, réactivité, sens de l'esprit d'équipe. Titulaire d'un diplôme BAC+3.

Pour le Cabinet du Territoire du Pays d'AIX :

- Un Directeur de la mission concertation de proximité inscrit à la nomenclature en référence au grade d'administrateur territorial.
Description du poste : Auprès du Cabinet du Président du Territoire, prendre en charge le secrétariat général et assurer la coordination, la gestion et le suivi du Conseil Consultatif de la Société Civile du Pays d'AIX.
Auprès des DGA Projet Métropolitain et Conseil de Développement, participer à la mise en place du Conseil de Développement et prendre en charge le fond d'initiative métropolitain.
Profil : Manager, organiser, mettre en synergie un groupe. Connaissances du milieu territorial et politique. Titulaire d'un diplôme BAC+3.

Pour le Pôle Déplacements et Espace Public du Territoire du Pays d'AIX à la Direction de la Voirie :

- Un Chef de service réhabilitation des ZA inscrit à la nomenclature en référence au grade d'ingénieur en chef territorial.
Description du poste : Assurer la responsabilité du service, conduire les opérations liées aux projets de réhabilitation des ZA, porter des opérations des nouvelles ZA.
Profil : Bonne connaissance des marchés publics et de la réglementation des espaces publics. Maîtrise d'œuvre et d'ouvrage, maîtrise des techniques de VRD et d'infrastructure. Titulaire d'un diplôme BAC+5.

Article 3 :

Au regard des besoins de la Métropole et de l'accroissement de l'activité de certains services, il y a lieu de créer 10 emplois non permanents pour accroissement temporaire d'activité des emplois ci-dessous dans les conditions prévues à l'article 3 alinéa 1 de la loi n°84-53 (contrat d'une durée maximale de 12 mois compte-tenu des renouvellements pendant une même période de 18 mois consécutifs). Ces emplois non permanents sont créés à temps complet. La rémunération de chacun des emplois sera plafonnée par référence au dernier échelon et au régime indemnitaire afférent du cadre d'emploi précisé dans chaque définition de poste.

Pour la Direction Générale Adjointe Finances et Budget à la Direction Gestion Exécution Financière :

- Dix comptables inscrits à la nomenclature en référence au grade d'adjoint administratif territorial.
Description du poste : assurer la gestion administrative et budgétaire de la Direction Générale Adjointe : traitement et suivi comptable des achats ainsi que de l'exécution budgétaire de la direction, suivi financier des marchés publics, gestion des demandes administratives du personnel.
Profil : connaître les règles et procédures applicables à la collectivité, connaître et appliquer la réglementation des marchés publics, capacité d'analyse. CAP, BEP avec spécialisation comptabilité.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole - chapitre 012.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 157-4974/18/CM

■ Approbation du transfert des personnels dans le cadre du transfert de compétences des communes à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/8511/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Il est par ailleurs rappelé que, conformément à l'article L. 5211-4-1 I du CGCT, le transfert peut être proposé aux fonctionnaires territoriaux et agents territoriaux contractuels exerçant pour partie seulement dans un service ou une partie de service transféré.

Néanmoins, en cas de refus de ceux-ci, la disposition précitée prévoit qu'ils sont alors à titre individuel et pour la partie de leurs fonctions relevant du service ou de la partie de service transférée, mis à disposition de plein droit et sans limitation de durée, auprès du président de l'organe délibérant de l'EPCI. Il en résulte que ces personnels sont placés, pour l'exercice de cette partie de leurs fonctions, sous son autorité fonctionnelle. Les modalités de cette mise à disposition sont réglées par une convention conclue entre la commune et l'établissement public de coopération intercommunale.

Les charges liées à ces transferts seront imputées sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences transférées n'ont pu intervenir, en totalité, au 1er janvier 2018.

Dans ce cadre, afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole serait en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, le concours des communes concernées a été sollicité pour l'exercice de certaines compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Aujourd'hui, la Métropole Aix-Marseille-Provence est en mesure d'accueillir le personnel transféré au sein d'une structure organisationnelle métropolitaine

définie. Dès lors, dans les conditions de l'article L.5211-4-1 du CGCT, il est proposé de procéder d'une part, au transfert effectif du personnel d'autre part, à la mise à disposition de plein droit d'agents affectés pour partie de leur temps de travail relevant des services suivants à compter du 1^{er} janvier 2019 :

- Eau et assainissement
- Crématorium
- Plan local d'urbanisme
- Politique de la ville
- Enseignement supérieure et recherche
- Electricité et gaz
- IRVE
- Abris voyageurs
- Milieux forestiers

Pour certaines de ces compétences, les conventions de gestion conclues entre les communes et la Métropole au titre des compétences précitées cessent de produire leur effet au 31 décembre 2018.

Par ailleurs, pour la commune de Gréasque, la convention de gestion au titre de la compétence Plan Local d'Urbanisme a cessé de produire son effet le 30 septembre 2018 du fait du transfert effectif de l'agent au 1^{er} octobre 2018.

I : CONCERNANT LES COMPETENCES EAU ASSAINISSEMENT

Pour la commune d'Aix-en-Provence, 69 agents exerçant la totalité de leur temps de travail conjointement sur les compétences eau potable assainissement seront transférés de plein droit.

Pour la commune de Gardanne, 12 agents exerçant la totalité de leur temps de travail conjointement sur les compétences eau potable assainissement seront transférés de plein droit.

Pour la commune de Roquevaire, 7 agents exerçant la totalité de leur temps de travail à la compétence eau potable seront transférés de plein droit.

II : CONCERNANT LA COMPETENCE CREMATORIUM

Pour la commune de Martigues, 3 agents exerçant la totalité de leur temps de travail à la compétence seront transférés de plein droit et **10** agents étant affectés pour partie de leur temps de travail sur cette compétence seront mis à disposition de plein droit sans limitation de durée.

Pour la commune d'Aubagne, 2 agents (21,50%), au vu de la faible quotité de temps de travail déclarée sur aucun transfert ni mise à disposition de personnel ne sera opéré au titre de cette compétence.

III : CONCERNANT LA COMPETENCE PLAN LOCAL D'URBANISME

Ce transfert ne concerne plus que quatre communes :

Pour la commune d'Aix-en-Provence, 8 agents exerçant la totalité de leur temps de travail à la compétence seront transférés de plein droit et 1 agent affecté pour partie de son temps de travail (50%) à la compétence est concerné par la mise à disposition de plein droit et sans limitation de durée.

Pour la commune de Gardanne, 2 agents affectés pour partie de leur temps de travail (25 % et 10%) à la compétence sont concernés par la mise à disposition de plein droit et sans limitation de durée.

Pour la commune de Pertuis, 1 agent exerçant la totalité de son temps de travail à la compétence sera transféré de plein droit et 1 agent affecté pour partie de son temps de travail (60%) à la compétence, est concerné par la mise à disposition de plein droit sans limitation de durée.

IV : CONCERNANT LA POLITIQUE DE LA VILLE

Ce transfert ne concerne plus que trois communes :

Pour la commune d'Aix-en-Provence, 1 poste affecté à 100 % à cette compétence sera transféré vacant.

Pour la commune de Gardanne, 1 agent affecté pour partie de son temps de travail à la compétence, est concerné par la mise à disposition de plein droit sans limitation de durée.

Pour la commune de Pertuis, 1 agent exerçant la totalité de son temps de travail à la compétence sera transféré de plein droit.

V : CONCERNANT LA COMPETENCE ENSEIGNEMENT SUPERIEURE ET RECHERCHE

Ce transfert ne concerne que la commune d'Aubagne. 1 agent affecté pour partie de son temps de travail (50%) à la compétence est concerné par la mise à disposition de plein droit et sans limitation de durée.

VI : CONCERNANT LA COMPETENCE ELECTRICITE ET GAZ

Cinq commune sont concernées : Aubagne 2 agents (9%), Auriol 5 agents (12%), La Fare-les-Oliviers 1 agent (5%), Lambesc 1 agent (1%), Martigues 1 agent (1%), au vu des faibles quotités de temps de travail déclarées, aucun transfert ni mise à disposition de personnel ne sera opéré au titre de cette compétence.

VII : CONCERNANT LA COMPETENCE IRVE

Ce transfert ne concerne que la commune de La Fare-les-Oliviers 1 agent (1%), vu de la faible quotité de temps de travail déclarée, aucun transfert ni mise à

disposition de personnel ne sera opéré au titre de cette compétence.

VIII : CONCERNANT LA COMPETENCE ABRIS VOYAGEURS

Ce transfert concerne 6 communes : Auriol 3 agents (4,50%), Lambesc 1 agent (1%), Martigues 2 agents (20%), MIRAMAS 1 agent (13%), Port de Bouc 1 agent (0,75%), Ventabren 1 agent (6%), au des des faibles quotités de temps de travail déclarées, aucun transfert ni mise à disposition de personnel ne sera opéré au titre de cette compétence.

IX : CONCERNANT LA COMPETENCE MILIEUX FORESTIERS

Ce transfert ne concerne que la Ville de Marseille. 1 agent exerçant la totalité de son temps de travail à la compétence sera transféré de plein droit.

A cet effet, sont annexés à ce rapport la fiche d'impact conformément aux dispositions de l'article L.5211-4-1 du CGCT, modifié par l'article 72 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (dite loi NOTRe) et le détail des prévisions des effectifs transférés et mis à disposition de plein droit par compétence et commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles.
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les avis du Comité Technique.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le transfert et la mise à disposition de plein droit des personnels liés aux transferts des compétences tels que prévus par la législation au 1^{er} octobre 2018 pour la commune de Gréasque et au 1^{er} janvier 2019 pour les autres communes, selon les modalités détaillées ci-dessus et conformément au tableau ci-annexé.

Article 2 :

La nomenclature des emplois de la Métropole sera modifiée en conséquence pour tenir compte des transferts de personnel et des postes précités.

Article 3 :

Madame la Présidente ou son représentant est autorisé à signer tous les actes liés aux transferts et à la mise à disposition de plein droit de ces personnels et actes suivants y afférant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 158-4975/18/CM

■ Approbation de la convention de mise à disposition de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'un agent de droit privé de la Régie des Transports de Marseille MET 18/8513/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a en charge le schéma général d'organisation des transports publics de personnes et procède par ailleurs, en qualité de maître d'ouvrage, aux évolutions d'infrastructures et d'équipements dans le cadre du développement de son réseau de transports en commun en site propre concernant le Tramway et le Métro.

Ces projets, sous la responsabilité du Pôle Infrastructures du Conseil de Territoire Marseille-Provence, sont suivis au sein de la Direction Projets Métro et Tramway.

Le Service Systèmes et Matériels Roulants, qui en fait partie, assure la coordination des études techniques en interface avec les services et prestataires internes et externes, supervise la mise en œuvre de l'ensemble des systèmes et participe aux choix

techniques dans le respect des programmes du maître d'ouvrage.

Le Chef de ce Service doit donc disposer des qualifications techniques spécialisées nécessaires à l'accomplissement des missions afférentes et à l'appréhension des contraintes d'exploitation de ces modes de transports dont la Régie des Transports Métropolitains assume la responsabilité.

Il doit aussi disposer de compétences managériales éprouvées de conduite d'opérations de projets complexes avec de multiples intervenants, notamment dans le domaine des transports guidés avec la connaissance de la réglementation sécurité des transports sous la tutelle du STRMTG et des organismes qualifiés agréés (OQA).

Il doit aussi être familier des très nombreuses procédures administratives associées à ces projets de TCSP, par exemple procédure d'enquête publique, dossier loi sur l'eau, dossier de mise en compatibilité du PLU, expropriations, procédures ancrages en façade, permis de construire, dossier installations classées ICPE, etc. ainsi que des procédures de marchés publics.

Pour ce faire un agent de la RTM, dans le cadre d'une convention de mise à disposition, pourrait se voir confier la responsabilité du Service Systèmes et Matériels Roulants, nouvellement créé.

Il conviendrait alors de prévoir alors une convention de mise à disposition par la RTM d'un agent auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} février 2019 et pour une période de 4 ans.

Il est en effet indispensable, dans ce secteur technique particulièrement pointu (Systèmes de transports guidés) de pouvoir bénéficier de ses compétences techniques spécialisées dans ce domaine.

L'article 61-2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et l'article 11 du décret n° 2008-580 du 18 juin 2008, modifié, relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux, permettant la mise à disposition d'un personnel de droit privé au bénéfice d'un employeur territorial lorsque celui-ci fait appel à des qualifications techniques spécialisées pour la réalisation d'une mission.

Cette mise à disposition est subordonnée à la signature d'une convention de mise à disposition entre l'administration d'accueil et l'employeur du salarié intéressé, qui doit recevoir l'accord de celui-ci. La convention est soumise à l'approbation de l'organe délibérant de l'établissement public d'accueil.

Elle doit prévoir, comme pour une mise à disposition sortante, la nature des activités confiées au salarié,

ses conditions d'emploi, les modalités de remboursement des rémunérations, charges sociales, frais professionnels et avantages en nature.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2008-580 du 18 janvier 2008, modifié, relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 001-4256/18 CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine VASSAL en qualité Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Comité technique du 17 octobre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la conduite du schéma d'organisation des transports publics de personnes et du développement du réseau de transports en commun, dont a en charge la Métropole Aix-Marseille-Provence, ne peut être menée à bien sans les qualifications techniques

spécialisées détenues par un salarié de la Régie des Transports Métropolitains.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée, la convention ci-annexée conclue avec la Régie des Transports Métropolitains, pour la mise à disposition d'un salarié de la Régie des Transports Métropolitains auprès de la Métropole.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les dépenses correspondantes seront inscrites sur le budget annexe « Transports » de la Métropole Aix-Marseille-Provence, article 6218 « Autre personnel extérieur », chapitre 012 « Charges de personnel ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 159-4976/18/CM

■ Approbation de l'occupation par des services administratifs du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence affectés au budget principal de locaux affectés au budget annexe "Entreprises" MET 18/8628/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire sur le territoire Istres-Ouest Provence d'un parc locatif industriel et commercial constitué de bureaux, d'ateliers et de pépinières d'entreprises. Ce patrimoine immobilier et la gestion qui s'y rattache sont affectés au budget annexe "Entreprises" du territoire Istres-Ouest Provence. Il est constitué d'un total de 3 229,47 m² de bureaux, 8 971 m² d'ateliers répartis sur les communes d'Istres, Miramas, Fos-sur-Mer, Port-Saint-Louis-du-Rhône et Cornillon-Confoux, et a vocation à être loué à des entreprises.

Or, certains services administratifs de la Métropole Aix-Marseille-Provence exerçant leurs missions sur le territoire Istres-Ouest Provence et relevant du budget principal de la Métropole occupent les locaux de cet ensemble immobilier pour une surface totale de 2 889,96 m², bureaux et ateliers confondus, grevant ainsi le budget annexe "Entreprises".

Afin de respecter le principe de sincérité budgétaire, il est nécessaire d'évaluer le montant de la compensation financière que représente l'occupation de ces locaux par les services administratifs de la Métropole.

La valorisation de cette occupation est calculée sur la base des loyers moyens appliqués sur les baux commerciaux ou professionnels de ces mêmes bâtiments, des charges sur les parties communes et de l'application de la quote-part de la taxe foncière des locaux occupés.

Le détail des services administratifs concernés, des surfaces, du montant des loyers et des charges figure en annexe de la présente délibération. Le montant de la compensation financière s'élève à 316 466,96 € HT au titre de l'exercice 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le principe de l'occupation par des services administratifs du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence affectés au budget principal de locaux affectés au budget annexe "Entreprises", ainsi que le principe du versement par le budget principal à

ce budget annexe d'une compensation financière au titre de cette occupation.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal et au budget annexe "Entreprises" de la Métropole. La compensation financière fera l'objet de l'émission d'un titre de recette au budget annexe "Entreprises", chapitre 70, nature 70871 – "Remboursement de frais par la collectivité de rattachement" et d'un mandat de paiement à l'Etat spécial de territoire, chapitre 011, nature 62872 – "Remboursement de frais aux budgets annexes et aux régions".

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 160-4977/18/CM

**■ Autorisation de recrutement et fixation de la rémunération d'un intervenant vacataire pour l'animation de deux stages théâtre
MET 18/9283/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la politique de développement culturel initiée en faveur des habitants du Territoire d'Istres Ouest Provence, le conservatoire de musique et de danse à rayonnement intercommunal Michel Petrucciani organise chaque année plusieurs stages de formation théâtrale, en faveur d'un public jeune notamment.

Ces stages, permettant au conservatoire de diversifier son offre pédagogique, sont axés tant sur l'approche des fondamentaux disciplinaires (respiration, diction, écoute, etc...), l'exploration des outils du jeu théâtral (l'adresse au partenaire, l'imagination, etc...), la découverte de textes, mais également sur l'approfondissement des apprentissages (analyse des enjeux, mise en place du texte, etc...) que la présentation d'une œuvre au public vient finaliser.

Compte tenu du caractère spécifique et ponctuel de cette intervention, nécessitant d'être dirigée par un professeur de théâtre diplômé, il convient de procéder au recrutement d'un agent vacataire pour animer deux stages de formation théâtrale devant se dérouler durant les vacances scolaires d'hiver 2019, soit entre le 18 février 2019 et le 21 février 2019, ainsi que durant les vacances scolaires de printemps 2019, soit entre le 15 avril 2019 et le 18 avril 2019, représentant un volume horaire total de 48 heures maximum d'enseignement pour les 2 séances de formation cumulées.

La rémunération de cette intervention, calculée au prorata temporis sur la base d'un état de présence après service fait, est fixée au taux horaire brut de 67,04 €.

Il est précisé que la rémunération de cet intervenant vacataire pour l'animation, en 2019, de deux stages théâtre reste conditionnée à l'approbation, par la Métropole Aix-Marseille-Provence de son budget 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligation des fonctionnaires ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 001-4256/18 CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le recrutement d'un intervenant diplômé est nécessaire aux besoins du service pour effectuer une mission spécifique et ponctuelle à caractère discontinu, rémunérée à la vacation et après service fait ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le recrutement d'un agent vacataire pour l'animation de deux stages de formation théâtrale devant se dérouler durant les vacances scolaires d'hiver 2019, soit entre le 18 février 2019 et le 21 février 2019, ainsi que durant les vacances scolaires de printemps 2019, soit entre le 15 avril 2019 et le 18 avril 2019, représentant un volume horaire total de 48 heures maximum d'enseignement pour les 2 séances de formation cumulées.

Article 2 :

Pour l'accomplissement de ces missions, la rémunération s'établit sous la forme de vacations fixées au taux horaire brut de 67,04 €, rémunérées au prorata temporis sur la base d'un état de présence après service fait.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 de la Métropole, chapitre 012, nature 64131.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 161-4978/18/CM

**■ Approbation d'une convention de mise à disposition des agents métropolitains auprès de la régie Scènes et Cinés Ouest Provence
MET 18/9357/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°416/05 du 1er juillet 2005, le SAN Ouest Provence a approuvé la création d'une régie personnalisée, à caractère industriel et commercial, chargée de la gestion du spectacle vivant et du cinéma sur le territoire de Ouest Provence, dénommée Régie Scènes et Cinés Ouest Provence.

Par délibération n° 061-2719/17/CM du 19 octobre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le renouvellement de la convention relative à la mise à disposition de personnels auprès de la Régie Scènes et Cinés Ouest Provence pour l'exercice 2018.

Ladite convention arrivant à échéance le 31 décembre 2018, la Régie sollicite la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la conclusion d'une nouvelle convention relative à la mise à disposition de personnels liés aux fonctions administratives, techniques, culturelles et d'animation à compter du 1^{er} janvier 2019, pour une durée de 3 ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Régie Scène et Cinés sollicite la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la conclusion d'une nouvelle convention relative à la mise à disposition de personnels liés aux fonctions administratives, techniques, culturelles et d'animation à compter du 1^{er} janvier 2019, pour une durée de 3 ans ;
- Que conformément aux dispositions législatives et réglementaires, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend faire droit à cette demande

Délibère

Article 1 :

Est approuvée, la convention ci-annexée avec la Régie Scènes et Cinés Ouest Provence, relative à la mise à disposition de personnels liés aux fonctions administratives, techniques, culturelles et d'animation

à compter du 1^{er} janvier 2019, pour une durée de 3 ans.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 162-4979/18/CM

■ Approbation de l'avenant n°14 à la convention Action sociale pour l'exercice 2019 relatif au dispositif d'action sociale pour le personnel affecté auprès du territoire de Marseille-Provence et étendu aux agents transférés et nouvellement recrutés sur des postes définis sur l'organigramme métropolitain MET 18/9269/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la construction métropolitaine, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé par délibération FAG 001-30/06/16 CM du 30 juin 2016 le pacte de gouvernance financier et fiscal, énonçant que « (...) jusqu'à l'instauration d'un comité des œuvres sociales (ou organisme équivalent) métropolitain et le vote des délibérations du conseil métropolitain idoines, le maintien des structures existantes gérant les œuvres sociales est garanti ainsi que le financement par la métropole des droits et avantages sociaux proposés aux agents par les EPCI préexistants. »

Compte tenu du dialogue social avec les organisations syndicales pour la mise en œuvre d'une politique d'action sociale commune à l'ensemble des agents de la Métropole Aix-Marseille-Provence initié en juin 2018, et devant se poursuivre en 2019, il est proposé de reconduire les dispositifs en cours dans chaque territoire.

A cet effet, la convention n° 05/1005, passée entre la Communauté Urbaine et le Comité d'Action Sociale, en date du 6 janvier 2005, et modifiée par l'avenant n° 13 arrivant à son terme le 31 décembre 2018, il y a donc lieu de prévoir un nouvel avenant au titre de l'année 2019, afin de reconduire les modalités de financement du dispositif d'action sociale mis en œuvre par le Comité d'Action Sociale en faveur du personnel affecté auprès du Territoire de Marseille Provence et étendu aux agents transférés et nouvellement recrutés sur des postes définis par l'organigramme métropolitain.

En contrepartie de la prestation effectuée par le Comité d'Action Sociale, la Métropole lui versera une participation financière, pour l'année 2019, fixée à 320 € par an et par agent, au regard des effectifs concernés et évalués au 31 décembre 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 5215-20 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 16/861/CC du 17 décembre 2004 relative à l'extension du dispositif d'action sociale avec le Comité d'Action Sociale à l'ensemble du personnel de MPM ;
- La convention n° 05/1005 du 6 janvier 2005 passée avec le Comité d'Action Sociale ;
- La délibération FCT 016-1148/09/CC du 26 mars 2009 relative à la participation de la Communauté Urbaine à l'Association Comité d'Action Sociale ;
- La délibération FAG 001-4256/18 CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine VASSAL en qualité Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 001-30/06/16 CM du 30 juin 2016 portant approbation du pacte de gouvernance financier et fiscal de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 085-3104/17/CM du 14 décembre 2017 approuvant l'avenant n°13 à la convention avec le Comité d'Action Sociale pour le personnel du Territoire Marseille Provence, les agents recrutés sur les postes mentionnés dans le schéma métropolitain et les agents accueillies dans le cadre des transferts de compétences
- L'avenant n° 13 du 14 décembre 2017 à la convention passée avec le Comité d'Action Sociale ;

- L'avis du comité technique du 23 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La continuité des dispositifs d'action sociale proposés aux agents par les EPCI préexistants, énoncée par le pacte de gouvernance financier et fiscal de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- La nécessité de reconduire le dispositif d'action sociale mis en place en partenariat avec le Comité d'Action Sociale en faveur du personnel affecté auprès du Territoire de Marseille Provence et étendu aux agents transférés et nouvellement recrutés sur des postes définis par l'organigramme métropolitain.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 14, ci-annexé, à la convention n° 05/1005 du 6 janvier 2005 passée avec le Comité d'Action Sociale.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal et au budget collecte et traitement des déchets 2019 et au budgets annexes (port, eau, assainissement, transports, crematorium).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 163-4980/18/CM

**■ Adhésion au Comité d'Action Sociale des personnels de la Ville de Marseille, du Centre Communal d'Action Sociale de Marseille et de la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 18/9351/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Comité d'Action Sociale des personnels de la Ville de Marseille, du Centre Communale d'Action Sociale de Marseille et de la Métropole Aix-Marseille-Provence a pour but de favoriser l'action sociale au profit des personnels des collectivités territoriales adhérentes.

Il dispense, conformément à son Règlement Intérieur, des aides pour les différents moments de la vie personnelle et professionnelle tels que, la naissance, le mariage, les vacances des enfants, le décès de l'agent, du conjoint ou d'un enfant, des secours exceptionnels, des prêts, des chèques-vacances, des bons d'achats, des réductions sur les loisirs, etc...

Le Comité d'Action Sociale a approuvé ses nouveaux statuts lors de l'assemblée générale extraordinaire du 6 novembre 2017, modifiant notamment son article 4 relatif à sa composition :

L'association se compose de 24 membres :

- 7 représentants du Conseil Municipal de la Ville de Marseille désignés par ce dernier;
- 5 représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence désigné par le Conseil de la Métropole ;
- 6 représentants du personnel de la ville de Marseille ;
- 1 représentant du personnel du CCAS de Marseille ;
- 5 représentants du personnel de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il y a lieu aujourd'hui pour permettre à la Métropole de désigner ses représentants au Comité d'Action Sociale d'adhérer à l'Association Comité d'Action Sociale des personnels de la Ville de Marseille, du Centre Communale d'Action Sociale de Marseille et de la Métropole Aix-Marseille-Provence, conformément à ses statuts.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le code général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et
- d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Les statuts du Comité d'Action Sociale des personnels de la Ville de Marseille, du Centre Communale d'Action Sociale des personnels de la Ville de Marseille, du Centre Communale d'Action Sociale de Marseille, et de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 6 novembre 2017;
- L'avis du comité technique du 23 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'adhésion au Comité d'Action Sociale des personnels de la Ville de Marseille, du Centre Communale d'Action Sociale de Marseille et de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Est approuvée la désignation des 5 représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence

- Pascal MONTECOT, représentant à l'Assemblée générale et au Conseil d'administration
- Jean-Pierre BERTRAND, représentant à l'Assemblée générale et au Conseil d'administration
- Sabine BERNASCONI, représentante à l'Assemblée générale et au Conseil d'administration
- Julien RAVIER, représentant à l'Assemblée générale
- Jean-Louis TIXIER, représentant à l'Assemblée générale

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 164-4981/18/CM

■ Adhésion à l'établissement public administratif "Agence technique départementale d'assistance au service des communes des Bouches-du-Rhône" (ATD 13) et paiement de la cotisation 2019 MET 18/9340/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'Etablissement public administratif « Agence technique départementale d'assistance au service des communes des Bouches-du-Rhône » (ATD 13) a pour objet d'apporter aux collectivités locales des Bouches-du-Rhône, communes et établissements publics de coopération intercommunale, qui le demandent,

formation, information et assistance technique, juridique ou financière, dans les domaines en relation avec la gestion locale, notamment en matière d'administration générale, de gestion, de cadre de vie, de démocratie locale, de sécurité, d'économie et de tourisme, de culture, de loisirs et de sports, de coopération intercommunale.

Pour atteindre ses objectifs, l'Agence propose notamment :

- d'entreprendre toutes études, recherches, démarches et réalisations ;
- d'assurer l'information des élus par la diffusion de brochures, bulletins, notes et autres supports adaptés ;
- de dispenser de la formation à tout élu titulaire d'un mandat local.

A l'échelle du Département des Bouches-du-Rhône, l'Agence fait référence en matière d'assistance technique et a vocation à diffuser les bonnes pratiques de gestion locale. A cet effet, elle travaille en réseau avec les autres agences techniques départementales pour développer les échanges et mutualiser certaines informations afin d'adapter l'offre de services aux besoins des collectivités.

Sont membres de l'Agence, le Département, les communes, les établissements publics de coopération intercommunale des Bouches du Rhône, qui ont adhéré dès sa création. Toute commune, tout établissement publics de coopération intercommunale, tout syndicat mixte, tout établissement public des Bouches-du-Rhône, peut demander son adhésion après sa création ; la qualité de membre s'acquérant de droit dès notification au Conseil d'administration de la décision d'approbation des statuts par l'organe demandeur compétent.

Compte tenu de l'objet de l'ADT13, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite y adhérer, et ce afin de bénéficier notamment de son assistance technique dans les domaines en relation avec la gestion locale.

Le montant de la cotisation annuelle est à ce jour fixé à 10 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les statuts de l'Agence technique départementale d'assistance au service des communes des Bouches-du-Rhône adoptés par l'Assemblée générale constitutive du 23 mai 2003, modifiés ;
- Le règlement intérieur.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'afin de bénéficier de la formation, l'information et l'assistance technique, juridique et financière, dans les domaines en relation avec la gestion locale, apportées par l'Agence technique départementale d'assistance au service des communes des Bouches-du-Rhône (ATD 13) à ses membres, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite y adhérer ;
- Qu'il convient d'approuver la cotisation annuelle, d'un montant de 10 000 euros, pour l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette agence technique départementale pour l'année 2019 ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les statuts de l'« Agence technique départementale d'assistance au service des communes des Bouches-du-Rhône » (ATD 13), joints en annexe, ainsi que l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence et le règlement de la cotisation pour l'année 2019, d'un montant de 10 000 euros (dix-mille euros).

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole, chapitre 011, nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 165-4982/18/CM

■ Approbation des conventions de gestion relatives à la compétence "Parcs et aires de stationnement" de la commune d'Aix-en-Provence transférées à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/9602/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, depuis cette date, la Métropole exerce sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du Code des Transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1^{er} de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;

- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts sont imputées sur les attributions de compensation ; elles sont établies dans le rapport définitif de la CLECT et font l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficace des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n°FAG 123-3142/17/CM du 14 décembre 2017 il était proposé de conclure avec la commune d'Aix-en-Provence des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Abris de voyageurs
- compétence Eau et Assainissement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial
- compétence Planification Urbaine
- compétence Politique de la Ville
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

En raison d'un contentieux en cours qui concernait la gestion des parkings, il n'a pas été établi de convention de gestion avec la commune d'Aix-en-Provence concernant la gestion des parkings en ouvrage au titre de la compétence parcs et aires de stationnement.

La commune d'Aix-en-Provence assure l'exercice de cette compétence en ayant recours à des contrats de délégation de service public conclus avec la Société d'Economie Mixte du Pays d'Aix (SEMEPA).

- Un contrat qui concerne la gestion, l'exploitation et l'entretien des parkings Mignet, Carnot, Bellegarde, Pasteur, Cardeurs et Méjanes. Ce contrat a pour objet à la fois la gestion des parcs de stationnement en ouvrage et la gestion du stationnement payant sur voirie ;
- Un contrat qui concerne la gestion, l'exploitation et l'entretien du parking Rotonde.

Nonobstant l'absence de convention de gestion, dans le cadre des contrats de délégation de service public, la continuité du service, la sécurité des usagers, l'entretien et la conservation des ouvrages et des équipements ont été assurés depuis le début de l'année 2018.

Comme évoqué ci-dessus, il est prévu qu'un même contrat a pour objet à la fois d'assurer la gestion des

parcs de stationnement en ouvrage et la gestion du stationnement payant sur voirie. Or, le stationnement sur voirie reste de compétence communale. En conséquence, il est proposé que les contrats en cause ne soient pas transférés dans l'immédiat à la métropole.

Par ailleurs, la compétence parcs et aires de stationnement est en lien avec le stationnement de surface et l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité » dont les parkings de centre-ville.

En conséquence, par le présent rapport, il est proposé d'approuver les conventions de gestion jointes en annexe.

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune sont exécutées en contrepartie d'une éventuelle prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Le montant de la compensation n'est à ce jour pas arrêté dès lors que les montants des transferts de charges relatif à la compétence « parcs et aires de stationnement » sur le territoire de la commune feront l'objet d'une évaluation ultérieure par la CLECT. Le remboursement à la commune interviendra selon les modalités prévues à la convention après que la CLECT se soit prononcée sur le montant des charges transférées.

La convention sera conclue pour une durée de deux ans à compter du 1^{er} janvier 2018 et pourra être modifiée dans son étendue et ses modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n°FAG 123-3142/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant les conventions de gestion relatives aux compétences de la commune d'Aix-en-Provence transférées au 1^{er} janvier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Aix-en-Provence telles qu'annexées à la présente délibération.

Article 2 :

Les présentes conventions s'appliquent sans préjudice de l'issue des contentieux en cours.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

FAG 166-4983/18/CM

■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Châteauneuf-le-Rouge transférées à la Métropole Aix-Marseille-Provence

MET 18/9610/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de

modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exerce sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;

c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;

d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;

e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1^{er} de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;

- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts sont imputées sur les attributions de compensation établies dans le rapport définitif de la CLECT et font l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 127-3146/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Châteauneuf-le-Rouge des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine

- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire
- compétence Eau et Assainissement
- compétence Pluvial
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie

Ces conventions ne sont toutefois pas entrées en vigueur et n'ont donc pas été exécutées.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

En conséquence, au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, il est proposé d'approuver des conventions de gestion et de les conclure pour une durée d'un an à compter du 1^{er} janvier 2019 avec la commune de Châteauneuf-le-Rouge pour les compétences « Défense Extérieure Contre l'Incendie », « Pluvial » et « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire »..

Elles pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole des compétences données en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Châteauneuf-le-Rouge telles qu'annexées à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 167-4984/18/CM

■ Approbation d'une convention de gestion entre la commune de Martigues et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le complexe funéraire de Martigues

MET 18/9041/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à l'article L5218-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), la Métropole Aix-Marseille-Provence est en charge, depuis le 1^{er} janvier 2018, de la compétence relative à la création et à la gestion des crématoriums sur l'ensemble de son territoire et assure à ce titre la gestion du Crématorium situé sur la commune de Martigues.

Sur le fondement des articles L.5217-7 et L.5215-27 du CGCT et afin de garantir la continuité du service, une convention de gestion a été conclue entre la Commune de Martigues et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'année 2018. Cette convention prendra fin au 31 décembre 2018.

Le crématorium métropolitain de Martigues est situé au sein d'un Centre Funéraire qui abrite également le Service Municipal des Pompes Funèbres. Ce complexe funéraire, propriété de la Ville de Martigues, a donc une double vocation municipale et métropolitaine.

Ce contexte particulier implique la mutualisation des équipements communs au crématorium et au service

des pompes funèbres et ne permet pas de scinder la gestion et l'entretien du site.

Dans ce cadre, il est nécessaire de déterminer précisément la gestion des espaces du complexe funéraire ainsi que la répartition des différentes charges entre la Commune de Martigues, propriétaire de l'équipement, et la Métropole afin de répondre au mieux aux besoins de chaque collectivité.

C'est pourquoi, il est proposé la conclusion de la présente convention relative à la répartition des charges de fonctionnement et d'investissement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'information au Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 6 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver une convention de gestion de charges entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Martigues relative au fonctionnement du complexe funéraire de Martigues.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de gestion des charges ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence

et la commune de Martigues relative au fonctionnement du complexe funéraire de Martigues.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la présente convention et tout autre document nécessaire à sa bonne exécution.

Article 3 :

Les dépenses correspondantes seront constatées au Budget Annexe du crématorium du Territoire du Pays de Martigues - Sous-politique F220 - Chapitre 011 - Nature 6287

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 168-4985/18/CM

■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Marseille MET 18/9382/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces

procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibérations n° FAG 105-3124/17/CM du 14 décembre 2017 et n° FAG 065-4117/18/CM du 28 juin 2018, la Métropole décidait de confier à la commune de Marseille des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure contre l'Incendie
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI »
- compétence Tourisme.

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

La compétence « Services extérieurs défense contre incendies » recouvre très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie.

L'exercice de cette compétence fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les délibérations FAG 105-3124/17/CM et FAG 065-4117/18/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Marseille ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 11 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants aux conventions de gestion relatives aux compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme »

entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Marseille tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 169-4986/18/CM

**■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de La Ciotat
MET 18/9379/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er}

janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibérations^o FAG 115-3134/17/CM du 14 décembre 2017 et n° FAG 063-4115/18/CM du 28 juin 2018 la Métropole décidait de confier à la commune de La Ciotat une convention de gestion portant sur le domaine suivant :

- compétence Défense Extérieure contre l'Incendie
- compétence Tourisme

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1er janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

La compétence « Services extérieurs défense contre incendies » recouvre très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de cette compétence fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications

législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les délibérations FAG 115-3134/17/CM et FAG 063-4115/18/CM validant les conventions de gestion avec la commune de La Ciotat ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 11 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1015 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » et N° 18/0518 de la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de La Ciotat tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 170-4987/18/CM

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence "Services extérieurs défense contre incendie" de la commune du Rove

MET 18/9380/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences

transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 116-3135/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune Le Rove une convention de gestion portant sur le domaine suivant :

- compétence Défense Extérieure contre l'Incendie

La convention a été conclue pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

La compétence « Services extérieurs défense contre incendies » recouvre très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de cette compétence fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Au regard de ce qui précède et dans l'attente des modifications législatives relatives notamment à la définition du périmètre de la compétence voirie, il est souhaitable que soit prolongée la convention de gestion jusqu'à la date du transfert de la voirie soit le 1^{er} janvier 2020.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée de la convention de gestion de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « voirie et espaces publics ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 116-3135/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune Le Rove ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 11 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant N°1 à la convention de gestion N° 17/1016 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune Le Rove tel qu'annexé à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 171-4988/18/CM

■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Marignane
MET 18/9381/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibérations n° FAG 117-3136/17/CM du 14 décembre 2017 et n° FAG 064-4116/18/CM du 28 juin 2018, la Métropole décidait de confier à la commune de Marignane des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Politique de la Ville

- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI »
- compétence Tourisme.

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1er janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

La compétence « Services extérieurs défense contre incendies » recouvre très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie.

L'exercice de cette compétence fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les délibérations FAG 117-3136/17/CM et FAG 064-4116/18/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Marignane ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 11 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Marignane tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 172-4989/18/CM

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence "Services extérieurs défense contre incendie" de la commune de Plan-de-Cuques
MET 18/9383/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 118-3137/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Plan-de-Cuques des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Aires et Parcs de Stationnement
- compétence Défense Extérieure contre l'Incendie
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI ».

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

La compétence « Services extérieurs défense contre incendies » recouvre très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de cette compétence fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Au regard de ce qui précède et dans l'attente des modifications législatives relatives notamment à la définition du périmètre de la compétence voirie, il est souhaitable que soit prolongée la convention de gestion jusqu'à la date du transfert de la voirie soit le 1^{er} janvier 2020.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée de la convention de gestion de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « voirie et espaces publics ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 118-3137/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Plan-de-Cuques ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 11 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant N°1 à la convention de gestion N° 17/1024 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Plan-de-Cuques tel qu'annexé à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 173-4990/18/CM

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence "Services extérieurs défense contre incendie" de la commune de Roquefort-La-Bédoule
MET 18/9384/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de

l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 119-3138/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Roquefort-La-Bédoule des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure contre l'Incendie
- compétence Parcs et Aires de Stationnement.

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

La compétence « Services extérieurs défense contre incendies » recouvre très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de cette compétence fait appel aux mêmes

métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Au regard de ce qui précède et dans l'attente des modifications législatives relatives notamment à la définition du périmètre de la compétence voirie, il est souhaitable que soit prolongée la convention de gestion jusqu'à la date du transfert de la voirie soit le 1er janvier 2020.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée de la convention de gestion de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « voirie et espaces publics ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 119-3138/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Roquefort-La-Bédoule ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 11 décembre 2018.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant N°1 à la convention de gestion N° 17/1026 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Roquefort-La-Bédoule tel qu'annexé à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 174-4991/18/CM

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence "Services extérieurs défense contre incendie" de la commune de Saint-Victoret
MET 18/9386/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces

procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 120-3139/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Saint-Victoret des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure contre l'Incendie

La convention a été conclue pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

La compétence « Services extérieurs défense contre incendies » recouvre très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de cette compétence fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Au regard de ce qui précède et dans l'attente des modifications législatives relatives notamment à la définition du périmètre de la compétence voirie, il est souhaitable que soit prolongée la convention de gestion jusqu'à la date du transfert de la voirie soit le 1^{er} janvier 2020.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée de la convention de gestion de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « voirie et espaces publics ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 120-3139/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Saint-Victoret ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 11 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant N°1 à la convention de gestion N° 17/1027 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Saint-Victoret tel qu'annexé à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 175-4992/18/CM

■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Sausset-Les-Pins MET 18/9388/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de

certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibérations n° FAG 121-3140/17/CM du 14 décembre 2017 et n° FAG 066-4118/18/CM du 28 juin 2018,, la Métropole décidait de confier à la commune de Sausset-Les-Pins des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure contre l'Incendie
- compétence Tourisme

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

La compétence « Services extérieurs défense contre incendies » recouvre très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie.

L'exercice de cette compétence fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies », et « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les délibérations FAG 121-3140/17/CM et FAG 066-4118/18/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Sausset-Les-Pins ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 11 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1028 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » et N°18/521 de la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Sausset-Les-Pins tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 176-4993/18/CM

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence "Services extérieurs défense contre incendie" de la commune de Septèmes-Les-Vallons
MET 18/9390/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 122-3141/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la

commune de Septèmes-Les-Vallons des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure contre l'Incendie
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI ».

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1er janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

La compétence « Services extérieurs défense contre incendies » recouvre très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de cette compétence fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Au regard de ce qui précède et dans l'attente des modifications législatives relatives notamment à la définition du périmètre de la compétence voirie, il est souhaitable que soit prolongée la convention de gestion jusqu'à la date du transfert de la voirie soit le 1er janvier 2020.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée de la convention de gestion de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « voirie et espaces publics ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 122-3141/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Septèmes-Les-Vallons ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 11 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant N°1 à la convention de gestion N° 17/1029 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Septèmes-Les-Vallons tel qu'annexé à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 177-4994/18/CM

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence "Services extérieurs défense contre incendie" de la commune de Carnoux-en-Provence
MET 18/9421/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 107-3126/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Carnoux-en-Provence une convention de gestion portant sur le domaine suivant :

- compétence Défense Extérieure contre incendies

La convention a été conclue pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de

discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

La compétence « Services extérieurs défense contre incendies » recouvre très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de cette compétence fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Au regard de ce qui précède et dans l'attente des modifications législatives relatives notamment à la définition du périmètre de la compétence voirie, il est souhaitable que soit prolongée la convention de gestion jusqu'à la date du transfert de la voirie soit le 1^{er} janvier 2020.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée de la convention de gestion de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « voirie et espaces publics ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 107-3126/17/CM validant la convention de gestion avec la commune de Carnoux-en-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 11 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant N°1 à la convention de gestion N° 17/1002 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Carnoux-en-Provence tel qu'annexé à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 178-4995/18/CM

**■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune d'Allauch
MET 18/9370/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibérations n° FAG 106-3125/17/CM du 14 décembre 2017 et n° FAG 059-4111/18/CM du 28 juin 2018, la Métropole décidait de confier à la commune de Allauch des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure contre l'Incendie
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI »
- compétence Tourisme.

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

La compétence « Services extérieurs défense contre incendies » recouvre très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie.

L'exercice de cette compétence fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences

ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les délibérations FAG 106-3125/17/CM et FAG 059-4111/18/CM validant les conventions de gestion avec la commune d'Allauch ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 11 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1000 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » et N° 18/514 de la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Allauch tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 179-4996/18/CM

**■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Carry-Le-Rouet
MET 18/9372/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibérations n° FAG 108-3127/17/CM du 14 décembre 2017 et n° FAG 060-4112/18/CM du 28 juin 2018, la Métropole décidait de confier à la commune de Carry Le Rouet la convention de gestion portant sur le domaine suivant :

- compétence Défense Extérieure contre l'Incendie
- compétence Tourisme

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

La compétence « Services extérieurs défense contre incendies » recouvre très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie.

L'exercice de cette compétence fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les délibérations FAG 108-3127/17/CM et FAG 060-4112/18/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Carry-Le-Rouet ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 11 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1003 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » et N° 18/0515 de la compétence « Promotion du tourisme dont la

création d'offices de tourisme » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Carry Le Rouet tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 180-4997/18/CM

**■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Cassis
MET 18/9373/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er}

janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibérations n° FAG 109-3128/17/CM du 14 décembre 2017 et n° FAG 061-4113/18/CM du 28 juin 2018, la Métropole décidait de confier à la commune de Cassis des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure contre l'Incendie
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI »
- compétence Tourisme.

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

La compétence « Services extérieurs défense contre incendies » recouvre très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de cette compétence fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les délibérations FAG 109-3128/17/CM et FAG 061-4113/18/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Cassis ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 11 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1004 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » et N° 18/0516 de la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Cassis tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 181-4998/18/CM

■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Ceyreste
MET 18/9374/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibérations n° FAG 110-3129/17/CM du 14 décembre 2017 et n° FAG 067-4119/18/CM du 28 juin 2018, la Métropole décidait de confier à la commune de Ceyreste des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure contre l'Incendie
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI »
- compétence Tourisme.

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1er janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

La compétence « Services extérieurs défense contre incendies » recouvre très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie.

L'exercice de cette compétence fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les délibérations FAG 110-3129/17/CM et FAG 067-4119/18/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Ceyreste ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 11 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1006 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » et n° 18/522 de la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Ceyreste tel qu'annexé à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 182-4999/18/CM

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence "Services extérieurs défense contre incendie" de la commune de Châteauneuf-les-Martigues MET 18/9375/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences

transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 111-3130/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Châteauneuf-les-Martigues une convention de gestion portant sur le domaine suivants :

- compétence Défense Extérieure contre l'Incendie

La convention a été conclue pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

La compétence « Services extérieurs défense contre incendies » recouvre très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de cette compétence fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Au regard de ce qui précède et dans l'attente des modifications législatives relatives notamment à la définition du périmètre de la compétence voirie, il est souhaitable que soit prolongée la convention de gestion jusqu'à la date du transfert de la voirie soit le 1^{er} janvier 2020.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée de la convention de gestion de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « voirie et espaces publics ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 111-3130/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Châteauneuf-les-Martigues ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 11 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant N°1 à la convention de gestion N° 17/1008 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Châteauneuf-les-Martigues tel qu'annexé à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 183-5000/18/CM

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence "Services extérieurs défense contre incendie" de la commune d'Ensuès-La-Redonne
MET 18/9376/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 112-3131/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune d'Ensuès-La-Redonne une convention de gestion portant sur le domaine suivant :

- compétence Défense Extérieure contre l'Incendie

La convention a été conclue pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1er janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

La compétence « Services extérieurs défense contre incendies » recouvre très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de cette compétence fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Au regard de ce qui précède et dans l'attente des modifications législatives relatives notamment à la définition du périmètre de la compétence voirie, il est souhaitable que soit prolongée la convention de gestion jusqu'à la date du transfert de la voirie soit le 1er janvier 2020.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée de la convention de gestion de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « voirie et espaces publics ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 112-3131/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Ensues-La-Redonne ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 11 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant N°1 à la convention de gestion N° 17/1009 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Ensues-La-Redonne tel qu'annexé à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 184-5001/18/CM

**■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Gémenos
MET 18/9377/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités

Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibérations n° FAG 113-3132/17/CM du 14 décembre 2017 et n° FAG 062-4114/18/CM du 28 juin 2018, la Métropole décidait de confier à la commune de Gémenos des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure contre l'Incendie
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI »
- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Tourisme.

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1er janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

La compétence « Services extérieurs défense contre incendies » recouvre très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie.

L'exercice de cette compétence fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les délibérations FAG 113-3132/17/CM et FAG 062-4114/18/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Gémenos ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 11 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1012 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » et N° 18/0517 de la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Gémenos tel qu'annexé à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 185-5002/18/CM

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence "Services extérieurs défense contre incendie" de la commune de Gignac-La-Nerthe
MET 18/9378/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 114-3133/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Gignac-La-Nerthe une convention de gestion portant sur le domaine suivant :

- compétence Défense Extérieure contre l'Incendie

La convention a été conclue pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

La compétence « Services extérieurs défense contre incendies » recouvre très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de cette compétence fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Au regard de ce qui précède et dans l'attente des modifications législatives relatives notamment à la définition du périmètre de la compétence voirie, il est souhaitable que soit prolongée la convention de gestion jusqu'à la date du transfert de la voirie soit le 1er janvier 2020.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée de la convention de gestion de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « voirie et espaces publics ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 114-3133/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Gignac-La-Nerthe ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 11 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant N°1 à la convention de gestion N° 17/1014 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Gignac-La-Nerthe tel qu'annexé à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 186-5003/18/CM

**■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie", "Eau Pluviale" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune Le Puy-Sainte-Réparate
MET 18/9444/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les

personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 143-3162/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Le Puy-Sainte-Réparate des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire
- compétence Eau Pluviale
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Tourisme

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1er janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie.

L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies », « Eau Pluviale » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 143-3162/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Le Puy-Sainte-Réparate ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1135 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies », N° 17/1138 de la compétence « Eau Pluviale » et N°17/1139 de la compétence « Promotion du tourisme dont la création

d'offices de tourisme » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Le Puy-Sainte-Réparate tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 187-5004/18/CM

■ **Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie", "Eau Pluviale" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Lambesc**
MET 18/9443/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er}

janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 134-3153/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Lambesc des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire
- compétence Eau Pluviale
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Tourisme
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI »

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie.

L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies », « Eau Pluviale » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 134-3153/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Lambesc ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1087 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies », N° 17/1091 de

la compétence « Eau Pluviale » et N° 17/1092 de la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Lambesc tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 188-5005/18/CM

■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie", "Eau Pluviale" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la Roque-d'Anthéron
MET 18/9442/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces

procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 145-3164/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de La Roque d'Anthéron des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire
- compétence Eau Pluviale
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Tourisme
-

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie.

L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Au regard de ce qui précède et dans l'attente des modifications législatives relatives notamment à la Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies », « Eau Pluviale » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 145-3164/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de La Roque d'Anthéron ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1145 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies », N° 17/1146 de la compétence « Eau Pluviale » et N°17/1149 de la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de La Roque d'Anthéron tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 189-5006/18/CM

**■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie" et "Eau Pluviale" et de la convention de gestion "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Gréasque
MET 18/9441/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les

communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 132-3151/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Gréasque des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire
- compétence Eau Pluviale
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers. Les travaux de la CLECT ont mis en exergue l'action de la commune dans le domaine du tourisme par la participation à un syndicat d'initiative.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable de conclure une convention de gestion.

Aussi, il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » et d'approuver la convention de gestion « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme » qui trouvera également son terme le 31 décembre 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 132-3151/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Gréasque ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1081 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » et N° 17/1079 de la compétence « Eau Pluviale », ainsi que la convention de gestion « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Gréasque tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants et la convention de gestion.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 190-5007/18/CM

■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie", "Eau Pluviale" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Jouques
MET 18/9440/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 133-3152/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Jouques des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Eau Pluviale
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Tourisme

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie.

L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences

ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies », « Eau Pluviale » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 133-3152/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Jouques ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1085 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies », N° 17/1086 de la compétence « Eau Pluviale » et N°17/1084 de la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Jouques tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 191-5008/18/CM

■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie", "Eau Pluviale" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Gardanne
MET 18/9439/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les

communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 131-3150/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Gardanne des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Eau et Assainissement
- compétence Eau Pluviale
- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Planification Urbaine
- compétence Politique de la Ville
- compétence Tourisme
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie.

L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies », « Eau Pluviale » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 131-3150/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Gardanne ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1070 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies », N° 17/1071 de la compétence « Eau Pluviale » et N° 17/1077 de la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Gardanne tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 192-5009/18/CM

■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie", "Eau Pluviale" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Fuveau

MET 18/9438/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été

transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 130-3149/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Fuveau des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire
- compétence Eau Pluviale
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Tourisme

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des

excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie.

L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies », « Eau Pluviale » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 130-3149/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Fuveau ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1065 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies », N° 17/1067 de la compétence « Eau Pluviale » et N° 17/1069 de la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Fuveau tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 193-5010/18/CM

■ **Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie", "Eau Pluviale" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune d'Eguilles**

MET 18/9437/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été

transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 129-3148/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Eguilles des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire,
- compétence Eau Pluviale
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Tourisme
- compétence Parcs et Aires de stationnement

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très

souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie.

L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies », « Eau Pluviale » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 129-3148/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Eguilles ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1061 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies », N° 17/1060 de la compétence « Eau Pluviale » et N°17/1234 de la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Eguilles tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 194-5011/18/CM

**■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie" et "Eau Pluviale" de la commune de Coudoux
MET 18/9436/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été

transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 128-3147/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Coudoux des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Eau Pluviale
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1er janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les

moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Au regard de ce qui précède et dans l'attente des modifications législatives relatives notamment à la définition du périmètre de la compétence voirie, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion jusqu'à la date du transfert de la voirie soit le 1er janvier 2020.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « voirie et espaces publics ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 128-3147/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Coudoux ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1057 de la compétence « Services

extérieurs défense contre incendies » et N° 17/1059 de la compétence « Eau Pluviale » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Coudoux tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 195-5012/18/CM

■ **Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie", "Eau Pluviale" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Cabriès**

MET 18/9435/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des

services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 126-3145/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Cabriès des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire
- compétence Eau Pluviale
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Tourisme

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie.

L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies », « Eau Pluviale » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 126-3145/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Cabriès ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1047 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies », N° 17/1048 de la compétence « Eau Pluviale » et N° 17/1049 de la compétence « Promotion du tourisme dont la création

d'offices de tourisme » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Cabriès tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 196-5013/18/CM

**■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie" et "Eau Pluviale" de la commune de Beaurecueil
MET 18/9433/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se

prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 124-3143/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Beaurecueil des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Eau Pluviale
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1er janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Au regard de ce qui précède et dans l'attente des modifications législatives relatives notamment à la définition du périmètre de la compétence voirie, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion jusqu'à la date du transfert de la voirie soit le 1er janvier 2020.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « voirie et espaces publics ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 124-3143/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Beaurecueil
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1040 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » et N° 17/1042 de la compétence « Eau Pluviale » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Beaurecueil tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 197-5014/18/CM

■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie" et "Eau Pluviale" de la commune de Bouc-Bel-Air MET 18/9434/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de

certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 125-3144/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Bouc-Bel-Air des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire
- compétence Eau Pluviale
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Au regard de ce qui précède et dans l'attente des modifications législatives relatives notamment à la définition du périmètre de la compétence voirie, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion jusqu'à la date du transfert de la voirie soit le 1^{er} janvier 2020.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « voirie et espaces publics ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 125-3144/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Bouc-Bel-Air ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1043 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » et N° 17/1045 de la compétence « Eau Pluviale » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Bouc-Bel-Air tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 198-5015/18/CM

■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie", "Eau Pluviale" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Saint-Cannat
MET 18/9475/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 148-3167/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Saint-Cannat des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine
- compétence Tourisme
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1er janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie.

L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies », « Eau Pluviale » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 148-3167/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Saint-Cannat ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1158 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies », N° 17/1161 de la compétence « Eau Pluviale » et N°17/1162 de la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Saint-Cannat tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 199-5016/18/CM

■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie", "Eau Pluviale", "Eau potable et Assainissement des eaux usées" de la commune de Saint-Estève-Janson
MET 18/9478/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 149-3168/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Saint-Estève-Janson des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Eau et Assainissement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Au regard de ce qui précède et dans l'attente des modifications législatives relatives notamment à la définition du périmètre de la compétence voirie, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion jusqu'à la date du transfert de la voirie soit le 1^{er} janvier 2020.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « voirie et espaces publics ».

Enfin, dans un souci de continuité du service public, la Métropole Aix-Marseille-Provence a signé des conventions de gestion d'une durée d'un an avec les communes qui exerçaient jusqu'au 31 décembre 2017 les compétences « eau potable » et « assainissement » en régie directe (les contrats de DSP ont bien été repris par la Métropole).

Afin de suivre les seules opérations réalisées en vertu de ces conventions, un budget annexe (M49) pour chacune de ces compétences, non doté de l'autonomie financière, a été créé le 1 janvier 2018 au

sein des communes concernées, à l'exception des deux plus petites d'entre-elles (- de 500 hab).

A compter du 1^{er} janvier 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence récupère via des établissements publics de gouvernance métropolitaine, l'exécution de ces compétences.

Afin de poursuivre au-delà du 31 décembre 2018, dans les meilleures conditions possibles, le recouvrement des créances nées de l'exécution de ces conventions de gestion portant sur les compétences eau et assainissement (préservation des chaînes de traitement informatique et monétique, identité des interlocuteurs pour les usagers, unicité du compte de gestion sur pièces,...), il est proposé de maintenir l'apurement de ces restes à recouvrer au sein des postes comptables les ayant pris en charge.

Dès lors, afin de donner aux comptables locaux un cadre juridique leur permettant de mettre en œuvre les procédures adéquates, il est indispensable de prolonger les conventions de gestion signées entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les communes concernées, en en limitant toutefois strictement l'objet au seul apurement des restes à recouvrer persistant à la clôture de l'exercice 2018 au sein des budgets annexes ad-hoc.

Un dispositif de reversement périodique à la Métropole Aix-Marseille-Provence des encaissements effectués par les comptables locaux, sera mis en place sur la base d'un état récapitulatif attesté par le comptable. La TVA comprise dans les encaissements effectués sera bien évidemment conservée par la commune.

Les budgets annexes ainsi maintenus au sein des communes n'enregistreront donc que des opérations de trésorerie, à l'exclusion de toute opération budgétaire (aucun titre, aucun mandat). Aucun vote de crédit n'est donc à prévoir pour l'exécution de ces budgets techniques.

De la sorte, le recouvrement des créances nées au sein des communes de l'exécution des conventions de gestion pour l'eau et l'assainissement en 2018 aura donc toutes les chances d'être mené à son terme au 31 décembre 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 149-3168/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Saint-Estève-Janson ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1165 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies », N° 17/1164 de la compétence « Eau Pluviale » et N° 17/1166 de la compétence « Eau potable et Assainissement des eaux usées » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Saint-Estève-Janson tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 200-5017/18/CM

■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie", "Eau Pluviale", "Eau potable et Assainissement des eaux usées" de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde
MET 18/9479/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 150-3169/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Saint-Marc-Jaumegarde des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Eau et Assainissement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Au regard de ce qui précède et dans l'attente des modifications législatives relatives notamment à la définition du périmètre de la compétence voirie, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion jusqu'à la date du transfert de la voirie soit le 1^{er} janvier 2020.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « voirie et espaces publics ».

Enfin, dans un souci de continuité du service public, la Métropole Aix-Marseille-Provence a signé des conventions de gestion d'une durée d'un an avec les communes qui exerçaient jusqu'au 31 décembre 2017 les compétences « eau potable » et « assainissement » en régie directe (les contrats de DSP ont bien été repris par la Métropole).

Afin de suivre les seules opérations réalisées en vertu de ces conventions, un budget annexe (M49) pour chacune de ces compétences, non doté de l'autonomie financière, a été créé le 1 janvier 2018 au sein des communes concernées, à l'exception des deux plus petites d'entre-elles (- de 500 hab).

A compter du 1^{er} janvier 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence récupère via des établissements publics de gouvernance métropolitaine, l'exécution de ces compétences.

Afin de poursuivre au-delà du 31 décembre 2018, dans les meilleures conditions possibles, le recouvrement des créances nées de l'exécution de

ces conventions de gestion portant sur les compétences eau et assainissement (préservation des chaînes de traitement informatique et monétique, identité des interlocuteurs pour les usagers, unicité du compte de gestion sur pièces,...), il est proposé de maintenir l'apurement de ces restes à recouvrer au sein des postes comptables les ayant pris en charge.

Dès lors, afin de donner aux comptables locaux un cadre juridique leur permettant de mettre en œuvre les procédures adéquates, il est indispensable de prolonger les conventions de gestion signées entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les communes concernées, en limitant toutefois strictement l'objet au seul apurement des restes à recouvrer persistant à la clôture de l'exercice 2018 au sein des budgets annexes ad-hoc.

Un dispositif de reversement périodique à la Métropole Aix-Marseille-Provence des encaissements effectués par les comptables locaux, sera mis en place sur la base d'un état récapitulatif attesté par le comptable. La TVA comprise dans les encaissements effectués sera bien évidemment conservée par la commune.

Les budgets annexes ainsi maintenus au sein des communes n'enregistreront donc que des opérations de trésorerie, à l'exclusion de toute opération budgétaire (aucun titre, aucun mandat). Aucun vote de crédit n'est donc à prévoir pour l'exécution de ces budgets techniques.

De la sorte, le recouvrement des créances nées au sein des communes de l'exécution des conventions de gestion pour l'eau et l'assainissement en 2018 aura donc toutes les chances d'être mené à son terme au 31 décembre 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération FAG 150-3169/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Saint-Marc-Jaumegarde ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1167 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » et N° 17/1170 de la compétence « Eau Pluviale » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Saint-Marc-Jaumegarde tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 201-5018/18/CM

**■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétence "Services extérieurs défense contre incendie" et "Assainissement des eaux usées" de la commune de Saint-Antonin-sur-Bayon
MET 18/9480/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 147-3166/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Saint-Antonin-sur-Bayon des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Eau et Assainissement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » recouvre très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Au regard de ce qui précède et dans l'attente des modifications législatives relatives notamment à la définition du périmètre de la compétence voirie, il est souhaitable que soit prolongée la convention de gestion jusqu'à la date du transfert de la voirie soit le 1^{er} janvier 2020.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée de la convention de gestion de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « voirie et espaces publics ».

Enfin, dans un souci de continuité du service public, la Métropole Aix-Marseille-Provence a signé des conventions de gestion d'une durée d'un an avec les communes qui exerçaient jusqu'au 31 décembre 2017 les compétences « eau potable » et « assainissement » en régie directe (les contrats de DSP ont bien été repris par la Métropole).

Afin de suivre les seules opérations réalisées en vertu de ces conventions, un budget annexe (M49) pour chacune de ces compétences, non doté de l'autonomie financière, a été créé le 1 janvier 2018 au sein des communes concernées, à l'exception des deux plus petites d'entre-elles (- de 500 hab).

A compter du 1^{er} janvier 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence récupère via des établissements publics de gouvernance métropolitaine, l'exécution de ces compétences.

Afin de poursuivre au-delà du 31 décembre 2018, dans les meilleures conditions possibles, le recouvrement des créances nées de l'exécution de ces conventions de gestion portant sur les compétences eau et assainissement (préservation des chaînes de traitement informatique et monétique, identité des interlocuteurs pour les usagers, unicité du compte de gestion sur pièces,...), il est proposé de maintenir l'apurement de ces restes à recouvrer au sein des postes comptables les ayant pris en charge.

Dès lors, afin de donner aux comptables locaux un cadre juridique leur permettant de mettre en œuvre les procédures adéquates, il est indispensable de

prolonger les conventions de gestion signées entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les communes concernées, en en limitant toutefois strictement l'objet au seul apurement des restes à recouvrer persistant à la clôture de l'exercice 2018 au sein des budgets annexes ad-hoc.

Un dispositif de reversement périodique à la Métropole Aix-Marseille-Provence des encaissements effectués par les comptables locaux, sera mis en place sur la base d'un état récapitulatif attesté par le comptable. La TVA comprise dans les encaissements effectués sera bien évidemment conservée par la commune.

Les budgets annexes ainsi maintenus au sein des communes n'enregistreront donc que des opérations de trésorerie, à l'exclusion de toute opération budgétaire (aucun titre, aucun mandat). Aucun vote de crédit n'est donc à prévoir pour l'exécution de ces budgets techniques.

De la sorte, le recouvrement des créances nées au sein des communes de l'exécution des conventions de gestion pour l'eau et l'assainissement en 2018 aura donc toutes les chances d'être mené à son terme au 31 décembre 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 147-3166/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Saint-Antonin-sur-Bayon ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1154 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » et N° 17/1156 de la compétence « Assainissement des eaux usées » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Saint-Antonin-sur-Bayon tel qu'annexé à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 202-5019/18/CM

■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie", "Eau Pluviale", "Eau potable et Assainissement des eaux usées" de la commune de Saint-Paul-Lez-Durance
MET 18/9481/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les

communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 151-3170/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Saint-Paul-Lez-Durance des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Eau et Assainissement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les

moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Au regard de ce qui précède et dans l'attente des modifications législatives relatives notamment à la définition du périmètre de la compétence voirie, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion jusqu'à la date du transfert de la voirie soit le 1^{er} janvier 2020.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « voirie et espaces publics ».

Enfin, dans un souci de continuité du service public, la Métropole Aix-Marseille-Provence a signé des conventions de gestion d'une durée d'un an avec les communes qui exerçaient jusqu'au 31 décembre 2017 les compétences « eau potable » et « assainissement » en régie directe (les contrats de DSP ont bien été repris par la Métropole).

Afin de suivre les seules opérations réalisées en vertu de ces conventions, un budget annexe (M49) pour chacune de ces compétences, non doté de l'autonomie financière, a été créé le 1 janvier 2018 au sein des communes concernées, à l'exception des deux plus petites d'entre-elles (- de 500 hab).

A compter du 1^{er} janvier 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence récupère via des établissements publics de gouvernance métropolitaine, l'exécution de ces compétences.

Afin de poursuivre au-delà du 31 décembre 2018, dans les meilleures conditions possibles, le recouvrement des créances nées de l'exécution de ces conventions de gestion portant sur les compétences eau et assainissement (préservation des chaînes de traitement informatique et monétique, identité des interlocuteurs pour les usagers, unicité du compte de gestion sur pièces,...), il est proposé de maintenir l'apurement de ces restes à recouvrer au sein des postes comptables les ayant pris en charge.

Dès lors, afin de donner aux comptables locaux un cadre juridique leur permettant de mettre en œuvre les procédures adéquates, il est indispensable de prolonger les conventions de gestion signées entre la Métropole AMP et les communes concernées, en limitant toutefois strictement l'objet au seul apurement des restes à recouvrer persistant à la clôture de l'exercice 2018 au sein des budgets annexes ad-hoc.

Un dispositif de reversement périodique à la Métropole Aix-Marseille-Provence des encaissements

effectués par les comptables locaux, sera mis en place sur la base d'un état récapitulatif attesté par le comptable. La TVA comprise dans les encaissements effectués sera bien évidemment conservée par la commune.

Les budgets annexes ainsi maintenus au sein des communes n'enregistreront donc que des opérations de trésorerie, à l'exclusion de toute opération budgétaire (aucun titre, aucun mandat). Aucun vote de crédit n'est donc à prévoir pour l'exécution de ces budgets techniques.

De la sorte, le recouvrement des créances nées au sein des communes de l'exécution des conventions de gestion pour l'eau et l'assainissement en 2018 aura donc toutes les chances d'être mené à son terme au 31 décembre 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 151-3170/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Saint-Paul-Lez-Durance ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1173 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies », N° 17/1172 de la compétence « Eau Pluviale » et N° 17/1171 de la

compétence « Eau potable et Assainissement des eaux usées » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Saint-Paul-Lez-Durance tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 203-5020/18/CM

■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie", "Eau Pluviale" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Simiane-Collongue
MET 18/9482/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant : Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des

compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 152-3171/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Simiane-Collongue des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI »
- compétence Planification Urbaine
- compétence Tourisme

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie.

L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies », « Eau Pluviale » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Provence ;
- La délibération FAG 152-3171/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Simiane-Collongue ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1175 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies », N° 17/1176 de la compétence « Eau Pluviale » et N°17/1179 de la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » entre la Métropole Aix-

Marseille-Provence et la commune de Simiane-Collongue tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 204-5021/18/CM

■ **Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie", "Eau Pluviale" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Trets**

MET 18/9483/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er}

janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 154-3173/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Trets des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie.

L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies », « Eau Pluviale » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 154-3173/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Trets ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1185 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies », N° 17/1188 de la compétence « Eau Pluviale » et N° 17/1189 de la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » entre la Métropole Aix-

Marseille-Provence et la commune de Trets tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 205-5022/18/CM

■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie" et "Eau Pluviale" de la commune de Vauvenargues MET 18/9484/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les

personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 155-3174/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Vauvenargues des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Eau Pluviale
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1er janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Au regard de ce qui précède et dans l'attente des modifications législatives relatives notamment à la définition du périmètre de la compétence voirie, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion jusqu'à la date du transfert de la voirie soit le 1er janvier 2020.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » afin que le transfert effectif soit

concomitant au transfert de la compétence « voirie et espaces publics ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 155-3174/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Vauvenargues ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1193 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » et N° 17/1192 de la compétence « Eau Pluviale » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Vauvenargues tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 206-5023/18/CM

■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie", "Eau Pluviale" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Venelles
MET 18/9485/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 156-3175/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Venelles des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine
- compétence Tourisme
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies », « Eau Pluviale » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ; Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 156-3175/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Venelles ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1195 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies », N° 17/1198 de la compétence « Eau Pluviale » et N°17/1199 « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Venelles tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 207-5024/18/CM

■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie" et "Eau Pluviale" et de la convention de gestion relative à la compétence "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire et aéroportuaire" de la commune de Ventabren MET 18/9486/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 157-3176/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Ventabren des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine
- compétence Tourisme

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1er janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Au regard de ce qui précède et dans l'attente des modifications législatives relatives notamment à la définition du périmètre de la compétence voirie, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion jusqu'à la date du transfert de la voirie soit le 1er janvier 2020.

Il convient également de conclure avec la Commune de Ventabren une convention de gestion pour l'exercice de la compétence « création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire et aéroportuaire ».

En effet, la zone d'activités de Château Blanc est une opération qui a été engagée par la Commune avant le 1er janvier 2018. La Commune a procédé sur ce site aux acquisitions foncières et maîtrise aujourd'hui la totalité des terrains. Des missions d'études et d'ingénierie sont en cours ; un appel à projets a également été lancé et des discussions pour la cession de terrains sont d'ores et déjà engagées.

Cette opération doit être réalisée sous forme de permis d'aménager.

Cette opération est réalisée en régie par la Commune, son exécution financière est suivie sur un budget annexe aménagement voté chaque année depuis 2013.

La convention de gestion permettra à la commune de poursuivre l'opération sur l'année 2019, de comptabiliser les dépenses et les recettes sur le budget annexe de l'opération.

L'année 2019 sera consacrée à la préparation du transfert de l'opération et du budget annexe à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La convention pourra être modifiée dans son étendue et les modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence confiée en gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » et d'approuver la convention de gestion « création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire et aéroportuaire » pour une durée de deux ans avec effet à compter du 1^{er} janvier 2018 et pour échéance le 31 décembre 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 157-3176/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Ventabren ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'opération d'aménagement de la ZAE de Château Blanc à Ventabren et son exécution comptable sur le budget annexe de l'aménagement de la Commune.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1201 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » et N° 17/1202 de la compétence « Eau Pluviale » ainsi que la convention de gestion « création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire et aéroportuaire » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Ventabren tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants et cette convention de gestion.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 208-5025/18/CM

**■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie" et "Eau Pluviale" de la commune du Tholonet
MET 18/9445/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 153-3172/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Le Tholonet des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Au regard de ce qui précède et dans l'attente des modifications législatives relatives notamment à la définition du périmètre de la compétence voirie, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion jusqu'à la date du transfert de la voirie soit le 1er janvier 2020.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « voirie et espaces publics ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 153-3172/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Le Tholonet ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1182 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » et N° 17/1184 de la compétence « Eau Pluviale » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Le Tholonet tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 209-5026/18/CM

**■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie", "Eau Pluviale" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune Les Pennes-Mirabeau
MET 18/9446/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 138-3157/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Les Pennes-Mirabeau des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine
- compétence Tourisme
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie.

L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies », « Eau Pluviale » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 138-3157/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Les Pennes-Mirabeau ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1108 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies », N° 17/1111 de la compétence « Eau Pluviale » et N°17/1112 de la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Les Pennes-Mirabeau tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.
Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 210-5027/18/CM

■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie" et "Eau Pluviale" de la commune de Meyrargues MET 18/9447/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 135-3154/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Meyrargues des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Au regard de ce qui précède et dans l'attente des modifications législatives relatives notamment à la définition du périmètre de la compétence voirie, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion jusqu'à la date du transfert de la voirie soit le 1er janvier 2020.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « voirie et espaces publics ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 135-3154/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Meyrargues ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1095 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » et N° 17/1096 de la compétence « Eau Pluviale » entre la Métropole

Aix-Marseille-Provence et la commune de Meyrargues tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 211-5028/18/CM

**■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie" et "Eau Pluviale" de la commune de Meyreuil
MET 18/9448/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces

compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 136-3155/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Meyreuil des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1er janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Au regard de ce qui précède et dans l'attente des modifications législatives relatives notamment à la définition du périmètre de la compétence voirie, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion jusqu'à la date du transfert de la voirie soit le 1er janvier 2020.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « voirie et espaces publics ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 136-3155/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Meyreuil ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1099 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » et N° 17/1098 de la compétence « Eau Pluviale » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Meyreuil tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 212-5029/18/CM

■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie", "Eau Pluviale" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Mimet MET 18/9449/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de

certaines équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 137-3156/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Mimet des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine
- compétence Tourisme
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie.

L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies », « Eau Pluviale » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 137-3156/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Mimet ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1105 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies », N° 17/1102 de la compétence « Eau Pluviale » et N°17/1103 de la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Mimet tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 213-5030/18/CM

■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie", "Eau Pluviale", "Abris de voyageurs" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Pertuis
MET 18/9450/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 139-3158/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Pertuis des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Abris de voyageurs
- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI »
- compétence Planification Urbaine
- compétence Politique de la Ville
- compétence Tourisme
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1er janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies », « Eau Pluviale » et « Abris de voyageurs » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie.

Les abris de voyageurs publicitaires, considérés comme du mobilier urbain d'information, font l'objet de marchés communs avec d'autres mobiliers sur voirie. Ces marchés portent souvent sur plusieurs objets : mobiliers publicitaires, abris publicitaires ; leur scission peut s'avérer complexe et doit finement être étudiée afin de ne pas modifier l'équilibre économique des contrats qui en résultent.

L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies », « Eau Pluviale », « Abris de voyageurs » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 139-3158/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Pertuis ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1121 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » et N° 17/1116 de la compétence « Eau Pluviale », N° 17/1113 de la

compétence « Abris de voyageurs » et N°17/1120 de la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Pertuis tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 214-5031/18/CM

■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie" et "Eau Pluviale" de la commune de Peynier MET 18/9451/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se

prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 140-3159/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Peynier des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Au regard de ce qui précède et dans l'attente des modifications législatives relatives notamment à la définition du périmètre de la compétence voirie, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de

gestion jusqu'à la date du transfert de la voirie soit le 1er janvier 2020.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « voirie et espaces publics ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 140-3159/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Peynier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1125 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » et N° 17/1122 de la compétence « Eau Pluviale » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Peynier tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 215-5032/18/CM

**■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie", "Eau Pluviale" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Peyrolles-en-Provence
MET 18/9452/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure

d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 141-3160/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Peyrolles-en-Provence des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial
- compétence Planification Urbaine
- compétence Tourisme
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1er janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie.

L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies », « Eau Pluviale » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 141-3160/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Peyrolles-en-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1126 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies », N° 17/1128 de la compétence « Eau Pluviale » et N°17/1149 de la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Peyrolles-en-Provence tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 216-5033/18/CM

■ **Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie", "Eau Pluviale" et "Promotion du tourisme" de la commune de Puyloubier**

MET 18/9453/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 142-3161/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Puyloubier des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Eau Pluviale
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Tourisme

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie.

L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies », « Eau Pluviale » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 142-3161/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Puyloubier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1133 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies », N° 17/1134 de la compétence « Eau Pluviale » et N°17/1131 de la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Puyloubier tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 217-5034/18/CM

■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie", "Eau Pluviale" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Rognes

MET 18/9471/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant : Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure

d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 144-3163/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Rognes des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine
- compétence Tourisme

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1er janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie.

L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences

« Services extérieurs défense contre incendies », « Eau Pluviale » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 144-3163/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Rognes ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1140 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies », N° 17/1144 de la compétence « Eau Pluviale » et N° 17/1142 de la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Rognes tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 218-5035/18/CM

■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie" et "Eau Pluviale" de la commune de Rousset MET 18/9473/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 146-3165/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Rousset des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Au regard de ce qui précède et dans l'attente des modifications législatives relatives notamment à la définition du périmètre de la compétence voirie, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion jusqu'à la date du transfert de la voirie soit le 1^{er} janvier 2020.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « voirie et espaces publics ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 146-3165/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Rousset ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1152 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » et N° 17/1153 de la compétence « Eau Pluviale » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Rousset tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 219-5036/18/CM

**■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie", "Eau Pluviale", "Abris de voyageurs", "Eau potable et Assainissement des eaux usées" de la commune d'Aix-en-Provence
MET 18/9432/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 123-3142/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune d'Aix-en-Provence des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Abris voyageurs
- compétence Eau et Assainissement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale

- compétence Planification Urbaine
- compétence Politique de la Ville
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies », « Eau Pluviale » et « Abris de voyageurs » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie.

Les abris de voyageurs publicitaires, considérés comme du mobilier urbain d'information, font l'objet de marchés communs avec d'autres mobiliers sur voirie. Ces marchés portent souvent sur plusieurs objets : mobiliers publicitaires, abris publicitaires ; leur scission peut s'avérer complexe et doit finement être étudiée afin de ne pas modifier l'équilibre économique des contrats qui en résultent.

Concernant la commune d'Aix-en-Provence, le marché de « mise à disposition, installation, maintenance et nettoyage de mobiliers urbains d'information et d'abris destinés aux usagers en déplacement et mise à disposition, installation, maintenance, nettoyage et gestion d'un parc à vélos et de stations de vélos » d'une durée de 13 ans prendra fin le 27 juillet 2019.

L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Considérant ce qui précède, il est aujourd'hui proposé :

- de prolonger de huit mois la durée de la convention de gestion de la compétence « Abris de voyageurs »,
- d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies », « Eau Pluviale ».

Enfin, dans un souci de continuité du service public, la Métropole Aix-Marseille-Provence a signé des conventions de gestion d'une durée d'un an avec les

communes qui exerçaient jusqu'au 31 décembre 2017 les compétences « eau potable » et « assainissement » en régie directe (les contrats de DSP ont bien été repris par la Métropole).

Afin de suivre les seules opérations réalisées en vertu de ces conventions, un budget annexe (M49) pour chacune de ces compétences, non doté de l'autonomie financière, a été créé le 1 janvier 2018 au sein des communes concernées, à l'exception des deux plus petites d'entre-elles (- de 500 hab).

A compter du 1^{er} janvier 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence récupère via des établissements publics de gouvernance métropolitaine, l'exécution de ces compétences.

Afin de poursuivre au-delà du 31 décembre 2018, dans les meilleures conditions possibles, le recouvrement des créances nées de l'exécution de ces conventions de gestion portant sur les compétences eau et assainissement (préservation des chaînes de traitement informatique et monétique, identité des interlocuteurs pour les usagers, unicité du compte de gestion sur pièces,...), il est proposé de maintenir l'apurement de ces restes à recouvrer au sein des postes comptables les ayant pris en charge.

Dès lors, afin de donner aux comptables locaux un cadre juridique leur permettant de mettre en œuvre les procédures adéquates, il est indispensable de prolonger les conventions de gestion signées entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les communes concernées, en limitant toutefois strictement l'objet au seul apurement des restes à recouvrer persistant à la clôture de l'exercice 2018 au sein des budgets annexes ad-hoc.

Un dispositif de reversement périodique à la Métropole Aix-Marseille-Provence des encaissements effectués par les comptables locaux, sera mis en place sur la base d'un état récapitulatif attesté par le comptable. La TVA comprise dans les encaissements effectués sera bien évidemment conservée par la commune.

Les budgets annexes ainsi maintenus au sein des communes n'enregistreront donc que des opérations de trésorerie, à l'exclusion de toute opération budgétaire (aucun titre, aucun mandat). Aucun vote de crédit n'est donc à prévoir pour l'exécution de ces budgets techniques.

De la sorte, le recouvrement des créances nées au sein des communes de l'exécution des conventions de gestion pour l'eau et l'assainissement en 2018 aura donc toutes les chances d'être mené à son terme au 31 décembre 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 123-3142/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune d'Aix-en-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1038 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies », N° 17/1034 de la compétence « Eau Pluviale », N° 17/1033 de la compétence « Abris de voyageurs » et N°17/1036 de la compétence « Eau potable et Assainissement des eaux usées » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Aix-en-Provence tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 220-5037/18/CM

**■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie" et "Eau Pluviale" de la commune de Vitrolles
MET 18/9487/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant : Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficace des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 158-3177/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Vitrolles des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI
- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1er janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Au regard de ce qui précède et dans l'attente des modifications législatives relatives notamment à la définition du périmètre de la compétence voirie, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion jusqu'à la date du transfert de la voirie soit le 1er janvier 2020.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « voirie et espaces publics ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 158-3177/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Vitrolles ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1206 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » et N° 17/1209 de la compétence « Eau Pluviale » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Vitrolles tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 221-5038/18/CM

■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Aires et parcs de stationnement", "Eau pluviale" et Services extérieurs défense contre incendie" de la commune de Salon-de-Provence
MET 18/9409/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 159-3178/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Salon-de-Provence des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Aires et Parcs de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluvial
- compétence Planification Urbaine

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Pluvial » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

En ce qui concerne la compétence « Aires et Parcs de Stationnement », la commune de Salon-de-Provence assure la gestion de ses parcs de stationnement en ayant recours à un contrat de délégation de service public conclu avec la Société SAPM (INDIGO). Ce contrat de délégation de service public a pour objet la construction et l'exploitation des parkings Portail Coucou et Empéri ainsi que l'exploitation du stationnement en surface.

Ainsi, ce contrat concerne à la fois la gestion des parcs de stationnement en ouvrage et la gestion du stationnement payant sur voirie. Or, ce dernier reste de compétence communale alors que les parcs de stationnement en ouvrage relèvent de la compétence de la Métropole au 1^{er} janvier 2018.

Au regard de ce qui précède et dans l'attente des modifications législatives relatives notamment à la définition du périmètre de la compétence voirie, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion jusqu'à la date du transfert de la voirie soit le 1^{er} janvier 2020.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion de la compétence « Aires et Parcs de Stationnement », « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « voirie et espaces publics ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 159-3178/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Salon-de-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 10 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N°17/1276 relative à la compétence « Aires et parcs de stationnement », N°17/1269 relative à la compétence « Eau Pluviale » et N°17/1268 relative à la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Salon-de-Provence tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 222-5039/18/CM

■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie", "Eau Pluviale" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Vernègues
MET 18/9412/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 175-3194/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Vernègues des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Eau Pluviale
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Tourisme

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1er janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie.

L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies », « Eau Pluviale » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 175-3194/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Vernègues ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 10 décembre 2018.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1282 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies », N° 17/1281 de la compétence « Eau Pluviale » et N°17/1283 « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Vernègues tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 223-5040/18/CM

**■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie" et "Eau Pluviale" de la commune de Velaux
MET 18/9411/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 174-3193/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Velaux des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Eau Pluviale
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Planification Urbaine

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Au regard de ce qui précède et dans l'attente des modifications législatives relatives notamment à la définition du périmètre de la compétence voirie, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion jusqu'à la date du transfert de la voirie soit le 1^{er} janvier 2020.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « voirie et espaces publics ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération FAG 174-3193/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Velaux ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 10 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1277 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » et N° 17/1278 de la compétence « Eau Pluviale » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Velaux tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 224-5041/18/CM

**■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie" et "Eau Pluviale" de la commune de Sénas
MET 18/9410/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 173-3192/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Sénas des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Eau Pluviale
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Tourisme
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI »

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux

communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Au regard de ce qui précède et dans l'attente des modifications législatives relatives notamment à la définition du périmètre de la compétence voirie, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion jusqu'à la date du transfert de la voirie soit le 1er janvier 2020.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « voirie et espaces publics ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 173-3192/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Sénas ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 10 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1273 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » et N° 17/1272 de la compétence « Eau Pluviale » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Sénas tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 225-5042/18/CM

**■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie", "Eau Pluviale" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Saint-Chamas
MET 18/9408/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été

transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 172-3191/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Saint-Chamas des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Eau Pluviale
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Tourisme

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie.

L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement,

les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies », « Eau Pluviale » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 172-3191/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Saint-Chamas ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 10 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1265 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies », N° 17/1264 de la compétence « Eau Pluviale » et N°17/1266 de la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Saint-Chamas tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 226-5043/18/CM

■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie" et "Eau Pluviale" de la commune de Rognac MET 18/9407/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 171-3190/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Rognac des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Eau Pluviale
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Au regard de ce qui précède et dans l'attente des modifications législatives relatives notamment à la définition du périmètre de la compétence voirie, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion jusqu'à la date du transfert de la voirie soit le 1er janvier 2020.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « voirie et espaces publics ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 171-3190/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Rognac ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 10 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1262 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » et N° 17/1261 de la compétence « Eau Pluviale » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Rognac tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 227-5044/18/CM

■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie", "Eau Pluviale" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Pélissanne

MET 18/9406/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du

comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 170-3189/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Pélissanne des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Eau Pluviale
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Tourisme

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1er janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et

notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie.

L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications

législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies », « Eau Pluviale » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 170-3189/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Pélissanne ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 10 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1258 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies », N° 17/1257 de la compétence « Eau Pluviale » et N° 17/1259 de la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Pélissanne tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 228-5045/18/CM

■ **Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie", "Eau Pluviale" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Mallemort**

MET 18/9405/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 169-3188/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Mallemort des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Eau Pluviale
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Planification Urbaine
- compétence Tourisme

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie.

L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies », « Eau Pluviale » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 169-3188/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Mallemort ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 10 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1252 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies », N° 17/1253 de la compétence « Eau Pluviale » et N°17/1255 de la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Mallemort tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 229-5046/18/CM

**■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie", "Eau Pluviale" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Lançon Provence
MET 18/9404/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficace des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 168-3187/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Lançon Provence des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Eau Pluviale
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Tourisme

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1er janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie.

L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies », « Eau Pluviale » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 168-3187/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Lançon Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 10 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1249 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies », N° 17/1248 de la compétence « Eau Pluviale » et N°17/1250 de la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Lançon Provence tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 230-5047/18/CM

■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie" et "Eau Pluviale" de la commune de Lamanon MET 18/9403/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de

certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 167-3186/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Lamanon des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Pluvial
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Au regard de ce qui précède et dans l'attente des modifications législatives relatives notamment à la définition du périmètre de la compétence voirie, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion jusqu'à la date du transfert de la voirie soit le 1^{er} janvier 2020.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « voirie et espaces publics ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 167-3186/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Lamanon ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 10 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1246 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » et N° 17/1245 de la compétence « Eau Pluviale » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Lamanon tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 231-5048/18/CM

■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie" et "Eau Pluviale" de la commune de La Fare Les Oliviers
MET 18/9401/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 166-3184/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de La Fare Les Oliviers des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Eau Pluviale
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie

- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations
- compétence Planification Urbaine

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1er janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Au regard de ce qui précède et dans l'attente des modifications législatives relatives notamment à la définition du périmètre de la compétence voirie, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion jusqu'à la date du transfert de la voirie soit le 1er janvier 2020.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « voirie et espaces publics ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 166-3184/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de La Fare Les Oliviers ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 10 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1240 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » et N° 17/1241 de la compétence « Eau Pluviale » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de La Fare Les Oliviers tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 232-5049/18/CM

■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie", "Eau Pluviale" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de La Barben
MET 18/9400/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 162-3181/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de La Barben des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Eau Pluviale
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Tourisme

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie.

L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies », « Eau Pluviale » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération ° FAG 162-3181/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de La Barben ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 10 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1237 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies », N° 17/1236 de la compétence « Eau Pluviale » et N° 17/1238 de la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de La Barben tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 233-5050/18/CM

■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie", "Eau Pluviale" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune d'Eyguières
MET 18/9399/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux

dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 165-3184/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Eyguières des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Eau Pluviale
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Tourisme

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de

discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies », « Eau Pluviale » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 165-3184/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Eyguières ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 10 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1233 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies », N° 17/1232 de la compétence « Eau Pluviale » et N°17/1234 de la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Eyguières tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 234-5051/18/CM

■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie", "Eau Pluviale" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune d'Alleins
MET 18/9392/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 160-3179/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Alleins des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Eau Pluviale
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Tourisme

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie.

L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies », « Eau Pluviale » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 160-3125/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Alleins ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1215 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies », N° 17/1214 de la compétence « Eau Pluviale » et N° 17/1216 de la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Alleins tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 235-5052/18/CM

**■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie" et "Eau Pluviale" de la commune de Berre l'Etang
MET 18/9396/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses

communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 163-3182/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Berre l'Etang des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Abris de voyageurs
- compétence Eau Pluviale
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI »
- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, Aménagement et gestion de Zones d'Activités Portuaires

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux

communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Au regard de ce qui précède et dans l'attente des modifications législatives relatives notamment à la définition du périmètre de la compétence voirie, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion jusqu'à la date du transfert de la voirie soit le 1er janvier 2020.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « voirie et espaces publics ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 163-3182/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Berre L'Etang ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 10 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1222 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » et N° 17/1223 de la compétence « Eau Pluviale » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Berre l'Etang tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 236-5053/18/CM

**■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie" et "Eau Pluviale" de la commune de Saint-Savournin
MET 18/9428/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été

transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 186-3205/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Saint-Savournin des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Eau Pluviale
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Planification Urbaine

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1er janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les

moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Au regard de ce qui précède et dans l'attente des modifications législatives relatives notamment à la définition du périmètre de la compétence voirie, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion jusqu'à la date du transfert de la voirie soit le 1er janvier 2020.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « voirie et espaces publics ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 186-3205/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Saint-Savournin ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 10 décembre 2018.

Où il rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1332 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » et N° 17/1334 de la compétence « Eau Pluviale » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Saint-Savournin tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 237-5054/18/CM

■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie", "Eau Pluviale" et "Eau potable" de la commune de Roquevaire MET 18/9427/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les

communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 185-3204/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Roquevaire des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Aires et Parcs de Stationnement
- compétence Eau Pluviale
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Planification Urbaine
- compétence Eau Potable

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Au regard de ce qui précède et dans l'attente des modifications législatives relatives notamment à la définition du périmètre de la compétence voirie, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion jusqu'à la date du transfert de la voirie soit le 1er janvier 2020.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « voirie et espaces publics ».

Enfin, dans un souci de continuité du service public, la Métropole Aix-Marseille-Provence a signé des conventions de gestion d'une durée d'un an avec les communes qui exerçaient jusqu'au 31 décembre 2017 les compétences « eau potable » et « assainissement » en régie directe (les contrats de DSP ont bien été repris par la Métropole).

Afin de suivre les seules opérations réalisées en vertu de ces conventions, un budget annexe (M49) pour chacune de ces compétences, non doté de l'autonomie financière, a été créé le 1 janvier 2018 au sein des communes concernées, à l'exception des deux plus petites d'entre-elles (- de 500 hab).

A compter du 1^{er} janvier 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence récupère via des établissements publics de gouvernance métropolitaine, l'exécution de ces compétences.

Afin de poursuivre au-delà du 31 décembre 2018, dans les meilleures conditions possibles, le recouvrement des créances nées de l'exécution de ces conventions de gestion portant sur les compétences eau et assainissement (préservation des chaînes de traitement informatique et monétique, identité des interlocuteurs pour les usagers, unicité du compte de gestion sur pièces,...), il est proposé de maintenir l'apurement de ces restes à recouvrer au sein des postes comptables les ayant pris en charge.

Dès lors, afin de donner aux comptables locaux un cadre juridique leur permettant de mettre en œuvre les procédures adéquates, il est indispensable de prolonger les conventions de gestion signées entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les communes concernées, en limitant toutefois strictement l'objet au seul apurement des restes à recouvrer persistant à la clôture de l'exercice 2018 au sein des budgets annexes ad-hoc.

Un dispositif de reversement périodique à la Métropole Aix-Marseille-Provence des encaissements effectués par les comptables locaux, sera mis en place sur la base d'un état récapitulatif attesté par le

comptable. La TVA comprise dans les encaissements effectués sera bien évidemment conservée par la commune.

Les budgets annexes ainsi maintenus au sein des communes n'enregistreront donc que des opérations de trésorerie, à l'exclusion de toute opération budgétaire (aucun titre, aucun mandat). Aucun vote de crédit n'est donc à prévoir pour l'exécution de ces budgets techniques.

De la sorte, le recouvrement des créances nées au sein des communes de l'exécution des conventions de gestion pour l'eau et l'assainissement en 2018 aura donc toutes les chances d'être mené à son terme au 31 décembre 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 185-3204/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Roquevaire ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 10 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1328 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies », N° 17/1330 de la compétence « Eau Pluviale » et N° 17/1331 de la compétence « Eau potable » entre la Métropole Aix-

Marseille-Provence et la commune de Roquevaire tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 238-5055/18/CM

**■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie" et "Eau Pluviale" de la commune de Peypin
MET 18/9426/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les

personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 184-3203/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Peypin des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Aires et Parcs de Stationnement
- compétence Eau Pluviale
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des ZAC industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Au regard de ce qui précède et dans l'attente des modifications législatives relatives notamment à la définition du périmètre de la compétence voirie, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion jusqu'à la date du transfert de la voirie soit le 1^{er} janvier 2020.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « voirie et espaces publics ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 184-3203/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Peypin ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 10 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1323 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » et N° 17/1326 de la compétence « Eau Pluviale » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Peypin tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants. Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 239-5056/18/CM

**■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie" et "Eau Pluviale" de la commune de La Penne-sur-Huveaune
MET 18/9425/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir

disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 183-3202/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de La Penne-sur-Huveaune des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Eau Pluviale
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des ZAC industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1er janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et

notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Au regard de ce qui précède et dans l'attente des modifications législatives relatives notamment à la définition du périmètre de la compétence voirie, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion jusqu'à la date du transfert de la voirie soit le 1er janvier 2020.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » afin que le transfert effectif soit

concomitant au transfert de la compétence « voirie et espaces publics ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 183-3202/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de La Penne-sur-Huveaune ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 10 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1318 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » et N° 17/1321 de la compétence « Eau Pluviale » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de La Penne-sur-Huveaune tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 240-5057/18/CM

■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie" et "Eau Pluviale" de la commune de La Destrousse MET 18/9424/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficace des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 182-3201/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de La Destrousse des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Eau Pluviale
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Planification Urbaine
- compétence GEMAPI

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1er janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Au regard de ce qui précède et dans l'attente des modifications législatives relatives notamment à la définition du périmètre de la compétence voirie, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion jusqu'à la date du transfert de la voirie soit le 1er janvier 2020.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « voirie et espaces publics ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 182-3201/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de La Destrousse ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 10 décembre 2018;

Où le rapport ci-dessus, ;

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1314 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » et N° 17/1317 de la compétence « Eau Pluviale » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de La Destrousse tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 241-5058/18/CM

**■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie" et "Eau Pluviale" de la commune de La Bouilladisse
MET 18/9423/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant : Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 181-3200/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de La Bouilladisse des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Aires et Parcs de Stationnement
- compétence Eau Pluviale
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Planification Urbaine

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1er janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Au regard de ce qui précède et dans l'attente des modifications législatives relatives notamment à la définition du périmètre de la compétence voirie, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion jusqu'à la date du transfert de la voirie soit le 1er janvier 2020.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « voirie et espaces publics ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération FAG 181-3200/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de La Bouilladisse ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 10 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1311 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » et N° 17/1313 de la compétence « Eau Pluviale » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de La Bouilladisse tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 242-5059/18/CM

**■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie" et "Eau Pluviale" de la commune de Cuges-les-Pins
MET 18/9422/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficace des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 180-3199/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Cuges-les-Pins des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Eau Pluviale
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Planification Urbaine

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Au regard de ce qui précède et dans l'attente des modifications législatives relatives notamment à la définition du périmètre de la compétence voirie, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion jusqu'à la date du transfert de la voirie soit le 1^{er} janvier 2020.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « voirie et espaces publics ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 180-3199/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Cuges-les-Pins ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 10 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,
Délibère**

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1308 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » et N° 17/1309 de la compétence « Eau Pluviale » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Cuges-les-Pins tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 243-5060/18/CM

**■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie" et "Eau Pluviale" de la commune de Cadolive
MET 18/9420/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences

prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 179-3198/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Cadolive des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure contre incendies
- compétence Eau pluviale
- compétence Planification Urbaine

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Au regard de ce qui précède et dans l'attente des modifications législatives relatives notamment à la définition du périmètre de la compétence voirie, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion jusqu'à la date du transfert de la voirie soit le 1er janvier 2020.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « voirie et espaces publics ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 179-3198/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Cadolive ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 10 décembre 2018.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1304 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » et N° 17/1305 de la compétence « Eau Pluviale » entre la Métropole

Aix-Marseille-Provence et la commune de Cadolive tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 244-5061/18/CM

**■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie" et "Eau Pluviale" de la commune de Belcodène
MET 18/9419/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des

services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 178-3197/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Belcodène des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Zone d'Activité Economique
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau pluviale

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1er janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Au regard de ce qui précède et dans l'attente des modifications législatives relatives notamment à la définition du périmètre de la compétence voirie, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de

gestion jusqu'à la date du transfert de la voirie soit le 1er janvier 2020.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « voirie et espaces publics ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 178-3197/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Belcodène ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 10 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1302 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » et N° 17/1303 de la compétence « Eau Pluviale » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Belcodène tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 245-5062/18/CM

**■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie", "Parcs et Aires de stationnement" et "Eau pluviale" de la commune d'Auriol
MET 18/9418/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure

d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 177-3196/17/CM du 14 décembre 2017, la métropole décidait de confier à la commune de Auriol des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI »
- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Parcs et Aires de Stationnement », « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Au regard de ce qui précède et dans l'attente des modifications législatives relatives notamment à la définition du périmètre de la compétence voirie, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion jusqu'à la date du transfert de la voirie soit le 1^{er} janvier 2020.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies », « Eau Pluviale » et « Parcs et Aires de stationnement » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « voirie et espaces publics ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 177-3196/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Auriol ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 10 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N°17/1295 relative à la compétence "Services extérieurs défense contre incendie", N°17/1294 relative à la compétence "Parcs et Aires de stationnement" et N° 17/1299 relative à la compétence "Eau pluviale" entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Auriol tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants. Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 246-5063/18/CM

**■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Parcs et Aires de stationnement", "Eau pluviale", "Services extérieurs défense contre incendie" et "Abris de voyageurs" de la commune d'Aubagne
MET 18/9416/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir

disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 176-3195/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Aubagne des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Abris de voyageurs
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Pluvial
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI »
- compétence Planification Urbaine
- compétence Politique de la Ville
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire
- compétence Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1er janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Parcs et Aires de stationnement », « Services extérieurs défense contre incendies », « Eau Pluviale » et « Abris de voyageurs » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie.

Les abris de voyageurs publicitaires, considérés comme du mobilier urbain d'information, font l'objet de marchés communs avec d'autres mobiliers sur voirie. Ces marchés portent souvent sur plusieurs objets : mobiliers publicitaires, abris publicitaires ; leur scission peut s'avérer complexe et doit finement être étudiée afin de ne pas modifier l'équilibre économique des contrats qui en résultent.

L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Parcs et Aires de stationnement », « Services extérieurs défense contre incendies », « Eau Pluviale » et « Abris de voyageurs ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 176-3195/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Aubagne
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 10 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1288 relative à la compétence « Parcs et Aires de stationnement », N° 17/1289 relative à la compétence « Eau Pluviale », N° 17/1287 relative à la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » et N°17/1286 relative à la compétence « Abris de voyageurs » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Aubagne tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 247-5064/18/CM

■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie" et "Eau Pluviale" de la commune de Saint-Zacharie MET 18/9429/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences

prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 187-3206/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Saint-Zacharie des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Eau Pluviale
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Planification Urbaine

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Au regard de ce qui précède et dans l'attente des modifications législatives relatives notamment à la définition du périmètre de la compétence voirie, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion jusqu'à la date du transfert de la voirie soit le 1er janvier 2020.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « voirie et espaces publics ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 187-3206/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Saint-Zacharie ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 10 décembre 2018;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1336 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » et N° 17/1338

de la compétence « Eau Pluviale » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Saint-Zacharie tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 248-5065/18/CM

**■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie", "Eau Pluviale" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune d'Aurons
MET 18/9394/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des

compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 161-3180/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Aurons des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Eau Pluviale
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Tourisme

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie.

L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies », « Eau Pluviale » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 161-3180/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Aurons ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 10 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1219 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies », N° 17/1218 de la compétence « Eau Pluviale » et N° 17/1220 de la

compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Aurons tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 249-5066/18/CM

■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie", "Eau Pluviale" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Charleval MET 18/9398/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les

communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 164-3183/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Charleval des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Pluvial
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Planification Urbaine
- compétence Tourisme

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie.

L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies », « Eau Pluviale » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 164-3183/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Charleval ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 10 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1227 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies », N° 17/1228 de la compétence « Eau Pluviale » et N° 17/1230 de la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Charleval tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 250-5067/18/CM

■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Parcs et Aires de stationnement", "Eau pluviale", "Services extérieurs défense contre incendies", "Abrils de voyageurs" et "Promotion du tourisme dont création d'offices de tourisme" de la commune d'Istres

MET 18/9366/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 188-3207/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Istres des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Abris de voyageurs
- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI »
- compétence Tourisme
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire.

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Parcs et Aires de stationnement », « Services extérieurs défense contre

incendies », « Eau Pluviale » et « Abris de voyageurs » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie.

Les abris de voyageurs publicitaires, considérés comme du mobilier urbain d'information, font l'objet de marchés communs avec d'autres mobiliers sur voirie. Ces marchés portent souvent sur plusieurs objets : mobiliers publicitaires, abris publicitaires ; leur scission peut s'avérer complexe et doit finement être étudiée afin de ne pas modifier l'équilibre économique des contrats qui en résultent.

L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (Commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Parcs et Aires de stationnement », « Services extérieurs défense contre incendies », « Eau Pluviale », « Abris de voyageurs » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 188-3207/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Istres ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1352 relative à la compétence « Parcs et Aires de stationnement », N° 17/1354 relative à la compétence « Eau Pluviale », N° 17/1353 relative à la compétence « Services extérieurs défense contre incendies », N°17/1356 relative à la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » et N° 17/1351 relative à la compétence « Abris de voyageurs » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Istres tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 251-5068/18/CM

■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie", "Eau Pluviale" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Cornillon-Confoux
MET 18/9363/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 189-3208/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Cornillon-Confoux des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- Compétence « Eau Pluviale »
- Compétence « Défense contre incendies »
- Compétence « Tourisme »

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la

compétence voirie dont le transfert est différé au 1er janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies », « Eau Pluviale » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération FAG 189-3208/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Cornillon-Confoux ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Territoire d'Istres Ouest Provence du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1342 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies », N° 17/1341 de la compétence « Eau Pluviale » et N°17/1343 « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Cornillon-Confoux tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 252-5069/18/CM

**■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Eau pluviale", "Services extérieurs défense contre incendie" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône
MET 18/9364/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération

intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 193-3212/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial
- compétence Tourisme
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies », « Eau Pluviale » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 193-3212/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1365 relative à la compétence « Eau Pluviale », N° 17/1364 relative à la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » et N° 17/1366 relative à la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 253-5070/18/CM

■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Parcs et Aires de stationnement" , "Eau pluviale", "Services extérieurs défense contre incendie" et

**"Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Miramas
MET 18/9365/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 192-3211/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Miramas des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Parcs et Aires de Stationnement

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial
- compétence Tourisme
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire.

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1er janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Parcs et Aires de stationnement », « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie.

L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Parcs et Aires de stationnement », « Services extérieurs défense contre incendies », « Eau Pluviale » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 192-3211/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Miramas ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1358 relative à la compétence « Parcs et Aires de stationnement », N° 17/1360 relative à la compétence « Eau Pluviale », N° 17/1359 relative à la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » et N° 17/1361 relative à la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Miramas tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 254-5071/18/CM

**■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie" et "Eau Pluviale" de la commune de Grans
MET 18/9367/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de

certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 191-3210/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Grans des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau pluviale

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1er janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Au regard de ce qui précède et dans l'attente des modifications législatives relatives notamment à la définition du périmètre de la compétence voirie, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion jusqu'à la date du transfert de la voirie soit le 1er janvier 2020.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « voirie et espaces publics ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République .
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 191-3210/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Grans ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Istres-Ouest Provence du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1349 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » et N° 17/1350 de la compétence « Eau Pluviale » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Grans tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 255-5072/18/CM

■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Parcs et Aires de stationnement", "Eau pluviale", "Services extérieurs défense contre incendie" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Fos-sur-Mer
MET 18/9368/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 190-3209/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Fos-sur-Mer des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial
- compétence Tourisme
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1er janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Parcs et Aires de stationnement », « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie.

L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies », « Eau Pluviale » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 190-3209/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Fos-sur-Mer ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1344 relative à la compétence « Parcs et Aires de stationnement », N° 17/1346 relative à la compétence « Eau Pluviale », N° 17/1345 relative à la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » et N°17/1347 « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Fos-sur-Mer tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 256-5073/18/CM

■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie" et "Abris de voyageurs" de la commune de Martigues MET 18/9360/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de

certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 194-3213/17 CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Martigues des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Abris de voyageurs
- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial
- compétence Politique de l'Habitat
- compétence Planification Urbaine
- compétence Création et extension des crématoriums.

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Abris de voyageurs » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie.

Les abris de voyageurs publicitaires, considérés comme du mobilier urbain d'information, font l'objet de marchés communs avec d'autres mobiliers sur voirie. Ces marchés portent souvent sur plusieurs objets : mobiliers publicitaires, abris publicitaires ; leur scission peut s'avérer complexe et doit finement être étudiée afin de ne pas modifier l'équilibre économique des contrats qui en résultent.

L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences

« Services extérieurs défense contre incendies » et « Abris de voyageurs ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- La délibération FAG 194-3213/17 CM validant les conventions de gestion avec la commune de Martigues ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 7 décembre 2018.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1374 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » et N°17/1370 de la compétence « Abris de voyageurs » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Martigues tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

FAG 257-5074/18/CM

■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie", "Eau Pluviale" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Port-de-Bouc
MET 18/9361/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 195-3214/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Port-de-Bouc des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Pluvial
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Tourisme

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1er janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie.

L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies », « Eau Pluviale » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 195-3214/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Port-de-Bouc ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 7 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°1 aux conventions de gestion N° 17/1379 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies », N° 17/1378 de la compétence « Eau Pluviale » et N° 17/1380 de la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Port-de-Bouc tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 258-5075/18/CM

**■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie", "Eau Pluviale" et "Promotion du tourisme dont la création des offices de tourisme" de la commune de Saint-Mitre-Les-Remparts
MET 18/9362/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 196-3215/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Saint-Mitre-Les-Remparts des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial
- compétence Planification Urbaine
- compétence Tourisme

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies », « Eau Pluviale » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 196-3215/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Saint-Mitre-Les-Remaprts ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 7 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1382 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies », N° 17/1383 de la compétence « Eau Pluviale » et N°17/1385 « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Saint-Mitre-Les-Remparts tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 259-5076/18/CM

**■ Approbation de l'avenant n° 1 à la convention de gestion relative à la compétence "création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" de la commune de Istres, transférée au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 18/9636/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L. 5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L. 5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L. 5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L. 5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L. 5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 188-3207/17/CM du 14 décembre 2017, la métropole décidait de confier à la commune d'Istres une convention de gestion portant sur le domaine suivant :

- compétence «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire».

La convention a été conclue pour une durée d'un an.

La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain, a modifié la date du transfert des compétences « Création, aménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires », et les a reportées au 1^{er} janvier 2020 (article 76). Ces compétences sont étroitement liées à la compétence «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », et leurs transferts semblent aujourd'hui difficilement dissociables.

Aussi, la Métropole ne pourra pas disposer, au 1^{er} janvier 2019, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à l'exercice de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », compte tenu du transfert différé au 1^{er} janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie. Les déclarations de moyens humains faites par les communes pour exercer cette compétence sont très hétérogènes. Elles comprennent parfois des agents d'exécution sans encadrement, ou souvent, des pourcentages d'équivalent temps plein (ETP) d'agents, largement inférieurs à 1 ETP. Cette situation s'explique par le fait que le personnel d'encadrement est principalement mobilisé sur la compétence voirie non transférée à ce jour. Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Les déclarations de moyens matériels faites par les communes sont, elles aussi, très faibles, voire inexistantes. Là aussi, les moyens affectés à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », sont largement utilisés pour la compétence voirie.

Aussi il a été proposé de prolonger, pour une durée d'un an, la convention de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie ».

Toutefois, suite à une erreur matérielle, il convient d'abroger la précédente délibération et d'inclure la ZAC des Cognets à l'avenant n°1.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain ;
- La délibération n° FAG 188-3207/17/CM du 14 décembre 2017 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence validant les conventions de gestion avec la commune d'Istres ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération n° FAG 124-4580/18/CM du 18 octobre 2018.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n° 1 ci-annexé à la convention de gestion n° 17/1357 approuvée par délibération n° FAG 188-3207/17/CM entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Istres au titre de

la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ».

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisée à signer cette convention et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Economie,
Nouvelles Technologies,
Enseignement Supérieur"***

ECO 001-5077/18/CM

■ **Approbation du dispositif de Production de l'Offre Foncière et Immobilière à vocation Economique sur le territoire de la Métropole (2018-2032)**

MET 18/8950/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa stratégie en matière de développement économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le 30 mars 2017 l'Agenda du Développement économique, dont l'ambition est de répondre aux besoins des entreprises et ainsi contribuer au développement de l'emploi pour assurer l'attractivité de son territoire. Ce document stratégique a permis de définir les priorités et un plan d'actions à mener par la Métropole pour répondre à ces enjeux.

Afin de répondre précisément à l'enjeu du foncier économique et apporter des réponses aux besoins des entreprises, estimés pour l'économie productive à 1 450 hectares d'ici 2030, la Métropole a élaboré un dispositif de Production de l'Offre Foncière et Immobilière pour les Entreprises (SPOFIE) pour les quinze années à venir.

Il s'agit d'un outil de planification et de programmation qui identifie les potentiels fonciers à vocation économique sur le territoire, constituant ainsi une

base de données des opérations foncières et immobilières prenant en compte la demande et la typologie des entreprises.

Il convient de noter que les espaces intégrés à ce dispositif ne sont prélevés ni sur les espaces naturels, ni sur les espaces agricoles. Seuls les secteurs à vocation économique dans les documents de planification ont été pris en compte.

Ce travail collaboratif et concerté avec les conseils de territoire a permis **de répondre aux objectifs** suivants :

1/ Satisfaire l'ambition fixée par l'Agenda du Développement Economique Métropolitain :

- Reconquérir du foncier en faveur du développement économique et répondre aux besoins estimés de 1 450 hectares de foncier sur quinze ans, dont 400 hectares d'ici 2021.
- Participer au développement de l'innovation et de l'attractivité en confortant les six filières d'excellences (la santé, la logistique maritime, l'aéronautique & la mécanique, les industries numériques et créatives, l'environnement & l'énergie, l'art de vivre & le tourisme), et les produits immobiliers de types ; technopôles, pôles d'activités technologiques, parcs logistiques.
- Soutenir l'équilibre du territoire en favorisant le développement de parcs d'activités et de zones d'activités de proximité adaptés aux besoins des entreprises locales.

2/ Proposer une temporalité aux 164 opérations recensées sur la Métropole.

- Identifier avec les conseils de territoire toutes les opérations qui représentaient un potentiel foncier « public » ou « privé », pour des opérations en création, extension et renouvellement/requalification.
- Proposer une temporalité aux opérations en fonction de leur état d'avancement et de leurs contraintes techniques et faisabilité opérationnelle :

- Les opérations à court terme (0 à 5 ans) sont celles déjà engagées par les conseils de territoire. Ces 67 opérations, réparties sur le territoire de la métropole, représentent le futur engagé, voire les opérations en cours de commercialisation. Ces opérations participent à la mise sur le marché des besoins estimés à 400 ha d'ici 2021 (la liste de ces opérations engagées est jointe en annexe).

- Les opérations à moyen terme (5 à 10 ans) concernent celles « à engager » sur le plan opérationnel même si des études foncières ou opérationnelles sont en cours. C'est sur ces

opérations que la métropole, en concertation avec les conseils de territoire, va être appelée à se prononcer sur leur priorisation dans un objectif de programmation.

- Les opérations à long terme (10 à 15 ans) concernent les opérations « en projets dans les documents d'urbanisme » pour lesquelles il n'existe peu ou pas d'études. Ces opérations restent à engager et programmer dans le futur.

3/ Assurer une sortie effective des opérations

- Proposer des projets sécurisés dans leur faisabilité pour répondre au mieux aux besoins des entreprises au travers d'une politique volontariste et anticipatrice menée en liaison avec les conseils de territoire.

4/ Limiter la consommation foncière à travers des opérations de renouvellement/ requalification

- Favoriser et optimiser les pôles productifs existants. Une étude sur la requalification des zones d'activités à vocation économique réalisée en 2017 a permis d'identifier 60 opérations de renouvellement/requalification sur les 164 opérations du dispositif de production de l'offre foncière et immobilière.

Diagnostic partagé et plan d'actions :

- Cet outil a permis de constater que les opérations identifiées permettent de répondre en volume aux besoins fonciers estimés à 1450 hectares à 15 ans et 400 hectares d'ici 2021 (avec les seules opérations à court terme).

Le rythme de sortie de ces opérations doit toutefois être tenu pour atteindre cet objectif.

- L'offre potentielle à développer sur chaque secteur géographique de marché permet de répondre aux besoins, à l'exception de « l'aire de Marseille » où les besoins estimés (320 hectares) sont supérieurs aux projets recensés (135 hectares) et le secteur « Est de la métropole » où l'équilibre entre les besoins et les projets recensés reste fragile.

Les opérations identifiées sur ces secteurs sont à conforter pour ne pas déséquilibrer ce dispositif d'ensemble ou creuser ce constat.

- Les niveaux de réponses apportés par typologie de produit (Technopôles, pôles d'activités technologiques, parcs logistiques, parcs d'activités et zones d'activités de proximités) sont cohérents avec la demande des entreprises à

l'exception des parcs logistiques (300 hectares environ restent à identifier).

Les projets de parcs logistiques sont donc à accélérer et des fonciers restent à identifier dans la logistique urbaine.

- Une politique foncière volontariste et anticipatrice est nécessaire pour tenir le rythme de sortie de ces opérations, restant à programmer annuellement.

Une politique d'acquisition foncière corrélée à une programmation annuelle devra être menée en lien avec le Plan d'Action Foncière métropolitain, actuellement en cours d'élaboration.

- Le temps de commercialisation d'une opération est estimé à 7 ans environ.

Les retombées économiques en termes d'emplois représentent environ 30 emplois par hectare, avec des retombées fiscales estimées à 16 000 euros par hectare, si l'opération est réalisée et occupée.

Dispositif de suivi de cet outil et gouvernance :

- Un comité de pilotage annuel sera mis en place avec l'objectif de proposer une programmation annuelle des opérations prioritaires, corrélée à une programmation pluriannuelle des investissements et donnant lieu à une décision annuelle d'étudier des opérations par voie délibérative.
- Les partenaires de la Métropole (Agences d'urbanisme, CCI, CMAR, EPF...) seront associés au dispositif de suivi. Une démarche de marketing territorial auprès des promoteurs-aménageurs-constructeurs sera mise en place pour partager l'information sur les besoins des entreprises.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° ECO 001-1775/17 du 30 mars 2017, relative à l'approbation de l'agenda du développement économique Métropolitain,
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis des Conseils de Territoire .

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'Agenda du Développement Economique de la Métropole a permis de définir les priorités stratégiques et un plan d'actions à mener pour répondre aux ambitions et assurer l'attractivité du territoire métropolitain ;
- Les besoins fonciers pour l'économie productive, estimés à 1 450 hectares d'ici 2030,
- Le souhait pour la Métropole d'élaborer une démarche stratégique en développant le dispositif de Production de l'Offre Foncière et Immobilière pour les Entreprises (SPOFIE) pour les quinze années à venir ;
- Le travail collaboratif et concerté avec les Conseils de Territoire qui contribue à répondre aux objectifs fixés et à adopter une programmation pluriannuelle des investissements;
- La production de foncier qui doit s'accompagner d'une politique volontariste et anticipatrice en limitant notamment la consommation de l'espace, par des opérations de requalification/renouvellement ;
- Le plan d'actions élaboré dans le respect des équilibres entre les territoires et en lien avec les besoins en volume et en gamme ;
- Les retours sur investissements pour la métropole en termes d'emplois et de recettes fiscales.
- Le dispositif de suivi de cet outil et la gouvernance à mener avec les Conseils de Territoire en association avec les partenaires de la métropole.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le dispositif de production de l'offre foncière et immobilière à vocation économique sur le territoire de la Métropole (2018– 2032), outil de planification et de programmation qui permet d'assurer le pilotage des opérations pour l'économie productive avec l'objectif de constituer les 1 500 ha de zones d'activités nécessaires au développement économique à l'horizon 2030, dont la synthèse est ci-annexée.

Article 2 :

Est approuvée la liste des opérations foncières programmées à court terme sur la métropole, ainsi que le dispositif de suivi et la gouvernance qui seront chargés de prioriser les opérations à moyen et long terme, dans un objectif de programmation.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 002-5078/18/CM

**■ Avis sur les dérogations exceptionnelles au repos dominical accordées par les maires au titre de l'année 2019 pour les branches des commerces de détail et la branche automobile
MET 18/8985/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi N°2015-990 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, dite loi Macron, a été promulguée le 6 août 2015. L'objectif de ce texte est de répondre aux enjeux du développement du territoire dans les zones disposant d'une attractivité économique et touristique mais également de réduire les distorsions entre les commerces et d'améliorer la compensation pour les salariés volontaires.

Dans ce cadre, elle instaure notamment des dispositions quant aux possibilités de dérogation au principe de repos dominical dans les commerces de détail, par décision du Maire.

Ainsi l'article L3132-26 du Code du Travail établit que, dans les établissements de commerce de détail où le repos hebdomadaire a lieu normalement le dimanche, ce repos peut être supprimé les dimanches désignés, pour chaque commerce de détail, par décision du Maire prise après avis du Conseil municipal.

Le nombre de ces dimanches ne peut excéder 12 par an. La liste des dimanches est arrêtée avant le 31 décembre, pour l'année suivante. Elle peut être modifiée, en cours d'année, selon les mêmes formes,

dans un délai de 2 mois avant le 1^{er} dimanche concerné par cette modification.

Lorsque le nombre de ces dimanches excède cinq, la décision du Maire doit être prise après avis conforme de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale dont la commune est membre. A défaut de délibération dans un délai de deux mois suivant sa saisine, cet avis est réputé favorable.

Par conséquent, il est proposé au conseil de la Métropole de se prononcer sur les dérogations envisagées par les communes du territoire qui ont fait part de leur intention de délibérer sur plus de 5 dimanches :

- Territoire de Marseille Provence : Allauch, Carry-le-Rouet, Châteauneuf-les-Martigues, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Saint-Victoret,
- Territoire du Pays d'Aix : Aix-en-Provence, Bouc-Bel-Air, Fuveau, Les Pennes-Mirabeau, Pertuis, Venelles, Vitrolles,
- Territoire du Pays Salonais : Lançon-de-Provence, Rognac, Salon-de-Provence, Sénas,
- Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile : Aubagne, Auriol,
- Territoire d'Istres Ouest Provence : Fos, Istres, Miramas, Port-Saint-Louis-du-Rhône,
- Territoire du Pays de Martigues : Martigues, Saint-Mitre-les-Remparts.

Ces ouvertures dominicales exceptionnelles contribueront à la vitalité et au dynamisme commercial des communes concernées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code du Travail et notamment l'article L3132-26 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques .

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que ces ouvertures dominicales contribueront à la vitalité et au dynamisme commercial des communes concernées.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée pour les communes figurant en annexe 1 et sur la base de leur saisine la liste des dimanches permettant aux commerces de détail considérés de déroger au repos dominical.

Article 2 :

Est approuvée pour les communes figurant en annexe 1 et sur la base de leur saisine la liste des dimanches permettant aux commerces de l'automobile considérés de déroger au repos dominical.

Article 3 :

La liste des dimanches établie par commune donnera lieu à un arrêté du maire conformément aux dispositions du Code du Travail.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 003-5079/18/CM

**■ Partenariat avec la Banque Publique d'Investissement France - Abandon de créance en faveur d'une société suite au constat d'échec entériné par la BPI
MET 18/8636/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de son partenariat avec la BPI (Banque Publique d'Investissement), la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient depuis 2006 les entreprises du territoire porteuses d'un projet

technologique innovant, en abondant l'aide octroyée initialement par BPI France. Jusqu'en 2011, ces aides étaient versées sous la forme de subventions, elles ont été ensuite transformées en avances remboursables avec un délai de remboursement fixé par convention à 2 ans à partir du versement de l'aide.

La société La Mesure sur Mesure créée en 2009 et actuellement basée à Gardanne, se positionne sur le marché de l'aéronautique comme conceptrice de solutions pour la réalisation de mesures industrielles à base de capteurs. Afin de pouvoir développer ce projet innovant, elle a obtenu de la BPI un soutien financier d'un montant de 100 000 €, et dans le cadre de son partenariat avec la BPI, la CPA avait abondé cette aide à hauteur de 30 000€, par un versement en date du 10 janvier 2013.

La société a rencontré des difficultés liées à la revendication de son brevet sur le CaptiFlex™ par un grand groupe aéronautique français, l'obligeant à suspendre les essais en vol. Elle a adressé à BPI France, en date du 27 juillet 2016, une demande de constat d'échec technique afin d'obtenir l'abandon de ses créances auprès de la BPI. Ce constat d'échec, qui renonce au remboursement de la somme de 85.000€, a été accepté par la BPI le 18 avril 2018.

Dans le cadre de son partenariat avec la BPI, la Métropole Aix-Marseille-Provence se met en conformité avec cette décision en procédant à l'abandon des créances de la société à son égard. La société ayant déjà remboursé la moitié de l'avance, soit 15.000€ suite à l'émission de trois titres de recettes de 5 000 € chacun, la Métropole Aix-Marseille-Provence renonce au recouvrement de la somme restante de 15 000 € et notifiera par courrier à l'entreprise cet abandon de créances.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°2007_A441 du Conseil communautaire de la CPA 14 décembre 2007, prévoyant l'octroi d'aides aux entreprises du Pays d'Aix impliquées dans des projets de R&D et la signature à cet effet

d'un partenariat avec OSEO devenu BPI France ;

- La délibération n°2011_A146 du Conseil communautaire de la CPA du 3 novembre 2011 transformant la nature de l'aide en avance remboursable complétant l'aide octroyée par BPI France Financement dans le cadre d'un soutien à une entreprise pour la réalisation d'un programme innovant ;
- La délibération n°2015_B035 du Bureau communautaire de la CPA du 29 janvier 2015 portant renouvellement de la convention de partenariat avec BPI France Financement ;
- La délibération n°2012_B334 du Bureau communautaire de la CPA du 12 octobre 2015 entérinant le soutien financier à quatre entreprises du Pays d'Aix, dont la société La Mesure sur Mesure ;
- La convention bilatérale d'application signée le 19 novembre 2012 entre la société La Mesure sur Mesure et la Communauté du Pays d'Aix ;
- L'acceptation du constat d'échec par la BPI du 18 avril 2018, sous la forme de l'avenant DA 11019U00/01-A1101019U00 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de se mettre en conformité avec les décisions de la BPI dans le cadre du partenariat qui les lie depuis 2006, concernant la société La Mesure sur Mesure.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le constat d'échec technique de la BPI notifié à la société La Mesure sur Mesure en date du 18 avril 2018.

Article 2 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence renonce pour sa part à recouvrer les créances restantes, soit 15.000€

du au titre de la convention bilatérale la liant à la société La Mesure sur Mesure. Cette décision sera notifiée à l'entreprise par courrier.

Article 3 :

Ce remboursement devait initialement intervenir sur la ligne de crédit 22815 sur le budget 01 en section d'investissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 004-5080/18/CM

■ Approbation de la création et affectation d'une autorisation de programme relative aux acquisitions foncières, études et travaux dans le cadre de l'aménagement du secteur à vocation économique MI-Biopark à Luminy à Marseille MET 18/8952/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le site de Luminy est un site remarquable par son environnement et un pôle d'excellence dans les sciences du vivant qui fédère universités, chercheurs et entreprises de renom international.

La Métropole Aix-Marseille-Provence soutient depuis sa création la dynamique entrepreneuriale de la filière santé-biotech sur ce site par la production d'une offre immobilière, le financement de structures d'accompagnement de la création d'entreprises et les projets de R&D.

En effet, très tôt, la Métropole a misé sur les biotechnologies en développant sur le Campus Universitaire Scientifique et Technologique de Luminy (CUSTeL) une offre de locaux dédiés dans le cadre du programme du Village d'entreprises de Luminy Biotech. Un soutien qui a notamment permis de développer, sur 3 500 m² la pépinière spécialisée Grand Luminy et d'accueillir sur 4 500 m² les entreprises Haliodx, Biotech Germande, Modul Bio, Syncrosome. Aujourd'hui, la volonté est de permettre l'implantation, sur la parcelle voisine Luminy Biotech IV, de la société Haliodx en forte croissance et de l'Institut NeuroChlore, fondation privée consacrée à la valorisation de la recherche pour les thérapies innovantes dédiées notamment à l'autisme.

Sur le secteur mitoyen situé hors CUSTeL, la Métropole a permis, en réhabilitant une partie du bâtiment BRGM, l'accueil de la plateforme d'immunotechnologie MI-mAbs, qui réunit notamment Aix-Marseille Université, le CIML, la société Innate-

Pharma, laquelle société va encore étendre ses bâtiments sur un terrain voisin.

Dans le but de favoriser les synergies, de renforcer l'attractivité et le rayonnement de ce Technopole baptisé MI-Biopark (MI pour Marseille immunopole), la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité disposer d'un schéma directeur d'ensemble sur ces deux périmètres actuellement distincts (une partie située dans l'enceinte du CUSTeL clôturée, une partie hors CUSTeL).

Une étude d'aménagement urbain et paysager portant sur les axes de travail suivants a été lancée :

- requalification de la voie existante (Ex-Icorem/BRGM) pour affirmer son statut public et amenée des réseaux pour desservir les nouveaux programmes immobiliers (extension Innate-Pharma / programme immobilier Sogima et implantation de deux sociétés sur la parcelle Luminy biotech IV)
- création d'une liaison entre les deux sous-secteurs de la zone MI-Biopark pour renforcer les connexions et prendre en compte le risque incendie
- aménagement des espaces publics et création de lieux de centralité et de convivialité pour favoriser les échanges
- mise en place d'une signalétique appropriée

L'ensemble de ces aménagements devant se réaliser dans une logique d'excellence paysagère et environnementale.

Le diagnostic, établi en phase 1 de l'étude et validé par l'ensemble des acteurs du site de Luminy réunis et mobilisés en grand nombre dans différents comités techniques, a confirmé la nécessité de travailler ensemble sur les nombreux sujets communs (notamment signalétique, mobiliers, espaces verts, plan de déplacement inter-entreprises) et l'intérêt d'une gestion unifiée du site dans le but de favoriser les synergies enseignants-chercheurs-entreprises, et ce, dans le cadre d'un possible élargissement du périmètre du CUSTeL intégrant la partie MI-Biopark situé hors CUSTeL, par la constitution d'une clôture externe commune.

Le schéma directeur d'aménagement présenté en phase 2 retient deux scénarii comportant chacun deux variantes (1a et 1b, 2a et 2b).

Un consensus s'est dégagé auprès de tous les acteurs du site en faveur d'un projet d'aménagement permettant la connexion des deux entités par un barreau de liaison piétonnier propice à la défense incendie, une clôture extérieure du Technopole permettant la sécurisation et la gestion unifiée des espaces collectifs dans un souhait de préservation de la qualité architecturale, paysagère et

environnementale d'un espace emblématique du territoire de la Métropole.

Ce projet d'aménagement pourra évoluer à moyen terme vers une intégration plus poussée du Technopole au sein du CUSTeL dès lors que la gouvernance du site aura été établie pour assurer la réalisation de projets fédérateurs.

Dans le cadre de ce schéma directeur d'aménagement, des acquisitions foncières s'avèrent nécessaires sur tout ou partie des terrains appartenant au BRGM et à la Ville de Marseille.

Le programme de travaux qui sera lancé permettra d'accueillir de nouvelles entreprises et de contribuer à leur développement ainsi qu'à l'attractivité et au rayonnement du site en favorisant les synergies existantes.

Dans le cadre de l'OIR thérapies innovantes, ce projet a été retenu au titre du CRET et peut être soutenu jusqu'à hauteur de 1,5 M Euro.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° ECO 001-1775/17 du 30 mars 2017, relative à l'approbation de l'agenda du développement économique Métropolitain ;
- La délibération n°URB 019-3293/17/CM du 14 décembre 2017 relative à l'approbation du Contrat Régional d'Equilibre Territorial (CRET) et le Contrat Régional d'Equilibre Territorial 2018-2020 signé entre la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 11 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la filière santé est un enjeu majeur pour l'économie régionale et métropolitaine ;
- Que le schéma directeur d'aménagement du Technopole MI-Biopark viendra répondre à la volonté de renforcer l'attractivité et le rayonnement du Technopole MI-Biopark dédiée à l'immunologie par une meilleure lisibilité, accessibilité, l'aménagement des espaces extérieurs et une offre de locaux dédiés permettant l'accueil et le développement des entreprises sur ce site emblématique du rapprochement Enseignement-Recherche-Entreprises de notre territoire ;
- Que l'acquisition de foncier permettra à la Métropole Aix-Marseille-Provence de réaliser les aménagements envisagés ;
- Que les études et travaux de requalification de voirie et d'amenée de réseaux, de création d'un barreau de liaison, d'aménagement d'espaces de convivialité seront nécessaires pour mener à bien ce projet ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation d'une Autorisation de Programme portant sur la réalisation d'acquisitions foncières, études et travaux de voirie et réseaux, aménagements urbains et paysagers des espaces publics sur le secteur du Technopole MI-Biopark d'un montant de 3 200 000 euros HT.

Article 2 :

Les crédits nécessaires relatifs à cette opération sont inscrits au Budget 2019 du Territoire Marseille Provence - Sous Politique B320 - Natures 2111 – 231352 – 231321 – 2031 - Fonction 515.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement prévus pour cette opération s'établit comme suit :

CP 2019 : 300 000 euros HT
CP 2020 : 2 000 000 euros HT
CP 2021 : 900 000 euros HT

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 005-5081/18/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Aix-en-Provence ZAC de la gare de l'Arbois" MET 18/9241/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La ZAC de la Gare a été créée à l'initiative du Syndicat Mixte de l'Arbois par arrêté préfectoral en date du 9 mai 2003 et son dossier de réalisation approuvé en mars 2006. Située sur la commune d'Aix en Provence, elle a été concédée à la SPL Terra 13 par décision du SMA en date du 24 juin 2013 afin de confier au concessionnaire la mise en œuvre de l'opération.

La ZAC couvre actuellement un périmètre de 40 hectares destiné à accueillir un parc d'activités en lien avec la gare TGV d'Aix-en-Provence qui rassemblerait 100 000 m² de surface de plancher. Suite au classement du massif de l'Arbois au titre de la loi Paysages (PIG), le périmètre constructible de la ZAC a été réduit à 23 hectares, sans pour autant en modifier le potentiel constructible. La maîtrise foncière des terrains a été déjà en grande partie acquise par Terra 13 et les démarches réglementaires ont été menées, notamment en ce qui concerne la loi sur l'eau et les autorisations de défrichement.

Les travaux auraient dû être lancés en 2017 mais l'opération a été stoppée, d'une part suite à la dissolution du Syndicat Mixte de l'Arbois et son intégration à la Métropole Aix-Marseille-Provence, d'autre part au regard des difficultés de déplacements sur le secteur Sud d'Aix-en-Provence, notamment l'accès aux zones d'activités économiques qui imposaient d'avoir une réflexion plus large sur les futurs projets impactant la RD9.

Depuis, la SPL Terra 13 a été dissoute et son patrimoine transféré au Département. Les terrains acquis par la SPL dans le cadre de ses missions seront transférés à la Métropole sans contrepartie financière.

La ZAC de la Gare est une opération d'aménagement emblématique pour la Ville d'Aix-en-Provence et le Territoire du Pays d'Aix, tant sur le plan économique que dans sa dimension urbaine. Ce projet économique phare devra en effet permettre de répondre à un besoin avéré en immobilier d'entreprises et aux besoins de porteurs de projets innovants pour le Territoire. Très attendue par l'ensemble du monde économique, il est opportun aujourd'hui, de relancer cette opération dans un

contexte administratif plus stabilisé. La question circulaire demeure entière et devra être traitée en fonction de la programmation de la ZAC.

Financement de l'opération :

Les cessions de charges foncières permettront de financer une grande partie des dépenses liées à l'aménagement de la ZAC.
La participation de la Métropole à l'équilibre de cette opération est estimée à 3,7 M€.

Il est donc nécessaire d'ouvrir une autorisation de programme d'un montant de 3 700 000 € T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil du Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant de 3 700 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI316AP « Aix ZAC de la gare de l'Arbois ».
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement DI316AP « Aix ZAC de la gare de l'Arbois » pour un montant de 3 700 000 € T.T.C.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix.
L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement s'établit comme suit :

DI316AP « Aix ZAC de la gare de l'Arbois »

Montant total de l'AP : 3 700 000 € T.T.C

CP 2019 : 80 000 € T.T.C.
CP 2021 : 1 000 000 € T.T.C.
CP 2020 : 1 000 000 € T.T.C.
CP 2022 : 1 000 000 € T.T.C.
CP 2023 : 620.000 € T.T.C.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 006-5082/18/CM

■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement "Participations diverses" du Territoire Istres-Ouest Provence MET 18/8929/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° FAG 036-2694/17/CM du 19 octobre 2017, le Conseil de la Métropole a approuvé la mise en autorisation de programme des opérations d'investissement au Budget Principal.

Lors de la délibération initiale, l'ensemble des projets liés au développement économique inclus dans l'opération d'investissement n° 2017502300 « Participations diverses » du Territoire Istres-Ouest Provence n'étant pas connu jusqu'en 2020, l'affectation a donc été approuvée partiellement.

Ladite opération inscrite au Budget Principal de la Métropole, enregistrée dans l'autorisation de programme n° 17503 A BP – Développement économique – doit être révisée pour un montant de 2 232 421 € TTC.

Cette révision porte le montant de l'opération n° 2017502300 de 687 580 € TTC avant révision à 2 920 001 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 2 232 421€ TTC de l'opération « Participations diverses » afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 2 232 421 € TTC de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2017502300 « Participations diverses » rattachée au programme n° 03 « Actions de développement économique » code AP 17503 A BP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal 2019 de la Métropole.
L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

Mandaté antérieur : 67 697 € TTC
CP 2018 : 428 567 € TTC
CP 2019 : 2 423 737 € TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 007-5083/18/CM

■ Participation de la Métropole au programme européen Mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE) MET 18/8901/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE) est un programme européen visant à soutenir les investissements dans les projets d'infrastructures de transport, de télécommunications et de l'énergie afin de stimuler la croissance économique.

Les objectifs du programme sont les suivants :

- Le développement des infrastructures énergétiques européennes d'intérêt commun (pré-identifiées par la Commission européenne) ;
- Le développement des infrastructures de transports transeuropéennes sur le réseau pré-identifié par la Commission européenne ;
- Le développement des infrastructures européennes de télécommunications.

Le programme européen MIE, également appelé *Connecting Europe Facility* (CEF), est doté d'une enveloppe de 33,2 milliards d'euros sur la période 2014 – 2020.

Les porteurs de projet éligibles sont les Etats membres, les organisations internationales, les entreprises, les collectivités territoriales et les organismes publics ou privés établi(e)s dans un Etat membre. Il est à noter que le porteur de projet, s'il est distinct de l'Etat membre, doit obtenir l'accord de ce dernier afin de pouvoir présenter son projet.

Le MIE offre des subventions. Le taux de cofinancement varie de 20% à 50% des coûts éligibles pour les travaux et études.

L'INEA, Agence exécutive pour l'innovation et les réseaux, gère le programme MIE pour la Commission européenne. Le MIE fonctionne par appels à projets, disponibles en ligne et distincts selon le secteur concerné : énergie, transports, télécommunications. Les dossiers de candidature sont à remplir

directement en ligne sur la plateforme TENtec eSubmission.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N° TRA 001-1376/16/CM – d'approbation de l'agenda de la mobilité métropolitaine du Conseil de Métropole du 15 décembre 2016 ;
- La délibération N° MET 17/3098/CM – d'approbation de l'Agenda du Développement Economique Métropolitain du Conseil de Métropole du 30 mars 2017 ;
- Le Règlement (UE) n°1316/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 établissant le mécanisme pour l'interconnexion en Europe ;
- Le Règlement (UE) délégué n°1391/2013 pour les projets d'intérêt commun disponibles dans le secteur de l'énergie ;
- Le Règlement (UE) n°1315/2013 du 11 décembre 2013 pour les projets complétant le réseau central ou global identifié dans le secteur des transports ;
- L'appel à propositions du 17 mai 2018 lancé par la Commission européenne dans le cadre du volet transports du Mécanisme pour l'Interconnexion en Europe, portant sur les priorités suivantes : numérisation, sécurité routière et multimodalité.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les axes prioritaires du programme européen MIE 2014-2020 qui répondent à des enjeux essentiels pour la Métropole, notamment en matière de mobilité urbaine durable ;

- La volonté affichée par la Métropole de faire preuve d'audace et de créativité et de trouver des solutions aux défis complexes du territoire qui vont au-delà des politiques et services traditionnels ;
- Le programme européen MIE offre à la Métropole des opportunités de co-financements conséquents aux projets stratégiques identifiés dans les Agendas métropolitains de la Mobilité et du Développement économique.

• **Délibère**

Article unique :

Est approuvée la faculté pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de répondre aux appels à projets du programme européen MIE-Mécanisme pour l'interconnexion en Europe pendant toute la période de programmation européenne 2014-2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 008-5084/18/CM

■ Approbation d'une convention de financement avec la LCS Yachting Village et la Société Arkea Banque Entreprises et Institutionnels dans le cadre de la délégation de service public pour la réalisation et l'exploitation d'un programme immobilier dédié aux entreprises industrielles œuvrant dans le domaine du yachting sur le site des Chantiers navals de la Ciotat MET 18/8815/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° 004-4138/18/CM en date du 28 juin 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé le contrat de délégation de service public, sous la forme d'un contrat de concession de travaux et de service public d'une durée de 30 ans, pour la réalisation et l'exploitation d'un programme immobilier dédié aux entreprises industrielles tournées vers le yachting sur le site des chantiers navals de la Ciotat avec la société LCS Yachting Village. Le contrat a été conclu le 6 septembre 2018 et notifié au délégataire le 24 septembre 2018.

Il s'agit, de développer les capacités d'accueil des entreprises du refit et du yachting et renforcer ce pôle de référence mondiale de maintenance des yachts de très grande taille.

Aux termes de ce contrat de délégation de service public, le Délégataire s'est engagé à réaliser un

programme de travaux pour un montant estimatif de 15,7 millions d'euros hors taxes.

La Ciotat Shipyards, en sa qualité d'actionnaire du Délégataire, contribue au financement des investissements prévus au programme de travaux, par le biais d'une dotation en fonds propres ou quasi fonds propres dans la limite d'un montant net cumulé de 4,5 millions d'euros maximum sur toute la durée du contrat. Les financements bancaires représenteront au moins 70% du montant des investissements de chacune des tranches de travaux.

Afin de sécuriser les financements bancaires plusieurs mécanismes sont prévus dans le contrat de concession.

Tout d'abord, un compte de réserve nanti au profit des prêteurs sera mis en place au plus tard à la date de mise en service des ouvrages réalisés par tranches dans le cadre du programme de travaux.

La Ville de la Ciotat accordera au Délégataire sa garantie, sous forme de garantie autonome à première demande sur les emprunts souscrits par le Délégataire pour financer le programme de travaux, à hauteur de 50% du service annuel de la dette souscrite (principal et intérêts capitalisés).

Enfin, le contrat stipule dans son article 12, que le Délégant contribue à sécuriser les financements bancaires souscrits par le Délégataire en vue de permettre la réalisation du programme de travaux, notamment dans le cadre d'une convention tripartite associant la Métropole, le Délégataire et les établissements de crédits participant au financement du programme de travaux (convention dite « Auxifip »).

L'absence de conclusion d'une telle convention dans un délai de 8 mois à compter de la notification du contrat de délégation de service public, constitue une condition résolutoire dudit contrat de délégation de service public en vertu de son article 3.

C'est dans ce contexte que le Délégataire va prochainement souscrire auprès de la société ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS un contrat de prêt de 8 millions d'euros en vue de la réalisation des phases 1 et 2 du programme de travaux.

L'objectif de la convention tripartite soumise à votre approbation est de garantir ce contrat de financement de 8 millions d'euros, dans le cas où des circonstances viendraient à mettre fin prématurément au contrat de délégation de service public. Dans cette hypothèse et sous réserve que le Prêteur ait appelé la garantie à première demande accordée par la Ville de la Ciotat préalablement à toute intervention du Délégant, ce dernier soit substituée au Délégataire un nouvel exploitant s'engageant à reprendre dans les termes et conditions initialement convenus les

engagements souscrits par le Déléataire, soit à défaut, se substitue de plein droit, à compter de la date effective de fin anticipée de la délégation de service public, irrévocablement et définitivement au Déléataire dans l'exécution des droits et des obligations de paiement au titre du contrat de prêt.

Lorsque les phases 3 et 4 du programme de travaux seront précisées, un ou plusieurs nouveaux emprunts seront sollicités, avec mise en place d'un mécanisme de sûreté similaire à celui prévu pour les phases 1 et 2, à savoir une garantie à première demande accordée par la Ville de la Ciotat et la conclusion d'une nouvelle convention « Auxifip ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le Décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- Le décret n°2016-86 du 1^{er} février 2016 relatif aux contrats de concession ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° 004-4138/18/CM du 28 juin 2018, portant approbation du contrat de délégation de service public, sous la forme d'une concession de travaux et de service public d'une durée de 30 ans, avec la LCS Yachting Village, filiale à 100% de la Semidep-Ciotat, pour la réalisation et l'exploitation d'un programme immobilier dédié aux entreprises industrielles tournées vers le yachting sur le site des Chantiers navals de la Ciotat et autorisant le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence ou son représentant à signer ce contrat de délégation de service public ;
- La notification du contrat de délégation de service public susvisé à la LCS Yachting Village SAS en date du 24 septembre 2018 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 11 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Que par délibération n° 004-4138/18 en date du 28 juin 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé le contrat de délégation de service public, sous la forme d'un contrat de concession de travaux et de service public d'une durée de 30 ans, pour la réalisation et l'exploitation d'un programme immobilier dédié aux entreprises industrielles tournées vers le yachting sur le site des chantiers navals de La Ciotat avec la LCS Yachting Village.
- Que le contrat de délégation de service public susvisé a été notifié à la LCS Yachting Village SAS le 24 septembre 2018 ;
- Que l'absence de conclusion de la convention tripartite de financement dans un délai de 8 mois à compter de la notification du contrat de délégation de service public aurait pour effet d'éteindre rétroactivement les droits et obligations prévus par ce contrat.
- Que cette convention tripartite constitue avec le contrat de délégation de service public un ensemble indivisible.
- Que l'objectif de cette convention est de garantir le contrat dans le cas où des circonstances viendraient à mettre fin prématurément au contrat de délégation du service public.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention tripartite, associant la Métropole, la LCS Yachting Village et la Société Arkea Banque Entreprises et institutionnels, relative aux engagements et garanties financières, pour la réalisation et l'exploitation d'un programme immobilier dédié aux entreprises industrielles tournées vers le yachting.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la convention et tous documents afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 009-5085/18/CM

■ Approbation du principe d'une garantie d'emprunt à la SPL Pôle Aéronautique Istres-Etang de Berre pour le financement de l'opération "Rénovation du bâtiment Mercure"

MET 18/9313/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer des travaux d'adaptation réglementaire, d'organisation fonctionnelle du hall industriel, et de modification des portes en façade ouest dans le cadre du programme industriel « Stratobus ».

Portée par la Société Publique Locale « Pôle Aéronautique Istres-Etang de Berre », la part à financer en 2018 de cette opération est estimée à un montant total de 10 188 834 d'euros et sera financée par un emprunt d'un montant total de 8 000 000 d'euros proposé par un pool bancaire dont le chef de file est la Caisse d'Epargne Provence Alpes Corse.

L'obtention de ce prêt est conditionnée à la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille Provence à hauteur de 50 % soit 4 000 000 d'euros.

Pour information, l'activité de la Société Publique Locale « Pôle Aéronautique Istres-Etang de Berre » est aujourd'hui exclusivement centrée sur la mise en œuvre du projet de diversification et de développement économique du pôle aéronautique « Istres - Jean Sarrail ». Son développement s'organise autour de deux axes structurants. D'une part l'accueil d'activités de services aéronautiques (maintenance, réparation, ingénierie, logistique aéroportuaire) principalement à destination militaire, et d'autre part l'accueil d'activités du domaine des

essais, de la simulation, des mesures et de la certification en capitalisant sur les savoir-faire de niveau mondial d'ores et déjà présents à Istres. Ce projet fait partie des projets structurants, est intégré à l'Opération d'Intérêt Régional « Logistique et Mobilité Durable », et est labellisé sur l'axe principal de l'amorçage de la filière industrielle « Dirigeables ». L'opération de travaux envisagée permettra dès 2019 d'accueillir le démonstrateur du programme « Stratobus » porté par Thales Alenia Space ainsi que des activités de maintenance aéronautique dont la création d'un poste de travail « Gros porteur » de type A330.

L'analyse financière de la SPL du Pôle Aéronautique d'Istres est marquée par la jeunesse de la structure et des projets qu'elle souhaite développer.

A la fin de l'année 2017, le besoin en fond de roulement est couvert par le fond de roulement disponible. Le résultat net 2017 de - 829 335 €, est impacté par un niveau de chiffre d'affaires net très limité, de 294 610 €. Cette perte contribue à la perte cumulée de 2 204 043 € constatée depuis la création de la société. Elle ne compromet cependant pas l'équilibre des fonds propres qui se positionnent à 14 767 076 €. La capacité d'autofinancement, à l'image du résultat net négatif, traduit un besoin d'autofinancement significatif de 626 266 €.

Ainsi, la rentabilité de la société devra être recherchée en priorité, ainsi que sa capacité à atteindre un retour sur investissement rapide au regard d'un prévisionnel d'exploitation. La situation financière actuelle de la SPL est en phase transitoire dont la pérennité future dépendra de la rentabilisation de l'activité, et des programmes à mener.

Il est par conséquent proposé d'approuver le principe d'une garantie qui permettra de réaliser l'opération correspondante, dont les caractéristiques financières seraient :

Montant	8 000 000 d'euros
Durée	20 ans
Taux fixe	3,00 %
Date de versement des fonds	Décassement des fonds sur présentation des factures visées par le maître d'ouvrage , dès signature du contrat de prêt
Différé d'amortissement partiel	Différé d'amortissement en capital de 12 mois
Amortissement du capital	Constant
Périodicité des échéances	Trimestrielle constante

Base de calcul	30/60
Frais de dossier	3 000 €
Remboursement anticipé du capital total	3% (pénalité calculée sur la base du capital restant dû)

Te

Iles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République .
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt pour la Métropole Aix-Marseille Provence, de soutenir les projets industriels de son territoire,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe d'une garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille Provence à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 8 000 000 d'euros à souscrire par la Société Publique Locale « Pôle Aéronautique Istres-

Etang de Berre » auprès du pool bancaire dont la Caisse d'Epargne Provence Alpes Corse est chef de file.

Ce prêt, est destiné à financer une opération de travaux d'adaptation réglementaire, d'organisation fonctionnelle du hall industriel, et de modification des portes en façade ouest dans le cadre du programme industriel « Stratobus ».

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci, et portera sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la Société Publique Locale « Pôle Aéronautique Istres-Etang de Berre », dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Dans l'hypothèse où la Société Publique Locale « Pôle Aéronautique Istres-Etang de Berre » serait dans l'impossibilité de s'acquitter des sommes dues par elle aux échéances convenues, ou des intérêts moratoires qu'elle aurait encourus, la Métropole Aix-Marseille Provence s'engage, si la situation financière de l'organisme s'avère défaillante, à en effectuer le paiement sur demande dûment justifiée de la Caisse d'Epargne Provence Alpes Corse. Toutefois, de manière générale, la Métropole Aix-Marseille Provence demandera avant la mise en jeu de la garantie le bénéfice de la discussion et un examen de la situation financière de la Société Publique Locale « Pôle Aéronautique Istres-Etang de Berre ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 010-5086/18/CM

**■ Approbation de l'affectation de l'opération d'investissement en vue de l'attribution d'une subvention au Ministère de la Culture pour la participation au financement du bâtiment de l'Institut Méditerranéen de la Ville et des Territoires (IMVT)
MET 18/8778/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La compétence Enseignement Supérieur et Recherche est une des composantes essentielles de la stratégie de développement économique et d'attractivité de la métropole Aix Marseille Provence qui a pour ambition d'être un territoire de référence en matière de développement de la connaissance scientifique et d'innovation technologique.

Des moyens spécifiques ont été mobilisés pour mettre en œuvre cette ambition et accompagner financièrement des projets académiques majeurs du territoire conformes à cette stratégie métropolitaine et au programme d'actions inscrit dans l'Agenda de développement économique et d'attractivité.

La présente délibération s'inscrit dans cette démarche et concerne la participation de la métropole au financement de la construction de l'Institut Méditerranéen de la Ville et des Territoires – IMVT inscrit au Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020.

Présentation sommaire de l'IMVT

Montant des travaux (hors études préalables) TTC TDC	45 440 000 €
dont Ministère de la Culture	25 140 000 €
dont Ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche	300 000 €
dont Ville de Marseille	6 000 000 €
dont Métropole Aix-Marseille-Provence	6 000 000 €
dont Département des Bouches du Rhône	2 000 000 €
dont Région Sud- Provence Alpes Côte d'Azur	6 000 000 €

Le calendrier prévisionnel de l'opération est le suivant:

- 2019 : acquisition du terrain d'assise et installation du chantier
- 2020 : démarrage des travaux (janvier)
- 2022 : livraison du bâtiment (juin)

Conformément aux engagements pris dans le cadre du CPER, il est proposé au Bureau de la Métropole de prévoir au budget une subvention d'investissement d'un montant de 6 000 000 euros TTC au Ministère de la Culture pour la construction du bâtiment de l'Institut Méditerranéen de la Ville et du Territoire (IMVT).

Ce projet original, unique en France, rassemblera dans un même bâtiment situé dans la ZAC Saint-Charles / Porte d'Aix de Marseille trois formations supérieures dispersées aujourd'hui : l'Ecole Nationale d'Architecture de Marseille (ENSA.M), l'Ecole Nationale Supérieure de Paysage de Versailles-Marseille (ENSP) et l'Institut d'Urbanisme et d'Aménagement Régional (IUAR). Ce regroupement au sein de l'IMVT favorisera les coopérations pédagogiques et scientifiques entre les futurs concepteurs, architectes, paysagistes et urbanistes. Il doit voir le jour en 2022.

Coût global de l'opération et clé de répartition des financements

Le coût total des travaux de construction du bâtiment (hors études préalables) s'élève à 45 440 000€ TTC avec le plan de financement suivant :

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DEV 010-1180/15/CC votée le 3 juillet 2015 approuvant la création et l'affectation d'une opération « Contrat de Plan État Région 2015-2020 - Volet Enseignement Supérieur Recherche » ;
- La délibération n°ECO 001-3547/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant sur la revalorisation et de l'affectation de l'opération d'investissement Contrat de Plan Etat Région 2015-2020 .

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt du projet qui ouvre la voie à de nouvelles formations et collaborations entre plusieurs spécialités : architectes, paysagistes et urbanistes.
- Le caractère original et unique en France du futur Institut implanté sur le territoire métropolitain
- La mobilisation de l'ensemble des partenaires publics à ce projet dans le cadre du CPER

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'affectation de l'opération d'investissement n° 2015112608 relative à la participation au financement du bâtiment de l'Institut Méditerranéen de la Ville et des Territoires (IMVT) acquis par le Ministère de la Culture pour un montant de 6 000 000 euros TTC, inscrit au budget 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Sous-politique B360 – Chapitre 204 – Nature 204182 – Fonction 67 opération n°2015112608.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

- CP 2019 : 1 000 000 euros TTC
- CP 2020 : 2 000 000 euros TTC
- CP 2021 : 2 000 000 euros TTC
- CP 2022 : 800 000 euros TTC
- CP 2023 : 200 000 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 011-5087/18/CM

**■ Approbation de l'avenant n°2 à la convention de délégation de service public pour l'établissement et l'exploitation d'un réseau de communications électroniques à Très Haut Débit
MET 18/8634/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La desserte en THD des zones d'activités soulève des enjeux de développement économique par ses impacts sur l'attractivité, la compétitivité et la création de valeur ajoutée pour le territoire comme pour ses entreprises.

De plus, l'augmentation des usages numériques, le développement de nouveaux services ainsi que l'avènement de l'ère des data accroissent les besoins en débit des entreprises.

Le présent rapport a pour objet l'approbation de l'avenant n°2 relatif à la Délégation de Service Public (DSP) Très Haut Débit, confiée à la société CAPAIX CONNECTIC.

1. Rappel du cadre juridique et des réalisations

Sur le fondement des compétences octroyées par les dispositions de l'article L 1425-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), la CPA a décidé de confier à un Délégué au moyen d'un contrat de Délégation de Service Public de type concessif :

- l'établissement d'un réseau de communications électroniques à Très Haut Débit (THD) ;
- l'exploitation technique et commerciale de l'ensemble de ces ouvrages en vue de fournir aux usagers opérateurs et utilisateurs de réseaux indépendants, des services de transport de données.

Par délibération n°2008_A076 du 26 juin 2008 du Conseil communautaire de la CPA, la Délégation de Service Public relative à l'établissement d'un réseau de communications électroniques à très haut débit, à vocation économique, sur le Territoire du Pays d'Aix, a été attribuée au groupement Eiffage/LD Collectivités. D'une durée de vingt ans, ce contrat de concession a pour objet la construction et l'exploitation du premier réseau d'initiative publique à l'échelle du territoire de la Métropole. Son exécution a été confiée à la société dédiée Capaix Connectic, issue du groupement précité. Le contrat ayant été signé en septembre 2008, sa mise en œuvre a réellement débuté au mois

de novembre de la même année.

Par délibération n°2015_A196 du 8 octobre 2015, un premier avenant à la DSP a été mis en oeuvre. Ainsi, le Territoire du Pays d'Aix a poursuivi son engagement de déploiement des technologies du numérique qui s'est traduit par :

- la mise en place de capillarité au sein de 5 zones d'activités en ciblant les TPE et PME;
- la réalisation d'une opération de « Montée en Débit ».

Au terme de 2017, un réseau de 504 km de fibre optique au lieu de 290 km de linéaire optique initialement prévus, a été mis en service. Il permet de raccorder 73 zones d'activités dont 8 d'entre elles ont été capillarisées lors de la mise en œuvre de l'avenant n°1 . Le Déléataire a également procédé à ce jour au dégroupage de 20 centraux téléphoniques et réalisé 10 opérations de Montée en Débit.

2. Objet de l'avenant n°2

Le déploiement des réseaux à très haut débit en fibre optique et l'usage des technologies de l'information représentent d'importants enjeux de développement économiques.

L'évolution des besoins numériques des entreprises, tels que la visioconférence, l'hébergement ou l'échange de données, conduisent à une augmentation des besoins en débit Internet qu'il convient de satisfaire. Le déploiement des réseaux très haut débit (THD) et le raccordement en fibre optique des zones d'activités économiques répondent ainsi à des objectifs relevant autant de l'attractivité du territoire que de la compétitivité actuelle ou future de ses entreprises.

Pour les entreprises et le monde économique, les réseaux à très haut débit et le numérique constituent un facteur important de production de richesses dans un marché mondialisé.

Conformément à l'article L 1411-2 du CGCT, le contrat qui lie le Territoire du Pays d'Aix au Déléataire prévoit dans son article 17 que le Déléant dispose à tout moment du droit d'ordonner la réalisation d'équipements annexes ou complémentaires ainsi que toutes modifications aux ouvrages projetés, en cours ou existants, afin d'assurer le meilleur fonctionnement des installations concédées dans le respect de la réglementation en vigueur. Celle-ci prévoit en effet de nouvelles possibilités pour la passation d'un avenant, dans la mesure où le calcul est basé sur le chiffre d'affaires

total HT correspondant à la somme des recettes et des subventions de la DSP.

Conformément à l'article 36-6° du décret 2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession, il est possible pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de réaliser une augmentation du coût de la DSP par voie d'avenant jusqu'à 10% du montant initial sans justification supplémentaire.

Dans ce contexte, une réflexion stratégique autour de la poursuite du déploiement du réseau capillaire au sein de nouvelles zones d'activités du Territoire du Pays d'Aix a été enclenchée.

Le présent avenant à la convention de Délégation de Service Public a donc pour objet de compléter, préciser et intégrer ces évolutions au sein de cette Convention de DSP concernant les caractéristiques techniques et financières du Réseau à concevoir par le Déléataire dans le cadre de la poursuite de mise en capillarité dans de nouvelles zones d'activités.

3. La mise en capillarité de nouvelles zones d'activités

Suite à la mise en capillarité des 5 plus grandes ZA du Territoire du Pays d'Aix, il apparaît souhaitable de poursuivre le déploiement de la fibre optique sur d'autres zones où d'importants besoins en termes de services ont été recensés.

Les nouvelles zones ont été identifiées en fonction du potentiel économique et de la faisabilité technique en minimisant les travaux de Génie Civil afin d'obtenir un coût raisonnable de développement de fibre optique au sein des zones. Elles font partie du périmètre recensé dans le cadre des conventions de gestion des ZAE.

Le présent avenant doit permettre aux TPE/ PME de ces nouvelles zones de disposer de la part des opérateurs clients du Déléataire de l'offre CECA à faible coût et de Frais d'Accès au Service à zéro (0) euro.

L'étude menée par les Parties a conduit à élargir ce dispositif de maillage au sein des zones d'activités suivantes:

Phase 1	<ul style="list-style-type: none"> Bouc-Bel-Air : ZA Les Chabauds - La Malle Eguilles : Pôle d'Activités Les Jalassières Gardanne : ZI-Avon, le Parc d'Activités Bompertuis et ZI-La Palun Les Pennes-Mirabeau : ZA L'Agavon et ZA La Billone Saint-Cannat : ZA le Plateau de la Pile
Phase 2	<ul style="list-style-type: none"> Lambesc : ZA du Plateau de Bertoire La Roque d'Anthéron : la Z.A.C. du Grand-Pont + Extension Saint-Estève-Janson : la ZAC Les Vergeras Venelles : Pôle d'Activités de Venelles

Le coût total de ces travaux s'élève à 866.438 € HT :

- pour la phase n°1 : 579 845 € HT ;
- pour la phase n°2 : 286 592 € HT ;

A ce titre, il est proposé d'accorder au Déléataire une subvention totale d'un montant de 752.201 € :

- pour la phase n°1 : 500 000,00€. soit un taux de 86 % du coût global de cette phase

Ce montant permet au délégataire d'équilibrer son plan d'affaires qui tient compte des paramètres suivants (évaluation basée sur la phase 1) :

- Les charges d'exploitation annuelles sont évaluées par le délégataire à 21.482 € (frais d'accès aux infrastructures d'accueil Orange,

maintenance des équipements et des fibres...)

- Les recettes d'exploitation restent limitées compte tenu de la compétitivité des tarifs et d'un nombre d'entreprises relativement faible sur les zones visées. Le Déléataire estime pouvoir raccorder 75 entreprises et générer un Chiffre d'Affaires de l'ordre de 67 500 € annuel.

- pour la phase n°2 : 252 201€ soit un taux de 88% du coût global de cette phase

Pour mémoire tableau synoptique des investissements de la DSP Très Haut Débit:

	Récapitulatifs des montants de l'investissement	Subventions obtenues de l'Europe (FEDER) et de l'Etat (FNADT)	Coûts supportés par le Territoire du Pays d'Aix
Contrat initial	16 530 000€	1 586 000€	6 264 000 €
Protocole transactionnel	3 565 688€		1 424 903 €
Avenant n°1	3 696 331€		3 470 285 €
Avenant n°2			
Phase 1	579 845 €		500 000 €
Phase 2	286 592 €		252 201 €
Total	24 658 457€	1 586 000€	11 911 389 €

Le présent avenant n°2 a donc pour objet de poursuivre les opérations de déploiement de fibre optique au sein de nouvelles zones d'activités du Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- Le décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatifs aux contrats de concession ;
- La délibération n°2008_A076 du Conseil communautaire de la CPA du 26 juin 2008 relative au choix du Déléataire ;
- Le contrat de concession signé entre la collectivité et le groupement d'entreprises composé par SFR Collectivités et Eiffage S.S. et notifié le 19 septembre 2008 ;
- La délibération n°2015_A196 du Conseil communautaire de la CPA du 8 octobre 2015 relative à l'approbation d'un avenant n°1 à la convention de Délégation de Service Public du Réseau Très haut Débit ;

- La délibération n°2015_A197 du Conseil communautaire de la CPA du 8 octobre 2015 relative à l'approbation d'un protocole d'accord à la convention de Délégation de Service Public du Réseau Très haut Débit ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°2 et ses annexes techniques ci-annexés.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant à la délégation de service public relative à la construction et l'exploitation d'un réseau de télécommunications à Très Haut Débit, ainsi que tout document afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur la ligne LC 4464 Nature 217 538 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 012-5088/18/CM

**■ Présentation du rapport d'activité 2017 du délégataire de service public Très Haut Débit du Pays d'Aix
MET 18/8633/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

1. Rappel du cadre juridique et des réalisations

Par délibération du 26 juin 2008, la Communauté du Pays d'Aix a attribué au groupement Eiffage/LD Collectivités la Délégation de Service Public relative à l'Établissement et l'Exploitation d'un Réseau de Communications Électroniques à Très Haut Débit. D'une durée de 20 ans, ce contrat de concession a

pour objet la construction et l'exploitation du premier réseau d'initiative publique à l'échelle du département. Son exécution a été confiée à la société dédiée CAPAIX CONNECTIC, issue du groupement précité. Signé en septembre 2008, le contrat a été mis en œuvre à compter du mois de novembre de la même année.

Pour la réalisation de ce projet initial, d'un montant de 16,53 M€, le délégataire a bénéficié d'une première subvention publique à hauteur de 7,85 M€. Cette somme correspond au besoin de financement nécessaire pour compenser tout ou partie des surcoûts occasionnés par l'exécution des obligations de service public mises à la charge du délégataire. Le coût pour la collectivité a été allégé grâce aux subventions de l'Europe (FEDER) et de l'État (FNADT), pour un montant total de 1 586 000 €.

Par délibération n°2015_A196 du 8 octobre 2015, un premier avenant à la DSP a été mis en œuvre. Ainsi, le Territoire du Pays d'Aix a poursuivi son engagement de déploiement des technologies du numérique qui s'est traduit notamment par :

- la mise en place de capillarité au sein de 5 zones d'activités en ciblant les TPE et PME,
- la réalisation d'une opération de « Montée en Débit ».

Cet avenant a fait l'objet d'une subvention complémentaire de 3 470 285€, soit 1 860 000€ pour les travaux de montée en débit et 1 610 285€ pour la réalisation de capillarité dans les zones d'activités ciblées.

Par ailleurs, en 2015 un protocole transactionnel a permis de régulariser les extensions et interventions complémentaires ayant eu lieu au cours des années 2012 et 2013.

2. L'activité 2017 de la DSP (détails en annexes)

2.1. Le périmètre du réseau

Au terme de 2017, un réseau de 504 km de fibre optique en liaison avec le réseau national via le Data Center Interxion de Marseille, a été mis en service et permet de raccorder 73 zones d'activités. Le Délégataire a également procédé à ce jour au dégroupage de 20 centraux téléphoniques, à la mise en capillarité du réseau au sein de 8 zones d'activités soit 3 ZA de plus fin 2017 par rapport à fin 2016 et à la réalisation d'un projet de Montée en Débit sur 10 PRM. Quatre salles techniques ont été réalisées dans le cadre de cette concession.

2.2. État de la commercialisation des services proposés par le délégataire

Au cours de l'année de 2017, la commercialisation du DSL, à travers les centraux dégroupés (desserte Grand Public), s'est maintenue au-dessus du plan d'affaires initial. En effet, au terme de l'exercice 2017, en volume, le DSL (technologie à destination au Grand public) représente un total de 9916 abonnés issus du Territoire du Pays d'Aix auprès des opérateurs clients de CAPAIX CONNECTIC (*soit 1549 abonnés de plus par rapport au Business Plan initial qui prévoyait 8367 abonnés en fin 2017*).

L'année 2017 voit également le chiffre d'affaires lié aux services « actifs » en fibre optique destinée aux entreprises poursuivre sa progression.

A fin 2017, CAPAIX CONNECTIC dispose de 237 contrats signés. Le BP initial prévoyait pour sa part un total de 233 contrats signés à fin 2017.

3. Communication

Le Déléataire et la Collectivité Déléante ont poursuivi les actions de communication et d'information auprès des entreprises afin de leur présenter les nouvelles offres ajoutées au catalogue de services de Capaix Connectic.

Une nouvelle refonte du site Internet menée par le Territoire du Pays d'Aix a été mise en ligne au dernier trimestre 2017. Ce site met en avant la mission de service public portée par le réseau Capaix Connectic. Désormais, il est possible pour les entreprises de disposer de différentes informations sur la couverture du réseau et de prendre directement contact grâce à un formulaire en ligne.

Un nouveau flyer a été réalisé et distribué auprès des entreprises éligibles à l'offre CECA dédiée au TPE/PME implantées dans les ZA capilarisées.

Enfin, au titre de la promotion du réseau auprès des professionnels, plusieurs rencontres ont été instituées.

4. Résultats financiers (*détails en annexes*)

Sur le plan financier, le chiffre d'affaires est positif depuis deux exercices consécutifs. On constate un résultat net positif avec +360K€ en 2017.

Ceci est le résultat d'une très bonne commercialisation de l'offre CECA auprès des TPE et PME et d'une très bonne commercialisation des offres Lan to Lan poursuivie auprès des entreprises.

Un projet d'extension de la capillarité dans de nouvelles zones activités devrait contribuer à conforter la commercialisation de l'offre CECA auprès de TPE/PME.

Pour, l'année 2017, 237 contrats ont été signés contre 233 prévus initialement au contrat de DSP.

Néanmoins, des recettes supplémentaires pourraient être générées via la commercialisation d'IRU (location de longue durée de fibre optique noire) en direction des acteurs publics sous forme de GFU (Groupement Fermés d'Utilisateurs).

Concernant les offres ADSL, le budget initial prévoyait pour 2017 un chiffre d'affaires de 2 028 000€. Le chiffre d'affaires réalisé est de 2 469 000€, soit une augmentation correspondant à 4,8 % de plus par rapport au prévisionnel.

5. Perspectives pour l'avenir

Le délégataire structure le développement commercial de la DSP pour 2018 autour de trois axes.

- L'un des principaux enjeux porte sur la poursuite de la commercialisation de l'offre CECA dans les 8 ZA du Territoire du Pays d'Aix déjà capilarisées et de déployer la capilarisation dans de nouvelles zones ayant un attrait commercial par son nombre d'entreprises présentes et intéressées par les technologies numériques en fibre optique.
- Le principal enjeu sur le segment grand public réside dans le maintien de la commercialisation des liens DSL par SFR. Toutefois, le Déléataire souligne l'augmentation des charges appliquées à compter de 2018 par l'opérateur ORANGE ce qui provoquera la baisse de ses marges. A ce titre les pertes devront être compensées par l'augmentation de la base clients de l'offre CECA et par la commercialisation de contrats IRU via les GFU.
- Enfin, il est précisé que le réseau sera en mesure de répondre aux besoins en capacité des opérateurs mobiles pour la diffusion massive d'offre 4G/4G+. Ce besoin croissant des opérateurs fera notamment l'objet d'une nouvelle offre de location de FON (Fibre Optique Noire) de la part du Déléataire.

6. Commentaires sur le rapport

Globalement, le rapport annuel 2017 de Capaix Connectic est positif et fait état de résultats remarquables sur le plan commercial avec une augmentation de 14 % de contrats signés sur l'année par rapport à 2016, toutefois compte tenu de la baisse tarifaire, l'évolution du chiffre d'affaires n'est pas proportionnelle à la croissance des contrats signés.

En effet, le nombre de contrats entreprises est conforme voire supérieur au prévisionnel, mais en raison de la concurrence, le revenu moyen par lien de fibre optique a été fortement corrigé à la baisse.

Afin de compenser ces marges plus faibles, il apparaît nécessaire de poursuivre la capilarisation de nouvelles zones d'activités afin de les rendre éligibles à l'offre CECA.

Par ailleurs, la promotion de la commercialisation d'IRU auprès d'acteurs publics sous forme de GFU pourrait générer des recettes supplémentaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 1411-3 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- Le décret n° 2005-236 du 14 mars 2005 relatif au rapport annuel du délégataire de Service Public Local;
- La délibération n° 2008_A076 du Conseil communautaire de la CPA du 26 juin 2008 relative au choix du délégataire ;
- Le contrat de concession signé entre la « Communauté du Pays d'Aix » et le groupement d'entreprises composé par SFR Collectivités et Eiffage S.A. et notifié le 19 septembre 2008 ;
- L'avis de la commission consultative des services publics locaux;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Il est pris acte du rapport du délégataire 2017 et du rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels, produits au titre de la Délégation de Service Public pour l'établissement et l'exploitation d'un réseau Très Haut Débit sur le territoire du Pays d'Aix.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 013-5089/18/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Projet R&D collaboratifs FUI 2018" du Territoire du Pays d'Aix MET 18/9180/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du soutien à l'effort d'innovation et à la compétitivité des entreprises, les projets R&D collaboratifs permettent aux entreprises d'acquérir de nouveaux savoir-faire et d'être en relation avec les grands donneurs d'ordres.

Au sein du comité financeur se réunissant à l'occasion de chaque appel, la Métropole occupe une place majeure, aux côtés de la Région. Elle contribue (pour les territoires du Pays d'Aix et de Marseille) depuis de nombreuses années au financement de ces projets.

Pour 2019 il est nécessaire d'ouvrir une nouvelle Autorisation de Programme permettant de pouvoir voter de nouveaux projets.

Le montant de l'autorisation de programme est de 700 000 €. T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriale et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil du Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant de 700 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI384AP9 « Projet R&D collaboratif FUI 2018 » afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement DI384AP9 « Projet R&D collaboratif FUI 2018 » pour un montant de 700 000 € T.T.C.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix.
L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement s'établit comme suit :

DI384AP9 « Projet R&D collaboratif FUI 2018 »
Montant total de l'AP : 700 000 € T.T.C.
CP 2019 : 75 000 € T.T.C.
CP 2021 : 200 000 € T.T.C.
CP 2020 : 200 000 € T.T.C.
RAF : 225 000 € T.T.C.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 014-5090/18/CM

■ **Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Technopole de l'Arbois - CEREGE aide à l'acquisition d'outils analytiques" du Territoire du Pays d'Aix**
MET 18/9244/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Technopole de l'Arbois a pour vocation d'accompagner le développement d'innovations environnementales permettant de mieux comprendre l'impact de l'activité de l'Homme sur la planète et essayer d'y remédier.

En ce sens, il contribue au développement des startup proposant des solutions innovantes, mais également de projets R&D soutenus par la recherche publique.

Cette recherche publique, présente sur le Technopole, fondamentale ou appliquée, jouit d'une reconnaissance mondiale dans le secteur des sciences de l'environnement.

Le fleuron de cette recherche sur le Technopole de l'Arbois est le laboratoire CEREGE, unité mixte de recherche comprenant près de 200 enseignants-chercheurs et travaillant sur les géosciences de l'environnement.

Le CEREGE est un laboratoire extrêmement bien noté par l'HCERES (Haut Conseil de l'évolution de la recherche et de l'enseignement supérieur) et également très prolifique en projets de R&D.

Il est lauréat, ces trois dernières années, de 3 LABEX et de 2 EQUIPEX dans le cadre du programme d'investissement d'avenir.

Aussi, les équipes du CEREGE ont récemment été lauréates d'appels à projets du CNRS leur permettant de financer l'achat d'équipements de mesures pour maintenir leur niveau et d'accroître encore la qualité de leur recherche au niveau mondial.

Ces programmes du R&D, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite en être partie prenante et contribuer au bouclage financier qui permettra l'achat des équipements de laboratoires.

Plus précisément, il s'agira de financer 2 projets :

- Le premier permettant l'acquisition d'outils de mesure pour permettre l'amélioration du traitement des analyses de l'accélérateur de particules Asterisques. Cet outil de rang international travaillant sur la datation des éléments cosmogéniques pourra ainsi multiplier par 10 ses rendements et rester en tête des instruments de cette nature au niveau mondial.
- Le second permettra lui aussi d'acquérir des outils analytiques, dont les spécificités permettront d'étudier le comportement du carbone 14 dans le temps et son absorption par les milieux naturels comme l'océan.

Compte tenu de l'enjeu pour le Territoire métropolitain de permettre à sa recherche publique de rester parmi l'élite mondiale dans le domaine des sciences de l'environnement, il est proposé de soutenir, via une AP dédiée, le financement de nouveaux matériels analytiques pour le CEREGE.

Il est donc nécessaire d'ouvrir une autorisation de programme d'un montant de 160 000 € T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant de 160 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI9052AP « Technopole de l'Arbois : CEREGE aide à l'acquisition d'outils analytiques ».
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement DI9052AP « Technopole de l'Arbois : CEREGE aide à l'acquisition d'outils analytiques » pour un montant de 160 000 € T.T.C.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix.
L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement s'établit comme suit :

DI9052AP « Technopole de l'Arbois : CEREGE aide à l'acquisition d'outils analytiques » - Montant total de l'AP : 160 000 € T.T.C.
CP 2019 : 160 000 € T.T.C.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 015-5297/18/CM

**■ Mise en place d'un fonds de solidarité en faveur des commerces et artisans impactés par les événements de la rue d'Aubagne en partenariat avec la CCIMP
MET 18/9720/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Suite aux événements du 5 novembre dernier de la rue d'Aubagne à Marseille, de nombreux commerçants et artisans ont été contraints de cesser totalement ou partiellement leurs activités au regard des arrêtés de péril concernant leurs immeubles et/ ou de la fermeture des voiries pour des raisons de sécurité.

Dans ce contexte, il a été mis en place un guichet unique «Urgence Commerces Entreprises Marseille», destiné à accompagner les commerces, artisans et entreprises mis en difficulté par les événements de la Rue d'Aubagne. Ce guichet unique, piloté par la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence (CCIMP), a pour objectif de faciliter le traitement des demandes des entreprises et mobiliser toutes les formes d'aides et d'accompagnement possibles en fonction de la situation rencontrée : éventuel étalement des dettes fiscales et sociales, prise en charge au titre de l'activité partielle, indemnisation des assurances, mobilisation exceptionnelle d'aides financières, aide à la recherche de locaux professionnels...

Dans ce cadre et compte tenu du caractère exceptionnel de la situation ainsi que de l'urgence à intervenir, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence souhaite apporter son concours en versant un soutien financier aux commerçants les plus impactés, par l'intermédiaire de la CCIMP.

En effet, en application de l'article L5217-2.I 1^{er}, la Métropole est compétente en matière d'actions de développement et d'aménagement économique et social. A ce titre, la Métropole entend s'appuyer sur la CCIMP, afin de soutenir le maintien de l'activité commerciale et artisanale dans le secteur considéré.

Une convention d'objectif annexée au présent rapport sera conclue entre la Métropole et la CCIMP en vue de définir la nature et les modalités de ce soutien financier, ainsi que les conditions d'éligibilité et d'attribution des aides aux bénéficiaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18 CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La situation exceptionnelle liée aux événements de la rue d'Aubagne,
- La nécessité et l'urgence d'apporter une aide financière aux commerçants et artisans directement impactés.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention d'objectif avec la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence relatif au dispositif d'aide en faveur des commerces impactés par les événements de la rue d'Aubagne.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer la convention d'objectif avec la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter auprès de tout partenaire une participation au dispositif d'aide mis en place.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 EST du CT1, sous-politique B370 – Nature 657381 – fonction 61

**Commission "Transports,
Déplacements et Accessibilité"**

TRA 001-5091/18/CM

■ Présentation du rapport d'activités des actions de l'agenda de la mobilité métropolitaine "Année 1 et 2"
MET 18/8310/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'agenda de la mobilité est le premier document « politique » approuvé par le Conseil Métropolitain du 15 décembre 2016. Il marque l'engagement des élus de la Métropole Aix-Marseille-Provence à agir efficacement et durablement pour résoudre le problème majeur concernant la mobilité de ce vaste territoire multipolaire.

Adopté à l'unanimité par les élus de la Métropole, l'agenda se décline en 4 priorités :

- 1- Doubler l'usage des transports en commun d'échelle métropolitaine et augmenter de 50% celui des transports locaux
- 2- Rendre tous les réseaux accessibles aux personnes à mobilité réduite
- 3- 3 habitants sur 4 seront à moins de 15 minutes d'un arrêt premium en 2025
- 4- Augmenter de 25% les déplacements actifs

Il prévoit ainsi toute une série d'opérations très diverses techniquement permettant d'améliorer toutes les composantes du système de mobilité depuis les outils numériques du système d'information voyageurs aux infrastructures de transports et Pôles d'échanges. L'ambition est d'encourager le report modal pour sortir du « tout-voiture », en offrant un système de mobilité performant, multimodal, innovant et propre au 1,8 million de métropolitains.

Le mot agenda a été choisi à dessein. Issu de la racine latine, « choses qui doivent être faites ». Ce document ne se contente pas d'annoncer des propositions et de lister des projets, il engage la Métropole sur un calendrier précis de réalisation, et se soumet à une règle vertueuse d'évaluation annuelle de la progression de la mise en œuvre de ce programme d'actions.

Le présent document se veut donc, au-delà d'un état d'avancement point par point des mesures de l'Agenda, une mise en perspective de l'action engagée depuis près de deux ans dans ce domaine ô combien stratégique de la construction d'un territoire attractif.

C'est la raison pour laquelle, il est proposé au conseil métropolitain un rapport d'activités des actions de cet agenda de la mobilité métropolitaine afin de faire le point sur des choses qui doivent être faites » et qui ont été réalisées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du conseil de la Métropole en date du 15 décembre 2016 portant le n° TRA 001-1373/16/CM
- L'information des Conseils de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- les actions réalisées dans le cadre de l'agenda de la Mobilité Métropolitaine,
- l'évaluation de la progression de la mise en œuvre de ce programme d'actions.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du Rapport d'activités des actions de l'agenda de la mobilité métropolitaine « Année 1 et 2 ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 002-5092/18/CM

■ Présentation du rapport d'activité 2017 et 1er trimestre 2018 du délégataire de service public pour l'exploitation de la navette St Charles - Aéroport Marseille-Provence (Ligne 91 du réseau Carreize)

MET 18/8765/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'exploitation de la ligne de transport de voyageurs Marseille – Gare St Charles / Aéroport Marseille-Provence par autoroute a été confiée par le Département des Bouches du Rhône pour une période de 6 ans (2012-2017) au groupement TransProvence / Keolis Bouches-du-Rhône, devenu TransProvence / SAP, par convention de délégation de service public (DSP) notifiée le 21 décembre 2011. Ce contrat qui a fait l'objet de 10 avenants est, à compter du 1er janvier 2017, transféré de droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence, laquelle s'est substituée au Département dans les droits et prérogatives d'Autorité Organisatrice de la Mobilité Durable sur son ressort territorial.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen du rapport d'activité 2017 et 1^{er} trimestre 2018 est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains, dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole-Aix-Marseille-Provence
- La délibération N°2011A121 du Conseil de Communauté du 13 juillet 2011 approuvant

le choix de l'entreprise KEOLIS, le contrat de Délégation de Service Public et ses annexes relatifs à l'exploitation du réseau de transport urbain Aix en bus ;

- L'avenant n°1 à cette DSP, signé le 22 mai 2012 ;
- L'avenant n°2 signé le 16 octobre 2012 ;
- L'avenant n°3, signé le 29 mai 2013 ;
- L'avenant n°4, signé le 15 janvier 2014 ;
- L'avenant n°5, signé le 11 décembre 2014 ;
- L'avenant n°6, signé le 30 juillet 2015 ;
- L'avenant n°7, signé le 26 Février 2016 ;
- L'avenant n°8, signé le 26 Février 2016 ;
- L'avenant n°9, approuvé par le Conseil Communautaire du 13 juillet 2017 ;
- L'avenant n°10, approuvé par le Conseil Communautaire de novembre 2017 ;
- La synthèse concernant le rapport d'activité 2017 et 1^{er} trimestre 2018 jointe en annexe ;
- Le Procès-verbal de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2017 et 1^{er} trimestre 2018 a été remis par la Société TransProvence (Transdev) et la Société SAP (Keolis),

Délibère

Article 1 :

Est pris acte du rapport annuel du délégataire pour l'année 2017 et le 1^{er} trimestre 2018, remis par la Société TransProvence (Transdev) et la Société SAP (Keolis).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 003-5093/18/CM

**■ Présentation du rapport d'activité 2017 du Délégataire de Service Public pour le Parc de Stationnement Vieux-Port MUCEM à Marseille (2^{ème} arrondissement)
MET 18/8742/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole exerçait la compétence réalisation et gestion des parcs de stationnement, sur l'ensemble de son territoire.

A ce titre, par délibération TRA 1/683/C du 29 juin 2007, le Conseil de Communauté avait approuvé le principe d'une délégation de service sous la forme d'une concession, en vue de la réalisation et l'exploitation d'un parc de stationnement souterrain situé sous l'Esplanade du J4 situé à Marseille (2^{ème} arrondissement).

Par délibération DTUP 008-1544/09/CC du 2 octobre 2009, le Conseil de Communauté avait approuvé le choix de la Société Vinci Park France en tant que délégataire de service public, pour la réalisation et l'exploitation, dans le cadre d'une concession, du parc de stationnement souterrain située sous l'esplanade du J4 à Marseille (2^{ème} arrondissement).

Le parc Vieux-Port-Fort Saint Jean est un ouvrage en superstructures de 700 places réparties sur quatre niveaux de sous-sol, 60 places aux niveaux -1 et -2 sont réservées à la Direction de la Propreté Urbaine du Conseil de Territoire Marseille-Provence.

La société délégataire a pris le nom de société INDIGO, le 5 novembre 2015.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, en application des transferts de compétences, le 1^{er} janvier 2016, date de sa création et de la dissolution, à la même date, de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole : elle devient l'autorité délégante dans le cadre du contrat de concession n° 09/149 relatif au parc de stationnement Vieux-Port Fort Saint Jean.

Conformément à l'article L.1411.3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire produit chaque année avant le 1^{er} juin un rapport comportant notamment les données comptables retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public, et dont le contenu est précisé à l'article R.1411-7 du même code et au chapitre 6 (articles 6.1 à 6.4) du contrat de Délégation de Service Public.

Le rapport annuel du délégataire au titre de 2017, a fait l'objet d'une analyse de la part des services de la Métropole Aix-Marseille-Provence, dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Ce rapport annuel contient l'essentiel des informations exigées par le contrat de concession de service public et par le Code Général des Collectivités Territoriales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
La délibération TRA 1/683/C du 29 juin 2007, le Conseil de Communauté avait approuvé le principe d'une délégation de service sous la forme d'une concession ;
- La délibération DTUP 008-1544/09/CC du 2 octobre 2009 du Conseil de Communauté, autorisant le Président de la Communauté urbaine à signer le contrat de concession de service public et ses annexes du parking Vieux-Port-Fort Saint Jean ;
- La délibération FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de concession n°09/149 du 29 octobre 2009 dont est le titulaire, à ce jour, la Société INDIGO ;
- Le rapport d'activité afférent à l'année 2017, produit par la Société INDIGO, concessionnaire ;
- La synthèse et l'analyse de ce rapport effectuées par les services de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 11 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel d'activité 2017 a été remis par le concessionnaire, la Société INDIGO, dans les délais impartis.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport annuel du délégataire pour l'année 2017 remis par la Société INDIGO, relatif à la concession n° 09/149 du parking Vieux-Port - Fort Saint Jean.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 004-5094/18/CM

**■ Présentation du rapport d'activité 2017 du délégataire de service public pour le parc de stationnement Estienne d'Orves à Marseille
MET 18/8873/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement

Par délibération DTUP 02/749/DSC du 16 décembre 2002 de la Ville de Marseille et FAG 13/356/CC du 20 décembre 2002 de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, le parc de stationnement Estienne D'Orves a été transféré à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

La société Gagneraud Père et Fils, délégataire de ce parking souterrain depuis le 23 février 1987 pour une durée de trente ans a transféré le contrat de concession n° 87/042 à la Société par Actions Simplifiées Massilia Park par avenant n°5 du 9 octobre 2009.

Le 16 juin 2016, la Société dédiée QPark s'est substituée dans les droits et obligations, à la Société Massilia Park pour la gestion de ce contrat de concession.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du

délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avenant n°1 du 22 juillet 1991 à la convention de concession n°87/042 passée entre la ville de Marseille et la Société Gagneraud Père et Fils relatif au financement du parking, à la révision de la grille tarifaire, au réexamen des conditions financières et jalonnement dynamique ;
- L'avenant n°2 du 25 janvier 1993 à la convention de concession n°87/042 passée entre la ville de Marseille et la Société Gagneraud Père et Fils relatif au calcul de la redevance due par le concessionnaire et à la révision de la grille tarifaire ;
- L'avenant n°3 du 27 octobre 1997 à la convention de concession n°87/042 passée entre la ville de Marseille et la Société Gagneraud Père et Fils relatif au fonctionnement du parking, à la tarification et à la révision du calcul de la redevance due par le concessionnaire ;
- L'avenant n°4 du 20 mars 2001 au contrat de concession n°87/042 passée entre la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et la Société Gagneraud Père et Fils relatif à la réalisation d'une trémie supplémentaire, l'évolution de la grille tarifaire, la prolongation conditionnée de la durée du contrat d'un an et demi ;
- L'avenant n°5 du 9 octobre 2009 au contrat de concession n°87/042 transférant le dit contrat de la Société Gagneraud Père et Fils à la Société par Actions Simplifiées Massilia Park ;
- La délibération du Conseil Communautaire DTM 010-1153/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant l'avenant n°6 au contrat de concession l'exploitation du parking Estienne d'Orves à Marseille à la Société Massilia Park ;

- La délibération DTM 008-1032/15/CC du 22 mai 2015 concernant la mise en œuvre de la tarification au quart d'heure au sein des parkings communautaires gérés en délégation de service public, sous forme d'affermage ou de concession.
- La délibération TRA 025 - 1400/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant l'avenant n°7 concernant le transfert du contrat de concession n°87/042 du 23 février 1987 relatif à l'exploitation du parking Estienne d'Orves à Marseille au sein de la Société Q-Park France ;
- La délibération TRA 002-3829/18/CM du 18 Mai 2018 approuvant l'avenant n°8 concernant la prolongation du contrat de concession n°87/042 de six mois ;
- La synthèse concernant le rapport d'activité 2017 jointe en annexe ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire concernant le parking Estienne d'Orves pour l'année 2017, a été remis par la Société QPark France

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport annuel du délégataire concernant le parking Estienne d'Orves pour l'année 2017, remis par la Société QPark France.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 005-5095/18/CM

■ Présentation du rapport d'activité 2017 du délégataire de service public pour les parcs de stationnement Castellane et Préfecture à Marseille MET 18/8874/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération 02/749/DSC du 16 décembre 2002 de la Ville de Marseille et FAG 16/356/CC du 20 décembre 2002 de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, les parcs de stationnement Castellane et Préfecture ont été transférés à Marseille Provence Métropole.

La Société Méditerranéenne de Stationnement (SMS), concessionnaire de ces parkings souterrains pour une durée de cinquante ans, dont la gestion est assurée par la Société Vinci Park Services, appartient au groupe Vinci Park devenu Indigo depuis 2015. Ce contrat de concession s'achèvera en 2043.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération 02/749/DSC du 16 décembre 2002 de la Ville de Marseille transférant les parkings de stationnement à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération FAG 16/356/CC du 20 décembre 2002 de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole relative au transfert des parcs de stationnement ;
- Le contrat de concession des parkings souterrains Préfecture et Castellane n°91/132 du 14 octobre 1991 ;
- L'avenant n°1 au contrat de concession n°91/132 du 14 décembre 1992 de la Ville de Marseille relatif à la création de la société Méditerranéenne de stationnement qui se substituait au groupement CSES-SOGEA ;

- L'avenant n°2 du 27 janvier 1995 au contrat de concession n°91/342 relatif à l'aménagement des surfaces du parking de la préfecture ;
- L'avenant n°3 du 10 mai 1995 n°91/132 relatif aux préjudices et dédommagement du Concessionnaire pour le retard d'obtention du permis de construire du parking Préfecture ;
- L'avenant n°4 du 22 janvier 2002 au contrat de concession n°90/342 relatif à la modification de la clause d'indexation des tarifs ;
- L'avenant n°5 du Conseil Communautaire du 3 juillet 2015 au contrat de concession concernant l'exploitation des parcs de stationnement Castellane et Préfecture à Marseille ;
- La délibération du Conseil Communautaire DTM 008-1032/15/CC du 22 mai 2015 relative à la mise en œuvre de la tarification au quart d'heure au sein des parkings communautaires gérés en délégation de service public, sous la forme d'affermage ou de concession ;
- La délibération du Conseil Communautaire DTM 014- 1157/15/CC du 3 juillet 2015 relative à l'approbation de l'avenant n°5 au contrat de concession concernant l'exploitation des parcs de stationnement Castellane Préfecture à Marseille ;
- La synthèse concernant le rapport d'activité 2017 jointe en annexe
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire concernant les parkings Castellane et Préfecture pour l'année 2017a été remis par la Société Indigo.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport annuel du délégataire concernant les parkings Castellane et Préfecture pour l'année 2017, remis par la Société Indigo.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 006-5096/18/CM

■ Présentation du rapport d'activité 2017 du délégataire de service public pour le parc de stationnement Blancarde à Marseille MET 18/8875/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Par délibération TRA 4/1078/CC du 18 décembre 2006, le Conseil de Communauté a approuvé le choix du délégataire et du contrat d'affermage de la convention de Délégation de Service Public et ses annexes n°07/180 relatifs à l'exploitation du parking Blancarde à Marseille. Ainsi, le contrat d'une durée de douze ans a démarré en 2007 et s'achèvera en janvier 2020

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Communautaire TRA 04/1078/CC du 18 décembre 2006 par laquelle le Conseil de Communauté a approuvé le choix du délégataire et du contrat d'affermage de la convention de

délégation de service public et ses annexes n°07/180 relatifs à l'exploitation du parking Blancarde à Marseille ;

- La délibération du Conseil Communautaire DTUP 008-630/11/CC du 21 octobre 2011 au Conseil communautaire approuvant l'avenant n°1 au contrat de délégation de service public;
- La délibération du Conseil Communautaire DTM 008-1032/15/CC du 22 mai 2015 relative à la mise en œuvre de la tarification au quart d'heure au sein des parkings communautaires gérés en délégation de service public, sous forme d'affermage ou de concession ;
- La délibération DTM 011-1154/15/CC approuvant l'avenant n°2 au contrat de délégation de service public, concernant l'exploitation du parc de stationnement de la Blancarde à Marseille
- La synthèse concernant le rapport d'activité 2017 jointe en annexe ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire concernant le parking de la Blancarde pour l'année 2017 a été remis par la Société Indigo

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport annuel du délégataire concernant le parking de la Blancarde pour l'année 2017, remis par la Société Indigo.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 007-5097/18/CM

■ Présentation du rapport d'activité 2017 du délégataire de service public pour le parc de stationnement Vallier à Marseille MET 18/8876/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Par délibération TRA 5/423/CC du 22 mai 2006, le Conseil de Communauté a approuvé le choix du groupement Fayat SA/Bec de Construction Provence/Jean Michel Battesti Architectes et Associés/Beterem Ingénierie, en tant que délégataire de Service Public, pour la réalisation et l'exploitation dans le cadre d'une concession, du Parking Vallier. Conformément à l'article 10.1 du contrat de concession, le groupement concessionnaire pour mener à bien la réalisation et l'exploitation du parc de stationnement, a créé une société dédiée, dénommée la Société du Park Vallier.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Communautaire TRA 5/423/CC du 22 mai 2006, approuvant le choix du délégataire et du contrat de concession permettant la réalisation et l'exploitation du Parking Vallier.
- La délibération du Conseil Communautaire DTM 008-1032/15/CC du 22 mai 2015 relative à la mise en œuvre de la tarification au quart d'heure au sein des parkings communautaires gérés en délégation de

service public, sous la forme d'affermage ou de concession ;

- La délibération du Conseil Communautaire DTM 016-1159/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant l'avenant n°1 au contrat de concession concernant l'exploitation du parc de stationnement Vallier à Marseille-Société Park Vallier.
- La délibération du Conseil Communautaire DTM 010-1658/5/CC du 21 décembre 2015 approuvant l'avenant n°2 au contrat de concession concernant l'exploitation du parc de stationnement Vallier à Marseille-Société Park Vallier.
- La synthèse concernant le rapport d'activité 2016 jointe en annexe ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire concernant le parking Vallier pour l'année 2017, a été remis par la Société du Park Vallier

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport annuel du délégataire concernant le parking Vallier pour l'année 2017, remis par la Société du Park Vallier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 008-5098/18/CM

**■ Présentation du rapport d'activité 2017 du délégataire de service public pour les parcs de stationnement Baret-Saint Ferréol, Corderie, Cours Julien, Gambetta, Monthyon, Phocéens et Timone à Marseille
MET 18/8877/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Par délibération 02-749-DSC du 16 décembre 2002 de la Ville de Marseille et FAG 16/356/CC du 20 décembre 2002 de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, les parcs de stationnement Baret, Corderie, Gambetta, Cours Julien, Monthyon, Phocéens et Timone ont été transférés à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

La Ville de Marseille avait, en 1973, confié à la société d'économie mixte Marseille Parc Auto, la concession de ces sept parkings. Dans le cadre d'une politique de valorisation du stationnement, la Ville de Marseille a confié le 2 décembre 1991 cette concession à la Société Scetauparc devenue la Société Provençale de Stationnement (SPS). La Société Provençale de Stationnement a été rachetée par le groupe Epolia en 2006 et par QPark en juin 2008. Ce contrat de concession s'achèvera en décembre 2021.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Communautaire DTM 008-1032/15/CC du 22 mai 2015 relative à la mise en œuvre de la tarification au quart d'heure au sein des parkings communautaires gérés en délégation de service public, sous la forme d'affermage ou de concession ;

- La délibération du Conseil Communautaire DTM 009-1152/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant l'avenant n°3 au contrat de concession concernant l'exploitation des parcs de stationnement Baret, Corderie, Gambetta, Cours Julien, Monthyon, Phocéens et Timone à Marseille.
- La délibération DTM 003-854/16/CM du 19 septembre 2016 approuvant l'avenant n°4 au contrat de concession concernant l'exploitation des parcs de stationnement Baret, St Ferréol, Corderie, Gambetta, Cours Julien, Monthyon, Phocéens et Timone à Marseille
- La synthèse concernant le rapport d'activité 2017 jointe en annexe ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire concernant les parcs de stationnement Baret, St Ferréol, Corderie, Gambetta, Cours Julien, Monthyon, Phocéens et Timone pour l'année 2017 a été remis par la Société QPark.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport annuel du délégataire pour l'année 2017, remis par la Société QPark titulaire du contrat de concession n°91/354 relatif à l'exploitation des parkings Baret, St Ferréol, Corderie, Gambetta, Cours Julien, Monthyon, Phocéens et Timone à Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 009-5099/18/CM

■ Présentation du rapport d'activité 2017 du délégataire de service public pour le parc de stationnement Vieux-Port Hôtel de Ville à Marseille MET 18/8879/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement

Par délibération DTUP 015/-856/13CC du 13 décembre 2013, le Conseil de communauté à approuvé le choix de la société QPark en tant que délégataire de service public, pour l'exploitation dans le cadre d'un contrat d'affermage d'une durée de 7 ans, du parc de stationnement Vieux-Port Hôtel de Ville à Marseille.

En date du 28 janvier 2015, la Société dédiée QPark Marseille Hôtel de Ville, s'est substituée dans les droits et obligations, à la Société QPark, pour la gestion de ce contrat d'affermage.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DTUP 015-856/13/CC, portant approbation du choix du délégataire et du contrat d'affermage permettant l'exploitation du parc de stationnement Vieux-Port Hôtel de Ville ;
- La délibération DTM 008-1032/15/CC du 22 mai 2015 concernant la mise en œuvre de la tarification au quart d'heure au sein des parkings communautaires gérés en délégation de service public, sous forme d'affermage ou de concession ;

- La délibération DTM 017-1160/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant l'avenant n°1 au contrat de délégation de service public concernant l'exploitation du parc de stationnement Vieux-Port Hôtel de Ville à Marseille – Société QPark Marseille Hôtel de Ville ;
- La synthèse concernant le rapport d'activité 2017 jointe en annexe ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire concernant le parking Vieux-Port Hôtel de Ville pour l'année 2017, a été remis par la Société Vieux-Port Hôtel de Ville (QPark).

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport annuel du délégataire concernant le parking Vieux-Port Hôtel de Ville pour l'année 2017, remis par la Société Vieux-Port Hôtel de Ville (QPark).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 010-5100/18/CM

■ Présentation du rapport d'activité 2017 du délégataire de service public pour le parc de stationnement Espercieux et Arvieux à Marseille MET 18/8883/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Par délibération TRA 2/684/CC du 29 juin 2007, le Conseil de Communauté a approuvé le choix du Groupement QPark France/Gagneraud Construction en tant que Délégataire de Service Public, pour l'exploitation dans le cadre d'un affermage des parkings Espercieux et Arvieux. Pour une durée de douze ans. La Société dédiée « Société Marseillaise de Stationnement » a été constituée pour porter ce contrat.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil TRA 2/684/CC du 29 juin 2007, portant approbation du choix du délégataire et du contrat d'affermage permettant l'exploitation des parkings Espercieux et Arvieux ;
- La délibération DTM 008-1032/15/CC du 22 mai 2015 concernant la mise en œuvre de la tarification au quart d'heure au sein des parkings communautaires gérés en délégation de service public, sous forme d'affermage ou de concession ;
- La délibération DTM 015-1158 du 3 juillet 2015 approuvant l'avenant n°1 au contrat de délégation de service public concernant l'exploitation des parcs de stationnement Arvieux et Espercieux à Marseille ;
- La synthèse concernant le rapport d'activité 2017 jointe en annexe ;

- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire concernant les parkings Arvieux et Espercieux pour l'année 2017 a été remis par la Société Marseillaise de stationnement (QPark).

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport annuel du délégataire concernant les parkings Arvieux et Espercieux pour l'année 2017, remis par la Société Marseillaise de stationnement (QPark).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 011-5101/18/CM

**■ Présentation du rapport d'activité 2017 du délégataire de service public pour les parcs en enclos de Marseille
MET 18/8885/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Par délibération DTM 001-1317/15/CC du 25 septembre 2015, le Conseil de Communauté a approuvé le choix du délégataire et la convention de délégation de service public sous la forme d'un affermage n° 15/1623, pour l'exploitation des parcs en enclos de Marseille des plages (7 parcs) et des parcs Providence, Tilleuls et Beaugéard, confiée à la Société Effia Stationnement pour une durée de 7 ans. En janvier 2015 la Société dédiée Effia Stationnement Marseille est substituée dans les droits et obligations de la Société Effia Stationnement pour la gestion de ce contrat d'affermage

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DTM 001-1317/15/CC du 25 septembre 2015, par laquelle la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le choix du délégataire et de la convention de délégation de service public sous la forme d'un affermage n° 15/1623, pour l'exploitation des parcs en enclos des plages de Marseille (7 parcs), Providence, Tilleuls et Beaugeard, confiée à la Société Effia Stationnement.
- La synthèse concernant le rapport d'activité 2017 jointe en annexe
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire concernant les parcs en enclos de Marseille pour l'année 2017, a été remis par la Société Effia Stationnement Marseille.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport annuel du délégataire pour l'année 2017, remis par la Société Effia Stationnement Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 012-5102/18/CM

**■ Présentation du rapport d'activité 2017 du délégataire de service public pour le parc de stationnement République à Marseille
MET 18/8887/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création, la Métropole d'Aix-Marseille Provence, exerce la compétence la réalisation et la gestion des parcs de stationnement sur l'ensemble de son territoire.

Le parc de stationnement République est un ouvrage situé sous la rue de la République, comprenant, sur cinq niveaux enterrés, environ 800 places de stationnement pour les véhicules. Ce parc de stationnement a été réalisé par la Communauté Urbaine dans le cadre général de la requalification urbaine du quartier, initié par les collectivités locales, en cohérence avec le projet Euroméditerranée et en préalable à la réalisation du Tramway dans le secteur de la rue de la République à Marseille (2ème arrondissement).

Par délibération, TRA 3/685/CC du 29 juin 2007, le Conseil de Communauté a approuvé le choix de la Société Vinci Park France devenue Indigo en 2015, en tant que Délégataire de Service Public, pour l'exploitation dans le cadre d'un affermage du parking République. Le contrat, d'une durée de douze ans, a démarré le 9 octobre 2007.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Communautaire DTUP 008-631/11/CC du 21 octobre 2011 approuvant l'avenant n°1 au contrat d'affermage ;
- La délibération DTM 008-1032/15/CC du 22 mai 2015 concernant la mise en œuvre de la tarification au quart d'heure au sein des parkings communautaires gérés en délégation de service public, sous forme d'affermage ou de concession ;
- La délibération du Conseil Communautaire DTM 014-1157/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant l'avenant n°2 au contrat de délégation de service public, concernant l'exploitation du parc de stationnement République à Marseille Vinci Park France ;
- La synthèse concernant le rapport d'activité 2017 jointe en annexe ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire concernant le parking République pour l'année 2017, a été remis par la Société Indigo

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport annuel du délégataire concernant le parking République pour l'année 2017, remis par la Société Indigo :

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 013-5103/18/CM

■ Présentation du rapport d'activité 2017 du délégataire de service public pour les parcs de stationnement de Gaulle et Jean-Jaurès à Marseille

MET 18/8983/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Par délibération 02/749/DSC du 16 décembre 2002 de la Ville de Marseille et FAG 16/356/CC du 20 décembre 2002 de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, les parcs de stationnement Charles De Gaulle et Jean Jaurès ont été transférés à Marseille Provence Métropole. La Sogeparc devenue Vinci Park depuis juillet 2006, puis Indigo depuis 2015, est délégataire de ces parkings souterrains pour une durée de 50 ans. Son contrat s'achèvera le 15 décembre 2043.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole-Aix-Marseille-Provence
- La délibération du Conseil Municipal approuvant le contrat de Concession n° 91/343 du 21 octobre 1991 des parcs de stationnement Jean Jaurès et Charles de Gaulle ;
- La délibération 02/749/DSC du 16 décembre 2002 de la Ville de Marseille transférant les parkings de stationnement à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération FAG 16/356/CC du 20 décembre 2002 de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole relative au transfert des parcs de stationnement ;
- La délibération n°93/107E du 15 mars 1993 au Conseil Municipal approuvant l'avenant n°1 au contrat de concession ;
- La délibération n°94/482/E du 30 septembre 1994 au Conseil Municipal approuvant l'avenant n°2 au contrat de Concession ;
- La délibération du Conseil Communautaire FAG 16/529/CC du 21 décembre 2001 approuvant l'avenant n°3 au contrat de Concession ;
- La délibération n° DTM 012-1155/15/CC du 3 juillet 2015 – Approuvant l'avenant n° 4 au contrat de DSP n°91/343 relative à la réalisation et l'exploitation des parcs de stationnement Général de Gaulle et Jaurès (INDIGO) ;
- La délibération n° DTM 015-1663/15/CC du 21 décembre 2015 – Approuvant l'avenant n° 5 au contrat de DSP n°91/343 relative à la réalisation et l'exploitation des parcs de stationnement Général de Gaulle et Jaurès (INDIGO) ;
- La délibération DTM 008-1032/15/CC du 22 mai 2015 concernant la mise en œuvre de la tarification au quart d'heure au sein des parkings communautaires gérés en délégation de service public, sous forme d'affermage ou de concession ;
- La synthèse concernant le rapport d'activité 2017 jointe en annexe ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire concernant les parkings Jean-Jaurès et De Gaulle pour l'année 2017, a été remis par la Société Indigo.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport annuel du délégataire concernant les parkings Jean-Jaurès et De Gaulle pour l'année 2017, remis par la Société Indigo.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 014-5104/18/CM

■ Présentation du rapport d'activité 2017 du délégataire de service public pour la desserte maritime de l'Archipel du Frioul MET 18/9205/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération TRA/1/419/CC, le Conseil de Communauté du 22 mai 2006 a approuvé le choix de l'entreprise Frioul If Express, le contrat de Délégation de Service Public et ses annexes, relatifs à l'exploitation du service public de transport maritime de l'archipel du Frioul à Marseille pour une durée de douze ans.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen du rapport d'activité 2017 est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains, dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°1/419/CC du Conseil de Communauté du 22 avril 2006 approuvant le choix de l'entreprise Frioul If Express, le contrat de Délégation de Service Public et ses annexes relatifs à l'exploitation de la desserte maritime de l'archipel du Frioul ;
- La délibération TRA 5/1079/CC du 18 décembre 2006 approuvant l'avenant n°1 au contrat de Délégation de Service Public et ses annexes relatifs à l'exploitation de la desserte maritime de l'archipel du Frioul ;
- La délibération TRA 07/095/CC du 26 mars 2007 approuvant l'avenant n°2 au contrat de Délégation de Service Public et ses annexes relatifs à l'exploitation de la desserte maritime de l'archipel du Frioul ;
- La délibération TRA 07/317/CC du 29 juin 2007 approuvant l'avenant n°3 au contrat de Délégation de Service Public et ses annexes relatifs à l'exploitation de la desserte maritime de l'archipel du Frioul ;
- La délibération DTUP 08/929/CC du 19 décembre 2008 approuvant l'avenant n°4 au contrat de Délégation de Service Public et ses annexes relatifs à l'exploitation de la desserte maritime de l'archipel du Frioul ;
- La délibération 003-1409/09/CC du 22 juin 2009 approuvant l'avenant n°5 au contrat de Délégation de Service Public et ses annexes relatifs à l'exploitation de la desserte maritime de l'archipel du Frioul ;
- La délibération DTUP 010-2292/10/CC du 1^{er} octobre 2010 approuvant l'avenant n°6 au contrat de Délégation de Service Public et ses annexes relatifs à l'exploitation de la desserte maritime de l'archipel du Frioul ;
- La délibération DTUP 005-252/12/CC du 26 mars 2012 approuvant l'avenant n°7 au contrat de Délégation de Service Public et ses annexes relatifs à l'exploitation de la desserte maritime de l'archipel du Frioul ;
- La délibération DTUP 011-366/13/CC du 28 juin 2013 approuvant l'avenant n°8 au contrat de Délégation de Service Public et ses annexes relatifs à l'exploitation de la desserte maritime de l'archipel du Frioul ;
- La délibération N°004-1147/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant l'avenant n°9 au contrat de Délégation de Service Public et ses annexes

relatifs à l'exploitation de la desserte maritime de l'archipel du Frioul ;

- La délibération N° TRA 005-856/16/CM du 19 septembre 2016 approuvant l'avenant n°10 au contrat de Délégation de Service Public et ses annexes relatifs à l'exploitation de la desserte maritime de l'archipel du Frioul
- La délibération 011-2750/17/CM du 19 octobre 2017 approuvant l'avenant n°11 au contrat de Délégation de Service Public et ses annexes relatifs à l'exploitation de la desserte maritime de l'archipel du Frioul
- La synthèse concernant le rapport d'activité 2017 jointe en annexe ;
- Le Procès-verbal de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2017 a été remis par la Société Frioul If Express

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport annuel du délégataire pour l'année 2017, remis par la Société Frioul If Express. Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 015-5105/18/CM

■ Présentation du rapport d'activité 2017 du délégataire de service public pour le parc de stationnement Centre et Vieux Port à La Ciotat MET 18/8872/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Par délibération TRA 6/424/CC du 22 mai 2006, le Conseil de Communauté a approuvé le choix de la Société Sogeparc France en tant que Délégataire de Service Public, pour la réalisation et l'exploitation dans

le cadre d'une concession, de deux parcs de stationnement souterrains à La Ciotat, Source du Pré et Jardin de la Ville. La Société « Sogeparc », titulaire du contrat de concession, est une filiale du groupe « Vinci Park » devenu Indigo depuis 2015. Afin d'améliorer l'attractivité et la visibilité, les deux parkings ont été renommés parking du Centre et parking Vieux-Port. Le parking du Centre (427 places) et le parking Vieux-Port (579 places) ont respectivement été mis en service le 1er août 2008 et le 15 mai 2009.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Communautaire TRA 06/424/CC du 22 mai 2006 portant approbation du choix de délégataire et du contrat de concession permettant la réalisation et l'exploitation des deux parcs de stationnement souterrains à la Ciotat, parking Centre et parking du Vieux-Port ;
- La délibération du Conseil Communautaire DTUP 007-2003/10/CC du 25 février 2010 approuvant l'avenant n°1 au contrat de concession relatif aux parcs de stationnement Source du Pré et Jardin de la Ville à la Ciotat. Affectation de la revalorisation de l'autorisation de programme ;
- La délibération du Conseil Communautaire DTM 008-1032/15/CC du 22 mai 2015

relative à la mise en œuvre de la tarification au quart d'heure au sein des parkings communautaires gérés en délégation de service public, sous forme d'affermage ou de concession ;

- La délibération du Conseil Communautaire DTM 018-1161/15/CC du 3 juillet 2015 sur la tarification au ¼ d'heure, approuvant l'avenant n°2 au contrat de concession concernant l'exploitation des parkings du Centre et du Vieux-Port ;
- La délibération 016 – 1664/15/CC du Conseil Communautaire du 21 décembre 2015 approuvant l'avenant n°3 au contrat de concession concernant l'exploitation de deux parcs de stationnement souterrains à la Ciotat Centre et Vieux Port ;
- La synthèse concernant le rapport d'activité 2017 jointe en annexe
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire concernant les parkings Centre-Ville et Vieux Port à la Ciotat pour l'année 2017, a été remis par la Société Indigo.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport annuel du délégataire concernant les parkings Centre-Ville et Vieux Port à la Ciotat pour l'année 2017, remis par la Société Indigo.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 016-5106/18/CM

**■ Présentation du rapport d'activité 2017 du délégataire de service public pour les parcs de stationnement en ouvrage Viguerie et Mimosas et enclos Madie, Daudet et Bestouan à Cassis
MET 18/8886/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Par délibération DTUP 001/047/14/CC du 21 février 2014, le Conseil Communautaire a approuvé le choix de la Société Effia Stationnement en tant que délégataire de service public pour l'exploitation, dans le cadre d'un contrat d'affermage d'une durée de 10 ans, des parkings en ouvrage Viguerie, Mimosas et des parcs en enclos Madie, Bestouan et Daudet à Cassis.

Le 30 mars 2014, la Société dédiée Effia Stationnement Cassis s'est substituée dans les droits et obligations à la Société Effia Stationnement, pour la gestion de ce contrat d'affermage.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DTUP 001-047/14/CC du 21 février 2014 portant approbation du choix du délégataire et du contrat d'affermage pour l'exploitation de parkings en ouvrage Viguerie, Mimosas et enclos, Madie, Bestouan et Daudet ;
- La délibération du Conseil Communautaire DTM 008-1032/15/CC du 22 mai 2015 relative à la mise en œuvre de la tarification

au quart d'heure au sein des parkings communautaires gérés en délégation de service public, sous la forme d'affermage ou de concession ;

- La délibération DTM 019-1162/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant l'avenant n°1 au contrat de Délégation de Service Public concernant l'exploitation des parcs de stationnement en ouvrage Viguerie, Mimosas et enclos, Madie, Bestouan et Daudet à Cassis - Société Effia Stationnement à Cassis ;
- La synthèse concernant le rapport d'activité 2017 jointe en annexe ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire concernant les parkings en ouvrage Viguerie, Mimosas et les parcs en enclos Madie, Bestouan et Daudet à Cassis pour l'année 2016, a été remis par la Société Effia Stationnement Cassis

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport annuel du délégataire concernant des parkings en ouvrage Viguerie, Mimosas et des parcs en enclos Madie, Bestouan et Daudet à Cassis pour l'année 2017, remis par la Société Effia Stationnement Cassis.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 017-5107/18/CM

■ Lancement de la concertation préalable pour l'extension du réseau de tramway de Marseille de la rue de Rome vers la place du Quatre Septembre MET 18/7004/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence envisage de prolonger le réseau de tramway de Marseille depuis la rue de Rome au niveau de la Préfecture vers la place

du Quatre Septembre. Cette extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun et d'apaiser le centre-ville.

En 2003, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé les études d'Avant-Projet portant sur l'extension du réseau de tramway comprenant trois lignes Bougainville - Castellane, Quatre Septembre - Blancarde ainsi que la modernisation et le prolongement de la ligne 68 existante Noailles - Les Caillols.

La Communauté urbaine a pris la décision de phaser ce projet, ce qui a conduit à la mise en service à ce jour des lignes T1 : Noailles – Les Caillols, T2 : Blancarde – Arenc Le Silo, T3 : Castellane – Arenc Le Silo.

Les études d'extension du réseau se sont poursuivies avec la décision de créer un véritable axe Nord – Sud, décomposé en deux phases :

Phase 1 : Castellane – La Gaye (extension Sud) ; Arenc – Gèze (extension Nord) entrée en phase opérationnelle avec la désignation d'un maître d'œuvre en octobre 2017 ;

Phase 2 : La Gaye – La Rouvière (extension Sud) ; Gèze – La Castellane (extension Nord) dont la faisabilité est en cours d'étude.

L'opportunité de compléter le réseau existant avec le tronçon rue de Rome - Préfecture – Quatre Septembre a de nouveau été analysée en 2013 dans le cadre du Schéma Directeur des Transports Collectifs en Site Propre mené par la Communauté urbaine MPM. Il est également inscrit dans l'agenda de Mobilité de la Métropole avec pour objectif de mise en service en 2025.

Afin de permettre le lancement de l'opération, Il a donc été voté au budget la création d'une opération pour la réalisation de l'Extension du réseau de tramway de Marseille depuis la rue de Rome vers la place du Quatre Septembre pour un montant total évalué à 75 000 000 d'euros hors taxes. Par délibération TRA 007-3245/17/CM du 14 décembre 2017, le Conseil Métropolitain a approuvé la création de l'opération d'extension du réseau de tramway de Marseille de la rue de Rome vers la place du Quatre Septembre et une affectation partielle pour un montant de 1 800 000 euros hors taxes afin de permettre le lancement des études jusqu'à l'Avant-Projet.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a fait réaliser la mise à jour des études de faisabilité et elle a été assistée dans l'élaboration du programme, qui quant à lui a été finalisé en novembre 2018.

Ce projet présente un intérêt stratégique pour l'agglomération à plusieurs titres.

Il entre pleinement dans l'objectif de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de développement de son réseau de Transports Collectifs en Site Propre (TCSP) et

contribue au rééquilibrage de la desserte des populations sur une aire urbaine plus vaste.

La desserte vers l'Ouest, essentielle pour un développement harmonieux du territoire marseillais, sera améliorée. La croissance du réseau de tramway s'articulera avec la suppression d'un grand nombre de dessertes bus dans le centre-ville, ce qui accompagnera le plan ambition centre-ville. L'objectif majeur est de poursuivre la pacification du grand centre-ville de Marseille. Ce projet contribuera également au rayonnement des Pôle d'échanges de la place du Quatre Septembre et de Saint Victor.

Il permettra la desserte de certains des quartiers les plus densément peuplés du 6^{me} et du 7^{me} arrondissement de Marseille et facilitera l'accès à la colline. D'autre part, l'extension du réseau de tramway à l'ouest contribuera à la valorisation de l'espace public d'un des axes les plus emblématiques de Marseille : Puget - Corderie - Corse.

Cette extension augmentera le rayonnement et l'efficacité de l'ensemble du réseau de TCSP de l'agglomération.

La part modale des transports en commun sera augmentée, la circulation automobile sera apaisée, l'espace urbain gagnera en qualité.

Le centre-ville étendra son rayonnement et son accessibilité sera largement améliorée.

Le prolongement évoqué porte sur un linéaire supplémentaire autour de 2 km, allant du croisement de la rue de Rome depuis la rue de Rome-Préfecture vers le boulevard Peytral, puis le cours Pierre Puget, rejoignant le boulevard de la Corderie et l'avenue de la Corse jusqu'à la place du Quatre Septembre.

Cette extension implique l'augmentation de la flotte de matériel roulant tramway afin de maintenir le niveau de service en TCSP. De nouvelles rames seront mises en service. Leur remisage et leur maintenance seront assurées au dépôt de Saint Pierre et/ou au nouveau dépôt sur le site de Montfuron, au Nord de la station de Métro Sainte Marguerite-Dromel.

Ce projet est soumis à l'organisation d'une concertation préalable en application de l'article L 103-2 du Code de l'Urbanisme.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération TRA 007-3245/17/CM du 14 décembre 2017 approuvant la création de l'opération d'extension du réseau de tramway de Marseille de la rue de Rome vers la place du Quatre Septembre et une affectation de 1 800 000 euros hors taxes ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 11 décembre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,
Considérant**

- Qu'il convient de lancer la procédure de concertation préalable concernant le Lancement de la concertation préalable pour l'extension du réseau de tramway de Marseille de la rue de Rome vers la place du Quatre Septembre.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le lancement de la concertation préalable au sens de l'article L 103-2 du Code de l'Urbanisme portant sur l'extension du réseau de tramway Lancement de la concertation préalable pour l'extension du réseau de tramway de Marseille de la rue de Rome vers la place du Quatre Septembre.

Article 2 :

Sont approuvées les modalités suivantes de la concertation préalable :

- Une réunion publique de lancement de la concertation ;
- Une exposition publique d'une durée de 4 semaines, notamment dans les locaux de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de la (des) Mairie (s) des arrondissements concernés. Elle sera annoncée par voie de presse et utilisera comme support des panneaux de présentation ;
- Un registre sera laissé sur les lieux d'exposition afin de recueillir les avis du public.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à lancer toutes les procédures administratives nécessaires au bon déroulement de cette concertation.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 018-5108/18/CM

■ Approbation du programme et de la révision de l'affectation de l'opération d'investissement extension du réseau de tramway de Marseille de la rue de Rome vers la place du Quatre Septembre MET 18/9049/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de prolonger le réseau de tramway de Marseille de la rue de Rome (Préfecture) vers la place du Quatre Septembre. Cette extension poursuit les objectifs de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun, de délester le centre-ville des bus et réduire la circulation automobile.

En 2003, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole (MPM) a lancé une première phase de modernisation et d'extension du réseau de tramway marseillais avec la création des lignes Noailles-Les Caillols, Quatre Septembre-La Blancarde et Bougainville-Castellane. Toutefois, le tronçon rue de Rome/Préfecture – Quatre Septembre de ce projet n'a pas été réalisé.

L'opportunité de ce tronçon a de nouveau été analysée en 2013 dans le cadre du Schéma Directeur des TCSP mené par MPM. Il est inscrit dans l'agenda de Mobilité de la Métropole. Cette extension projetée devrait être opérationnelle à l'horizon des jeux olympiques 2024.

Pour ce faire, une autorisation de programme n°181432TP a été votée pour un montant de 75 000 000 d'euros Hors Taxes.

Par délibération TRA007-3245/17/CM du 14 décembre 2017, le Conseil de la Métropole a approuvé la création de l'opération d'investissement afférente ainsi que l'affectation partielle pour un montant de 1 800 000,00 euros hors taxes afin de permettre le lancement des études.

Un programme pour l'extension du réseau de tramway vers la place du Quatre Septembre a été élaboré.

Ce projet présente un intérêt stratégique pour l'agglomération à plusieurs titres.

Il entre pleinement dans l'objectif de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de développement de son réseau de transports collectifs en site propre (TCSP) et contribue au rééquilibrage de la desserte des populations sur une aire urbaine plus vaste.

La desserte vers l'Ouest, essentielle pour un développement harmonieux du territoire marseillais, sera améliorée. La croissance du réseau de tramway s'articulera avec la suppression d'un grand nombre de dessertes bus dans le centre-ville.

Ainsi, il accompagnera le plan centre-ville par la suppression d'un nombre important de bus, qui y circulent aujourd'hui, et dont l'objectif majeur est d'étendre le grand centre-ville de Marseille. Ce projet contribuera également au rayonnement des Pôle d'échanges de la place du 4 septembre et de Saint-Victor et de la station de correspondance tram/métro Estrangin.

Il permettra la desserte de certains des quartiers les plus densément peuplés du 6^{me} et du 7^{me} arrondissement de Marseille et facilitera l'accès à la colline. D'autre part l'extension du réseau de tramway au sud contribuera à la valorisation de l'espace public d'un des axes les plus emblématiques de Marseille : Puget / Corderie / Corse.

Cette extension augmentera le rayonnement et l'efficacité de l'ensemble du réseau de TCSP de l'agglomération.

La part modale des transports en commun sera augmentée, la circulation automobile sera apaisée, l'espace urbain gagnera en qualité.

Le centre-ville étendra son rayonnement et son accessibilité sera largement améliorée.

Par ailleurs, il s'intègre dans les objectifs de l'agenda mobilité à l'horizon 2023.

Le prolongement évoqué au titre du présent rapport porte sur un linéaire supplémentaire de 2,1 km (rue de Rome / Préfecture – place du 4 septembre).

Cette extension implique l'augmentation de la flotte de matériel roulant tramway afin de maintenir le niveau de service en TCSP.

De nouvelles rames seront mises en service, dont le remisage et la maintenance seront assurées aux dépôts existants.

Le programme de l'opération prévoit une enveloppe de travaux de 62,4 million d'euros hors taxes (aux conditions économiques de juin 2018).

Afin de permettre la poursuite du projet, il y a lieu d'approuver le programme de l'opération et d'affecter la totalité de l'opération afin d'intégrer le montant des travaux, les coûts liés aux libérations des emprises,

les coûts de déviation des réseaux à la charge du maître d'ouvrage, les frais de maîtrise d'ouvrage portant sur la phase réalisation. Le montant total de l'opération est ainsi affecté à hauteur de 75 000 000 d'euros hors taxes.

L'affectation de l'opération d'investissement n° 2018104200 - Extension du tramway de la rue de Rome vers la place du Quatre Septembre, d'un montant de 1 800 000 euros hors taxes inscrite au budget annexe Transports enregistrée dans l'autorisation de programme 181432TP du programme n° 43 de la Métropole doit être révisée pour un montant de 73 200 000 d'euros hors taxes afin d'être portée à 75 000 000,00 euros hors taxes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de Métropole TRA007-3245/17/CM du 14 décembre 2017 approuvant la création de l'opération d'extension du réseau de tramway de la rue de Rome vers la place du Quatre Septembre et son affectation pour un montant de 1 800 000 euros HT ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 11 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver le programme portant sur l'opération d'Approbation du programme et de la révision de l'affectation

de l'opération d'investissement extension du réseau de tramway de Marseille de la rue de Rome vers la place du Quatre Septembre;

- Qu'il convient de procéder à l'affectation totale pour un montant total de 75 000 000 d'euros hors taxes de l'opération d'investissement n° 2018104200 - Extension du tramway de la rue de Rome vers la place du Quatre Septembre ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le programme de l'opération d'extension du réseau de tramway de Marseille de la rue de Rome (Préfecture) vers la place du Quatre Septembre.

Article 2 :

Est approuvée la révision de l'affectation de l'opération n° 2018104200 - Extension du tramway de la rue de Rome vers la place du Quatre Septembre, pour un montant de 73 200 000 d'euros hors taxes afin d'être portée à 75 000 000,00 euros hors taxes, rattachée au programme n° 43 - autorisation de programme n° 181432TP.

Article 3:

Les crédits nécessaires seront inscrits au Budget. L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération s'établit comme suit :

CP 2018 : 177 235,00 euros hors taxes

CP 2019 : 70 000,00 euros hors taxes

CP 2020 : 1 400 000,00 euros hors taxes

CP 2021 : 3 000 000,00 euros hors taxes

CP 2022 : 13 200 000,00 euros hors taxes

CP 2023 : 26 000 000,00 euros hors taxes

CP suivants : 31 152 765,00 euros hors taxes

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 019-5109/18/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement pour les travaux d'urgence de la voie ferroviaire de la Côte Bleue dans le cadre du CPER 2015-2020 MET 18/9161/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé lors de son Conseil Métropolitain du 17 octobre 2016, une convention spécifique d'application dans le cadre du Contrat de Plan Etat-Région (CPER) 2015-2020.

La ligne ferroviaire de la Côte bleue, de l'Estaque à Miramas, via Martigues-Port de Bouc, est fortement dégradée. Pour des raisons de sécurité, les circulations sur cette ligne se voient imposer des ralentissements importants qui pénalisent la circulation des trains et par conséquent la fréquentation des voyageurs. C'est pourquoi, le volet ferroviaire de la convention spécifique d'application du CPER 2015-2020 comprend une opération de travaux d'urgence liés à la modernisation et l'amélioration de la ligne ferroviaire Côte Bleue.

Le montant total des études et travaux est estimé à 40M€. La participation de la Métropole s'élève à 2M€.

L'opération d'investissement n° 2019002600 « Travaux urgence voie ferroviaire Côte Bleue », d'un montant de 2 000 000€, inscrite au Budget Principal Métropolitain dans l'autorisation de programme 191073BP Code Programme 073 Transports urbains doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de disposer d'une opération d'investissement pour les travaux d'urgence de la ligne Ferroviaire de la Côte Bleue, inscrits dans la convention spécifique d'application avec la Métropole Aix-Marseille-Provence du CPER 2015-2020 ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2019002600 CPER 2025-2020 Travaux d'urgence Côte Bleue pour un montant de 2 000 000 euros HT rattachée au programme 073 transports urbains code AP 191073BP du budget principal métropolitain.

Article 2 :

Les crédits nécessaires à l'opération CPER 2025-2020 Travaux d'urgence Côte Bleue sont inscrits au budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence -Sous politique : A420 - Chapitre 20 – 204 - Nature : 2031 – 20411 - 20412 – 20413 - 20417 selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiements de l'opération affectée comme suit :

CP 2019 : 150 000 €
CP 2020 : 200 000 €
CP sur exercices suivants : 1 650 000 €

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 020-5110/18/CM

**■ Approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement pour l'étude prospective ferroviaire dans le cadre du CPER 2015-2020
MET 18/9163/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé lors de son Conseil Métropolitain du 17 octobre 2016, une convention spécifique d'application dans le cadre du Contrat de Plan Etat-Région (CPER) 2015-2020.

L'agenda de la mobilité métropolitaine et le futur Plan de Déplacements Urbains de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en compatibilité avec le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET), ont pour enjeu majeur la réponse aux besoins de mobilité des métropolitains, aussi bien dans leurs déplacements quotidiens que dans la grande accessibilité.

C'est pourquoi, le volet ferroviaire de la convention spécifique d'application du CPER 2015-2020 prévoit une étude prospective ferroviaire visant à définir le réseau ferroviaire structurant de la métropole Aix-Marseille-Provence en lien avec les autres modes de transport. Cette étude devrait notamment permettre de hiérarchiser les investissements à réaliser sur les lignes du périmètre métropolitain, en cohérence avec l'Agenda de la mobilité métropolitaine et le Plan de Déplacements Urbains.

La maîtrise d'ouvrage sera portée par la Métropole et la Région. L'étude est également cofinancée par l'Etat et le Département.

Le montant de l'étude est estimé à 2M€. La participation de la Métropole s'élève à 500 000€.

L'opération d'investissement n° 2019002500 « Etudes prospectives ferroviaire », d'un montant de 500 000€, inscrite au Budget Principal Métropolitain dans l'autorisation de programme 190073BP Code Programme 07 Transports Urbains Exploitation doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de disposer d'une opération d'investissement pour la réalisation d'une étude prospective ferroviaire, inscrite dans la convention spécifique d'application avec la Métropole Aix-Marseille-Provence du CPER 2015-2020 ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2019002500 « CPER 2025-2020 Etude prospective ferroviaire » pour un montant de 500 000 euros HT rattachée au programme 07 transports urbains exploitation code AP 190073BP du budget principal métropolitain.

Article 2 :

Les crédits nécessaires à l'opération CPER 2025-2020 Etude prospective ferroviaire sont inscrits au budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence -Sous politique : A420 - Chapitre : 20 - Nature : 2031 – 20411 – 20412 - 20417 selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiements de l'opération affectée comme suit :

CP 2019 : 50 000 €
CP 2020 : 200 000 €
CP sur exercices suivants : 250 000€

Article 3 :

Les recettes seront constatées à l'opération CPER 2015-2020 Etude prospective ferroviaire du budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence nature 1311 – 1312 – 1313 – 1317 – Sous politique : A420

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 021-5111/18/CM

■ **Approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement pour l'aménagement de voies bus sur autoroutes dans le cadre du CPER 2015-2020**
MET 18/9166/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé lors de son Conseil Métropolitain du 17 octobre 2016, une convention spécifique d'application dans le cadre du Contrat de Plan Etat-Région (CPER) 2015-2020.

L'agenda de la mobilité métropolitaine et le futur Plan de Déplacements Urbains de la Métropole Aix-Marseille-Provence ont pour enjeu majeur la réponse aux besoins de mobilité des métropolitains.

Pour apporter une réponse à ces besoins de mobilité, l'Agenda de la Mobilité prévoit notamment la mise en place d'un réseau Express métropolitain (ou « Metroexpress ») de services de cars rapides sur autoroutes et de services ferroviaires, cadencés.

La régularité des services routiers sur autoroutes est dépendante des conditions de circulations. Pour s'affranchir au maximum de ces difficultés, le volet routier de la convention spécifique d'application du CPER 2015-2020 prévoit l'aménagement de voies bus sur autoroutes, afin de prioriser la circulation des transports en commun sur les autoroutes A7, A50, A55 et A51, dans la continuité des expérimentations qui avaient été mises en œuvre sur le terminus de l'A7 à Marseille et l'A51 à la hauteur de Plan de Campagne.

Le montant global des études et travaux est estimé à 30M€. La participation de la Métropole s'élève à 7 500 000€. Les autres co financeurs sont la Région, l'Etat et le Département, à parts égales.

L'opération d'investissement n° 2019002400 « Aménagement voies bus sur autoroutes », d'un montant de 7 500 000€, inscrite au Budget Principal Métropolitain dans l'autorisation de programme 190073BP Code Programme 07 transports urbains exploitation doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de disposer d'une opération d'investissement pour l'aménagement de voies bus sur autoroutes, inscrites dans la convention spécifique d'application avec la Métropole Aix-Marseille-Provence du CPER 2015-2020 ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2019002400 CPER 2025-2020 Aménagement de voies bus sur autoroutes pour un montant de 7 500 000 HT rattachée au programme 07 transports urbains exploitation code AP 190073BP du budget principal métropolitain.

Article 2 :

Les crédits nécessaires à l'opération CPER 2025-2020 Aménagement de voies bus sur autoroutes sont inscrits au budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence -Sous politique : A420 - Chapitre : 20 - Nature : 2031 – 20411 – 20412 – 20413 selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiements de l'opération affectée comme suit :

CP 2019 : 886 500 €
CP 2020 : 3 600 000 €
CP sur exercices suivants : 3 000 000€

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 022-5112/18/CM

■ **Approbation du principe de délégation de service public relative à la création et à l'exploitation d'une station GNV (gaz naturel pour véhicules) publique à l'Anjoly (Vitrolles) pour l'avitaillement des véhicules de transport public et de marchandises, ainsi que l'aménagement et l'exploitation d'un parking poids lourds et de services associés.**

MET 18/9347/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération TRA 008-2747/17/CM en date du 19 octobre 2017, le Conseil Métropolitain a approuvé le principe de la délégation de service public pour la

construction et l'exploitation d'une infrastructure de recharge de véhicules au gaz à Vitrolles – l'Anjoly. Cet équipement permettra l'avitaillement du dépôt des Bus de l'Etang attenant et d'une station GNV publique accessible aux poids lourds, véhicules utilitaires et légers. La convention de délégation de service public inclut la remise en état et la gestion du parking poids lourds existant.

La présente délibération complète et précise la délibération précitée, sur les éléments techniques, juridiques, financiers et temporels de la délégation de service public, afin de satisfaire à la nécessité de transparence envers les élus métropolitains, et au préalable des membres de la Commission consultative des services publics locaux, conformément aux dispositions de l'article L. 1413-1 du Code général des collectivités territoriales,

La Métropole Aix-Marseille-Provence organise la construction d'une station GNV (gaz naturel pour véhicules) à l'Anjoly, Vitrolles.

Ce projet permettra d'avitaillement en GNV le nouveau dépôt des Bus de l'Etang et de créer une station GNV publique, ouverte à tous véhicules, notamment les poids lourds.

Cette opération se réalise sur un emplacement stratégique pour les flux routiers métropolitains, sur la zone d'activités de Vitrolles L'Anjoly, aux abords immédiats de l'autoroute A7, du pont de l'Anjoly, de la RD 113N, à proximité de la RD9 et de l'A55.

Le terrain, propriété de la Métropole, est occupé par le parking public poids lourds de l'Anjoly, dont une parcelle a été détachée pour la construction du dépôt des Bus de l'Etang.

La future station GNV, qui sera construite et exploitée par un opérateur spécialisé, sera implantée entre le dépôt de bus et le parking poids lourds, ce dernier faisant l'objet d'un réaménagement qualitatif.

Plusieurs réseaux de transport urbains français ont équipé leur flotte de bus en motorisation GNV., mais ce type de configuration associant une station GNV publique et une station dédiée au dépôt de bus présente un caractère innovant.

La motorisation GNV offre par rapport au diesel des avantages en matière environnementale (disparition des particules fines, baisse importante des émissions de Nox). Elle procure également une baisse notable du niveau sonore des moteurs et offre un avantage économique pour l'exploitation des réseaux (diminution d'environ 30 % des frais de carburant, par rapport au gazole).

La Métropole Aix-Marseille-Provence se met en conformité avec les obligations imposées aux collectivités territoriales par la loi n° 2015-992 du 17

août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte.

Elle met en application le programme défini dans son Agenda métropolitain de la mobilité adopté en décembre 2016.

Un montage juridique approprié permettra, au sein d'une délégation de service public globale :

- de construire et d'exploiter la station GNV publique,
- d'avitailier le dépôt des Bus de l'Étang attenant,
- d'avitailier les poids lourds et autres véhicules (notamment les futures flottes de cars GNV des collectivités, les bennes à ordures) dans une station GNV publique,
- de maintenir la présence d'un parking poids lourds rénové et sécurisé.

A) Rappel des obligations découlant de la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (TECV) – Article 37

La loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (TECV) a pour ambition un changement de paradigme énergétique en France, tous secteurs confondus, et révisé pour cela les objectifs de la politique énergétique nationale. Il s'agit de favoriser l'émergence d'une économie compétitive et « verte », assurer la sécurité d'approvisionnement, maintenir un prix de l'énergie compétitif, préserver la santé humaine et l'environnement et lutter contre la précarité énergétique. L'Etat et les collectivités doivent notamment veiller à maîtriser la demande d'énergie, diversifier les sources d'énergie et réduire le recours aux énergies fossiles.

Les dispositions de la loi relative au secteur des transports fixent un ensemble d'orientations qui visent à transformer ce secteur, et qui sont ensuite déclinées en mesures concrètes. Parmi celles-ci, figurent notamment la priorité donnée au développement des transports en commun à faibles émissions de gaz à effet de serre (GES) et de polluants atmosphériques.

Selon l'article 37 (Art. L. 224-8 du Code de l'Environnement) :

« L'Etat, ses établissements publics, les collectivités territoriales et leurs groupements, le Syndicat des transports d'Ile-de-France et la métropole de Lyon, lorsqu'ils gèrent directement ou indirectement un parc de plus de vingt autobus et autocars pour assurer des services de transport public de personnes réguliers ou à la demande, acquièrent ou utilisent lors du

renouvellement du parc, dans la proportion minimale de 50 % de ce renouvellement à partir du 1er janvier 2020 puis en totalité à partir du 1er janvier 2025, des autobus et des autocars à faibles émissions définis en référence à des critères fixés par décret selon les usages desdits véhicules, les territoires dans lesquels ils circulent et les capacités locales d'approvisionnement en sources d'énergie. »

Le décret n° 2017-23 du 11 janvier 2017 pris pour l'application de l'article L. 224-8 du code de l'environnement définit les critères caractérisant les autobus et autocars à faibles émissions prévus par l'article 37 de la loi TECV. Ce décret précise les critères à respecter par ces véhicules à faibles émissions selon les usages, les territoires dans lesquels ils circulent et les capacités locales d'approvisionnement en source d'énergie.

B) Les orientations de l'Agenda de la mobilité métropolitaine.

L'Agenda métropolitain de la mobilité a été adopté le 15 décembre 2016 par le Conseil de Métropole. Proposant d'apporter une réponse à l'enjeu métropolitain prioritaire que constituent les déplacements et la mobilité, l'Agenda de la mobilité métropolitaine donne une vision stratégique globale et cohérente de la mobilité à l'échelle métropolitaine et propose un calendrier de déroulement des actions devant concourir à sa mise en œuvre.

Parmi les objectifs de l'Agenda figure le développement quantitatif et qualitatif de l'offre de services de transport public afin de proposer des solutions alternatives à l'omniprésence automobile et à ses effets néfastes (congestion et saturation des réseaux routiers, pollution de l'air due aux transports, temps perdu dans les embouteillages, insécurité routière, etc.).

L'Agenda engage la Métropole vers une sortie progressive du diesel, vers un réseau mixte électrique - biogaz, avec environ 2000 cars et bus en circulation à faire évoluer:

C) Vitrolles l'Anjoly : une station d'avitaillement GNV alimentant le dépôt des Bus de l'Étang couplée à une station GNV publique accessible aux poids lourds.

1) Le réseau des Bus de l'Étang

Les Bus de l'Étang sont un réseau de transport en commun de la Métropole Aix-Marseille-Provence desservant huit communes de l'Est de l'étang de Berre : Berre-l'Étang, Gignac-la-Nerthe, Les Pennes-Mirabeau, Marignane, Rognac, Saint-Victoret, Velaux et Vitrolles.

Les Bus de l'Étang étaient à l'origine gérés par le SMITEEB, le Syndicat mixte des transports de l'Est de

l'étang de Berre (auquel participait l'Agglopro Provence, la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et le Département). Le 1er janvier 2016, les trois intercommunalités responsables du réseau ont été fusionnées au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence, devenue unique autorité organisatrice de la mobilité durable, et le SMITEEB a été dissous.

Le réseau est exploité dans le cadre d'une convention de délégation de service public (DSP) pour l'exploitation et la gestion du service public de transport urbain (le délégataire est la société des Autobus de l'Etang, une société du groupe Transdev) d'une durée de 8 ans à compter du 1er janvier 2013. L'offre de transport est constituée de 14 lignes, plus une nouvelle ligne BHNS (Zénibus). On distingue :

- Les lignes essentielles (le BHNS Zénibus Marignane-Les Pennes-Mirabeau et la ligne 4) avec une fréquence de passage à 10 mn ;
- Les lignes principales (lignes 5, 7, 11, 12) avec une fréquence de passage de 20 à 30 mn
- Les lignes de proximité (1, 2, 3, 6, 8, 9, 10, 14) avec une fréquence variable (de 20 mn à 60 mn).

2) Le nouveau dépôt des Bus de l'Etang en construction à l'Anjoly

Le dépôt actuel situé 37, rue d'Athènes à Vitrolles se trouve sur la zone d'emprise du projet de ZAC Cap Horizon ; le dépôt doit être transféré sur un terrain occupé par un parking poids lourds public (secteur de l'Anjoly, voie du Portugal, à l'extrémité sud de l'avenue de l'Europe).

Le nouveau dépôt occupera une partie du terrain affecté à ce parking poids lourds, qui fera l'objet d'une restructuration.

La construction de ce nouveau dépôt a été confiée à la SPLA Pays d'Aix Territoires.

Les travaux consistent en la construction d'un dépôt de bus devant, en l'état des études, permettre le stationnement de 70 bus ou cars (dont 38 bus de 12,5 mètres et 13 mètres), 69 véhicules légers (pour les conducteurs de bus et le personnel administratif) et 15 deux-roues.

Le dépôt sera constitué principalement de parkings, de voies de circulation, d'un atelier de 856 m², d'un bâtiment regroupant la direction et les bureaux d'exploitation, des locaux pour l'atelier de 1 200 m² sur 2 niveaux, d'une aire de carburant, de deux stations de lavage des véhicules et d'espaces verts.

3) Le parking public poids lourds de l'Anjoly

Le parking poids lourds de l'Anjoly est un équipement public de l'ex-ZAC de l'Anjoly à Vitrolles (dominante fret et logistique).

Le terrain qui relevait du domaine public communal a été transféré à la Métropole au 1^{er} janvier 2018.

Le parking comporte 70 places de stationnement poids lourds environ.

Deux arrêtés municipaux du 27 novembre 2015 réglementent la circulation et le stationnement sur le parking poids lourds de la ZI de l'Anjoly : le parking est gratuit et en partie en zone bleue (durée de stationnement limitée).

Fléché et balisé, ce parking public gratuit est utilisé par la profession. Des commerçants sont installés autour du parking (restauration, hôtellerie...).

D) Le projet de station GNV

En conformité avec les orientations de l'Agenda de la mobilité de la Métropole et les exigences de la loi de transition énergétique, la flotte du réseau des Bus de l'Etang sera à terme équipée de véhicules roulant au carburant GNV.

Le gaz utilisé pour les transports publics peut être soit du gaz naturel, composé de méthane à 93 %, soit du biogaz issu de la fermentation de déchets ménagers ou des boues d'épuration. Le gaz est ensuite comprimé à 200-220 bars et stocké dans des bouteilles.

Outre la réduction des Nox, particules fines et hydrocarbures, la combustion du gaz naturel ne produit ni oxyde de soufre, ni plomb, ni poussières.

Un réseau décidant d'investir dans une flotte de véhicules au gaz doit prendre en compte le coût et les contraintes techniques spécifiques à l'aménagement d'un atelier et d'un dépôt pour motorisation au gaz. Le méthane est un gaz incolore et inodore, ateliers et dépôts doivent respecter des normes de sécurité strictes (ventilations spécifiques, détecteur de gaz, outillages spécifiques, etc.).

De plus, une station de compression est indispensable pour assurer le remplissage en carburant des véhicules GNV. Le remplissage effectué en charge lente se fait de nuit.

Chaque emplacement de stationnement doit donc posséder une arrivée de gaz.

La présence d'une station d'avitaillement GNV à proximité du dépôt de bus permettra de minimiser les trajets « haut le pied » (à vide de clientèle) pour faire le plein de carburant.

Cette station aura deux vocations : avitailler la flotte des Bus de l'Etang roulant au GNV et fonctionner comme une station GNV publique, ouverte à tous véhicules et notamment aux poids lourds, aux autocars, aux véhicules utilitaires de la collectivité (bennes à ordures, autres véhicules utilitaires).

Le dépôt de bus sera alimenté par un système dit de charge lente : la durée moyenne pour recharger un bus est de 6 à 7 heures ; l'opération s'effectue la nuit, chaque bus se charge auprès d'une tétine de gaz dédiée. Ce système ne nécessite pas le poste d'agent chargé du remplissage, chaque conducteur de bus

enclenche la tétine au réservoir de son véhicule en fin de service ; un système informatisé régle le remplissage. Le coût d'exploitation est plus économique en charge lente.

La station GNV publique fonctionnera en charge rapide, avec un temps de charge compris entre 5 et 15 minutes, 8 minutes en moyenne (selon le réglage, selon les besoins) et avec une compression du gaz plus importante qu'en charge lente. Faire le plein d'un réservoir prend environ le même temps que pour un carburant issu du pétrole (super, gazole). Charge lente et charge rapide peuvent tout à fait cohabiter, il s'agit d'un réglage du compresseur.

I. Situation juridique et mode de gestion proposé :

1) Contexte institutionnel : la compétence métropolitaine

Une partie du terrain a fait l'objet d'un transfert de domaine public au SMITEEB, aujourd'hui intégré à la Métropole, pour la réalisation du futur dépôt des Bus de l'Etang: sur une superficie totale du terrain de 34.827 m², 15.815 m² ont été cédés le 1/12/2015 (acte notarié) pour la somme de 1,5 million d'euros (environ 100 €/m²).

Le terrain restant, occupé par le parking poids lourds, classé au domaine public communal a fait l'objet d'un transfert à la Métropole le 1er janvier 2018, au titre du transfert de la compétence des Zones d'activités. C'est une compétence reconnue par la loi MAPTAM et inscrite dans l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Locales :

« I.-La métropole exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire (...)
»

Le projet de station GNV de l'Anjoly intéresse plusieurs compétences métropolitaines reconnues par la loi. En vertu de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole est notamment compétente pour la création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire (...), l'organisation de la mobilité (...), les parcs et aires de stationnement, mais aussi la lutte contre la pollution de l'air, la contribution à la transition énergétique, le soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie.

2) Etude des modalités d'organisation et modes de gestion retenus

L'Autorité Organisatrice de la Mobilité Durable est libre de décider du mode de gestion qu'elle estime le plus approprié pour la gestion du service public de transports urbains. Le mode de gestion choisi doit permettre d'assurer notamment un niveau élevé de qualité, de sécurité et d'accessibilité, l'égalité de traitement ainsi que la promotion de l'accès universel et des droits des usagers en matière de services publics.

Un constat préalable : il n'existe pas à ce jour de réseau de stations GNV publiques sur le territoire de la Métropole.

Plusieurs types de modes de gestion peuvent être envisagés :

- **La gestion en régie** qui peut prendre trois formes :

- **la régie directe** n'ayant aucune autonomie financière, ni d'organe de gestion, ni de personnalité juridique propre : ce mode de gestion a été écarté n'étant pas possible pour un service public industriel et commercial (article L 1412- du CGCT).

- **la régie dotée de la seule autonomie financière**, par laquelle la collectivité gère directement le service et au sein de laquelle les personnels sont soumis au droit administratif. Un budget annexe doit être institué ainsi qu'un conseil d'exploitation.

Ce mode de gestion a été écarté, l'avantage de maîtriser le service s'effaçant devant les inconvénients liés au poids d'une gestion entièrement publique.

- **la régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière** qui se voit confier tout ou partie des missions de contrôle et/ou d'exploitation du service public (établissement public industriel et commercial, EPIC, juridiquement distinct de l'autorité Organisatrice au sein duquel le personnel à l'exception du directeur et du comptable public sont soumis au droit privé). Bien que soumis au droit privé, l'EPIC a l'obligation de passer des marchés pour ses besoins propres et bien que son budget soit indépendant de celui de la Métropole, il applique les règles de la comptabilité publique.

En principe, la régie à personnalité morale et à autonomie financière impose la création d'un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC), auquel les prérogatives d'autorité organisatrice et le pouvoir décisionnel sont généralement largement transférées y compris en terme de fixation des tarifs.

Ce mode de gestion a été écarté, la Métropole souhaitant confier la construction et la gestion de cet équipement présentant un haut degré de technicité à un prestataire privé spécialisé. La régie ne permet pas de mise en concurrence. Elle

implique d'avoir des compétences techniques dans le domaine du GNV à l'intérieur de la collectivité, ce qui nécessite un facteur temps pour leur acquisition.

- **La gestion externalisée** qui est un acte statutaire ou contractuel par lequel l'Autorité Organisatrice de la Mobilité confie la gestion du service public.

- a) **Gestion externalisée statutaire** : il s'agit d'une société à capital majoritairement public (SEML), ou totalement public comme la SPL (Société Publique Locale) dont les interventions respectivement énumérées par les articles L.1521-1 et L. 1531-1 du code général des collectivités territoriales recouvrent notamment l'exploitation des services publics à caractère industriel et commercial. Enfin la SEMOP (Société d'économie mixte à opération unique, qui est une nouvelle forme de partenariat public-privé créé par la Loi n° 2017-744 du 1er juillet 2014 peut également être créée pour la conclusion et l'exécution d'un contrat dont l'objet est la gestion d'un service public pouvant inclure la construction ou l'acquisition des biens nécessaires au service.

La création d'une SEML qui doit être mise en concurrence ne garantissant par l'obtention du contrat d'exploitation du service public, l'intérêt de recourir à ce type de structure a dans le cas d'espèce été écarté.

La SEMOP constitue un dispositif nouveau dont on manque de retour sur la mise en œuvre, elle a été écartée pour cette raison.

Enfin, la création d'une SPL n'est pas apparue opportune pour les mêmes raisons que la régie (souhait d'externalisation), compte tenu notamment des délais relatifs aux procédures et formalités nécessaires à la création de ce type de société et au temps nécessaire à l'acquisition de compétences techniques GNV en interne.

- b) **Gestion externalisée contractuelle** : Il s'agit d'un opérateur privé (autres que les entreprises publiques ci-dessus) qui via la conclusion d'une convention, se voit confier la gestion du service public concerné. Ce contrat peut prendre la forme d'un marché public ou d'un contrat de concession, en l'occurrence d'une convention de délégation de service public.

Le marché public : la Métropole peut conclure, avec un ou plusieurs opérateurs économiques, plusieurs marchés publics (maîtrise d'œuvre, travaux, exploitation) ayant pour objet l'exécution des prestations du service public, voire un marché public global dans certaines circonstances. Le titulaire ne tire pas sa rémunération du droit d'exploiter le service mais du versement, par la collectivité, d'un prix qui couvre les charges d'exploitation de l'entreprise sur la base d'une offre de service donnée et ce,

sans aucun lien en théorie avec les résultats commerciaux fonction de la fréquentation. Quels que soient les résultats de son activité, le prestataire n'en subira donc pas les conséquences financières et sera rémunéré à hauteur du prix contractuellement défini dans l'acte d'engagement.

Ce mode de gestion a été écarté principalement parce qu'il suppose que la collectivité dispose des finances suffisantes pour assumer intégralement la prise en charge de l'ensemble des frais d'établissement du service et d'acquisition des biens nécessaires à leur exploitation. Par ailleurs, cette modalité conduit la collectivité à devoir mener de front plusieurs procédures d'achat public, sauf à justifier du recours à un marché global. Elle nécessite l'acquisition d'un minimum de technicité et de savoir-faire dans le domaine du GNV, compétence émergente qui n'existe pas encore au sein de la Métropole et n'existait pas dans aucun des 6 anciens EPCI intégrés dans la Métropole.

La délégation de service public : le titulaire se voit confier à ses risques et périls l'exploitation du service de transport. Dans le cadre de cette délégation le concessionnaire peut être chargé ou non de construire un ouvrage et/ou d'acquérir des biens nécessaires au service.

La délégation de service public qui au terme de l'article L1411-1 du CGCT est un contrat de concession au sens de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 et du décret du 1^{er} février 2016 relatifs aux contrats de concession, conclu par écrit, par lequel une autorité délégante confie la gestion d'un service public à un ou plusieurs opérateurs économiques, à qui est transféré un risque lié à l'exploitation du service, en contrepartie soit du droit d'exploiter le service qui fait l'objet du contrat, soit de ce droit assorti d'un prix.

La part de risque transférée au délégataire implique une réelle exposition aux aléas du marché, de sorte que toute perte potentielle supportée par le délégataire ne doit pas être purement nominale ou négligeable. Le délégataire assume le risque d'exploitation lorsque, dans des conditions d'exploitation normales, il n'est pas assuré d'amortir les investissements ou les coûts qu'il a supportés, liés à l'exploitation du service.

Le poids financier, les contraintes d'entretien et de maintenance d'une station GNV, la technicité et le savoir-faire, induisent des charges importantes que la Métropole souhaite externaliser à un opérateur privé spécialisé.

Ces deux modes gestion, ont donc été étudiés à partir de 4 critères : technico-économique, savoir-faire commercial, financier et transfert de risque.

- **Critère technico-économique :**

Eu égard aux objectifs temporels concernant la mise en œuvre de sa politique en matière de réduction des émissions de GES, la Métropole a recherché dans les modes de gestion pressentis la mise en œuvre de deux leviers :

L'innovation : Il est ainsi attendu de l'exploitant la capacité de mobiliser une expertise très spécifique liée à la mise à disposition des usagers de GNV. Eu égard aux exigences techniques que cette prestation induit, le recours à un prestataire spécialisé constitue une garantie de mise en œuvre des objectifs métropolitains.

L'anticipation des coûts : De ce point de vue la délégation de service public apparaît la plus efficiente, car la contractualisation va permettre à la Métropole de mettre en concurrence et de négocier des coûts de possession (coût d'acquisition, coût énergétique, coût moyen de maintenance préventive) qui en gestion directe sont incompressibles et pèsent sur le coût final du service pour une durée de vie d'un matériel (station, compresseur, pompes, stockage...) généralement estimée à 15 ans.

L'unicité du contrat portant à la fois sur le parking et la station-service :

Le contrat unique permet d'adosser une prestation non productive de revenus (gestion d'un parking poids lourds produisant peu de revenus eu égard au nombre de places limitées compte tenu de l'emprise foncière) à une activité productive de revenus auprès du public et de la Métropole (l'exploitation d'une station GNV au profit du public et des Bus de l'Etang).

L'agrégation de ces deux services distincts est juridiquement possible dès lors que les contrats de DSP peuvent porter de manière globale sur différents services à l'objet distinct (Conseil d'État, 21 septembre 2016, Communauté urbaine du Grand Dijon et Société Keolis, n°399656) et justifiée dans la mesure où le parking est un élément d'attractivité pour des poids lourds qui constituent aujourd'hui le gros de la flotte de véhicules GNV en circulation.

La pérennisation des conditions techniques et financières d'approvisionnement de la station en GNV :

Le cadre contractuel de la DSP permet de prévoir la réalisation de l'infrastructure de recharge lente des bus GNV (éventuellement de manière différée en fonction de la croissance prévisible des besoins. Voir ci-dessous). Avec une DSP de longue durée est possible la négociation d'une tarification préférentielle au profit de la Métropole par rapport aux prix publics en vigueur.

L'évolutivité du contrat :

Dès lors que la mise en service de bus GNV constitue l'expression des obligations légales et réglementaires en matière de transition énergétique, les besoins de la Métropole seront amenés à évoluer et nécessiteront une adaptation qualitative et quantitative du service rendu par la station GNV.

Or, le régime des concessions et concessions de type DSP issu de la réforme de marchés publics de 2016 a connu un assouplissement des règles relatives aux modifications en cours d'exécution du contrat. Si l'évolution des contrats de concession restent imités par le principe de non bouleversement de leur économie générale, les dispositions de l'ordonnance permettent de prévoir dans le contrat initial des clauses de réexamen ou d'options claires, précises et non équivoques portant sur des cas déterminés d'évolution du besoin.

- **Critère du savoir-faire commercial :**

Gérer une station d'avitaillement et un parking poids-lourds associé à des services est une activité commerciale tournée au quotidien vers la recherche de nouveaux usagers et la satisfaction de leurs besoins. C'est une activité qui s'inscrit dans un vaste mouvement d'ouverture à la concurrence qui dépasse le cadre Métropolitain et qui se faisant touche l'attractivité même du territoire.

L'exercice de cette activité dans le champ concurrentiel paraît d'autant plus s'imposer que le recours à ce carburant n'est pas aujourd'hui majoritaire et qu'il importe que l'opérateur en fasse la promotion.

Le savoir-faire commercial est donc primordial. Au-delà d'une exploitation performante de l'équipement, l'équilibre du service dépendra également de la capacité du gestionnaire à attirer un nombre important d'usagers, au-delà des seuls Bus de l'Etang ; en effet, plus nombreux sont les usagers de la station-service, et du parking poids-lourds, plus la charge d'amortissement du réseau est répartie, donc faible rapportée à l'usager. Cette activité de commercialisation et de promotion du service présente donc pour l'exploitant un part non négligeable d'un risque industriel et commercial que la Métropole ne souhaite pas assumer compte tenu notamment de l'impératif d'efficacité du service public.

En conséquence, au regard du critère relatif au savoir-faire commercial, il est apparu opportun de confier à un délégataire mis en concurrence la commercialisation des services objet du présent rapport.

- **Critère financier :**

L'objectif poursuivi sur le critère financier est de parvenir à une gestion efficace consistant à produire le meilleur service au moindre coût, et de contribuer à faire émerger une filière énergétique et économique pour l'activité transport de la collectivité.

De plus, il est attendu de cette DSP une contribution au budget annexe transport de la Métropole, sous la forme d'une redevance du délégataire, fonction de ses performances économiques et commerciales, et d'un loyer pour l'occupation du foncier.

Au regard du critère financier, la gestion déléguée sous forme concessive est apparue la plus opportune : les opérateurs privés de ce secteur d'activité maîtrisent les coûts de construction de ce type d'équipements, et disposent en interne des ressources humaines et techniques adéquates, permettant une optimisation des charges qui ne pourrait être obtenue si la Métropole procédait elle-même à ces investissements. La DSP permet également une mutualisation et une polyvalence pour l'exploitation de la station GNV et du parking poids lourds (par exemple pour les fonctions de gardiennage).

Sur ce critère il est apparu que la gestion déléguée, mettant à la charge du délégataire l'ensemble des coûts de première installation de la station GNV et de réfection du parking poids lourds, était le mode de gestion le plus pertinent pour le service qui est l'objet du présent rapport.

- **Critère du transfert de risque :**

La Métropole a souhaité initier la création d'une station publique (poids lourds, véhicules utilitaires et légers) d'avitaillement au GNV dont le coût final d'acquisition est difficile à anticiper, au regard du caractère relativement novateur de l'équipement considéré. Le coût de possession qui comprend le coût d'exploitation engendre une incertitude compte tenu du caractère innovant de la technologie qui devra être choisie.

Dans le cadre d'une négociation de cette partie du prix avec un opérateur privé il existerait une asymétrie dans la connaissance des données qui va s'exercer au détriment de l'Autorité délégitante et rendre particulièrement délicats le contrôle et le suivi du contrat par l'Autorité délégitante.

Enfin, en mettant à la charge de l'exploitant la construction, la commercialisation et l'exploitation de ces services, la Métropole renforce le transfert à l'exploitant concessionnaire du risque d'exploitation répondant aux dispositions de l'article 5 alinéa 2 de l'ordonnance concession du 29 janvier 2016. Dans des conditions d'exploitation normales, ce dernier n'est pas assuré d'amortir de tels investissements, notamment en fonction d'une potentielle évolution de

l'état du marché (offre et demande, concurrence...) et compte tenu de l'incertitude technologique qui entoure l'évolution des types de motorisation des véhicules de transport sur le long terme.

- **Conclusion :**

En conclusion, au regard des 4 critères développés ci-dessus la Métropole propose de recourir à une gestion déléguée qui confie au délégataire la réalisation et l'exploitation de la station GNV de l'Anjoly, ainsi que la réfection, la gestion et l'entretien du parking poids-lourds.

II. Principales caractéristiques du contrat à passer

En application de l'article L1411-4 du code général des collectivités territoriales, le Conseil Métropolitain statue sur le choix de la délégation de service public au vu d'un rapport présentant les caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire.

a) Services de la future DSP

L'objet du contrat vise d'une manière générale la création et l'exploitation d'une station GNV pour l'avitaillement des véhicules de transport public (dont l'avitaillement des bus du dépôt des Bus de l'Etang attenant) et de transport de marchandises, ou tout autre véhicule utilitaire ou léger, ainsi que l'aménagement et l'exploitation d'un parking poids lourds et des services associés (par exemple : sécurité, wifi, espace détente, sanitaires...)

L'activité de service public objet du contrat serait ainsi constituée de trois éléments :

- approvisionnement en carburant de bus GNV, prolongement du service public de transports de voyageurs ;
- soutien à l'offre publique de carburant à effet environnemental limité, prolongement de la compétence de la Métropole en matière de Contribution à la transition énergétique (Article L 5217-2, I, 6°, d du CGCT) ;
- gestion d'une aire de stationnement, compétence métropolitaine au 1er janvier 2018.

b) Durée du contrat

La durée, eu égard aux investissements mis à la charge de l'exploitant, est de **15 ans**.

Cette durée de 15 ans court à compter de la notification du contrat ; elle comprend un délai prévisionnel de 2 ans pour les études et autorisations, les travaux de construction et d'installation, et une durée de 13 ans pour l'exploitation de la station GNV et du parking poids lourds.

Une clause de réexamen spécifique prévoira les conditions dans lesquelles le contrat pourra être adapté : la date effective de mise en service du dépôt

des Bus de l'Etang dont l'exploitation constitue un élément fondamental de l'équilibre économique du contrat, est actuellement programmée pour le mois de juillet 2021, mais elle est soumise à des aléas techniques et réglementaires.

c) Conditions financières et rémunérations du délégataire

Le délégataire se verra transférer le risque lié à l'exploitation du service.

Sa rémunération sera substantiellement assurée par les résultats de l'exploitation. Le délégataire assure le financement de l'intégralité des dépenses liées à l'exploitation du service délégué.

La rémunération du délégataire s'effectuera via les recettes perçues auprès des usagers dans le cadre de l'exploitation du service public (recettes liées à la distribution de carburant, des redevances versées par les usagers au titre du stationnement sur les dépendances domaniales concédées (parking poids lourds), et des recettes liées à l'exploitation des activités accessoires.

Les tarifs seront fixés par la Métropole, sur proposition du délégataire, dans le respect des contraintes de service public.

Le contrat d'exploitation pourra prévoir un mécanisme d'intéressement aux recettes et à la fréquentation.

La valeur de la concession, au jour de l'envoi de l'avis de concession à la publication, est estimée à 4,9 millions d'euros HT en moyenne par an, soit 73,5 millions d'euros hors taxe sur 15 ans correspondant à la durée de la convention, prolongation maximale comprise. Cette valeur correspond au chiffre d'affaires prévisionnel du délégataire eu égard à la nature des prestations qui font l'objet de la concession.

d) Régime des biens

Le délégataire devra s'acquitter d'une redevance d'occupation du domaine public dont le montant sera fixé par le contrat. Cette redevance pourra intégrer une part fixe et une part variable, tenant compte des avantages de toute nature procurés aux délégataires par le droit d'occupation conféré par la convention.

e) Investissements à porter par le délégataire

Les coûts d'investissement liés au projet sont de différentes natures :

- Coûts des procédures administratives (ICPE, permis de construire) ;
- Coût des études de maîtrise d'œuvre ;
- Coûts des travaux : remise à niveau et aménagement de la plateforme, acquisition des équipements de la station-service (compression...), acquisition des équipements du parking, équipements électriques, génie civil des locaux annexes, espaces commodités, etc.

f) Droit de contrôle de la Métropole

Le contrat pourra comprendre des clauses de réexamen.

La Métropole conservera un droit d'information et de contrôle permanent du service délégué qui s'exercera notamment au travers du rapport prévu à l'article 52 de l'ordonnance du 29 Janvier 2016.

Afin de permettre le contrôle des comptes de la délégation de service public, l'exploitant retenu constituera une société dédiée au service public délégué avant la signature du contrat d'exploitation.

III. Principales modalités de la consultation

La procédure de consultation sera organisée dans le cadre des dispositions de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 et du décret n°2016-86 du 1^{er} février 2016, relatifs aux contrats de concessions (article L1411-1 et suivants du CGCT).

Cette consultation fera l'objet de l'insertion d'un avis d'appel public à la candidature dans les publications suivantes :

- Journal officiel de l'Union européenne (JOUE),
- Bulletin officiel des annonces de marchés publics (BOAMP),
- et une revue spécialisée.

Les entreprises intéressées seront invitées à retirer un dossier de candidature qui comprendra principalement :

- un règlement de consultation,
- des éléments d'information à destination des candidats,
- un document programme.

Les candidats retenus, invités à déposer une offre se verront remettre un projet de contrat et ses annexes décrivant les caractéristiques quantitatives et qualitatives des prestations ainsi que les exigences de la future délégation.

Les données de base de la consultation seront définies au projet de contrat et, en particulier, les prestations et conditions de tarification qui y seront spécifiées.

La notification au futur délégataire doit intervenir à la mi 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° TRA 008-2747/17/CM du 19 octobre 2017 portant approbation du principe d'une délégation de service public pour la construction et l'exploitation d'une station d'avitaillement Gaz Naturel pour véhicules à l'Anjoly à Vitrolles pour les besoins du dépôt des Bus de l'Etang et ouverte aux professionnels du transport ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe de la délégation de service public pour la construction et l'exploitation d'une infrastructure publique de recharge de véhicules au gaz (Gaz Naturel Véhicules) à Vitrolles – l'Anjoly. Cet équipement permettra l'avitaillement du dépôt des Bus de l'Etang attenante et l'exploitation d'une station GNV publique accessible aux poids lourds, aux véhicules utilitaires et légers. La convention de délégation de service public inclut la remise en état et la gestion du parking poids lourds existant.

Article 2 :

Madame la Présidente est autorisée à prendre toutes mesures nécessaires à la mise en œuvre de la procédure de mise en concurrence et de passation de la délégation de service public pour la construction et l'exploitation d'une infrastructure publique de recharge de véhicules au gaz (Gaz Naturel Véhicules) à Vitrolles – l'Anjoly, permettant l'avitaillement du dépôt des Bus de l'Etang attenante, l'exploitation d'une station GNV publique accessible aux poids lourds, aux véhicules utilitaires et légers, et incluant la remise en état et la gestion du parking poids lourds existant.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 023-5113/18/CM

■ Approbation du principe d'une délégation de service public pour l'exploitation du parking Vieux-Port Hôtel de Ville à Marseille MET 18/8215/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente pour réaliser et gérer les aires et parcs de stationnement du territoire Marseille Provence.

Par délibération DTUP 015-856/13/CC du 13 décembre 2013, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a confié la gestion du parking Jules Verne, renommé parking Vieux-Port Hôtel de Ville, dans le cadre d'un contrat de délégation de service public sous la forme d'un affermage d'une durée de 6 ans, à la Société QPark France. Ce contrat n° 014/005 a été notifié le 15 janvier 2014 et s'achèvera le 14 janvier 2020.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, qui s'est substituée depuis le 1^{er} janvier 2016 à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, souhaite relancer une procédure de délégation de service public sous la forme d'un affermage d'une durée de 7 ans, pour l'exploitation du parking Vieux-Port Hôtel de Ville. Ce nouveau contrat permettra d'assurer la continuité de service public.

En outre, le recours à la délégation de service public permettrait à la Métropole Aix-Marseille-Provence de faire appel aux compétences techniques et commerciales d'un professionnel qui apporterait son savoir-faire en matière d'exploitation de parcs de stationnement tout en bénéficiant de la souplesse d'une gestion privée, mieux adaptée à une activité commerciale. L'autorité délégante maintiendra un contrôle étroit sur l'exécution du service.

Le rapport de présentation joint en annexe a pour objet d'éclairer le Conseil de la Métropole sur les modes de gestion envisageables et de soumettre à votre approbation le principe d'une exploitation dans le cadre d'une délégation de service public,

conformément aux dispositions de l'article L. 1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ce rapport analyse les différents modes de gestion possibles et expose les raisons pour lesquelles il est proposé de recourir à la délégation de service public sous la forme d'un affermage, solution qui paraît la mieux adaptée pour des raisons qui peuvent se résumer ainsi :

- L'intérêt de recourir à un professionnel en bénéficiant de son savoir-faire et de son expertise technique et commerciale pour assurer un service performant ;
- La possibilité de confier des travaux d'entretien et de réparation au délégataire ;
- La motivation de l'exploitant pour une finalité de service optimal du fait qu'il se rémunère directement sur les usagers ;
- La responsabilité de l'exploitant qui est chargé de la gestion à ses risques et périls ;
- Un contrôle permanent, technique, comptable et financier de l'autorité délégante.

Compte tenu des prestations confiées au délégataire, il est préconisé de déléguer ce service sous la forme d'un affermage pour une durée 7 ans.

Les caractéristiques des prestations que devrait assurer le délégataire sont décrites dans le rapport précité.

Le futur délégataire sera désigné au terme d'une procédure préalable de publicité et de mise en concurrence définie par les articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, par les dispositions de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 et du décret n° 2016-86 du 1^{er} février 2016, relatifs aux contrats de concession.

La Commission Consultative des services publics locaux a été saisie pour avis conformément aux dispositions de l'article L. 1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- Le décret n° 2016-86 du 1^{er} février 2016 relatif aux contrats de concession ;
- La délibération n°DTUP 015-856/13/CC du 13 décembre 2013 portant approbation du choix du délégataire et du contrat de délégation de service public pour l'exploitation du parking public Jules Verne sis à Marseille ;
- La délibération n° DTM 017-1160/15/CC du 3 juillet 2015 portant approbation de l'avenant n°1 au contrat de délégation de service public pour l'exploitation du parc de stationnement Vieux-Port Hôtel de Ville à Marseille ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- Le rapport de présentation joint en annexe ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente concernant les aires et parcs de stationnement ;
- Que le contrat de délégation de service public pour l'exploitation du parking Vieux-Port Hôtel de Ville à Marseille arrivera à échéance le 14 janvier 2020 ;
- Qu'au vu du rapport de présentation annexé et après analyse des différents modes de gestion, la délégation de service public sous la forme d'un affermage apparaît la solution la mieux adaptée aux objectifs de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe de gestion du parc de stationnement Vieux-Port Hôtel de Ville situé à Marseille dans le cadre d'une délégation de service

public sous la forme d'un affermage, pour une durée de 7 ans.

Article 2 :

Sont approuvées les caractéristiques principales de la délégation de service public et des prestations demandées au délégataire telles que décrites dans le rapport de présentation annexé, qui seront détaillées et précisées dans le dossier de consultation devant être remis aux candidats admis à présenter une offre.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à engager et à conduire à son terme la procédure de consultation régie par les articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, ainsi que par les dispositions de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 et du décret n° 2016-86 du 1er février 2016, relatifs aux contrats de concession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 024-5114/18/CM

■ Approbation de l'avenant n° 9 au contrat de concession concernant la réalisation et l'exploitation du parking Estienne d'Orves à Marseille - QPark France MET 18/9075/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux articles L5217-2.I et L5218-2.I du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de parcs et aires de stationnement sur l'ensemble de son territoire.

Par délibérations DTUP 02/749/DSC du 16 décembre 2002 de la Ville de Marseille et FAG 13/356/CC du 20 décembre 2002 de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, le contrat de concession n°87/042 du 23 février 1987 concernant le parc de stationnement Estienne D'Orves a été transféré à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole au droit de laquelle la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée depuis le 1^{er} janvier 2016.

La société Gagneraud Père et Fils, délégataire de ce parking souterrain depuis le 23 février 1987 pour une durée de trente ans, a transféré le contrat de concession n° 87/042, à la Société par Actions

Simplifiées Massilia Park par avenant n°5 du 9 octobre 2009.

Le 17 juin 2016, la Société Massilia Park a cédé l'intégralité de son capital social à la Société QPark France au sein de laquelle elle a été fusionnée le 31 décembre 2016, après accord de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ce contrat de concession devait initialement s'achever le 22 août 2018.

Par délibération TRA 016-1804/17/CM du 30 mars 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le principe de délégation de service public pour l'exploitation du parking Estienne d'Orves dans le cadre d'un contrat d'affermage d'une durée de 7 ans, afin de poursuivre cette activité déléguée.

Avant la remise des offres, cette procédure a donné lieu à de nombreuses questions de la part des candidats. Aussi, et afin de permettre à la collectivité de conduire les analyses des offres et les négociations avec l'ensemble des candidats dans un délai raisonnable, il est apparu nécessaire de prolonger de 6 mois, le contrat de concession.

Un avenant n°8 a ainsi été approuvé par délibération n° TRA 002-3829/18/CM du 18 mai 2018, portant l'échéance du contrat de concession au 22 février 2019. Cet avenant prévoyait également le versement à la Métropole d'une redevance de 90 000 €HT par mois, soit un montant total de 540 000€ HT correspondant à l'occupation du domaine public au cours des 6 mois de prolongation. En outre, cet avenant a créé un tarif abonné réservé aux résidents de 75€ TTC par mois, à attribuer dans la limite de 150 abonnements et commercialisé dès le 1^{er} septembre 2018.

Dans le cadre de la nouvelle procédure de délégation de service public, la phase de négociations a dû être interrompue suite à la démission de Monsieur Jean-Claude Gaudin de la Présidence de la Métropole le 7 septembre 2018.

Ainsi, compte tenu de l'évolution du contexte métropolitain et des délais incompressibles de la procédure de délégation de service public, le Conseil de la Métropole ne sera pas en mesure d'attribuer le nouveau contrat avant le 23 février 2019. C'est pourquoi, afin de poursuivre les négociations dans un délai raisonnable, il est nécessaire de prolonger le contrat de concession actuel jusqu'au 30 juin 2019, soit pour une durée de 4 mois et 6 jours, temps strictement nécessaire pour mener à bien la procédure de passation.

Cette prolongation justifie que le contrat de concession soit également modifié pour y ajouter l'obligation de versement par le délégataire d'une redevance correspondant à l'occupation du domaine public durant les 4 mois et 6 jours de prolongation

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avenant n°1 du 22 juillet 1991 à la convention de concession n°87/042 passée entre la ville de Marseille et la Société Gagneraud Père et Fils relatif au financement du parking, à la révision de la grille tarifaire, au réexamen des conditions financières et au jalonnement dynamique ;
- L'avenant n°2 du 25 janvier 1993 à la convention de concession n°87/042 passée entre la ville de Marseille et la Société Gagneraud Père et Fils relatif au calcul de la redevance due par le concessionnaire et à la révision de la grille tarifaire ;
- L'avenant n°3 du 27 octobre 1997 à la convention de concession n°87/042 passée entre la ville de Marseille et la Société Gagneraud Père et Fils relatif au fonctionnement du parking, à la tarification et à la révision du calcul de la redevance due par le concessionnaire ;
- L'avenant n°4 du 20 mars 2001 au contrat de concession n°87/042 passée entre la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et la Société Gagneraud Père et Fils relatif à la réalisation d'une trémie supplémentaire, l'évolution de la grille tarifaire, la prolongation conditionnée de la durée du contrat d'un an et demi ;
- L'avenant n°5 du 9 octobre 2009 au contrat de concession n°87/042 transférant ledit contrat de la Société Gagneraud Père et Fils à la Société par Actions Simplifiées Massilia Park ;
- La délibération DTM 008-1032/15/CC du 22 mai 2015 concernant la mise en œuvre de la tarification au quart d'heure au sein des parkings communautaires gérés en délégation de service public, sous forme d'affermage ou de concession.

- l'avenant n°6 audit contrat de concession, approuvé par délibération du Conseil Communautaire DTM 010-1153/15/CC du 3 juillet 2015 ;
- Le courrier du 17 juin 2016 émanant de la société Massilia Park notifiant la cession de l'intégralité du capital social de la Société Massilia Park à la société QPark-France à compter du 17 juin 2016 ;
- l'avenant n° 7 audit contrat de concession, approuvé par délibération du Conseil de la Métropole TRA 016-1804/17/CM du 30 mars 2017 ;
- L'avenant n°8 audit contrat de concession, approuvé par délibération du Conseil de la Métropole TRA 002-3829/18/CM du 18 mai 2018 ;
- L'avis de la Commission de délégation de service public du 29 novembre 2018 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis favorable du Conseil de Territoire de Marseille-Provence

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le contrat de concession n° 87/042 du 23 février 1987 dont la gestion et l'exploitation sont confiées à la Société QPark France arrivera à échéance le 22 février 2019 ;
- Que le 30 mars 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le principe d'une délégation de service public pour la gestion de cet équipement, à l'issue du contrat de concession actuel, dans le cadre d'un affermage pour une durée de 7 ans ;
- Qu'au vu de l'évolution du contexte institutionnel métropolitain, il s'avère nécessaire pour la collectivité de disposer d'un délai supplémentaire pour conduire les négociations avec les différents candidats, dans un délai raisonnable ;
- Que l'allongement de la durée du contrat de concession implique de mettre à la charge du délégataire le versement d'une redevance correspondant à l'occupation du domaine public durant les 4 mois et 6 jours de prolongation.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 9 ayant pour objets de prolonger jusqu'au 30 juin 2019 le contrat de concession n° 87/042 du 23 février 1987 relatif à la gestion et l'exploitation du parking Estienne d'Orves sis à Marseille et de prévoir le versement d'une redevance d'occupation du domaine public supplémentaire à la charge du délégataire.

Article 2 :

Les recettes seront constatées au budget principal 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'EST du CT1: Sous politique C350 – Nature 757– Chapitre 75– Fonction 820

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tout document nécessaire à sa mise en œuvre.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 025-5115/18/CM

■ Approbation de l'avenant n°4 au contrat de concession relatif à l'exploitation de deux parcs de stationnement souterrains à La Ciotat Centre et Vieux-Port MET 18/8235/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par convention de concession de service public n° 06/123 notifiée le 22 août 2006, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à laquelle s'est substituée la Métropole Aix-Marseille-Provence en 2016, a confié au Concessionnaire (société Vinci Park devenue Indigo Infra France) la réalisation et l'exploitation des parcs de stationnement Jardin de la Ville et Source du Pré. Afin d'améliorer leur attractivité et leur visibilité, les deux parkings ont été respectivement renommés parking du Centre et parking du Vieux-Port.

A l'heure actuelle, ces deux parcs de stationnement sont principalement destinés à un usage horaire et à un usage par abonnements. Un certain nombre de places peuvent également faire l'objet de cessions de droit d'occupation (amodiations) pour une durée maximale de 75 ans. Enfin, les places inutilisées peuvent faire l'objet de locations mensuelles, trimestrielles ou annuelles.

Or, depuis leur ouverture, ces parcs connaissent une fréquentation inférieure aux prévisions initiales. C'est pourquoi la Métropole et son concessionnaire souhaitent ajouter une nouvelle catégorie d'usage des places de stationnement des parcs objets de la Convention. L'objet de l'avenant n°4 est ainsi de définir une nouvelle catégorie tarifaire concernant des emplacements de stationnement banalisés mis à disposition dans le cadre de concessions à long terme conclues en vertu des dispositions de l'article L. 151-33 du code de l'urbanisme relatif à la création et la réhabilitation de logements.

Ces concessions portant sur un nombre de places limitées pourront être accordées à compter de la notification de l'avenant n°4 objet du présent rapport. D'une durée de 15 (Quinze) ans, leur prix s'élèvera à 10 000 € HT (valeur Janvier 2019), à majorer au taux de TVA en vigueur, soit 12 000 € TTC par place de stationnement.

Les articles de la convention de concession de service public impactés par ce nouveau régime, ainsi que ses annexes relatives aux tarifs et au compte d'exploitation prévisionnel doivent ainsi faire l'objet de modifications dans le cadre d'un avenant n°4.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération 02/749/DSC du 16 décembre 2002 du Conseil Municipal de la Ville de Marseille transférant les parkings de stationnement à la communauté Urbaine de Marseille Provence Métropole (MPM) ;
- La convention de concession de service public n° 06/123, approuvée par délibération du Conseil de la Communauté Urbaine MPM et notifiée le 22 août 2006 ;
- La délibération DTUP 007-2003/10/CC du 25 mars 2010 du Conseil de la Communauté Urbaine MPM portant approbation de l'avenant n°1 à la convention de concession de service public n° 06/123

- La délibération DTM 008/1032/15/CC du 22 mai 2015 du Conseil de la Communauté Urbaine MPM relative à la tarification au quart d'heure ;
- La délibération DTM 018-1161/15/CC du 3 juillet 2015 du Conseil de la Communauté Urbaine MPM portant approbation de l'avenant n°2 à ladite convention de concession;
- La délibération DTM 016-1664/15/CC du 21 décembre 2015 du Conseil de la Communauté Urbaine MPM approuvant l'avenant n° 3. à ladite convention de concession;
- L'avis de la Commission de délégation de service public du 8 29 novembre 2018
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 11 décembre 2018

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que pour répondre aux obligations d'urbanisme, il est nécessaire de créer une nouvelle catégorie tarifaire, « de concession à long terme » au sein du contrat de DSP n°06/123 concernant les parkings Centre et Vieux-Port à La Ciotat ;
- Qu'il convient de modifier la grille tarifaire de ces parcs en conséquence ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°4 ci-annexé à la convention n°06/123 concernant l'exploitation des parcs de stationnement Centre et Vieux-Port de La Ciotat.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document nécessaire à sa mise en œuvre.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 026-5116/18/CM

**■ Approbation de l'avenant n° 7 à la convention de délégation de service public pour l'exploitation du réseau des Bus de l'Etang de la Métropole Aix-Marseille-Provence passée avec la société des Autobus de l'Etang
MET 18/9108/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Madame la Présidente rappelle à l'Assemblée qu'en date du 20 Décembre 2012 par délibération n°2012/595, les membres de l'ex SMITEEB, intégré à la Métropole depuis le 1^{er} avril 2016, ont approuvé la signature de la convention de délégation de service public avec la société des Autobus Bus de l'Etang pour une durée de 8 ans à compter du 1^{er} Janvier 2013.

Cette convention, signée le 26 décembre 2012, a fait l'objet de 6 avenants :

L'avenant n° 1, approuvé le 20 décembre 2013 par délibération n° 2013/647, intègre les différents ajustements liés à la mise en place de la nouvelle convention de DSP ainsi que les modifications apportées à l'offre de transport du 1er septembre 2013.

L'avenant n° 2, approuvé le 26 février 2015 par délibération n° 2015/735, a intégré les modifications et ajustements du réseau mis en place en septembre 2014, l'intégration de doublages scolaires assurant la desserte des établissements de diverses communes du SMITEEB; la modification de la grille tarifaire, la modification du barème des infractions, ainsi que la réalisation d'une interface informatique.

L'avenant n° 3, approuvé le 14 décembre 2015 par délibération n°2015/774, intègre essentiellement les modifications liées à la mise en place du BHNS le 29 août 2016 et notamment le décalage de la mise en service initialement prévue en janvier 2016 et décalée à la rentrée ainsi que l'impact du décalage sur les recettes. Il intègre également des aménagements et modifications de l'offre de transport afin de proposer un fonctionnement homogène du réseau, parfaitement calé avec le BHNS. Cet avenant entérine la modification du type de véhicules BHNS initialement prévus.

L'avenant n° 4 approuvé le 30 juin 2016 par délibération n° TRA 005-601/16/CM concerne la mise en place d'un transport à la demande pour les personnes à mobilité réduite sur les communes du réseau, des adaptations de l'offre des lignes urbaines, du transport à la demande et de circuits scolaires diverses puis diverses modifications listées ci-dessous :

- Adaptation de l'offre de transport suite à l'analyse de la fréquentation en 2017 et des résultats de l'enquête Origine/Destination de février 2018
- Compensations financières liées à l'extension de validité sur le réseau Les Bus de l'Etang des titres Pass XL du réseau RTM et abonnements mensuel et annuel Pays d'Aix

- L'avenant n° 7 prévoit d'estimer de façon prévisionnelle la compensation de la perte financière liée à la mise en place du pass scolaire métropolitain à la rentrée scolaire 2018, le remboursement des dépenses occasionnées par le déploiement de la marque « La Métropole Mobilité » ainsi que la mise à jour des indices de la formule d'indexation.

- montants correspondants aux recettes des titres suivants : Pass annuel jeunes de - 26 ans, Pass annuel « Agglopoles », Pass mensuel jeunes de - 26 ans, Scolaire annuel « St Louis-Ste Marie », Scolaire annuel « EREA » et « Ste Elisabeth ».

Soit, sur la période juillet 2017-juin 2018 :

[illegible]

Le Pass scolaire métropolitain ne s'adresse pas aux étudiants, ceux-ci doivent utiliser les titres du réseau Autobus de l'Étang : Pass étudiant mensuel ou annuel de - 26 ans.

En outre, par délibération du 28 juin 2018, le conseil métropolitain a décidé de la suppression des titres mensuels et annuels jeunes de moins de 26 ans. Ainsi, un nouveau titre réservé aux étudiants, stagiaires et apprentis de - de 26 ans a été créé. Les salariés jeunes de - de 26 ans ne peuvent plus utiliser ces titres.

Afin de calculer la compensation à verser au délégataire pour les seuls Pass scolaires, cette proportion de voyageurs étudiants, stagiaires, apprentis et salariés de moins de 26 ans a été estimée à hauteur de 20 %. Il conviendra d'affiner cette estimation dans le cadre de la clause de revoyure compte tenu de la vente des titres observées et des statistiques billettique.

Le montant des compensations annuel est ainsi estimé de façon prévisionnelle à :

929 583 € HT -

20% = 742 866 € HT

Pour l'année 2018, ce montant sera proratisé sur 6 mois (de juillet à décembre 2018), soit **371 433€ HT**.

A noter qu'en 2020, compte tenu de la fin de convention prévue le 31 décembre 2020, une rétrocession des recettes des titres ayant une validité au-delà du 31 décembre encaissées par le Délégataire sera effectuée au profit du nouveau titulaire.

▪ **Clause de revoyure**

Compte tenu de la difficulté d'estimer l'impact global que le lancement du Pass scolaire métropolitain aura, à terme, sur les titres utilisés par les voyageurs, il conviendra de revoir le délégataire afin d'ajuster au mieux le montant de ces compensations. Dans ce calcul, la dynamique globale du réseau des bus de l'Étang sera prise en compte.

Ces ajustements feront l'objet d'un prochain avenant.

2. DEPLOIEMENT DE LA MARQUE LA METROPOLE MOBILITE

Dans le cadre du déploiement de la marque « La Métropole Mobilité », différentes dépenses ont été demandées par la Métropole. Celles-ci n'étaient pas prévues dans la convention de délégation de service public. Ces dépenses réalisées par le délégataire concernent les documents d'information voyageurs, l'habillage des boutiques mobilité de Vitrolles Pierre Plantée et Marignane Parc Camoin, l'adaptation du site internet, la modification de l'information aux arrêts et dans les véhicules.

Un véhicule a également été mis aux couleurs de la nouvelle charte graphique de la Métropole Mobilité afin d'être exposé au cours de l'inauguration et 3 véhicules affectés à la ligne 11 ont été peints pour recevoir la nouvelle découpe.

L'ensemble de ces dépenses a été pris en charge par le Délégataire ; il est convenu que celles-ci seront prises en compte par la Métropole Aix-Marseille-Provence lors de la régularisation annuelle 2018.

Ces dépenses sont détaillées ainsi :

Nature dépenses		€ ht
Déploiement marque sur site internet		2 800,00
Information aux arrêts et à bord	Poteaux d'arrêts standards	3 018,00
	Totem BHNS	160,00
Déploiement charte Métropole agences commerciales	Pierre Plantée	1 806,80
	Parc Camoin	692,80
Documentation / mise en page marque métropolitaine		1 680,00
Pop up site internet / semaine de la mobilité		2 087,50
Peinture agence commerciale	Parc Camoin	635,00
Sous total		12 880,10
Véhicules :		
Nature dépenses		€ ht
Remise en état véhicule démonstration A Sabardu	Peinture	3 600,00
	Adhésifs	835,00
Découpe ligne 11	Peinture	4 800,00
Sous total		9 235,00
TOTAL		22 115,10

3. INDEXATION

Les points suivants relatifs à la formule d'indexation sont mis à jour :

Terme Ch : l'annexe 12 est mise à jour afin d'intégrer les modifications suivantes :

- A compter du 1^{er} janvier 2015, le délégataire est soumis à une nouvelle contribution "La contribution patronale au dialogue social". Cette contribution (auparavant intitulée contribution patronale au fonds de financement des organisations professionnelles et syndicales) est destinée à abonder un fonds paritaire dédié au financement des organisations syndicales et des organisations professionnelles d'employeurs.
Celle-ci est intégrée au terme Ch servant au calcul de l'indexation à compter du 1^{er} janvier 2015.
- Indice de la formation : il est convenu que la valeur retenue correspond aux dépenses réelles minimum du délégataire soit 1,6 au lieu de 1
- Indice Allocations familiale à retenir à compter d'avril 2016 : 1782339 Taux de cotisations sociales (part patronale) - Pour la Sécurité Sociale - Allocations familiales - Pour les salaires inférieurs à 3,5 fois le smic

- Indice Contribution additionnelle au développement de l'Apprentissage : 0869065 a été arrêté en décembre 2014 et non remplacé : sa valeur, égale à 0.18, a été intégrée à l'indice général Taxe d'apprentissage 0483629.

Mise à jour d'indice :

- Identifiant 1653884 : Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - Prix de marché - CPF 19,20 - Gazole yc TICPE - Base 2010 - (FM0D192009)
=> remplacé par 10534596 - avec le coefficient de raccordement de 0.9468 à compter d'octobre 2017
- Identifiant 1653203 : Indice de prix de l'offre intérieure des produits industriels - CPF 29,10 - Véhicules automobiles - Base 2010 - (M00D291000)
=> remplacé par 10535348 - avec le coefficient de raccordement de 1.0152 à compter d'octobre 2017

Ces modifications d'indices seront intégrées, le cas échéant, à la régularisation financière 2018.

4. MODIFICATION DE LA CONTRIBUTION FINANCIERE FORFAITAIRE (Cf)

Les différentes modifications exposées ci-dessus conduisent à redéfinir les paramètres financiers de la convention de DSP.

Euros HT (valeurs 1^{er} juillet 2012 – y compris TAD)

L'évolution des termes Rf (recette de référence y compris TAD), Df (coût de production du réseau) et Cf (contribution financière) de la convention de DSP du 26 décembre 2012 est ainsi la suivante (en valeur 1^{er} juillet 2012, y compris TAD).

Année	Df	Rf	Cf = Df – Rf	Pour mémoire CF avenant 6
2018	19 728 313	1 786 949	17 941 364	17 569 931
2019	19 511 329	1 431 540	18 079 789	17 336 923
2020	19 511 329	1 447 699	18 063 630	17 320 764

Le montant cumulé des avenants 1 à 7 génère une incidence financière de la dépense forfaitaire inchangée par rapport à l'avenant 6 soit 6,73 % de la Df par rapport montant initial de la convention. Seules la recette de référence (RF) et par conséquent la contribution financière (CF) sont modifiées par l'avenant n° 7.

La recette de référence est diminuée de 742 866 € HT par an en année pleine (les recettes scolaires étant perçues directement par la métropole) à compenser directement au délégataire dans le cadre de la contribution financière. La contribution financière est augmentée de 1 857 165 € de la prise d'effet de l'avenant à la fin de la convention.

10. AVIS DE LA COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

La Commission de délégation de service public de la Métropole Aix-Marseille-Provence, consultée sur cet avenant qui induit une augmentation du montant de la DSP de plus de 5%, réunie lors de sa séance du 8 novembre 2018 a émis un avis favorable sur la passation de l'avenant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole-Aix-Marseille-Provence
- La délibération n°2012/595 approuvée le 20 Décembre 2012 par les membres du SMITEEB, intégré à la Métropole depuis le 1er avril 2016, portant signature d'une convention de Délégation de Service Public avec la société des Autobus Bus de l'Etang pour une durée de 8 ans à compter du 1er Janvier 2013 ;
- L'avenant n° 1 approuvé le 20 décembre 2013 par délibération n° 2013/647 qui intègre les différents ajustements liés à la mise en place de la nouvelle convention de Délégation de Service Public ainsi que les modifications apportées à l'offre de transport du 1er septembre 2013 ;
- L'avenant n° 2, approuvé le 26 février 2015 par délibération n° 2015/735 qui intègre les modifications et ajustements du réseau mis en place en septembre 2014, l'intégration de doublages scolaires assurant la desserte des établissements de diverses communes du SMITEEB; la modification de la grille tarifaire, la modification du barème des infractions, ainsi que la réalisation d'une interface informatique ;
- L'avenant n° 3 approuvé le 14 décembre 2015 par délibération n°2015/774 qui intègre essentiellement les modifications liées à la mise en place du BHNS le 29 août 2016
- L'avenant n° 4 approuvé le 30 juin 2016 par délibération n° TRA 005-601/16/CM qui entérine notamment la mise en place d'un TAD PMR sur le réseau des Bus de l'Etang ainsi que d'autres modifications des lignes régulières et circuits scolaires
- L'avenant n° 5 approuvé le 18 mai 2017 par délibération n° TRA 009-2065/17/CM qui entérine notamment la modification du fonctionnement du Zenibus, l'ajustements divers sur les lignes urbaines et circuits scolaires existants, l'acquisition de matériels complémentaires au SAEIV et aux terminaux

de paiement sans contact mis en place dans les véhicules Zenibus, la mise à jour du budget marketing et prise en compte des nouveaux horaires de l'agence commerciale de Pierre Plantée

- L'avenant n° 6 approuvé le 28 juin 2018 par délibération n° TRA 014-4156/18/CM qui intègre l'adaptation de l'offre de transport suite à l'analyse de la fréquentation en 2017 et des résultats de l'enquête Origine/Destination de février 2018, les compensations financières liées à l'extension de validité sur le réseau Les Bus de l'Etang des titres Pass XL du réseau RTM et abonnements mensuel et annuel Pays d'Aix Mobilité et Aix en Bus, la mise en place du Pass Integral par la Métropole Aix-Marseille-Provence et enfin le remboursement des dépenses engagées pour la mise à jour des documents d'information et découpes des véhicules au logo métropolitain ;
- L'avis de la Commission de délégation de service public

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'en date du 20 décembre 2012 les membres du Syndicat Mixte des Transports de l'Est de l'Etang de Berre, intégré à la Métropole depuis le 1^{er} avril 2016, ont approuvé la convention de Délégation de Service Public avec la société des Autobus de l'Etang pour une durée de 8 ans à compter du 1^{er} janvier 2013 ;
- Que cette convention a fait l'objet de 6 avenants intégrant différents ajustements et modifications de l'offre de transport et de la grille tarifaire respectivement en décembre 2013, en février, en décembre 2015, en juin 2016, mai 2017 et juin 2018
- Qu'il est nécessaire d'approuver l'avenant n° 7 afin de redéfinir les paramètres financiers de la convention de Délégation de Service Public.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 7 ci-annexé à la Convention de délégation de service public passée avec la société des Autobus de l'Etang.

Article 2:

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Annexe Transport – Section de Fonctionnement – Chapitre 011 – Nature 611

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 027-5117/18/CM

■ Approbation de l'avenant n°2 au Contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation et la gestion du réseau de transport public de voyageurs du Pays d'Aubagne et de l'Etoile MET 18/9337/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération N° TRA 008-2332/17/CM du 13 juillet 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a confié l'exploitation du réseau des Lignes de l'Agglo au groupement constitué par la SPL Façonéo et par la Régie des Transports Métropolitains, dont le mandataire est la SPL Façonéo.

La consistance des services attribués au groupement et les modalités d'exécution de ces services sont précisés dans un Contrat d'Obligation de Service Public, signé entre les parties. L'article 21.2.3. du contrat prévoit que toute évolution non ponctuelle du réseau donne lieu à l'émission par l'Autorité Organisatrice d'un ordre de service comprenant la nouvelle fiche de ligne et les incidences financières de l'évolution. L'ensemble de ces ordres de service est régularisé par avenant au plus tard le 31 décembre de chaque année.

Le 14 décembre 2017, le Conseil de la Métropole a approuvé l'avenant 1 au contrat.

Depuis cet avenant, des modifications ont été apportées au réseau par ordre de service, d'une part pour tenir compte de l'évolution de la fréquentation de certaines lignes ou circuits scolaires et d'autre part, du souhait de renforcer l'offre pour la desserte de la zone des paluds. En effet, pour la rentrée 2018, il a été décidé d'augmenter la fréquence de la ligne 1 qui dessert cette zone employant 12 000 salariés et de faciliter ainsi les correspondances avec les lignes en rabattement.

Il convient d'intégrer ces modifications par voie d'avenant au contrat d'OSP.

L'impact financier de ces ordres de services entraîne une augmentation des dépenses d'exploitation de 65158 € HT par an valeur 2016. Ces dépenses sont récapitulées dans l'annexe 10 bis ajoutée au contrat.

Par ailleurs, afin de continuer à garantir un niveau de service de qualité, l'opérateur propose un nouveau programme de renouvellement du parc sur la durée du contrat permettant de remplacer plus tôt certains véhicules. L'annexe 2bis B « Plan Pluriannuel d'Investissements » est donc mise à jour.

Au regard de ces différentes modifications du contrat depuis sa signature, il convient de réajuster les charges d'exploitation du réseau. L'engagement annuel de dépenses est porté à 14 914 185 € HT valeur 2016.

La Contribution Financière Forfaitaire est donc portée pour l'année 2019 à 12 895 285 € HT 2016, soit une hausse de 0,5% par rapport à la valeur prévue initialement au contrat.

Il convient également de préciser ou mettre à jour par cet avenant différents articles et annexes du contrat concernant notamment le contenu du rapport d'activité, les modalités d'entretien des biens mis à disposition, la liste des équipements mis à disposition par l'Autorité Organisatrice, la définition des courses mal effectuées, les modalités de calcul de l'indexation des dépenses et de la prime qualité.

Enfin, dans le cadre de cet avenant, pour tenir compte des choix d'évolution d'offre structurant de septembre 2018, les parties conviennent de se rencontrer au cours du 1^{er} trimestre 2019 pour augmenter ou confirmer l'engagement de fréquentation des exercices suivants.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- II. La loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'Orientation des Transports Intérieurs modifiée ;
- III. Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

IV. La délibération N° TRA 008-2332/17/CM du 13 juillet 2017 approuvant la signature du contrat d'obligation de service pour l'exploitation du réseau des « Lignes de l'Agglo » au groupement constitué par la SPL Façonéo et par la Régie des Transports Métropolitains, dont le mandataire sera la SPL Façonéo et ce, dans le cadre d'un contrat d'obligation de service public ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'article 21.2.3. du Contrat prévoit qu'un avenant soit réalisé pour acter l'ensemble des modifications d'offre de service apportées sur le réseau.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°2 ci annexé, au Contrat d'Obligation de Service Public (COSP) pour l'exploitation du réseau de transport les Lignes de l'Agglo, entre la Métropole et le groupement constitué par la SPL Façonéo et la Régie des Transports Métropolitains, et ses annexes.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe transport 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sous politique C210, nature 611.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 028-5118/18/CM

**■ Approbation de l'avenant n°2 à la convention de délégation de compétence avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône pour les services de transport routier des élèves et étudiants handicapés exploités par la Régie Des Transports
MET 18/9185/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi « MAPTAM ») et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République (dite loi « NOTRe») organisent une nouvelle répartition des compétences en matière de transport public, ayant eu pour conséquence un transfert des compétences du Département des Bouches-du-Rhône à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.:

Cependant le Département des Bouches-du-Rhône a conservé sa compétence en matière de transport spécial des élèves handicapés vers les établissements scolaires.

Par ailleurs, le principe du transfert de la Régie Des Transports vers la Métropole Aix-Marseille-Provence a été adopté en Conseil Métropolitain du 17 octobre 2016. Pour des motifs tenant à la continuité des services et à leur amélioration, et également, de considérations techniques, économiques et sociales, le Département des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont souhaité maintenir l'unité organique et fonctionnelle de l'Etablissement Public Industriel et Commercial Régie Des Transports, c'est-à-dire conserver l'établissement public en tant que personne morale ainsi que le périmètre de ses activités actuelles.

C'est dans cette perspective que le Conseil Métropolitain a approuvé le 15 décembre 2016 la convention de délégation de compétence des services de transport routier des élèves et étudiants handicapés exploités par la RDT 13, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, à compter du 1er janvier 2017.

La Métropole exerce la compétence déléguée au nom et pour le compte du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône.

Depuis cette date d'entrée en vigueur de la convention, la Métropole est responsable de l'organisation et du fonctionnement des services de transport pour lesquels le Département lui délègue sa compétence.

A ce titre, la Métropole :

- définit la politique générale des transports relevant de sa compétence déléguée, les orientations et l'organisation de ces transports publics et fixe les grandes orientations, y compris en matière de qualité de service et de sûreté ;
- est seule responsable des relations avec les usagers.

La présente convention n'emporte pas transfert de compétence au bénéfice de la Métropole. Au terme de la convention, le Département reprend la responsabilité de la compétence déléguée.

Cette convention s'achève le 31 décembre 2018.

Le Département rembourse à l'euro l'euro, l'ensemble des charges financières assumées par la Métropole pour l'exécution des services de transport spécial des élèves handicapés vers les établissements scolaires.

L'année 2018 a confirmé la bonne gestion de cette délégation par la Métropole et le souhait du Conseil Départemental de poursuivre celle-ci pour une période plus longue qu'initialement prévue à l'article 4 de la convention, soit pour une durée de 18 mois au lieu de 12 mois.

Ainsi il est proposé de reconduire cette convention du 1er janvier 2019 jusqu'au 31 juillet 2020.

Par ailleurs, il est également souhaité de modifier les conditions de reconduction prévu à l'article 4 de la convention. En effet, la reconduction de la convention sera dorénavant tacite.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports, notamment ses articles L.1231-1, L.1231-2, L.3111-1, L.3111-4, L.3111-7, L.3111-9 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération TRA 004-1379/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant la convention n° 17-0078 entre la Métropole et le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône ;
- La délibération TRA 017-3255/17/CM du 14 décembre 2017 approuvant l'avenant n° 1 relatif à la convention de délégation de compétence avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône pour les services de transport routier des élèves et étudiants

handicapés exploités par la Régie Des Transports ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de reconduire la convention de délégation de compétence des services de transport spécial des élèves handicapés vers les établissements scolaires entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, à compter du 1^{er} janvier 2019

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°2 ci-annexé relatif à la reconduction de la convention de délégation de compétence des services de transport spécial des élèves handicapés vers les établissements scolaires exploités par la RDT entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, à compter du 1^{er} janvier 2019 jusqu'au 31 juillet 2020.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Article 3 :

Le Département rembourse à l'euro l'euro, l'ensemble des charges financières assumées par la Métropole pour l'exécution des services de transport spécial des élèves handicapés vers les établissements scolaires.

A titre d'information, ces charges se sont élevées à 441 539,44 € HT sur l'exercice 2017.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des Transports 2019 et suivants de la Métropole : Nature 611 – Sous-Politique C260
Les recettes sont constatées au budget annexe des Transports 2019 et suivants de la Métropole : Nature 7473 – Sous-Politique C260

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 029-5119/18/CM

**■ Approbation de l'avenant n° 13 relatif au contrat d'exploitation de service de transport public urbain avec la Régie des Transports Métropolitains
MET 18/9198/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé à son Conseil Communautaire du 18 décembre 2010 le nouveau contrat de service public pour l'exploitation des services de transport urbain avec la Régie des Transports de Marseille.

L'article 2.3.3 du Contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation de services de transport public urbain prévoit qu'un avenant soit réalisé à la fin de chaque année pour récapituler les évolutions apportées par ordre de service au Réseau et aux autres missions d'exploitation confiées à la Régie.

L'offre de référence du réseau est ainsi mise à jour au 1^{er} janvier 2019.

Concernant les missions complémentaires d'exploitation de la RTM, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé :

- De maintenir l'objectif du nombre de voyages du transport des personnes à mobilité réduite à 160 000 en 2019 ;
- De confier à la RTM l'exploitation du service maritime de transport de personnes entre le Vieux Port et l'archipel du Frioul ;
- De confier à la RTM l'entretien et l'exploitation des ascenseurs urbains présents sur la commune de Marseille
- De confier à la RTM l'exploitation du service de transport des personnes à mobilité réduite sur le territoire d'Aubagne et du Pays de l'Etoile.
- De confier à la RTM l'entretien et l'exploitation commerciale de la galerie marchande de la station de métro de la Rose

L'offre de référence des réseaux Ciotabus et Bus des Cigales (réseau de Gémenos), Ulysse (Réseau de Martigues) et Bus des collines (Réseau d'Allauch, Ensues et le Rove) est de même mise à jour au 1^{er} janvier 2019.

Ainsi, il convient également d'ajuster pour 2019, le montant des charges d'exploitation du réseau :

- La rémunération annuelle R1 relative à l'exploitation du réseau Métro-Bus-Tramway et réduite à 260.24 millions d'euros HT (CE 2010) pour l'année 2019 ;
- Le montant indicatif de la compensation financière relative aux amortissements et

frais financiers R2 est réduite à 40.9 millions d'euros HT en 2019 ;

- La rémunération annuelle C1 relative au transport des personnes handicapées à mobilité réduite est portée à 6.72 millions d'euros HT (CE 2010) ;
- La rémunération annuelle C2 relative à l'Administration du système billettique reste inchangée à 494 000 euros HT ;
- la rémunération annuelle C4 relative à la gestion de la gare Saint-Charles est portée à 1.70 millions d'euros HT (CE 2012) ;
- La rémunération annuelle C5 relative au service de navettes maritimes reste inchangée à 3.45 millions d'euros HT (CE 2016) au titre de l'exploitation sur 5 mois des deux liaisons Vieux-Port/ Pointe-Rouge et Vieux-Port/ Estaque et de l'exploitation sur 3 mois de la liaison Pointe Rouge/les Goudes ;
- La rémunération annuelle C7 relative à l'exploitation du réseau Ciotabus est portée à 3.53 millions d'euros HT (CE 2012) ;
- La rémunération annuelle C8 relative à l'exploitation du réseau Gémenos reste inchangée à 187 000 euros HT CE 2015 ;
- La rémunération C9 relative à l'exploitation du ferry-boat reste inchangée à 0.57 million euros HT (CE 2016)
- La rémunération C10 relative au transport des élèves et étudiants handicapés reste inchangée à 225 000 euros HT
- La rémunération C11 relative à l'exploitation du réseau Ulysse reste inchangée à 9.79 millions d'euros HT (CE 2017)
- La rémunération C12 relative à l'exploitation du réseau du Bus des Collines est inchangée à 890 883,00 euros HT (CE 2017)
- Création de la rémunération C13 relative à l'exploitation de la desserte maritime du Frioul pour un montant de 3.1 millions d'euros € HT (CE 2018)
- Création de la rémunération C14 relative à l'exploitation du service de transport des personnes à mobilité réduite sur le territoire d'Aubagne et du Pays de l'Etoile pour un montant de 315 000 euros HT (CE 2018)
- Création de la rémunération C15 relative à l'entretien et l'exploitation des ascenseurs urbains pour un montant de 10 000 euros HT (CE 2018)

Le Plan Prévisionnel des Investissements (PPI) est également actualisé pour tenir compte des réajustements du programme des investissements convenus entre l'Autorité Organisatrice et la Régie.

Enfin, conformément aux articles 4.23 et 4.24 du Contrat, l'Objectif de Recettes est amené à varier en fonction de l'Offre Kilométrique et des modifications tarifaires.

Pour l'année 2019, le nouvel objectif de recette sera défini par Ordre de Service à l'issue du Conseil Métropolitain du 13 décembre 2018.

Pour l'ensemble de ces raisons, il convient d'approuver le présent avenant n°13 qui entrera en vigueur le 1er janvier 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
- La loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'Orientation des Transports Intérieurs modifiés ;
- La délibération DTUP 001-2440/10/CC du 10 décembre 2010 relative à l'approbation du contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation des services de transport public urbain de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et la Régie des Transports de Marseille ;
- La délibération DTUP 001-041/11/CC du 11 février 2011 relative à l'approbation de l'avenant n°1 au Contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation des services de transport public urbain de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole avec la Régie des Transports de Marseille (détails des prestations de transports des personnes handicapées à mobilité réduite) ;
- La délibération DTUP 007-883/11/CC du 9 décembre 2011 relative à l'approbation de l'avenant n° 2 au Contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation des services de transport public urbain de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole avec la Régie des Transports de Marseille ;
- La délibération DTUP 002-451/12/CC du 29 juin 2012 relative à l'approbation de l'avenant n°3 au Contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation des

services de transport public urbain de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole avec la Régie des Transports de Marseille ;

- La délibération DTUP 002-779/12/CC du 14 décembre 2012 relative à l'approbation de l'avenant n° 4 annuel de fin d'année au Contrat d'exploitation de service de transport public urbain entre Marseille Provence Métropole et la Régie des Transports de Marseille ;
- La délibération DTUP 002-126/13/CC du 22 mars 2013 relative à l'avenant 5 au Contrat d'exploitation de service de transport public urbain entre Marseille Provence Métropole et la Régie des Transports de Marseille ;
- La délibération DTUP 017-858/13/CC du 13 décembre 2013 relative à l'approbation de l'avenant n° 6 annuel de fin d'année au Contrat d'exploitation de service de transport public urbain entre Marseille Provence Métropole et la Régie des Transports de Marseille ;
- La délibération DTM 008-582/14/CC du 19 décembre 2014 relative à l'approbation de l'avenant n° 7 annuel de fin d'année au Contrat d'exploitation de service de transport public urbain entre Marseille Provence Métropole et la Régie des Transports de Marseille ;
- La délibération DTM 009-1657/15/CC du 21 décembre 2015 relative à l'avenant 8 au Contrat d'exploitation de service de transport public urbain entre Marseille Provence Métropole et la Régie des Transports de Marseille ;
- La délibération TRA 025-1078/16/CM du 17 octobre 2016 relative à l'avenant 9 au Contrat d'exploitation de service de transport public urbain entre la Métropole Aix-Marseille Provence et la Régie des Transports Métropolitains ;
- La délibération TRA 013-1388/16/CM du 15 décembre 2016 relative à l'avenant 10 au Contrat d'exploitation de service de transport public urbain entre la Métropole Aix-Marseille Provence et la Régie des Transports Métropolitains ;
- La délibération TRA 009-2333/17/CM du 13 juillet 2017 relative à l'avenant 11 au Contrat d'exploitation de service de transport public urbain entre la Métropole Aix-Marseille Provence et la Régie des Transports Métropolitains ;
- La délibération TRA 013-3251/17/CM du 14 décembre 2017 relative à l'avenant 12 au Contrat d'exploitation de service de transport public urbain entre la Métropole Aix-Marseille Provence et la Régie des Transports Métropolitains

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'article 2.3.3 du Contrat d'Obligation de Service Public (OSP) pour l'exploitation des services de transport urbain entre Marseille Provence Métropole et la Régie des Transports Métropolitains prévoit qu'un avenant soit réalisé à la fin de chaque année pour récapituler l'ensemble des évolutions apportées au réseau en cours d'année ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°13 ci-annexé au Contrat avec la Régie des Transports Métropolitains pour l'exploitation de services de transport public urbain de la Métropole Aix-Marseille-Provence ainsi que ses annexes.

Article 2:

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget annexe transport 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous-Politique C 210 - Nature 611 - Chapitre 011

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 030-5120/18/CM

**■ Approbation de l'avenant n° 4 relatif au contrat d'exploitation de service de la Régie des Transports (RDT) avec la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 18/9201/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi « MAPTAM ») et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du

territoire de la République (dite loi « NOTRe ») organisent une nouvelle répartition des compétences en matière de transport public, ayant eu pour conséquence un transfert des compétences du Département des Bouches-du-Rhône à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur :

Lors du Conseil de décembre 2015 du Contrat d'Obligation de Service Public (COSP) de la Régie des Transports a été approuvé.

Dans le cadre de ce COSP établi en application des dispositions du Règlement CE n°1370/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route, la Régie Des Transports, en sa qualité d'opérateur interne, a pour objet de réaliser toute prestation de service pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence relevant de cette réglementation à titre principal, complémentaire ou connexe.

Le COSP pour l'exploitation de services de transport public prévoit qu'un avenant soit réalisé à la fin de chaque année pour récapituler les évolutions apportées par ordre de service au Réseau et aux autres missions d'exploitation confiées à la Régie.

L'offre de référence du réseau est ainsi mise à jour au 1^{er} janvier 2019.

Ainsi, il convient d'ajuster pour 2019, le montant des charges d'exploitation du réseau :

- Actualisation des coûts unitaires du transport régulier et scolaires
- Actualisation des coûts unitaires des prestations Ferroviaires
- Pérennisation de l'échéancier annuel pour les coûts d'exploitation avec une facture définitive
- Modification de l'offre de service 2018
- Mise à jour des fiches de lignes et des annexes
- Projection sur l'offre de service 2019
- Constat des recettes

La prise en compte de l'ouverture du BHNS d'Aix exploité par la RDT.

La prise en compte des modifications des prestations d'exploitation des centres de transfert et du transport des déchets par le réseau ferroviaire.

Pour l'ensemble de ces raisons, il convient d'approuver le présent avenant n°4 qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'Orientation des Transports Intérieurs modifiés ;
- La délibération TRA 011-1386/16/CM du 15 décembre 2016 relative à l'approbation du contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation des services de transport public de la Métropole Aix-Marseille Provence et la Régie Des Transports;
- La délibération TRA 013-2069/17/CM du 18 mai 2017 relative à l'approbation de l'avenant n°1 au contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation des services de transport public de la Métropole Aix-Marseille Provence et la Régie Des Transports;
- La délibération DTUP 007-883/11/CC du 9 décembre 2011 relative à l'approbation de l'avenant n°2 au contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation des services de transport public de la Métropole Aix-Marseille Provence et la Régie Des Transports;
- La délibération DTUP 012-3250/17/CC du 14 décembre 2017 relative à l'approbation de l'avenant n°3 au contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation des services de transport public de la Métropole Aix-Marseille Provence et la Régie Des Transports ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation des services de transport public de la Métropole Aix-Marseille Provence et la Régie Des Transports prévoit qu'un avenant soit réalisé à la fin de chaque année pour récapituler l'ensemble des

évolutions apportées au réseau en cours d'année ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°4 ci-annexé au contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation des services de transport public de la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Régie Des Transports ainsi que ses annexes.

Article 2:

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget annexe transports 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous-Politique C 210 - Nature 611 - Chapitre 011.

Les recettes seront constatées au budget annexe transports 2019 – Sous Politique : C260 – Nature 7473

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 031-5121/18/CM

■ Approbation de la création et affectation d'une opération d'investissement pour le projet de création d'une voirie d'accès au pôle d'échanges des transports d'Aubagne MET 18/8968/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le pôle d'échange des transports d'Aubagne est un des équipements majeurs de la mobilité sur le territoire métropolitain. Il concentre l'ensemble des services de mobilité, aussi bien en terme d'offre de transport (TER, lignes de cars par autoroute, tramway, lignes de bus du réseau urbain), mais aussi en service aux usagers avec les guichets d'information et de vente présents en gare SNCF.

Il est proposé d'améliorer le fonctionnement de la gare routière par des travaux de voirie, notamment, par la création d'une nouvelle voirie à l'est du pôle d'échanges sur des anciens terrains SNCF acquis par la Métropole. Ce nouvel accès améliorera les temps de parcours des lignes du réseau bus local, notamment pour la ligne 1 desservant les 12 000 salariés des zones industrielles et commerciales situées aux Paluds. Cette ligne a vocation à devenir le futur service de Bus à haut niveau de service

« ChronoBus ». L'équipement bénéficiera également aux lignes de cars en direction d'Aix en Provence et La Ciotat, futures lignes du Réseau Express Métropolitain. Ce nouveau tronçon de voirie créera une liaison directe entre le pôle d'échange et les voiries principales en direction de l'Est et du Nord d'Aubagne. Cette voirie sera composée de trois voies de circulation dont une réservée aux lignes de transport en commun, dans le sens le moins fluide.

Le programme des travaux est évalué à 1 490 000 € TTC.

Conformément aux articles L.2311-3 et R.2311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, les dotations budgétaires affectées aux dépenses d'investissement peuvent comprendre des autorisations de programme et des crédits de paiement. Cette procédure permet à la Métropole de ne pas faire supporter à son budget l'intégralité d'une dépense pluriannuelle, mais seules les dépenses à régler au cours de l'exercice. Elle vise à planifier la mise en œuvre d'investissements sur le plan financier mais aussi organisationnel et logistique. Elle favorise la gestion pluriannuelle des investissements et permet d'améliorer la lisibilité des engagements financiers de la collectivité à moyen terme.

Les autorisations de programme constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements. Elles demeurent valables sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation. Elles peuvent être révisées. Les crédits de paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées durant l'exercice, pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme correspondantes.

Les opérations pouvant faire l'objet d'une procédure d'AP/CP correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel se rapportant à une immobilisation ou à un ensemble d'immobilisations déterminées, acquises ou réalisées par la Métropole ou à des subventions versées à des tiers.

Dans le cadre de la préparation du budget primitif 2019 du budget annexe des transports, il convient de créer et d'affecter une autorisation de programme n° 2019001400 « Voirie d'accès au pôle d'échange des transports d'Aubagne » Code AP 190073 TP Programme Transports Urbains Aménagements divers Code Programme 073 pour un montant de 1.490.000,00 € TTC pour le projet d'investissement d'amélioration du pôle d'échanges d'Aubagne.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
- Le décret n° 2005-1661 du 27 décembre 2005 modifiant le Code Général des Collectivités Territoriales (partie réglementaire) et relatif aux règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux qui leur sont rattachés ;
- L'ordonnance n° 2005-1027 du 26 août 2005 relative à la simplification et à l'amélioration des règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux qui leur sont rattachés

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de disposer d'une opération d'investissement pour la réalisation des travaux d'amélioration du pôle d'échanges d'Aubagne dans le cadre de l'activité du budget annexe transport
- La nécessité de répartir les crédits de paiements correspondants sur les exercices 2019, 2020 et 2021.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération n° 2019001400 « Voirie d'accès au pôle d'échange des transports d'Aubagne » Code AP 190073 TP Programme Transports Urbains Aménagements divers Code Programme 073 pour la réalisation des travaux d'amélioration du pôle d'échanges d'Aubagne d'un montant de 1 490 000 € TTC.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, de l'Etat,

de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône ainsi qu'auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution pour la réalisation de cette opération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires à l'opération n° 2019001400 – Voirie d'accès au Pôle d'échanges des transports d'Aubagne sont inscrits au budget annexe transport de la Métropole Aix-Marseille-Provence Nature 238 – Nature 2031 – Nature 2151 – Nature 2154 – Sous politique : C210

Les recettes correspondantes sont constatées au Budget annexe transport de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Nature 1311, 1312, 1313 et 1317 – Sous politique C210 –Code opération n° 2019001400.

Article 4 :

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

Année 2019 : 400 000.00 TTC
Année 2020 : 1 050 000.00 TTC
Année 2021 : 40 000.00 TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 032-5122/18/CM

**■ Approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement pour l'aménagement et la mise en accessibilité des points d'arrêts de cars et de bus (Hors Territoire Marseille Provence)
MET 18/9103/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a la compétence pour aménager les points d'arrêts de cars et de bus sur son territoire ainsi que de mettre en œuvre les schémas d'accessibilité des transports (SD'AP) adoptés par les différents EPCI avant la création de la Métropole, prévoyant notamment les travaux de mise en accessibilité des points d'arrêts prioritaires.

Sur les territoires du Pays d'Aix, du Pays Salonais, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, Istres Ouest Provence et Pays de Martigues, la Métropole n'étant pas encore compétente en termes d'aménagement de voirie, il convient d'affecter les moyens nécessaires pour l'aménagement de ces points d'arrêts pour leur mise

en accessibilité ou pour les besoins des réseaux de transport.

Les travaux restant à réaliser dans le cadre des programmes de mise en accessibilités définis dans les Ad'AP des réseaux de transport sont les suivants :

Réseau de transport	Nombre de points d'arrêts restant à réaliser (selon le SD'AP)	Montant estimatif
Pays d'Aix	266	3 990k€
Pays d'Aubagne et de l'Etoile	14	210 k€
Agglopoie	166	2 490k€
Grandes Lignes (ex- CD13)	329	4 935 k€
Vitrolles-Les Pennes	173	2 595 k€
Ulysse	574	8 610 k€
TOTAL	1522	22 830 k€

En complément de ces dépenses des travaux d'aménagement, de modification et raccordement électrique des arrêts bus sont réalisés chaque année, pour un montant estimatif annuel de 540 000€ HT.

Dans ce cadre, il est proposé de regrouper les opérations d'investissement n°2017261000, 2015700400, 2017399200, 2016800500, 2016400100, 2017106200 existantes sur les différents réseaux de transport dans une nouvelle autorisation de programme N°2019001500 Points d'arrêts-Code AP 190072 TP Transports Urbains Points d'Arrêts et Mobiliers Urbains – Code Programme 072 inscrite au Budget Annexe Transport pour un montant total de 25 000 000 € HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n ° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de disposer d'une opération d'investissement pour mener à bien les travaux d'aménagement et de mise en accessibilité des points d'arrêts de car et de bus prévus dans les Schémas d'accessibilité des Transports;
- Qu'il convient de procéder à la création et l'affectation N°2019001500 Points d'arrêts-Code AP 190072 TP Transports Urbains Points d'Arrêts et Mobiliers Urbains – Code Programme 072 pour un montant de 25 000 000 € HT selon le budget de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférent.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n° N°2019001500 Points d'arrêts-Code AP 190072 TP Transports Urbains Points d'Arrêts et Mobiliers Urbains – Code Programme 072 pour un montant de 25 000 000 HT selon le budget annexe Transports

Article 2 :

Les crédits nécessaires à l'opération Aménagement et mise en accessibilité des points d'arrêts de cars et de bus seront inscrits au budget annexe transport de la Métropole Aix-Marseille-Provence -Sous politique : C210 - Natures: 2031 - 2145 – 21728.
L'échéancier prévisionnel des crédits de paiements s'établit comme suit :

CP 2019 :	5
150 000 € HT	
CP 2020 :	5
000 000 € HT	
CP sur exercices suivants:	14 850 000 € HT

Article 3 :

Les recettes éventuelles de l'opération « Aménagement et mise en accessibilité des points d'arrêts de cars et de bus » sont inscrites au budget annexe transport de la métropole Aix-Marseille-Provence nature 1313 – Sous politique : C210

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 033-5123/18/CM

■ Approbation de la convention de financement avec le Département des Bouches-du-Rhône et la RTM pour le financement de l'opération d'augmentation de capacité et de mise en accessibilité de la station de métro St Charles pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/9137/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains investissements traduisant les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé, par délibération n°TRA001-1376/16/CM du 15 décembre 2016, l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine.

Dans le cadre de l'avenant n°9 au contrat d'Obligation de Service Public, la Métropole Aix-Marseille-Provence a confié à la Régie des Transports Métropolitains (RTM) la réalisation de l'augmentation

de capacité et de mise en accessibilité de la station de métro Saint-Charles. Cette opération, qui contribue à améliorer l'attractivité et la performance du réseau de transports collectifs, s'inscrit en cohérence avec les orientations stratégiques de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine.

Le pôle d'échange multimodal de Saint-Charles constitue l'une des principales portes d'entrée du territoire métropolitain. Conçue il y a plus de 40 ans, la station de métro Saint-Charles, en lien direct avec la gare SNCF, accueille les voyageurs quotidiens, les grands voyageurs et visiteurs touristiques sur le réseau de transport urbain. Ce pôle d'échanges multimodal accueille plus de dix millions de voyageurs par an et connaît une forte croissance du flux piétonniers vers les quais de la station de métro Saint-Charles.

Face à l'augmentation régulière du trafic TER (dans une moindre mesure du TGV et grandes lignes), et de celui de la gare routière, le dimensionnement global du Pôle d'Echange constitue un enjeu stratégique majeur pour la Métropole. Il a fait l'objet d'une série de réflexions portant notamment sur sa mise en accessibilité, sa mise en connexion à long terme avec la future gare SNCF dans le cadre du projet Ligne Nouvelle, ou encore sur sa capacité à accueillir les nouvelles rames de métro automatisées.

Aussi, il convient de concevoir une opération d'ensemble afin de repenser l'organisation de cette station qui constitue l'interface majeure entre les transports urbains, métropolitains, régionaux, nationaux et internationaux, en capacité d'accueillir les nouveaux flux de voyageurs.

L'achèvement de cette opération est prévu pour fin 2024.

Le coût prévisionnel de l'aménagement de la station de métro Saint-Charles est estimé à 28.000.000 € HT.

Le Bureau de la Métropole du 18 mai 2018 a approuvé par délibération N°TRA 005-3681/18/BM le plan de financement de l'opération et la sollicitation d'une subvention du Département des Bouches-du-Rhône à hauteur de 50% du coût du projet.

La présente délibération vise à approuver la convention de financement tripartite conclue entre le Département, la Métropole et la RTM définissant les modalités de participation financière du Département à l'opération.

La participation du Département s'élèvera à 50% du coût de l'opération hors taxes soit une subvention prévisionnelle de 14.000.000 € HT. La subvention sera versée à la RTM en charge de l'opération pour le compte de la Métropole au prorata des dépenses réalisées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°TRA025-1078/16/CM du Conseil de la Métropole, du 17 octobre 2016, portant sur l'approbation de l'avenant n°9 au contrat d'exploitation de service de transport public urbain avec la Régie des Transports Métropolitains ;
- La délibération n°TRA001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole, du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- La délibération n°TRA 005-3681/18/BM du Bureau de la Métropole, du 18 mai 2018, portant sur la demande de subvention d'investissement relative à l'augmentation de la capacité et accessibilité de la station de métro Saint-Charles par la RTM ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de conclure une convention tripartite entre le Département, la Métropole et la RTM pour définir les modalités de participation financière du Département à l'opération d'augmentation de la capacité et de mise en accessibilité de la station de métro Saint-Charles au titre du Plan Mobilité.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de financement ci-jointe conclue entre le Département des Bouches-du-Rhône, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la RTM relative aux modalités de financement de l'opération d'augmentation de la capacité et de mise en accessibilité de la station de métro Saint-Charles.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 034-5124/18/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement, "Réalisation d'aménagements modes actifs de type voies vertes"

MET 18/9312/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 15 décembre 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est dotée d'un Agenda de la mobilité métropolitaine. Véritable feuille de route métropolitaine en matière de mobilité, ce dernier prévoit le développement des aménagements en faveur des piétons et des cycles afin de favoriser le report vers ces modes de déplacements.

Dans cet objectif, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite, en partenariat avec les communes, travailler au développement de liaisons modes actifs pour les trajets du quotidien. Lorsque l'itinéraire est en proximité d'un milieu naturel, l'aménagement privilégié est de type voies vertes.

Ainsi, le projet d'aménagement d'une voie verte le long des Berges de l'Huveaune sur la ville de Marseille dont les conclusions de l'étude de faisabilité ont été rendues en octobre 2018, sera un des premiers projets porté en maîtrise d'ouvrage principale par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'opération d'investissement 2019002200, « Réalisation d'aménagements modes actifs de type voies vertes », de 10 000 000 € HT inscrite au budget annexe Transport enregistrée dans l'autorisation de programme 190073TP du programme 073

« transports urbains aménagement divers » de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 10 000 000 € H.T. selon le budget de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2019002200 « Réalisation d'aménagements modes actifs de type voies vertes » pour un montant 10 000 000€ HT selon le budget rattaché au programme 073 transport urbain aménagement divers Code AP 190073TP

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget annexe Transport selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

CP 2019 : 35 000 € H.T.

CP 2020 : 1 965 000€ H.T.
CP 2021 : 2 000 000€ H.T.
CP 2022 : 2 000 000€ H.T.
CP 2023 : 2 000 000€ H.T.
CP 2024 : 2 000 000€ H.T.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 035-5125/18/CM

**■ Approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement pour des études, des travaux et des acquisitions foncières à effectuer dans le cadre de l'opération nouvelle "Réseau Express Métropolitain"
MET 18/9238/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé lors de son Conseil Métropolitain du 15 décembre 2016, son Agenda de la Mobilité Métropolitaine qui constitue le premier acte de construction du projet métropolitain relatif à la mobilité.

Dans cette perspective, il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence puisse aménager le Réseau Express Métropolitain.

Cette opération d'aménagement comporte :

- L'ensemble des études : études préalables à la définition du programme d'aménagement, programme d'aménagement, études de maîtrise d'œuvre, assistance à maîtrise d'ouvrage, expertises, frais de maîtrise d'ouvrage externe ...
- Les acquisitions foncières nécessaires à l'aménagement
- Les travaux d'aménagement des pôles d'échanges multimodaux, stations et voies nécessaires à l'aménagement, ainsi que les investigations et travaux préparatoires

L'opération d'investissement n° 2019002100, "Etudes, travaux et acquisitions foncières pour l'aménagement du Réseau Express Métropolitain", d'un montant de 7 000 000 € HT, inscrite au Budget annexe Transport dans l'autorisation de programme 190073TP du programme 07 transports urbains exploitation de la Métropole doit être affectée.

Elle se décompose en trois sous opérations :

- Etudes : 2 000 000 € HT
- Acquisitions foncières : 4 500 000 €
- Travaux : 500 000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n ° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de disposer d'une opération d'investissement pour mener à bien l'ensemble de l'aménagement du Réseau Express Métropolitain

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2019002100 "Etudes, travaux et acquisitions foncières pour l'aménagement du Réseau Express Métropolitain" pour un montant de 7 000 000 HT rattachée au programme n° 07 Code AP 190073TP

Article 2 :

L'opération est décomposée en trois sous opérations :

- Etudes : 2 000 000 € HT
- Acquisitions foncières : 4 500 000 €
- Travaux : 500 000 € HT
-

Article 3 :

Les crédits nécessaires à l'opération "Etudes, travaux et acquisitions foncières pour l'aménagement du Réseau Express Métropolitain" sont inscrits au budget annexe transport de la Métropole Aix-Marseille-Provence -Sous politique : C360 - Natures : 2031 – 2118 – 2145 selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiements de l'opération affectée comme suit :

CP 2019 : 1 000 000 € HT

- Etudes 500 000 €
- Acquisitions foncières : 300 000 €
- Travaux : 200 000 €

CP 2020-2025 : 6 000 000 € HT

Article 4 :

Les recettes seront constatées à l'opération Etudes, travaux et acquisitions foncières pour l'aménagement du Réseau Express Métropolitain au budget annexe transport de la Métropole Aix-Marseille-Provence Sous-Politique C360- Natures : 1311- 1312-1313- 1317-1318

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 036-5126/18/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Parking persuasion - Le Puy-Sainte-Réparate" du Territoire du Pays d'Aix

MET 18/9232/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Création d'un parc de 40 places au nord de la commune du Puy-Sainte-Réparate, en périphérie du village, afin de favoriser un aménagement du centre du village laissant une part plus importante aux modes de transports doux.

Le parc sera situé Boulevard des écoles.

Une convention de Transfert Total de Maîtrise d'Ouvrage est conclue avec la commune du Puy-Sainte-Réparate.

Il est donc nécessaire d'ouvrir une autorisation de programme d'un montant de 360 000 € T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil du Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant de 360 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI634AP « Parking persuasion Le Puy Sainte Réparate ».
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement DI634AP « Parking persuasion Le Puy Sainte Réparate » pour un montant de 360 000 € T.T.C.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

DI634AP « Parking persuasion Le Puy Sainte Réparate »
Montant total de l'AP : 360 000 € T.T.C
CP 2019 : 150 000 € T.T.C.

RAF : 210 000 € T.T.C.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 037-5127/18/CM

**■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Parking persuasion Aix-en-Provence Club Hippique" du Territoire du Pays d'Aix
MET 18/9235/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Création d'un parc de 250 places au sud-ouest de la commune d'Aix-en-Provence, en périphérie du centre-ville dans le cadre du développement des transports en commun et de l'intermodalité sur la métropole.

Le parc sera localisé avenue du Club Hippique (RD65) parcelles HY86 et HY94.

Il est donc nécessaire d'ouvrir une autorisation de programme d'un montant de 4 200 000 € T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant de 4 200 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI687AP « Parking persuasion Aix-en-Provence Club Hippique ».
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement DI687AP « Parking persuasion Aix-en-Provence Club Hippique » pour un montant de 4 200 000 € T.T.C.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

DI687AP « Parking persuasion Aix-en-Provence Club Hippique »
Montant total de l'AP : 4 200 000 € T.T.C.
CP 2019 : 400 000 € T.T.C.
CP 2020 : 1 000 000 € T.T.C.
CP 2021 : 2 800 000 € T.T.C.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 038-5128/18/CM

**■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement relative à la création du pôle d'échanges multimodal de Plan de Campagne
MET 18/9253/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La création de pôle d'échanges multimodaux figure parmi les premiers objectifs de l'agenda de la Mobilité Métropolitaine. Ces équipements permettent de favoriser le report modal de la voiture vers les transports collectifs. Dans le cas présent, il organise ce report depuis la voiture vers le car, le bus

(extension du Zénibus) ou le train (avec la halte ferrée de Plan de Campagne).

L'opération d'investissement 2019001600, PEM Plan de Campagne, pour un montant de 7 350 000 € HT inscrite au budget annexe transports, enregistrée dans l'autorisation de programme 190541 du programme 541 PEM Plan de Campagne de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 7 350 000€ H.T. de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2019001600 « PEM Plan de Campagne » pour un montant 7 350 000€ H.T. rattachée au programme 541 PEM Plan de Campagne Code AP 190541

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget annexe transports de la Métropole – Sous-Politique C240 – Natures 2031-2145 - :

Article 3 :

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération s'est établi comme suit :

CP 2019 : 400 000€ H.T.

CP 2020 : 2 000 000€ H.T.

CP 2021 et suivants : 4 950 000 € HT

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 039-5129/18/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Parking persuasion Peynier"

MET 18/9223/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Il s'agit de créer un parc de 100 places et de réaménager un important point d'arrêt au nord de la commune de Peynier, en périphérie du centre du village dans le cadre du développement des transports en commun interurbains et de l'intermodalité sur la métropole.

Le parc sera situé à l'angle de la D568 et de la D57A.

Il est donc nécessaire d'ouvrir une autorisation de programme d'un montant de 1 065 000 € T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil du Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant de 1 065 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI625AP « Parking persuasion Peynier ».
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement DI625AP « Parking persuasion Peynier » pour un montant de 1 065 000 € T.T.C.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

DI625AP « Parking persuasion Peynier »

Montant total de l'AP : 1 065 000 € T.T.C

CP 2019 : 348 000 € T.T.C.

RAF : 717 000 € T.T.C.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 040-5130/18/CM

**■ Approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement pour la réalisation d'une enquête mobilité
MET 18/9157/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé lors de son Conseil Métropolitain du 15 décembre 2016, son Agenda de la Mobilité Métropolitaine qui constitue le premier acte de construction du projet métropolitain relatif à la mobilité.

Afin de pouvoir mettre en œuvre cet agenda et d'en évaluer les résultats, il est nécessaire de lancer au plus tôt une enquête mobilité, afin de connaître et de suivre précisément les conditions de déplacements actuelles de nos concitoyens et de pouvoir ensuite évaluer les effets des projets en matière de transports collectifs, de circulation et de stationnement en cohérence avec les politiques d'aménagement du territoire.

Les modalités de réalisation d'une enquête mobilité sont rigoureusement définies au niveau national, ce qui permet de garantir la comparaison des résultats dans le temps et également de comparer des résultats avec ceux des autres agglomérations françaises.

Cinq enquêtes ont déjà été menées par la Ville de Marseille (1966, 1976, 1988, 1997, 2008) sur un périmètre toujours plus étendu. La réalisation d'une nouvelle enquête sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole, interviendrait en 2019 et 2020 sur un périmètre identique à celui de 2009, département des Bouches-du-Rhône, ouest varois et basse vallée de la Durance et le sud du Vaucluse afin de bien considérer l'ensemble du bassin de vie métropolitain.

L'enquête se déroulera durant 6 mois de novembre 2019 à avril 2020 et les résultats seront obtenus en 2020. Son coût est estimé à ~1,8M€. L'Etat participe à hauteur de 20% sur la partie cœur d'enquête (~350 000€). Un co-financement complémentaire de la Région et du Département seront également sollicités.

L'opération d'investissement n° 2019001700 « Enquête mobilité », d'un montant de 1 800 000 €HT, inscrite au Budget annexe Transport dans l'autorisation de programme 190073TP Transports Urbains Code Programme 073 doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de disposer d'une opération d'investissement pour mener à l'enquête mobilité sur le périmètre décrit ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2019001700 « enquête mobilité » pour un montant de 1 800 000 HT rattachée au programme 073 code AP 190073TP

Article 2 :

Les crédits nécessaires à l'opération enquête mobilité sont inscrits au budget annexe transport de la Métropole Aix-Marseille-Provence -Sous politique : A420 - Nature : 2031

L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiements s'effectue comme suit :

CP 2019 :	600 000
€ HT	
CP 2020 :	1 200 000
€ HT	
CP sur exercices suivants :	0 € HT

Article 3 :

Les recettes seront constatées à l'opération enquête mobilité sont inscrites au budget annexe transport de la Métropole Aix-Marseille-Provence nature 1311 – 1312 – 1313 – 1317 – Sous politique : A420

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 041-5131/18/CM

**■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement Mise en accessibilité des stations du réseau de métro de Marseille aux Personnes à Mobilité Réduite -phase 2 mise en accessibilité de 16 stations
MET 18/6324/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, Autorité Organisatrice de la Mobilité sur son territoire, a la volonté d'améliorer l'accessibilité de ses transports en commun conformément à la loi du 11 février 2005 prévoyant l'obligation de la mise en accessibilité de la chaîne de déplacements. A cet effet, le Plan de Déplacements Urbains préconise de mettre en œuvre le Schéma Directeur d'Accessibilité des Transports Publics (SDAT) approuvé par le Conseil Communautaire le 28 juin 2010, prévoyant la mise en accessibilité des quatre composantes de la chaîne des déplacements : lieux d'attente ; matériel roulant (bus, rames de tramway et de métro) ; pôles d'échanges et services (information et points de vente).

A ce jour, les stations de métro Blancarde, Louis Armand, saint Barnabé et Fourragère ont été rendues accessibles aux Personnes à Mobilité Réduite lors du prolongement de la ligne 1 du métro en 2010. La future station terminus Gèze de la ligne 2 du métro sera accessible dès son ouverture. La station Sainte Marguerite-Dromel est en cours de travaux pour sa mise en accessibilité. De même, la réalisation de cinq autres stations (Vieux-Port, La Timone, Castellane, La Rose et Jules Guesde) auxquelles se rajoute la station Rond-Point du Prado fait l'objet de procédures de maîtrise d'œuvre en cours de lancement.

La station saint Charles fait l'objet d'une opération distincte dont la réalisation a été confiée à la Régie des Transports Métropolitains.

Les seize autres stations du réseau de métro sont identifiées comme un objectif prioritaire qui nécessite la mise en œuvre d'une programmation ainsi que le lancement d'études. Sont concernées les stations Frais Vallon, Malpassé, St Just, Chartreux, Cinq Avenues-Longchamp, Réformés-Canebière, Colbert, Estrangin, Baille pour la ligne 1 et Bougainville, National, Désirée Clary, Joliette, Noailles, ND-du-Mont, Périer pour la ligne 2.

L'accessibilité des quais aux rames est prise en compte dans le cadre d'une opération distincte de renouvellement du matériel roulant du métro de Marseille, qui ne fait pas partie de la présente opération.

Les stations de métro, lors de leur réalisation, n'ont pas été conçues pour garantir l'accessibilité des

personnes ayant toute forme de handicap physique et/ou cognitif. Il s'agit donc d'apporter des réponses pour rendre une accessibilité physique et une accessibilité sensorielle comportant la mise en œuvre de signalisation réglementaire nécessaire, suivant l'arrêté du 1er août 2006 et la Circulaire n° DGUHC 2007-53 du 30 novembre 2007.

La mise en accessibilité nécessitera à la fois :

- des travaux d'adaptation du génie civil de la station, plus ou moins conséquents en fonction des contraintes techniques de chaque station,
- la mise en œuvre d'équipements complémentaires (une signalétique adaptée, pictogrammes, sonores, couleurs, ...) nécessaires à toute personne en incapacité de se déplacer et d'accéder librement et en sécurité aux services de la station de métro,
- le raccordement des équipements de sécurité et de gestion des infrastructures aux systèmes centraux de gestion du métro.

Les deux lignes du métro de Marseille font par ailleurs l'objet d'un ambitieux programme de rénovation avec notamment le renouvellement complet des rames de métro et leur fonctionnement en mode automatique. L'objectif est de livrer la totalité des rames pour 2025.

Le coût total de la réalisation de la deuxième phase de l'opération de mise en accessibilité du métro de Marseille comportant 16 stations est évalué à ce stade à 130 000 000 d'euros. Ce coût devra être affiné lors des études.

Il est donc proposé la création d'une opération d'Investissement portant sur la Mise en accessibilité des stations du réseau de métro de Marseille aux Personnes à Mobilité Réduite – phase 2 : mise en accessibilité de 16 stations, pour un montant de 13 500 000,00 H.T hors taxes afin de permettre le lancement des études.

Cet investissement comprend uniquement le coût des études préalables (diagnostics, études préliminaires, études géotechniques, topographie, diagnostics techniques sur les ouvrages existants) des 16 stations et le coût des études d'Avant-Projet pour une partie des stations en fonction de la programmation qui sera retenue ultérieurement. Les travaux ne sont pas compris dans le montant de cet investissement.

L'opération d'investissement correspondante inscrite au budget annexe Transports enregistrée dans l'autorisation de programme 181130TP du programme n° 13 de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille ;
- La délibération FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 11 décembre 2018

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant de 13 500 000 d'euros hors taxes de l'opération d'investissement portant sur la Mise en accessibilité des stations du réseau de métro de Marseille aux Personnes à Mobilité Réduite – phase 2 : mise en accessibilité de 16 stations ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement portant sur la Mise en accessibilité des stations du réseau de métro de Marseille aux Personnes à Mobilité Réduite – phase 2 : mise en accessibilité de 16 stations, pour un montant de 13 500 000 d'euros hors taxes rattachée au programme n° 13 - autorisation de programme n° 181130TP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le Budget 2019.

L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération s'établit comme suit :

CP 2019 : 200 000 euros hors taxes

CP 2020 : 500 000 euros hors taxes

CP 2021 : 1 000 000 euros hors taxes

CP 2022 : 1 500 000 euros hors taxes

Exercices suivants : 10 300 000 euros hors taxes

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Madame la Présidente a proposé au Conseil de la Métropole d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

TRA 042-5298/18/CM

■ Modification unilatérale des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains et des parcs en régie d'Istres et de Cassis portant sur la gratuité du stationnement pendant les deux week-ends précédents les fêtes de fin d'année aux horaires d'ouverture des commerces de 10 heures à 19 heures

MET 18/9764/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les commerces des centres-villes des communes de la Métropole Aix-Marseille-Provence souffrent d'une diminution de fréquentation qui s'est fortement accrue ces dernières semaines suite à de nombreux mouvements sociaux. En outre, la période de Noël est un moment propice à la relance de l'activité économique.

Ainsi, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique » la Métropole a décidé d'accompagner cette période de fêtes de fin d'année et plus globalement l'activité des centres-villes, en permettant la gratuité du stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie.

Il s'agit d'une décision unilatérale pour motif d'intérêt général qui s'appliquera durant les deux prochains week-ends de décembre, soit les samedis et

dimanches 15, 16, 22 et 23 décembre 2018. Cette gratuité sera mise en place durant la plage horaire d'ouverture des commerces de 10h à 19h et concernera les parkings des centres-villes de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de délégation de service public n° 91/342 (parkings Castellane et Préfecture) confié à la Société Méditerranéenne de Stationnement – Groupe Vinci Park - INDIGO) ;
- Le contrat de délégation de service public n° 91/343 (parkings Jaurès et De Gaulle confié à la Société Sogeparc – Groupe Vinci Park - INDIGO) ;
- Le contrat de délégation de service public n° 91/354 (parkings Timone, Baret, Monthyon, Julien, Gambetta, Phocéens, Corderie) géré par la Société Qpark),
- Le contrat de délégation de service public n° 87/042 (parking Estienne d'Orves) confié à la société Q-PARK ;
- Le contrat de délégation de service public n° 07/143 (parking République) – Groupe Vinci Park - INDIGO),
- Le contrat de délégation de service public n° 14/005 (parking Vieux Port Hôtel de Ville - société Q-PARK)
- Le contrat de délégation de service public n° 15/1623 (parc en enclos de Marseille – Société Effia Stationnement)
- Le contrat de délégation de service public n° 07/136 (parkings Arvieux et Espercieux – Groupe Q-Park)
- Le contrat de délégation de service public n° 09/149 (parking Vieux Port Fort Saint Jean – Groupe Indigo)
- Le contrat de délégation de service public n°08/024 (parking Vallier – Q-Park/Fayat)

- Le contrat de délégation de service public n°2015/160 (parkings Verdun et Port de Plaisance (La Ciotat) – SAGS)
- Le contrat de délégation de service public n°06/123 (parkings Centre et Vieux Port (La Ciotat) – Indigo)
- Le contrat de délégation de service public n°14/026 (parkings Mimosas, Viguerie et enclos Daudet, Madie, Bestouan (Cassis) – Effia Stationnement)
- La Régie métropole parking Marché (Cassis)
- Le contrat de délégation de service public du 29/12/1986 (parkings Carnot, Méjanes, Pasteur, Signoret, Cardeurs, Mignet, Bellegarde (Aix en Provence) – SEMEPA) ;
- Le contrat de délégation de service public du 24/10/2003 (parking Rotonde (Aix en Provence) – SEMEPA) ;
- Le contrat de délégation de service public du 03/07/1991 (parkings L'Empéri et Portail Coucou (Salon de Provence) – Indigo) ;
- Le contrat de délégation de service public du 01/01/2002 (parkings Potier, Centre ancien, Beaumont, 8 Mai 1945 et Hôpital (Aubagne) – Q-Park) ;
- La Régie métropole parkings d'Istres (Arnavaux, Victor Hugo, Les Carmes) ;
- Le contrat de délégation de service public du 01/01/2017 (parking Degut (Martigues) – SEMOVIM) ;
- Le contrat de délégation de service public du 21/01/1992 (parking Rayettes (Martigues) – SEMOVIM) ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les centres-villes connaissent une baisse de fréquentation récurrente de leurs commerces qui s'est accrue suite aux derniers mouvements sociaux ;
- Que dans le cadre de ses compétences « Parcs de Stationnement » et « Développement Economique », la Métropole souhaite accompagner l'activité commerciale en offrant la gratuité du stationnement au sein des parkings métropolitains durant les deux week-ends précédant les fêtes de Noël (15,16, 22 et 23 décembre de 10h00 à 19h00) ;
- Que cette décision concerne les parkings concédés à la société INDIGO (Parkings Castellane, Charles de Gaulle, République, Préfecture Jaurès, Vieux Port Fort Saint Jean (Marseille), Centre, Vieux Port (La Ciotat),

L'Empéri et Portail Coucou) et à la société Q-PARK (Parkings Estienne d'Orves, Monthyon, Phocéens, Barret Saint Ferréol et Vieux Port Hôtel de Ville Cours Julien, Gambetta, Timone, Corderie, Arvieux, Espercieux, Potier, Marché, Centre Ancien, Baumond, 8 Mai 1945 et Hôpital) ; à la société SAGS (parkings Verdun et Port de Plaisance) ; à la société Effia Stationnement (parkings en enclos des plages à Marseille (P1 à P7), Providence, Tilleuls, Beaugeard, parkings de Cassis Mimosas, Viguerie et enclos Daudet, Madie, Bestouan) ; à la SEMEPA (parkings La Rotonde, Carnot, Méjanès, Pasteur, Signoret, Cardeurs, Mignet, Bellegarde) ; à la SEMOVIM (parkings Degut et Rayettes) ; les parcs en régie (Marché à Cassis, Arnavaux, Victor Hugo et les Carmes à Istres)

- Que cette modification des contrats de délégation de service public est faite pour motif d'intérêt général unilatéralement par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la mise en place de la gratuité du stationnement, les samedis et dimanches 15, 16, 22 et 23 décembre 2018, durant la plage horaire de 10h00 à 19h00, couvrant la période d'ouverture des commerces au public. Ces heures de stationnement gratuites complètent les grilles tarifaires actuellement en vigueur pour la période dans les parkings énoncés ci-dessous.

Article 2 :

Cette mesure décidée unilatéralement par la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour motif d'intérêt général, s'appliquera durant la période décrite à l'article 1, au sein des parkings métropolitains des centres-villes de la Métropole Aix-Marseille Provence concédés aux Sociétés INDIGO, QPARK SAGS, SEMEPA, SEMOVIM et Effia Stationnement et les parcs gérés en régie d'Istres et Cassis. Les parkings concernés par cette mesure sont les suivants :

Pour la Société INDIGO :

- Parkings Castellane et Préfecture DSP n°91/342
- Parking Charles de Gaulle DSP n°91/343
- Parking République DSP n°07/143
- Parking Vieux Port Fort Saint Jean DSP n°09/149
- Parkings Centre et Vieux Port à La Ciotat, DSP n°06/123

- Parkings L'Empéri, Portail Coucou à Salon de Provence, DSP du 03/07/1991

Pour la Société QPARK :

- Parking Estienne d'Orves - DSP n°87/042
- Parkings Monthyon, Phocéens et Barret Saint Ferréol - DSP n°91/354
- Parking Vieux Port Hôtel de Ville - DSP n°14/005
- Parking du Cours Julien – DSP n°91/354
- Parkings Arvieux et Espercieux – DSP n°07/136
- Parkings Potier, Marché, Centre Ancien, Baumond, 8 Mai 1945, Hôpital à Aubagne, DSP du 01/02/2002

Pour la Société SAGS :

- Parkings Verdun et Port de Plaisance à La Ciotat, DSP n°2015/160

Pour la Société Effia Stationnement :

- Parkings en enclos de Marseille – DSP n°15/1623
- Parkings Viguerie, Mimosas et enclos Daudet, Madie, Bestouan à Cassis, DSP 14/026

Pour la SEMEPA :

- Parking La Rotonde à Aix en Provence – DSP du 24/10/2003
- Parkings Carnot, Méjanès, Pasteur, Signoret, Cardeur, Mignet et Bellegarde à Aix en Provence – DSP du 29/12/1986

Pour la SEMOVIM :

- Parking Rayettes à Martigues – DSP du 21/01/1992
- Parking Degut à Martigues – DSP du 01/01/2017

Pour les parkings gérés en régie :

- Parkings Arnavaux, Victor Hugo et Les Carmes à Istres

- Parking Marché à Cassis

Commission "Urbanisme et Aménagement"

URB 001-5132/18/CM

**■ Approbation du Plan Local d'Urbanisme de la
commune de Saint Cannat
MET 18/9133/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

1°) Contexte institutionnel

Depuis le 1er janvier 2018, et conformément à l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole exerce la compétence en matière de plan local d'urbanisme et des documents en tenant lieu.

Par délibération N°2017-068 en date du 27 octobre 2017 la commune de Saint-Cannat a demandé la poursuite de la procédure d'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme prescrite le 12 avril 2010.

Par délibération n°008-3565/18/CM en date du 15 février 2018, la Métropole a accepté de terminer la procédure engagée.

2°) Rappel de la procédure antérieure :

Le Plan d'Occupation des Sols (POS) de la commune de Saint-Cannat a été approuvé par arrêté préfectoral en date du 06 décembre 1982.

Ce document a fait l'objet, depuis son élaboration, de plusieurs révisions (la dernière datant du 25 juillet 1995) et modifications.

Le POS posant des difficultés d'application et ne correspondant plus aux objectifs d'aménagement et de développement poursuivis par la commune, et compte-tenu de la nécessité de le rendre conforme aux derniers textes applicables, notamment la loi Solidarité et Renouvellement Urbains (SRU) du 13 décembre 2000, le conseil municipal a prescrit la révision générale de son POS, et sa transformation en Plan Local d'Urbanisme (PLU), par délibération n°2010-031 du conseil municipal du 12 avril 2010.

Cette délibération définissait les objectifs poursuivis par la commune dans le cadre de l'élaboration du PLU :

- Permettre un renouvellement et une évolution maîtrisée de la population
- Trouver un équilibre entre le développement de centre-ville et la périphérie. Actuellement, la commune a tendance à se développer de façon progressive dans les zones de

campagne dites NB et le long des voies de circulation.

- Rechercher une utilisation optimale des réseaux (ERDF, alimentation en eau potable, assainissement, voirie...etc.).
- Protéger et valoriser le patrimoine bâti, non bâti, ainsi que les espaces naturels.
- Organiser l'utilisation de l'espace pour maintenir sa vocation agricole et aussi offrir à la population des lieux de vie de qualité.
- Prendre en compte des projets d'évolution des bâtiments d'exploitation agricole.
- Développer des activités commerciales et économiques sur la commune.
- Prévoir la réalisation des projets communaux en matière d'équipements publics et de services publics.
- Participer à la requalification des espaces publics en centre-ville et d'élaborer un plan de circulation et de stationnement.
- Favoriser l'aménagement sous forme d'opération d'ensemble.
- Réguler la pression foncière des zones se trouvant à proximité de la future déviation.
- Participer à la qualité des aménagements des entrées de ville.
- Mettre en place une politique d'acquisition foncière pour pouvoir mettre en œuvre ces projets.

Lors de la délibération précitée, le conseil municipal a défini les modalités de la concertation permettant d'associer à la définition du projet, et tout au long de la procédure, la population ainsi que les Personnes Publiques Associées (PPA). En outre, la concertation s'est déroulée selon les modalités suivantes, fixées par ladite délibération :

- L'organisation d'une réunion publique à chaque grande phase de travail (présentation de la démarche, PADD, arrêt du projet) ;
- La mise à disposition d'un registre en mairie dès la publication de la prescription, et ce, jusqu'à l'ouverture de l'enquête publique afin de recueillir les avis et suggestions de la population.

La population a pu prendre connaissance et suivre l'évolution du dossier de manière continue, par la mise à disposition d'éléments d'informations en mairie et sur le site internet de la commune de Saint-Cannat.

La concertation a été ponctuée notamment par :

- L'affichage en mairie de la délibération n°2010-031 en date du 12 avril 2010 prescrivant l'élaboration du PLU, et ce, pendant toute la durée de l'élaboration du projet.
- L'organisation de trois réunions publiques :

- Le 1^{er} juillet 2013 sur le démarrage du PLU et la présentation du diagnostic ;
- Le 24 avril 2017 sur la présentation du diagnostic actualisé et du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) ;
- Le 10 juillet 2017 sur la présentation des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP), du zonage et du règlement.
- La réalisation d'une exposition publique évolutive :
 - La première en juillet 2013 sur le diagnostic du PLU
 - La deuxième en avril 2017 concernant le projet de PADD
 - La troisième en juillet 2017 sur le projet de traduction réglementaire
- La mise en ligne des documents finalisés sur un espace dédié à l'élaboration du PLU sur le site internet de la commune de Saint-Cannat.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) a été débattu en conseil municipal du 04 mai 2017.

Il exprime les objectifs et projets de la commune en matière de développement économique et social, d'environnement et d'urbanisme à l'horizon de 10 à 15 ans. Il définit les orientations générales des politiques d'aménagement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou remise en bon état des continuités écologiques ainsi que les orientations générales concernant l'habitat les transports, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs. Également, le PADD fixe des objectifs chiffrés de modération de consommation d'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Par délibération n°2017-082 du conseil municipal du 21 décembre 2017, la commune a tiré le bilan de la concertation et arrêté le projet de PLU

Le projet de plan arrêté a été soumis, pour avis, aux personnes publiques (PPA) associées à son élaboration.

L'enquête publique s'est tenue du 13 juin au 13 juillet 2018 inclus.

Considérant que les modalités prévues pour l'enquête publique ont été respectées, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable sur le projet de plan, le 30 juillet 2018, assorti de quatre recommandations :

- préciser et quantifier la notion d'urbanisation à long terme telle qu'évoquée dans la zone 2AUh ;

- supprimer la condition de limitation à 25 % de la surface de plancher existante en zone Nh ;
- solliciter les services de l'État compétents pour modifier les règles de la zone F1 (risque feu de forêt) afin de permettre l'extension des activités agricoles ;
- pour toutes les OAP, du moment que le secteur considéré s'équipe au fur et à mesure de ses viabilités primaires et des réseaux nécessaires, et qu'il est aménagé par sous-secteurs, supprimer l'obligation de réaliser l'OAP en une seule opération d'ensemble.

Propositions de modifications du plan après l'enquête :

A la suite à l'enquête publique, afin de tenir compte des avis émis au cours de celle-ci, ainsi que des avis des personnes publiques associées, il est proposé de modifier le projet de PLU sur plusieurs points.

Ces propositions de modifications procèdent toutes de l'enquête ou des avis des personnes publiques associées, et n'amènent pas de modification de l'économie générale du PLU.

Les modifications proposées sur le rapport de présentation :

- compléter l'étude entrée de ville afin d'apporter toutes les justifications nécessaires à la réduction du recul à 25 mètres par rapport à l'axe de la RD 7n au sein de la zone 1AUe
- préciser la présentation de la zone 1AUe
- corriger une erreur matérielle sur le nombre de logements sociaux page 236
- compléter le diagnostic avec les données disponibles de l'Institut National des Appellations d'Origine (INAO)
- compléter l'État Initial de l'Environnement (EIE) par une hiérarchisation des enjeux environnementaux en fonction des critères d'objectifs
- compléter le volet biodiversité de l'état initial de l'environnement, à partir de la base de données SILENE faune – flore. Une superposition entre ces données faune - flore et les zones de projets a été réalisée afin d'établir les enjeux potentiels en place des zones de projets
- détailler dans le rapport de présentation la destination des sols consommés lors de la dernière décennie
- préciser la méthodologie employée pour définir l'enveloppe urbaine, en indiquant que les critères ayant permis de définir l'enveloppe urbaine
- préciser la méthodologie utilisée pour l'évaluation des incidences Natura 2000
- mise en cohérence du rapport de présentation avec les autres pièces du dossier suite aux modifications proposées

Les modifications proposées sur le zonage

- classer la parcelle cadastrée CB n°39 en zone Nh1 comme le reste de l'unité foncière dont elle fait partie.
- ajuster le trait de zonage UCa vers l'ouest sur la parcelle cadastrée section CC n°198

- modifier le classement de N en A des parcelles en Appellation d'Origine Protégée cadastrées section E n°18, 19, 20, 21, 98 et 99
- ajuster le zonage pour une partie de la parcelle cadastrée section BR n°33 en UCa
- modifier le zonage des parcelles cadastrées section AA n°203-210 en Nhf1
- modifier le zonage d'une partie de la parcelle cadastrée section BV n°5 en UCb
- modifier le zonage de la parcelle cadastrée section C n°5 pour la classer intégralement en zone Af1
- modifier le zonage correspondant à l'OAP de la Seigneurie de 1AUB en 2AUh
- reporter les zones affectées par le phénomène de retrait et de gonflement des argiles sur le plan de zonage
- supprimer les Espaces Boisés Classés sur les parcelles classées en Appellation d'Origine Protégée cadastrées section OE n°16, 17, 18, 20, 21, 97 et 98

Les modifications proposées sur le règlement

- compléter l'article A2 pour préciser que les affouillements et exhaussement de sols sont autorisés à condition qu'ils ne portent pas atteinte à la qualité des paysages, à l'écoulement des eaux et à la nature des sols.
- compléter l'article 8 des dispositions générales afin de préciser que les aménagements en rez-de-chaussée sont interdits pour les bâtiments concernés par un risque d'inondation
- compléter le règlement pour faire référence aux risques de glissement de terrain et d'effondrement au sein des dispositions générales
- ajouter que l'implantation des constructions a été interdite dans une marge de 10m à compter des berges des cours d'eau de la Touloubre et du Budéou en zones A et N
- compléter l'article UA11 afin d'assurer le respect de la composition traditionnelle des façades et l'usage de menuiserie de type traditionnel
- compléter les articles A11.3 et N11.3 en indiquant que les murs de pierres sèches sont recommandés en zones A et N
- modifier le règlement des zones AF1 afin de reprendre strictement la rédaction de l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2017
- mettre en cohérence la référence réglementaire des différents éléments paysagers au sein des différentes pièces du PLU. Le patrimoine bâti naturel et paysager initialement protégés au titre du L151-19 du Code de l'Urbanisme l'est dorénavant au titre du L151-23, au regard des enjeux paysager et naturels associés aux alignements d'arbres concernés.

Les modifications proposées sur les OAP

- intégrer dans l'OAP des Ferrages la création d'une frange paysagère en limite
- l'OAP a été complétée afin de préciser qu'un rond-point a été aménagé afin d'améliorer l'accessibilité de la zone dans de bonnes conditions de sécurité. Il a également été précisé que tous les réseaux nécessaires à l'aménagement de la zone, ainsi que le très haut débit, sont présents en limite du site. La

Métropole rappelle par ailleurs que le site est déjà desservi par les transports en commun.

De plus, l'OAP a été précisée concernant le commerce afin d'affirmer la vocation artisanale de la zone et de préciser que le commerce autorisé exclu le commerce de détail afin de ne pas concurrencer le commerce de proximité du centre-ville.

- compléter toutes les OAP par une référence aux dispositions constructives relatives au phénomène de retrait et de gonflement des argiles
- l'OAP relative au secteur NI a été précisée notamment sur l'implantation des futurs équipements
- compléter les OAP dans le paragraphe relatif aux principes programmatiques afin de préciser que les franges paysagères devront présenter une densité végétale pour constituer une zone tampon entre habitation et zone agricole

Les modifications proposées sur les Emplacements Réservés

- ajouter un emplacement réservé n°73 pour l'aménagement de l'Allée des Ferrages à 8m
- modifier l'emplacement réservé MS2 en supprimant la partie sur le bâtiment faisant l'objet d'un permis de construire accordé
- adapter l'emplacement réservé MS1 à la destination des lots du permis d'aménager accordé
- adapter les emplacements réservés relatifs à la déviation au nouveau plan fourni par le conseil départemental

Les modifications proposées sur les annexes

- prise en compte des canalisations GEOSOL
- intégrer en annexe « 6A3-Assainissement eaux usées » la carte d'aptitudes des sols à l'assainissement non collectif datant de mai 2004

Approbation du plan local d'urbanisme :

Au regard de ces éléments, compte-tenu de l'avis favorable du commissaire-enquêteur et compte-tenu des modifications apportées au plan après l'enquête publique, il est proposé d'approuver le dossier de plan local d'urbanisme de la commune de Saint-Cannat tel qu'annexé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2010-031 du 12 avril 2010 du Conseil municipal de Saint-Cannat prescrivant l'élaboration de son plan local d'urbanisme et fixant les modalités de la concertation ;
- La délibération n°2017-047 du 5 mai 2017 du Conseil municipal de Saint-Cannat relative au débat sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durable ;
- La délibération n°2017-082 du Conseil municipal de Saint-Cannat relative au bilan de la concertation et à l'arrêt du projet de plan ;
- La délibération n°2017-068 du 27 octobre 2017 du Conseil municipal de Saint-Cannat autorisant la Métropole à achever cette procédure ;
- La délibération n°URB 011-3569/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 décidant la poursuite de la procédure engagée par la commune du 12 avril 2010 ;
- Les avis des personnes publiques associées ;
- Les observations recueillies au cours de l'enquête publique ;
- Le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur ;
- Les propositions de modifications apportées au plan après l'enquête, qui procèdent de cette dernière et ne remettent pas en cause son économie générale ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le dossier de PLU arrêté.
- Les avis des personnes publiques associées, les observations recueillies au cours de l'enquête publique ainsi que le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur.
- Les modifications apportées au plan après l'enquête, qui procèdent de cette dernière et ne remettent pas en cause son économie générale.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Cannat.

Article 2 :

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Cannat approuvé sera tenu à la disposition du public.

Article 3 :

Cette délibération fera l'objet des mesures de publicité définies à l'article R153-21 du Code de l'Urbanisme à savoir :

- affichage pendant un mois au siège de la Métropole et en mairie de Saint-Cannat ;
- mention de cet affichage sera inséré dans un journal diffusé dans le département.

Cette proposition mise aux voix est adoptée

URB 002-5133/18/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la Penne sur Huveaune - Arrêt du Bilan de la concertation MET 18/9188/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole exerce sur le périmètre de chacun de ses Conseils de Territoire, la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu, en application des articles L. 5217-2, I et L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

A ce titre, la Métropole peut achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un plan local d'urbanisme ou d'un document en tenant lieu, engagée avant le 1er janvier 2018, y compris lorsqu'elle est issue d'une fusion ou du transfert de cette compétence, avec l'accord de la commune concernée (Art. L. 153-9, I du Code de l'Urbanisme.).

La commune de la Penne sur Huveaune a prescrit la révision générale de son Plan d'Occupation des Sols (POS), valant élaboration du Plan Local d'Urbanisme par délibération du 25 novembre 2015 et a donné son accord à ce que la Métropole Aix-Marseille-Provence poursuive ladite procédure par délibération du conseil municipal du 4 décembre 2017.

Le conseil municipal de la Penne sur Huveaune a débattu des grandes orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables

(PADD), par délibération, en date du 21 décembre 2017. La procédure se situe à la phase d'arrêt du projet. Conformément à l'article L. 153-14 du Code de l'Urbanisme, le Conseil de la Métropole arrête le projet de plan local d'urbanisme.

Le présent document tire le bilan de la concertation, conformément aux dispositions des articles L 103-1 à L103-6 du Code de l'Urbanisme :

Tout au long de la procédure, la concertation a été menée avec une alternance de différentes phases.

1- Des rencontres techniques et une concertation avec les partenaires

La concertation avec les acteurs techniques a été faite de façon large.

Les Personnes Publiques Associées ont été invitées à 2 grandes réunions d'étape lors de l'avancée du projet :

- En date du 7 novembre 2017 pour les éléments de diagnostic et du PADD

- En date du 3 juillet 2018 pour le règlement écrit et graphique, ainsi que les OAP

Des réunions thématiques bilatérales ont eu lieu selon les besoins exprimés par les partenaires techniques. Notamment avec les services de l'Etat et le monde économique (Chambre de Commerce et de l'Industrie et association des représentants des entreprises).

2- La concertation avec la population et les moyens de diffusion

Les réunions publiques :

1^{ère} réunion publique sur les éléments de diagnostic et les premières orientations du PADD le 16 novembre 2017 à l'hôtel de ville avec près de 50 participants.

2^e réunion publique sur le PADD et les Orientations d'Aménagement et de Programmation le 22 février 2018 à l'hôtel de ville avec près de 40 participants.

3^e réunion publique sur le règlement et le zonage le 14 juin 2018 au centre de loisirs « La Farandole » avec près de 60 participants.

Les supports de communication :

Chaque grande étape de l'élaboration du PLU a fait l'objet d'un diaporama mis en ligne sur le site internet de la commune, ainsi que des panneaux de concertation expliquant la démarche et le contenu du projet.

Au total 3 diaporamas et 8 panneaux de concertation ont été élaborés. Les panneaux ont fait l'objet d'une exposition tout au long de la procédure au sein du hall de l'hôtel de ville.

Le projet de PLU a fait l'objet de communication sur le site internet communal, ainsi que des articles au sein du bulletin municipal.

La presse régionale a publié également 2 articles de presse, reprenant les éléments des réunions publiques.

Réactions du public :

Le public a pu échanger et apporter ses contributions / doléances au travers de plusieurs modes de communication :

- En réaction lors des 3 réunions publiques où un temps de questions/réponses a été mis en place

- Par le biais du registre de la concertation publique mis en place durant toute la procédure et disponible à l'hôtel de ville

- Par courrier à la commune ou au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

- Par le biais d'une adresse mail dédiée par le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

Les modalités de la concertation ont été respectées et les observations ont été prises en compte dans les limites de l'intérêt collectif et de la législation en vigueur. Le bilan de la concertation est annexé à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à l'élaboration et à la révision des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Penne sur Huveaune du 25 novembre 2015 prescrivant la révision générale du Plan d'Occupation des Sols valant élaboration du Plan Local d'Urbanisme, définissant les

objectifs poursuivis et précisant les modalités de la concertation ;

- La délibération du Conseil Municipal de la Penne sur Huveaune du 21 décembre 2017, débattant sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Penne sur Huveaune du 4 décembre 2017, donnant son accord à la poursuite et à l'achèvement de la procédure de révision générale du POS valant élaboration du PLU de la Penne sur Huveaune ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant sur la reprise des procédures de révision et d'élaboration de PLU ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à l'élaboration et à la révision des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- L'annexe relative au bilan de la concertation du PLU de la Penne sur Huveaune ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 10 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'après l'arrêt du projet de plan local d'urbanisme par le conseil de la métropole il sera prêt à être transmis pour avis aux personnes publiques associées à son élaboration et aux personnes publique consultées en ayant fait la demande.

Délibère

Article unique :

Est tiré le bilan de la concertation de façon favorable, considérant que les modalités ont été mises en œuvre et que les observations ont été prises en compte dans les limites de l'intérêt collectif et de la législation en vigueur (cf. pièce annexée à la délibération)

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 003-5134/18/CM

**■ Plan Local d'Urbanisme de la Penne sur Huveaune - Arrêt du Projet
MET 18/9193/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce sur le périmètre de chacun de ses Conseils de Territoire, la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu, en application des articles L. 5217-2, I et L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

A ce titre, la Métropole peut achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un plan local d'urbanisme ou d'un document en tenant lieu, engagée avant le 1^{er} janvier 2018, y compris lorsqu'elle est issue d'une fusion ou du transfert de cette compétence, avec l'accord de la commune concernée (Art. L. 153-9, I du Code de l'Urbanisme).

La commune de la Penne sur Huveaune a prescrit la révision générale de son Plan d'Occupation des Sols (POS), valant élaboration du Plan Local d'Urbanisme par délibération du 25 novembre 2015 et a donné son accord à ce que la Métropole Aix-Marseille-Provence poursuive ladite procédure par délibération du conseil municipal du 4 décembre 2017.

La procédure se situe à la phase d'arrêt du projet. A ce stade, le dossier est élaboré techniquement mais n'est pas opposable aux tiers car il est susceptible de modifications liées à la consultation des personnes publiques associées et consultées, ainsi qu'aux résultats de l'enquête publique à venir.

Conformément à l'article L. 153-14 du Code de l'Urbanisme, le Conseil de la Métropole arrête le projet de plan local d'urbanisme.

Le dossier de PLU comprend les pièces suivantes :

0. Pièces de procédure
1. Rapport de présentation
2. Projet d'aménagement et de Développement Durable (PADD)
3. Règlement (écrit et graphique)
4. Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)

5. Annexes

Les articles L. 153-33 et L. 134-13 du Code de l'Urbanisme, prévoient que le projet de plan arrêté est soumis pour avis aux communes intéressées.

Le conseil municipal de la Penne sur Huveaune a formulé un avis favorable relatif au dossier d'arrêt du Plan local d'urbanisme de leur commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- ☐ Le Code de l'Urbanisme ;
- ☐ Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- ☐ La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- ☐ Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- ☐ La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à l'élaboration et à la révision des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;

- La délibération du Conseil Municipal de la Penne sur Huveaune du 25 novembre 2015 prescrivant la révision générale du Plan d'Occupation des Sols valant élaboration du Plan Local d'Urbanisme, définissant les objectifs poursuivis et précisant les modalités de la concertation ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Penne sur Huveaune du 21 décembre 2017, débattant sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Penne sur Huveaune du 4 décembre 2017, donnant son accord à la poursuite et à l'achèvement de la procédure de révision générale du POS valant élaboration du PLU de la Penne sur Huveaune ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant sur la reprise des procédures de révision et d'élaboration de PLU ;
- Le projet de plan local d'urbanisme en cours d'élaboration et notamment le rapport de présentation, le projet d'aménagement et de développement durables, les orientations d'aménagement et de programmation, le règlement (écrit et graphique) et les annexes ;
- La délibération du conseil municipal de la Penne sur Huveaune relative à l'avis de la commune sur le projet de PLU ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 10 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'après l'arrêt du projet de plan local d'urbanisme par le conseil de la métropole il sera prêt à être transmis pour avis aux personnes publiques associées à son élaboration et aux personnes publiques consultées en ayant fait la demande ;
- Que le projet de plan local d'urbanisme devra être soumis à l'avis de la Commission Départementale de la Protection des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) ;
- Que le Conseil municipal de la Penne sur Huveaune a émis un avis favorable relatif au

dossier d'arrêt du Plan local d'urbanisme présenté.

Délibère

Article unique :

Le Conseil de la Métropole arrête le projet de Plan local d'urbanisme de la commune de la Penne sur Huveaune.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 004-5135/18/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de Cadolive - Abrogation partielle suite au recours gracieux et déféré préfectoral formés à son encontre MET 18/9217/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 01/01/2018, la compétence planification urbaine a été transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence, et plus précisément exercée au sein de chaque Conseil de Territoire.

Par délibération du 22 mars 2018, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le Plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Cadolive. Le Commissaire enquêteur a émis un avis favorable.

Cette délibération et le dossier complet du PLU ont été transmis au représentant de l'État dans les conditions prévues aux articles L424-7 et R424-12 du Code de l'Urbanisme et reçus en Préfecture le 16/04/2018.

Une lettre d'observations relative à l'approbation du PLU de Cadolive a été adressée au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence le 8 juin 2018. Il en a accusé réception le 13 juin 2018.

Le Président de la Métropole a répondu à cette lettre d'observations le 9 août 2018 et a indiqué que les différents compléments et corrections à apporter aux documents seraient traduits par une délibération du Conseil de la Métropole en décembre 2018.

Toutefois, en date du 12 octobre 2018, et en application de l'article L 2131-6 du Code Général des Collectivités Territoriales, le préfet a déféré au tribunal administratif la délibération d'approbation du PLU de Cadolive, (annexe n° 1), au motif qu'aucune délibération n'avait entériné dans l'immédiat les modifications à apporter au PLU compte tenu des

irrégularités qui avaient été relevées au titre de l'exercice du contrôle de légalité.

- Prise en compte des risques naturels dans le PLU (Risque feu de forêt et risque inondation),
- OAP « le Pâté »,
- Emplacements réservés à vocation de mixité sociale.

Il convient de ce fait, par la présente, d'abroger partiellement les dispositions irrégulières du PLU.

1- Sur la prise en compte des risques naturels dans le PLU

1-1- Sur le risque feu de forêt

Des corrections et compléments ont été apportés au document graphique sur la base des éléments du porter à connaissance de l'État du 24 mai 2014, modifié et complété le 4 janvier 2017.

Sur règlement graphique :

Certains secteurs urbains en aléa moyen n'avaient pas été zonés, notamment en centre-ville. Conformément au porter à connaissance, ces secteurs ont été placés en zone F2 (zones constructibles avec des prescriptions).

Par ailleurs, des parcelles très exposées au risque et vierges de toute construction bien qu'intégrées en zone U du PLU, avaient été classées en zone F2 alors que leur configuration et le risque présent nécessitait un classement en zone F1 (zones inconstructibles car particulièrement exposées au risque). C'est le cas des parcelles AN 208 et AN 209 non construites, au niveau de la route de l'Ortolan, qui sont soumises à un aléa subi feux de forêt de niveau moyen à exceptionnel.

La modification de zonage est donc opérée.

Sur le règlement écrit :

Les dispositions relatives à la prise en compte du risque incendie dans le PLU sont mentionnées à l'article 11 des dispositions générales du règlement. En zone F1p (zone d'aléa fort où des projets peuvent être admis sous conditions), le règlement a été complété afin de préciser que sont interdits les établissements sensibles, soit tous les établissements recevant du public (ERP) sauf ceux de catégorie 5 sans locaux à sommeil conformément au PAC du 24 mai 2014 complété le 19 avril 2016.

Le règlement de la zone UE a également été complété en précisant que les constructions destinées à l'accueil et à l'hébergement des établissements publics ou d'intérêt collectif sont autorisées à l'exception des établissements sensibles tels qu'ils sont définis à l'article 11 des dispositions générales.

Enfin, il a été fait référence, dans l'article 11 du règlement, aux annexes A et B du porter à

connaissance concernant les mesures relatives aux infrastructures et équipements de lutte et aux matériaux de construction, auxquelles les projets doivent se conformer.

1-2- Sur le risque inondation

En l'absence d'étude de connaissance de l'aléa inondation demandée sur les axes d'écoulement identifiés et non modélisés, une zone inconstructible de 10m de part et d'autres de ces axes a été inscrite dans le zonage du PLU. Cependant le règlement avait introduit à l'article 14 des dispositions générales une dérogation possible permettant d'implanter des constructions dans ces 10m si l'altimétrie du terrain le permettait et que le plan de masse du permis de construire le démontrait.

La disposition de l'article 14 du règlement permettant une dérogation a été supprimée dans la mesure où les caractéristiques de l'aléa inondation ne peuvent être étudiées qu'à l'échelle de l'axe d'écoulement dans son ensemble. De même, la zone inconstructible doit être maintenue tant que la commune n'aura pas conduit une étude de connaissance globale de l'aléa inondation.

2- Sur l'orientation d'aménagement et de programmation (OAP) « Le Paté »

Le PLU comporte une OAP sur l'ancienne cité minière du quartier « le Paté » au nord de la commune en limite avec Saint-Savournin, que la commune de Cadolive souhaite rénover. Ce secteur a été classé en zone UAc1 du PLU dont le règlement autorise les constructions à usage d'habitation.

Sur le règlement graphique :

Cependant, compte tenu des contraintes liées aux risques naturels (risque minier et risque feu de forêt moyen) et aux enjeux environnementaux (corridor écologique à préserver entre Cadolive et Saint-Savournin, identifié dans le SCOT du Pays d'Aubagne et de l'Etoile), ce secteur a été reclassé en zone AU, et en zone F1p au regard du risque incendie.

De plus, sur le règlement écrit :

Les dispositions relatives au secteur UAc1 sont supprimées et reportées aux articles relatifs au secteur 1AU.

3- Sur les emplacements réservés instaurés en application de l'article L151-41 (4°)

L'article L151-41 (alinéa 4) du Code de l'Urbanisme permet au PLU de délimiter dans les zones U et AU des emplacements réservés en vue de la réalisation des objectifs de mixité sociale. Dans l'objectif de répondre favorablement à la réglementation en vigueur, la liste des emplacements réservés annexée au règlement du PLU a été complétée afin d'indiquer

pour chaque emplacement le nombre de logements ou la surface de plancher potentiels et la part destinée à répondre à l'objectif de mixité sociale.

Il en va de même pour les documents graphiques qui doivent faire apparaître ces emplacements avec une trame particulière et un numéro qui renvoie à la liste des emplacements réservés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- L'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le 20 septembre 2018 ;
- L'avis du conseil municipal de Cadolive relatif à l'approbation du Plan Local d'Urbanisme par la Métropole Aix-Marseille Provence du 23 février 2018 ;
- La délibération d'approbation du Plan Local d'Urbanisme de Cadolive par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence du 22 mars 2018 ;

- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cadolive en vigueur ;
- La lettre d'observations valant recours gracieux du Préfet du 8 juin 2018 ;
- Le déferé préfectoral du 12 octobre 2018 ;
- Les pièces abrogées du PLU ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du pays d'Aubagne et de l'étoile du 10 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'abroger partiellement le Plan Local d'Urbanisme de Cadolive afin de répondre favorablement aux remarques émises dans le recours gracieux et dans le déferé préfectoral datés respectivement du 08/06/2018 et du 12/10/2018 ;
- Les pièces abrogées du PLU concernées : Règlement écrit, règlement graphique, Rapport de présentation, Annexe relative aux emplacements réservés.

Délibère

Article unique :

Sont abrogés, au sein du Plan Local d'Urbanisme de Cadolive, les points suivants :

Sur le risque incendie :

- Règlement graphique :
 - Conformément au porter à connaissance, les secteurs urbains en aléa moyen du centre-ville n'ayant pas été zonés sont placés en zone F2 (zones constructibles avec des prescriptions) ;
 - Les parcelles AN 208 et AN 209, au niveau de la route de l'Ortolan, qui sont soumises à un aléa subi feux de forêt de niveau moyen à exceptionnel et qui ne sont pas construites, sont classées en zone F1 (zones inconstructibles car particulièrement exposées au risque).
- Règlement écrit :
 - L'article 11 des dispositions générales du règlement est complété afin de préciser que sont interdits les établissements sensibles, soit tous les établissements recevant du public

(ERP) sauf ceux de catégorie 5 sans locaux à sommeil ;

- Le règlement de la zone UE est complété en précisant que les constructions destinées à l'accueil et à l'hébergement des établissements publics ou d'intérêt collectif sont autorisées à l'exception des établissements sensibles tels qu'ils sont définis à l'article 11 des dispositions générales ;
- L'article 11 du règlement est complété afin de faire référence aux annexes A et B du porter à connaissance concernant les mesures relatives aux infrastructures et équipements de lutte et aux matériaux de construction, auxquelles les projets doivent se conformer.

Sur le risque inondation :

- Règlement écrit : l'article 14 du règlement est mis à jour afin de supprimer une dérogation permettant d'implanter des constructions dans les 10m de part et d'autres des axes d'écoulement identifiés mais non modélisés.

Sur l'orientation d'aménagement et de programmation (OAP) « Le Paté » :

- Règlement graphique :
 - Reclassement du secteur en zone 1AU ;
 - Reclassement du secteur en zone F1p au regard du risque incendie ;
- Règlement écrit :
 - Suppression des dispositions écrites relatives au secteur UAc1 ;
 - Création de la zone 1AU (reprise des dispositions précédentes).

Sur les emplacements réservés à vocation de mixité sociale :

- Règlement graphique :
 - Mise à jour du document afin de faire apparaître ces emplacements avec une trame particulière et un numéro qui renvoie à la liste des emplacements réservés ;
- Règlement écrit :
 - La liste des emplacements réservés annexée au règlement du PLU est complétée afin d'indiquer pour chaque emplacement le nombre de logements ou la surface de plancher potentiels et la part destinée à répondre à l'objectif de mixité sociale.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 005-5136/18/CM

**■ Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aix-en-Provence - Engagement de la procédure de modification n°6
MET 18/9138/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB001-3559/18/CM en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification des documents d'urbanisme entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aix-en-Provence a fait l'objet de plusieurs procédures d'évolution approuvées par délibérations du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018 :

- Modification n°1
- Révision allégée n°1
- Modification n°3
- Modification n°5

Par courrier en date du 12 octobre 2018, la commune d'Aix-en-Provence a sollicité l'engagement de la procédure n°6 de son Plan Local d'Urbanisme afin de, notamment envisager :

- La levée de certains secteurs d'attente de projet
- Une meilleure adaptation du règlement au projet urbain en matière de forme et de mixité urbaines dans les villages, hameaux et certains quartiers pavillonnaires, ainsi que dans quelques quartiers du centre urbain
- Une meilleure adaptation du règlement au projet urbain en matière d'équipement
- Une meilleure adaptation du règlement au projet urbain en matière de déplacement afin de prévoir l'adaptation de plusieurs emplacements réservés, marges de recul ou servitudes piétonnes
- La clarification des dispositions du règlement, notamment en matière de reconstruction à l'identique
- La complétude de l'inventaire du patrimoine

Les adaptations du Plan Local d'Urbanisme envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une

procédure de modification, conformément aux dispositions des articles L.153-36 et suivants du Code de l'Urbanisme.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La délibération cadre n°URB001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le courrier du Maire d'Aix-en-Provence en date du 12 octobre 2018 sollicitant la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement de la procédure de modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aix-en-Provence en vigueur ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune d'Aix-en-Provence a sollicité l'engagement de la procédure de modification n°6 de son Plan Local d'Urbanisme pour permettre notamment la levée de certains secteurs d'attente de projet, une meilleure adaptation du règlement au projet urbain en matière de forme et de mixité urbaines dans les villages, hameaux et certains quartiers pavillonnaires, ainsi que dans quelques quartiers du centre urbain, une meilleure adaptation du règlement au projet urbain en matière d'équipement, une meilleure adaptation du règlement au projet urbain en matière de déplacement afin de prévoir l'adaptation de plusieurs emplacements réservés, marges de recul ou servitudes piétonnes, la clarification des dispositions du règlement, notamment en matière de reconstruction à l'identique et la complétude de l'inventaire du patrimoine.
- Que les adaptations du Plan Local d'Urbanisme envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

Délibère

Article unique :

Le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente de la Métropole l'engagement de la procédure de modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aix-en-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 006-5137/18/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Venelles - Engagement de la procédure de modification n°3 MET 18/9143/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopoie Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme

(PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n° URB 001-3559/18/CM en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le PLU de la commune de Venelles a fait l'objet :

- d'une procédure d'élaboration approuvée par délibération du Conseil Municipal n°D2016-138AT du 11 juillet 2016,
- d'une procédure de modification n°1 approuvée par délibération du Conseil Municipal n° D2017-75AT du 27 juin 2017,
- d'une procédure de modification n°2 approuvée par délibération du Conseil Municipal n° D2017-76AT du 27 juin 2017.

Par courrier du 5 octobre 2018, la commune de Venelles a saisi la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement de la procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme concerné afin de procéder notamment à des adaptations réglementaires, des corrections d'erreurs matérielles et des modifications graphiques ponctuelles.

Les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;

- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La délibération cadre n°URB 001-3569/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan Local d'Urbanisme et Plan d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le courrier de la commune de Venelles en date du 5 octobre 2018 sollicitant la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement de la procédure de modification N°3 du PLU;
- Le PLU et ses évolutions successives approuvées de la commune de Venelles en vigueur ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune de Venelles a sollicité l'engagement d'une procédure de modification n°3 du PLU pour procéder notamment à des adaptations réglementaires, des corrections d'erreurs matérielles et des modifications graphiques ponctuelles.
- Que les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

Délibère

Article unique :

Le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente de la Métropole l'engagement de la procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Venelles.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 007-5138/18/CM

**■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ventabren - Engagement de la procédure de révision allégée n°2
MET 18/9145/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°004-3562/18/CM en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la révision allégée des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Il est rappelé que le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Ventabren a été approuvé par délibération n°75 du Conseil Municipal en date du 11 décembre 2017.

Par courrier de la commune de Ventabren en date du 28 juin 2018, le Conseil de Territoire a été sollicité afin de saisir le Conseil de la Métropole pour l'engagement d'une procédure de Révision Allégée n°2 PLU de la Commune de Ventabren afin, notamment, de déplacer une zone AUP destinée à l'installation d'un parc photovoltaïque.

Conformément à l'article L153-34 du Code de l'Urbanisme, « lorsque la révision a uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière, une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou est de nature à induire de graves risques de nuisance, sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies par le plan d'aménagement et de développement durables, le projet de révision arrêté fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune, et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9. »

Dans la mesure où cette révision ne porte pas atteinte aux orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable mais qu'elle réduit une zone naturelle et forestière, il convient de prescrire une procédure de révision dite « allégée ».

Dans le cadre de cette révision allégée, les objectifs de la révision ainsi que les modalités de concertation doivent être définis, conformément aux articles L103-2, L103-3, L153-11 et L153-33 du Code de l'Urbanisme.

1 – L'objectif poursuivi par la révision allégée :

Déplacer une zone à urbaniser (AUP) destinée à l'installation d'un parc photovoltaïque,

2 – Les modalités de concertation

- Publication d'un avis d'ouverture de la phase de concertation dès l'approbation de la présente délibération sur le site internet du Territoire du Pays d'Aix, et dans un journal diffusé dans le département ;
- Mise à disposition au service urbanisme de la commune, situé 17 Grand Rue 13122 Ventabren, d'un registre destiné à recueillir les observations du public. Ce registre sera mis à disposition pendant une période d'au moins un mois conformément aux dates de mise à disposition définies dans l'avis de concertation ;
- Mise à disposition d'une adresse électronique destinée à recueillir les observations du public ;
- Mise à disposition au service urbanisme de la commune, situé 17 Grand Rue 13122 Ventabren, et sur le site internet du Territoire du Pays d'Aix d'un dossier des études en cours, complété au fur et à mesure de l'évolution de ces études, jusqu'à ce que le Conseil de la Métropole tire le bilan de la concertation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La délibération cadre n°URB 004-3562/18/CM du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la procédure de révision allégée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la

Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;

- Le courrier de la commune de Ventabren en date du 28 juin 2018 sollicitant le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, afin qu'il saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement de la procédure de révision allégée n°2 du PLU ;
- Le PLU et ses évolutions successives approuvées de la commune de Ventabren en vigueur ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018 arrêtant les modalités de la collaboration ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune de Ventabren a sollicité l'engagement d'une procédure de révision allégée n°2 de son Plan Local d'Urbanisme pour déplacer une zone AUP destinée à l'installation d'un parc photovoltaïque.
- Que les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie de révision allégée.

Délibère

Article 1 :

Est prescrite la révision n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ventabren selon la procédure de révision allégée conformément à l'article L153-34 du Code de l'Urbanisme.

Article 2 :

Sont fixés les objectifs de la révision allégée tels qu'exposés ci-dessus.

Article 3 :

Sont définies les modalités de concertation telles que présentées ci-dessus.

Article 4 :

La présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un délai d'un mois au siège de la Métropole,

du Territoire du Pays d'Aix et en Mairie de Ventabren. Mention de cet affichage sera insérée dans un journal, conformément à l'article R153-21 du Code de l'Urbanisme.

URB 008-5139/18/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ventabren - Engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 MET 18/9146/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopoie Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n° URB 002-3560/18/CM en date du 15 février 2018 le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Il est rappelé que le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Ventabren a été approuvé par délibération n° 75 du Conseil Municipal en date du 11 décembre 2017.

Par courrier du 3 octobre 2018, la commune de Ventabren a sollicité l'engagement d'une procédure de modification simplifiée n°1 de son Plan Local d'Urbanisme afin de, notamment :

- Modifier le règlement écrit de la zone AU1h spécifique à la Zone d'Aménagement Concerté de « l'Héritière ».
- Rectifier une erreur matérielle dans le secteur de Vignes longues en étendant le périmètre du secteur de mixité sociale n°14.

Les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification simplifiée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La délibération cadre n° URB 002-3560/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le courrier de la commune de Ventabren en date du 3 octobre 2018 sollicitant l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU ;
- Le PLU et ses évolutions successives approuvées de la commune de Ventabren en vigueur ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune de Ventabren a sollicité l'engagement d'une procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme notamment pour modifier le règlement écrit de la zone AU1h spécifique à la Zone d'Aménagement Concerté de

« l'Héritière » et pour rectifier une erreur matérielle dans le secteur de Vignes longues en étendant le périmètre du secteur de mixité sociale n°14.

- Que les adaptations du Plan Local d'Urbanisme envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification simplifiée.

Délibère

Article unique :

Le Conseil de la Métropole sollicite de Madame la Présidente de la Métropole l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ventabren.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 009-5140/18/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lambesc - Engagement de la procédure de modification n°2 MET 18/9148/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB 001-3559/18/CM en date du 15 février 2018 le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le PLU de la commune de Lambesc a été approuvé par délibération n°57 en date du 3 mai 2017.

Par courrier du 15 octobre 2018, la commune de Lambesc a sollicité l'engagement d'une procédure de modification n°2 de son PLU afin, notamment :

- d'ouvrir à l'urbanisation le secteur classé en zone 2 AUtrF1p au PLU situé quartier du Langoustier, au sud de la commune,
- de corriger des erreurs matérielles.

Les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La délibération cadre n°URB 001-3569/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan Local d'Urbanisme et Plan d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le courrier de la commune de Lambesc du 15 octobre 2018 sollicitant l'engagement de la procédure de modification N°2 du PLU ;
- Le PLU et ses évolutions successives approuvées de la commune de Lambesc en vigueur ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune de Lambesc a sollicité l'engagement d'une procédure de modification n°2 du PLU notamment pour ouvrir à l'urbanisation le secteur classé en zone 2 AUtrF1p au PLU situé quartier du Langoustier, au sud de la commune et pour corriger des erreurs matérielles.
- Que les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

Délibère

Article unique :

Le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente de la Métropole l'engagement de la procédure de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lambesc.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 010-5141/18/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aix-en-Provence - Révision allégée n°2 -Bilan de la concertation - Arrêt du projet de révision allégée MET 18/9153/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB004-3562/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de révision allégée des documents d'urbanisme entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Par délibération n°2015-349 du 23 juillet 2015 la commune d'Aix-en-Provence a approuvé son Plan Local d'Urbanisme.

Il est rappelé que, par délibération n°URB003-3842/18/CM du 18 mai 2018, le Conseil de la Métropole a engagé la révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence, dont le principal objectif est d'ouvrir à l'urbanisation le secteur Valcros-Constance, et dans ce cadre, mettre en cohérence la trame végétale, actualiser les cartes d'aléas hydrauliques au regard des nouveaux éléments d'études du secteur de Valcros-Constance et déroger à la loi Barnier dans ce même secteur.

Une concertation a été organisée pendant toute la durée d'élaboration du projet de révision allégée n°2 selon les modalités suivantes :

- L'organisation d'une réunion publique

- La mise à disposition en mairie d'Aix-en-Provence au service accueil du Plan Local d'Urbanisme, 12 rue Pierre et Marie Curie, d'un registre destiné à recueillir les observations du public.

- La mise à disposition d'une adresse électronique destinée à recueillir les observations du public.

- La mise à disposition en mairie d'Aix-en-Provence au service accueil du Plan Local d'Urbanisme, 12 rue Pierre et Marie Curie, et sur le site Internet du Territoire du Pays d'Aix d'un dossier des études en cours, complété au fur et à mesure de l'évolution de ces études, et ce jusqu'à la présente séance du Conseil de la Métropole visant à tirer le bilan de la concertation et arrêter le projet de révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence.

Ce dossier a donc pu bénéficier d'une large diffusion à partir du site internet du Territoire du Pays d'Aix et la mise à disposition d'une adresse électronique. Le dossier d'études a fait l'objet d'une mise à jour le 18 octobre 2018, en cours de concertation, lorsque l'avancée des études l'a permis comme le prévoyaient les modalités de la concertation définies par le Conseil de la Métropole lors de sa séance du 18 mai 2018.

Il apparaît que la concertation a suscité le dépôt d'uniquement 5 observations, soit sur le registre, soit par courriel. La réunion publique, qui a été organisée le 3 juillet 2018 au Château de l'Horloge, quartier du Jas de Bouffan à Aix-en-Provence, a accueilli environ une centaine de personnes. Des riverains du quartier de Valcros-Constance ainsi que des associations, notamment des comités d'intérêt de quartier, ont participé à cette réunion.

Les observations issues de la concertation préalable ont fait l'objet d'une analyse et d'une synthèse sur la base des objectifs relatifs à l'ouverture à l'urbanisation de ce quartier qui ont été fixés par la révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence, ainsi que des éléments de projet d'urbanisation de ce quartier. Il est donc proposé de rappeler les objectifs et les éléments de projet de cette révision et

d'analyser les observations qui s'y rapportent pour en tirer le bilan de la concertation.

1. Les motifs et objectifs portant sur l'ouverture à l'urbanisation du secteur Valcros-Constance

En cohérence avec le Projet d'Aménagement et de Développement Durables qui prévoit dans son orientation 1.3.1 de « *compléter les besoins de la ville en matière de développement par des extensions du centre urbain* », il a été identifié que « *le secteur de la Constance, en lien direct avec les quartiers Ouest de la ville, présente une véritable opportunité de répondre de manière significative aux besoins en matière d'habitat de la commune par un accroissement de l'offre de logements et d'équipements qui y sont liés.*

Dans ce secteur, la ville se donne les moyens d'agir pour un développement équilibré de l'habitat, prenant en compte les déplacements et les transports en commun et répondant au critère de maîtrise de l'énergie et d'optimisation de la consommation d'espace. Par ailleurs, ce projet offre une réponse aux besoins d'emploi par le développement d'un secteur d'activités tertiaire, des services et des commerces, notamment dans le domaine de l'économie numérique ».

Ainsi, en complément du renouvellement urbain dont le processus long et aléatoire ne permet pas à lui seul de répondre à tous les besoins inhérents au développement d'Aix-en-Provence, le Plan Local d'Urbanisme a identifié le site de Valcros-Constance, à proximité et en lien direct avec la ville, comme un secteur d'urbanisation complémentaire en le classant en zone à urbaniser 2AU différée.

Parmi la vingtaine de périmètres d'urbanisation complémentaire figurant au Plan Local d'Urbanisme, le secteur de Valcros-Constance est effectivement le plus à même d'accompagner dans le temps la production régulière et indispensable des logements, activités et services. Par sa localisation géographique en continuité de la ville, ce quartier s'intègre dans l'armature urbaine aixoise et particulièrement dans celle des quartiers Ouest et Sud. Il n'existe pas d'autres secteurs ayant ces caractéristiques au sein des zones déjà urbanisées.

Le projet de Valcros-Constance est aussi, d'un point de vue plus large au niveau du bassin d'emplois, une réponse en création de logements pour accompagner la création d'emplois. Aix-en-Provence est une commune toujours aussi attractive pour les entreprises et cette dynamique économique repose sur un accompagnement en matière d'habitat. Sans une offre de logements diversifiée et programmée à proximité des pôles d'emplois, les actifs continueront d'aller habiter de plus en plus loin, aggravant les conditions de circulation à l'approche d'Aix-en-Provence ou de son pôle d'activités chaque soir et matin.

L'ouverture à l'urbanisation de ce secteur pourra ainsi apporter une partie de la réponse à la mixité sociale et fonctionnelle nécessaire au développement urbain. Il permettra de proposer une diversité de logements que ne procure pas aujourd'hui le renouvellement urbain. Le dynamisme universitaire en synergie avec le campus numérique présent sur ce site sera également renforcé par la création de logements étudiants.

Dans une logique de mixité des fonctions, le futur quartier de la Constance permettra également à la ville de se doter de nouveaux équipements publics et d'espaces d'activités pour accompagner des filières technologiques d'avenir en lien avec la French Tech et offrir ainsi des opportunités nouvelles face au déficit d'emplois connu dans les quartiers Ouest. Ces activités tertiaires innovantes seront en mesure d'apporter une réponse pérenne au déficit d'emplois affectant les quartiers Ouest de l'agglomération aixoise.

Ce secteur répond également au critère de maîtrise et de limitation des déplacements, avec des possibilités de liaisons adaptées au développement des transports collectifs (liaison nord-sud du Bus à Haut Niveau de Service, relations avec les quartiers Ouest et Sud, la Pioline, les Milles, Pôle d'activités) et à l'amélioration de la circulation entre le Jas de Bouffan et La Beauvalle.

Ainsi, il est prévu sur ce site le développement de 240 000 m² de surface de plancher de logements, soit la réalisation progressive de 3 500 logements environ à long terme. En outre, les conditions de mixité sociale seront garanties par la production régulière de logements sociaux représentant au minimum 25% du total des logements conformément aux objectifs du Plan Local d'Urbanisme, ainsi que des logements intermédiaires. Plus de 70 000 m² de surface de plancher pour ces activités seront programmés et garantiront les objectifs fixés.

Le projet de quartier Valcros-Constance se veut également exemplaire sur le plan de l'environnement, optimisant la consommation de l'espace, économe en énergie, prenant en compte les déplacements et les transports en commun et ayant à cœur de préserver le patrimoine et les sites cézanniens les plus remarquables. Au total, la superficie du secteur initialement prévue pour le projet d'urbanisation est réduite de plus d'un tiers. Elle n'impactera que les parties du site en déprise agricole et des espaces naturels ordinaires, pour partie déjà artificialisés (propriétés privées ou activités de loisirs) qui ne présentent pas d'intérêt paysager, environnemental ou patrimonial.

Les objectifs relatifs à l'ouverture à l'urbanisation du secteur 2AU de Valcros-Constance sont ainsi de :

- Répondre à la forte demande de logements et en particulier de logement social qui ne peut être satisfaite par le seul renouvellement urbain.

- Participer à la dynamique économique de l'agglomération : offrir de l'emploi de proximité et dynamiser le quartier de la Constance avec notamment son Pôle numérique de dimension internationale, labellisé French Tech et dédié au e-commerce.

- Renforcer l'offre d'équipements liés au futur quartier et au rayonnement de l'agglomération aixoise notamment en termes d'offre culturelle avec notamment la création d'une Salle des musiques actuelles ou sportive avec notamment un stade d'entraînement de rugby,

- Intégrer le projet urbain dans son environnement, la mise en valeur du patrimoine bâti et la mise en scène des points de vues cézanniens, une composition selon les axes de vues sur le grand paysage et le respect de l'image d'Aix-en-Provence.

- Mettre en œuvre une stratégie de mobilité adaptée : permettre par ses infrastructures et équipements le développement du réseau de transport en commun et des modes doux de déplacement, l'ouverture de nouvelles infrastructures viaires, la lisibilité des entrées de ville, le passage d'un transport en commun en site propre, la connexion à un réseau global de déplacement mode-doux qui sont des enjeux importants pour l'intégration du nouveau quartier au tissu urbain aixois.

- Améliorer les fonctionnalités écologiques et paysagères de la zone périurbaine d'Aix-en-Provence par la réhabilitation de plusieurs hectares de milieu naturel et semi naturel.

- Créer un quartier durable aux potentiels d'innovations : Intégrer la dimension climatique dans l'aménagement : l'ambition est de faire du nouveau quartier de la Constance un laboratoire des innovations en termes de ville intelligente, de développement durable, de bien-être des habitants et de préservation des ressources (réseau de chaleur bois, énergies alternatives, isolation phonique et thermique de dernières générations, normes BBC etc...).

Ces objectifs font l'objet d'une traduction en termes de parti d'aménagement et de composition urbaine dans le cadre de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation n°6 La Constance, ainsi que dans le cadre du règlement du Plan Local d'Urbanisme, que ce soit le règlement écrit ou les documents graphiques du règlement. Ce parti d'aménagement est accompagné par la mise en cohérence de la trame végétale, la modification des cartes d'aléas hydrauliques au regard des nouveaux éléments d'études du secteur Valcros-Constance et la dérogation à la loi Barnier le long de l'autoroute A8 dans ce même secteur.

1.1 Analyse des observations portant sur le choix d'ouverture à l'urbanisation du quartier Valcros-Constance

La plupart des observations déposées par écrit abordent le principe même d'ouvrir à l'urbanisation ce quartier de Valcros-Constance, alors que ce choix n'a pas soulevé de remarques lors de la réunion publique de concertation au cours de laquelle les observations se sont portées directement sur les conditions d'urbanisation de ce site.

Si l'une des observations écrites se dit favorable par principe à la densification en alternative au mitage, elle s'étonne de l'ampleur de l'urbanisation envisagée dans ce quartier. Les autres observations estiment que ce site ne devrait pas être ouvert à l'urbanisation, soit pour des raisons de capacité d'accueil, soit pour des raisons paysagères identitaires associées au peintre Cézanne.

Ainsi, il est estimé que la population à Aix-en-Provence est déjà en surnombre et que la possibilité d'accueillir un surcroît de population est déjà atteinte. Il est remarqué que le passage de 1500 logements prévus initialement par le Plan Local d'Urbanisme approuvé en 2015 à 3500 logements et de nombreux bureaux et équipements publics semblerait remettre en question l'équilibre général du Plan Local d'Urbanisme et le Projet d'Aménagement et de Développement Durables.

Il est également estimé que ce lieu devrait être préservé de toute urbanisation en raison de la présence d'un site cézannien qui constitue un patrimoine exceptionnel aux plans artistique, paysager et touristique et que seuls des équipements tels qu'un musée ou des parking ou encore des circuits touristiques mériteraient d'y être aménagés afin de mieux rendre accessible ce site au public dans un but de valorisation touristique.

1.2 Le choix d'ouverture à l'urbanisation du quartier Valcros-Constance dans le cadre du projet de révision allégée n°2

Il est rappelé que le choix d'ouvrir à l'urbanisation le quartier de Valcros-Constance est directement lié aux besoins en logements et au développement des activités. En effet, les capacités d'accueil de la population sur le territoire d'Aix-en-Provence dépendent de l'offre de logements. Le Plan Local d'Urbanisme prévoit à cet effet de créer en moyenne 900 logements par an sur une durée d'une quinzaine d'années afin de répondre aux besoins de la population d'Aix-en-Provence. Comme il l'a été expliqué lors de la prescription de la révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence, les principaux motifs qui ont conduit à envisager l'ouverture à l'urbanisation du quartier de Valcros-Constance sont à mettre en regard avec les résultats actuels du renouvellement urbain qui ne répond que trop partiellement aux besoins de mixité des fonctions et des logements en ville.

Par ailleurs, le nombre de logements prévisionnels à réaliser dans ce quartier évoqué par le rapport de

présentation du Plan Local d'Urbanisme approuvé en 2015 est échelonné sur une période de quinze ans, alors que la réalisation de la programmation totale de logements se fera à plus long terme. Il est donc apparu important de faire paraître la programmation totale de logements sur le plus long terme. Il est aussi à souligner que le parti d'aménagement s'est affiné depuis l'approbation du Plan Local d'Urbanisme en réduisant la consommation d'espaces naturels ou agricoles impartie à l'urbanisation de ce secteur à une trentaine d'hectares, alors qu'il était initialement prévu de consommer 39 hectares sur les plus de 100 hectares composant le secteur de Valcros-Constance.

En ce qui concerne la possibilité de réaliser des équipements et des bureaux, elle a été envisagée dès l'approbation du Plan Local d'Urbanisme dans le cadre des orientations du PADD et de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation n°6 La Constance qui prévoient la réalisation d'équipements publics ainsi qu'une implantation préférentielle d'activités le long de l'autoroute A8.

Par ailleurs, le choix d'envisager l'ouverture à l'urbanisation de ce site ne remet aucunement en question l'intégration paysagère du projet d'urbanisation telle qu'elle avait été préconisée par le Plan Local d'Urbanisme dans le cadre de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation n°6 La Constance avant son ouverture à l'urbanisation.

En effet, cette Orientation d'Aménagement et de Programmation a fait le choix d'un parti d'aménagement respectueux du paysage, et ce choix est conforté dans le cadre des objectifs de la révision allégée n°2 qui prévoient d'intégrer le projet urbain dans son environnement, de mettre en valeur le patrimoine bâti et la mise en scène des points de vues cézanniens, et d'imposer à cet effet une composition selon les axes de vues sur le grand paysage et le respect de l'image d'Aix-en-Provence.

L'intégration paysagère de l'urbanisation du site sera développée dans le cadre des remarques portant sur le parti d'aménagement et l'insertion paysagère du projet d'urbanisation du quartier Valcros-Constance.

2. Les conditions de desserte du quartier Valcros-Constance

Le secteur Valcros-Constance est desservi au Nord à partir du quartier du Jas de Bouffan par le franchissement sur l'autoroute A8. Cette passerelle sera affectée à la circulation du bus à haut niveau de service sous forme de site propre et au trafic automobile. Cet accès permet de desservir les deux plateaux de la Constance voués à l'urbanisation, le plateau Est via la création d'un boulevard, et le plateau Ouest en empruntant le chemin de Valcros. Ce chemin sera détourné de son tracé d'origine afin de sanctuariser la partie centrale du plateau Ouest, puis sera connecté à la route de la Thumine longeant l'autoroute A8 en direction de la route de Galice (route

départementale n°64) afin de relier le Nord-Ouest du quartier à l'échangeur autoroutier Aix-Ouest.

Le secteur Valcros-Constance est également desservi à l'Est, par le passage actuel sous l'autoroute A51 qui sera élargi en fonction des passages qui seront créés sous la bretelle de raccordement A8/A51 actuellement en travaux.

L'élargissement de ce passage sous l'autoroute permettra de créer une piste cyclable à double sens entre la Constance, la fondation Vasarely et le centre ville en longeant l'ancienne voie ferrée par le chemin des Flâneurs.

Le franchissement Sud de la voie ferrée par le chemin des Aubépines récemment réalisé au droit du quartier de l'Ensoleillé sera affecté aux transports en commun.

2.1 Analyse des observations portant sur les éléments de desserte du quartier Valcros-Constance

Les conditions de desserte du quartier Valcros-Constance sont abordées autant dans le cadre des observations écrites que des remarques émises lors de la réunion publique.

Les observations s'interrogent sur la capacité de la desserte interne et inter-quartier du secteur en particulier la liaison Ouest avec la route départementale n°64- à absorber les nouveaux flux de circulation générés par l'urbanisation de ce quartier, ainsi que les nuisances sonores et atmosphériques qui en découlent.

Il est remarqué que la sortie Ouest risque de devenir un contournement pour rejoindre la route départementale n°64. Il est demandé la production d'études de circulation ainsi que la communication d'éléments relatifs à la protection phonique et à l'augmentation de la pollution générée par les nouvelles infrastructures ou les infrastructures existantes, notamment les autoroutes A8 et A51.

Il apparaît également un intérêt évident pour le développement des cheminements des modes doux à l'intérieur du site afin de mieux mettre en valeur et rendre plus accessible les paysages cézanniens. Il est même proposé de prévoir un « parcours cézannien » au-delà de ce quartier en créant une liaison avec la Fondation Vasarely et la Bastide du Jas de Bouffan.

2.2 Les éléments de desserte du quartier Valcros-Constance prévus dans le cadre du projet de révision allégée n°2

Le projet de révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme intègre bien l'ensemble des éléments de desserte nécessaires pour assurer une bonne desserte du secteur de Valcros-Constance.

Il est rappelé à cet effet, que l'Orientation d'Aménagement et de Programmation n°6 La Constance prévoit que « les principaux accès se

situent en partie nord, en lien avec le Jas de Bouffan, et à l'Est à travers le nouveau franchissement de la voie ferrée en direction du secteur de l'Ensoleillée, récemment aménagé, et de la petite route des Milles. Le franchissement sud actuel de la voie ferrée (chemin des Aubépines) sera affecté aux transports en commun ».

Dans le projet de révision allégée, les principes de maillage inter-quartier et de circulation sont précisés dans cette même Orientation d'Aménagement et de Programmation de la façon suivante :

« - la circulation traversante est strictement limitée au boulevard qui relie le pont sur l'autoroute A51 avec le carrefour aménagé et le chemin des Aubépines et concentre les flux inter-quartiers.

- le chemin de Valcros dessert la campagne à l'Ouest mais la vitesse est limitée. Il est détourné afin de sanctuariser la partie centrale ».

Par ailleurs, le projet de révision allégée instaure des emplacements réservés de voirie destinés à la réalisation autant du maillage interne du secteur de la Constance que des liaisons inter-quartier. Les emplacements réservés présentent des largeurs suffisamment calibrées afin d'intégrer l'ensemble des usages (circulation des transports en commun, des automobiles, des cycles et des piétons) et d'absorber le trafic estimé. Un itinéraire de transport en commun en site propre traversera le quartier d'Est en Ouest. Il se raccordera au Nord à la ligne de bus à haut niveau de service via la route de Valcros, et au Sud du quartier, via le chemin des Aubépines vers la route départementale n°65.

Les infrastructures et liaisons nouvelles vont permettre de désengorger les axes empruntés actuellement qui saturent aux heures de pointe. En ce qui concerne l'accès Ouest, il n'aura aucun impact sur le chemin de Saint-Père qui conservera son statut de desserte riveraine.

En matière de nuisances acoustiques et atmosphériques, il est prévu dans le cadre de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation n°6 La Constance que la partie nord le long de l'autoroute A8, celle qui est la plus impactée par les nuisances sonores et atmosphériques générées par la circulation routière, fera l'objet de l'aménagement d'une bande de protection contre les nuisances sous forme de traitement paysager (merlons végétalisés, espaces plantés...).

L'Orientation d'Aménagement et de Programmation précise également que *« les éléments de protection acoustique, murs ou merlon de l'A8 seront absorbants et végétalisés. Leur hauteur résultera du calcul acoustique et du projet paysager. Ils permettront une réutilisation sur site d'une partie des déblais issus de l'aménagement de la zone ».*

De plus, la partie Nord accueillera préférentiellement des constructions à usage d'activités dans une profondeur permettant d'absorber le bruit et les

nuisances et de protéger ainsi les zones à vocation principale d'habitat du cœur du secteur. Pour ce faire, les documents graphiques du règlement du projet de révision allégée n°2 prévoient la création d'un zonage mixte à dominante d'activités et d'équipements le long de l'autoroute A8.

L'impact de la circulation et des nuisances qui lui sont associées sur l'environnement a été examiné dans le cadre de l'évaluation environnementale du projet de révision allégée n°2.

Enfin, les cheminements doux seront favorisés non seulement dans la partie à urbaniser du site, mais également dans les espaces naturels les plus intéressants, et l'Orientation d'Aménagement et de Programmation n°6 renforce à cet effet le projet prévu initialement par le Plan Local d'Urbanisme en prévoyant plusieurs parcours à destination des modes doux. Le vallon et les coteaux boisés, qui seront entièrement conservés sous forme de parc, seront rendus accessibles par un chemin de ronde situé à la rupture de pente qui offrira une vue dominante sur le parc en creux tout le long des abords des plateaux. Le talweg fera également l'objet d'un axe principal de liaisons douces en articulant les parties Est et Ouest du site. Les points de vue cézanniens seront valorisés à travers un parcours réunissant les lieux des différentes productions de Cézanne.

Lors de la mise à jour du dossier de concertation effectuée le 18 octobre 2018, les éléments de réponse sont apportés en matière de traduction réglementaire dans le cadre de la révision allégée n°2 de la trame viaire envisagée sous forme d'emplacements réservés, ainsi qu'en matière de maillage viaire dans l'Orientation d'Aménagement et de Programmation n°6 La Constance, notamment sur le statut du chemin de Valcros qui restera un chemin confidentiel qui n'a pas vocation à être une porte d'entrée du quartier depuis l'Ouest, ainsi que sur l'ajustement des liaisons douces à créer.

Le dossier de concertation précise également que des venelles intérieures aux îlots sont prévues dans le plan guide du programme d'aménagement du quartier.

En termes de niveau de desserte à la périphérie immédiate du quartier, les infrastructures routières et les modes de desserte en transport en commun à proximité du site -bus à haut niveau de service- qui conditionnent l'ouverture à l'urbanisation du quartier Valcros-Constance sont réalisés ou en cours d'achèvement et présentent une capacité suffisante pour desservir le quartier Valcros-Constance.

3. Le parti d'aménagement et l'insertion paysagère de l'urbanisation du quartier Valcros-Constance

Le parti d'aménagement consiste à urbaniser uniquement les plateaux en conservant le vallon, y compris la partie au nord du chemin de Valcros, et les coteaux boisés dans leur état naturel. Des interventions légères en feront un grand parc. Les

deux plateaux seront reliés par des circulations douces -grands escaliers et passerelle-.

La base de la composition urbaine est une trame régulière orientée vers la montagne Sainte-Victoire. Toute la trame urbaine du nouveau quartier de Valcros-Constance a été pensée afin de mettre en valeur ses espaces naturels, sa topographie, son patrimoine bâti -préservation et mise en valeur des bastides-, et les vues vers le grand paysage, notamment les vues vers la Sainte-Victoire immortalisées par Cézanne.

Le chemin de ronde situé à la rupture de pente arrête l'urbanisation et offrira une vue dominante sur le parc en creux tout le long des bords des plateaux. La transition ville-nature est radicale et la nature est préservée, car elle est entourée d'un espace public d'où on la regarde. Le parc sera équipé pour des loisirs de plein air auxquels s'ajoutent un réseau de chemins praticables pour la marche et le vélo. Les points de vue cézanniens structurent certains d'entre eux.

Élément signal du vallon, la Bastide de la Constance est visible depuis de nombreux points du parc. Les paysages se composent autour de cette figure emblématique, à l'instar d'une série en peinture, offrant au regard du promeneur des vues récurrentes et contrastées. Un des enjeux concerne plus particulièrement le patrimoine cézannien du site au vu des nombreuses toiles peintes par l'artiste sur le site. Les points de vue et les perspectives cézanniennes ont véritablement contribué à dessiner la trame urbaine orientée sur le grand paysage mais également les éléments marquants de la Constance.

Des figures singulières, repérées sur le plan par des points de vues dessineront le parcours réunissant les lieux des différentes productions de Cézanne. La balade à ciel ouvert sera à l'échelle du site. Depuis la porte de Valcros, elle rejoindra la crête de la colline, révélant à la fois la vue sur le pigeonier et la montagne Sainte-Victoire.

3.1 Analyse des observations relatives au parti d'aménagement et l'insertion paysagère de l'urbanisation du quartier Valcros-Constance

Certaines observations écrites portent sur la sensibilité paysagère du site de Valcros-Constance. Elles soulignent la nécessaire protection du patrimoine paysager, artistique et touristique de ce secteur. Certains auraient souhaité connaître la traduction réglementaire de ce projet plutôt que des images d'intention de projet dans le dossier de concertation.

Dans le cadre de la réunion publique de concertation, des questions ont été posées sur l'impact du projet sur l'environnement, et notamment sur la préservation des bastides existantes, mais aussi sur l'impact paysager de la création de l'échangeur A51/A8 sur les perspectives sur la montagne Sainte-Victoire. Il est

souligné par les participants à la réunion publique que le parti d'aménagement a évolué de façon significative et positive.

3.2 Le parti d'aménagement et l'insertion paysagère de l'urbanisation du quartier Valcros-Constance envisagés dans le projet de révision allégée n°2

Il est rappelé que l'ensemble du parti d'aménagement envisagé pour l'urbanisation du quartier Valcros-Constance tient compte de la valeur paysagère du site et s'organise selon les perspectives paysagères les plus intéressantes.

Ces perspectives sont mieux identifiées dans le cadre du projet de révision allégée n°2 dans l'Orientation d'Aménagement et de Programmation n°6 La Constance qui prévoit que les vues lointaines, notamment celles qui sont orientées vers la montagne Sainte-Victoire et le Pilon du Roy, guideront le tracé des voies et l'orientation des espaces publics.

L'Orientation d'Aménagement et de Programmation n°6 fait également désormais apparaître les lieux où Cézanne a peint en les identifiant sous la forme de points de vue cézanniens à valoriser. La Bastide de la Constance est maintenue, elle ne sera pas démolie.

Dans le cadre de la révision allégée n°2, les documents graphiques du règlement inscrivent les axes de composition urbaine et la préservation des perspectives à travers la trame viaire identifiée sous forme d'emplacements réservés et à travers les linéaires d'implantation des constructions.

En matière de mise en valeur de la trame végétale, il s'agit d'apporter une cohérence entre la protection de certains éléments de la trame végétale et la volonté d'ouvrir le secteur à l'urbanisation, comme le prévoit le Projet d'Aménagement et de Développement Durables dans son orientation 3.2 : « *Renforcer le rôle du végétal comme élément majeur de la qualité paysagère, y compris dans les zones urbaines* » et « *Intégrer la trame végétale (masses boisées, ripisylves, haies et arbres d'alignement) comme élément structurant du projet urbain* ».

Ainsi, lorsque la trame végétale présente un intérêt paysager et écologique fort, elle est renforcée. Les éléments de paysage remarquables autour des bastides sont préservés au regard du nouveau contexte d'urbanisation, en y apportant la protection adéquate (espace boisé classé ou élément éco-paysager). Il est notamment pertinent de préserver les haies remarquables jusqu'alors non identifiées, notamment autour de la Bastide de Valrose et du Chemin de Valcros pour leur conférer une valeur d'avenir. De même, l'olivieraie de la bastide Bellevue est maintenue.

En revanche, lorsque la trame végétale présente des enjeux moindres, la protection lorsqu'elle existe peut être reconsidérée notamment en regard de l'amélioration des éléments de desserte du secteur. Par exemple, afin d'aménager l'accès au futur parc

situé dans le vallonement, le projet d'un cheminement piéton amène à reconsidérer la protection de la trame végétale au droit des emprises du chemin. L'ensemble des espaces naturels qui sont préservés font l'objet d'un classement en zone naturelle et le parc fait l'objet d'un classement en secteur Ns.

Le projet d'urbanisation du quartier a fait l'objet d'une analyse de son impact sur l'environnement.

Le dossier de concertation a fait l'objet d'une complétude le 18 octobre 2018 sur les éléments de traduction réglementaire du parti d'aménagement ainsi que sur la synthèse de l'analyse de l'impact projet d'urbanisation du quartier sur l'environnement.

4. La dérogation à l'interdiction de construire dans une bande de 100 mètres par rapport à l'autoroute A8 imposée par l'article L.111-6 du Code de l'Urbanisme (loi Barnier).

Le secteur de la Constance est bordé au Nord par l'Autoroute A8 qui, au droit du périmètre de l'ouverture à l'urbanisation, est frappée d'une bande d'inconstructibilité de 100 mètres, conformément à l'article L.111-6 du code de l'urbanisme qui prévoit que: « *En dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de cent mètres de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations au sens du code de la voirie routière et de soixante-quinze mètres de part et d'autre de l'axe des autres routes classées à grande circulation* ».

L'objet de la révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme est de réaliser une étude au titre de l'article L.111-8 du code de l'urbanisme dite «loi Barnier» qui justifie que des règles d'implantation différentes sont «compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages».

4.1 Analyse des observations portant sur la dérogation à la loi Barnier

Dans le cadre de la réunion publique de concertation, seule une question a été posée sur l'intérêt de déroger à la loi Barnier et aucune remarque n'a été déposée par écrit à ce sujet.

4.2 Le choix de déroger à la loi Barnier dans le cadre de la révision allégée n°2

La volonté de déroger à la loi Barnier est liée au parti d'aménagement envisagé dans le Plan Local d'Urbanisme qui consiste à urbaniser les deux plateaux situés au Nord du quartier Valcros-Constance et donc la partie Nord qui longe l'autoroute A8. Il apparaît pertinent d'implanter des activités sur

cette frange Nord du quartier qui se situe en partie dans la marge de recul de 100 mètres de la loi Barnier. L'implantation d'activités le long de l'autoroute A8 est ainsi intégrée dans le parti d'aménagement, et permet de surcroît d'absorber les nuisances liées à l'autoroute. La dérogation à la loi Barnier permettra également de réaliser les aménagements liés à la réduction des nuisances sonores.

5. L'actualisation des cartes d'aléas hydrauliques dans le quartier Valcros-Constance

Le Plan Local d'Urbanisme a procédé à la qualification du risque inondation sur son territoire lors de son approbation. L'ouverture à l'urbanisation du secteur de Valcros-Constance va conduire à réaliser des travaux de nature à modifier la configuration des écoulements hydrauliques. La présente révision allégée n°2 adapte les cartes d'aléa et de risques en prenant en compte ces nouvelles conditions d'écoulement des eaux.

5.1 Analyse des observations portant sur l'actualisation des cartes d'aléas hydrauliques

Cet aspect de la révision allégée n°2 n'a fait l'objet d'aucune remarque lors de la concertation préalable.

En conclusion, il ressort de la phase de concertation préalable que la population qui a participé à cette concertation a pu s'exprimer sur les principaux sujets de la révision allégée n°2, et qu'elle a manifesté un intérêt particulier aux questions d'insertion du projet d'urbanisation dans le paysage.

A ce propos, elle a majoritairement souligné l'aspect qualitatif du projet du quartier Valcros-Constance en matière de composition urbaine et de préservation des paysages.

Seules les nuisances générées par les infrastructures existantes et à venir ont suscité des craintes et des demandes de complément d'information dans ce domaine. Les réponses apportées dans le cadre de la réunion publique ainsi que la complétude du dossier de concertation publique ont permis de donner des explications complémentaires à ce sujet.

Enfin, seule une remarque s'oppose manifestement au principe même d'ouvrir à l'urbanisation ce quartier qui mériterait selon elle, une protection totale en vue de la mise en valeur des paysages cézanniens.

Il ressort donc un bilan positif de la concertation, la population qui y a participé ayant majoritairement adhéré au projet d'urbanisation du quartier Valcros-Constance.

Le projet de révision allégée n°2 est donc prêt à être arrêté.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- ☐ Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.103-6, L.153-14 et suivants et R.153-12 prévoyant de tirer le bilan de la concertation à l'issue de la concertation et d'arrêter le projet de révision du Plan Local d'urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- ☐ La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- ☐ La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- ☐ La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- ☐ La délibération cadre n°URB 004-3562/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la révision allégée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- ☐ La délibération n°URB 003-3842/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2018 portant prescription de la révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence, fixant les objectifs de cette révision allégée ainsi que ses modalités de concertation ;
- ☐ La délibération n°2018_CT2_122 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mai 2018 portant arrêt des modalités de la collaboration entre le Conseil de Territoire et la commune d'Aix-en-Provence ;
- ☐ La réunion préalable portant sur les modalités de collaboration du 12 avril 2018 et les réunions de collaboration du 25 juin 2018 et 21 novembre 2018 ;
- ☐ Le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aix-en-Provence en vigueur ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- ☐ Qu'il appartient au Conseil de la Métropole de tirer le bilan de la concertation publique préalable à l'arrêt du projet de révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence.
- ☐ Que le projet de révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence dans l'ensemble de ses composantes a été mis à disposition des conseillers de Territoire au format numérique et au format papier au siège du Territoire du Pays d'Aix, ainsi que des conseillers métropolitains au format numérique et au format papier au siège de la Métropole afin qu'ils puissent en prendre connaissance.
- ☐ Que le projet de révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence est prêt à être arrêté.

Délibère

Article 1 :

Est tiré le bilan de la concertation publique préalable engagée pendant l'élaboration du projet de révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence qui a permis de confirmer les objectifs fixés par la révision et de faire ressortir un bilan positif, la population qui a participé à la concertation ayant majoritairement adhéré au projet d'urbanisation du quartier Valcros-Constance.

Article 2 :

Est arrêté le projet de révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence tel qu'annexé à la présente délibération.

Article 3 :

Est précisé que le projet de révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence arrêté fera l'objet d'un examen conjoint de l'État, de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de la commune intéressée et des personnes publiques associées à l'élaboration de cette révision allégée conformément à l'article L.153-34 du Code de l'Urbanisme.

Article 4 :

La présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de la Métropole et à l'Hôtel de Ville d'Aix-en-Provence conformément à l'article R.153-3 du Code de l'Urbanisme.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 011-5142/18/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Meyreuil - Engagement de la procédure de modification n°10 MET 18/9212/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolce Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB 001-3559/18/CM en date du 15 février 2018 le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le PLU de la commune de Meyreuil a fait l'objet :

- d'une procédure de modification n°1 approuvée par délibération du Conseil Municipal n°2014-DGS-DEL-104 en date du 11 juillet 2014 ;
- d'une procédure de modification n°2 approuvée par délibération du Conseil Municipal n°2014-DGS-DEL-105 en date du 11 juillet 2014 ;
- d'une procédure de modification simplifiée n°1 approuvée par délibération du Conseil Municipal n°2014-DGS-DEL-113 en date du 26 septembre 2014 ;
- d'une procédure de modification n°3 approuvée par délibération du Conseil Municipal n°2015-DGS-DEL-36 en date du 27 mars 2015 ;
- d'une procédure de modification n°4 approuvée par délibération du Conseil Municipal n°2015-DGS-DEL-37 en date du 27 mars 2015 ;

- d'une procédure de modification n°5 approuvée par délibération du Conseil Municipal n°2015-DGS-DEL-38 en date du 27 mars 2015 ;

- d'une procédure de modification n°6 approuvée par délibération du Conseil Municipal n°2015-DGS-DEL-127 en date du 16 décembre 2015 ;

- d'une procédure de modification n°8 approuvée par délibération du Conseil Municipal n°2017-DGS-DEL-66 en date du 3 juillet 2017 ;

- d'une procédure de modification n°7 approuvée par délibération du Conseil Municipal n°2017-DGS-DEL-111 en date du 12 décembre 2017 ;

- d'une procédure de modification simplifiée n°2 approuvée par délibération du Conseil de Métropole n° URB 013-4172/18/CM du 28 juin 2018 ;

- d'une procédure de modification simplifiée n°3 approuvée par délibération du Conseil de Métropole n° URB 013-4173/18/CM du 28 juin 2018 ;

- d'une procédure de modification simplifiée n°2 approuvée par délibération du Conseil de Métropole n° URB 013-4174/18/CM du 28 juin 2018 ;

Par courrier en date du 23 octobre 2018, la commune de Meyreuil a sollicité l'engagement d'une procédure de modification n°10 de son PLU afin, notamment :

- d'ouvrir à l'urbanisation les zones 7 AU et 8 AU ;
- d'apporter des modifications réglementaires.

Les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;

- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La délibération cadre n°URB 001-3569/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan Local d'Urbanisme et Plan d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le courrier de la commune de Meyreuil du 23 octobre 2018 sollicitant l'engagement de la procédure de modification N°10 du PLU ;
- Le PLU et ses évolutions successives approuvées de la commune de Meyreuil en vigueur .
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- ☐ Que la commune de Meryeuil a sollicité l'engagement d'une procédure de modification n°10 du PLU pour notamment ouvrir à l'urbanisation les zones 7 AU et 8 AU et apporter des modifications réglementaires.
- ☐☐ Que les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

Délibère

Article unique :

Le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente de la Métropole l'engagement de la procédure de modification n°10 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Meyreuil.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 012-5143/18/CM

**■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Fuveau - Engagement de la procédure de modification n°6
MET 18/8904/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB 001-3559/18/CM en date du 15 février 2018 le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le PLU de la commune de Fuveau a fait l'objet :

- d'une procédure de modification n°1 annulée par jugement du 4 octobre 2012 ;
- d'une procédure de modification n°2 approuvée par délibération n°42 du 30 mai 2011 ;
- d'une procédure de modification n°3 approuvée par délibération n°117 du 21 octobre 2013 ;
- d'une procédure de modification n°4 approuvée par délibération n°134 du 23 novembre 2015 ;
- d'une procédure de modification n°5 approuvée par délibération n°115 du 25 septembre 2017 ;
- d'une procédure de modification simplifiée n°1 approuvée par délibération n° 108 du 21 novembre 2011 ;
- d'une procédure de modification simplifiée n°2 approuvée par délibération n° 143 du 8 septembre 2014 ;
- d'une procédure de modification simplifiée n°3 approuvée par délibération n°150 du 21 décembre 2017 ;
- d'une mise à jour n°1 par arrêté n°402 du 5 août 2008 ;
- d'une mise à jour n°2 par arrêté n°105 du 26 janvier 2011 ;
- d'une mise à jour n°3 par arrêté n°638 du 15 juillet 2014 ;

- d'une mise à jour n°4 par arrêté n°896 du 22 décembre 2017;
- d'une mise à jour n°5 par arrêté n°897 du 22 décembre 2017.

Par courrier en date du 2 août 2018, la commune de Fuveau a sollicité l'engagement d'une procédure de modification n°6 de son PLU afin, notamment :

- d'apporter pour la zone UH des adaptations réglementaires et graphiques ponctuelles ;
- de modifier la liste des emplacements réservés.

Les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°URB 001-3569/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan Local d'Urbanisme et Plan d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le courrier de la commune de Fuveau du 2 août 2018 sollicitant l'engagement de la procédure de modification N°6 du PLU ;
- Le PLU et ses évolutions successives approuvées de la commune de Fuveau en vigueur ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune de Fuveau a sollicité l'engagement d'une procédure de modification n°6 du PLU pour notamment apporter des adaptations réglementaires et graphiques ponctuelles à la zone UH et modifier la liste des emplacements réservés.
- ☐ Que les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

Délibère

Article unique :

Le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente de la Métropole l'engagement de la procédure de modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Fuveau.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 013-5144/18/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Meyrargues - Engagement de la procédure de modification n°1 MET 18/8908/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB 001-3559/18/CM en date du 15 février 2018 le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le PLU de la commune de Meyrargues a été approuvé par délibération n°D2017-51U en date du 5 juillet 2017.

Par courrier en date du 17 septembre 2018, la commune de Meyrargues a sollicité l'engagement d'une procédure de modification n°1 de son PLU afin de, notamment :

- apporter des adaptations réglementaires ponctuelles au règlement,
- corriger des erreurs matérielles.

Les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- La délibération cadre n°URB 001-3569/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan Local d'Urbanisme et Plan d'Occupation des Sols)

entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;

- Le courrier de la commune de Meyrargues du 17 septembre 2018 sollicitant l'engagement de la procédure de modification N°1 du PLU ;
- Le PLU approuvé de la commune de Meyrargues en vigueur ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune de Meyrargues a sollicité l'engagement d'une procédure de modification n°1 du PLU pour notamment : apporter des adaptations réglementaires ponctuelles au règlement, corriger des erreurs matérielles.
- Que les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

Délibère

Article unique :

Le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente de la Métropole l'engagement de la procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Meyrargues.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 014-5145/18/CM

**■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Miramas - Engagement de la procédure de modification n° 1
MET 18/9224/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est créée par fusion des six intercommunalités des Bouches-du-Rhône :

Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, de l'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, du Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence et Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis 1^{er} janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le Plan local d'Urbanisme de la commune de Miramas a été approuvé par délibération n° 137/17 du 5 juillet 2017 et n'a fait l'objet d'aucune évolution depuis.

Monsieur le Maire de la commune de Miramas a sollicité le Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence afin qu'il saisisse le Conseil de la Métropole pour l'engagement de la procédure de modification pour permettre l'ouverture à l'urbanisation du secteur Oasis - Cœur de ville actuellement classé en zone 2AU au Plan Local d'Urbanisme opposable, ainsi que la mise en cohérence des règles régissant la zone UAb qui la jouxte.

Les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification

et de clarification du droit et des procédures administratives ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Miramas en vigueur ;
- Le courrier de Monsieur le Maire de Miramas demandant au Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence l'engagement de la procédure de modification du PLU ;
- La délibération du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence saisissant le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite de la Présidente l'engagement de la modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de Miramas ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune de Miramas a sollicité le Conseil de Territoire afin qu'il saisisse le Conseil de la Métropole pour l'engagement d'une procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme pour permettre l'ouverture à l'urbanisation du secteur Oasis-Cœur de Ville actuellement classé en zone 2AU au PLU opposable. Cette ouverture permettra la réalisation d'un projet urbain et paysager du site stratégique du quartier de la gare de Miramas qui va s'organiser autour d'un pôle d'échange multimodal d'audience métropolitaine et régionale. Ce projet a pour ambition :
 - La création d'un nouvel écoquartier,

- De soutenir et revitaliser le commerce de centre-ville,
- Le développement de services innovants et de l'artisanat,
- Le réaménagement et la requalification des espaces publics.
- Que, conformément à la délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole et le Conseil de Territoire, il convient que le Conseil Territoire saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

Délibère

Article unique :

Est sollicité de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Miramas.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 015-5146/18/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cornillon-Confoux - Approbation de la modification n° 1

MET 18/9284/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est créée par fusion des six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, de l'Agglopro Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, du Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence et Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis 1^{er} janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cornillon-Confoux a été approuvé par délibération n° 35 du Conseil municipal du 26 juin 2013.

L'arrêté du maire de la commune de Cornillon-Confoux n° 161/2017 du 20 novembre 2017 engage la procédure de modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme.

Cette procédure de modification a été sollicitée afin de modifier :

- l'emplacement réservé n° 40,
- les règles des emplacements réservés communaux destinés à la voirie,
- les règles liées aux possibilités d'extension des constructions en zone A pour les non agriculteurs,
- les règles de constructibilité en zone AU.

Les pièces du PLU qui font l'objet de modifications sont :

- les documents graphiques dites planches de zonage 1 et 3,
- le règlement.

Ces adaptations, qui ne remettent pas en cause l'économie générale du Plan Local d'Urbanisme relèvent du champ d'application de la procédure de modification telle que le prévoit le Code de l'Urbanisme.

Par délibération du 8 décembre 2017, le Conseil Municipal de Cornillon-Confoux a demandé au Conseil de la Métropole de solliciter du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence la poursuite de cette modification.

Par courrier en date du 11 décembre 2017, le Maire de Cornillon-Confoux a saisi la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) pour un examen au cas par cas du projet de modification n° 1 du PLU de Cornillon-Confoux. La MRAe a décidé, par avis du 8 février 2018, que le projet de modification n'était pas soumis à évaluation environnementale.

De ce fait, par délibération du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a accepté de poursuivre la procédure de modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de Cornillon-Confoux.

Le projet a été notifié aux personnes publiques associées qui n'ont apporté aucune observation.

Par arrêté n° 3/18 du 16 juillet 2018 le Président du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, en sa qualité de Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a prescrit l'ouverture et organisé les modalités de l'enquête publique.

Le commissaire enquêteur, Monsieur Michel Depoux, Ingénieur Chef, a été désigné par décision du Président du Tribunal Administratif de Marseille le 30 mai 2018. L'enquête s'est déroulée du vendredi 31

août 2018 au mercredi 3 octobre 2018 inclus, soit pendant 34 jours consécutifs.

Le dossier d'enquête publique était composé des pièces suivantes:

- Une notice de présentation de la modification n°1,
- Les planches graphiques impactées par la modification,
- Un extrait du règlement comprenant l'ensemble des articles impactés par la modification n°1,
- Les documents administratifs en lien avec la procédure.

Les pièces du dossier et un registre d'enquête étaient tenus à la disposition du public :

- à la Mairie de Cornillon-Confoux, 26 place Carsignol, 13250 Cornillon-Confoux, pendant la durée de l'enquête.
- à la Direction de l'Aménagement du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, Trigrance IV, allée de la Passe Pierre, 13800 Istres pendant la durée de l'enquête.

Le commissaire enquêteur était présent à la Direction de l'Aménagement du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, Trigrance IV, allée de la Passe Pierre, 13800 Istres, pour recevoir les observations écrites ou orales du public à la date et heures suivantes :

- Le mercredi 12 septembre 2018 de 14h à 16h30.

Le commissaire enquêteur était présent en mairie de Cornillon-Confoux, 26 place Carsignol, 13250 Cornillon-Confoux pour recevoir les observations écrites ou orales du public aux dates et heures suivantes :

- Le vendredi 31 août 2018 de 9h30 à 12h,
- Le jeudi 6 septembre 2018 de 9h à 12h,
- Le samedi 22 septembre 2018 de 9h à 12h,
- Le mercredi 3 octobre 2018 de 14h à 17h.

La clôture de l'enquête publique a eu lieu à l'issue de cette dernière permanence.

Un avis au public est paru dans les annonces de la Provence le 10 août 2018 et le 4 septembre 2018 et de la Marseillaise le 10 août 2018 et le 3 septembre 2018.

Les observations transmises pendant la durée de l'enquête publique par courrier postal, les observations écrites reçues par le commissaire enquêteur lors de ses permanences et les observations transmises par courrier électronique ont été annexées au registre d'enquête publique et étaient tenues à la disposition du public à la mairie de Cornillon-Confoux et à la Direction de l'Aménagement du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence et également consultables sur son site internet

(<http://www.ouestprovence.fr/index.php?id=1968>) pendant la durée de l'enquête publique.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur sont parvenus au Conseil de Territoire

Istres-Ouest Provence le 24 octobre 2018. Ils font état d'un avis favorable au regard des avis du public formulés au cours de l'enquête publique.

L'ensemble des observations formulées lors de l'enquête publique figure dans le rapport du commissaire enquêteur.

Ce rapport précise le cadre juridique encadrant la procédure, le descriptif du projet et la composition du dossier ainsi que l'organisation et le déroulement de l'enquête publique. Il fait état de l'ensemble des observations reçues et des réponses apportées. L'intégralité des réponses apportées par la Direction de l'Aménagement du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence figure dans le rapport. Ces réponses sont classées de manière identique au procès-verbal de synthèse remis au Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence le 5 octobre 2018, à savoir les emplacements réservés, les modifications en zone A, les modifications en zone urbaine et les observations hors périmètre des trois thématiques précédentes.

Durant les 5 permanences organisées pendant l'enquête publique, le commissaire enquêteur a reçu une vingtaine de personnes en mairie de Cornillon-Confoux et aucune à Istres.

Aucune observation n'a été consignée sur le registre d'Istres. Le registre de Cornillon-Confoux comprend 13 observations, et 7 courriers adressés au commissaire enquêteur.

4 observations ont été reçues par mail. 7 lettres ont été remises en main propre au commissaire enquêteur et sont annexées au registre de Cornillon-Confoux.

1 personne s'est déplacée pour se renseigner sans déposer d'observation.

Le registre de Cornillon-Confoux reprend l'ensemble des observations, celles ayant été formulées par mail ont été reprises car les personnes se sont déplacées pour s'entretenir avec le commissaire enquêteur.

Globalement les observations formulées ne sont pas en relation avec les modifications proposées à quelques exceptions près :

- La modification de l'emplacement d'une partie de l'Emplacement Réservé 40 a été appréciée par les personnes concernées,
- La modification des règles de constructibilité en zone à urbaniser a été critiquée par deux personnes. Il est clair que cette règle ne facilite pas la densification en zone urbaine, mais elle permet de préserver la nature du village de Cornillon-Confoux.

En synthèse, le commissaire enquêteur énonce que ce projet de modification a été l'occasion pour les habitants de se manifester sur le Plan Local d'Urbanisme de façon générale, mais la plupart des observations étaient hors sujet par rapport aux modifications envisagées. Il est à noter la richesse de certaines propositions qui mériteraient d'être examinées dans un autre cadre que celui de cette enquête publique.

Le bien-fondé de l'établissement de la modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cornillon-Confoux n'a pas été remis en cause au cours de cette enquête.

En conclusion, le Commissaire enquêteur compte tenu :

- des observations portées sur le registre d'enquête publique de la commune de Cornillon-Confoux,
- des éléments du dossier qui ont été analysés,
- des documents qui ont été consultés,
- de l'ensemble de l'argumentaire explicatif exposé dans le rapport d'enquête,
- du déroulement de cette enquête publique dans le respect des procédures,
- de sa nomination par le Tribunal Administratif de Marseille par décision du 30 mai 2018,

émet un avis favorable au projet de modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cornillon-Confoux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi Engagement National pour l'Environnement (ENE) n° 2011-12 du 5 janvier 2011 portant diverses dispositions réglementaires d'adaptation à la législation au droit de l'Union Européenne ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Renoué (ALUR) ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- L'arrêté du maire de la commune de Cornillon-Confoux n° 161/2017 en date du 20 novembre 2017 engageant la procédure de modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération de la commune de Cornillon-Confoux n° 51-17 en date du 8 décembre 2017 donnant son accord pour la poursuite par la Métropole AMP de la procédure engagée par arrêté du maire en date du 20 novembre 2017 ;
- La délibération cadre URB 001-3559/18/CM du 15 février 2018 du Conseil de la Métropole de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération n° URB 027-3585/18/CM du 15 février 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence actant la poursuite de la procédure engagée par la commune en date du 20 novembre 2017 ;
- L'arrêté n° 3/18 du 16 juillet 2018 du Président du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative à la modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cornillon-Confoux ;
- L'avis favorable du Commissaire Enquêteur du 22 octobre 2018, sur la procédure de modification n° 1 Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cornillon-Confoux ;
- La délibération du Conseil Municipal de Cornillon-Confoux du 9 novembre 2018 donnant un avis favorable à l'approbation du Projet de modification n° 1 de son Plan Local d'Urbanisme par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 29 novembre 2018 .

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'avis favorable du Commissaire Enquêteur ;
- Qu'aucune modification n'a été apportée au projet de modification suite aux observations formulées pendant l'enquête publique.

Délibère

Article unique :

Est approuvée la modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Cornillon-Confoux telle qu'annexée à la présente.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 016-5147/18/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rognac - Engagement de la procédure de modification simplifiée n° 1 MET 18/9285/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Rognac n'a fait l'objet d'aucune modification. Cependant, une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité a été lancée par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 28 juin 2018. Elle concerne l'aménagement d'un parc d'activités tertiaires sur la zone des Plans. Une seconde procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité a été lancée par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 13 décembre 2018 et concerne l'aménagement d'une opération mixte Habitat / Activités sur le secteur de « La Tête Noire ».

Par courrier de la commune de Rognac en date du 5 novembre 2018, puis par délibération du Conseil de Territoire du Pays Salonais en date du 10 décembre 2018, le Conseil de la Métropole a été saisi afin de solliciter du Président, l'engagement d'une procédure de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) concerné afin de corriger une erreur matérielle.

En effet, une erreur de retranscription de zonage de la carte de synthèse du SCOT Agglopolo Provence sur le plan de zonage général du PLU de la Commune est présente sur la parcelle cadastrée AB 96 (réserve d'eau brute des Barjacquets). Ce terrain a été effectivement classé par erreur au sein de la zone NP2 zone où sont présents des espaces naturels remarquables littoraux, alors qu'il s'agit d'une zone naturelle sans protection particulière au titre de la loi Littoral classé NCF1. Il s'agit donc d'inclure ce terrain en zone NCF1.

Ainsi, cette adaptation du PLU envisagée remplit les conditions définies par le Code de l'urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification simplifiée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le courrier de la commune de Rognac sollicitant du Conseil de Territoire du Pays Salonais qu'il saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement de la procédure de modification simplifiée du PLU ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 10 décembre 2018 saisissant le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite du Président l'engagement de la modification simplifiée n°1 du PLU de la Commune de Rognac et définissant les modalités de la mise à disposition du public ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rognac en vigueur.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune de Rognac a sollicité le Conseil de Territoire par courrier afin qu'il saisisse le Conseil de la Métropole pour l'engagement d'une procédure de modification simplifiée du PLU pour permettre de corriger une erreur matérielle de zonage.
- Que, conformément à la délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole et le Conseil de Territoire, il convient que le Conseil Territoire saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification simplifiée.

Délibère

Article 1 :

Le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rognac.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2018 et suivants de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 017-5148/18/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Berre l'Etang - Régularisation de la procédure d'approbation MET 18/9286/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopol Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Par délibération n°001336 du 23 mars 2017, le conseil municipal de Berre l'Etang a approuvé le plan local d'urbanisme de la commune. Cette délibération a été contestée devant le Tribunal administratif de Marseille dans le cadre de plusieurs recours en annulation.

Depuis le 1^{er} janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le PLU de la commune de Berre l'Etang a fait l'objet des procédures suivantes :

- Approbation du PLU par délibération du Conseil Municipal en date du 23 mars 2017 ;
- Engagement de la procédure de modification n° 1 du PLU par délibération du Conseil Municipal en date du 19 juin 2017 ;
- Engagement de la procédure de modification simplifiée n° 1 du PLU par arrêté municipal

en date du 29 novembre 2017, approuvée par le Conseil métropolitain le 18 mai 2018 ;

Par deux délibérations du 15 février 2018, le Conseil de Métropole a approuvé notamment la poursuite de la procédure de modification n° 1 du PLU de la Commune de Berre l'Etang ainsi que la poursuite notamment de la procédure de modification simplifiée n° 1 du PLU de ladite commune.

Par un jugement rendu le 13 septembre 2018, le Tribunal Administratif de Marseille a jugé que la délibération d'approbation du PLU du 23 mars 2017 précitée a été adoptée sur le fondement d'une procédure irrégulière faute d'envoi d'une note explicative de synthèse suffisante aux conseillers municipaux préalablement à la séance. Le Tribunal a invité à régulariser la procédure d'approbation du PLU sous un délai de quatre mois à compter de la notification de ce jugement.

Par délibération du 11 octobre 2018, le Conseil Municipal de la commune de Berre l'Etang a décidé d'approuver la démarche de régularisation liée à l'insuffisance de la note explicative de synthèse transmise aux Conseillers Municipaux préalablement à l'adoption de la délibération du 23 mars 2017, et a confirmé la délibération du 23 mars 2017 par laquelle le Conseil Municipal a approuvé le PLU et ce après avoir dûment pris connaissance de la note de synthèse annexée à la délibération du 11 octobre 2018.

Par courrier du 25 octobre 2018, au regard de la compétence dont dispose désormais la Métropole, la Commune de Berre l'Etang a saisi le Conseil de Territoire du Pays Salonais pour qu'il engage auprès de la métropole la démarche de régularisation de l'approbation du PLU de la commune de Berre l'Etang.

Par délibération du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 10 décembre 2018, le Conseil de Territoire a saisi le Conseil de la Métropole afin qu'il procède à l'approbation du PLU de la commune de Berre l'Etang après communication de la note explicative de synthèse aux conseillers métropolitains et régularise ainsi la procédure suivie conformément à la demande du Tribunal Administratif de Marseille.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;

- La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération du Conseil Municipal de la commune de Berre l'Etang du 11 octobre 2018 approuvant la démarche de régularisation liée à l'insuffisance de la note explicative de synthèse transmise aux Conseillers Municipaux préalablement à l'adoption de la délibération du 23 mars 2017, et confirmant la délibération du 23 mars 2017 par laquelle le Conseil Municipal a approuvé le PLU ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 10 décembre 2018 décidant d'engager auprès du Conseil de la Métropole la démarche de régularisation de l'approbation du PLU de la commune de Berre l'Etang ;
- Le PLU de la commune de Berre l'Etang en vigueur.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune de Berre l'Etang a approuvé la démarche de régularisation liée à l'insuffisance de la note explicative de synthèse transmise aux Conseillers Municipaux préalablement à l'adoption de la délibération du 23 mars 2017 et confirmé la délibération du 23 mars 2017 par laquelle le Conseil Municipal a approuvé le PLU et ce après avoir dûment pris connaissance de la note de synthèse annexée à la présente délibération ;
- Que, conformément à la délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole et le Conseil de Territoire, il convient que le Conseil Territoire saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que le Conseil de Territoire en date du 10 décembre 2018 a saisi le Conseil de la Métropole pour qu'il prenne acte de la régularisation de la procédure d'approbation du PLU de la commune de Berre l'Etang et approuve ladite régularisation.

Délibère

Article 1 :

Le Conseil de la Métropole, se substituant à la commune de Berre l'Etang au titre de la compétence PLU, approuve le PLU de la commune de Berre l'Etang après avoir dûment pris connaissance de la note de synthèse annexée à la présente délibération afin de régulariser la procédure d'élaboration du document d'urbanisme initialement engagée par la commune.

Article 2 :

Cette délibération fera l'objet des mesures de publicité à savoir :

- Affichage pendant un mois au siège de la Métropole et en Mairie de Berre-l'Etang ;
- Mention de cet affichage insérée dans un journal diffusé dans le département.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 018-5149/18/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Pelissanne- Engagement de la procédure de modification n° 1

MET 18/9288/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le PLU de la commune de Pelissanne a fait l'objet des procédures suivantes :

- Par délibération du 31 mars 2011, le Conseil Municipal a approuvé le PLU ;
- Par délibération du 24 janvier 2013, le Conseil Municipal a approuvé le PLU suite à l'annulation de la délibération du 31 mars 2011 par le Tribunal Administratif ;
- Par délibération du 28 mars 2013, le Conseil Municipal a réapprouvé les modifications simplifiées n° 1, 2 et 3 du PLU ;
- Par délibération du 28 septembre 2016, le Conseil Municipal a engagé la procédure de modification simplifiée avec enquête publique du PLU pour sa mise en conformité avec la loi dite « Grenelle » du 12 juillet 2010 ;

Par délibération en date du 15 février 2018, le Conseil de Métropole a approuvé notamment la poursuite de cette procédure de modification simplifiée du PLU de la Commune de Pelissanne.

Toutefois la Commune de Pelissanne a saisi par courrier le Conseil de Territoire du Pays Salonais afin de solliciter l'engagement d'une procédure de modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Pelissanne, correspondant à l'évolution de la procédure de modification simplifiée avec enquête publique du PLU de Pelissanne pour sa mise en conformité avec la loi dite « Grenelle II » du 12 juillet 2010, afin de soumettre à enquête publique unique d'une part ledit projet de modification simplifiée et d'autre part le projet d'instauration d'un Périmètre

Délimité des Abords (PDA) autour du Moulin Bertrand (Monument Historique Inscrit).

Par délibération du Conseil de Territoire du Pays Salonais en date du 10 décembre 2018, le Conseil de la Métropole a été saisi afin de solliciter de la Présidente l'engagement d'une procédure de modification n° 1 du PLU de la commune de Pelissanne, correspondant à l'évolution de la procédure de modification simplifiée avec enquête publique du PLU de Pelissanne pour sa mise en conformité avec la loi dite « Grenelle II » du 12 juillet 2010, afin de soumettre à enquête publique unique d'une part ledit projet de modification simplifiée et d'autre part le projet d'instauration d'un PDA autour du Moulin Bertrand (Monument Historique Inscrit).

Les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification de droit commun.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE)
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;

- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération du Conseil Municipal du 28 septembre 2016 portant sur l'engagement de la procédure de modification simplifiée du PLU de la commune de Pelissanne avec enquête publique du PLU pour une mise en conformité avec la loi dite « Grenelle II » du 12 juillet 2010
- La délibération du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant notamment sur la poursuite de ladite procédure de modification simplifiée de la commune de Pelissanne;
- Le courrier de la commune de Pelissanne sollicitant du Conseil de Territoire du Pays Salonais qu'il saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement d'une procédure de modification de droit commun du PLU ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 10 décembre 2018 saisissant le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite de la Présidente l'engagement de la modification n° 1 du PLU de la commune de Pelissanne, correspondant à l'évolution de la procédure de modification simplifiée avec enquête publique du PLU de Pelissanne pour sa mise en conformité avec la loi dite « Grenelle II » du 12 juillet 2010, afin de soumettre à enquête publique unique d'une part ledit projet de modification simplifiée et d'autre part le projet d'instauration d'un PDA autour du Moulin Bertrand (Monument Historique Inscrit) ;
- Le PLU de la commune de Pelissanne en vigueur ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune de Pelissanne a engagé, par délibération du Conseil Municipal du 28 septembre 2016, une procédure de modification simplifiée avec enquête publique de son PLU pour une mise en conformité avec la loi dite « Grenelle II » du 12 juillet 2010 ;
- Que le Conseil de la Métropole a délibéré favorablement, en date du 15 février 2018, notamment sur la poursuite de ladite

procédure de modification simplifiée de la commune de Pelissanne;

- Que la commune de Pelissanne a sollicité le Conseil de Territoire afin qu'il saisisse le Conseil de la Métropole pour l'engagement d'une procédure de modification n° 1 du PLU ;
- Que cette modification n° 1 du PLU correspond à une évolution de la procédure de modification simplifiée précédemment citée, afin de soumettre à enquête publique unique d'une part ledit projet de modification simplifiée avec enquête publique du PLU pour une mise en conformité avec la loi dite « Grenelle II » et d'autre part le projet d'instauration d'un PDA autour du Moulin Bertrand (Monument Historique Inscrit).
- Que, conformément à la délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole et le Conseil de Territoire, il convient que le Conseil de Territoire saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que le Conseil de Territoire en date du 10 décembre 2018 a saisi le Conseil de la Métropole pour qu'il sollicite de la Présidente l'engagement de la procédure de modification n° 1 du PLU de Pelissanne, correspondant à l'évolution de la procédure de modification simplifiée avec enquête publique du PLU de Pelissanne pour sa mise en conformité avec la loi dite « Grenelle II » du 12 juillet 2010, afin de soumettre à enquête publique unique d'une part ledit projet de modification simplifiée et d'autre part le projet d'instauration d'un PDA autour du Moulin Bertrand (Monument Historique Inscrit).
- Que les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

Délibère

Article 1 :

Le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Pelissanne, correspondant à l'évolution de la procédure de modification simplifiée avec enquête publique du PLU de Pelissanne pour sa mise en conformité avec la loi dite « Grenelle II » du 12 juillet 2010, afin de soumettre à enquête publique unique d'une part ledit projet de modification simplifiée et d'autre part le projet d'instauration d'un PDA autour du Moulin Bertrand (Monument Historique Inscrit).

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2018 et suivants de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 019-5150/18/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Rognac - Engagement d'une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité - Opération Mixte Habitat-Activités sur le secteur de "La Tête Noire"
MET 18/9290/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolice Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rognac n'a pas fait l'objet de procédures de modification. Cependant, une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité a été lancée par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 28 juin 2018. Elle concerne l'aménagement d'un parc d'activités tertiaires sur la zone des Plans.

Par délibération de la commune de Rognac en date du 15 novembre 2018, puis par délibération du Conseil de Territoire du Pays Salonais en date du 10 décembre 2018, le Conseil de la Métropole a été saisi pour l'engagement d'une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme concerné afin de permettre la réalisation de l'opération Mixte Habitat / Activités sur le secteur de « la Tête Noire ».

Cependant, la réalisation de cette opération nécessite que les règles fixées par le PLU en vigueur soient adaptées :

- Rapport de Présentation :

Le Rapport de Présentation du PLU sera mis à jour avec la notice présentant le projet d'aménagement du site, justifiant son intérêt général, étudiant son impact sur l'environnement et exposant les modifications à apporter au PLU en conséquence.

- Projet d'Aménagement et de Développement Durable :

Le PADD sera nécessairement modifié pour permettre le développement d'un secteur mixte. Le PLU classe effectivement l'ensemble du secteur en zone d'activités commerciales.

- Orientations d'Aménagement et de Programmation :

Une OAP intitulée « Le Littoral » concerne le site de projet. Or, ce site est porteur de projets d'équipements publics liés au tourisme et / ou à l'environnement. Cette opération mixte Habitat / Activités n'est donc pas compatible avec cette OAP. Celle-ci doit être adaptée en cohérence avec le projet pour redéfinir les orientations en tenant compte des études et notamment de la nécessaire évaluation environnementale de la présente déclaration de projet emportant mise en compatibilité. L'OAP existante sera plus particulièrement modifiée dans sa partie Nord.

- Règlement et zonage

Il convient de classer la zone concernée en zone 1AU et de réglementer ce secteur en y accueillant de l'habitat collectif, une résidence senior, des maisons de ville, des bureaux, des services et autres activités avec la création d'un équipement (écomusée) et d'un hôtel. Ce secteur permettra notamment d'accueillir un minimum de 25% de logements sociaux et une densité moyenne de 50 logements / hectare et de valoriser le littoral (coupures d'urbanisation à préserver, végétalisation des chaussées, éléments de patrimoine à préserver...). La hauteur des constructions ainsi que l'emprise au sol seront limitées afin de tenir compte de leur proximité avec l'étang et la zone naturelle.

La loi a institué un régime de mise en compatibilité du document d'urbanisme, qui permet notamment d'adapter les dispositions du PLU par rapport à un projet qui fait l'objet d'une déclaration d'intérêt général.

Aussi, la réalisation du projet, ainsi que les modifications à apporter au PLU, nécessitent d'engager la procédure susmentionnée.

La réalisation de ce projet réunit ces conditions dans la mesure où il présente un intérêt général lié à son impact économique, social et environnemental ainsi qu'à sa cohérence avec les documents de planification territoriale en vigueur.

I. Le contexte et la description du projet

La zone de « La Tête Noire » est une zone humide d'environ 11 hectares pour sa partie Sud. Il s'agit d'un espace en périphérie d'une zone urbanisée et industrialisée. Ce site est au cœur d'un milieu remarquable du point de vue écologique et paysager (au bord de l'Etang de Berre).

Comme cela est indiqué sur l'OAP du PLU actuellement applicable :

« La place occupée par les véhicules et infrastructures routières (trafic, voiries, parkings, etc.) contraint fortement le développement des liaisons douces et d'autres usages de cet espace.

Le tissu urbain, caractérisé par une forte mixité fonctionnelle, souffre d'un manque d'homogénéité et d'un bâti globalement dégradé, voire insalubre à certains endroits.

Les espaces publics sont vieillissants, les espaces de transitions sont mal entretenus (accès, parking, délaissés routiers, etc.) et les espaces libres sont pour la plupart à l'état de friche,

Les activités sont marquées par une forte concentration d'activités de réparation et de stockage automobile. »

Ce secteur est donc peu mis en avant. Il s'agit d'une entrée de ville dégradée.

L'aménagement de cette zone permettra donc une restructuration du site par l'accueil d'activités de bureaux, de services et autres activités (hôtel et écomusée) et par la création d'environ 500 logements sur le secteur (en incluant une offre à destination des seniors).

II. L'intérêt général du projet

A. Les objectifs du projet

- Les objectifs économiques et sociaux

L'aménagement de cette zone répond à des objectifs économiques. Il pourra, tout comme le projet de la future zone des Plans, permettre à la commune de

Rognac de renforcer son intégration à la dynamique économique métropolitaine et régionale.

Cette opération mixte va permettre d'accueillir des emplois certains et une diversification des activités économiques.

Ce secteur est également au cœur du dispositif de l'Appel à Projet « Repenser la périphérie commerciale ».

Cet Appel à Projet national du Ministère de la Cohésion des Territoires et des Relations avec les Collectivités Territoriales a été, en effet, remporté par la Métropole, les communes de Vitrolles et de Rognac. Il va permettre de restructurer cette zone à composante commerciale en perte d'attractivité, en lien avec les centres-villes voisins du site et en s'attachant à valoriser la proximité de l'Etang de Berre.

Le projet permettra également de diversifier l'offre de logements au sein de la Métropole et sur la commune de Rognac à proximité des principaux pôles d'emplois et de diversifier les typologies de logements sur le territoire (logements sociaux, logement intermédiaire, primo accession, accession libre).

La création de la résidence sénior également prévue au sein du projet renforcera sur la commune l'offre à destination des séniors.

Cette zone répondra à la volonté de la commune d'une recherche d'une nouvelle vocation et d'un nouveau fonctionnement des zones d'activités peu qualitatives le long de la RD113.

- Les objectifs en terme d'organisation urbaine

Ce projet s'inscrit dans le cadre d'une requalification d'entrée de ville. Il s'agit d'une véritable interface entre les Salins (zone humide à mettre en valeur) et le centre-ville.

L'aménagement paysager et architectural global offrira une nouvelle identité à ce secteur.

Les nouvelles constructions devront marquer un recul minimum par rapport à la voie afin de prendre en compte le risque lié au passage de canalisations de transport de matières dangereuses.

Les nouvelles constructions seront implantées à l'alignement pour améliorer la perception visuelle des constructions depuis l'extérieur et donner à la RD113 une vocation plus urbaine.

La hauteur des constructions et l'emprise au sol seront également limitées (prise en compte de la proximité de l'étang et de la zone naturelle).

Ce secteur sera requalifié en nouveau quartier de Rognac avec ses propres équipements (musée, commerces...). Il sera la liaison entre l'Etang et la ville liaison affirmée dans le PLU et notamment dans son

PADD. Les coupures d'urbanisation existantes seront préservées. Un réseau propre à l'opération sera créé afin de limiter les nuisances liées à la circulation sur la RD113.

- Les objectifs patrimoniaux et environnementaux

Ce site disposera d'un véritable aménagement paysager d'ensemble des abords de la RD113. Il est pourvu d'un hameau historique qui s'est développé grâce à sa position stratégique à proximité des routes principales et des ressources (sel, mer...). Il dispose d'éléments patrimoniaux à préserver : Port, Chapelle Saint-Jacques, Auberge du Logis des Cabannes.

De plus, les sentiers historiques sont à redécouvrir. Le projet permettra de créer un mail végétalisé en redécouvrant le chemin des Passadouires (aménagement d'un sentier de promenade accessible aux modes doux le long du littoral). La mise en valeur et la redécouverte des vallats existants et la préservation des respirations vertes est prévue.

L'objectif est de rechercher l'excellence environnementale en mettant en valeur les rives de l'Etang de Berre en se réappropriant l'étang comme un espace naturel. Le littoral sera en effet, valorisé avec l'accueil d'équipements et d'aménagements publics tournés vers le milieu naturel.

La population sera, par ailleurs, sensibilisée à la préservation de ce milieu naturel par la création d'un écomusée.

B. La cohérence du projet dans le développement urbain prévu aux documents de références (SCOT et PLU)

L'aménagement du quartier de « La Tête Noire » est en adéquation avec le Schéma de Cohérence Territorial (SCOT) en vigueur.

Le projet répond à l'objectif du PADD du SCOT à savoir « *la reconquête du front de l'Etang de Berre* » et donc à la réhabilitation de cet environnement littoral.

Il répond également à l'objectif de « *promouvoir et de construire les mobilités douces par l'aménagement d'un sentier littoral* ».

De plus, comme il est mentionné dans le SCOT, « *les entrées de ville sont considérées comme des sites de renouvellement urbain, dévolus à la mixité urbaine (habitat, commerce, services, équipements). La RDn 113 dans sa traversée de Salon, la Fare et Rognac est prioritaire pour cette action de requalification.* »

Ainsi, le Secteur de « la Tête Noire » s'inscrit parfaitement dans le PADD du SCOT en vigueur avec ses trois ambitions à savoir :

- « *La ville proche* » par le rapprochement entre l'emploi et l'habitat,
- « *La ville solidaire* » par la production d'un nombre suffisant de logements et une garantie de l'offre diversifiée de logement,
- « *La ville durable* » par l'encouragement du développement urbain et le développement de l'éco quartier, ou encore la valorisation de l'héritage paysager.

L'aménagement du secteur de « La Tête Noire » répond également aux objectifs généraux du PADD du PLU en vigueur à savoir « *favoriser le développement économique* » et « *inscrire Rognac dans son environnement naturel* ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;

- La délibération du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs pour les procédures de déclaration de projet emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme ;
- Le PLU en vigueur sur la Commune de Rognac ;
- La délibération de la commune de Rognac du 15 novembre 2018 sollicitant du Conseil de Territoire du Pays Salonais qu'il saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU afin de permettre l'opération Mixte Habitat / Activités La Tête Noire ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 10 décembre 2018 sollicitant le Conseil de la Métropole pour l'engagement de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Rognac pour l'opération Mixte Habitat / Activités du secteur « La Tête Noire » ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune de Rognac a sollicité le Conseil de Territoire par délibération en date du 15 novembre 2018 afin qu'il saisisse le Conseil de la Métropole pour l'engagement d'une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU ou du POS pour permettre l'opération Mixte Habitat / Activités du secteur « La Tête Noire » ;
- Que, conformément à la délibération Cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs, il convient que le Conseil Territoire saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que le projet d'aménagement de l'opération Mixte Habitat / Activités présente ainsi un intérêt général ;
- Qu'il convient, pour sa réalisation, d'adapter les règles du PLU de la commune de Rognac par une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du document d'urbanisme en vigueur.

Délibère

Article 1 :

Est engagée la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de la commune de Rognac pour permettre la réalisation de l'opération Mixte Habitat/Activités du secteur « La Tête Noire » déclarée d'intérêt général.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2018 et suivants de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 020-5151/18/CM

■ Plan d'Occupation des Sols tenant lieu de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cassis - Bilan de la mise à disposition au public et approbation de la procédure de modification n°6s MET 18/8760/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plans Locaux d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs, cette délibération s'étant substituée à la délibération cadre n°HN 063-193/16/CM du 28 avril 2016 définissant la répartition des compétences pour les procédures de modification des documents d'urbanisme entre le Conseil de la Métropole et le Conseil de Territoire Marseille Provence.

Le Plan d'Occupation des Sols de la commune de Cassis a fait l'objet de plusieurs procédures de

modifications, révisions simplifiées et modifications simplifiées ; la modification simplifiée approuvée au conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole du 19 décembre 2014 portait sur l'inscription d'un secteur de mixité sociale et la majoration des règles de hauteur sur la parcelle cadastrée CM 11, sise avenue Alphonse Daudet, pour la réalisation de logements locatifs sociaux.

Par délibération du 14 novembre 2017, la commune de Cassis a sollicité du Conseil de Territoire Marseille Provence qu'il saisisse le Conseil de la Métropole pour l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°6s afin de corriger une erreur matérielle émanant de la procédure susvisée ; en effet, le projet bénéficiant d'une assiette plus étendue, il convient d'inscrire un secteur de mixité sociale et d'étendre la majoration des règles de hauteur sur la parcelle cadastrée CM 10, mitoyenne de la parcelle CM 11, sise avenue Alphonse Daudet.

Les adaptations envisagées du POS tenant lieu de PLU remplissent les conditions définies par le Code de l'urbanisme pour y procéder par voie de modification simplifiée.

Par délibération du 15 mai 2018, le Conseil de Territoire Marseille Provence a demandé au Conseil de la Métropole de solliciter du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification du Plan d'Occupation des Sols tenant lieu de Plan Local d'Urbanisme de Cassis, sous la forme simplifiée et de définir les modalités de mise à disposition du dossier au public, conformément à l'article L. 153-47 du Code de l'urbanisme.

Par délibération du 18 mai 2018, le Conseil de la Métropole a sollicité du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°6s du POS tenant lieu de PLU de Cassis, sous la forme simplifiée.

Par arrêté n°18/093/CM du 22 juin 2018, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence a engagé la procédure de modification n°6s du POS tenant lieu de PLU de Cassis, conduite selon la procédure simplifiée prévue par le Code de l'urbanisme.

Par arrêté n°18/018/CT du 2 Août 2018, le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence a déterminé les modalités de la mise à disposition au public du projet de modification n°6s du POS tenant lieu de PLU de Cassis. Celle-ci s'est déroulée comme suit :

- un dossier comprenant le projet de modification, l'exposé de ses motifs ainsi qu'un registre dans lequel le public a pu consigner ses observations, a été déposé en mairie de Cassis et au siège de la Métropole

Aix-Marseille-Provence durant un mois, du 3 septembre 2018 au 3 octobre 2018 inclus.

- le dossier a été consultable sur une page dédiée du site internet de la Métropole Aix-Marseille-Provence durant la même période : www.marseille-provence.fr.
- les observations pouvaient être adressées par voie dématérialisée à l'adresse mail suivante : consultation-modif6plucassis@ampmetropole.fr.
- un avis au public est paru dans les annonces légales de « la Provence » et « la Marseillaise » les 23 Août 2018 et 4 septembre 2018.

A l'issue de la mise à disposition du dossier au public, aucune observation n'a été inscrite sur les registres déposés en commune et au Pharo, ni sur l'adresse électronique dédiée.

Le Conseil Municipal de la commune de Cassis a, par délibération du 8 novembre 2018, donné un avis favorable à l'approbation de la modification n°6s de son POS tenant lieu de PLU par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire de Marseille Provence a été saisi, par courrier de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour avis sur le présent projet de délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération du Conseil Municipal de Cassis du 14 novembre 2017 saisissant le Conseil de Territoire Marseille Provence afin qu'il demande au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de solliciter l'engagement de la procédure de modification du PLU ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire Marseille Provence et leurs présidents respectifs ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 mai 2018 saisissant le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite du Président l'engagement de la modification simplifiée n°6s du POS de la commune de Cassis et définissant les modalités de la mise à disposition du public ;
- La délibération du 18 mai 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence engageant la procédure de modification n°6s du POS valant PLU de la commune de Cassis ;
- L'arrêté d'engagement du 22 juin 2018 de la procédure de modification simplifiée n°6s du POS valant PLU de la commune de Cassis ;
- L'arrêté du 2 Août 2018 de mise à disposition de la modification simplifiée n°6s du POS valant PLU de la commune de Cassis ;
- La délibération du Conseil Municipal de Cassis du 8 novembre 2018 donnant un avis favorable sur le projet de modification n°6s du Plan d'Occupation des Sols valant Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cassis ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 11 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de modifier le Plan d'Occupation des Sols tenant lieu de Plan Local d'Urbanisme de Cassis en inscrivant un secteur de mixité sociale et en majorant les règles de hauteur sur la parcelle cadastrée CM 11, sise avenue Alphonse Daudet, pour la réalisation de logements locatifs sociaux ;
- Que l'objet de la modification entre dans le champ des procédures de modification des Plans Locaux d'Urbanisme, qui peuvent être menées sous la forme simplifiée telle prévue par le Code de l'urbanisme ;
- Que le projet de modification du POS tenant lieu de PLU a été tenu à disposition du public pendant un mois en mairie de Cassis, et au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence ainsi que sur le site internet de la Métropole, et que le public a pu exprimer son avis sur des registres ouverts à cet effet ;
- Qu'aucune observation n'a été inscrite sur les registres déposés en mairie de Cassis et au siège de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, ni par voie dématérialisée, pendant la période de consultation du public.

Délibère

Article 1 :

Est tiré le bilan de la mise à disposition au public du projet de la modification n°6s du Plan d'Occupation des Sols tenant lieu de Plan Local d'Urbanisme de Cassis.

Article 2 :

Est approuvée la modification simplifiée n°6s du Plan d'Occupation des Sols tenant lieu de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cassis telle qu'annexée à la présente.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 021-5152/18/CM

■ Instauration du droit de préemption urbain renforcé sur le secteur des Jalassières sur la commune d'Eguilles

MET 18/8710/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences des métropoles de droit commun et notamment la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu, en application de l'article L5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales. Sur le territoire du Pays d'Aix, cette compétence est devenue effective au 1er janvier 2018.

L'article L 211-2 alinéa 2 du Code de l'Urbanisme dispose que lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale est compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme, il est compétent de plein droit en matière de Droit de Préemption Urbain.

La commune d'Eguilles a approuvé son Plan Local d'Urbanisme par délibération n° 035/2017 du 21 mars 2017.

La zone des Jalassières d'environ 70 hectares, est située dans la partie Sud de la commune, le long de la route départementale 10. Elle présente, à ce jour, une activité économique diversifiée (industrielle, commerciale, artisanale et tertiaire) et quelques habitations. L'ensemble comprend plusieurs parcelles mutables ou non bâties et représente donc une disponibilité foncière importante pour la commune.

Dans ce secteur, le Plan Local d'Urbanisme vise à créer un véritable pôle de vie avec une mixité des fonctions : logements, commerces, services de proximité tout en confortant l'offre existante en termes d'activités. La création d'habitat permettra de répondre, en partie, aux objectifs de création de logements sociaux auxquels est soumise la commune.

Deux orientations d'aménagement et de programmation « le site Agate » et « le site des anciennes tuileries de Marseille » concernent ce secteur témoignant de la volonté forte de le faire évoluer.

Afin de mener à bien ces projets, une convention d'intervention foncière a été signée entre la Métropole, la commune d'Eguilles, l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur sur ce périmètre.

Suite à l'approbation de son Plan Local d'Urbanisme, la commune d'Eguilles a instauré un Droit de Préemption Urbain sur une partie de ces zones urbaines (U) et à urbaniser (AU) et notamment sur les zones UF, UX et 1AUx concernant la zone dite « Les Jalassières » par délibération du 14 décembre 2017.

Cependant, l'article L211-4 du Code de l'Urbanisme exclut de ce droit de préemption urbain les cas suivants :

- l'aliénation d'un ou plusieurs lots constitués soit par un seul local à usage d'habitation, à usage professionnel ou à usage professionnel et d'habitation, soit par un tel local et ses locaux accessoires, soit par un ou plusieurs locaux accessoires d'un tel local, le

tout compris dans un bâtiment soumis au régime de la copropriété soit depuis plus de dix ans, soit à la suite du partage total ou partiel d'une société d'attribution ;
- la cession de parts ou d'actions de société constituée en vue de l'attribution d'immeubles aux associés par fractions divisées ou de société coopérative de construction et donnant vocation à l'attribution d'un local d'habitation, d'un local professionnel ou d'un local mixte et des locaux qui lui sont accessoires ;
- l'aliénation d'un immeuble bâti pendant une période de quatre ans à compter de son achèvement.

L'article précise que ces cessions peuvent être soumises au droit de préemption si le titulaire décide de l'appliquer par une délibération motivée.

Or, pour faciliter l'aboutissement des projets menés dans ce périmètre, il importe que toutes les transactions intervenant dans ce secteur soient connues afin de permettre la mobilisation des terrains nécessaires.

Ainsi la Métropole Aix-Marseille-Provence, souhaite instaurer un droit de préemption urbain renforcé sur le périmètre de la convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment les articles L210-1 et L211-1 et suivants, R211-1 et suivants et L300-1
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° 035/2017 du Conseil Municipal d'Eguilles du 21 mars 2017 approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la commune ;
- La délibération n°098/2017 du Conseil Municipal d'Eguilles du 14 décembre 2017, instaurant le droit de Préemption Urbain notamment sur le secteur dit « Les Jalassières » ;
- La délibération n° URB 007-1225-16-BM du Bureau de la Métropole du 30 décembre 2016 approuvant la convention d'intervention foncière en phase impulsion-réalisation entre la Métropole, l'Etablissement Public Foncier

Provence-Alpes-Côte d'Azur et la commune d'Eguilles sur le secteur des Jalassières d'une superficie de 72 hectares environ ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente pour instaurer le droit de préemption urbain renforcé sur la commune d'Eguilles.
- La nécessité de disposer de moyens réglementaires pour favoriser l'aboutissement des projets sur le secteur des Jalassières.

Délibère

Article unique :

Est approuvée l'instauration du Droit de Préemption Urbain Renforcé (DPUR) sur le site des Jalassières à Eguilles dont le périmètre figure sur le plan annexé au dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 022-5153/18/CM

■ Instauration du droit de préemption urbain sur la commune de Saint-Cannat MET 18/8724/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu, en application de l'article L5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

L'article L 211-2 alinéa 2 du Code de l'Urbanisme dispose que lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale est compétent en

matière de Plan Local d'Urbanisme, il est compétent de plein droit en matière de Droit de Préemption Urbain.

Par délibération du 13 décembre 2018, le Conseil métropolitain vient d'approuver le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Cannat.

L'adoption de ce nouveau document d'urbanisme permet l'instauration d'un périmètre de Droit de Préemption Urbain qui ne s'appliquait plus sur la commune suite à la caducité du Plan d'occupation du Sol depuis le 27 mars 2017.

Conformément aux articles L210-1 et L300-1 du Code de l'Urbanisme, ce droit de préemption permet au titulaire d'acquérir certains biens, à l'occasion de leur vente, en vue de la réalisation dans l'intérêt général d'actions ou d'opérations ayant pour objet de mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, de favoriser le développement des loisirs et du tourisme, de réaliser des équipements collectifs ou des locaux de recherche ou d'enseignement supérieur, de lutter contre l'insalubrité et l'habitat indigne ou dangereux, de permettre le renouvellement urbain, de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti ou pour permettre la constitution des réserves foncières en vue de la réalisation desdites actions ou opérations d'aménagement.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite instaurer le droit de préemption urbain sur les périmètres des zones urbaines (U) et à urbaniser (AU) du Plan Local d'Urbanisme en vigueur de la commune de Saint-Cannat afin de lui permettre de mener à bien sa politique foncière et de favoriser l'aboutissement des projets sur son territoire.

Les effets juridiques attachés à la délibération auront pour point de départ l'exécution de l'ensemble des formalités de publicité prescrites à l'article R221-2 du Code de l'Urbanisme.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L210-1 et L211-1 et suivants, R211-1 et suivants et L300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 approuvant le Plan Local d'Urbanisme de Saint-Cannat ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'adoption du PLU de Saint-Cannat permet l'instauration du droit de préemption sur le territoire de la commune.
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente pour instaurer le Droit de Préemption Urbain.
- La nécessité de disposer de moyens réglementaires pour mettre en œuvre la politique foncière et favoriser l'aboutissement des projets sur la commune de Saint-Cannat.

Délibère

Article unique :

Est approuvée l'instauration du Droit de Préemption Urbain (DPU) sur les périmètres des zones urbaines (U) et à urbaniser (AU) du Plan Local d'Urbanisme en vigueur de Saint-Cannat.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 023-5154/18/CM

■ Accord de la Métropole Aix-Marseille-Provence relatif au lancement d'une Déclaration d'Utilité Publique pour réserve foncière par l'Etablissement Public Foncier PACA - Quartier de Gare à Plan-de-Campagne

MET 18/8731/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le secteur du quartier de Gare à Plan-de-Campagne, situé au Nord-Est de la commune des Pennes-Mirabeau, à proximité de l'autoroute A51, représente un espace de développement stratégique pour les acteurs publics afin d'y développer un nouveau

quartier à proximité du futur pôle d'échanges multimodal. En effet, la réalisation d'un projet d'aménagement autour de la gare de Plan-de-Campagne permettrait d'améliorer les services de transports en commun, de moderniser les équipements existants et d'améliorer l'environnement immédiat autour de l'équipement public.

Lors du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a défini les critères de l'intérêt métropolitain des opérations d'aménagement parmi lesquels « le caractère structurant de l'opération pour la mise en œuvre des orientations métropolitaines notamment en matière d'aménagement et d'équilibre de l'habitat » ainsi que « la prise en compte dans le programme de l'opération de l'articulation habitat-transport et des démarches environnementales ».

Ainsi, en considération du caractère stratégique du secteur du quartier de gare de Plan-de-Campagne en matière d'aménagement, d'habitat et de transports, l'opération d'aménagement a été déclarée d'intérêt métropolitain par délibération du Conseil de la Métropole du 18 mai 2018.

Sur le plan foncier, la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune des Pennes-Mirabeau et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur ont signé en octobre 2017 une convention d'intervention foncière en phase anticipation sur le secteur du quartier de gare à Plan-de-Campagne. Le conventionnement porte sur un périmètre d'intervention de 20 hectares et une enveloppe financière d'un montant de 12,5 millions d'euros est mobilisée afin de permettre à l'opérateur foncier de procéder aux acquisitions nécessaires à la mise en œuvre du projet.

L'opérateur foncier a déjà engagé des négociations amiables qui lui ont permis d'acquérir un local commercial en décembre 2017. Cependant, compte-tenu de la dureté foncière du secteur et afin d'assurer une maîtrise foncière certaine des tènements nécessaires à la mise en œuvre de l'opération, une procédure de déclaration d'utilité publique pour réserve foncière devra être engagée par l'Etablissement Public Foncier PACA. Le périmètre retenu pour la mise en œuvre de la procédure de déclaration d'utilité publique représente une superficie d'environ 29 hectares.

Selon les premières estimations issues des éléments préparatoires du dossier de déclaration d'utilité publique, le montant global nécessaire pour acquérir le foncier par voie d'expropriation s'élève à 18 millions d'euros.

Ainsi, la présente délibération a pour objet d'autoriser l'Etablissement Public Foncier PACA, sur la base des éléments susvisés, à engager une procédure de déclaration d'utilité publique pour réserve foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Expropriation pour Cause d'Utilité Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°URB 023-2781/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2018 définissant les critères de l'intérêt métropolitain des opérations d'aménagement ;
- La délibération n° URB 014-3853/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2018 déclarant l'intérêt métropolitain de l'opération d'aménagement quartier de gare aux Pennes-Mirabeau ;
- La délibération n° URB 003-1673/17/BM du Bureau de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant la convention d'intervention foncière en phase anticipation avec l'EPF PACA et la commune des Pennes-Mirabeau ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'autoriser l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur à engager une procédure de déclaration d'utilité publique pour réserve foncière sur le périmètre indiqué ci-dessus.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe de lancement d'une procédure de déclaration d'utilité publique pour réserve foncière portée par l'Etablissement Public Foncier PACA, sur un périmètre d'une superficie totale de 29 hectares.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer toutes les pièces liées à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 024-5155/18/CM

■ Déclaration de projet dans le cadre de la Déclaration d'Utilité Publique de l'opération d'aménagement "Cap Horizon" à Vitrolles MET 18/8747/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite poursuivre l'opération d'aménagement "Cap Horizon" et la procédure engagée. Aussi, elle doit se prononcer par une déclaration de projet portant sur l'intérêt général de l'opération en application des articles L. 126-1 du Code de l'Environnement et L. 122-1 du Code de l'Expropriation.

Comme précisé à l'alinéa 2 de l'article L. 126-1 du Code de l'Environnement, « *La déclaration de projet mentionne l'objet de l'opération tel qu'il figure dans le dossier soumis à l'enquête et comporte les motifs et considérations qui justifient son caractère d'intérêt général. La déclaration de projet prend en considération l'étude d'impact, les avis de l'autorité environnementale et des collectivités territoriales et de leurs groupements consultés en application du V de l'article L. 122-1 et le résultat de la consultation du public. Elle indique, le cas échéant, la nature et les motifs des principales modifications qui, sans en altérer l'économie générale, sont apportées au projet au vu des résultats de l'enquête publique. En outre, elle comporte les éléments mentionnés au I de l'article L. 122-1-1 du Code de l'Environnement* ».

Le Préfet des Bouches-du-Rhône a saisi la collectivité à ce titre par courrier du 20 Septembre 2018.

La présente délibération fera l'objet des mesures de publicité prévues aux articles R.126-1 et suivants du Code de l'Environnement.

Rappel des étapes ayant précédé la déclaration de projet :

Un diagnostic en matière d'économie et de déplacements a été réalisé sur Vitrolles en 2011 par l'AUPA, avec des propositions pour le secteur Couperigne / Gare / Estroublans. Une étude relative à la définition du programme économique du projet a été également menée par le cabinet ELAN, en complément des études préalables qui ont été

produites par CITADIA/ECOMED/SLH/EVEN CONSEIL

Suite aux études de faisabilités, le Conseil Communautaire de la CPA a approuvé le 18 Juillet 2013, la mise en œuvre de l'opération « Vitrolles Cap Horizon » sous forme de ZAC d'intérêt communautaire.

La concertation préalable à la création de la ZAC de Cap Horizon a été ouverte par délibération du Conseil communautaire du 10 octobre 2013, conformément à l'article L.300-2 du Code de l'urbanisme alors applicable. Cette phase de concertation s'est déroulée entre le mois de septembre 2014 et le mois d'avril 2015 auprès des habitants, en associant les acteurs économiques locaux aux réflexions stratégiques. Les avis exprimés ont mis en exergue le souhait d'un projet d'aménagement dynamique respectueux de l'offre existante sur la zone tout en étant ambitieux sur sa programmation économique et environnementale, son offre en déplacements et services. Le bilan de la concertation a été approuvé le 21 Mai 2015.

Par délibération du 11 Juin 2015, le Conseil communautaire a confié la réalisation de l'opération à la SPLA Pays d'Aix Territoires par le biais d'un traité de concession d'aménagement. La SPLA Pays d'Aix Territoires est donc chargée du dossier de réalisation, de la mise en œuvre du programme des équipements publics et de la commercialisation des lots.

Le dossier de réalisation de la Z.A.C, le programme des équipements publics et leur financement ont été approuvés par délibération du Conseil de Communauté en date du 17 décembre 2015.

Une procédure de mise en compatibilité du PLU a été menée sous forme de déclaration de projet pour faire évoluer le plan local d'urbanisme de Vitrolles et permettre la mise en œuvre opérationnelle du projet Cap Horizon, approuvée par délibération du conseil municipal en date du 15/12/2016.

Afin de permettre la réalisation de cette opération d'aménagement, une convention d'intervention foncière tripartite CPA/Commune de Vitrolles/ l'Établissement Public Foncier (EPF) de Provence-Alpes-Côte d'Azur a été signée en juin 2013 afin que l'EPF procède aux acquisitions foncières, à l'amiable et par voie de préemption, nécessaires au projet dans les périmètres de ZAC, de ZAD et de cette DUP.

Les négociations amiables conduites depuis l'origine par l'EPF ont permis d'acquérir 33 hectares de foncier pour 23 M€. L'EPF a déjà procédé aux cessions auprès de la SPLA de 20 ha de terrain, les emprises foncières restant à acquérir représentent 13 ha.

Les dossiers d'utilité publique et d'enquête parcellaire conjointe qui ont fait l'objet d'une enquête publique permettront ainsi à l'EPF d'assurer la maîtrise foncière nécessaire à terme.

Rappel du projet « Cap horizon » :

L'opération « Cap Horizon » est non seulement une opération de requalification et de renouvellement urbain des espaces d'activités de Vitrolles, mais aussi une opération qui répond à deux problématiques :

- Le développement des mobilités au sein du bassin d'emploi en connectant la Gare SNCF Vitrolles – Aéroport MARSEILLE PROVENCE (dite « VAMP » ou gare des Aymards), à son environnement (lien avec le plateau haut, liens avec les quartiers périphériques, lien avec l'aéroport) pour en faire un véritable pôle d'échanges multimodal.
- Le développement économique en proposant une offre territoriale dédiée à l'activité dans un cadre urbain renouvelé de qualité et attractif.

Réparti sur un périmètre total de 110 ha, le projet « Cap Horizon » est destiné à créer une offre de locaux d'activités, d'industrie et de bureaux, au sein d'un véritable nouveau quartier de ville. Par le traitement des espaces publics, le développement des transports en commun et des modes de déplacement doux, cet espace central actuellement sous-utilisé sera dynamique et attractif à une échelle métropolitaine.

Ce projet d'aménagement comprend notamment :

- Le développement d'un véritable pôle d'échanges multimodal en cœur de projet, permettant le rabattement des flux aéroport / airbus / ville, composé de :
 - la gare basse VAMP reliée à la voie ferrée,
 - un pôle d'échanges sur les Estroublans (BHNS, gare routière et parking silo),
 - un lien direct Estroublans / Couperigne (escalator, ascenseurs pour les Personnes à Mobilité Réduite),
 - l'aménagement d'un site propre pour la circulation d'une navette permettant de relier directement Aéroport / Airbus / gare VAMP,
 - un désenclavement routier de l'espace économique,
 - une accessibilité améliorée de la gare sur l'espace de Couperigne – itinéraire plus lisible et plus direct depuis le Sud,
 - la création d'un nouvel accès depuis la RD 113 : accès à la zone des Estroublans et à un espace de stationnement (parking silo).
- Des produits immobiliers pour l'activité économique, avec la cession de 180 000 m² de foncier équipé pour le développement d'un programme d'environ 240 000 m² de surface de plancher de constructions.

Afin de répondre au positionnement de CAP Horizon en termes de filières, l'opération doit proposer de l'immobilier dédié pour de l'économie productive : des modules de petites surfaces incluant une mixité entre des espaces productifs de type ateliers ou espace de stockage et des espaces tertiaires et techniques, et ce dans un environnement à haut niveau de services pour les salariés et pour les entreprises.

La mise en œuvre du projet a été divisée en deux secteurs :

V. Le secteur nord de Couperigne en vue de la cession du foncier destiné à recevoir des programmes immobiliers directement soumis à permis de construire. Ces cessions se sont déroulées dans le cadre d'une procédure de dialogue compétitif pour le choix des opérateurs, conduite par l'Établissement Public Foncier PACA, et pour lequel les aménagements connexes sont confiés à la SPLA, Société Publique Locale d'Aménagement Pays d'Aix Territoires.

VI. Les secteurs sud de Couperigne, la Cuesta, la gare VAMP et le secteur Nord des Estroublans, nécessitant d'importants travaux d'aménagement et de réalisation d'équipements publics, dans le cadre d'une zone d'aménagement concertée (ZAC) qui a été approuvée le 17 décembre 2015 et dont la mise en œuvre a aussi été confiée à la SPLA Pays d'Aix Territoires.

Prise en considération de l'étude d'impact et de l'avis de l'autorité environnementale

Les projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements qui, par leur nature, leurs dimensions ou leur localisation sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement et la santé humaine sont précédés d'une étude d'impact.

Tel est le cas de la réalisation du projet « Cap Horizon », soumis à étude d'impact au regard de l'annexe de l'article R.122-2 du Code de l'Environnement.

Les principaux impacts du projet sur le milieu concernent la phase chantier qui peut entraîner une perturbation/dérangement sur l'environnement, et les nouvelles constructions avec des effets notamment sur l'imperméabilisation des sols et le paysage. Un ensemble des mesures de réduction et d'évitement ont été déterminé afin de réduire ou compenser les effets du projet.

L'étude d'impact du projet de la ZAC « Cap Horizon » a été transmise pour avis à l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement.

L'autorité environnementale prévue au Code de l'Environnement a émis le 2 avril 2015 un avis

favorable sur l'étude d'impact du projet « Cap Horizon ».

Un mémoire a été produit en réponse aux questionnements et demandes de compléments à réaliser dans le cadre du dossier de réalisation. Ainsi, le dossier a été complété par les résultats des études complémentaires relatives aux problématiques suivantes :

- Compensation écologique dans le cadre du dossier Conseil National de la Protection de la Nature
- Fonctionnement hydraulique de la zone en vue de son aménagement
- Impact du parking relais (avec l'évaluation des déplacements et la pollution engendrées/évitées)
- Cahier des Charges de Cession de Terrain

Dans le cadre des mesures de réduction et de compensation des impacts du projet, le maître d'ouvrage s'engage à mettre en œuvre les actions suivantes :

- Réduction de l'emprise sur les habitats naturels à enjeu accueillant l'Hélianthème à feuille de marum et l'Ophrys de Provence, avec la préservation des parcelles situées au nord-est de la zone, de part et d'autre de la voie ferrée, et au sud, le long du chemin longeant la voie ferrée.
- Adaptation des bassins de rétention en faveur de la faune locale, avec l'aménagement de l'un des 3 bassins de rétention prévus, situé le plus au nord, de manière à ce qu'il puisse être exploité par la batrachofaune pour la reproduction.
- Adaptation du phasage des travaux à la phénologie des espèces faunistiques à enjeux (chiroptères, amphibiens, avifaune). Ainsi, il est proposé de réaliser les travaux de libération des emprises (débroussaillage et coupe d'arbres) et de terrassement entre début octobre et fin février.
- Limitation et adaptation de l'éclairage – évitement de l'effarouchement de certaines espèces de chauves-souris, particulièrement au niveau du corridor arboré en bordure de voie ferrée.
- Maintien des corridors paysagers existants, notamment le cordon boisé situé au nord-ouest de la voie ferrée.
- Respect des emprises du projet.
- Intégration et gestion écologique d'espaces verts qui seront créés après les travaux de terrassement et de construction des espaces bâtis.

De plus, au regard des impacts résiduels pressentis, des mesures à vocation compensatoire sont programmées dans le cadre de la dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces animales et végétales protégées. À ce titre, les mesures de compensations retenues porteront sur :

- la restauration, la gestion et l'entretien par du pastoralisme de 13 hectares de milieux ouverts à semi-ouverts (pelouses sèches et garrigue),
- et la création de 0,5 hectare de zone humide, sous forme de mares, favorables aux batraciens.

Dès à présent, le maître d'ouvrage a déjà acquis et continue l'acquisition de terrains en périphérie du projet de ZAC dans l'optique d'y développer un programme de gestion durable et favorable aux espèces impactées dans le cadre du présent projet.

Des travaux de réouverture du milieu en cours de fermeture pourraient également permettre la réinstallation d'espèces de flore et de reptiles présente aujourd'hui à proximité.

Concernant spécifiquement les deux espèces de flore protégées, une mesure de transplantation des stations observées au sein de l'emprise de la ZAC, sur le secteur Nord, vers les parcelles à vocation compensatoire pourrait être envisagée. Il est ainsi prévu la récolte et l'ensemencement de graines d'Hélianthème et d'Ophrys.

En phase chantier, les mesures de réduction des impacts et d'encadrement des travaux porteront essentiellement sur :

- Mise en défens des secteurs à enjeu écologique notable.
- Audit écologique et encadrement des travaux, notamment à travers la formation et la sensibilisation des entreprises à la prise en compte des enjeux écologiques, afin de vérifier leur bon respect avant-pendant-après travaux. Ils permettront notamment de repérer avec le chef de chantier les secteurs à éviter (pelouses, haies...), les précautions à prendre et vérifier la bonne application des mesures d'intégration écologique proposées.

Enfin, une gestion écologique appropriée sera mise en œuvre sur les surfaces évitées et à conserver après la mise en service des aménagements. Cette gestion portera notamment sur les modes d'entretien des espaces conservatoires (débroussaillage, pâturage, gestion des éventuels déchets, etc.). Pour ce faire, un plan de gestion écologique complétant le plan de gestion sociale de la ZAC va être établi de sorte à dégager les budgets nécessaires à la gestion des espaces verts de la future ZAC.

Une démarche spécifique sera également menée pour le suivi de la reconquête des habitats et des

aménagements spécifiques par certaines espèces végétales (Hélianthème et Ophrys) et animales (amphibiens, orthoptères, coucou geai, reptiles).

L'ensemble de ces mesures ont été présentées et validées dans le cadre de la dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces protégées (dossier CNPN), délivrée par l'arrêté préfectoral du 2 novembre 2015.

Le chiffrage global prévisionnel des mesures en faveur de la biodiversité s'élève à environ 178 900 €, hors coûts d'acquisition des terrains.

Déroulement de l'enquête et prise en compte de la participation du public :

L'enquête publique unique préalable à la DUP et l'enquête parcellaire

Dans le cadre de cette opération, l'Établissement Public Foncier de Provence-Alpes-Côte d'Azur agissant au nom et pour le compte de la Métropole a sollicité M. le Préfet pour l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique concernant le projet d'aménagement Cap horizon sur la commune de Vitrolles. Il a également été demandé d'engager conjointement une enquête parcellaire à l'encontre de tous les propriétaires des parcelles comprises dans le périmètre du projet.

Ces enquêtes conjointes se sont déroulées du 12 juin 2018 au 13 juillet 2018 inclus, sous l'égide de M. le commissaire enquêteur désigné le 28 mars 2018 par le Président du Tribunal Administratif de Marseille.

Résultats de l'enquête publique préalable à la DUP

À l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur a établi un rapport en date du 13 août 2018 et rédigé des conclusions motivées. Le commissaire enquêteur a émis un avis favorable sans réserve et sans recommandation en ce qui concerne le volet relatif à l'utilité publique de l'opération projetée d'une part et le volet relatif au parcellaire nécessaire aux opérations d'acquisitions ou d'expropriations prévues pour la réalisation de l'opération d'autre part.

Il convient également de rappeler qu'avant l'établissement du rapport, un document de synthèse rassemblant les observations et les thèmes évoqués par le public durant la période de l'enquête a été remis le 18 juillet 2018 à l'Établissement Public Foncier de Provence-Alpes-Côte d'Azur agissant au nom et pour le compte de la Métropole. Ce dernier a remis le 2 août 2018 un mémoire en réponse au commissaire enquêteur.

Motifs et considérations qui justifient le caractère d'intérêt général de l'opération :

L'opération d'aménagement, les ouvrages et travaux prévus dans le projet « Cap Horizon » à Vitrolles présentent le caractère d'un projet d'intérêt général pour les motifs et considérations suivantes :

- Le projet contribue au développement du territoire métropolitain par :
 - la mise en valeur de la gare VAMP
 - la création d'un pôle d'échange multimodal
 - la mise à disposition de 26 hectares de foncier équipé à usage économique
 - la création d'un cadre urbain de qualité garantissant l'attractivité du secteur
 - la création d'un cadre urbain de qualité permettant de développer une nouvelle offre de services et commerces
 - la création prévue d'emplois et le confortement des gisements existants

L'implantation du projet s'est donc faite au regard :

- Du besoin de réhabilitation de la zone d'activité actuelle : une structure urbaine à retrouver, affirmer et à développer ;
- Du développement programmé de la Gare VAMP et de la station de transport en commun BHNS ;
- De la nécessité de réorganiser le système viaire et les connexions du quartier ;
- De la capacité d'accueil d'activités de pointe dans l'économie productive et les services, notamment autour des fournisseurs et sous-traitants d'Airbus Helicopters ;

Dès lors, le projet permettra une structuration urbaine avec la création et le développement d'une véritable centralité économique autour d'une gare à vocation métropolitaine aujourd'hui peu exploitée.

Il permettra d'apporter entre 200 000 et 240 000m² de locaux d'activités et de bureaux, augmentant l'attractivité du territoire métropolitain et répondant au problème de la faiblesse de l'offre en foncier économique par rapport à la demande. L'opération représente entre 3 000 à 4 000 emplois créés, sans compter la conservation des emplois actuels.

Il vise l'amélioration du cadre de vie, basée sur le développement de la mobilité, des transports, l'agencement de trame végétale et la valorisation des espaces publics paysagers.

Sur le plan de la mobilité, le projet améliorera la desserte des pôles d'importance métropolitaine que sont l'aéroport, les zones d'activités des Estroublans, de la Couperigne, et du site d'Airbus Helicopters, et le centre urbain de Vitrolles.

Il ne présente pas d'inconvénients environnementaux majeurs dans la mesure où il s'inscrit dans un environnement urbain préexistant.

La procédure de DUP garantit la cohérence du projet en permettant l'acquisition des parcelles non encore maîtrisées dans le cadre des acquisitions amiables.

Il résulte de l'ensemble de ces éléments que compte tenu de l'objet de l'opération et des avantages qu'elle présente eu égard au caractère limité de ses inconvénients, le projet est d'intérêt général et répond effectivement aux exigences requises pour être déclaré d'utilité publique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L.123-1 et suivants, et L.126-1 ;
- Le Code de l'Expropriation, notamment son article L.121-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du 28 mars 2013 relative à la convention d'intervention foncière avec l'EPF PACA ;
- La délibération du 12 mars 2015 relative à l'avenant n°1 à la convention d'intervention foncière avec l'EPF PACA ;
- La délibération du 21 mai 2015 créant la Z.A.C. (Zone d'Aménagement Concerté) « Cap Horizon » à Vitrolles ;
- La délibération en date du 11 juin 2015 confiant un contrat de concession d'aménagement à la SPLA Pays d'Aix Territoires pour la réalisation de l'opération « Cap Horizon » à Vitrolles ;
- Le dossier de réalisation et le Programme des Équipements publics de la Z.A.C. (Zone d'Aménagement Concerté) Cap Horizon à Vitrolles, approuvés par délibération du Conseil communautaire en date du 17 décembre 2015 ;
- La délibération en date du 17 décembre 2015 relative au lancement d'une déclaration d'utilité publique en vue d'expropriation et enquête parcellaire ;

- L'arrêté préfectoral du 30 avril 2018 prescrivant l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique pour l'opération susvisée, conjointe à une enquête parcellaire à l'encontre de tous les propriétaires impactés par le projet ;
- Les conclusions et avis du commissaire enquêteur concernant la déclaration d'utilité publique de l'opération ;
- Le courrier de la Préfecture des Bouches-du-Rhône du 20 septembre 2018 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'opération d'aménagement « Cap Horizon » à Vitrolles doit être poursuivie.
- Que l'opération a fait l'objet d'une convention d'intervention foncière avec l'EPF PACA qui doit poursuivre les acquisitions de terrains nécessaires à sa réalisation.
- Qu'il convient de se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général de l'opération ayant fait l'objet d'une enquête publique.

Délibère

Article 1 :

Est pris acte des conclusions et des avis favorables sans réserve du Commissaire enquêteur.

Article 2 :

L'objet de l'opération d'aménagement « Cap horizon » à Vitrolles est réaffirmé, et il est confirmé la volonté de la Métropole de poursuivre l'acquisition des parcelles concernées par le projet d'aménagement, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, au bénéfice de l'EPF PACA.

Article 3 :

Est approuvé par la présente déclaration de projet l'intérêt général de l'opération d'aménagement « Cap horizon » située sur la commune de Vitrolles, en application de l'article L 126-1 du Code de l'Environnement.

Article 4 :

La présente déclaration de projet sera transmise à Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône afin de lui permettre de prendre l'arrêté de déclaration d'utilité publique en vue d'acquiescer le foncier nécessaire à la réalisation de l'opération d'aménagement « Cap horizon » au bénéfice de l'EPF PACA.

Article 5 :

La présente déclaration de projet fera l'objet des formalités de publicité prévues par les textes en la matière.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer et à exécuter tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de ces décisions.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 025-5156/18/CM

■ Approbation du quitus du mandat d'études pour la faisabilité de l'aménagement du secteur d'activités de camp Jouven à Grans et intégration définitive de cette opération dans le patrimoine de la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/9291/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles.

A compter de cette date, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée aux dites intercommunalités dans la continuation et la modification des décisions qu'elles ont actées à la fin de leurs exercices respectifs.

Par décision n° 528/14 du 24 juin 2014, le SAN Ouest Provence a confié à l'EPAD Ouest Provence un mandat d'études pour la faisabilité de l'aménagement du secteur d'activités de Camp Jouven à Grans. L'enveloppe financière prévisionnelle était de 66 000 euros HT (soit 78 936 € TTC) dont une rémunération fixée à 16 000 euros HT.

Par décision n° 654/15 du 25 juin 2015, le SAN Ouest Provence a approuvé un avenant 1 à la convention de mandat avec l'EPAD prolongeant le délai initial de 8 mois afin de réaliser une étude hydro géomorphologique sur le secteur, nécessaire à l'achèvement du diagnostic et à la réalisation de l'étude de faisabilité.

Depuis, les résultats de l'étude ont été communiqués et intégrés au PLU de la commune de Grans.

Le mandat d'études étant achevé conformément au programme défini, l'EPAD Ouest Provence demande quitus de sa mission.

Le bilan de clôture a été transmis par l'EPAD Ouest Provence tel que présenté en annexe, et fixe le montant des dépenses totales pour Ouest Provence à 64 806 euros TTC dont 19 200 euros TTC d'honoraires qu'il convient d'intégrer dans le patrimoine du budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n° 528/14 approuvant la convention de mandat avec l'EPAD Ouest Provence relative à un mandat d'études préalables pour la faisabilité de l'aménagement du secteur de Camp Jouven sur la commune de Grans ;
- La décision n° 654/15 portant approbation de l'avenant 1 à la convention de mandat.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La convention de mandat avec l'EPAD Ouest Provence relative à un mandat d'études préalables pour la faisabilité de l'aménagement du secteur de Camp Jouven sur la commune de Grans ;
- L'avenant n° 1 à la convention de mandat ;
- Qu'il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence solde cette opération et donne quitus à l'EPAD Ouest Provence pour sa mission ;
- Qu'il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence intègre cette opération dans son patrimoine au budget principal.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le bilan de clôture définitif transmis par l'EPAD Ouest Provence tel qu'il figure en annexe pour un montant de 64 806 euros TTC (soixante quatre mille huit cent six euros) dont 19 200 euros TTC d'honoraires (dix neuf mille deux cents euros).

Article 2 :

Est donné quitus à l'EPAD Ouest Provence pour sa mission de mandataire concernant le mandat d'études préalables pour la faisabilité de l'aménagement du secteur de Camp Jouven sur la commune de Grans.

Article 3 :

Est approuvée l'intégration dans le patrimoine de la Métropole Aix-Marseille-Provence de cette étude au budget principal pour un montant de 64 806 euros TTC (soixante quatre mille huit cent six euros).

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 026-5157/18/CM

■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement "Participations diverses" - Budget Principal de la Métropole MET 18/8932/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° FAG 036-2694/17/CM du 19 octobre 2017, le Conseil de la Métropole a approuvé la mise en autorisation de programme des opérations d'investissement au Budget Principal.

Lors de la délibération initiale, l'ensemble des projets inclus dans l'opération d'investissement n° 2017501500 « Participations diverses » n'étant pas identifié, l'affectation a donc été approuvée partiellement.

Ladite opération inscrite au Budget Principal de la Métropole, enregistrée dans l'autorisation de programme n° 175060 BP – Urbanisme et Foncier – doit être révisée pour un montant de 825 500 € TTC.

Cette révision porte le montant de l'opération n° 201751500 de 3 666 049 € TTC avant révision à 4 491 549 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 825 500 € TTC de l'opération « Participations diverses » afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 825 500 € TTC de l'opération d'investissement ;

- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2017501500 « Participations diverses » rattachée au programme n° 06 « Urbanisme et Foncier » code AP 175060 BP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal 2019 de la Métropole selon l'échéancier prévisionnel des crédits de paiement suivant :

Mandaté antérieur : 2 188 666 € TTC
CP 2018 : 312 218 € TTC
CP 2019 : 1 990 665 € TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 027-5158/18/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Repenser la périphérie commerciale" MET 18/8683/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, dans le cadre d'une candidature conjointe avec les communes de Vitrolles et de Rognac, a été lauréate de l'Appel à projets « Repenser la périphérie commerciale » organisé par le Ministère de la Cohésion des Territoires.

Le périmètre de projet, qui comprend notamment le secteur dit « des Cadestaux » est constitué d'une longue séquence de commerces et d'activités en perte d'attractivité situés au bord de la RD 113, à cheval entre les communes de Vitrolles et Rognac, le long du littoral de l'Etang de Berre. Implanté à la fois sur le Territoire du Pays d'Aix et sur le Territoire du Pays Salonais, le projet vise à reconquérir les berges de l'étang en développant des activités balnéaires et de loisirs valorisant la qualité paysagère et naturelle du site. Une offre commerciale attractive pouvant être complétée par de l'habitat, sera redéployée au sein de polarités connectées avec les centres -villes de Rognac et de Vitrolles. Les emprises foncières libérées ainsi que l'apaisement de la RD 113 permettront de créer des perméabilités vers le Grand Paysage.

Pour définir le projet, la Métropole Aix-Marseille-Provence sélectionnera et pilotera un prestataire chargé d'une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage. L'Etat apportera une contribution sous la forme d'une subvention fixée, plafonnée à la somme forfaitaire de soixante mille euros (60 000 euros) et qui ne dépasse pas 80% du total des aides publiques.

L'opération d'investissement n°2019000100, « Repenser la périphérie commerciale », d'un montant de 100 000 euros TTC, inscrite au budget et enregistrée dans le programme 06, doit être affectée afin d'en permettre la réalisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 100 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n°2019000100

« Repenser la périphérie commerciale » pour un montant de 100 000 euros TTC, enregistrée dans le programme 06.

Article 2 :

Sont inscrits aux budgets 2019 les crédits de paiement nécessaires.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

Année 2019 : 100 000 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 028-5159/18/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Convention financière Métropole Aix-Marseille-Provence et Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée" MET 18/8681/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Selon la délibération FCT 003-035/11/CC du 11 février 2011, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le protocole cadre de partenariat pour l'extension d'Euroméditerranée et son protocole opérationnel pour la phase 1 (2011-2020) ainsi que les dispositions de financement complémentaire de recouvrement des protocoles.

Ce dernier protocole, qui organise les financements publics de l'Opération d'Intérêt National Euroméditerranée, a été signé par l'ensemble des partenaires le 30 juin 2011 et a trouvé son accomplissement avec la convention financière passée avec l'EPAEM pour l'année 2017.

En 2018 aucune convention financière n'a été établie avec l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée compte tenu de ses besoins budgétaires et de la réalisation de ses opérations.

Aujourd'hui mandat a été donné par l'Etat à Monsieur Pierre Dartout, Préfet de Région, pour formaliser un nouveau protocole financier entre l'ensemble des partenaires publics de l'opération Euroméditerranée.

Ce protocole financier doit être conclu avant la fin de l'année 2019 et permettra aux partenaires de

programmer leur participation à l'opération dans un calendrier donné (2019-2023).

L'enveloppe financière de ce protocole devrait à ce stade être de 218,5 millions d'euros pour un déficit à financer de 107 millions d'euros.

L'opération d'investissement n°2019001200, « Convention financière Métropole Aix-Marseille-Provence et EPAEM Euroméditerranée », d'un montant de 16 000 000 euros TTC, inscrite au budget et enregistrée dans le programme 06, doit être affectée afin d'en permettre la réalisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 16 000 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n°2019001200 « Convention financière Métropole Aix-Marseille-Provence et EPAEM Euroméditerranée » pour un montant de 16 000 000 euros TTC, enregistrée dans le programme 06.

Article 2 :

Sont inscrits aux budgets 2019 et suivants les crédits de paiement nécessaires.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

Année 2019 :	1 600 000 euros TTC
Année 2020 :	3 000 000 euros TTC
Années suivantes :	11 400 000 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 029-5160/18/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Etudes pré-opérationnelles secteurs à enjeux"

MET 18/8690/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé les grands schémas stratégiques notamment en matière de développement économique et de transport. Le Schéma de Cohérence Territorial métropolitain, le Programme Local de l'Habitat, les Plans Locaux d'Urbanisme Intercommunaux en cours d'élaboration ont vocation à définir les orientations d'aménagement et à spatialiser le cas échéant les secteurs à enjeux. Le Schéma de production d'offre foncière pour l'immobilier d'entreprise va spatialiser les enjeux en termes de développement d'activités économiques productives.

La mise en œuvre d'opérations d'aménagement métropolitaine est un des leviers permettant de rendre opérationnel les orientations stratégiques définies dans les Schémas métropolitains.

De par ses compétences, la Métropole Aix-Marseille-Provence a vocation à conduire des opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain et à vocation économique.

Véritable outil d'aide à la décision, pour la Métropole, ses conseils de territoires et les communes qui la composent, les études pré-opérationnelles permettant de définir les conditions techniques, programmatiques, juridiques et financières dans lesquelles l'action ou l'opération d'aménagement métropolitaine pourrait être conduite.

L'opération d'investissement n°2019000700, « Etudes pré-opérationnelles secteurs à enjeux », d'un montant de 1 500 000 euros TTC, inscrite au budget et

enregistrée dans le programme 06, doit être affectée afin d'en permettre la réalisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 1 500 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n°2019000700 « Etudes pré-opérationnelles secteurs à enjeux » pour un montant de 1 500 000 euros TTC, enregistrée dans le programme 06.

Article 2 :

Sont inscrits aux budgets 2019 et suivants les crédits de paiement nécessaires.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

Année 2019 : 400 000 euros
Année 2020 : 600 000 euros
Années suivantes : 500 000 euros
Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 030-5161/18/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Projets Urbains Partenariaux - Etudes et travaux" MET 18/8691/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Provence-Métropole a approuvé les grands schémas stratégiques notamment en matière de développement économique et de transport. Le Schéma de Cohérence Territorial métropolitain, le Programme Local de l'Habitat, les Plans Locaux d'Urbanisme Intercommunaux en cours d'élaboration ont vocation à définir les orientations d'aménagement et à spatialiser le cas échéant les secteurs à enjeux. Le Schéma de production d'offre foncière pour l'immobilier d'entreprise va spatialiser les enjeux en termes de développement d'activités économiques productives.

La mise en œuvre d'opérations d'aménagement métropolitaines est un des leviers permettant de rendre opérationnel les orientations stratégiques définis dans les Schémas métropolitains.

De par ses compétences, la Métropole Aix-Marseille-Provence a vocation à conduire des opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain et à vocation économique.

De plus, en application de l'article L.332-11-3 du Code de l'Urbanisme, la Métropole est l'autorité compétente pour signer les projets urbains partenariaux (PUP).

Le Projet Urbain Partenarial est un outil de financement des programmes des équipements publics (infrastructures et superstructures), socle des opérations d'aménagement.

En moyenne, cet outil permet de financer 70 à 80% du programme des équipements publics par les porteurs de projets.

La Métropole sera ainsi amenée à réaliser des travaux d'aménagement financés en partie par un projet urbain partenarial permettant le développement de zones d'activités, ou toutes autres opérations relevant des compétences de la Métropole.

L'opération d'investissement n°2019000800, « Projets Urbains Partenariaux – Etudes et travaux », d'un montant de 15 000 000 euros TTC, inscrite au budget

et enregistrée dans le programme 06, doit être affectée afin d'en permettre la réalisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 15 000 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n°2019000800 « Projets Urbains Partenariaux – Etudes et travaux » pour un montant de 15 000 000 euros TTC, enregistrée dans le programme 06.

Article 2 :

Sont inscrits aux budgets 2019 et suivants les crédits de paiement nécessaires.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

Année 2019 : 350 000 euros TTC
Année 2020 : 4 500 000 euros TTC
Année 2021 : 5 150 000 euros TTC
Années suivantes : 5 000 000 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 031-5162/18/CM

■ Approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'opération d'investissement "ZAC Château Gombert - Marseille"

MET 18/8660/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'évolution de l'opération d'aménagement sur la Zone d'Aménagement Concerté Château Gombert à Marseille implique une hausse de la participation du concédant à l'équilibre du bilan.

Cette hausse a pour but de compenser les postes suivants :

- l'augmentation du budget « Travaux / honoraires Techniques » et plus particulièrement la hausse des postes Amélioration des équipements publics du Technopole, de parachèvement avant rétrocession, des imprévus ainsi que des honoraires techniques correspondants,
- la baisse du budget cessions Logements s'expliquant principalement par les réductions du prix de cession de la « Bastide Blanche » ré-estimé après prise en compte des travaux de remise en état nécessaires et du terrain « arrière SERETE suite à une réduction de la densité du programme immobilier de SNI,
- la baisse du budget Cessions Centre Urbain résultant du réajustement du prix de cession du terrain d'assiette du projet de restaurant solaire Le Présage suite à une surestimation dans les précédents CRAC et à une diminution de densité liée à la nature du projet.

Afin de pouvoir assumer la participation en hausse de la Métropole, l'opération d'investissement n°2015119500 inscrite au budget pour un montant initial de 4 800 000 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 151064BP du programme 06, doit être affectée d'une revalorisation de 2 500 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 7 300 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la revalorisation pour un montant total de 2 500 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée dans l'autorisation de programme 151064BP, l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement n°2015119500 « ZAC Château Gombert – Marseille », pour un montant de 2 500 000 euros TTC portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 7 300 000 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits de paiement nécessaires seront inscrits aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée s'établit comme suit :

Année 2020 : 1 500 000 euros TTC
Années suivantes : 5 800 000 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 032-5163/18/CM

■ Approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'opération d'investissement "ZAC de la Valentine Marseille" MET 18/8661/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La ZAC de la Valentine a été supprimée depuis octobre 2016 (atteinte du programme de construction).

La concession d'aménagement demeure afin d'achever des travaux et études engagées.
Le montant total de participations de la collectivité publique à l'opération est de 7 448 455 euros dont 5 440 297 euros ont déjà été payés par la Ville de Marseille.

Le solde de paiement est ainsi de 2 008 158 euros (dont 1 500 000 euros à payer en 2019 et 508 158 euros en 2020). Ces montants sont inchangés depuis plusieurs années et nécessaires à l'équilibre de l'opération.

Les dates de paiements sont adaptées aux besoins de trésorerie de l'opération.

Afin de pouvoir assumer la participation de la Métropole, l'opération d'investissement n°2015120000 inscrite au budget pour un montant initial de 500 000 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 151064BP du programme 06, doit être affectée d'une revalorisation de 2 000 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 2 500 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la revalorisation pour un montant total de 2 000 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée dans l'autorisation de programme 151064BP, l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement n°2015120000 « ZAC de la Valentine - Marseille », pour un montant de 2 000 000 euros TTC portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 2 500 000 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits de paiement nécessaires seront inscrits aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée s'établit comme suit :

Année 2019 : 1 500 000 euros TTC
Années suivantes : 510 000 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 033-5164/18/CM

**■ Approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'opération d'investissement relative à l'aménagement de la Savine à Marseille
MET 18/8663/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'opération d'aménagement de la Savine à Marseille, la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence est en augmentation de 2 557 011 euros et comprend à la fois la participation pour équipements publics et la participation à l'équilibre.

Cette augmentation s'explique principalement par l'extension de plus de 40% du périmètre de l'opération sur le site haut de la Savine fin 2017 et par conséquent par un poste d'acquisition foncière plus élevé, et par une augmentation globale de l'estimatif des travaux de voirie.

Afin de pouvoir assumer la participation en hausse de la Métropole, l'opération d'investissement n°2015120700 inscrite au budget pour un montant initial de 5 600 000 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 151064BP du programme 06, doit être affectée d'une revalorisation de 3 400 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 9 000 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la revalorisation pour un montant total de 3 400 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée dans l'autorisation de programme 151064BP, l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement n°2015120700 « Aménagement Savine – Marseille », pour un montant de 3 400 000 euros TTC portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 9 000 000 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits de paiement nécessaires seront inscrits aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée s'établit comme suit :

Année 2020 :	3 400 000 euros TTC
Années suivantes :	3 400 000 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 034-5165/18/CM

**■ Approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'opération d'investissement relative à l'aménagement Grand Centre Ville Marseille
MET 18/8667/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'Autorisation de Programme concernant la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la concession d'aménagement « Grand Centre Ville » de Marseille n'a pas été votée par l'EPCI à hauteur des montants contractuels nécessaires.

La présente révision du montant de l'opération d'investissement consiste en l'ajustement de l'enveloppe par rapport au besoin du dernier Compte rendu à la collectivité approuvé par délibération URB 002-3276/17/CM du 14 décembre 2017, soit une enveloppe prévisionnelle globale de 95 000 000 euros décomposée comme suit :

- . 46 000 000 euros pour couvrir la participation au déficit de l'opération,
- . 49 000 000 euros pour la participation aux aménagements d'espace public.

Afin de pouvoir assumer la participation en hausse de la Métropole, l'opération d'investissement n°2015120800 inscrite au budget pour un montant initial de 85 700 000 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 151064BP du programme 06, doit être affectée d'une revalorisation de 9 300 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 95 000 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la revalorisation pour un montant total de 9 300 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;

- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée dans l'autorisation de programme 151064BP, l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement n°2015120800 « Aménagement Grand Centre Ville », pour un montant de 9 300 000 euros TTC portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 95 000 000 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits de paiement nécessaires seront inscrits aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée s'établit comme suit :

Année 2019 :	6 000 000 euros TTC
Année 2020 :	14 500 000 euros TTC
Années suivantes :	43 700 000 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 035-5166/18/CM

**■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement relative à l'aménagement de la friche Duclos à Septèmes les Vallons
MET 18/8679/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Cette opération vise à engager sur une ancienne friche industrielle de la commune de Septèmes-les-Vallons après acquisition du site dans le cadre d'une convention d'intervention foncière avec l'EPF PACA, des études pré opérationnelles permettant de définir le futur projet d'aménagement et d'évaluer le coût d'aménagement.

Ce site situé en entrée de ville permettra de mettre en œuvre un projet de réaménagement d'ensemble du Centre-ville Nord de la Commune.

Sur 24 Ha, ce projet devra redévelopper un lien urbain entre le centre-ville au Sud et la Gare de Septèmes les vallons au Nord. Ce site est compris dans le périmètre de la démarche éco quartier mise en œuvre par la commune en 2015.

Dans ce cadre, d'ores et déjà une Orientation Publique d'Aménagement d'intention établie lors de l'élaboration du PLUi arrêté en juin 2018 exprime les principales orientations urbaines dans le cadre de la requalification de ce site qui passe au PLUI en zonage urbanisation future.

La programmation attendu sur ce site doit permettre d'accueillir des logements, la requalification d'espace public, la création d'une esplanade traversant la départementale vers la médiathèque situé en face, mais également la création de continuités bâties, douces ou paysagère.

L'opération d'investissement DUFE n° 2019001000, « Duclos Septèmes », d'un montant de 1 200 000 euros TTC, inscrite au budget et enregistrée dans le programme 06, doit être affectée afin d'en permettre la réalisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 1 200 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation des études pré opérationnelles d'aménagement et la requalification du site industriel ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2019001000 « Duclos Septèmes » pour un montant de 1 200 000 euros TTC, enregistrée dans le programme 06.

Article 2 :

Sont inscrits aux budgets 2019 et suivants les crédits de paiement nécessaires.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

Année 2019 :	500 000 euros
Année 2020 :	500 000 euros
Années suivantes :	200 000 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 036-5167/18/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement relative à l'aménagement du site Billard Bricard à Gignac-la-Nerthe MET 18/8680/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 3 Juillet 2015, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a déclaré d'intérêt communautaire l'aménagement du secteur Billard – Bricard et a approuvé un mandat d'étude avec la SOLEAM en vue de conduire les études préalables à la création d'une ZAC à vocation économique.

Dans le cadre des études pré-opérationnelles engagées sur le périmètre de projet de 20 hectares, des investigations sur la pollution d'un site de stockage de terres inertes situé au cœur du périmètre de projet ont été menées, mettant en évidence sur ces tènements fonciers la présence de terres polluées provenant de déchets de matériaux du BTP comprenant notamment des fibres d'amiante.

Ce site est pour un tiers de sa surface (soit 1.5ha environ) désormais propriété de la Métropole suite à une acquisition en 2012.

Compte tenu de ces éléments, il est apparu nécessaire de faire évoluer le mandat d'étude confié à la SOLEAM dans le cadre d'un avenant au mandat d'étude approuvé lors de la séance du conseil Métropolitain du 18 octobre dernier.

En regard du nouveau contexte, cet avenant confie à la SOLEAM les missions de compléments des études pollutions du site avec analyse de l'impact sur la nappe phréatique, la définition des principes de sécurisation du site pollué et l'engagement des études préalables à la réhabilitation de ce site, et enfin la reprises des scénarii d'aménagement global du site en intégrant les données liées à la pollution.

Ainsi, il convient d'ouvrir une autorisation de programme permettant d'une part de poursuivre ces études pollution et pré-opérationnelles sur ce site et d'intégrer les travaux de réhabilitation du site pollué dans le cadre du projet d'aménagement.

L'opération d'investissement n° 2019001100, « Aménagement site Billard Bricard – Gignac la Nerthe », d'un montant de 6 000 000 euros TTC, inscrite au budget et enregistrée dans le programme 06, doit être affectée afin d'en permettre la réalisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 6 000 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2019001100 « Aménagement site Billard Bricard – Gignac-la-Nerthe » pour un montant de 6 000 000 euros TTC, enregistrée dans le programme 06.

Article 2 :

Sont inscrits aux budgets 2019 et suivants les crédits de paiement nécessaires.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

Année 2019 :	100 000 euros TTC
Année 2020 :	500 000 euros TTC
Années suivantes :	5 400 000 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 037-5168/18/CM

**■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement "Projet de renouvellement urbain quartier la Maille" à Miramas
MET 18/8921/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° URB 008-3282/17/CM du 14 décembre 2017, le Conseil de la Métropole a approuvé la création et l'affectation de l'opération d'investissement « Projet de renouvellement urbain quartier la Maille I » sur la commune de Miramas dans le cadre du Nouveau Programme de Rénovation Urbaine.

L'opération d'investissement n° 2018500100 « Projet de renouvellement urbain quartier la Maille I » inscrite au Budget Principal de la Métropole, enregistrée dans l'autorisation de programme n° 175240BP – ANRU – doit être révisée pour un montant de 8 459 260 € TTC.

En effet, lors de la délibération initiale, le projet était en phase études (diagnostics physiques et techniques, études d'attractivité, études du marché immobilier, etc.).

Le protocole de préfiguration arrivant à échéance, il est nécessaire de prévoir les crédits relatifs aux travaux dans le cadre de la future convention ANRU.

Cette révision porte le montant de l'opération n° 2018500100 de 1 967 820€ TTC avant révision à 10 427 080 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 8 459 260 € TTC de l'opération « Projet de renouvellement urbain quartier la Maille I » afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 8 459 260 € TTC de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2018500100 « Projet de renouvellement urbain quartier la Maille I » rattachée au programme n° 24 « ANRU » code AP 175240 BP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal 2019 et suivants de la Métropole selon l'échéancier prévisionnel des crédits de paiement suivant :

CP 2018 : 333 000 € TTC
CP 2019 : 1 900 000 € TTC
CP 2020 : 2 000 000 € TTC
CP 2021 : 2 000 000 € TTC
CP 2022 : 4 194 080 € TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 038-5169/18/CM

■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement "Etudes d'aménagement"
MET 18/8924/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° FAG 036-2694/17/CM du 19 octobre 2017, le Conseil de la Métropole a approuvé la mise en autorisation de programme des opérations d'investissement au Budget Principal.

Lors de la délibération initiale, le programme d'études inclus dans l'opération d'investissement n° 2017501400 « Etudes d'aménagement » n'étant pas connu jusqu'en 2020, l'affectation a donc été approuvée partiellement.

Ladite opération inscrite au Budget Principal de la Métropole, enregistrée dans l'autorisation de programme n° 175060 BP – Urbanisme et Foncier – doit être révisée pour un montant de 334 799,98 € TTC.

Cette révision porte le montant de l'opération n° 2017501400 de 672 216,20 € TTC avant révision à 1 007 016,18 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 334 799,98 € TTC de l'opération « Etudes d'aménagement » afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 334 799,98 € TTC de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n° 201751400 « Etudes d'aménagement » rattachée au programme n°06 « Urbanisme et foncier » code AP 175060 BP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal 2019 de la Métropole selon l'échéancier prévisionnel des crédits de paiement suivant :

Mandaté antérieur : 230 476,18 € TTC
 CP 2018 : 276 540 € TTC
 CP 2019 : 500 000 € TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 039-5170/18/CM

**■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Projet Urbain Partenarial Camp de Sarlier Aubagne"
 MET 18/8685/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est donnée comme objectif prioritaire de produire 1450 hectares de foncier économique d'ici à 2030.

Le site de Camp de Sarlier, située sur la Commune d'Aubagne est inscrit dans le Plan Local de l'Urbanisme de la commune comme espace de développement à vocation économique.

Les études conduites ont permis de développer un projet d'aménagement en partenariat avec des opérateurs privés permettant de produire à court terme environ 45 000 m² de surface de plancher dédiée à de l'activité. Il s'agit, conformément à l'agenda du développement économique et au schéma d'offre foncière pour l'immobilier d'entreprise, d'accueillir des activités productives (petit artisanat, atelier propre) et un village d'entreprise.

Le programme des équipements publics de la zone d'activité sera financé par un projet urbain partenarial, en cours d'élaboration.

L'opération d'investissement n°2019000300, « Projet Urbain Partenarial Camp de Sarlier - Aubagne », d'un montant de 4 000 000 euros TTC, inscrite au budget et enregistrée dans le programme 06, doit être affectée afin d'en permettre la réalisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 4 000 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n°2019000300 « Projet Urbain Partenarial Camp de Sarlier - Aubagne » pour un montant de 4 000 000 euros TTC, enregistrée dans le programme 06.

Article 2 :

Sont inscrits aux budgets 2019 et suivants les crédits de paiement nécessaires.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

Année 2019 :	400 000 euros TTC
Année 2020 :	3 000 000 euros TTC
Années suivantes :	600 000 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 040-5171/18/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Quartier de Gare - Les Pennes Mirabeau"
MET 18/8687/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre la modernisation de ligne SNCF Aix Marseille, la SNCF a prévu la réalisation d'une halte ferroviaire sur la commune des Pennes Mirabeau, au droit de la zone commerciale de Plan de Campagne. La Commune a inscrit dans sa révision générale de PLU, la volonté de créer un « quartier de gare » autour de cette halte ferroviaire et du pôle d'échange multimodal qui l'accompagnera. L'enjeu est la création d'un nouveau quartier de gare à proximité du nouveau pôle multimodal.

Au-delà de l'amélioration des services de transport, le projet de pôle d'échanges doit permettre de recréer un quartier vivant, en modernisant les équipements et en améliorant l'environnement immédiat de la gare.

Le Conseil de Métropole en date du 18 mai, a déclaré cette opération d'intérêt métropolitain, ce site répondant à des enjeux structurant mettant œuvre des orientations métropolitaines notamment en matière d'aménagement et d'équilibre social de l'habitat et prenant en compte dans la définition des enjeux et des objectifs de programmation l'articulation habitat-transport et la mise en œuvre de démarches environnementales.

Il convient d'engager les études préalables nécessaires à la mise en œuvre d'une opération d'aménagement métropolitaine permettant la réalisation d'un « quartier de gare » sur la Commune des Pennes Mirabeau.

L'opération d'investissement n°2019000500, « Quartier de Gare – Les Pennes Mirabeau », d'un montant de 350 000 euros TTC, inscrite au budget et enregistrée dans le programme 06, doit être affectée afin d'en permettre la réalisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 350 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n°2019000500 « Quartier de Gare – Les Pennes Mirabeau » pour un montant de 350 000 euros TTC, enregistrée dans le programme 06.

Article 2 :

Sont inscrits aux budgets 2019 et suivants les crédits de paiement nécessaires.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

Année 2019 :	50 000 euros
Année 2020 :	100 000 euros
Années suivantes :	200 000 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 041-5172/18/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Développement urbain - Velaux" MET 18/8688/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La délibération du Conseil Métropolitain référencée n°URB 023-2781/17/CM en date du 19 octobre 2017 a défini les critères de l'intérêt métropolitain des opérations d'aménagement. Au vu de ces critères, cette même délibération a reconnu d'intérêt métropolitain des projets et opérations d'aménagement.

Ainsi, en accord avec la commune de Velaux, les opérations suivantes ont été déclarées d'intérêt métropolitain : le projet « SIF », l'Aménagement « Terrain Lycée » et le Projet Midifer.

De plus, la Commune souhaite engager une opération à vocation économique, sur le site « Vallon des Brayes », identifié dans le Schéma de production de l'offre foncière pour l'immobilier d'entreprises comme opération à court terme.

Il convient d'engager les études préalables nécessaires à la mise en œuvre de ces opérations.

L'opération d'investissement n°2019000600, « Développement urbain - Velaux », d'un montant de 200 000 euros TTC, inscrite au budget et enregistrée dans le programme 06, doit être affectée afin d'en permettre la réalisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 200 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n°2019000600 « Développement urbain -Velaux» pour un montant de 200 000 euros TTC, enregistrée dans le programme 06.

Article 2 :

Sont inscrits aux budgets 2019 et suivants les crédits de paiement nécessaires.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

Année 2019 :	50 000 euros
Année 2020 :	75 000 euros
Année 2021 :	75 000 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 042-5173/18/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Zone d'activités des Etangs - Saint Mitre les Remparts"

MET 18/8686/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Pays de Martigues a confié par délibération n°CC 2013-017 du 14 mars 2013 une concession d'aménagement pour l'opération du « Parc des Etangs » sur la commune de Saint-Mitre-les-Remparts avec la Société Publique Locale d'Aménagement du Pays de Martigues Aménagement SPLA PMA à laquelle s'est depuis substituée la SEMIVIM.

Le projet du Parc des Etangs porte sur une emprise de 3 hectares, et a permis la création de 15 lots destinés à la commercialisation.

La Concession d'aménagement est arrivée à expiration au 30 juin 2018 et le choix a été fait de finaliser l'opération en régie.

Le traité de concession étant arrivé à échéance au 30 juin 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence est subrogée de plein droit dans les droits et obligations de l'Aménageur, propriétaire de l'ensemble des biens destinés à être cédés aux tiers et non encore revendus, tenue de reprendre pour l'avenir, l'exécution de la totalité des engagements pris par l'Aménageur pour l'exécution de sa mission, à l'exclusion de ses salariés.

Le transfert de propriété du foncier entre la SEMIVIM et la Métropole Aix-Marseille-Provence est en cours de régularisation.

La Métropole va donc engager des frais pour clôturer cette opération, notamment l'achat du foncier non commercialisé et poursuivre la commercialisation de la zone.

L'opération d'investissement n°2019000400, « Zone d'Activités des Etangs – Saint Mitre les Remparts », d'un montant de 2 000 000 euros TTC, inscrite au budget et enregistrée dans le programme 06, doit être affectée afin d'en permettre la réalisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 2 000 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n°2019000400 « Zone d'activités des Etangs – Saint Mitre les Remparts » pour un montant de 2 000 000 euros TTC, enregistrée dans le programme 06.

Article 2 :

Sont inscrits aux budgets 2019 et suivants les crédits de paiement nécessaires.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

Année 2019 : 1 350 000 euros TTC
Année 2020 : 650 000 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 043-5174/18/CM

■ Approbation des dévalorisations des opérations d'aménagement transférées de la Ville de Marseille MET 18/8697/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibérations N°FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le transfert par la Ville de Marseille de 18 opérations d'aménagement en cours d'exécution :

- ZAC des Hauts de Sainte Marthe
- ZAC Château Gombert
- ZAC Saint Louis
- ZAC de la Jarre
- ZAC du Rouet
- ZAC Saumaty Séon
- ZAC de la Valentine
- ZAV Vallon Régné
- ZAC Capelette
- ZAC saint Just
- Concession d'aménagement Kalliste
- Eradication Habitat Insalubre (EHI) Lot 1
- Eradication Habitat Insalubre (EHI) Lot 2
- Résorption Habitat Insalubre 5RHI) Saint Mauront Gaillard
- Opération d'aménagement Malpassé
- Opération d'aménagement Savine
- Opération d'aménagement Grand Centre Ville
- Opération d'aménagement Mardirossian

Certaines de ces opérations nécessitent un réajustement du montant de l'autorisation de programme qui leur est affectée.

Une hausse, d'un montant total de 17 200 000 euros TTC, est liée à des ajustements de la participation du concédant à l'équilibre du bilan, à des travaux, des études, ou encore des périmètres d'opérations qui évoluent en lien avec des acquisitions foncières plus élevées et concerne les opérations suivantes :

- ZAC Château Gombert
- ZAC de la Valentine
- Opération d'aménagement Savine
- Opération d'aménagement Grand Centre Ville

Ces révisions d'autorisation de programme font l'objet de délibérations spécifiques.

En contrepartie, une étude fine de chaque opération d'aménagement a permis de réajuster à la baisse la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour un montant global de 16 050 000 euros TTC, sur les opérations suivantes :

- ZAC de la Jarre : - 1 400 000 euros (opération 2015119700 – AP 151064BP)
- Opération d'aménagement Mardirossian : - 5 800 000 euros (opération 2015120900 – AP 151064BP)
- ZAC Capelette : - 4 000 000 euros (opération 2015121000 – AP 151064BP)
- ZAC Saint Just : - 1 000 000 euros (opération 2015121100 – AP 151064BP)
- EHI Lot 1 : - 3 300 000 euros (opération 2015120300 – AP 151065BP)
- EHI Lot 2 : - 550 000 euros (opération 2015120400 – AP 151065BP)

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de réviser le montant de certaines opérations d'aménagement transférées de la ville de Marseille ;

Délibère

Article unique :

Est approuvée la dévalorisation des opérations d'aménagement suivantes :

- ZAC de la Jarre : - 1 400 000 euros (opération 2015119700 – AP 151064BP)
- Opération d'aménagement Mardirossian : - 5 800 000 euros (opération 2015120900 – AP 151064BP)
- ZAC Capelette : - 4 000 000 euros (opération 2015121000 – AP 151064BP)
- ZAC Saint Just : - 1 000 000 euros (opération 2015121100 – AP 151064BP)
- EHI Lot 1 : - 3 300 000 euros (opération 2015120300 – AP 151065BP)
- EHI Lot 2 : - 550 000 euros (opération 2015120400 – AP 151065BP)

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 044-5175/18/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Acquisitions Foncières" du Territoire du Pays d'Aix MET 18/9302/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Afin de limiter les crédits provisionnels relatifs aux acquisitions immobilières constitués dans les différentes directions, il convient d'ouvrir une autorisation de programme qui centralisera les crédits relatifs aux acquisitions immobilières en terme d'inscription budgétaire.

Dès confirmation de la décision de se porter acquéreur, la direction concernée préparera l'instruction du dossier, gèrera la procédure et préparera la délibération nécessaire à l'acquisition sur la base des crédits figurant sur la ligne globalisée.

Aussi, une opération globalisée « Acquisitions foncières » est créée assortie d'une autorisation de programme d'un montant de 1 000 000 € T.T.C

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2311-3 et R 2311-9 ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant de 1 000 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI810AP « Acquisitions foncières ».
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement DI810AP « Acquisitions foncières » pour un montant de 1 000 000 € T.T.C.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

DI810AP « Acquisitions foncières »
Montant total de l'AP : 1 000 000 € T.T.C
CP 2019 : 768 982 € T.T.C.
RAF : 231 018 € T.T.C.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 045-5176/18/CM

■ Approbation de création et de l'affectation d'une opération d'investissement "Acquisitions foncières" sur le Territoire du Pays Salonais MET 18/9295/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole est compétente en matière de planification urbaine.

A ce titre, cette compétence emporte celle du droit de préemption. Cet outil, permet de procéder à des acquisitions foncières pour la réalisation de projets.

Les terrains concernés peuvent être situés dans le périmètre de zones d'activités économiques ou d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain.

L'opération a pour but de procéder à des acquisitions foncières pour la réalisation de projets.

L'opération consiste à acquérir des terrains pour réaliser des projets sur le territoire du Pays Salonais.

Il est en conséquence proposé la création d'une opération d'investissement rattachée au programme 06 – Urbanisme et Foncier spécifique à cette opération pour un montant de 650 000 euros H.T. sur deux ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant la nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 650 000 euros H.T. de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation d'une opération d'investissement 2019301900 « acquisitions foncières » pour un montant de 650 000 euros H.T. rattachée au programme 06 Urbanisme et Foncier Code AP 193060BP

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal. L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée s'établit comme suit :

CP 2019: 500 000 euros H.T.

CP 2020 : 150 000 euros H.T.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 046-5177/18/CM

**■ Approbation de création et de l'affectation d'une opération d'investissement "Plan de prévention des risques technologiques" du Territoire du Pays Salonais
MET 18/9298/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les Plans de Prévention des Risques Technologiques sont des plans qui organisent la cohabitation des sites industriels à risques et des zones riveraines. Ils ont vocation, par la mise en place de mesures préventives sur les zones habitées et sur les sites industriels, à protéger les vies humaines en cas d'accident.

L'objectif d'un P.P.R.T. est d'apporter une réponse aux situations difficiles en matière d'urbanisme héritées du passé et de mieux encadrer l'urbanisation future autour des établissements Seveso seuil haut existants, à des fins de protection des personnes.

Une fois le PPRT approuvé, il convient de le mettre en œuvre.

Pour cela, le code de l'environnement prévoit une participation de la métropole à hauteur de 30% des travaux effectués par les propriétaires impactés ou 30% du montant de l'expropriation, dans le cas où celle-ci est nécessaire

L'opération a pour but de prévoir une participation une fois le P.P.R.T. approuvé.

L'opération consiste à participer financièrement aux travaux effectués par les propriétaires impactés sur le territoire du Pays Salonais.

Il est en conséquence proposé la création d'une opération d'investissement rattachée au programme 06 – Urbanisme et Foncier spécifique à cette opération pour un montant de 790 000 euros H.T. sur cinq ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant la nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 790 000 euros H.T. de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation d'une opération d'investissement 2019301900 « Plan de prévention des risques technologiques » pour un montant de 790 000 euros H.T. rattachée au programme 06 Urbanisme et Foncier Code AP 193060BP

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget Principal selon l'échéancier prévisionnel des Crédits

de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

CP 2019 : 170 000 euros H.T.
CP 2020 : 170 000 euros H.T.
CP 2021 : 150 000 euros H.T.
CP 2022 : 150 000 euros H.T.
CP 2023 : 150 000 euros H.T.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 047-5178/18/CM

■ **Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2017 de la concession d'aménagement de la ZAC du Vallon de Régný à Marseille 9ème arrondissement - Approbation de la participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation du coût des équipements publics pris en charge par la Métropole - Approbation de l'avenant 13 à la convention de concession MET 18/8830/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Située dans le 9ème arrondissement en limite avec le 10ème et entre les trois grands équipements que constituent le Parc de Maison Blanche, l'hôpital Salvator et le collège Gyptis, la ZAC du Vallon Régný couvre un territoire d'environ 34 hectares.

Le projet urbain porté par la ZAC est centré sur quatre objectifs principaux :

- créer un nouveau quartier d'habitat mixte en y intégrant une fonction économique,
- constituer un cœur de quartier regroupant l'ensemble des fonctions propres à une centralité de proximité (commerces, équipements scolaires, maison de quartier),
- s'appuyer sur les axes structurants que constituent le boulevard Urbain Sud et la traverse Régný pour organiser une trame viaire classique (rues, places, mails),
- laisser une place importante au végétal dans un site très fortement marqué par la présence de grands espaces paysagers : le parc de Maison Blanche et le parc de l'hôpital Salvator.

Ce projet d'une constructibilité globale de 96 600 m² de plancher permettra notamment de développer environ un millier de logements.

Par délibération 05/0564/TUGE du 20 juin 2005, le Conseil Municipal a approuvé le bilan de la

concertation et la création de la Zone d'Aménagement Concertée dite «du Vallon Régnys».

Par délibération 05/0840/TUGE du 18 juillet 2005, le Conseil Municipal a décidé de sélectionner un aménageur, après consultation, en vue de concéder l'aménagement de la ZAC.

A l'issue de cette consultation, l'offre de Marseille Aménagement a été retenue et le Conseil Municipal a approuvé la convention de concession par délibération 06/0205/TUGE du 27 mars 2006, avec un budget d'aménagement de 40 113 292 euros.

Le dossier de réalisation de la ZAC du Vallon Régnys a été approuvé par délibération 07/0243/TUGE du Conseil Municipal du 19 mars 2007.

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole par délibération VOI/3/079/CC du 12 février 2007 a approuvé le Programme des Équipements Publics relevant de sa compétence dont le Boulevard Urbain Sud (BUS).

A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre, un avenant n° 9 à la concession d'aménagement en date du 17 juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant. Cette concession d'aménagement porte le n° T1600916C0.

Avancement global de l'opération :

Depuis sa création, le développement de la ZAC du Vallon Régnys a été largement freiné par différents recours de la part des riverains envers les documents d'urbanisme, le dossier de réalisation ou certains permis de construire.

Par ailleurs, l'absence d'une planification des travaux relatifs à la réalisation du Boulevard Urbain Sud permettant d'ouvrir ce futur quartier sur le reste de l'agglomération a également contribué à retarder la commercialisation et la mise en œuvre opérationnelle de la ZAC.

Seuls quelques aménagements de voiries et espaces publics ont été réalisés par l'aménageur comme l'élargissement de l'avenue Grand Pré et d'une partie de l'ancien chemin de Cassis ainsi que les espaces publics situés à proximité du nouveau Collège Gyptis (place Didier Garnier). Des aménagements visant à mieux relier la nouvelle entrée du Collège aux portions des contre-allées du boulevard Urbain Sud existantes ont été récemment engagés. De même, une nouvelle voie entre l'Avenue de la Grande Bastide et la Traverse Régnys a été mise en service en 2016 pour permettre la desserte du nouveau centre de gérontologie.

Afin de fluidifier la circulation du secteur, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a décidé de réaliser de manière anticipée les prolongements des contre-allées entre le chemin du Vallon de Toulouse et le boulevard Paul Claudel. La réalisation de ces voiries et la maîtrise foncière ont été confiées à la Soleam par une convention de mandat lors du Conseil Communautaire du 28 juin 2013.

Enfin, une refonte du projet initial, qui ne correspondait plus aux ambitions de la collectivité a été envisagée dès 2015. Dans ce contexte, la Soleam a lancé fin 2015 une consultation visant à désigner un urbaniste-conseil pour réinterroger tout le projet initial, en intégrant les projets en cours de développement.

C'est le groupement formé par l'Agence Nicolas Michelin et Associés, Florence Mercier et Inddigo qui a été retenu en 2016.

Au regard de ce contexte il a été acté lors de l'approbation du CRAC établi au 31 décembre 2014 de proroger de cinq années la durée de cette concession d'aménagement et de fixer son échéance au 22 mai 2023.

Par ailleurs, il est apparu nécessaire de mettre à jour le Programme des Équipements Publics de la ZAC afin de tenir compte :

- du transfert de la concession d'aménagement à la Métropole,
- de l'ajustement du chiffrage des équipements en fonction des études de maîtrise d'œuvre et des travaux menés à ce jour,
- de la modification de la répartition de la prise en charge du coût des différents équipements entre la Ville de Marseille, la Soleam et la Métropole,
- des besoins en équipements publics suscités par l'évolution prévisible de l'urbanisation du quartier aux franges de la ZAC.

Ce Programme des Équipements Publics modifié a été approuvé par le Conseil de Métropole du 17 octobre 2016.

D'autre part, au regard de la nouvelle dynamique immobilière constatée aux abords de la ZAC, le Conseil de la Métropole a approuvé lors de la même séance, un Projet Urbain Partenarial et une première convention à signer avec les sociétés VINCI Immobilier et COFFIM Méditerranée.

Cette première convention étant devenue caduque en 2018, une nouvelle convention a été approuvée lors du Conseil de Métropole du 28 juin 2018 afin de prendre en compte les modifications apportées par les promoteurs à l'opération immobilière, celles liées aux évolutions récentes du projet urbain et de ses abords ainsi que les échéances du Projet Urbain Partenarial.

Approbation des Comptes Rendus Annuels à la Collectivité (CRAC) successifs par la Ville de Marseille alors concédant de l'opération :

Le CRAC, arrêté au 31 décembre 2006, a été approuvé par délibération 07/0720/TUGE du 16 juillet 2007 avec un prix de revient total de 45 058 883 euros.

Les CRAC arrêtés au 31 décembre 2007 et au 31 décembre 2008 n'ont pas enregistré de variations budgétaires notables.

Le CRAC, établi au 31 décembre 2009, a été approuvé par délibération 10/1062/DEVDD du 25 octobre 2010, avec une prorogation de cinq ans de la durée de la concession.

Le CRAC, arrêté au 31 décembre 2010, a été approuvé par délibération 11/0868/DEVD du 17 octobre 2011, avec un prix de revient total de 45 849 821 euros en baisse de 256 574 euros par rapport à l'année précédente, et un montant prévisionnel des recettes à 45 024 597 euros. Cette baisse de recettes due à la diminution du prix de cession des logements sociaux a déterminé une participation de la Ville à l'équilibre du bilan de 825 224 euros. Par ailleurs, une avance financière de la Ville à l'opération d'un montant de 4,5 millions d'euros a été consentie à l'opération avec un premier versement prévue en 2014.

Le CRAC établi au 31 décembre 2011 a été approuvé par délibération 12/0547/DEVD du 25 juin 2012. Des surcoûts ont été enregistrés par l'opération, liés aux frais de portage des dépenses en l'absence de recettes de cession. La participation de la Ville a été portée à 1 512 647 euros. Par ailleurs le versement de l'avance financière de la Ville à l'opération d'un montant de 4,5 millions d'euros a été avancé à 2012 et son remboursement a été planifié en fin de concession.

Le CRAC arrêté au 31 décembre 2012 a été approuvé par délibération 13/0474/DEVD du 17 juin 2013. La participation financière de la Ville à l'équilibre du bilan est restée inchangée au regard du bilan précédent. L'échéancier du versement de la participation a été modifié.

L'avenant 6 notifié le 14 mars 2014 a permis de transférer la concession à la SPL Soleam suite à la fusion-absorption de Marseille Aménagement en date du 28 novembre 2013.

Le CRAC établi au 31 décembre 2013 a été approuvé par délibération 14/803/UAGP du 10 octobre 2014 avec un prix de revient total de 46 174 282 euros, en hausse de 859 116 euros par rapport au CRAC précédent et une participation financière de la Ville à l'équilibre du bilan d'un montant de 1 512 647 euros inchangée au regard du bilan précédent. Un échéancier de versement de la

rémunération sur dépenses de l'aménageur, prise en partie par anticipation, a fait l'objet d'un avenant 7.

Le CRAC établi au 31 décembre 2014 a été approuvé par la délibération 15/0471/UAGP avec un prix de revient total de 53 606 857 euros. Il a été approuvé la réalisation par l'aménageur du groupe scolaire prévu au Programme des Équipements Publics et la participation de la Ville à cet équipement d'un montant de 6 300 000 euros. Ont été approuvés également :

- l'avenant 8 à la convention de concession portant sur la prorogation de cinq ans de la durée de la concession, la réalisation par l'aménageur du groupe scolaire et la participation de la Ville au coût de cet équipement

- l'avenant 1 à la convention d'avance de trésorerie portant sur le report de la date du remboursement en 2020 au lieu de 2018.

Par délibération 15/1016/UAGP du 26 Octobre 2015, l'avenant 2 à la convention d'avance de trésorerie portant l'avance consentie de 4 500 000 euros à 9 500 000 euros a été approuvé.

Cette opération a été transférée à la Communauté Urbaine à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence se substitue à cette dernière pour la poursuite de l'opération. Un avenant n° 9 en date du 17 juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole Aix-Marseille-Provence en qualité de concédant. Cette concession d'aménagement porte le n° T1600916C0.

Egalement, un avenant 3 à la convention d'avance de trésorerie signé le 17 juin 2016 a substitué la Métropole à la Ville. Cette convention porte le n°T1600915CO.

Le CRAC établi au 31 décembre 2015 a été approuvé par délibération n°URB 019-1423/16/CM du 15 décembre 2016 par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Le prix de revient total était de 68 991 851 euros en augmentation de 15 384 995 euros. La participation d'équilibre était de 1 512 647 euros, inchangée et déjà versée en 2015 par la Ville de Marseille. La participation de la Métropole à certains équipements publics dont le coût n'est pas mis en totalité à la charge de l'aménageur a été approuvée pour un montant de 4 124 906 euros. L'avenant n°10 a approuvé ces modifications ainsi que le nouvel échéancier de versement des rémunérations du concessionnaire sur dépenses prises par anticipation.

Le CRAC établi au 31 décembre 2016 a été approuvé par délibération n°URB 010-2349/17/CM du 13 juillet 2017 par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Le prix de revient total était de 70 176 133

euros TTC en augmentation de 1 184 282 euros. La participation d'équilibre était de 1 512 647 euros, inchangée et déjà versée en 2015 par la Ville de Marseille. La participation de la Métropole à certains équipements publics dont le coût n'est pas mis en totalité à la charge de l'aménageur été inchangée pour un montant de 4 124 906 euros. L'avenant n°11 a approuvé la modification de l'échéancier de versement de la participation du concédant aux équipements publics ainsi que le nouvel échéancier de versement des rémunérations du concessionnaire sur dépenses prises par anticipation.

Par délibération du 18 octobre 2018, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé l'avenant n°12 à la convention de concession ayant pour objet :

- de modifier les conditions de rémunération de l'aménageur pour les missions de commercialisation, de gestion locative et de liquidation pour les mettre en conformité avec la grille tarifaire de la SOLEAM.
- de préciser l'échéancier de prise de rémunération pour la réalisation des équipements scolaires

L'objet du présent rapport est de soumettre au Conseil de la Métropole le Compte Rendu Annuel à la Collectivité concernant la ZAC du Vallon Regny établi au 31 décembre 2017 ainsi que l'avenant n°13 à la convention de concession d'aménagement passée avec SOLEAM

Activité de la concession sur l'année 2017 et perspective pour les années à venir :

En ce qui concerne les acquisitions foncières : en 2017, l'aménageur a poursuivi des négociations amiables afin de maîtriser la dernière parcelle à acquérir pour la réalisation de la U522 tronçon sud. Cette négociation n'a pas aboutie et se poursuivra en 2018. Un engagement des négociations avec les propriétaires sera effectué en 2018 afin de maîtriser les emprises du tronçon Nord de la U522, entre l'ancien chemin de Cassis et le Bd Paul Claudel. Un dossier de demande de DUP sera élaboré pour les acquisitions qui ne pourraient pas être réalisées à l'amiable.

Par ailleurs, l'aménageur a prévu en 2018 d'acquérir la Bastide « Les Trembles » appartenant à HMP en limite extérieure de la ZAC, en vue de sa restauration et de sa revente pour un usage qui sera défini en lien avec le nouveau projet urbain. De plus, SOLEAM devra acquérir des reliquats de terrains appartenant à la Ville, situés au cœur de l'opération ainsi qu'une parcelle bâtie appartenant à la Métropole, située sur l'emprise de la U522 Nord.

En ce qui concerne les études :

L'année 2017 a été consacrée à la poursuite des études urbaines et paysagères en vue de l'approbation d'un nouveau plan d'aménagement de la ZAC.

L'année 2018 permettra de poursuivre les réflexions urbaines, paysagères et architecturales afin de préciser les prescriptions qui seront intégrées aux fiches de lot et cahiers des charges de cession des terrains aux constructeurs. Il est notamment envisagé la poursuite de la mission d'architecte conseil, le lancement d'études techniques hydrauliques et de sols, la poursuite des études de conception des espaces publics, la désignation d'un OPC urbain chargé de la coordination générale de l'opération, le lancement d'études visant à modifier le dossier de réalisation ainsi qu'une mise à jour de l'étude d'impact.

Il sera également engagé une réflexion sur la soumission d'une candidature de cette opération aux labels Ecoquartier et/ou NF AMENAGEMENT HQE.

En ce qui concerne les travaux :

Il n'y a pas eu de nouveaux travaux réalisés en 2017, il n'est pas prévu de travaux d'importance en 2018.

Le Compte-rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2017 s'établit comme suit :

Dépenses :

Sur l'exercice 2017, les dépenses engagées s'élèvent à 281 000 euros en baisse de 613 053 euros par rapport aux prévisions. Cet écart se justifie notamment par :

- Le non aboutissement de l'acquisition de la dernière parcelle nécessaire à la mise en œuvre du tronçon sud de la U522,
- le volume d'étude en baisse par rapport aux prévisions,
- des dépenses annexes supplémentaires pour « entretien sur terrains et patrimoine ». Ceci est dû à la mise en place d'un contrat de nettoyage hebdomadaire de la place Didier Garnier, devant le Collège Gyptis dans l'attente de sa reprise en gestion par les services de la Métropole, à la nécessité de réparer régulièrement les clôtures protégeant les terrains, à une campagne de débroussaillage ayant un coût plus important que prévu. Par ailleurs le poste « taxe foncière » n'avait pas fait l'objet d'une prévision de dépenses sur 2017 alors qu'elle s'est élevée à 19 428 euros. En conséquence, ce budget devra être réévalué pour les prochaines années.
- Une baisse des frais financiers par rapport au montant prévu en 2017. Les emprunts contractés en 2017 généreront au final des

frais financiers qui ne seront facturés qu'en 2018. Par ailleurs il a été réglé des frais financiers court terme qui se sont révélés plus importants que prévus du fait du décalage de mise en place des emprunts.

État d'avancement cumulé au 31 décembre 2017 :

Le montant des dépenses réalisées s'élève à 20 644 393 euros soit 29.90% du budget prévisionnel à terme. Il se répartit sur les postes suivants :

- budget études : 334 286 euros soit 28.80% de réalisation par rapport au budget prévisionnel à terme
- budget acquisition (dont U522) : 12 491 823 euros soit 71.75% de réalisation
- budget travaux : 5 145 369 euros soit 18.59% de réalisation
- budget dépenses annexes: 544 178 euros soit 38.94% de réalisation
- budget frais financiers : 842 137 euros soit 87.54% de réalisation
- Rémunération de l'aménageur : 1 280 768 euros soit 25.50 % de réalisation
- Groupe scolaire : 5 832 euros soit 0.03% de réalisation

Le montant total des dépenses envisagées, au terme de l'opération s'élève à 73 051 693 euros TTC.

Il se répartit selon les postes suivants :

- Études : 1 160 744 euros soit 1,60% du coût de l'opération
- Acquisitions (dont U522) : 17 408 036 euros soit 23.80% du coût de l'opération
- Travaux : 27 668 116 euros soit 38% du coût de l'opération
- Dépenses annexes : 1 397 222 euros soit 1,90% du coût de l'opération
- Frais financiers : 961 930 euros soit 1,30% du coût de l'opération
- rémunération aménageur 5 021 185 euros soit 6,80% du coût de l'opération
- Groupe scolaire 15 412 484 euros soit 21,10% du coût de l'opération
- TVA reversée 4 021 976 euros soit 5,50 % du coût de l'opération

Le montant total des dépenses à terme est en hausse de 2 875 560 euros TTC par rapport au dernier bilan approuvé.

Cet écart se justifie essentiellement par :

- une augmentation de 363 596 euros du budget études du fait de la relance des études urbaines, architecturales, paysagères et programmatiques sur l'ensemble du site de l'opération.
- une augmentation de 1 922 873 euros du budget acquisitions du fait d'une réévaluation du coût de certaines acquisitions, de la nécessité d'acquérir de nouvelles parcelles pour les besoins du nouveau projet d'aménagement, de la provision d'une indemnité de remplacement induite par la nécessité d'instaurer une DUP sur le secteur de la U522 Nord.
- une baisse de 555 196 euros du budget travaux d'aménagement essentiellement liée à un ajustement des montants avec les coûts réels constatés, un réajustement des montants des travaux restant à réaliser et une réévaluation à la baisse des honoraires techniques.
- une augmentation de 95 572 euros concernant le budget des équipements scolaires.
- une augmentation de 328 813 euros du poste Dépenses annexes lié au besoin croissant de gestion des terrains du fait de leur accessibilité nouvelle ainsi que pour procéder à de lourds travaux sur le patrimoine arboré existant.
- une augmentation de 1 285 678 euros du poste Rémunérations lié à l'évolution des dépenses et recettes de l'opération.
- une baisse de 676 222 euros du poste Frais Financier qui suit l'évolution du niveau de trésorerie de l'opération.
- une augmentation de 110 446 euros du poste TVA résiduelle

Recettes :

Sur l'exercice écoulé, le montant des recettes perçues s'élève à 3 052 euros correspondant à des produits divers et loyers.

État d'avancement cumulé au 31 décembre 2017 :

Au 31 décembre 2017, le montant des recettes cumulées hors participations des collectivités à l'équilibre du bilan et aux équipements, s'élève à 4 643 853 euros soit un taux d'avancement de 9.08% au regard des recettes prévisionnelles envisagées au terme de l'opération.

Ce montant se répartit essentiellement entre les postes suivants :

- Cession de charges foncières 4 517 205 euros soit 9% du budget prévisionnel à terme

- Produits divers : 126 648 euros soit 10.82% du budget prévisionnel à terme

Le montant total des recettes envisagées au terme de l'opération s'élève à 51 118 802 euros TTC hors participation des collectivités à l'équilibre du bilan et aux équipements, en hausse de 1 365 315 euros TTC par rapport au dernier bilan approuvé.

Cette hausse des recettes s'explique essentiellement par la réévaluation du montant des charges foncières. Elle est toutefois minorée par l'instauration d'une provision pour abattement sur prix de vente d'un montant total de 9 841 296 euros TTC, qui permettra dans le cadre des négociations avec les opérateurs, d'envisager des dispositions financières incitatives pour la réalisation de bâtiments exemplaires sur le plan environnemental et en terme d'innovation. Par ailleurs, il est intégré au bilan la cession à la Métropole des terrains d'assiette du Boulevard Urbain Sud au montant de l'estimation des Domaines, cet ouvrage n'étant pas prévu à la charge de l'opération au programme des équipements publics.

Participation du concédant à l'équilibre du bilan :

La participation du concédant à l'équilibre de l'opération s'élève à 1 512 647 euros, inchangée par rapport au dernier CRAC approuvé au 31 décembre 2016. Le paiement de cette participation a fait l'objet d'un versement par la Ville de Marseille, précédent concédant, en février 2015.

Participations des collectivités affectées aux équipements publics :

- Participation de la Ville de Marseille aux équipements scolaires : 15 560 621 euros

Lors de l'approbation par le Conseil Municipal du 29 juin 2015 du CRAC, arrêté au 31 décembre 2014, il a été acté de faire réaliser par l'aménageur deux groupes scolaires dans le cadre de la concession.

En effet, la prise en compte des besoins générés par les opérations de logements aux abords de la ZAC nécessite de renforcer les équipements scolaires et d'envisager une première école primaire composée de 6 maternelles et 10 élémentaires pour la rentrée scolaire 2021 ainsi qu'une deuxième école composée de 3 maternelles et 5 élémentaires à plus long terme.

Au vu de l'avancement des études et des chiffrages relatifs à la première école, il est constaté que la participation globale de la Ville de Marseille d'un montant de 15 560 621 euros affectée pour la réalisation des deux écoles ne permettra de couvrir que le coût du premier équipement scolaire.

Le versement de cette participation a fait l'objet d'une convention financière entre la Ville de Marseille, la SOLEAM et la Métropole approuvée au Conseil de Métropole du 17 octobre 2016 et au Conseil Municipal du 3 octobre 2016. Il conviendra que la Ville augmente cette participation si la réalisation du deuxième groupe scolaire se révélait nécessaire.

Le versement de la participation de la Ville est envisagé de la manière suivante :

2018 :	209 758 euros
2019 :	1 300 000 euros
2020 :	5 534 000 euros
2021 :	8 000 000 euros
2022 :	516 864 euros

- participation de la Métropole à certains équipements publics dont le coût n'est pas mis en totalité à la charge de l'aménageur :

Elle s'élève à 5 007 761 euros soit une augmentation de 882 855 euros par rapport au dernier bilan, du fait d'une réévaluation des coûts du foncier à acquérir et du montant prévisionnel des travaux estimés par le maître d'œuvre, ainsi que de la rectification d'erreurs dans les calculs du montant de participation dans les deux derniers CRAC approuvés.

Son échéancier de versement est envisagé de la manière suivante :

2018 :	325 979 euros
2019 :	325 806 euros
2020 :	819 343 euros
2021 :	1 404 588 euros
2022 :	1 404 588 euros
2023 :	727 457 euros

Avance :

Afin de financer un déficit de trésorerie provisoire, une première avance d'un montant de 4 500 000 euros a été versée par la Ville de Marseille en 2012. Une augmentation de cette avance d'un montant de 5 000 000 euros actée par délibération de la Ville de Marseille du 26 octobre 2015 a été versée en 2016. Selon les principes approuvés lors du transfert de l'opération, le remboursement de cette avance sera effectué par l'aménageur à la Métropole. Ce remboursement en un seul versement prévu en 2021 a été reporté en 2023 lors de l'approbation du dernier bilan et a fait l'objet de l'approbation d'un avenant n°4 à la convention d'avance de trésorerie n°T1600915CO.

Rémunération sur dépenses, prise par anticipation :

La ZAC Régný a été freinée dans sa réalisation. Ceci entraîne un retard de rémunération pour l'aménageur. Ainsi, il a été acté lors de l'approbation du CRAC au 31 décembre 2013 de payer par anticipation une part de la rémunération sur dépenses.

La rémunération sur dépenses représente 1 521 826 euros selon le montant des dépenses actuelles. Au 31

décembre 2017, l'aménageur a déjà perçu 282 807 euros de rémunération sur dépenses effectuées et 469 009 euros d'avance sur rémunération.

Avenant n°13 à la convention de concession d'aménagement :

Il a pour objet d'approuver l'augmentation de la participation de la Métropole au coût des équipements publics et son échéancier de versement ainsi que le nouvel échéancier de versement des rémunérations sur dépenses prises par anticipation.

Solde de Trésorerie :

Il est positif au 31 décembre 2017 pour un montant de 1 099 134 euros.

Emprunts :

Les emprunts contractés au 31 décembre 2017 s'élèvent à 18 000 000 euros dont 12 000 000 euros ont été remboursés au 31 décembre 2017. Un emprunt de 6 000 000 euros a été contracté en 2017 par l'aménageur pour pallier la trésorerie négative de l'opération. Le remboursement de cet emprunt s'étalera entre 2018 et 2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire Marseille Provence

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver le compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2017 et l'avenant n°13 à la convention de concession d'aménagement passée avec la SOLÉAM.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la participation à l'équilibre du bilan pour un montant de 1 512 647 euros, inchangée et déjà versée en 2015 par la Ville de Marseille, précédant concédant.

Article 2 :

Est approuvée la participation de la Métropole pour un montant de 5 007 761 euros TTC à certains équipements publics dont le coût n'est pas mis en totalité à la charge de l'aménageur et qui est en augmentation de 882 855 euros par rapport au dernier bilan. L'échéancier de versement est prévu de la manière suivante :

2018 :	325 979 euros
2019 :	325 806 euros
2020 :	819 343 euros
2021 :	1 404 588 euros
2022 :	1 404 588 euros
2023 :	727 457 euros

Article 3:

Est approuvé l'avenant n°13 à la convention de concession d'aménagement ci-annexé dont l'objet est d'approuver l'augmentation de la participation de la Métropole au coût des équipements publics et son échéancier de versement ainsi que le nouvel échéancier de versement des rémunérations sur dépenses prises par anticipation.

Article 4:

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 048-5179/18/CM

**■ Présentation du rapport d'activité 2017 du délégataire de service public du Marché d'Intérêt National du site des Arnavaux à Marseille 14ème arrondissement
MET 18/8833/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article 42 de la Loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles les compétences en matière de marchés d'intérêt national précise que la Métropole Aix-Marseille Provence exerce de plein droit les compétences en matière de Marchés d'intérêt National (MIN).

Les MIN sont régis notamment par l'ordonnance n°67-808 du 22 septembre 1967 qui indique dans son article 2 que la gestion des marchés d'intérêt national peut être assurée soit en régie par une collectivité locale ou un groupement, soit par une société d'économie mixte.

La SOMIMAR est une société d'économie mixte qui gère le MIN des Arnavaux à Marseille.

Le Marché d'Intérêt National de la Métropole Aix Marseille Provence, est aujourd'hui constitué de deux sites distincts :

- Les Arnavaux, site dédié au marché des fruits et légumes géré, par la SOMIMAR, par convention de concession n°73/53 du 18 décembre 1972.

Par avenant n° 6, à ladite convention, la durée de la mission a été prorogée jusqu'au 4 avril 2037.

- Saumaty, site dédié au marché des produits de la mer géré directement par la métropole Aix Marseille Provence

Conformément à l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services de la Métropole et dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'ordonnance n°67-808 du 22 septembre 1967 portant modification et codification des règles relatives aux marchés d'intérêt national et notamment son article 2 ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2017 a été remis par la Société Somimar.

Délibère

Article unique:

Est pris acte du rapport annuel du délégataire pour 2017, remis par la société Somimar relatif à l'exercice de la compétence Marché d'Intérêt National pour le site des Arnavaux.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 049-5180/18/CM

**■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2017 de la concession d'aménagement Grand Centre Ville à Marseille - Approbation de l'avenant 9 à la concession - Approbation de l'avenant 2 à la convention tripartite sur la participation financière de la Ville de Marseille - Approbation de la convention pour la création d'équipements municipaux et la gestion de services
MET 18/8843/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibérations conjointes des 9 février 2009 et 19 février 2009, la ville de Marseille et l'EPCI Marseille Provence Métropole ont approuvé un engagement renforcé pour le centre-ville de Marseille actant le cadre des actions à conduire pour dynamiser son attractivité et affirmer sa centralité.

Par concession d'aménagement notifiée le 20 janvier 2011, l'opération « Grand Centre Ville » a été confiée à la SOLEAM pour contribuer à cette requalification sur 35 pôles de renouvellement urbain, avec pour objectif :

- la production de logements nouveaux ou restructurés à remettre sur le marché locatif et d'accession à la propriété,
- la production de locaux d'activité et d'équipements,
- l'amélioration d'immeubles et de logements privés par un système incitatif auprès des propriétaires,
- le ravalement des immeubles le long d'axes emblématiques – Canebière, Athènes, Rome, Jean Jaurès, Puget, National, Tourette.
- la création de voiries et réseaux nécessaires à la viabilisation du foncier recyclable, et à l'embellissement des espaces publics existant pour stimuler l'investissement en renouvelant l'attractivité résidentielle, commerciale et touristique des quartiers centraux.

L'opération s'inscrit dans un périmètre de cohérence de 1 000 hectares au sein duquel doit être assurée une coordination avec les opérations sur les grandes infrastructures, telles la piétonisation du Vieux-Port et le plan-guide des espaces publics liés, les projets de rénovation urbaine du Centre Nord et de Saint-Mauront contractualisés avec l'ANRU (Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine), ainsi que les opérations pilotées par l'établissement public Euroméditerranée.

Par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015, l'opération d'aménagement a été transférée à l'EPCI compétent auquel s'est substituée la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2016. Ce transfert a été constaté par l'avenant 6 à la concession, exécutoire le 23 juin 2016 sous numéro de contrat T1600914CO.

Depuis le début de l'opération, les Comptes Rendus Annuels au concédant (CRAC) ont été régulièrement approuvés par les assemblées délibérantes successivement compétentes :

- par délibérations du Conseil Municipal de Marseille pour les exercices 2011, 2012, 2013,
- par délibération du Conseil Communautaire Marseille Provence Métropole pour l'exercice 2014,
- par délibération du Conseil de Métropole du 15 décembre 2016 a été approuvée, conjointement au compte rendu annuel pour 2016, l'avenant 7 à la concession d'aménagement T1600914CO qui a repris les objectifs ajustés sur 25 pôles de projet prioritaires :
- .Produire 1 400 logements nouveaux ou restructurés locatifs et en accession à la propriété,

- .Produire de 11 600 m2 locaux d'activité ou commerce et 9 000 m2 d'équipements,
- .Améliorer 2 000 logements par une incitation des propriétaires grâce à un système d'aides aux travaux,
- .Ravaler 1 000 immeubles le long des axes emblématiques du centre ville,
- .Créer et améliorer 47 000m2 de voiries et d'espace public pour renouveler l'attractivité résidentielle et commerciale des quartiers centraux.

-par délibération URB 002-3276/17/CM du Conseil de Métropole du 14 décembre 2017 a été approuvée, conjointement au compte rendu annuel pour 2016, l'avenant 8 à la concession d'aménagement T1600914CO prorogeant la concession jusqu'au 31 décembre 2025 compte tenu du délai des procédures d'urbanisme nécessaires à la mise en œuvre des opérations engagées.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Conseil de Métropole :

-le Compte Rendu Annuel à la collectivité au 31 décembre 2017 de la concession «Grand Centre Ville »,

-l'avenant 9 à la dite concession actualisant l'échéancier de versement des participations,

-l'avenant 2 à la convention tripartite entre la Métropole, la SOLEAM et la ville de Marseille pour le financement d'investissements municipaux, actualisant le programme et fixant l'échéancier de versement de la participation municipale.

-la convention pour la création d'équipements municipaux et la gestion de services prise au titre des articles L5215-17 et L5217-7 du code général des collectivités territoriales, afférente à ce programme

Il est rappelé que par délibération du 11 décembre 2016 ont été approuvés le principe du recours à la procédure de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) pour le pôle Flammarion, et les modalités de la concertation publique qui a ainsi pu se dérouler du 21 juin au 21 juillet 2017 et dont le bilan a été approuvé par délibération du Conseil de Métropole 10 octobre 2017.

Le dossier de création de la ZAC en cours d'élaboration doit préciser le mode de réalisation. Il est prévu que cette opération soit concédée à la SOLEAM dans le cadre de la concession d'aménagement « Grand Centre Ville » T1600914CO dont le bilan global intègre un sous-bilan prévisionnel en dépenses et recettes sur le pôle Flammarion qui provisionne les participations de la Métropole et de la ville de Marseille.

Par ailleurs, le programme des équipements municipaux partie prenante de l' « Opération Grand Centre Ville » et resté à la charge financière de la ville de Marseille doit faire l'objet d'un remaniement de son montage juridique et financier pour permettre l'encaissement de subventions mobilisables à hauteur de 40% auprès de l'ANRU par la ville de Marseille.

Tel est le contexte dans lequel ont été examinés les équilibres opérationnels du bilan de la concession « Grand Centre Ville », qui évoluent de la manière suivante :

- Le montant total des dépenses de 235 289 133 euros, dont 8 717 653 euros de TVA, versée, est inchangé,
- Le montant total des recettes privées passe de 102 750 077 euros à 91 862 230 euros,

Les participations publiques au financement de l'opération évoluent de manière suivante :

- la participation d'équilibre demeure à 60 700 747 euros, dont 45 560 745 euros à la charge de la Métropole et 15 140 000 euros déjà acquittés par la ville de Marseille,
- la participation aux aménagements métropolitains est maintenue à 47 552 436 euros sur laquelle la TVA est récupérable,
- la contribution de la ville de Marseille pour le financement du programme des équipements municipaux passe de 20 541 671 euros à 31 429 717 euros TTC, dont 10 887 995 euros d'acquisition in fine de trois des équipements du programme.
- l'apport en nature de foncier gratuit reste valorisé à 3 743 500 euros.

Le Compte Rendu Annuel pour l'exercice 2017 affiche par poste les variations suivantes :

DEPENSES :

*Etudes :

La dépense cumulée à fin 2017 s'établit à 1 672 258 euros.

Globalement, sur la durée de la concession ce poste, passe de 3 989 269 euros TTC à 4 018 406 euros TTC.

Il est prévu un budget de 511 797 euros pour l'exercice 2018.

*Acquisitions foncières, gestion et relogements :

La dépense cumulée depuis le début de l'opération est de 19,8 millions d'euros.

Globalement, sur la durée de la concession, le poste passe de 102 104 374 euros à 102 489 230 euros TTC.

Il est prévu un budget de 6 515 418 euros pour l'exercice 2018.

*Travaux :

Ces dépenses comprennent à la fois les travaux conservatoires et préparatoires sur le foncier acquis, y compris démolitions, mais aussi les travaux de réalisation des programmes d'habitat, d'équipements et d'aménagement publics dont la SOLEAM s'est vue confier la maîtrise d'ouvrage.

La dépense cumulée depuis le début de l'opération est de 6,5 Millions d'euros.

Il est prévu un budget de 3 666 170 euros pour l'exercice 2018.

Globalement, sur la durée de la concession, ce poste passe de 75 464 410 euros à 84 183 402 euros TTC.

Cette hausse de 8,7 millions d'euros s'explique d'une part par les surcoûts constatés dans les opérations complexes d'équipement ou d'aménagement, d'autre part par des programmes complémentaires.

*TVA reversée :

Le montant total de la TVA reversée passe globalement de 8 076 658 euros à 8 717 653 euros.

RECETTES :

*Cessions foncières :

Depuis le début de la concession la recette foncière encaissée est de 3 635 759 euros à fin 2017.

Globalement, sur la durée prorogée de la concession, ce poste passe de 84 531 266 euros à 94 279 413 euros, dont 83 391 367 de cessions privées et 10 888 046 euros de cession à la ville de Marseille de trois équipements publics.

Une recette foncière de 3 093 755 euros est prévue pour l'exercice 2018.

*Subventions :

Dans le cadre de ses missions la SOLEAM est appelée à être maître d'ouvrage d'opérations

subventionnées. Il s'agit des subventions mobilisées auprès de la Région, du Département, de l'ANRU, dont en particulier :

- le déficit d'îlot Abadie, dans le quartier du Panier,
- le déficit d'îlot Korsec dans le quartier Belsunce,
- l'aménagement de la place Fare Petites Maries, mitoyenne de l'îlot Korsec.

La SOLEAM a sollicité d'autres subventions pour les aménagements métropolitains dont elle assure la maîtrise d'ouvrages.

Globalement le montant des subventions est ramené de 5 632 158 euros à 3 286 440 euros car la SOLEAM ne pourra pas percevoir de subventions de l'ANRU comme initialement prévu sur les équipements à vocation municipale. Les subventions doivent être sollicitées et encaissées par la ville de Marseille dans le cadre du Nouveau Programme de Renovation Urbaine.

Depuis le début de l'opération SOLEAM a encaissé 565 609 euros de subvention à fin 2017.

Le montant prévisionnel d'encaissement est de 1 688 597 euros en 2018.

Les participations publiques au bilan de concession se répartissent comme suit :

*Participation aux équipements publics métropolitains :

Le programme actualisé des aménagements publics métropolitains concédés dans le cadre de cette opération de renouvellement urbain concerne :

- pôle Mazagran : requalification des rues du Théâtre & Mazagran - Place du Lycée,
- pôle Korsec : aménagement de la Place Fare Petites Maries,
- pôle Flammarion : réalisation d'une trame viaire pour désenclaver des friches mutables.
- pôles Trois Rois / Curiol / Olivier / Nau : requalification de la place Jean Jaurès,
- pôle Nationale-Providence : aménagement de la Place de la Providence,
- pôles Noailles : piétonisation.

Ce programme, détaillé en annexe de l'avenant 9, correspond à une surface créée ou requalifiée de 56 500 m².

Le budget reste à 47 552 435 euros TTC.

Des versements à hauteur de 261 365 euros ont été effectués en 2016, encaissés en 2017, sans autre versement.

La participation prévue pour l'année 2018 est de 6 000 000 euros.

*Participation numéraire du concédant à l'équilibre du bilan :

La participation d'équilibre reste à 60 700 747 euros

dont 15 140 000 euros versés par la Ville de Marseille lorsqu'elle était concédante

45 560 747 euros sont à la charge de la Métropole concédante qui a déjà versé 14 500 000 euros à fin 2017.

Il n'est pas prévu de versement pour 2018, la trésorerie de l'opération étant suffisante.

*Participation aux équipements municipaux :

Le programme actualisé des équipements municipaux et prestations réalisés dans le cadre de l'opération, objet d'une convention tripartite associée, a évolué comme suit :

Les équipements subventionnables jusqu'à 40 % par l'ANRU seront achetés à la livraison :

Equipements achetés in fine à prix coûtant TTC par la Ville : 10 887 995 euros TTC

.pôles Noailles : équipement intergénérationnel
Domaine Ventre : 4 305 578 euros

.pôles Noailles : équipement jeunesse 44
Aubagne : 2 568 788 euros

.pôle Nationale-Providence : équipement péri-scolaire : 4 013 629 euros

Les lignes sont inscrites au bilan en recette de cession publique.

Equipements financés par une participation au reste à charge : 20 541 671 euros TTC

.pôle Korsec : les équipements sportifs et associatifs Korsec passent de 3 269 210 euros à 4 303 552 euros,

.pôle Nadar-Pouillon : le Jardin des Récollettes passe de 343 600 euros à 304 861 euros,

.pôle Folies Bergères : la requalification du passage passe de 217 088 euros à 219 219 euros,

.pôle Opéra : l'annexe de l'Opéra Municipal 3-5, rue Molière passe de 2 327 962 euros à 2 700 000 euros,

.pôle Flammarion : la création du groupe scolaire 8 classes passe de 8 991 969 euros à 10 311 007 euros par ajout du coût du Foncier initialement prévu en apport en nature par la Ville,

.pôle Flammarion : la provision pour équipement de proximité passe de 1 482 146 euros à 2 277 023 euros.

Les prestations concernant la mission d'aide aux ravalements de façades imputable à la concession se clôturent à fin 2017 à un montant de 425 393 euros. Ainsi la contribution financière de la ville de Marseille à la concession passe de 20 541 671 euros à 31 429 665 euros TTC.

Ce programme est détaillé dans l'avenant 2 à la convention tripartite annexé, correspond à une surface d'équipement de 10 124 m².

***Apport en nature :**

Les apports en nature par la ville de Marseille, réalisés ou transférés à la concession, sont valorisés à hauteur de 3 743 500 euros détaillé en annexe à l'avenant 9.

Concernant la trésorerie de l'opération, un emprunt de 2 000 000 euros a été contracté sur l'exercice 2012. Au 31 décembre 2016 il est entièrement remboursé.

Le remboursement de l'avance de 2 000 000 euros est reporté à la nouvelle échéance de fin de la concession.

Le solde de trésorerie cumulé au 31 décembre 2017 est de +1 433 857 euros. Un solde négatif est en prévision pour l'exercice 2018. La SOLEAM a repoussé à 2019 l'emprunt de 10 000 000 euros remboursé sur 6 ans envisagé pour faire face au pic de dépenses de travaux notamment sur les exercices 2020-2021.

A compter de 2018 les missions d'aide au ravalement de façade sont assurées par la SOLEAM dans le cadre d'une convention spécifique passée avec la ville de Marseille.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code Général des Impôts ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Municipal 09/028/DEVD du 9 février 2009 ;
- La délibération du Conseil Communautaire FCT 008-1929/02CC du 19 février 2009 ;
- La délibération du Conseil Municipal 10/1142/SOSP du 6 décembre 2010 ;
- La délibération du Conseil Municipal 11/0288/SOSP du 4 avril 2011 ;
- La délibération du Conseil Municipal 15/1212/UAGP du 16 décembre 2015 ;
- La délibération du Conseil Communautaire FCT 010-1565/15/CC du 21 décembre 2015 ;
- L'arrêté Préfectoral du 28 décembre 2015 ;
- La délibération du Conseil de Métropole URB 020-1424/16/CM du 15 décembre 2016 ;
- La délibération du Conseil de Métropole URB 002-3276/17/CM du 14 décembre 2017 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La convention de concession 11/0136 transférée à la métropole sous n°T1600914CO et ses avenants 1 à 7 ;
- L'avenant 8 à la concession T1600914CO entre la Métropole et la SOLEAM prorogeant la concession jusqu'au 31 décembre 2025 ;
- La convention d'avance numéro n°11/0674 entre la ville de Marseille et la SOLEAM notifiée le 8 juin 2011 et transféré à la Métropole par avenant 1 et notifiée sous le n°2017-0674 ;

- La convention tripartite de financement des investissements municipaux signée entre la Métropole, la ville de Marseille et la SOLEAM dûment notifiée sous le n°2017-81192, et son avenant 1.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité, ci-annexé, relatif la concession d'aménagement « Grand Centre Ville » numéro T1600914CO, établi au 31 décembre 2017 par la SOLEAM et comprenant un bilan financier prévisionnel.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n°9, ci-annexé, à ladite concession d'aménagement T1600914CO.

Article 3 :

Sont approuvées les participations de la Métropole :

-à l'équilibre du bilan pour un montant de 45 560 747 euros dont 31 060 747 euros restent à verser au 31 décembre 2017 selon l'échéancier prévisionnel suivant :

2018 : 0 euro

2019 : 553 426 euros

Le versement du solde tel qu'inscrit au plan de trésorerie prévisionnel fera l'objet d'un ajustement annuel et d'un lissage en fonction des besoins actualisés.

-aux aménagements publics métropolitains d'un montant de 47 552 435 euros TTC dont 47 291 071 euros restent à verser au 31 décembre 2017 selon l'échéancier prévisionnel suivant :

2018 : 6 000 000 euros

2019 : 8 188 551 euros

2020 : 14 448 365 euros

Le versement du solde tel qu'inscrit au plan de trésorerie prévisionnel fera l'objet d'un ajustement annuel et d'un lissage en fonction des besoins actualisés.

Article 4 :

Est approuvé l'avenant n°2, ci-annexé, à la convention tripartite n°2017-81192 entre la Métropole, la ville de Marseille et la SOLEAM actualisant la participation globale de la ville de Marseille à la

concession d'aménagement « Grand Centre Ville » au montant global de 31 429 665 euros TTC, et précisant le mode et l'échéancier de paiement.

Article 5 :

Est approuvée la convention ci-annexée pour la création d'équipements et la gestion de services entre la ville de Marseille et la Métropole prise au titre des articles L5215-17 et L5217-7 du code général des collectivités territoriales, afférente au programme des équipements municipaux et à la gestion de services inscrits à opération « Grand Centre Ville ».

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants et tout document y afférent.

Article 7 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter tout concours financier auprès des partenaires du renouvellement urbain.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 050-5181/18/CM

**■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité de la concession d'aménagement du Vallon de Malpassé à Marseille 13ème arrondissement établi au 31 décembre 2017 et approbation de l'avenant 8 à la convention de concession
MET 18/8865/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La convention pluriannuelle de mise en œuvre du projet de rénovation urbaine (PRU) du Vallon de Malpassé dans le 13ème arrondissement a été signée le 28 juin 2010 par l'ANRU, la Ville de Marseille, Marseille Provence Métropole et les partenaires locaux.

Ce projet de renouvellement urbain doit permettre la mutation d'un quartier déconnecté des pôles d'attractivité, comptant un vaste patrimoine foncier public ou parapublic non exploité, constituant presque exclusivement un secteur d'habitat social vétuste.

Par délibération n°12/1164/DEVD du 10 décembre 2012, la Ville de Marseille a confié l'aménagement du site des Cèdres à la SOLEAM par la concession

d'aménagement n°13/00019 d'une durée de 4 ans qui a été prorogée à 2 reprises de deux années par avenants portant son échéance au 31 janvier 2021.

Par avenant n°5 à la convention de concession d'aménagement n°T1600908CO notifié à la Soléam le 7 juin 2016 à la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Suite à la découverte d'amiante dans les logements, il a été décidé de procéder à la démolition du groupe des Cèdres sud et de la tour des Cyprès. Du fait de sa désaffectation, il a également été envisagé de recycler le centre commercial des Cèdres.

Ce changement d'orientation du PRU a conduit le GIP Marseille Rénovation Urbaine à mener une étude urbaine en 2012 et à étudier les conditions financières de mise en œuvre d'un nouveau projet.

Cette étude a permis de redéfinir le contenu du PRU et d'élaborer un programme et un bilan financier du projet d'ensemble. Ce nouveau programme a été approuvé par un avenant n°2 à la convention ANRU qui a été signé le 12 avril 2016 par les partenaires.

Le PRU a pour objectif d'accompagner la mutation d'un quartier presque exclusivement constitué d'habitat social vétuste en accélérant la réhabilitation ou la rénovation du bâti, en apportant une offre diversifiée de logements et d'activités, en rénovant les espaces publics et privés et en créant des connexions vers les pôles d'attractivité de l'agglomération.

Dans ce cadre, la concession du Vallon de Malpassé vise, sur une surface d'environ 3 hectares, à reconstruire des logements neufs dans toute une gamme résidentielle et à réaliser des aménagements publics.

L'objet du présent rapport est de présenter au conseil de la Métropole le compte rendu annuel de cette concession à la collectivité (CRAC) établi au 31 décembre 2017.

Le CRAC établi au 31 décembre 2017

L'année 2017 est la cinquième année de la concession d'aménagement.

Depuis 2013 ont été précisées les études urbaines d'aménagement, et engagées les études techniques et foncières. Les premières opérations ont été lancées, ce qui a permis en particulier de livrer à la Ville de Marseille les jardins partagés des Lauriers et de lancer la réalisation du square et de la descente des collèges.

L'activité de la SOLEAM sur l'exercice 2017 et pour les années suivantes porte principalement sur :

- les acquisitions de biens publics et privés nécessaires à l'opération

Un avenant n°1 au protocole foncier établi avec HMP a été signé concernant le lot 2, pour le programme de construction de l'Association Foncière Logement (AFL), et pour le lot 3 destiné à recevoir une crèche. Un protocole sera établi avec HMP pour l'acquisition du foncier du lot 22.

Les acquisitions dans le centre commercial des Cèdres (2lots) ont été poursuivies en 2017 et Habitat Marseille Provence (HMP) a cédé le foncier support des jardins partagés et du lot 3 destiné à accueillir une crèche.

- la commercialisation des lots à bâtir

La cession du lot 2 à l'AFL doit intervenir en 2018, il s'agit d'une vente à l'euro symbolique conformément à la convention ANRU.

La pré-commercialisation des lots 4 et 6 est également envisagée en 2018.

La commercialisation du lot 10 sera engagée après l'acquisition des murs et fonds du centre commercial, un dossier de déclaration d'utilité publique a été établi pour permettre l'expropriation, il sera déposé fin 2018 ou début 2019.

La commercialisation du lot 22 est conditionnée par la libération par HMP des terrains du groupe des « Cèdres sud » prévue courant 2018.

- les études

Les études relatives à la « descente des Cèdres » ont été lancées, ainsi que celles relatives au parachèvement de l'esplanade des Cèdres.

- les travaux

Les travaux du square des collèges ont été réceptionnés au mois d'août 2017, ceux de la traverse des collèges réceptionnés, avec réserves, au mois de décembre. Le lancement des travaux de la descente des Cèdres, de la traverse des Cyprès et du square des Cèdres est envisagé en 2019. Le parachèvement de la place des Cèdres interviendra à la fin des opérations.

Le bilan arrêté au 31 décembre 2017

Le bilan financier de référence est le bilan établi au 31 décembre 2016 approuvé au Conseil Métropolitain du 19 octobre 2017.

Les dépenses :

Sur l'exercice écoulé, les dépenses réalisées s'élèvent à 828 376 euros TTC, en diminution de 1 100 324 euros TTC et se décomposent-en :

- 34 459 euros TTC d'études, 196 730 euros TTC d'acquisitions, 25 836 euros TTC d'honoraires techniques, 437 605 euros TTC de travaux VRD.

Ces postes sont globalement en diminution par rapport au budget prévisionnel principalement en raison du décalage en 2018 de paiements prévus en 2017 et de postes provisionnés non consommés.

- 32 747 euros TTC de dépenses annexes et 248 euros TTC de frais de commercialisation, 107 euros TTC de frais financiers, montants restés stables,

- 100 644 euros TTC de rémunération forfaitaire sur dépenses, en baisse de 30 203 euros, cette opération générant des dépenses à un rythme moins rapide qu'envisagé,

- 99 000 euros TTC de dépenses de dépollution sont reportées,

Sur l'état d'avancement cumulé au 31 décembre 2017,

Les dépenses réalisées, hors TVA reversée, s'élèvent à 2 510 719 euros TTC (17,84 % du montant total des dépenses prévisionnelles) dont :

- 79 107 euros TTC pour les études soit 44,59 % du budget total prévisionnel des études.

1 089 999 euros TTC pour le foncier soit 21.83 % du budget total prévisionnel du foncier,

- 771 981 euros TTC pour les travaux et honoraires techniques, soit 10.29 % du budget total de ces postes,

- 69 024 euros TTC pour les dépenses annexes soit 29,92 % du budget total prévisionnel des dépenses annexes,

- 909 euros de frais financiers soit 100 % du budget prévisionnel en frais financier,

- 499 699 euros de rémunération soit 42.97 % du montant total du budget global de ce poste.

Au terme de la concession, des dépenses totales de l'opération d'aménagement s'élèveront, hors TVA non récupérable (477 664 euros) à 14 066 185 euros TTC en augmentation de 714 952 euros par rapport au bilan arrêté au 31 décembre 2016.

Ce montant global des dépenses prévisionnelles se décompose ainsi :

- 177 398 euros TTC pour le budget études (1,26 % des dépenses totales) qui est en augmentation de 26 400 euros par rapport au CRAC précédent du fait des besoins supplémentaires en études géotechniques,

- 4 992 828 euros TTC pour le foncier (34,5 % des dépenses totales) ; en diminution de 103 950 euros du fait de la réduction de la surface du lot 6 dont une partie sera cédée directement à la Ville de Marseille pour permettre la reconstruction de l'école Bouge,

- 7 501 569 euros TTC de travaux d'aménagement (démolitions, VRD, dépollution) et d'honoraires techniques (53 % des dépenses totales) ; ce montant est en augmentation de 494 313 euros par rapport aux prévisions du CRAC précédent pour répondre au programme qualitatif du PRU et aux contraintes du site,

- 230 681 euros pour les dépenses annexes et les frais de commercialisation (1,63 % des dépenses totales), en augmentation de 76 804 euros, du fait principalement de l'accroissement des taxes foncières relatives au portage foncier du centre social.

- 909 euros TTC de frais financiers,

- 1 162 800 euros TTC de rémunération (8.26 % des dépenses totales) en augmentation de 341 118 euros. Afin de rémunérer l'aménageur pendant la phase d'étude plus longue et complexe que prévue, il est proposé d'octroyer une rémunération forfaitaire de 50 000 euros par an sur une durée de 6 ans.

Les recettes

Sur l'exercice écoulé, les recettes perçues en 2017 d'un montant de 73 214 euros TTC correspondant à la subvention versée par la Région Provence Alpes Côtes d'Azur au titre de sa participation au PRU.

Elles sont en diminution de 649 961 euros TTC par rapport au prévisionnel en raison principalement du décalage à 2018 des règlements de la cession du lot 1 (11 543 euros) , du lot 3 (156 000 euros) et de la subvention de la Ville de Marseille au titre du PRU (482 417 euros)..

Sur l'état d'avancement cumulé au 31 décembre 2017, les recettes s'élèvent à 2 667 719 euros TTC, soit 19,36 % des recettes globales, et correspondent :

- aux cessions constructeurs encaissées pour 209 880 euros TTC soit un taux d'avancement des cessions de 5 %,

- à la subvention de l'ANRU pour 310 973 euros, à la subvention Région pour 73 214 euros soit un taux d'avancement de 10,2 % des subventions attendues de l'ANRU et des collectivités partenaires,

- aux participations de la Ville de Marseille pour 210 331 euros d'apport foncier et de la Métropole pour 1 500 000 euros d'équilibre et 360 000 euros au titre de la convention ANRU, soit un taux d'avancement du versement des participations de 36 %,

- à des produits financiers et divers pour 3 360 euros.

Au terme de la concession, les recettes (hors la participation du concédant à l'équilibre de l'opération et l'apport foncier en nature) s'élèvent à un montant global de 8 361 181 euros, en baisse de 333 468 euros en regard du bilan approuvé l'an dernier. Ceci provient principalement des pertes de recettes attendues sur plusieurs projets immobiliers à commercialiser. Elles comprennent principalement :

- les cessions de charges foncières à hauteur de 4 195 585 euros TTC,

- la participation financière des différents partenaires de la convention ANRU, inchangée à savoir :

- la contribution financière de la Ville à la réalisation d'équipements publics d'un montant de 964 834 euros TTC qui a fait l'objet d'une convention de financement tripartite n°16/077 entre la Métropole, la Ville et la Soléam, signée le 23 novembre 2016. Cette participation versée en deux règlements égaux de 482 417 euros TTC en 2017 et 2018, ne pourra être inscrite qu'en 2018 dans les comptes de la Soleam, le premier versement n'ayant été perçu qu'en début d'année 2018,

- l'ANRU pour 2 073 153 euros TTC,

- la Région pour 732 139 euros TTC.

La participation de la Ville alors concédante

La Ville a contribué à l'équilibre du bilan par le biais d'un apport foncier en nature à la SOLEAM d'un montant de 210 332 euros.

La participation de la Métropole

La Métropole versera à la Soleam une participation en numéraire à l'équilibre du bilan pour un montant prévisionnel de 5 202 123 euros, en augmentation de 1 303 053 euros par rapport au précédent CRAC. 1 500 000 euros TTC ont déjà été versés en 2017, les autres règlements seront versés selon l'échéancier prévisionnel suivant :

- 2018 : 617 583 euros TTC

- 2019 : 622 819 euros TTC

- 2020 : 900 000 euros TTC

- 2021 : 1 345 260 euros TTC

- 2022 : 216 721 euros TTC

La participation liée au conventionnement ANRU prévue dans la convention tripartite passée entre la Métropole/Ville/Soléam n°16/077 susvisée d'un montant de 392 147 euros TTC sera versée à l'opération en fonction de l'échéancier suivant :

- 360 000 euros TTC déjà versés en 2016

- 32 147 euros TTC en 2020

Avance

Le concessionnaire a bénéficié d'une avance de trésorerie de 400 000 euros TTC. Cette avance sera remboursée à la Métropole en 2021.

La TVA et la trésorerie

La TVA reversée à l'opération est estimée à 900 067 euros.

La trésorerie cumulée de l'opération est positive à hauteur de 560 347 euros fin 2017, en lien avec le différentiel des dépenses et recettes réalisées.

Avenant à la concession

L'avenant 8 à la concession d'aménagement du Vallon de Malpassé T1600908CO soumis à votre approbation a pour objet d'acter :

- la prorogation de 2 années de l'opération, soit jusqu'au 31 janvier 2023 ;

- l'augmentation de la participation du concédant à l'équilibre de l'opération, ainsi que l'échéancier de versement des sommes dues par la Métropole à la SOLEAM au titre de cette participation et au titre du conventionnement avec l'ANRU,

- compte tenu de la complexité de l'opération, de la durée de la phase étude plus longue que prévue et de sa prolongation, il est acté une rémunération forfaitaire 300 000 euros sur toute la durée de l'opération, correspondant à 50 000 euros par an de 2013 à 2018 ;

- les modalités d'imputation de la rémunération sur dépenses qui augmente de 514 965 euros à 549 821 euros;

- de mettre le calcul de la rémunération de liquidation en conformité avec la grille tarifaire de la SOLEAM.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire de Marseille Provence du 11 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver le compte rendu annuel à la collectivité établi au 31 décembre 2017 et l'avenant n°8 à la convention de concession passée avec la SOLEAM.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) de la concession d'aménagement du Vallon de Malpassé arrêté par la SOLEAM au 31 décembre 2017 ci-annexé.

Article 2 :

Est approuvée la participation du concédant à l'équilibre du bilan d'un montant prévisionnel de 5 202 123 euros, en augmentation de 1 074 244 euros, dont :

- 1 500 000 euros versés par la Métropole en 2017.

Le solde sera versé selon l'échéancier prévisionnel suivant :

- 617 583 euros en 2018,
- 622 819 euros en 2019,
- 2 461 721 euros entre 2020 et 2023

Article 3 :

Est approuvé l'avenant 8 ci-annexé à la convention d'aménagement T1600909CO.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 051-5182/18/CM

**■ Opération "Interface Vallée de l'Huveaune Commune d'Aubagne" - Concession d'aménagement - transfert d'un marché de maîtrise d'oeuvre à la SOLEAM
MET 18/8764/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération URB 032-647/16/CM du Conseil Métropolitain du 30 juin 2016, l'opération « interface vallée de l'Huveaune Bras d'Or » a été déclarée d'intérêt métropolitain. Cette même délibération approuve la création d'une opération d'investissement n°2016102100 « Interface Vallée de l'Huveaune/commune d'Aubagne » d'un montant de 15.0000.000 euros, permettant d'engager la restructuration de l'îlot du "bras d'or" et les études de préfiguration nécessaires à la requalification de ce secteur contribuant à la redynamisation du centre-ville.

Les études ont été engagées par la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre d'un mandat d'études préalable confié à la SOLEAM.

Par ailleurs, la Commune et la Métropole ont été lauréate en 2016 d'un appel à manifestation d'intérêt (AMI) « Quartier de Gare » organisé par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et qui vise à renforcer la démarche de projet urbain autour des pôles d'échanges. Une étude pré-opérationnelle a ainsi été lancée, conduite actuellement par le bureau d'étude AREP, qui vise à définir les modalités d'urbanisation autour du pôle d'échanges afin de développer « un quartier de Gare » participant à la redynamisation du

centre-ville d'Aubagne. Ces études confirment les enjeux de renouvellement urbain portant sur la mobilité, le développement d'équipements publics, d'emploi et d'habitat.

Dans ce contexte, la requalification des espaces publics constitués du cours Barthélemy, de l'avenue des Goums, de la Place L. Sicard, du Chemin du Bras d'Or, et de l'espace Grimaud sont prioritaires. La requalification de ces espaces publics ainsi que le réaménagement de l'îlot du « Bras d'Or » et la requalification de l'îlot Antide Boyer, comme « quartier de gare » contribueront à la redynamisation du centre-ville et à l'affirmation du rôle d'Aubagne dans le système métropolitain.

Pour la requalification des grands espaces publics du centre-ville d'Aubagne, la Commune d'Aubagne avait fait le choix par délibération du conseil municipal du 29 juin 2017, d'organiser un premier concours restreint d'architecture afin de sélectionner l'équipe de maîtrise d'œuvre qui assurera les missions de conception et de réalisation des aménagements urbains des cours Barthélemy, Loulou Delfieu, des places Pasteur, des Quinze, de la rue de la République et du cours Beaumont.

L'appel à concurrence a été lancé le 22 septembre 2017 et le jury de concours constitué pour cette occasion, a retenu dans sa réunion du 11 juillet 2018, trois équipes qui ont été autorisées à remettre une offre. Les trois équipes sélectionnées ont toutes remis leurs projets qui ont fait l'objet d'une analyse technique et le jury de concours de sélection des offres réuni le 19 octobre 2018, a désigné le Groupement composé de CITA, STRADA Ingénierie, SPEEG et MICHEL, et TRANSMOBILITES lauréat de cette consultation, avec une première phase opérationnelle concernant les cours Barthélemy, Loulou-Delfieu et places Pasteur et des Quinze.

Le marché de maîtrise d'œuvre porte uniquement sur l'exécution de la tranche 1 du projet à savoir les travaux des cours Barthélemy, Loulou Delfieu, des places Pasteur et des Quinze.

Au vu des enjeux, les actions à conduire sur le centre-ville doivent être multiples et couvrir tous les champs de l'aménagement (espaces publics, mobilités, restructuration urbaine). Pour optimiser leur efficacité et leur efficience, elles doivent être coordonnées et cohérentes. Ainsi, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente pour conduire des opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain,

par délibération n° URB 043-4201/18/CM en date du 28 juin 2018 a confié une concession d'aménagement à la SOLEAM.

La concession d'aménagement permettra, dans le périmètre opérationnel arrêté, à la fois d'engager les

travaux sur les espaces publics et les démarches visant à restructurer et développer les îlots stratégiques du secteur Bras d'or et Antide Boyer.

Le périmètre de la requalification des espaces urbains du marché de maîtrise d'œuvre confié par la Commune au groupement CITA, STRADA Ingénierie, SPEEG et MICHEL, et TRANSMOBILITES est inclus pour partie dans le périmètre de la concession d'aménagement confié par la Métropole à la SOLEAM.

Ainsi par délibération du 13 novembre 2018, le Conseil municipal de la ville d'Aubagne a approuvé le transfert à la Métropole du marché de maîtrise d'œuvre confié au groupement CITA, STRADA Ingénierie, SPEEG et MICHEL, et TRANSMOBILITES pour un montant de travaux prévisionnel de 1 558 286 € HT relative aux études et des travaux de requalification des cours Barthélemy, Loulou Delfieu, des places Pasteur et des Quinze, correspondant à la phase 1 du projet global de la Commune. La rémunération provisoire du maître d'œuvre est fixée à 145 680 € HT.

La SOLEAM étant titulaire d'une concession d'aménagement sur le centre-ville d'Aubagne, a notamment pour mission la requalification des cours Barthélemy, Loulou Delfieu, des places Pasteur et des Quinze. Compte tenu du fait que la concession d'aménagement attribuée à la SOLEAM lui confère notamment la qualité de maître d'ouvrage pour tous les travaux d'infrastructure et de superstructure concourant à l'opération, le marché de MOE portant sur la requalification des espaces publics a vocation à lui être transféré.

Le marché de Maîtrise d'œuvre notifié par la commune, fera par conséquent l'objet d'un avenant, entre le Maître d'œuvre retenu, la Métropole Aix Provence Marseille, la Commune et la SOLEAM.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 032-647/16/CM du Conseil Métropolitain du 30 juin 2016, créant l'opération « interface Vallée de l'Huveaune/commune d'Aubagne » ;
- La délibération n°008-290617 du Conseil Municipal du 29 juin 2017 relative à l'engagement d'un concours restreint de maîtrise d'œuvre dans le cadre de la requalification des espaces urbains des cours Barthélémy, Loulou Delfieu, des places Pasteur, des Quinze, de la rue de la république et du cours Beaumont ;
- La délibération n°URB 043-4210/10/CM du 28 juin 2018 du Conseil Métropolitain relatif à l'approbation du traité de concession d'aménagement du centre-ville d'Aubagne ;
- Les réunions du jury de concours en dates des 11 juillet et 19 octobre 2018, par lesquelles le groupement CITA, STRADA Ingénierie, SPEEG et MICHEL, et TRANSMOBILITES a été désigné lauréat pour les études et les travaux de requalification des espaces urbains des cours Barthélémy, Loulou-Delfieu, des places Pasteur, des Quinze, de la rue de la république et du cours Beaumont ;
- La délibération du Conseil municipal de la ville d'Aubagne du 5 novembre 2018 approuvant le transfert du marché de maîtrise d'œuvre les études et les travaux de requalification des espaces urbains des cours Barthélémy, Loulou-Delfieu, des places Pasteur, des Quinze, confié au groupement CITA, STRADA Ingénierie, SPEEG et MICHEL, et TRANSMOBILITES ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 10 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune d'Aubagne a engagé en 2017, un concours d'architecte pour la requalification des grands espaces urbains de son centre-ville,
- Que le périmètre opérationnel de l'opération « interface vallée de L'Huveaune Commune d'Aubagne » a été défini par la concession d'aménagement confiée à la SOLEAM par le

Conseil de la Métropole en date du 28 juin 2018 ;

- Que la SOLEAM, via la concession d'aménagement, est missionnée pour la requalification des espaces urbains des cours Barthélémy, Loulou-Delfieu, des places Pasteur, des Quinze ;
- Que le marché de maîtrise d'œuvre, objet du concours d'architecture lancé en 2017 par la commune, porte sur la requalification d'espaces publics compris dans le périmètre de la concession d'aménagement confié par la Métropole à la SOLEAM ;
- Que la commune par délibération du 13 novembre 2018 à approuver le transfert de ce marché de maîtrise d'œuvre à la Métropole.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le transfert du marché de maîtrise confié au groupement CITA, STRADA Ingénierie, SPEEG et MICHEL, et TRANSMOBILITES pour un montant de prévisionnel de travaux de 1 558 286 € HT, pour l'exécution des travaux de requalification des espaces urbains des cours Barthélémy, Loulou-Delfieu, des places Pasteur, des Quinze à Aubagne de la Ville d'Aubagne à la Métropole ; la rémunération provisoire est fixée à 145 680 € HT.

Article 2 :

Est approuvé le transfert de la Métropole à la SOLEAM du marché de maîtrise d'œuvre confié au groupement CITA, STRADA Ingénierie, SPEEG et MICHEL, et TRANSMOBILITES pour un montant de 1 558 286 € HT, pour l'exécution des travaux de requalification des espaces urbains des cours Barthélémy, Loulou-Delfieu, des places Pasteur, des Quinze à Aubagne ; la rémunération provisoire est fixée à 145 680 € HT.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 052-5183/18/CM

■ Clôture du mandat d'études avec la SOLEAM pour l'aménagement du Bras d'Or à Aubagne MET 18/8789/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° URB 032-647/16/CM du 30 juin 2016, le conseil métropolitain a déclaré d'intérêt métropolitain l'opération d'Aménagement urbain du

site des « Bras d'Or » sur la commune d'Aubagne et approuvé la création d'une opération d'aménagement n°2016102100 « Interface Vallée de l'Huveaune/commune d'Aubagne » d'un montant de 15.000.000 euros. Cette délibération avait permis initialement, d'engager la restructuration de l'îlot du "bras d'or ».

Ainsi, un mandat d'étude a été confié à la SOLEAM pour dans un premier temps réaliser des études hydrauliques spécifiques, et dans un second temps des études pré-opérationnelles, visant à dégager les potentialités urbaines, techniques et financières de la restructuration de l'îlot Bras d'Or.

L'étude hydraulique a été confiée, dans le cadre d'une mise en concurrence, à EGIS. Les tranches fermes du marché ont été réalisées, la tranche conditionnelle du marché n'a quant à elle pas été engagée. Les premières réflexions conduites dans le cadre de cette étude font ressortir que ce site est soumis à un aléa inondation important qui devra être géré à l'échelle d'un projet urbain élargi.

En parallèle, la commune a lancé une étude pré-opérationnelle (financé à 70% par la Région) conduite actuellement par le bureau d'étude AREP, qui vise à définir les modalités d'urbanisation autour du pôle d'échanges afin de développer « un quartier de Gare » participant à la redynamisation du centre-ville d'Aubagne. Ces études confirment les enjeux de requalification et de redynamisation du centre-ville en articulation avec le développement d'un quartier de gare innovant et de la requalification du secteur du Bras d'or.

Il est apparu donc que les actions à mettre en œuvre sur le secteur doivent être multiples et couvrir tous les champs de l'aménagement (espaces publics, mobilités, restructuration urbaine). Pour optimiser leur efficacité et leur efficience, elles doivent être coordonnées et cohérentes et portées sur un périmètre élargi.

Ainsi, pour répondre à ces objectifs, le Conseil de Métropole du 28 juin 2018 par délibération n° n° URB 043-4201/18/CM, a confié une concession d'aménagement à la SOLEAM incluant le site du Bras d'Or identifié comme secteur de projet.

Ainsi, il convient de clôturer le mandat d'études initial et de poursuivre les réflexions et études engagées dans le cadre de la concession d'aménagement.

Pour ce faire, la SOLEAM a établi un bilan de clôture du mandat, ci-annexé, faisant apparaître :

➤ En dépense :

- les études réalisées :
 - Etudes hydrauliques réalisées par EGIS (Missions 1 et 2 du marché) pour un montant de 12462 euros TTC

- les prestations suivantes pour le bon déroulement du mandat :
 - Levé topographique pour un montant de 5400 euros TTC
 - Assistance juridique pour un montant de 540 euros TTC
- la rémunération de la SOLEAM pour un montant de 9 000 euros TTC

Le montant des dépenses s'élève à 27 402 euros TTC

➤ En Recette :

- L'avance octroyée par la Métropole pour un montant de 74 000 euros TTC

Le bilan fait donc apparaître un solde d'exploitation de 46 598 euros TTC en faveur de la Métropole Aix Marseille-Provence.

Il est ainsi proposé d'approuver le bilan de clôture et de donner quitus à la SOLEAM pour ce mandat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du conseil de Métropole n° URB 043-4201/18/CM du 28 juin 2018 approuvant confiant une concession d'aménagement à la SOLEAM « Bras d'or interface Vallée de l'Huveaune » ;
- Les dispositions, et notamment le programme, du traité de concession d'aménagement « Bras d'or/interface Vallée de l'Huveaune » confié à la SOLEAM ;
- Le bilan de clôture présenté par la SOLEAM ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 10 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le périmètre de la concession d'aménagement « Bras d'Or/interface Vallée de l'Huveaune » confiée à la SOLEAM par le Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 englobe le périmètre du mandat confié à la SOLEAM pour l'aménagement du Bras D'Or à Aubagne ;
- Que les réflexions sur la requalification de l'îlot Bras d'Or seront poursuivies dans le cadre de la concession d'aménagement ;
- Que la requalification du Bras d'Or doit s'intégrer dans un projet urbain global à l'échelle du ventre ville d'Aubagne en vue de sa requalification.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les comptes présentés par la SOLEAM présentant un solde d'exploitation de 46 598 euros TTC, quarante-six mille cinq cent quatre-vingt-dix euros, TTC en faveur de la Métropole Aix Marseille Provence.

Article 2 :

La recette correspondante sera constatée au budget principal de la Métropole.

Article 3 :

Est donné quitus définitif de sa gestion à la SOLEAM pour le mandat d'études relatives aux études du secteur Bras d'Or à Aubagne.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 054-5185/18/CM

■ Concession d'Éradication de l'Habitat Indigne lot 1 à Marseille - Opération de restauration immobilière sur l'immeuble sis 5 rue Francis de Pressensé 1er arrondissement - Demande de prorogation de la Déclaration d'utilité publique du programme de travaux nécessaire à la restauration immobilière de l'immeuble MET 18/8786/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°05/1244/EHCV du Conseil Municipal du 12 décembre 2005, la Ville s'est dotée d'un dispositif opérationnel de lutte contre l'habitat indigne comprenant un volet incitatif et un volet coercitif. L'objet est de traiter 500 immeubles dégradés sur l'ensemble de la Ville découpée en deux lots géographiques. Ainsi, sur la base de diagnostics complets des immeubles cibles, l'action s'articule de la manière suivante :

- l'Opération d'Amélioration de l'Habitat Dégradé (OAHd) permet d'aider les propriétaires privés (techniquement et financièrement) à mettre en œuvre un plan de redressement pérenne lorsqu'il est à leur portée ;

- lorsque le diagnostic conclut à une situation trop complexe ou dégradée qui, de ce fait, relève d'une intervention publique, la concession d'aménagement d'Éradication de l'Habitat Indigne (EHI) permet la maîtrise foncière, amiable ou au titre de l'utilité publique, afin de traiter l'immeuble avec les moyens qui s'imposent.

Cette concession porte sur l'ensemble du territoire communal. Elle est répartie géographiquement en 2 lots (centre-sud lot n°1 et nord lot n°2). En séance du 10 décembre 2007, le Conseil Municipal a approuvé les conventions avec les opérateurs suivants, Marseille Habitat pour le lot n°1 et Urbanis Aménagement pour le lot n°2.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est concédante de l'opération d'« Éradication de l'Habitat Indigne », suite au transfert des compétences concernées.

Par délibération n°11/1283/SOSP du 12 décembre 2011, la Ville de Marseille a approuvé la mise en œuvre d'une opération de restauration immobilière au titre de l'article L313-4 du Code de l'Urbanisme sur l'immeuble sis 5, rue Francis de Pressensé dans le 1^{er} arrondissement (parcelles n°201801 A0075) et a habilité Monsieur le Maire, ou son représentant, à demander à Monsieur le Préfet l'ouverture de l'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique suivie de l'enquête parcellaire prévues aux articles R 313-23 et suivants du Code de l'Urbanisme, au profit de la Ville ou de son concessionnaire afin de mettre en œuvre l'opération.

Le Préfet, par arrêté n°2014-25 du 21 mars 2014, a prononcé au profit de Marseille Habitat la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) de la réalisation des travaux nécessaires à l'opération de restauration immobilière de l'immeuble situé 5, rue Francis de Pressensé.

Après une phase amiable d'incitation pour obtenir la réalisation des travaux, la puissance publique a décidé de recourir aux mesures contraignantes de la DUP, face à la carence du propriétaire.

Lors de l'enquête parcellaire, ouverte par arrêté préfectoral n°2014-47 du 25 juillet 2014, le propriétaire ne s'est pas engagé à réaliser les travaux auprès du commissaire enquêteur qui a conclu favorablement à la cessibilité du bien. Mais, suite à un vice de forme dans la notification de la procédure au propriétaire, la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence a rendu une ordonnance de refus d'expropriation le 18 mars 2018.

Compte tenu de la durée de validité de cinq ans de l'arrêté préfectoral du 21 mars 2014, l'expiration de la DUP le 20 mars 2019, ne permettra pas de maintenir les pleins effets de cet outil indispensable à la poursuite du processus de requalification de ce bien. Il est donc proposé de demander la prorogation de cette procédure pour une durée de cinq ans supplémentaires, reportant ainsi le délai d'expiration au 20 mars 2024.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme
- L'arrêté n°2014-25 du 21 mars 2014 de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'opération d'aménagement d'Eradication de l'Habitat Indigne concédée à Marseille Habitat est transférée à la Métropole à compter du 1^{er} janvier 2016
- Qu'il convient d'approuver la demande de prorogation des effets de la Déclaration d'Utilité Publique de Restauration Immobilière de l'immeuble sis 5, rue Francis de Pressensé

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la demande à Monsieur le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfet des Bouches-du-Rhône, de proroger la Déclaration d'Utilité Publique de la réalisation des travaux de restauration immobilière sur l'immeuble situé 5, rue Francis de Pressensé – 1^{er} arrondissement de Marseille, objet de son arrêté du 21 mars 2014.

Article 2:

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer tous les documents relatifs à l'exécution de cette délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 055-5186/18/CM

■ Opération "Interface Vallée de l'Huveaune Commune d'Aubagne" - Définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation préalable
MET 18/8790/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° URB 032-647/16/CM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a déclaré d'intérêt métropolitain « Interface Vallée de l'Huveaune/commune d'Aubagne ». Cette délibération

avait permis initialement, d'engager la restructuration de l'îlot du « Bras d'or ».

Ainsi, un mandat d'étude a été confié à la SOLEAM pour dans un premier temps réaliser des études hydrauliques spécifiques, et dans un second temps des études pré-opérationnelles, visant à dégager les potentialités urbaines, techniques et financières de la restructuration de l'îlot Bras d'Or.

En parallèle, la commune a lancé une étude pré-opérationnelle, en partenariat avec la Métropole et la Région, conduite actuellement par le bureau d'étude AREP, qui vise à définir les modalités d'urbanisation autour du pôle d'échanges afin de développer « un quartier de Gare » participant à la redynamisation du centre-ville d'Aubagne.

Ces études confirment les enjeux de requalification et de redynamisation du centre-ville en articulation avec le développement d'un quartier de gare innovant et la requalification du secteur du Bras d'or à l'ouest du centre-ville. Il s'agit de renforcer Aubagne dans l'armature métropolitaine comme porte d'entrée Est du territoire métropolitain.

Ainsi, une concession d'aménagement a été confiée à la SOLEAM, par délibération n° URB 043-4201/18/CM du conseil de la Métropole en date du 28 juin 2018.

Au vu des enjeux et de la nature de cette opération, il convient conformément à l'article L103-2 du code de l'urbanisme, d'organiser une concertation associant la population, pendant la durée de l'élaboration projets. Ainsi, il convient d'en fixer les objectifs poursuivis et les modalités.

Les principaux objectifs poursuivis dans le cadre de la mise en œuvre de l'opération « Interface Vallée de l'Huveaune Commune d'Aubagne » sont les suivants :

- Requalification et redynamisation du centre-ville d'Aubagne
 - Constituer un véritable quartier de gare : organisation des mobilités, développement de l'emploi : activités tertiaires, services aux entreprises, co-working etc...
 - Créer de la mixité fonctionnelle et sociale basée sur l'articulation « emplois / logements / déplacements »
 - Renouveler l'offre immobilière à destination des familles et des jeunes actifs
 - Requalifier et hiérarchiser l'espace public
- Mise en œuvre d'une qualité urbaine et environnementale au service du cadre de vie :
 - Minimiser l'impact environnemental du projet

- Intégrer l'eau dans le projet urbain : utilisation et gestion innovante
- Développer une approche bioclimatique dans la conception du projet urbain

Il est proposé que la concertation soit organisée selon les modalités suivantes :

- Mise à disposition d'un dossier d'études comprenant notamment :
 - un plan du périmètre de projet soumis à la concertation,
 - un document de présentation générale du centre-ville,
 - un document de synthèse des objectifs du projet urbain,
 - un cahier destiné à recueillir les avis.

Ces documents seront complétés en tant que de besoin au fur et à mesure de l'avancée des études.

Le dossier d'études sera consultable :

- aux services techniques de la Mairie d'Aubagne, 180 Traverse de la Vallée 13400 Aubagne, aux heures habituelles d'ouverture au public
- au siège de la Métropole, 58 Boulevard Charles Livon, 13007 Marseille, aux heures habituelles d'ouverture au public
- à la SOLEAM, 49 La Canebière, 13001 Marseille

- Organisation d'une réunion publique

La population sera informée du début de la concertation et de ses différentes modalités via un avis administratif affiché à la Mairie d'Aubagne et au siège de la Métropole, ainsi que sur les médias municipaux et métropolitains dédiés (site internet, bulletin municipal), 15 jours au moins avant le début de la date effective d'ouverture de la concertation.

Le bilan de la concertation sera présenté, pour approbation, au Conseil de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme, et notamment les articles L103-2 et L103-3.

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du conseil de Métropole n° URB 043-4201/18/CM du 28 juin 2018 approuvant confiant une concession d'aménagement à la SOLEAM « Bras d'or interface Vallée de l'Huveaune » ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 10 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de lancer et de définir les modalités de la concertation, au titre du L103-2 du code de l'urbanisme, liée à l'opération « Interface Vallée de l'Huveaune/Commune d'Aubagne » dont les enjeux et le périmètre ont été actés dans le cadre de la concession d'aménagement confié à la SOLEAM.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les objectifs poursuivis pour la mise en œuvre de l'opération « interface Vallée de l'Huveaune/Commune d'Aubagne », le tout étant précisé dans le présent rapport.

Article 2 :

Sont approuvées les modalités de la concertation publique, organisée au titre du L103-2 du Code de l'Urbanisme, telles que précisées dans le présent rapport.

Article 3 :

Madame la Présidente la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est autorisée à ouvrir la concertation préalable.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 056-5187/18/CM

■ Lancement de la concertation préalable à la mise en œuvre d'un projet d'aménagement du secteur Gare de Miramas et du secteur Areva d'Istres

MET 18/9227/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence envisage, en accord avec les communes de Miramas et d'Istres, de mettre à l'étude un vaste projet d'aménagement à la jonction des deux territoires communaux.

Cette zone est composée de divers secteurs connectés entre eux par l'équipement public structurant que constitue la gare de Miramas :

Sur la commune de Miramas :

Le secteur UAbp, autour de la place Jourdan, identifié comme secteur de projet au PLU, et sa frange Sud en zone UAb :

- Une partie de la frange ferroviaire Nord, classée en zone UE f
- Le secteur resserré de la Gare, en zone UAb
- Le secteur UAbp, au Sud de la gare, également identifié comme secteur de projet au PLU
- La zone 2AU située au Sud du faisceau ferré, et la zone UBa qui la jouxte en limite Est

Sur la commune d'Istres, au Sud-Ouest de la limite communale :

- La zone UCa, anciennement occupée par des logements de fonction de la société Areva
- L'Est du site industriel AREVA, en zone UEa
- La zone 2AU5, non encore ouverte à l'urbanisation, destinée à de l'habitat.

L'ensemble de ces secteurs représente une superficie d'environ 53,8 hectares, dont 29,2 sur Istres et 24,6 sur Miramas, son périmètre est figuré sur le plan annexé à la présente délibération.

Un projet d'aménagement a été mis à l'étude afin de connecter entre eux les quartiers existants au Sud et au Nord du faisceau ferré de Miramas et, de donner

la coupure urbaine qu'il constitue par la création d'un ouvrage public de franchissement.

Cette connexion douce a également pour objectif de dynamiser le centre ville de Miramas autour de la place Jourdan, en l'intégrant au dynamisme du quartier de la Gare, appelé à se développer en tant que pôle d'échanges de niveau métropolitain.

Cette réflexion a mis en exergue la nécessité de prendre également en compte les secteurs immédiatement voisins, sur la commune d'Istres, dont le devenir est étroitement lié aux capacités de desserte présentes sur la commune de Miramas.

Il s'avère donc nécessaire d'organiser de façon cohérente les liaisons entre différents secteurs avoisinants, complémentaires mais distincts, pour permettre un développement urbain et économique tant sur Miramas que sur Istres, en désenclavant le secteur Areva, et en mutualisant les infrastructures et réseaux nécessaires à l'urbanisation de la zone 2AU5 d'Istres.

Il est donc demandé au Conseil de la Métropole d'approuver le lancement de la concertation préalable à la mise à l'étude d'un projet d'aménagement urbain et économique qui pourra se réaliser en une ou plusieurs opérations d'aménagement, pour lesquelles la création d'une ou plusieurs ZAC pourra être envisagée, compte tenu de la souplesse de cet outil d'aménagement, conformément à l'article L103-2 du Code de l'urbanisme et d'en fixer les objectifs et les modalités.

La concertation préalable a pour objectifs :

- de permettre à la population de prendre connaissance du souhait de la Métropole de redynamiser et requalifier le centre ville de Miramas et le secteur de sa gare, en élargissant cette réflexion aux secteurs mitoyens, tant sur Istres que sur Miramas, afin de créer de nouvelles zones d'habitat et d'activités économique générant des emplois et des recettes fiscales, dans un environnement de qualité,
- de prendre connaissance du secteur d'étude,
- de s'exprimer sur l'opportunité de ce projet,
- de formuler des observations et propositions.

Cette concertation s'effectuera de manière suivante :

- affichage de la présente délibération pendant la durée de la concertation au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence 58 boulevard Charles Livon à Marseille, au siège du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence chemin du Rouquier à Istres, à la Direction de l'Aménagement du Territoire Istres-Ouest Provence allée de la Passe Pierre à Istres, en divers endroits des communes d'Istres et Miramas et dans les communes du Territoire Istres-Ouest Provence,
- parution d'articles dans la presse locale,
- parution d'informations sur le site internet du Territoire Istres-Ouest Provence,
- ouverture d'un registre destiné à recueillir toutes observations des personnes intéressées, tout au long de la concertation, tenu à la disposition du public en mairie d'Istres et de Miramas, aux heures et aux jours habituels d'ouverture, accompagné d'un dossier

explicatif du projet ainsi qu'à la Direction de l'Aménagement du Territoire Istres-Ouest Provence allée de la Passe Pierre à Istres,

- organisation de deux réunions publiques,
- ouverture d'un registre virtuel anonymisé sur le site internet du Territoire Istres-Ouest Provence pour recueillir les observations des personnes intéressées.

La concertation sera progressivement alimentée par les études réalisées dans le cadre du projet.

A l'issue de cette période, un bilan en sera présenté au Conseil de la Métropole qui en délibérera.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le plan annexé ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le lancement d'une concertation préalable à la mise en œuvre d'un projet d'aménagement du secteur gare de Miramas et du secteur Areva d'Istres, suivant un périmètre d'étude défini par le plan annexé à la présente délibération. Ce projet pourra se réaliser en une ou plusieurs opérations d'aménagement, parmi lesquelles la

création d'une ou plusieurs ZAC pourra être envisagée.

Article 2 :

La présente délibération fera l'objet d'un affichage dans les locaux de la Métropole, du Territoire d'Istres-Ouest Provence, et dans les mairies des communes membres, et d'une parution dans deux journaux locaux diffusés dans le département.

Article 3 :

La présente délibération sera rendue exécutoire après l'accomplissement des mesures de publicité (affichage durant un mois et insertion dans la presse).

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tous les documents découlant de la délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 057-5188/18/CM

■ Pôle Flammarion à Marseille 4ème arrondissement - Approbation du dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté Flammarion à Marseille 4ème arrondissement dans le cadre de l'opération Grand Centre Ville MET 18/8814/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibérations conjointes des 9 février 2009 et 19 février 2009, la Ville et la CU MPM ont approuvé un engagement renforcé pour le Centre-Ville de Marseille actant le cadre des actions à conduire pour dynamiser son attractivité et affirmer sa centralité.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est concédante de l'Opération « Grand Centre Ville » mise en place dans ce cadre pour le renouvellement urbain de 35 pôles, avec pour objectifs :

- la production de logements nouveaux ou restructurés à remettre sur le marché locatif et d'accession à la propriété,
- la production de locaux d'activités et d'équipements,
- l'amélioration d'immeubles et de logements privés par un système incitatif auprès des propriétaires,
- le ravalement des immeubles le long d'axes emblématiques – Canebière, Athènes, Rome, Jean Jaurès, Puget, National, Tourette,

- la création de voiries et réseaux nécessaires à la viabilisation du foncier recyclable, et à l'embellissement de l'espace public existant pour stimuler l'investissement en renouvelant l'attractivité résidentielle, commerciale et touristique des quartiers centraux.

Cette opération d'aménagement a été concédée à la société publique locale Soléam. Elle s'inscrit dans un périmètre de cohérence de 1 000 hectares au sein duquel doit être assurée une coordination avec les opérations sur les grandes infrastructures, telles que la piétonisation du Vieux-Port et le plan-guide des espaces publics liés, les projets de rénovation urbaine du Centre Nord et de Saint-Mauront contractualisés avec l'ANRU (Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine), ainsi que les opérations pilotées par l'établissement public Euroméditerranée.

Inclus dans l'Opération Grand Centre Ville, le pôle Flammarion est mitoyen d'autres opérations d'urbanisme en lien avec la rénovation du réseau ferré et la reconversion des friches militaires. Il s'agit d'un secteur adossé aux voies ferrées, bordé par la rue Bénédict et le boulevard Flammarion dans le quartier des Chutes Lavies au nord-ouest du 4ème arrondissement de Marseille. Cet ancien secteur industriel d'une superficie de près de 6 ha connaît une évolution suite au départ de nombreuses entreprises trop à l'étroit en centre ville. Il est devenu un site stratégique en terme de renouvellement urbain du centre ville et une mutation s'est déjà engagée avec la création de plus de 300 logements, mais sans réelle cohérence d'ensemble, l'occupation actuelle restant disparate et mal irriguée, voire enclavée.

L'instauration d'un sursis à statuer sur le périmètre de l'îlot Flammarion a été approuvé en conseil municipal du 6 février 2012 afin de ne pas compromettre l'opération d'aménagement sur ce secteur.

Les études préalables conduites visent à permettre la création et la desserte d'un îlot résidentiel. Les principes d'aménagements s'articulent autour d'un maillage doux irriguant une nouvelle centralité où la gestion hydraulique et paysagère devra être mise en avant. Le programme proposé s'oriente essentiellement vers du logement dans un secteur du centre ville où la demande est forte, complété par des équipements publics (groupe scolaire, crèche, équipement de proximité) induit par l'arrivée de près de 1000 personnes nouvelles et des activités tertiaires.

L'objectif de créer sur la commune de Marseille une opération d'aménagement d'ensemble sur le pôle « Flammarion », le recours à la procédure de ZAC envisagée pour assurer la cohérence urbaine et le financement des équipements ainsi que la définition des modalités de concertation publique ont été délibérés au conseil de la métropole lors de sa séance du 15 décembre 2016.

La concertation publique a eu lieu en juin et juillet 2017. Le bilan de cette concertation publique préalable à la création de ZAC Flammarion a été approuvé par le conseil métropolitain du 19 Octobre 2017.

Il convient maintenant d'approuver le dossier joint de création de la ZAC Flammarion. Ce dossier de création est constitué :

- d'un rapport de présentation qui rappelle les objectifs et les principes d'aménagement de la zone ;
- d'un plan de situation ;
- d'un plan de délimitation du périmètre de la ZAC ;
- de l'arrêté préfectoral n° AE-F09316P0218 du 13/12/2016 précisant que les impacts du projet sur l'environnement ne paraissent pas significatifs et que le projet de création de la ZAC n'est pas soumis à étude d'impact en application du Code de l'Environnement ;
- d'une étude circulation.

Le projet de ZAC prévoit la réalisation d'environ 300 logements, 800 m2 SDP d'activités, une crèche, un groupe scolaire et un équipement de proximité. Le programme sera précisé dans le dossier de réalisation de la ZAC sur lequel le Conseil de la Métropole sera amené à délibérer ultérieurement.

Le mode de réalisation choisi par la Métropole est celui de la Convention Publique d'Aménagement au sens de l'article R311-6, 2ème alinéa du Code de l'Urbanisme. A ce titre, l'aménageur désigné sera la Soléam dans le cadre de l'Opération Grand Centre Ville à l'occasion de la délibération du CRAC 2017 de la concession OGCV et de son avenant n°9.

Le régime applicable en regard de la Taxe d'Aménagement sera l'exonération de la part intercommunale au profit du régime des participations.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n°12/0073/DEVD du 06 février 2012 du conseil municipal de la Ville de Marseille approuvant l'instauration d'un sursis à statuer sur le périmètre de l'ilot Flammarion ;
- La délibération n°URB 009-1413/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant l'objectif de créer une opération d'aménagement d'ensemble sur le périmètre « Flammarion » et les modalités de concertation ;
- La délibération n°URB 009-1413/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant le bilan de la concertation préalable à la zone d'aménagement concertée sur le pôle « Flammarion » ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire Marseille Provence du 11 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'opération d'aménagement « Grand Centre Ville » concédée à la SOLEAM et transférée à la Métropole à compter du 1^{er} janvier 2016 relève d'une logique de renouvellement urbain ;
- Que le pôle «Flammarion» est inclus dans l'Opération Grand Centre Ville ;
- Que l'organe délibérant de l'EPCI a délibéré sur les objectifs poursuivis et sur les modalités d'une concertation durant toute la durée de l'élaboration du projet comme prévu par l'article L 103-2 du code de l'urbanisme lorsque la procédure de ZAC est envisagée ;
- Que le dossier de création de la ZAC est prêt à être approuvé.

Délibère

Article 1 :

Est créée la Zone d'Aménagement Concerté dite « Flammarion » dont le périmètre est défini dans le dossier de création joint à la présente délibération.

Article 2 :

Est approuvé le dossier de création s'y rapportant et comprenant les pièces prévues à l'article R 311-2 du code de l'urbanisme, joint à la présente délibération.

Article 3 :

Le programme prévisionnel indicatif des constructions à édifier dans la zone se composera d'environ 300 logements, 800 m2 SDP d'activités, une crèche, un groupe scolaire et un équipement de proximité.

Article 4 :

Le régime applicable en regard de la Taxe d'Aménagement sera l'exonération de la part intercommunale au profit du régime des participations.

Article 5 :

Le mode de réalisation choisi est celui de la Convention Publique d'Aménagement au sens de l'article R311-6, 2ème alinéa du Code de l'Urbanisme.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer toute pièce ou document relatif à la mise en œuvre de ce dossier.

Article 7 :

La présente délibération fera l'objet des mesures de publicité prévues à l'article R.311-5 du Code de l'Urbanisme.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 058-5189/18/CM

■ Zone d'Aménagement Concerté du Jas de Beaumont à Pertuis - Lancement de la procédure d'attribution d'une concession d'aménagement à un aménageur - Création de la Commission "aménagement" dédiée au projet MET 18/9216/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

I - Rappel du contexte de l'opération

Le 30 mai 2007, une zone d'aménagement différé (ZAD) de 42 ha a été créée par arrêté préfectoral sur le territoire de la ville de Pertuis afin que soit développée l'offre de logements dans le cadre de l'accueil du projet Iter sur le site de Cadarache.

La ZAD fait l'objet d'une intervention foncière de l'établissement public foncier Provence-Alpes-Côte-D'azur (EPF PACA) par le biais d'une convention d'anticipation foncière conclue avec la ville de Pertuis et la Communauté du Pays d'Aix. Cette convention a été renouvelée en 2017. Dans le cadre de cette

convention, le droit de préemption a été délégué à l'EPF PACA.

Ce site a été identifié comme secteur stratégique de développement de l'habitat dans le plan local d'urbanisme (PLU) de la ville de Pertuis ainsi que dans le Schéma de Cohérence Territoriale approuvé par la Communauté du Pays d'Aix (CPA). Selon les estimations du PLU de la ville de Pertuis, le site pourrait accueillir à terme entre 50 % et 60 % des objectifs de logements de la ville.

A la demande de la ville de Pertuis, la Communauté du Pays d'Aix a engagé la réalisation d'une étude de faisabilité et de programmation, ce qui a permis de déclarer d'intérêt communautaire le site du Jas de Beaumont (42 hectares) lors du Conseil communautaire de la CPA le 14 octobre 2014 et le principe de lancement d'une zone d'aménagement concerté sur un périmètre d'environ 15 hectares a été décidé le 19 février 2015.

Dans ce contexte, les études liées au dossier de ZAC ont été lancées afin d'aboutir à la réalisation d'un projet répondant aux multiples enjeux du territoire ; la zone d'aménagement concerté du Jas de Beaumont a été créée par le Conseil de Métropole d'Aix-Marseille-Provence (la Communauté du Pays d'Aix ayant intégré la Métropole depuis le 1^{er} janvier 2016) le 17 octobre 2016.

L'urbanisation de la ZAD interviendra en plusieurs phases. La ZAC Jas de Beaumont ne constitue donc qu'une première étape d'aménagement.

La Métropole et la commune de Pertuis souhaitent que l'aménagement de cette opération soit réalisé sous le mode de la concession d'aménagement, en application des articles R 300-4 et suivants du Code de l'Urbanisme. Le concessionnaire assurera une part significative du risque économique de l'opération.

II - Les principes d'aménagement

La superficie de la ZAC Jas de Beaumont est de 13.63 ha.

Le dossier de création de la ZAC Jas de Beaumont prévoit la réalisation d'environ 400 logements, dont 40 % de logements locatifs sociaux, 30 % de logements en accession aidée et 30 % de logements libres et 10 500 m2 maximum de surface de plancher à destination de commerces, services et activités.

Un équipement public sera réalisé à proximité immédiate de la ZAC, un groupe scolaire comprenant 15 classes.

L'opération d'aménagement projetée s'inscrit ainsi dans une démarche visant à :

- créer un lieu de vie mixte et varié qui soit l'amorce d'un quartier plus étendu;

- inscrire le projet dans son environnement à travers le choix d'un projet d'Eco-quartier labellisé.

- Créer un quartier mixte et varié

La Métropole souhaite que soit créé un véritable quartier animé avec des logements, des commerces, des services et des espaces publics de qualité.

La Métropole prévoit notamment :

- Environ 400 logements répartis dans les différents îlots pour une densité moyenne à l'échelle de l'opération de 45/50 logements par ha ;
- Environ 200 logements sociaux répartis sur les différents secteurs de la zone et selon différentes typologies (petits collectifs, logements individuels superposés et logements individuels en bande) ;
- Une place ouverte avec stationnement qui sera accompagnée de commerces (restaurant, boutiques...) et de services (salle de sport, services médicaux...) pour une surface de plancher de l'ordre de 10 500 m2 maximum;
- Un espace patrimonial préservé autour de la bastide ;
- Deux parcs urbains l'un de l'ordre de 1 000 m2 et l'autre de 2 ha, soit environ 15% de la surface du projet ;
- Des voiries larges et accueillantes permettant de recevoir du stationnement, des déplacements piétons et cycles représentant ainsi 17 % de la surface du projet.

- Inscrire le projet dans une démarche de développement durable

La Métropole veillera tout au long du processus d'étude et de définition du projet urbain à ce que la programmation soit exemplaire au titre de la qualité urbaine et réponde aux critères de la démarche Eco quartier.

La ZAC du Jas de Beaumont est aujourd'hui labellisée « Eco quartier en projet – Etape 1 ».

III - Coût de l'opération :

Le coût total des charges portées par l'aménageur est estimé à environ 20,7 millions d'€ comprenant notamment 4,4 millions d'acquisitions foncières frais inclus.

La Métropole Aix-Marseille-Provence participera au déficit de l'opération.

Le montant total des produits estimés de cette opération d'aménagement est susceptible d'être supérieur au seuil européen de 5 548 000 € HT, aussi la procédure qui sera mise en œuvre sera une procédure formalisée.

IV - Modification du PLU

Le PLU de la Ville de Pertuis a été approuvé le 16 décembre 2015. La zone du Jas de Beaumont est classée en zone 2AU-b à dominante d'habitat et d'équipements publics ou d'intérêt collectif insuffisamment équipée dont l'ouverture à l'urbanisation est soumise à modification ou révision du PLU.

Une modification du PLU est nécessaire pour l'aboutissement du projet.

V - Les missions de l'aménageur :

La Métropole confiera à l'aménageur, dans le cadre du contrat de concession d'aménagement, les missions suivantes :

- Acquérir auprès de l'EPF PACA les biens mobiliers et immobiliers nécessaires à l'opération situés dans le périmètre de l'opération et finaliser le cas échéant les acquisitions;
- Gérer les emprises et bâtis de manière à garantir l'intégrité et la sécurité du site ;
- Réaliser ou faire réaliser les études nécessaires à la mise en œuvre de l'opération, et notamment : (i) l'ensemble des dossiers administratifs nécessaires à l'opération et notamment le dossier de réalisation de la ZAC, le Dossier Loi sur l'Eau, (ii) les études opérationnelles nécessaires à toutes les actions de mise en œuvre de l'opération (notamment les fouilles archéologiques si nécessaire), (iii) le suivi du plan d'organisation spatiale de l'opération, (iv) les études environnementales si nécessaires, (v) toutes études qui permettront, en cours d'opération, de proposer les modifications de programme qui s'avèrent opportunes, assorties des documents financiers prévisionnels correspondants ;
- Mettre en œuvre la ZAC, ainsi que toutes les procédures, études, autorisations nécessaires à l'aménagement du site ;
- Porter la démarche « Eco-quartier » ;
- Réaliser les travaux nécessaires pour rendre les terrains aptes à la viabilisation et aux

constructions futures (affouillements, terrassement etc.) ;

- Réaliser ou faire réaliser les équipements spécifiques à l'opération ;
- Procéder, dans le respect des règles de publicité et de mise en concurrence applicables, à la constitution d'une équipe pluridisciplinaire en vue de la conception/réalisation des infrastructures et espaces verts, du suivi des permis de construire et du bon déroulement des différents chantiers ;
- Mettre en œuvre une démarche de conseil et de partenariat avec la Collectivité et lui transmettre tous les documents nécessaires au suivi et au contrôle des missions qui lui sont confiées. Les documents sont transmis dans un format lisible par la Collectivité ;
- Assurer la commercialisation des terrains dans les meilleures conditions possibles en collaboration avec la Collectivité, organiser toute structure d'accueil et de conseil des acquéreurs ou investisseurs potentiels, céder les terrains, les concéder ou les louer à divers utilisateurs après accord préalable de la Collectivité, préparer et signer tous actes nécessaires ;
- Réaliser le cahier des charges de cession des terrains, le faire appliquer, suivre les projets de constructions dans le périmètre de la ZAC et favoriser les qualités architecturales et d'intégration paysagère ;
- Participer financièrement à la réalisation de l'école ;
- Assurer le financement et la gestion financière de l'opération, y compris la gestion et le montage des dossiers de subvention, en collaboration étroite avec la Collectivité ;
- Assurer l'entretien du site jusqu'à rétrocession des équipements et infrastructures ;
- D'une manière générale, assurer l'ensemble des études, les tâches de gestion et la coordination indispensables à la bonne fin de l'Opération, et assurer en tout temps une complète information de la Collectivité sur les conditions de déroulement de l'opération.

La durée prévisionnelle de la concession d'aménagement est de 8 années.

VI - Les critères de choix retenus pour la sélection de l'aménageur

Étant donné que le concessionnaire assumera, au titre de la concession d'aménagement, un risque économique lié à l'opération d'aménagement, le choix de l'aménageur ne pourra intervenir qu'à l'issue d'une procédure de mise en concurrence conformément aux dispositions :

- de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession,
- du décret n°2016-86 du 1^{er} février 2016 relatif aux contrats de concession,
- des articles R 300-4 et suivants du Code de l'urbanisme.

Un tel choix doit répondre à des exigences de qualité et de fiabilité compte tenu des enjeux.

La procédure de mise en concurrence sera une procédure restreinte, dans laquelle le concédant a la possibilité de limiter le nombre de candidats admis à présenter une offre. Cette limitation se fait sur la base de critères de sélection des candidatures préalablement communiqués aux candidats.

La procédure se décompose de la façon suivante :

- Lancement de la procédure,
- Remise des candidatures ;
- Analyse des candidatures ;
- Communication du DCE aux candidats admis à présenter une offre ;
- Remise des offres ;
- Analyse des offres ;
- Sélection des soumissionnaires admis à participer à la négociation ;
- Phase de négociation ;
- Remise de l'offre finale (et éventuellement d'une offre intermédiaire en fonction du nombre de tours de négociation) ;
- Fin de procédure.

La meilleure offre, au regard de l'avantage économique global est choisie selon les critères suivants classés par ordre décroissant d'importance :

- Coût global de l'Opération sur la base de son bilan prévisionnel, notamment au regard des dépenses dont les acquisitions des terrains de l'EPF PACA, des recettes, des engagements de pré-commercialisation de l'ensemble des lots, du niveau de rémunération du concessionnaire ;
- Ambition du programme, qualité des partenaires associés à l'opération, respect des exigences de développement durable exprimées par la Métropole, objectifs et moyens consacrés pour garantir la qualité urbaine et architecturale et la labellisation éco-quartier, les performances environnementales et énergétiques proposées, la

mixité sociale et la diversité des fonctions urbaines ;

- Optimisation du planning de l'opération ;
- Moyens humains, techniques et financiers mis en œuvre pour réaliser l'opération ;
- Méthodologie de travail avec la Collectivité et la population.

VII- Constitution de la Commission « aménagement » dédiée au projet

La procédure de passation de la concession d'aménagement doit respecter la procédure visée aux articles R 300-4 et suivants du Code de l'urbanisme.

Ainsi, conformément aux dispositions de l'article R 300-9 du Code de l'urbanisme, il s'avère nécessaire de :

- constituer une Commission chargée d'émettre un avis sur les candidatures et les offres reçues, préalablement à la procédure de négociation ;
- désigner la personne habilitée à engager ces discussions et à signer la convention. Il est précisé que cette personne peut recueillir l'avis de la Commission à tout moment.

Les membres de la Commission sont élus en son sein par le Conseil de Métropole à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne.

Cette instance sera composée de 5 membres titulaires et 5 membres suppléants.

Le fonctionnement de la Commission « aménagement » ainsi instituée est régi par les règles exposées ci-après.

La convocation aux réunions de la Commission sera réalisée par tout moyen, y compris courriel, 6 jours francs avant la date fixée. Dans le cas où un membre titulaire ne serait pas disponible, il sera pourvu à son remplacement par un suppléant inscrit sur la même liste.

Le quorum est atteint lorsque plus de la moitié des membres ayant voix délibérative sont présents. Si, après une première convocation, ce quorum n'est pas atteint, la Commission est à nouveau convoquée. Elle se réunit alors valablement sans condition de quorum.

Le Président de la Commission invite aux réunions de la Commission toute personne de son choix. Ces membres invités ont voix consultative.

La Commission dresse un procès-verbal de ses réunions. Ce procès-verbal est signé par les membres présents. Tous les membres de la Commission peuvent demander que leurs observations soient portées au procès-verbal. Ce procès-verbal n'est pas rendu public.

La Commission rend un avis sur les candidatures et propositions qui sont reçues avant les discussions.

Tous les avis de la Commission sont des avis purement consultatifs, le choix final du candidat retenu étant soumis au vote de l'assemblée en fin de procédure.

Néanmoins, il appartient au Conseil de la Métropole, avant de procéder à l'élection des membres de cette commission, de déterminer au préalable les conditions de dépôt des listes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles R 300-4 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- Le décret n° 2016-86 du 1^{er} février 2016 relatifs aux contrats de concession ;
- La délibération n°2014-A214 du Conseil communautaire de la CPA du 14 octobre 2014 déclarant d'intérêt communautaire le projet d'aménagement du quartier d'habitat du Jas de Beaumont à Pertuis ;
- La délibération n°2015-B091 du Bureau communautaire de la CPA du 19 février 2015 lançant la procédure de ZAC et définissant les modalités de la concertation ;
- Les délibérations n°URB029-1109/16/CM du Conseil de Métropole du 17 octobre 2016 approuvant le bilan de la concertation, la délibération n°URB 030-1110/16/CM du 17 octobre 2016 approuvant le bilan de la mise à disposition de l'étude d'impact et des pièces requises et la délibération n°URB031-1111/16/CM approuvant le dossier de création de la ZAC et décidant de créer la ZAC ;
- La délibération n° DEVT014-2395/17/CM du Conseil de Métropole du 13 juillet 2017 décidant l'adhésion de la ZAC à la démarche Eco quartier et approuvant le mode de réalisation de l'opération ;
- La délibération n°URB037-2952/17/BM du Bureau de Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la convention d'intervention

foncière signée avec l'EPF PACA, la commune et la Métropole ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de la commune de Pertuis de réaliser l'aménagement de la ZAC du Jas de Beaumont.
- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de confier la maîtrise d'ouvrage de l'opération d'aménagement à un aménageur via une concession d'aménagement conclue aux risques de ce dernier.
- Les dispositions de Code de l'Urbanisme, dans son article R 300-9, prévoyant l'intervention d'une Commission « aménagement » chargée d'émettre un avis sur les propositions reçues préalablement à l'engagement de la négociation.
- Que la Commission est constituée au sein du Conseil de Métropole à la représentation propositionnelle à la plus forte moyenne.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le recours à la concession d'aménagement conformément à la procédure décrite à l'article R 300-4 du Code de l'Urbanisme pour la réalisation de la ZAC du Jas de Beaumont.

Article 2 :

Est approuvé, en conséquence, le lancement de la procédure d'attribution d'une concession d'aménagement à un aménageur.

Article 3 :

La Commission « aménagement » dédiée au projet au sens des dispositions de l'article R 300-9 du Code de l'Urbanisme pour l'attribution de la concession à un aménageur est constituée. Cette instance sera composée de 5 membres titulaires et 5 suppléants. Le fonctionnement de la Commission proposé dans le présent rapport est adopté.

Article 4 :

Sont approuvées les conditions de dépôt des listes suivantes :

-Chaque liste doit être déposée avant 17H au secrétariat de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence la veille de la date du Conseil de la Métropole à l'ordre du jour duquel est prévue l'élection des membres de la Commission Concession ;

-Chaque liste doit comprendre au maximum 5 titulaires et 5 suppléants. Les listes peuvent néanmoins comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges à pourvoir ;

-En cas d'égalité de restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages ;

-En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

Article 5:

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à prendre toutes mesures visant à l'exécution de la présente délibération et à signer tous documents s'y rapportant pour la suite de la procédure.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 059-5190/18/CM

**■ Approbation de la révision du Règlement Local de Publicité de la commune de Bouc-Bel-Air
MET 18/9160/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolice Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB007-3565/18/CM en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à l'élaboration et à la révision des règlements locaux de

publicité (RLP) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le Règlement Local de Publicité (RLP) de Bouc-Bel-Air a été approuvé le 28 septembre 1998.

Par délibération n°16.08.09 du 24 octobre 2016, la commune de Bouc-Bel-Air a lancé la procédure de révision de son RLP.

Par délibération n°17.09.09 en date du 04 décembre 2017, la commune a demandé à la Métropole de poursuivre et d'achever cette procédure.

La Métropole Aix-Marseille-Provence par délibération n°URB 012-3570/18/CM, du 15 février 2018, a décidé de poursuivre la révision du RLP engagée par la commune de Bouc-Bel-Air.

Cette procédure de révision a été engagée afin d'actualiser le document au regard de l'évolution qu'a connue la commune depuis son approbation, mais également afin d'être mis en conformité avec la nouvelle réglementation en vigueur, laquelle résulte de la loi du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement, complétée par le décret du 30 janvier 2012, qui définit les modalités des Règlements Locaux de Publicité.

Objectifs et orientations :

Les objectifs recherchés à travers cette révision de RLP sont les suivants :

- 1) Protéger et améliorer les perspectives paysagères le long des principaux axes de circulation traversant la commune
- 2) Concilier la publicité extérieure et les pré-enseignes avec la composition urbaine, la qualité du cadre de vie et les intérêts patrimoniaux / paysagers de la commune de Bouc-Bel-Air.
- 3) Améliorer l'image de la commune de Bouc-Bel-Air perçue depuis les entrées de ville et les principales voies de circulation, notamment la RD8n, avec une dé-densification des supports publicitaires.
- 4) Améliorer l'intégration des dispositifs dans le paysage tant urbain que naturel / agricole.
- 5) Améliorer l'image des zones d'activités existantes et particulièrement celles présentes le long de la RD8n.

Les orientations du RLP définies par secteur :

Afin de remplir ses objectifs et compte tenu des enjeux tirés du diagnostic établi sur le territoire, la commune de Bouc-Bel-Air s'est fixée des orientations en matière de publicité, de pré-enseignes et d'enseignes. Dans tous les cas, il s'agit de **concilier la dynamique des activités économiques avec le respect du cadre de vie et les spécificités de chaque secteur.**

Secteur 1 : centre village

RAPPEL de l'enjeu tiré du diagnostic : Préserver le patrimoine bâti du village médiéval, les champs de

visibilité et l'ambiance villageoise du centre ancien de Bouc Bel Air.

Orientations :

- Mettre en valeur la place du village par des enseignes plus qualitatives, adaptées à l'architecture des façades et aux espaces publics ;
- Maintenir une réglementation restrictive et veiller à son application, tout en l'adaptant aux besoins des commerçants :
 - Favoriser des enseignes plus qualitatives en réglementant leur nombre, leur dimension, les matériaux et éventuellement les couleurs autorisées (couleurs telluriques, couleurs en harmonie avec les façades) ;
 - Adapter la surface des enseignes en proportion par rapport aux façades commerciales ;
 - Permettre les enseignes en drapeau dans le centre-village.

Secteur 2 : Axe RD8N

RAPPEL de l'enjeu tiré du diagnostic : Préserver les espaces de respiration, les éléments patrimoniaux et dé-densifier la vitrine commerciale sur cet axe très étendu sans porter atteinte à la dynamique des acteurs économiques.

Orientations :

- Adapter le zonage du RLP à l'occupation réelle du sol ;
- Préserver les quartiers résidentiels ;
- Préserver les espaces de respiration et le patrimoine (monuments historiques et éléments identifiés du PLU) ;
- Réduire l'impact paysager des dispositifs ;
- Dé-densifier les dispositifs publicitaires et privilégier le mobilier urbain de type planimètre aux grands panneaux publicitaires ;
- Améliorer la qualité des aménagements d'entrée de ville ;
- Adapter le règlement aux besoins des opérateurs économiques ;
- Prévoir une réglementation appropriée aux commerces visibles depuis deux axes/ayant deux façades commerciales ;

- Adapter la surface des préenseignes autorisées ;
- Privilégier la signalisation d'information locale (SIL) plutôt que les préenseignes, autant que possible, en signalant notamment les principales centralités commerciales ;
- Adapter le nombre et la surface des enseignes autorisées suivant la surface de la façade commerciale et/ou leur nombre ;
- Prendre en compte les dispositions applicables au secteur préservé.

Secteur 3 : Les axes secondaires

RAPPEL de l'enjeu tiré du diagnostic : *Maintenir l'état de préservation des axes secondaires aujourd'hui peu impactés par les dispositifs.*

Orientations :

- Préserver les axes verts, et particulièrement le patrimoine naturel et bâti (oratoire et bastide) identifié dans le diagnostic, en les intégrant dans un zonage spécifique du RLP plus protecteur ;
- Préserver les espaces ouverts sur la plaine agricole ;
- Maintenir la préservation des sections non impactées par les dispositifs (RD60, RD60 ouest) ;
- Encadrer les enseignes.

Secteur 4 : Pôles commerciaux de proximité

RAPPEL de l'enjeu tiré du diagnostic: *Adapter les dispositifs aux activités économiques et préserver le patrimoine bâti, paysager et la tranquillité visuelle de ces zones à vocation résidentielle.*

Orientations :

- VII. Améliorer/favoriser la qualité esthétique des enseignes ;
- VIII. Privilégier la SIL aux préenseignes murales/scellées au sol ;
- IX. Mieux prendre en compte les besoins des commerçants en adaptant le nombre d'enseignes autorisées ;
- X. Uniformiser les enseignes sur l'ensemble du centre commercial ;
- XI. Préserver le patrimoine bâti et paysager des bastides de la Salle et de la Gratianne en imposant des enseignes qualitatives ;
- XII. Prendre en compte les dispositions applicables au secteur préservé.

Secteur 5 : Zones d'activités et de loisirs

RAPPEL de l'enjeu tiré du diagnostic: *Améliorer la qualité de la vitrine commerciale des zones d'activités et prévoir des règles adaptées à leurs besoins et à leurs spécificités.*

Orientations :

- Définir une réglementation spécifique aux zones d'activités et adapter le zonage aux besoins des opérateurs économiques ;
- Limiter l'impact des dispositifs et améliorer le traitement architectural et paysager des secteurs économiques ;
- Appliquer la réglementation nationale sur l'interdiction de la publicité et des préenseignes hors agglomération ;
- Maintenir le caractère préservé de la zone de loisirs Décathlon-Village avec des enseignes de qualité et prendre en compte sa spécificité ;
- Prendre en compte les dispositions applicables au secteur préservé.

La concertation :

La révision a fait l'objet d'une concertation avec la population, les acteurs économiques locaux et les services de l'État :

- 1 réunion publique de présentation des orientations et principales dispositions du projet de RLP,
- 2 ateliers de concertation avec les acteurs économiques locaux,
- 1 réunion d'échanges avec les annonceurs et publicitaires locaux,
- 2 réunions avec les Personnes Publiques Associées.

Dans ce cadre, la commune a acté le débat sur les orientations du projet de RLP en cours de révision, par délibération n°17.08.10 en date du 23 octobre 2017.

Ensuite, par délibération n°17.10.09 en date du 20 décembre 2017, la commune a arrêté le projet de révision du RLP et le bilan de la concertation lié à la procédure de révision du RLP.

Notification du projet et avis émis :

Préalablement à l'enquête publique, le dossier de projet de RLP arrêté a été notifié au plus tard le 02/01/2018 aux Personnes Publiques Associées, aux communes limitrophes et à la Commission Départementale en matière de Nature, de Paysage et de Sites.

A l'issue du délai de 3 mois, les services suivants ont répondu à la consultation :

- le Conseil Régional PACA a émis un avis favorable le 29/01/2018,
- la Mairie de Cabriès a émis un avis favorable par délibération n°2018/014 en date du 17/02/2018,
- le Préfet dans le cadre de la saisine de la Commission de la Nature, des Paysages et des Sites a émis un avis favorable en date du 27/03/2018,
- la DDTM 13 a émis un avis favorable avec des observations à prendre en compte.
Les autres organismes, consultés n'ont pas exprimé d'avis dans le délai de 3 mois après la transmission du projet de RLP. Leur avis est réputé favorable.

L'enquête publique :

Par décision n°18000042/13, en date du 04/04/2018, Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille a désigné Monsieur Gilles BANI en qualité de commissaire enquêteur.

Par arrêté n°138_CT2_032, en date du 28/06/2018, Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, Vice-Président de la Métropole, a prescrit l'ouverture de l'enquête du projet de RLP arrêté, du 3 septembre au 5 octobre 2018. Le commissaire enquêteur a tenu en mairie de Bouc Bel Air 5 permanences.

Les résultats de l'enquête publique :

Lors de l'enquête, le commissaire enquêteur a été destinataire de 2 courriers et 2 observations ont été inscrites dans le registre d'enquête présent en mairie.

Après la clôture de l'enquête, dans les 8 jours suivants, la réception par le commissaire enquêteur des registres d'enquête, soit le 11/10/2018, le commissaire enquêteur a remis en main propre à la Métropole (maître d'ouvrage du projet) son procès-verbal de synthèse.

La Métropole a communiqué, sous quinzaine après la réception du procès-verbal de synthèse, soit le 12/10/2018, son mémoire en réponse.

Monsieur Gilles BANI a remis son rapport et ses conclusions motivées, dans un délai de 30 jours à compter de la date de clôture de l'enquête, soit le 19/10/2018, à la Métropole. Celui-ci a émis un avis favorable accompagnée de deux recommandations au projet de révision du RLP de la commune de Bouc Bel Air.

Les propositions de modification du dossier de RLP entre son arrêt et son approbation :

A la suite à l'enquête publique, afin de tenir compte des avis émis au cours de celle-ci, ainsi que des avis des Personnes Publiques Associées, le projet de RLP a été modifié sur plusieurs points.

Ces modifications procèdent toutes de l'enquête publique ou des avis des Personnes Publiques

Associées, et n'amènent pas de modification de l'économie générale du dossier de RLP.

Les modifications proposées sur le Rapport de Présentation :

Chapitre 1 – 1.2 Champs d'application matériel : les dispositifs visés par le RLP

- **Rédaction dossier arrêté :** Les enseignes scellées au sol sont limitées à 6m² et à 6,5m de largeur si supérieures à 1 mètre et 8m de largeur si inférieures à 1m.

- **Proposition de rédaction pour l'approbation :** Les enseignes scellées au sol sont limitées à 6m² et à 6,5m de hauteur si largeur supérieure à 1 mètre et 8m de hauteur si largeur inférieure à 1m.

Chapitre 1 – 2.5 Obligation d'extinction nocturne

- **Rédaction dossier arrêté :** Le mobilité urbain sauf quand il supporte de la publicité numériques à images fixes ;

- **Proposition de rédaction pour l'approbation :** Le mobilité urbain sauf quand il supporte de la publicité éclairées par projection ou transparence et numérique ;

Les modifications proposées sur le règlement :

Titre1 – Article 7 : dispositions générales s'appliquant à l'ensemble du territoire

- **Rédaction dossier arrêté :** Le RLP ne réglemente pas le domaine public départemental qui est soumis à autorisation du Conseil Départemental. Tous les dispositifs installés sur le domaine public départemental ou le surplombant sont soumis aux dispositions du Schéma Routier Départemental, au code de la route, ou code de la voirie routière et aux lois.

- **Proposition de rédaction pour l'approbation :** Le domaine public départemental réglementé par le RLP est soumis à autorisation du Conseil Départemental. Tous les dispositifs installés sur le domaine public départemental ou le surplombant sont soumis aux dispositions du Schéma Routier Départemental, au code de la route, ou code de la voirie routière et aux lois.

Titre1 – Article 7 : dispositions générales s'appliquant à l'ensemble du territoire

- **Rédaction dossier arrêté :** En agglomération, tout dispositif publicitaire visible d'une autoroute ou d'une route express est interdit de part et d'autre de celle-ci.

- **Proposition de rédaction pour l'approbation :** En agglomération, tout dispositif publicitaire visible d'une autoroute ou d'une route express est interdit de part et d'autre de celle-ci, sur une largeur de 40m mesurée à partir du bord extermier de chaque chaussée.

Titre1 – Article 7 : dispositions générales s'appliquant à l'ensemble du territoire

Il est proposé d'ajouter le paragraphe suivant dans le dossier d'approbation :

Les publicités lumineuses : Obligations et modalités d'extinction de la publicité lumineuse qui s'appliquera à la zone 2 : extinction entre 1 heure et 6 heure (à l'exception de celles éclairées par projection ou transparence supportées par le mobilier urbain et des publicités numériques supportées par le mobilier urbain, à condition que leur images soient fixes).

Type de publicités lumineuses pouvant être admises : dans la zone 2 où la publicité est admise, uniquement les publicités éclairées par projection ou transparence et les publicités numériques sont admises. Ces publicités lumineuses obéissent aux mêmes règles que celles édictées pour la publicité classique dans cette zone.

Titre 1 – Article 7 : dispositions générales s'appliquant à l'ensemble du territoire

Il est proposé d'ajouter la phrase suivante dans le dossier d'approbation :

La publicité sur le mobilier urbain est traitée dans les seuls articles visant expressément le mobilier urbain, sauf renvoi exprès à d'autres dispositions contenues dans le RLP

Titre 1 – Article 7 : dispositions générales s'appliquant à l'ensemble du territoire

Il est proposé d'ajouter le paragraphe suivant dans le dossier d'approbation :

1.3 mode de calcul du format maximal des publicités : le format visé par la règle concernant l'affichage publicitaire concerne le format « hors-tout » (hors dispositif qui le soutient).

Paragraphe 1.4 La publicité sur les palissades de chantier

Il est proposé de déplacer ce paragraphe, présent le titre 2 Réglementation de la zone 2 secteurs traversés par la RD8N du dossier d'arrêt, dans le titre 1 – Article 7 Dispositions générales s'appliquant à l'ensemble du territoire, du dossier d'approbation.

Titre 2 – Réglementation du Secteur Préservé

- **Rédaction dossier arrêté** : La publicité est interdite sauf sur le mobilier urbain pour une surface maximale de 2m².

- **Proposition de rédaction pour l'approbation** : la publicité est interdite sur l'ensemble des secteurs préservés. Cette interdiction s'applique au mobilier urbain uniquement dans le secteur préservé hors agglomération et dans les espaces boisés classés et zones naturelles protégées au titre de l'article R 581-30 du code de l'environnement

Titre 2 – règlement de la zone 2 Secteurs traversés par la RD8N

- **Rédaction dossier arrêté** : Publicité scellée au sol : Distance entre deux dispositifs : 40 m minimum

- **Proposition de rédaction pour l'approbation** : Publicité scellée au sol : distance entre deux dispositifs sur une même unité foncière : 40 m

minimum, y compris pour les linéaires donnant sur plusieurs voies.

Titre 2 – règlement de la zone 2 Secteurs traversés par la RD8N

- **Rédaction dossier arrêté** : Publicité murale : nombre 1 dispositif mural est autorisé par établissement, sur un mur aveugle (sans ouverture).

- **Proposition de rédaction pour l'approbation** : il est proposé de supprimer « (sans ouverture) »

Annexe n°6 schéma :

Il est proposé d'ajouter les compléments suivants dans le dossier d'approbation :

Compléter la légende du schéma en ajoutant à la définition du D « sur une même unité foncière y compris pour les linéaires donnant sur plusieurs voies ».

Annexe n°8 lexique :Caisson lumineux

- **Rédaction dossier arrêté** : Dispositif visuel éclairé par l'intérieur au moyen de tubes néons ou LED

- **Proposition de rédaction pour l'approbation** : Dispositif visuel éclairé par l'intérieur au moyen d'une source lumineuse (tubes néons ou LED par exemple).

Annexe n°8 lexique :Clôture aveugle

- **Rédaction dossier arrêté** : Se dit d'une clôture qui ne comporte pas de partie ajourée.

- **Proposition de rédaction pour l'approbation** : Clôture qui ne comporte pas de partie ajourée : grilles, grillage.

Annexe n°8 lexique :Culturelles (activités)

il est proposé d'ajouter le mot « notamment » dans la définition

- **Proposition de rédaction pour l'approbation** : Sont qualifiées comme telle notamment les spectacles ...

Annexe n°8 lexique :Durable

il est proposé d'ajouter le mot « par exemple » dans la définition

- **Proposition de rédaction pour l'approbation** : terme qualifiant les matériaux tel que, par exemple, le bois ...

Les modifications proposées sur le zonage :

- Il est proposé d'identifier sur la carte de zonage du RLP, les zones N et les Espaces Boisés Classés du PLU, en agglomération.

- Il est proposé de changer le graphisme des secteurs préservés afin de pouvoir mieux les identifier lors de superposition avec d'autres secteurs identifiés de couleur sombre.

Le dossier complet du RLP pour son approbation est joint à ce rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un urbanisme Rénové (ALUR) ;
- la loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La délibération cadre n°URB007-3565/18/CM du conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à l'élaboration et à la révision des règlements locaux de publicité (RLP) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.
- L'arrêté de délégation n°18/050/CM du 4 avril 2018 du Président du Conseil de la Métropole au président du Conseil de Territoire, Vice-président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en matière d'élaboration ou de révision des Règlements Locaux de Publicité (RLP) ;
- Le RLP et ses évolutions successives approuvées de la commune de Bouc Bel Air en vigueur ;
- La délibération n°16.08.09 de la commune de Bouc-Bel-Air du 24 octobre 2016, engageant la procédure de révision du Règlement Local de Publicité ;
- La délibération n° 17.08.10 de la commune de Bouc-Bel-Air du 23 octobre 2017, actant le débat sur les orientations du projet de Règlement Local de Publicité en cours de révision ;
- La délibération n°17.09.09 de la commune de Bouc-Bel-Air du 4 décembre 2017, donnant son accord pour la poursuite par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la

procédure engagée par délibération en date du 24 octobre 2016 ;

- La délibération n°17.10.09 de la commune de Bouc-Bel-Air du 20 décembre 2017, arrêtant le projet de révision du Règlement Local de Publicité (RLP) et tirant le bilan de la concertation lié à la procédure de révision du RLP ;
- La délibération n°URB 012-3570/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 décidant la poursuite de la révision du RLP engagée par la commune du 24 octobre 2016 ;
- La décision du 4 avril 2018 de Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille désignant Monsieur Gilles BANI, en qualité de commissaire enquêteur ;
- Les avis favorables émis par les Personnes Publiques Associées, les communes limitrophes et la Commission Départementale en matière de Nature, de Paysage et de Sites, sur le projet de révision du RLP ;
- L'arrêté n°18_CT2_032 du Président du Territoire du Pays d'Aix, Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 28 juin 2018 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative au projet de révision du Règlement Local de Publicité de la Commune de Bouc Bel Air ;
- L'enquête publique qui s'est déroulée du 3 septembre au 5 octobre 2018 ;
- Le rapport, les conclusions motivées et l'avis favorable accompagné de deux recommandations du commissaire enquêteur en date du 19 octobre 2018 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les avis des Personnes Publiques Associées, les communes limitrophes et de la Commission Départementale en matière de Nature, de Paysage et de Sites, les observations du public, des recommandations du commissaire enquêteur justifient les modifications présentées dans ce rapport.
- Que les modifications apportées entre l'arrêt du projet de RLP et son approbation ne

remettent pas en cause l'économie générale du projet.

- Que le dossier définitif, intégrant lesdites modifications, se compose d'un Rapport de présentation, d'un Règlement et d'Annexes (cartographie du périmètre d'agglomération de la commune de Bouc Bel Air, cartographies du zonage du RLP, arrêté fixant les limites de l'agglomération).
- Que le dossier de RLP soumis au vote pour approbation a été transmis dans son intégralité aux membres du Conseil de Métropole.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la révision du Règlement Local de Publicité de la commune de Bouc-Bel-Air, tel qu'annexée à la présente.

Article 2 :

Il est précisé que le Règlement Local de Publicité, une fois approuvé, devra être annexé au Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bouc-Bel-Air,

Article 3 :

Il est précisé que la délibération approuvant la révision du Règlement Local de Publicité de la commune de Bouc-Bel-Air :

- sera transmise à Monsieur le Préfet ;
- sera notifiée à Monsieur le Maire de la commune de Bouc Bel Air ;
- fera l'objet des mesures de publicité définies à l'article R153-21 du Code de l'Urbanisme à savoir : affichage pendant un mois au siège de la Métropole et en mairie de Bouc-Bel-Air. De plus, mention de cet affichage sera inséré dans un journal diffusé dans le département. Elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales.
- sera tenue à la disposition du public conformément à l'article L.153-22 du Code de l'Urbanisme.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 060-5191/18/CM

**■ Modification n°1 du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur d'Aix-en-Provence - Avis du Conseil de la Métropole
MET 18/9499/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur d'Aix-en-Provence a été approuvé par arrêté préfectoral du 27 juin 2012. Il recouvre le périmètre du centre historique d'Aix-en-Provence au droit du boulevard de ceinture de ce centre historique.

Monsieur le Préfet a décidé d'engager une procédure de modification n°1 du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur d'Aix-en-Provence dans la perspective de définir les prescriptions d'intégration patrimoniale d'un projet d'équipement muséographique dans un des quartiers emblématiques du centre historique d'Aix-en-Provence.

Le Conseil de la Métropole a exprimé un avis favorable au lancement de cette modification n°1 du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur d'Aix-en-Provence lors de sa séance du 18 octobre 2018.

Il convient désormais d'exprimer un avis sur le contenu de la modification n°1 du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur sur la base des articles L.313-1 et R.313-16 du Code de l'Urbanisme. La Métropole Aix-Marseille-Provence étant compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de ses territoires, il lui impartit effectivement de donner son avis sur les procédures d'évolution d'un Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur.

Dans le cadre de cette modification n°1, les évolutions envisagées concernent le site de l'ancien couvent des Prêcheurs fondé au XIII^e siècle et dont l'étude patrimoniale a pu identifier les différentes campagnes de reconstruction ou de transformation de ce site au fil des siècles.

Les modifications proposées concernent l'instauration de plusieurs prescriptions graphiques au Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur d'Aix-en-Provence afin d'assurer une occupation qualitative et respectueuse du patrimoine aixois par un projet d'implantation d'un équipement muséographique dans ces lieux.

Ces prescriptions consisteraient principalement à préserver les espaces de cour, de jardin et de cloître de toute construction en élévation en revoyant les classifications actuelles des cours et en instaurant sur les cours concernées des prescriptions graphiques de limitation de hauteur de bâti permettant de confiner les constructions en sous-sol.

Il est également proposé d'instaurer plusieurs prescriptions graphiques de démolition de locaux techniques sans valeur patrimoniale afin de restituer des espaces libres dans les cours concernées.

La modification du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur est également l'occasion d'ajuster les prescriptions graphiques de protection de la trame végétale sur ce même site.

Il est ainsi constaté que l'ensemble des modifications proposées visent à assurer une occupation qualitative et respectueuse du site de l'ancien couvent des Prêcheurs.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L.313-1 du dans la rédaction issue de la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine, et R.313-1 et suivants dans leur rédaction issue du décret n°2017-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques et aux sites patrimoniaux remarquables ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté ministériel du 17 décembre 1964 portant création du Secteur Sauvegardé d'Aix-en-Provence ;
- Le Plan de Sauvegarde et de Mise en valeur d'Aix-en-Provence approuvé par arrêté préfectoral du 27 juin 2012 ;
- La délibération n° URB 005-4623/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018 portant avis favorable au lancement de la procédure de modification n°1 du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur d'Aix-en-Provence ;
- Le courrier de Monsieur le Préfet portant consultation de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur la base des articles L.313-1 et R.313-16 du Code de l'Urbanisme .
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la modification n°1 du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur d'Aix-en-Provence définit des prescriptions d'intégration patrimoniale d'un projet d'équipement muséographique dans le centre historique d'Aix-en-Provence.

Délibère

Article unique :

Il est donné un avis favorable à la modification n°1 du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur d'Aix-en-Provence proposant d'instaurer des prescriptions d'intégration patrimoniale d'un projet d'équipement muséographique dans le centre historique d'Aix-en-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 061-5192/18/CM

■ Approbation de la convention de collaboration avec le groupe La Poste pour la mise en oeuvre d'une politique de logistique urbaine plus vertueuse sur le Territoire MET 18/9297/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

De l'échelle mondiale à nos quartiers, la logistique et les transports de marchandises recouvrent des enjeux environnementaux, d'aménagement et d'urbanisme qui sont à considérer au croisement des impératifs économiques des entreprises et des problématiques des collectivités.

La logistique urbaine est la manière d'acheminer, dans les meilleures conditions, les flux de marchandises qui entrent, sortent et circulent dans la ville. Outre le transport de marchandises en ville, la logistique urbaine englobe des activités de livraisons, de manutention et de stockage en zone dense et constitue généralement le premier ou le dernier maillon d'une chaîne logistique plus globale.

Ces enjeux sont de plus en plus importants au regard de l'augmentation du volume des échanges, des évolutions économiques, urbaines et sociétales : maîtrise des coûts, concentration urbaine, sensibilité à l'environnement, réglementations, e-commerce, etc... Elle soulève des enjeux économiques et environnementaux souvent contradictoires et pour lesquels il faut trouver un équilibre.

Faciliter livraisons/enlèvements de marchandises en ville, impératifs économiques des entreprises et réduction des nuisances sont autant de défi que les acteurs impliqués devront solutionner en intégrant

parfois des intérêts divergents. Il est donc nécessaire de trouver des solutions pérennes, durables et convenables à tous.

S'il apparaît que les derniers kilomètres du trajet ont des effets très néfastes sur l'environnement, ils peuvent être améliorés par l'installation de nouveaux types de plates-formes logistiques au cœur de la ville. D'un point de vue économique, le dernier kilomètre représente près de 20% du coût total de la chaîne logistique. Son impact environnemental est conséquent, il est à l'origine de 25% des émissions de gaz à effet de serre. En milieu urbain, la part de l'occupation de la voirie par les véhicules de livraisons est en moyenne de 30%.

Dans ce contexte, les espaces urbains représentent des cadres d'actions prioritaires puisque principaux générateurs de pollutions : l'urbanisation va de pair avec l'amplification des nuisances environnementales. Les espaces urbains concentrent les activités, les fonctions et les richesses mais aussi la majeure partie de la population mondiale : la ville apparaît donc plus que jamais comme le lieu des futurs possibles.

Territoire atypique de par sa taille avec ses 3 150 km² et ses plus de 1 850 000 habitants, la Métropole Aix-Marseille-Provence est la plus vaste de France. Elle dispose depuis sa création de compétences stratégiques insérant son territoire au carrefour de l'arc méditerranéen offrant une lisibilité et des débouchés vers l'Espagne et l'Italie amplifiant ainsi son attractivité à une échelle internationale.

La dynamique métropolitaine est donc essentielle pour le développement et le rayonnement du territoire, et les enjeux métropolitains sont donc à la mesure de son poids démographique et économique.

En effet, la Métropole Aix-Marseille-Provence compte de nombreux atouts qu'elle entend valoriser : le 1^{er} port français avec près de 90 millions de tonnes de marchandises desservant 400 ports mondiaux, un aéroport international, au 2^{ème} rang français (hors région parisienne), qui fondent le rayonnement et l'attractivité métropolitains mais qui sont aussi supports de filières économiques structurantes, des infrastructures de transport de niveau européen, avec notamment des connexions aux réseaux TGV, une économie diversifiée et des filières d'excellence en expansion (industrie chimie-raffinage métallurgie, aéronautique, numérique, maritime-transport et logistique, eau, énergie, santé et médico-social, tourisme et art de vivre...).

A travers son agenda de la Mobilité, la Métropole s'est engagée dans une politique ambitieuse pour la mobilité. Des efforts sans précédents sont ainsi déployés pour une stratégie territoriale de la mobilité destinée à améliorer les déplacements, construire une alternative à la voiture et limiter la pollution de l'air. L'amélioration de la mobilité constitue un enjeu prégnant pour un aménagement du territoire plus

durable, au travers d'un rapprochement habitat/emploi et d'une plus grande mixité des fonctions.

Le service logistique de la Métropole a ainsi engagé une étude de définition de sa stratégie afin de délibérer prochainement sur un document cadre d'action du service. En parallèle le service a engagé plusieurs actions dans le champ de la logistique, à savoir : l'harmonisation des réglementations communales en matière de livraisons, l'étude juridique sur la faisabilité de mise à disposition de foncier logistique, l'identification de sites opportuns pour la création d'Espaces Logistiques de Proximité, la faisabilité d'un Service Public de Fret Ferroviaire, l'expérimentation de locomotives à hydrogène, l'intégration de la logistique urbaine dans le cadre de la mise en œuvre d'une Zone de Faibles Emissions, l'expérimentation d'un outil de simulation des flux et de mise en relation des différents acteurs sur le MIN concernant les circuits courts.

La mobilité et les déplacements sont au cœur des stratégies pour développer le rayonnement métropolitain. En conséquence et dans ce contexte, l'action de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans la mise en œuvre d'une logistique urbaine durable doit s'inscrire dans cette dynamique de progrès, pour répondre aux enjeux partagés en matière de :

- Dynamisme économique et compétitivité du territoire (préservation de l'activité commerciale dans les centralités, fiabilisation de l'accessibilité au territoire, promotion des métiers de la logistique et développement de l'emploi...)
- Qualité de vie et santé (réduction des nuisances sonores et atmosphériques liées au flux de véhicules)
- Aménagement et urbanisme (maîtrise du foncier dédié à la logistique, rapprochement des activités logistiques des centres urbains pour réduire les distances parcourues, prise en compte de l'organisation des livraisons dans les projets urbains...).

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence encourage toutes les initiatives permettant d'améliorer qualitativement la logistique urbaine.

Il s'agit de créer les conditions favorables et incitatives au développement de solutions de logistique urbaine mutualisées pour les biens et marchandises, solutions respectueuses de l'environnement, facilitantes pour les acteurs de la Métropole et économiquement viables.

Consciente de l'impact de son activité sur la pollution et la congestion urbaine, Le groupe La Poste souhaite se positionner comme un acteur de référence de la « livraison propre » en ville en signant une convention non exclusive et non engageante valorisant à la fois la politique publique et les opérateurs vertueux qui

s'engagent en mutualisant le traitement de flux de marchandises, de livraisons et de retours.

C'est pourquoi elle se propose de co-construire avec les collectivités territoriales et les acteurs économiques des solutions de logistiques urbaines innovantes permettant de limiter l'étalement urbain et de s'adapter à la ville dense, mais aussi de renforcer l'attractivité des centres villes et de préserver les commerces de proximité.

Ce partenariat permettra de mener un travail collaboratif avec d'autres partenaires logisticiens et avec des entreprises partenaires du territoire afin de créer un ou plusieurs centres de mutualisation, complétés d'espaces de logistiques de proximité (pour les commerçants, les collectivités et les particuliers) dans la perspective d'accompagner l'essor du e-commerce et ainsi favoriser l'emploi local et durable.

Ce premier temps de cette convention de partenariat avec le Groupe La Poste se concentre sur les milieux urbains denses et la thématique du dernier kilomètre de livraison. Ainsi les deux entités partageant des intérêts communs en termes de logistique urbaine, elles ont décidé de signer la présente convention.

Il s'agit d'un document évolutif qui permettra d'adapter les plans d'actions aux évolutions de contexte et aux besoins des partenaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°TRA 001-1376/16/CM du Conseil de Métropole du 15 décembre 2016 concernant l'approbation de l'Agenda de la Mobilité ;
- La délibération n°ECO 001-1775/17/CM du Conseil de Métropole du 30 mars 2017 concernant l'approbation de l'Agenda du développement économique métropolitain.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite encourager toutes les initiatives permettant d'améliorer qualitativement la logistique urbaine en créant les conditions favorables et incitatives au développement de solutions de logistique urbaine mutualisées pour les biens et marchandises, solutions respectueuses de l'environnement, facilitantes pour les acteurs de la Métropole et économiquement viables.
- Que La Poste souhaite se positionner comme un acteur de référence de la « livraison propre » en ville en signant une convention non exclusive et non engageante valorisant à la fois la politique publique et les opérateurs vertueux qui s'engagent en mutualisant le traitement de flux de marchandises, de livraisons et de retours.
- Que ce partenariat permettra de mener un travail collaboratif avec d'autres partenaires logisticiens et avec des entreprises partenaires du territoire

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Groupe La Poste visant à établir une démarche collaborative en soutenant toutes les initiatives permettant d'améliorer qualitativement la logistique urbaine au cœur des enjeux majeurs pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 062-5193/18/CM

■ Approbation du Protocole d'Intentions Générales relatif à la réalisation du pôle d'échange multimodal de Miramas, dans le cadre du projet urbain et paysager du site stratégique de la gare de Miramas

MET 18/9231/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La ville de Miramas est située à l'entrée des Bouches du Rhône et de la Métropole, au croisement de l'axe

méditerranéen et de la vallée du Rhône, ce qui en a fait un site propice au développement d'une gare, à 30 minutes de Marseille, d'Aix en Provence et d'Avignon par autoroute et par train et à 20 minutes de l'aéroport Marseille Provence. La ville de Miramas a un positionnement stratégique renforcé par sa gare, 3^{ème} gare TGV du département, 7^{ème} gare de la Région PACA. Cette dernière accueille 600 000 passagers par an et 2 trains directs pour Paris par jour. Elle est par ailleurs, l'une des plus grandes plateformes européennes de fret, porte ferroviaire naturelle du Grand Port Maritime de Marseille (GPMM) et de la Zip de Fos-sur-Mer.

La Métropole Aix-Marseille-Provence et la Commune de Miramas ont engagé un projet urbain et paysager du site stratégique du quartier de la gare de Miramas ; le périmètre du projet porte sur 197 ha et est intégré dans un périmètre de réflexion de 370ha, comprenant le site industriel en reconversion d'Areva situé sur la Commune d'Istres.

Le principal enjeu urbain est de structurer et de lier les deux rives du centre-ville séparées par la voie ferrée mais aussi de valoriser l'attractivité du site par le développement d'un pôle d'échange multimodal d'échelle métropolitaine et régionale assurant à la fois les fonctions de « hub régional » et d'équipement urbain du centre-ville.

Le projet développera un quartier mixte en termes de fonction associant le logement et l'emploi ; sa programmation repose sur une offre de logements, une offre commerciale, un pôle de services publics et de proximité, un développement tertiaire ainsi qu'un aménagement qualitatif des espaces publics.

Ce projet intégrateur s'articule avec les études en cours sur la gare avec la réhabilitation du bâtiment voyageurs, la mise en accessibilité des quais, la création d'un parking-relais de 600 places ainsi qu'une gare routière assurant une intermodalité exemplaire.

A cet effet, et sous l'impulsion de la Région, un protocole d'intentions générales a été élaboré afin de définir l'articulation des études à réaliser ainsi que leur planning, entre tous les partenaires parties prenantes de cette opération que sont les services de l'Etat, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Miramas, la SNCF Réseau, la SNCF Mobilités.

Les Partenaires affirment leur volonté de définir de manière partagée et dans leur périmètre de maîtrise d'ouvrage respectif, le programme relatif à la création du PEM de Miramas, pour améliorer l'intermodalité et les conditions d'accueil des usagers des transports publics. Ce PEM est lui-même intégré dans un projet urbain ambitieux plus global porté par la Métropole.

L'idée de ce protocole est de fixer un cadre normatif de réflexion en vue de progresser dans l'atteinte des objectifs sur les périmètres de chacune des maîtrises d'ouvrage, notamment dans le cadre de l'Ad'AP.

Ce protocole a donc pour objet de fixer les grands objectifs de l'opération, de définir les conditions opérationnelles de sa réalisation. A ce titre, il identifie les différents périmètres de maîtrise d'ouvrage, les calendriers, les coûts et plans de financement prévisionnels.

Il constitue le socle partagé par tous les partenaires pour un aménagement futur du PEM de Miramas, intégré dans un projet de développement urbain. Il sera décliné en conventions particulières conclues au fur et à mesure de l'avancement du projet.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole d'intentions générales ci-annexé relatif à la réalisation du pôle d'échange multimodal de Miramas, dans le cadre du projet urbain et paysager du site stratégique de la gare de Miramas.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer les documents afférents à la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 063-5194/18/CM

■ Approbation du protocole cadre de partenariat n° V pour l'extension d'Euroméditerranée et du contrat de partenariat pluriannuel d'aménagement pour la phase 1 bis (2019-2030) MET 18/9528/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à la lettre de mission du 12 avril 2018 reçue par Monsieur le Préfet de la Région Provence Alpes Côte d'Azur une négociation a été engagée entre les partenaires de l'OIN Euroméditerranée « en vue d'établir un protocole stratégique et financier couvrant la période 2019-2030 »

Ce nouveau contrat devait tenir compte à la fois :

- Des engagements prévus au protocole 2011-2020 déjà honorés par les collectivités locales ;
- De l'engagement renouvelé de l'Etat dans le cadre de la stratégie gouvernementale.

C'est dans ce cadre que les partenaires de l'OIN ont pu élaborer un projet d'approche stratégique (titre I), un protocole cadre actualisé pour l'opération d'extension pour les années 2011-2030 (titre II) et un contrat de partenariat pluriannuel d'aménagement pour la phase 1 bis 2019-2130 (titre III)

Ces trois titres composent ensemble le présent protocole de partenariat pour l'extension de l'opération Euroméditerranée.

Le projet stratégique

L'ensemble des partenaires a partagé la nécessité d'une accélération et d'une massification de l'action de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée pour Marseille, sa Métropole, son département et sa région.

Il s'agit bien de démultiplier la capacité d'actions de l'EPAEM :

Le projet présenté correspond à cette ambition en détaillant les dernières étapes d'Euroméditerranée 1, proposant les thèmes et les objectifs d'action

d'Euroméditerranée 2 (avec en particulier le renforcement de l'intégration métropolitaine et la contribution à son attractivité internationale) et énonçant les actions fortes d'aménagement.

Mais également pour être aux rendez-vous opérationnels et permettre de capter les opportunités d'investissements privés et publics, l'action foncière de l'OIN doit être anticipatrice et annoncée : elle visera en particulier à permettre la création d'une offre identifiée et publiée de localisations possibles.

Le protocole cadre

Il règle pour la période 2011-2030 les rapports de type contractuel entre les partenaires :

Fixation du programme de l'extension, définition du rôle et des missions de l'EPAEM, rappel du rôle et des compétences des partenaires, description du dispositif du pilotage du protocole, conventions relatives aux cessions foncières.

Le contrat de partenariat pluriannuel

Il définit le programme de la phase 1 bis, cette dernière couvrant l'ensemble des projets à lancer immédiatement, en particulier :

- Le réaménagement de l'axe Cap-Pinède – Capitaine Gèze,
- La mutation du Marché aux Puces,
- Les processus d'aménagement des secteurs les Crottes – Bougainville dans le cadre NPNRU,
- L'aménagement du secteur de la gare d'Arenc,
- L'acquisition du foncier SNCF de la gare du Canet et des parcelles environnantes.

Pour mémoire la phase 2 devra concerner à partir de 2023 et après la libération de la gare du Canet, le parc des Aygalades, la future ZAC du Canet ainsi que l'aménagement littoral et de Cap-Pinède.

Des opérations structurantes qui ne figurent pas dans le bilan de l'opération mais qui sont nécessaires à sa bonne réalisation sont également mentionnées.

Les partenaires en sont les maîtres d'ouvrage et financeurs ou co-financeurs.

Les engagements financiers

Le bilan d'aménagement de l'opération est rappelé, tel qu'établi dans le protocole de partenariat du 30 juin 2011, pour un montant total de 862 millions d'euros comprenant une subvention d'équilibre de 161,2 millions d'euros que les partenaires se sont engagés à financer.

La clé de répartition entre les financeurs publics est reconduite, sauf en ce qui concerne la ville de Marseille et la Métropole qui inversent leur participation :

Etat 33,3%
Ville de Marseille 15,1%
Conseil Régional PACA 15,1%
Conseil Départemental Bouches-du-Rhône 15,1%
Métropole Aix-Marseille Provence 21,4%
TOTAL 100,0%

Pour sa part, la Métropole Aix-Marseille Provence a soldé dès 2016 son engagement financier au titre de la phase 1.

Pour ce qui concerne les modalités de financement de la phase 1 bis portant sur la période 2019-2030 les engagements des partenaires sont définis avec la clé de répartition ci-dessus :

Etat 32 800,5 K€HT
Ville de Marseille 14 873,5 K€HT
Conseil Régional PACA 14 873,5 K€HT
Conseil Départemental Bouches-du-Rhône 14 873,5 K€HT
Métropole Aix-Marseille Provence 21 079 K€HT
TOTAL 98 500 K€HT

et permettant de couvrir la subvention d'équilibre de cette phase 1 bis pour un total de 98,5 M€

Une convention financière sera passée annuellement avec l'EPAEM pour la mise en œuvre du financement apporté par la Métropole Aix-Marseille Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de mission de Monsieur le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur du 12 avril 2018 ;
- La séance du conseil d'administration de l'EPAEM du 22 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le caractère essentiel de l'opération Euroméditerranée
- Son action motrice dans le développement économique et social de la Métropole
- L'approche stratégique nouvelle présentée ainsi que la massification de l'opération

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le protocole cadre de partenariat n° V pour l'extension d'Euroméditerranée et le contrat de partenariat pluriannuel d'aménagement pour la phase 1 bis (2019-2030) ci annexés

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence ou son représentant est autorisée à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Développement
territorial, logement, centres
anciens, contrat de ville"***

DEVT 001-5195/18/CM

**■ Approbation de la revalorisation et l'affectation de l'opération d'investissement relative à la création d'aires d'accueil des gens du voyage
MET 18/8678/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2000-614 du 5 Juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des Gens du Voyage prévoyait que « les Communes de plus de 5000 habitants figurent obligatoirement au Schéma départemental ».

Dans le département des Bouches-du-Rhône, le schéma d'accueil des Gens du Voyage élaboré pour répondre à la loi du 5 Juillet 2000 a été signé conjointement par le Préfet et Président du Conseil Général des Bouches-du-Rhône le 1er Mars 2002, puis révisé au 10 Janvier 2012.

Les Métropoles, dont Aix-Marseille-Provence sont titulaire de la compétence Aménagement, Entretien et Gestion des Aires d'Accueil des Gens du Voyages.

Ce schéma départemental fixe les obligations et quota sur certaines communes ou regroupements de

Communes. Sur le Territoire Marseille Provence, le schéma départemental nécessite la production de 190 places assortie d'une aire de grand passage et localise ces besoins sur les communes suivantes :

- Marignane : 30 places
- Gémenos : 25 places
- Marseille : 40 places + Aire de grand passage
- La Ciotat : 50 places
- Gignac-la-Nerthe : 45 places.

La réalisation de l'ensemble de ces aires d'accueil peut être évaluée à 24 000 000 euros HT.

Nous proposons d'engager deux premières réalisations, sur Marignane et La Ciotat où des sites ont été identifiés et dont leur capacité pourra accueillir ces programmes.

D'autre part, il est prévu également d'améliorer le fonctionnement de l'aire d'accueil de Saint-Menet.

Il est donc proposé de revaloriser l'autorisation de programme initiale et la porter à hauteur de 12 000 000 euros afin de permettre la réalisation de cette première tranche de programme.

Afin de pouvoir engager ces réalisations, l'opération d'investissement n°2016104600 inscrite au budget pour un montant initial de 3 966 000 euros HT et enregistrée dans l'autorisation de programme 141093BP du programme 09, doit être affectée d'une revalorisation de 8 034 000 euros HT, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 12 000 000 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la revalorisation pour un montant total de 8 034 000 euros HT de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée dans l'autorisation de programme 141093BP, l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement n°2016104600 « Création d'aires d'accueil des gens du voyage », pour un montant de 8 034 000 euros HT portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 12 000 000 euros HT.

Article 2 :

Les crédits de paiement nécessaires seront inscrits aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée s'établit comme suit :

Année 2019 :	600 000 euros HT
Année 2020 :	500 000 euros HT
Années suivantes :	10 900 000 euros HT

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 002-5196/18/CM

**■ Approbation d'un avenant de prolongation à la délégation de service public pour la gestion et l'animation des Aires d'Accueil des Gens du Voyage du Territoire du Pays d'Aix
MET 18/8958/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2001, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix (CPA) avait autorisé sur la totalité de son territoire en matière de création,

aménagement et gestion des Aires d'Accueil pour les Gens du Voyage.

Par délibérations du 25 juin 2004 et du 11 décembre 2009, le Conseil Communautaire s'était prononcé favorablement sur le principe de la gestion déléguée des Aires d'Accueil des Gens du Voyage et avait autorisé Madame le Président à lancer la procédure de sélection du Déléguataire, celle-ci ayant été conduite conformément aux dispositions des articles L.1411-1 et suivants et R.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

L'attribution d'une Délégation de Service public relevait alors de la procédure prévue par la Loi n°93-122 du 29 janvier 1993 dite « Loi Sapin » relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques.

Dans ce cadre juridique, par décision du 10 décembre 2010, faisant suite à une procédure de mise en concurrence, le Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix-en-Provence a décidé de déléguer la gestion et l'animation de ces Equipements Publics à l'Association ALOTRA par l'établissement d'une Convention de Délégation de Service Public dont l'objet a trait à la gestion, l'organisation ainsi qu'à la mise en œuvre de l'animation et des actions socio-éducatives des Aires d'Accueil des Gens du Voyage Communautaires.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée au 1^{er} janvier 2016. En application des articles L.5217-2 et L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, celle-ci est devenue à son tour compétente en matière d'aménagement, entretien et gestion des Aires d'Accueil des Gens du Voyage et des Terrains Familiaux Locatifs définis au 1^o et 3^o du II de l'article 1^{er} de la Loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des Gens du Voyage, et à l'article 148 de la Loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et la citoyenneté.

Dès lors, la Métropole Aix-Marseille-Provence est devenue l'Autorité Délégante au titre de la Convention de Délégation de Service Public, précédemment citée, régie dans le cadre d'une convention d'affermage d'une durée de 7 ans qui a pris effet le 1^{er} janvier 2011. Cette Convention de Délégation de Service Public prolongée d'une année par délibération de la Métropole du 14 décembre 2017 afin de finaliser la réflexion sur les orientations de cette politique publique à l'échelle métropolitaine arrive désormais à échéance le 31 décembre 2018.

Un avis de Concession portant sur une future Délégation de Service Public, globale et évolutive sur la totalité du périmètre métropolitain, a été envoyé le 9 mars 2018 pour publication, aux supports de presse ad hoc. La Commission de Délégation des Services Publics du 24 mai 2018, après analyse des six candidatures a autorisé quatre candidats à présenter une offre. Or, la complexité due à la spécificité de la consultation a donné lieu à une durée supplémentaire pour l'établissement des Documents de Consultation,

et a généré de nombreuses questions de la part des candidats retenus.

Par conséquent, les délais nécessaires à l'instruction de cette procédure ne permettent pas sa finalisation en vue d'une prise d'effet de la future Convention au 1^{er} janvier 2019.

De ce fait, afin de garantir la continuité du Service Public, il est proposé par avenant, de prolonger de cinq mois la Convention actuelle, soit jusqu'au 31 mai 2019 afin de respecter les délais incompressibles inhérents à l'achèvement de la procédure (l'analyse des offres, les négociations, contrôle de légalité, signature du contrat, notification).

L'Avenant aurait pour effet de faire percevoir au délégataire entre le 1^{er} janvier et le 31 mai 2019 une Contribution Financière de la Métropole d'un montant de 17.046 euros.

Sur cette période, la recette supplémentaire perçue par le délégataire, soit 261.789 euros, représente les 7,03 % des recettes totales sur la durée du contrat.

En conséquence, compte tenu de ce qui précède et conformément aux préconisations des services compétents, il est convenu que cette prolongation de cinq mois ne générerait pas de modifications substantielles du Contrat initial. De surcroît, aucune prestation nouvelle ne sera demandée au délégataire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.1411-1 et suivants ;
- La loi 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques ;
- La loi 2000-614 du 05 Juillet 2000 relative à l'Habitat et à l'Accueil des Gens du Voyage ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'Egalité et la citoyenneté ;
- La délibération 2009-A236 du Conseil Communautaire du 11 décembre 2009 relative à l'adoption du principe de DSP ;

- La délibération 2010-A196 du Conseil Communautaire du 10 décembre 2010 relative à l'approbation du délégataire ;
- Le décret n°2015-1085 d 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des Territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°DEVT 003-3297/17 du Conseil Métropolitain du 14 décembre 2017
- L'avis favorable de la Commission de Délégation de Service Public ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Convention de Délégation de Service Public arrive à échéance le 31 décembre 2018 ;
- Que les délais incompressibles de la procédure de mise en concurrence ne permettent pas à la Métropole d'assurer l'entrée en vigueur du futur contrat de Concession de Délégation de Service Public au 1er janvier 2019 ;
- Qu'il s'avère nécessaire pour la collectivité de disposer d'un délai supplémentaire de cinq mois pour finaliser la nouvelle procédure afin notamment d'analyser l'ensemble des offres reçues, conduire les négociations avec les différents candidats, signer et notifier le futur contrat;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°4, ci-annexé, à la Convention de Délégation de Service Public des Aires d'Accueil des Gens du Voyage du Territoire du Pays d'Aix.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son Représentant est autorisé à signer l'avenant n°4 et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 3 :

Les crédits sont affectés sur les états spéciaux du Territoire du Pays d'Aix.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 003-5197/18/CM

**■ Approbation d'un avenant de prolongation de la délégation de service public pour la gestion et l'animation de l'Aire d'Accueil des Gens du Voyage du Territoire du Pays Salonais
MET 18/8960/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les communes de Salon-de-Provence, de Péligasse et de Lançon-Provence figurant au schéma départemental de coopération intercommunale ont par délibérations concordantes, constitué un Syndicat Intercommunal à Vocation Unique autorisé par arrêté préfectoral du 4 octobre 2006, chargé de la responsabilité de la création et de la gestion d'une aire d'accueil de 50 places implantée quartier « La Garenne » à Salon-de-Provence,

Par délibération du 19 juin 2012, le Syndicat Intercommunal à Vocation Unique S.I.V.U s'est prononcé favorablement sur le principe de délégation du service public de la gestion de l'aire d'accueil des gens du voyage sous forme d'affermage, a approuvé le contenu des caractéristiques des prestations définies que doit assurer le délégataire, celle-ci ayant été conduite conformément aux dispositions des articles L.1411-1 et suivants et R.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

L'attribution d'une Délégation de Service Public relevait alors de la procédure prévue par la Loi n°93-122 du 29 janvier 1993 dite « Loi Sapin » relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques.

Dans ce cadre juridique, par délibération du 5 novembre 2013, faisant suite à une procédure de mise en concurrence, le Syndicat Intercommunal à Vocation Unique S.I.V.U s'est prononcé favorablement sur le choix du candidat , a approuvé l'attribution du contrat d'affermage de gestion de l'aire d'accueil des gens du voyage à l'association ALOTRA, a approuvé l'économie générale du contrat et a autorisé Monsieur le Président ou son représentant à signer le contrat avec l'association ALOTRA au moyen d'une Convention de Délégation de Service Public dont l'objet a trait à la gestion, l'organisation ainsi qu'à la mise en œuvre de l'animation et des actions socio-éducatives de l'Aire d'Accueil des Gens du Voyage du Pays Salonais.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée au 1^{er} janvier 2016. En application des articles L.5217-2 et L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, celle-ci est devenue à son tour compétente en matière d'aménagement, entretien et

gestion des Aires d'Accueil des Gens du Voyage et des Terrains Familiaux Locatifs définis au 1° et 3° du II de l'article 1^{er} de la Loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des Gens du Voyage, et à l'article 148 de la Loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et la citoyenneté.

Toutefois, en application des dispositions de l'article L5218-2 dudit code, les communes qui n'avaient pas transféré leurs compétences aux ex-EPCI à fiscalité propre aujourd'hui fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence ont continué de les exercer jusqu'au 1^{er} janvier 2018, date à laquelle le Syndicat Intercommunal à Vocation Unique S.I.V.U. a totalement été inclus dans le périmètre métropolitain d'Aix-Marseille-Provence.

Dès lors, la Métropole Aix-Marseille-Provence est devenue l'Autorité Délégante au titre de la Convention de Délégation de Service Public, précédemment citée, régie dans le cadre d'une convention d'affermage d'une durée de 5 ans qui a pris effet le 6 janvier 2014. Cette Convention de Délégation de Service Public arrive désormais à échéance le 5 janvier 2019.

Un avis de Concession portant sur une future Délégation de Service Public, globale et évolutive sur la totalité du périmètre métropolitain, a été envoyé le 9 mars 2018 pour publication, aux supports de presse ad hoc. La Commission de Délégation des Services Publics du 24 mai 2018, après analyse des six candidatures a autorisé quatre candidats à présenter une offre. Or, la complexité due à la spécificité de la consultation a donné lieu à une durée supplémentaire pour l'établissement des Documents de Consultation, et a généré de nombreuses questions de la part des candidats retenus.

Par conséquent, les délais nécessaires à l'instruction de cette procédure ne permettent pas sa finalisation en vue d'une prise d'effet de la future Convention au 1^{er} janvier 2019.

De ce fait, afin de garantir la continuité du Service Public, il est proposé par avenant, de prolonger de quatre mois et vingt six jours la Convention actuelle, soit jusqu'au 31 mai 2019 afin de respecter les délais incompressibles inhérents à l'achèvement de la procédure (l'analyse des offres, les négociations, contrôle de légalité, signature du contrat, notification).

L'Avenant aurait pour effet de faire percevoir au délégataire entre le 6 janvier et le 31 mai 2019 une Contribution Financière de la Métropole d'un montant de 43 900 euros.

Sur cette période, la recette supplémentaire perçue par le délégataire, soit 86 237 euros, représente les 7,87% des recettes totales sur la durée du contrat.

En conséquence, compte tenu de ce qui précède et conformément aux préconisations des services compétents, il est convenu que cette prolongation de 4 mois et 26 jours ne générerait pas de modifications substantielles du Contrat initial. De surcroît, aucune prestation nouvelle ne sera demandée au délégataire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.1411-1 et suivants ;
- La Loi 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques ;
- La Loi 2000-614 du 05 Juillet 2000 relative à l'Habitat et à l'Accueil des Gens du Voyage ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'Egalité et la citoyenneté ;
- Le décret n°2015-1085 d 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des Territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération 2012-586 du Syndicat Intercommunal à Vocation Unique SIVU du 19 juin 2012 relative à l'adoption du principe de DSP ;
- La délibération 2013-870 du Syndicat Intercommunal à Vocation Unique SIVU du 5 novembre 2013 relative à l'approbation du délégataire ;
- L'avis favorable de la Commission de Délégation de Service Public ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Convention de Délégation de Service Public arrive à échéance le 5 janvier 2019 ;
- Que les délais incompressibles de la procédure de mise en concurrence ne permettent pas à la Métropole d'assurer l'entrée en vigueur du futur contrat de

Concession de Délégation de Service Public au 1er janvier 2019 ;

- Qu'il s'avère nécessaire pour la collectivité de disposer d'un délai supplémentaire de 4 mois et 26 jours pour finaliser la nouvelle procédure afin notamment d'analyser l'ensemble des offres reçues, conduire les négociations avec les différents candidats, signer et notifier le futur contrat;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1, ci-annexé, à la Convention de Délégation de Service Public de l'Aire d'Accueil des Gens du Voyage La Garenne du Territoire du Pays Salonais.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'avenant n°1 et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 3 :

Les crédits sont affectés sur les état spéciaux du Territoire du Pays Salonais.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 004-5198/18/CM

■ Approbation de création et de l'affectation d'une opération d'investissement "Aires d'accueil des gens du voyage" sur le Territoire du Pays Salonais MET 18/9294/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole est compétente en matière de création d'aire d'accueil des gens du voyage.

Certaines communes à l'instar de Sénas et La Fare les Oliviers, ne disposent pas de ce type d'équipements.

L'opération a pour but de mener des études préalables et la réalisation de ces équipements.

Il est en conséquence, proposé la création d'une opération d'investissement rattachée au programme 06 – Urbanisme et Foncier spécifique à cette opération pour un montant de 60 000 euros H.T. sur un an.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant la nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 60 000 euros H.T. de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation d'une opération d'investissement 2019301800 « Réalisation d'aire d'accueil des gens du voyage » pour un montant de 60 000 euros H.T. rattachée au programme 06 Urbanisme et Foncier Code AP 193060BP

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget Principal. L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée s'établit comme suit :

CP 2019: 60 000 euros H.T.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 005-5199/18/CM

■ Intégration de l'Aire d'Accueil des Gens du Voyage de Salon de Provence La Garenne dans le périmètre de la Délégation de Service Public pour la gestion et l'animation des Aires d'Accueil de la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/8962/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée au 1^{er} janvier 2016. En application des articles L.5217-2 et L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, celle-ci est devenue à son tour compétente en matière d'aménagement, entretien et gestion des Aires d'Accueil des Gens du Voyage et des Terrains Familiaux Locatifs définis au 1^o et 3^o du II de l'article 1^{er} de la Loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des Gens du Voyage, et à l'article 148 de la Loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et la citoyenneté.

Par délibération du 14 décembre 2017, le Conseil de Métropole s'est prononcé favorablement sur le principe de la gestion déléguée des Aires d'Accueil des Gens du Voyage et a autorisé Monsieur le Président à lancer la procédure de sélection du Délégué, conduite actuellement conformément aux dispositions des articles L.1411-1 et suivants et R.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

L'ensemble des Aires d'Accueil comprises sur le Territoire de la Métropole est régi par le Schéma Départemental d'Accueil des Gens du Voyage des Bouches-du-Rhône du 10 janvier 2012 révisé et son avenant du 14 octobre 2016 établi par la Préfecture et le Conseil Départemental. Le premier Schéma Départemental d'Accueil des Gens du Voyage avait été publié en mars 2002.

A ce jour, 8 aires d'accueil existent sur les 6 Territoires de la Métropole:

- Aire d'Accueil de Saint Menet à Marseille, Territoire de Marseille Provence Métropole.
- Aires d'Accueil Le Realtor à Aix en Provence, La Malle à Bouc Bel Air et Rives Hautes à Fuveau, Territoire du Pays d'Aix.
- Aire d'Accueil La Garenne à Salon de Provence, Territoire du Pays Salonais.
- Aire d'Accueil Vallon des Vaux à Aubagne, Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.
- Aire d'Accueil Les Molières à Miramas, Territoire d'Istres Ouest Provence.
- Aire d'Accueil Le Bargemont à Martigues, Territoire du Pays de Martigues.

Le périmètre de la future Concession, sous forme de Délégation de Service Public, inclura, lors de sa prise d'effet, les Aires d'Accueil du Territoire du Pays d'Aix Le Realtor, La Malle et Rives Hautes, actuellement opérationnelles, et qui ont une capacité totale cumulée de 133 places permanentes.

Dans la perspective de l'harmonisation du mode de gestion de ce Service Public, la Métropole pose comme principe que, sauf exception, les autres aires actuellement existantes et qui font notamment l'objet de modes de gestion différents, ainsi que celles qui seront réalisées avant le terme de la convention, sont susceptibles d'intégrer le périmètre de cette future Concession.

La convention de gestion, en DSP, précédemment conclue et actuellement en vigueur, inhérente à l'Aire d'Accueil de Salon de Provence La Garenne a vocation à arriver à échéance en janvier 2019. Ainsi, après prolongation de près de 4 mois de la Convention de gestion, permettant de finaliser la concession globale en cours de consultation, il est proposé d'intégrer cet Equipement Public dans le périmètre de cette future Concession. Celle-ci prendra effet prévisionnellement le 1^{er} juin 2019.

Par la suite le futur délégataire sera également chargé d'intégrer les autres aires dans le périmètre de la Concession globale et dans les conditions prévues dans le Document Programme de la Consultation, au fur et à mesure des demandes traduites dans le cadre d'une levée d'options, et dès lors que les principales caractéristiques techniques de ces Equipements seront compatibles avec la Convention de cette Concession, ce qui est le cas aujourd'hui pour l'Aire d'Accueil La Garenne.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.1411-1 et suivants ;
- La loi 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques ;
- La loi 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'Habitat et à l'Accueil des Gens du Voyage ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'Egalité et la citoyenneté ;
- Le décret n°2015-1085 d 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des Territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°DEVT 004-3297/17 du Conseil Métropolitain du 14 décembre 2017 ;
- L'avis du Comité Technique du 13 décembre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de mettre en œuvre une gestion globale et évolutive des Aires d'Accueil des Gens du Voyage à l'échelle de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que la prolongation de la Convention de Délégation de Service Public de Salon de Provence permet d'harmoniser son échéance à la date de prise d'effet de la future Concession ;
- Qu'il s'avère nécessaire pour la collectivité d'intégrer cette Aire d'Accueil dans le périmètre de la future Concession de Délégation de Service Public qui prendra effet prévisionnellement le 1^{er} juin 2019.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'intégration de l' Aire d'Accueil de Salon de Provence La Garenne dans le périmètre de la future Convention de Délégation de Service Public des Aires d'Accueil des Gens du Voyage de la Métropole dès sa prise d'effet ;

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 006-5200/18/CM

■ Approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'opération d'investissement relative à la délégation de compétence de l'aide à la pierre

MET 18/8671/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'opération d'investissement 2016104500 a été initialement créée dans le cadre de la délégation des aides à la pierre sur la Communauté urbaine Marseille Provence.

Exercée depuis 2006, cette opération permet de verser, par délégation de l'Etat, des subventions à des bailleurs sociaux pour réaliser des logements locatifs sociaux.

A partir de 2017, la délégation des aides à la pierre s'opère à l'échelle de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'opération père initiale s'élargit donc à toutes les opérations agréées et financées au nom de l'Etat par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'ensemble de son territoire.

La convention de délégation des aides à la pierre actuelle a été signée pour la période 2017-2022. L'opération père est donc prévue jusqu'en 2026 (pour payer les opérations engagées jusqu'en 2022).

De 2017 à 2022, il est projeté un engagement moyen de 10 000 000 euros par an.

Les crédits de paiement sont couverts par des recettes équivalentes de l'Etat.

Les opérations fils sont ventilées de 2008 à 2022 (2006 et 2007, premières années de la délégation, sont à clôturer, l'ensemble des paiements ayant été fait).

L'opération fils 2017 est à revaloriser au montant des engagements effectués, soit 10 540 000 euros, les cinq opérations fils 2018-2022 sont à inscrire pour un engagement de 10 000 000 euros par an.

Afin de pouvoir assumer le paiement des aides à la pierre sur la phase de délégation 2017-2022, l'opération d'investissement n°2016104500 inscrite au budget pour un montant initial de 122 771 352 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 161091BP du programme 09, doit être affectée d'une revalorisation de 35 228 648 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 158 000 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation de limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la revalorisation pour un montant total de 35 228 648 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée dans l'autorisation de programme 161091BP, l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement n°2016104500 « aide à la pierre Délégation de compétence », pour un montant de 35 228 648 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 158 000 000 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits de paiement nécessaires seront inscrits aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée s'établit comme suit :

Année 2019 :	5 000 000 euros TTC
Année 2020 :	5 000 000 euros TTC
Années suivantes :	127 100 790 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 007-5201/18/CM

**■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Logement Privé" du Territoire du Pays d'Aix
MET 18/9203/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis plusieurs années, le Territoire du Pays d'Aix s'engage dans la mise en œuvre et le soutien des dispositifs axés sur la réhabilitation du parc immobilier privé.

Finalité de l'opération

Remettre à niveau le parc existant, lutter contre la précarité énergétique, la non décence, la vacance, mais aussi contribuer à la production d'une offre de logements locatifs à loyers maîtrisés dans le parc privé ainsi que faciliter l'accession à la propriété des ménages primo accédant.

Pour ce faire, le Pays d'Aix a pour volonté de contribuer d'une part à l'amélioration du parc immobilier bâti pour renforcer la qualité urbaine des centres anciens et introduire du logement conventionné dans les centres ; et d'autre part à relancer les parcours résidentiels.

Financement de l'opération

Aides spécifiques du territoire - Budget EST

Aides attribuées à des particuliers qui viennent en complément d'aides existantes nationales ou locales :

- Aides Anah : convention de programme triennale en cours (Programme d'Intérêt Général (PIG) Mieux habiter, Mieux louer 2016/2018), engagée avec l'Anah, la Région et le CD13. L'engagement du Pays d'Aix sur ce dossier s'élève à 3 010 952 euros (délibérations n°2015_B708). Dans ce cadre, le Pays d'Aix s'est engagé par convention à avancer les subventions accordées par le CD13 et la Région, partenaires du dispositif (707 000€ pour le CD13 et 956 545€ pour la Région). Une fois, les subventions versées, les partenaires procèdent à leur remboursement auprès du Pays d'Aix.
- PTZ : pour le dispositif d'aide à l'accession à la propriété
- Aides des communes : le Pays d'Aix vient en appui des opérations façades mises en œuvre par les communes en vue de préserver et mettre en valeur leurs centres anciens.

Pour ces raisons il est nécessaire d'ouvrir une nouvelle autorisation de programme d'un montant de 6 000 000 € T.T.C qui permet ainsi de fusionner trois autorisations de programme existantes (AP 2017-18 - DI730AP – Subventions Anah Parc Privé - AP 2018/24 – DI734AP - Aides à l'Accession à la Propriété - AP 2018-25 – DI733AP – Opérations Façades) qui seront clôturées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales; et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant de 6 000 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI735AP « Logement privé ».
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement DI735AP « Logement privé » pour un montant de 6 000 000 € T.T.C.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

DI735AP « Logement privé »
Montant total de l'AP : 6 000 000 € T.T.C

CP 2019 : 1 574 000 € T.T.C.
CP 2021 : 1 540 000 € T.T.C.
CP 2020 : 1 590 000 € T.T.C.
RAF : 1 296 000 € T.T.C.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 008-5202/18/CM

**■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Logement social public" du Territoire du Pays d'Aix
MET 18/9221/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Pays d'Aix, par ses aides, contribue à permettre le développement de logements locatifs sociaux en participant à l'équilibre des opérations (baisse des fonds de l'État).

Il s'agit d'aides pour la construction, l'acquisition / amélioration et la réhabilitation de logements locatifs sociaux.

Le Pays d'Aix octroie des aides financières au logement locatif social calculées sur la base d'un forfait au m² de surface utile et en fonction des niveaux de performance énergétique.

Finalité de l'opération

Répondre aux besoins en logements, notamment pour les ménages les plus modestes.

Aider les communes à atteindre leurs objectifs SRU : obligation de production de logements sociaux (art. 55 loi SRU).

Pour ces raisons il est nécessaire d'ouvrir une nouvelle autorisation de programme d'un montant de 68 500 000 € T.T.C qui permet ainsi de fusionner trois autorisations de programme existantes (AP 2017-16 - DI713AP3 - Subventions Logements sociaux 2010 / 2015 (période du 1er PLH) - AP 2017-17 - DI725AP - Subventions Logements sociaux 2016 / 2018 - AP 2017/19 - DI819AP - Aides au projet Habitat à destination des communes) qui seront clôturées

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant de 68 500 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI736AP « Logement social public ».
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement DI736AP « Logement social public » pour un montant de 68 500 000 € T.T.C.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix. L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement s'établit comme suit :

DI736AP « Logement public »
Montant total de l'AP : 68 500 000 € T.T.C.
CP 2019 : 7 035 000 € T.T.C.
CP 2021 : 14 000 000 € T.T.C.
CP 2020 : 1 100 000 € T.T.C.
RAF : 46 365 000 € T.T.C.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 009-5203/18/CM

**■ Approbation d'une concession d'aménagement avec la Société Publique Locale d'Aménagement Pays d'Aix Territoires relative à l'opération de renouvellement urbain du quartier d'Encagnane à Aix-en-Provence
MET 18/9097/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le quartier d'Encagnane, a été identifié comme prioritaire par la loi Lamy du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, et il a été retenu au titre des Nouveaux Projets de Renouvellement Urbain. Les financements de ces projets sont inscrits au titre des Quartiers d'Intérêt Régionaux, au sein du Contrat de Plan Etat Région 2015-2020.

Conformément à la Loi Lamy, les premières orientations du projet de renouvellement urbain du quartier d'Encagnane ont été proposées dans le Protocole de préfiguration, validé et signé par les partenaires le 17 décembre 2015.

Le quartier d'Encagnane, situé à l'Ouest de la ville, apparaît comme une centralité de proximité à conforter et se trouve en perspective classé comme zone urbaine d'intensification maîtrisée. A ce titre, ce quartier doit contribuer fortement à l'atteinte des objectifs fixés par le PLH et le SCOT, tant au niveau de la production et de la diversification de l'offre d'habitat, que du développement de l'activité économique et commerciale de proximité, en interconnexion avec les grands projets d'infrastructure (déploiement des axes de transport (Bus à haut niveau de service, évolution de l'échangeur A8/A51), liaison avec le projet de la Constance, programmation d'équipements (SMAC, pôle numérique...)). Les interventions sur le territoire sont en cela fondamentales, concernant d'une part la création de logements et d'équipements, et d'autre part le traitement des espaces publics.

L'inclusion croissante de ce quartier à la dynamique du Territoire du Pays d'Aix et sa plus forte interconnexion sont ainsi des éléments clefs du projet urbain sur le quartier d'Encagnane.

L'opération d'aménagement est une opportunité réelle de développement des entreprises locales, confortant ainsi un tissu économique de proximité.

Trois principes fondamentaux ont guidé la mise en place du plan général d'aménagement du quartier d'Encagnane :

- Une vision globale de la transformation urbaine du quartier à l'horizon 2025
- Un projet intégré qui articule les 3 piliers du contrat de ville (cohésion sociale, emploi-économie, renouvellement urbain) ainsi que les enjeux environnementaux
- Un projet dynamique et inclusif qui intègre une démarche participative continue et qui

laisse une place importante à l'expérimentation et à l'innovation.

La réalisation de cette opération d'aménagement sera assurée sous la maîtrise d'ouvrage de la SPLA, dans les conditions décrites par la présente concession. A ce titre, le concessionnaire assure notamment la maîtrise d'ouvrage des travaux et équipements concourant à l'opération prévus dans la concession, ainsi que la réalisation des études et de toutes missions nécessaires à leur exécution. Le concessionnaire procède à la vente, à la location ou à la concession des biens immobiliers situés à l'intérieur du périmètre de la concession.

La présente concession est destinée à fixer les droits et obligations respectifs des parties, notamment les conditions dans lesquelles la SPLA réalisera ses missions, sous le contrôle de la Métropole Aix-Marseille-Provence. La participation maximale du concédant au coût de l'opération est de 27 600 000 euros.

Dans ce cadre, la présente concession d'aménagement prévoit que le concessionnaire réalise l'opération d'aménagement du programme de renouvellement urbain du quartier d'Encagnane en étant chargé :

- d'assurer la gestion et l'entretien des biens ;
- des formalités administratives, légales et réglementaires liées à la réalisation de l'opération ;
- d'assurer la réalisation des études liées à la mise en œuvre de l'opération ;
- de la réalisation des ouvrages et équipements prévus au programme des équipements publics ;
- d'assurer la commercialisation, la location ou la concession des biens immobiliers situés à l'intérieur du périmètre de la concession ;
- d'assurer la gestion administrative, financière et comptable de l'opération ;
- de mettre en place et d'animer les instances de suivi de la concession ;
- de mettre en œuvre les démarches inhérentes et déjà engagées sur l'opération ;
- de proposer, préparer et assurer la mise en œuvre de tous contrats et conventions avec des tiers publics ou privés nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- d'assurer la réalisation des études et de toutes missions nécessaires à l'exécution de ces obligations.

La SPLA assure la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi, un Comité technique et un Comité de Pilotage, sont prévus pour permettre le suivi et le contrôle de l'opération par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Par ailleurs, le concessionnaire devra présenter à chaque réunion du comité de pilotage, un bilan d'étape qui précisera l'état d'avancement du dossier, identifiera les difficultés éventuelles et présentera les modalités prévisionnelles des réalisations à venir. De plus, le concédant exerce un contrôle comptable et financier sur l'opération notamment grâce la production d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme.

Ainsi, l'article 28 du traité de la concession d'aménagement prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire devra produire au plus tard le 15 mai de chaque année un compte-rendu financier comportant notamment :

- le bilan prévisionnel et le plan de trésorerie actualisés,
- un tableau des acquisitions et cessions foncières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé,
- une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir,
- un rapport spécifique sur la mise en œuvre de la démarche environnementale de l'opération,
- le cas échéant, le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances,
- le cas échéant, un tableau des subventions perçues et des subventions demandées pendant la durée de l'exercice écoulé auprès des autres personnes publiques, ainsi que le compte rendu d'utilisation des subventions perçues,
- un planning d'opération actualisé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.300-4 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015_B249 du Bureau Communautaire de la CPA du 11 juin 2015 relative à l'approbation du contrat de ville communautaire ;
- La délibération n°2015_A255 du Conseil Communautaire de la CPA du 12 novembre 2015 relative à l'approbation d'un protocole de préfiguration communautaire des projets de renouvellement urbain d'Aix-en-Provence et Vitrolles ;
- La délibération n°DEVT 005-3735/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2018 relatif à l'approbation d'un protocole modificatif de préfiguration des projets de renouvellement urbain d'Aix-en-Provence et Vitrolles ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le projet de renouvellement urbain du quartier d'Encagnane.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la concession d'aménagement pour le projet de renouvellement urbain du quartier d'Encagnane à Aix-en-Provence avec la Société Publique Locale d'Aménagement « Pays d'Aix Territoires ».

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la concession et tous les documents afférents à l'exécution de cette délibération.

Article 3 :

Les crédits sont affectés sur les Etats spéciaux du Territoire du Pays d'Aix.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 010-5204/18/CM

■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement "Politique de l'habitat" pour l'Etat Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence MET 18/8919/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° FAG 036-2694/17/CM du 19 octobre 2017, le Conseil de la Métropole a approuvé la mise en autorisation de programme des opérations d'investissement au Budget Principal.

Lors de la délibération initiale, le programme d'études et travaux inclus dans l'opération d'investissement n° 2017501100 « Politique de l'habitat » n'étant pas connu jusqu'en 2020, l'affectation a donc été approuvée partiellement.

Ladite opération inscrite à l'Etat Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence 2018, enregistrée dans l'autorisation de programme n° 175090 BP – Politique du logement doit être révisée pour un montant de 2 192 426,91 € TTC.

Cette révision porte le montant de l'opération n° 2017501100 de 2 725 335 € TTC avant révision à 4 917 761,91 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 2 192 426,91 € TTC de l'opération « Politique de l'Habitat » afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 2 192 426,91 € TTC de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2017501100 « Politique de l'Habitat » rattachée au programme n° 09 « Politique du logement » code AP 175090 BP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence 2019 selon l'échéancier prévisionnel des crédits de paiement suivant :

Mandaté antérieur : 765 178,91€ TTC
CP 2018 : 1 626 298 € TTC
CP 2019 : 2 526 285 € TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 011-5205/18/CM

**■ Approbation de l'avenant n° 1 à la convention cadre relative à l'utilisation de l'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence
MET 18/9254/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article 1388 bis du Code Général des Impôts prévoit que la base d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) des logements locatifs sociaux des organismes HLM fait l'objet d'un abattement de 30 % lorsque ces logements sont situés dans un quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV).

Cet abattement s'applique aux logements dont le propriétaire est signataire, dans les quartiers concernés, d'un contrat de ville et d'une convention, annexée au contrat de ville, conclue avec la commune, l'EPCI et le représentant de l'Etat dans le département, relative à l'entretien et à la gestion du parc et ayant pour but d'améliorer la qualité du service rendu aux locataires.

Le contrat de ville pour le territoire du SAN Ouest Provence, fusionné au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis le 1^{er} janvier 2016, a été approuvé par délibération n° 389/15 du Comité syndical du 29 septembre 2015. Ce contrat a été conclu pour la période 2015-2020.

La convention cadre relative à l'utilisation de l'abattement de TFPB a, quant à elle, été approuvée par délibération n° 614/15 du Comité syndical du SAN Ouest Provence. Notifiée le 2 février 2016, elle a été conclue pour la même durée que celle du contrat de ville.

Le Commissariat Général à l'Egalité des Territoires (CGET) a adressé une note du 18 septembre 2018 précisant les modalités d'avenant aux conventions existantes et aux nouvelles conventions.

L'annexe 1 bis « Tableau récapitulatif des QPV et des bailleurs » de cette convention doit faire l'objet d'un complément. En effet, Ouest Provence Habitat s'est porté acquéreur du groupe Les Magnanarelles composé de 151 logements au sein du QPV Le Prépaou sur la commune d'Istres.

L'annexe 2 « Programme d'actions prévisionnel triennal par bailleur et par QPV » doit également faire l'objet d'un complément pour ce groupe de logements.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le contrat de ville du Conseil de Territoire a été approuvé par délibération n° 389/15 du Comité syndical du SAN Ouest Provence du 29 septembre 2015 pour la période 2015-2020 ;
- Que la convention relative à l'utilisation de l'abattement de TFPB a été approuvée par délibération n° 614/15 du Comité syndical du SAN Ouest Provence ;
- Que la note du Commissariat Général à l'Egalité des Territoires (CGET) du 18 septembre 2018 précise les modalités d'avenant aux conventions existantes et aux nouvelles conventions ;
- Qu'il convient de compléter les annexes 1bis et 2 de la convention relative à l'utilisation de l'abattement TFPB précitée en les complétant avec les éléments relatifs au groupe de logement Les Magnanarelles - QPV du Prépaou sur la commune d'Istres appartenant à Ouest Provence Habitat.

Délibère

Article 1 :

Les annexes 1bis et 2 de la convention cadre relative à l'utilisation de l'abattement TFPB dans les quartiers prioritaires de la politique de ville du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, approuvée par délibération n° 614/15 du Comité syndical du SAN Ouest Provence et notifiée le 2 février 2016, sont complétées avec les éléments relatifs au groupe de logement Les Magnanarelles, composé de 151 logements - QPV du Prépaou sur la commune d'Istres appartenant à Ouest Provence Habitat.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n° 1 à la convention précitée ci-annexé.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 012-5206/18/CM

■ Approbation d'une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé

MET 18/9698/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence compte 810 000 résidences principales dont 156 000 Logements Locatifs Sociaux (19,1%) et 654 000 logements privés dont 472 000 en copropriété et 204 000 construits avant 1948.

La Métropole compétente en matière d'habitat, propose une nouvelle stratégie durable pour le traitement de l'habitat indigne qui reposera sur deux valeurs : la lutte contre l'inacceptable et le retour à l'ordre.

Cette stratégie doit également être une politique intégrée où les polices de l'habitat deviennent une composante à part entière de la politique générale conduite sur le territoire à travers le Programme Local de l'Habitat : il s'agit de produire, construire, réhabiliter, renouveler, diversifier mais aussi sévir, et, lorsqu'il le faut, pouvoir porter atteinte sans délais à la propriété privée puisqu'elle constitue les trois quarts du parc habité, et la source principale du mal-logement.

Ces pouvoirs de polices distribués entre différentes autorités – Collectivité, Etat, Justice – doivent être, sinon remis entre les mêmes mains, du moins fortement coordonnés pour être réactifs, efficaces et, à la fin, dissuasifs par leur sévérité pour les contrevenants.

Inscrite dans la constitution, la propriété privée est un droit sacré, mais elle implique des devoirs tout aussi puissants.

Pour construire cette nouvelle stratégie en matière d'habitat indigne, il est proposé de décliner un plan d'actions à court et moyen termes.

Ce plan d'actions, tire la leçon de la politique de lutte contre l'habitat indigne conduite depuis près 20 ans et pose les axes de réforme nécessaires pour corriger

les travers et multiplier les effets. L'expérience montre que les résultats dépendent autant des moyens financiers alloués que des moyens humains affectés. Le plan d'actions appelle un pilotage fort et centralisé garant de l'indispensable coordination des services. Il nécessite également un portage politique à l'échelon local et national, notamment pour ajuster l'arsenal législatif et réglementaire au fil de l'expérience.

Sur le constat que le parc privé le plus dégradé à traiter en priorité constitue un « parc social de fait » qu'il convient de transformer en « parc social de droit », il est proposé d'adopter un mode opératoire systématique pour faciliter la coordination de l'ensemble des intervenants et compresser des délais de procédures.

Pour traiter en 10 ans les logements privés les plus dégradés sur le territoire métropolitain inscrits comme objectifs conventionnel de renouvellement urbain, il est proposé de resserrer le partenariat avec l'Etat en mettant en place des outils nouveaux dédiés :

- une première grande opération d'urbanisme (GOU) sur le territoire de Marseille pour assurer la coordination et intervenir en coresponsabilité,
- la création d'une Zone Franche Urbaine (ZFU) sur ce même périmètre pour contribuer à sa revitalisation complète et à la création d'emplois.
- un aménageur spécialisé avec la création d'une Société Publique Locale d'Aménagement d'Intérêt National
- une structure idoine pour produire et gérer.

Pour autant, afin de répondre à l'urgence que connaît le territoire de Marseille, il est proposé 3 actions immédiates :

●Cession du patrimoine public aux bailleurs sociaux

Les collectivités sont propriétaires de biens dégradés acquis souvent par préemption dans le cadre des politiques publiques, ou par expropriation comme c'est le cas pour la ville de Marseille qui a réalisé en régie ces procédures après achèvement des concessions de restauration immobilière. Il est proposé de céder ces immeubles à des bailleurs sociaux afin qu'ils les réhabilitent et remettent sur le marché des logements locatifs à loyer maîtrisé au bénéfice des ménages du centre-ville. Le recyclage d'une centaine d'immeubles pourrait être engagé à court terme.

●Maîtrise de 100 immeubles via les concessions d'Eradication de l'Habitat Indigne (EHI)

La prorogation des deux concessions EHI existantes jusqu'à fin 2021 avec l'objectif de maîtriser 100 immeubles les plus dégradés.

Les deux concessionnaires engageront dès 2019, les procédures devant aboutir à l'expropriation de ces immeubles en vue de reconstituer une nouvelle offre de logement social.

Il est proposé de mettre en place un dispositif conventionnel entre la Métropole, la Ville de Marseille, l'Etat, l'association Régionale HLM permettant d'offrir un droit au retour pour les locataires qui auront été relogés temporairement dans le cadre d'une procédure d'éradication de l'habitat indigne.

Elle doit s'accompagner par la mise en place d'un véritable plan de rééquilibrage de l'offre du logement social en centre-ville, afin de garantir dans la durée le maintien des familles modestes.

●Mobilisation de l'Etablissement Public Foncier

Pour démultiplier l'action publique, il est proposé de mobiliser l'EPF PACA notamment dans le cadre de la convention Grand Centre-Ville. Elle a pour objectif d'intervenir sur des pôles prioritaires identifiés dans le périmètre OGCV. Elle doit préparer par anticipation, les futures opérations de renouvellement urbain et contribuer ainsi à la production de logements, locaux d'activités et équipements.

Au total, la Métropole s'engage à intervenir dans les 4 prochaines années avec les outils existants sur quelques 250 immeubles très dégradés.

Le deuxième temps sera la mise en place d'un nouveau mode opératoire pérenne sur l'ensemble du territoire métropolitain.

En effet, il s'agit de mettre en œuvre une politique de l'habitat intégrant la production, le traitement et l'accompagnement planifiés dans le Programme Local de l'Habitat des polices de l'habitat qui en sont partie prenante. L'action volontariste contre l'habitat indigne dégradé et insalubre devient une source du renouvellement urbain, qu'elle s'attaque à l'immeuble, au groupe d'immeubles ou à un îlot urbain entier.

Ainsi, dans la suite de la mise en œuvre d'outils dédiés, il est proposé un mode opératoire modulé en fonction du type de dégradation de l'immeuble repéré.

●Pour les biens les plus dégradés imposant une intervention directe de la puissance publique et une maîtrise foncière systématique

La procédure de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) « logement social » sera enclenchée dès l'arrêté de péril, une fois l'immeuble évacué et sécurisé, vidée ainsi de sa valeur locative. Sur la base du rapport d'expert et du projet de création de logements sociaux « de droit » la procédure d'expropriation sera conduite jusqu'à son terme par l'aménageur, sans mise en œuvre des travaux d'office.

Parallèlement les locataires seront accompagnés pour porter plainte contre leur propriétaire indélicat et défaillant de manière systématique. Il conviendra que la justice ait les moyens de poursuivre les propriétaires, en évitant le classement sans suite.

Les locataires occupants seront relogés de manière définitive dans le parc social ou libre selon leur besoin et leurs moyens.

● Pour les biens dégradés nécessitant une intervention imposée aux propriétaires

Après la prise d'arrêté, sur la base du rapport d'expert, les travaux nécessaires à la remise en état complète et pérenne de l'immeuble seront prescrits aux propriétaires dans le cadre du Péril Non Imminent.

À l'issue du délai imposé, si les travaux sont réalisés, un contrôle complet de leur conformité par un homme de l'art sera réalisé préalablement à l'arrêté de mainlevée.

Si la carence est constatée, les travaux d'office seront enclenchés systématiquement et sans délais.

Les sommes seront recouvrées auprès des propriétaires comme en matière de contribution directe et donneront lieu à l'adjudication du bien pour les propriétaires insolvable.

Dans ce dernier cas, la puissance publique, via son aménageur, se réservera le droit de préempter le bien à la dernière enchère si l'acquéreur ne semble pas présenter toutes les garanties de bonne gestion du bien.

Afin de protéger les propriétaires insolvable occupant leur logement, qui se verraient expropriés dès lors qu'ils ne seraient pas en mesure d'apporter les fonds nécessaires à la réalisation des travaux, la métropole pourra se porter garante selon des conditions strictement définies prenant en compte la valeur du bien.

Dès lors que la situation ne relèvera pas de l'urgence, selon l'étendue de la dégradation à traiter et en fonction des enjeux urbains, les immeubles à traiter pourront s'inscrire dans un périmètre opérationnel et les procédures d'aménagement être mixées pour donner lieu un projet urbain plus large élaboré et mis en œuvre.

La capacité du parc relais nécessaire au relogement temporaire des ménages le temps des travaux avant retour ou avant relogement définitif devra être augmenté progressivement, et diversifié pour pouvoir répondre à terme au besoin métropolitain.

Le fonctionnement de la plateforme de relogement devra être élargi et optimisé pour pouvoir faciliter le

rapprochement de l'offre et de la demande et tendre vers une mutualisation métropolitaine.

● Types de procédures d'expropriation

Le type de DUP conduite pour maîtriser les biens des propriétaires négligents ou défaillants dépendra de l'état de dégradation de l'immeuble et des procédures qui pourraient déjà le concerner, notamment en matière d'hygiène et d'insalubrité ou de dysfonctionnement en copropriété.

Cette organisation offensive et volontariste implique une mobilisation sans faille de tous les acteurs de la procédure aux côtés des collectivités : services préfectoraux, services financiers et du tribunal, renforcement des effectifs et fiabilité des actes pour déjouer les contentieux.

Ainsi, il est proposé la mise en place d'une organisation resserrée de tous les acteurs intervenant dans la chaîne de responsabilité avec :

- Un collège exécutif des décideurs et signataires des actes
- Un Préfet délégué à la lutte contre l'Habitat Indigne
- Un Procureur dédié
- Une équipe pluridisciplinaire sous une direction unique
- Un Comité technique régulier (avec un seul référent par institution)
- La tenue régulière du CODERST Habitat

Afin de coordonner de manière la plus efficace possible l'intervention intégrée en matière d'habitat et de logement, la Métropole doit se doter d'une équipe pluridisciplinaire, fédérant les services œuvrant en matière de politique et de polices de l'habitat (qualité, confort, hygiène, sécurité, diversité, accessibilité). Dotées d'effectifs suffisants en nombre et en qualification pour assurer une présence sur le terrain, cette équipe doit travailler en mode projet pour être l'interlocutrice unique des partenaires du renouvellement urbain au sens large.

Idéalement regroupée dans un lieu unique muni d'un accueil ouvert au public (enregistrement des signalements, conseil juridique, relogement, permanences ADIL...), un numéro vert, un site internet et un contact mail, une base de données partagée, cette équipe doit offrir un service aux résidents, locataires et propriétaires.

Ces actions doivent être accompagnées par des aides publiques de tous les partenaires.

Ainsi, la dépense nécessaire est évaluée à 850 millions d'euros dont 600 millions d'euros participations publiques hors fonctionnement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Le Code de la Santé Publique ;
- Le Code Pénal ;
- Le Code Général des Impôts ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ; La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- L'article 17 de la Déclaration des droits de l'homme ;
- La loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 relative à l'évolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'urgence à accélérer la mise en œuvre de moyens opérationnels de lutte contre l'habitat indigne.
- Le cadre partenarial métropolitain signé pour traiter 10 000 logements dégradés répartis à parité entre les grandes copropriétés les plus dégradées et les quartiers anciens de centre-ville et de faubourg à Marseille,
- Les dispositions nationales récemment adoptées,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la nouvelle stratégie territoriale durable et intégrée de lutte contre l'habitat indigne dont la métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de se doter, avec une mise en œuvre immédiate.

Article 2 :

Cette nouvelle politique de lutte contre l'habitat indigne métropolitaine sera intégrée dans le Programme Local de l'Habitat en cours d'élaboration et dans les documents de planification.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole est habilitée à saisir les représentants des institutions parties prenantes incontournables de cette politique, que sont l'Etat, la Justice et les Communes afin d'élaborer sans délais le cadre partenarial de cette politique intégrée et de s'assurer de la mise en place à chaque niveau des moyens fonctionnels supplémentaires qui assureront son efficience.

Article 4 :

La mise en œuvre de cette nouvelle politique de lutte contre l'habitat indigne fera l'objet de mesures opérationnelles qui seront soumises à délibération courant 2019.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 013-5207/18/CM

■ Nouvelle stratégie territoriale durable intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne - Mesures exceptionnelles de l'ANAH facilitant le traitement en urgence de l'habitat indigne dans le centre ancien de Marseille - Approbation des modalités d'intervention en Opération d'Amélioration de l'Habitat à volet renouvellement Urbain simplifiée MET 18/9706/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 13 décembre 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adopté sa nouvelle stratégie territoriale intégrée de lutte contre l'habitat indigne pour laquelle certaines actions opérationnelles sont mises en œuvre immédiatement.

C'est dans ce cadre que L'État a demandé à l'ANAH de faire des propositions pour soutenir l'action locale qui ont fait l'objet de délibérations de son conseil d'administration du 28 novembre dernier.

Celles-ci prévoient notamment :

-la mise en œuvre du plan national Initiative Copropriétés, auquel émerge sept grandes copropriétés de Marseille, qui prévoit des dispositions qui pourront bénéficier à toute copropriété inscrite dans un dispositif de type OPAH à volet « copropriété dégradée » ;

-des mesures exceptionnelles facilitant le traitement en urgence de l'habitat indigne dans le centre ancien de Marseille.

Les mesures exceptionnelles à effet immédiat, visent à optimiser pour Marseille :

•le Financement des études préalables et des études pré-opérationnelles :

Elle fixe à titre dérogatoire un plafond global de dépenses subventionnables de 3 millions d'euros HT pour l'ensemble des études préalables / diagnostics et études pré-opérationnelles contribuant à la définition d'une stratégie d'intervention dans le cadre d'une ou plusieurs OPAH-RU.

•le Financement des prestations de suivi-animation d'OPAH-RU :

Pour l'ensemble des OPAH-RU signées avant le 1er janvier 2020, le financement de la part fixe au titre du suivi-animation est porté à 80 % du montant HT des dépenses subventionnables (hors plafond) pendant les 3 premières années. Ces programmes ne pourront donc pas bénéficier d'un financement au titre des parts variables pendant ces 3 années.

•le Financement des chefs de projet :

L'ANAH peut financer jusqu'à 3 chefs de projets pour mener à bien l'ensemble de ces OPAH-RU, y compris lorsqu'elles sont situées sur des quartiers de priorité nationale relevant du NPNRU. L'un de ces chefs de projet doit être en charge de la coordination entre les services de l'Etat, de la Métropole et de la Ville, notamment pour le traitement des situations d'habitat indigne.

•le Suivi du dispositif :

Un comité de pilotage national se réunira une fois par an pour suivre la mise en œuvre de ce dispositif exceptionnel qui fera l'objet d'un rendu compte annuel au Conseil d'administration.

Une évaluation devra être menée à l'issue des 3 premières années d'OPAH-RU pour apprécier l'impact des mesures exceptionnelles prévues par la présente délibération.

Ces mesures confortent l'accompagnement et le soutien financier de l'ANAH au bénéfice de la Métropole et de la ville de Marseille dans la mise en œuvre du volet opérationnel du 3^e protocole de Lutte contre l'Habitat Indigne signé le 21 décembre 2017 qui a conjointement été signée avec l'Etat en même temps que :

- le protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) de l'Agence Nationale à la Rénovation Urbaine (ANRU), la lutte contre l'habitat indigne et le traitement du

dysfonctionnement des copropriétés, dont l'un des axes national d'intervention est la lutte contre l'habitat dégradé,

- l'accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées, qui vise à traiter 4 800 logements prioritairement.

Cette articulation des dispositifs vise à faire de la lutte contre l'habitat indigne un élément à part entière du projet urbain, notamment comme source de foncier à recycler pour rénover la ville sans l'étendre.

Pour faciliter la mise en œuvre opérationnelle de ses dispositions exceptionnelles pour Marseille, l'ANAH a mis au point un cadre de convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat – Renouvellement Urbain simplifiée.

Ce cadre sera utilisé pour les OPAH-RU prioritaires à élaborer et signer en 2019-2020 au fur et à mesure de leur mise au point.

Elles seront calibrées en fonction :

-des études d'ores et déjà programmées pour 2019 pour les secteurs de Noailles ; Belsunce-Sud ; Belle de Mai ; Butte Saint Mauront.

-de l'ajustement des périmètres rendus nécessaire par les signalements récents, les arrêtés de périls et les expertises du Centre Scientifique des Techniques du Bâtiment (CSTB) qui auront été réalisées durant les mois de novembre et décembre 2018.

Une approche à l'îlot urbain par diagnostic exhaustif devra être privilégiée pour s'assurer que les pathologies constatées à l'immeuble ne sont pas liées à des désordres plus étendus (système constructif d'ensemble rendant solidaires plusieurs propriétés, instabilité des sols, infrastructures souterraines, effets de la nappe phréatique, etc.)

Un volet « copropriété dégradée » participera de l'efficacité de l'OPAH-RU simplifiée ; il permettra de rendre les travaux éligibles aux taux les plus élevés de l'ANAH pour faciliter le redressement des copropriétés dont la fragilité et l'endettement sont des facteurs aggravant de l'état bâti.

Pour donner ses pleins effets, l'OPAH-RU, qui offre des aides aux propriétaires et copropriétaires privés pour une réhabilitation pérenne de leur immeuble, devra être accompagnée d'une action contraignante permettant de recourir aux travaux d'office.

Dans ce cas l'ANAH pourra subventionner les travaux d'office soit au bénéfice des propriétaires et copropriétaires qui les réaliseront, soit au bénéfice de la collectivité qui devra les réaliser aux frais avancés des propriétaires défaillants auprès desquels ils seront recouvrés.

Cette action contraignante pourra aller jusqu'à l'expropriation dans le cas où l'état du bien le frappera d'inhabitabilité définitive ou si la réticence des propriétaires conduit à recourir aux prérogatives de l'Etat de pouvoir déclarer l'utilité publique de travaux ou l'expropriation directe pour motif d'intérêt général.

Dans ce dernier cas l'Anah pourra subventionner le déficit des opérations foncières réalisées par un aménageur public en contrepartie de la résorption d'habitat insalubre ou de la mise en œuvre d'un programme de logements sociaux.

La convention d'OPAH-RU constitue un cadre partenarial qui associera à minima la Métropole, l'ANAH, l'Etat et la Commune pour garantir la synergie, le partage des actes et le cofinancement des actions.

La Métropole complète habituellement le dispositif partenarial qu'elle signe avec l'Anah par des aides sur fonds propres en privilégiant :

- L'aide aux propriétaires occupants (Prime Accession à la Propriété ; Prime « Habiter Mieux » contre la précarité énergétique) pour favoriser leur maintien et inciter à la venue de nouveaux propriétaires occupants garant de la stabilité des copropriétés ;

- L'aide aux propriétaires bailleurs produisant du logement social privé (Prime de réduction de Loyer ; Prime d'Intermédiation Locative) ;

- L'aide au Bail à réhabilitation.

Dans le cadre de cette OPAH-RU simplifiée, la Métropole ciblera particulièrement ses aides sur fonds propres sur les programmes de travaux pérennes tendant au traitement global des immeubles. Elle privilégiera l'aide aux syndicats de copropriété. Elle entend être particulièrement attentive aux conditions d'éligibilité des travaux à subventionner. Elle souhaite pouvoir rendre obligatoire la réalisation d'un diagnostic structure par les propriétaires et syndicats de copropriété qui engageront des travaux subventionnables sur les immeubles. Ces diagnostics structures pouvant se révéler coûteux, un dispositif complétant l'aide de l'ANAH devra être particulièrement attractif pour ne pas être un frein à la décision.

Ces diagnostics sont une garantie devant fonder l'octroi des aides publiques aux propriétaires privés.

Les collectivités dont l'habitat n'est pas le cœur de compétence pourront participer au dispositif partenarial de subvention, soit dans le cadre de leur règlement soit dans le cadre de mesures exceptionnelles.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Le Code de la santé Publique ;
- Le Code Général des Impôts ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi Logement n°2018-1021 du 23 novembre 2018 ;
- Les délibérations n°2018-34 à 36 du Conseil d'Administration de l'Anah du 28 novembre 2018 ;
- La délibération n°2018-41 du Conseil d'Administration de l'Anah du 28 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'urgence à accélérer la mise en œuvre de moyens opérationnels de lutte contre l'habitat indigne
- Le cadre partenarial métropolitain signé pour traiter 10 000 logements dégradés répartis à parité entre les grandes copropriétés les plus dégradées et les quartiers anciens de centre-ville et de faubourg à Marseille,
- Les dispositions nationales récemment adoptées

Délibère

Article 1 :

Est pris acte des délibérations du Conseil d'Administration de l'ANAH du 28 novembre 2018 approuvant d'une part la mise en œuvre du plan national Initiative Copropriétés et d'autre part des mesures exceptionnelles facilitant le traitement en urgence de l'habitat indigne dans le centre ancien de Marseille.

Article 2 :

La Métropole s'engage à mobiliser ces dispositifs exceptionnels dès la conduite des études de connaissance préopérationnelle inscrites au troisième protocole d'éradication de l'Habitat Indigne figurant au périmètre ci-annexé en vue de conventionner dans les meilleurs délais les opérations programmées d'amélioration de l'habitat à volet renouvellement (OPAH-RU) sur les quartiers prioritaires englobant Noailles, Belsunce, Belle de Mai, Butte Saint Mauront.

Leur financement est inscrit en crédits de paiement au budget 2019 de la Métropole.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence ou son représentant est habilité à solliciter les partenaires signataires de ces conventions d'OPAH-RU simplifiées, en particulier les signataires de droit que sont la ville de Marseille et l'Etat pour mettre en place le dispositif de pilotage conjoint, favorisant la prise des actes de polices de l'habitat et de prérogatives de puissance publique nécessaire au traitement de l'habitat dégradé.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence ou son représentant est habilité à solliciter tout concours financiers auprès des collectivités et des financeurs de l'action publique favorisant la mise en œuvre des dispositifs opérationnels de lutte contre l'habitat indigne et de renouvellement urbain.

DEVT 014-5208/18/CM

■ Approbation de la mise en place de mesures financières individuelles exceptionnelles dans le cadre du relogement de certains ménages MET 18/9693/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En raison des événements survenus dans le cadre des logements insalubres sur son territoire, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de participer, sur un fonds spécifique, au versement d'une aide financière individuelle exceptionnelle aux personnes ou familles concernées par un arrêté de péril imminent ou qui en interdit l'accès provisoirement et qui devront être relogées définitivement ou provisoirement dans un logement vide.

Il convient de déterminer d'une part les critères d'attribution de ces aides financières, leur montant ainsi que leur mode de versement, et d'autre part, définir le périmètre concerné.

D'une manière générale, pour un relogement définitif direct, il a été déterminé un montant forfaitaire en fonction de la composition du foyer auquel se rajoute la caution versée directement au bailleur. Toutefois, en fonction des revenus, ces aides pourront faire l'objet soit d'une subvention totale, soit d'une partie en subvention et d'une partie en prêt social.

En ce qui concerne les aides versées dans le cadre d'un relogement provisoire dans un logement vide, un montant forfaitaire a été défini. L'aide sera versée en subvention totale. Elle comprendra également le versement de la caution directement au bailleur.

Pour les relogements définitifs faisant suite à un relogement provisoire dans un logement vide, les dossiers relèveront d'une demande de FSL. Seuls les montants seront différents de ceux portés dans le Règlement Intérieur du FSL métropolitain. Toutefois, l'aide financière accordée par le FSL sera déduite de l'aide financière exceptionnelle déjà accordée et ne prendra pas à sa charge financière le nouveau montant de la caution, mais pourra cependant verser la caution différentielle. En fonction des revenus, ces aides pourront faire l'objet soit d'une subvention totale, soit d'une partie en subvention et d'une partie en prêt social.

Si une dérogation a été possible pour le Quotient Familial, aucune dérogation ne pourra être acceptée pour le taux d'effort du ménage.

L'annexe 1 ci-jointe, reprend l'ensemble des critères et des montants retenus pour le versement de cette aide financière individuelle exceptionnelle, ainsi que les documents à fournir obligatoirement.

Le périmètre concerné est celui du territoire métropolitain, hors périmètre « rues d'Aubagne/Jean Roque » à Marseille qui bénéficie d'ores et déjà d'un dispositif particulier.

Le traitement de l'ensemble des dossiers sera effectué par le service en charge du FSL métropolitain et la mise en paiement sera réalisée par les services de la CAF des Bouches-du-Rhône, en lien avec le service du FSL. En effet, par délibération n° DEVT 006-2967/17/BM du 14 décembre 2017, une

convention n° 18/116 a été passée avec la CAF des Bouches-du-Rhône, prolongée par délibération n° DEVT 005-4400/18/BM du 18 octobre 2018, pour permettre la gestion financière et comptable des aides financières versées au titre du FSL. Un avenant à cette convention sera proposé afin d'y inclure la gestion financière et comptable de ces aides financières individuelles exceptionnelles.

La durée de cette convention ne saurait aller au-delà du 31 décembre 2019.

Les crédits seront inscrits sur le budget de fonctionnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Direction Habitat et Politique de la Ville – Service Cohésion Sociale et gérés par le dispositif du FSL pour un montant de 2M€ maximum, incluant les frais de gestion de la CAF des Bouches-du-Rhône.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- • la loi n°90-449 du 31 mai 1990 relative à la mise en œuvre du droit au logement ;
- • La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales ;
- • Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG062-544/16/CM du 30 juin 2016 relative au transfert conventionnel des compétences départementales ;
- La délibération n° DEVT 006-2967/17/BM du 14 décembre 2017 relative à l'approbation d'une convention de partenariat avec la CAF des Bouches-du-Rhône dans le cadre du dispositif FSL ;
- La convention de partenariat avec n° 18/0116, notifiée le 05 février 2018, passée avec la CAF des Bouches-du-Rhône ;
- La délibération n° DEVT 005-4400/18/BM du 18 octobre 2018 approuvant la prolongation de la convention de partenariat avec la CAF des Bouches-du-Rhône.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de mettre en place des aides financières individuelles exceptionnelles pour aider les ménages à se reloger

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les conditions et le périmètre concerné pour la mise en place, des aides financières individuelles exceptionnelles au titre du relogement des familles tels que définis dans l'annexe 1 ci-jointe

Article 2 :

Est approuvé le principe de confier à la CAF des Bouches-du-Rhône la gestion financière et comptable des crédits affectés au versement de ces aides financières individuelles exceptionnelles

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de cette délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Environnement, Développement Durable, Agriculture et Forêt"

ENV 001-5209/18/CM

**■ Présentation de l'Agenda Environnemental de la Métropole Aix-Marseille-Provence et du Département des Bouches-du-Rhône
MET 18/9334/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 portant Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles et la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République a confié aux Métropoles, dont la

Métropole Aix-Marseille-Provence, la compétence Environnement. Cette compétence s'inscrit pleinement dans l'ensemble des politiques de la Métropole. Elle se traduit d'une part, par la gestion des impacts sur les milieux naturels (déchets, assainissement...) et la préservation des ressources indispensables que sont l'air, l'eau, la biodiversité, l'énergie et, d'autre part, par la mise en œuvre de politiques durables et résilientes (mobilité, aménagement, habitat, économie, insertion...) qui intègrent l'environnement au service de l'avenir de notre territoire et le mieux vivre de ses habitants.

La qualité environnementale d'un territoire génère, dans le même temps, un fort pouvoir attractif, qu'il s'agisse de la qualité des lieux de vie (éco-quartiers, espaces naturels littoraux et terrestres, paysages), ou du rayonnement des centres économiques innovants (énergies renouvelables, écologie industrielle, économie circulaire, révolution numérique).

Le dernier rapport du GIEC, Groupe Intergouvernemental d'Experts du Changement Climatique paru le 8 octobre dernier, a rappelé l'urgence et la nécessité d'agir dans les domaines que sont : l'énergie, l'industrie, les transports, la rénovation des logements et du tertiaire, l'agriculture, les déchets et l'alimentation. Par ailleurs, les études sur la biodiversité à l'échelle planétaire nous montrent que la Terre est en train de subir sa 6^{ème} grande extinction d'espèces animales dont le rythme s'accélère d'années en années.

La transition écologique et énergétique est un défi qui doit contribuer, non seulement, à préserver notre territoire, mais également à développer son potentiel au travers d'une économie verte, sociale et solidaire. À cet effet, la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Département des Bouches-du-Rhône unissent leurs efforts et travaillent à rapprocher les deux institutions, en premier lieu, sur le thème de l'environnement.

Nos collectivités disposent de compétences différentes mais complémentaires. Par essence, le domaine de l'environnement est transversal et partagé. Chaque acteur d'un territoire, qu'il soit citoyen, association, collectivité publique, entreprise doit et peut, à son niveau, valoriser et contribuer à l'amélioration de la qualité de vie, à la protection de la nature et de nos ressources. Les collectivités locales doivent montrer la voie, être exemplaires pour entraîner, dans leur sillage, l'ensemble de la société.

L'Agenda Environnemental constitue cette ambition partagée entre les élus du Département et de la Métropole s'appuyant sur un engagement fort qui s'inscrit sur le long terme, et par la réalisation d'actions concrètes à court terme. Il permet de mettre en résonance, en cohérence et en convergence les politiques conduites par ces deux institutions.

Il s'appuie sur les travaux réalisés dans le cadre des États Généraux de Provence et des douze

engagements du projet Métropolitain « Ambition 2040 », et s'articule avec l'Agenda de la mobilité de la Métropole et le plan de Mobilité du Département ainsi que le Livre Bleu adopté en juin 2018 par le Conseil de Métropole.

L'Agenda Environnemental alimentera aussi, en actions sous maîtrise d'ouvrage du Département et de la Métropole, l'ensemble des plans et schémas en cours d'élaboration, qu'ils soient réglementaires (Plan Climat, Programme Local de l'Habitat, Schéma de Cohérence Territoriale, Plan de Déplacement Urbain, Plan Départemental des Espaces, Sites et Itinéraires...) ou volontaires (Livre Blanc de l'Énergie, Plan Alimentaire Territorial, Schéma Métropolitain de l'Eau et de l'Assainissement, Charte Forestière, Plan Mobilité, Plan Charlemagne...). Sachant que ces démarches mobilisent les contributions d'autres acteurs du territoire (les services de l'État, les entreprises, les associations, les citoyens ...) et d'autres politiques (économiques, sociales, sanitaires, éducatives...).

Cet Agenda Environnemental commun, qui s'inscrit sur une période de 5 ans, propose des actions concrètes focalisées sur 5 enjeux forts auxquels notre planète et notre territoire en particulier sont confrontés (document ci-joint en annexe) :

- Améliorer la qualité de l'air
- Favoriser la transition énergétique
- Protéger la mer, le littoral et les milieux aquatiques
- Préserver la biodiversité
- Lutter contre gaspillage.

Près de 80 actions viennent traduire, concrètement, les objectifs qui sont déclinés dans cet Agenda Environnemental, lequel est voué à évoluer au fil du temps et des besoins. Il sera complété par des projets et des thématiques nouvelles avec, pour ligne directrice, l'efficacité. Ces actions financées dans le cadre des différentes politiques publiques de la Métropole et du Département seront aussi régulièrement évaluées.

- **Le premier enjeu, l'amélioration de la qualité de l'air, concerne la santé de nos concitoyens.**

C'est aujourd'hui une préoccupation prioritaire à toutes les échelles territoriales. Pour autant, les mesures restent imprécises et insuffisantes face à cet enjeu de santé publique qui, aujourd'hui, se mesure, en France, en milliers de décès prématurés.

Il est proposé d'agir sur deux cibles essentielles, les véhicules et les bâtiments, avec un ensemble d'actions précises, chiffrées, et planifiées qui auront un impact significatif sur la qualité de l'air.

L'Agenda environnemental propose, sur ce thème, plusieurs dispositifs exemplaires pour favoriser la conversion énergétique des transports collectifs, aider

les particuliers pour l'achat de véhicules électriques, aider les particuliers pour remplacer leur équipement de chauffage au bois, accélérer la connexion électrique des navires accueillis par le GPMM ou encore réduire l'empreinte de la voiture en centre-ville.

- **Le deuxième enjeu concerne la transition énergétique.**

Le territoire dispose d'un potentiel exceptionnel de production d'énergies renouvelables. Toutefois, il consomme aujourd'hui cinq fois plus d'énergie qu'il n'en produit et présente une balance commerciale énergétique déficitaire de 5,5 milliards d'euros par an, soit plus de 10 % de son produit intérieur brut. Si ces ressources étaient exploitées, le territoire pourrait fortement réduire sa dépendance à l'importation d'énergie, alléger sa facture énergétique et améliorer tant son bilan carbone que la qualité de l'air.

Les principales mesures proposées, à ce titre, viseront le soutien à la production d'énergies renouvelables, la décarbonation de l'industrie, la rénovation énergétique des bâtiments et la conversion énergétique du Département et de la Métropole..

Les objectifs de réduction des émissions de gaz à effets de serre et d'augmentation de la part de production d'énergie locale et renouvelable, ne seront atteints que si dans le même temps un effort de diminution des consommations énergétiques soit opéré. La rénovation thermique des logements, bâtiments et équipements en est l'outil essentiel. Plus globalement, les actions de maîtrise de la demande en énergie, de sensibilisation à des comportements économes et soucieux de préserver une ressource précieuse sont tout aussi indispensables.

- **Le troisième enjeu concerne la protection de la mer, du littoral et des milieux aquatiques.**

Avec ses 255 km de façade littorale et le plus grand étang salé d'Europe, notre département est résolument ancré en Méditerranée. Plus qu'une simple zone de contact entre la terre et l'eau, cet espace concentre plusieurs enjeux économiques, sociaux et écologiques majeurs.

La qualité des eaux de mer dépend des luttes contre les pollutions domestiques, pluviales, portuaires, industrielles et du bon état écologique des rivières qui traversent le territoire et qui s'y jettent.

Parmi les mesures emblématiques programmées sur ce thème figurent, d'une part, le Contrat de Baie et le Livre Bleu qui feront l'objet d'actions spécifiques mises en œuvre par la Métropole et, d'autre part, des opérations spécifiques de nettoyage et de développement de nurseries de poissons seront engagées sur les ports du territoire.

- **Le quatrième enjeu concerne la préservation et la valorisation de la nature et de la biodiversité.**

L'effondrement de la biodiversité est une réalité. Pour exemple, la population d'oiseaux des campagnes françaises a chuté à une vitesse vertigineuse ces dernières années. Le groupe d'experts intergouvernementaux sur l'évolution du climat (GIEC) annonce que, d'ici 2050, 38 à 46 % des espèces animales et végétales pourraient disparaître.

Le bassin méditerranéen figure parmi les 34 « hot spot » de biodiversité identifiés au niveau mondial, étant précisé que le Département des Bouches-du-Rhône en particulier, contribue de façon significative à ce classement.

Avec un parc national, quatre parcs naturels régionaux, un grand site de France et plusieurs réserves nationales le département abrite des sites naturels qui contribuent à la préservation et à la valorisation de cette biodiversité.

Chacun à son échelle doit être conscient de cette richesse partagée et l'Agenda Environnemental propose, à ce titre, un plan d'action ambitieux dont les actions phares concerneront la sensibilisation du public, notamment celle des collégiens et des élèves des écoles primaires, le retour de la nature en ville et la protection des espaces naturels.

- **Le cinquième enjeu, la lutte contre le gaspillage, relève d'une prise de conscience à tous les niveaux de la société.**

Chaque habitant de la Métropole produit à peu près 660 kg de déchets par an. Sur l'ensemble de ces tonnages, 33 % font l'objet d'une valorisation matière et organique et 29 % d'une valorisation énergétique. Les services travaillent à l'amélioration de la performance du tri et la valorisation cependant l'objectif premier est de réduire cette production de déchets afin de réduire les coûts de collecte et de traitement. Ces moyens pourront être ainsi réinvestis dans la qualité du service. La réduction de la production de déchets passe par l'incitation au compostage à domicile et la lutte contre tous les gaspillages.

Le monde associatif sera largement associé à la mise en œuvre de cette ambition. Parallèlement, la lutte contre le gaspillage alimentaire sera particulièrement favorisée au sein des collèges et des écoles.

Cette politique ambitieuse ne saurait être efficace sans une contribution active de la population. L'Agenda Environnemental souhaite ancrer l'éco-responsabilité dans le quotidien des habitants de notre territoire. Cette sensibilisation existe déjà grâce aux moyens humains, techniques et financiers mis en œuvre par les Conseils de Territoires au sein de la Métropole ou par les services du Département. C'est pourquoi, elle sera renforcée par la création d'une « maison du projet » qui sera ouverte prochainement. Cet espace sera un lieu d'animations, d'informations, de conseils aux habitants qui souhaitent s'engager dans une démarche éco-responsable et constituera la vitrine de l'action de la collectivité dans tous ses domaines d'intervention environnementaux.

Ce rapport constitue une première étape. Dans les mois qui viennent, nos deux institutions se doivent d'aller plus loin en maximisant les complémentarités entre Département et Métropole, en travaillant notamment sur les liens entre économie et environnement (filiales de croissance verte, pôles d'excellence, impact environnemental des industries, économie circulaire, logistique urbaine et dernier kilomètre) et les liens entre aménagement du territoire, formes urbaines et environnement (plus de densités, moins d'urbanisation sur les terres agricoles en lien avec le SCOT et les PLUi, adaptation du bâti et de l'espace public aux changements climatiques).

Ce rapport de principe ne comporte à ce stade aucune incidence budgétaire. Les crédits nécessaires seront inscrits annuellement au budget de la Métropole répartis dans les différentes politiques concernées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est pris acte de la présentation du rapport relatif à l'Agenda Environnemental de la Métropole Aix-Marseille-Provence et du Département des Bouches-du-Rhône.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 002-5210/18/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Aides aux particuliers Sylviculture" sur le Territoire du Pays d'Aix

MET 18/9189/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix propose d'aider les propriétaires forestiers privés à développer la gestion de leurs boisements et à produire du bois tout en améliorant les peuplements forestiers en vue de leur exploitation à court, moyen et long terme.

Ce soutien prend la forme d'une aide financière à la rédaction des plans simples de gestion (et autres documents de gestion et de programmation des travaux) et à la réalisation d'opérations sylvicoles (éclaircie de rattrapage, coupe d'amélioration, dépressage...).

L'objectif est de favoriser le développement d'une gestion durable du potentiel forestier du territoire du Pays d'Aix, la dynamisation de la sylviculture locale afin d'optimiser la mobilisation de bois de qualité et la structuration d'une filière bois basée sur l'exploitation du pin d'Alep.

L'aide est apportée dans le cadre d'un dispositif annuel appelé « éco-chèque » versée à tout propriétaire qui répondra aux critères d'attribution et qui en fera la demande.

L'espace naturel et forestier du territoire du Pays d'Aix représente 72 484 ha et il est en accroissement constant depuis plusieurs années. Les espaces boisés de production permettant de récolter du bois occupent 43 689 ha de cette surface et représentent un gisement important sous-exploité.

En effet, la propriété forestière privée représente environ 64 % de cette forêt de production et d'une manière générale, les propriétaires de moins de 25 ha ne s'impliquent pas dans la gestion sylvicole.

Du fait de ce manque de sylviculture, les peuplements de pin d'Alep sont essentiellement de qualité moyenne, voire médiocre, en terme de production forestière et les risques d'incendies augmentent

La mise en place d'une aide pour les propriétaires forestiers ou les groupements de propriétaires forestiers va permettre de les inciter à réaliser des opérations sylvicoles, à améliorer la qualité de production des peuplements et à développer une économie forestière durable.

Pour ces raisons il est nécessaire d'ouvrir une autorisation de programme d'un montant de 150 000 € T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant de 150 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI261AP2 « Aides aux particuliers Sylviculture ».
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement DI261AP2 « Aides aux particuliers Sylviculture » pour un montant de 150 000 € T.T.C.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

DI261AP2 « Aides aux particuliers Sylviculture »

Montant total de l'AP : 150 000 € T.T.C.
CP 2019 : 50 000 € T.T.C.
CP 2021 : 50 000 € T.T.C.
CP 2020 : 50 000 € T.T.C.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 003-5211/18/CM

**■ Candidature au renouvellement du Label Grand Site de France de Concors et Sainte-Victoire
MET 18/8826/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays d'Aix, a, par délibération, intégré le Grand Site Sainte-Victoire, dont elle s'est engagée à poursuivre le projet de territoire autour du Label Grand Site de France.

Après une première attribution du Label Grand Site de France en 2004 puis en 2011, une démarche de candidature à un deuxième renouvellement de la labellisation a été lancée en février 2018, dans le cadre d'une Opération Grand Site. Cette démarche proposée par l'Etat aux collectivités territoriales, est portée localement par la DREAL Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, pour répondre aux difficultés que posent l'accueil des visiteurs et l'entretien des sites classés de grande notoriété soumis à une forte fréquentation. Elle poursuit trois objectifs : restaurer et protéger la qualité paysagère, naturelle et culturelle du site, améliorer la qualité de la visite et favoriser le développement socio-économique dans le respect des habitants. La finalité étant d'accompagner le territoire vers l'obtention du label Grand Site de France.

La Métropole est donc amenée à instruire une nouvelle demande d'attribution du label Grand Site de France dans un environnement radicalement différent des deux précédentes candidatures :

En effet :

- si le périmètre précédemment labellisé était organisé autour du site classé Sainte-Victoire, le classement de Concors en 2013 a englobé la partie varoise du massif, hors des limites territoriales historiques du Grand Site Sainte-Victoire ;
- la dissolution du syndicat mixte départemental des massifs Concors Sainte-Victoire, gestionnaire du site et attributaire du Label jusqu'en fin 2016 a été suivie de son intégration à la Métropole Aix-Marseille-Provence en tant que direction au sein du Territoire du Pays d'Aix, ce qui a impliqué la mise en place d'outils de gouvernance du site adaptés à ce nouveau contexte ;

- les attentes de l'État en matière de labellisation ont évolué. Il ne s'agit plus d'inscrire uniquement des projets d'aménagement liés à l'accueil du public ou à la réhabilitation de sites dégradés, mais aujourd'hui de proposer l'intégration des habitants et acteurs sociaux et économiques au portage et au développement du Label.

Ces évolutions rendent nécessaires une redéfinition des limites du site, modification profonde de la méthode d'élaboration et de portage du dossier, d'association des partenaires et acteurs, enfin, d'attribution pérenne de crédits.

Un Comité de pilotage et un Comité scientifique et technique ont également été créés pour accompagner la constitution du dossier et éventuellement, accompagner la mise en œuvre du projet pour les 6 prochaines années. Leur création a relevé d'un arrêté préfectoral interdépartemental.

La construction de cette nouvelle candidature a donc demandé une démarche de co-construction par les élus et l'ensemble des partenaires locaux, selon une méthodologie spécifique de gestion de projet, de logiques d'acteurs et d'animation de réunions. Elle a bénéficié pour ce faire d'une équipe technique pluridisciplinaire et de l'appui d'un expert du réseau des Grands Sites de France. Le dialogue territorial a été placé au cœur de cette démarche avec de nombreuses réunions spécifiques : le Comité de gestion du Grand Site a été réuni spécifiquement à 4 reprises, 3 sessions du Comité de pilotage ont été organisées, la société civile a participé à 3 Comités technique et scientifique et une dizaine de séminaires internes ont été organisés. En parallèle, des entretiens ont été menés avec les représentants des communes et intercommunalités varoises concernées par le site classé de Concors, au titre de la révision du périmètre. Enfin, une lettre d'information mensuelle a été adressée aux membres du Comité de gestion tout au long de la démarche, qui a débuté en février 2018.

Ces travaux ont abouti à la définition d'un nouveau périmètre pour le territoire du Grand Site, comptant près de 50 000 hectares contre 35 000 historiquement. Suivant la volonté de l'État, il intègre la totalité du site classé de Concors et porte désormais sur 17 communes avec l'intégration de Pourrières, Rians et Meyreuil.

Ces nouvelles limites s'appuient sur une volonté forte des élus concernés, le caractère identitaire confirmé par des études paysagères et le site Natura 2000. Elles ont également été basées sur leur opérationnalité future pour la mise en œuvre du projet de territoire. Les modifications majeures concernent, outre l'intégration du site classé de Concors sur les communes de Rians et Pourrières, celle de la plaine agricole de Meyrargues, l'élargissement à l'entité paysagère du massif de Vautubière en limite de la route départementale D23 et au sud jusqu'à la route nationale RN7 permettant d'intégrer la récente Zone

Agricole Protégée de Pourrières et d'assurer des continuités géomorphologique, de biodiversité et paysagère avec les Monts-Auréliens et la Sainte-Baume.

Tous les acteurs ont souligné que ce nouveau périmètre devait se traduire par une nouvelle identité donnée au territoire. Il a ainsi été proposé par le Comité de gestion et validé en Comité de pilotage que son nom devienne « Grand Site Concors Sainte-Victoire » et que le logotype existant soit simplement adapté en rajoutant « Concors » devant « Sainte-Victoire ».

Le projet de territoire, élaboré pour les 6 prochaines années (2019-2025), se veut partagé, avec l'engagement de tous, partenaires institutionnels, acteurs locaux, populations. Il a vocation à être porté dans ses actions de terrain, par tous les acteurs, propriétaires et maîtres d'ouvrage du territoire, chacun pour ce qui le concerne (communes, département, associations, propriétaires, ...), le tout, dans l'esprit « Label ». Il s'organise autour de 5 ambitions déclinées chacune en objectifs stratégiques, à chaque acteur ensuite de les traduire en actions à inscrire dans sa feuille de route :

- Ambition 1 : un territoire d'excellence patrimoniale « Poursuivre et renforcer la protection, la restauration et la gestion durable des qualités paysagères et environnementales ».
- Ambition 2 : un territoire d'accueil maîtrisé « Améliorer la qualité de la découverte et de la fréquentation ».
- Ambition 3 : un territoire de développement durable « Développer un territoire durable et identitaire ».
- Ambition 4 : un territoire de partage « Gérer et porter les valeurs du Grand Site, partager l'identité et l'esprit des lieux ».
- Ambition 5 : un territoire à la dynamique urbaine choisie.

Cette dernière évolution permettra au Grand Site Sainte-Victoire d'intervenir désormais en tant que coordonnateur de la démarche Label qui pourra se positionner, suivant les actions menées, en tant qu'opérateur direct, animateur du travail commun ou comme partenaire technique et scientifique.

La mise en œuvre de ce projet nécessitera l'adaptation d'un budget spécifique de façon à répondre au niveau d'exigence de la labellisation.

De même, l'extension du périmètre proposé entraînera la mise en place de partenariats avec les intercommunalités du Var. Il s'agit de la Communauté d'Agglomération Provence Verte, de la Communauté de Communes Provence Verdon, du Syndicat Mixte de Pays Provence Verte et de l'Office de Tourisme de la Provence Verte dont les compétences sont en lien avec les espaces naturels afin que la maîtrise d'ouvrage et les financements sur cette partie du territoire soient adaptés aux objectifs de la labellisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement, et notamment les articles L 341-1 à L 341-22 relatifs aux sites ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, et notamment l'article 150 ;
- La circulaire du 21 janvier 2011 relative à la politique des Grands Sites NOR : DEVL1027436C ;
- Le décret du 15 septembre 1983 portant classement parmi les sites du département des Bouches- du Rhône du massif de la montagne Sainte-Victoire sur les communes d'Aix-en-Provence, Beaufort, Puyloubier, Saint-Antonin-sur-Bayon Saint-Marc-Jaumegarde et Vauvenargues ;
- Le décret du 23 août 2013 portant classement parmi les sites des départements des Bouches-du-Rhône et du Var du massif du Concors sur les communes d'Aix-en-Provence, Jouques, Meyrargues, Peyrolles, Puyloubier, Saint-Marc-Jaumegarde, Vauvenargues, Venelles, Pourrières et Rians ;
- Les décisions ministérielles du 17 juin 2004 accordant le label Grand Site de France et du 28 janvier 2011 accordant le renouvellement de ce label ;
- La circulaire du 21 janvier 2011 du Ministère de l'Ecologie, du développement durable, des transports et du logement, relative à la politique nationale des Grands sites ;
- L'arrêté préfectoral du 17 octobre 2016 mettant fin à l'exercice des compétences du syndicat mixte départemental des massifs Concors Sainte-Victoire ;
- L'arrêté inter-préfectoral du 2 mai 2018, portant création d'un Comité de pilotage et d'un Comité technique et scientifique, dans le cadre de la mise en œuvre du projet de territoire « Sainte-Victoire Grand Site de France » porté par la Métropole Aix Marseille Provence ;
- La délibération n°ENV 004-1135/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016

portant dissolution du Syndicat Mixte Départemental des massifs Concors et Sainte-Victoire - Modalités d'intégration, d'organisation et de gouvernance au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;

- La délibération n°ENV 001-1443/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 portant dissolution du Syndicat Mixte Départemental des massifs Concors et Sainte-Victoire - Modalités d'organisation pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le territoire d'exception que constituent les sites classés de la montagne Sainte-Victoire et du massif de Concors, ainsi que leurs franges et piémonts.
- La gouvernance de ce territoire, mise en place par la Métropole Aix-Marseille-Provence, autour notamment du Comité de gestion, du Comité de pilotage et du Comité technique et scientifique.
- La volonté de l'État d'inclure la totalité du site classé de Concors au territoire à labelliser Grand Site de France et la confirmation des communes de Meyreuil, Pourrières et Rians d'intégrer ce périmètre.
- Le bilan du Grand Site Sainte-Victoire, faisant état d'un bon état patrimonial, d'un contexte évolutif positif et offrant un accueil de qualité.
- Le projet de territoire pour la période 2019-2025, co-construit avec l'ensemble des partenaires institutionnels, professionnels et locaux du Site.
- Les enjeux de préservation et de gestion liés à cet espace reconnu par l'Etat et porté par un engagement fort de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Délibère

Article 1 :

Sont adoptés les éléments de la demande de renouvellement de la labellisation Grand Site de France de Sainte-Victoire et Concors, en particulier le nouveau périmètre tel que présenté, la proposition de mise en cohérence du nom du Site et sa déclinaison graphique, et les ambitions du projet de territoire 2019-2025.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à adresser à Monsieur le Préfet la demande de renouvellement de la labellisation Grand Site de France de Sainte-Victoire et Concors, accompagnée d'un dossier de candidature ;

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la Déclaration d'engagement présentant sa motivation à demander le renouvellement de la labellisation Grand Site de France de Sainte-Victoire et Concors et ses engagements pour l'avenir ;

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 004-5212/18/CM

■ Projet de réalisation d'un Espace Test Agricole sur le territoire de la Métropole, Commune d'Aix-en-Provence - Lieu-dit "L'Enfant Est", secteur de Luynes

MET 18/9557/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Composante forte de l'économie locale et vecteur d'attractivité territoriale, l'agriculture constitue un potentiel exceptionnel d'approvisionnement alimentaire et de rayonnement du territoire.

Le territoire doit cependant faire face à une raréfaction des terres agricoles et à une fragilisation de la profession. La réponse à apporter à ces enjeux stratégiques nécessite, à ce titre, une large mobilisation de l'ensemble des partenaires agricoles.

Dans le cadre de sa politique agricole, la Métropole Aix-Marseille-Provence poursuit donc, avec ses partenaires institutionnels, l'ambition de maintenir de manière dynamique les surfaces agricoles sur son territoire dans une perspective de reconquête agricole, de renouvellement et d'accompagnement des générations d'exploitants.

Sur la base d'une réflexion conduite avec la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône, un projet de développement agricole intégré, de type Espace Test Agricole a ainsi été initialement proposé sur le site de Bigaron, commune d'Aix-en-Provence. Situé à Luynes, ce projet avait vocation à bénéficier du soutien du fonds compensatoire géré par l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice (APIJ) créé pour répondre à la consommation des 13 hectares de

zone agricole en vue de la réalisation d'un second établissement pénitentiaire.

Dans le cadre d'une convention conclue avec cette agence, destinée à préserver les 28 ha de zone agricole du secteur, la Chambre d'agriculture a été chargée d'établir des propositions quant à la forme de l'action compensatoire à mettre en œuvre. Elle a axé son étude sur un projet également soutenu par la Métropole et le Département. Compte tenu de la qualité du foncier et de sa localisation à proximité d'une zone périurbaine, il a été proposé la création d'un Espace Test Agricole en maraîchage diversifié. L'Espace Test Agricole est un dispositif qui permet à de futurs agriculteurs non immatriculés de tester leur projet, en grandeur réelle, dans des conditions optimales, avant la création de leur propre exploitation agricole.

Dans le cadre de la convention annuelle d'objectifs avec la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône, les actions suivantes ont été financées par le territoire du Pays d'Aix de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

- en 2016, une étude de faisabilité pré-opérationnelle Aix-Bigaron (18 000 €), délibération du Bureau de la Métropole n°HN 024-094/16/BM du 28 avril 2016.
- en 2017, une étude du projet de développement intégré Aix-Bigaron (12 000 €), délibération du Conseil de territoire du Pays d'Aix n°2017_CT2_043 du 2 février 2017.
- en 2018, la phase technique préparatoire du projet agricole sur Luynes (10 736 €), délibération du Conseil de territoire du Pays d'Aix n°2018_CT2_288 du 21 juin 2018.

Initialement programmé sur le site de Bigaron appartenant à l'État, le projet d'espace test de Luynes s'inscrit désormais sur une autre parcelle appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence (Commune d'Aix-en-Provence, parcelle HL 0060, Lieu-dit « l'Enfant Est » d'une superficie de 94 854 m²), située non loin du site initial et libre de toute occupation.

La Chambre d'agriculture propose, au stade de la phase technique préparatoire, d'intervenir pour :

- une définition du contenu du cahier des charges à lancer.
- l'aide à la définition du fonctionnement de l'espace test, parallèlement à la partie ingénierie-construction et à la gestion de autorisations d'urbanisme de la ville d'Aix-en-Provence.
- la définition du contenu du programme d'investissement
- la participation aux échanges des groupes de travail, animation des intervenants

- participation à l'étude du plan de financements
- des visites de terrain

L'ensemble des partenaires du projet, Métropole Aix-Marseille-Provence, Département des Bouches-du-Rhône et Chambre d'Agriculture¹³ visent le lancement officiel des opérations en 2019.

L'enveloppe compensatoire Aix-Luynes 2 dont l'État a déjà validé la programmation en faveur de l'Espace test contribuera, au côté des différents partenaires, au financement des dites créations. Elle a une date de validité à fin mars 2019 et il convient de soutenir la chambre d'agriculture pour sa prorogation.

La présente délibération a tout à la fois pour objet d'approuver le principe de la création d'un Espace Test Agricole sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, situé sur la commune d'Aix-en-Provence, Lieu-dit « l'Enfant Est », secteur de Luynes, et d'apporter le soutien de la métropole à la prolongation de la durée de validité du fonds de compensation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°HN 024-094/16/BM du Bureau de la Métropole du 28 avril 2016 ;
- La délibération n°2017_CT2_043 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 2 février 2017 ;
- La délibération n°2018_CT2_288 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'ambition de la Métropole de maintenir des surfaces agricoles sur son territoire dans une perspective de reconquête agricole et de renouvellement des générations.
- La convention Chambre d'agriculture /État (Agence pour l'immobilier de la justice) existante sur les mesures compensatoires agricoles à mettre en œuvre suite à la réalisation d'un second établissement pénitentiaire sur la commune d'Aix-en-Provence.
- Les réflexions engagées dans le cadre des conventions annuelles d'objectifs 2016, 2017 et 2018, entre la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône et le territoire du Pays d'Aix de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la réalisation d'un Espace Test Agricole.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe de la création d'un Espace Test Agricole sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, situé sur la commune d'Aix-en-Provence, Lieu-dit « l'Enfant Est », secteur de Luynes.

Article 2 :

Est demandé à l'État –ministère de la Justice- la prorogation du fonds compensatoire géré par l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 005-5213/18/CM

■ Approbation de l'évolution du tarif à l'abonné pour le réseau de chaleur de Terre de Garance à Aubagne.

MET 18/8944/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le réseau de chaleur de Terre de Garance à Aubagne a été mis en service en mars 2015. Par délibération du 2 mars 2015, le coût de chaleur 100% bois a été fixée sur la base d'une prime fixe (R2) rattachée à la puissance souscrite par l'abonné et d'une prime variable (R1) relative à la consommation d'énergie mesurée.

Tarif initiaux en 2015 : R1 = 37,82 € HT/MWh ;
R2 = 67,30 € HT/kW souscrit

Le coût du R2 comprend les charges fixes du réseau : contrat d'exploitation, télécom, fluides, charge salariale et amortissement de l'investissement.

La mise en service de l'installation en 2015 a mis en évidence un certain nombre de dysfonctionnements de l'installation qui ont conduit à la réception avec réserves de l'installation. Réserves qui ont été levées seulement en octobre 2017 suite à une procédure aux frais et risques de l'entreprise titulaire des travaux.

Ces deux ans d'instabilité de la production ont mis en évidence la difficulté de gestion d'une installation mono-énergie. Pour pallier à la défaillance de l'installation, une chaufferie mobile a été mise en place dans le cadre de la procédure à frais et risques. Ceci a permis que les abonnés ne soit pas impactés par les incidents liés aux réserves sur la production de chaleur.

Suite à la levée des réserves et au regard des coûts de location d'une chaufferie container de secours, il a été décidé pour la suite de l'exploitation de secourir l'installation en pérennisant une chaufferie de secours.

Le process initial était composé de 3 chaudières bois (1 x 300 kW et 2 x 600 kW). Compte-tenu des appels de puissances réels constatés, des contraintes de place dans la chaufferie et afin d'éviter l'installation d'une seconde cheminée de 30 m pour des raisons réglementaires, il a été décidé de remplacer une chaudière 600kW par un appoint secours de 1000 kW.

Cette solution permet de conserver une couverture bois de 95 % ce qui respecte l'objectif initial de proposer à l'abonné un prix stable du MWh. Elle permet aussi de secourir 90% des besoins dans le cas le plus défavorable et enfin elle permet l'économie d'une cheminée, en réutilisant le conduit de la chaudière 600 substituée.

La chaudière d'appoint secours est une chaudière mixte gaz/fioul qui sera, dans un premier temps, équipée d'un brûleur fioul. Ce choix résultant du taux d'utilisation prévisionnel de l'appoint/secours : en effet, le coût d'un abonnement gaz par rapport à la consommation aurait un gros impact sur le tarif à l'abonné. Toutefois cela reste une solution envisageable dans une perspective de développement du réseau.

L'optimisation du coût d'investissement par les choix techniques qui ont été faits, permet de ne pas impacter la prime fixe (R2) de la chaleur. Par contre le prix du MWh fioul étant sensiblement plus cher que celui du bois, il devient nécessaire de répercuter cette augmentation à la prime variable (R1) pour garantir l'équilibre du budget annexe Réseau de Chaleur Métropole pour le réseau d'Aubagne. Le taux de couverture en énergie renouvelable restant largement au-dessus des 50%, le réseau de chaleur pourra continuer à bénéficier d'une TVA réduite à 5,5% sur les primes R2 et R1.

Il est ainsi proposé d'intégrer au R1 une proportion prévisionnelle de 10% de consommation fioul. Ceci couvrira à la fois les besoins d'appoint ainsi que les périodes de maintenance des chaudières bois. La formule de révision du tarif R1 est également modifiée en conséquence.

Les tarifs de vente de chaleur aux abonnés du réseau de chaleur Terre de Garance à Aubagne pour l'année 2019 sont ainsi basés sur les prix unitaires suivants :

- R1 (consommation) : 42,01 € HT /MWh (au lieu de 37,82 € HT/MWh en 2018)
- R2 (abonnement) : 68,43 € HT /kW souscrit (équivalent au tarif 2018)

Il est à noter que cette augmentation participe à l'amélioration du service à l'abonné en permettant notamment la diminution du taux d'interruption.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 19-0315 du 3 mars 2015 de la communauté d'agglomération du pays d'Aubagne et de l'étoile fixant le tarif à l'abonné et la police d'abonnement ;
- La délibération ENV 001-3648/18/CM du 22 mars 2018 portant sur l'organisation de la compétence énergie au sein de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à l'EPCI pré-existant dans la gestion des réseaux de chaleur publics situés sur son territoire ;
- Qu'il convient de garantir l'équilibre du budget annexe réseau chaleur.
- Que cette évolution tarifaire améliore le service à l'abonné tout en garantissant ses objectifs de stabilité du prix dans le temps et de compétitivité par rapport aux énergies fossiles.

Délibère

Article unique :

Sont approuvés les tarifs de vente de chaleur aux abonnés du réseau de chaleur Terre de Garance à Aubagne pour l'année 2019 sur la base des prix unitaire suivants :

- R1 (consommation) : 42,01 € HT /MWh
- R2 (abonnement) : 68,43 €HT /kW souscrit

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 006-5214/18/CM

■ Présentation des Comptes-rendus d'activité de Concession de distribution publique de gaz 2017 MET 18/8761/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Au 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris, au titre de ses compétences de droit commun, la compétence de concession de la distribution publique de gaz sur l'ensemble de son territoire, conformément à l'article L. 5217-2-I-6°-h du CGCT. Ce transfert de compétence a largement reconfiguré l'organisation de la distribution de gaz sur le territoire :

- La Métropole exerce cette compétence pour les concessions de Marseille, Marignane et Ensuès-la-Redonne depuis 2015.
- 9 communes géraient cette compétence en direct et l'ont transférée à la Métropole depuis le 1^{er} janvier 2018 (Pertuis, Port-Saint-Louis-du-Rhône, Éguilles, Vitrolles, Istres, Rognes, Les Pennes-Mirabeau, Martigues, Port-de-Bouc).
- Le SMED13 gérait la compétence pour 60 communes du périmètre métropolitain et

percevait, à ce titre, les redevances associées. Cette compétence est totalement transférée à la Métropole par la loi depuis le 1^{er} janvier 2018.

- Parmi ces 60 communes, il est à noter que, pour 14 communes du Conseil de territoire Marseille-Provence, la compétence AOD gaz avait déjà été transférée par la loi à la Communauté urbaine MPM en 2015 (Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons). Cependant, une convention entre le SMED13 et la Métropole, couvrant les années 2016 et 2017, permettait au syndicat de continuer à gérer cette compétence et à percevoir la redevance associée.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité concédante un Compte Rendu d'Activité retraçant l'exécution qualitative et financière du service.

Le compte rendu d'activité de concession 2017 a bien été présenté et remis par le concessionnaire GRDF selon la configuration antérieure à ces transferts, dans les délais prévus par la loi.

Cependant, la Métropole étant seule autorité concédante sur son territoire en 2018, il est proposé de réunir l'ensemble des comptes rendus d'activité de concession 2017 du territoire afin de les soumettre au Conseil de la Métropole.

L'examen de ces comptes rendus est mis à l'ordre du jour de l'Assemblée Délibérante qui en prend acte.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.1411-3 ;
- Le Code de l'Energie ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixations des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les Comptes Rendus d'Activité de Concession de distribution publique de gaz naturel sur le périmètre métropolitain pour l'année 2017 ont été remis dans les délais par GRDF, titulaire des traités de Concession de distribution publique de gaz naturel correspondants.

Délibère

Article unique:

Est pris acte des Comptes-rendus d'activité de la Concession de distribution publique de gaz naturel pour l'année 2017 sur le périmètre métropolitain, remis par GRDF en charge de la distribution publique de gaz naturel.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 007-5215/18/CM

**■ Présentation du Compte-rendu d'Activité de Concession de distribution publique d'électricité de la Ville de Marseille 2017
MET 18/8757/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° 94/842/E du 21 novembre 1994, la Ville de Marseille a approuvé la convention de concession sur la distribution d'électricité passée avec Electricité de France le 21 novembre 1994 pour une durée de 30 ans. Cette convention a ensuite été transférée à Electricité Réseau Distribution France en 2008, conformément aux directives européennes.

Par délibération n° 08/0406/FEAM du 30 juin 2008 et en réponse aux exigences européennes ayant conduit EDF à créer une filiale en charge de la gestion de la distribution d'électricité, la Ville de Marseille a acté le transfert de plein droit de la partie distribution du contrat de concession à cette nouvelle société ErDF. La société ErDF a changé son nom au 1^{er} juin 2016 et s'appelle désormais Enedis.

La mission d'autorité concédante du réseau de distribution publique d'électricité comprend également certaines attributions relatives à la fourniture d'électricité, en vertu des articles L.121-5 du Code de l'Energie et L.2224-31 du Code Général des Collectivités Territoriales. Dans le cadre du contrat de concession de la Ville de Marseille, le concessionnaire de fourniture est la Société Electricité de France (EDF).

La délibération n° FCT 013-1249/15/CC du 23 septembre 2015 a approuvé l'avenant de transfert de la Ville de Marseille conclu avec ErDF et EDF à la communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

A sa création au 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a repris, au titre de ses compétences de droit commun, la compétence de concession de la distribution publique d'électricité sur le périmètre de la concession de Marseille, conformément aux articles L. 5217-2 et L. 5218-2 du CGCT.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité concédante un Compte-rendu d'Activité retraçant l'exécution qualitative et financière du service et ce, avant le 30 juin.

L'examen de ce compte-rendu est mis à l'ordre du jour de l'Assemblée Délibérante qui en prend acte.

Le Compte-rendu d'Activité de la Concession de distribution publique d'électricité sur la Commune de Marseille pour l'année 2017 a été transmis dans les délais par ENEDIS et EDF.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.1411-3 ;
- Le Code de l'Energie ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixations des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 94/842/E du 21 novembre 1994 portant approbation du contrat de concession entre EDF et la Ville de Marseille pour la distribution publique d'électricité pour une durée de 30 ans à compter du 21 novembre 1994 ;
- La délibération n° FCT 013-1249/15/CC du 25 septembre 2015 approuvant le transfert de plein droit du contrat de concession de la Ville de Marseille conclu avec ErDF et EDF et la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération n°ENV 007-1449/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant le transfert de plein droit du contrat de concession de la ville de Marseille conclu avec ErDF et EDF à la Métropole Aix-Marseille-Provence
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Compte-rendu d'Activité de Concession de distribution publique d'électricité sur la Commune de Marseille pour l'année 2017 a été remis dans les délais prévus par la loi, par ENEDIS et EDF, titulaires du contrat de concession de distribution publique d'électricité.

Délibère

Article unique:

Est pris acte du Compte-rendu d'Activité de la Concession de distribution publique d'électricité pour l'année 2017 sur la Commune de Marseille, remis par ENEDIS et EDF en charge de la distribution publique d'électricité.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 008-5216/18/CM

**■ Approbation de l'avenant n°5 au contrat Concession de gestion des réseaux de chauffage urbain d'Aix-en-Provence
MET 18/8758/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La commune d'Aix-en-Provence dispose depuis 1967 de 3 réseaux de chauffage urbain – ou réseaux de chaleur – desservant les quartiers d'Encagnane, les Fenouillères et les Hauts de Provence. Ces équipements ont été réalisés pour répondre aux besoins consécutifs à l'urbanisation rapide de ces quartiers. En 2012 les réseaux d'Encagnane et des Fenouillères ont été interconnectés. En 2017 l'interconnexion avec le réseau des Hauts de Provence est actée.

Après accomplissement des formalités de publicité prévues par les articles L.1411-1 et R.1411.1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'issue des négociations qui se sont déroulées entre Février 2011 et Mai 2011, sur proposition de Madame le Maire, le Conseil Municipal de la commune d'Aix-en-Provence a décidé par délibération N° 2011- 649 du 27 juin 2011 de retenir la société GDF SUEZ ENERGIE SERVICES (COFELY) aux conditions et modalités fixées dans le contrat et approuvées par l'Assemblée Délibérante.

Le contrat de délégation de service public codifié N° 11 D1 en date du 29 Juin 2011 a été notifié le 30 Juin 2011 au Déléataire, la société GDF-SUEZ ENERGIE SERVICES, il est entré en vigueur le 1^{er} juillet 2011 et a été conclu pour une durée de 12 ans.

Conformément aux dispositions prévues au contrat, la société dédiée AIX EN PROVENCE ENERGIE ENVIRONNEMENT (APEE) a été créée et s'est vu transférer le contrat de concession par avenant N° 1 en date du 22 Décembre 2011, notifié le 29 décembre 2011, la société GDF-SUEZ ENERGIE SERVICES, devenue ENGIE COFELY, Déléataire d'origine, s'engageant, de façon irrévocable et inconditionnelle, à demeurer entièrement solidaire des obligations et charges qui incombent à la société AIX EN PROVENCE ENERGIE ENVIRONNEMENT (APEE), nouveau Déléataire, tout au long de l'exécution de la convention de délégation de service public, ce à compter du 1^{er} Janvier 2012.

Au 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris, au titre de ses compétences de droit commun, la compétence de création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains, en lieu et place des communes membres, conformément à l'article L. 5217-2-I-6°-h du CGCT. Les réseaux de chauffage urbain lui ont alors été transférés par la Commune d'Aix-en-Provence de même que le contrat de Délégation de service public

de production et distribution d'énergie calorifique pour le réseau de chaleur de la ville d'Aix-en-Provence.

Au titre de ce contrat, le concessionnaire doit à l'autorité concédante une redevance de concession dont le montant et les modalités de versement sont prévus à l'article 50 du contrat de concession.

Suite au transfert du contrat, il a été constaté, entre le délégataire et les services métropolitains, la difficulté à appliquer les modalités prévues à l'avenant n°2 pour le versement de la redevance due à l'autorité concédante pour le contrôle de la concession. La complexité de ces modalités de versement ont entraîné une difficulté pour l'autorité concédante à émettre les titres de recette.

Il est donc proposé de reprendre les modalités prévues au contrat initial de délégation de service public par souci de simplification administrative et de manière à assurer le versement de la redevance dans les meilleurs délais dès l'exercice 2018.

Ainsi, il est proposé de reprendre les termes du contrat initial pour cet article, prévoyant le versement par le concessionnaire d'une redevance annuelle dont le montant est fixé forfaitairement à 150.000 euros hors taxes valeur juillet 2011, avec une actualisation dans les mêmes conditions que l'élément R2 du tarif. Cette redevance, pour l'année N est versée comme suit :

- 50% (soit 75 000 €HT en valeur juillet 2011) au 31 juillet N
- 50% (soit 75 000 €HT en valeur juillet 2011) au 31 janvier N+1

Pour l'année 2018, cette redevance sera versée intégralement en janvier 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.1411-3 et L.5217-2;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixations des limites des

territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- La Délibération n° 2011-649 du Conseil Municipal de la ville d'Aix en Provence en date du 27 juin 2011 portant approbation de l'attribution du contrat de délégation de service public pour la gestion des réseaux de chauffage de la ville à la société GDF SUEZ ENERGIE SERVICES (COFELY),
- La Délibération n° 2011-1300 du Conseil municipal de la ville d'Aix-en-Provence en date du 12 décembre 2011 portant approbation de l'avenant n° 1 à la délégation de service public relative à la gestion des réseaux de chauffage de la ville portant approbation du transfert de la concession à la société dédiée « APEE »
- La délibération ENV001-3648/18/CM portant l'organisation de la compétence Energie.
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.
- L'avis de la Commission de Délégation de Service Public

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les modalités de versement de la redevance due à l'autorité concédante par le concessionnaire, modifiées par l'avenant n°2 au contrat de concession, sont complexes et difficilement applicables par le concessionnaire.
- Qu'une simplification de ces modalités est estimée comme nécessaire tant par le concessionnaire que par l'autorité concédante.
- Que l'article 50 du contrat de concession portant sur le versement de cette redevance, dans la version initiale de ce contrat, convient aux deux parties.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°5 au contrat concession de gestion des réseaux de chauffage urbain de la Ville d'Aix-en-Provence, ci-annexé, portant modifications de certaines clauses du contrat selon les caractéristiques décrites ci-dessus.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant au contrat Concession de gestion des réseaux de chauffage urbain de la Ville d'Aix-en-Provence, ainsi que tout document s'y rapportant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 009-5217/18/CM

■ Présentation du Compte Rendu d'activité 2017 de la Concession de gestion des réseaux de chauffage urbain d'Aix-en-Provence MET 18/8736/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La commune d'Aix-en-Provence dispose depuis 1967 de 3 réseaux de chauffage urbain – ou réseaux de chaleur – desservant les quartiers d'Encagnane, les Fenouillères et les Hauts de Provence. Ces équipements ont été réalisés pour répondre aux besoins consécutifs à l'urbanisation rapide de ces quartiers.

Les réseaux de chaleur ont utilisé au fil des années différents combustibles, le fioul lourd à ses débuts, le fioul domestique, le gaz, en 1997 l'installation de moteur gaz de cogénération et en 2014 la mise en service d'une chaufferie bois.

En 2012 les réseaux d'Encagnane et des Fenouillères ont été interconnectés. En 2017 l'interconnexion avec le réseau des Hauts de Provence est actée.

La concession actuelle a débuté le 1^{er} juillet 2011. GDF SUEZ devenu ENGIE-COFELY a été retenue pour son exploitation et la société dédiée APEE (Aix-en-Provence Energie Environnement) a été créée fin 2011.

Au 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris, au titre de ses compétences de droit commun, la compétence de création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains, en lieu et place des communes membres, conformément à l'article L. 5217-2-I-6°-h du CGCT. Les réseaux de chauffage urbain lui ont alors été transférés par la Commune d'Aix-en-Provence.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, la société Aix en Provence Energie Environnement, a remis à la Métropole le compte-rendu d'exploitation pour l'exercice 2017.

L'examen de ce compte rendu est mis à l'ordre du jour du Conseil de la Métropole qui en prend acte.

Ce rapport écrit retrace l'exécution qualitative et financière du service durant l'exercice écoulé. Il a fait l'objet d'une analyse des services métropolitains qui ont demandé des précisions et corrections. Une seconde version du rapport a alors été émise par le délégataire. Ce document est joint en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.1411-3 et L.5217-2;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixations des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 2011-649 du Conseil Municipal de la ville d'Aix-en-Provence en date du 27 juin 2011 portant approbation de l'attribution du contrat de délégation de service public pour la gestion des réseaux de chauffage de la ville à la société GDF SUEZ ENERGIE SERVICES (COFELY) ;
- La délibération n° 2011-1300 du Conseil municipal de la ville d'Aix-en-Provence en date du 12 décembre 2011 portant approbation de l'avenant n° 1 à la délégation de service public relative à la gestion des réseaux de chauffage de la ville portant approbation du transfert de la concession à la société dédiée « APEE » ;
- La délibération ENV001-3648/18/CM portant l'organisation de la compétence Energie ;
- Le rapport du délégataire transmis par la Société "APEE" ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Compte Rendu d'Activité de la concession de gestion des réseaux de chaleur d'Aix-en-Provence pour l'année 2017 a été remis par la Société "APEE", titulaire dudit contrat de concession.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du Compte-rendu d'activité de la Délégation de Service Public de gestion des réseaux de chaleur d'Aix-en-Provence pour l'année 2017, remis par « APEE ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 010-5218/18/CM

■ Présentation du Compte-rendu d'activité 2017 de la Concession de gestion du réseau de chauffage urbain des Canourgues à Salon-de-Provence MET 18/8756/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La concession du réseau de chauffage urbain – ou réseau de chaleur – de la ZAC des Canourgues a été délibérée le 24 novembre 1969. Ce réseau avait pour objectif de desservir en chaleur quelques 2.373 logements et les équipements collectifs associés.

Le réseau de chaleur a utilisé au fil des années différents combustibles, le fioul lourd à ses débuts, le fioul domestique, le gaz et en 1994 l'installation de moteur de cogénération permettant à partir du gaz naturel une production de chaleur destinée au réseau, et une production d'électricité vendue à EDF.

Exploité depuis l'origine par la société dédiée STSP (Société Thermique de Salon-de-Provence), ce réseau a été créé conjointement par la SOMETH (SOciété Méditerranéenne d'Exploitation Thermique) et la CGC (Compagnie Générale de Chauffage).

Les sociétés d'origine (SOMETH et CGC) sont depuis devenues respectivement CORIANCE et Dalkia dont le contrat de concession expire en octobre 2020.

Au 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a repris, au titre de ses compétences de droit commun, la compétence de Création,

aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains, en lieu et place des communes membres conformément à l'articles L. 5217-2-I-6°-h du CGCT. Le réseau de chaleur des Canourgues lui a alors été transféré par la commune de Salon-de-Provence.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Société Thermique de Salon-de-Provence, a remis à la Métropole le compte rendu d'exploitation pour l'exercice 2017.

L'examen de ce compte rendu est mis à l'ordre du jour de l'Assemblée Délibérante qui en prend acte.

Ce rapport écrit retrace l'exécution qualitative et financière du service durant l'exercice écoulé. Il a fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains dont la synthèse est jointe en annexe

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.1411-3 et L.5217-2;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixations des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Municipal de la ville de Salon de Provence du 24 novembre 1969 portant approbation de l'attribution de la convention de concession pour la gestion du réseau de chauffage urbain de la ZAC des Canourgues avec la création de la société STSP ;
- La délibération ENV001-3648/18/CM portant l'organisation de la compétence Energie ;
- Le rapport du délégataire transmis par la Société Thermique de Salon de Provence ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Compte Rendu d'Activité de la Concession création et de de gestion du réseau de chauffage urbain de la ZAC des Canourgues pour l'année 2017 a été remis par la Société "STSP", titulaire du dit contrat de concession.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du Compte Rendu d'Activité de Concession de création et de gestion du réseau de chauffage de la ZAC des Canourgues pour l'année 2017, remis par la Société Thermique de Salon-de-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 011-5219/18/CM

■ Présentation du Compte-rendu d'activité 2017 de la Concession de gestion du réseau de chauffage de la ZAC de Canto-Perdrix à Martigues MET 18/8737/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La ZAC de Canto-Perdrix, à Martigues a été aménagée en 1974. Un réseau de chauffage urbain, aussi appelé réseau de chaleur, a été réalisé, permettant désormais de fournir l'énergie nécessaire au chauffage et à la production d'eau chaude sanitaire pour un grand nombre de logements, de deux écoles, d'un hôpital, d'un centre commercial et d'un centre de secours au sein de ce quartier.

Le réseau de chaleur a utilisé au fil des années différents combustibles, le fioul lourd à ses débuts, le fioul domestique, le gaz. En 1996, l'installation de moteur de cogénération a permis, à partir du gaz naturel, de produire conjointement de la chaleur destinée au réseau et de l'électricité vendue à EDF.

Initialement, l'exploitation de ce réseau a été confiée à la Société MONTENAY, puis en 1992 à la Société COMETHERM, et en 1999 à la Société DALKIA à travers des contrats de concession successifs.

La concession actuelle a débuté le 1^{er} novembre 2008. La société Dalkia a été retenue et a créé la filiale dédiée C.P.E. (Canto-Perdrix Production Energétique) en 2009.

Au 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a repris, au titre de ses compétences de droit commun, la compétence de création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains, en lieu et place des communes membres conformément à l'article L. 5217-2-I-6°-h du CGCT. Le réseau de chaleur de la ZAC de Canto-Perdrix lui a alors été transféré par la Commune de Martigues.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, la société Canto-Perdrix Production Energétique, a remis à la Métropole le compte rendu d'exploitation pour l'exercice 2017.

L'examen de ce compte rendu est mis à l'ordre du jour du Conseil de la Métropole qui en prend acte.

Ce rapport écrit, joint en annexe, retrace l'exécution qualitative et financière du service durant l'exercice écoulé. Il a fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains dont la synthèse est jointe en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.1411-3 et L.5217-2;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixations des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 08-298 du Conseil Municipal de la ville de Martigues du 27 juin 2008 portant approbation de l'attribution du contrat de délégation de service public pour la gestion du réseau de chauffage de la ZAC de Canto-Perdrix à la société DALKIA FRANCE ;
- La Délibération n° 09-210 du Conseil municipal de la ville de Martigues du 3 juillet 2009 portant approbation de l'avenant n° 1 à la délégation de service public relative à la gestion du réseau de chauffage de la ZAC de

Canto-Perdrix établi entre la Commune de Martigues et la société "Dalkia France" et la société "CANTOPERDRIX Production Energétique" ;

- La délibération ENV001-3648/18/CM portant l'organisation de la compétence Energie ;
- Le rapport du délégataire transmis par la Société "Canto-Perdrix Production Energétique" ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Compte Rendu d'Activité de la concession de gestion du réseau de chaleur de la ZAC de Canto-Perdrix pour l'année 2017 a été remis par la Société "Canto Perdrix Production Energétique", titulaire dudit contrat de concession.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du Compte-rendu d'activité de la Délégation de Service Public de gestion du réseau de chauffage de la ZAC de Canto-Perdrix pour l'année 2017, remis par « Canto Perdrix Production Energétique ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 012-5220/18/CM

**■ Approbation des nouveaux statuts du Syndicat Mixte d'Electrification du Département des Bouches-du-Rhône (SMED13)
MET 18/9558/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Syndicat Mixte d'Electrification du Département des Bouches-du-Rhône a été créé par arrêté préfectoral en date du 17 février 1994.

A l'origine, le syndicat, regroupant 84 communes des Bouches-du-Rhône, a concédé la distribution d'énergie électrique à Electricité de France par la signature, le 11 mars 1994, d'une convention et d'un

cahier des charges de concession, valables pour une durée de trente ans.

Depuis le 1^{er} juillet 1999, 118 communes sont adhérentes du syndicat, soit la totalité des communes des Bouches-du-Rhône, à l'exception de la ville de Marseille.

Les statuts du syndicat ont été modifiés à la suite ponctuellement par des arrêtés préfectoraux du 7 mars 1998 et du 12 avril 2005.

En effet, pour tenir compte de l'entrée en vigueur des dispositions introduites dans le Code général des collectivités territoriales (CGCT) par la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale et de celles de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité, les statuts du syndicat ont été actualisés et ses compétences diversifiées. En sus de sa compétence initiale d'autorité concédante en matière de distribution d'énergie électrique qui était déjà assortie de compétences facultatives, le syndicat a reçu d'autres compétences facultatives, parmi lesquelles celle d'autorité concédante en matière de distribution de gaz.

En dernier lieu, la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles a conféré aux métropoles la compétence en matière de concession de la distribution publique d'électricité (article L. 5217-2 du CGCT) et a introduit à l'article L. 5217-7 du CGCT un mécanisme dit de « représentation-substitution ». Selon ce dernier, lorsque le périmètre de la Métropole est totalement ou partiellement inclus dans celui du syndicat, la Métropole est substituée au sein de celui-ci, pour la compétence d'autorité organisatrice de la distribution d'électricité, aux communes qui la composent.

Sans organiser cette fois de mécanisme de représentation-substitution, la loi a, en outre et notamment, étendu les compétences des métropoles à la concession de la distribution publique de gaz et à la création et l'entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables.

Par un arrêté du préfet des Bouches-du-Rhône du 29 décembre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été déclarée comme substituée au sein du syndicat à 89 de ses communes membres afin de participer à l'exercice de la compétence d'autorité concédante de la distribution publique d'électricité.

Par un second arrêté du 29 décembre 2017, le préfet des Bouches-du-Rhône a également déclaré les communes membre de la Métropole comme retirées du syndicat pour les compétences de concession de la distribution publique de gaz et de création et d'entretien des infrastructures de charge nécessaires

à l'usage des véhicules électriques. Le syndicat exerce néanmoins toujours ces compétences sur le territoire des 29 communes adhérentes non membres de la Métropole.

Par délibération n° ENV 004-3867/18/CM en date du 18 mai 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé la désignation de ses 29 représentants au sein du SMED13 ainsi que les principes d'organisation et de gouvernance de la compétence énergie, élaborés de façon concertée avec le Président du SMED13.

Les évolutions institutionnelles appellent une nouvelle adaptation des statuts, concernant en particulier l'organisation et la gouvernance du Syndicat.

Le Comité syndical du SMED13 a, par délibération en date du 3 décembre 2018, approuvé la modification de ses statuts.

Conformément aux règles applicables en la matière, le SMED13 a notifié à la Métropole ladite modification et précisé que celle-ci, à l'instar des autres personnes morales adhérentes, devait se prononcer sur la modification des statuts par un vote son assemblée délibérante dans un délai de trois à compter de la notification. A défaut, sa décision serait réputée favorable.

Il est précisé que le projet de nouveaux statuts a été rédigé à partir de ceux existants auxquels ont été apportées des modifications répondant à un double objectif :

- Tirer les conséquences de la substitution, au sein du SMED13, de la Métropole Aix-Marseille-Provence aux communes qui la composent s'agissant de la compétence d'autorité organisatrice de la distribution d'électricité ;
- Procéder à un toilettage des statuts dans le sens d'une meilleure prise en compte du cadre légal et réglementaire en vigueur ainsi que d'un ajustement de la rédaction des clauses statutaires.

Les modifications des statuts portent sur le préambule, les articles 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 9 et l'annexe intitulée « Liste des communes adhérentes et des établissements publics adhérents au SMED13 au 1er janvier 2018 ».

Le projet des nouveaux statuts, objet de la présente délibération, figurent en annexe de celle-ci.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'arrêté du Préfet des Bouches-du-Rhône en date du 29 décembre 2017 déclarant la Métropole Aix-Marseille-Provence comme substituée au sein du syndicat à 89 de ses communes membres pour l'exercice de la compétence d'autorité concédante de la distribution publique d'électricité ;
- L'arrêté du Préfet des Bouches-du-Rhône en date du 29 décembre 2017 déclarant les communes membre de la Métropole comme retirées du syndicat pour les compétences de concession de la distribution publique de gaz et de création et d'entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ;
- La délibération n° ENV 004-3867/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2018 relative à la désignation de ses 29 représentants au sein du SMED13 ainsi que les principes d'organisation et de gouvernance de la compétence énergie ;
- La délibération du Comité syndical du SMED13 du 3 décembre 2018 relative à l'approbation, par l'assemblée du Syndicat, de la modification de ses statuts.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les évolutions législatives appellent une nouvelle adaptation des statuts concernant en particulier l'organisation et la gouvernance du Syndicat Mixte d'Electrification du Département des Bouches-du-Rhône (SMED13).

Délibère

Article Unique :

Sont approuvés les nouveaux statuts du Syndicat Mixte d'Electrification du Département des Bouches-du-Rhône (SMED13) tels qu'ils figurent en annexe de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Cadre de vie,
traitement des déchets, eau et
assainissement"**

DEA 001-5221/18/CM

■ **Approbation de la mise à jour des tarifs relatifs aux prestations de collecte et de propreté sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence
MET 18/8475/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 28 mars 2011, il a été approuvé la détermination de tarifs visant à facturer la mise à disposition de dispositifs de collecte et de traitement des déchets recyclables lors de manifestations.

Par délibération du 18 juillet 2014, il a été approuvé la détermination de tarifs visant à facturer les prestations générées ou demandées par les usagers en matière de collecte de déchets et/ou de propreté des voies.

Dans le cadre de la récente réorganisation du pôle propreté du Conseil de Territoire Marseille Provence, les missions liées à la collecte sélective ont toutes été transférées à la Direction de la Propreté et du Cadre de Vie.

Par conséquent, il convient:

- d'une part de regrouper toutes les prestations liées à la collecte et à la propreté dans une même base de tarification en y incluant les prestations de collecte sélective
- d'autre part de réviser ces tarifs par une formule de révision annuelle, sans qu'il soit nécessaire de délibérer chaque année sur de nouveaux tarifs

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération du Conseil de Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole n°

PEDD 002-294/14/CC du 18 juillet 2014 relative à la mise à jour des tarifs relatifs à diverses prestations de propreté ;

- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence en date du 11 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver la mise à jour des tarifs relatifs aux prestations de collecte et de propreté

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'abrogation des délibérations du Conseil de Communauté Urbaine Marseille Provence du 28 mars 2011 et du 18 juillet 2014.

Article 2 :

Sont approuvés les tarifs ci-annexés relatifs aux prestations de collecte et de propreté réalisées par la Direction de la Propreté et du Cadre de Vie du Conseil de Territoire Marseille Provence, prestations demandées ou générées par les usagers.

Article 3 :

Est approuvée la révision des tarifs des prestations ci-annexées selon la formule de variation annuelle suivante :

Variation annuelle de l'année N = (coût année N-1 – coût année N-2) / coût année N-2

Le coût utilisé pour cette révision est le coût complet à la tonne de traitement des déchets issu du rapport sur le prix et la qualité du service de la collecte du territoire Marseille Provence.

Est approuvée que la date d'actualisation des tarifs est fixée au 1^{er} janvier de chaque année.

Article 4 :

Pour les prestations de propreté, les recettes correspondantes seront constatées au budget principal de l'EST, section fonctionnement du Conseil de Territoire Marseille Provence: sous-politique G120 – Fonction 7222 – Nature 7088 – Gestionnaire 3DPU

Article 5 :

Pour les prestations de collecte, les recettes correspondantes seront constatées au budget annexe de collecte et traitement des déchets, section fonctionnement de Conseil de Territoire Marseille Provence : sous-politique G130 – Fonction 72212 – Natures 70688 et 7088 – Gestionnaire 3DPUA

Article 6:

Ces dispositions s'appliquent jusqu'à la nouvelle délibération du Conseil de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 002-5222/18/CM

■ Approbation des tarifs pour l'année 2019 du centre de traitement des déchets du Vallon du Fou sur le Conseil de Territoire du Pays de Martigues MET 18/8948/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le centre de traitement des déchets du Vallon du Fou reçoit des déchets provenant des sociétés situées sur le Conseil de territoire du Pays de Martigues.

Il convient de définir les tarifs applicables, à compter du 1er janvier 2019, pour les mises en dépôts dans ce centre de traitement, à savoir :

Terres : 10 euros H.T.

Déchets de démolition (en mélange) : 65 euros H.T.

Déchets municipaux (en mélange) : 65 euros H.T.

Déchets de voirie : 75 euros H.T.

Déchets verts non compostables : 75 euros H.T.

Déchets verts compostables : 25 euros H.T.

Déchets urbains : 75 euros H.T.

Déchets industriels banals (en mélange) : 75 euros H.T.

Ces tarifs n'incluent pas la Taxe Générale sur les Activités Polluantes TGAP venant en sus, sauf en ce qui concerne les déchets verts compostables.

La plateforme de compostage des déchets verts produit un compost vert normé NFU 44-095 dont le stock disponible peut être vendu aux sociétés, à savoir :

Compost vert : 20 euros H.T.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 7 décembre 2018

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que pour assurer la continuité du service public et le financement des investissements, il convient d'approuver les tarifs du centre de traitement des déchets du Vallon du Fou pour l'année 2019.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les tarifs applicables en 2019 sur le centre de traitement des déchets du vallon du Fou sur le Conseil de territoire du Pays de Martigues.

Article 2 :

Les recettes seront constatées sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays de Martigues :Chapitre 7213 – article 70388

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 003-5223/18/CM

■ Réforme d'engins, de poids lourds, de véhicules et équipements de la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/8940/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence dispose d'un parc diversifié d'engins, de poids lourds, de véhicules légers et d'équipements lui permettant d'exercer ses compétences dans les domaines variés de la propreté urbaine, de la voirie, de la circulation...

Compte tenu de l'ancienneté et du kilométrage important de certains de ces véhicules et équipements il est nécessaire de les retirer de l'inventaire du patrimoine de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il est donc proposé de procéder à la réforme des véhicules et équipements indiqués dans l'article 1.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de prononcer la réforme des engins, des poids lourds, des véhicules légers et des équipements dont la liste est ci-dessous, compte tenu de leur ancienneté et de leur kilométrage important,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés la réforme et le retrait des véhicules et équipements, indiqués dans le tableau ci-dessous, de l'inventaire du patrimoine de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

N° symbolique	Immatriculation	N° de série	Type	Marque	Libellé véhicule	Date mise en circulation
Matériel de propreté et divers						
BA0194	SANS	NA4M380052	EURO IV	MATYS	BAVL MATIS-COMPACTE MILLENIUM 4m3	30/01/2009
BA0196	SANS	NA4M380053	EURO IV	MATYS	BAVL MATIS-COMPACTE MILLENIUM 4m3	30/01/2009
BA0224	SANS	NA4M3B0163	EURO IV	MATYS	BAVL MATIS-COMPACTE MILLENIUM 4m3	27/07/2011
VU0127	EG-592-KM	VF1UDC2G637436208	UDC2G6	RENAULT	VUBE RENAULT MASTER	06/04/2007
VU0143	EG-747-KN	VF654ANA000033363	54ANA1	RENAULT	VUBE RENAULT MASCOTT	25/07/2007
Matériel de collecte						
CF5114	EG-114-KN	VWASBFTL063835165	SDFTL025	NISSAN	BOM 4M3 PROVENCE BENNE	04/10/2006
CF5139	EG-207-KM	VWASGFF2481040479	SGFF243525	NISSAN	BOM 4M3 PROVENCE BENNE	24/06/2008
CF5140	EG-166-KM	VWASGFF2481040480	SGFF243525	NISSAN	BOM 4M3 PROVENCE BENNE	24/06/2008

Article 2 :

Est confiée la procédure de vente de tout ou partie de ces véhicules et équipements

au Commissariat aux Ventes des Domaines.

La recette sera constatée au Budget de la Métropole Territoire Marseille Provence – Sous politique G120 – Nature 7788

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DEA 004-5224/18/CM

**■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement "Acquisition de matériel, mobilier, véhicules et autres" du Territoire Istres-Ouest Provence
MET 18/8890/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° FAG 036-2694/17/CM du 19 octobre 2017, le Conseil de la Métropole a approuvé la mise en autorisation de programme des opérations d'investissement au Budget Principal.

L'opération d'investissement n° 2017503900 « Acquisition de matériel, mobilier, véhicules et autres » inscrite au Budget Annexe Traitement des Déchets du Territoire Istres-Ouest Provence, enregistrée dans l'autorisation de programme n° 17501 D CO – Gestion de l'Administration – a été affectée pour un montant de 2 280 000 € TTC.

Cependant, les besoins en matériel, mobilier et véhicules nécessaires au fonctionnement de la Régie des déchets du Territoire Istres-Ouest Provence n'étant pas connus de manière exhaustive lors de la délibération initiale, il est nécessaire de réviser l'opération pour un montant de 768 981,84 € TTC.

Cette révision porte le montant de l'opération n° 2017503900 de 3 048 981,84 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 768 981,84 € TTC de l'opération « Acquisition de matériel, mobilier, véhicules et autres » afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 768 981,84 € TTC de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2017503900 « Acquisition de matériel, mobilier, véhicules et autres », enregistrée dans l'autorisation de programme n° 17501 D CO – Gestion de l'Administration – pour un montant de 2 280 000 € TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Annexe Traitement des Déchets 2019 du Territoire Istres-Ouest Provence selon l'échéancier prévisionnel des crédits de paiement suivant :

Mandaté antérieur : 850 738 € TTC

CP 2018 : 1 283 243,84 € TTC

CP 2019 : 915 000,00 € TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 005-5225/18/CM

**■ Approbation de la revalorisation de l'opération "Etudes et travaux ponctuels sur les Centres de Transfert" sur le Conseil de Territoire Marseille Provence
MET 18/9014/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Direction de la Valorisation des Déchets assure la gestion de 4 Centres de Transfert de déchets qui prennent en charge les ordures ménagères collectées sur le Conseil de Territoire Marseille Provence, pour les transférer vers le Centre de Traitement Multi Filières de Fos sur Mer, par voie ferrée ou routière.

Ces quatre centres de transfert, classés ICPE, font l'objet d'un programme d'entretien et de mises à niveau régulières pour respecter la réglementation, garantir la sécurité des agents et limiter les nuisances pour les populations riveraines.

Pour cela, avait été créée l'opération 2014105001 « Etudes et Travaux ponctuels sur les Centres de Transfert » pour un montant de 3.497.717,58 euros.

Or, compte tenu des travaux prévus tels que la réhabilitation des bassins de rétention du réseau pluvial, la reprise des dalles de déchargement et des fosses, la réfection de la voirie et l'entretien de tous les équipements de sécurité, ce montant s'avère insuffisant.

Aussi, afin d'assurer la poursuite de la maintenance et de la modernisation des Centres de Transfert, il est proposé d'approuver l'augmentation de l'opération pour un montant de 1.350.000 d'euros, sur les 4 prochaines années.

Cette revalorisation porte ainsi le montant de l'opération à 4.847.717,58 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix Marseille Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix Marseille Provence ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence du 11 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire d'assurer les travaux de maintenance et de modernisation des Centres de Transfert (CT Nord, CT Sud, CT d'Ensuens-la-Redonne et CT La Ciotat)
- Qu'il convient de valoriser cette opération à hauteur de 1.350.000 d'euros

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la revalorisation de l'opération n° 2014105001 pour un montant de 1.350.000 d'euros portant le montant total de celle-ci à 4.847.717,58 euros.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières de l'Union Européenne, de l'Etat, du Conseil Régional Sud Provence Alpes Côte-d'Azur, du Conseil Départemental des Bouches du Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME ainsi qu'auprès tout autres organismes susceptibles d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au Budget Annexe Collecte et Traitement des Déchets du Territoire Marseille Provence (3DTA) section Investissement 2019 et suivants, sous politique G110 – Opération 2014105001 - Natures 2312, 2158, 21578.

Article 4 :

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement relatif à cette revalorisation s'établit comme suit :

Mandaté sur exercices antérieurs 2 657 711.05 euros

2018 : 330 000 euros
2019 : 590.000 euros
2020 : 450.000 euros
2021 : 450.000 euros
2022 : 330.006.53 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 006-5226/18/CM

■ **Approbation de la convention de financement avec le Département des Bouches-du-Rhône et la Régie Départementale des Transports pour l'acquisition de wagons et caissons par la Régie Départementale des Transports nécessaires à l'acheminement des déchets ménagers des centres de transfert marseillais vers le Centre de Traitement Multifilières de Fos sur Mer**
MET 18/9046/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre des compétences « Collecte et traitement des déchets » la Métropole Aix-Marseille-Provence assure la collecte, le transfert et le traitement des déchets.

Afin d'acheminer les déchets vers le Centre de Traitement Multifilières (CTM) de Fos sur Mer (CTM), la Métropole dispose de deux centres de transfert à Marseille, à la Capelette et aux Aygalades, qui bénéficient d'un embranchement ferré permettant le transport par trains des déchets vers le site de traitement, comme le prévoit les dispositions contractuelles et techniques de la délégation de service public confiée à la société Everé.

Pour permettre ce transfert par voie ferroviaire, la Métropole Aix-Marseille-Provence disposait d'un contrat de location de wagons et de caissons, dont le coût était très élevé.

La Métropole, a décidé par délibération N° PEDD - 002-558/14/CC en date du 19 décembre 2014 de créer l'opération N° 2014105002 relative à « l'acquisition de caissons et wagons pour le transfert des déchets ménagers jusqu'au Centre de Traitement Multifilière de Fos sur Mer » dont le coût serait moins onéreux que le contrat de location sus nommé.

Cette opération, évaluée à 10 760 000 € HT, a été éligible à subvention de la part du Conseil Départemental 13 pour un montant de 5 380 000 €

HT, lors de sa Commission Permanente en date du 28 novembre 2014 (rapport N° 79).

Or, la Métropole Aix-Marseille-Provence (MAMP) a approuvé à l'unanimité, en date du 15 décembre 2016, le Contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation de Service de Transport Public avec la Régie Départementale des Transports des Bouches du Rhône (RDT), contrat qui inclut le transport des déchets ménagers.

Par ce Contrat d'Obligation de Service Public, la Métropole Aix-Marseille-Provence confie à la RDT 13 les prestations de transport ferroviaire et de logistique associée (notamment dans le cadre de la compétence de la Métropole en matière de protection et mise en valeur de l'environnement et politique du cadre de vie - transport des déchets ménagers).

L'avenant 1 du contrat spécifie que la RDT procédera à l'acquisition et l'entretien des wagons et caissons afin de les mettre à disposition pour l'exécution des prestations de transport ferroviaire pour le transport des déchets ménagers des Centres de Transfert Nord et Sud de Marseille jusqu'au Centre de Traitement Multifilière de Fos sur Mer.

Pour que la RDT 13 puisse solliciter, auprès du Conseil Départemental, la subvention afférente à l'acquisition des caissons et wagons, il est aujourd'hui nécessaire de préciser davantage les responsabilités et engagements des parties prenantes, ainsi que les modalités financières applicables dans la convention tripartite.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 relative à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La délibération n° TRA 011-1386/16/CM du Conseil Métropolitain du 15 décembre 2016 approuvant le Contrat d'Obligation de Service Public avec la Régie Départementale (RDT)

- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil Métropole au Bureau de la Métropole ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence du 11 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité d'approuver la convention tripartite relative à l'acquisition des caissons et wagons pour le transfert des déchets vers le CTM de Fos sur Mer, afin d'en préciser les modalités financières ainsi que les responsabilités et engagements des parties prenantes.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de financement entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Département des Bouches-du-Rhône et la Régie Départementale des Transports, ci-annexée, pour l'acquisition de wagons et caissons par la Régie Départementale des Transports nécessaires à l'acheminement des déchets ménagers des centres de transfert marseillais vers le Centre de Traitement Multifilières de Fos sur Mer

Article 2 :

La RDT 13 sera amenée à solliciter la subvention pour son compte auprès du Conseil Départemental des Bouches du Rhône.

Article 3

Cette convention est applicable à compter de la signature et prendra fin le 31 décembre 2023.

Article 4

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout autre document qui en découleront.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 007-5227/18/CM

**■ Ajustement du projet de reconstruction du Centre Opérationnel de Collecte des Ordures Ménagères du secteur centre du Territoire du Pays d'Aix
MET 18/9063/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis 2003, date du transfert de compétence, les moyens des services de collecte des Déchets Ménagers du Conseil de Territoire du Pays d'Aix affectés au secteur d'Aix-en-Provence, le Tholonet et St-Marc-Jaumegarde sont basés à la Parade, sur des surfaces de terrains et de locaux partiels mis à disposition par la ville d'Aix-en-Provence.

Ces locaux, dits de la Parade, se sont révélés rapidement problématiques au regard des exigences en termes de conformité au Code du Travail pour les locaux du personnel, mais également en termes de fonctionnalité et de sécurité eu égard aux nombreuses co-activités existantes sur ce site, avec les locaux de certains services municipaux imbriqués. Les divers aménagements réalisés avec notamment la mise en place de bâtiments préfabriqués, la rénovation intérieure des vestiaires/sanitaires et autres interventions toujours limitées par manque de surfaces n'ont pas suffi à rendre conformes les locaux du personnel et à améliorer sensiblement les conditions d'accueil et de sécurité des agents.

Au regard de ce constat, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix a mené, de 2006 à 2010, un travail important avec les services de la ville centre dans le cadre d'un projet d'aménagement global des locaux sur le site de la Parade, sans que cette démarche n'aboutisse à une solution satisfaisante pour répondre tant aux besoins du Territoire qu'à ceux de la ville d'Aix-en-Provence en maintenant une répartition des espaces et une affectation des bâtiments proche de l'état actuel.

Il a alors été envisagé des solutions externes pour une délocalisation des moyens de collecte basés actuellement à la Parade et pour la construction d'un nouveau centre propre aux services territoriaux. Le terrain recherché était d'une surface de l'ordre de 2Ha pour pouvoir accueillir les 175 agents répartis en 4 équipes constituant le service, les 45 bennes à ordures ménagères à mettre en hors d'eau et hors gel, les aires de stationnement pour les véhicules de services et des agents ainsi que les espaces de stockage (en particulier pour les bacs de pré-collecte).

De 2010 à 2014, la Communauté d'Agglomération a mené un travail important avec les services de la ville centre dans la recherche d'un terrain adapté.

Après l'échec de plusieurs projets et afin d'inscrire à minima une solution à long terme, le Territoire a formalisé, à l'occasion des travaux du PLU de la ville

Centre, dans sa délibération du Conseil du 6 juin 2013, la demande de mise en place d'un Emplacement Réservé pour la relocalisation des services de collectes.

Cette demande n'a pu se concrétiser dans la formalisation du document d'urbanisme définitif.

Fort de ce constat et de la nécessité absolue de trouver des solutions au règlement de cette situation problématique sans attendre plus longtemps, une étude de faisabilité a été engagée en 2015 pour évaluer les conditions de réalisation d'un projet de recomposition de l'ensemble du site de la Parade, locaux municipaux compris, afin de permettre l'intégration d'un centre opérationnel des collectes conforme, fonctionnel et répondant de manière satisfaisante aux besoins du Territoire.

Cette étude de faisabilité avait démontré que l'aboutissement de ce projet n'était possible qu'en intégrant le déplacement en un autre lieu des locaux du service de la manutention de la ville pour un coût d'investissement estimé par la ville à environ 2M€ TTC à ajouter au coût de l'opération sur le site de la Parade de l'ordre de 8M€ TTC, soit un total de 10M€ TTC.

Par délibération n°2015_A352, le Conseil de Territoire avait validé le principe et décidé de lancer les études de programmation afin d'avancer sur la concrétisation de ce projet d'un montant global de 10M€ financé dans le cadre d'une Autorisation de Programme spécifique (DI4532AP).

Les premiers résultats de l'étude de programmation ont permis d'établir les projets d'aménagements ainsi que les besoins d'espaces à mettre à disposition par la ville au Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Les contraintes techniques intrinsèques au projet ont rapidement abouti à un besoin d'augmentation très significatif du montant de l'opération qui passait à hauteur de 18,5 M€.

Par la suite, aux cours d'échanges avec la ville d'Aix-en-Provence sur les contraintes techniques et administratives, il s'est avéré que les besoins de réaménagement pour la ville d'Aix risquaient d'être supérieurs aux montants initialement prévus, qu'au regard des zones non utilisables de la station service et du garage municipal le projet allait aggraver fortement les croisements de flux entre Véhicules Légers, Poids Lourds et piétons, impliquant de ce fait une augmentation du risque d'accidentologie, avec également des contraintes supplémentaires sur le nouveau bâtiment induites par la proximité de cuves GPL.

De façon concrète, le projet dit de la « Manutention » se résumait à avoir un projet non satisfaisant en terme de fonctionnement quotidien et induisant en particulier une augmentation significative des risques en terme de sécurité, pour un coût global avoisinant 20 M€.

Devant ce constat, il a été décidé de relancer les démarches auprès de la ville d'Aix-en-Provence afin de pouvoir identifier des terrains potentiels sur la commune permettant d'accueillir le projet.

Au cours de ces démarches, un terrain appartenant à la commune (sur la parcelle MV 54), situé au rond-point de Lignane, s'est avéré pouvoir répondre au besoin avec une superficie utile de 5Ha avec de plus des atouts indéniables en terme de logistique, d'accès routiers, et un très faible nombre de riverains qui sont de plus protégés de toute nuisance par une végétation importante.

Au cours des réflexions, étant données les superficies disponibles, il a été identifié que ce terrain pouvait également répondre à des besoins complémentaires des services déchets du territoire, étant donné que la reconstruction du Centre Opérationnel de Collecte ne nécessite qu'un total d'environ 2Ha.

D'une part, depuis plus de 10 ans, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix cherche à construire un à deux Centres d'Apport Volontaire supplémentaires sur la ville centre qui ne dispose que d'un équipement pour 140.000 habitants, ce qui provoque la saturation de la seule déchetterie existante et ne permet pas d'apporter aux habitants un service de qualité. De plus, les habitants du secteur de la Calade, à proximité du terrain identifié, ont remonté à plusieurs reprises leur demande de bénéficier d'un Centre d'Apport Volontaire à proximité. Il a donc été jugé pertinent de pouvoir construire cet équipement de valorisation des déchets à destination des habitants sur le terrain supra, pour une emprise de 5.000 m².

D'autre part, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix loue des locaux afin d'accueillir les agents des directions déchets du pôle Services à la Population, impactant la section de fonctionnement du budget annexe déchets d'environ 300.000 €/an. Il est toujours pertinent d'investir dans de nouveaux locaux pour ainsi réduire de ce montant les charges de fonctionnement pesant sur budget annexe. Les 4.500m² permettant la réalisation des locaux nécessaires peuvent donc également être identifiés dans les surfaces restant disponibles.

D'un point de vue urbanistique, une analyse de faisabilité a été faite en lien avec les services compétents confirmant la possibilité d'implanter des équipements de service public bien que ces terrains soient classés en zone agricole. Néanmoins des enjeux importants en terme d'intégration paysagère et environnementale ont pu être identifiés et seront incorporés dans les études de programmation.

Au regard des éléments ci-avant, il peut donc être considéré comme pertinent d'ajuster le projet de reconstruction du Centre Opérationnel de Collecte des Ordures Ménagères (COCOM) du Secteur centre de la façon suivante :

- Positionnement du projet sur le terrain dit du rond-point de Lignane (situé sur la parcelle MV54), qu'il convient d'acquérir auprès de la commune d'Aix-en-Provence au prix de l'avis des domaines, à savoir 170.000€HT,
- Construction du Centre Opérationnel des Collectes d'Ordures Ménagères (bureaux/hangars/locaux du personnel et espaces extérieurs associés),
- Construction des locaux (bureaux/locaux du personnel et espaces extérieurs) pour recevoir les agents des directions déchets du Pôle Service à la Population du Territoire du Pays d'Aix.
- Construction d'un Centre d'Apport Volontaire à destination des habitants de la partie Nord d'Aix-en-Provence.

Au regard de cet ajustement de projet, et afin de le concrétiser, il est proposé également de lancer les études de programmation selon les éléments ci-après :

Centre Opérationnel des Collectes d'Ordures Ménagères
 Locaux Directions Déchets
 Centre d'Apport Volontaire
 Aménagements extérieurs (ouvrages réglementaires, voies d'accès, parkings etc) incluant un besoin de forte intégration paysagère et environnementale

A noter que les superficies non utilisées seront prises en compte pour garantir l'intégration paysagère et environnementale optimale du projet.

D'un point de vue financier, les études de programmation permettront également de conforter le coût global de l'opération qui a pu être évaluée à ce jour à 20M€ TTC de la façon suivante :

Centre Opérationnel des Collectes d'Ordures Ménagères du secteur Centre
 Locaux Directions Déchets
 Centre d'Apport Volontaire
 Acquisition foncière et Aménagements extérieurs

A noter que le projet sera financé dans le cadre du Budget Annexe équilibré du SPED du Territoire du Pays d'Aix par l'Autorisation de Programme n°DI4532AP qu'il convient d'ajuster au nouveau montant global de 20M€.

A noter également que la démarche d'acquisition foncière auprès de la ville d'Aix en Provence du terrain d'assise du projet à détacher de la parcelle MV54 donne lieu à une délibération concomitante au Bureau de Métropole du 13 décembre 2018 conformément à ses attributions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
- La délibération n°2015_A352 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant	14.500 m ²
	4.500 m ²
	5.000 m ²

- Qu'il convient d'ajuster le projet de reconstruction du Centre Opérationnel de Collecte des Ordures Ménagères du secteur centre du Pays d'Aix selon les éléments présentés ci-avant.

Délibère

Article 1 :

Est décidé l'ajustement du projet de reconstruction du Centre Opérationnel de Collecte des Ordures Ménagères du secteur centre du Pays d'Aix pour un montant global de l'opération de 20 M€. 13 M€

Article 2 :

Est décidé l'ajustement de l'autorisation de programme y attenant n° DI4532AP à hauteur de 20M€. 2 M€
 1 M€
 4 M€

Article 3 :

Est décidé le lancement des études de programmation relatives au projet de reconstruction du Centre Opérationnel de Collecte des Ordures Ménagères du secteur centre du Pays d'Aix.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer toutes les pièces relatives à l'exécution de cette délibération.

Article 5 :

Les dépenses en résultant seront prélevées sur le Budget annexe de Prévention et Gestion des Déchets du Territoire du Pays d'Aix autorisation de programme n°DI4532AP qui présente les disponibilités nécessaires.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 008-5228/18/CM

■ Approbation d'une convention de régularisation relative à l'utilisation des équipements déchets de Pertuis avec la Communauté de Communes COTELUB MET 18/8822/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le centre de transfert d'ordures ménagères de Pertuis est un équipement logistique extrêmement important permettant l'optimisation de la gestion des flux de déchets du Pays d'Aix. Il constitue en effet un exutoire de proximité pour les collectes au porte à porte réalisées sur le secteur nord du Pays d'Aix : les communes concernées par cet équipement sont toutes situées à plus de 40 km des exutoires finaux de tri et d'élimination des déchets ménagers résiduels.

Compte tenu de l'importance du centre de transfert de Pertuis dans le maillage des transports de déchets du Pays d'Aix et de son moindre intérêt pour la Communauté de Communes COTELUB, la Métropole Aix-Marseille-Provence a acheté cette installation en septembre 2016.

La loi NOTRe ayant conduit à l'extension du périmètre de la Communauté de Communes COTELUB, cette dernière a sollicité pour les besoins correspondants à ses nouvelles communes adhérentes, un maintien d'utilisation de la déchèterie et du centre de transfert.

Ainsi, devant la nécessité pour ces deux intercommunalités de collaborer, il avait été décidé de renouveler la convention de mutualisation d'équipements lors de la décision d'achat. Cette convention approuvée en Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 a été modifiée et amendée en Conseil de la Métropole du 30 mars 2017.

Cette convention signée par le Président de COTELUB le 12 décembre 2016, n'a été signée par le Président de la Métropole que le 19 février 2018, puis notifiée le 1^{er} mars 2018, la rendant donc exécutoire à cette date.

Toutefois, entre la date d'expiration de la précédente convention d'utilisation, à savoir le 31 décembre 2016, et la date d'entrée en vigueur de la nouvelle convention d'utilisation, le 1^{er} mars 2018, la COTELUB a utilisé les équipements métropolitains conformément aux stipulations de la nouvelle convention d'utilisation.

Cette circonstance faisant obstacle à ce que la Métropole puisse obtenir le règlement de la redevance d'utilisation contractuellement prévue, le présent contrat a pour objet de soumettre, à titre rétroactif, l'utilisation faite au cours de cette période au paiement d'une redevance par la COTELUB.

Cette redevance est calculée conformément aux modalités prévues par la convention entrée en vigueur le 1^{er} mars 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2002_B151 du Bureau communautaire de la CPA du 29 novembre 2002 approuvant la convention d'utilisation des équipements ;
- La délibération n°2006_B85 du Bureau communautaire de la CPA du 12 mai 2006 approuvant l'avenant n°1 à la convention d'utilisation des équipements ;
- La délibération n°2009_B137 du Bureau communautaire de la CPA du 22 avril 2009 approuvant l'avenant n°2 à la convention d'utilisation des équipements ;
- La délibération n°2012_B357 du Bureau communautaire de la CPA du 11 octobre 2012 approuvant l'avenant n°3 à la convention d'utilisation des équipements ;
- L'avis de France Domaines n°2016-089-V-0727 du 6 septembre 2016 quant à la valeur du centre de transfert de Pertuis ;
- La délibération n°DEA 01-1153/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 ;
- La délibération n°2016-091 du Conseil de la Communauté Territoriale Sud Lubéron du 24 novembre 2016 ;

- La délibération n°DEA 008-1870/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire d'approuver la convention de régularisation d'utilisation des équipements métropolitains avec la Communauté Territoriale Sud Luberon.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de régularisation d'utilisation des équipements métropolitains de Pertuis ci-annexée avec la Communauté Territoriale Sud Luberon.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et toutes les pièces nécessaires à l'aboutissement de ce dossier.

Article 3 :

Les recettes sont inscrites au budget annexe SPED 05 du Territoire nature 70 688 fonction 72 13.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 009-5229/18/CM

**■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement "Réalisation aménagement et réhabilitation déchetteries" du Territoire Istres-Ouest Provence
MET 18/8897/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° FAG 036-2694/17/CM du 19 octobre 2017, le Conseil de la Métropole a approuvé la mise en autorisation de programme des opérations d'investissement au Budget Principal.

L'opération d'investissement n° 2017503400 « Réalisation aménagement et réhabilitation déchetteries » inscrite à l'Etat spécial de territoire

Istres-Ouest Provence 2018, enregistrée dans l'autorisation de programme n°175160 BP – Déchets a été affectée pour un montant de 1 562 116 € TTC.

Cependant le programme de travaux n'étant pas connu de manière exhaustive lors de la délibération initiale, il est nécessaire de réviser l'opération pour un montant de 149 611 € TTC.

Cette révision porte le montant de l'opération n° 2017503400 à 1 711 727 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 149 611 € TTC de l'opération « Réalisation aménagement et réhabilitation déchetteries » afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 149 611 € TTC de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2017503400 « Réalisation Aménagement et réhabilitation déchetteries » rattachée au programme n° 16 « Déchets » code AP 175160 BP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence 2019 selon l'échéancier prévisionnel des crédits de paiement suivant :

Mandaté antérieur : 732 266 € TTC

CP 2018 : 529 461 € TTC

CP 2019 : 450 000 € TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 010-5230/18/CM

■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération "Centre de transfert des déchets" du Territoire du Pays Salonais

MET 18/9299/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Cette opération consiste à effectuer des travaux sur les centres de transfert des déchets à Salon de Provence et à Mallemort.

L'opération a pour but l'amélioration des trémies, la réhabilitation des locaux et la réfection du bas de quai.

Le montant de l'opération d'investissement 2017300500 « travaux sur centres de transfert des déchets » inscrite au budget principal rattaché au programme 16 Déchets Code AP 173160BP s'élevait initialement à 474 231 euros.

Le programme initial a dû être revu afin de garantir la sécurité des travaux exécutés.

De ce fait, l'autorisation de programme existante doit être révisée à hauteur de 199 769 euros.

Par conséquent, cette révision porte le montant de l'opération 2017300500 à 674 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant la nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision de l'opération 2017300500 d'un montant initial de 474 231 euros pour un montant de 674 000 euros afin de permettre sa réalisation;
- Que par conséquent l'opération 2017300500 s'élèvera à 674 000 euros
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la révision du montant de l'opération d'investissement 2017300500 « Travaux sur centres de transfert des déchets » portant l'opération à un montant de 674 000 euros rattachée au programme 16 Déchets Code AP 173160BP

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

Mandaté antérieur : 33 980 euros

CP 2019 : 556 000 euros

CP sur exercices suivants : 84 020 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 011-5231/18/CM

■ Présentation du rapport annuel 2017 du délégataire du service public de traitement des déchets ménagers et assimilés du Territoire du Pays Salonais par enfouissement et stockage, SMA Vautubière MET 18/9225/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données techniques et financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Pour l'année 2017, SMA Vautubière, délégataire du service public de traitement des déchets ménagers et assimilés du Territoire du Pays Salonais par enfouissement et stockage depuis le 1^{er} janvier 2006 a établi son rapport annuel.

Ce rapport a pour objet de préciser les activités et travaux réalisés par le délégataire ainsi que les résultats financiers relatifs au contrat de délégation. Ils détaillent les indicateurs d'activités du service.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 et le décret n°2016-86 en date du 1er février 2016, spécifiant les règles relatives au contenu du rapport annuel élaboré par les délégataires de service public ;
- La délibération n° 260/05 du 14 décembre 2005 portant attribution du contrat de délégation de service public de traitement des déchets ménagers et assimilés à la société SMA Vautubière ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 10 décembre 2018 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les activités des délégataires de services publics doivent faire l'objet d'un rapport annuel relatif à leurs activités ;
- Que ces rapports doivent être présentés au Conseil de la Métropole ;

Délibère

Article unique :

Est pris acte du Rapport Annuel du Délégataire du Service Public de traitement des déchets ménagers et assimilés du Territoire du Pays Salonais de la Métropole Aix-Marseille-Provence par enfouissement et stockage, SMA Vautubière, ci-annexé pour l'exercice 2017.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 012-5232/18/CM

■ Présentation du rapport annuel 2017 du délégataire de la délégation de service public portant sur la conception, le financement, la réalisation et l'exploitation d'un centre de traitement multi filières des déchets ménagers et assimilés sur le territoire de la commune de Fos-sur-Mer

MET 18/9071/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence « élimination et valorisation des déchets des ménages et assimilés ».

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant.

L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2000-404 du 11 mai 2000 relatif au rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté préfectoral du 12 janvier 2006 portant autorisation pour la société Evere SAS d'exploitation d'un centre de traitement multifilières de déchets ménagers avec valorisation énergétique, sur le territoire de la commune de Fos-sur-Mer ;
- Le contrat de Délégation de Service Public et ses annexes administratives, techniques et financières du 4 juillet 2005 ;
- Le procès-verbal de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La note de synthèse annexée.
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence du 11 décembre 2017 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2017 a été remis par la société

EveRé SAS conformément à l'article 37.2.2 de la convention de Délégation de Service Public n°05/1130 ;

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport annuel technique et financier du délégataire pour l'année 2017, remis par la société EveRé SAS relatif au contrat de Délégation de Service Public n°05/1130 portant sur la conception, le financement, la réalisation et l'exploitation d'un centre de traitement multifilières des déchets ménagers et assimilés sur le territoire de la commune de Fos-sur-Mer, annexé au présent rapport.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 013-5233/18/CM

**■ Mise en œuvre d'un programme de Solidarité et de Coopération Internationale pour l'eau et l'assainissement dans le cadre de la loi Oudin-Santini - Approbation de la procédure de l'appel à projets 2018/2019
MET 18/8278/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à l'article 51.2 du contrat de délégation de service public de l'eau du Conseil de Territoire Marseille Provence et au titre de la loi Oudin-Santini, il est prévu une contribution de 0,5 % des recettes HT de vente d'eau au titre d'un «Programme de solidarité et de coopération internationale pour l'eau et l'assainissement», soit environ 440 000 € par an.

Dans un même temps, conformément à l'article 1.9.3 du contrat de délégation du service public de l'eau de la commune de Vitrolles du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, il est prévu une contribution de 6 200 € par an au titre d'actions de coopération, d'actions d'aides d'urgence ou d'actions de solidarité internationale dans le domaine de l'eau et de l'assainissement. De manière exceptionnelle, l'enveloppe 2018 sera d'environ 21 000 € correspondant aux montants cumulés depuis l'entrée en vigueur du contrat en 2014.

Ces contributions permettent de participer à la mise en œuvre de projets répondant aux objectifs suivants :

- Permettre l'accès à l'eau potable des populations en stress hydrique ;
- Améliorer l'assainissement et la sécurité sanitaire ;

- Agir sur le territoire d'intervention de la Métropole Aix-Marseille-Provence défini à l'article 3.2 du dossier de consultation ;
- Favoriser l'émergence de nouveaux acteurs et proposer des modalités originales de gestion, permettant de protéger la ressource en eau potable.

L'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse s'engage par ailleurs à financer tous les dossiers retenus pour un montant de subvention équivalent à celui alloué par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse ont créé dans ce cadre un guichet unique permettant aux associations de déposer un seul dossier de demande de subvention.

La procédure de l'appel à projets proposée « Mise en œuvre d'un programme de Solidarité et de Coopération Internationale pour l'eau et l'assainissement » est définie ci-après :

Après une publicité adéquate, les candidats intéressés par l'appel à projets devront retirer le dossier de consultation via le portail dématérialisé de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

A l'expiration du délai de réception des candidatures et des offres, la Métropole Aix-Marseille-Provence sélectionnera les candidats, dont le dossier administratif est complet, à partir des critères de sélection définis dans le dossier de consultation.

Les projets sélectionnés seront analysés par un jury composé d'élus et de représentants de l'administration.

Les projets ainsi retenus seront présentés en Conseil de Métropole pour l'attribution de la subvention. Chaque dossier reçoit une subvention maximale de 200 000 € (part Métropole et Agence de l'Eau). La part de la subvention ne pourra par ailleurs pas dépasser 80% du montant total des projets inférieurs ou égal à 50 000 € et 60% du montant total des projets supérieurs à 50 000 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2005-95 du 9 février 2005 relative à la coopération internationale des collectivités territoriales et des agences de l'eau dans les

domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement, dite loi Oudin ;

- La loi n° 2007-147 du 2 février 2007 dite loi Thiollière à l'action extérieure des collectivités territoriales et de leurs groupements ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°REX 002-2325/10/CC du 1^{er} octobre 2010 portant sur la coopération décentralisée de l'accès à l'eau des populations en stress hydrique ;
- La convention de Délégation de service public pour l'exploitation du service de l'eau potable du Territoire de Marseille Provence attribuée à la Société des Eaux de Marseille par délibération AGER 001-607/13/CC du 31 octobre 2013 ;
- La convention de Délégation de service public de l'eau potable attribuée à la Société des Eaux de Marseille par délibération n°14-33 du Conseil Municipal de la commune de Vitrolles du 25 février 2014 ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 11 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite mener des actions de coopération décentralisée permettant d'améliorer l'accès à l'eau dans les pays en développement.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés la procédure de l'appel à projets « Mise en œuvre d'un programme de Solidarité et de Coopération Internationale pour l'eau » et le dossier de consultation, ci-annexé.

Article 2 :

Est approuvée la convention cadre ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à mettre en œuvre la procédure d'appel à projets et à signer toutes les conventions qui en découlent conformément à la convention cadre ci-annexée.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget annexe de l'eau du Territoire Marseille Provence de Sous Politique F170 - Nature 6743 – 3DEAE.

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget annexe de l'eau du Conseil de Territoire du Pays d'Aix – Nature 6743.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 014-5234/18/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation d'une opération pour la réalisation de travaux sur le réseau d'alimentation en eau potable dans la perspective de l'accueil des jeux Olympiques en 2024 - Budget Eau MET 18/8973/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Ville de Marseille accueillera les épreuves de voile des Jeux Olympiques de 2024. La Métropole Aix-Marseille-Provence, au titre de ses compétences, s'associe à l'ensemble des organisateurs, pour cette manifestation. L'accueil des sportifs et des spectateurs, à l'occasion de la préparation et du déroulement de cet événement, créent de nouveaux besoins en termes d'alimentation en eau potable.

Par ailleurs, la Ville de Marseille inscrit l'accueil des Jeux Olympiques dans un projet de développement pérenne des activités nautiques sur le Parc balnéaire du Prado avec notamment l'organisation annuelle de la coupe du monde de voile.

Des superstructures événementielles et définitives seront raccordées au réseau de distribution d'eau potable. La capacité d'accueil et la situation de ces installations ne sont pas connues précisément à ce jour.

Néanmoins, la réalisation d'études et de travaux sur le réseau d'alimentation en eau potable sera nécessaire. Des études préliminaires seront réalisées afin de répondre aux besoins futurs et d'assurer une optimisation financière des travaux.

Le montant prévisionnel des études et travaux est estimé à 500 000,00 € H.T sur les années 2019 à 2023, répartis en :

- 50 000 € HT : part études
- 450 000 € HT : part travaux

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code de la Santé Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence du 11 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire que la Métropole puisse accueillir les épreuves des Jeux Olympiques 2024 dans de bonnes conditions, et notamment s'assurer que les besoins en eau potable seront satisfaits,
- Qu'il est nécessaire de répondre aux besoins futurs créés par le développement de l'activité nautique sur le site du Parc Balnéaire du Prado,
- Qu'il est nécessaire d'engager dans les meilleurs délais les études et travaux pour assurer l'alimentation en eau potable lors de l'évènement JO 2024 et lors d'évènements futurs,

- Qu'il convient de créer et d'affecter une autorisation de programme spécifique pour ces opérations.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation d'une opération pour la réalisation de travaux sur le réseau d'alimentation en eau potable, dans la perspective de l'accueil des Jeux Olympiques 2024, et de l'accroissement pérenne des activités sur le site du Parc Balnéaire du Prado, d'un montant de 500 000,00 euros HT.

Article 2 :

Les crédits de paiement affectés à cette opération seront inscrits au budget annexe de l'eau Territoire de Marseille-Provence - sous politique F170 – nature 2031 et 2315.

Les dépenses prévisionnelles seront les suivantes :

- Année 2019 : 40 000,00 €HT ;
- Année 2020 : 100 000,00 €HT ;
- Année 2021 : 130 000,00 €HT ;
- Année 2022 : 130 000,00 €HT ;
- Année 2023 : 100 000,00 €HT.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, de l'Etat, de la Région Provence-Alpes-Côte-D'azur, du Département des Bouches-du-Rhône, de l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse, et de tout autre organisme et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 015-5235/18/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation d'une opération pour la réalisation de travaux sur le système d'assainissement pluvial dans la perspective de l'accueil des Jeux Olympiques en 2024

MET 18/9018/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Ville de Marseille accueillera les épreuves de voile des Jeux Olympiques de 2024. La Métropole Aix-Marseille-Provence, au titre de ses compétences, s'associe à l'ensemble des organisateurs, pour cette manifestation.

Par ailleurs, la Ville de Marseille inscrit l'accueil des Jeux Olympiques dans un projet de développement pérenne des activités nautiques sur le Parc balnéaire du Prado avec notamment l'organisation annuelle de la coupe du monde de voile.

Les événements pluvieux de l'été 2018 ont montré la vulnérabilité du Parc Balnéaire du Prado, relativement aux pollutions bactériennes et à la présence de macro-déchets, lors des phénomènes météorologiques. En effet, ces précipitations provoquent des fermetures des zones de baignades sur plusieurs jours et gênent les activités nautiques notamment en raison de la présence de flottants.

Par conséquent, la réalisation d'études et de travaux sur le système d'assainissement pluvial sera nécessaire afin d'apporter une réponse adaptée à cette vulnérabilité et de protéger la qualité des eaux littorales.

Les opérations pressenties concernant, pour leur part pluvial :

- L'équipement des avaloirs (barreaudages, ...) afin de piéger les déchets entraînés par le ruissellement sur voirie ;
- L'équipement du déversoir d'eau unitaire du Prado afin de faciliter son « nettoyage » après les pluies ;
- L'optimisation des ouvrages de déversements unitaires ayant un impact sur le parc balnéaire (déversoir Brossolette et Laser, collecteur 18 Bis,...) ;
- L'équipement de certains réseaux pouvant impacter le parc balnéaire afin de stocker temporairement des eaux par temps de pluies (aménagement du rond-point devant le Centre Municipal de Voile du Roucas Blanc, ancien déversoir des Catalans, anciennes chambres à sable....) ;
- Renforcement et sécurisation des maillages du réseau pluvial vers le réseau sanitaire pour les eaux de lavage de voirie et les ruissellements de faibles pluies.

Le montant prévisionnel des études et travaux est estimé à 1 000 000,00 € TTC sur les années 2019 à 2023, répartis en :

- 200 000€ HT : part études
- 800 000€ HT : part travaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;

- Le Code de la Santé Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence en date du 11 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il est nécessaire que la Métropole puisse accueillir les épreuves des Jeux Olympiques 2024 dans de bonnes conditions et notamment de réduire la vulnérabilité du Parc balnéaire du Prado aux événements pluvieux,
- Que cette réduction de vulnérabilité répond également aux enjeux créés par le développement de l'activité nautique sur le site du Parc Balnéaire du Prado,
- Qu'il est nécessaire d'engager dans les meilleurs délais les études et travaux pour atteindre cet objectif,
- Qu'il convient de créer et d'affecter une opération.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation d'une opération pour la réalisation d'études et de travaux sur

Sous politique	Code opération	Comm une	Libellé d'opération	AP initiale	Ajustement d'AP	AP globale
F110	2015105900	CT	Travaux d'assainissement	15 316 000	+ 2 900 000	18 216 000
F110	2015106000 (ancienne 2015/00060)	CT	Marseille – Bassin de rétention Saint Mauront	45 000 000	- 2 900 000	42 100 000
TOTAL F110				60 316 000	0	60 316 000

le système d'assainissement pluvial, dans la perspective de l'accueil des Jeux Olympiques 2024, et de l'accroissement pérenne des activités sur le site du Parc Balnéaire du Prado, d'un montant de 1 000 000,00 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits de paiement affectés à cette opération seront inscrits au Budget Etat Spécial du Territoire Marseille Provence - sous politique F180 – nature 4581.

Les dépenses prévisionnelles seront les suivantes :

- Année 2019 : 100 000,00 €TTC ;
- Année 2020 : 200 000,00 €TTC ;
- Année 2021 : 200 000,00 €TTC ;
- Année 2022 : 300 000,00 €TTC ;
- Année 2023 : 200 000,00 €TTC.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, de l'Etat, de la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, du Département des Bouches-du-Rhône, de l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse, et de tout autre organisme et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 016-5236/18/CM

■ Budget Assainissement - Ajustements des montants de deux opérations budgétaires dans le cadre du budget primitif 2019 pour le Conseil de Territoire Marseille Provence MET 18/8824/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du budget primitif 2019, il est proposé d'ajuster les montants de deux opérations budgétaires conformément aux dispositions suivantes afin de permettre le lancement de procédures de commandes ou d'appels d'offres.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération PEDD 025-709/15/CC du 19 février 2015 portant sur l'approbation des affectations d'opérations génériques nouvelles liées à la collecte des eaux usées ;
- La délibération PEDD 027-711/15/CC du 19 février 2015 portant sur l'approbation des affectations d'opérations spécifiques nouvelles liées à la collecte des eaux usées ;
- La délibération PEDD 032-715/15/CC du 19 février 2015 portant sur l'approbation de la création d'une opération pour la réalisation d'un bassin de rétention unitaire de 33 000

m3 sur l'îlot Jullien Jouven Pyat dans le quartier de Saint Mauront à Marseille ;

- La délibération PEDD 033-716/15/CC du 19 février 2015 portant sur l'approbation de la création des opérations d'investissement travaux d'assainissement 2015/2019 sur les communes de Marseille Provence Métropole ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence en date du 11 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à des ajustements de deux opérations budgétaires du budget annexe de l'assainissement du Conseil de Territoire Marseille Provence.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les ajustements des opérations budgétaires suivantes :

Sous politique	Code opération	Commune	Libellé d'opération	AP initiale	Ajustement d'AP	AP globale
F110	2015105900	CT	Travaux d'assainissement	15 316 000	+ 2 900 000	18 216 000
F110	2015106000 (ancienne 2015/00060)	CT	Marseille – Bassin de rétention Saint Mauront	45 000 000	- 2 900 000	42 100 000
TOTAL F110				60 316 000	0	60 316 000

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'assainissement du Conseil de Territoire Marseille Provence 2019 CT1 – Chapitres 2015105900 et 2015106000 - Sous Politique F110.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 017-5237/18/CM

■ Ajustements des montants de trois opérations budgétaires dans le cadre du budget primitif 2019 pour le Conseil de Territoire Marseille Provence MET 18/8834/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du budget primitif 2019, il est proposé d'ajuster les montants de trois opérations budgétaires conformément aux dispositions suivantes afin de permettre le lancement de procédures de commandes ou d'appels d'offres.

Sous politique	Code opération	Commune	Libellé d'opération	AP initiale	Ajustement d'AP	AP globale
F170	2015101800	CT	Travaux distribution 2015/2019	8 200 000	+ 250 000	8 450 000
F170	2015101200 (ancienne 2015/00012)	Sausset	Réservoir Sausset	300 000	+ 100 000	400 000
F170	2015102200 (ancienne 2015/00022)	CT	Etudes distribution 2015/2019	700 000	- 350 000	350 000
TOTAL F170				9 200 000	0	9 200 000

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération PEDD 039-722/15/CC du 19 février 2015 portant sur l'approbation des affectations d'opérations génériques nouvelles liées à la distribution de l'eau ;
- La délibération PEDD 051-734/15/CC du 19 février 2015 portant sur l'approbation de la création d'une opération d'investissement Eau – Etudes distribution ;
- La délibération PEDD 052-735/15/CC du 19 février 2015 portant sur l'approbation de la création des opérations d'investissement pour la distribution d'eau potable 2015-2019

des communes de Marseille Provence Métropole ;

- La délibération PEDD 060-744/15/CC du 19 février 2015 portant sur l'approbation de la création de l'opération d'investissement Sausset acquisition de parcelle – Réservoir ;
- La délibération PEDD 002-915/15/CC du 10 avril 2015 portant sur l'approbation de trois affectations d'opérations spécifiques nouvelles liées à la distribution de l'eau ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence du 11 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à des ajustements de trois opérations budgétaires du budget annexe de l'eau du Conseil de Territoire Marseille Provence

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les ajustements des opérations budgétaires suivantes :

Sous politique	Code opération	Commune	Libellé d'opération	AP initiale	Ajustement d'AP	AP globale
F170	2015101800	CT	Travaux distribution 2015/2019	8 200 000	+ 250 000	8 450 000
F170	2015101200 (ancienne 2015/00012)	Sausset	Réservoir Sausset	300 000	+ 100 000	400 000
F170	2015102200 (ancienne 2015/00022)	CT	Etudes distribution 2015/2019	700 000	- 350 000	350 000
TOTAL F170				9 200 000	0	9 200 000

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'eau du Conseil de Territoire Marseille Provence 2019 CT1 – Chapitres 2015101800, 2015101200 et 2015102200 - Sous Politique F170.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 018-5238/18/CM

■ Approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement relative au renforcement de l'adduction en eau potable - Galerie des Janots à Cassis et à La Ciotat MET 18/8977/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les communes de La Ciotat, Ceyreste et Saint-Cyr-sur-Mer sont alimentées en eau par l'usine de traitement de La Ciotat. Cette usine potabilise l'eau brute de la Durance acheminée par une branche du Canal de Marseille : la dérivation de La Ciotat.

L'eau du canal arrive d'Aubagne à Cassis puis La Ciotat en s'écoulant à travers des infrastructures remarquables et anciennes (fin XIXème siècle) : la galerie du Mussuguet sous la commune de Carnoux-en-Provence, le siphon des Brayes dont la rénovation à Cassis a été achevée en 2017, le siphon des Janots également à Cassis, puis l'eau est canalisée et franchit le massif de la Couronne de Charlemagne via le tunnel SNCF existant des Janots.

A l'intérieur du tunnel SNCF, l'eau s'écoule dans des canalisations anciennes. Ces dernières sont difficiles d'accès et la capacité de transit est limitée à 330 l/s, insuffisante en période estivale. Par ailleurs, la dérivation est très sensible aux pollutions éventuelles drainées dans le tunnel. Des pertes d'eau importantes, évaluées à 500 000 m3/an, sont également constatées dans ces ouvrages.

Afin de pallier aux problèmes d'accessibilité, de pollution éventuelle et de capacité de transit, la Métropole a choisi de sortir cette section du Canal de Marseille de l'emprise du tunnel ferroviaire en creusant une nouvelle galerie (dite Galerie des Janots), permettant de faire transiter un débit de 450 l/s. Cet ouvrage pourra également être aménagé ultérieurement pour transporter de l'eau potable sous conduite en charge, jusqu'à un débit de 1000 l/s.

La Galerie des Janots permettra également de supprimer les pertes en eau, qui jusqu'à présent ne peuvent pas faire l'objet de travaux en raison de la configuration du tunnel ferroviaire.

Le chantier est en fin de réalisation et l'occurrence des aléas géologiques interceptés dans le massif s'avère plus élevée que celle prévue dans les études de sol.

Par délibération DPEA 19/280/CC du 26 mars 2007, le Conseil de la Communauté Urbaine de Marseille Provence Métropole a approuvé la création et l'affectation d'une opération spécifique.

Par délibération DEASV 12/7579/CC du 13 février 2012, le Conseil de la Communauté Urbaine de Marseille Provence Métropole a approuvé la création et l'affectation d'une revalorisation d'autorisation de programme portant l'opération à 26 672 240,80 euros HT.

L'opération d'investissement n° 2007103300 inscrite au budget, doit être revalorisée de 2 000 000,00 euros HT, portant ainsi le montant de l'opération à 28 672 240,80 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La Loi n°2014-58 du 27 janvier 2015 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La Loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant sur la Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DPEA 19/280/CC du 26 mars 2007 portant création et affectation de l'autorisation de programme de l'opération de la Galerie des Janots ;
- La délibération DEASV 12/7579/CC du 13 février 2012 portant revalorisation et affectation de l'autorisation de programme de l'opération de la Galerie des Janots ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence en date du 11 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de revaloriser l'opération d'investissement n° 2007103300 portant sur la Galerie des Janots entre les communes de Cassis et de La Ciotat ;
- Que ladite revalorisation d'opération d'investissement doit être affectée.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la revalorisation et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2007103300, portant sur la Galerie des Janots entre les communes de Cassis et de La Ciotat. L'opération d'investissement passe de 26 672 240,80 € HT à 28 672 240,80 € HT.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget Eau - sous politique F160 – nature 2031 et 2315. L'échéancier prévisionnel des crédits s'établit comme suit :

- CP 2019 : 3 800 000 € HT
- CP 2020 : 1 000 000 € HT

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, de l'Etat, de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, du Département des Bouches-du-Rhône, de l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse, et de tout autre organisme et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 019-5239/18/CM

■ Approbation du principe de création de deux sociétés filiales à 100 % de la Société du Canal de Provence (SCP) et dénommées "SCP - Energies Renouvelables et Développement Territorial" et "SCP - Développement International"

MET 18/8996/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil d'administration de la Société du Canal de Provence (SCP), lors de la séance du 10 juillet 2018, a validé le principe de création de deux

sociétés filiales à 100 % de la SCP et dénommées « SCP – Energies Renouvelables et Développement Territorial » et « SCP – Développement International ».

La création de ces filiales dédiées à un champ d'activités, permettra en outre :

- De consolider les développements réalisés dans chacun de ces domaines porteurs de développement pour la SCP et d'en faciliter le pilotage économique et financier,
- D'améliorer la visibilité de la SCP sur ces segments d'activité.

Chacune de ces deux sociétés sera détenue à 100 % par la SCP. Leur statut juridique sera celui d'une société par actions simplifiée (SAS) lequel permettra une gestion simplifiée des filiales contrôlées à 100 % (SASU). Ces sociétés, destinées exclusivement à porter des filiales et participations, n'auront aucun salarié.

La SCP a proposé de fixer le montant du capital de chacune de ces deux sociétés à 150 000 euros qui seraient libérés progressivement.

En application de l'article L 1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, cette prise de participation de la SCP dans des sociétés commerciales doit faire l'objet d'une délibération préalable de chacune des collectivités territoriales actionnaires disposant d'un siège au conseil d'administration.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 relatif à la fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de soumettre à l'approbation du Conseil de Métropole le principe de création de deux sociétés filiales à 100 % de la Société Canal de Provence (SCP) et dénommées « SCP – Energies Renouvelables et Développement Territorial » et « SCP – Développement International ».

Délibère

Article unique :

Est approuvé le principe de création de deux sociétés filiales à 100 % de la Société Canal de Provence (SCP) et dénommées « SCP – Energies Renouvelables et Développement Territorial » et « SCP – Développement International ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 020-5240/18/CM

**■ Approbation de la création et de l'affectation d'une opération de raccordement de sanitaires publics sur la commune de Marseille
MET 18/9055/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole équipe le territoire marseillais de toilettes publiques louées à la société Decaux dans le cadre du marché Z18007. Cette dépense relève de la section de fonctionnement.

Cependant pour installer ces dispositifs, il est prévu que la Métropole fasse réaliser à ses frais les raccordements d'alimentation et d'évacuation des eaux. Ces raccordements constituent une dépense d'investissement indispensable pour la faisabilité du projet.

Par conséquent, il est nécessaire de créer une opération concernant 34 raccordements de sanitaires pour la période de 2019 à 2022 (tranche ferme et tranche optionnelle comprises).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence en date du 11 décembre 2018

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est proposé au Conseil de Métropole de délibérer sur la création et l'affectation d'une opération de raccordements de sanitaires publics

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation d'une opération 2019 102400 de raccordements de sanitaires publics pour la période de 2019 à 2022 pour un montant de 700 000 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal Etat Spécial de Territoire CT1, sous politique G120 Fonction 7222 Nature 231538 Gestionnaire 3DPU selon l'échéancier suivant :

2019 : 200 000 euros
2020 : 150 000 euros
2021 : 175 000 euros
2022 : 175 000 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 021-5241/18/CM

**■ Approbation d'un avenant n°2 de prolongation du contrat de délégation de service public de traitement des eaux usées pour les communes de Fuveau et Gréasque
MET 18/9084/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération en date du 05 décembre 2005, le syndicat d'assainissement Mixte Rives hautes (SMARH), a délégué par affermage son service d'assainissement de traitement des eaux usées pour les communes de Fuveau et Gréasque.

Suite à une procédure de publicité et de mise en concurrence conduite conformément aux articles L.1411-1 et R.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, la Convention de Délégation de Service Public a été attribuée à la Société des Eaux de Marseille pour une durée de 12 ans, avec prise d'effet au 01^{er} mars 2006.

Ledit contrat de délégation de service public pour la compétence « assainissement » a fait l'objet d'un premier avenant approuvé par délibération du Syndicat mixte assainissement Rives Hautes en date du 19 décembre 2017, ayant pour objet la prolongation du contrat jusqu'au 30 juin 2019.

Au 1^{er} janvier 2018, en application des dispositions des articles L. 5217-2 et L. 5218-1 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est vue transférer la compétence de ses communes membres en matière d'eau potable et d'assainissement des eaux usées

Dans ces conditions, il appartient à la Métropole de se positionner sur le mode de gestion le plus pertinent ainsi que sur la mise en œuvre de la procédure de mise en concurrence.

Le contrat de délégation de service public arrivant rapidement à échéance, la Métropole a immédiatement lancé, au premier trimestre 2018, un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage afin de l'accompagner dans la procédure de renouvellement du mode de gestion (notifié le 16 juillet 2018). Toutefois, il apparaît qu'en tout état de cause, la procédure de choix du mode de gestion et d'organisation du service ne peut être mise en œuvre utilement avant l'expiration du présent contrat le 31 décembre 2018.

Le projet d'avenant n°2 a pour objet :

*D'approuver la prolongation de l'exploitation du service d'assainissement durant 4 mois après la date initiale de fin du contrat, soit jusqu'au 31 octobre 2019 ;

Il n'y a pas de modification du périmètre dans le présent contrat, mais une augmentation des volumes entrants dans sur la station d'épuration de Fuveau-Gréasque du fait que l'ensemble des eaux usées des communes de Fuveau et Gréasque (hors Comptage d'une partie des effluents de la ZAC Saint-Charles)

La Convention de Délégation de Service Public sera donc modifiée en ce sens en ses Articles 4 « Durée de l'affermage » et 8 « Définition du périmètre d'affermage ».

En outre, l'avenant intégrera une nouvelle annexe « Protocole de fin de contrat » pour prendre en compte les conclusions de l'audit des ouvrages et du service en date du 7 septembre 2018 et permettre à l'échéance de l'avenant au contrat de simplifier et clarifier les opérations de fin de contrat entre le délégataire sortant et la Métropole.

Le Compte d'Exploitation Prévisionnel présenté en annexe permet d'identifier l'impact financier du traitement des effluents du Hameau de La Barque et de la prolongation du contrat de 4 mois :

- Ce Compte d'Exploitation Prévisionnel (CEP) permet ainsi d'intégrer les charges relatives au traitement des effluents du Hameau de La Barque sur la station d'épuration du SMARH qui sont évaluées à + 15 460 €HT/an. Cette augmentation de charge a pour conséquence d'impacter le tarif assainissement pour l'utilisateur sur le contrat du SMARH de + 0,0320 €HT/m3.
- De même, la prolongation indispensable de 4 mois du contrat augmente les produits de 8,82% par rapport à ceux mentionnés au CEP initial.

Il est important de préciser que la prolongation du délai est essentielle pour permettre l'organisation d'une période de transition technique et l'approbation, dans ce laps de temps, de la mise en œuvre de la procédure du choix du mode de gestion. Cette prolongation porte l'échéance dudit contrat au 31 octobre 2019.

Il est également précisé que cet avenant de prolongation s'inscrit dans le cadre des dispositions de l'article 36-6 du décret n° 2016-86 du 1^{er} février 2016 relatif aux contrats de concession qui prévoient que le contrat peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur au seuil visé à l'article 9 et à 10% du montant du contrat de concession initial.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération approuvant le choix du délégataire du service de l'assainissement collectif Ex SMARH, sur la commune de Fuveau, le contrat de délégation et ses annexes ;
- Le contrat de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service public de l'assainissement de transport et traitement (EX SMARH) – Commune de Fuveau ;
- L'avis de la Commission de délégation de service public du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de prolonger le contrat de délégation de service public d'Assainissement de transport et traitement (EX SMARH) - Commune de Fuveau, pour intérêt général.
- Que ces dispositions proposées nécessitent l'approbation d'un deuxième avenant au contrat de délégation susmentionné.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°2 ci-annexé au contrat de délégation de service public d'Assainissement de transport et traitement (EX SMARH) - Communes de Fuveau et Gréasque, et ses annexes.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y afférentes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 022-5242/18/CM

■ Approbation d'un avenant n°3 de prolongation du contrat de délégation de service public de l'eau pour la commune des Pennes-Mirabeau MET 18/9085/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° 121X04 du 28 septembre 2004, la commune des Pennes Mirabeau, a délégué par affermage son service de distribution d'eau potable.

Suite à une procédure de publicité et de mise en concurrence conduite conformément aux articles L.1411-1 et R.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, la Convention de Délégation de Service Public a été attribuée à la Société des Eaux de Marseille pour une durée de 12 ans, avec prise d'effet au 1^{er} août 2005.

Ledit contrat de délégation de service public pour la compétence « eau potable » a fait l'objet d'un premier avenant approuvé par la délibération du Conseil Municipal Des Pennes Mirabeau du 27 juin 2010, ayant pour objet l'ajout du secteur 2 de la Gavotte/Les Cadenaux, puis d'un second avenant approuvé par la délibération du Conseil Municipal Des Pennes Mirabeau du 22 décembre 2016, ayant pour objet la prolongation du contrat à la même échéance que le contrat de l'Assainissement, soit au 31 décembre 2018.

Au 1^{er} janvier 2018, en application des dispositions des articles L. 5217-2 et L. 5218-1 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est vue transférer la compétence de ses communes membres en matière d'eau potable et d'assainissement des eaux usées

Dans ces conditions, il appartient à la Métropole de se positionner sur le mode de gestion le plus pertinent ainsi que sur la mise en œuvre de la procédure de mise en concurrence.

A noter qu'avant le transfert de compétences Eau et Assainissement au Conseil de Territoire du Pays d'Aix, la commune avait déjà opté pour une gestion en DSP (délibération de principe le 30 novembre 2017 par le conseil municipal des Pennes Mirabeau). Un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage a été notifié par la commune des Pennes Mirabeau afin d'accompagner la passation du prochain mode de gestion.

Toutefois, il apparaît qu'en tout état de cause, la procédure de choix du mode de gestion et d'organisation du service ne peut être mise en œuvre

utilement avant l'expiration du présent contrat le 31 décembre 2018.

Le projet d'avenant n°3 a pour objet :

*D'approuver la prolongation de l'exploitation du service de distribution d'assainissement durant 4 mois après la date initiale de fin du contrat, soit jusqu'au 30 septembre 2019 ;

*D'approuver les éléments suivants dans le CEP:

- l'interruption du programme de renouvellement qui avait été demandé par la Commune du fait de l'élaboration du schéma directeur de l'eau potable, et chiffre à 585 500 € le montant des travaux qui restent à mettre en œuvre par le délégataire avant l'échéance du contrat ;
- Le chiffrage à 98 450 € du montant de renouvellement complémentaire qui doit être mis en œuvre par le délégataire du fait de la prolongation du contrat ;
- L'obligation au délégataire de proposer sous trois mois un plan de renouvellement hiérarchisé ;
- l'abondement du fait de la prolongation du compte de suivi des achats d'eau pour un montant de 53 250 €.

Le Compte d'exploitation prévisionnel du contrat est modifié en ce sens et présenté en annexe.

En outre, il est proposé d'intégrer à l'avenant une nouvelle annexe « Protocole de fin de contrat » pour prendre en compte les conclusions de l'audit des ouvrages et du service en date du 7 septembre 2018 mais aussi pour préciser et clarifier les modalités de fin de contrat entre le délégataire et l'autorité délégante

Le Compte d'exploitation prévisionnel du contrat tient compte de cette prolongation de 9 mois.

Cette dernière a pour incidence financière une augmentation des produits du contrat de 7,97% conformément au CEP établi sur la durée de prolongation et annexé à l'avenant.

Il est à noter que la prolongation du contrat ne produit aucune évolution de la structure de la rémunération du délégataire, durant la période de prolongation, ni aucune modification tarifaire pour l'utilisateur.

Il est précisé que cet avenant s'inscrit dans le cadre des dispositions de l'article 36-6 du décret n° 2016-86 du 1^{er} février 2016 relatif aux contrats de concession qui prévoient que le contrat peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur au seuil visé à l'article 9 et à 10% du montant du contrat de concession initial.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi sur l'Eau et les Milieux aquatiques du 30 décembre 2006 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération approuvant le choix du délégataire du service d'eau potable sur la commune des Pennes Mirabeau, le contrat de délégation et ses annexes ;
- Le contrat de délégation de service public pour l'exploitation du service public d'eau potable— Commune des Pennes Mirabeau ;
- L'avis de la Commission de délégation de service public du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de prolonger le contrat de délégation de service public d'eau potable de la commune des Pennes Mirabeau, pour intérêt général.
- Que ces dispositions proposées nécessitent l'approbation d'un troisième avenant au contrat de délégation susmentionné.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°3 ci-annexé au contrat de délégation de service public d'eau potable de la commune des Pennes Mirabeau et ses annexes.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y afférentes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 023-5243/18/CM

■ Approbation d'un avenant n°3 de prolongation du contrat de délégation de service public de l'assainissement pour la commune des Pennes-Mirabeau

MET 18/9086/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° 55X08 en date du 21 février 2008, la commune des Pennes Mirabeau, a délégué par voie d'affermage son service public de l'assainissement collectif.

Suite à une procédure de publicité et de mise en concurrence conduite conformément aux articles L.1411-1 et R.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, la Convention de Délégation de Service Public a été attribuée à la Société des Eaux de Marseille pour une durée de 10 ans, avec prise d'effet au 1^{er} janvier 2009 et une expiration au 31 décembre 2018.

Ledit contrat de délégation de service public pour la compétence « assainissement » a fait l'objet d'un premier avenant approuvé par la délibération du Conseil Municipal Des Pennes Mirabeau du 30 septembre 2010, ayant pour objet de modifier la consistance de certains travaux concessifs, sans incidence notable sur l'économie du contrat, puis d'un second avenant 2 approuvé par la délibération du Conseil Municipal Des Pennes Mirabeau du 21 janvier 2014, ayant pour objet l'intégration du secteur 2 (La gavotte/Les Cadenaux) au contrat d'assainissement des Pennes Mirabeau, avec une évolution du tarif de traitement des effluents du secteur 2 sur la station Géolide (Marseille) compte tenu de la filière biologique.

Au 1^{er} janvier 2018, en application des dispositions des articles L. 5217-2 et L. 5218-1 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est vue transférer la compétence de ses communes membres en matière d'eau potable et d'assainissement des eaux usées

Dans ces conditions, il appartient à la Métropole de se positionner sur le mode de gestion le plus pertinent ainsi que sur la mise en œuvre de la procédure de mise en concurrence.

A noter qu'avant le transfert de compétences Eau et Assainissement au Conseil de Territoire du Pays d'Aix, la commune avait déjà opté pour une gestion en DSP (délibération de principe le 30 novembre 2017 par le conseil municipal des Pennes Mirabeau). Un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage a été notifié par la commune des Pennes Mirabeau afin d'accompagner la passation du prochain mode de gestion.

Toutefois, il apparaît qu'en tout état de cause, la procédure de choix du mode de gestion et d'organisation du service ne peut être mise en œuvre utilement avant l'expiration du présent contrat le 31 décembre 2018.

Le projet d'avenant n°3 a pour objet :

D'approuver la prolongation de l'exploitation du service d'assainissement durant 9 mois après la date initiale de fin du contrat, soit jusqu'au 30 septembre 2019 ;

De régulariser un certain nombre de travaux de renouvellement qui avaient été réalisés par le délégataire à la demande de la Commune des Pennes Mirabeau et qui n'avaient pas été rémunérés au titre du contrat. Il est convenu entre les parties que ce montant de travaux sera intégralement compensé par l'absence de travaux du délégataire s'agissant de la mise en conformité des collecteurs et des branchements associés pendant la période de prolongation. Il convient de préciser que le montant de travaux initialement prévu au contrat sur ces postes a été intégralement mis en œuvre par le délégataire.

A cet effet, la Convention de Délégation de Service Public sera donc modifiée en ce sens en son Article 3 « Durée du contrat »

En outre, il est proposé d'intégrer à l'avenant une nouvelle annexe « Protocole de fin de contrat » pour prendre en compte les conclusions de l'audit des ouvrages et du service en date du 7 septembre 2018 mais aussi pour préciser et clarifier les modalités de fin de contrat entre le délégataire et l'autorité délégante

Pour ce qui concerne la prolongation de la durée du contrat, la Convention de Délégation de Service Public sera donc modifiée en son Article 3 « Durée du contrat » comme suit « Le présent contrat d'affermage est prolongé de 9 mois. Son échéance est désormais fixée au 30 septembre 2019 ».

Cette prolongation de délai permet l'organisation d'une période de transition technique et de préparer pendant ce laps de temps, les modalités de mise en œuvre du nouveau mode de gestion retenu.

Le Compte d'exploitation prévisionnel du contrat tient compte de cette prolongation de 9 mois.

Cette dernière a pour incidence financière une augmentation des produits du contrat de **8,57 %** conformément au CEP établi sur la durée de prolongation et annexé à l'avenant.

Il est à noter que la prolongation du contrat ne produit aucune évolution de la structure de la rémunération du délégataire, durant la période de prolongation, ni aucune modification tarifaire pour l'utilisateur.

Il est précisé que cet avenant s'inscrit dans le cadre des dispositions de l'article 36-6 du décret n° 2016-86 du 1^{er} février 2016 relatif aux contrats de concession qui prévoient que le contrat peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur au seuil visé à l'article 9 et à 10% du montant du contrat de concession initial.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi sur l'Eau et les Milieux aquatiques du 30 décembre 2006 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération approuvant le choix du délégataire du service de l'assainissement collectif sur la commune des Pennes Mirabeau, le contrat de délégation et ses annexes ;
- Le contrat de délégation de service public pour l'exploitation du service public de l'assainissement- Commune des Pennes Mirabeau ;
- L'avis de la Commission de délégation de service public du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de prolonger le contrat de délégation de service public d'Assainissement de la commune des Pennes Mirabeau, pour intérêt général.
- Que ces dispositions proposées nécessitent l'approbation d'un troisième avenant au contrat de délégation susmentionné.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°3 ci-annexé au contrat de délégation de service public d'Assainissement de la Commune des Pennes Mirabeau, et ses Annexes.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y afférentes.

DEA 024-5244/18/CM

■ Approbation d'un avenant n°1 de prolongation du contrat de Délégation de Service Public de l'assainissement pour la commune de Fuveau MET 18/9094/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 27 janvier 2014, la commune de Fuveau, a délégué par affermage son service d'assainissement.

Suite à une procédure de publicité et de mise en concurrence conduite conformément aux articles L.1411-1 et R.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, la Convention de Délégation de Service Public a été attribuée à la Société des Eaux de Marseille pour une durée de 12 ans, avec prise d'effet au 1 avril 2014.

Ledit contrat de délégation de service public pour la compétence « assainissement » n'a fait l'objet d'aucun avenant.

Au 1er janvier 2018, en application des dispositions des articles L. 5217-2 et L. 5218-1 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est vue transférer la compétence de ses communes membres en matière d'eau potable et d'assainissement des eaux usées

Dans ces conditions, il appartient à la Métropole de se positionner sur le mode de gestion le plus pertinent ainsi que sur la mise en œuvre de la procédure de mise en concurrence.

Le contrat de délégation de service public arrivant rapidement à échéance, la Métropole a immédiatement lancé, au premier trimestre 2018, un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage afin de l'accompagner dans la procédure de renouvellement du mode de gestion (notifié le 16 juillet 2018).

Toutefois, il apparaît qu'en tout état de cause, la procédure de choix du mode de gestion et d'organisation du service ne peut être mise en œuvre utilement avant l'expiration du présent contrat le 31 décembre 2018.

Le projet d'avenant n°1 a pour objet :

D'approuver la prolongation de l'exploitation du service de distribution d'assainissement durant 10 mois après la date initiale de fin du contrat, soit jusqu'au 31 octobre 2019 ;

D'approuver la définition du périmètre d'affermage et notamment la sortie de ce dernier de la Station d'épuration dite de « La Barque » du présent contrat en intégrant Six (6) nouveaux postes de relevage

- Refoulement - Compression de « La Barque » en lieu et place de la station d'épuration éponyme, en cours de finalisation
- Relevages de la « ZAC Saint Charles » des « Trois Frères » et en service mais non intégrés au contrat,
- Relevages de « Sainte-Marie », des « AILS » et des « Bastides » et en cours de finalisation.
- Comptage d'une partie des effluents de la ZAC Saint-Charles vers la STEP de Rousset

, la Convention de Délégation de Service Public sera donc modifiée en ce sens en ses articles 3 « Périmètre de l'affermage » et 4 « Durée de l'affermage »

En outre, il est proposé d'intégrer à l'avenant une nouvelle annexe « Protocole de fin de contrat » pour prendre en compte les conclusions de l'audit des ouvrages et du service en date du 7 septembre 2018 mais aussi pour préciser et clarifier les modalités de fin de contrat entre le délégataire et l'autorité délégante

Le Compte d'Exploitation Prévisionnel proposé en annexe tient compte de :

- L'abandon du traitement des effluents de la station d'épuration de la Barque
- L'intégration des nouveaux postes de relevage
- Une prolongation de 10 mois du contrat

Plus précisément, l'abandon des charges relatives à la collecte des eaux usées de celles liées au traitement des effluents sur la station d'épuration de La Barque s'élève à 45 790 €HT/an.

l'intégration des nouveaux postes de relevages induit des charges nouvelles détaillées ci-après :

- Relevage de « La Barque » : 17 440 €HT/an,
- Relevage de la « ZAC Saint Charles » : 4 310 €HT/an (modifié le 03/09/18),
- Relevage des « Trois Frères » : 3 820 €HT/an,
- Relevage de « Sainte-Marie » : 2 830 €HT/an,
- Relevage des « AILS » : 3 850 €HT/an,
- Relevage des « Bastides » : 3 850 €HT/an,

Soit un total de + 36 100 €HT/an pour le contrat de Fuveau Assainissement.

Ces évolutions du compte d'exploitation prévisionnel ont un impact sur le tarif à l'utilisateur. Ainsi, globalement, il est constaté une baisse tarifaire pour l'utilisateur sur le contrat de Fuveau Assainissement. L'impact tarifaire (pour 294 279 m3 assujettis) sera de - 0,0329 €HT/m3.

La prolongation supplémentaire nécessaire de 10 mois correspond à une augmentation des produits du contrat de 13,86%.

La prolongation du délai est indispensable pour permettre l'organisation d'une période de transition technique et finaliser, pendant ce laps de temps, la procédure du choix du mode de gestion. Cette prolongation portera l'échéance dudit contrat au 31 octobre 2019.

Il est précisé que cet avenant s'inscrit dans le cadre des dispositions de l'article 36-6 du décret n° 2016-86 du 1^{er} février 2016 relatif aux contrats de concession qui prévoient que le contrat peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur au seuil visé à l'article 9 et à 10% du montant du contrat de concession initial.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi sur l'Eau et les Milieux aquatiques du 30 décembre 2006 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération approuvant le choix du délégataire du service de l'assainissement collectif sur la commune de Fuveau, le contrat de délégation et ses annexes ;
- Le contrat de délégation de service public pour l'exploitation du service public de l'assainissement collectif et station d'épuration de la barque – Commune de Fuveau ;
- L'avis de la Commission de délégation de service public du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de prolonger le contrat de délégation de service public d'Assainissement de Fuveau, pour intérêt général.
- Que ces dispositions proposées nécessitent l'approbation d'un deuxième avenant au contrat de délégation susmentionné.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé au contrat de délégation de service public d'Assainissement de Fuveau et ses annexes.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y afférentes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 025-5245/18/CM

**■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement "Pluvial Transfert" et du montant affecté du Territoire du Pays d'Aix
MET 18/9264/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Suite au transfert de la compétence « Gestion des eaux pluviales » le 1er janvier 2018, une Autorisation de Programme a été créée au Budget Supplémentaire de l'Etat Spécial du Territoire en 2018.

Les crédits budgétaires alloués à cette autorisation de programme s'avèrent insuffisants pour l'exercice de la compétence. En effet, l'Autorisation de Programme ne tient compte que des engagements qui lient la Métropole Aix-Marseille-Provence aux conventions de TTMO et de MOD. Les conventions de gestion ne prévoyant pas de plan de financement ne sont pas incluses et ne permettent toujours pas à ce jour d'évaluer le besoin.

Il est donc proposé de modifier l'Autorisation de Programme d'une part dans son intitulé pour permettre la gestion de la compétence en direct au-delà des conventions actuelles et, pourrait s'intituler ainsi : « Opération de travaux Eaux pluviales » ; et de réévaluer à minima son montant à 14 454 000 €, soit une augmentation de l'Autorisation de Programme de 2 650 000 €.

L'opération d'investissement DI909 « Opération de travaux Eaux Pluviales » inscrite au budget de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix doit être révisée pour un montant de + 2 650 000 € T.T.C.

Cette révision porte le montant de l'opération DI909 « Opération de travaux Eaux Pluviales » de 11 804 000 € T.T.C à 14 454 000 € T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° FAG 030-4079/18/CM du 28 juin 2018 du Conseil de la Métropole portant ouvertures, modifications et affectations et modifications d'AP/CP – Budget principal Métropolitain- Territoire du Pays d'Aix ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant de + 2 650 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI909 « Opération de travaux Eaux Pluviales » afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de + 2 650 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI909 « Opération de travaux Eaux Pluviales ».
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI909 « Opération de travaux Eaux Pluviales » pour un montant de + 2 650 000 € T.T.C.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

DI909 « Opération de travaux Eaux Pluviales »
Montant initial de l'AP : 11 804 000 € T.T.C
Révision de l'AP : + 2 650 000 € T.T.C
Montant final de l'AP : 14 454 000 € T.T.C
CP 2018 : 6 780 000 € T.T.C.
CP 2019 : 7 674 000 € T.T.C.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 026-5246/18/CM

■ Mise à jour du plan d'actions pour l'amélioration du rendement du réseau d'eau potable de Port-Saint-Louis-du-Rhône MET 18/8884/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les fuites sur les réseaux publics d'eau potable constituent une perte économique et nuisent à la qualité du service rendu. Il en ressort que la connaissance du patrimoine est le préalable indispensable à la mise en œuvre d'une gestion durable des services d'eau, qui permet d'optimiser les coûts d'exploitation, d'améliorer la fiabilité des infrastructures et de maintenir un niveau de performance.

Afin d'enrayer le gaspillage de la ressource en eau et d'améliorer le rendement des réseaux de distribution, la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite loi « Grenelle 2 », a imposé de nouvelles obligations aux collectivités organisatrices des services d'eau potable.

L'article L. 2224-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, ainsi modifié par la loi « Grenelle 2 », prévoit que les collectivités compétentes en matière de distribution d'eau potable doivent établir un plan d'actions en cas de rendement du réseau de distribution d'eau potable inférieur aux seuils fixés par décret.

Ces seuils, dits « objectifs de performance », sont fixés selon les caractéristiques du service et de la ressource par l'article D. 213-48-14-1 du Code de l'environnement, créé par le décret n°2012-97 du 27 janvier 2012 relatif à la définition d'un descriptif détaillé des réseaux des services publics de l'eau et de l'assainissement et d'un plan d'actions pour la réduction des pertes d'eau du réseau de distribution d'eau potable.

Lorsque le taux de perte en eau s'avère supérieur au taux ainsi fixé, le plan d'actions, comprenant s'il y a lieu un programme pluriannuel de travaux d'amélioration du réseau, doit être établi au plus tard avant la fin du second exercice suivant l'exercice pour lequel le dépassement a été constaté.

Pour inciter les services de l'eau au respect de leurs obligations, le dispositif réglementaire prévoit une sanction en cas de non-respect des délais prescrits. Cette sanction prend la forme d'un doublement du taux de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau pour l'usage « alimentation en eau potable », perçue par les agences de l'eau conformément à l'article L.213-10-9 du Code de l'environnement.

Sur le Territoire Istres-Ouest-Provence, le plan d'actions 2016 de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône a été approuvé par délibération n° DEA 020-1473/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016.

Grâce à ce plan d'actions 2016, le rendement du réseau d'eau potable de la commune de Port-Saint-

Louis-du-Rhône a été conforme à l'objectif de performance fixé réglementairement pour cet exercice.

Au niveau de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône, le rendement du réseau est le suivant :

Année	Objectif de performance Grenelle 2 (seuil) %	Rendement du réseau %
2015	68,7	63,3
2016	68,59	69,26
2017	68,99	61,99

Toutefois, en 2017, le rendement du réseau d'eau potable de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône n'est pas conforme à l'objectif de performances fixé réglementairement pour cet exercice.

Dans ces circonstances, et en application des dispositions de l'article L.2224-7-1 du CGCT précité, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit établir et approuver, avant le 31 décembre 2018, un plan d'actions actualisé pour améliorer le rendement du réseau de distribution de l'eau potable sur le territoire de cette commune.

Le plan d'actions actualisé permet de prendre en compte les efforts déjà consentis ainsi que les opportunités et actions à mettre à œuvre. Il comporte :

- des actions tendant à l'amélioration de la connaissance du patrimoine, du fonctionnement du réseau et des secteurs les plus fuyards ;
- des actions de réduction des pertes en eau, avec la mise en œuvre de campagnes de recherche et de réparation de fuites, de gestion des pressions, de sectorisation, de rénovation ou de remplacement de canalisations.

Le plan d'actions précise également le calendrier de mise en œuvre de ces actions ainsi que les modalités de suivi annuel du rendement du réseau de distribution d'eau.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'environnement ;
- La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° DEA 020-1473/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 15 décembre 2016 portant approbation des plans d'actions 2016 services d'eau potable de Port-Saint-Louis-du-Rhône, Fos-sur-Mer et Cornillon-Confoux.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le plan d'actions 2016 pour la réduction des pertes en eau de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône a été approuvé par délibération n° DEA 020-1473/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 ;
- Que le rendement du réseau d'eau potable de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône n'est pas conforme à l'objectif de performance fixé réglementairement pour l'exercice 2017 ;
- Que dans ces circonstances, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit établir et approuver, avant le 31 décembre 2018, un plan d'actions 2018 actualisé pour améliorer le rendement du réseau de distribution de l'eau potable sur le territoire de cette commune.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le plan d'actions 2018 pour la réduction des pertes en eau de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône actualisé, joint en annexe, définissant le programme à mettre en œuvre pour améliorer le rendement du réseau de distribution d'eau potable de Port-Saint-Louis-du-Rhône.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'eau potable du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, sur l'opération n° 2017502700.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 027-5247/18/CM

■ Mise à jour du plan d'actions pour l'amélioration du rendement du réseau d'eau potable de Fos-sur-Mer

MET 18/8888/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les fuites sur les réseaux publics d'eau potable constituent une perte économique et nuisent à la qualité du service rendu. Il en ressort que la connaissance du patrimoine est le préalable indispensable à la mise en œuvre d'une gestion durable des services d'eau, qui permet d'optimiser les coûts d'exploitation, d'améliorer la fiabilité des infrastructures et de maintenir un niveau de performance.

Afin d'enrayer le gaspillage de la ressource en eau et d'améliorer le rendement des réseaux de distribution, la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite loi « Grenelle 2 », a imposé de nouvelles obligations aux collectivités organisatrices des services d'eau potable.

L'article L. 2224-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, ainsi modifié par la loi « Grenelle 2 », prévoit que les collectivités compétentes en matière de distribution d'eau potable doivent établir un plan d'actions en cas de rendement du réseau de

distribution d'eau potable inférieur aux seuils fixés par décret.

Ces seuils, dits « objectifs de performance », sont fixés selon les caractéristiques du service et de la ressource par l'article D. 213-48-14-1 du Code de l'environnement, créé par le décret n° 2012-97 du 27 janvier 2012 relatif à la définition d'un descriptif détaillé des réseaux des services publics de l'eau et de l'assainissement et d'un plan d'actions pour la réduction des pertes d'eau du réseau de distribution d'eau potable.

Lorsque le taux de perte en eau s'avère supérieur au taux ainsi fixé, le plan d'actions, comprenant s'il y a lieu un programme pluriannuel de travaux d'amélioration du réseau, doit être établi au plus tard avant la fin du second exercice suivant l'exercice pour lequel le dépassement a été constaté.

Pour inciter les services de l'eau au respect de leurs obligations, le dispositif réglementaire prévoit une sanction en cas de non-respect des délais prescrits. Cette sanction prend la forme d'un doublement du taux de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau pour l'usage « alimentation en eau potable », perçue par les agences de l'eau conformément à l'article L.213-10-9 du Code de l'environnement.

Sur le Territoire Istres-Ouest-Provence, le plan d'actions 2016 de la commune de Fos-sur-Mer a été approuvé par délibération n° DEA 020-1473/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016.

Toutefois, malgré ce plan d'actions 2016, le rendement du réseau d'eau potable de la commune de Fos-sur-Mer n'était toujours pas conforme à l'objectif de performance fixé réglementairement pour cet exercice.

La mise à jour du plan d'actions pour l'amélioration du rendement du réseau de distribution d'eau potable de Fos-sur-Mer a été approuvée par délibération n° DEA 047-3355/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017.

Au niveau de la commune de Fos-sur-Mer, le rendement du réseau est le suivant et laisse apparaître, pour l'exercice 2017, un rendement non conforme à l'objectif de performance :

Année	Objectif de performance Grenelle 2 (seuil) %	Rendement du réseau %
2015	72,4	62,9
2016	72,3	67,7
2017	73,28	72,03

Dans ces circonstances, et en application des dispositions de l'article L.2224-7-1 du CGCT précité,

la Métropole Aix-Marseille-Provence doit établir et approuver, avant le 31 décembre 2018, un plan d'actions actualisé pour améliorer le rendement du

réseau de distribution de l'eau potable sur le territoire de cette commune.

Le plan d'actions actualisé permet de prendre en compte les efforts déjà consentis ainsi que les opportunités et actions à mettre à œuvre. Il comporte :

- des actions tendant à l'amélioration de la connaissance du patrimoine, du fonctionnement du réseau et des secteurs les plus fuyards ;
- des actions de réduction des pertes en eau, avec la mise en œuvre de campagnes de recherche et de réparation de fuites, de gestion des pressions, de sectorisation, de rénovation ou de remplacement de canalisations.

Le plan d'actions précise également le calendrier de mise en œuvre de ces actions ainsi que les modalités de suivi annuel du rendement du réseau de distribution d'eau.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'environnement ;
- La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° DEA 020-1473/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 15 décembre 2016 portant approbation des plans d'actions 2016 services d'eau potable de Port-Saint-Louis-du-Rhône, Fos-sur-Mer et Cornillon-Confoux ;
- La délibération n° DEA 047-3355/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 14 décembre 2017 relative à la mise à jour du plan d'actions pour l'amélioration du rendement des réseaux de distribution d'eau potable de Fos-sur-Mer.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la mise à jour du plan d'actions pour l'amélioration du rendement du réseau de distribution d'eau potable de Fos-sur-Mer a été approuvée par délibération n° DEA 047-3355/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 ;
- Que le rendement du réseau d'eau potable de la commune de Fos-sur-Mer n'est, toutefois, toujours pas conforme à l'objectif de performance fixé réglementairement pour l'exercice 2017 ;
- Que dans ces circonstances, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit établir et approuver, avant le 31 décembre 2018, un plan d'actions 2018 actualisé pour améliorer le rendement du réseau de distribution de l'eau potable sur le territoire de cette commune.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le plan d'actions 2018 pour la réduction des pertes en eau de la commune de Fos-sur-Mer actualisé, joint en annexe, définissant le programme à mettre en œuvre pour améliorer le rendement du réseau de distribution d'eau potable de Fos-sur-Mer.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'eau potable du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, sur l'opération n° 2017502700.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 028-5248/18/CM

■ Approbation des tarifs de la Régie de l'eau et de l'assainissement pour le Conseil de Territoire du Pays de Martigues pour l'année 2019 MET 18/8903/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les Services d'eau et d'assainissement desservant les villes de Martigues, Port-de-Bouc et Saint-Mitre-les-Remparts sont exploités sous la forme d'une régie publique avec autonomie financière et sans responsabilité morale.

A ce titre, et comme chaque année, il convient de fixer les tarifs des différentes prestations proposées par la

Régie des Eaux et Assainissement du Conseil de Territoire du Pays de Martigues.

Concernant la fourniture de l'eau potable, ces tarifs comprennent une redevance d'abonnement par logement desservi pour tenir compte des charges fixes du service, ce qui représente pour l'utilisateur, la garantie de pouvoir bénéficier à tout moment, d'un service public. Cette redevance d'abonnement est calculée en fonction du nombre de jours exacts d'abonnement. La facturation est semestrielle avec une tarification progressive sur trois tranches et calculée sur les volumes consommés.

Pour le traitement des eaux usées les tarifs assainissement se décomposent en deux parties :

- l'assainissement collectif qui fonctionne sur les mêmes bases que l'eau potable avec une partie redevance abonnement fixe et une partie consommation qui est variable et progressive sur deux tranches en fonction des volumes traités
- l'assainissement non-collectif pour lequel chaque abonné utilisateur d'un système d'assainissement non collectif doit acquitter une redevance de contrôle de fonctionnement par jour d'abonnement.

Certains tarifs peuvent être différenciés en fonction du type d'utilisateur : domestique, administration ou industriel.

A ces tarifs s'ajoute le montant des taxes instaurées par l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse pour financer notamment, via un système d'aides, la mise aux normes des stations d'épuration, le renouvellement des réseaux d'eau potable, la protection des captages:

- Pour l'eau, les redevances pollution domestique et préservation des ressources
- Pour l'assainissement la redevance modernisation des réseaux de collectes

La régie des eaux et d'assainissement du Pays de Martigues propose également à ses abonnés divers services pour lesquels il convient de fixer les tarifs pour l'année 2019 :

- prestations de services diverses (vidanges de fosses, interventions sur réseaux privatifs, travaux de branchements, ...)
- participations dues pour l'extension des réseaux publics de distribution,
- vente de compteurs et matériels de branchement,
- redevances de diagnostic et de contrôle pour l'assainissement public non collectif

Le détail de ces prestations est listé dans le bordereau de prix établi par la Régie des eaux et assainissement du Pays de Martigues.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- L'instruction budgétaire et comptable M49 relative aux services publics d'assainissement et de distribution d'eau potable ;
- La circulaire interministérielle n°86.332 du 17 novembre 1986 en matière de libéralisation des tarifs publics locaux à compter du 1^{er} janvier 1987 ;
- L'article 13, paragraphe II de la loi sur l'eau n°92.3 du 3 janvier 1992 précisant que toute facture doit comprendre un montant calculé en fonction de volume réellement consommé par l'abonné et pourra en outre comprendre un montant calculé indépendamment de ce volume, compte tenu des charges fixes du service ;
- Les délibérations n°2005-136 et 2005-137 du Conseil Communautaire de l'ex-Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues du 15 décembre 2005 instaurant la création d'un Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC), ainsi que la mise en place d'une redevance de contrôle - conception et d'une redevance de fonctionnement ;
- La délibération n°2012-079 du Conseil Communautaire de l'ex-Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues du 31 mai 2012 instituant la Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (PFAC) en remplacement de la Participation pour Raccordement à l'Egoût (PRE) ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° FAG 033-2691/17/CM approuvant le Rapport d'Orientation Budgétaire 2018,
- L'avis favorable du Conseil d'Exploitation de la Régie des Eaux et Assainissement du Territoire du Pays de Martigues, du 4 décembre 2018 ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 7 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

- Que pour assurer la continuité du service public et le financement des investissements nécessaires aux services de l'eau et de l'assainissement, il convient d'approuver les tarifs pour l'année 2019 ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les tarifs de l'eau et de l'assainissement en vigueur sur toutes les communes du périmètre du Conseil de Territoire du Pays de Martigues pour l'année 2019 actualisés à hauteur de + 5% et + 10 % pour l'assainissement afin de maintenir la capacité d'investissement nécessaire pour financer les équipements en cours et projetés comme listés au sein des documents tarifaires annexés.

Article 2 :

Les recettes seront constatées sur les Budgets Annexes de l'Eau et de l'Assainissement du Territoire du Pays de Martigues en section d'exploitation au chapitre 70.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 029-5249/18/CM

**■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Construction du Poste de Refoulement de Saint-Chamas" du Territoire Istres-Ouest Provence
MET 18/8918/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par la délibération n° HN 021-049/16/CM en date du 7 avril 2016, le Conseil de la Métropole a adopté le règlement budgétaire et financier qui prévoit l'approbation des autorisations de programme et l'affectation des opérations d'investissement liées à l'instruction budgétaire et comptable M4.

Les eaux usées de Miramas sont traitées dans la station d'épuration située sur le territoire de Saint-Chamas. Ces eaux transitent par un poste de refoulement qui est obsolète et dont le mauvais fonctionnement engendre des débordements fréquents. Il est donc nécessaire de créer un nouveau poste de refoulement adapté aux besoins réels des deux villes.

A cet effet, l'opération d'investissement n° 2019500200 « Construction du Poste de Refoulement de Saint Chamas » inscrite au Budget Annexe Assainissement du Territoire Istres-Ouest Provence, enregistrée dans l'autorisation de programme n° 195110 - Assainissement doit être créée et affectée pour un montant de 2 200 000 HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le règlement Budgétaire et Financier.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création pour un montant total de 2 200 000 HT € de l'opération « Construction du Poste de Refoulement de Saint Chamas » afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 2 200 000 HT € de l'opération d'investissement ;

- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2019500200 « Construction du Poste de Refoulement de Saint Chamas » rattachée au programme n° 11 « Assainissement » code AP 195110 AS d'un montant de 2 200 000 euros HT.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Annexe Assainissement 2019 et suivants du Territoire Istres-Ouest Provence selon l'échéancier prévisionnel des crédits de paiement suivant :

CP 2019: 100 000 € HT
CP 2020 : 2 100 000 € HT

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 030-5250/18/CM

■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement "Extension renouvellement mise en conformité de réseaux et ouvrages" du Territoire Istres-Ouest Provence MET 18/8920/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° FAG 039-2697/17/CM du 19 octobre 2017, le Conseil de la Métropole a approuvé la mise en autorisation de programme des opérations d'investissement au Budget Assainissement.

L'opération d'investissement n° 2017503300 « Extension renouvellement mise en conformité de réseaux et ouvrages » inscrite au Budget Annexe Assainissement du Territoire Istres-Ouest Provence, enregistrée dans l'autorisation de programme n° 175110 a été affectée pour un montant de 16 778 831.73 € HT.

Cependant, le programme de travaux sur les réseaux d'assainissement du territoire Istres-Ouest Provence étant révisé annuellement en fonction des comptes-rendus d'études et des imprévus lors de travaux sur les réseaux, il est nécessaire de réviser l'opération pour un montant de 1 389 302.22 € HT.

Cette révision porte le montant de l'opération n° 2017503300 à 18 168 133,95 € HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 1 389 302,22 € HT de l'opération « Extension renouvellement mise en conformité réseaux et ouvrages » afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 1 389 302,22 € HT de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2017503300 « Extension renouvellement mise en conformité réseaux et ouvrages » rattachée au programme n° 11 « Assainissement » code AP 175110 AS portant le montant total de l'opération à 18 168,95 euros HT.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Annexe Assainissement 2019 du Territoire Istres-

Ouest Provence selon l'échéancier prévisionnel des crédits de paiement suivant :

Mandaté antérieur : 3 576 808,89 € HT
CP 2018 : 6 451 935,28 € HT
CP 2019 : 8 139 389,78 € HT

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 031-5251/18/CM

■ Approbation des dégrèvements sur des factures d'eau et d'assainissement du deuxième semestre 2018 suite à une fuite sur les installations privées à Plan de Cuques MET 18/8945/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n°2011-525 du 17 mai 2011 et son décret d'application n°2012-1078 du 24 septembre 2012, prévoient dans le cas d'une surconsommation d'eau potable due à une fuite après compteur pour un local d'habitation, que l'abonné sur présentation d'un justificatif, peut demander un plafonnement de sa facture.

En effet, cette loi précise que l'abonné n'est pas tenu au paiement de la part de consommation excédant le double de la consommation moyenne s'il présente au Service de l'eau Potable, dans un délai d'un mois à compter de l'information prévue, une attestation d'une entreprise de plomberie indiquant qu'il a fait procéder à la réparation d'une fuite sur ses canalisations.

Le décret du 24 septembre 2012 fixe la date d'entrée en vigueur de ces dispositions et précise que ne sont prises en compte que les fuites de canalisations d'eau potable après compteur, à l'exclusion des fuites dues à des appareils ménagers et des équipements sanitaires ou de chauffage, l'abonné devant également fournir une attestation d'une entreprise de plomberie précisant que la fuite a été réparée en indiquant la localisation de la fuite et la date de la réparation.

Ce décret prévoit également que lorsqu'un abonné bénéficie d'un écrêtement de sa facture d'eau dans les conditions énoncées précédemment, les volumes d'eau imputables aux fuites de la canalisation après compteur n'entrent pas dans le calcul de la redevance assainissement.

Par délibération n°DPEA 4/416/CC du 13 mai 2005, le Conseil de Communauté a souhaité que les demandes de dégrèvement correspondant à des volumes supérieurs à 500m³ soient approuvées par l'assemblée délibérante.

Sur ces bases, des demandes de dégrèvement sont présentées au Conseil de Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi Warsmann n°2011-525, du 17 mai 2011 et son décret d'application du 24 septembre 2012 relatif à la facturation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2012-1078 du 24 septembre 2012 relatif à la facturation en cas de fuite sur les canalisations d'eau potable après compteur ;
- La délibération n°DPEA 4/416/CC du 13 mai 2005 du Conseil de Communauté portant sur la méthode de calcul des dégrèvements sur factures d'eau suite à des fuites sur les installations privées sur la commune de Plan-de-Cuques ;
- Le règlement de service de l'eau de la commune de Plan-de-Cuques ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence en date du 11 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les dégrèvements supérieurs à 500m³ doivent être approuvés par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les dégrèvements suivants sur la facturation d'eau et d'assainissement du deuxième semestre 2018 de la commune de Plan de Cuques :

- 1) Monsieur CUMNENI Jean pour lequel le dégrèvement est de 2 396,74 euros HT soit 2 581,41 euros TTC (1 222,42 euros HT soit 1 289,65 euros TTC sur le budget annexe eau et 1 174,32 euros HT soit 1 29,75 euros sur le budget annexe assainissement) sur une facture préalablement établie et faisant apparaître un

montant total de 2 949,77 euros HT soit 3 172,23 euros TTC

- 2) Monsieur MOLINENGO Jean Claude pour lequel le dégrèvement est de 1 622,36 euros HT soit 1 745,80 euros TTC (760,26 euros HT soit 836,29 euros TTC sur le budget annexe eau et 760,26 euros HT soit 836,29 euros sur le budget annexe assainissement) sur une facture préalablement établie et faisant apparaître un montant total de 1 802,95 euros HT soit 1 938,61 euros TTC
- 3) Madame BERTRAND Pierrette pour lequel le dégrèvement est de 3 795,62 euros HT soit 4 083,42 euros TTC (2 039,15 euros HT sur le budget annexe de l'eau et 1 932,12 euros sur le budget annexe assainissement) sur une facture préalablement établie et faisant apparaître un montant total de 4 012,03 euros HT soit 4 314,66 euros TTC

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget annexe de l'eau 2018 du Conseil de Territoire de Marseille – Nature 70111, 701241, 70123 – Sous Politique F170 Code 3 DEAAP et au budget annexe de l'Assainissement 2018 du Conseil de Territoire de Marseille: Nature 706112, 706121 –Sous Politique F110 Code 3 DEAAP.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 032-5252/18/CM

■ Approbation des dégrèvements sur facture d'eau et d'assainissement du deuxième semestre 2018, suite à une fuite d'eau sur les installations privées à Gémenos Village MET 18/8949/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n°2011-525 du 17 mai 2011 et son décret d'application n°2012-1078 du 24 septembre 2012, prévoient dans le cas d'une surconsommation d'eau potable due à une fuite après compteur pour un local d'habitation, que l'abonné sur présentation d'un justificatif, peut demander un plafonnement de sa facture.

En effet, cette loi précise que l'abonné n'est pas tenu au paiement de la part de consommation excédant le double de la consommation moyenne s'il présente au Service de l'eau Potable, dans un délai d'un mois à compter de l'information prévue au II de l'article 1er du décret n°2012-1078, une attestation d'une entreprise

de plomberie indiquant qu'il a fait procéder à la réparation d'une fuite sur ses canalisations.

Le décret du 24 septembre 2012 fixe la date d'entrée en vigueur de ces dispositions et précise que ne sont prises en compte que les fuites de canalisations d'eau potable après compteur, à l'exclusion des fuites dues à des appareils ménagers et des équipements sanitaires ou de chauffage, l'abonné devant également fournir une attestation d'une entreprise de plomberie précisant que la fuite a été réparée en indiquant la localisation de la fuite et la date de la réparation.

Ce décret prévoit également que lorsqu'un abonné bénéficie d'un écrêtement de sa facture d'eau dans les conditions énoncées précédemment, les volumes d'eau imputables aux fuites de la canalisation après compteur n'entrent pas dans le calcul de la redevance assainissement.

Par délibération AGER 005/2127/10/CC du 28 juin 2010, le Conseil de Communauté a souhaité que les demandes de dégrèvement correspondant à des volumes supérieurs à 500m³ soient approuvées par l'assemblée délibérante.

Sur ces bases, des demandes de dégrèvement sont présentées au Conseil de Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi Warsmann du 17 mai 2011 et son décret d'application du 24 septembre 2012 relatif à la facturation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DEA 018-1471/16/CM du 15 décembre 2016 portant sur la modification du calcul des dégrèvements consécutifs à une fuite d'eau à Gémenos Village ;

- Le règlement de service de l'eau de la commune de Gémenos Village ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence en date du 11 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les dégrèvements supérieurs à 500 m³ doivent être approuvés par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés, les dégrèvements de plus de 500m³ suivants sur la facturation d'eau et d'assainissement du deuxième semestre 2018 à Gémenos Village.

- Mairie de Gemenos – Tennis municipal pour lequel le dégrèvement total est de 19 819.94 euros HT soit 21270.11 euros TTC (soit sur le budget annexe eau de 11 818.32 euros HT / 12 468.33 euros TTC et sur le budget annexe assainissement de 8 001.62 euros HT / 8 801.78 euros TTC) sur une facture n° 2018-3-4616 préalablement établie en date du 1^{er} aout 2018 et faisant apparaître un montant total de 34 369.74 euros HT soit 36 732.56 euros TTC

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits :

- au budget annexe de l'eau 2018 du Territoire Marseille Provence –Natures 70111, 701241, 70123- Sous Politique F 170 – Code 3 DEAEG.
- au budget annexe de l'assainissement 2018 –Natures 706112, 706121-Sous Politique F110 Code 3DEAAG.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 033-5253/18/CM

■ Résiliation d'une convention de mise à disposition du réseau et des ouvrages de distribution d'eau sur le territoire des communes d'Aubagne et de la Penne- sur-Huveaune et mise

**en place d'une Redevance d'Occupation du Domaine Public
MET 18/8976/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le service public de l'eau potable des communes d'Aubagne et de la Penne-sur-Huveaune était exploité par la Société Eaux de Marseille dans le cadre d'un contrat de concession dit « du Canal de Marseille », signé le 29 juin 1960 par la commune de Marseille, dont l'échéance était fixée au 30 juin 2014.

Suite à la création de la Communauté Urbaine, les conventions et contrats initialement passés par la Ville de Marseille ont été transférés à Marseille Provence Métropole.

Dans la perspective de la fin programmée du contrat de concession dit du canal de Marseille, et plus spécifiquement dans celle de la mise en œuvre à dater du 1^{er} juillet 2014 du mode de gestion des deux communes susmentionnées dictée par l'obligation qui leur est faite, conformément à l'article L.2224-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, d'assurer sur tout ou en partie de leur territoire, la distribution de l'eau potable, les services de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et ceux des communes d'Aubagne et de la Penne-sur-Huveaune ont étudié en commun la question spécifique de la mise à disposition du réseau et des ouvrages de distribution d'eau, par la Métropole Aix-Marseille-Provence à ces deux communes - ces derniers ayant fait l'objet de financements croisés ne permettant pas de déterminer avec précision la propriété in fine.

Considérant la complexité des opérations d'estimation de la valeur nette comptable des différents réseaux et ouvrages ainsi que les différents travaux rendus nécessaires pour la séparation des réseaux de la Métropole Aix-Marseille-Provence et des communes d'Aubagne et de la Penne-sur-Huveaune, il est apparu plus opportun aux parties de procéder à la conclusion d'une convention visant à permettre :

- l'inventaire des réseaux et ouvrages concernés,
- la mise à disposition des dits réseaux et ouvrages,
- de définir le montant des annuités qui devaient être versées à la Métropole Aix-Marseille-Provence par les communes d'Aubagne et de la Penne-sur-Huveaune dont la première, égale à 204 375,60 euros au titre de la fraction du remboursement de l'annuité d'emprunt et

- de 200 000 euros au titre de la cession des biens, devait être versée en 2014,
- de définir les conditions de facturation,
- de définir les grands principes relatifs au régime de responsabilité des différentes entités publiques et de leurs délégataires / prestataires associés.

Toute cette démarche conventionnelle visait donc à assurer la continuité du service public de l'eau pour les abonnés des collectivités concernées et organisait ainsi la coopération entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les communes d'Aubagne et de la Penne-sur-Huveaune.

Dans le cadre de cette convention de remise des biens nécessaires à la gestion du service public de l'eau, notifiée le 4 novembre 2014, des démarches administratives et des procès-verbaux relatifs à la patrimonialité devaient être établis contradictoirement pour constater le transfert en pleine propriété des ouvrages, installations et canalisations nécessaires à la gestion du service public de l'eau sur les communes d'Aubagne et de la Penne-sur-Huveaune.

La loi MAPTAM, dite de modernisation de l'action publique et d'affirmation des métropoles promulguée le 27 janvier 2014, et la Loi NOTRe (nouvelle organisation territoriale de la république) publiée le 8 août 2015 au Journal officiel, ont permis d'établir le cadre juridique général de la Métropole Aix-Marseille-Provence et ont de fait, tout à la fois, subrogé cette dernière à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole mais également, transféré la compétence Eau à la Métropole Aix-Marseille-Provence en lieu et place des communes.

Dans ces conditions il avait été convenu de ne pas effectuer les démarches et transferts relatifs à la patrimonialité, la Métropole récupérant in fine la gestion de ce patrimoine aboutissant de fait à priver d'objet la convention initiale qui n'a pas lieu d'être appliquée.

Cette convention n'a donc jamais été appliquée.

Il convient donc aujourd'hui de résilier cette convention pour tenir compte du changement de paysage inter-communal intervenu suite à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Il n'est ainsi plus nécessaire aujourd'hui d'établir les procès-verbaux (prévus à l'article 4 de la convention) constatant le transfert en pleine propriété des ouvrages, installations et canalisations concourants au service public d'adduction d'eau potable. De la même manière, les communes d'Aubagne et de la Penne-sur-Huveaune n'auront plus l'engagement de verser la fraction de remboursement de l'annuité d'emprunt prévu à l'article 5.

En revanche, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, il convient

d'instaurer une Redevance d'Occupation du Domaine Public qui porterait sur les ouvrages d'eau dans un premier temps, gérés par la Société Publique Locale (SPL) Eaux des Collines.

Cette Redevance d'Occupation du Domaine Public sera calculée sur la base des mètres carrés d'emprises au sol et des linéaires de réseaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 relatif à la fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La convention d'affermage du service de l'eau potable du 29 juin 1960 de la commune de Marseille et ses 23 avenants ;
- La délibération AGER 001-607/13/CC du 31 octobre 2013 relative à la Délégation de service public pour l'exploitation du service de l'eau – Approbation du choix du délégataire – Approbation du contrat de délégation de service public et de ses annexes – Approbation du règlement de service ;
- La convention n° 14/1636 relative à la mise à disposition du réseau et des ouvrages de distribution d'eau sur le territoire des communes d'Aubagne et de la Penne-sur-Huveaune notifiée le 4 novembre 2014 ;
- Les contrats de concession portant gestion des services publics de production et de distribution d'eau respectifs entre les communes d'Aubagne et de la Penne-sur-Huveaune avec la SPL Eaux des Collines ;
- L'information du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de résilier la convention de mise à disposition des réseaux et ouvrages de distribution d'eau situés sur leur territoire par la Métropole Aix-Marseille-Provence du 4 novembre 2014, cette convention n'ayant jamais été appliquée ;
- Qu'il convient d'instaurer une Redevance d'Occupation du Domaine Public qui porterait sur les ouvrages d'eau dans un premier temps, gérés par la SPL Eaux des Collines.

Délibère

Article 1 :

Est résiliée la convention n° 14/1636 du 4 novembre 2014 conclue avec la commune d'Aubagne et la commune de la Penne-sur-Huveaune, relative à la mise à disposition des réseaux et ouvrages de distribution d'eau situés sur leur territoire.

Article 2 :

Est approuvée l'instauration d'une Redevance d'Occupation du Domaine Public sur les ouvrages d'eau, gérés par la SPL Eaux des Collines. Les modalités d'application sont décrites en annexe.

Article 3 :

Les recettes correspondantes seront constatées au budget annexe de l'eau du territoire Marseille Provence : Sous-Politique F 170– Nature 7588 – Code gestionnaire : 3DEAET.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 034-5254/18/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation d'une opération pour l'aménagement pluvial de la ZA de la Plaine du Caire à Roquefort-la-Bédoule MET 18/8947/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Lors d'épisodes pluvieux, d'importants ruissellements sont observés sur l'avenue des Carrières et sur la Route d'Aubagne. Ces eaux s'évacuent ensuite vers le nord via un réseau pluvial le long de la route d'Aubagne.

Cette situation est notamment due à l'insuffisance et à la discontinuité du réseau pluvial situé dans la partie ouest de la zone d'activité de la Plaine du Caire.

L'objectif de l'aménagement est de :

- compléter le réseau pluvial dans l'avenue des Carrières,
- aménager un bassin de rétention en bordure de la route d'Aubagne, après le croisement avec l'avenue des Carrières,
- reprendre le réseau pluvial en aval de la route d'Aubagne.

Cet aménagement permettra de limiter les ruissellements et les ravinements dans ce secteur.

Le montant prévisionnel de l'opération est estimé à 1 000 000 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence du 11 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de résoudre les problèmes de ruissellements et de ravinements conséquents et récurrents avenue des Carrières et route d'Aubagne à Roquefort-la-Bédoule.
- Que l'autorisation de programme de cette nouvelle opération doit être créée et affectée.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération 2019/00200 portant sur la réalisation de l'aménagement pluvial de la ZA de la Plaine du Caire

– commune de Roquefort-la-Bédoule, d'un montant de 1 000 000 € TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget Est du Territoire Marseille-Provence - sous politique F180 – nature 4581.

L'échéancier des crédits de paiement s'établit comme suit:

- 2019 = 50 000€
- 2020 = 500 000€
- 2021 = 450 000€

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, de l'Etat, de la Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur, du Conseil Départemental des Bouches du Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 035-5255/18/CM

■ Approbation des nouveaux statuts du Syndicat d'Aménagement du Bassin de l'ARC SABA MET 18/8845/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi du 27 janvier 2014 sur la Modernisation de l'Action Publique territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) a créé la compétence de GEstion des Milieux Aquatiques et de Prévention des Inondations, dite « GEMAPI ». Cette compétence est attribuée aux communes, mais exercée en lieu et place de façon automatique par les EPCI FP depuis le 1er janvier 2018. Les intercommunalités peuvent ensuite déléguer ou transférer tout ou partie de cette compétence à des syndicats mixtes.

Le contenu de cette compétence n'est pas défini de façon littérale dans la loi, mais s'appuie sur les alinéas 1, 2, 5 et 8 de l'article L211-7 du code de l'environnement, à savoir :

1° L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique

2° L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau

5° La défense contre les inondations et contre la mer

8° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée au 1^{er} janvier 2018 pour la GEMAPI aux communes membres du Syndicat d'Aménagement du Bassin de l'Arc – SABA, désormais syndicat mixte.

En effet, historiquement et depuis sa création en 1982, le Syndicat d'Aménagement du Bassin de l'Arc (SABA) est anciennement un syndicat intercommunal regroupant aujourd'hui 25 communes membres des Bouches-du-Rhône et du Var. Désormais, depuis le 1er janvier 2018, le SABA est un syndicat mixte car, en plus des communes, adhèrent désormais deux Établissements Publics de Coopération Intercommunale à fiscalité propre que sont la Métropole Aix-Marseille Provence et l'Agglomération de la Provence Verte.

Le bassin versant de l'Arc couvre en totalité ou partie 33 communes, dont 25 sont membres du Syndicat d'Aménagement du Bassin de l'Arc et dont 23 sont membres et métropolitaines.

Les communes métropolitaines (29 au total) sont :

- Pour les 23 communes membres et métropolitaines : Aix-en-Provence, Beaurecueil, Berre l'Etang, Bouc-Bel-Air, Cabriès, Châteauneuf-Le-Rouge, Coudoux, Eguilles, Fuveau, Gardanne, La Fare-Les-Oliviers, Lançon-Provence, Le Tholonet, Meyreuil, Peynier, Puyloubier, Rousset, Saint-Antonin-sur-Bayon, Saint-Marc-Jaumegarde, Simiane-Collongue, Trets, Velaux, Ventabren,
- Pour les 6 communes non membres et métropolitaines : Vauvenargues, Belcodène, Gréasque, Saint-Savournin, Mimet, Les-Pennes-Mirabeau.

Le bassin de l'Arc est doté d'un Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE), approuvé le 13 mars 2014, qui se positionne comme le socle de la politique de l'Eau sur le territoire. Véritable outil de planification, institué par la loi sur l'eau de 1992, il est une déclinaison du SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) à une échelle plus locale et est doté d'une portée juridique.

Le SABA est animateur du SAGE mais également de deux outils opérationnels qui traduisent les dispositions de ce dernier : le PAPI d'intention du bassin de l'Arc (Programme d'Actions et de Prévention des Inondations), labellisé en décembre 2016, ainsi que le contrat de milieux (ou contrat de rivière) Arc et affluents (3ème contrat de rivière en cours d'élaboration).

L'évolution du SABA par l'arrêté interpréfectoral du 28 décembre 2017 a impliqué que le SABA engage une modification statutaire afin de se mettre en conformité avec la réglementation, en y inscrivant sa transformation en syndicat mixte fermé et en intégrant ses nouveaux membres. Les règles de fonctionnement et de représentativité ont également été révisées.

Au titre de la gestion globale à l'échelle du bassin versant, la Métropole s'est engagée dans une procédure d'adhésion au Syndicat de l'Arc au titre de l'ensemble du territoire concerné par le bassin versant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2121-7, 5211-20, 5215-21, 5218-1 et 5218-7 ;
- Le Code de l'Environnement dans son ensemble, notamment les articles L. 211-7 et L-213-12 et en particulier les articles introduits ou modifiés par :
- La loi n° 2003-699 du 30/07/2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages (titre II « risques naturels »),
- La loi n°2010 -788 du 12 juillet 2010 portant engagements nationaux pour l'environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal n°FAG 001-4256/18 CM du 20 septembre 2018 portant élection de la

Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence

- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du 15 décembre 2016 engageant la Métropole dans une démarche SOCLE ;
- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2016 – 2021 ;
- Le Schéma départemental de coopération intercommunale (SDCI) du Département des Bouches-du-Rhône approuvé par arrêté préfectoral le 20 mars 2017 ;
- La délibération du 19 octobre 2017 actant l'organisation de la compétence GEMAPI au 1er janvier 2018 ;
- Le SOCLE Schéma d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Rapport de présentation et d'état des lieux, premier rapport d'étape septembre 2017 joint en annexe de la délibération du 19 octobre 2017 citée ci-dessus ;
- La délibération du 14 décembre 2017 actant la conservation de l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain abrogeant les délibérations n° HN 056-187/16/CM, HN 088-219/16/CM, HN 108-239/16/CM, HN 129-260/16/CM, HN 143-274/16/CM, HN 157-288/16/CM du Conseil de Métropole du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux six Conseils de Territoire.
- La délibération du 28 juin 2018 actant la définition du programme d'actions 2018-2020 relatif à l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain n° MET 18/7599/CM
- La délibération du 28 juin 2018 actant l'instauration de la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) à compter de l'année 2019 n° MET 18/6426/CM
- L'Arrêté interpréfectoral du 28 décembre 2017 portant représentation substitution de la Métropole Aix Marseille Provence et de la Communauté d'Agglomération Provence Verte au sein du Syndicat d'Aménagement du Bassin de l'Arc pour la compétence GEMAPI ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité d'une gestion intégrée et concertée du grand cycle de l'eau à l'échelle du bassin versant de l'Arc ;
- Que le SABA devait faire évoluer tant les compétences que le périmètre d'action du Syndicat ;
- Qu'au titre de la gestion globale à l'échelle du bassin versant, la Métropole s'est engagée dans une procédure d'adhésion au Syndicat de l'Arc au titre de l'ensemble du territoire concerné par le bassin versant ;
- Que le syndicat a lui-même adopté les nouveaux statuts ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les nouveaux statuts du SABA, ci-annexés.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer les nouveaux statuts du SABA.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 036-5256/18/CM

■ Approbation du retrait des communes du Syndicat d'Aménagement du Bassin de l'ARC (SABA)

MET 18/9593/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi du 27 janvier 2014 sur la Modernisation de l'Action Publique territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) a créé la compétence de GEstion des Milieux Aquatiques et de Prévention des Inondations, dite « GEMAPI ». Cette compétence est attribuée aux communes, mais exercée en lieu et place de façon automatique par les EPCI FP depuis le 1er janvier 2018. Les Intercommunalités peuvent ensuite déléguer ou transférer tout ou partie de cette compétence à des syndicats mixtes.

Le contenu de cette compétence n'est pas défini de façon littérale dans la loi, mais s'appuie sur les alinéas 1, 2, 5 et 8 de l'article L211-7 du Code de l'Environnement, à savoir :

1° L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique

2° L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau

5° La défense contre les inondations et contre la mer

8° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée au 1er janvier 2018 pour la GEMAPI aux communes membres du Syndicat d'Aménagement du Bassin de l'Arc – SABA, désormais syndicat mixte.

En effet, historiquement et depuis sa création en 1982, le Syndicat d'Aménagement du Bassin de l'Arc (SABA) est anciennement un syndicat intercommunal regroupant aujourd'hui 25 communes membres des Bouches-du-Rhône et du Var. Désormais, depuis le 1er janvier 2018, le SABA est un syndicat mixte car, en plus des communes, adhèrent désormais deux Établissements Publics de Coopération Intercommunale à fiscalité propre que sont la Métropole Aix-Marseille Provence et l'Agglomération de la Provence Verte.

Le bassin versant de l'Arc couvre en totalité ou partie 33 communes, dont 25 sont membres du Syndicat d'Aménagement du Bassin de l'Arc et dont 23 sont membres et métropolitaines.

Les communes métropolitaines (29 au total) sont :

- Pour les 23 communes membres et métropolitaines : Aix-en-Provence, Beaucueil, Berre l'Etang, Bouc-Bel-Air, Cabriès, Châteauneuf-Le-Rouge, Coudoux, Eguilles, Fuveau, Gardanne, La Fare-Les-Oliviers, Lançon-Provence, Le Tholonet, Meyreuil, Peynier, Puylobier, Rousset, Saint-Antonin-sur-Bayon, Saint-Marc-Jaumegarde, Simiane-Collongue, Trets, Velaux, Ventabren,
- Pour les 6 communes non membres et métropolitaines : Vauvenargues, Belcodène, Gréasque, Saint-Savournin, Mimet, Les-Pennes-Mirabeau.

L'évolution du SABA par l'arrêté interpréfectoral du 28 décembre 2017 a impliqué que le SABA engage une modification statutaire afin de se mettre en conformité avec la réglementation, en y inscrivant sa transformation en syndicat mixte fermé et en intégrant ses nouveaux membres. Les règles de fonctionnement et de représentativité ont également été révisées.

Au titre de la gestion globale à l'échelle du bassin versant, la Métropole s'est engagée dans une procédure d'adhésion au Syndicat de l'Arc au titre de

l'ensemble du territoire concerné par le bassin versant. Le travail mené aux niveaux politique, technique et juridique, en étroite association avec les parties prenantes, a permis d'aboutir à la rédaction concertée d'un projet de statuts objet d'une délibération présentée au Conseil Métropolitain du 13 décembre 2018.

Ces nouveaux statuts impliquent le retrait des 25 communes membres du Syndicat dont les 23 communes métropolitaines, mais dont la représentation reste toutefois maintenue dans le cadre de la gouvernance, ainsi que l'extension du périmètre d'intervention à l'ensemble du bassin versant de l'Arc.

Par les nouveaux statuts approuvés ce jour au Conseil Métropolitain, le Syndicat est donc constitué de deux membres, la Métropole Aix-Marseille Provence et la Communauté d'Agglomération de Provence Verte, qui contribuent à son objet général par voie statutaire, et également par le biais de conventions à établir à compter de 2019.

Ceci implique également que les conditions financières et patrimoniales de retrait des communes, conformément aux dispositions de l'article L5211-25-1 soient réglées. Au cas particulier l'ensemble des biens, droits et obligations sont attachés aux compétences conservées par les syndicats, et il n'y a donc pas lieu de prévoir une répartition de ceux-ci entre le syndicat et les communes membres.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2121-7, 5211-20, 5215-21, 5218-1 et 5218-7 ;
- Le Code de l'Environnement dans son ensemble, notamment les articles L. 211-7 et L-213-12 et en particulier les articles introduits ou modifiés par :
- La loi n° 2003-699 du 30/07/2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages (titre II « risques naturels »),
- La loi n°2010 -788 du 12 juillet 2010 portant engagements national pour l'environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- La délibération du 15 décembre 2016 engageant la Métropole dans une démarche SOCLE ;
- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2016 – 2021 ;
- Le Schéma départemental de coopération intercommunale (SDCI) du Département des Bouches-du-Rhône approuvé par arrêté préfectoral le 20 mars 2017 ;
- La délibération du 19 octobre 2017 actant l'organisation de la compétence GEMAPI au 1er janvier 2018 ;
- Le Schéma d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau (SOCLE) de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Rapport de présentation et d'état des lieux, premier rapport d'étape septembre 2017 joint en annexe de la délibération du 19 octobre 2017 citée ci-dessus ;
- La délibération du 14 décembre 2017 actant la conservation de l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain abrogeant les délibérations n° HN 056-187/16/CM, HN 088-219/16/CM, HN 108-239/16/CM, HN 129-260/16/CM, HN 143-274/16/CM, HN 157-288/16/CM du Conseil de Métropole du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux six Conseils de Territoire.
- La délibération du 28 juin 2018 actant la définition du programme d'actions 2018-2020 relatif à l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain n° MET 18/7599/CM
- La délibération du 28 juin 2018 actant l'instauration de la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) à compter de l'année 2019 n° MET 18/6426/CM
- L'Arrêté interpréfectoral du 28 décembre 2017 portant représentation substitution de la Métropole Aix Marseille Provence et de la Communauté d'Agglomération Provence Verte au sein du Syndicat Intercommunal du Bassin Versant de l'Arc pour la compétence GEMAPI ;
- La délibération du SABA du 3 décembre 2018, approuvant les statuts du Syndicat de l' ;
- La délibération du SABA du 3 décembre 2018, approuvant le retrait des communes du Syndicat de l'Arc ;
- La délibération au Conseil métropolitain du 13 décembre 2018 approuvant les statuts les statuts du Syndicat de l'Arc.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité d'une gestion intégrée et concertée du grand cycle de l'eau à l'échelle du bassin versant de l'Arc ;
- La nécessité pour le Syndicat de modifier ses statuts et impliquant le retrait des communes ;
- Le travail de concertation entre les membres du Syndicat mené en 2018,
- Qu'au titre de la gestion globale à l'échelle du bassin versant, la Métropole s'est engagée dans une procédure d'adhésion au Syndicat de l'Arc au titre de l'ensemble du territoire concerné par le bassin versant ;
- Que le syndicat a lui-même adopté les nouveaux statuts et approuvé le retrait des communes.

Délibère

Article unique :

Est approuvé le retrait des communes du Syndicat de l'Arc SABA.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 037-5257/18/CM

■ Approbation des nouveaux statuts du Syndicat Intercommunal du Bassin Versant de l'Huveaune (SIBVH) MET 18/8850/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi du 27 janvier 2014 sur la Modernisation de l'Action Publique territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) a créé la compétence de GEstion des Milieux Aquatiques et de Prévention des Inondations, dite « GEMAPI ». Cette compétence est attribuée aux communes, mais exercée en lieu et place de façon automatique par les EPCI FP depuis le 1er janvier 2018. Les Intercommunalités peuvent ensuite déléguer ou transférer tout ou partie de cette compétence à des syndicats mixtes.

Le contenu de cette compétence n'est pas défini de façon littérale dans la loi, mais s'appuie sur les alinéas 1, 2, 5 et 8 de l'article L211-7 du Code de l'Environnement, à savoir :

1° L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique

2° L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau

5° La défense contre les inondations et contre la mer

8° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée au 1^{er} janvier 2018 pour la GEMAPI aux communes membres (Marseille, La Penne sur Huveaune, Aubagne, Roquevaire, Auriol, Saint Zaccharie) du Syndicat Intercommunal du Bassin Versant de l'Huveaune – SIBVH, désormais syndicat mixte.

En effet, historiquement et depuis sa création en 1963 par les 3 communes métropolitaines de Marseille, La Penne-sur-Huveaune et Aubagne, le Syndicat de l'Huveaune intervient initialement pour le compte de ses membres pour assurer des missions de prévention des inondations, au travers de travaux d'entretien des berges. À l'appui de la démarche de Contrat de Rivière dans laquelle il s'est engagé dès 2012 avec les partenaires du territoire, le Syndicat a fait évoluer ses missions au regard des enjeux réglementaires de l'eau (Directive cadre sur l'eau et Directive inondation) mais également des besoins identifiés à l'échelle du bassin versant, notamment liés à l'aménagement du territoire et à la valorisation des usages.

Initialement, les statuts arrêtés au 31/12/13 et en vigueur à ce jour définissent le SIBVH en tant qu'établissement public d'aménagement et de gestion des eaux. A ce titre, les principales missions du SIBVH sont les suivantes :

- **Sur le territoire de ses 7 communes-membres (dont 6 métropolitaines Marseille, La Penne sur Huveaune, Aubagne, Roquevaire, Auriol, Saint Zaccharie) :** travaux sur les cours d'eau dont il a la charge, dans le cadre d'une DIG (gestion des embâcles, entretien de la végétation rivulaire, réhabilitation de berges, travaux hydrauliques divers, etc.)
- **Sur l'ensemble du bassin versant de l'Huveaune (27 communes - 520km²) :**
 - pilotage d'un Contrat de Rivière et d'un PAPI (programme d'actions de prévention des inondations), et plus largement de la gestion intégrée et concertée (qualité eaux, qualité

milieux, inondations, ressources en eau et valorisation)

- Etudes, suivis et schémas directeurs à l'échelle du bassin versant (diagnostics et programmation de projets s'inscrivant dans l'aménagement du territoire)
- accompagnement (assistance technique, conseil, coordination, suivi, etc.) des acteurs du territoire (collectivités, entreprises, particuliers, etc.), stratégie Information Sensibilisation Education Formation

L'évolution du SIBVH par l'arrêté interpréfectoral du 27 décembre 2017 a impliqué que le SIBVH engage une modification statutaire afin de se mettre en conformité avec la réglementation, en y inscrivant sa transformation en Syndicat Mixte fermé et en intégrant ses nouveaux membres. Les règles de fonctionnement et de représentativité ont également été révisées.

De plus, cinq communes Métropolitaines (Saint-Savournin, Cadolive, Peypin, La Destrousse et La Bouilladisse) avaient engagé une procédure d'adhésion qui n'a pu aboutir du fait des échéances aux incertitudes inhérentes à la prise de compétence GEMAPI et au devenir du SIBVH.

Une convention de partenariat « mise en œuvre d'une gestion des milieux aquatiques, prévention des inondations (GEMAPI) et de missions associées » a été signée entre le SIBVH et ces cinq communes

Au titre de la gestion globale à l'échelle du bassin versant, la Métropole s'est engagée dans une procédure d'adhésion au Syndicat de l'Huveaune au titre de l'ensemble du territoire concerné par le bassin versant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2121-7, 5211-20, 5215-21, 5218-1 et 5218-7 ;
- Le Code de l'Environnement dans son ensemble, notamment les articles L. 211-7 et L-213-12 et en particulier les articles introduits ou modifiés par :
- La loi n° 2003-699 du 30/07/2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages (titre II « risques naturels »),

- La loi n°2010 -788 du 12 juillet 2010 portant engagements national pour l'environnement ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération du 15 décembre 2016 engageant la Métropole dans une démarche SOCLE ;

- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2016 – 2021 ;

- Le Schéma départemental de coopération intercommunale (SDCI) du Département des Bouches-du-Rhône approuvé par arrêté préfectoral le 20 mars 2017 ;

- La délibération du 19 octobre 2017 actant l'organisation de la compétence GEMAPI au 1er janvier 2018 ;

- Le Schéma d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau (SOCLE) de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Rapport de présentation et d'état des lieux, premier rapport d'étape septembre 2017 joint en annexe de la délibération du 19 octobre 2017 citée ci-dessus ;

- La délibération du 14 décembre 2017 actant la conservation de l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain abrogeant les délibérations n° HN 056-187/16/CM, HN 088-219/16/CM, HN 108-239/16/CM, HN 129-260/16/CM, HN 143-274/16/CM, HN 157-288/16/CM du Conseil de Métropole du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux six Conseils de Territoire.

- La délibération du 28 juin 2018 actant la définition du programme d'actions 2018-2020 relatif à l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain n° MET 18/7599/CM

- La délibération du 28 juin 2018 actant l'instauration de la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) à compter de l'année 2019 n° MET 18/6426/CM

- L'arrêté interpréfectoral du 28 décembre 2017 portant représentation substitution de la Métropole Aix Marseille Provence et de la Communauté d'Agglomération Provence Verte au sein du Syndicat Intercommunal du Bassin Versant de l'Huveaune pour la compétence GEMAPI ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité d'une gestion intégrée et concertée du grand cycle de l'eau à l'échelle du bassin versant de l'Huveaune ;
- Que le SIBVH devait faire évoluer tant les compétences que le périmètre d'action du Syndicat ;
- Qu'au titre de la gestion globale à l'échelle du bassin versant, la Métropole s'est engagée dans une procédure d'adhésion au Syndicat de l'Huveaune au titre de l'ensemble du territoire concerné par le bassin versant ;
- Que le syndicat a lui-même adopté les nouveaux statuts ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les nouveaux statuts du SIBVH, annexés à la présente délibération.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisée à signer les nouveaux statuts du SIBVH.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 038-5258/18/CM

**■ Approbation du retrait des communes du Syndicat Intercommunal du Bassin Versant de l'Huveaune (SIBVH)
MET 18/9594/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi du 27 janvier 2014 sur la Modernisation de l'Action Publique territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) a créé la compétence de Gestion des Milieux Aquatiques et de Prévention des Inondations, dite « GEMAPI ». Cette compétence est attribuée aux communes, mais exercée en lieu et place de façon automatique par les EPCI FP depuis le 1er janvier 2018. Les Intercommunalités peuvent ensuite déléguer ou transférer tout ou partie de cette compétence à des syndicats mixtes.

Le contenu de cette compétence n'est pas défini de façon littérale dans la loi, mais s'appuie sur les alinéas 1, 2, 5 et 8 de l'article L211-7 du Code de l'Environnement, à savoir :

1° L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique

2° L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau

5° La défense contre les inondations et contre la mer

8° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée au 1^{er} janvier 2018 pour la GEMAPI aux communes membres (Marseille, La Penne sur Huveaune, Aubagne, Roquevaire, Auriol, Saint Zaccharie) du Syndicat Intercommunal du Bassin Versant de l'Huveaune – SIBVH, désormais syndicat mixte.

En effet, historiquement et depuis sa création en 1963 par les 3 communes métropolitaines de Marseille, La Penne-sur-Huveaune et Aubagne, le Syndicat de l'Huveaune intervient initialement pour le compte de ses membres pour assurer des missions de prévention des inondations, au travers de travaux d'entretien des berges. À l'appui de la démarche de Contrat de Rivière dans laquelle il s'est engagé dès 2012 avec les partenaires du territoire, le Syndicat a fait évoluer ses missions au regard des enjeux réglementaires de l'eau (Directive cadre sur l'eau et Directive inondation) mais également des besoins identifiés à l'échelle du bassin versant, notamment liés à l'aménagement du territoire et à la valorisation des usages.

L'évolution du SIBVH par l'arrêté interpréfectoral du 27 décembre 2017 a impliqué que le SIBVH engage une modification statutaire afin de se mettre en conformité avec la réglementation, en y inscrivant sa transformation en Syndicat Mixte fermé et en intégrant ses nouveaux membres. Cette démarche implique

une révision des règles de fonctionnement et de représentativité.

Au titre de la gestion globale à l'échelle du bassin versant, la Métropole s'est engagée dans une procédure d'adhésion au Syndicat de l'Huveaune au titre de l'ensemble du territoire concerné par le bassin versant. Le travail mené aux niveaux politique, technique et juridique, en étroite association avec les parties prenantes, a permis d'aboutir à la rédaction concertée d'un projet de statuts objet d'une délibération présentée au Conseil Métropolitain du 13 décembre 2018.

Ces nouveaux statuts impliquent le retrait des 7 communes membres du Syndicat dont les 6 communes métropolitaines (Marseille, La Penne sur Huveaune, Aubagne, Roquevaire, Auriol, Saint Zacharie), mais dont la représentation reste toutefois maintenue dans le cadre de la gouvernance, ainsi que l'extension du périmètre d'intervention à l'ensemble du bassin versant de l'Huveaune.

Par les nouveaux statuts approuvés ce jour au Conseil Métropolitain, le Syndicat est donc constitué de deux membres, la Métropole Aix-Marseille Provence et la Communauté d'Agglomération de Provence Verte, qui contribuent à son objet général par voie statutaire, et également par le biais de conventions à établir à compter de 2019.

Ceci implique également que les conditions financières et patrimoniales de retrait des communes, conformément aux dispositions de l'article L5211-25-1 soient réglées. Au cas particulier l'ensemble des biens, droits et obligations sont attachés aux compétences conservées par les syndicats, et il n'y a donc pas lieu de prévoir une répartition de ceux-ci entre le syndicat et les communes membres.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2121-7, 5211-20, 5215-21, 5218-1 et 5218-7 ;
- Le Code de l'Environnement dans son ensemble, notamment les articles L. 211-7 et L-213-12 et en particulier les articles introduits ou modifiés par :
- La loi n° 2003-699 du 30/07/2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages (titre II « risques naturels »),
- La loi n°2010 -788 du 12 juillet 2010 portant engagements national pour l'environnement ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du 15 décembre 2016 engageant la Métropole dans une démarche SOCLE ;
- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2016 – 2021 ;
- Le Schéma départemental de coopération intercommunale (SDCI) du Département des Bouches-du-Rhône approuvé par arrêté préfectoral le 20 mars 2017 ;
- La délibération du 19 octobre 2017 actant l'organisation de la compétence GEMAPI au 1er janvier 2018 ;
- Le Schéma d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau (SOCLE) de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Rapport de présentation et d'état des lieux, premier rapport d'étape septembre 2017 joint en annexe de la délibération du 19 octobre 2017 citée ci-dessus ;
- La délibération du 14 décembre 2017 actant la conservation de l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain abrogeant les délibérations n° HN 056-187/16/CM, HN 088-219/16/CM, HN 108-239/16/CM, HN 129-260/16/CM, HN 143-274/16/CM, HN 157-288/16/CM du Conseil de Métropole du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux six Conseils de Territoire.
- La délibération du 28 juin 2018 actant la définition du programme d'actions 2018-2020 relatif à l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain n° MET 18/7599/CM
- La délibération du 28 juin 2018 actant l'instauration de la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) à compter de l'année 2019 n° MET 18/6426/CM
- L'Arrêté interpréfectoral du 28 décembre 2017 portant représentation substitution de la Métropole Aix Marseille Provence et de la Communauté d'Agglomération Provence Verte au sein du Syndicat Intercommunal du Bassin Versant de l'Huveaune pour la compétence GEMAPI ;
- La délibération n° 1 du SIBVH du 28 novembre 2018, approuvant les statuts du Syndicat de l'Huveaune ;
- La délibération n° 2 du SIBVH du 28 novembre 2018, approuvant le retrait des communes du Syndicat de l'Huveaune ;
- La délibération au Conseil métropolitain du 13 décembre 2018 approuvant les statuts les statuts du Syndicat de l'Huveaune.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité d'une gestion intégrée et concertée du grand cycle de l'eau à l'échelle du bassin versant de l'Huveaune ;
- La nécessité pour le Syndicat de modifier ses statuts et impliquant le retrait des communes ;
- Le travail de concertation entre les membres du Syndicat mené en 2018,
- Qu'au titre de la gestion globale à l'échelle du bassin versant, la Métropole s'est engagée dans une procédure d'adhésion au Syndicat de l'Huveaune au titre de l'ensemble du territoire concerné par le bassin versant ;
- Que le syndicat a lui-même adopté les nouveaux statuts et approuvé le retrait des communes ;

Délibère

Article unique:

Est approuvé le retrait des communes du Syndicat de l'Huveaune SIBVH.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 039-5259/18/CM

**■ Approbation des Statuts du Syndicat Mixte Durance-Luberon
MET 18/9488/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article L5218-2 du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018 la Métropole exerce les compétences prévues à l'article L5217-2 du CGCT, que les communes n'avaient pas transféré à leurs anciens EPCI.

Ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2018 et en application du I de l'article L5218-2 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit la compétence « eau et assainissement collectif » en représentation substitution de la commune de Pertuis au sein du Syndicat Mixte Durance Luberon.

Par ailleurs, la prise de compétence « eau » en 2017 par la communauté de communes COTELUB a modifié la composition des membres du Syndicat Durance Luberon, actée par l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2017 portant modification de la composition du Syndicat Durance Luberon et sa transformation en syndicat mixte fermé.

Enfin, la prise de la compétence assainissement collectif et non collectif par la communauté de communes COTELUB, a été prononcée par arrêté préfectoral du 13 juillet 2018.

Par conséquent, de nouveaux statuts, ci-joint, ont été élaborés.

Il convient de faire adopter par le Conseil de la Métropole les nouveaux statuts du Syndicat Mixte Durance Luberon.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5711-1 et suivants, L5211-1 et suivants, L5212-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- L'arrêté préfectoral du 14 février 1990 modifié portant création du syndicat à vocation multiple (sivom) Durance Luberon ;
- L'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2017 constatant une modification du syndicat Durance Luberon et sa transformation en syndicat mixte fermé ;
- L'arrêté préfectoral du 13 juillet 2018 portant modification des statuts de la communauté de communes COTELUB (prise de compétence « assainissement collectif et non collectif » ;
- Les arrêtés inter-préfectoraux du 27 et 30 juillet 2018 constatant une modification dans la composition du syndicat Durance Luberon ;
- La délibération n°2018-001 du comité syndical approuvant les statuts du Syndicat Durance Luberon en date du 5 septembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les statuts du syndicat mixte fermé Durance-Luberon annexés.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les statuts du Syndicat Mixte Durance Luberon annexés.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer tous les actes relatifs à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 040-5260/18/CM

**■ Participation actionnariale à la SPL L'Eau des collines - Remontée de la compétence Eau au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Cession de 2/3 des actions au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile - Modification de la composition du conseil d'administration - Désignation des représentants
MET 18/7649/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 17 janvier 2013, la Communauté du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, les communes d'Aubagne, de La Penne-sur-Huveaune, de Saint-Zacharie et de Cuges-les-Pins ont créé une Société Publique Locale conformément à l'article L.1531-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, par délibérations conjointes en date du 19 décembre 2012, du 10 décembre 2012, du 20 décembre 2012, du 27 décembre 2012.

Il résulte des statuts de cette Société Publique Locale, dénommée "L'Eau des Collines" que cette dernière peut notamment intervenir pour exercer :

"- La gestion du service de production, de transport, et de distribution de l'eau potable ainsi que la protection des points de prélèvements pour le compte de ses

actionnaires et sur le territoire des collectivités territoriales et des groupements de collectivités territoriales qui en sont membres",

[mais également]:

"- la gestion du service d'assainissement collectif pour le compte de ses actionnaires et sur le territoire des collectivités territoriales et des groupements de collectivités territoriales qui en sont membres".

Depuis sa création, la SPL L'Eau des Collines est ainsi chargée de:

- la gestion du service public d'assainissement collectif des communes dites de l'Etoile et de l'assainissement non collectif sur l'ensemble des 12 communes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile depuis le 1^{er} janvier 2014 ;
- la gestion du service public d'eau potable des communes d'Aubagne et de La Penne-sur-Huveaune depuis le 1^{er} juillet 2014 ;
- la gestion de la station d'épuration d'Auriol/Saint-Zacharie et du collecteur associé depuis le 1^{er} août 2016 ;
- la gestion du service public d'assainissement collectif des communes dites de l'ex-GHB intégrant Saint-Zacharie à compter du 1^{er} janvier 2017 ;
- la gestion du service public d'eau potable de Cuges-les-Pins à compter du 10 février 2017.

Parallèlement, les lois n° 2014-58 du 27 janvier 2014 portant modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles et n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, ont créé la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2016, qui, compétente *ab initio* sur l'assainissement, s'est substituée dans les droits et obligations de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Cette substitution s'est traduite *via* le remplacement de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la fois comme actionnaire de la Société Publique Locale "L'Eau des Collines" mais également, comme cocontractante de cette dernière dans les contrats portant gestion du service public d'assainissement.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence voit sa compétence s'étendre à l'Eau pour les Communes en ayant conservé l'exercice à défaut de transfert préalable à leur Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) de rattachement.

Se faisant, conformément aux dispositions croisées des articles L.1521-1 et L.1531-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, dans l'hypothèse :

"d'une commune actionnaire d'une société d'économie mixte locales dont l'objet social s'inscr[rait] dans le cadre d'une compétence intégralement transférée à un établissement public de coopération intercommunale ou que la loi attribue à la métropole, [celle-ci] peut continuer à participer continuer à participer au capital de cette société à condition qu'elle cède à l'établissement public de coopération intercommunale [...] plus des deux tiers des actions qu'elle détenait

antérieurement au transfert de compétences".

De ce fait, les communes présentes au sein de l'actionnariat doivent céder deux tiers de leur participation au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence (établissement public de coopération intercommunale) désormais détentrice de la compétence eau.

Les statuts de la SPL font état dans le préambule d'une participation capitalistique des communes d'Aubagne, de La Penne-sur-Huveaune, de Saint-Zacharie et de Cuges-les-Pins comme suit:

Actionnaires	Nombre d'actions	Capital
METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE	50 012	500 120€
AUBAGNE	22 313	223 130€
LA PENNE-SUR-HUVEAUNE	3 056	30 560€
SAINT-ZACHARIE	2 323	23 230€
CUGES-LES-PINS	2 296	22 960€

Les communes doivent donc céder à la Métropole Aix-Marseille-Provence 2/3 de leurs participations capitalistiques respectives soit 19 994 actions d'une valeur nominale de 10€, ventilées en (14 876 actions pour Aubagne, 2 038 pour La Penne-sur-Huveaune, 1 549 actions pour Saint-Zacharie et 1531 actions pour

Cuges-les-Pins) pour une valeur de 199 940€. La participation capitalistique de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'établira donc après cession à 70 006 actions pour une valeur de 700 060 € conformément à la répartition suivante :

Actionnaires	Nombre d'actions	Capital
METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE	70 006	700 060€
AUBAGNE	7 437	74 370€
LA PENNE-SUR-HUVEAUNE	1 018	10 180€
SAINT-ZACHARIE	774	7 740€
CUGES-LES-PINS	765	7 650€

Les dispositions statutaires évoluent s'agissant de la composition du Conseil d'administration qui voit le nombre d'administrateurs passer à 17 comme suit :

Actionnaires	Nombre de sièges	
	Anciennement	Nouvellement
METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE	7	12

AUBAGNE	3	2
LA PENNE-SUR-HUVEAUNE	1	1
SAINT-ZACHARIE	1	1
CUGES-LES-PINS	1	1

Ainsi, il est proposé :

1. De prendre la décision d'acter le rachat des actions à Aubagne, la Penne-sur-Huveaune, Saint-Zacharie et Cuges-les-Pins de la Société Publique Locale "L'Eau des Collines" soit 19 994 actions ventilées en (14 876 actions pour Aubagne, 2 038 pour La Penne-sur-Huveaune 1 549 actions pour Saint-Zacharie et 1 531 actions pour Cuges-les-Pins) pour une valeur nominale de 10 € l'action soit un total de 199 940 € ;

2. D'approuver la nouvelle composition du Conseil d'Administration comme décrite avec un nombre d'administrateurs porté à 17 et d'adopter les statuts ainsi modifiés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après:

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 1524-5 et R 1524-2 à R 1524-6 ;
- Le Code de Commerce ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 10 décembre 2018.

**Où il le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le rachat des actions à Aubagne, La Penne-sur-Huveaune, Saint-Zacharie et Cuges-les-Pins de la Société Publique Locale "L'Eau des Collines" soit 19 994 actions ventilées en (14 876 actions pour Aubagne, 2 038 pour La Penne-sur-Huveaune, 1 549 actions pour Saint-Zacharie et 1531 actions pour Cuges-les-Pins) pour une valeur nominale de 10€ l'action soit un total de 199 940€ auxquels s'ajoutent 0,10 % de droits d'enregistrement soit 199,94€ euros arrondi à 200€, aboutissant à la ventilation du capital comme suit :

Actionnaires	Nombre d'actions	Capital
METROPOLE AIX MARSEILLE PROVENCE	70 006	700 060€
AUBAGNE	7 437	74 370€
LA PENNE-SUR-HUVEAUNE	1 018	10 180€€
SAINT-ZACHARIE	774	7 740€
CUGES-LES-PINS	765	7 650€

Article 2 :

Est approuvée la nouvelle composition du Conseil d'administration comme suit :

Actionnaires	Nombre de sièges		Répartition du capital
	Anciennement	Nouvellement	
METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE	7	12	87.5%
AUBAGNE	3	2	9.3%
LA PENNE-SUR-HUVEAUNE	1	1	1.3%
SAINT-ZACHARIE	1	1	1%
CUGES-LES-PINS	1	1	0.9%

Article 3 :

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Sont adoptés les Statuts ainsi modifiés ci-annexés.

Article 4 :

Le Conseil de Métropole complète le nombre des administrateurs déjà désignés par délibération n°FAG 038-837/16/CM en date du 19 septembre 2016 à savoir :

- Sylvia BARTHELEMY
- Gérard GAZAY
- Bernard DESTROST
- Christine CAPDEVILLE en remplacement de Pierre MINGAUD
- Roland GIBERTI
- Alain ROUSSET
- Pierre COULOMB

Et désigne donc en complément Monsieur / Madame :

- Philippe GINOUX – titulaire CA
- Jean-Marie LEONARDIS – titulaire CA
- Serge PEROTTINO – titulaire CA
- Carine ROGER – titulaire CA
- Jules SUSINI – titulaire CA
- Roland GIBERTI – titulaire AG

Article 5 :

Les dépenses seront constatées au Budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitre 26.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer les documents et actes relatifs à cette cession.

DEA 041-5261/18/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation d'une opération pour la réalisation de travaux sur le réseau d'assainissement sanitaire dans la perspective de l'accueil des Jeux Olympiques en 2024

MET 18/8966/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Ville de Marseille accueillera les épreuves de voile des Jeux Olympiques de 2024. La Métropole Aix-Marseille-Provence, au titre de ses compétences, s'associe à l'ensemble des organisateurs, pour cette manifestation. L'accueil des sportifs et des spectateurs, à l'occasion de la préparation et du déroulement de cet événement, créent de nouveaux besoins en termes d'assainissement sanitaire.

Par ailleurs, la Ville de Marseille inscrit l'accueil des Jeux Olympiques dans un projet de développement pérenne des activités nautiques sur le Parc balnéaire du Prado avec notamment l'organisation annuelle de la coupe du monde de voile.

Par conséquent, la réalisation d'études et de travaux sur le réseau d'assainissement sanitaire sera nécessaire afin de garantir une collecte satisfaisante des eaux usées générées et de protéger la qualité des eaux littorales.

Des superstructures événementielles et définitives seront raccordées au réseau d'assainissement sanitaire. La capacité d'accueil et la situation de ces installations ne sont pas connues précisément à ce jour.

Les opérations pressenties pour la protection des eaux littorales concernant, pour leur part sanitaire :

- L'équipement des avaloirs (barreaudages, ...) afin de piéger les déchets entraînés par le ruissellement sur voirie ;
- L'équipement du déversoir d'eau unitaire du Prado afin de faciliter son « nettoyage » après les pluies ;
- L'optimisation des ouvrages de déversements unitaires ayant un impact sur le parc balnéaire (déversoir Brossolette et Laser, collecteur 18 Bis,...) ;
- Renforcement et sécurisation des maillages du réseau pluvial vers le réseau sanitaire pour les eaux de lavage de voirie et les ruissellements de faibles pluies.

Des études préliminaires seront réalisées afin de répondre aux besoins futurs et d'assurer une optimisation financière des travaux.

Ces opérations permettront de satisfaire aux besoins futurs créés par l'accueil des Jeux Olympiques et le développement pérenne des activités nautiques.

Le montant prévisionnel des études et travaux est estimé à 1 200 000,00 €H.T. répartis sur les années 2019 à 2023, répartis en :

- 300 000€HT : part études
- 900 000€HT : part travaux

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code de la Santé Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence du 11 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire que la Métropole puisse accueillir les épreuves des Jeux Olympiques 2024 dans de bonnes conditions, et notamment s'assurer que les besoins en assainissement sanitaire seront satisfaits ;
- Qu'il est nécessaire de répondre aux besoins futurs créés par le développement de l'activité nautique sur le site du Parc Balnéaire du Prado ;
- Qu'il est nécessaire d'engager dans les meilleurs délais les études et travaux pour garantir un assainissement sanitaire satisfaisant lors de l'évènement JO 2024 et lors d'évènements futurs ;
- Qu'il convient de créer et d'affecter une opération spécifique pour ces opérations.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation d'une opération 2019/02300 pour la réalisation de travaux sur le système d'assainissement sanitaire, dans la perspective de l'accueil des Jeux Olympiques 2024, et de l'accroissement pérenne des activités sur le site du Parc Balnéaire du Prado, d'un montant de 1 200 000,00 euros HT.

Article 2 :

Les crédits de paiement affectés à cette opération seront inscrits au budget annexe de l'assainissement du Territoire Marseille Provence - sous politique F110 – nature 2031 et 2315.

Les dépenses prévisionnelles seront les suivantes :

- Année 2019 : 200 000 €HT ;
- Année 2020 : 300 000 €HT ;
- Année 2021 : 300 000 €HT ;
- Année 2022 : 200 000 €HT ;
- Année 2023 : 200 000 €HT.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, de l'Etat, de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, du Département des Bouches-du-Rhône, de l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse, et de tout autre organisme et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 042-5262/18/CM

**■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement "Extension renouvellement mise en conformité de réseaux et ouvrages" du territoire Istres-Ouest Provence
MET 18/9222/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° FAG 037-2695/17/CM du 19 octobre 2017, le Conseil de la Métropole a approuvé la mise en autorisation de programme des opérations d'investissement au Budget Eau.

L'opération d'investissement n° 2017502700 « Extension renouvellement mise en conformité de réseaux et ouvrages » inscrite au Budget Annexe Eau du territoire Istres-Ouest Provence, enregistrée dans l'autorisation de programme n° 175120 EA – EAU a été affectée pour un montant de 12 060 263,03 € HT.

Cependant, le programme de travaux sur les réseaux d'eau potable du territoire Istres-Ouest Provence étant révisé annuellement en fonction des compte-rendus d'études et des imprévus lors de travaux sur les réseaux, il est nécessaire de réviser l'opération pour un montant de 5 719 617,37 € HT

Cette révision porte le montant de l'opération n° 2017502700 à 17 779 880,40 € HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 5 719 617,37 € HT de l'opération « Extension renouvellement mise en conformité réseaux et ouvrages » afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 5 719 617,37 € HT de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2017502700 « Extension renouvellement mise en conformité réseaux et ouvrages » rattachée au programme n° 12 « EAU » code AP 175120 EA portant le montant total de l'opération à 17 779 880,40 € HT.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Annexe Eau 2019 du territoire Istres-Ouest Provence selon l'échéancier prévisionnel des crédits de paiement suivant :

Mandaté antérieur : 2 869 375,07 € HT
CP 2018 : 8 496 621,45 € HT
CP 2019 : 6 413 883,88 € HT

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Tourisme,
valorisation du patrimoine"***

TVP 001-5263/18/CM

**■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement "Tourisme" du Territoire du Pays d'Aix
MET 18/9262/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'enjeu de l'opération est de promouvoir les services des communes et l'itinéraire à vélo afin de donner envie aux itinérants de s'arrêter pour consommer au cœur des villages et de visiter d'autres communes de l'itinéraire.

Il s'agit pour cela de développer 22 panneaux RIS (Relais d'Information Services) dans les communes traversées par l'itinéraire du Pays d'Aix à Vélo. L'objectif est ainsi de jalonner les 3 itinéraires en fonction de leur ouverture.

L'opération d'investissement DI605AP « Tourisme, pays d'Aix à vélo » inscrite au budget de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix doit être révisée et augmentée d'un montant de 90 000 € T.T.C.

Cette révision porte le montant de l'opération DI605AP « Tourisme, pays d'Aix à vélo » de 150 000 € T.T.C à 240 000 € T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° FAG062-3081/17/CM du 14 décembre 2017 du Conseil de la Métropole portant ouvertures, affectations et modifications d'autorisations de programme du Pays d'Aix ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil du Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant de + 90 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI605AP « Tourisme, pays d'Aix à vélo » afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision d'un montant de 90 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI605AP « Tourisme, pays d'Aix à vélo ».
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI605AP « Tourisme, pays d'Aix à vélo » pour un montant de 90 000 € T.T.C.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

DI605AP « Tourisme, pays d'Aix à vélo »

Montant initial de l'AP : 150 000 € T.T.C

Révision de l'AP : + 90 000 € T.T.C

Montant final de l'AP : 240 000 € T.T.C

CP 2018 : 75 000 € T.T.C.

CP 2020 : 50 000

€ T.T.C

CP 2019 : 65 000 € T.T.C.

RAF : 50 000 €

T.T.C.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TVP 002-5264/18/CM

**■ Adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Comité Régional de Tourisme (CRT) Provence-Alpes-Côte d'Azur et paiement de la cotisation 2019
MET 18/8462/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Comité Régional de Tourisme Provence-Alpes-Côte d'Azur (CRT PACA), constitué à l'initiative du Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur sous forme d'une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, assure la préparation et la mise en œuvre des actions de promotion touristique de la destination Provence-Alpes-Côte d'Azur en France et à l'étranger.

A ce titre, il élabore des programmes de promotion touristique de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur en France et à l'étranger. Il fédère les partenaires institutionnels, notamment départementaux, et les partenaires privés, pour la mise en œuvre de ses programmes pour les actions de promotion et de communication, notamment ceux liés au Contrat de Marque « Provence », défini par la Région et copiloté avec l'Agence de Développement Touristique (ADT) des Bouches-du-Rhône en partenariat avec les ADT des Alpes de Haute-Provence, du Var et du Vaucluse.

Il peut également s'associer avec des départements ou des régions limitrophes pour entreprendre des opérations d'intérêt interrégional, national, européen ou international.

Eu égard aux actions et objectifs poursuivis par le CRT PACA, et compte tenu de sa compétence en matière de promotion du tourisme, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite adhérer au CRT PACA.

Pour l'année 2019, le montant de la cotisation est de 100 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°TVP 001-2841/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les compétences liées au tourisme

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'objectif de la Métropole Aix-Marseille-Provence est de favoriser le rayonnement touristique du territoire en France et à l'étranger

- Que le Comité Régional de Tourisme Provence-Alpes-Côte d'Azur (CRT PACA) assure la préparation et la mise en œuvre des actions de promotion touristique de la destination Provence-Alpes-Côte d'Azur en France et à l'étranger ;
- Qu'il convient d'adhérer au CRT PACA et d'approuver le montant de la cotisation 2019 afférente à cette adhésion ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Comité Régional de Tourisme Provence-Alpes-Côte d'Azur pour l'année 2019 et le paiement de la cotisation correspondante d'un montant de 100 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence Sous-politique B330 – Nature 6281 – Fonction 64.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Mer, Littoral et Ports, protection et mise en valeur des espaces maritimes et naturels"

MER 001-5265/18/CM

**■ Approbation des Redevances d'Occupation du Domaine Public Maritime Portuaire et Prestations Annexes pour l'année 2019 sur le Territoire Marseille-Provence
MET 18/8745/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence compétente, en création, aménagement et gestion de zones d'activité portuaire, gère 28 ports de plaisance représentant 9 200 postes à flot. Ainsi, Le 1er janvier 2016, elle a intégré les 24 ports de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, aujourd'hui Territoire Marseille Provence; en outre, le 1er janvier 2018, 4 ports communaux sont devenus métropolitains; 2 situés sur le Territoire d'Istres Ouest Provence et 2 sur celui du Pays salonnais.

Ces ports font l'objet de 2 budgets annexes l'un dédié aux ports issus du Territoire Marseille-Provence, l'autre concernant les ports transférés des communes.

L'occupation des terrains et plans d'eau situés sur le domaine public portuaire transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence, ainsi que les prestations annexes, donnent lieu au paiement de redevances par les usagers dont les montants sont fixés annuellement par cette dernière après consultation des Conseils Portuaires. Ces tarifs sont exprimés en euros hors taxes.

Ces redevances sont essentielles au budget annexe des ports du territoire Marseille-Provence.

Afin de compenser l'évolution mécanique des dépenses (inflation annuelle), il est proposé d'appliquer pour 2019 aux redevances d'occupation une augmentation minimale de 2,1%, fondée sur l'ICHTE (coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Eau, assainissement, déchets, dépollution) étant précisé que l'indice des prix à la consommation a augmenté de 2,3% et que les indices afférents aux travaux publics et maritimes (TP02, TP06b, TP07b) évoluent entre 3 et 3,8%.

Cette augmentation de 2,1% proposée pour l'année 2019 portera sur l'ensemble des redevances à savoir : occupation annuelle de postes à flot, terre-plein, carénage et prestations diverses.

Sur les redevances afférentes au passage et à l'occupation des postes à flot, l'augmentation s'applique sans pouvoir excéder le tarif actuel le plus élevé.

L'ensemble de ces redevances a été présenté aux Conseils Portuaires, les observations émises ont été prises en compte.

Pour information, les périmètres et services portuaires dont la gestion a été déléguée ne sont pas concernés par cette démarche; les montants des redevances les concernant étant définis par contrat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales
- Le CG3P ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le procès-verbal n°FAG 001-4256/18 CM du 20 septembre 2018 portant élection de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille Provence est compétente en matière de gestion des ports de plaisance;
- Qu'il convient d'adopter les redevances d'occupation du domaine public portuaire du Territoire Marseille Provence relevant de la compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'année 2019
- Les avis émis par les Conseillers portuaires ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées pour l'année 2019, les redevances, ci-annexées, afférentes aux occupations du domaine public portuaire et aux prestations annexes applicables au sein des ports métropolitains au sein du territoire Marseille Provence.

Article 2 :

Les recettes seront constatées au budget annexe Ports.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MER 002-5266/18/CM

■ Approbation des Redevances d'Occupation du Domaine Public Maritime Portuaire et Prestations Annexes pour l'année 2019 pour le Territoire du Pays Salonais

MET 18/8862/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence compétente, en création, aménagement et gestion de zones d'activité portuaire, gère 28 ports de plaisance représentant 9 200 postes à flot. Ainsi, Le 1er janvier 2016, elle a intégré les 24 ports de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, aujourd'hui Territoire Marseille Provence; en outre, le 1er janvier 2018, 4 ports communaux sont devenus métropolitains; 2 situés sur le Territoire d'Istres Ouest Provence et 2 sur celui du Pays salonais.

Ces ports font l'objet de 2 budgets annexes l'un dédié aux ports issus du Territoire Marseille-Provence, l'autre concernant les ports transférés des communes.

L'occupation des terrains et plans d'eau situés sur le domaine public portuaire transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence, ainsi que les prestations annexes, donnent lieu au paiement de redevances par les usagers dont les montants sont fixés annuellement par cette dernière après consultation des Conseils Portuaires. Ces tarifs sont exprimés en euros hors taxes.

Ces redevances sont essentielles au budget annexe des ports du territoire du Pays Salonais, qui comprend le Port Albert Samson à Berre l'étang et le Port Beau Rivage à Saint Chamas.

Afin de compenser l'évolution mécanique des dépenses (inflation annuelle), il est proposé d'appliquer pour 2019 aux redevances d'occupation une augmentation minimale de 2,1%, fondée sur l'ICHTE (coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Eau, assainissement, déchets, dépollution) étant précisé que l'indice des prix à la consommation a augmenté de 2,3% et que les indices afférents aux travaux publics et maritimes (TP02, TP06b, TP07b) évoluent entre 3 et 3,8%.

Cette augmentation de 2,1% proposées pour l'année 2019 portera sur l'ensemble des redevances des postes à flot gérés en régie à savoir: occupation annuelle de postes à flot, carénage, passage...

L'ensemble de ces redevances a été présenté aux Conseils Portuaires, les observations émises ont été prises en compte.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales
- Le CG3P ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le procès-verbal n°FAG 001-4256/18 CM du 20 septembre 2018 portant élection de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille Provence est compétente de plein droit en matière de gestion des ports de plaisance;
- Qu'il convient d'adopter les redevances d'occupation du domaine public portuaire du Territoire du Pays Salonais relevant de la compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'année 2019;
- Les avis émis par les Conseillers portuaires;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées pour l'année 2019, les redevances, ci-annexées, afférentes aux occupations du domaine public portuaire et aux prestations annexes applicables au sein des ports métropolitains au sein du territoire du Pays salonais.

Article 2

Les recettes seront constatées au budget annexe Port-Ouest.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MER 003-5267/18/CM

**■ Approbation des Redevances d'Occupation du
Domaine Public Maritime Portuaire et Prestations
Annexes pour l'année 2019 sur le Territoire Istres
Ouest-Provence
MET 18/8860/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence compétente, en création, aménagement et gestion de zones d'activité portuaire, gère 28 ports de plaisance représentant 9 200 postes à flot. Ainsi, Le 1er janvier 2016, elle a intégré les 24 ports de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, aujourd'hui Territoire Marseille Provence; en outre, le 1er janvier 2018, 4 ports communaux sont devenus métropolitains; 2 situés sur le Territoire d'Istres Ouest Provence et 2 sur celui du Pays salonnais.

Ces ports font l'objet de 2 budgets annexes l'un dédié aux ports issus du Territoire Marseille-Provence, l'autre concernant les ports transférés des communes.

L'occupation des terrains et plans d'eau situés sur le domaine public portuaire transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence, ainsi que les prestations annexes, donnent lieu au paiement de redevances par les usagers dont les montants sont fixés annuellement par cette dernière après consultation des Conseils Portuaires. Ces tarifs sont exprimés en euros hors taxes.

Ces redevances sont essentielles au budget annexe des ports du territoire Istres Ouest-Provence, qui comprend le Port Abri du Rhône à Port Saint Louis du Rhône et le port des Heures Claires à Istres.

Afin de compenser l'évolution mécanique des dépenses (inflation annuelle), il est proposé d'appliquer pour 2019 aux redevances d'occupation une augmentation minimale de 2,1%, fondée sur l'ICHTE (coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Eau, assainissement, déchets, dépollution) étant précisé que l'indice des prix à la consommation a augmenté de 2,3% et que les indices afférents aux travaux publics et maritimes (TP02, TP06b, TP07b) évoluent entre 3 et 3,8%.

Cette augmentation de 2,1% proposée pour l'année 2019 portera sur l'ensemble des redevances des postes à flot gérés en régie directe à savoir: occupation annuelle de postes à flot, carénage, passage...

L'ensemble de ces redevances a été présenté aux Conseils Portuaires, les observations émises ont été prises en compte.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales
- Le CG3P ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le procès-verbal n°FAG 001-4256/18 CM du 20 septembre 2018 portant élection de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille Provence est compétente de plein droit en matière de gestion des ports de plaisance ;
- Qu'il convient d'adopter les redevances d'occupation du domaine public portuaire du Territoire Istres Ouest Provence relevant de la compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'année 2019 ;
- Les avis émis par les Conseillers portuaires;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées pour l'année 2019, les redevances, ci-annexées, afférentes aux occupations du domaine public portuaire et aux prestations annexes applicables au sein des ports métropolitains du Territoire Istres Ouest Provence.

Article 2

Les recettes seront constatées au budget annexe Port-Ouest.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MER 004-5268/18/CM

**■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement relative aux consignes sanitaires
MET 18/8677/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du Livre Bleu voté le 28 juin 2018, les consignes sanitaires sont identifiées comme l'un des sites métropolitains les plus emblématiques.

Il est constitué de deux bâtiments, l'un du XVIIIe, l'autre du XIXe, d'environ 500 m² chacun, donnant sur une vaste esplanade ouverte sur le plan d'eau.

Sa localisation, au centre des trois pôles d'attraction touristiques principaux de la ville Vieux Port/Panier/MUCEM et sa configuration permettent d'y envisager plusieurs valorisations.

Sa vocation évidente, vu sa position stratégique et sa qualité architecturale, est l'événementiel maritime.

Il est considéré comme « l'équipement manquant » de la politique publique maritime et portuaire depuis de nombreuses années. C'était déjà vrai à l'échelle de la ville de Marseille, puis de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, ça l'est encore plus à l'échelle de la Métropole pour laquelle une « Maison de la Mer », positionnée sur ce site, pourrait constituer un signal fort traduisant les nouvelles ambitions dans ce domaine.

La perspective des JO 2024, qui nécessiteront de disposer d'espaces de qualité pour accompagner les épreuves et les délégations, ne vient que renforcer cette évidence.

Il convient, en vue de la valorisation de ce site, de lancer dans un premier temps un appel à projet pour la réhabilitation et l'aménagement des consignes sanitaires situées sur le Vieux Port de Marseille.

L'opération d'investissement n° 2019001300 « Consignes sanitaires », d'un montant de 50 000 euros TTC doit être affectée afin d'en permettre la réalisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 50 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2019001300 « Consignes sanitaires » pour un montant de 50 000 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaire sont inscrits au budget 2019 de la Métropole

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

Année 2019 : 50 000 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Voirie, Espaces
Publics et Grands équipements
métropolitains"***

VOI 001-5269/18/CM

**■ Présentation du rapport d'activité 2017 du
délégataire de service public pour le Tunnel Prado
Carénage à Marseille
MET 18/8738/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Maire de la Ville de Marseille, autorisé à signer par délibération n°90/163/E du 5 mars 1990 du Conseil Municipal, a conclu le contrat de concession de service public avec la Société Marseillaise du Tunnel Prado Carénage (SMTPC), et confié à cette dernière le financement, la construction et l'exploitation du Tunnel Prado Carénage pour une durée de 32 ans.

La Communauté urbaine de Marseille Provence Métropole en application des règles relatives aux transferts de compétences, s'est substituée à la Ville de Marseille en 2003 et jusqu'au 31 décembre 2015.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, en application de ces mêmes règles, s'est substituée à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, à compter du 1^{er} janvier 2016, date de sa création. Elle exerce, à ce jour, la compétence voirie et signalisation sur l'ensemble du périmètre du Conseil de territoire Marseille Provence. A ce titre, il lui revient la gestion des tunnels routiers sur ce même territoire.

Conformément à l'article L1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire produit, chaque année, avant le 1^{er} juin, un rapport comportant notamment les données comptables retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et dont le contenu est précisé à l'article R14.1411-7 du même code et au chapitre VII (articles 48 à 53 du contrat de concession).

Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services de la Métropole Aix-Marseille-Provence dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Le rapport annuel relatif à l'exercice 2017 contient les informations exigées par le contrat de concession de service public et par le code général des collectivités territoriales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°90/163/E du 5 mars 1990 du Conseil Municipal de la Ville de Marseille, autorisant le Maire de Marseille à signer le contrat de concession du Tunnel Prado Carénage ;
- Le contrat de concession n°90-493 du 27 septembre 1990 dont est titulaire la Société Marseillaise du Tunnel Prado Carénage ;
- Le rapport d'activité afférent à l'année 2017, produit par la Société Marseillaise du Tunnel Prado Carénage (SMTPC) ;
- La synthèse et l'analyse de ce rapport effectuées par les services de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 11 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel d'activité 2017 a été remis par le concessionnaire, la Société Marseillaise du Tunnel Prado Carénage.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport annuel du délégataire pour l'année 2017, remis par la Société Marseillaise du Tunnel Prado Carénage, relatif à la concession n° 90/493 du Tunnel Prado Carénage à Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 002-5270/18/CM

■ Présentation du rapport d'activité 2017 du délégataire de service public pour le Tunnel Prado Sud à Marseille (8ème et 10ème arrondissements) MET 18/8739/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole exerçait la compétence voirie et signalisation sur l'ensemble de son territoire. A ce titre, il lui revenait la gestion des tunnels routiers sur le territoire communautaire.

Par délibération VOI 001-242/08/CC du 8 février 2008 ont été approuvés le choix du délégataire de service public (la Société Prado Sud) ainsi que le contrat de concession n° 08/030 relatif à la réalisation et à l'exploitation du Tunnel Prado sud.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, en application des transferts de compétences, s'est substituée à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, à compter du 1^{er} janvier 2016, date de sa création.

Conformément à l'article L1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire produit chaque année, avant le 1^{er} juin, un rapport comportant notamment les données comptables retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et dont le contenu est précisé à l'article R14.1411-7 du même code et au chapitre 6 (articles 6.1 à 6.3 du contrat de concession).

Le rapport du délégataire pour l'exercice 2017, a fait l'objet d'une analyse de la part des services communautaires dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Le rapport annuel relatif à l'exercice 2017 contient les informations exigées par le contrat de concession de service public et par le code général des collectivités territoriales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération VOI 001-242/08/CC du 8 février 2008, portant approbation du choix du délégataire et du contrat de concession de service public concernant le Tunnel Prado Sud à Marseille (8^{ème} et 10^{ème} arrondissements) ;
- La délibération FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de concession n°08/030 du 6 mars 2008, notifié au titulaire, la Société Prado Sud, le 14 mars 2008 ;
- Le rapport d'activité afférent à l'année 2017, produit par la Société Prado Sud ;
- La synthèse et l'analyse de ce rapport effectuées par les services de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 11 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel d'activité 2017 a été remis dans les délais impartis par le concessionnaire, la Société Prado Sud.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport annuel du délégataire pour l'année 2017, remis par la Société Prado Sud, relatif à la concession n°08/030 du Tunnel Prado Sud à Marseille (8^{ème} et 10^{ème} arrondissements).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 003-5271/18/CM

**■ Approbation des tarifs, taxes et redevances applicables aux droits de voirie liés à l'occupation temporaire et permanente du domaine public métropolitain sur le Territoire Marseille-Provence pour l'année 2019
MET 18/8806/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés.

Au 1^{er} janvier 2016, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, à laquelle la Métropole Aix-Marseille-Provence est désormais substituée, était compétente en matière de « construction, aménagement, entretien de voirie et signalisation ».

En application des articles L. 2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et L. 2331-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, toute occupation ou utilisation du domaine public d'une personne publique donne lieu au paiement d'une redevance.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence perçoit des droits d'occupation et des droits de voirie correspondant à des occupations permanentes ou temporaires par des ouvrages ou des travaux réalisés sur son domaine.

Conformément à l'article L. 2125-3 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, la Métropole détermine librement le tarif payé au titre de cette occupation et tient compte des avantages de toute nature procurés à l'occupant, qu'il soit ou non autorisé à occuper le domaine par un titre.

Dans une optique de meilleure valorisation du patrimoine public et compte tenu de l'augmentation des charges afférentes à la création, à la gestion et à l'entretien de la voirie, il apparaît opportun d'augmenter de 2% l'ensemble de ces droits applicables au territoire de Marseille Provence, par rapport aux tarifs de l'année 2018.

Champ d'application de la tarification

Les tarifs tels qu'annexés à la présente délibération sont applicables aux occupations existantes au 1^{er} janvier 2019, y compris lorsqu'elles ont été autorisées par un titre antérieur, ou constatées à compter de cette date.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code de la Voirie Routière ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°VOI 019-3388/17/CM du 14 décembre 2017 portant approbation des tarifs taxes et redevances applicables aux droits de voirie liés à l'occupation temporaire et permanente du domaine public métropolitain sur le Territoire Marseille-Provence pour l'année 2018 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 11 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'actualiser les tarifs, taxes et redevances applicables aux droits de voirie liés à l'occupation temporaire et permanente du domaine public métropolitain du territoire Marseille-Provence pour l'année 2019.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les tarifs, taxes et redevances applicables aux droits de voirie liés à l'occupation du domaine public métropolitain du territoire Marseille-Provence pour l'année 2019 conformément au barème ci-annexé.

Article 2 :

Les recettes correspondantes sont constatées au budget général de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Sous-politique C 310 Fonction 020 Nature 7033, 70323, 70328, 7083.

Sous-politique C 310 Fonction 822 Nature 70323, 70388, 704,70688.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 004-5299/18/CM

■ **Approbation de la convention de financement par fonds de concours avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône pour l'aménagement du carrefour situé entre l'avenue Raoul Salan sur la RD48 et l'avenue Lombardo à Marignane**
MET 18/4415/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 18 mars 2013 une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, d'entretien et d'exploitation partiels des ouvrages réalisés et de financement par subvention a été signée entre le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône (CD13) et la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Cette convention a pour objet l'aménagement du carrefour entre l'avenue Raoul Salan sur la RD48 (PR 7+025) et l'avenue Lombardo, à Marignane. L'opération consiste à transformer en giratoire le carrefour existant.

A partir du 1^{er} janvier 2017 la section de la RD48 concernée par cet aménagement a été transférée à la Métropole Aix Marseille Provence , dans le cadre de l'application des lois MAPTAM et NOTRe.

La convention initiale du 18 mars 2013 devient donc caduque. Toutefois, le Département s'étant engagé à participer financièrement à ces travaux, il convient dès lors de prévoir par une nouvelle convention, la participation du Département afin de pérenniser l'équilibre financier de l'opération d'aménagement sus-visée

L'objet de la présente convention est de définir les conditions de la participation financière du CD13, aux travaux réalisés par la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 11 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il était nécessaire de prévoir des travaux de création du carrefour entre l'avenue Raoul Salan sur la RD48 et l'avenue Lombardo, à Marignane ;
- Qu'il était avantageux que ces travaux soient réalisés sous une maîtrise d'ouvrage unique ;
- Que la section de voie de la RD48 impacté par ces travaux a été transférée à la Métropole Aix-Marseille Provence,
- Que le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône maintient la participation au financement de ces travaux.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de financement par fonds de concours avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône pour l'aménagement du carrefour entre l'avenue Raoul Salan sur la RD48 et l'avenue Lombardo, à Marignane.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les recettes sont constatées au Budget 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence :
Opération n°2011106000 – Nature : 1323 – Fonction : 844 – Sous politique C 310

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 005-5273/18/CM

■ Approbation de la révision et de l'affectation des opérations d'investissement de l'Espace Public, de la Voirie et la Circulation destinées aux opérations de voirie sur les voies métropolitaines et leurs dépendances sur le Territoire Marseille-Provence

MET 18/8825/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à la délibération HN 56-187/16/CM du 28 avril 2016, le Conseil de la Métropole a délégué au Conseil de Territoire Marseille-Provence, comprenant les communes d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons, l'exercice de sa compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain.

Dans le cadre de son Budget Primitif 2019, sont inscrites 13 opérations d'investissement qui nécessitent une révision de leurs autorisations de programme respectives.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 11 décembre 2018

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 10 151 000 euros TTC des opérations d'investissement visées ci-dessous, afin de permettre leur réalisation;
- Qu'il convient de procéder aux affectations des révisions pour un montant total de 10 151 000 euros TTC de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation des opérations d'investissement suivantes :

SOUS-POL.	N° D'OPE.	LIBELLE	Montant de l'AP existante	Montant de la revalorisation demandée	Montant de l'AP revalorisée	MONTANT DES CREDITS DE PAIEMENT 2019
C310	2009114000	CARRY-LE-ROUET AMENAGT AV ET IMPASSE BOCOUMAJOUR	850 000	+ 1 450 000	2 300 000	60 000
C310	2012113400	MARSEILLE – ETUDE DE STATIONNEMENT AVENUE DES CHUTES LAVIE DU N°1 JUSQU'A GUIGOU	2 300 000	+100 000	2 400 000	1 000 000
C310	2012114700	MARSEILLE AMENAGEMENT DE L'AVENUE DE LA FOURRAGERE	1 100 000	+ 600 000	1 700 000	900 000
C310	2015107900	MARSEILLE AMENAGEMENT DU BOULEVARD DE LA BLANCARDE	1 300 000	+ 100 000	1 400 000	1 300 000
C310	2015118106	MARSEILLE – ANRU SAINT MAURONT	12 000 000	+ 3 200 000	15 200 000	2 500 000
C310	2015118500	CASSIS ELARGISSEMENT DE L'AVENUE DE PROVENCE AU DROIT DE LA RESIDENCE DU JARDIN DES ESPERIDES	750 000	+ 150 000	900 000	25 000
C310	2017101100	CASSIS AMENAGEMENT AVENUE JULES FERRY	500 000	+ 1 500 000	2 000 000	700 000
C310	2017106700	GIGNAC-LA-NERTHE AMENAGEMENT ACCES NOUVELLE ECOLE CHEMIN DES MINOTS	1 000 000	+ 750 000	1 750 000	100 000
C310	2018100300	MARSEILLE 15 ^{eme} AMENAGEMENT CHEMIN CAP JANET	850 000	+ 300 000	1 150 000	500 000
C310	2018100900	MARSEILLE AMENAGEMENT PLACE MALETERRE	450 000	+ 50 000	500 000	300 000
C310	2018106400	MARSEILLE AMENAGEMENT DE LA RUE DES CATALANS	1 150 000	1 650 000	2 800 000	300 000
C310	2018106500	MARSEILLE 13003 AMENAGEMENT RUE DE LA CARAVELLE	1 600 000	240 000	1 840 000	100 000
C310	2012114400	REFECTION DU TROTTOIR COTE IMPAIR DES BOULEVARDS DE LA BARASSE ET DE LA MILLIERE, TRONCON DE LA RUE LEON BANCAL AU BOULEVARD DE LA SOLITUDE	1 400 000	+61 000	1 461 000	61 000
TOTAL DES REVISIONS				+ 10 151 000		

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

Opérations	2009114000,	2012113400,
	2012114700,	2015107900,
	2015118500,	2015118106,
	2017101100,	2017106700,
	2018100300,	2018100900,
	2018106400,	
2012114400, 2018106500 – Programme 14 – Sous programme 14 1 – Nature 4581 – Fonction 844 – Sous-politique C310		

Les recettes seront constatées aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

Opérations	2009114000,	2012113400,
	2012114700,	2015107900,
	2015118500,	2015118106,
	2017101100,	2017106700,
	2018100300,	2018100900,
	2018106400,	
2012114400, 2018106500 – Programme 14 – Nature 4582 – Fonction 844 – Sous-politique C310		

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi que tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de ces opérations.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 006-5274/18/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - " Dépenses non localisables (DNL) dédiées à la gestion de l'espace public MET 18/9524/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence utilise des opérations dont les prestations ne sont pas localisées géographiquement mais sont nécessaires à une gestion courante de son espace public.

Ainsi, la Métropole dispose des 8 opérations de type DNL suivantes :

- n°2018102400, « DNL-MPM-Interventions sur murs de soutènement 2017-2021 » ;
- n°2015106607, « DNL-MPM-Acquisition de matériel pour la DPEPVC et la DPU Années 2015 à 2018 » ;

- n°2015106608, « DNL-MPM Contrôle et réfection de tranchées 2015-2018 (travaux remboursés) » ;
- n°2015107501, « DNL-MPM-Grosse réparation et modernisation de la signalisation horizontale 2015-2018 » ;
- n°2015107502, « DNL-MPM-Grosse réparation et modernisation de la signalisation verticale 2015 à 2018 » ;
- n°2015107503, « DNL-MPM-Grosses réparations plan de jalonnement 2015-2018 » ;
- n°2015114512, « DNL-Réalisation d'itinéraires cyclables » ;
- n°2015106604, « Détection/Géoréférencement réseaux »

Afin de rationaliser la gestion de ces opérations, il est proposé de les clôturer dès lors que toutes les dépenses qui leurs sont imputées auront été exécutées, au profit d'une DNL Gestion de l'Espace Public (DNL GEP) qui se déclinera en 8 opérations rattachées (« sous-opérations ») :

- Une opération de grosse réparation et de modernisation de la signalisation verticale qui comprend l'ensemble des travaux et des interventions de voirie nécessaire sur la signalisation de police, c'est-à-dire mise en place, fourniture et retrait de panneaux de signalisation défectueux ou inadaptés.
- Une opération spécifique à la signalisation horizontale des voies (marquage routier, peinture).
- Une opération d'étude et de diagnostics comprenant la mise en place d'un planning d'intervention sur la voirie afin de moderniser la signalisation directionnelle existante et à venir.
- Une opération d'intervention sur les murs de soutènement à consolider ou à construire.
- Une opération de mise à niveau des itinéraires cyclables.
- Une opération destinée à l'acquisition de matériels spécifiques à la gestion de l'espace public et de la voirie (fourniture et pose d'obstacles de voirie, acquisition de matériels de signalisation sur la voie publique).
- Une opération consacrée au contrôle de la réfection des tranchées sur l'espace public. Suite à l'intervention d'exploitants de réseaux, la Métropole intervient pour contrôler la bonne réfection des tranchées et engager si nécessaire des travaux de reprise de tranchées après mise en demeure des intervenants fautifs. Ces interventions peuvent faire l'objet d'émissions de titre de recettes au bénéfice de la Métropole.
- Une opération de détection de réseaux et de géoréférencement de ces mêmes réseaux préalablement à toute intervention sur la voirie.

A cet effet, l'opération d'investissement 2019101700 « Dépenses non localisables (DNL) dédiées à la

gestion de l'espace public», pour un montant de 10 000 000 €, inscrite au budget primitif 2019 enregistrée dans l'autorisation de programme 191141 du programme 14.1 de la Métropole doit être créée et affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 11 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant total de 10 000 000€ TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2019101700, «Dépenses non localisables (DNL) dédiées à la gestion de l'espace public» pour un montant de 10 000 000€ T.T.C rattachée au programme 14.1 Voirie Métropolitaine Code AP 191141

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget primitif 2019.

L'échéancier prévisionnel des Crédits s'établit comme suit :

CP 2019 : 2 500 000 € TTC
CP 2020 : 2 500 000 € TTC

CP 2021 : 2 500 000 € TTC
CP 2022 : 2 500 000 € TTC

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi que tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de ces opérations.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 007-5275/18/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - "Etudes de voirie"

MET 18/8936/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit de continuer à intervenir sur l'espace public métropolitain afin d'établir et de suivre des projets d'études d'aménagement sur son domaine public viaire.

Pour ce faire, elle dispose d'une opération d'études générales qui prend en charge des études générales, des études de circulation, et des études préalables à la conception d'un aménagement de voirie

Cette nouvelle opération viendra en remplacement de l'opération d'investissement 2015106600, « DNL-MPM-Etudes de voirie » qui sera clôturée dès lors que les engagements en cours seront soldés.

A cet effet, l'opération d'investissement projet 2019 « Etudes de voirie », pour un montant de 1 400 000 €, inscrite au budget primitif 2019 enregistrée dans l'autorisation de programme 191141 du programme 14.1 de la Métropole doit être créée et affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 11 décembre 2018

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant total de 1 400 000 € TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement projet 2019, «Etudes de voirie» pour un montant de 1 400 000€ T.T.C rattachée au programme 14.1 Voirie Métropolitaine Code AP 191141

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget primitif 2019.

L'échéancier prévisionnel des Crédits s'établit comme suit :

CP 2019 : 400 000 € TTC

CP 2020 : 500 000 € TTC

CP 2021 : 500 000 € TTC

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi que tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de ces opérations.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 008-5276/18/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - "Aménagement de la rue Saint Pierre et de la rue Ferrari, à Marseille, 5ème arrondissement "
MET 18/8851/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit l'aménagement de la rue Saint Pierre et de la rue Ferrari dans le 5^{ème} arrondissement de la Ville de Marseille.

Le périmètre de l'opération se situe entre la place Jean Jaurès et le boulevard Sakakini. La surface à traiter est de 14 000 m² sur la rue Saint Pierre et 6 100 m² sur la rue Ferrari.

Le projet de voirie envisagé, consiste à restructurer et réorganiser l'espace suivant les usages et les besoins entre la place Jean Jaurès et le boulevard Sakakini requalifié.

A cet effet, l'opération d'investissement PROJET 12/2019 « Aménagement de la rue Saint Pierre et de la rue Ferrari, à Marseille, 5^{ème} arrondissement », pour un montant de 4 200 000 €, inscrite au budget primitif 2019 enregistrée dans l'autorisation de programme 191141 du programme 14.1 de la Métropole doit être créée et affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 11 décembre 2018

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant total de 4 200 000 € TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement PROJET 12/2019, «Aménagement de la rue Saint Pierre et de la rue Ferrari, à Marseille, 5ème arrondissement » pour un montant de 4 200 000€ T.T.C rattachée au programme 14.1 Voirie Métropolitaine Code AP 191141

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget primitif 2019.

L'échéancier prévisionnel des Crédits s'établit comme suit :

CP 2019 : 100 000 € TTC

CP 2020 : 700 000 € TTC

CP 2021 : 1 000 000 € TTC

CP exercices suivants : 2 400 000 € TTC

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi que tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 009-5277/18/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - "Aménagement de la Route d'Allauch à Marseille"

MET 18/8942/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire

Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit l'aménagement de la route d'Allauch dans le 11^{ème} arrondissement de la Ville de Marseille

Suite à la construction de nombreux immeubles au droit de cette voie, il est nécessaire de recalibrer celle-ci entre le chemin de la Clue et la route des Camoins. La longueur de voie à traiter est de 1 230 ml environ, sur une surface totale de 15 000m².

Le projet de voirie envisagé, consiste à restructurer et réorganiser l'espace public suivant les usages, en rénovant et modernisant celui-ci avec un aménagement urbain de qualité. La sécurisation de la circulation des usagers est un objectif majeur du projet, qui devra prévoir la création de carrefours et l'élargissement ou la création par endroit, de trottoirs.

A cet effet, l'opération d'investissement PROJET 2019 « MARSEILLE 13011 – Aménagement de la Route d'Allauch», pour un montant de 6 800 000 €, inscrite au budget primitif 2019 enregistrée dans l'autorisation de programme 191141 du programme 14.1 de la Métropole doit être créée et affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 11 décembre 2018

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant total de 6 800 000 € TTC de l'opération

d'investissement afin de permettre sa réalisation ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement PROJET 2019, «Marseille 13011 – Aménagement de la Route d'Allauch» pour un montant de 6 800 000€ T.T.C rattachée au programme 14.1 Voirie Métropolitaine Code AP 191141

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget primitif 2019.

L'échéancier prévisionnel des Crédits s'établit comme suit :

CP 2020 : 750 000 € TTC

CP 2021 : 3 050 000 € TTC

CP sur exercices suivants : 3 000 000 € TTC

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi que tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de ces opérations.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 010-5278/18/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - " Requalification de la rue Montaigne et de la place de l'Eglise à Marseille" MET 18/8943/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit l'aménagement de la rue Montaigne et de la place de l'Eglise adjacente dans le 12^{ème} arrondissement de la Ville de Marseille

Le périmètre de l'opération se situe entre le carrefour de la Croix de Saint Barnabé et le boulevard Gassendi. La surface à traiter est de 7 100m².

Le projet de voirie envisagé, consiste d'une part à remplacer les bordures de trottoirs existantes par des bordures en pierre calcaire. D'autre part, à reprendre les revêtements de trottoir en béton désactivé et chaussée en enrobé scintillant. Enfin, le revêtement en pavés sera remplacé sur la chaussée de la place de l'Eglise de Saint Barnabé.

A cet effet, l'opération d'investissement PROJET 2019 « Marseille 13012 – Rue Montaigne – Requalification de la rue Montaigne et de la place de l'Eglise », pour un montant de 2 000 000 €, inscrite au budget primitif 2019 enregistrée dans l'autorisation de programme 191141 du programme 14.1 de la Métropole doit être créée et affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 11 décembre 2018

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant total de 2 000 000 € TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement PROJET 2019, «Marseille 13012 – Rue Montaigne – Requalification de la rue Montaigne et de la place de l'Eglise» pour un montant de 2 000 000€ T.T.C rattachée au

programme 14.1 Voirie Métropolitaine Code AP 191141.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget primitif 2019.

L'échéancier prévisionnel des Crédits s'établit comme suit :

CP 2019 : 50 000 € TTC

CP 2020 : 1 950 000 € TTC

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi que tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de ces opérations.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 011-5279/18/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - "Elargissement de la traverse des Caillols entre la Commanderie et la traverse Serviane" à Marseille MET 18/8946/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit l'aménagement de la traverse des Caillols entre la Commanderie et la traverse Serviane dans le 12^{ème} arrondissement de la Ville de Marseille

Le périmètre de l'opération comprend l'aménagement de 8 600m². Actuellement, ce tronçon de voie est étroit et à double sens de circulation ce qui ne permet pas le croisement de deux véhicules. En outre, l'absence de trottoir est préjudiciable à la sécurité des piétons qui empruntent cette voie.

Le projet de voirie envisagé, consiste à sécuriser le cheminement piéton en élargissant la voie et en créant des trottoirs, une piste cyclable et des bandes de stationnement.

A cet effet, l'opération d'investissement PROJET 2019 « Marseille 13012 – Traverse des Caillols – Elargissement de la traverse entre la Commanderie et la traverse Serviane », pour un montant de 3 500

000 €, inscrite au budget primitif 2019 enregistrée dans l'autorisation de programme 191141 du programme 14.1 de la Métropole doit être créée et affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 11 décembre 2018

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant total de 3 500 000 € TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement PROJET 2019, «Marseille 13012 – Traverse des Caillols – Elargissement de la traverse entre la Commanderie et la traverse Serviane» pour un montant de 3 500 000€ T.T.C rattachée au programme 14.1 Voirie Métropolitaine Code AP 191141.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget primitif 2019.

L'échéancier prévisionnel des Crédits s'établit comme suit :

CP 2019 : 50 000 € TTC

CP 2020 : 1 450 000 € TTC

CP 2021 : 1 000 000 € TTC
CP sur exercices suivants : 1 000 000 € TTC

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi que tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de ces opérations.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 012-5280/18/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement relative aux pistes cyclables sur boulevard Livon et avenue Pasteur à Marseille MET 18/8955/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit l'aménagement de pistes cyclables sur le boulevard Livon et l'avenue Pasteur dans le 7^{ème} arrondissement de la Ville de Marseille

Le périmètre de l'opération comprend 640 mètres linéaires sur l'avenue Charles Livon pour une superficie de 11 520 m² et une longueur de 380m environ pour l'avenue Pasteur et une superficie de 7 600m².

Le projet de voirie envisagé, consiste à restructurer et moderniser l'espace public par un aménagement urbain de qualité avec recalibrage de la chaussée et création de pistes cyclables.

A cet effet, l'opération d'investissement PROJET 22/2019 « MARSEILLE 13007 – Piste cyclable sur le boulevard Livon et avenue Pasteur », pour un montant de 1 500 000 €, inscrite au budget primitif 2019 enregistrée dans l'autorisation de programme 191141 du programme 14.1 de la Métropole doit être créée et affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 11 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant total de 1 500 000 € TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement PROJET 22/2019, «MARSEILLE 13007 – Piste cyclable sur le boulevard Livon et avenue Pasteur» pour un montant de 1 500 000€ T.T.C rattachée au programme 14.1 Voirie Métropolitaine Code AP 191141

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget primitif 2019.

L'échéancier prévisionnel des Crédits s'établit comme suit :

CP 2019 : 50 000 € TTC
CP 2020 : 500 000 € TTC
CP 2021 : 950 000 € TTC

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi que tout autre organisme susceptible d'apporter sa

contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de ces opérations.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 013-5281/18/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - "Rond point d'accès au Centre Municipal de Voile (CMV) à Marseille"

MET 18/8956/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit l'aménagement du rond point d'accès au Centre Municipal de Voile dans le cadre des Jeux Olympiques d'été 2024, dans le 8^{ème} arrondissement de la Ville de Marseille

Le projet de voirie envisagé, consiste à améliorer et à rendre qualitatif l'accès à ce rond point qui sera utilisé dans le cadre des JO 2024 pour certaines épreuves aquatiques.

A cet effet, l'opération d'investissement PROJET 2019 « Marseille 13008 – Rond Point d'accès au CMV », pour un montant de 1 200 000 €, inscrite au budget primitif 2019 enregistrée dans l'autorisation de programme 191141 du programme 14.1 de la Métropole doit être créée et affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 11 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant total de 1 200 000 € TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement PROJET 2019, «Marseille 13008 – Rond Point d'accès au CMV» pour un montant de 1 200 000€ T.T.C rattachée au programme 14.1 Voirie Métropolitaine Code AP 191141

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget primitif 2019.

L'échéancier prévisionnel des Crédits s'établit comme suit :

CP 2019 : 10 000 € TTC

CP 2020 : 90 000 € TTC

CP 2021 : 1 000 000 € TTC

CP sur exercices suivants : 100 000 € TTC

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi que tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de ces opérations.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 014-5272/18/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - "Aménagement de la Corniche (entre le carrefour de l'Hermitage et l'avenue de la côte bleue/RD 5) sur la commune de Sausset-Les-Pins"

MET 18/8858/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit l'aménagement de la Corniche (entre le carrefour de l'Hermitage et l'avenue de la côte bleue/RD 5) sur la commune de Sausset-Les-Pins.

La Corniche est une voie touristique qu'il convient de requalifier. Les travaux sont localisés entre le rond point de l'Hermitage et l'avenue de la Côte Bleue (850ml), soit une surface d'environ 8 300m².

Le projet de voirie envisagé, consiste à réaliser la réfection de la chaussée et des trottoirs. Il s'agit en outre de faire un état des lieux de la falaise située en contrebas de la voie.

A cet effet, l'opération d'investissement 2019101600 « Aménagement de la Corniche (entre le carrefour de l'Hermitage et l'avenue de la côte bleue/RD 5) sur la commune de Sausset-Les-Pins », pour un montant de 200 000 €, inscrite au budget primitif 2019 enregistrée dans l'autorisation de programme 191141 du programme 14.1 de la Métropole doit être créée et affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 11 décembre 2018

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant total de 2 00 000 € TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement PROJET 14/2019, «Aménagement de la Corniche (entre le carrefour de l'Hermitage et l'avenue de la côte bleue/RD 5) sur la commune de Sausset-Les-Pins» pour un montant de 200 000€ T.T.C rattachée au programme 14.1 Voirie Métropolitaine Code AP 191141

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget primitif 2019.

L'échéancier prévisionnel des Crédits s'établit comme suit :

CP 2019 : 75 000 € TTC

CP 2020 : 120 000 € TTC

CP 2021 : 5 000 € TTC

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi que tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 015-5283/18/CM

■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement "Programme d'aménagement de voies" - Etat Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence MET 18/8898/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° VOI 018-3387/17/CM du 14 décembre 2017, le Conseil de la Métropole a approuvé la création et l'affectation de l'opération d'investissement « Programme d'aménagement de voies » sur le territoire Istres-Ouest-Provence.

L'opération n° 2018500300 inscrite à l'Etat Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence 2018, enregistrée dans l'autorisation de programme n° 175140 BP – Gestion de la voirie communautaire – doit être révisée pour un montant de 6 313 417 € TTC.

En effet, le programme d'aménagement de voies inclut des travaux de voirie engagés annuellement et basés sur des estimatifs. L'affectation a donc été approuvée partiellement et doit être révisée annuellement.

Cette révision porte le montant de l'opération n° 2018500300 de 53 873 854 € TTC avant révision à 60 187 271 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 6 313 417 € TTC de l'opération « Programme d'aménagement de voies territoire Istres-Ouest-Provence » afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 6 313 417 € TTC de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2018500300 « Programme d'aménagement de voies territoire Istres-Ouest-Provence » rattachée au programme

n° 14 « Gestion de la voirie communautaire » code AP 175140 BP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence 2019 selon l'échéancier prévisionnel des crédits de paiement suivant :

CP 2018 : 28 974 336 € TTC
CP 2019 : 31 212 935 € TTC.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 016-5284/18/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "DNL - Gestion des fontaines à boire" MET 18/8902/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Un état des fontaines pris en gestion par la Métropole et un planning d'intervention sont mis en œuvre chaque année pour réparer, moderniser et entretenir les fontaines mises en place sur le domaine viaire métropolitain.

Afin de rationaliser la gestion des opérations non localisées géographiquement, cette nouvelle opération viendra en remplacement de l'opération d'investissement 2015106605, « DNL-Gestion fontaines à boire » qui sera clôturée dès lors que les engagements en cours seront soldés.

A cet effet, l'opération d'investissement projet 15/2019 « DNL-Gestion des fontaines à boire », pour un montant de 240 000 €, inscrite au budget primitif 2019 enregistrée dans l'autorisation de programme 191141 du programme 14.1 de la Métropole doit être créée et affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 11 décembre 2018

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant total de 240 000 € TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement projet 15/2019, «DNL-Gestion des fontaines à boire» pour un montant de 240 000€ T.T.C rattachée au programme 14.1 Voirie Métropolitaine Code AP 191141

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget primitif 2019.

L'échéancier prévisionnel des Crédits s'établit comme suit :

CP 2019 : 45 000 € TTC

CP 2020 : 45 000 € TTC

CP 2021 : 45 000 € TTC

CP sur exercices suivants : 105 000 € TTC

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi que tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de ces opérations.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 017-5285/18/CM

**■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - "Aménagement parking Bailet à Plan-de-Cuques"
MET 18/8911/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit la création d'un parc public de stationnement de véhicules au droit du futur parc urbain communal de Plan-De-Cuques.

A cet effet, l'opération d'investissement PROJET 5/2019 « Plan-de-Cuques - Aménagement parking Bailet », pour un montant de 500 000 €, inscrite au budget primitif 2019 enregistrée dans l'autorisation de programme 191141 du programme 14.1 de la Métropole doit être créée et affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 11 décembre 2018

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant total de 500 000 € TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement PROJET 5/2019, «Plan-de-Cuques - Aménagement parking Bailet» pour un montant de 500 000€ T.T.C rattachée au programme 14.1 Voirie Métropolitaine Code AP 191141

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget primitif 2019.

L'échéancier prévisionnel des Crédits s'établit comme suit :

CP 2019 : 50 000 € TTC

CP 2020 : 450 000 € TTC

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi que tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de ces opérations.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 018-5286/18/CM

■ **Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - "Création d'une voie de liaison entre avenue Pasteur et rue de la République à Plan-de-Cuques"**

MET 18/8913/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit la création d'une voie de liaison entre l'avenue Pasteur et la rue de la République sur la commune de Plan-De-Cuques.

Le projet de voirie envisagé, consiste à créer une chaussée en 2x1 voie, avec intégration de deux pistes cyclables et de deux trottoirs. Des espaces verts seront intégrés dans les surlargeurs disponibles. Le linéaire à traiter est d'environ 650 ml.

L'opération 2011/00103 est supprimée au profit de l'opération d'investissement PROJET 6/2019 « Plan-de-Cuque – Création d'une voie de liaison entre avenue Pasteur et rue de la République »,

pour un montant de 6 000 000 €, inscrite au budget primitif 2019 enregistrée dans l'autorisation de programme 191141 du programme 14.1 de la Métropole qui doit être créée et affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 11 décembre 2018

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant total de 6 000 000 € TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement PROJET 6/2019, «Plan-de-Cuques – Création d'une voie de liaison entre avenue Pasteur et rue de la République » pour un montant de 6 000 000€ T.T.C rattachée au programme 14.1 Voirie Métropolitaine Code AP 191141

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget primitif 2019.

L'échéancier prévisionnel des Crédits s'établit comme suit :

CP 2019 : 70 000 € TTC

CP 2020 : 70 000 € TTC

CP 2021 : 160 000 € TTC
CP sur exercices suivants : 5 700 000 € TTC

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi que tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de ces opérations.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 019-5287/18/CM

■ Approbation des Redevances d'Occupation du Domaine Public routier et tarifs de location des infrastructures de génie civil pour l'année 2019 sur le Territoire du Pays d'Aix MET 18/8832/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 17 mars 2016, le Conseil de la Métropole maintenait les tarifications appliquées sur chaque territoire et ce jusqu'à harmonisation des tarifications au niveau de l'ensemble de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Dans l'attente de l'harmonisation, le Conseil de la Métropole, a délibéré en décembre 2017 pour la tarification 2018, il est aujourd'hui nécessaire de délibérer pour la tarification 2019.

Les dispositions prévues pour appliquer les redevances sont les suivantes :

I - Dispositions générales d'occupation du domaine public routier :

Il existe différents types d'occupation du domaine public :

- les **occupations dites temporaires**, correspondant à la réalisation d'un chantier, qui ne sont perçues qu'une seule fois, au moment de la réalisation des travaux (type ouverture de chaussée, clôture de chantier) ;
- les **occupations dites annuelles**, qui correspondent à l'occupation du domaine public par un ouvrage permanent d'un concessionnaire que ce soit en surface (type borne, armoire) ou en sous-sol (type réseau enterré, conduite). Ces occupations emportent nécessairement emprise sur le domaine public.

L'occupation temporaire n'est pas systématiquement autorisée par une permission de voirie, cette dernière n'étant nécessaire qu'à partir du moment où le pétitionnaire souhaite intervenir et modifier le domaine public.

1) Permission de voirie

L'occupation du domaine public routier par les divers dispositifs et équipements qui emporte emprise sur le domaine et en modifie la consistance, donne lieu à l'établissement d'une permission de voirie qui doit être sollicitée par le maître d'ouvrage des travaux ou le propriétaire des biens occupant le domaine.

Cette permission se fait sous forme d'un arrêté.

2) Modalités d'établissement du montant de la redevance

Les droits de voirie, sous forme de redevance, sont établis conformément au barème joint en annexe et sont calculés sur la base des éléments constatés sur le terrain par les agents de la Métropole Aix-Marseille-Provence (surface, quantités et durée). Ces données feront l'objet d'un constat contradictoire avec le titulaire du titre d'occupation, sur convocation effectuée par le moyen que les agents de la Métropole jugeront le plus adapté (téléphone, fax, mail, courrier simple).

En l'absence du titulaire du titre d'occupation suite à la convocation susvisée, les éléments constatés sur le terrain par les agents de la Métropole Aix-Marseille-Provence feront foi et ne pourront être contestés.

En cas de risque de dépassement des dates indiquées dans la demande initiale, une autorisation complémentaire devra être sollicitée et les droits de voirie complémentaires seront réglés selon les mêmes conditions.

En cas d'occupation du domaine public sans titre d'occupation préalable, les droits de voirie correspondants (surface, quantités et durée) feront l'objet d'un titre de recette émis à l'encontre du Maître d'Ouvrage des travaux ou propriétaire des biens. Ces droits seront calculés en fonction de la durée, des quantités et de la surface d'occupation constatées par les agents de la Métropole Aix-Marseille-Provence selon les mêmes conditions.

3) Travaux et réseaux exonérés de redevance

A – Les travaux réalisés sous maîtrise d'ouvrage Métropolitaine et les réseaux ou équipements appartenant à la Métropole sont exonérés du paiement d'une redevance.

B - Conformément à l'article L. 2125-1 du CGPPP, qui prévoit des cas d'exonération facultative, l'autorisation d'occupation ou d'utilisation du domaine public sera délivrée gratuitement dans les cas suivants :

- Soit lorsque l'occupation ou l'utilisation est la condition naturelle et forcée de l'exécution de travaux ou de la présence d'un ouvrage, intéressant un service public qui bénéficie gratuitement à tous. Sont notamment concernés, les réseaux d'éclairage public.

- Soit lorsque l'occupation ou l'utilisation contribue directement à assurer la conservation du domaine public lui-même.

- Soit lorsque l'occupation ou l'utilisation contribue directement à assurer l'exercice des missions des services de l'État chargés de la paix, de la sécurité et de l'ordre public ou du contrôle aux frontières dans les aéroports, les ports et les gares.

- Soit lorsque l'occupation ou l'utilisation permet l'exécution de travaux relatifs à une infrastructure de transport public ferroviaire ou guidée.

L'autorisation d'occupation ou utilisation du domaine public est délivrée gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général.

Enfin, lorsque l'occupation du domaine public est autorisée par un contrat de la commande publique ou qu'un titre d'occupation est nécessaire à l'exécution d'un tel contrat, les modalités de détermination du montant de la redevance sont fonction de l'économie générale du contrat. Sont notamment visés, les contrats de concession emportant délégation de service public en vertu desquels les concessionnaires sont propriétaires des ouvrages concédés pendant la durée du contrat.

4) Modalités de paiement de la redevance

Toute période commencée est due sous réserve du retrait de l'autorisation d'occupation dans les conditions définies à l'article L. 2125-6 du CGPPP.

La redevance est exigible dès la notification du titre de recette correspondant et le paiement devra s'effectuer en une seule fois.

Le redevable de la redevance est le titulaire de la permission de voirie.

Tout changement survenu dans la propriété, l'installation ou l'ouvrage doit faire l'objet d'une déclaration écrite adressée à la Métropole.

Le paiement de la redevance a lieu à la Trésorerie Principale de Marseille, dès réception du titre exécutoire correspondant envoyé par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

II - Dispositions spécifiques d'occupation du domaine public routier pour les concessionnaires de réseaux :

L'occupation du domaine public, en aérien, en surface ou en enterré est soumise à autorisation de voirie et redevance, y compris pour les occupants

de droits. Pour ces derniers, l'arrêté de permission de voirie est remplacé par un accord technique de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays d'Aix, rédigé dans les mêmes conditions.

La tarification est réglementée en fonction des différents concessionnaires.

1) Opérateur d'électricité

A - Au titre de la redevance temporaire, le décret n°2015-334 du 25 mars 2015 fixe les montants maximums suivants :

- Pour les réseaux de transport, la redevance est un forfait annuel correspondant à :
0,35 €HT / ml de réseaux posés, remplacés ou mis en service au cours de l'année N-1

- Pour les réseaux de distribution: la redevance est un forfait annuel correspondant à 1/10e de la redevance annuelle calculée pour la partie correspondant aux réseaux de distribution.

Le montant de la redevance temporaire sera calculé selon les formules ci-dessus, utilisées pour calculer les montants maximums.

B - Au titre de la redevance annuelle due pour l'occupation par des ouvrages permanents, la redevance maximale est fixée par le décret n° 2002-409 du 26 mars 2002, et repris par l'article R.2333-105 du CGCT.

Ce décret fixe le plafond de redevance en fonction du nombre d'habitants de la commune :

Pour une population inférieure ou égale à 2000 habitants la redevance est de 153€

Pour une population inférieure ou égale à 5000hab
PR = 0,183P-213 €

Pour une population inférieure ou égale à 20000hab
PR = 0,381P-1204 €

Pour une population inférieure ou égale à 100000hab PR = 0,534P-4253 €

Pour une population supérieure à 100000hab PR = 0,686P-19498 €

Sur la base de l'article R.2333-106 du CGCT, le calcul sera fait pour le Territoire du Pays d'Aix en prenant pour P la population INSEE du Territoire du Pays d'Aix avec la formule : $PR = 0,686P - 19498$ euros.

Pour 2019, la population INSEE prise en compte est la population légale de 2015, soit 397 976 habitants. Le montant maximum de la redevance PR s'élève pour 2019 à 253 513,54 euros.

Sur la base de ce montant le calcul du montant de la redevance dû à la Métropole sera fait au prorata du linéaire de réseau posé sur les voiries gérées par la Métropole sur le Territoire du Pays d'Aix par rapport au linéaire total de réseau installé sur le territoire des communes.

2) Opérateur de Gaz

La loi du 1^{er} août 1953 pose le principe du paiement d'une redevance pour le gaz et l'électricité au profit des communes et des départements.

A - Au titre de la redevance temporaire :

Le montant maximum des redevances pour les transports de gaz réalisant des travaux est fixée par le décret n°2015-334 du 25 mars 2015 pour les communes et les départements. Il est donc proposé de retenir le montant de la redevance à verser à la métropole à :

0,35 €HT / ml de réseaux posés ou remplacés au cours de l'année N-1

du domaine public routier (articles L45-9 à L53 du Code des Postes et Communications Électroniques).

Au titre de la redevance annuelle et de la redevance temporaire :

Le tarif annuel maximal de la redevance est défini par le décret n°2005-1676 du 27 décembre 2005 (articles R20-52 du code CPCE) qui précise que les montants des redevances sont indexés sur l'évolution de l'indice du coût général des travaux publics (TP01).

Indice de révision en 2006 : moyenne 2005 de TP01

	Domaine public routier			Domaine public non routier	
	Souterrain, Artères (en € HT/km)	Aérien, Artères (en € HT/km)	Autres : cabine tél, sous répartiteur (en € HT/m ²)	Artères (en € HT/km)	Autres (en € HT/M ²)
2006	30,00	40,00	20,00	1 000,00	650,00
2019	40,24	53,65	26,83	1 341,30	871,84

(1975) : 522,375

B- Au titre de la redevance annuelle due pour l'occupation par des ouvrages permanents, :

Le montant maximal des redevances dû chaque année par les ouvrages de transport et de distribution de gaz est fixé pour les communes et les départements par décret n°2007-606 du 25 avril 2007. Sur la base de l'article R.2333-115 du CGCT, le calcul sera fait sur le territoire du Pays d'Aix pour les voiries dont la Métropole est gestionnaire.

Le montant est revalorisé chaque année par application à la fois du linéaire arrêté à la période susvisée et de l'index « ingénierie » mesuré au cours des 12 mois précédant la publication de l'index connu au 1^{er} janvier.

La redevance est calculée en fonction du linéaire L de réseau implanté au cours de l'année N-1 sur les voiries du Territoire du Pays d'Aix, avec la formule suivante :

$(0,035 \times L + 100) \times c$

où c'est le coefficient d'indexation de l'indice ING au moment du décret (valeurs 2006) et l'année de calcul de la redevance.

Le coefficient d'indexation pour l'année 2019 : 1,1201

Pour l'année 2019, la formule sera donc la suivante :

$0,042 \times L + 120 \text{ € HT}$

3) Opérateurs de réseaux de communications électroniques

Les opérateurs de communications électroniques titulaires d'une licence d'établissement et d'exploitation d'un réseau ouvert au public délivrée par A.R.C.E.P. (Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes) bénéficient d'un droit de passage sur le domaine public communautaire routier et non routier.

La loi a renvoyé à un décret les modalités d'application des dispositions relatives à l'utilisation

Indice de révision en 2019 : moyenne 2018 de TP01 calculée sur les 12 derniers indices (juillet 2017 à juin 2018) (2010 raccordé 1975) : 698,1024
Coefficient d'actualisation : 1,3413

Au vu du tarif du décret de 2006, et de l'actualisation, voici le calcul pour les tarifs 2019 :

4) Réseaux d'eau potable et d'assainissement

Le décret n° 2009-1683 du 30 décembre 2009 plafonne le montant des redevances pour occupation du domaine public par des réseaux d'eau et d'assainissement.

Le plafond est fixé au 1^{er} janvier 2010 à 30€/kilomètre de réseau (hors branchement) et à 2€/m² d'emprise au sol pour les ouvrages bâtis non linéaires.

Ce plafond évolue au 1^{er} janvier de chaque année, proportionnellement à l'évolution de l'index «ingénierie», défini au Journal officiel du 1^{er} mars 1974 et publié au Bulletin officiel du ministère chargé de l'équipement, mesurée au cours des douze mois précédant la publication de l'index connu au 1^{er} janvier.

Coefficient d'actualisation de l'index ING pour l'année 2019 = 1,107

Ce qui fixe le tarif pour l'année 2019 à 33,21€/km et à 2,214€/m²

Le montant de la redevance pour l'occupation temporaire du domaine public sera calculé sur la base des tarifs joints en annexe (paragraphe B).

5) Autres opérateurs de réseaux

Les autres propriétaires de réseaux n'ont pas leurs tarifs maximums de redevances réglementés.

Dans ces autres propriétaires de réseaux sont notamment compris les réseaux de transport d'eau brute.

Il est proposé de retenir le montant de la redevance à verser à la Métropole pour ces autres opérateurs occupant en souterrain le domaine public à :

2 €HT / ml de réseaux posé en souterrain au titre de l'occupation annuelle

Le montant de la redevance pour l'occupation temporaire du domaine public sera calculé sur la base des tarifs joints en annexe (paragraphe B).

III - Dispositions de location des infrastructures de génie civil de la Métropole sur le Territoire du Pays d'Aix par les concessionnaires de réseaux de communications électroniques :

Avant toute occupation des infrastructures de génie civil de la Métropole sur le Territoire du Pays d'Aix pour les concessionnaires de réseaux de communications électroniques, il est nécessaire de conclure une convention entre la Métropole et le concessionnaire précisant les modalités de passage du concessionnaire telles que préconisées par l'ARCEP. Cette convention est valable pour toutes les interventions à venir du concessionnaire sur l'ensemble du réseau de la Métropole et ce pour la durée fixée par la convention.

Pour chaque occupation des infrastructures de la Métropole, le concessionnaire devra formaliser une demande spécifique et obtenir validation de la Métropole en respectant les prescriptions édictées par la convention.

Concernant la tarification de la location des fourreaux, il est nécessaire d'évaluer la valeur locative comprenant d'une part l'occupation du fourreau et d'autre part une partie de l'amortissement et des frais d'entretien des infrastructures.

Il est proposé pour l'année 2019, de suivre les préconisations de l'ARCEP et d'appliquer la tarification suivante :

1,00€ HT / ml de fourreau occupé

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques dans ses articles L 2125-1 à L 2125-6, concernant la perception des droits de voirie sur

l'occupation temporaire du domaine public ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° HN 023-17/03/16 CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016, décidant du maintien des tarifs et redevances en vigueur sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°VOI 020-3389/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017, validant les tarifs de redevances d'occupation du domaine public et d'occupation des infrastructures de génie civil pour l'année 2018 sur le Territoire du Pays d'Aix ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Sont approuvées les tarifications pour la redevance d'occupation du domaine public et pour la location des infrastructures de génie civil de l'année 2019 sur le Territoire du Pays d'Aix telles qu'elles sont annexées à la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Culture et sport, grands événements métropolitains"

CSGE 001-5288/18/CM

**■ Présentation du rapport d'activités 2017 du délégué de service public pour la gestion et l'exploitation de la piscine intercommunale Cap Provence à Cassis
MET 18/8979/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du

Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération EPPS 002—683/13/CC du 31 octobre 2013, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a délégué par contrat d'affermage la gestion et l'exploitation de la piscine Cap Provence à la Société S2G (Société d'Exploitation du stade nautique Cap Provence). Ce contrat a été conclu pour une durée de six ans à compter du 1^{er} janvier 2014.

Conformément à l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution qualitative, technique et financière du service.

L'examen du rapport 2017 est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante du délégant qui en prend acte.

Le rapport a fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains, dont la synthèse est jointe en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération EPPS n° 002-683/13/CC du 31 octobre 2013 approuvant le choix du délégataire et du contrat ;
- Le procès-verbal de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La synthèse jointe en annexe.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2017 a été remis à la Société S2G.

Délibère

Article unique

Est pris acte du rapport annuel du délégataire pour l'année 2017 ci-annexé, remis par la Société S2G, titulaire du contrat de délégation de service public n°13/218 relatif à la gestion et à l'exploitation de la piscine intercommunale Cap Provence à Cassis, ci-annexé.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 002-5289/18/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Sports - Equipements Terrestres" du Territoire du Pays d'Aix

MET 18/9243/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'opération consiste en différents travaux d'études et de mise en œuvre, en lien avec la modernisation des équipements sportifs, afin de respecter les différents règlements qui s'y appliquent.

Les équipements sportifs sont soumis à plusieurs réglementations et normes en lien avec leur spécificité d'établissement recevant du public où sont organisés, sous l'égide de fédérations et/ou de ligues nationales sportives, des événements accueillant du public.

Les différentes instances chargées du contrôle du respect de la réglementation (commission de sécurité, commission d'homologation, homologations fédérales, labels équipements sportifs...) peuvent être amenées à émettre des prescriptions ou des recommandations lors de leurs visites périodiques d'inspection.

Il est donc nécessaire d'ouvrir une autorisation de programme d'un montant de 120 000 € T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant de 120 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI431AP « Sports – Equipements Terrestres ».
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement DI431AP « Sports – Equipements terrestres » pour un montant de 120 000 € T.T.C.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

DI431AP « Sports – Equipements terrestres »
Montant total de l'AP : 120 000 € T.T.C.
CP 2019 : 20 000 € T.T.C.
CP 2021 : 40 000 € T.T.C.
CP 2020 : 40 000 € T.T.C.
RAF : 20 000 € T.T.C.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 003-5290/18/CM

**■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement "Réalisation Aménagement et réhabilitation de bâtiments sportifs" du Territoire Istres-Ouest Provence
MET 18/8907/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° FAG 036-2694/17/CM du 19 octobre 2017, le Conseil de la Métropole a approuvé la mise en autorisation de programme des opérations d'investissement au Budget Principal.

Lors de la délibération initiale, le programme d'études et travaux inclus dans l'opération d'investissement n° 2017501000 « Réalisation Aménagement et réhabilitation de bâtiments sportifs » n'étant pas connu jusqu'en 2020, l'affectation a été approuvée partiellement.

Ladite opération inscrite à l'Etat Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence 2018, enregistrée dans l'autorisation de programme n° 175152 BP – Autres services d'intérêt communautaire – Sport - doit être révisée pour un montant de 2 471 072,69 € TTC.

Cette révision porte le montant de l'opération n° 2017501000 de 12 303 162,31 € TTC avant révision à 14 774 235 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 2 471 072,69 € TTC de l'opération « Réalisation aménagement et réhabilitation de bâtiments sportifs » afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 2 471 072,69 € TTC de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2017501000 « Réalisation Aménagement et réhabilitation de bâtiments sportifs » rattachée au programme n°15-2 « Autres services d'intérêt communautaire -Sport » code AP 175152 BP .

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence 2019 et suivants de la Métropole.
L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

Mandaté antérieur : 7 877 567 € TTC
CP 2018 : 4 328 668 € TTC
CP 2019 : 2 568 000 € TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 004-5291/18/CM

■ **Autorisation de participation au financement d'équipements et approbation d'une convention avec la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône pour la réalisation de l'opération "construction de salles sportives".**

MET 18/8991/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016, a été adopté le Règlement Budgétaire et Financier (RBF) qui prévoit au titre IX la possibilité, pour la Métropole, de participer au financement d'équipements au profit des communes membres.

La pratique des fonds de concours prévue à l'article L.5215-26 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) applicable aux métropoles par renvoi de l'article L.5217-7 du code précité, constitue une dérogation au principe de spécialité imposé aux établissements publics de coopération intercommunale.

L'article L.5215-26 dispose : « Qu'afin de financer la réalisation ou la construction d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la Métropole et les communes membres après accord concordants exprimés à la majorité simple du Conseil de la Métropole et des Conseils Municipaux concernés ».

Le montant total de la participation au financement d'équipements ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier (RBF) approuvé par le Conseil de la Métropole, chaque subvention allouée dans le cadre du fonds de concours doit faire l'objet d'un conventionnement entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune bénéficiaire.

La commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône a déposé auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence un dossier de demande de financement pour l'opération suivante :

- Construction de salles sportives

Le coût estimé pour cette opération s'élève à 3 022 671 € HT. La participation sollicitée est évaluée à 500 000 €, le plan de financement est joint en annexe. Cette opération est entièrement financée dans le cadre de la dotation affectée au Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence entend répondre favorablement à cette demande.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 portant adoption du Règlement Budgétaire et Financier ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la participation au financement d'équipements pour la réalisation de l'opération «Construction de salles sportives» sur la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône ;
- Qu'il convient d'approuver la convention correspondante ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la participation d'un montant maximal de 500 000 € à la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône pour le financement de l'opération « Construction de salles sportives » ainsi que la convention correspondante entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Port-Saint-du-Rhône précisant les modalités de versement de ladite participation.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents y afférents.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence en section d'investissement, chapitre 2017501900, nature 2041412, code opération 2017501900.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 005-5292/18/CM

**■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Fondation Vasarely" du Territoire du Pays d'Aix
MET 18/9165/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du

Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'opération d'investissement « Fondation Vasarely » proposée ici, comporte deux volets :

1- Restaurations de 44 œuvres monumentales. (Intégrations).42 intégrations + 2 sculptures (intérieurs).

Le centre architectonique d'Aix-en-Provence a pour vocation la diffusion d'un « art pour tous » et d'une « ville de demain » qui intègre l'art dans l'architecture. Les intégrations, réalisées en 1975, sont des modèles à taille réelle permettant de créer un urbanisme nouveau. Elles sont la résultante d'un savant mélange entre art, artisanat de tradition et nouvelles technologies avec l'emploi de matériaux issus de l'industrie plastique.

Elles sont globalement de 6mx8m et ont été créés in situ à partir d'un prototype-départ (c'est la méthode de travail utilisée par le plasticien), sur lequel on applique toutes les déclinaisons possibles en variant un ou plusieurs paramètres (dimensions, matériaux, couleurs, etc...)

Victor Vasarely donne ainsi à voir dans les 7 alvéoles une ambiance « matérielle » particulière : aluminium anodisé, émaux de Briare, céramique de Delft, cartons sérigraphiés », savonneries des Gobelins, tapisseries d'Aubusson, verre sérigraphié, etc., constituée de 42 intégrations, 2 sculptures intérieures et 1 sculpture extérieure, sur le site du Jas de Bouffan.

A l'issue du programme de restauration du bâtiment de la Fondation, la rénovation des centrales de traitement d'air permettra d'assurer le contrôle climatique des alvéoles et d'améliorer les conditions de conservation au regard de la conservation préventive.

2- Création d'une nouvelle salle d'exposition.

Il s'agit d'étudier la construction d'une nouvelle salle d'exposition permettant d'accueillir de grandes expositions nationales ou internationales de type « Art contemporain – Art cinétique - Art Optique » en liaison avec la programmation de la Fondation Vasarely.

Cet équipement contribuera à la mise en valeur de la Fondation et des travaux effectués par les partenaires, l'augmentation de la communication pour la Fondation, la Ville et le Territoire, l'articulation avec les écoles d'art de la Métropole.

Cet équipement doit favoriser de nouvelles retombées touristiques et économiques pour le Territoire du Pays d'Aix et la Métropole.

Ce projet fera l'objet de financements croisés avec les partenaires.

Pour cela il est nécessaire de créer une autorisation de programme d'un montant de 600 000 €. T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil du Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant de 600 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI457AP2 « Fondation Vasarely » afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement DI457AP2 « Fondation Vasarely » pour un montant de 600 000 € T.T.C.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

DI457AP2 « Fondation Vasarely »
Montant total de l'AP : 600 000 € T.T.C.
CP 2019 : 50 000 € T.T.C.
CP 2021 : 100 000 € T.T.C.
CP 2020 : 100 000 € T.T.C.
RAF : 350 000 € T.T.C

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 006-5293/18/CM

**■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Institut Supérieur d'Enseignement de la Musique" du Territoire du Pays d'Aix
MET 18/9173/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le pôle d'enseignement supérieur est destiné à la formation des élèves de Master se destinant principalement à l'enseignement. Il mettra en place ses formations en relation avec l'AMU et les conservatoires de la Métropole notamment ceux d'Aix-en-Provence et de Marseille.

Le bâtiment comprendra un espace d'accueil et cafétéria, différents pôles pédagogiques et pratiques instrumentales, une médiathèque (abritant 15 à 20 000 documents), un auditorium pouvant accueillir 100 musiciens sur le plateau avec une jauge pour le public de 250 personnes, les locaux administratifs dont les effectifs prévisionnels ont été estimés à 23 ETP en 2020 et des locaux techniques.

Le projet est porté par l'Etat (Ministère de la culture) faisant appel à des financements croisés avec les partenaires.

Le programmiste estime le coût de l'opération en version haute à 16,87 M€.

L'Etat participerait à hauteur de 10M€ et la Région PACA a annoncé une participation de l'ordre de 2 à 3 millions.

Pour la Métropole, 500 000€ seront pris en charge sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix au titre de la Culture.

Pour cela il est nécessaire de créer une autorisation de programme d'un montant de 500 000 €. T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant de 500 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI491AP « Institut Supérieur d'Enseignement de la Musique » afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement DI491AP « Institut Supérieur d'Enseignement de la Musique » pour un montant de 500 000 € T.T.C.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

DI491AP « Institut Supérieur d'Enseignement de la Musique »

Montant total de l'AP : 500 000 € T.T.C

CP 2019 : 100 000 € T.T.C.

CP 2020 : 400 000 € T.T.C.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 007-5294/18/CM

**■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement "Participation d'équipement régie culturelle" pour le Territoire Istres-Ouest Provence
MET 18/8914/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° FAG 036-2694/17/CM du 19 octobre 2017, le Conseil de la Métropole a approuvé la mise en autorisation de programme des opérations d'investissement au Budget Principal.

Par délibération n° CSGE 003-4254/15/CM du 28 juin 2018, le Conseil Métropole a approuvé la révision de l'opération d'investissement n° 2017500800 « Participation d'équipement régie culturelle ».

Les systèmes de projection ainsi que le matériel utilisés pour les billetteries sur l'ensemble des structures du territoire Istres-Ouest-Provence doivent être remplacés.

L'opération d'investissement n° 2017500800, « Participation d'équipement régie culturelle » inscrite à l'Etat spécial de territoire Istres-Ouest Provence 2018, enregistrée dans l'autorisation de programme n°175151 BP – Culture du programme « Autres services d'intérêt métropolitain » de la Métropole doit être révisée pour un montant de 50 000 euros TTC.

Cette révision porte le montant de l'opération n° 2017500800 de 725 000 euros TTC avant révision à 775 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 50 000 € TTC de l'opération « Participation d'équipement régie culturelle » afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 50 000 € TTC de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2017500800 « Participation d'équipement régie culturelle » rattachée au programme n° 15 « Autres services d'intérêt métropolitain » code AP 175151 BP – Culture.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence 2019 et suivants selon l'échéancier prévisionnel des crédits de paiement suivant :

Mandaté antérieur : 175 000 euros TTC
CP 2018 : 200 000 euros TTC
CP 2019 : 200 000 euros TTC
CP 2020 : 200 000 euros TTC.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.